



DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE
ET RAPPORT
FINANCIER ANNUEL

2015



GROUPE BPCE

Coopératifs, banquiers et assureurs autrement.

Sommaire

1	PRÉSENTATION DU GROUPE BPCE	3
1.1	Présentation du Groupe BPCE	4
1.2	Historique	5
1.3	Organisation du Groupe BPCE	6
1.4	Chiffres clés 2015	9
1.5	Contacts	11
1.6	Agenda	11
1.7	Plan stratégique 2014-2017 « Grandir autrement »	12
1.8	Les métiers du groupe	15

2	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	25
2.1	Introduction	26
2.2	Composition des organes de direction et de surveillance	28
2.3	Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux	64
2.4	Règles et principes de détermination des rémunérations et avantages	72
2.5	Conflits d'intérêts potentiels	84
2.6	Rapport du président sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques pour l'exercice 2015	85
2.7	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance	108
2.8	Plan de rétablissement et de réorganisation (le « PRR »)	109
2.9	Responsables du contrôle des comptes	110

3	GESTION DES RISQUES	115
3.1	Principaux risques du Groupe BPCE	117
3.2	Pilier III	125
3.3	Risques de liquidité, de taux et de change	179
3.4	Couverture des risques assurables	185
3.5	Risques juridiques	186
3.6	Risques techniques d'assurance	190
3.7	Recommandation du Forum de stabilité financière en matière de transparence financière	195

4	ACTIVITÉS ET INFORMATIONS FINANCIÈRES 2015	201
4.1	Préambule	202
4.2	Faits majeurs de l'année 2015	203
4.3	Données financières du Groupe BPCE	206
4.4	Données financières du groupe BPCE SA	219
4.5	Investissements	221
4.6	Événements post clôture	221
4.7	Perspectives pour le Groupe BPCE	222

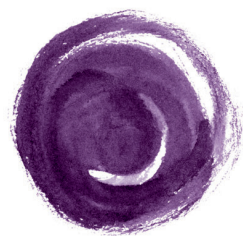
5	RAPPORT FINANCIER	225
5.1	Comptes consolidés IFRS du Groupe BPCE au 31 décembre 2015	226
5.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	326
5.3	Comptes consolidés IFRS du groupe BPCE SA au 31 décembre 2015	328
5.4	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	408
5.5	Comptes individuels annuels BPCE	410
5.6	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	454

6	INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES	457
6.1	Stratégie développement durable et identité coopérative	458
6.2	Réponses aux enjeux économiques	464
6.3	Informations sociales	473
6.4	Réponses aux enjeux environnementaux	485
6.5	Réponses aux enjeux sociétaux	493
6.6	Méthodologie du reporting RSE	503
6.7	Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	506

7	ÉLÉMENTS JURIDIQUES	509
7.1	Actes constitutifs et statuts	510
7.2	Capital social	512
7.3	Répartition du capital social et des droits de vote	514
7.4	Contrats importants	515
7.5	Changements significatifs	515
7.6	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	516

8	ATTESTATION DU RESPONSABLE	529
8.1	Attestation du responsable du document de référence et du rapport financier annuel	530

9	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	531
9.1	Documents accessibles au public	532
9.2	Table de concordance du document de référence	533
9.3	Table de concordance de l'EDTF	535
9.4	Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion	536
9.5	Table de concordance des principales informations sociales, environnementales et sociétales	537
9.6	Glossaire	538



GROUPE BPCE

Document de référence **2015** et Rapport financier annuel



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mars 2016, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le présent document de référence intègre tous les éléments du rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier ainsi qu'à l'article 222-3 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Une table de concordance entre les documents mentionnés à l'article 222-3 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et les rubriques correspondantes du présent document de référence figure en pages 533 et 534.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais auprès de BPCE, 50, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris.

1 PRÉSENTATION DU GROUPE BPCE

1.1 PRÉSENTATION DU GROUPE BPCE	4	1.4 CHIFFRES CLÉS 2015	9
		Le Groupe BPCE	9
1.2 HISTORIQUE	5	Le groupe BPCE SA	10
Banques Populaires	5	1.5 CONTACTS	11
Caisses d'Epargne	5		
Groupe BPCE	5	1.6 AGENDA	11
1.3 ORGANISATION DU GROUPE BPCE	6		
1.3.1 Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne	6	1.7 PLAN STRATÉGIQUE 2014-2017 « GRANDIR AUTREMENT »	12
1.3.2 BPCE, organe central du Groupe BPCE	6		
1.3.3 Les périmètres de consolidation du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA	8	1.8 LES MÉTIERS DU GROUPE	15

1.1 Présentation du Groupe BPCE

Deuxième groupe bancaire en France ⁽¹⁾, grâce à ses deux enseignes phares que sont Banque Populaire et Caisse d'Épargne, le Groupe BPCE et ses 108 000 collaborateurs sont au service de 35 millions de clients dont 8,9 millions de sociétaires. Les entreprises du groupe exercent leur métier de banquier au plus près des besoins des personnes et des territoires.

Avec les 18 Banques Populaires, les 17 Caisses d'Épargne, Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International, le Groupe BPCE propose à ses clients une offre complète de produits et services : solutions d'épargne, de placement, de trésorerie, de financement, d'assurance, d'investissement... Fidèle à son statut coopératif, le groupe les accompagne dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée, contribuant ainsi à plus de 20 % du financement de l'économie française.

Son modèle de banque universelle repose sur une architecture à trois niveaux :

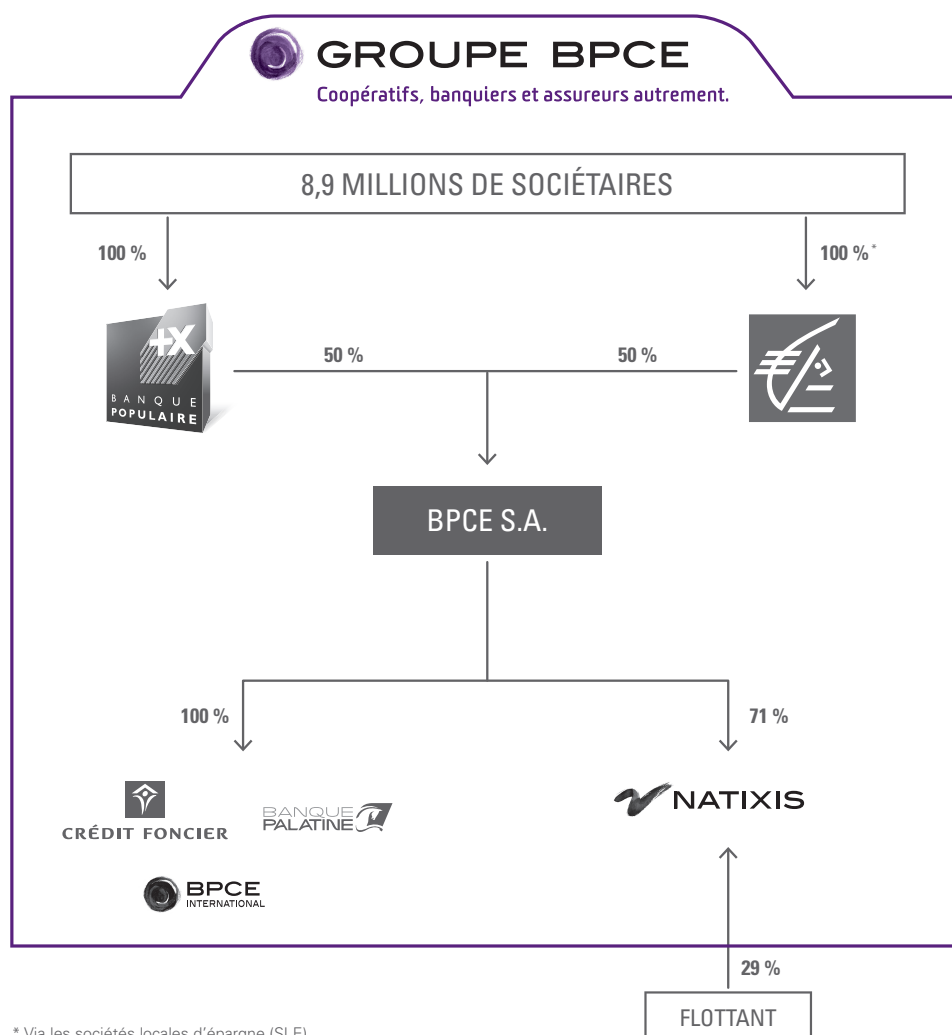
- les deux réseaux coopératifs avec les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, acteurs incontournables au cœur des régions ;
- l'organe central BPCE, en charge de la stratégie, du contrôle et de l'animation du groupe ;
- les filiales de BPCE parmi lesquelles Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International.

Par ailleurs, l'ensemble des établissements de crédit affiliés à BPCE bénéficie d'un système de garantie et de solidarité.

Le périmètre des établissements affiliés est principalement composé des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne et de Natixis.

➔ ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE BPCE

ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2015



(1) Parts de marché : 22,4 % de part de marché en épargne clientèle et 20,7 % en crédit clientèle (source : Banque de France T3-2015 – toutes clientèles non financières).

1.2 Historique

Banques Populaires

- 1878** Création de la première Banque Populaire à Angers par des entrepreneurs pour les entrepreneurs : l'objectif est de mettre en commun des fonds afin de financer leurs propres projets.
- 1917** Avec l'obtention du statut coopératif, les Banques Populaires deviennent rapidement des acteurs majeurs de l'économie de leur région, au service des artisans, commerçants et PME.
- 1962** Les Banques Populaires s'ouvrent aux particuliers.
- 1998** Le rachat de Natexis dote le groupe Banque Populaire d'un véhicule coté.
- 2008** L'acquisition de 7 banques régionales d'HSBC France va renforcer sa présence au cœur des régions.

Caisses d'Epargne

- 1818** Création de la première Caisse d'Epargne à Paris afin de promouvoir, collecter et gérer l'épargne populaire.
 - 1835** Les Caisses d'Epargne deviennent « Établissements privés d'utilité publique ».
 - 1895** Les Caisses d'Epargne assurent des missions d'intérêt général.
 - 1950** Les Caisses d'Epargne deviennent des établissements de crédit à but non lucratif.
 - 1999** Les Caisses d'Epargne deviennent des banques coopératives. Dès lors, le groupe Caisse d'Epargne se lance dans une stratégie multi-enseigne *via* des opérations de créations et acquisitions, dont le rachat du Crédit Foncier la même année, qui permet au groupe de développer ses activités dans l'immobilier.
 - 2003** Avec l'acquisition de la Banque Palatine (ex-Banque San Paolo), le groupe se rapproche des entreprises.
 - 2004** Le rachat d'Ixis permet au groupe de devenir un acteur de la banque d'investissement.
- Ensemble, en 2006, les groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne engagent leur rapprochement par la création d'une filiale commune, Natixis.

Groupe BPCE

- 2009** Le 31 juillet 2009, le rapprochement du groupe Banque Populaire et du groupe Caisse d'Epargne donne naissance au Groupe BPCE.
- 2010** « Ensemble », le projet stratégique du Groupe BPCE pour 2010-2013, mobilise toutes les entités du groupe afin qu'elles deviennent les banques préférées des Français et de leurs entreprises.
- 2013** Opération de simplification de la structure du groupe effectuée le 6 août 2013, avec le rachat suivi de leur annulation par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne des certificats coopératifs d'investissement (CCI) que Natixis détenait dans leur capital. Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne appartiennent désormais entièrement à leurs sociétaires.
Lancement du plan stratégique « Grandir autrement » pour 2014-2017, un plan de développement et de transformation construit autour d'une ambition : répondre toujours mieux aux attentes et aux besoins de nos clients en affirmant la différence coopérative du groupe.
- 2014** Le 4 novembre 2014, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu un protocole d'accord détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet de partenariat renouvelé à compter du 1^{er} janvier 2016.
- 2015** L'assemblée générale du 22 mai 2015 a approuvé le protocole cadre général ainsi que les différents contrats spécifiques visés par ce dernier (« les nouveaux accords de partenariat ») entre le Groupe BPCE et la CNP.
Ces nouveaux accords s'inscrivent dans le contexte de l'arrivée à échéance en date du 31 décembre 2015 des accords de distribution entre CNP Assurances et le Groupe BPCE et la décision de ce dernier de confier à Natixis Assurances la conception et la gestion de l'ensemble des contrats épargne et retraite qui seront distribués par le réseau Caisse d'Epargne à partir du 1^{er} janvier 2016.

1.3 Organisation du Groupe BPCE

1.3.1 Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne

Le groupe a un fort caractère coopératif avec des sociétaires propriétaires des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, les deux réseaux constituant le socle de la banque de détail du groupe.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne sont des établissements de crédit. Leur gouvernance s'appuie sur un conseil d'administration pour les Banques Populaires, un conseil d'orientation et de surveillance (COS) et un directoire pour les Caisses d'Épargne.

LES BANQUES POPULAIRES

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Les sociétaires sont des personnes physiques (y compris des collaborateurs de Banques Populaires) et des personnes morales. Le client sociétaire participe à la vie, aux ambitions et au développement de sa banque. L'animation du sociétariat se décline à deux niveaux : au niveau local avec des initiatives de la Banque Populaire et au niveau national avec la Fédération Nationale des Banques Populaires. Le moment fort de l'expression du sociétaire est l'assemblée générale de sa Banque Populaire.

LES CAISSES D'ÉPARGNE

Les Caisses d'Épargne sont détenues à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les SLE sont des sociétés coopératives à capital variable, dont le capital est détenu à 100 % par les sociétaires. Tout client (personne physique ou personne morale) d'une Caisse d'Épargne peut acquérir des parts sociales d'une SLE et en devenir sociétaire. Les salariés des Caisses d'Épargne peuvent également devenir sociétaires. Enfin, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), se situant dans la circonscription territoriale d'une SLE peuvent aussi en devenir sociétaires, mais les collectivités territoriales ne peuvent détenir ensemble plus de 20 % du capital de la SLE.

Les SLE ont pour objet, dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées, d'animer le sociétariat. Chaque SLE réunit ses sociétaires en assemblée générale au moins une fois par an pour l'approbation des comptes de l'exercice. Chaque SLE est administrée par un conseil d'administration, élu par l'assemblée générale, parmi les sociétaires de la SLE. Ce conseil d'administration désigne un président, chargé de représenter la SLE à l'assemblée générale de la Caisse d'Épargne à laquelle elle est affiliée. Les SLE ne peuvent pas effectuer des opérations de banque.

1.3.2 BPCE, organe central du Groupe BPCE

BPCE, créé par la loi du 18 juin 2009, est l'organe central du Groupe BPCE, groupe bancaire coopératif. À ce titre, il représente les établissements de crédit qui lui sont affiliés.

Les établissements affiliés, au sens de l'article L. 511-31 du code monétaire et financier, sont :

- les 18 Banques Populaires et leurs 50 sociétés de caution mutuelle (SCM) leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement ;
- les 17 Caisses d'Épargne, dont les parts de capital sont détenues par 227 sociétés locales d'épargne (SLE) ;
- Natixis ; cinq Caisses Régionales de Crédit Maritime Mutuel ; Banque BCP SAS (France) ; Banque de la Réunion ; Banque de Tahiti ; Banque de Nouvelle-Calédonie ; Banque des Antilles Françaises ; Banque Palatine ; Crédit Foncier de France ; Compagnie de Financement Foncier ; Locindus ; Cicobail ; Société Centrale pour le Financement de l'Immobilier (SOCFIM) ; BPCE International ; Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon ; Batimap ; Batiroc Bretagne-Pays de Loire ; Capito Finance-Tofinso ; Comptoir Financier de Garantie ; Océor Lease Nouméa ; Océor Lease Réunion ; Océor Lease Tahiti ; Sud-Ouest Bail.

SON ACTIVITÉ

La société a pour mission d'orienter et de promouvoir l'activité et le développement du groupe coopératif constitué par le réseau Banque Populaire et le réseau Caisse d'Épargne, les établissements affiliés, ainsi que, plus généralement, les autres entités dont elle détient le contrôle.

La société a pour objet :

- d'être l'organe central du réseau Banque Populaire et du réseau Caisse d'Épargne et des établissements affiliés, au sens du code monétaire et financier. À ce titre, et en application des articles L. 511-31 et suivants et de l'article L. 512-107 du code monétaire et financier, elle est notamment chargée :
 - de définir la politique et les orientations stratégiques du groupe ainsi que de chacun des réseaux qui le constituent,
 - de coordonner les politiques commerciales de chacun de ces réseaux et de prendre toute mesure utile au développement du groupe, notamment en acquérant ou en détenant les participations stratégiques,

- de représenter le groupe et chacun des réseaux pour faire valoir leurs droits et intérêts communs, notamment auprès des organismes de place, ainsi que de négocier et de conclure les accords nationaux ou internationaux,
- de représenter le groupe et chacun des réseaux en qualité d'employeur pour faire valoir leurs droits et intérêts communs ainsi que de négocier et de conclure en leur nom les accords collectifs de branche,
- de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et à cet effet, de déterminer les règles de gestion de la liquidité du groupe notamment en définissant les principes et modalités du placement et de la gestion de la trésorerie des établissements qui le composent et les conditions dans lesquelles ces établissements peuvent effectuer des opérations avec d'autres établissements de crédit ou entreprises d'investissement, réaliser des opérations de titrisation ou encore émettre des instruments financiers et de réaliser toute opération financière nécessaire à la gestion de la liquidité,
- de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités d'intervention en complément des fonds prévus par les articles L. 512-12 et L. 512-86-1, ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution,
- de définir les principes et conditions d'organisation du dispositif de contrôle interne du groupe et de chacun des réseaux ainsi que d'assurer le contrôle de l'organisation, de la gestion et de la qualité de la situation financière des établissements affiliés notamment au travers de contrôles sur place dans le cadre du périmètre d'intervention défini au quatrième alinéa de l'article L. 511-31,
- de définir la politique et les principes de gestion des risques ainsi que les limites de ceux-ci pour le groupe et chacun des réseaux et d'en assurer la surveillance permanente sur base consolidée,
- d'approuver les statuts des établissements affiliés et des sociétés locales d'épargne ainsi que les modifications devant y être apportées,
- d'agréer les personnes appelées, conformément à l'article L. 511-13, à assurer la détermination effective de l'orientation de l'activité des établissements affiliés,
- d'appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions d'organe central,
- de veiller à l'application, par les Caisses d'Epargne, des missions énoncées à l'article L. 512-85 ;
- **d'être un établissement de crédit agréé en qualité de banque.** À ce titre, elle exerce, tant en France qu'à l'étranger, les compétences conférées aux banques

par le code monétaire et financier, et fournit les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code précité ; elle exerce la fonction de caisse centrale des réseaux et plus généralement du groupe ;

- **d'être un intermédiaire en assurance**, notamment courtier en assurance, conformément à la réglementation en vigueur ;
- **d'exercer l'activité d'intermédiaire en transactions immobilières**, conformément à la réglementation en vigueur ;
- **de prendre des participations**, tant en France qu'à l'étranger, dans toutes sociétés, françaises ou étrangères, tous groupements ou associations concourant aux objets ci-dessus ou au développement du groupe, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à ces objets et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

SA POLITIQUE DE DIVIDENDES

En 2015

L'assemblée générale ordinaire de BPCE du 22 mai 2015 a décidé de distribuer un dividende au titre de l'exercice 2014 d'un montant de 174 998 300,44 euros aux actionnaires de catégorie A et B, soit 5,6182 euros par action.

Le directoire de BPCE du 21 décembre 2015 a décidé de distribuer un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2015 d'un montant de 174 998 300,44 euros, aux 31 148 464 actions de catégories A et B composant le capital social de BPCE, soit 5,6182 euros par action, après avoir reçu l'accord de principe dudit versement par le conseil de surveillance du 16 décembre 2015.

La qualification des actions de catégorie A et B est définie au point 7.2.2 du présent document.

En 2014

L'assemblée générale ordinaire de BPCE du 16 mai 2014 a décidé qu'aucun dividende ne serait versé, aux actionnaires de catégorie A et B, au titre de l'exercice 2013.

Elle a néanmoins décidé de procéder à une distribution exceptionnelle de 149 998 543,23 euros aux 31 148 464 actions de catégories A et B composant le capital social, soit 4,8156 euros par action, intégralement prélevée sur le poste « Primes d'émission ».

En 2013

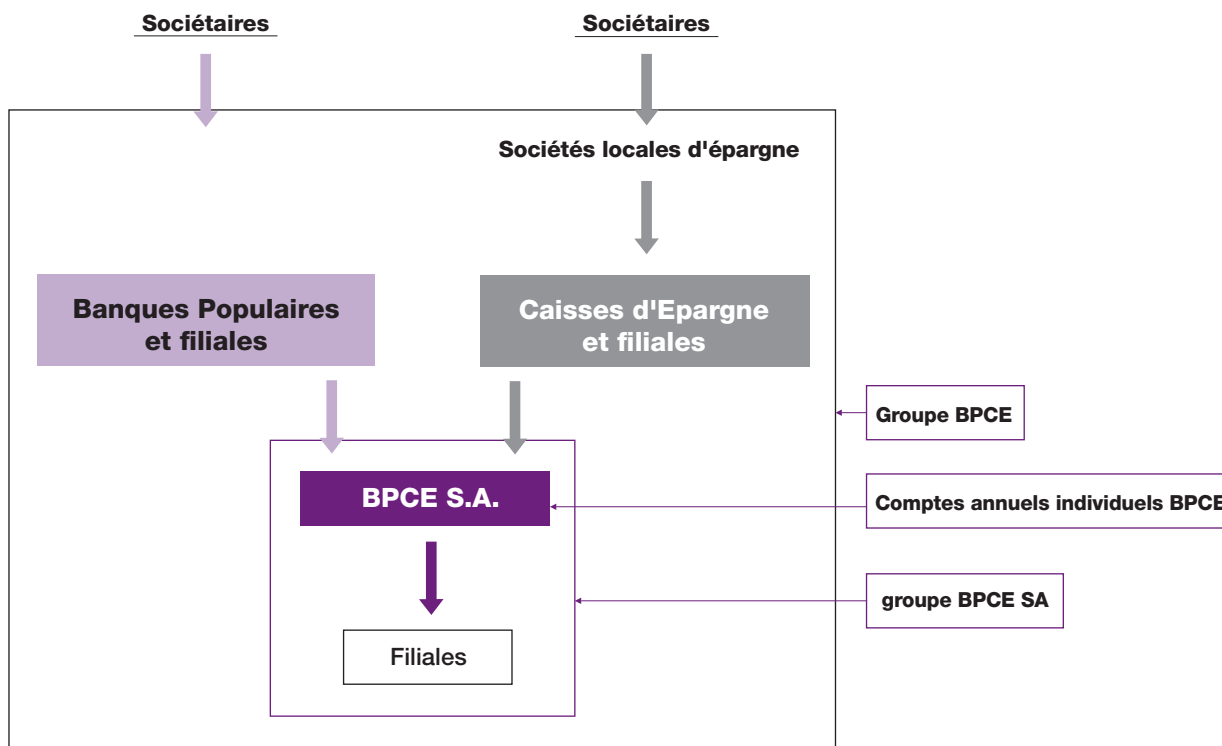
L'assemblée générale ordinaire de BPCE du 24 mai 2013 a décidé qu'aucun dividende ne serait versé, aux actionnaires de catégorie A et B, au titre de l'exercice 2012.

1.3.3 Les périmètres de consolidation du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA

Les périmètres de consolidation des deux groupes, organisés autour de l'organe central, sont décrits dans le schéma ci-après.

Outre le groupe BPCE SA, le Groupe BPCE comprend les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne avec pour chacune d'entre elles leurs filiales.

Le groupe BPCE SA intègre BPCE et ses filiales. La principale différence porte sur la contribution des maisons mères qui ne participent pas au résultat du groupe BPCE SA.



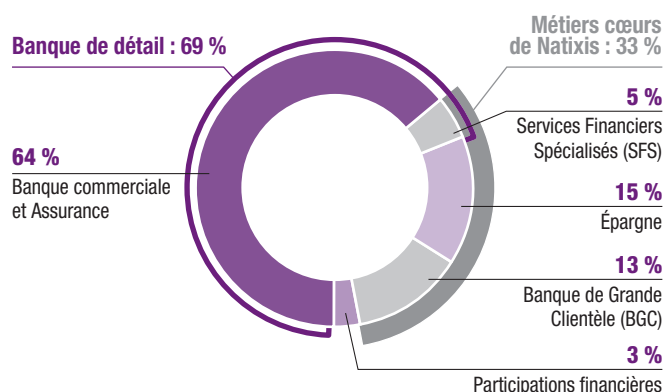
1.4 Chiffres clés 2015

Le Groupe BPCE

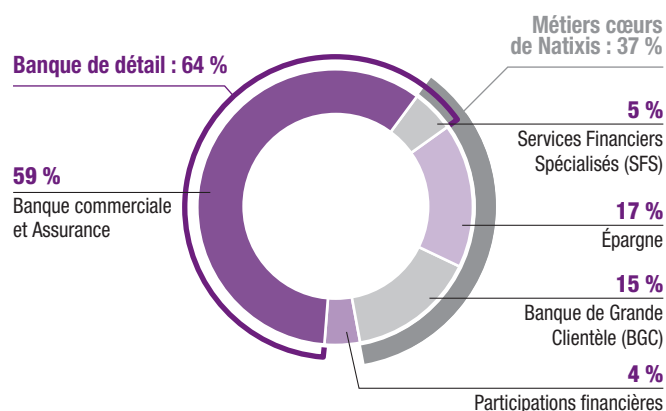
➔ COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

en millions d'euros	2015	2014	2013
Produit net bancaire	23 868	23 257	22 826
Résultat brut d'exploitation	7 620	6 927	6 691
Résultat avant impôt	6 123	5 279	4 889
Résultat net part du groupe	3 242	2 907	2 669

➔ CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU PNB DU GROUPE ⁽¹⁾ EN 2015 (en %)



➔ CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU RÉSULTAT AVANT IMPÔT DU GROUPE ⁽¹⁾ EN 2015 (en %)



➔ ACTIVITÉ

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total de bilan	1 166,5	1 223,3	1 123,5
Crédits clientèle (encours bruts)	629,8	623,3	590,7

ACTIVITÉ DES RÉSEAUX

en milliards d'euros	2015	2014	2013
Banques Populaires			
Crédits à la clientèle	172,6	167,4	165,5
Epargne bilantielle	162,0	150,8	141,2
Epargne financière	67,4	66,3	65,9
Caisses d'Epargne ⁽¹⁾			
Crédits à la clientèle	224,6	213,8	200,9
Epargne bilantielle	270,2	261,7	251,9
Epargne financière ⁽²⁾	128,8	125,8	122,4

(1) Encours 2014 pro forma de la cession au T3-15 de l'intégralité des participations de BPCE International au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

(2) Encours d'assurance vie 2015 désormais présentés en encours fin de période ; les encours 2013 et 2014 ont été retraités en conséquence.

(1) Hors Hors métiers.

STRUCTURE FINANCIÈRE

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres part du groupe	57,6	55,3	51,3
Fonds propres Common Equity Tier 1	50,9	46,6	42,3
Fonds propres Tier 1	52,2	50,0	46,5
Total fonds propres prudeniels	65,8	60,5	53,6

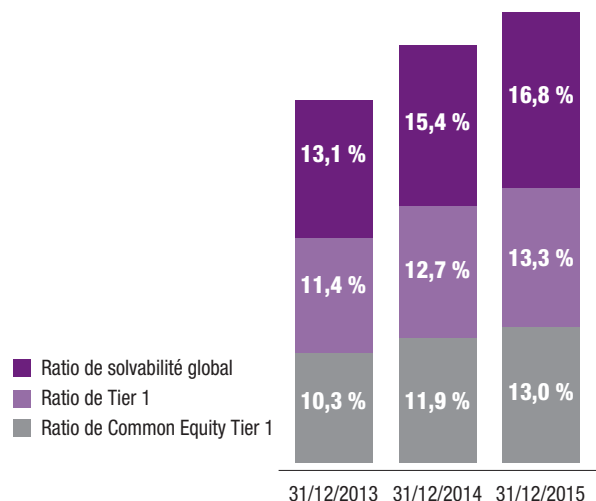
En Bâle III, tenant compte des dispositions transitoires prévues par la CRR/CRD IV ; données 2013 pro forma.

NOTATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Les notes concernent BPCE et s'appliquent également au Groupe BPCE.

	FitchRatings	Moody's	R&I	Standard & Poor's
Notation long terme	A	A2	A	A
Notation court terme	F1	P-1	-	A-1
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

RATIOS PRUDENTIELS



En Bâle III, tenant compte des dispositions transitoires prévues par la CRR/CRD IV ; données 2013 pro forma.

Le groupe BPCE SA

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

en millions d'euros	2015	2014	2013
Produit net bancaire	9 923	8 779	8 425
Résultat brut d'exploitation	2 728	2 119	1 829
Résultat avant impôt	2 313	1 745	2 697
Résultat net part du groupe	803	724	1 555

STRUCTURE FINANCIÈRE

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres part du groupe	20,0	21,2	21,2
Fonds propres Tier 1	18,9	20,8	19,6
Ratio de Tier 1	9,8 %	10,3 %	11,9 %
Ratio de solvabilité global	16,6 %	15,5 %	13,5 %

Données 2015 et 2014 en Bâle III tenant compte des dispositions transitoires prévues par la CRR/CRD IV et données 2013 en Bâle 2.5.

1.5 Contacts

www.bpce.fr rubrique « Investisseur »

Roland Charbonnel,

Directeur des Émissions et de la Communication financière

1.6 Agenda

Mardi 10 mai 2016	Avant Bourse – Publication des résultats du premier trimestre 2016
Vendredi 27 mai 2016	Assemblée générale de BPCE
Jeudi 28 juillet 2016	Après Bourse – Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2016
Mardi 8 novembre 2016	Après Bourse – Publication des résultats du troisième trimestre 2016

Agenda sous réserve de modification.

1.7 Plan stratégique 2014-2017 « Grandir autrement »

Le premier plan stratégique du Groupe BPCE « Ensemble » 2010-2013 a été un plan de redressement et de construction du groupe. Le Groupe BPCE est aujourd'hui un grand groupe coopératif, entièrement dédié à ses clients dans les métiers de la banque et de l'assurance et au service des acteurs de l'économie.

Le plan « Grandir autrement » 2014-2017 est un plan de développement et de transformation construit autour de l'ambition de toujours mieux répondre aux attentes et aux besoins de nos clients en affirmant la dimension coopérative du groupe.

Nos métiers de banque et d'assurance entrent dans une nouvelle phase qui appelle de nouveaux modèles de développement dans un contexte bancaire et économique très évolutif : nouvelles régulations, nouvelles technologies, nouveaux comportements des clients, globalisation de l'économie, attente des collaborateurs. Le Groupe BPCE est un groupe coopératif décentralisé et multimarques, avec des atouts pour mettre en place ces nouveaux modèles.

Le Groupe BPCE se fixe quatre priorités de développement pour atteindre ses objectifs et met en œuvre trois leviers d'action.

QUATRE PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Créer les banques de proximité leaders de la relation humaine et digitale

Pour nos clients, banque digitale et réseau physique sont complémentaires. L'un et l'autre constituent les bases d'un nouveau modèle de relation innovant qui leur offrira une expérience à la fois simple, pratique et personnalisée. Les banques proposeront à leur client une relation 100 % connectée grâce au rôle essentiel des conseillers clientèles, complété par tous les moyens modernes et innovants de l'entreprise numérique. Les processus seront optimisés pour les rendre plus performants, lisibles, utiles et simples.

Les clients pourront choisir leur mode de contractualisation (électronique ou papier, autonomie totale ou aide du conseiller) et pourront suivre l'avancement des dossiers, ce qui nécessitera un engagement sur les délais. Toute la gamme de produits a vocation à être accessible électroniquement. Enfin, chaque banque régionale devra adapter son réseau d'agences aux clientèles et aux territoires avec des formats différenciés.

De grands projets sont lancés pour atteindre le modèle de relation cible du groupe : multicanal, entreprise numérique (contractualisation en agence et à distance, nouvelles technologies en agence, internet mobile...), modernisation du réseau physique, optimisation des processus, valorisation des données clients, impacts RH des transformations...

Réalisations 2015

79 % de l'offre pouvant être souscrite électroniquement dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne au 31 décembre 2015

66 % des clients abonnés à la banque en ligne dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne au 31 décembre 2015

Pour financer nos clients, s'affirmer comme un acteur majeur de l'épargne et passer d'une logique de crédit à une logique de financement

Dans un contexte où la réglementation évolue en profondeur, la collecte de l'épargne redevient l'une des conditions majeures de notre capacité à prêter. Aujourd'hui un acteur important avec des encours d'épargne de 628 milliards d'euros ⁽¹⁾ au 31 décembre 2015, le Groupe BPCE affirme son ambition de devenir un acteur majeur sur les différents compartiments de marché :

- forte ambition de conquête dans les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, notamment en gestion privée, avec un objectif de croissance annuelle des encours clients en gestion privée et une nouvelle organisation du groupe en gestion de fortune, en s'appuyant notamment sur Banque Privée 1818 ;
- développement du métier de la gestion d'actifs pour compte de tiers chez Natixis, notamment à l'international ;
- en assurance vie, décision stratégique d'intégrer la production des Caisses d'Epargne chez Natixis à compter du 1^{er} janvier 2016 tout en restant un partenaire et actionnaire de long terme de CNP Assurances.

Cette ambition s'accompagne de la volonté d'être en mesure de proposer à nos clients, en plus des offres de crédit, toutes les solutions de financement :

- mise en œuvre dans la Banque de Grande Clientèle de Natixis du modèle *Originate to distribute* ;
- utilisation de la SCF ⁽²⁾ par les entreprises du groupe pour le financement de leurs crédits long terme (crédits aux collectivités locales, crédits à l'habitat) ;
- développement de la titrisation dans les métiers de financement spécialisé chez Natixis et au Crédit Foncier pour les crédits à l'habitat.

Pour fidéliser nos clients et renforcer nos ressources, les banques de proximité renforceront leurs offres en matière de banque au quotidien et innoveront (acceptation monétique, international, paiements, services à valeur ajoutée...).

Réalisations 2015

57,9 milliards d'euros de collecte nette en gestion d'actifs depuis 2013 ⁽³⁾
+ 5,5 % de croissance annuelle des encours clients en gestion privée ⁽⁴⁾

Acquisition de DNCA Finance par Natixis Global Asset Management
Nouvelles initiatives dans la banque au quotidien : cartes de paiement à cryptogramme dynamique, lancement d'Izly (solution de paiement pour les étudiants), acquisition du service de cagnotte en ligne LePotCommun

Devenir un bancassureur de plein exercice

L'assurance constitue une partie intégrante des activités du Groupe BPCE. Pour profiter pleinement du potentiel de ce marché, le groupe s'affirme comme un bancassureur de plein exercice.

(1) Réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

(2) SCF (Compagnie de Financement Foncier, société de crédit foncier du groupe).

(3) Collecte nette 2014 et 2015, hors DNCA.

(4) Tcam 2013-2015 pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

D'ici à 2017, le plan prévoit de développer l'équipement des clients particuliers en assurance dommages, santé ou prévoyance. À l'attention des professionnels, l'objectif est de construire une gamme d'assurances complète et de définir un modèle de distribution qui s'appuie en priorité sur la totalité des forces commerciales, avec le concours d'une expertise technico-commerciale. Pour les entreprises, l'effort se concentrera sur l'équipement, aussi bien en assurance santé collective qu'en assurance responsabilité du dirigeant.

Le groupe a ainsi créé au sein de Natixis une plate-forme unique et complète en matière d'assurance au service des clients des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne et étend son positionnement sur la chaîne de valeur en assurance. Dans ce cadre, Natixis a acquis 60 % de BPCE Assurances. Le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu le 18 février 2015 des accords définitifs concernant la mise en œuvre d'un partenariat renouvelé à compter du 1^{er} janvier 2016 ; concomitamment à l'internalisation par Natixis Assurances de l'ensemble des contrats d'assurance vie distribués par le réseau Caisse d'Épargne à compter du 1^{er} janvier 2016, il comprendra la mise en place d'un partenariat privilégié en assurance des emprunteurs collective avec Natixis Assurances, ainsi que des partenariats spécifiques en prévoyance individuelle et collective. Le Groupe BPCE a confirmé son intention de rester un actionnaire stable dans le cadre des pactes d'actionnaires existants.

Réalisations 2015

23,5 % des clients équipés en produits d'assurance dommages, prévoyance, ou santé

Portefeuilles de contrats en assurance dommages, prévoyance et santé : + 11 % en 2015

Accélérer l'internationalisation du groupe

Dans sa recherche de nouveaux relais de croissance, le Groupe BPCE a pour ambition de se positionner comme un acteur global de la gestion d'actifs, de renforcer la Banque de Grande Clientèle (BGC) de Natixis à l'international et de progresser dans le développement de la banque de proximité à l'international.

La Banque de Grande Clientèle va privilégier un développement international sélectif en déployant la moitié de ses effectifs hors de France d'ici 2017. Le pôle Épargne poursuivra son expansion internationale avec d'une part, le développement de sa plate-forme aux États-Unis *via* l'investissement dans de nouvelles expertises et l'accès à de nouveaux canaux de distribution et, d'autre part, un renforcement de la distribution dans les zones géographiques dynamiques (Asie, Amérique latine, Moyen-Orient), de manière organique et *via* des partenariats locaux.

Sur la banque de proximité, le groupe se met en mesure de saisir des opportunités de développement à l'international, notamment en Afrique subsaharienne, pour des montants d'investissements limités, et en Europe. La capacité du groupe à accompagner ses clients à l'international sera renforcée (offre pour les expatriés, offre pour les frontaliers, organisation du *trade finance*).

Réalisations 2015

BGC : Revenus des plates-formes internationales en hausse de 21 % en 2015 ; ouverture d'une succursale en Chine et renforcement de la présence en Amérique latine

Gestion d'actifs : encours en Europe + 13 % et aux États-Unis + 5 % en 2015

Reprise par BPCE International des activités de Natixis au Vietnam, et cession des participations au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse

Le plan stratégique a pour ambition de consolider les grands équilibres financiers du groupe.

Le plan stratégique prévoit :

- de continuer de renforcer le capital du groupe en matière de solvabilité ;
- d'anticiper les échéances réglementaires en matière de liquidité. Le groupe entend poursuivre le renforcement de sa structure de bilan ;
- de se fixer des objectifs de rentabilité différenciés selon les entités en fonction de leur modèle.

Réalisations 2015

Solvabilité : ratio de Common Equity Tier 1 12,9 % ⁽¹⁾ au 31 décembre 2015

Liquidité : LCR > 110 % au 31 décembre 2015

Coex : 67,7 % au 31 décembre 2015 ⁽²⁾

Poursuite des cessions de participations minoritaires dans des actifs non stratégiques : cession de Banca Carige, finalisation de la cession de 24,5 % du capital de Volksbank România, cession de 20,6 % du capital de Nexity et déconsolidation de la participation ⁽³⁾

POUR METTRE EN ŒUVRE CES QUATRE AXES DE DÉVELOPPEMENT, LE GROUPE S'APPUIE SUR TROIS GRANDS LEVIERS D'ACTION

L'efficacité collective

Le groupe continue à tirer profit du potentiel de synergies de revenus et de coûts exploité sur le plan « Ensemble ». En particulier, le plan stratégique « Grandir autrement » prévoit la mise en œuvre de deux nouveaux programmes emblématiques de synergies de revenus et de coûts :

- un programme de 870 millions d'euros de synergies de revenus entre les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne et Natixis. Ce programme capitalise sur le succès du projet « Natixis au service des clients des réseaux » développé dans le précédent plan et porte sur les Services Financiers Spécialisés (crédit consommation, ingénierie sociale...), les métiers de l'Épargne et de l'Assurance (assurance vie, gestion privée, gestion d'actifs) et de la Banque de Grande Clientèle (produits de taux, syndication de crédits pour les PME et le secteur public) ;

(1) CRR/CRD IV sans mesures transitoires.

(2) Hors éléments non économiques et exceptionnels.

(3) Cession ne comprenant pas la cession de 3 % du capital engagée en 2014 et réalisée en 2015. Participation résiduelle dans Nexity : 12,8 % au 31/12/2015. Le 2 mars 2016, le Groupe BPCE a cédé l'intégralité de sa participation résiduelle dans Nexity.

- un programme de 900 millions d'euros d'économies de coûts qui comporte plusieurs volets relatifs à la simplification des organisations et des structures, à l'efficacité des processus opérationnels, à la mise en commun de moyens. Les actions d'optimisation et de rationalisation sont poursuivies en matière de système d'information, d'achats et d'immobilier. Ce programme vient en appui des efforts engagés dans chaque entreprise du groupe pour la maîtrise ou la réduction de leur coefficient d'exploitation.

Réalisations 2015

410 M€ de revenus supplémentaires entre les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne et Natixis depuis le 31 décembre 2013

452 M€ de synergies de coûts depuis le 31 décembre 2013

Regroupement des productions informatiques dans BPCE Infogérance & Technologies, création de DocOne, co-entreprise dans l'édition avec des partenaires industriels, migration informatique du CFF sur la plate-forme gérée par IT-CE

Les talents des hommes et des femmes du groupe

L'engagement des ressources humaines dans la réalisation du plan sera renforcé en positionnant les managers comme les acteurs essentiels de la réussite collective. La préparation des équipes aux évolutions des métiers pour faire réussir et évoluer chacun constitue la seconde priorité (mobilité interne, développement de la formation, notamment digitale...). En termes de mixité, le groupe se fixe l'objectif qu'un cadre dirigeant sur quatre soit une femme en 2017.

Réalisations 2015

Pourcentage de femmes parmi les cadres dirigeants : 22,8 %

Lancement du premier « MOOC » ⁽¹⁾ pour la formation des collaborateurs du groupe

Plus de 28 000 salariés formés par classe virtuelle

L'affirmation de la différence coopérative du Groupe BPCE

Trois grandes lignes d'action sont portées par les Banques Populaires, le Crédit Coopératif, la CASDEN Banque Populaire et les Caisses d'Épargne : faire de la proximité un levier stratégique de différenciation, faire incarner notre modèle coopératif par le conseiller et faire de la qualité de service un élément de preuve de notre engagement coopératif.

Ce modèle est décliné sur un triptyque collaborateurs (autonomie des conseillers, renforcement du rôle du directeur d'agence...), clients et sociétaires (participation à des groupes qualité, création de club sociétaires...) et établissements (acteurs de la solidarité et de la transformation de la société...).

Réalisations 2015

Actions pour la prévention de l'exclusion bancaire et accompagnement de la clientèle fragile

Participation des sociétaires au processus d'innovation (co-construction)

(1) MOOC : Massive Open Online Courses (cours en ligne ouverts à tous).

1.8 Les métiers du groupe

L'environnement économique et réglementaire dans lequel le Groupe BPCE exerce ses activités est décrit dans les chapitres 3 et 4 du présent document.

Les Banques Populaires

Banques coopératives créées par et pour les entrepreneurs, les Banques Populaires forment le 4^e réseau bancaire en France avec 16 Banques Populaires régionales, la CASDEN Banque Populaire, dédiée à la fonction publique, et le Crédit Coopératif, banque de l'économie sociale et solidaire.

CHIFFRES CLÉS

18 Banques Populaires	229 Md€ d'encours d'épargne
4 millions de sociétaires	173 Md€ d'encours de crédit
9,1 millions de clients	6,5 Md€ + 2,4 % ⁽¹⁾ de produit net bancaire
31 331 collaborateurs	
3 338 agences (et 16 e-agences)	

EN 2015

- 1^{re} banque des entreprises ⁽²⁾, des franchiseurs et des franchisés ⁽³⁾, 2^e banque des artisans, des commerçants ⁽⁴⁾ et des professions libérales ⁽⁵⁾, 3^e banque des agriculteurs ⁽⁶⁾, les Banques Populaires confirment leur dynamisme : le nombre de clients particuliers assurés progresse de 7,5 %.
- Les encours de crédit sont en hausse de 3 %, soutenus par les crédits immobiliers, les prêts personnels et les crédits d'équipement des entreprises. Les encours d'épargne augmentent de 6 %.

- Avec sa nouvelle plate-forme de marque lancée en 2014, Banque Populaire a multiplié les initiatives originales pour « additionner les forces, multiplier les chances », telles que les *Project Rooms*, rencontres digitales entre jeunes entrepreneurs et mentors reconnus. Elle a, par ailleurs, réaffirmé son engagement dans la voile pour cinq années supplémentaires.

Les particuliers

La relation avec les clients s'enrichit, facilitée par les Ipad déployés auprès de 14 000 conseillers et par la signature électronique des contrats dans toutes les agences.

Grâce à *Erasmus+*, l'accord passé avec le FEI ⁽⁷⁾, Banque Populaire accompagne les étudiants niveau Master dans le financement de leurs études à l'étranger.

La simplicité des souscriptions en ligne et des paiements sans contact, l'élargissement de l'offre crédit, la personnalisation des contrats d'assurance et la qualité reconnue des offres soutiennent la politique de conquête du réseau, notamment auprès des jeunes.

1,3 million de contrats signés électroniquement

26,7 Md€ de production de crédits, + 53,4 %

45,2 Md€ d'encours d'assurance vie, + 4 %

306 000 nouveaux contrats d'assurance IARD

140 000 nouveaux contrats prévoyance et santé

Corbeille d'or pour *Fructi Flexible 100 (Mieux Vivre votre Argent)* et Globe de la gestion pour *Fructi ISR Obli Euro (Gestion de Fortune)*

La CASDEN Banque Populaire

La banque coopérative de l'éducation est devenue celle de toute la fonction publique en 2015 et en a fait sa nouvelle signature.

Plus de 1 million de sociétaires

1 enseignant sur 4 est sociétaire

(1) Hors variation de la provision épargne-logement.

(2) TNS Sofres « Les PME-ETI et les banques » 2015.

(3) 12^e Enquête annuelle de la franchise CSA 2015.

(4) Enquête CSA Pépites 2013-2014.

(5) Étude CSA, mai 2013.

(6) Analyse interne.

(7) Fond européen d'investissement.

La gestion privée

Près de 16 000 nouveaux clients font confiance à la gestion privée des Banques Populaires, grâce à des équipes et des moyens renforcés ainsi qu'à des offres adaptées à une clientèle exigeante. Ainsi, les avoirs confiés augmentent de 6 % et la gestion sous mandat poursuit sa croissance.

337 500 clients en gestion privée

1,2 Md€ collecté en 12 mois sur le contrat d'assurance vie haut de gamme Quintessa

65,4 Md€ d'avoirs confiés, + 6 %

Les professionnels

Avec 1,1 million de professionnels clients, Banque Populaire conforte sa position auprès des artisans, des commerçants, des franchisés, des professions libérales et des agriculteurs.

La production de crédits moyen et long termes s'élève à 6,6 milliards d'euros, en hausse de 11,4 % dont 900 millions d'euros garantis par les Socama ⁽¹⁾ et le FEI. Un nouveau prêt *Socama Création d'entreprise* à caution personnelle réduite complète le prêt *Socama Transmission Reprise* et le prêt sans caution *Socama Equipement*.

Avec *L'expérience*, des ateliers événements, Banque Populaire valorise les savoir-faire de ses clients artisans et commerçants auprès du grand public.

Banque Populaire a décliné son application bancaire *Cyberplus Pro* pour mobile et tablette avec de nouveaux services, dont la commande de monnaie pour les commerçants.

Avec près de 70 000 agriculteurs clients, Banque Populaire met en place des produits et partenariats adaptés pour répondre à leurs besoins. Ainsi, a été lancé, conjointement avec SR France, un dispositif pour leur faire redécouvrir le service de remplacement en cas de coup dur, lors d'une formation ou tout simplement, pour souffler un peu.

1,1 million de professionnels clients

1 franchisé sur 4 ⁽²⁾

1 agriculteur sur 5 ⁽³⁾

137 000 professionnels libéraux clients

47,1 Md€ d'encours de crédit, + 1,1 %

Le Crédit Maritime

Cinq Caisses régionales au service de la pêche, de tous les acteurs de l'économie littorale et des plaisanciers avec des offres dédiées.

Les entreprises et les institutionnels

1^{re} banque des petites et moyennes entreprises – avec un taux de pénétration de 38 % ⁽⁴⁾ – les Banques Populaires sont la banque principale d'un grand nombre d'entreprises et sont également très présentes sur la gestion des flux. Elles développent aussi leurs relations avec les ETI et les grandes entreprises régionales.

Pour répondre aux modifications des structures et des besoins des associations et des entreprises de l'économie sociale et solidaire, les Banques Populaires ont fait évoluer leur offre en financement et en ingénierie financière. De nombreux partenariats ont été mis en place avec des organismes nationaux, notamment dans le médico-social, l'environnement et l'éducation.

Deux services innovants ont été déployés : la nouvelle solution *Sepa Mail* pour le paiement dématérialisé des factures que Banque Populaire est la première à proposer à ses clients, et *Suite Entreprise Watch*, première application bancaire sur Apple Watch de gestion de flux multicompte, multibanque, multidevise pour les dirigeants d'entreprise, déclinaison de *Suite Entreprise Mobile*.

136 000 entreprises clientes

253 000 institutions et associations clientes

1^{re} banque des PME avec 38 % de taux de pénétration

150 centres d'affaires

23,5 Md€ d'encours de crédit à moyen et long termes

Le Crédit Coopératif

Plus de 30 ans d'engagement pour la finance solidaire : 3,5 millions d'euros de dons faits par le Crédit Coopératif et ses clients aux associations partenaires grâce aux produits de partage.

10 ans de soutien aux énergies renouvelables : 556 millions d'euros d'encours de crédit.

(1) Sociétés de caution mutuelle artisanales dont la Banque Populaire est le partenaire exclusif.

(2) 12^e Enquête annuelle de la franchise CSA 2015.

(3) 22 % de taux de pénétration.

(4) TNS Sofres 2015.

Les Caisses d'Epargne

Banques coopératives, les Caisses d'Epargne conjuguent depuis 1818 confiance, solidarité et modernité. 2^e réseau bancaire en France, les 17 Caisses d'Epargne accompagnent les particuliers et tous les acteurs de l'économie régionale. Banque de la famille, la Caisse d'Epargne est également le premier financeur de l'économie sociale et solidaire, du logement social et du secteur public.

CHIFFRES CLÉS

17 Caisses d'Epargne	399 Md€ d'encours d'épargne
4,9 millions de sociétaires	225 Md€ d'encours de crédit
24,4 millions de clients	7,3 Md€ de produit net bancaire, + 1,1 % ⁽¹⁾
36 280 collaborateurs	
4 195 agences (et 17 e-agences)	

EN 2015

- Dans le duo de tête des banques préférées des Français⁽²⁾, les Caisses d'Epargne poursuivent avec succès leur stratégie de bancarisation : le nombre de clients dont elles sont la banque principale augmente de + 2 %.
- La croissance des encours d'épargne atteint 3 % à 399 milliards d'euros, avec notamment les encours d'épargne financière qui progressent de 2 % à 129 milliards d'euros, portés par l'assurance vie.
- Les Caisses d'Epargne ont assuré leurs clients – plus de 1 million de contrats d'assurance dommages, prévoyance et santé ont été souscrits – et ont activement financé l'économie.
- Gestion privée, professionnels, entreprises, immobilier professionnel... : les Caisses d'Epargne développent de nouvelles offres et progressent sur tous ces segments de clientèle.

Les particuliers

La Caisse d'Epargne poursuit sa stratégie de banquier-assureur et continue d'enrichir ses services digitaux. Elle réinvente le Livret A avec *Livrets À Connecter*, elle développe une nouvelle version de *Howizi* pour les jeunes ou encore elle permet à ses clients de consulter les comptes sur les montres connectées. Elle enrichit ses offres : nouveaux prêts avantageux notamment pour tous les jeunes, lancement de la carte *Visa Platinum*, et de la carte à cryptogramme dynamique. Les crédits immobiliers, les prêts personnels et les assurances distribués sont en forte croissance. La collecte réalise de belles performances, notamment avec les PEL et l'assurance vie.

28,4 Md€ de production de prêts immobiliers

7,3 Md€ de prêts personnels produits

4,4 millions de contrats d'assurance dommages, prévoyance et santé en stock

325 Md€ d'encours d'épargne, + 1 %

4 Md€ collectés en épargne-logement

2,4 Md€ collectés en assurance vie

La gestion privée

2^e acteur en France⁽³⁾, la gestion privée de la Caisse d'Epargne approche du cap des 400 000 clients avec une approche adaptée à chaque segment : les conseillers patrimoniaux en agence sont appuyés par des chargés d'affaires spécialisés, des ingénieurs patrimoniaux et des gérants de portefeuille pour la gestion sous mandat. Les clients les plus fortunés bénéficient désormais de banquiers privés.

394 000 clients

33 espaces Gestion Privée

650 experts en gestion privée

107 Md€ d'encours gérés, + 2,9 %

(1) Hors variation de la provision épargne-logement.

(2) Baromètre Posternak-Ilop septembre 2015.

(3) Étude Xerfi/Precepta, juin 2014.

Les professionnels

Le nombre de clients professionnels est en hausse de 4 % avec un bon développement de la clientèle des professionnels établis et des professions libérales. L'entrepreneuriat au féminin est largement soutenu.

De nouveaux produits et services, dont un contrat d'assurance santé collective, ont été lancés en 2015 avec succès. Les flux commerciaux et la production de crédits progressent respectivement de 8,6 % et de 7,4 %.

327 000 artisans, commerçants, professions libérales et petites entreprises clients

2,6 Md€ de production de crédit moyen et long termes, 10 Md€ d'encours

Les entreprises

Les Caisses d'Epargne lancent *Néobusiness*, un dispositif dédié aux entreprises innovantes et aux start-up.

Trois nouvelles structures d'investissement en capital de proximité ont été créées, en Alsace, en Côte d'Azur et en Loire Centre, ainsi qu'une structure nationale, Caisse d'Epargne Développement, dotée initialement de 100 millions d'euros pour investir dans les ETI régionales.

+ 13 % d'encours de crédit

+ 22,7 % d'encours de dépôts à terme

+ 6,1 % de clients actifs

L'immobilier professionnel

Les Caisses d'Epargne proposent des financements et engagements par signature pour tous types de projets. Elles peuvent aussi intervenir en fonds propres aux côtés des promoteurs régionaux au moyen de structures dédiées.

En 2015, la production de crédit à court terme s'est accrue de 7,7 %. Les encours de financements à moyen et long termes aux investisseurs et foncières ont progressé de 14,4 % pour atteindre 4,1 milliards d'euros.

2,8 Md€ de production de crédit court terme

1,2 Md€ de financements moyen et long termes accordés

Le secteur public

La Caisse d'Epargne est un partenaire majeur des collectivités locales et des établissements de santé publics, avec près du tiers de leurs encours de crédit. Elle mobilise les ressources et services complémentaires du Crédit Foncier et de Natixis pour apporter des solutions complètes : ingénierie financière, partenariats public-privé, crédit-bail, gestion immobilière, titres de services, cartes d'achat et de paiement. Elle bénéficie aussi d'environ 5 milliards d'euros de la BEI ⁽¹⁾ pour financer à taux bonifiés des projets d'infrastructures et de rénovation urbaine, éco-énergétique et hospitaliers.

3,1 Md€ de financements nouveaux pour les collectivités locales, leurs groupements et les hôpitaux publics, + 14,4 %

51,3 Md€ d'encours de crédit

Le logement social et l'économie mixte

Partenaires privilégiés des organismes du logement social, les Caisses d'Epargne répondent à tous leurs besoins : banque du quotidien, produits de placement et crédits. Elles sont aussi opérateurs *via* le pôle Habitat en Région qui gère 215 000 logements.

1^{er} financeur des entreprises publiques locales ⁽²⁾, elles investissent aux côtés des collectivités locales dans de nombreux projets locaux : infrastructures numériques, énergies renouvelables, réseaux de chaleur, traitement de l'eau et des déchets.

1^{er} banquier privé du logement social ⁽³⁾

4 Md€ de production de crédits pour le logement social et l'économie mixte

8,5 Md€ d'encours de crédit, + 11 %

7,8 Md€ d'encours de collecte, dont 2,7 Md€ placés sur le Livret A

(1) Banque européenne d'investissement.

(2) Enquête financement des Epl – Fédération des Epl – avril 2015.

(3) Analyse interne.

L'économie sociale et solidaire

Les Caisses d'Epargne accompagnent près de 20 000 entreprises et institutions de l'ESS.

Elles ont lancé en 2015 *Espace Dons*, une plate-forme digitale qui permet aux associations et fondations de recueillir des dons en argent, en nature ou sous forme de bénévolat.

1^{er} financeur de l'ESS avec 20 % du marché ⁽¹⁾

666 M€ de production de crédit, + 6,4 %

+ 7,9 % d'encours d'épargne

Les personnes protégées

La volonté des Caisses d'Epargne est de proposer une approche différenciée aux clients protégés et à leurs représentants légaux qui tient compte de leurs profils et de leurs attentes. Sa stratégie repose sur la proximité et l'expertise. Elle dispose de 150 collaborateurs spécialisés.

1^{re} banque des personnes protégées ⁽²⁾

7 Md€ d'épargne gérés pour les personnes protégées

323 000 personnes protégées clientes, + 3 %

(1) Source Banque de France

(2) Analyse interne.

Le Crédit Foncier

Société spécialisée dans les financements et les services immobiliers depuis 160 ans en France, le Crédit Foncier intervient auprès des particuliers, des professionnels de l'immobilier, des investisseurs et des collectivités locales.

CHIFFRES CLÉS

2 681 collaborateurs	10,4 Md€ de crédits accordés
228 points de vente	48,3 Md€ d'encours de crédit ⁽¹⁾ aux particuliers
7 000 partenaires professionnels de l'immobilier	

EN 2015

- L'activité a été bien orientée avec une production de crédits aux particuliers en hausse de 15 %, des synergies intragroupe accrues, des marges sur la nouvelle production et des commissions en progression.
- Une nouvelle opération de titrisation publique déconsolidante de 1,4 milliard d'euros et le développement des syndications intragroupe ont contribué à diversifier les sources de refinancement.
- Le résultat consolidé avant impôt, en forte hausse, s'établit à 95 millions d'euros.

Les particuliers

Le Crédit Foncier finance notamment l'accession sociale à la propriété au moyen notamment du Prêt à l'Accession Sociale (PAS) et au Prêt à Taux Zéro (PTZ) dont il est un des premiers distributeurs en France.

8 Md€ de nouveaux crédits, + 15 % en France

1^{er} à proposer l'écoprêt à taux zéro copropriétés pour les travaux d'économies d'énergie sur les parties communes

Les professionnels et investisseurs

Parmi les opérations financées : 44 000 m² de commerces, bureaux, logements et parking dans le centre de Nice, à la place de l'ancienne Gare du Sud, menée par Socfim (filiale du Crédit Foncier) avec le concours de plusieurs entités du Groupe BPCE.

7,7 Md€⁽¹⁾ d'encours de crédit

Les équipements publics

Parmi les opérations financées : le contrat de performance énergétique de la Cité Internationale Universitaire de Paris, 30 bâtiments, 130 000 m², avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France

25,6 Md€⁽¹⁾ d'encours de crédit

Les services immobiliers

Parmi les opérations significatives accompagnées en 2015 : l'acquisition-aménagement du nouveau site administratif de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique à Limoges, la cession de l'immeuble Mériadeck de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.

Un des leaders de l'expertise immobilière en France

Les opérations financières

7 milliards d'euros⁽²⁾ d'obligations foncières émises par la Compagnie de Financement Foncier.

Prix Global Capital de la meilleure stratégie d'émission obligataire en septembre 2015.

(1) Données de gestion ajustées comptablement (IFRS7).

(2) Hors opérations exceptionnelles (buy-back et placements intragroupe).

La Banque Palatine

Banque des entreprises et banque privée, la Banque Palatine accompagne les dirigeants dans la réalisation de leurs ambitions personnelles et professionnelles.

Au service des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et de la gestion de patrimoine, elle met en synergie expertises et métiers pour apporter des conseils et des solutions sur-mesure à forte valeur ajoutée.

CHIFFRES CLÉS

12 601 entreprises clientes	17,8 Md€ d'encours d'épargne, + 5,5 %
59 296 clients privés	8,3 Md€ d'encours de crédit, + 7,4 %
1 275 collaborateurs	325 M€ de produit net bancaire, + 2,3 %
51 agences	

EN 2015

- La Banque Palatine a poursuivi son développement commercial et sa modernisation axée sur la qualité de service et l'efficacité avec le lancement de la refonte de ses processus majeurs. Elle a aussi reconçu son système de rémunération de la performance.
- Si son histoire remonte à 230 ans, la marque « Banque Palatine » fête ses 10 ans. S'appuyant sur une politique active de communication et d'animation du marché, elle a réaffirmé son positionnement de banque des ETI et de leurs dirigeants.

Les entreprises

La Banque Palatine a intensifié sa présence auprès des ETI en s'appuyant notamment sur la mise en place d'une plate-forme de syndication, la couverture de taux et de change avec sa salle de marchés et un accompagnement accru des opérations de commerce à l'international. Elle a assumé le rôle de chef de file dans le cadre de financements immobiliers d'envergure.

La structuration d'émissions obligataires pour les ETI, en coopération avec Palatine Asset Management pour le placement, a connu de premiers succès très probants.

La clientèle privée

L'enrichissement de l'offre – placements ETMN, carte *Visa Platinum*, offre digitale... – associé à une proximité renforcée avec les dirigeants a permis de soutenir la croissance auprès de cette clientèle au cœur de son business model.

La gestion d'actifs

Les performances sur 10 ans de la Sicav actions françaises *Uni Hoche*, créée en 1978 et gérée par Palatine Asset Management, sont à nouveau récompensées par les *Excellences Patrimoine Privé*.

Novethic a renouvelé son label aux trois fonds ISR *Palatine Actions Défensives Euro*, *Gérer Multifactoriel Euro* et *Palatine Or Bleu*.

Banque commerciale à l'outre-mer et à l'international

Le Groupe BPCE développe le métier de banque commerciale hors métropole à travers BPCE International. Plusieurs Banques Populaires et Caisses d'Épargne exercent des activités transfrontalières. Certaines sont actives dans la France d'outre-mer, en particulier la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse (CEPAC) et la BRED Banque Populaire.

BPCE International

BPCE International a cédé ses filiales outre-mer zone euro à la Caisse d'Épargne CEPAC, repris les activités de la succursale de Natixis au Vietnam, développé son réseau, avec 10 agences ouvertes en Tunisie, au Cameroun, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie et déployé des services de banque mobile.

Elle a conclu des accords en Tunisie et au Cameroun avec Proparco (Groupe AFD) pour le financement des PME et TPE, au Cameroun avec la SFI pour le financement des coopératives agricoles et reconduit son partenariat avec la BEI en Polynésie française au bénéfice des PME et TPE.

2 670 collaborateurs

153 agences

435,8 M€ de produit net bancaire

6,0 Md€ d'encours de crédit

5,3 Md€ d'encours de dépôts

Afrique, océan Indien : Banque des Mascareignes (Île Maurice), BMOI (Madagascar), BTK (Tunisie), BICEC (Cameroun), BCI (Congo), BNDA* (Mali), BCP* (Maroc).

Asie-Pacifique : succursale de Hô Chi Minh-Ville (Vietnam), Banque de Nouvelle-Calédonie, Banque de Tahiti (Polynésie française).

Europe : Fransabank France*, Proparco* (France), Banca Carige* (Italie).

Filiales spécialisées : Ingépar (ingénierie financière), Pramex International (conseil en développement international).

BRED Banque Populaire

L'international et l'outre-mer sont un moteur de croissance pour la BRED Banque Populaire et mobilisent le quart de ses collaborateurs. En 2015, elle a ouvert un bureau de représentation en Éthiopie, poursuivi un projet de création de filiale au Cambodge et relancé son activité de financement du commerce international en Suisse.

1 800 collaborateurs

179 agences

Guadeloupe, Martinique, Iles-du-Nord, Guyane française, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Fidji, Djibouti, Éthiopie, Laos, Birmanie, Suisse

Caisse d'Épargne CEPAC

En 2015, la CEPAC a fait l'acquisition de la Banque des Antilles Françaises, la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon et la Banque de la Réunion, jusqu'alors détenues par BPCE International. L'année 2016 sera marquée en mai, par la fusion juridique des quatre entités, et en novembre, par leur migration informatique.

1 184 collaborateurs à l'outre-mer (547 aux Antilles, 586 à La Réunion et 51 à Saint-Pierre-et-Miquelon)

91 agences à l'outre-mer (44 aux Antilles, 45 à La Réunion, 2 à Saint-Pierre-et-Miquelon) et 8 centres d'affaires (filiales comprises) Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, La Réunion, Mayotte.

* Participations minoritaires.

Natixis

Banque internationale de financement, de gestion d'actifs, d'assurance et de services financiers, Natixis exerce ses métiers pour une clientèle de grandes entreprises, d'institutions financières et d'investisseurs institutionnels. Elle propose également ses expertises aux réseaux du Groupe BPCE et développe des produits et solutions pour leurs clients aux meilleurs standards du marché.

CHIFFRES CLÉS

Plus de **16 000** collaborateurs
35 pays
8,6 Md€ de produit net bancaire ⁽¹⁾, + **11 %**
Cotée sur Euronext Paris
CAC next 20

EN 2015

- Natixis accélère le développement international de ses métiers mondiaux de la Banque de Grande Clientèle et de la gestion d'actifs essentiellement dans les zones Amériques et Asie.
- Elle réalise deux acquisitions en cohérence avec son plan stratégique *New Frontier* : Leonardo & Co France (devenu Natixis Partners) et la société de gestion DNCA (19 milliards d'euros d'actifs gérés au 31 décembre 2015).
- Elle structure son nouveau pôle unique d'assurances (assurance de personnes et assurance non vie) pour améliorer encore l'offre de service et les produits proposés aux réseaux du Groupe BPCE.
- Natixis est la 1^{re} banque française à annoncer l'arrêt du financement des industries du charbon dans le monde entier.
- Le résultat avant impôt de Natixis progresse de 17 % à 2,4 milliards d'euros ⁽¹⁾ avec un coût du risque en baisse.

Épargne et Assurance

Les revenus de Natixis progressent de façon significative en 2015 sur l'ensemble des lignes métiers : en gestion d'actifs grâce à la pertinence de la stratégie multi-affiliés de Natixis Global Asset Management et à la diversification géographique de l'offre, en Assurance et dans la Banque privée.

Gestion d'actifs. Natixis Global Asset Management dont la collecte nette dépasse 33 milliards d'euros, compte une vingtaine de sociétés de gestion et une entité mondiale de distribution. Emerise, le nouveau pôle d'expertise dédié aux marchés émergents et basé à Singapour, a été créé en 2015. Mirova, acteur clé de l'investissement responsable en France, continue d'innover et de communiquer pour promouvoir l'Investissement Socialement Responsable.

Assurance. Plate-forme unique des réseaux du Groupe BPCE classée au 6^e rang des bancassureurs français(2), Natixis Assurances accélère sa digitalisation. Sa collecte nette en assurance vie s'élève à 1,3 milliard d'euros. Les encours gérés augmentent de 5 % sur un an pour atteindre 44,1 milliards d'euros fin décembre 2015.

Banque privée. La Banque Privée 1818 et Natixis Private Banking, entièrement dédiées à la gestion du patrimoine des investisseurs privés, servent les réseaux du Groupe BPCE, les conseillers indépendants (CGPI) et sa propre clientèle. La collecte nette atteint 1,8 milliard d'euros.

Gestion d'actifs : 17^e mondial ⁽³⁾

801 Md€ gérés

Assurance : 6,1 Md€ de chiffre d'affaires

Assurance dommages : + 11 % de chiffre d'affaires en 2015

Prévoyance et ADE : + 12 % de chiffre d'affaires en 2015

Banque privée : 28 Md€ gérés

(1) Pro forma et hors éléments exceptionnels.

(2) Argus de l'Assurance, 10 avril 2015.

(3) Classement Cerulli, juillet 2015, portant sur les encours à fin décembre 2014.

Banque de Grande Clientèle

Les revenus à l'international augmentent de 21 % en 2015 avec la poursuite du développement de la banque dans les plates-formes Amériques, Asie Pacifique et EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique).

Conseil. Natixis se renforce en France dans le conseil en fusions-acquisitions auprès des entreprises de moyenne capitalisation et des fonds d'investissement, notamment avec le rachat de Leonardo Et Co France devenu Natixis Partners.

Financements. La production nouvelle de financements structurés atteint 30 milliards d'euros. Les activités de financements aéronautiques, d'exportations et d'infrastructures et de financements immobiliers sont particulièrement soutenues.

Marchés de capitaux. L'activité sur le marché actions progresse durant toute l'année 2015 avec des performances remarquables sur les dérivés.

Banque transactionnelle. *myContrôles*, nouveau service digital de sécurisation des virements et transferts internationaux, permet aux entreprises de mieux se prémunir contre les fraudes.

Services Financiers Spécialisés

Les financements et les services spécialisés poursuivent une croissance solide soutenue par un déploiement accéléré des offres dans les réseaux du Groupe BPCE.

Crédit à la consommation. Natixis Financement développe des offres de crédit renouvelable et de gestion des prêts personnels. La production nouvelle atteint 9,4 milliards d'euros, + 15 % sur un an, et les encours s'élèvent à 18,7 milliards d'euros.

Crédit-bail. Natixis Lease propose une gamme complète de crédit-bail mobilier et immobilier, location longue durée de véhicules, location informatique et financement des énergies renouvelables grâce à sa filiale Natixis Energeco. Natixis Lease gère 11,4 milliards d'euros d'encours, pour 112 000 clients.

Affacturation. Natixis Factor développe des solutions adaptées aux entreprises, quelle que soit leur taille. Les créances affacturées s'élèvent à 34,8 milliards d'euros avec une croissance de 11 % à l'international.

Financement du cinéma et de l'audiovisuel. Natixis Coficiné finance tous les métiers de l'image et du son. N° 1 ⁽¹⁾ en Europe, la mise à disposition de nouveaux crédits dépasse 650 millions d'euros et les financements gérés s'élèvent à 788 millions d'euros.

Ingénierie sociale. Natixis Interépargne gère 2,9 millions de comptes d'épargne salariale en France totalisant 25 milliards d'euros. Natixis Intertitres a émis 122,7 millions de titres pour une contre-valeur de 976 millions d'euros. Ensemble, elles proposent une offre complète de rémunérations complémentaires.

Paiements. Natixis Payment Solutions, qui a renouvelé son partenariat monétique avec BNP Paribas pour une durée de douze ans, assure un service complet de gestion des moyens de paiement domestiques, européens et internationaux : 20,9 millions de cartes gérées, 3,8 milliards d'opérations.

Cautions et garanties. La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC) cautionne 31,8 milliards d'euros de crédits immobiliers aux particuliers et 5,9 milliards d'euros auprès des administrateurs de biens. Elle délivre plus de 68 000 garanties aux entreprises.

Titres. EuroTitres est le 2^d acteur ⁽¹⁾ sur le marché de la conservation de détail et le 1^{er} acteur ⁽¹⁾ sur la sous traitance externe de conservation de banques de détail et banques privées. Elle gère 3,6 millions de comptes titres.

1^{er} teneur de comptes d'épargne salariale en France ⁽²⁾

2^e acteur de la caution de crédits immobiliers ⁽¹⁾

1^{er} financeur du cinéma et de l'audiovisuel en Europe

1^{er} émetteur de cartes prépayées en France

N° 3 du crédit à la consommation en France ⁽³⁾

⁽¹⁾ Source interne.

⁽²⁾ Association française de gestion (AFG) au 30 juin 2015.

⁽³⁾ Natixis Financement.

2 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1 INTRODUCTION	26	2.5 CONFLITS D'INTÉRÊTS POTENTIELS	84
		2.5.1 Membres du conseil de surveillance	84
		2.5.2 Membres du directoire	84
2.2 COMPOSITION DES ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	28	2.6 RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES POUR L'EXERCICE 2015	85
2.2.1 Conseil de surveillance	28	2.6.1 Les dispositions appliquées en matière de contrôle interne	85
2.2.2 Directoire	32	2.6.2 Organisation générale	86
2.2.3 Organes de direction BPCE	33	2.6.3 Contrôle périodique	89
2.2.4 Mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux	34	2.6.4 Mesure et surveillance des risques	90
		2.6.5 Conformité	95
2.3 RÔLE ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX	64	2.6.6 Autres fonctions de contrôle permanent	100
2.3.1 Conseil de surveillance	64	2.6.7 Contrôle de la qualité de l'information comptable et financière	104
2.3.2 Les comités spécialisés	66		
2.3.3 Directoire	70	2.7 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	108
2.3.4 Assemblées générales	70		
2.4 RÈGLES ET PRINCIPES DE DÉTERMINATION DES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES	72	2.8 PLAN DE RÉTABLISSEMENT ET DE RÉORGANISATION (LE « PRR »)	109
2.4.1 Politique de rémunération	72		
2.4.2 Rémunérations, avantages en nature, prêts et garanties, jetons de présence des dirigeants sociaux et mandataires sociaux de BPCE	74	2.9 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	110
2.4.3 Options de souscriptions ou achats d'actions	80	2.9.1 Dispositif d'audit légal	110
2.4.4 Avantages postérieurs à l'emploi des dirigeants mandataires sociaux	82	2.9.2 Commissaires aux comptes de BPCE	110
2.4.5 Modalités d'application dans le Groupe BPCE des articles L. 511-71 à L. 511-88 du code monétaire et financier relatifs à la politique et aux pratiques de rémunération	83	2.9.3 Rémunération des contrôleurs légaux	111

2.1 Introduction

Le code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié en décembre 2008 et mis à jour en novembre 2015 par l'Association Française des Entreprises Privées et par le Mouvement des Entreprises de France (code AFEP-MEDEF) et intégrant les recommandations d'octobre 2008 relatives aux rémunérations des dirigeants, est celui auquel se réfère BPCE pour l'élaboration du présent rapport, tel que prévu par l'article L. 225-68 du code de commerce.

Seules ont été écartées certaines dispositions qui ne sont pas apparues pertinentes au regard du fonctionnement de BPCE en tant qu'organe central d'un groupe coopératif et de sa détention à parité par les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, parité qui se reflète dans la composition de son conseil : la durée des fonctions et l'échelonnement des renouvellements des membres du conseil, la possession par ses membres d'un nombre significatif d'actions ainsi que la part des administrateurs indépendants au sein du conseil de surveillance et de ses comités.

S'agissant de la durée des fonctions, contrairement à la durée maximale de quatre ans du mandat des administrateurs préconisée par le code AFEP-MEDEF, la durée statutaire du mandat des membres du conseil de surveillance de BPCE est de six ans, ce qui répond à la structure coopérative du Groupe BPCE et à la nécessité pour les membres de disposer d'une vision plus globale et à long terme de l'activité de BPCE.

De même, il n'y a pas de renouvellement échelonné des mandats des membres du conseil de BPCE, ce qui s'explique par la nécessité, dans le cadre de la mise en place récente de BPCE, d'assurer une certaine stabilité et une représentation équilibrée des deux réseaux du Groupe BPCE (Caisse d'Epargne et Banque Populaire).

L'organisation coopérative du Groupe BPCE explique également que les recommandations du comité des nominations concernant la nomination de membres du conseil ne portent que sur les membres extérieurs au groupe.

S'agissant de la possession par les membres du conseil de surveillance d'un nombre significatif d'actions, la rédaction des statuts de BPCE a tenu compte

de la suppression, par la loi no 2008-776 du 4 août 2008, de l'obligation pour chaque membre du conseil de surveillance d'être propriétaire d'actions de la société. Ainsi, les membres du conseil de surveillance de BPCE ne possèdent pas un nombre significatif d'actions et ne sont pas actionnaires à titre personnel, mais leur désignation respecte la représentation des deux catégories d'actionnaires, ce qui garantit le respect de l'intérêt social de l'entreprise.

S'agissant de la part des administrateurs indépendants au sein de son conseil et de ses comités, BPCE se conforme à l'article L. 512-106 du code monétaire et financier qui prévoit que les représentants des sociétaires proposés par les présidents de conseil d'orientation et de surveillance des Caisses d'Epargne et les présidents de conseil d'administration des Banques Populaires soient majoritaires au sein du conseil de surveillance de BPCE. En conséquence, cette représentation paritaire et majoritaire des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires ne permet pas d'appliquer les recommandations de proportion de membres indépendants. Cette organisation ne nuit pas à la qualité des travaux et des débats au sein du conseil.

Enfin, s'agissant de la présence d'administrateurs salariés au sein du conseil, BPCE a procédé à la modification de ses statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2014 afin de déterminer les conditions dans lesquelles sont désignés les membres du conseil représentant les salariés et les deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du code du travail en France, à savoir la Fédération CFDT des Banques et Assurances et la Fédération de la Finance et de la Banque CFE-CGC, ont désigné deux membres du conseil représentant les salariés respectivement les 28 et 30 avril 2015. BPCE se conforme ainsi aux dispositions de la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

Par ailleurs, BPCE déclare adhérer formellement aux recommandations du code AFEP-MEDEF concernant la rémunération des dirigeants et les appliquer.

➔ **TABLEAU DE SYNTHÈSE DU RESPECT DES RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP-MEDEF ⁽¹⁾**

Le conseil d'administration : instance collégiale	Recommandations appliquées
Le conseil d'administration et le marché	Recommandations appliquées
La dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général	N/A
Le conseil d'administration et la stratégie	Recommandations appliquées
Le conseil d'administration et l'assemblée générale des actionnaires	Recommandations appliquées
La composition du conseil d'administration : les principes directeurs	Recommandations appliquées
La représentation des salariés	Recommandations appliquées
Les actionnaires minoritaires	N/A
Les administrateurs indépendants	Recommandations en partie appliquées (non suivies sur la part des administrateurs indépendants au sein du conseil)
L'évaluation du conseil d'administration	Recommandations appliquées
Les séances du conseil et les réunions des comités	Recommandations appliquées
L'accès à l'information des administrateurs	Recommandations appliquées
La formation des administrateurs	Recommandations appliquées
La durée des fonctions des administrateurs	Recommandations non appliquées (durée du mandat de six ans, pas d'échelonnement des mandats et pas de possession d'un nombre significatif d'actions)
Les comités du conseil	Recommandations appliquées
Le comité d'audit	Recommandations en partie appliquées (non suivies sur la part des administrateurs indépendants au sein du comité)
Le comité en charge de la sélection ou des nominations	Recommandations en partie appliquées (non suivies sur la part des administrateurs indépendants au sein du comité)
Le comité en charge des rémunérations	Recommandations en partie appliquées (non suivies sur la part des administrateurs indépendants au sein du comité)
Le nombre de mandats des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs	Recommandations appliquées
La déontologie de l'administrateur	Recommandations appliquées
La rémunération des administrateurs	Recommandations appliquées
La cessation du contrat de travail en cas de mandat social	Recommandations appliquées
Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux	Recommandations appliquées
L'information sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux	Recommandations appliquées
La mise en œuvre des préconisations	Recommandations appliquées

(1) BPCE applique les dispositions du code AFEP-MEDEF en les adaptant à la forme directoire/conseil de surveillance de sa gouvernance.

2.2 Composition des organes de direction et de surveillance

2.2.1 Conseil de surveillance

Les mandats des membres du conseil de surveillance de BPCE ont été renouvelés lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2015, pour une durée de six ans.

En application de l'article L. 225-79-2 du code de commerce, deux membres représentant les salariés ont été désignés les 28 et 30 avril 2015 par les deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du code du travail en France, à savoir la Fédération CFDT des Banques et Assurances et la Fédération de la Finance et de la Banque CFE-CGC.

PRINCIPES

En vertu de l'article 21 des statuts modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2014, le conseil de surveillance de BPCE est composé de dix à dix-neuf membres soit, sept représentants des actionnaires de catégorie A (les Caisses d'Épargne et de Prévoyance), sept représentants des actionnaires de catégorie B (les Banques Populaires), trois membres indépendants au sens du code AFEF-MEDEF⁽¹⁾ et deux membres représentant les salariés de BPCE et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège social sur le territoire français.

Six censeurs avec voix consultative complètent la composition du conseil de surveillance.

Parmi les censeurs, le président de la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne et le président de la Fédération Nationale des Banques Populaires qui ne peuvent être membres du conseil de surveillance, sont censeurs de droit, conformément à l'article 28.1 des statuts de BPCE.

Les quatre autres censeurs sont désignés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires conformément aux dispositions de l'article 31.9 des statuts de BPCE, deux parmi les candidats proposés par les actionnaires de catégorie A et deux parmi les candidats proposés par les actionnaires de catégorie B.

Les statuts prévoient également la présence, avec voix consultative, d'un représentant du comité d'entreprise de la société en application de l'article L. 2323-62 du code du travail.

Le conseil de surveillance comporte également un bureau, composé du président, du vice-président, d'un membre président du directoire d'une Caisse d'Épargne et d'un membre directeur général d'une Banque Populaire. Le bureau du conseil de surveillance est un forum d'échange et de discussion sur des dossiers importants en amont de leur présentation au conseil. Le bureau n'est pas une instance décisionnelle.

MODE DE DÉSIGNATION

Au cours de la vie sociale et sous réserve des cas de cooptation, les membres du conseil de surveillance sont nommés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, comme indiqué à l'article 21 des statuts de BPCE, sur proposition des actionnaires A ou B selon la catégorie visée.

S'agissant des membres indépendants, ils sont proposés par le comité des nominations au conseil de surveillance qui invite le directoire à soumettre leur nomination au vote de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

S'agissant des deux membres représentant les salariés de BPCE et de ses filiales, ils sont désignés par chacune des deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2221-4 du code du travail en France.

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est de six années. Les fonctions d'un membre du conseil de surveillance prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat : les fonctions des membres du conseil de surveillance de BPCE prendront donc fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les membres du conseil de surveillance sont rééligibles, sans limitations autres que celles des dispositions statutaires relatives à la limite d'âge qui est de 70 ans, conformément à l'article 21 des statuts de BPCE. Ils sont cependant réputés de plein droit démissionnaires de leur mandat lorsqu'ils n'exercent plus les fonctions visées à l'article 21 des statuts. Par ailleurs, nul ne peut être nommé membre du conseil de surveillance s'il ne peut, à la date de sa nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat sans atteindre la limite d'âge visée ci-avant.

MIXITÉ DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Au 31 décembre 2015, avec six femmes au sein de son conseil de surveillance sur un total de dix-neuf membres, BPCE atteint une proportion de plus de 35,29 %, étant précisé que, conformément à l'article L. 225-79 du code de commerce, les membres représentant les salariés de BPCE et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège sur le territoire français, ne sont pas pris en compte dans ce calcul. BPCE se conforme ainsi aux dispositions de la loi du 27 janvier 2011 dite « Copé Zimmermann » relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance, respectant la proportion de 20 % qui devait être atteinte en 2014 selon les termes de la loi. Une proportion de 40 % de femmes devra être atteinte en 2017.

INDÉPENDANCE

Conformément aux principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise exposés dans le règlement intérieur du conseil de surveillance adopté le 31 juillet 2009 et modifié le 18 février 2015, les membres du conseil de surveillance :

- veillent à préserver en toutes circonstances leur indépendance de jugement, de décision et d'action. Ils s'interdisent d'être influencés par tout élément contraire à l'intérêt social qu'ils ont pour mission de défendre ;

(1) Une description exhaustive des catégories d'actionnaires est disponible dans la partie 7.2.2 « Actions de catégorie A et B ».

- s'engagent à éviter tout conflit pouvant exister entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de la société. Ils informent le conseil de surveillance de tout conflit d'intérêts dans lequel ils pourraient être impliqués. Dans ce cas, ils s'abstiennent de participer aux débats ainsi qu'à toute décision sur les matières concernées.

En outre, le conseil de surveillance et chacun de ses comités comprennent des membres indépendants élus ou cooptés. La définition indiquée ci-dessous s'inspire des préconisations du code AFEP-MEDEF. BPCE s'éloigne cependant des recommandations du code AFEP-MEDEF s'agissant de la part des administrateurs indépendants au sein du conseil de surveillance et de ses comités : en raison de l'organisation coopérative du Groupe BPCE, la part des administrateurs représentant les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne est plus importante que celle des administrateurs indépendants au sens du code AFEP-MEDEF qui sont au nombre de trois.

Les critères indiqués ci-dessous ont pour vocation de cerner la qualité de membre indépendant sachant que son principe directeur est le suivant : « un membre est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».

Un membre indépendant ne doit pas :

- être salarié ou mandataire social de la société ou du groupe, salarié ou administrateur d'un actionnaire de la société, et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- être représentant de l'État, fonctionnaire ou salarié de la société de prise de participation de l'État (SPPE) ou de toute autre entité majoritairement détenue directement ou indirectement par l'État ;
- être mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- être client (ou lui être lié directement ou indirectement), fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement si les relations d'affaires sont telles qu'elles soient de nature à compromettre l'exercice par le membre en question de sa liberté de jugement ;
- avoir un lien familial proche avec un mandataire social de la société ou de son groupe ;
- avoir été auditeur, comptable ou commissaire aux comptes titulaire ou suppléant de la société ou d'une société du groupe au cours des cinq dernières années ;
- être mandataire social de l'entreprise depuis plus de douze ans ;
- recevoir ou avoir reçu une rémunération supplémentaire importante de la société ou du groupe en dehors de jetons de présence, y compris la participation à toute formule d'options sur actions ou toute autre formule de rémunération liée à la performance.

L'expression « mandataire social » désigne toute personne assumant dans la société ou l'une des sociétés du groupe, des fonctions de direction à savoir tout président, président du conseil d'administration ou du directoire, membre du directoire, directeur général ou directeur général délégué de la société ou d'une société du groupe, à l'exception des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, sous réserve que ceux-ci ne perçoivent, en dehors des jetons de présence versés par la société ou de leur rémunération en qualité de président ou vice-président du conseil de surveillance, aucune autre forme de rémunération de la part de la société ou des sociétés du groupe.

Le conseil de surveillance peut estimer qu'un de ses membres, bien que remplissant les critères ci-dessus, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de la société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif.

Le conseil de surveillance, lors de sa réunion du 6 mai 2015, sur les propositions du comité des nominations relatives au choix des membres du conseil indépendants au sens du code AFEP-MEDEF, invite le directoire à proposer à l'assemblée générale la nomination de Maryse Aulagnon, Marwan Lahoud et Marie-Christine Lombard, en tant que membres indépendants du conseil de surveillance. L'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2015 a ratifié ces nominations.

MEMBRES

Le tableau ci-dessous mentionne les membres du conseil de surveillance au 31 décembre 2015⁽¹⁾.

S'agissant de la présidence :

- lors de la réunion du 22 mai 2015, le conseil a désigné Pierre Valentin en qualité de président du conseil de surveillance et Stève Gentili en qualité de vice-président du conseil de surveillance, pour une durée de deux ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice 2016, devant se tenir en mai 2017.

S'agissant des membres :

- l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2015 a procédé au renouvellement des mandats des membres et censeurs du conseil de surveillance de BPCE, prenant effet le même jour, pour une durée de six ans et venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir au cours de l'année 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.
- lors de sa réunion du 16 novembre 2015, le conseil de surveillance de BPCE a pris acte de la démission de Catherine Halberstadt de ses fonctions de membre du conseil de surveillance à la suite de sa nomination en tant que membre du directoire de BPCE en charge des Ressources humaines et de la Communication interne et du Secrétariat général de BPCE⁽²⁾.
- lors de sa réunion du 16 décembre 2015, le conseil de surveillance de BPCE a nommé en qualité de membre du conseil de surveillance et membre du comité des risques, Alain Condaminas pour la durée restant à courir du mandat de Catherine Halberstadt.
- l'équipe de supervision conjointe BCE/ACPR a fait part, en octobre 2015, de ses premières remarques portant, notamment, sur la composition du comité d'audit et du comité des risques et a encouragé BPCE à ce que ces deux comités comportent davantage de membres différents. Prenant en compte cette recommandation, lors de sa réunion du 16 décembre 2015, le conseil de surveillance a modifié le règlement intérieur du conseil qui prévoyait une incompatibilité entre la participation aux comités des nominations et des rémunérations, d'une part, et aux comités d'audit et des risques, d'autre part et a modifié la composition du comité d'audit et du comité des risques (voir paragraphe « composition des comités du conseil » ci-dessous).

Au 31 décembre 2015

CS : conseil de surveillance

CA : conseil d'administration

COS : conseil d'orientation et de surveillance

(1) Les biographies des membres du conseil de surveillance sont disponibles au paragraphe 2.2.4.

(2) Les fonctions de membre du directoire de Catherine Halberstadt prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fonctions	Date nomination/ renouvellement	Date d'échéance du mandat	Adresse professionnelle
Président du conseil de surveillance	22/05/2015	2017	
Pierre Valentin Membre du CS de BPCE Président du COS de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon 254, rue Michel-Teule – BP 7330 – 34184 Montpellier cedex 4
Vice-président du conseil de surveillance	22/05/2015	2017	
Stève Gentili Membre du CS de BPCE Président de la BRED Banque Populaire	22/05/2015	2021	BRED Banque Populaire 18, quai de la Rapée – 75604 Paris cedex 12
Représentants des Banques Populaires			
Thierry Cahn Président du CA de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	22/05/2015	2021	Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne 3, rue François-de-Curel – 57000 Metz
Alain Condaminas Directeur général de la Banque Populaire Occitane	16/12/2015	2021	Banque Populaire Occitane 33-43, avenue Georges-Pompidou – 31130 Balma
Pierre Desvergnès Président du CA de la CASDEN Banque Populaire	22/05/2015	2021	CASDEN Banque Populaire 91, cours des Roches – Noisiel – 77424 Marne-la-Vallée cedex 2
Yves Gevin Directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris	22/05/2015	2021	Banque Populaire Rives de Paris Immeuble Sirius – 76-78, avenue de France 75204 Paris cedex 13
Michel Grass Président du CA de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté	22/05/2015	2021	Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté 5, avenue de Bourgogne – BP 63 21802 Quetigny cedex
André Joffre Président du CA de la Banque Populaire du Sud	22/05/2015	2021	Banque Populaire du Sud 38, bd Georges-Clemenceau 66966 Perpignan cedex 09
Représentants des Caisses d'Epargne			
Catherine Amin-Garde Président du COS de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche Espace Fauriel – 17, rue P et D Pontchardier – BP 147 42012 Saint-Etienne cedex 02
Astrid Boos Président du COS de la Caisse d'Epargne d'Alsace	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Alsace 1, avenue du Rhin – 67925 Strasbourg Cedex 9
Françoise Lemalle Président du COS de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Côte d'Azur 455, promenade des Anglais – BP 3297 – 06205 Nice cedex 03
Stéphanie Paix Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Rhône Alpes 42, boulevard Eugène-Deruelle – BP 3276 69404 Lyon cedex 3
Didier Patault Président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Ile-de-France 26, 28 rue Neuve-Tolbiac – 75013 Paris
Nicolas Plantrou Président du COS de la Caisse d'Epargne Normandie	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Normandie 151, rue d'Uelzen – 76230 Bois-Guillaume
Membres indépendants			
Maryse Aulagnon Président-directeur général du groupe Affine	22/05/2015	2021	Affine 5, rue Saint-Georges – 75009 Paris
Marwan Lahoud Membre du comité exécutif, directeur général délégué à la stratégie et au marketing d'Airbus Group	22/05/2015	2021	Airbus Group SAS 5 quai Marcel-Dassault – 92152 Suresnes Cedex
Marie-Christine Lombard Président du directoire de Geodis	22/05/2015	2021	Geodis 26, quai Michelet – 92309 Levallois Cedex
Membres représentant les salariés de BPCE et de ses filiales			
Vincent Gontier Fédération CFDT des Banques et Assurances	28/04/2015	2021	Natixis 47, quai d'Austerlitz – 75013 Paris
Frédéric Hassaine Fédération de la Finance et de la Banque CFE-CGC	30/04/2015	2021	Natixis 68-76, quai de la Rapée – 75012 Paris
Censeurs			
Jean Arondel ⁽¹⁾ Président de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne	06/05/2015	2021	Fédération Nationale des Caisses d'Epargne 5, rue Masseran – 75007 Paris
Dominique Martinie ⁽¹⁾ Président de la Fédération Nationale des Banques Populaires	12/03/2014	2017	Fédération Nationale des Banques Populaires 76, avenue de France – 75013 Paris
Pierre Carli Président du directoire de la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées 10, avenue Maxwell – BP 22306 – 31023 Toulouse cedex 1
Alain Lacroix Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse	22/05/2015	2021	Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse Place Estrangin-Pastré – 13254 Marseille cedex 06
Pascal Marchetti Directeur général de la Banque Populaire des Alpes	22/05/2015	2021	Banque Populaire des Alpes 2, avenue du Grésivaudan – CS 80043 – Corenc – 38701 La Tronche cedex
Gonzague de Villèle Directeur général de la Banque Populaire Val de France	22/05/2015	2021	Banque Populaire Val de France 9, avenue Newton 78183 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

(1) Censeur de droit.

COMPOSITION DES COMITÉS DU CONSEIL

En application des articles L 511-89 et suivants du code monétaire et financier et de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, se substituant au règlement CRBF 97-02 du 21 février 1997 (« l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque »), le conseil de surveillance a procédé, lors de sa réunion du 18 février 2015, à la modification de son règlement intérieur et à la création d'un comité des risques distinct du comité d'audit ainsi que d'un comité des rémunérations distinct du comité des nominations.

Les membres de ces comités ont été nommés lors de la réunion du conseil de surveillance du 22 mai 2015, à l'exception des membres du comité coopératif qui ont été nommés lors de la réunion du conseil de surveillance du 30 juillet 2015.

Comité d'audit

Au 31 décembre 2015, le comité d'audit est présidé par Marwan Lahoud, membre indépendant, membre du comité exécutif et directeur général délégué à la stratégie et au marketing d'Airbus Group, depuis le 22 mai 2015, Marwan Lahoud présidant le comité d'audit et des risques depuis le 31 juillet 2009.

Les autres membres du comité ont été choisis au regard de leur expertise dans les domaines comptables, financiers et de contrôle interne :

- Thierry Cahn, président du conseil d'administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne ;
- Yves Gevin, directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris ;
- Marie-Christine Lombard, membre indépendant, président du directoire de Geodis ;
- Didier Patault, président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France ;
- Nicolas Plantrou, président conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Normandie.

Le président et le vice-président du conseil de surveillance sont invités permanents du comité d'audit.

Les biographies des membres du comité d'audit sont disponibles dans le paragraphe 2.2.4.

Comité des risques

Au 31 décembre 2015, le comité des risques est présidé par Marie-Christine Lombard, membre indépendant, président du directoire de Geodis, depuis le 22 mai 2015.

Les autres membres du comité ont été choisis au regard de leurs connaissances, leurs compétences et leur expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétit aux risques :

- Alain Condaminas, directeur général de la Banque Populaire Occitane ;
- Michel Grass, président du conseil d'administration de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté ;
- Marwan Lahoud, membre indépendant, membre du comité exécutif et directeur général délégué à la stratégie et au marketing d'Airbus Group ;
- Françoise Lemalle, président conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur ;
- Stéphanie Paix, président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes.

Le président et le vice-président du conseil de surveillance sont invités permanents du comité des risques.

Les directeurs de l'Inspection générale, de la Conformité et de la Sécurité Groupe ainsi que des Risques groupe sont invités aux réunions du comité des risques sans voix délibérative.

Les biographies des membres du comité des risques sont disponibles dans le paragraphe 2.2.4.

Comité des nominations

Au 31 décembre 2015, le comité des nominations est présidé depuis le 22 mai 2015 par Maryse Aulagnon, membre indépendant, président-directeur général d'Affine, Maryse Aulagnon présidant le comité des nominations et des rémunérations depuis le 16 janvier 2014.

Les autres membres du comité des nominations ont été choisis au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles :

- Catherine Amin-Garde, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche ;
- Astrid Boos, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Alsace ;
- Pierre Desvergnès, président du conseil d'administration de la CASDEN Banque Populaire ;
- Yves Gevin, directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris ;
- André Joffre, président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud ;
- Didier Patault, président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

Le président et le vice-président du conseil de surveillance sont invités permanents du comité des nominations.

Les biographies des membres du comité des nominations sont disponibles dans le paragraphe 2.2.4.

Comité des rémunérations

Au 31 décembre 2015, le comité des rémunérations est présidé depuis le 22 mai 2015 par Maryse Aulagnon, président-directeur général d'Affine, membre indépendant, Maryse Aulagnon présidant le comité des nominations et des rémunérations depuis le 16 janvier 2014.

Les autres membres du comité des rémunérations ont été choisis au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles :

- Catherine Amin-Garde, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche ;
- Astrid Boos, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Alsace ;
- Pierre Desvergnès, président du conseil d'administration de la CASDEN Banque Populaire ;
- Yves Gevin, directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris ;
- Vincent Gontier, membre représentant les salariés ;
- André Joffre, président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud ;
- Didier Patault, président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

Le président et le vice-président du conseil de surveillance sont invités permanents du comité des rémunérations.

Les biographies des membres du comité des rémunérations sont disponibles dans le paragraphe 2.2.4.

Comité coopératif

Au 31 décembre 2015, le comité coopératif est présidé depuis le 30 juillet 2015 par Dominique Martinie, président de la FNBP et censeur de droit.

Les autres membres du comité coopératif ont été choisis au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles :

- Jean Arondel, président de la FNCE et censeur de droit ;
- Stève Gentili, vice-président du conseil de surveillance de BPCE et président de la BRED Banque Populaire ;

- Yves Gevin, directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris ;
- Didier Patault, président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France ;
- Pierre Valentin, président du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Les biographies des membres du comité coopératif sont disponibles dans le paragraphe 2.2.4.

2.2.2 Directoire

PRINCIPES

Le directoire est composé de deux à cinq membres, personnes physiques, qui peuvent être choisis en dehors des actionnaires.

Les membres du directoire sont âgés de 65 ans au plus. Lorsque l'intéressé atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office à compter de la date de la prochaine réunion du conseil de surveillance, lequel pourvoit à son remplacement.

Le président du directoire est nommé par le conseil de surveillance et propose au conseil de surveillance la nomination des autres membres du directoire.

MEMBRES

Le conseil de surveillance, lors de sa réunion du 16 novembre 2015, a procédé à la nomination d'un directoire composé de François Pérol et de Jean-Yves Forel,

Daniel Karyotis, Catherine Halberstadt et Laurent Mignon dont la nomination a été proposée par François Pérol, pour un mandat de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Le conseil a conféré à François Pérol la qualité de président du directoire. Les mandats de Jean-Yves Forel, membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance, de Daniel Karyotis, membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations et de Laurent Mignon, directeur général de Natixis, ont pris effet à la date de ce conseil. Le mandat de Catherine Halberstadt, membre du directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Il est également confié à Catherine Halberstadt, la responsabilité du Secrétariat général de BPCE.

Le mandat d'Anne Mercier-Gallay en tant que membre du directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne a pris fin le 16 novembre 2015.

Du 1^{er} janvier 2015 au 16 novembre 2015

François Pérol, président du directoire

Jean-Yves Forel, membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance

Daniel Karyotis, membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations

Anne Mercier-Gallay, membre du directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne

Laurent Mignon, membre du directoire, directeur général de Natixis

Du 16 novembre 2015 au 31 décembre 2015 *

François Pérol, président du directoire

Jean-Yves Forel, membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance

Daniel Karyotis, membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations

Laurent Mignon, membre du directoire, directeur général de Natixis

À compter du 1^{er} janvier 2016

François Pérol, président du directoire

Jean-Yves Forel, membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance

Catherine Halberstadt, membre du directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne et du Secrétariat général de BPCE

Daniel Karyotis, membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations

Laurent Mignon, membre du directoire, directeur général de Natixis

* Marguerite Bérard-Andrieu assure l'intérim des fonctions de membre de directoire en charge des Ressources humaines et de la Communication interne jusqu'au 1^{er} janvier 2016, date de la prise de fonctions de Catherine Halberstadt.

2.2.3 Organes de direction BPCE

COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

François Pérol, président du directoire

Jean-Yves Forel, directeur général ⁽¹⁾ en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance

Catherine Halberstadt, directeur général ⁽¹⁾ en charge des Ressources humaines et de la Communication interne ⁽²⁾ et du Secrétariat général de BPCE

Daniel Karyotis, directeur général ⁽¹⁾ en charge des Finances et des Opérations ⁽³⁾

Laurent Mignon, directeur général de Natixis

Marguerite Bérard-Andrieu, directeur général ⁽¹⁾ adjoint en charge de la Stratégie, des Affaires juridiques et du Secrétariat général ⁽³⁾

Jacques Beyssade, directeur général ⁽¹⁾ adjoint en charge des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents ⁽³⁾

COMITÉ EXÉCUTIF

Outre les membres du comité de direction générale, le comité exécutif comprend :

Aline Bec, directeur général ⁽¹⁾ adjoint des Opérations groupe

Max Bézard, directeur du Contrôle de gestion groupe

Géraud Brac de La Perrière, directeur de l'Inspection générale groupe

Christiane Butte, Secrétaire général de BPCE et directeur juridique groupe

Frédéric Chenot, directeur du Développement des Banques Populaires

Nicolas Duhamel, conseiller auprès du président du directoire, en charge des Affaires publiques

Olivier Irsson, directeur financier exécutif

Cédric Mignon, directeur du Développement des Caisses d'Epargne

Yves Messarovitch, directeur de la Communication groupe

Pascale Parquet, directeur de la Conformité et Sécurité groupe

Bruno Deletré, directeur général du Crédit Foncier

Pierre-Yves Dréan, président du directoire de la Banque Palatine

Philippe Garsuault, directeur général de BPCE International

(1) Le titre de directeur général ne s'entend pas au sens de l'article L. 225-66 du code de commerce.

(2) Marguerite Bérard-Andrieu a assuré l'intérim des fonctions en charge des Ressources humaines et de la Communication interne du 16 novembre 2015 au 1^{er} janvier 2016, date de la prise de fonctions de Catherine Halberstadt en tant que membre du directoire en charge de ces mêmes fonctions.

(3) Depuis le 25 février 2016.

2.2.4 Mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux

CONSEIL DE SURVEILLANCE

La composition du conseil de surveillance au 31 décembre 2015 est la suivante :

Pour le réseau Caisse d'Epargne

Pierre VALENTIN
Né le 06/02/1953

Licencié en droit privé – troisième cycle de l'Institut des Assurances d'Aix-Marseille. Entrepreneur, il débute sa carrière à la Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux Publics à Lyon en 1978. Dès 1979, il crée la société Valentin Immobilier. Pierre Valentin s'est très rapidement et durablement engagé au sein du réseau Caisse d'Epargne. En 1984, il entre comme conseiller consultatif au sein de la Caisse d'Epargne d'Alès. En 1991, il devient conseiller consultatif de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon. En 2000, il accède à la présidence de la société locale d'épargne « Vallée des Gardons ». Depuis 2000, il est membre du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, président du comité d'audit entre 2003 et 2006. En 2006, il accède à la présidence du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, fonction à laquelle il est réélu en 2009 et en 2015.

Depuis 2008, Pierre Valentin siège au conseil d'administration de la FNCE, et participe activement à la gouvernance du groupe. Administrateur, président du comité d'audit, vice-président du conseil de surveillance de Banque Palatine, entre 2008 et 2013, puis administrateur de la société cotée Natixis de 2013 à 2015.

Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance de BPCE depuis 2009, membre du comité d'audit et des risques de 2013 à 2015, a été élu président du conseil de surveillance de BPCE le 22 mai 2015.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Président du conseil de surveillance et membre du comité coopératif de BPCE

Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (CELR)

Président du conseil d'administration : SLE Vallée des Gardons

Administrateur : CE Holding Promotion, FNCE, Association Maison de Santé Protestante d'Alès ** (ex-Clinique Bonnefon),

Gérant : SCI Les Trois Cyprès **, SCI Les Amandiers **

Mandats échus en 2015

Membre du comité d'audit et du comité des risques de BPCE (fin le 22 mai 2015)

Administrateur : Natixis * (fin le 30 juillet 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (CELR),	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (CELR)	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon
Président du conseil d'administration : SLE Vallée des Gardons	Président du conseil d'administration : SLE Vallée des Gardons	Président du conseil d'administration : SLE Vallée des Gardons	Président du conseil d'administration : SLE Vallée des Gardons
Administrateur : CE Holding Promotion, FNCE, Natixis *, Association Maison de Santé Protestante d'Alès ** (ex-Clinique Bonnefon),	Administrateur : CE Holding Promotion, Association Maison de Santé Protestante d'Alès ** (ex-Clinique Bonnefon), Pierre et Lise Immobilier **, FNCE, Natixis *	Vice-président du conseil de surveillance : Banque Palatine	Vice-président du conseil de surveillance : Banque Palatine
Gérant : SCI Les Trois Cyprès **, SCI Les Amandiers **	Gérant : SCI Les Trois Cyprès **, SCI Les Amandiers **	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine
		Administrateur : CE Holding Promotion, Association Maison de Santé Protestante d'Alès ** (ex-Clinique Bonnefon), Pierre et Lise Immobilier **, FNCE	Administrateur : CE Holding Promotion, Association Maison de Santé Protestante d'Alès ** (ex-Clinique Bonnefon), Pierre et Lise Immobilier **, FNCE
		Gérant : SCI Les Trois Cyprès **, SCI Les Amandiers **	Gérant : SCI Les Trois Cyprès **, SCI Les Amandiers **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Catherine AMIN-GARDE

Née le 08/03/1955

Titulaire d'une agrégation d'histoire ainsi que d'un second cycle d'études européennes, elle a rejoint le groupe Caisse d'Epargne en 1984.
À ce jour, elle est déléguée du Préfet de la Drôme et président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité des nominations et du comité des rémunérations de BPCE

Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche

Président du conseil d'administration : SLE Drôme Provençale Centre

Président : Fondation Loire Drôme Ardèche

Administrateur : FNCE, CE Holding Promotion, Natixis Interépargne

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et du comité des nominations et des rémunérations de BPCE	Membre du conseil de surveillance et du comité des nominations et des rémunérations de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche
Président du conseil d'administration : SLE Drôme Provençale Centre	Président du conseil d'administration : SLE Drôme Provençale Centre	Président du conseil d'administration : SLE Drôme Provençale Centre	Président du conseil d'administration : SLE Drôme Provençale Centre
Président : Fondation Loire Drôme Ardèche	Président : Fondation Loire Drôme Ardèche	Président : Fondation Loire Drôme Ardèche	Président : Fondation Loire Drôme Ardèche
Administrateur : FNCE, CE Holding Promotion, Natixis Interépargne	Administrateur : FNCE, CE Holding Promotion, Natixis Interépargne	Administrateur : FNCE, CE Holding Promotion, Natixis Interépargne	Administrateur : FNCE, CE Holding Promotion, Association Savoirs pour réussir Drôme, Natixis Interépargne

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Astrid BOOS
Née le 14/11/1953

Diplômée de l'expertise comptable depuis 1988 et inscrite au tableau des commissaires aux comptes d'Alsace, elle exerce ces professions dans le cadre de la Société Boos Expertise Comptable et audit ** (BEC), depuis 1991. Elle préside au titre de ses engagements solidaires et bénévoles la Maison de santé Amreso-Bethel en Alsace depuis 2007 et la Fondation Solidarité des Caisses d'Epargne de 2011 à 2015.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, membre du comité des nominations et du comité des rémunérations de BPCE

Président du conseil du COS de la Caisse d'Epargne Alsace

Président du conseil d'administration : SLE Strasbourg Ouest, Maison de santé Amreso-Bethel **,

Gérant : BOOS Expertise Comptable et Audit (BEC) **

Co-Présidente : Fondation Solidarité Rhénane, sous égide de la Fondation CE Solidarité **

Membre du conseil d'administration : Banque Privée 1818

Administrateur : Caisse d'Allocations familiales du Bas-Rhin ** (collège qualifié), Maison des Tanneurs **, FNCE, CE Holding Promotion

Mandats échus en 2015

Président du conseil d'administration : Fondation CE solidarité (fin le 16 décembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Président du conseil du COS de la Caisse d'Epargne Alsace

Président du conseil d'administration : SLE Strasbourg Ouest, Fondation CE solidarité, Maison de santé Amreso-Bethel **,

Gérant : BOOS Expertise Comptable et Audit (BEC) **

Co-Président : Fondation Solidarité Rhénane **

Membre du conseil d'administration : Banque Privée 1818

Administrateur : Caisse d'Allocation familiales du Bas-Rhin ** (collège qualifié), Maison des Tanneurs **, FNCE

2013

Président du COS de la Caisse d'Epargne Alsace

Président du conseil d'administration : Fondation CE solidarité, Maison de santé Amreso-Bethel **,

Gérant : BOOS Expertise Comptable et Audit (BEC) **

Administrateur : Banque Privée 1818, Caisse d'Allocation familiales du Bas-Rhin ** (collège qualifié), Maison des Tanneurs **, FNCE

2012

Président du COS de la Caisse d'Epargne Alsace

Président du conseil d'administration : Fondation CE solidarité, Maison de santé Amreso-Bethel **,

Gérant : BOOS Expertise Comptable et Audit (BEC) **

Administrateur : Banque Privée 1818, Caisse d'Allocation familiales du Bas-Rhin ** (collège qualifié), Maison des Tanneurs, FNCE

2011

Président du COS de la Caisse d'Epargne Alsace

Président du conseil d'administration : Fondation CE solidarité, Maison de santé Amreso-Bethel **,

Gérant : BOOS Expertise Comptable et Audit (BEC) **

Administrateur : Banque Privée 1818, Caisse d'Allocation familiales du Bas-Rhin ** (collège qualifié), Maison des Tanneurs **, FNCE

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Françoise LEMALLE

Née le 15/01/1965

Diplômée Expert-Comptable en 1991, en étant cette année-là la plus jeune expert-comptable de la région PACA, Françoise LEMALLE s'inscrit en 1993 auprès de la Compagnie des commissaires aux comptes. Elle est dirigeante d'un cabinet d'expertise comptable et d'audit de 20 personnes, situé à Mougins. Elle anime régulièrement des formations auprès de commerçants, artisans et professionnels libéraux notamment au sein de centres de gestion.

Elle est en 1999 administratrice fondatrice de la SLE de Cannes, avant d'être élue présidente de cette même SLE en 2009. Elle a d'abord siégé au COS en tant que censeur, puis depuis 2009 en tant que présidente de SLE. À partir de cette date, elle a fait partie du comité d'audit.

Elle est également administratrice depuis 2013 de l'IMF Créa-Sol ** et membre du comité d'audit de cette association.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité des risques de BPCE

Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur

Président du conseil d'administration : SLE CEEAZ (SLE Ouest des Alpes-Maritimes),

Directeur général : LEMALLE ARES-XPART

Administrateur : IMF Créa-Sol, Natixis *, CE Holding Promotion

Représentant de la caisse d'Epargne Côte d'Azur, administrateur : FNCE

Trésorier : Association Benjamin DELESSERT

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du COS de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur	Membre du COS de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur	Membre du COS de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur	Membre du COS de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur
Président du conseil d'administration : SLE CEEAZ (SLE Ouest des Alpes-Maritimes),	Président du conseil d'administration : SLE CEEAZ (SLE Ouest des Alpes-Maritimes),	Président du conseil d'administration : SLE CEEAZ (SLE Cannes),	Président du conseil d'administration : SLE CEEAZ (SLE Cannes),
Directeur général : LEMALLE ARES-XPART	Directeur général : LEMALLE ARES-XPART	Administrateur : IMF Créa-Sol	Administrateur : IMF Créa-Sol
Administrateur : IMF Créa-Sol	Administrateur : IMF Créa-Sol		

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Stéphanie PAIX

Née le 16/03/1965

Diplômée de l'IEP de Paris et titulaire d'un Certificat Administrateur de société délivrée par Sciences Po et l'IFA, Stéphanie Paix réalise depuis 1988 sa carrière au sein du Groupe BPCE.

Inspecteur et chef de mission à la Banque Fédérale des Banques Populaires (1988-1994), elle rejoint la Banque Populaire Rives de Paris en tant que directeur régional et par la suite directeur de la Production et de l'Organisation générale (1994-2002). En 2002, elle intègre Natexis Banques Populaires où elle exerce successivement les fonctions de directeur de la Gestion des opérations puis de directeur Cash Management et opérations (2002-2005). En 2006 elle devient directeur général de Natixis Factor avant d'occuper les fonctions de directeur général de la Banque Populaire Atlantique (2008 à 2011).

Stéphanie Paix est président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes, depuis fin 2011.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité des risques de BPCE

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Président du conseil de surveillance : Rhône Alpes PME Gestion *

Président du conseil d'administration : Banque du Léman (Suisse)

Administrateur : Natixis *, Siparex Associés **, Crédit Foncier, CE Holding Promotion

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance : IT-CE

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : GIE BPCE IT, Fondation d'entreprise CERA, FNCE, Habitat en Région, le Club du Musée Saint-Pierre, Fondation Entrepreneurs de la Cité

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, trésorière : Fondation Belem

Représentant permanent de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, gérant : SCI dans la ville, SCI Garibaldi Office, SCI Lafayette Bureaux, SCI le Ciel, SCI le Relais

Mandats échus en 2015

Membre du comité d'audit de BPCE (du 22 mai au 16 décembre 2015)

Président : Agence Lucie ** (fin 25/11/15)

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : Compagnie des Alpes ** (fin le 16/02/15)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Président : Agence Lucie **

Président du conseil de surveillance : Rhône Alpes PME Gestion **

Président du conseil d'administration : Banque du Léman (Suisse)

Administrateur : Natixis *, Siparex Associés **, Crédit Foncier

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance : IT-CE

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : Compagnie des Alpes **, Fondation d'entreprise CERA, FNCE, Habitat en Région, le Club du Musée Saint-Pierre, Fondation Entrepreneurs de la Cité

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, trésorière : Fondation Belem

Représentant permanent de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, gérant : SCI dans la ville, SCI Garibaldi Office, SCI Lafayette Bureaux, SCI le Ciel, SCI le Relais

2013

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Président du conseil d'administration : Banque du Léman (Suisse)

Président de : Agence Lucie **

Président du conseil de surveillance : Rhône Alpes PME Gestion **

Administrateur : Natixis *, Siparex Associés **, Crédit Foncier

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance : IT-CE

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : Compagnie des Alpes **, Fondation d'entreprise CERA, FNCE, Habitat en Région, le Club du Musée Saint-Pierre, Fondation Entrepreneurs de la Cité

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, trésorière : Fondation Belem

2012

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Président : Agence Lucie **

Président du conseil de surveillance : Rhône Alpes PME Gestion **

Administrateur : Natixis *, Siparex Associés **, Crédit Foncier

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance : IT-CE

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : Compagnie des Alpes **, Fondation d'entreprise CERA, FNCE, Habitat en Région, le Club du Musée Saint-Pierre

2011

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Président : Agence Lucie **

Administrateur : Crédit Foncier, Natixis Algérie, Natixis Assurances, BPCE Achats, FBNP

Représentant de Banque Populaire Atlantique, président : Ouest Croissance, Ludovic de Bresse

Représentant de Banque Populaire Atlantique, administrateur : C3B Immobilier, i-BP, Portzamparc, Association des BP pour la création d'entreprise

Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre du conseil de surveillance de : Atlantique Mur Régions, Ouest Croissance Gestion

Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre de droit : Crédit Maritime Atlantique

Représentant de Banque Populaire Atlantique, trésorier : Comité des Banques de pays de la Loire FBF

Représentant de Ouest Croissance, administrateur : Banque Populaire Développement

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance : GCE Technologies

Représentant de la FBNP, président : Association française de la microfinance

Représentant de Caisse d'Epargne Rhône Alpes, administrateur : Fondation d'entreprise CERA, FNCE, Habitat en Région, le Club du Musée Saint-Pierre

Didier PATAULT

Né le 22/02/1961

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France depuis 2013, Didier Patault est également membre du conseil de surveillance de BPCE. Diplômé de l'école Polytechnique et de l'école Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE), Didier Patault, après un début au sein de la Caisse des dépôts et consignations, réalise sa carrière depuis 1992 au sein du Groupe BPCE.

Après avoir occupé différentes responsabilités financières et commerciales à la Caisse d'Epargne des Pays du Hainaut (1992-1999), il rejoint en 1999 la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne en tant que directeur des Activités financières en charge de la stratégie de développement du groupe sur les marchés de l'économie locale de la CNCE.

Il est nommé en 2000 président du directoire de la Caisse d'Epargne des Pays du Hainaut, puis président du directoire de la Caisse d'Epargne des Pays de la Loire (2004-2008) puis président du directoire de la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire (2008-2013).

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité d'audit, du comité des nominations, du comité des rémunérations et du comité coopératif de BPCE

Président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France (CEIDF)

Président du conseil de surveillance : Banque BCP (France)

Administrateur : Natixis Coficiné, CE Holding Promotion

Administrateur en qualité de personnalité qualifiée (pour la CEIDF) : Paris Habitat – OPH

Représentant permanent de CEIDF, administrateur : Habitat en Région (Association), Immobilière 3F, FNCE

Représentant permanent de CEIDF, membre du conseil de surveillance : IT-CE

Représentant permanent de CEIDF, président : Bicentenaire Caisse d'Epargne (Association)

Mandats échus en 2015

Administrateur : Natixis * (fin le 19 mai 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France (CEIDF)	Président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France (CEIDF)	Président du directoire de la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire	Président du directoire de la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire
Président du conseil de surveillance : Banque BCP (France)	Président du conseil de surveillance : Banque BCP (France)	Président-directeur général : SODERO	Président-directeur général : SODERO
Administrateur : Natixis *, Natixis Coficiné, CE Holding Promotion	Membre du conseil de surveillance : GCE Capital	Président du conseil de surveillance : SODERO Gestion, BATIROC Bretagne Pays de Loire	Président du conseil de surveillance : SODERO Gestion, BATIROC Bretagne Pays de Loire
Administrateur en qualité de personnalité qualifiée (pour la CEIDF) : Paris Habitat – OPH	Administrateur : Natixis *, Natixis Coficiné, CE Holding Promotion	Président du conseil d'administration : SODERO Participations, SA des Marchés de l'Ouest	Président du conseil d'administration : SODERO Participations, SA des Marchés de l'Ouest
Représentant permanent de CEIDF, administrateur : Habitat en Région (Association), Immobilière 3F, FNCE	Administrateur en qualité de personnalité qualifiée (pour la CEIDF) : Paris Habitat – OPH	Membre du conseil de surveillance : GCE Capital	Membre du conseil de surveillance : GCE Capital
Représentant permanent de CEIDF, membre du conseil de surveillance : IT-CE	Représentant permanent de CEIDF, administrateur : Habitat en Région (Association), Immobilière 3F, FNCE	Administrateur : Natixis *, Natixis Coficiné, Mancelle Habitation, Compagnie de Financement Foncier – SCF, CE Holding Promotion	Administrateur : Natixis *, Natixis Coficiné, Mancelle Habitation, Compagnie de Financement Foncier – SCF, CE Holding Promotion
	Représentant permanent de CEIDF, membre du conseil de surveillance : IT-CE	Représentant permanent de CEBPL, administrateur : Pays de la Loire Développement, SEMITAN, NAPF, FNCE	Représentant permanent de CEBPL, administrateur : Pays de la Loire Développement, SEMITAN, NAPF, FNCE
		Représentant permanent de CEBPL, membre du conseil de surveillance : IT-CE (ex-GCE Technologies)	Représentant permanent de CEBPL, membre du conseil de surveillance : IT-CE (ex-GCE Technologies)

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Nicolas PLANTROU

Né le 14/12/1949

Diplômé d'une école supérieure de commerce et d'une maîtrise de droit privé, il a exercé depuis de nombreuses années diverses responsabilités, en débutant sa carrière au sein du cabinet d'audit PriceWaterhouse puis en devenant dirigeant d'un cabinet d'avocat spécialisé en droit des sociétés (inscrit au barreau de Rouen) mais également d'un cabinet de commissaires aux comptes. Il a acquis au travers des différents mandats détenus dans des entités locales et nationales une compétence reconnue par l'Institut Français des Administrateurs. Il est administrateur de sociétés certifié.

À ce jour, il est président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Normandie et membre du conseil de surveillance de BPCE.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit de BPCE

Président du COS, du comité des rémunérations, du comité des nominations et membre du comité d'audit et du comité des risques de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Normandie

Président du conseil d'administration : SLE Rouen Elbeuf Yvetot

Président Fondation : Fondation BELEM

Vice-président du conseil de surveillance : CHU Charles Nicolle **

Administrateur : Banque Privée 1818, Crédit Foncier, CE Holding Promotion, FNCE, Fil Seine

Mandats échus en 2015

Membre du comité des risques de BPCE (du 22 mai au 16 décembre 2015)

Gérant : Cabinet Plantrou – de la Brunière et associés SELARL ** (fin le 31 octobre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Président du COS de Caisse d'Epargne Normandie	Président du COS de Caisse d'Epargne Normandie	Président du COS de Caisse d'Epargne Normandie	Président du COS de Caisse d'Epargne Normandie
Président du conseil d'administration : SLE Rouen Elbeuf Yvetot	Président du conseil d'administration : SLE Rouen Elbeuf Yvetot	Président du conseil d'administration : SLE Rouen Elbeuf Yvetot	Président du conseil d'administration : SLE Rouen Elbeuf Yvetot
Président Fondation d'entreprise : Fondation Belem	Président Fondation d'entreprise : Fondation Belem	Président Fondation d'entreprise : Fondation Belem	Président Fondation d'entreprise : Fondation Belem
Vice-président du conseil de surveillance : CHU Charles Nicolle **	Vice-président du conseil de surveillance : CHU Charles Nicolle **	Vice-président du conseil de surveillance : CHU Charles Nicolle **	Vice-président du conseil de surveillance : CHU Charles Nicolle **
Administrateur : FNCE, Banque Privée 1818, Crédit Foncier, Fil Seine	Administrateur : FNCE, Coface SA, Banque Privée 1818, Fil Seine	Administrateur : FNCE, Coface SA, Banque Privée 1818, Fil Seine, Sodifroid **	Administrateur : FNCE, Coface SA, Banque Privée 1818, Fondation des petits logements **
Gérant : Cabinet Plantrou – de la Brunières et associés SELARL **	Gérant : Cabinet Plantrou – de la Brunières et associés SELARL **, SCPP Sarl **, CMA Audit Sarl **	Gérant : Cabinet Plantrou – de la Brunières et associés SELARL **, SCPP Sarl **, CMA Audit Sarl **	Gérant : Cabinet Plantrou – de la Brunières et associés SELARL **, SCPP Sarl **, CMA Audit Sarl **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Pour le réseau Banque Populaire

Stève GENTILI

Né le 05/06/1949

Président de la BRED Banque Populaire depuis 1998, il a été dirigeant jusqu'en 2004 d'une importante société agroalimentaire.

Il est également président de l'Agence des Banques Populaires pour la Coopération et le Développement (ABPCD) et président de l'organisation économique du sommet des chefs d'états francophones.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Vice-président du conseil de surveillance et membre du comité coopératif de BPCE

Président du conseil d'administration de la BRED Banque Populaire

Président du conseil d'administration : Banque Internationale de Commerce – BRED, BRED Cofilease, BRED Gestion, COFIBRED, SPIG, Natixis Institutions Jour, NRJ Invest **, Pramex International (ex-Natixis Pramex International Milan)

Administrateur : Natixis Algérie, Pramex International (ex-Natixis Pramex International Milan), BCI Mer Rouge, BRED Cofilease, Prépar IARD, Promepar Gestion, BICEC, BCI-Banque Commerciale Internationale, Société des Eaux du Touquet Paris Plage et Extensions **

Membre du conseil de surveillance : Prépar-Vie

Mandats échus en 2015

Président du conseil de surveillance de BPCE (fin le 22 mai 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Président du conseil de surveillance de BPCE	Vice-président du conseil de surveillance de BPCE	Vice-président du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président du conseil d'administration de la BRED Banque Populaire	Président du conseil d'administration de la BRED Banque Populaire	Président du conseil d'administration de la BRED Banque Populaire	Président du conseil d'administration de la BRED Banque Populaire
Président du conseil d'administration : Banque Internationale de Commerce – BRED, BRED Cofilease, BRED Gestion, COFIBRED, SPIG, Natixis Institutions Jour, NRJ Invest **	Président du conseil d'administration : Banque Internationale de Commerce – BRED, BRED Cofilease, BRED Gestion, COFIBRED, SPIG, Natixis Institutions Jour, NRJ Invest **	Président du conseil d'administration : Banque Internationale de Commerce – BRED, BRED Cofilease, BRED Gestion, COFIBRED, SPIG, Natixis Institutions Jour, NRJ Invest **	Président du conseil d'administration : SPIG, Natixis Institutions Jour, Banque Internationale de Commerce-BRED, BRED Cofilease, BRED Gestion, Cofibred, NRJ Invest **
Administrateur : Natixis Algérie, Natixis Pramex International Milan, BCI Mer Rouge, BRED Cofilease, Prépar IARD, Promepar Gestion, BICEC, BCI-Banque Commerciale Internationale, Veolia **, Société des Eaux du Touquet Paris Plage et Extensions **	Administrateur : Natixis *, Natixis Algérie, Natixis Pramex International Milan, BCI Mer Rouge, Bercy Gestion Finances + **, BRED Cofilease, Thales **, Prépar IARD, Promepar Gestion, BICEC, BCI-Banque Commerciale Internationale, Veolia **, Société des Eaux du Touquet Paris Plage et Extensions **	Administrateur : Natixis *, Natixis Algérie, Natixis Pramex International Milan, BCI Mer Rouge, Bercy Gestion Finances + **, BRED Cofilease, Thales **, Prépar IARD, Promepar Gestion, BICEC, BCI-Banque Commerciale Internationale, Veolia **, Banca Carige	Administrateur : Natixis *, Natixis Algérie, Natixis Pramex International Milan, BCI Mer Rouge, Thales **, Bercy Gestion Finances + **, Promepar Gestion, BRED Cofilease, Prépar IARD
Membre du conseil de surveillance : Prépar-Vie	Membre du conseil de surveillance : Prépar-Vie	Membre du conseil de surveillance : Prépar-Vie	Membre du conseil de surveillance : Prépar-Vie
			Représentant permanent de la BRED Banque Populaire, administrateur : BICEC, BCI-Banque Commerciale Internationale

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Thierry CAHN

Né le 25/09/1956

Depuis 2008, il a été successivement administrateur de la Banque Fédérale des Banques Populaires, organe central du Groupe Banque Populaire, de Banques Populaires Participations de juillet 2009 à août 2010, et, depuis juillet 2009, membre du conseil de surveillance de BPCE. Il est avocat à la cour d'appel de Colmar et président d'honneur de la confédération nationale des avocats et ancien bâtonnier. Il est également membre du conseil d'administration de Natixis depuis janvier 2013 et, depuis 2003, président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace, devenue Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne le 27 novembre 2014.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit de BPCE

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

Membre du conseil d'administration : Natixis *

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace
Membre du conseil d'administration : Natixis *	Membre du conseil d'administration : Natixis *	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Alain CONDAMINAS (depuis le 16 décembre 2015)

Né le 06/04/1957

Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et d'un DESS en techniques bancaires et finances, Alain Condaminas a rejoint le groupe Banque Populaire en 1984. En 1992, Alain Condaminas intègre la Banque Populaire Toulouse-Pyrénées, pour y exercer les responsabilités de directeur de la Production supervisant la direction des Ressources humaines puis de directeur de l'Exploitation. En 2001, Alain Condaminas devient directeur général de la Banque Populaire Quercy-Agenais. En 2003, il dirige une première fusion avec la Banque Populaire du Tarn et de l'Aveyron puis en 2006 une seconde fusion avec la Banque Populaire Toulouse-Pyrénées pour former la Banque Populaire Occitane d'aujourd'hui. À ce jour, il est directeur général de la Banque Populaire Occitane.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité des risques de BPCE (depuis le 16 décembre 2015)

Directeur général de la Banque Populaire Occitane

Administrateur : Natixis **, Natixis Asset Management

Président : Fondation d'Entreprise BP Occitane

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI **

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : IRDI GESTION **

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : SOTEL **

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du comité d'investissement : Multicroissance

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, gérant : SNC ImmoCarso

Gérant : SCI de l'Hers **

Mandats échus en 2015

Membre du conseil de surveillance de BPCE (fin le 22 mai 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Censeur au conseil de surveillance de BPCE
Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Directeur général de la Banque Populaire Occitane
Administrateur : Natixis *, Natixis Asset Management	Administrateur : Natixis *, Natixis Asset Management	Administrateur : Natixis *, Natixis Asset Management	Administrateur : Natixis Asset Management, Natixis Intéropargne
Président : Fondation d'Entreprise BP Occitane	Président : Fondation d'Entreprise BP Occitane	Président : Fondation d'Entreprise BP Occitane	Président : Fondation d'entreprise Banque Populaire Occitane
Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, vice-président du conseil d'administration : CELAD SA **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, vice-président du conseil d'administration : CELAD SA **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, vice-président du conseil d'administration : CELAD SA **
Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : SOTEL **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI **
Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du comité d'investissement : Multicroissance	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : SOTEL **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : SOTEL **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil de surveillance : SOTEL **, ABP IARD **
Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, gérant : SNC ImmoCarso	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du comité d'investissement : Multicroissance	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du comité d'investissement : Multicroissance	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, gérant : SNC ImmoCarso
Gérant : SCI de l'Hers **	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, gérant : SNC ImmoCarso	Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, gérant : SNC ImmoCarso	
	Gérant : SCI de l'Hers **	Gérant : SCI de l'Hers **	

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Pierre DESVERGNES

Né le 23/11/1950

Après des études supérieures littéraires, il est nommé attaché au lycée de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) en 1975. Conseiller d'administration scolaire et universitaire en 1982, il est nommé agent comptable au Lycée Henry-Moissan de Meaux. Chargé de mission auprès de Michel Gelly dès 1990, puis vice-président auprès de Christian Hébrard, il a été président puis président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire de 2002 à 2015. À ce jour, il est président du conseil d'administration de la CASDEN Banque Populaire.

Il est vice-président de L'ESPER et a été successivement administrateur de la Banque Fédérale des Banques Populaires, organe central du Groupe Banque Populaire de 2004 à 2009 et de Banques Populaires Participations de 2009 à 2010.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité des nominations et du comité des rémunérations de BPCE

Président du conseil d'administration de la CASDEN Banque Populaire (depuis le 27 mai 2015)

Président du conseil d'administration : Parnasse Finance

Administrateur : Crédit Foncier, Bureau de Management Financier (BMF) (ex-Banque Monétaire Financière), Parnasse MAIF SA, Union Mutualiste Retraite (UMR) **, Arts et Vie Association **

Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, président : SAS Finance

Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, administrateur : Parnasse Services

Gérant : Inter Promo

Mandats échus en 2015

Président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire (fin le 27 mai 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et du comité des nominations et des rémunérations de BPCE	Membre du conseil de surveillance et du comité des nominations et des rémunérations de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE
Président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire	Président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire	Président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire	Président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire
Président du conseil d'administration : Parnasse Finance	Président du conseil d'administration : Parnasse Finance	Président du conseil d'administration : Parnasse Finance	Président du conseil d'administration : Parnasse Finance
Administrateur : Crédit Foncier, Banque Monétaire Financière, Parnasse MAIF SA, Union Mutualiste Retraite (UMR) **, Arts et Vie Association **	Administrateur : Crédit Foncier, Banque Monétaire Financière, Parnasse MAIF SA, Union Mutualiste Retraite (UMR) **	Administrateur : Crédit Foncier, Banque Monétaire Financière, Parnasse MAIF SA, Union Mutualiste Retraite (UMR) **	Administrateur : Crédit Foncier, Banque Monétaire Financière, Parnasse MAIF SA, Union Mutualiste Retraite (UMR) **
Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, président : SAS Finance	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, président : SAS Finance	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, président : SAS Finance, SAS Parnasse Espace 1, SAS Parnasse Espace 2	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, président : SAS Finance, SAS Parnasse Espace 1, SAS Parnasse Espace 2
Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, administrateur : Parnasse Services	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, administrateur : Parnasse Services	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, administrateur : Parnasse Services	Représentant permanent de la CASDEN Banque Populaire, administrateur : Parnasse Services
Gérant : Inter Promo	Gérant : Inter Promo	Gérant : Inter Promo	Gérant : Inter Promo

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Yves GEVIN

Né le 02/09/1958

Ingénieur diplômé de l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Lyon en 1981, MBA de l'EM Lyon (CESMA) en 1982, Yves Gevin rejoint le groupe Banque Populaire en 1987. Yves Gevin intègre la Banque Populaire Franche-Comté, Maçonnais et Ain pour y exercer la responsabilité de directeur Organisation et Informatique et à partir de 1995 de directeur général adjoint. En 1998, Yves Gevin devient directeur général de la Banque Populaire Anjou Vendée. En 2002, il dirige la fusion entre la Banque Populaire Anjou Vendée et Banque Populaire Bretagne Atlantique pour former la Banque Populaire Atlantique. En 2008, il devient président du directoire du groupe Foncia. Depuis 2012, il est directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité d'audit, du comité des nominations, du comité des rémunérations et du comité coopératif de BPCE

Directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris

Président du conseil d'administration – administrateur : TURBO SA, Rives Croissance (ex-Sud Participations)

Membre du conseil de surveillance : Naxicap Partners

Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC)

Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, administrateur : i-BP, BP Développement

Administrateur : Fondation d'entreprise Banque Populaire Rives de Paris

Mandats échus en 2015

Censeur au conseil de surveillance de BPCE (fin le 22 mai 2015)

Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, président : Sociétariat Banque Populaire Rives de Paris (société radiée en mars 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Président du directoire : Foncia Groupe
Directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris	Directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris	Directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris	Président : Foncia Holding, Cabinet Docher
Président-directeur général : Sud Participations	Président-directeur général : Sud Participations	Président-directeur général : Sud Participations	Président du conseil d'administration : Foncia Switzerland (fin 30/01/2012)
Président du conseil d'administration – administrateur : TURBO SA	Président : Sociétariat Banque Populaire Rives de Paris	Président : Sociétariat Banque Populaire Rives de Paris	Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC)
Membre du conseil de surveillance : Naxicap Partners	Membre du conseil de surveillance : Naxicap Partners	Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC), Natixis Private Equity, FNB	
Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC)	Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC), Natixis Private Equity	Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, administrateur : i- BP	
Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, président : Sociétariat Banque Populaire Rives de Paris	Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, administrateur : i-BP		
Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, administrateur : i-BP, BP Développement			

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNB : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Michel GRASS

Né le 12/11/1957

Titulaire d'une maîtrise de Sciences de Gestion de l'Université de PARIS 1, Michel Grass débute sa carrière de directeur d'Etablissement dans le secteur de la santé en 1983, à Sens. De 1987 à 2010, il constitue et dirige un petit groupe régional de cliniques privées. En 2000, il devient administrateur de la Banque Populaire de Bourgogne et à partir de 2009 il exerce des fonctions de juge consulaire.

Michel Grass est président du conseil d'administration de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté depuis 2010.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité des risques de BPCE

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté

Administrateur : Natixis *, Natixis Global Asset Management, Banque Palatine, SA HLM Brennus Habitat **

Maire adjoint de la ville de Sens

Vice-président : Communauté de communes du Sénonais

Membre associé : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne

Mandats échus en 2015

Vice-président : FNBP (fin le 9 juin 2015)

Secrétaire : Conférence des présidents de Banques Populaires (fin le 4 février 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté	Président du conseil d'administration : Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté	Président du conseil d'administration : Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté
Vice-président : FNBP, Communauté de Communes du Sénonais	Vice-président : FNBP	Vice-président : FNBP	Président : Fédération
Administrateur : Natixis *, NGAM, Banque Palatine	Membre du conseil de surveillance de : Banque Palatine	Administrateur : NGAM	Hospitalisation Privée Bourgogne Franche-Comté, Commission Économique Hospitalisation privée
Maire adjoint de la ville de Sens	Administrateur : Natixis *, NGAM	Gérant : SARL 2G Conseil	Administrateur : Fédération hospitalisation Privée, SA CAHPP
Membre associé : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne	Juge du Tribunal de commerce de Sens	Juge du Tribunal de commerce de Sens	Gérant : SARL 2G
Juge du Tribunal de commerce de Sens	Membre associé : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne	Membre associé : Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne	Juge du Tribunal de commerce de Sens
Secrétaire : Conférence des présidents de Banques Populaires	Secrétaire : Conférence des présidents de Banques Populaires	Secrétaire : Conférence des présidents de Banques Populaires	Secrétaire : Conférence des présidents de Banques Populaires

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

André JOFFRE

Né le 31/12/1953

Après un bac Mathématiques et Technique, il a obtenu un diplôme d'études approfondies en génie mécanique et énergétique puis un diplôme d'état ingénieur des Arts et Métiers.

André Joffre a créé Tecsol il y a 25 ans, un des premiers bureaux d'études français consacré à l'énergie solaire dont il est actuellement président-directeur général. Il est également président du pôle de compétitivité DERBI (développement des énergies renouvelables) et président de Qualit'Enr (qualification des professionnels des énergies renouvelables).

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité des nominations et du comité des rémunérations de BPCE

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud

Président-directeur général : Tecsol **

Président du conseil d'administration : Fondation d'entreprise Banque Populaire

Vice-président : Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze

Administrateur : Banque Privée 1818, Natixis Factor, FBNP

Gérant : Tecsol Presse **

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, administrateur : Caisse Régionale du Crédit Maritime La Méditerranée

Mandats échus en 2015

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, président : SAS Sociétariat (fin le 30 septembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud

Président-directeur général : Tecsol **

Vice-président : Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze

Administrateur : Banque Privée 1818, Natixis Factor, FBNP

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, président : SAS Sociétariat

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, administrateur : Caisse Régionale du Crédit Maritime La Méditerranée

Gérant : Tecsol Presse **

2013

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud

Président-directeur général : Tecsol **

Vice-président : Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze

Administrateur : Banque Privée 1818, Natixis Factor, FBNP

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, président : SAS Sociétariat

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, administrateur : Caisse Régionale du Crédit Maritime La Méditerranée

Gérant : Tecsol Presse **

2012

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud

Président-directeur général : Tecsol **

Vice-président : Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze

Administrateur : Banque Privée 1818, Natixis Factor, FBNP

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, président : SAS Sociétariat

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, administrateur : Caisse Régionale du Crédit Maritime La Méditerranée

Gérant : Tecsol Presse **

2011

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud

Président-directeur général : Tecsol **

Vice-président : Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze

Administrateur : Banque Privée 1818, Natixis Factor,

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, président : SAS Sociétariat

Représentant permanent de la Banque Populaire du Sud, administrateur : Caisse Régionale du Crédit Maritime La Méditerranée

Gérant : Tecsol Presse **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Membres représentant les salariés

Vincent GONTIER

Né le 29/07/1954

Diplômé d'HEC après un passage dans un cabinet de cessions-acquisitions, Vincent Gontier travaille pendant huit ans dans le groupe EDF-GDF dans les services financiers et de modélisation économique. Par la suite, intègre le groupe Crédit Agricole d'abord comme responsable adjoint des tables de négociations en charge des instruments de taux (tables obligataires, SVT, MATIF, options MATIF) puis comme directeur général de la société de Bourse Bertrand Michel SA. Il rejoint en 1991 le Crédit National (devenu par la suite Natixis et exerce successivement différents postes soit dans l'asset management (directeur général d'Alfi-gestion, secrétaire général de la filiale gestion pour compte de tiers, directeur général d'Interépargne) soit dans les activités de marchés (directeur des activités de marché par intérim, responsable des dérivés actions). Il travaille actuellement au sein Natixis dans une équipe de conseil aux activités de marché.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance et du comité des rémunérations de BPCE – Membre représentant les salariés

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Néant	Néant	Néant	Néant

Frédéric HASSAINE

Né le 22/05/1966

Diplômé de la Toulouse Business School, d'un DESS de droit fiscal et du DESCF, il débute sa carrière chez Arthur Andersen où il officie comme auditeur puis au sein de la société d'avocats en qualité de fiscaliste. Devenu directeur de missions, il intègre alors BNP Paribas en 1998 où il développe l'ingénierie corporate. Il rejoint ensuite la Société Générale en 2001 puis en 2004 IXIS CIB devenue par la suite Natixis pour créer et développer l'ingénierie financière et comptable, à destination des grands comptes.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance – Membre représentant les salariés

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Néant	Néant	Néant	Néant

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Membres indépendants

Maryse AULAGNON

Née le 19/04/1949

Ancienne élève de l'ENA, diplômée de Sciences-Po et titulaire d'un DESS de sciences économiques et après différents postes à l'ambassade de France aux États-Unis et au cabinet des ministères du budget et de l'industrie, elle a notamment été directeur des Affaires internationales du groupe CGE (aujourd'hui Alcatel) et directeur général d'Euris.

Elle est président-directeur général d'Affine depuis 1990, groupe dont elle est fondatrice. Elle est également maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, membre du conseil d'administration d'Air France-KLM et membre du conseil d'administration de Veolia Environnement.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, président du comité des nominations et du comité des rémunérations de BPCE – Membre indépendant

Président-directeur général d'Affine R.E. */**

Président du directoire : MAB-Finances **

Président du conseil d'administration : Gesfimm SA **

Administrateur : Air France KLM */**, Veolia Environnement */**, Holdaffine **

Représentant permanent d'Affine R.E. */, président :** Banimmo */**, Banimmo France */**, Promaffine **, Urbismart **

Représentant permanent d'Affine R.E. */, gérant :** Nevers Colbert **, ATIT **, Les Jardins des Quais **, Affine Sud ** (ex-Bretigny),

Représentant permanent de Promaffine, gérant : Lucé Parc-Leclerc **, Nanterre Terrasses 12 **, Paris 29 Copernic **

Représentant permanent d'ATIT, liquidateur : 2/4 Haussmann **

Représentant permanent d'ATIT, gérant : Parvis Lille **

Représentant permanent de MAB-Finances, membre du comité de direction : Target Real Estate **, Saint-Étienne Molina **, Capucine Investissements **, Les 7 collines **

Mandats échus en 2015

Membre du comité de direction : Urbismart ** (fin le 3 juillet 2015)

Représentant permanent d'Affine R.E. */, président :** Capucine Investissements ** (fin le 24 novembre 2014), Les 7 collines ** (fin le 24 novembre 2014)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Membre du conseil de surveillance et membre du comité des nominations et des rémunérations de BPCE – Membre indépendant

Président-directeur général d'Affine R.E. */**

Président du directoire : MAB-Finances **

Président du conseil d'administration : Gesfimm SA **, Administrateur :

Air France KLM */**, Veolia Environnement */**, Holdaffine **

Membre du comité de direction : Urbismart **

Représentant permanent d'Affine R.E. */, président :** Banimmo */**, Capucine Investissements **, Les 7 collines **, Promaffine **

Représentant permanent d'Affine R.E. */, gérant :** Nevers Colbert **, ATIT **, Les Jardins des Quais **, Affine Sud ** (ex-Bretigny),

Représentant permanent de Promaffine, gérant : Lucé Parc-Leclerc **, Nanterre Terrasses 12 **, Paris 29 Copernic **

Représentant permanent d'ATIT, liquidateur : 2/4 Haussmann **

Représentant permanent d'ATIT, gérant : Parvis Lille **

2013

Membre du conseil de surveillance et membre du comité des nominations et des rémunérations de BPCE – Membre indépendant

Président-directeur général d'Affine R.E. */**

Président du directoire : MAB-Finances **

Président du conseil d'administration : Gesfimm SA **, Administrateur :

Air France KLM */**, Veolia Environnement */**, Holdaffine **

Représentant permanent d'Affine, président : Banimmo */**, Capucine Investissements **, Les 7 collines **, Promaffine **

Représentant permanent d'Affine, gérant : Nevers Colbert **, ATIT **, Les Jardins des Quais **, Affine Sud ** (ex-Bretigny),

Représentant permanent de Promaffine, gérant : Lucé Parc-Leclerc **, Nanterre Terrasses 12 **, Paris 29 Copernic **

Représentant permanent d'ATIT, liquidateur : 2/4 Haussmann **

Représentant permanent d'ATIT, gérant : Parvis Lille **

Représentant permanent de MAB-Finances, membre du comité de direction : Concerto Développement **

2012

Membre du conseil de surveillance de BPCE – Membre indépendant

Président-directeur général de Affine SA. */**

Président : MAB-Finances **

Administrateur : Air France KLM */**, Veolia Environnement */**, Affiparis */**, Holdaffine **

Représentant permanent d'Affine, président : Banimmo **, Gesfimm SAS **, Capucine Investissements **, Les 7 collines **, Promaffine **

Représentant permanent d'Affine, gérant : Nevers Colbert **, ATIT **, Bretigny **, Les Jardins des Quais **

Représentant permanent de Promaffine, gérant : Lucé Parc-Leclerc **, Nanterre Terrasses 12 **, Paris 29 Copernic **

Représentant permanent d'ATIT, liquidateur : 2/4 Haussmann **

Représentant permanent d'ATIT, gérant : Parvis Lille **

Représentant permanent de MAB-Finances, membre du comité de direction : Concerto Développement **

2011

Membre du conseil de surveillance de BPCE – Membre indépendant

Président-directeur général de Affine SA */**

Président : MAB-Finances **

Administrateur : Air France KLM */**, Veolia Environnement */**, Affiparis */**, Holdaffine **

Représentant permanent d'Affine, président : Banimmo **, Gesfimm SAS **, Capucine Investissements **, Les 7 collines **, Promaffine **

Représentant permanent d'Affine, gérant : Nevers Colbert **, ATIT **, Bretigny **, Les Jardins des Quais **

Représentant permanent de Promaffine, gérant : Bourghtheroulde de l'Eglise **, Lucé Parc-Leclerc **, Nanterre Terrasses 12 **, Paris 29 Copernic **

Représentant permanent d'ATIT, liquidateur : 2/4 Haussmann **

Représentant permanent d'ATIT, gérant : Parvis Lille **

Représentant permanent de MAB-Finances, membre du comité de direction : Concerto Développement **

Marwan LAHOUD

Né le 06/03/1966

Ancien élève de l'École Polytechnique et diplômé de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace, il a assumé les fonctions de président-directeur général de MBDA et a travaillé pour Aérospatiale dans le cadre de sa fusion avec Matra et sur la création d'EADS. Au sein d'EADS, rebaptisé Airbus Group en 2014, il a occupé les fonctions de senior vice-président responsable des fusions-acquisitions.

Depuis juin 2007, il est directeur général délégué à la stratégie et au marketing et membre du comité exécutif d'Airbus Group.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, président du comité d'audit et membre du comité des risques de BPCE – Membre indépendant

Membre du comité exécutif : Airbus Group */**

Président : Airbus Group SAS */**

Président : GIFAS ** (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales), CIDEF **,

Président du conseil d'administration : IHES ** (fondation de l'Institut des Hautes Études Scientifiques)

Membre du conseil d'administration : l'École Polytechnique **

Administrateur : Eurotradia International **

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et président du comité d'audit et des risques de BPCE – Membre indépendant Membre du comité exécutif : Airbus Group */** (ex-EADS */**) Président : Airbus Group SAS */** (ex-EADS France */**) Président : GIFAS ** (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales), CIDEF **, Président du conseil d'administration : IHES ** (fondation de l'Institut des Hautes Études Scientifiques) Membre du conseil d'administration : l'École Polytechnique ** Administrateur : Eurotradia International **	Membre du conseil de surveillance et président du comité d'audit et des risques de BPCE – Membre indépendant Membre du comité exécutif : EADS */** Président : EADS France */** Administrateur : Eurotradia International **	Membre du conseil de surveillance et président du comité d'audit et des risques de BPCE – Membre indépendant Membre du comité exécutif : EADS */** – directeur de la Stratégie et du Marketing Administrateur : Technip */** (membre indépendant), Eurotradia International **	Membre du conseil de surveillance et président du comité d'audit et des risques de BPCE – Membre indépendant Membre du comité exécutif : EADS */** – directeur de la Stratégie et du Marketing Administrateur : Technip */** (membre indépendant), Eurotradia International **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Marie-Christine LOMBARD

Née le 06/12/1958

Diplômée de l'Essec, Marie-Christine Lombard a occupé différents postes dans le secteur bancaire, notamment chez Chemical Bank et Paribas, successivement basée à New-York, Paris et Lyon.

Marie-Christine Lombard a rejoint le secteur du transport express en 1993 comme directeur financier de la société française Jet Services. En 1997, elle en est devenue directeur général jusqu'au rachat de l'entreprise par TNT en 1999. Nommée alors président de TNT Express France, elle a fait de cette filiale l'une des plus dynamiques du groupe TNT. En 2004, elle a été nommée président-directeur général de l'ensemble de la division Express de TNT. Quand TNT Express est devenue une société cotée indépendante en mai 2011, Marie-Christine Lombard en a été nommée Chief Executive Officer (PDG).

Le 24 octobre 2012 elle rejoint le groupe Geodis, où elle occupe les fonctions de directeur général avant d'être nommée le 17 décembre 2013 au poste de président du directoire. Elle est également président de Lyon Ville de l'Entrepreneuriat, un réseau d'accompagnement à la création, reprise et transmission d'entreprise pour le Grand Lyon.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du conseil de surveillance, président du comité des risques et membre du comité d'audit de BPCE – Membre indépendant

Président du directoire : Geodis SA **

Membre du conseil d'administration : VINCI **, BMVirolle **

Administrateur et membre du comité directeur : Union TLF **

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance, président du comité des risques et membre du comité d'audit de BPCE – Membre indépendant Président du directoire : Geodis SA ** Membre du conseil d'administration : VINCI **, BMVirolle ** Administrateur et membre du comité directeur : Union TLF **	Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE – Membre indépendant Président du directoire : Geodis SA ** Membre du conseil de surveillance : Groupe Keolis SAS ** Membre du conseil d'administration : BMVirolle ** Membre du comité exécutif : Fondation EMLYON Entrepreneurs pour le Monde ** Administrateur et membre du comité directeur : Union TLF **	Membre du conseil de surveillance de BPCE – Membre indépendant Directeur général : Geodis SA ** Membre du conseil de surveillance : Groupe Keolis SAS **	Membre du conseil de surveillance de BPCE – Membre indépendant Chief Executive Officer (PDG) : TNT Express N.V. */** Membre du directoire : TNT Group Amsterdam */**

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Censeurs

Jean ARONDEL

Né le 12/04/1950

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur au conseil de surveillance et membre du comité coopératif de BPCE

Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

Président du conseil d'administration de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNB)

Président du conseil d'administration : SLE Pays chartrain et Drouais

Président : Fondation Caisse d'Epargne Loire-Centre, Fonds de Dotation du réseau Caisse d'Epargne

Vice-président : World Savings Banks Institute (WSBI)

Co-gérant : SNC Ecureuil 5 rue Masseran

Administrateur : CE Holding Promotion

Observateur : assemblée générale et au conseil d'administration de l'European Savings Banks Group (ESBG)

Représentant permanent de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, administrateur : Natixis Lease, Coface SA *

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre
Président du conseil d'administration : SLE Pays chartrain et Drouais	Président du conseil d'administration : SLE Pays chartrain et Drouais	Président du conseil d'administration : SLE Pays chartrain et Drouais	Président du conseil d'administration : SLE Pays chartrain et Drouais
Président : Fondation Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président : Fondation Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président : Fondation Caisse d'Epargne Loire-Centre	Président : Fondation Caisse d'Epargne Loire-Centre
Représentant permanent de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, administrateur : Natixis Lease, Coface SA *, FNCE	Représentant permanent de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, administrateur : Natixis Lease, Coface SA (ex-SAS Coface Holding), FNCE	Représentant permanent de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, administrateur : Natixis Lease, SAS Coface Holding, FNCE	Représentant permanent de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, administrateur : Natixis Lease, SAS Coface Holding, FNCE

* Société cotée.

Pierre CARLI
Né le 21/08/1955

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur au conseil de surveillance de BPCE
Président du directoire de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées (CEMP)
Président du conseil de surveillance : Capitole Finance-Tofinso, Midi 21, Sotel **
Président du conseil d'administration : Midi Foncière, IDEI Association **, Midi Épargne, Ecureuil Immo, Fondation d'Entreprise Espace Ecureuil
Président : SOREPAR SAS, Comité Régional Fédération Bancaire de Midi-Pyrénées **
Vice-président du conseil d'administration : IRDI **
Vice-président du conseil de surveillance : PROMOLOGIS **
Administrateur : FNCE, Midi Capital, BPCE Achats, groupe Promo Midi, CE Holding Promotion
Membre du conseil de surveillance : Ecureuil Service SAS
Membre du conseil d'administration : Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité
Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil de surveillance : CE Syndication Risque, IT-CE, TOFINSO INVESTISSEMENT, IRDI GESTION **
Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil d'administration : Association EDENIS ** (ex-Promo Accueil), Fondation d'Entreprise du Toulouse Football Club **
Censeur : SEMECCEL **
Représentant permanent de Midi Foncière : SAINT-EXUPÉRY MONTAUDRAN **
Représentant permanent de la SOREPAR, membre du conseil d'administration : SEM OPPIDEA **
Représentant Permanent de la CEMP, administrateur : Association Habitat en Région, SEM Tourisme **

Mandats échus en 2015

Vice-président : Comité Régional Fédération Bancaire de Midi-Pyrénées ** (fin le 17 septembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées (CEMP) Président du conseil de surveillance : Capitole Finance-Tofinso, Midi 21, Sotel **, Président du conseil d'administration : Midi Foncière, IDEI Association **, Midi Épargne, Ecureuil Immo, Fondation d'Entreprise Espace Ecureuil Président : SOREPAR SAS Vice-président du conseil d'administration : IRDI ** Vice-président du conseil de surveillance : PROMOLOGIS ** Vice-président : Comité Régional Fédération Bancaire de Midi-Pyrénées ** Administrateur : FNCE, Midi Capital, BPCE Achats, groupe Promo Midi, CE Holding Promotion Membre du conseil de surveillance : Ecureuil Service SAS Membre du conseil d'administration : Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil de surveillance : CE Syndication Risque, IT-CE, TOFINSO INVESTISSEMENT Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil d'administration : Association EDENIS ** (ex-Promo Accueil), Fondation d'Entreprise du Toulouse Football Club ** Censeur : SEMECCEL ** Représentant permanent de Midi Foncière : SAINT-EXUPÉRY MONTAUDRAN ** Représentant permanent de la SOREPAR, membre du conseil d'administration : SEM OPPIDEA ** Représentant Permanent de la CEMP, administrateur : Association Habitat en Région, SEM Tourisme **	Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées (CEMP) Président du conseil de surveillance : Capital Finance Tofinso, Midi 21 **, Sotel ** Président du conseil d'administration : Midi Foncière, IDEI Association **, Midi Épargne, Ecureuil Immo Président : Sorepar Vice-président du conseil d'administration : IRDI ** Vice-président du conseil de surveillance : Promologis Administrateur : FNCE, Midi Capital, BPCE Achats, groupe Promo Midi, CE Holding Promotion Membre du conseil de surveillance : Ecureuil Service SAS Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil de surveillance : CE Syndication Risque, IT-CE, Tofinso Investissement Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil d'administration : Association EDENIS ** (ex-Promo Accueil), Fondation d'Entreprise du Toulouse Football Club ** Censeur : SEM Tourisme **, SEMECCEL ** Représentant permanent de Midi Foncière : Saint-Exupéry Montaudran ** Représentant permanent de la SOREPAR, membre du conseil d'administration : SEM OPPIDEA	Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées (CEMP) Président du conseil de surveillance : Capital Finance Tofinso, Midi 21 **, Sotel ** Président du conseil d'administration : Midi Foncière, IDEI Association **, Midi Épargne Président : Sorepar Vice-président du conseil d'administration : IRDI ** Vice-président du conseil de surveillance : Promologis Administrateur : FNCE, Midi Capital, BPCE Achats, groupe Promo Midi, CE Holding Promotion, SAS Coface Holding Membre du conseil de surveillance : Ecureuil Service SAS Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil de surveillance : CE Syndication Risque, IT-CE, Tofinso Investissement Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil d'administration : Association Promo Accueil **, Fondation d'Entreprise du Toulouse Football Club ** Censeur : SEM Tourisme **, SEMECCEL ** Représentant permanent de Midi Foncière : Saint-Exupéry Montaudran **	Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées Président du conseil de surveillance : Capital Finance Tofinso, Midi 21 **, Sotel ** Président du conseil d'administration : Midi Foncière, GIE Ecureuil Multicanal, IDEI Association ** Président : Midi Épargne, Sorepar Vice-président du conseil d'administration : IRDI ** Vice-président du conseil de surveillance : Promologis Administrateur : SAS Coface Holding, FNCE, Midi Capital, BPCE Achats, groupe Promo Midi, CE Holding Promotion Membre du conseil de surveillance : Ecureuil Service SAS Représentant permanent de la CEMP, membre du conseil de surveillance : CE Syndication Risque, GCE Business Services, Tofinso Investissement Censeur : SEM Tourisme **, SEMECCEL **, SMAT ** Représentant permanent de Midi Foncière : Saint-Exupéry Montaudran ** Représentant permanent de la CEMP, membre : Association Promo Accueil **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Alain LACROIX
Né le 25/03/1953

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur au conseil de surveillance de BPCE
Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC)
Président du conseil de surveillance : Sogima, Logirem
Membre du conseil de direction : Proxipaca Finance
Administrateur : Erilia, Natixis Global Asset Management, Natixis Asset Management, FNCE, Habitat en Région ** (association), CE Holding Promotion
Membre titulaire du comité stratégique : Averroes **
Membre du conseil de surveillance : GCE Capital
Membre du conseil exécutif : UPE 13
Membre élu : CCIMP **
Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil d'administration : BPCE Trade, CEFIM
Représentant permanent de la CEPAC, vice-président du conseil d'administration : Finances et Conseil Méditerranée
Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil de direction : CEPAC Investissement et Développement
Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de surveillance : IT-CE
Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de direction : PRIMAVERIS
Représentant permanent de la CEPAC, administrateur : SAMENAR, PROENCIA

Mandats échus en 2015

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

<p>2014 Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) Président du conseil de surveillance : Sogima, Logirem Membre du conseil de direction : Proxipaca Finance Administrateur : Erilia, Natixis Global Asset Management, Natixis Asset Management, FNCE, Habitat en Région ** (association), CE Holding Promotion Membre titulaire du comité stratégique : Averroes ** Membre du conseil de surveillance : GCE Capital Membre du conseil exécutif : UPE 13 Membre élu : CCIMP ** Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil d'administration : BPCE Trade Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil de direction : CEPAC Investissement et Développement Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de surveillance : IT-CE Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de direction : Primaveris Représentant permanent de la CEPAC, administrateur : SAMENAR, PROENCIA</p>	<p>2013 Censeur au conseil de surveillance de BPCE Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) Président du conseil de surveillance : Sogima, Logirem Membre du conseil de direction : Proxipaca Finance Administrateur : Erilia, Natixis Global Asset Management, Natixis Asset Management, FNCE, Habitat en Région ** (association), CE Holding Promotion Membre titulaire du comité stratégique : Averroes ** Membre du conseil de surveillance : GCE Capital Membre du conseil exécutif : UPE 13 Membre élu : CCIMP ** Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil d'administration : BPCE Trade Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil de direction : CEPAC Investissement et Développement Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de surveillance : IT-CE, GCE Syndication Risque Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de direction : Primaveris Représentant permanent de la CEPAC, administrateur : SAMENAR, PROENCIA</p>	<p>2012 Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) Président du conseil de surveillance : Sogima, Logirem Membre du conseil de direction : Proxipaca Finance Administrateur : Erilia, Natixis Global Asset Management, Natixis Asset Management, Natixis Financement, Natixis Consumer Finance, FNCE, Habitat en Région ** (association) Membre titulaire du comité stratégique : Averroes ** Membre du conseil de surveillance : GCE Capital Membre du conseil exécutif : UPE 13 Membre élu : CCIMP ** Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil d'administration : BPCE Trade Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil de direction : CEPAC Investissement et Développement Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de surveillance : IT-CE, GCE Syndication Risque Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de direction : Primaveris Représentant permanent de la CEPAC, administrateur : SAMENAR, PROENCIA, Habitat Guyanais</p>	<p>2011 Président du directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) Président du conseil de surveillance : Sogima, Logirem Membre du conseil de direction : Proxipaca Finance Membre du conseil de surveillance : GCE Capital Administrateur : Natixis Global Asset Management, Natixis Asset Management, Natixis Consumer Finance, FNCE, Erilia Membre titulaire du comité stratégique : Averroes ** Membre du conseil exécutif : UPE 13 Membre élu : CCIMP ** Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil d'administration : BPCE Trade Représentant permanent de la CEPAC, président du conseil de direction : Viveris Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de surveillance : GCE Business, GCE Garanties Entreprises, GCE Syndication Risque, IT-CE Représentant permanent de la CEPAC, membre du conseil de direction : Primaveris Représentant permanent de la CEPAC, administrateur : SAMENAR, PROENCIA</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Pascal MARCHETTI

Né le 13 juin 1964

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur au conseil de surveillance de BPCE

Directeur général de la Banque Populaire des Alpes

Administrateur : Banque Palatine, Coface SA *

Membre du conseil de surveillance : NAXICAP Partners

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, président : SAS Sociétariat Banque Populaire des Alpes, SAS BPA Atout Participations

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, vice-président : Banque de Savoie

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du COS : Innovafonds

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, administrateur : Priam Banque Populaire, i-BP, Compagnie des Alpes, Pramex

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Directeur général de la Banque Populaire des Alpes

Administrateur : Banque Palatine, Coface SA *

Membre du conseil de surveillance : NAXICAP Partners

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, président : SAS Sociétariat Banque Populaire des Alpes, SAS BPA Atout Participations

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, vice-président : Banque de Savoie

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du conseil d'administration : Compagnie des Alpes

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du COS : Innovafonds

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, administrateur : GIE Priam Banque Populaire, i-BP

2013

Directeur général de la Banque Populaire des Alpes

Administrateur : Banque Palatine, Coface SA (ex-SAS Coface Holding)

Membre du conseil de surveillance : NAXICAP Partners

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, président : SAS Sociétariat Banque Populaire des Alpes, SAS BPA Atout Participations

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, vice-président : Banque de Savoie

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du conseil d'administration : Compagnie des Alpes

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du COS : Innovafonds

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, administrateur : GIE Priam Banque Populaire, i-BP

2012

Directeur général de la Banque Populaire des Alpes

Administrateur : Banque Palatine, SAS Coface Holding

Membre du conseil de surveillance : NAXICAP Partners

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, président : SAS Sociétariat Banque Populaire des Alpes, SAS BPA Atout Participations

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, vice-président : Banque de Savoie

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du conseil d'administration : Compagnie des Alpes

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du COS : Innovafonds

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, administrateur : GIE Priam Banque Populaire, i-BP

2011

Directeur général de la Banque Populaire des Alpes

Administrateur : Banque Palatine, SAS Coface Holding

Membre du conseil de surveillance : NAXICAP Partners

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, président : SAS Sociétariat Banque Populaire des Alpes, SAS BPA Atout Participations

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, vice-président : Banque de Savoie

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du conseil d'administration : Compagnie des Alpes

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, membre du COS : Innovafonds

Représentant permanent de la Banque Populaire des Alpes, administrateur : GIE Priam Banque Populaire, i-BP

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Dominique MARTINIE

Né le 19/12/1947

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur au conseil de surveillance et président du comité coopératif de BPCE

Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Massif Central

Président du conseil d'administration de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP)

Président du conseil d'administration : BCI (CONGO)

Président : BENAC (SAS)

Vice-président : THEA (SAS), CIBP (Confédération Internationale des Banques Populaires)

Administrateur : Natixis Assurances, BPCE IOM, BP Développement (SA), Institut Français de Mécanique Avancée, Université d'Auvergne (fondation), Europhtha (SAM)

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Massif Central	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Massif Central	Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Massif Central
Président du conseil d'administration de la Banque Populaire du Massif Central	Président du conseil d'administration de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP)	Président du conseil d'administration : BCI (CONGO)	Vice-président du conseil d'administration de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP) , THEA (SA)
Président du conseil d'administration de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP)	Président du conseil d'administration : BCI (CONGO)	Président : Fondation d'entreprise des BP, BENAC (SAS)	Président du conseil d'administration : BCI (CONGO)
Président du conseil d'administration : BCI (CONGO)	Président : Fondation d'entreprise des BP, BENAC (SAS)	Vice-président : THEA (SA)	Président : Fondation d'entreprise des BP, BENAC (SAS)
Président : BENAC (SAS)	Vice-président : THEA (SA)	Administrateur : Natixis Assurances, Natixis Private Equity, BPCE IOM, BP Développement (SA), Institut Français de Mécanique Avancée, Université d'Auvergne (fondation)	Administrateur : Natixis Assurances, Natixis Private Equity, BPCE IOM, BP Développement (SA), Institut Français de Mécanique Avancée, Université d'Auvergne (fondation)
Vice-président : THEA (SAS)	Administrateur : Natixis Assurances, Natixis Private Equity, BPCE IOM, BP Développement (SA), Institut Français de Mécanique Avancée, Université d'Auvergne (fondation)		
Administrateur : Natixis Assurances, BPCE IOM, BP Développement (SA), Institut Français de Mécanique Avancée, Université d'Auvergne (fondation)			

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Gonzague de VILLELE

Né le 23/01/1953

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Censeur du conseil de surveillance de BPCE

Directeur général de la Banque Populaire Val de France

Président : Sociétariat Banque Populaire Val de France, Val de France Transactions

Président du conseil de surveillance : Ouest Croissance Gestion

Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine, Patrimoine et Commerce **

Administrateur : Banque Privée 1818, i-BP, BPCE IT, Banque Tuniso-Koweïtienne

Représentant permanent de BPVF, membre : Ouest Croissance Gestion

Mandats échus en 2015

Premier vice-président : FBNP (fin le 9 juin 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Directeur général de la Banque Populaire Val de France	Directeur général de la Banque Populaire Val de France	Directeur général de la Banque Populaire Val de France	Directeur général de la Banque Populaire Val de France
Président : Sociétariat Banque Populaire Val de France, Val de France Transactions	Président : Sociétariat Banque Populaire Val de France, Val de France Transactions	Président : Sociétariat Banque Populaire Val de France, Val de France Transactions	Président : Sociétariat Banque Populaire Val de France
Président du conseil de surveillance : Ouest Croissance Gestion	Président du conseil de surveillance : Ouest Croissance Gestion	Président du conseil de surveillance : Ouest Croissance Gestion	Président du conseil de surveillance : Ouest Croissance Gestion
Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine, Patrimoine et Commerce **, Ouest Croissance	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine, Patrimoine et Commerce **	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine, Patrimoine et Commerce **	Membre du conseil de surveillance : Banque Palatine, Patrimoine et Commerce **, Multi accès Banque
Administrateur : Banque Privée 1818, i-BP, Banque Tuniso-Koweïtienne	Administrateur : Banque Privée 1818, i-BP, Banque Tuniso-Koweïtienne	Administrateur : Banque Privée 1818, i-BP, FBNP, Banque Tuniso-Koweïtienne	Administrateur : Banque Privée 1818, i-BP, Institut de Prévoyance des Banques Populaires, Caisse autonome des Banques Populaires, FBNP, Banque Tuniso-Koweïtienne
Premier vice-président : FBNP	Premier vice-président : FBNP		
Représentant permanent de BPVF, membre : Ouest Croissance Gestion	Représentant permanent de BPVF, membre : Ouest Croissance Gestion		

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Directoire

François PÉROL

Né le 06/11/1963

Diplômé de HEC et de l'Institut d'Études Politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, François Pérol débute sa carrière en 1990 à l'Inspection générale des Finances. En 1994, il devient secrétaire général adjoint du comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Il est nommé, en 1996, à la direction du Trésor en tant que chef du bureau des marchés financiers.

De 1999 à 2001, il est secrétaire général du Club de Paris chargé des négociations internationales sur la dette. Sous-directeur du Financement et Développement des entreprises à la direction du Trésor en 2001, il est nommé en 2002 directeur de cabinet adjoint de Francis Mer, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, puis directeur de cabinet adjoint de Nicolas Sarkozy, ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en 2004.

Il devient en 2005 associé-gérant de Rothschild & Cie.

En mai 2007, il est nommé secrétaire général adjoint à la Présidence de la République.

Du 2 mars au 31 juillet 2009, François Pérol a été président du directoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et directeur général de la Banque Fédérale des Banques Populaires.

Le 31 juillet 2009, il devient président du directoire du Groupe BPCE et son mandat a été renouvelé le 21 novembre 2012 et le 16 novembre 2015. Il est également président du conseil d'administration de Natixis et du Crédit Foncier.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Président du directoire de BPCE

Président du conseil d'administration : Natixis *, Crédit Foncier

Président de société : CE Holding Promotion

Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion

Représentant permanent de BPCE, associé commandité : SCA Ecufoancier

Représentant permanent de BPCE Maroc, administrateur : Banque Centrale Populaire *

Mandats échus en 2015

Président d'association : Groupement Européen des Caisses d'Épargne (fin le 12 juin 2015), Fédération Bancaire Française ** (FBF) (fin le 31 août 2015)

Représentant permanent de BPCE, président : Banque Populaire Création (fin le 28 décembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014

Président du directoire de BPCE

Président du conseil d'administration : Natixis *, Crédit Foncier

Président de société : CE Holding Promotion

Président d'association : Groupement Européen des Caisses d'Épargne, Fédération Bancaire Française ** (FBF)

Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion

Représentant permanent de BPCE, président : Banque Populaire Création

Représentant permanent de BPCE, associé commandité : SCA Ecufoancier

Représentant permanent de BPCE Maroc, administrateur : Banque Centrale Populaire *

2013

Président du directoire de BPCE

Président du conseil d'administration : Natixis *, Crédit Foncier

Président : CE Holding Promotion, Groupement Européen des Caisses d'Épargne

Vice-président : Fédération Bancaire Française **

Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion, Musée d'Orsay ** (fin le 21/09/2013)

Représentant permanent de BPCE, président : Banque Populaire Création

Représentant permanent de BPCE, gérant : SCI Ponant +

Représentant permanent de BPCE, associé commandité : SCA Ecufoancier

Représentant permanent de BPCE Maroc, administrateur : Banque Centrale Populaire *

2012

Président du directoire de BPCE

Président du conseil d'administration : Natixis *, Crédit Foncier

Président : CE Holding Promotion, Groupement Européen des Caisses d'Épargne

Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Natixis *, Crédit, Musée d'Orsay **

Représentant permanent de BPCE, président : Banque Populaire Création

Représentant permanent de BPCE, gérant : SCI Ponant +

Représentant permanent de BPCE, associé commandité : SCA Ecufoancier

Représentant permanent de BPCE Maroc, administrateur : Banque Centrale Populaire *

Membre du comité exécutif : Fédération Bancaire Française **

2011

Président du directoire de BPCE

Président du conseil d'administration : Natixis *, BPCE International et Outre-mer, Crédit Foncier

Président : CE Holding Promotion

Vice-président du conseil d'administration : Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH)

Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Natixis *, BPCE International et Outre-mer, Crédit Foncier, Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), Musée d'Orsay **

Représentant permanent de BPCE, président : Banque Populaire Création

Représentant permanent de BPCE, gérant : SNC Bankeo, SCI Ponant +

Représentant permanent de BPCE, associé commandité : SCA Ecufoancier

Membre du comité exécutif : Fédération Bancaire Française **

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Jean-Yves FOREL

Né le 17/05/1961

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble et titulaire d'une licence en sciences économiques, il débute sa carrière, en 1983, à la Banque Populaire des Alpes. En 1992, après un parcours en agence, il est nommé directeur de l'Exploitation puis, en 1995, directeur central. En 1997, il rejoint la Banque Populaire Atlantique en qualité de directeur central. En charge du Développement, il dirige également les filiales métiers. En 2000, il est nommé directeur du Développement de la Banque Fédérale des Banques Populaires, et devient membre du comité de direction générale en 2001. En 2003, il rejoint Natixis Banques Populaires dont il est nommé membre du comité de direction générale et directeur de la filière services bancaires, financiers et technologiques. En 2005, il est nommé directeur du pôle Services Financiers Spécialisés. En novembre 2006, il devient membre du comité de direction générale et directeur du pôle Services Financiers Spécialisés de Natixis, Banque de Grande Clientèle, Épargne et Services Financiers Spécialisés du Groupe BPCE.

Le conseil de surveillance de BPCE du 21 novembre 2012 l'a nommé membre du directoire de BPCE, directeur général *** en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance, avec effet au 1^{er} décembre 2012. Ce mandat a été renouvelé le 16 novembre 2015.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du directoire de BPCE en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance

Président du conseil d'administration : Banque Palatine, BPCE International, Sopassure, Natixis Algérie

Administrateur : Crédit Foncier, CNP Assurances */**, Sopassure

Représentant permanent de BPCE, administrateur : Ecureuil Vie Développement

Administrateur : Natixis Coficiné, Média Consulting & Investment

Mandats échus en 2015

Administrateur : Partecis (fin le 10/03/2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

<p>2014</p> <p>Membre du directoire de BPCE en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance</p> <p>Président du conseil d'administration : Banque Palatine, BPCE International, Sopassure, Natixis Algérie</p> <p>Administrateur : Crédit Foncier, CNP Assurances */**, Sopassure</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Ecureuil Vie Développement</p> <p>Administrateur : Natixis Coficiné, Média Consulting & Investment, Partecis</p>	<p>2013</p> <p>Membre du directoire de BPCE – Banque commerciale et Assurance</p> <p>Président du conseil de surveillance : Banque Palatine</p> <p>Président du conseil d'administration : BPCE International et Outre-mer, Sopassure, Natixis Algérie</p> <p>Administrateur : Crédit Foncier, CNP Assurances */**, Sopassure</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Ecureuil Vie Développement</p> <p>Président-directeur général : Natixis Algérie</p> <p>Administrateur : Natixis Coficiné, Média Consulting & Investment, Partecis</p>	<p>2012</p> <p>Membre du directoire de BPCE – Banque commerciale et Assurance</p> <p>Président du conseil de surveillance : Banque Palatine</p> <p>Président du conseil d'administration : BPCE International et Outre-mer, Natixis Algérie</p> <p>Administrateur : CNP Assurances */**, Sopassure, Crédit Foncier</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Ecureuil Vie Développement</p> <p>Administrateur : Natixis Algérie, Natixis Coficiné, Média Consulting & Investment, CACEIS, Partecis, Algiers Business Centers, CONECS</p> <p>Vice-président du conseil : Association Française des Sociétés Financières (ASF)</p> <p>Représentant permanent de Natixis, administrateur : SICOVAM Holding</p>	<p>2011</p> <p>Président du conseil d'administration : Natixis Financement, Compagnie Européenne de Garanties et Cautions, Natixis Factor, Natixis Interépargne, Natixis Lease, Natixis Consumer Finance, Natixis Paiements, Novacredit, Natixis Algérie</p> <p>Président : Natixis Consumer Finance IT</p> <p>Vice-président du comité d'administration : Titres Cadeaux SAS</p> <p>Administrateur : Natixis Algérie, Natixis Coficiné, Média Consulting & Investment, CACEIS, Partecis, Algiers Business Centers, Albiant-IT</p> <p>Représentant permanent de Natixis, administrateur : Natixis Altair IT Shared Services, SICOVAM Holding</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

* Société cotée.

** Société hors groupe.

*** Le titre de directeur général ne s'entend au sens de l'article L. 225-66 du code de commerce.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Catherine HALBERSTADT (nommée le 16 novembre 2015 – prise d'effet le 1^{er} janvier 2016)

Née le 09/10/1958

Diplômée d'un DECS et d'un DESCAF de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand, Catherine Halberstadt intègre en 1982 la Banque Populaire du Massif Central, pour y exercer successivement les responsabilités de directeur des Ressources humaines, directeur financier, puis directeur de l'Exploitation et, à partir de 2000, de directeur général adjoint. En 2008, Catherine Halberstadt devient directeur général de Natixis Factor.

Du 1^{er} septembre 2010 au 31 décembre 2015, Catherine Halberstadt exerce les fonctions de directeur général de la Banque Populaire du Massif Central.

À compter du 1^{er} janvier 2016, Catherine Halberstadt occupe les fonctions de membre du directoire de BPCE en charge des Ressources humaines et de la Communication interne et secrétaire général de BPCE.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du directoire de BPCE en charge des Ressources humaines et de la Communication interne et Secrétaire général de BPCE

Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central ⁽¹⁾

Administrateur : Crédit Foncier, Bpifrance Financement **

Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, président : SAS Sociétariat BPMC ⁽¹⁾

Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, administrateur : i-BP ⁽¹⁾, Association des Banques Populaires pour la Création d'Entreprise ⁽¹⁾

Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, membre : Comité des Banques d'Auvergne ⁽¹⁾

Mandats échus en 2015

Membre du conseil de surveillance, du comité d'audit et du comité des risques de BPCE (fin le 16 novembre 2015)

Administrateur : Natixis * (fin le 16 novembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance et du comité d'audit et des risques de BPCE	Membre du conseil de surveillance de BPCE (depuis le 4 avril 2012)	Directeur général de Banque Populaire du Massif Central
Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central	Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central	Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central	Administrateur : Compagnie Européenne de Garanties et Cautions, OSEO **
Administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, Bpifrance Financement ** (ex-OSEO)	Administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, Bpifrance Financement ** (ex-OSEO)	Administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC), OSEO **	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, président : SAS Sociétariat BPMC
Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, président : SAS Sociétariat BPMC	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, président : SAS Sociétariat BPMC	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, président : SAS Sociétariat BPMC	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, administrateur : i-BP, Association des Banques Populaires pour la Création d'Entreprise
Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, administrateur : i-BP, Association des Banques Populaires pour la Création d'Entreprise	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, administrateur : i-BP, Association des Banques Populaires pour la Création d'Entreprise	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, administrateur : i-BP, Association des Banques Populaires pour la Création d'Entreprise	Représentant permanent de la Banque Populaire du Massif Central, membre : Comité des Banques d'Auvergne

* Société cotée.

** Société hors groupe.

*** Le titre de directeur général ne s'entend au sens de l'article L. 225-66 du code de commerce.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

(1) Fin du mandat au plus tard le 31 mars 2016.

Daniel KARYOTIS

Né le 09/02/1961

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, du Centre de perfectionnement à l'analyse financière et titulaire d'un troisième cycle d'analyse financière et économique, il est par ailleurs membre de la Société française des analystes financiers (SFAF). Après avoir débuté sa carrière à la Société Générale sur les marchés financiers, il a rejoint Standard & Poor's pour s'occuper du secteur banques. Il intègre ensuite la Caisse d'Épargne Champagne-Ardenne (CECA), où il occupe différentes fonctions de direction de 1992 à 1997. Membre du directoire et directeur général de la Caisse d'Épargne du Pas-de-Calais de 1998 à 2001, il est nommé président du directoire de la CECA en janvier 2002. Au sein du Groupe Caisse d'Épargne, il est nommé administrateur et vice-président de La Compagnie 1818, administrateur de la Banque Palatine et de GCE Immobilier. Il est nommé président du directoire de la Banque Palatine en février 2007.

Le conseil de surveillance de BPCE du 21 novembre 2012 l'a nommé membre du directoire de BPCE, directeur général *** en charge des Finances, des Risques et des Opérations, avec effet au 1^{er} décembre 2012. Ce mandat a été renouvelé le 16 novembre 2015.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du directoire de BPCE en charge des Finances, des Risques et des Opérations

Directeur général délégué : CE Holding Promotion

Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion

Mandats échus en 2015

Membre du conseil d'administration : Nexity * (fin le 27 mai 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

<p>2014</p> <p>Membre du directoire de BPCE – Finances, Risques et Opérations</p> <p>Directeur général délégué : CE Holding Promotion</p> <p>Membre du conseil d'administration : Nexity *</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion</p>	<p>2013</p> <p>Membre du directoire de BPCE – Finances, Risques et Opérations</p> <p>Directeur général délégué : CE Holding Promotion</p> <p>Membre du conseil d'administration : Nexity *</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis *, Crédit Foncier, CE Holding Promotion</p>	<p>2012</p> <p>Membre du directoire de BPCE – Finances, Risques et Opérations</p> <p>Administrateur : Coface SA</p> <p>Représentant permanent de BPCE, administrateur : Crédit Foncier</p>	<p>2011</p> <p>Président du directoire de la Banque Palatine</p> <p>Président du conseil de surveillance : Palatine Asset Management</p> <p>Administrateur : Coface, Acxior Corporate Finance</p> <p>Représentant permanent de Banque Palatine, membre du conseil de surveillance : GCE Capital</p> <p>Représentant permanent de Banque Palatine, administrateur : OCBF **, Palatine Étoile 9</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

* Société cotée.

** Société hors groupe.

*** Le titre de directeur général ne s'entend au sens de l'article L. 225-66 du code de commerce.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

Laurent MIGNON

Né le 28/12/1963

Laurent Mignon est directeur général de Natixis depuis le 14 mai 2009.

Diplômé de HEC et du Stanford Executive Program, Laurent Mignon a exercé pendant plus de dix ans différentes fonctions à la Banque Indosuez, allant des salles de marché à la banque d'affaires. En 1996, il rejoint la Banque Schroders à Londres, puis AGF en 1997 comme directeur financier et est nommé membre du comité exécutif en 1998. Il prend successivement la responsabilité en 2002 des investissements, de la Banque AGF, d'AGF Asset Management, d'AGF Immobilier, puis en 2003, du pôle vie et services financiers et de l'assurance-crédit. De septembre 2007 à mai 2009, il devient associé gérant de Oddo et Cie. Le conseil de surveillance de BPCE du 6 août 2013 l'a nommée membre du directoire de BPCE. Ce mandat a été renouvelé le 16 novembre 2015.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

Membre du directoire de BPCE

Directeur général de Natixis *

Président du conseil d'administration : Natixis Global Asset Management, Coface SA *

Administrateur : Arkema **/, Lazard Ltd **/, AROP (Association pour le Rayonnement de l'Opéra de Paris)

Mandats échus en 2015

-

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du directoire de BPCE	Membre du directoire de BPCE	Représentant permanent de Natixis, censeur de droit au conseil de surveillance de BPCE	Représentant permanent de Natixis, censeur de droit au conseil de surveillance de BPCE
Directeur général de Natixis *	Directeur général de Natixis *	Directeur général de Natixis *	Directeur général de Natixis *
Président du conseil d'administration : Natixis Global Asset Management, Coface SA *	Président du conseil d'administration : Natixis Global Asset Management, Coface SA (EX-SAS Coface Holding)	Président du conseil d'administration : Natixis Global Asset Management	Président du conseil d'administration : Natixis Global Asset Management
Administrateur : Arkema **/, Lazard Ltd **/	Administrateur : Arkema **/, Lazard Ltd **/	Président : SAS Coface Holding	Président : SAS Coface Holding
		Administrateur : Sequana **/, Arkema **/, Lazard Ltd **/	Administrateur : Sequana **/, Arkema **/, Lazard Ltd **/
			Représentant permanent de Natixis, administrateur : Coface

* Société cotée.

** Société hors groupe.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

FBNP : Fédération Nationale des Banques Populaires

Anne MERCIER-GALLAY (jusqu'au 16 novembre 2015)

Née le 08/10/1961

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'IAE Paris, titulaire d'un DESS de gestion des entreprises et d'une maîtrise en droit, Anne Mercier-Gallay est entrée en 1987 dans le groupe Crédit Mutuel-CIC où elle a été responsable de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, avant de rejoindre en 1999 le groupe HSBC Crédit Commercial de France en tant que responsable des ressources humaines. En 2001, elle est entrée dans le groupe Caisse d'Épargne comme directeur de la Gestion des dirigeants, avant de rejoindre la SNCF en 2005, en tant que directeur des Cadres et de l'Université du groupe. En janvier 2008, Anne Mercier-Gallay devient directeur des Ressources humaines, de la Communication et du Développement durable, membre du comité exécutif du groupe Monoprix.

Du 19 septembre 2011 au 16 novembre 2015, Anne Mercier-Gallay est membre du directoire, directeur général *** en charge des Ressources humaines groupe et de la Communication interne groupe.

Mandats en cours au 31 décembre 2015

-

Mandats échus en 2015

Membre du directoire de BPCE en charge des Ressources humaines et de la Communication interne groupe

Administrateur : Crédit Foncier (fin le 4 décembre 2015), Caisse Générale de Prévoyance (CGP) (fin le 4 décembre 2015)

Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis Interépargne (fin le 4 décembre 2015)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2014	2013	2012	2011
Membre du directoire de BPCE en charge des Ressources humaines et de la Communication interne groupe	Membre du directoire de BPCE – Ressources humaines et Communication interne groupe	Membre du directoire de BPCE – Ressources humaines et Communication interne groupe	Membre du directoire de BPCE – Ressources humaines groupe
Administrateur : Crédit Foncier, Caisse Générale de Prévoyance (CGP)	Administrateur : Crédit Foncier, Caisse Générale de Prévoyance (CGP)	Administrateur : Crédit Foncier	Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis Interépargne
Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis Interépargne	Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis Interépargne	Représentant permanent de BPCE, administrateur : Natixis Interépargne	

* Société cotée.

** Société hors groupe.

*** Le titre de directeur général ne s'entend pas au sens de l'article L. 225-66 du code de commerce.

SLE : Société locale d'épargne.

FNCE : Fédération Nationale des Caisses d'Épargne.

FNBP : Fédération Nationale des Banques Populaires.

2.3 Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux

2.3.1 Conseil de surveillance

MISSIONS ET POUVOIRS

Le conseil de surveillance exerce les attributions qui lui sont dévolues par la loi. À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

À cet effet, le conseil de surveillance :

- reçoit un rapport du directoire sur la marche des affaires de la société une fois par trimestre ;
- vérifie et contrôle les comptes sociaux individuels et consolidés de la société établis par le directoire et présentés par celui-ci dans les trois mois de la clôture de l'exercice, accompagnés d'un rapport écrit sur la situation de la société et de ses filiales et l'activité de celles-ci pendant l'exercice écoulé ;
- présente à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ses observations sur le rapport du directoire et sur les comptes de l'exercice.

Conformément à la loi, les opérations suivantes ne peuvent être réalisées par le directoire qu'après avoir recueilli l'autorisation préalable du conseil de surveillance à la majorité simple de ses membres présents ou représentés :

- cession des immeubles par nature et cessions totales ou partielles des participations (étant précisé que le conseil a fixé à 100 millions d'euros le montant de l'enveloppe annuelle des cessions d'immeubles par nature et à 100 millions d'euros le montant des opérations de cessions totales ou partielles de participation, opérations pour lesquelles l'autorisation du conseil ne sera pas requise si les seuils précédents ne sont pas dépassés) ;
- constitutions de sûretés sur les biens sociaux.

Outre ces pouvoirs, le conseil de surveillance a compétence pour :

S'agissant de ses pouvoirs propres :

- nommer le président du directoire ;
- nommer, sur proposition du président du directoire, les autres membres du directoire ;
- fixer le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire ;
- conférer à un ou plusieurs membres du directoire la qualité de directeur général, sur proposition du président du directoire, et leur retirer cette qualité ;
- proposer à l'assemblée générale des actionnaires la nomination des commissaires aux comptes ;
- décider le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

S'agissant des décisions soumises à la majorité simple :

Sur proposition du directoire, les décisions portant sur les questions dont la liste est donnée ci-après nécessiteront l'autorisation préalable du conseil de surveillance à la majorité simple de ses membres présents ou représentés :

- approuver la politique et les orientations stratégiques du groupe ainsi que de chacun des réseaux ;
- autoriser tout projet d'opération ⁽¹⁾ pour un montant supérieur à 100 millions d'euros ;
- autoriser tout projet d'opération ⁽²⁾ réalisée par BPCE et qui ne s'inscrit pas dans le cadre du plan stratégique de BPCE, quel que soit son montant ;
- approuver le budget annuel de la société et fixer les règles de calcul des cotisations dues par les établissements affiliés ;
- autoriser la conclusion des conventions réglementées en application des dispositions du code de commerce ;
- approuver les mécanismes de solidarité interne du groupe ;
- approuver les accords nationaux et internationaux intéressant chacun des réseaux et le groupe dans son ensemble ;
- approuver les critères généraux devant être remplis par les dirigeants des établissements affiliés du groupe pour obtenir l'agrément, en ce compris les limites d'âge qui ne pourront être supérieures à :
 - 65 ans pour les directeurs généraux et membres du directoire, et
 - 70 ans pour les présidents des conseils d'administration et des conseils d'orientation et de surveillance, étant précisé que nul ne pourra être nommé président d'un conseil d'administration ou d'un conseil d'orientation et de surveillance s'il ne peut, à la date de sa première nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat de président sans atteindre cette limite d'âge ; toutefois, la limite d'âge reste fixée à 68 ans pour les mandats en cours à la date du conseil de surveillance ayant approuvé la limite d'âge fixée au présent alinéa ;
- agréer les dirigeants d'établissements affiliés ou procéder aux retraits d'agréments de dirigeants d'établissements affiliés et aux révocations visées à l'article L. 512-108 du code monétaire et financier ;
- approuver la création ou la suppression d'une Banque Populaire ou d'une Caisse d'Epargne, notamment par voie de fusion de deux ou plusieurs Banques Populaires ou de deux ou plusieurs Caisses d'Epargne ;
- examiner et approuver les principales limites en matière de risques du groupe et de chacun des réseaux définies par le directoire ; examiner et contrôler régulièrement l'état des risques du groupe, leur évolution et les dispositifs et procédures mis en place pour les maîtriser ; examiner l'activité et les résultats du contrôle interne ainsi que les principaux enseignements tirés des missions de l'Inspection générale du groupe ;

(1) Désigne tout projet d'investissement ou de désinvestissement, tout projet d'apport, fusion, scission, ou restructuration, toute joint-venture ou tout projet de partenariat, réalisé par la société ou ses filiales, de même que la négociation ou la conclusion d'accords nationaux ou internationaux au nom des Caisses d'Epargne, des Banques Populaires et des établissements affiliés et, dans chaque cas, les opérations connexes ou annexes.

(2) Idem supra.

- désigner les représentants de BPCE au conseil d'administration de Natixis parmi lesquels les représentants issus des Caisses d'Epargne et les représentants issus des Banques Populaires seront d'un nombre identique et détiendront ensemble au moins la majorité des sièges ;
- adopter le règlement intérieur du conseil dont le contenu est reporté aux paragraphes 2.2 à 2.5.

S'agissant des décisions soumises à la majorité qualifiée (treize membres sur dix-neuf)

Sur proposition du directoire, les décisions portant sur les questions dont la liste est donnée ci-après nécessiteront l'autorisation préalable du conseil de surveillance et devront recueillir le vote positif d'au moins treize membres présents ou représentés sur dix-neuf :

- toute décision de souscription ou d'acquisition (ou de conclusion de tout accord liant la société en vue de la souscription ou de l'acquisition), par tout moyen (y compris par voie d'apport à la société), de titres ou droits de quelque nature que ce soit émis par une société ou toute autre entité et représentant pour la société un investissement ou une valeur d'apport, directement ou indirectement, d'un montant supérieur à un milliard d'euros ;
- toute décision de transfert (ou de conclusion de tout accord liant la société en vue du transfert), par tout moyen, de titres ou droits de quelque nature que ce soit détenus par la société et représentant pour la société un désinvestissement d'un montant supérieur à un milliard d'euros ;
- toute décision d'émission par la société de titres de capital ou donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- toute décision de proposer à l'assemblée générale des actionnaires des modifications statutaires concernant la société et modifiant les modalités de gouvernance ;
- toute décision de fusion, scission, apport partiel d'actifs ou assimilés impliquant la société ;
- toute décision visant à nommer le président ou à retirer au président du directoire de la société sa qualité de président ;
- toute décision relative à l'admission des actions de la société ou de l'une de ses principales filiales (directes ou indirectes) aux négociations sur un marché réglementé ;
- prononcer l'agrément des cessions de titres.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL

Le règlement intérieur du conseil de surveillance, adopté lors de la réunion du conseil du 31 juillet 2009 et modifié lors de la réunion du conseil du 18 février 2015, constitue la charte de gouvernance du conseil de surveillance qui fixe son mode de fonctionnement interne visant notamment à assurer la fluidité des échanges et le bon fonctionnement des organes sociaux.

Il contribue à la qualité du travail des membres du conseil de surveillance en favorisant l'application des principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise qui commandent l'éthique et l'efficacité.

Il a également pour objet de compléter les statuts et notamment de :

- préciser les modalités de convocation et de délibération du conseil de surveillance et des comités créés en son sein ;
- rappeler que les pouvoirs généraux et les pouvoirs propres du conseil, tels que prévus par la loi, figurent aux articles 27.1 et 27.2 des statuts de la société ;
- rappeler que les décisions nécessitant un accord préalable du conseil pour les opérations significatives (« Décisions importantes » et « Décisions essentielles ») figurent aux articles 27.3 et 27.4 des statuts de la société ;

- rappeler les règles d'information du conseil ;
- préciser les missions des différents comités dont il constitue le règlement intérieur ;
- préciser l'obligation de secret professionnel et l'obligation de confidentialité des membres du conseil de surveillance et des comités ;
- définir les sanctions applicables en cas de non-respect de l'une de ses obligations par un membre du conseil de surveillance ou d'un comité.

ACTIVITÉ DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Conformément à l'article 25.1 des statuts, le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société et les dispositions légales et réglementaires l'exigent et au moins une fois par trimestre pour l'examen du rapport trimestriel écrit du directoire, sur la convocation de son président, ou du vice-président, ou celle de la moitié de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

Conformément à l'article L. 823-17 du code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil consacrées à l'examen des comptes annuels et intermédiaires.

Le conseil de surveillance de BPCE s'est réuni douze fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015. En 2015, le taux de présence moyen des membres du conseil de surveillance a été de 90,47 %. Outre les sujets abordés régulièrement – rapports trimestriels du directoire, conventions réglementées, agréments des dirigeants et questions diverses pour information – les principaux thèmes traités au cours des réunions du conseil ont été les suivants :

Gouvernance – fonctionnement interne du conseil

- approbation du rapport du président du conseil de surveillance ;
- détermination de la rémunération variable des membres du directoire au titre de l'exercice 2014 et fixation de la rémunération fixe, des critères de détermination (niveau, critère de déclenchement, critères quantitatifs et qualitatifs) de la rémunération variable des membres du directoire au titre de l'exercice 2015 ;
- suivi des principes de la politique de rémunération des personnes constituant la « population régulée » au sein de BPCE, ainsi que des établissements de crédit du groupe, en application de l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque ;
- modification du règlement intérieur du conseil de surveillance pour mise en conformité avec les articles L. 511-89 et suivants du code monétaire et financier et l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque et dissociation du comité d'audit et du comité des risques ainsi que du comité des nominations et du comité des rémunérations ;
- modification des articles 3.2 et 3.3 du règlement intérieur du conseil de surveillance afin de supprimer la règle d'incompatibilité entre la participation aux comités des nominations et des rémunérations, d'une part, et aux comités d'audit et des risques, d'autre part, et modification de la composition du comité d'audit et du comité des risques afin que ces comités comportent davantage de membres différents, conformément aux recommandations de l'équipe de supervision conjointe BCE/ACPR ;
- nomination du président et du vice-président du conseil de surveillance et des nouveaux membres des comités spécialisés du conseil de surveillance à la suite du renouvellement des membres de ce dernier lors de la réunion de l'assemblée générale de BPCE du 22 mai 2015 et de la désignation de deux membres représentant les salariés par les deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du code du travail en France, à savoir la

Fédération CFTD des Banques et Assurances et la Fédération de la Finance et de la Banque CFE-CGC ;

- détermination de l'indemnité forfaitaire annuelle du président du conseil de surveillance et des jetons de présence à verser au vice-président du conseil de surveillance ;
- prise d'acte de la démission de Catherine Halberstadt de ses fonctions de membre du conseil de surveillance ;
- nomination d'un nouveau directoire, présidé par François Pérol et composé de Jean-Yves Forel, Catherine Halberstadt ⁽¹⁾, Daniel Karyotis et Laurent Mignon, qui se voit confier un mandat de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ;
- fixation de la rémunération fixe, des critères de détermination (niveau, critère de déclenchement, critères quantitatifs et qualitatifs) de la rémunération variable des membres du nouveau directoire au titre de l'exercice 2015, des engagements dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement des fonctions des membres du nouveau directoire (indemnité de cessation forcée du mandat, indemnité de départ à la retraite, régimes de retraite supplémentaires et engagements de retraite à prestations définies) et des autres éléments de rémunération des membres du nouveau directoire (assurance chômage, maintien de la rémunération en cas d'incapacité temporaire de travail et bénéfice des dispositifs de protection sociale) ⁽²⁾ ;
- fixation de l'indemnité de cessation forcée du mandat d'un membre du directoire et détermination du sort des fractions différées de sa part variable ;
- suivi de la politique sur l'égalité professionnelle et salariale.

Opérations stratégiques

- autorisation de la cession à la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse de l'intégralité des participations de BPCE International et Outre-mer (BPCE IOM) au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) ;
- approbation des termes et conditions du partenariat renouvelé entre CNP Assurances et le Groupe BPCE ;
- autorisation de la cession par CE Holding Promotion des blocs de titres Nexity représentant au maximum 25 % du capital social ;
- autorisation de l'acquisition de DNCA Finance par Natixis Global Asset Management.

Finances

- présentation des comptes annuels au 31 décembre 2014 de BPCE ;
- présentation des comptes trimestriels et du premier semestre 2015 de BPCE ;
- approbation du budget 2016 ;
- étude des impacts relatifs à Bâle III ;
- étude et suivi de la trajectoire de solvabilité et de liquidité du groupe.

Audit – Conformité – Risques

- suivi des rapports et enquêtes de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de la Banque centrale européenne (BCE) ;
- suivi des risques : surveillance des risques consolidés, étude de l'impact de la situation européenne sur la situation du groupe, approche prospective des risques, suivi des limites crédit et marché du groupe ;
- approbation du rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne ;
- étude des rapports sur le fonctionnement du contrôle interne, établi conformément à l'article 258 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, et sur la mesure et la surveillance des risques, établi conformément à l'article 262 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque : travaux de l'Inspection générale, rapport annuel de la conformité (rapport annuel de contrôle du responsable de la Conformité des services d'investissement (RCSI), compte rendu du programme de contrôle annuel des chèques, rapport sur les risques de crédit), point sur les risques comptables ;
- contrôle de l'indépendance et des honoraires des commissaires aux comptes ;
- actualisation du plan de rétablissement et de réorganisation du groupe ;
- approbation du dispositif de l'appétit aux risques (*Risk Appetite Framework*) du Groupe BPCE ;
- validation des indicateurs quantitatifs retenus pour le *Risk Appetite Statement* et la gouvernance associée et validation du seuil de résilience pour chacun des indicateurs ;
- approbation du programme de conformité Volcker.

En fonction de la nature des dossiers soumis au conseil de surveillance, celui-ci a délibéré et pris ses décisions au vu notamment du ou des rapports des présidents des comités compétents du conseil.

2.3.2 Les comités spécialisés

Le conseil de surveillance a institué cinq comités spécialisés chargés de préparer ses décisions et de lui formuler des recommandations, dont les missions, les moyens et la composition sont précisés par le règlement intérieur du conseil de surveillance.

Dans la mesure du possible et en fonction des circonstances applicables, toute délibération du conseil de surveillance entrant dans le champ de compétence d'un comité créé par lui est précédée de la saisine dudit comité et ne peut être adoptée qu'après la remise par ce comité de ses recommandations ou propositions.

Cette consultation des comités ne saurait avoir pour objet de leur déléguer les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou limiter les pouvoirs du directoire.

Chaque fois que la consultation d'un comité est nécessaire, le président du comité concerné reçoit du directoire, dans un délai raisonnable (compte tenu des circonstances), l'ensemble des éléments et des documents permettant au comité de mener ses travaux et de formuler ses avis, recommandations ou propositions sur le projet de délibération du conseil de surveillance.

(1) Le mandat de Catherine Halberstadt prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

(2) Le mandat de Catherine Halberstadt prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2016, celle-ci ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions de membre de directoire pour l'exercice 2015.

Les membres des comités sont choisis par le conseil de surveillance sur proposition du président du conseil parmi ses membres. Ils peuvent être révoqués par le conseil de surveillance.

La durée du mandat des membres d'un comité coïncide avec celle de leur mandat de membre du conseil de surveillance. Le renouvellement des deux mandats peut être concomitant.

Chaque comité est composé au minimum de trois et au maximum de sept membres, exception faite du comité des rémunérations qui comprend huit membres dont un membre représentant les salariés tel que prévu par l'article L. 225-79-2 du code de commerce.

Le conseil peut adjoindre une personnalité extérieure ou un censeur, sans voix délibérative, à l'un ou l'autre des comités. Le comité coopératif comporte parmi ses membres les deux censeurs de droit.

Au sein de chacun des comités un président est chargé d'organiser les travaux. Le président de chaque comité est désigné par le conseil de surveillance.

COMITÉ D'AUDIT

Missions

Le comité d'audit assiste le conseil de surveillance dans son rôle de vérification et de contrôle des comptes et du rapport du directoire sur la marche des affaires de la société.

Le comité d'audit est chargé du processus d'élaboration de l'information financière, du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes et de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans ce cadre, il veille à la qualité de l'information délivrée aux actionnaires et plus généralement assure les missions prévues par les dispositions du code de commerce.

Le comité d'audit est chargé d'assurer le suivi :

Du processus d'élaboration de l'information financière

À ce titre, il a notamment pour mission :

- d'examiner les comptes consolidés trimestriels, semestriels et annuels de la société et du groupe, ainsi que les comptes sociaux annuels de la société, qui lui sont présentés par le directoire, préalablement à leur revue par le conseil de surveillance ;
- de vérifier la clarté des informations fournies ;
- d'examiner le périmètre des sociétés consolidées et sa justification ;
- de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels de la société et des comptes consolidés de la société et du groupe ;
- d'examiner le projet du rapport du président du conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- d'examiner les impacts prudentiels et comptables de toute opération de croissance externe significative de la société ou du groupe.

Du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes et de l'indépendance des commissaires aux comptes

À ce titre, il a notamment pour mission :

- de s'assurer du respect et de la mise à jour du « Cadre d'intervention des commissaires aux comptes dans le Groupe BPCE », approuvé par le conseil de surveillance de BPCE le 27 juin 2012, qui définit les règles et les principes

destinés à garantir l'indépendance des commissaires aux comptes dans les entreprises du Groupe BPCE ;

- d'émettre une recommandation sur la procédure de sélection des commissaires aux comptes et sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ;
- de s'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes, notamment, d'une part, par un examen des honoraires qui leur sont versés par les entreprises du groupe y compris aux sociétés du réseau auquel ils appartiennent et, d'autre part, par la surveillance, des prestations qui ne relèvent pas de l'audit légal ;
- d'examiner le programme de travail des commissaires aux comptes, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

Activité

Le comité d'audit s'est réuni cinq fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 et le taux de présence moyen des membres de ce comité a été de 96,67 %.

Les principaux thèmes qu'il a abordés ont été les suivants :

- présentation des comptes annuels au 31 décembre 2014 de BPCE et examen du budget 2015 ;
- présentation des comptes trimestriels et du premier semestre 2015 de BPCE ;
- étude et suivi de la trajectoire de solvabilité et de liquidité du groupe ;
- suivi de la gestion du ratio prudentiel intragroupe ;
- étude des impacts de Bâle III ;
- information régulière sur les résultats du Crédit Foncier ;
- suivi des travaux des commissaires aux comptes, revue de leur indépendance et point sur leurs honoraires.

COMITÉ DES RISQUES

Missions

Le comité des risques assiste le conseil de surveillance s'agissant de la stratégie globale de BPCE et l'appétit aux risques, tant actuels que futurs et lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie. Dans ce cadre, il est chargé d'évaluer l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques et plus généralement assure les missions prévues par les articles L. 511-92 et suivants du code monétaire et financier et par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

À ce titre, il a notamment pour mission :

- de procéder à un examen régulier des stratégies, politiques, procédures, systèmes, outils et limites mentionnés à l'article 148 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque et des hypothèses sous-jacentes et de communiquer ses conclusions au conseil de surveillance ;
- d'examiner l'exposition globale des activités de la société et du groupe aux risques, en s'appuyant sur les états de reporting y afférents ;
- de conseiller le conseil de surveillance sur la stratégie globale de la société et l'appétit aux risques, tant actuels que futurs ;
- d'assister le conseil de surveillance lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les membres du directoire et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- d'assister le conseil de surveillance dans l'examen régulier des politiques mises en place pour se conformer aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque,

d'en évaluer l'efficacité ainsi que celle des dispositifs et procédures mis en œuvre aux mêmes fins ainsi que des mesures correctrices apportées en cas de défaillances ;

- d'examiner le ou les rapport(s) annuel(s) relatif(s) à la mesure et à la surveillance des risques ainsi qu'aux conditions dans lesquelles le contrôle interne est assuré dans le groupe ;
- de proposer au conseil les critères et seuils de significativité mentionnés à l'article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque permettant d'identifier les incidents devant être portés à la connaissance du conseil ;
- de veiller à l'indépendance de l'Inspection générale du groupe, habilitée à se faire communiquer par les établissements du groupe ou à accéder à tous éléments, systèmes et toutes informations nécessaires au bon accomplissement de sa mission ;
- d'examiner le programme annuel de l'Inspection générale du groupe ;
- de veiller au suivi des conclusions des missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et/ou de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Inspection générale du groupe dont les synthèses concernant la société et les entités du groupe lui sont communiquées ;
- d'examiner les lettres de suite adressées par l'ACPR ou/et par la BCE et d'émettre un avis sur les projets de réponse à ces lettres ;
- d'examiner, dans le cadre de sa mission, si les prix des produits et services (mentionnés aux livres II et III du code monétaire et financier : instruments financiers, produits d'épargne, opérations de banque, services d'investissement) proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière de risques de la société et, si non, présente au conseil de surveillance un plan d'action pour y remédier ;
- d'examiner si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunérations de la société sont compatibles avec la situation de ces derniers au regard des risques auxquels ils sont exposés, de leur capital, de leur liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices attendus.

Activité

Le comité des risques s'est réuni six fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 et le taux de présence moyen des membres de ce comité a été de 94,44 %.

Les principaux thèmes qu'il a abordés ont été les suivants :

- suivi des rapports et enquêtes de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ;
- étude et suivi du rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne et la gestion des risques ;
- étude des rapports sur le fonctionnement du contrôle interne, établi conformément à l'article 258 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, et sur la mesure et la surveillance des risques, établi conformément à l'article 262 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque : travaux de l'Inspection générale, rapport annuel de la conformité (rapport annuel de contrôle du responsable de la Conformité des services d'investissement (RCSI), compte rendu du programme de contrôle annuel des chèques, rapport sur les risques de crédit), point sur les risques comptables ;
- points sur les travaux de la direction Conformité et Sécurité ;
- points sur les travaux de l'Inspection générale et présentation du plan d'audit 2016 ;
- points sur les travaux de la direction des Risques groupe, notamment, l'étude du dispositif d'encadrement des risques groupe (surveillance des risques

consolidés, étude de l'impact de la situation européenne sur la situation du groupe, approche prospective des risques, suivi des limites crédit et marché du groupe) ;

- analyse des dispositifs de mesure et de quantification des risques au sein du groupe, et suivi de leur performance ;
- suivi et actualisation du plan de continuité d'activité groupe et BPCE ;
- information régulière sur la gestion des actifs en gestion extinctive de Natixis et Triton ;
- examen des critères de seuils sur les risques de gestion actif-passif (article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque) ;
- point sur la lutte anti-blanchiment ;
- examen des principes et objectifs directeurs de l'appétit aux risques ;
- examen des indicateurs quantitatifs destinés à encadrer le *Risk Appetite Framework* ainsi que des seuils fixés pour chacun de ces indicateurs ;
- validation du programme de conformité Volcker ;
- analyses régulières des différentes expositions du Crédit Foncier ;
- analyse des résultats des stress tests internes 2015, conduits pour apprécier la résistance de BPCE à certains scénarios extrêmes ;
- présentation des travaux internes sur la loi Eckert ;
- point d'avancement du plan d'action post AQR, en ce compris les mesures correctives (*remediation plan*) ;
- examen de l'actualisation du plan de rétablissement et de réorganisation du groupe (PRR).

COMITÉ DES NOMINATIONS

Missions

Le comité des nominations est chargé de formuler des propositions au conseil de surveillance concernant :

- le choix des membres du conseil de surveillance et censeurs, personnalités extérieures au groupe, étant rappelé que les membres du conseil de surveillance issus du groupe sont proposés au conseil, conformément aux statuts de la société et à l'article L. 512-106 du code monétaire et financier ;
- la nomination du président du directoire de la société.

Par ailleurs, le comité des nominations :

- évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les membres du conseil de surveillance ;
- précise les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du conseil de surveillance et évalue le temps à consacrer à ces fonctions ;
- fixe un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance et élabore une politique ayant pour objet d'atteindre cet objectif ;
- évalue périodiquement et au moins une fois par an :
 - la structure, la taille, la composition et l'efficacité du conseil de surveillance au regard des missions qui lui sont assignées et soumet à ce conseil toutes recommandations utiles,
 - les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du conseil de surveillance, tant individuellement que collectivement, et lui en rend compte ;

- examine périodiquement les politiques du conseil de surveillance en matière de sélection et de nomination des membres de directoire et du responsable de la fonction de gestion des risques et formule des recommandations en la matière ;
- s'assure que le conseil de surveillance n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de la société ;
- examine le projet de rapport du président sur le gouvernement d'entreprise.

Activité

Le comité des nominations s'est réuni trois fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 et le taux de présence moyen des membres de ce comité a été de 95,24 %.

Les principaux thèmes traités en 2015 par le comité ont été les suivants :

- pilotage de la procédure de sélection de membres indépendants du conseil de surveillance (personnalité extérieure) en prévision du renouvellement des membres du conseil de surveillance à l'occasion de la réunion de l'assemblée générale des actionnaires du 22 mai 2015 ;
- avis sur la désignation du président du directoire pour un nouveau mandat de quatre ans ;
- information sur la nomination des membres du directoire de BPCE ;
- suivi de l'évolution de la population régulée ;
- étude et suivi du rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne (partie gouvernance).

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Missions

Le comité des rémunérations est chargé de formuler des propositions au conseil de surveillance concernant :

- le niveau et les modalités des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux membres du directoire de la société, y compris les avantages en nature, de prévoyance et de retraite ;
- la rémunération du président du conseil de surveillance et éventuellement du vice-président ;
- la répartition des jetons de présence à allouer aux membres du conseil de surveillance et des comités ainsi que le montant total soumis à la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la société.

Par ailleurs, le comité des rémunérations :

- procède à un examen annuel :
 - des principes de la politique de rémunération de la société,
 - des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de la société,
 - de la politique de rémunération des catégories de personnel, incluant les membres du directoire, les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société ou du groupe ;

- contrôle directement la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques mentionné à l'article L. 511-64 du code monétaire et financier et, le cas échéant, du responsable de la conformité ;
- rend régulièrement compte de ses travaux au conseil de surveillance ;
- examine le projet de rapport du président sur le gouvernement d'entreprise ;
- donne son avis au conseil sur la politique d'attribution des options de souscription ou d'achat d'actions ou autres titres similaires et sur la liste des bénéficiaires ;
- est informé de la politique de rémunération du groupe, en particulier de la politique à l'égard des principaux dirigeants des établissements affiliés ;
- examine et émet un avis sur les assurances contractées par la société en matière de responsabilité des dirigeants ;
- donne un avis au conseil sur la partie du rapport annuel traitant des questions entrant dans la compétence du comité des rémunérations.

Activité

Le comité des rémunérations s'est réuni cinq fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 et le taux de présence moyen des membres de ce comité a été de 100 %.

Les principaux thèmes traités en 2015 par le comité ont été les suivants :

- rémunération variable des membres du directoire au titre de l'exercice 2014 et niveaux et modalités de rémunération fixe et variable des membres du directoire au titre de l'exercice 2015 (définition des modalités de différé, définition des critères quantitatifs et qualitatifs) ;
- rémunération fixe, critères de détermination (niveau, critère de déclenchement, critères quantitatifs et qualitatifs) de la rémunération variable des membres du nouveau directoire au titre de l'exercice 2015, engagements dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement des fonctions des membres du nouveau directoire (indemnité de cessation forcée du mandat, indemnité de départ à la retraite, régimes de retraite supplémentaires et engagements de retraite à prestations définies) et autres éléments de rémunération des membres du nouveau directoire (assurance chômage, maintien de la rémunération en cas d'incapacité temporaire de travail et bénéfice des dispositifs de protection sociale) ⁽¹⁾ ;
- indemnité de cessation forcée du mandat d'un membre du directoire et sort des fractions différées de sa part variable ;
- étude de l'évolution de la rémunération fixe du directoire et du dispositif de part variable pour 2016 ;
- politique de rémunération des personnes constituant la « population régulée » au sein de BPCE, ainsi que des établissements de crédit du groupe ;
- montant total des jetons de présence et mode de répartition des jetons de présence entre les membres du conseil de surveillance et de ses comités ;
- proposition de rémunération du président et du vice-président du conseil de surveillance ;
- étude du rapport relatif au contrôle interne des établissements de crédit sur la politique et les pratiques de rémunération au titre de l'année 2014 des membres de l'organe exécutif et des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise, en application de l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque ;
- étude et suivi de la partie du rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne traitant des questions entrant dans la compétence du comité des rémunérations.

(1) Les fonctions de membre du directoire de Catherine Halberstadt prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2016, celle-ci ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions de membre de directoire pour l'exercice 2015.

COMITÉ COOPÉRATIF

Missions

Le comité coopératif est chargé de formuler des propositions et des recommandations visant à promouvoir et traduire dans les activités du groupe et des réseaux, les valeurs coopératives et sociétales d'engagement dans la durée, d'éthique professionnelle et relationnelle, et de renforcer ainsi la dimension coopérative du groupe et de chacun des réseaux.

À cet effet, le comité coopératif assure le suivi des pratiques de commercialisation et de rémunération des parts sociales par les Banques Populaires et les Caisses

d'Épargne, l'évolution de leur capital social et sa bonne distribution entre les sociétaires.

Activité

Le comité coopératif s'est réuni une fois entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 et le taux de présence moyen des membres de ce comité a été de 100 %.

Les principaux thèmes traités en 2015 par le comité ont été les suivants :

- principaux chantiers du modèle coopératif ;
- point sur les parts sociales ;
- Cop 21 – projet du groupe.

2.3.3 Directoire

Conformément à l'article 18 des statuts de BPCE, le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans le cadre de l'objet social et sous réserve des décisions nécessitant l'autorisation préalable en vertu de la loi ou des présents statuts du conseil de surveillance et des assemblées d'actionnaires.

En particulier, le directoire :

- exerce les attributions d'organe central de la société prévues par la loi, le cas échéant après avoir recueilli l'autorisation préalable du conseil de surveillance prévue par les statuts de la société ;
- exerce l'ensemble des pouvoirs bancaires, financiers, administratifs et techniques ;
- approuve la désignation des personnes exerçant la direction générale au sein des principales filiales (directes ou indirectes) de la société ;
- nomme la ou les personnes chargées d'assumer les fonctions provisoires de direction ou de contrôle d'un établissement affilié en cas de révocation des personnes mentionnées à l'article L. 512-108 du code monétaire et financier décidée par le conseil de surveillance ;
- décide en cas d'urgence la suspension à titre conservatoire d'un ou plusieurs dirigeants effectifs d'un établissement affilié ;
- met en jeu les mécanismes de solidarité interne du groupe, notamment en appelant les fonds de garantie et de solidarité des réseaux et du groupe ;
- approuve les statuts des établissements affiliés et des sociétés locales d'épargne ainsi que les modifications devant y être apportées ;
- fixe les règles relatives à la rémunération des dirigeants effectifs des établissements affiliés et aux éléments de rémunération, indemnités ou

avantages attribués à ces derniers à raison de la cessation de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci ;

- édicte plus généralement, en vue d'assurer les finalités définies à l'article L. 511-31 du code monétaire et financier, les prescriptions internes de caractère général s'imposant aux établissements affiliés.

Le directoire est tenu de respecter les limitations de pouvoirs énoncées notamment aux articles 27.1, 27.2, 27.3 et 27.4 des statuts de BPCE définissant les missions du conseil de surveillance.

Le président du directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Sur proposition du président du directoire, le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire, qui portent alors le titre de directeurs généraux. Le président du directoire et le ou les directeurs généraux, s'il en existe, sont autorisés à substituer partiellement dans leurs pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront.

Avec l'autorisation du conseil de surveillance, les membres du directoire peuvent, sur proposition du président du directoire, se répartir entre eux les tâches de direction. Mais cette répartition ne peut, en aucun cas avoir pour effet de retirer au directoire le caractère d'organe assurant collégialement la direction.

Enfin, une fois par trimestre, le directoire présente un rapport écrit au conseil de surveillance sur la marche de la société. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, le directoire arrête les comptes sociaux et les présente au conseil de surveillance aux fins de vérification et de contrôle. Dans les mêmes délais, il lui soumet les comptes consolidés.

2.3.4 Assemblées générales

S'agissant des modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (article 30 des statuts de BPCE) :

- 1° Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'approbation des comptes annuels de l'exercice écoulé est réunie dans le délai de cinq mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

- 2° Seuls les actionnaires de catégorie A, les actionnaires de catégorie B et les titulaires d'actions ordinaires ont le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires.

Cette participation est subordonnée à l'inscription au nom de l'actionnaire au troisième jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes titres nominatifs tenus par la société.

3° L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale des actionnaires, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou, s'agissant d'un actionnaire personne physique, à son conjoint ; ou
- voter par correspondance ; ou
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire.

4° Les assemblées générales des actionnaires sont présidées par le président du conseil de surveillance ou en son absence, par le vice-président ; en l'absence de l'un et de l'autre, les assemblées générales des actionnaires sont présidées par un membre du conseil de surveillance spécialement délégué à cet effet par le conseil de surveillance. À défaut, l'assemblée générale des actionnaires élit elle-même son président.

L'assemblée générale des actionnaires désigne son bureau.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre d'actions et acceptant ces fonctions. Le bureau de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire, qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée générale des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

5° L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

L'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé est consultée sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre

de l'exercice clos au président du directoire et à chacun des membres du directoire.

Elle est consultée sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé aux dirigeants effectifs de la société et aux catégories de personnels mentionnées à l'article L. 511-71 du code monétaire et financier, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risques de l'entreprise ou du groupe.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires peut, conformément à l'article L. 511-78 du code monétaire et financier, décider de porter le montant de la part variable à un montant supérieur au montant de la rémunération fixe, dans la limite du double de cette rémunération fixe, pour les dirigeants effectifs de la société ainsi que pour les catégories de personnel, mentionnées à l'article L. 511-71 du même code, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risques de l'entreprise ou du groupe. Cette décision est prise à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents et représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Si la moitié des actionnaires au moins ne sont pas présents ou représentés, l'assemblée générale statue à la majorité des trois quarts.

6° L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

7° Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires sont valablement certifiés par le président du conseil de surveillance, par le vice-président, un membre du directoire, ou par le secrétaire de l'assemblée générale des actionnaires.

8° Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires exercent leurs pouvoirs respectifs dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

2.4 Règles et principes de détermination des rémunérations et avantages

2.4.1 Politique de rémunération ⁽¹⁾

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'enveloppe globale distribuable des jetons de présence de BPCE a été fixée à 690 000 euros par l'assemblée générale mixte du 22 mai 2015. Cette rémunération est détaillée dans la partie 2.4.2 « Rémunérations, avantages en nature, prêts et garanties, jetons de présence des dirigeants sociaux et mandataires sociaux de BPCE ».

Lors de la séance du 6 mai 2015, le conseil de surveillance a fixé les rémunérations du président et du vice-président du conseil de surveillance.

Lors des séances du 6 mai et du 22 mai 2015, le conseil de surveillance a fixé les modalités de répartition de l'enveloppe des jetons de présence entre les membres du conseil de surveillance.

À l'exception du président, qui perçoit une indemnité annuelle forfaitaire, les membres du conseil de surveillance sont rémunérés sous forme de jetons de présence.

Indemnité de Stève Gentili, président du conseil de surveillance du 1^{er} janvier au 22 mai 2015

- indemnité annuelle forfaitaire : 120 000 euros ;
- jetons de présence : 0 euro.

Indemnité de Pierre Valentin, président du conseil de surveillance à compter du 22 mai 2015

- indemnité annuelle forfaitaire : 400 000 euros ;
- jetons de présence : 0 euro.

Jetons de présence des membres du conseil de surveillance

Yves Toubanc, vice-président du conseil de surveillance du 1^{er} janvier 2015 au 22 mai 2015, et Stève Gentili, vice-président du conseil de surveillance à compter du 22 mai 2015 :

- jetons de présence fixes annuels : 80 000 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle il a participé, dans la limite de neuf réunions par exercice social : 1 500 euros.

Autres membres du conseil de surveillance :

- jetons de présence fixes annuels : 8 200 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de neuf réunions par exercice social : 1 200 euros.

Rémunération complémentaire des membres des comités du conseil de surveillance

Marwan Lahoud, président du comité d'audit :

- jetons de présence fixes annuels : 23 900 euros ;

- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle il a participé, dans la limite de quatre réunions par exercice social : 2 400 euros.

Autres membres du comité d'audit :

- jetons de présence fixes annuels : 750 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de quatre réunions par exercice social : 875 euros.

Marie-Christine Lombard, président du comité des risques :

- jetons de présence fixes annuels : 23 900 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle elle a participé, dans la limite de quatre réunions par exercice social : 2 400 euros.

Autres membres du comité des risques :

- jetons de présence fixes annuels : 750 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de quatre réunions par exercice social : 875 euros.

Maryse Aulagnon, président du comité des nominations :

- jetons de présence fixes annuels : 13 100 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle elle a participé, dans la limite de trois réunions par exercice social : 1 650 euros.

Autres membres du comité des nominations :

- jetons de présence fixes annuels : 750 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de trois réunions par exercice social : 600 euros.

Maryse Aulagnon, président du comité des rémunérations :

- jetons de présence fixes annuels : 13 100 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle elle a participé, dans la limite de cinq réunions par exercice social : 1 650 euros.

Autres membres du comité des rémunérations :

- jetons de présence fixes annuels : 750 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de cinq réunions par exercice social : 600 euros.

Rémunération des censeurs

Conformément à l'article 28.3 des statuts, le conseil de surveillance décide de rémunérer les censeurs par prélèvement sur le montant des jetons de présence alloués par l'assemblée générale des actionnaires aux membres du conseil de surveillance.

À ce titre, les censeurs perçoivent :

- jetons de présence fixes annuels : 4 000 euros ;
- jetons de présence versés au titre de chaque réunion à laquelle ils ont participé, dans la limite de neuf réunions par exercice social : 600 euros.

(1) Les informations chiffrées de ce paragraphe sont des montants bruts.

MEMBRES DU DIRECTOIRE

Conformément à l'article 19 des statuts de BPCE et sur proposition du comité des nominations et des rémunérations, le conseil de surveillance a arrêté, lors de sa réunion du 18 février 2015, la rémunération du président et des membres de directoire, et les critères de détermination de la part variable des membres du directoire pour l'année 2015.

Les rémunérations du président et des membres de directoire sont les suivantes :

François Pérol :

- rémunération fixe : 550 000 euros ;
- rémunération variable : cible à 150 %, avec un maximum de 200 % ;
- indemnité annuelle de logement : 60 000 euros (à titre d'information, François Pérol a renoncé à l'indemnité de logement).

Anne Mercier-Gallay :

- rémunération fixe : 500 000 euros ;
- rémunération variable : cible à 80 %, avec un maximum de 100 %.

Daniel Karyotis :

- rémunération fixe : 500 000 euros (cette part fixe inclut une indemnité logement) ;
- rémunération variable : cible à 80 %, avec un maximum de 100 %.

Jean-Yves Forel :

- rémunération fixe : 500 000 euros ;
- rémunération variable : cible à 80 %, avec un maximum de 100 %.

Laurent Mignon :

Laurent Mignon ne perçoit pas de rémunération au titre de ses fonctions de membre du directoire de BPCE. Les rémunérations qu'il perçoit le sont au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis.

Les critères de détermination de la part variable ont été fixés de la manière suivante :

- le critère de déclenchement est le respect d'un ratio de Common Equity Tier 1 du groupe Bâle III (vision réglementaire COREP, à savoir avec mesures transitoires) supérieur à 9 % au 31/12/2015, avec un montant minimum de fonds propres Common Equity Tier 1 de 35,8 milliards d'euros. Aucune part variable n'est attribuée si ce critère n'est pas respecté ;
- la part des critères quantitatifs dans la rémunération variable représente 60 %. Ces critères quantitatifs sont définis de la manière suivante :
 - le résultat net part du groupe, calculé avec neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, représente 30 % de la rémunération variable. L'atteinte du point cible de ce critère, tel que fixé par le conseil de surveillance, donnerait droit au versement de la totalité de ces 30 % ⁽¹⁾ ;
 - le coefficient d'exploitation du groupe, calculé avec neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, représente 20 % de la rémunération variable. L'atteinte du point cible de ce critère, tel que fixé par le conseil de surveillance, donnerait droit au versement de la totalité de ces 20 % ⁽¹⁾ ;
 - le produit net bancaire du groupe, calculé avec neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, représente 10 % de la rémunération variable. L'atteinte du point cible de ce critère, tel que fixé par le conseil de surveillance, donnerait droit au versement de la totalité de ces 10 % ⁽¹⁾ ;
- la part des critères qualitatifs dans la rémunération variable représente 40 %, ces critères étant composés des missions suivantes :

- développement commercial,
- ressources humaines,
- finances/opérations/risques,
- gouvernance.

S'agissant des modalités de versement de la part variable due au titre de l'exercice 2011 :

- différé d'une fraction représentant 60 % sur 2013, 2014 et 2015 (20 % chaque année) pour François Pérol ;
- le différé est indexé sur l'évolution du résultat net part du groupe, calculé après neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, apprécié en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et l'année de versement, sans prise en compte des exercices civils antérieurs à 2010 ;
- le versement de la fraction différée est conditionné à l'atteinte d'un Return on Equity (ROE) normatif des métiers cœurs du groupe au moins égal à 4 % pour l'exercice précédant l'échéance du différé.

S'agissant des modalités de versement de la part variable due au titre de l'exercice 2012 :

- différé d'une fraction représentant 60 % sur 2014, 2015 et 2016 (20 % chaque année) pour François Pérol ;
- différé d'une fraction représentant 50 % sur 2014, 2015 et 2016 (16,66 % chaque année) pour Anne Mercier-Gallay ;
- le différé est indexé sur l'évolution du résultat net part du groupe, calculé après neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, apprécié en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et l'année de versement ;
- le versement de la fraction différée est conditionné à l'atteinte d'un Return on Equity (ROE) normatif des métiers cœurs du groupe au moins égal à 4 % pour l'exercice précédant l'échéance du différé.

S'agissant des modalités de versement de la part variable due au titre de l'exercice 2013 :

- différé d'une fraction représentant 60 % sur 2015, 2016 et 2017 (20 % chaque année) pour François Pérol ;
- différé d'une fraction représentant 50 % sur 2015, 2016 et 2017 (16,66 % chaque année) pour Daniel Karyotis, Jean-Yves Forel et Anne Mercier-Gallay ;
- le différé est indexé sur l'évolution du résultat net part du groupe, calculé après neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, apprécié en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et l'année de versement ;
- le versement de la fraction différée est conditionné à l'atteinte d'un Return on Equity (ROE) normatif des métiers cœurs du groupe au moins égal à 4 % pour l'exercice précédant l'échéance du différé.

S'agissant des modalités de versement de la part variable due au titre de l'exercice 2014 :

- différé d'une fraction représentant 60 % sur 2016, 2017 et 2018 (20 % chaque année) pour François Pérol ;
- différé d'une fraction représentant 50 % sur 2016, 2017 et 2018 (16,66 % chaque année) pour Daniel Karyotis, Jean-Yves Forel et Anne Mercier-Gallay ;
- le différé est indexé sur l'évolution du résultat net part du groupe, calculé après neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, apprécié en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et l'année de versement ;

(1) Le conseil de surveillance a établi de manière précise les niveaux de réalisation attendus s'agissant de ces objectifs quantitatifs mais, pour des raisons de confidentialité, ils ne sont pas rendus publics.

- le versement de la fraction différée est conditionné à l'atteinte d'un Return on Equity (ROE) normatif des métiers cœurs du groupe au moins égal à 4 % pour l'exercice précédant l'échéance du différé.

S'agissant des modalités de versement qui seront appliquées à la part variable due au titre de l'exercice 2015 :

- différé d'une fraction représentant 60 % sur 2017, 2018 et 2019 (20 % chaque année) pour François Pérol ;
- différé d'une fraction représentant 50 % sur 2017, 2018 et 2019 (16,66 % chaque année) pour Daniel Karyotis, Jean-Yves Forel et Anne Mercier-Gallay ;
- le différé est indexé sur l'évolution du résultat net part du groupe, calculé après neutralisation de l'impact de la réévaluation de la dette propre, apprécié en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et l'année de versement ;
- le versement de la fraction différée est conditionné à l'atteinte d'un Return on Equity (ROE) normatif des métiers cœurs du groupe au moins égal à 4 % pour l'exercice précédant l'échéance du différé.

Les modalités de versement applicables à la part variable due au titre de l'exercice 2015 ont été arrêtées par le conseil de surveillance lors de sa réunion du 10 février 2016.

Conformément à l'article L 511-73 du code monétaire et financier, l'assemblée générale de BPCE sera consultée en 2016 sur l'enveloppe des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé aux membres du directoire et autres collaborateurs de BPCE dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe.

Conformément aux recommandations AFEF-MEDEF, l'assemblée générale de BPCE sera consultée en 2016 sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos à chaque dirigeant mandataire social.

Conformément à l'article L 511-78 du code monétaire et financier, l'approbation de l'assemblée générale de BPCE sera requise en 2016 pour la mise en place d'une rémunération variable pour le président du directoire susceptible d'excéder en 2016 100 % de la composante fixe de la rémunération.

2.4.2 Rémunérations, avantages en nature, prêts et garanties, jetons de présence des dirigeants sociaux et mandataires sociaux de BPCE

Les données chiffrées renseignées ci-après respectent les règles et principes de détermination adoptés par le conseil de surveillance de BPCE et détaillés dans la partie 2.4.1 « Politique de rémunération ».

TABEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015 (TABLEAU N° 1)

		Ensemble des rémunérations dues au titre de l'exercice (dont fixe et variable) (tableau 2)	Ensemble des rémunérations versées au cours de l'exercice (dont fixe et variable) (tableau 2)	Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (tableau 4)	Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (tableau 6)
	2014	1 407 150 €	1 275 381 €	0 €	0 €	0 €
François Pérol	2 015	1 382 744 €	1 287 844 €	0 €	0 €	0 €
	2014	918 266 €	721 243 €	0 €	0 €	0 €
Daniel Karyotis	2015	901 191 €	783 586 €	0 €	0 €	0 €
	2014	917 366 €	720 343 €	0 €	0 €	0 €
Jean-Yves Forel	2015	905 540 €	787 935 €	0 €	0 €	0 €
	2014	913 022 €	757 595 €	0 €	0 €	0 €
Anne Mercier-Gallay	2015	1 965 798 €	1 942 183 €	0 €	0 €	0 €
	2014	1 981 512 €	2 037 762 €	0 €	0 €	0 €
Laurent Mignon ⁽²⁾	2015	2 059 372 €	1 886 542 €	0 €	0 €	0 €

(1) Aucune attribution de rémunération variable pluriannuelle ni de plan d'actions gratuites au cours de l'exercice 2015 ; excepté pour Laurent Mignon, par Natixis, au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis.

(2) Monsieur Laurent Mignon perçoit de Natixis, société contrôlée par BPCE au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, une rémunération au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis. En date du 31 juillet 2014, Monsieur Laurent Mignon a bénéficié d'une attribution gratuite de 31 955 actions de performance valorisées à 160 000 euros, et en date du 18 février 2015, d'une attribution gratuite de 27 321 actions de performance valorisées à 160 000 euros.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS DE BPCE (TABLEAU N° 2)

Montants dus 2014 ⁽¹⁾ : ensemble des rémunérations attribuées au titre des fonctions au cours de l'exercice 2014, au *prorata temporis*, quelle que soit la date de versement.

Montants versés 2014 ⁽²⁾ : intégralité des sommes effectivement versées et perçues en 2014 (celles dues en 2010 et versées en 2014 + celles dues en 2011 et versées en 2014 + celles dues en 2012 et versées en 2014 + celles dues en 2013 et versées en 2014 + celles dues en 2014 et versées en 2014) au titre des fonctions au cours de l'exercice.

Montants dus 2015 ⁽¹⁾ : ensemble des rémunérations attribuées au titre des fonctions au cours de l'exercice 2015, au *prorata temporis*, quelle que soit la date de versement.

Montants versés 2015 ⁽²⁾ : intégralité des sommes effectivement versées et perçues en 2015 (celles dues en 2011 et versées en 2015 + celles dues en 2012 et versées en 2015 + celles dues en 2013 et versées en 2015 + celles dues en 2014 et versées en 2015 + celles dues en 2015 et versées en 2015) au titre des fonctions au cours de l'exercice.

➔ TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE FRANÇOIS PÉROL

	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Président du directoire				
Rémunération de base	-	-	-	-
Mandat social	550 000 €	550 000 €	550 000 €	550 000 €
Rémunération variable annuelle	851 858 € ^(a)	720 089 € ^(b)	827 457 € ^(c)	732 556 € ^(d)
Rémunération variable pluriannuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature (voiture, logement ^(e) , autre...)	5 292 €	5 292 €	5 288 €	5 288 €
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	-	-	-	-
TOTAL	1 407 150 €	1 275 381 €	1 382 744 €	1 287 844 €

(a) Part variable au titre de l'exercice 2014 dont 340 743 euros (40 %) versés en 2015 et le solde différé (60 %) sur 3 ans par parts égales de 170 372 euros. En 2016, le montant définitivement attribué sera de 189 470 euros (après application d'un coefficient d'indexation).

(b) Montant versé en 2014 pour la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 356 398 euros, pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2012, soit 102 950 euros, pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2011, soit 84 861 euros et pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2010, soit 175 880 euros.

(c) Part variable au titre de l'exercice 2015 dont 330 983 euros (40 %) en 2016 et le solde différé (60 %) sur 3 ans par parts égales de 165 491 euros.

(d) Montant versé en 2015 pour la part variable au titre de l'exercice 2014, soit 340 743 euros, pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 190 762 euros, pour la fraction différée au titre de l'exercice 2012, soit 110 207 euros et pour la fraction différée au titre de l'exercice 2011, soit 90 844 euros.

(e) Renonciation à l'indemnité de logement depuis 2010.

➔ TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE DANIEL KARYOTIS

	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Membre du directoire – Finances, Risques et Opérations				
Rémunération de base	-	-	-	-
Mandat social	500 000 €	500 000 €	500 000 € ^(a)	500 000 € ^(a)
Rémunération variable annuelle	413 022 € ^(b)	215 999 € ^(c)	401 191 € ^(d)	283 586 € ^(e)
Rémunération variable pluriannuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature (voiture, logement, autre...)	5 244 €	5 244 €	0 €	0 €
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	-	-	-	-
TOTAL	918 266 €	721 243 €	901 191 €	783 586 €

(a) L'indemnité de logement, de 66 000,00 euros pour 2014 et de 66 000,00 euros pour 2015, est incluse dans la rémunération fixe au titre de son mandat social.

(b) Part variable au titre de l'exercice 2014 dont 206 511 euros (50 %) versés en 2015 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 68 837 euros. En 2016, le montant définitivement attribué sera de 76 554 euros (après application d'un coefficient d'indexation).

(c) Montant versé en 2014 pour la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 215 999 euros.

(d) Part variable au titre de l'exercice 2015 dont 200 596 euros (50 %) versés en 2016 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 66 865 euros.

(e) Montant versé en 2015 pour la part variable au titre de l'exercice 2014, soit 206 511 euros et pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 77 075 euros.

➔ TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE JEAN-YVES FOREL

Membre du directoire – Banque commerciale et Assurance	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Rémunération de base	-	-	-	-
Mandat social	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Rémunération variable annuelle	413 022 € ^(a)	215 999 € ^(b)	401 191 € ^(c)	283 586 € ^(d)
Rémunération variable pluriannuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature (voiture, logement, autre...)	4 344 €	4 344 €	4 349 €	4 349 €
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	-	-	-	-
TOTAL	917 366 €	720 343 €	905 540 €	787 935 €

- (a) Part variable au titre de l'exercice 2014 dont 206 511 euros (50 %) versés en 2015 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 68 837 euros. En 2016, le montant définitivement attribué sera de 76 554 euros (après application d'un coefficient d'indexation).
 (b) Montant versé en 2014 pour la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 215 999 euros.
 (c) Part variable au titre de l'exercice 2015 dont 200 596 euros (50 %) versés en 2016 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 66 865 euros.
 (d) Montant versé en 2015 pour la part variable au titre de l'exercice 2014, soit 206 511 euros et pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 77 075 euros

➔ TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS D'ANNE MERCIER-GALLAY

Membre du directoire Ressources humaines et Communication interne groupe	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Rémunération de base	-	-	-	-
Mandat social	500 000 €	500 000 €	438 889 €	438 889 €
Rémunération variable annuelle	413 022 € ^(a)	257 595 € ^(b)	351 729 € ^(c)	328 115 € ^(d)
Rémunération variable pluriannuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle ^(e)	0 €	0 €	1 175 180 €	1 175 180 €
Avantages en nature (voiture, logement, autre...)	0 €	0 €	0 €	0 €
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	-	-	-	-
TOTAL	913 022 €	757 595 €	1 965 798 €	1 942 183 €

- (a) Part variable au titre de l'exercice 2014 dont 206 511 euros (50 %) versés en 2015 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 68 837 euros. En 2016, le montant définitivement attribué sera de 76 554 euros (après application d'un coefficient d'indexation).
 (b) Montant versé en 2014 pour la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 215 999 euros et pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2012, soit 41 596 euros.
 (c) Part variable au titre de l'exercice 2015 dont 175 865 euros (50 %) versés en 2015 et le solde différé (50 %) sur 3 ans par parts égales de 58 622 euros.
 (d) Montant versé en 2015 pour la part variable au titre de l'exercice 2014, soit 206 511 euros, pour la fraction différée de la part variable au titre de l'exercice 2013, soit 77 075 euros et pour la fraction différée au titre de l'exercice 2012, soit 44 528 euros.
 (e) Indemnité de cessation forcée de mandat.

➔ TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE LAURENT MIGNON ^(A)

Membre du directoire – directeur général de Natixis	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Rémunération de base	-	-	-	-
Mandat social	NA	NA	NA	NA
Rémunération variable annuelle	NA	NA	NA	NA
Rémunération variable pluriannuelle ^(b)	NA	NA	NA	NA
Rémunération exceptionnelle	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature (voiture, logement, autre...)	NA	NA	NA	NA
Jetons de présence	NA	NA	NA	NA
Autres rémunérations ^(c)	1 981 512 €	2 037 762 €	2 059 372 €	1 886 542 €
TOTAL ^(c)	1 981 512 €	2 037 762 €	2 059 372 €	1 886 542 €

- (a) Monsieur Laurent Mignon ne perçoit pas de rémunération au titre de ses fonctions de membre du directoire de BPCE.
 (b) Aucune rémunération variable pluriannuelle ni de plan d'actions gratuites au cours de l'exercice 2015.
 (c) Monsieur Laurent Mignon perçoit de Natixis, société contrôlée par BPCE au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, une rémunération au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis. En date du 31 juillet 2014, Monsieur Laurent Mignon a bénéficié d'une attribution gratuite de 31 955 actions de performance valorisées à 160 000 euros, et en date du 18 février 2015, d'une attribution gratuite de 27 321 actions de performance valorisées à 160 000 euros.

TABLEAU SUR LES JETONS DE PRÉSENCE ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS DE BPCE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015 (TABLEAU N° 3)

Règles d'attribution des jetons de présence

L'article 6 de la loi de finances pour 2013 a modifié les modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux des jetons de présence perçus à compter du 1^{er} janvier 2013 par les administrateurs et membres des conseils de surveillance des sociétés anonymes.

En effet, les jetons de présence perçus à compter du 1^{er} janvier 2013 restent soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu comme auparavant, mais doivent désormais supporter :

- un prélèvement forfaitaire obligatoire, faisant office d'acompte d'impôt sur le revenu, opéré au taux de 21 %. Ce prélèvement ouvre droit à un crédit

d'impôt imputable sur l'impôt calculé selon le barème progressif au titre de l'année de perception des jetons de présence ;

- les prélèvements sociaux opérés à la source au taux en vigueur à la date de leur versement (15,5 % depuis le 1^{er} janvier 2013, dont 5,1 % de CSG déductible des revenus imposables au titre de l'année de son paiement).

Les montants présentés ci-dessous ne tiennent pas compte de ces retenues à la source.

Autres rémunérations

Ces rémunérations s'entendent comme étant le montant total des jetons de présence perçus par chaque mandataire social au titre de ses mandats détenus au sein des conseils des sociétés du groupe au cours de l'exercice concerné.

Chaque versement de jetons de présence correspond à la présence effective du mandataire social aux réunions de ces conseils et est calculé selon le montant de l'enveloppe globale arrêtée par l'assemblée générale de chaque société.

	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Stève Gentili (président du conseil de surveillance du 1 ^{er} janvier au 22 mai 2015) (vice-président du conseil de surveillance du 22 mai 2015 au 31 décembre 2015)				
Indemnité annuelle forfaitaire	120 000 €	120 000 €	96 666,69 €	96 666,69 €
Jetons de présence BPCE	0 €	6 000 €	12 000,00 €	12 000,00 €
Autres rémunérations	NA	1 295,82 €	NA	1 524,49 €
Yves Toubanc (vice-président du conseil de surveillance du 1 ^{er} janvier au 22 mai 2015)				
Indemnité annuelle forfaitaire	NA	NA	33 333,35 €	33 333,35 €
Jetons de présence BPCE	93 500 €	93 500 €	4 500,00 €	4 500,00 €
Autres rémunérations	2 400 €	2 400 €	3 000,00 €	2 400,00 €
Pierre Valentin (président du conseil de surveillance depuis le 22 mai 2015)				
Indemnité annuelle forfaitaire	NA	NA	266 666,64 €	266 666,64 €
Jetons de présence BPCE	27 500 €	41 000 €	9 708,33 €	9 708,33 €
Autres rémunérations	22 400 €	22 400 €	17 666,00 €	17 066,00 €
REPRÉSENTANTS DES CAISSES D'EPARGNE				
Catherine Amin-Garde				
Jetons de présence BPCE	23 500 €	34 500 €	24 700,00 €	24 700,00 €
Autres rémunérations	6 000 €	6 000 €	5 700,00 €	5 700,00 €
Astrid Boos (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	19 666,67 €	19 666,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	9 000,00 €	8 400,00 €
Alain Denizot (jusqu'au 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	27 500 €	41 000 €	10 391,67 €	10 391,67 €
Autres rémunérations	5 400 €	5 400 €	22 799,00 €	21 599,00 €
Francis Henry (jusqu'au 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	19 000 €	28 000 €	7 016,67 €	7 016,67 €
Autres rémunérations	13 300 €	12 300 €	12 500,00 €	14 500,00 €
Françoise Lemalle (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	13 866,67 €	13 866,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	14 400,00 €	13 800,00 €
Pierre Mackiewicz (jusqu'au 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	22 300 €	33 300 €	10 041,67 €	10 041,67 €
Autres rémunérations	6 300 €	6 300 €	1 500,00 €	1 500,00 €
Stéphanie Paix (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	23 391,67 €	23 391,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	51 500,00 €	51 500,00 €
Didier Patault				
Jetons de présence BPCE	19 000 €	28 000 €	22 400,00 €	22 400,00 €
Autres rémunérations	32 300 €	32 300 €	20 899,00 €	20 299,00 €
Nicolas Plantrou (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	23 391,67 €	23 391,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	15 000,00 €	12 900,00 €
REPRÉSENTANTS DES BANQUES POPULAIRES				
Gérard Bellemon (jusqu'au 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	23 500 €	34 500 €	10 041,67 €	10 041,67 €
Autres rémunérations	7 200 €	7 200 €	4 500,00 €	4 500,00 €

	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Thierry Cahn				
Jetons de présence BPCE	27 500 €	40 000 €	23 625,00 €	23 625,00 €
Autres rémunérations	22 000 €	22 000 €	24 000,00 €	24 000,00 €
Alain Condaminas (du 1 ^{er} janvier au 22 mai et depuis le 16 décembre 2015)				
Jetons de présence BPCE	19 000 €	28 000 €	7 016,67 €	7 016,67 €
Autres rémunérations	34 972 €	34 972 €	35 857,00 €	35 857,00 €
Pierre Desvergnès				
Jetons de présence BPCE	22 900 €	33 900 €	25 300,00 €	25 300,00 €
Autres rémunérations	7 500 €	6 000 €	7 500,00 €	7 500,00 €
Philippe Dupont (jusqu'au 18 février 2015)				
Jetons de présence BPCE	19 000 €	27 000 €	1 366,67 €	1 366,67 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €	0 €
Yves Gevin (censeur devenu membre du conseil de surveillance le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	9 400 €	18 400 €	22 800,00 €	22 800,00 €
Autres rémunérations	4 200 €	4 200 €	1 800,00 €	1 800,00 €
Michel Grass (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	20 266,67 €	20 266,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	31 800,00 €	31 800,00 €
Catherine Halberstadt (jusqu'au 16 novembre 2015)				
Jetons de présence BPCE	27 500 €	41 000 €	26 816,67 €	26 816,67 €
Autres rémunérations	39 500 €	39 500 €	43 333,00 €	43 333,00 €
André Joffre (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	19 666,67 €	19 666,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	7 800,00 €	7 800,00 €
MEMBRES INDÉPENDANTS				
Maryse Aulagnon				
Jetons de présence BPCE	34 860 €	43 360 €	52 093,33 €	52 093,33 €
Laurence Danon (jusqu'au 16 janvier 2014)				
Jetons de présence BPCE	NA	16 500 €	NA	NA
Marwan Lahoud				
Jetons de présence BPCE	48 900 €	72 400 €	49 625,00 €	49 625,00 €
Marie-Christine Lombard				
Jetons de présence BPCE	26 500 €	37 500 €	51 233,33 €	51 233,33 €
Catherine Colonna (du 2 avril au 25 août 2014)				
Jetons de présence BPCE	7 642 €	7 642 €	NA	NA
MEMBRES REPRÉSENTANTS LES SALARIÉS				
Vincent Gontier ⁽³⁾ (depuis le 28 avril 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	17 966,67 €	17 966,67 €
Frédéric Hassaine ⁽³⁾ (depuis le 30 avril 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	15 066,67 €	15 066,67 €
CENSEURS				
Natixis représenté par Laurent Mignon (jusqu'au 11 juillet 2013)				
Jetons de présence BPCE	NA	1 334 €	NA	NA
Autres rémunérations	NA	NA	NA	NA
Jean Arondel (FNCE) (depuis le 6 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	8 066,67 €	8 066,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	58 440,88 €	58 440,88 €

	Exercice 2014		Exercice 2015	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Pierre Carli				
Jetons de présence BPCE	8 800 €	11 800 €	9 400,00 €	9 400,00 €
Autres rémunérations	1 800 €	13 800 €	9 000,00 €	12 400,00 €
Alain Lacroix				
Jetons de présence BPCE	9 400 €	14 817 €	9 400,00 €	9 400,00 €
Autres rémunérations	11 972 €	11 972 €	8 496,00 €	7 896,00 €
Pascal Marchetti (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	8 066,67 €	8 066,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	33 000,00 €	33 000,00 €
Dominique Martinie (FNBP)				
Jetons de présence BPCE	7 200 €	7 200 €	9 400,00 €	9 400,00 €
Autres rémunérations	6 300 €	12 300 €	6 300,00 €	12 300,00 €
Raymond Oliger (FNBP) (jusqu'au 12 mars 2014)				
Jetons de présence BPCE	2 800 €	6 300 €	NA	NA
Autres rémunérations	9 000 €	9 000 €	NA	NA
Michel Sorbier (FNCE) (jusqu'au 6 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	9 400 €	13 900 €	2 533,33 €	2 533,33 €
Autres rémunérations	7 500 €	7 500 €	3 000,00 €	7 500,00 €
Gonzague de Villèle (depuis le 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	NA	NA	8 066,67 €	8 066,67 €
Autres rémunérations	NA	NA	7 500,00 €	7 500,00 €
Dominique Wein (jusqu'au 22 mai 2015)				
Jetons de présence BPCE	9 400 €	13 900 €	3 466,67 €	3 466,67 €
Autres rémunérations	600 €	9 100 €	1 200,00 €	9 200,00 €
TOTAL RÉMUNÉRATIONS	906 646 €	1 160 692,82 €	1 436 517,61 €	1 455 042,10 €

(1) Montants dus 2014 : toutes les sommes dues au titre de l'exercice 2014, quelle que soit la date de versement.

(2) Montants versés 2014 : toutes les sommes versées et perçues en 2014 (celles dues en 2013 et versées en 2014 et celles dues en 2014 et versées en 2014) hors retenues à la source (les sommes effectivement perçues par les membres tiennent compte de ces retenues).

(3) Montants dus 2015 : toutes les sommes dues au titre de l'exercice 2015, quelle que soit la date de versement.

(4) Montants versés 2015 : toutes les sommes versées et perçues en 2015 (celles dues en 2014 et versées en 2015 et celles dues en 2015 et versées en 2015) hors retenues à la source (les sommes effectivement perçues par les membres tiennent compte de ces retenues).

(5) Les deux membres du conseil de surveillance représentant les salariés ont renoncé à leurs jetons de présence en faveur de leurs syndicats.

NA non applicable.

2.4.3 Options de souscriptions ou achats d'actions

(tableau n° 4)

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015

Nom des dirigeants mandataires sociaux	Date d'attribution	Nature des options	Valorisation des options	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice	Période d'exercice
----------------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------------	-----------------------------	-----------------	--------------------

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée au cours de l'exercice 2015

(tableau n° 5)

Options de souscription ou d'achat d'actions levées par les dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015

Nom des dirigeants mandataires sociaux	No et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
----------------------------------------	--------------------	-------------------------------------------	-----------------

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été levée au cours de l'exercice 2015.

(tableau n° 6)

Actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015 (actions gratuites liées à des critères de performance)

Nom des dirigeants mandataires sociaux	Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions	Date d'acquisition	Date de disponibilité ⁽²⁾	Conditions de performance
Laurent Mignon ⁽¹⁾	18/02/2015	27 321	160 000 €	18/02/2019	18/02/2019	Oui

(1) Actions de performance attribuées par Natixis et par toute société du groupe Natixis à Laurent Mignon au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis.

(2) Obligation de conserver 30 % des actions acquises jusqu'à la fin du mandat social.

(tableau n° 7)

Actions de performance disponibles pour les dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015 (disponibilité d'actions gratuites liées à des critères de performance)

Nom des dirigeants mandataires sociaux	No et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles	Conditions d'acquisition
----------------------------------------	--------------------	---------------------------------------	--------------------------

Aucune action de performance n'est devenue disponible pour les dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015 (pas d'attribution de ce type d'action).

(tableau n° 8)

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice 2015

Nom des dirigeants mandataires sociaux	Date d'attribution	Nature des options	Nombre d'options attribuées	Prix de souscription après ajustement	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration
----------------------------------------	--------------------	--------------------	-----------------------------	---------------------------------------	----------------------------------------	-------------------

Aucune attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice 2015.

(tableau n° 9)

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties et levées aux 10 premiers salariés non mandataires au cours de l'exercice 2015

Nom du salarié non mandataire	No et date du plan	Nombre d'options attribuées et levées durant l'exercice 2015	Prix moyen pondéré
-------------------------------	--------------------	--------------------------------------------------------------	--------------------

Aucune option de souscription ou d'achat n'a été consentie ou levée par des salariés de BPCE au cours de l'exercice 2015.

(tableau n° 10)

Historique des attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice 2015

Nom des dirigeants mandataires sociaux	Date d'assemblée générale de Natixis	Date du conseil d'administration de Natixis	Nombre total d'actions attribuées gratuitement	Date d'acquisition des actions	Date de fin de période de conservation	Nombre d'actions	Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice
Laurent Mignon ⁽¹⁾	21/05/2013	18/02/2015	27 321	18/02/2019	18/02/2019	27 321	0	27 321

(1) Historique des actions attribuées à titre gratuit par Natixis et par toute société du groupe Natixis à Laurent Mignon au titre de ses fonctions de directeur général de Natixis.

2.4.4 Avantages postérieurs à l'emploi des dirigeants mandataires sociaux

(tableau n° 11)

Nom des dirigeants mandataires sociaux	Mandats			Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
	Début (ou renouvellement)	Fin	Contrat de travail			
François Pérol Président du directoire	16/11/2015	2020	NON	CGP, IPRICAS	OUI	NON
Daniel Karyotis Membre du directoire Finances, Risques et Opérations	16/11/2015	2020	NON	CGP, IPRICAS, Retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE	OUI	NON
Jean-Yves Forel Membre du directoire Banque commerciale et Assurance	16/11/2015	2020	OUI ⁽¹⁾	CGP, IPRICAS, Garantie de ressources Natixis	OUI	NON
Anne Mercier-Gallay Membre du directoire Ressources humaines et Communication interne groupe	21/11/2012	16/11/2015	NON	CGP, IPRICAS	OUI	NON
Laurent Mignon ⁽²⁾ Membre du directoire directeur général de Natixis	16/11/2015	2020	NON	NA	NON	NON

(1) Contrat de travail conclu avec Natixis préexistant au début du mandat puis suspendu pendant le mandat.

(2) Au titre de membre du directoire de BPCE, Laurent Mignon n'a pas d'avantages.

COMMENTAIRES SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES

CGP : régime de retraite supplémentaire à cotisations définies applicable à l'ensemble des salariés de BPCE et par extension aux dirigeants mandataires sociaux de BPCE.

IPRICAS : régime de retraite supplémentaire à cotisations définies applicable à l'ensemble des cadres dirigeants de BPCE et par extension aux dirigeants mandataires sociaux de BPCE.

Garantie de ressources Natixis : régime de retraite à prestations définies relevant de l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale applicable à certains salariés de Natixis.

Ce régime est issu de la « Garantie de ressources Banques Populaires », suite à la création de Natixis, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Les directeurs généraux de Banques Populaires peuvent bénéficier d'une « Garantie de ressources ». Cette garantie de ressources est un régime de retraite supplémentaire dont l'ouverture des droits est conditionnée à l'achèvement de la carrière dans l'entreprise (article L. 137-11 du code de la sécurité sociale). Les participants au régime sont constitués des personnes qui appartiennent ou ont appartenu à la catégorie constituée des directeurs généraux de Banque Populaire.

Sous réserve d'avoir appartenu à la catégorie précédente pendant au moins sept ans et d'achever sa carrière dans le réseau Banque Populaire pour faire valoir ses droits à la retraite sécurité sociale à taux plein, au plus tard à 65 ans, le participant bénéficie d'une retraite supplémentaire (garantie de ressources) dont le montant est égal à la différence entre :

- 50 % d'une rémunération de référence égale à la moyenne brute annuelle, y compris avantages en nature, des deux dernières années civiles précédant

la cessation d'activité, cette rémunération de référence étant plafonnée à un montant fixé par BPCE qui est actuellement de 370 000 euros ; pendant la retraite ce premier terme est revalorisé comme le point AGIRC ; et

- le total des retraites perçues par ailleurs (retraites légales et retraites supplémentaires groupe) ainsi que des rémunérations éventuelles versées par le groupe en cas de reprise d'activité après la retraite.

Cette retraite supplémentaire, une fois liquidée, est réversible au profit du conjoint et des ex-conjoints divorcés non remariés au taux de 60 %.

Le taux de 50 % s'applique aux personnes ayant accédé à la catégorie des participants depuis le 1^{er} juillet 2004. Les autres participants bénéficient d'un taux de 70 %, ramené à 60 % à partir du 70^e anniversaire.

Le régime « Garantie de ressources Banques Populaires » a été fermé aux nouveaux entrants à compter du 1^{er} juillet 2014 et harmonisé avec le régime additif des présidents de directoire de Caisses d'Epargne (*cf. infra*).

La « Garantie de ressources Natixis » présente les mêmes modalités de calcul de la retraite que la « Garantie de ressources Banques Populaires » à l'exception du plafonnement de la rémunération de référence, actuellement à 389 700 euros, indexée sur le point AGIRC.

Ce régime a été maintenu à Jean-Yves Forel lors de sa nomination en tant que membre du directoire de BPCE.

Retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE : régime de retraite relevant de l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale.

Jusqu'au 30 juin 2014, les présidents de directoire de Caisses d'Epargne, les membres du directoire de l'ex-CNCE, les directeurs généraux du Crédit Foncier, de la Banque Palatine et de BPCE IOM pouvaient bénéficier d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies de type additif, destiné à leur procurer un complément de retraite déterminé en fonction de leur salaire.

Jusqu'au 30 juin 2014, les directeurs généraux de Banques Populaires pouvaient, quant à eux, bénéficier d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies de type différentiel.

À effet du 1^{er} juillet 2014, ces deux régimes ont été harmonisés dans le cadre d'un unique régime de type additif, par ailleurs fermé aux nouveaux entrants et dont les principales caractéristiques sont les suivantes.

Pour bénéficier de ce régime de retraite, le bénéficiaire doit remplir l'ensemble des conditions ci-après définies au jour de leur départ :

- achever définitivement sa carrière professionnelle au sein du Groupe BPCE. Cette condition est remplie, lorsque le bénéficiaire fait partie des effectifs la veille de la liquidation de sa pension au titre du régime vieillesse de la sécurité sociale suite à un départ volontaire en retraite ;
- justifier d'une ancienneté dans des fonctions de dirigeant exécutif, au moins égale à une ancienneté minimale requise de sept années à la date de liquidation de leur pension au titre du régime vieillesse de la sécurité sociale ;

Le bénéficiaire qui remplit les conditions précédentes a droit à une rente annuelle égale à 15 % d'une rémunération de référence égale à la moyenne des trois meilleures rémunérations annuelles attribuées au titre des cinq années civiles précédant la date de la liquidation de la pension au titre du régime vieillesse de la sécurité sociale.

La rémunération annuelle s'entend de la somme des rémunérations suivantes attribuées au titre de l'année considérée :

- rémunération fixe, hors avantages en nature ou primes liées à la fonction ;
- rémunération variable – retenue dans la limite de 100 % de la rémunération fixe – et définie comme la totalité du variable attribué y compris la fraction qui pourrait être différée sur plusieurs années et soumise à condition de présence et de performance au titre de la régulation des rémunérations variables dans les établissements de crédit.

La rente annuelle est plafonnée à quatre fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

Cette retraite supplémentaire, est réversible, une fois liquidée, au profit du conjoint et des ex-conjoints divorcés non remariés au taux de 60 %.

Ce régime, dont le financement est entièrement à la charge du groupe, fait l'objet de deux contrats d'assurance auprès des compagnies d'assurance Quatrem et Allianz.

COMPLÉMENTS

Les régimes de retraite supplémentaire relevant de l'article L 137-11 du code de la sécurité sociale sont encadrés conformément aux dispositions du point 23.2.6 du code AFEP-MEDEF. En effet, ces régimes sont en conformité avec les principes posés quant à la qualité des bénéficiaires, la fixation globale des rémunérations de base, les conditions d'ancienneté, la progressivité de l'augmentation des droits potentiels en fonction de l'ancienneté, la période de référence prise en

compte pour le calcul des prestations et la proscription du gonflement artificiel de la rémunération.

Jean-Yves Forel et Daniel Karyotis ont acquis dans chacun des régimes de retraite supplémentaire, relevant de l'article L 137-11 du code de la sécurité sociale, dont ils bénéficient, l'ancienneté nécessaire pour obtenir les droits maximum, et n'acquièrent donc plus de droits conditionnels au titre de ces régimes. Il ne leur est donc pas fait application des dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article L 225-90-1 du code de commerce (respect de conditions liées aux performances du bénéficiaire).

INDEMNITÉS OU AVANTAGES DUS OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DUS EN RAISON DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT DE FONCTION

Les membres du directoire de BPCE peuvent bénéficier :

- d'une indemnité de cessation forcée de mandat : les membres du directoire pourront bénéficier, en cas de cessation forcée de leur mandat, hors faute grave ou reclassement dans le groupe ou départ à la retraite, du versement d'une indemnité minimum de douze mois de rémunération (rémunération fixe et part variable), avec un maximum de vingt-quatre mois, atteint pour douze ans d'ancienneté groupe ; cette indemnité, non cumulable avec l'indemnité de départ en retraite ou avec le bénéfice d'un régime de retraite à prestations définies et à condition d'achèvement de la carrière dans l'entreprise, ne sera pas versée en cas de résultat net comptable du groupe déficitaire sur le dernier exercice précédant la cessation du mandat social, ni dans le cas où le membre du directoire n'aurait pas obtenu une part variable au moins égale à 33,33 % en moyenne de la part variable maximum pendant les 3 dernières années d'exercice du mandat en cours ;
- d'une indemnité en cas de non-renouvellement de mandat : versement non automatique. Toutefois, le conseil de surveillance, sur avis du comité des nominations et des rémunérations, pourra décider du versement d'une indemnité de fin de mandat en prenant en compte les circonstances du non-renouvellement du mandat et la carrière de l'ex-mandataire au sein du groupe. Ce non-renouvellement ne doit pas être suivi d'un départ à la retraite, ni d'un reclassement dans le Groupe BPCE. Le montant de cette indemnité ne pourra être supérieur à celui qui serait versé en cas de cessation forcée.
- d'une indemnité de départ en retraite : les membres du directoire de BPCE pourront bénéficier, sur décision du conseil de surveillance, d'une indemnité égale à un minimum de six mois, avec un maximum de douze mois atteint pour dix ans d'ancienneté, sans condition de durée minimale de présence dans le groupe ; cette indemnité, non cumulable avec l'indemnité de cessation forcée de mandat, ne sera pas versée en cas de résultat net comptable du groupe déficitaire sur le dernier exercice précédant la cessation du mandat social, ni dans le cas où le membre du directoire n'aurait pas obtenu une part variable au moins égale à 33,33 % en moyenne de la part variable maximum pendant les 3 dernières années d'exercice du mandat en cours.

2.4.5 Modalités d'application dans le Groupe BPCE des articles L. 511-71 à L. 511-88 du code monétaire et financier relatifs à la politique et aux pratiques de rémunération

Les informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif et des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise feront l'objet, avant l'assemblée générale annuelle, d'une publication sur le site de BPCE dans les mêmes conditions que le document de référence.

2.5 Conflits d'intérêts potentiels

2.5.1 Membres du conseil de surveillance

HONORABILITÉ DES MEMBRES

Conformément au règlement intérieur du conseil de surveillance de BPCE, les membres du conseil de surveillance exercent leurs fonctions avec loyauté et professionnalisme.

Ils ne prennent aucune initiative qui viserait à nuire aux intérêts de la société et agissent de bonne foi en toutes circonstances.

De plus, les membres du conseil de surveillance et de ses comités, ainsi que toute personne appelée à assister à leurs réunions, sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues par l'article L. 511-33 du code monétaire et financier et à une obligation de discrétion sur leurs délibérations, ainsi que sur toutes informations à caractère confidentiel ou présentées comme telles par le président de séance, dans les conditions prévues par l'article L. 225-92 du code de commerce.

Le président du conseil rappelle la confidentialité des débats lorsque les conditions réglementaires ou les intérêts de la société ou du groupe l'imposent. Au sein de chaque comité, le président du comité procède de même.

Le président du conseil ou de l'un des comités prend les dispositions requises en vue de garantir la confidentialité des débats. Il peut notamment faire signer un engagement en ce sens à toute personne participant à la réunion.

En cas de non-respect par un membre du conseil ou d'un de ses comités de l'une de ses obligations, et notamment de son obligation de confidentialité, le président du conseil de surveillance saisit le conseil en vue de prononcer à l'encontre du membre concerné une mise en garde ou un avertissement, indépendamment des mesures éventuellement prises en vertu des dispositions légales, réglementaires ou statutaires applicables. Le membre concerné sera préalablement informé des projets de sanction à son encontre et sera mis en mesure de présenter ses observations au conseil de surveillance.

Enfin, les membres du conseil de surveillance :

- s'engagent à consacrer à leurs fonctions le temps et l'attention nécessaires ;
- doivent être assidus et participer, sauf impossibilité, à toutes les réunions du conseil de surveillance et des comités dont ils sont membres ;

- s'informent sur les métiers et les spécificités de l'activité de la société, ses enjeux et ses valeurs ;
- s'attachent à mettre à jour les connaissances qui leur sont utiles pour le bon exercice de leur mission ;
- sont tenus de demander et de faire toutes diligences pour obtenir dans les délais appropriés les éléments qu'ils estiment indispensables à leur information pour délibérer au sein du conseil de surveillance en toute connaissance de cause.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

À la connaissance de la société :

- il n'existe pas de conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des membres du conseil de surveillance à l'égard de l'émetteur et d'autres devoirs ou intérêts privés. En cas de besoin, le règlement intérieur du conseil de surveillance régit les conflits d'intérêts de tout membre du conseil de surveillance ;
- il n'existe pas d'arrangement ou accord conclu avec un actionnaire particulier, client, fournisseur ou autres, en vertu duquel l'un des membres du conseil de surveillance a été sélectionné ;
- il n'existe pas de lien familial entre les membres du conseil de surveillance ;
- aucune restriction autre que légale n'est acceptée par l'un des membres du conseil de surveillance concernant la cession de sa participation dans le capital de la société.

DÉCLARATION DE NON-CONDAMNATION

À la connaissance de la société, à ce jour, aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée au cours des cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du conseil de surveillance de BPCE. À la connaissance de la société, à ce jour, aucune faillite, mise sous séquestre ou liquidation n'a été prononcée au cours de cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du conseil de surveillance de BPCE.

2.5.2 Membres du directoire

INDÉPENDANCE – HONORABILITÉ

Les membres du directoire peuvent exercer d'autres mandats sous réserve du respect des règles législatives et réglementaires en vigueur. Un membre du directoire ne peut exercer de fonctions semblables ou celles de directeur général, directeur général délégué ou de directeur général unique au sein d'une Caisse d'Épargne ou d'une Banque Populaire.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

À la connaissance de la société :

- il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, des membres du directoire et leurs intérêts privés ou d'autres obligations ;

- il n'existe aucun lien familial entre les membres du directoire.

À la date du présent document, aucun membre du directoire n'est lié à BPCE ni à aucune de ses filiales par un contrat de service qui prévoirait l'octroi d'avantages.

DÉCLARATION DE NON-CONDAMNATION

À la connaissance de la société, à ce jour, aucun membre du directoire n'a, au cours des cinq dernières années au moins, fait l'objet d'une condamnation pour fraude, été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation, fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires, été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

2.6 Rapport du président sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques pour l'exercice 2015

Mesdames et messieurs les actionnaires,

En complément du rapport de gestion et en application des dispositions de l'article L. 225-68 du code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- de la composition du conseil de surveillance et de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ainsi que des principes et règles de détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux, sujets traités dans les chapitres 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 du présent document ;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par BPCE ;
- des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Le présent rapport a été finalisé sous mon autorité sur la base de la documentation disponible en matière de contrôle interne et de pilotage et de contrôle des risques au sein du groupe.

Il a fait l'objet d'une présentation préalable au comité des risques du 5 février 2016 (s'agissant de la partie relative au contrôle interne et à la gestion des risques) et au comité des rémunérations du 9 février 2016 (s'agissant de la partie consacrée à la gouvernance) puis d'une approbation du conseil de surveillance lors de sa réunion du 10 février 2016.

Les commissaires aux comptes présenteront, dans un rapport joint à leur rapport sur les comptes annuels, leurs observations sur les procédures de contrôle

interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et attesteront l'établissement des autres informations requises par la loi (article L. 225-235 du code de commerce).

INTRODUCTION

Depuis le 4 août 2009, date de mise en place opérationnelle de BPCE, la gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur le directoire et le conseil de surveillance.

Le directoire définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive et optimale la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière et à la stratégie de BPCE et du groupe. Il est responsable de la maîtrise des risques et en répond devant le conseil de surveillance. Il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies en matière de risques de toute nature. Conjointement avec les responsables des fonctions de contrôle du groupe, il informe régulièrement le comité des risques groupe et le conseil de surveillance des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats du groupe.

Le conseil de surveillance veille conformément au dispositif réglementaire à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les principales limites de risque et s'assure du dispositif de contrôle interne. À cette fin, le conseil prend appui sur un comité des risques groupe, chargé de préparer ses décisions et de lui formuler des recommandations. Les missions, les moyens, la composition et l'activité de ce comité au cours de l'exercice 2015 sont détaillés dans la partie de ce rapport consacré au gouvernement d'entreprise.

2.6.1 Les dispositions appliquées en matière de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne du Groupe BPCE est organisé en conformité, d'une part avec les exigences légales et réglementaires de l'ensemble des textes régissant le groupe et ses activités (notamment le code monétaire et financier et l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne), et d'autre part avec les principes (chartes et normes) et le cadre de gouvernance mis en place dans le groupe.

L'organisation du contrôle interne du Groupe BPCE repose sur quatre principes :

Exhaustivité du périmètre de contrôle

Le dispositif de contrôle interne couvre tous les risques et s'étend à toutes les entreprises du groupe et à toutes les activités, y compris celles qui sont externalisées. Il est adapté en permanence, en cas d'intégration dans le périmètre de nouvelles entreprises ou de modifications dans la nature des risques pris.

Adéquation des contrôles aux types de risques et auditabilité des contrôles

L'adéquation des contrôles suppose :

- des systèmes, méthodes et outils de mesure et suivi des risques qui donnent lieu à des investissements importants ;
- des moyens, notamment humains, adaptés et suffisants en termes quantitatif et qualitatif.

L'auditabilité suppose :

- l'existence d'organigrammes, de définitions de fonctions et de délégations de pouvoirs claires ;
- l'existence de procédures opérationnelles complètes et précises, couvrant l'ensemble des activités, détaillant les responsabilités et types de contrôle, et aisément consultables ;
- la définition de lignes de reporting, dispositifs d'alerte et l'obligation de rendre compte.

Indépendance des contrôles et séparation des fonctions entre prise de risque et contrôle

Les fonctions concourant à l'exercice du contrôle interne sont organisées, à tous niveaux et pour tous les métiers exercés par les entreprises du Groupe BPCE, dans des conditions garantissant :

- la distinction entre les fonctions de front et de back office ;
- l'existence de deux niveaux de contrôle permanent ;
- la distinction entre le contrôle périodique et le contrôle permanent.

Si la responsabilité du contrôle interne de premier niveau incombe en premier chef aux directions opérationnelles ou fonctionnelles, les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16-17 et 28-29 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne rendent compte aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Cohérence du dispositif de contrôle interne – fonctionnement en filière

L'édiction de normes par BPCE, conformément à ses missions légales et aux exigences de surveillance sur base consolidée fixées par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, vise à assurer une approche cohérente et consolidée des risques. Le fonctionnement en filière y concourt aussi : les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne, filiales et autres affiliés, soumis au dispositif réglementaire de surveillance bancaire sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées, par un lien fonctionnel fort aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes : la direction des Risques groupe, la direction de la Conformité et Sécurité groupe, la direction de l'Inspection générale groupe. Ce lien fonctionnel est décrit dans les différentes chartes des filières de contrôle.

Ce type d'organisation est dupliqué dans les entreprises du groupe, elles-mêmes maisons mères.

Les autres fonctions centrales qui contribuent au contrôle permanent (révision comptable, sécurité des systèmes d'information et, dans une certaine mesure, ressources humaines et juridique) sont également organisées en filière.

2.6.2 Organisation générale

AU NIVEAU GROUPE

Le dispositif de contrôle du groupe comme de l'organe central repose sur trois niveaux de contrôle conformément à la réglementation bancaire et aux saines pratiques de gestion : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique, ainsi que la mise en place de filières de contrôle intégrées conformément aux dispositions arrêtées par le directoire de BPCE.

LES ACTEURS DU CONTRÔLE

Contrôle permanent hiérarchique (niveau 1)

Le contrôle permanent hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne, est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous la supervision de leur hiérarchie.

Ces services sont notamment responsables de :

- la vérification du respect des limites de risques, des procédures de traitement des opérations et de leur conformité ;
- la déclaration des incidents de risques opérationnels constatés et de l'élaboration des indicateurs d'activité nécessaires à l'évaluation des risques opérationnels ;
- la justification des soldes comptables résultant des mouvements des comptes concernés par les opérations initiées dans ces services.

En fonction des situations et activités et le cas échéant conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle *ad hoc* de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent concernées.

Contrôle permanent par des entités dédiées (niveau 2)

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 13 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne est assuré par des entités dédiées exclusivement à cette fonction que sont la direction de la Conformité et Sécurité groupe et la direction des Risques groupe.

D'autres fonctions centrales concourent au dispositif de contrôle permanent : en particulier la direction Finances groupe en charge du contrôle comptable, la direction Juridique, le pôle Opérations en charge de la sécurité des systèmes d'information et la direction des Ressources humaines groupe pour certains aspects touchant à la politique de rémunération.

Contrôle périodique (niveau 3)

Le contrôle périodique au sens de l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne est assuré par l'Inspection générale groupe, relayée par la filière audit sur toutes les entités et activités, y compris le contrôle permanent.

LES FILIÈRES

Des filières de contrôle permanent et périodique intégrées au sein du groupe sont mises en place. Trois directions de contrôle permanent et de contrôle périodique sont instituées au sein de l'organe central qui anime ces filières : la direction des Risques groupe et la direction de la Conformité et Sécurité groupe pour le contrôle permanent et la direction de l'Inspection générale groupe pour le contrôle périodique. Les fonctions de contrôle permanent et périodique, localisées au sein des affiliés et filiales, soumises au dispositif de surveillance bancaire, sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées, par un lien fonctionnel fort aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes et de manière hiérarchique à l'exécutif de leur entité (voir filière audit). Ce lien recouvre en particulier un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables

des fonctions de contrôle permanent ou périodique chez les affiliés et filiales directes, des obligations de reporting, d'information et d'alerte, l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des référentiels, la définition ou l'approbation de plans de contrôle. Ces liens ont été formalisés au travers de chartes couvrant chacune des filières. L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE.

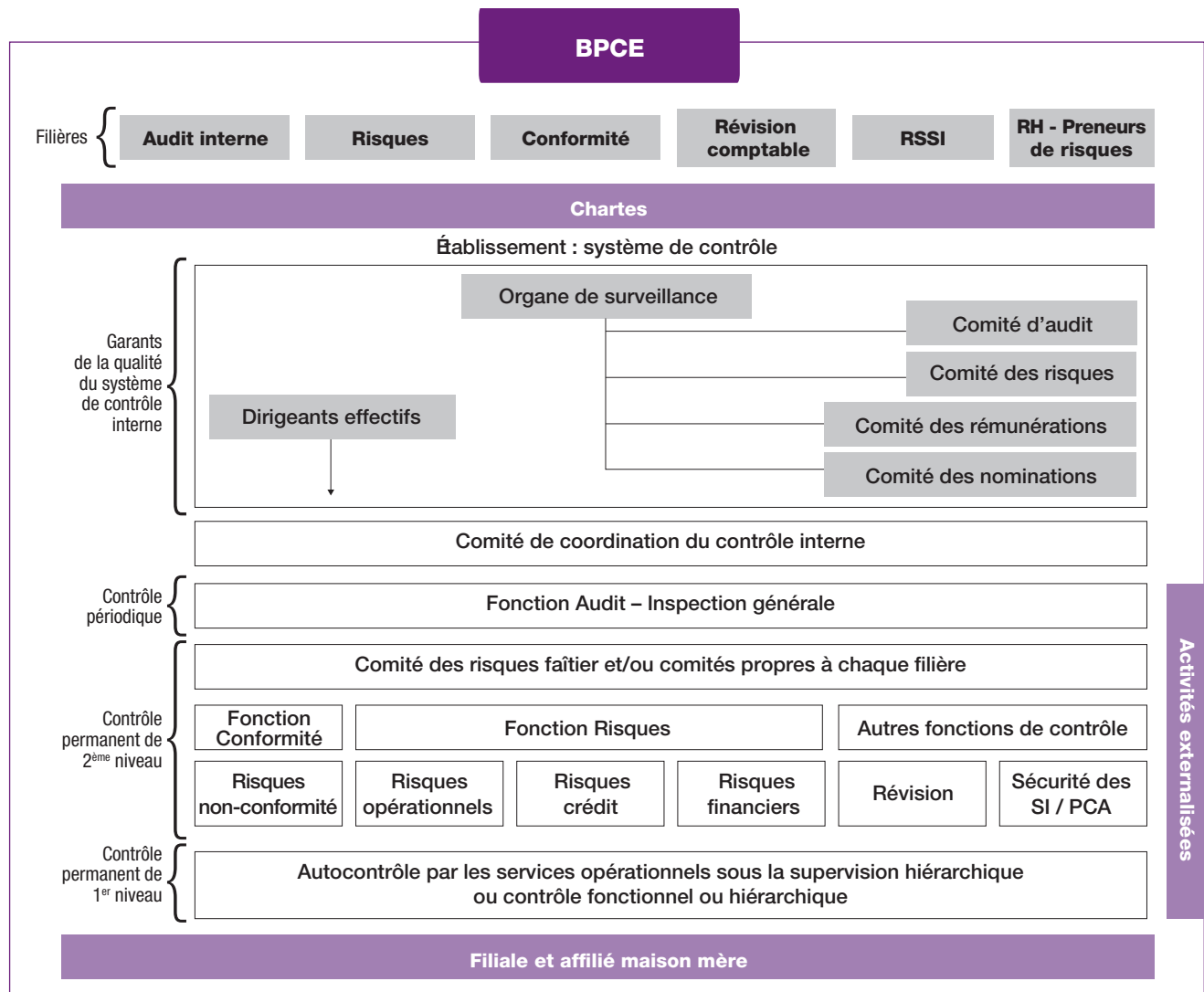
Comme évoqué plus haut, le dispositif est complété par les filières révision comptable, sécurité des systèmes d'information et, dans une certaine mesure, ressources humaines et juridique.

Postérieurement à la clôture de l'exercice au 31/12/2015, le Groupe BPCE a engagé une modification de l'organisation du contrôle interne : Jacques Beyssade, directeur des Risques groupe, a rejoint le comité de direction générale du Groupe BPCE en qualité de directeur général adjoint à compter du 15 février 2016. Outre les fonctions risques, placées sous son autorité depuis 2015, il supervisera désormais les fonctions conformité, sécurité et révision finances. Les équipes de sécurité des systèmes d'information lui seront par ailleurs rattachées à titre fonctionnel. Il aura pour mission, d'ici fin juin 2016, de créer et de diriger la future direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP), après avis des instances représentatives du personnel.

Cette nouvelle direction viendra renforcer, en les regroupant, l'ensemble des filières en charge du contrôle permanent au sein du groupe.

ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE BPCE

➔ ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE BPCE



Comité de coordination du contrôle interne

Le président du directoire de l'organe central est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent.

Un comité de coordination du contrôle interne groupe (CCCIG) se réunit périodiquement sous la présidence du président du directoire de BPCE ou de son représentant.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne du groupe, ainsi qu'aux résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle du groupe ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité du groupe et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent de l'organe central.

Participent à ce comité le membre du directoire en charge des Finances, des Risques et des Opérations, les responsables des fonctions de contrôle périodique (Inspection générale groupe) et permanent (direction des Risques groupe, direction de la Conformité et Sécurité groupe), le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), ainsi que le responsable au sein de la direction Finances groupe en charge d'animer la filière de révision comptable. Le membre du directoire en charge de la Banque commerciale et de l'Assurance est invité permanent. Le cas échéant, ce comité peut entendre des responsables opérationnels, sur les mesures prises par eux en vue de mettre en application les recommandations issues des corps de contrôle internes comme externes.

Comité des risques Groupe BPCE : comité faïtier

Son périmètre couvre l'ensemble du groupe (organe central, réseaux, toutes filiales).

Il fixe les grandes lignes de la politique de risques, statue sur les plafonds et limites globaux du groupe et par établissement, valide les seuils de délégation

des autres comités, examine les principales zones de risques du groupe et par établissement, revoit les reportings risques consolidés, valide les plans d'action risques concernant la mesure, la surveillance, la maîtrise des risques et les principales normes et procédures de risques du groupe. Il assure un suivi des limites (arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne art. 226), notamment lorsque les limites globales sont susceptibles d'être atteintes (arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne art. 229).

Les limites globales de risques sont revues au moins une fois par an et présentées au comité des risques groupe (arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne art. 224). Le comité faïtier propose au comité des risques du conseil de surveillance les critères et seuils permettant d'identifier les incidents à porter à la connaissance de l'organe de surveillance (arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne art. 98 et 244). Il informe deux fois par an le comité des risques groupe des conditions dans lesquelles les limites fixées sont respectées (arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne art. 252).

Parallèlement, plusieurs comités ont vocation soit à définir les normes communes méthodologiques, de mesure, de contrôle, de reporting et de consolidation pour l'ensemble des risques dans le groupe, soit à statuer sur les projets risques à composante informatique.

Comités propres à chaque filière

Comités des risques de crédit/d'engagement

Plusieurs types de comité ont été mis en place pour maîtriser les risques de crédit sur l'ensemble du périmètre du groupe, avec des périodicités variables selon leur rôle (analyse *a posteriori* ou décisionnaire) et leur périmètre d'intervention.

Comités des risques financiers

De la même façon, le groupe a institué des comités décisionnaires et de surveillance tant sur les risques de marché que sur les risques de bilan, avec des périodicités de réunion adaptées aux besoins des établissements et du groupe.

Des comités finances sont par ailleurs plus particulièrement dédiés à normaliser le référentiel sur l'information comptable et financière au sein du groupe et sur le contrôle de cette information ainsi qu'à définir l'orientation de la communication du groupe auprès de la communauté financière, avec les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir sa signature sur les marchés.

Comité des risques opérationnels

Ce comité réunit, à une fréquence trimestrielle, les différentes lignes métiers du groupe, qui contribuent à la cartographie consolidée des risques (Conformité, Risques, Sécurité des systèmes d'information, Continuité de l'activité et Révision). Il a vocation à valider, sur le périmètre du groupe, la cartographie des risques opérationnels, les plans d'action et à effectuer une surveillance consolidée du niveau des pertes, incidents et alertes, incluant les déclarations adressées à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) au titre de l'article 98 de l'arrêté A-2014-11-03 pour le risque opérationnel.

2.6.3 Contrôle périodique

ORGANISATION ET RÔLE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

Missions

Conformément aux responsabilités qui incombent à l'organe central et en raison des règles de solidarité collective, l'Inspection générale du groupe est chargée de vérifier périodiquement le bon fonctionnement de tous les établissements du groupe et fournit aux dirigeants du groupe une assurance raisonnable de leur solidité financière.

Elle s'assure dans ce cadre de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement de leur dispositif de contrôle permanent et la maîtrise de leurs risques. Le périmètre de l'Inspection générale couvre tous les risques, tous les établissements et toutes les activités, y compris celles qui sont externalisées.

Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux organes exécutifs et délibérants des entités et du groupe :

- de la qualité de la situation financière ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- du respect des lois, des règlements, des règles du groupe ou de chaque entreprise ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattachée au président du directoire, la direction de l'Inspection générale groupe exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles et de contrôle permanent.

Représentation dans les instances de gouvernance et les comités des risques groupe

Afin de pouvoir exercer sa mission et contribuer efficacement à la promotion d'une culture du contrôle, l'Inspecteur général du groupe participe, sans voix délibérative, aux comités clefs de l'organe central relatifs à la maîtrise des risques.

Comme indiqué plus haut, l'Inspecteur général est membre du comité de coordination du contrôle interne groupe et est invité permanent du comité des risques et du comité d'audit de BPCE, du comité des risques et du comité d'audit de Natixis et des principales filiales du groupe (BPCE International, Crédit Foncier, Banque Palatine).

Périmètre d'action

Pour remplir sa mission, l'Inspection générale du groupe établit et tient à jour un inventaire du périmètre d'audit du groupe, qui est défini en coordination avec les audits internes des établissements du groupe.

Elle s'assure que l'ensemble des établissements, des activités et des risques correspondants est couvert par des audits complets, réalisés selon des cycles dont la périodicité est définie en fonction du niveau de risques global de chaque établissement ou de chaque activité et qui en tout état de cause ne peut excéder quatre ans au maximum pour les activités bancaires.

Dans ce cadre, l'Inspection générale du groupe prend en compte non seulement ses propres interventions, mais aussi celles réalisées par les autorités de tutelle et les directions d'Audit interne.

Le programme annuel d'audit de l'Inspection générale du groupe est validé par le président du directoire. Il est également examiné par le comité des risques du groupe. Ce dernier s'assure que ce programme d'audit permet une couverture satisfaisante du périmètre d'audit du groupe dans un cadre pluriannuel et peut recommander toutes mesures à cet effet. Il rend compte de ses travaux au conseil de surveillance du groupe.

Reporting

Les missions de l'Inspection générale du groupe donnent lieu à la formulation de recommandations priorisées par ordre d'importance, lesquelles font l'objet d'un suivi régulier au minimum semestriel.

L'Inspection générale rend compte des conclusions de ses travaux aux dirigeants des entreprises auditées et à leur organe de surveillance. Elle rend aussi compte au président du directoire, au comité des risques et au conseil de surveillance de BPCE. Elle fournit à ces derniers un reporting sur la mise en œuvre de ses recommandations majeures ainsi que de celles de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Elle veille à l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctrices décidées dans le cadre du dispositif de contrôle interne conformément à l'article 26 de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne et peut saisir le comité des risques du conseil de surveillance en l'absence d'exécution de ces mesures.

Elle coordonne le planning de rédaction des rapports réglementaires.

Relation avec les directions de Contrôle permanent de l'organe central

L'Inspecteur général du groupe entretient, au sein de l'organe central, des relations régulières et procède à des échanges d'informations avec les responsables des unités qui composent le périmètre d'inspection et plus particulièrement avec les directions en charge du contrôle de second niveau.

Il appartient aux responsables de ces directions d'informer rapidement l'Inspecteur général de tout dysfonctionnement ou de tout incident majeur dont ils ont connaissance. De même, ce dernier, ainsi que les directeurs des Risques groupe et de la Conformité et Sécurité groupe s'informent rapidement et réciproquement du lancement de toute inspection ou de toute procédure disciplinaire des autorités de tutelle ou plus généralement de tout contrôle externe dont ils ont connaissance.

Travaux réalisés en 2015

Dans le cadre du cycle complet d'investigations qu'elle mène sur une durée en moyenne de quatre ans, et en s'appuyant sur un *risk assessment* qu'elle met régulièrement à jour pour chaque établissement, l'Inspection générale a réalisé son plan d'audit pour l'essentiel conformément aux prévisions, en procédant à quelques adaptations liées à des réorganisations en cours dans les entités initialement prévues au plan ou à des priorités réglementaires. Elle a également assuré un suivi semestriel de la mise en œuvre des recommandations émises par elle-même, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et le Mécanisme de surveillance unique (MSU). En application de l'article 26 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, le dispositif d'alerte, au niveau de l'Inspection générale groupe, permet de rendre compte au comité des risques des retards importants dans la mise en œuvre de ces recommandations.

FILIÈRE AUDIT

Organisation de la filière audit

La direction de l'Inspection générale groupe exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier. Ses modalités de fonctionnement – à des fins de surveillance consolidée et d'utilisation optimale des moyens –, sont précisées dans une charte approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009.

Cette organisation a pour but d'assurer la couverture de toutes les unités opérationnelles ou fonctionnelles du groupe sur un nombre d'exercices aussi limité que possible, ainsi qu'une complémentarité efficace entre les interventions des audits internes des entités.

Les directions d'Audit interne des affiliés et des filiales directes sont rattachées à l'Inspection générale groupe par un lien fonctionnel fort et, de manière hiérarchique, à l'exécutif de leur entité.

Ce lien fonctionnel fort se matérialise notamment par les règles suivantes :

- la nomination ou le retrait de fonction des directeurs de l'Audit interne des affiliés ou filiales directes sont soumis à l'accord préalable de l'Inspecteur général du groupe ;
- l'existence d'une charte d'audit groupe unique au sein du groupe. Elle définit la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation générale de la filière audit interne dans le dispositif global de contrôle interne et s'applique à toutes les entreprises du groupe surveillées sur base consolidée ; cette charte est déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations) ;
- l'Inspection générale du groupe s'assure que les directions de l'Audit interne des entités disposent des moyens nécessaires à l'exercice de leur mission ; le budget et les effectifs de ces services sont fixés par l'exécutif des affiliés et filiales, en accord avec l'Inspection générale du groupe ;
- les services d'audit interne des entités appliquent les méthodes d'inspection définies par l'Inspection générale du groupe, établies en concertation avec eux ;
- les programmes pluriannuels et annuels des directions de l'Audit interne des établissements du groupe sont arrêtés en accord avec l'Inspection générale groupe et consolidés par elle ; l'Inspection générale du groupe est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification du périmètre ;
- les rapports d'audit interne des établissements sont communiqués à l'Inspection générale du groupe, au fur et à mesure de leur diffusion ;
- les rapports de vérification des autorités de tutelle, relatifs aux entités, ainsi que les lettres de suite correspondantes et les réponses à ces lettres, de même que les procédures de sanction, sont communiqués à l'Inspection générale du

groupe dès leur réception ou leur émission lorsqu'ils sont adressés directement à l'établissement ;

- l'Inspection générale du groupe est informée dans les meilleurs délais du lancement des missions réalisées par les différents régulateurs sur les entités et leurs filiales, ainsi que de toute procédure à leur rencontre ;
- les rapports annuels des entités établis en application des articles 258 à 264 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne sont adressés à l'Inspection générale du groupe qui en assure la diffusion auprès des autorités de tutelle.

Ce type d'organisation est dupliqué chez les filiales et affiliés en position de maisons mères.

Les règles régissant le pilotage de la ligne métier Inspection entre Natixis et l'organe central s'inscrivent dans le cadre de la filière audit du groupe.

Compte tenu de la taille et la nature des activités de cette filiale, l'Inspection générale groupe et celle de Natixis se partagent la couverture du périmètre d'audit et interviennent en complémentarité dans le cadre des missions d'audit qu'elles conduisent. Un comité de coordination se tient régulièrement, entre les deux inspections. Il est en charge de toutes les questions relatives au fonctionnement de la ligne métier Inspection organisée entre l'organe central actionnaire d'une part et le groupe Natixis d'autre part.

Travaux réalisés en 2015

L'Inspection générale de BPCE met régulièrement à jour les normes et méthodes d'audit, sur la base des meilleures pratiques. À l'occasion de la prise d'effet de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, elle a en particulier engagé un chantier de mise à jour de la charte d'audit groupe et des différentes normes destinées à définir des règles homogènes d'appréciation de l'organisation et des travaux des directions d'Audit dans les différentes entités du Groupe BPCE.

Parallèlement, l'outil de suivi des recommandations, commun à l'ensemble des entités du groupe depuis fin 2014, s'est enrichi dans ses fonctionnalités, à destination des auditeurs comme des audités. En outre, le travail d'élaboration et de mise à jour des guides d'audit engagé depuis 2010 s'est poursuivi pour tenir à jour un corpus de guides homogènes couvrant les domaines les plus communément audités et en particulier la protection de la clientèle. Complétés par des annexes et une base documentaire, ces guides d'audit sont principalement accessibles via l'intranet de la filière audit du groupe et/ou le serveur partagé de l'Inspection générale groupe.

L'Inspection générale groupe et l'Inspection générale de Natixis ont poursuivi leur coordination étroite, tant dans l'harmonisation de la cotation et l'appréciation du suivi des recommandations que dans la synchronisation des macroplannings annuels respectifs sur un périmètre d'unités auditables commun. Elles s'appuient notamment sur une démarche de *risk assessment* partagée, une élaboration conjointe des plans d'audit et une conception commune de champs d'investigations/référentiels d'audit.

2.6.4 Mesure et surveillance des risques

DIRECTION DES RISQUES DU GROUPE BPCE

L'année 2015 a notamment été marquée par la déclinaison de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, en lien avec la gouvernance, l'organisation et les process du Groupe BPCE. Un chantier dédié aux risques repris dans ce texte réglementaire en a permis une meilleure articulation avec le dispositif d'appétit au risque du groupe.

Plus globalement, la direction des Risques du Groupe BPCE assure la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques, en application dudit arrêté. Elle veille à ce que le dispositif de maîtrise des risques soit efficace, exhaustif et homogène et à ce que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations de l'activité, notamment les objectifs et les moyens, du groupe et de ses établissements dont la filière de gestion des risques.

Dans le cadre de ses prérogatives, la direction des Risques :

- propose au directoire et au conseil de surveillance un dispositif d'appétit au risque pour le groupe, en assure la mise en œuvre et le déploiement dans chaque entité significative ;
- contribue à l'élaboration des politiques des risques sur base consolidée, instruit le dispositif des plafonds globaux de risques, prend part aux réflexions sur l'allocation des fonds propres, et assure la conformité de la gestion des portefeuilles avec ce dispositif de limites et d'allocations ;
- accompagne le directoire du Groupe BPCE dans l'identification des risques émergents, des concentrations et autres développements adverses, ainsi que dans l'élaboration de la stratégie ou la révision de l'appétit au risque ; réalise des stress tests visant à appréhender les zones de risques et la résistance du groupe à différents scénarii de chocs ;
- définit et met en œuvre les normes et méthodes permettant, sur base consolidée, la mesure des risques, la tenue de la cartographie des risques, l'approbation de la prise de risques, le contrôle et le reporting des risques, ainsi que la conformité aux textes réglementaires relatifs aux risques ;
- évalue et contrôle le niveau du risque à l'échelle du groupe ;
- assure la surveillance permanente par la détection des dépassements de limites et le suivi de leurs résolutions, la centralisation et le reporting prospectif des risques sur base consolidée ;
- assure la surveillance de second niveau de certains processus d'établissement des résultats de l'entreprise, et met en œuvre un dispositif groupe de contrôle permanent des risques de second niveau traitant des thématiques liées à la gouvernance, l'organisation, les travaux des filières de gestion des risques ainsi que le déploiement des référentiels ;
- pilote le système d'information risques, en coordination étroite avec les directions informatiques, en définissant les normes à appliquer pour la mesure, le contrôle, le reporting et la maîtrise des risques ;
- entretient un lien fonctionnel fort avec la filière de gestion des risques, en participant ou en étant destinataire des travaux des comités des risques locaux, en animant la filière et en accompagnant tout nouveau dirigeant ou directeur des Risques, en rencontrant les dirigeants et/ou les directions des Risques localement.

PRINCIPAUX TYPES DE RISQUES

Risques de crédit

Organisation

La mesure des risques repose sur des systèmes de notation adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opérations, dont la direction des Risques du Groupe BPCE assume la définition et le contrôle de performance.

La prise de décision au sein du groupe s'exerce dans le cadre de plafonds réglementaires, d'un dispositif de plafonds internes groupe et de limites afférentes aux principaux groupes de contreparties (société constituée de ses filiales) sur base consolidée, et d'un principe d'analyse contradictoire ou contre-analyse faisant intervenir la fonction risques, avec pouvoir de veto d'où droit d'appel pouvant donner lieu à saisine du comité de crédit de niveau supérieur, ou du délégataire dûment habilité. La prise de décision dans chaque entité du Groupe BPCE s'exerce dans le cadre de procédures de délégation.

La direction des Risques réalise pour le comité risques groupe de BPCE la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires au niveau du groupe au titre du règlement n° 93-05 du 21 décembre 1993 relatif au contrôle des grands

risques. Le contrôle du respect des plafonds internes et des limites fait l'objet d'un suivi régulier en comité exécutif des risques groupe et dans les comités d'audit et des risques du conseil de surveillance.

Au sein du Groupe BPCE, une méthodologie de notation interne commune aux deux réseaux et aux principales filiales (spécifique à chaque segment de clientèle) est appliquée pour la clientèle de détail « particuliers et professionnels » ainsi que pour les segments « entreprises », « banques centrales et autres expositions souveraines », « administrations centrales », « secteur public et assimilé » et « établissements financiers ».

La prévention et la surveillance des risques au sein du groupe porte d'une part sur la qualité des informations, nécessairement compatible avec une correcte évaluation des risques, et d'autre part sur le niveau et l'évolution des risques pris. Le respect de l'application des normes et de la qualité des données est piloté par des monitorings mis en place sur les classes d'actifs pour lesquels les outils sont communs aux deux réseaux Caisse d'Epargne et Banque Populaire et aux principales filiales. Les équipes surveillance assurent, quant à elles, l'actualisation de la surveillance sectorielle au travers d'une veille sur les secteurs d'activité définis comme sensibles et en lien avec le département pilotage consolidé et modèles, les analyses de portefeuille permettant l'identification des principales concentrations de risques.

Les différents niveaux de contrôle, au sein du groupe, s'exercent sous la supervision de la direction des Risques, également en charge du reporting de synthèse consolidé auprès des différentes instances.

Les affaires sensibles (affaires gérées en *watchlist*) et la politique de provisionnement sur les principaux dossiers partagés entre plusieurs entités (dont Natixis) font l'objet d'un examen régulier dans le cadre du comité *watchlist* et provisions groupe.

Enfin, la direction des Risques anime la filière risques de crédit, notamment au travers de journées nationales et de groupes de travail thématiques.

Travaux réalisés en 2015

La direction des Risques du Groupe BPCE a, dans le cadre du comité de crédit groupe, procédé au renouvellement des limites groupe des contreparties bancaires, entreprises, secteur public territorial, foncières, professionnels de l'immobilier et négociants en matières premières, et enrichi ce dispositif avec des limites sur les souverains et pays.

Afin de compléter son dispositif de pilotage des risques de crédit, le Groupe BPCE dispose de politiques de risque sur les segments majeurs et structurants pour le groupe : politique crédit habitat, politique prêts à la consommation, politique des professionnels de l'immobilier et politique LBO (*leveraged buy-out*). L'exercice 2015 a été l'occasion de définir une nouvelle politique groupe relative aux participations immobilières.

Le dispositif sectoriel existant, dont la vocation est de définir des recommandations sur les secteurs les plus sensibles pour les établissements du groupe, a fait l'objet d'une revue annuelle et a été enrichi par les secteurs communications et médias, boulangeries et pharmacies. La classe d'actifs financements spécialisés de l'immobilier a vu son dispositif être renforcé.

En parallèle, plusieurs analyses sectorielles ont été réalisées au cours de l'exercice 2015 :

- une revue des opérations de financements à effet de levier, partagée avec le superviseur européen ;
- un examen approfondi des expositions sur le secteur public international, activité en gestion extinctive, a également été réalisé ;
- un focus sur les expositions portées sur le secteur des énergies fossiles, dont les prix ont fortement chuté, a été présenté au comité des risques.

La direction des Risques a également initié plusieurs chantiers transverses visant à renforcer les bonnes pratiques au sein du groupe, sur des sujets tels que les garanties.

Enfin le contrôle sur la revue des principaux dossiers des réseaux a été renforcé dans le cadre du dispositif *ex post*, et les délégations des filiales Crédit Foncier, Banque Palatine et BPCE International ont été revues.

Risques de marché

Organisation

La direction des Risques intervient dans les domaines de la mesure des risques, de la définition et du suivi des limites et dans la surveillance des risques de marché avec les missions suivantes :

- pour la mesure des risques :
 - fixer les principes de mesure des risques de marché, validés ensuite par les différents comités risques compétents,
 - mettre en œuvre les outils nécessaires à la mesure des risques sur base consolidée,
 - produire des mesures de risques, notamment celles correspondant aux limites opérationnelles de marché ou s'assurer de leur production dans le cadre de la filière risques,
 - déterminer des politiques de réfaction de valeurs ou les déléguer aux directions des Risques des établissements concernés, et centraliser l'information,
 - assurer la validation de second niveau des résultats de gestion et des méthodes de valorisation de la trésorerie ;
- pour la définition et le suivi des limites :
 - instruire le dispositif et la fixation des limites (plafonds globaux et le cas échéant les limites opérationnelles) décidées au sein des différents comités risques compétents, dans le cadre du processus d'analyse contradictoire des risques,
 - examiner la liste de produits autorisés dans les établissements concernés ainsi que les conditions à respecter, et la soumettre pour validation au comité des risques de marché compétent,
 - instruire les demandes d'investissements dans les produits financiers ou dans les nouveaux produits de marché ou activités, des établissements bancaires concernés, dans le cadre du comité nouveaux produits de marché,
 - s'assurer de l'harmonisation des dispositifs d'encadrement des compartiments portefeuilles de négociation et portefeuilles moyen et long termes des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne (les indicateurs de suivi, la fixation des limites sur ces indicateurs, le process de suivi et de contrôle, ainsi que les normes de reporting) ;
- pour la surveillance des risques de marché :
 - consolider la cartographie des risques groupe,
 - assurer ou veiller à la surveillance quotidienne des positions et risques au regard des limites allouées (plafonds globaux et limites opérationnelles) et des seuils de résilience définis, organiser le dispositif de décision en matière de dépassements et assurer ou veiller à la surveillance permanente des dépassements et de leur résolution,
 - élaborer le tableau de bord consolidé destiné aux différentes instances.

En outre, la direction des Risques anime la filière risques de marché, notamment au travers de journées nationales et de groupes de travail thématiques.

Travaux réalisés en 2015

En 2015, sur le périmètre bancaire, le dispositif d'encadrement de la réserve de liquidité (HQLA) a été étendu à la classe actions, en permettant en fin d'année

aux établissements d'investir sur un OPCVM en actions éligible à la réserve de liquidité. Cette poche vient ainsi diversifier les investissements réalisés sur la constitution de la réserve de liquidité du groupe.

Sur le portefeuille obligataire, le dispositif d'encadrement a été renforcé avec la définition d'un seuil de résilience. Il fait l'objet de limites en stress tests de spread de crédit par secteur et en global (souverain, corporate, covered bonds) d'une part, et de limites de diversifications et de concentrations (pays, secteur, émetteur, ratio d'emprise) d'autre part. Un reporting mensuel de suivi des risques, produit par l'organe central, est adressé à l'ensemble des établissements du groupe.

Dans un contexte réglementaire évolutif, la direction des Risques a réalisé plusieurs chantiers structurants pour le groupe :

- *Prudent valuation* ou valorisation prudente : élaboration des méthodologies de mesures des AVA (Ajustements Additionnels de Valeurs) en approche *core* pour s'assurer de la valorisation prudente du portefeuille, c'est-à-dire que la valeur des instruments consécutifs au déboucement ou à la couverture des positions dans des conditions normales de marché est définie avec un seuil de confiance de 90 %. L'estimation de cet impact est prise en compte dans les états COREP du groupe depuis le 30 septembre 2014, en avance de phase par rapport à l'exigence réglementaire (31 mars 2015) ;
- loi française de séparation et de régulation des activités bancaires : la cartographie des activités de marché du Groupe BPCE a été actualisée en 2015. Elle fait apparaître quarante-cinq unités internes faisant l'objet d'une exemption au sens de la loi no 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires. Depuis mai 2015, sur la base de cette cartographie, le Groupe BPCE calcule, à fréquence trimestrielle, les indicateurs requis conformément à l'article 6 de l'arrêté du 9 septembre 2015. Les travaux menés par le groupe n'ont pas donné lieu à la création d'une filiale spécifique (cf. chapitre 3 Gestion des risques) ;
- de manière conjointe aux travaux relatifs à la loi de séparation bancaire, un programme de conformité renforcé issu de *la Volcker rule* (sous-section de la loi américaine *Dodd-Frank Act*) a été adopté à partir de 2015 sur le périmètre du groupe BPCE SA.

En outre, suite au transfert en septembre 2014, du portefeuille de titrisations du Crédit Foncier à BPCE, la direction des Risques effectue un suivi de ce portefeuille au travers de différents tests (stress test des risques pondérés (RWA) et stress test crédit afin d'ajuster le montant de la provision collective). Les lignes les plus fragiles font l'objet d'une revue individuelle à l'occasion du comité *watchlist*. Par ailleurs, le plan de cession défini et piloté par la direction Finances groupe fait l'objet d'un suivi régulier par la direction des Risques au travers de points bimensuels. Enfin, l'évolution des encours, de la qualité de crédit sont reprises dans une revue trimestrielle effectuée par la direction des Risques.

Des travaux ont enfin été engagés pour contribuer, au titre des risques de marché, au dispositif d'appétit au risque du groupe et à l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, notamment sur le risque d'intermédiation et le risque de règlement/livraison.

Risques de taux, liquidité, change

Organisation

La direction des Risques du Groupe BPCE s'inscrit dans le dispositif de maîtrise des risques structurels de bilan (liquidité, taux et change), en y assurant le contrôle de second niveau. Les points suivants font notamment l'objet de contrôles ou de revues critiques :

- le système d'indicateurs et de limites pour les risques de taux et de liquidité ;
- les paramètres du modèle de remboursements anticipés ;
- les conventions de lois d'écoulement des produits non échancés ;

- la définition des instruments autorisés en couverture des risques de bilan ;
- les indicateurs de mesure des risques de taux et de liquidité ;
- le suivi des limites ainsi que le suivi des plans d'action ;
- les modèles relatifs à l'écoulement des livrets, comptes épargne-logement, de taux des plans épargne-logement ou de change ainsi que les modèles relatifs au provisionnement épargne-logement (modèle de taux, modèles comportementaux...).

La direction des Risques instruit les demandes de limites ALM (*asset liability management*) définies par le comité de gestion actif-passif groupe. Le comité des normes et méthodes risques groupe procède, quant à lui, à la validation des contrôles à mener par la filière risques ALM.

Plus précisément, la direction des Risques contrôle :

- la mesure des indicateurs, calculés selon les normes définies dans le référentiel GAP (gestion actif-passif) groupe ;
- le respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites ;
- la mise en œuvre de plans d'action de réduction de risques pour retour dans les limites.

L'ensemble de ces missions relève de la filière risques de chaque entité sur son propre périmètre, et de la direction des Risques du Groupe BPCE au niveau consolidé. Chaque entité formalise ses contrôles dans un reporting de contrôle de second niveau dans lequel figurent :

- la qualité du dispositif d'encadrement de risques ;
- le respect des limites et le suivi des plans d'action correctifs en cas de dépassement ;
- ainsi que l'analyse de l'évolution du bilan et des indicateurs de risque.

Les équipes validation de la direction des Risques examinent les modèles quantitatifs développés par la direction Finances pour la gestion de la liquidité et des provisions, et présentent les conclusions de sa revue au comité de gestion actif-passif groupe, aux superviseurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

En outre, la direction des Risques anime la filière risques ALM, notamment au travers de journées nationales et de groupes de travail thématiques.

Travaux réalisés en 2015

Dans le cadre de son dispositif de maîtrise et de surveillance des risques structurels de bilan, la direction des Risques groupe a :

- contribué aux mises à jour des référentiels de gestion actif-passif groupe et risques ALM groupe ;
- procédé à la revue des limites en risque de liquidité, de taux et de change ;
- finalisé le déploiement du contrôle de deuxième niveau de BPCE – Société de Financement de l'Habitat (BPCE SFH), structure d'émission d'obligations sécurisées ;
- poursuivi la définition et la mise en place de contrôles relatifs au collatéral embarqué comme garantie dans des dispositifs de refinancement. La direction des Risques suit également l'application des contrôles de deuxième niveau définis dans la charte des contrôles du collatéral relatif aux dispositifs de refinancement. Cette charte s'applique à l'ensemble des établissements du groupe ;
- poursuivi sa contribution à la validation des normes méthodologiques internes au groupe, des spécifications fonctionnelles, ainsi que du calcul des ratios de liquidité Bâle III, LCR (Liquidity Coverage Ratio) et NSFR (Net Stable Funding Ratio) à 1 mois et 1 an. Des contrôles détaillés sont menés à chaque arrêté ; ils portent notamment sur la réserve de liquidité et sur l'analyse des variations pour les principaux postes par bassins (réseau Banque Populaire, réseau Caisse d'Epargne, etc.) ;

- développé, au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, l'utilisation d'un environnement de simulation pour l'outil ALM groupe, qui offre la possibilité de réaliser de nouvelles mesures de risque (simulation des lois d'écoulement ou des scénarios de taux alternatifs par exemple) et permet d'alimenter automatiquement son système de reporting automatisé ;
- réalisé une revue du modèle de taux et des modèles comportementaux des plans épargne – logement en phase épargne utilisés dans le cadre du provisionnement épargne-logement.

Risques opérationnels

Organisation

La direction des Risques du Groupe BPCE contribue à la politique de gestion des risques opérationnels. À ce titre, elle :

- définit et met à jour les référentiels risques opérationnels applicables à l'ensemble des établissements du groupe ;
- réalise et actualise la cartographie des risques reposant sur des normes d'évaluation homogènes sur tout le périmètre du groupe ;
- déploie et contrôle la mise en œuvre du dispositif de surveillance et de maîtrise des risques opérationnels ;
- gère l'outil de collecte des risques opérationnels, des incidents et des pertes, et assiste les établissements dans l'approbation et l'utilisation de l'outil ;
- assure la remontée des incidents significatifs (notamment l'article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne) auprès des instances dirigeantes du groupe ;
- émet des préconisations et suit les plans d'actions curatifs ou préventifs afférents aux incidents majeurs ;
- contribue à la surveillance permanente des risques, en réalisant un reporting de synthèse consolidé auprès des différentes instances ;
- anime la filière risques opérationnels, notamment au travers de journées nationales et de groupes de travail thématiques.

Travaux réalisés en 2015

L'exercice a été marqué par un renforcement de l'animation de la filière risques opérationnels, notamment à travers l'organisation de plusieurs journées nationales dédiées à la filière, de journée régionale, d'échanges et de visites en établissements, pour un accompagnement, un partage des méthodes et des meilleures pratiques.

La coordination avec les autres filières de risques a également fait l'objet d'actions de renforcement, notamment sur la fraude ou en matière de sécurité des systèmes d'information.

Le pilotage a été étendu et de nouveaux outils ont été développés : les reportings internes et à destination de la filière ont été revus et un datamart risques opérationnels est en cours de déploiement fin 2015/début 2016 pour permettre un renforcement du pilotage des incidents.

Afin de poursuivre les travaux de diffusion de bonnes pratiques entre les établissements, l'action a été portée sur la mise en œuvre de plans d'action. En outre, l'analyse de la couverture assurance se poursuit.

Enfin, plusieurs chantiers ont été initiés, notamment sur la valorisation et le suivi des incidents SI, la révision du process inhérent aux incidents graves, etc.

Risques techniques liés aux activités d'assurance

Organisation

La direction des Risques du Groupe BPCE s'assure, en coordination avec le pôle Assurances, de la mise en place effective et du fonctionnement des dispositifs de

suivi des risques assurances (dont techniques) au sein des principaux organismes d'assurance dont le groupe est l'actionnaire de référence, soit : Natixis Assurances dont BPCE Assurances, la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions (CEGC), Prépar Vie ainsi que Coface.

Dans ce cadre, le principe de subsidiarité s'applique, avec des contrôles réalisés en premier lieu par les compagnies d'assurance, puis au niveau des directions des Risques des maisons mères des compagnies (Natixis et BRED Banque Populaire), enfin par la direction des Risques du Groupe BPCE qui informe semestriellement le comité des risques groupe.

Travaux réalisés en 2015

En 2015 les principaux travaux menés avec la filière ont porté sur l'approfondissement des ORSA (*own risk and solvency assesment*) et l'adaptation de la gouvernance :

- coordination de la démarche groupe relative aux stress tests assurance, en particulier les ORSA 2015 ;
- détermination des hypothèses financières détaillées communes aux compagnies (stress tests groupe et ACPR) ; ainsi qu'une analyse des résultats et préconisations ;
- suivi des risques majeurs et des mécanismes de contagion ;
- analyse des interactions réglementaires (Bâle III, Solvabilité II, conglomerat financier) ;
- évolutions dans la gouvernance issue de la création du pôle assurance de Natixis et des accords avec la CNP Assurances.

ANALYSE TRANSVERSALE DES RISQUES

Au-delà d'un suivi des risques individuels et par typologie de risques mené par les filières de risque décrites ci-dessus, la direction des Risques du Groupe BPCE assure également la consolidation des risques du groupe, calcule les risques pondérés de crédit (hors Natixis) et les consolide au niveau groupe, produit des reportings réglementaires (notamment les états COREP crédit, *large exposures*,...), des tableaux de bord internes et notamment un tableau de bord consolidé des risques du groupe participant à la surveillance globale des risques et présentant une cartographie « normée » du profil de risque du groupe par domaine (cartographie des encours pondérés, des risques de crédit et de contrepartie – par segments de clientèle –, des risques de marché, des risques structurels de bilan et des risques opérationnels). Ce dispositif alimente et complète celui dédié à l'appétit au risque mis en place par le groupe.

Elle mène ou coordonne également des analyses transversales des risques au niveau du groupe et, au besoin, pour les entités sur les principaux portefeuilles ou activités du groupe. Finalement, elle a également développé un dispositif semestriel d'analyses prospectives des risques visant à identifier les facteurs économiques de risques (avérés et émergents ; internationaux, nationaux et régionaux), les menaces des environnements (réglementation, etc.) et leurs impacts potentiels pour le groupe. Ces analyses prospectives sont présentées en comité des risques du conseil de surveillance du groupe.

Elle développe des mesures internes des risques de crédit au niveau contreparties et opérations, utilisées dans les décisions de crédit, ainsi que des mesures du risque sur des bases portefeuille (provisions collectives statistiques) et, lorsqu'ils en ont l'autorisation par le superviseur, pour le calcul des encours pondérés de crédit. Elle revoit et valide les modèles de risque développés en interne. Enfin, elle contribue aux travaux de définition du besoin interne de capital (ICAAP) ainsi qu'aux exercices de stress tests de solvabilité internes ou externes dont l'objectif est de mesurer la sensibilité du groupe à un ensemble de facteurs de risques et

sa résilience à un choc sévère, en produisant les impacts en coût du risque et coordonne les contributions de la direction des Risques groupe.

Travaux réalisés en 2015

Dans le cadre de son dispositif de surveillance consolidée des risques, la direction des Risques groupe réalise pour différents comités (comité faitier, comité des risques émanation de l'organe de surveillance, conseil de surveillance) des analyses transversales :

- le renforcement du pilotage consolidé des risques en définissant et formalisant l'appétit pour le risque du Groupe BPCE et en définissant un dispositif approprié d'indicateurs et de limites et le mettant opérationnellement en œuvre en enrichissant le tableau de bord consolidé des risques du groupe. Ce dernier a également été enrichi, en l'adaptant aux enjeux actuels selon les différentes typologies de risques et, dans un objectif d'amélioration continue, des indicateurs ou périmètres complémentaires ont été mis en place ou affinés ;
- deux analyses prospectives des risques, plusieurs analyses approfondies et multi-risques sur les portefeuilles de crédits à la consommation, des professionnels de l'immobilier, de la clientèle PME-ETI, de la clientèle Professionnels ainsi qu'une cartographie transversale des dispositifs de surveillance des risques ;
- la contribution au stress test interne de solvabilité, notamment sur l'estimation du coût du risque.

Les travaux de maintien en conditions opérationnelles des modèles de risque de crédit ont été réalisés avec un focus particulier sur les modèles de la clientèle de détail des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

L'année 2015 a également été fortement marquée par le lancement d'un projet groupe de passage à la norme IFRS 9 et les premiers travaux associés en particulier sur la phase 2 « dépréciations » ainsi que par la poursuite de la mise en œuvre des exigences réglementaires Bâle III, notamment en matière de reportings.

Enfin, la direction des Risques a participé à plusieurs études proposées par les organismes de supervision sur les potentielles évolutions de la réglementation (*QIS*, meilleure appréhension de la comparabilité des modèles de crédit).

Gouvernance et contrôle permanent

Organisation

Reposant sur un lien fonctionnel fort qui la lie à ses affiliés en position de maisons mères, la direction des Risques groupe :

- assure la surveillance de second niveau de certains processus dans l'établissement des résultats de l'entreprise ;
- met en œuvre un dispositif groupe de contrôle permanent des risques de second niveau traitant des thématiques liées à la gouvernance, aux risques, à l'organisation, aux travaux des filières risques ainsi qu'aux déploiements des référentiels, normes et chartes.

Pour mener à bien sa mission, la direction des Risques groupe déploie et exploite un reporting semestriel instruit par les établissements du groupe, visant à s'assurer que les différentes composantes des dispositifs locaux de la filière risque sont correctement déployées et fonctionnent dans des conditions satisfaisantes, notamment au regard de la réglementation bancaire et de la charte risques groupe, actualisée en 2015. Les résultats de ce reporting permettent, notamment, un gain en efficacité opérationnelle et une optimisation des bonnes pratiques au sein du groupe.

Parallèlement, l'organe central a développé un outil de contrôle permanent groupe en collaboration étroite avec les établissements des différents réseaux.

La direction des Risques s'appuie sur cet outil pour la réalisation, la centralisation et l'exploitation des contrôles permanents de second niveau réalisés par les directions des Risques en local. Ce dispositif de contrôle permanent, qui permet de suivre de façon centralisée les différents types de risques (de crédits, financiers, opérationnels et pilotage transverse) des établissements, vient renforcer le dispositif de la direction des Risques.

Un dispositif de contrôle permanent trimestriel des activités dédié au rapport dit « Lagarde » est mis en œuvre de manière spécifique avec les établissements du groupe.

Enfin, un dispositif de contrôle permanent trimestriel de deuxième niveau des activités les plus sensibles de la direction des Risques du Groupe BPCE vient compléter ce dispositif.

Travaux réalisés en 2015

Sur l'année 2015, la direction des Risques du Groupe BPCE a mené plusieurs chantiers structurants venant renforcer le dispositif de contrôle permanent de second niveau du groupe, notamment :

- l'articulation des nouveaux risques de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne et leur correcte appropriation par l'ensemble des établissements, en lien avec le dispositif d'appétit au risque du groupe ou la gouvernance des risques, dans ce nouveau contexte réglementaire et de supervision avec la Banque centrale européenne (cf. chapitre 3 Gestion des risques) ;
- l'actualisation de la charte des risques et la mise à jour du règlement intérieur du conseil de surveillance de BPCE, précisant notamment la séparation entre le comité d'audit et le comité des risques et l'articulation entre ces deux comités ;

Sur cet exercice, la direction des Risques du Groupe BPCE a également enrichi son dispositif de contrôle permanent de second niveau *via* :

- l'actualisation du dispositif de contrôle permanent propre aux activités de la direction des Risques du Groupe BPCE, en cohérence avec l'actualité réglementaire et les chantiers structurants de l'exercice (la *forbearance*, la loi française de séparation et de régulation des activités bancaires, le chantier BCBS 239, etc.) ;
- une analyse enrichie des synthèses semestrielles de l'ensemble des comités des risques des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, visant à un partage des bonnes pratiques et une identification des éventuelles zones de risques ;
- l'enrichissement, du reporting semestriel de contrôle permanent de second niveau adressé par la direction des Risques aux dirigeants et aux directeurs des Risques des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et des filiales ;
- une évolution des indicateurs de l'outil de contrôle permanent du groupe, avec le soutien d'établissements pilotes sur chacune des filières métier (risques de crédit, opérationnels et financiers), en cohérence avec les nouvelles exigences réglementaires ;
- une coordination plus étroite dans la réalisation des reportings réglementaires (reporting Lagarde, arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, rapport trimestriel du directoire au conseil de surveillance, etc.) ;
- un suivi renforcé des recommandations émises par l'Inspection générale groupe. En parallèle, la direction des Risques groupe réalise, sur le périmètre risques du groupe, une synthèse de l'ensemble des rapports émis par l'Inspection générale ou les autorités de contrôle et de supervision, permettant de dégager des tendances et de renforcer, *in fine*, le dispositif de contrôle permanent.

2.6.5 Conformité

La fonction conformité participe au contrôle permanent du groupe. Elle est organisée en filière, entendue comme l'ensemble des fonctions conformité telles que définies dans la charte conformité du groupe, disposant de moyens dédiés, dont les entreprises du groupe sont dotées.

Les entreprises concernées sont l'ensemble des affiliés à BPCE, des filiales directes ou indirectes de ces affiliés, des GIE, des filiales directes ou indirectes de BPCE et de BPCE lui-même. Les filiales sont l'ensemble des entreprises dont les affiliés ou BPCE détiennent directement ou indirectement le contrôle exclusif ou conjoint, et entrant de ce fait dans le périmètre de consolidation.

OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE CONFORMITÉ GROUPE

Objectifs de la filière

La filière conformité assure une fonction de contrôle permanent de second niveau qui, en application de l'article 11 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), est en charge du contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes des entreprises du groupe aux normes légales, réglementaires, professionnelles ou internes applicables aux activités bancaires, financières et d'assurance, afin :

- de prévenir le risque de non-conformité tel que défini à l'article 10-p de l'arrêté précité, comme « le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation

qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationale ou européenne directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance » ;

- de préserver l'image et la réputation du groupe auprès de ses clients, ses collaborateurs et ses partenaires ;
- de représenter le groupe auprès des autorités de régulation et organisations professionnelles nationales et internationales dans tous ses domaines d'expertise.

Dans ce cadre, la filière conformité conduit toute action de nature à renforcer la conformité des opérations réalisées au sein des entreprises du groupe, de ses affiliés, notamment ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, et de ses filiales, dans le respect constant de l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses partenaires.

La filière conformité est chargée de s'assurer du caractère effectif et de la cohérence de l'ensemble des contrôles de conformité, sachant que chaque filière opérationnelle ou de contrôle reste responsable de la conformité de ses activités et de ses opérations.

Principes d'organisation de la filière conformité groupe

Pour assurer son indépendance, la filière conformité, distincte des autres filières de contrôle interne, doit être une fonction indépendante de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Les équipes dédiées à la fonction conformité sont constituées en une direction de la Conformité rattachée hiérarchiquement au président du directoire ou au directeur général de chaque établissement du groupe. Lorsque le directeur ou le responsable de la conformité n'est pas rattaché au président du directoire ou au directeur général, il est admis qu'il soit rattaché au directeur des Risques. Dans ce cas, le directeur des Risques et de la Conformité est hiérarchiquement rattaché au président du directoire ou au directeur général.

Pour les entreprises du groupe ayant le statut d'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement sous juridiction française, la désignation du directeur/responsable de la Conformité est notifiée au Secrétariat général de l'ACPR par BPCE et l'organe de surveillance, conseil d'administration ou conseil d'orientation et de surveillance, en est informé.

Rôle dévolu à BPCE par la loi du 18 juin 2009

La loi fondatrice de BPCE confie à l'organe central une responsabilité en matière d'organisation du contrôle interne, dans le cadre de son article 1^{er}, qui prévoit notamment que l'organe central est chargé :

« - de définir les principes et conditions d'organisation du dispositif de contrôle interne du groupe et de chacun des réseaux ainsi que d'assurer le contrôle de l'organisation, de la gestion et de la qualité de la situation financière des établissements affiliés, notamment au travers de contrôles sur place dans le cadre du périmètre d'intervention défini au 4^e alinéa de l'article L. 511-31. » (source : article 512-107 du code monétaire et financier).

Dans ce contexte, le périmètre du groupe conduit à identifier plusieurs niveaux d'action et de responsabilité complémentaires, au sein de la filière conformité, aux principes d'organisation spécifiques :

- BPCE en tant qu'organe central, pour ses activités ;
- ses affiliés, dont ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ;
- ses filiales, dont Natixis.

Principes d'organisation au niveau de BPCE (en tant qu'entreprise et organe central)

L'organisation de la direction de la Conformité et Sécurité groupe (DCSG) s'inscrit dans le cadre des principes fixés par l'arrêté du 3 novembre 2014 précité, par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers et par la loi instituant BPCE.

La DCSG exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles ainsi que des autres directions de Contrôle interne avec lesquelles néanmoins elle collabore. La DCSG comprend six départements intervenant sur la conformité :

- conformité déontologie, contrôle des services d'investissement (RCSI) ;
- sécurité financière, comprenant le ou les correspondants Tracfin de BPCE ;
- conformité bancaire ;
- conformité assurances ;
- animation de la filière et contrôle permanent ;
- conformité de l'entreprise BPCE.

Le directeur de la DCSG est le responsable du contrôle permanent du risque de non-conformité au sens de l'article 28 de l'arrêté du 3 novembre 2014 précité, tant au niveau de l'organe central que du groupe.

La DCSG exerce ses responsabilités dans le cadre du fonctionnement en filière métier. Dans ce cadre, elle joue un rôle d'orientation et d'impulsion auprès des responsables de la conformité des affiliés et filiales, dont Natixis. Les responsables de la conformité nommés dans les différents affiliés, dont ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, et les filiales directes soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

La DCSG conduit toute action de nature à renforcer la conformité dans l'ensemble du groupe, y compris au sein de l'entreprise. Dans ce cadre, elle édicte des normes, partage des bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants de la filière.

La diffusion de la culture de la maîtrise du risque et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs de la filière.

En conséquence, la DCSG :

- construit le contenu des supports des formations destinées à la filière conformité et gère les interactions avec la direction des Ressources humaines groupe (DRHG) ;
- assure la formation des acteurs de la filière, notamment par des séminaires annuels spécialisés (sécurité financière, conformité déontologie, conformité bancaire, pilotage du contrôle permanent de conformité) ;
- assure la formation des directeurs de la Conformité par des stages appropriés.

La conformité de l'entreprise BPCE est assurée par une équipe dédiée au sein de la direction Conformité et Sécurité groupe.

Principes d'organisation au niveau des entreprises

Chez les affiliés, en particulier ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, et chez les filiales directes, dont Natixis, le responsable de la conformité est hiérarchiquement rattaché au président du directoire, au directeur général ou au directeur Risques et Conformité.

L'organisation type d'une direction ou d'une entité en charge de la conformité comprend au moins deux unités spécialisées sur chacun des domaines (cf. ci-dessous « Principales missions par domaine d'activité ») relatifs à :

- la conformité déontologie, avec le RCSI ;
- la sécurité financière, avec le(s) correspondant(s) et le(s) déclarant(s) Tracfin (cellule française de lutte anti-blanchiment qui dépend du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie).

Par ailleurs, la direction ou l'entité en charge de la conformité désigne un ou plusieurs collaborateurs comme correspondant de la DCSG pour les domaines suivants :

- la conformité bancaire ;
- la conformité assurances ;
- le contrôle permanent de conformité.

Chaque entreprise du groupe dispose de son propre processus d'approbation préalable et systématique des nouveaux produits ou transformations significatives opérées sur les produits préexistants au sens de l'article 35 de l'arrêté du 3 novembre 2014 précité.

Les produits commercialisés par une seule entreprise relèvent de ce processus d'approbation. Lors du lancement d'un nouveau produit ou processus, la fonction conformité de l'entreprise se rapproche, s'il y a lieu, de la DCSG.

En matière de formation de ses collaborateurs, la direction ou l'entité en charge de la conformité veille à :

- contribuer aux actions de formation initiées par BPCE ;
- inscrire des collaborateurs aux séminaires de BPCE ;
- relayer localement les formations de la filière conformité.

Ainsi qu'il est précisé dans la charte du contrôle interne groupe, les autres fonctions en charge du contrôle permanent (révision comptable, responsable SSI ou RSSI, responsable plan d'urgence et de poursuite d'activité ou RPCA) peuvent être placées sous la supervision fonctionnelle d'un responsable du contrôle permanent, par exemple le directeur/responsable de la Conformité.

PRINCIPAUX DOMAINES DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

Principales missions par domaine d'activité

Les principales missions de la filière conformité du groupe se répartissent entre les domaines suivants :

Sur le périmètre de la conformité

DÉONTOLOGIE DES MARCHÉS FINANCIERS ET RESPECT DES NORMES PROFESSIONNELLES

Ce domaine couvre la déontologie des activités financières, telle que définie par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF) ainsi que, de manière plus large, la prévention des conflits d'intérêts, le respect de la

primauté des intérêts du client, le respect des règles de place et des normes professionnelles des métiers bancaires et financiers, et enfin les règlements et normes internes en matière de déontologie. Il comprend la responsabilité du contrôle des services d'investissement et le fonctionnement de la sous-filière des responsables de la conformité des services d'investissement (RCSI).

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Ce domaine couvre la prévention et la surveillance de la délinquance financière, notamment la lutte anti-blanchiment, la lutte contre le financement du terrorisme, le respect des embargos et la coordination de la lutte contre la fraude interne et externe. Il comprend le fonctionnement de la sous-filière des correspondants auprès du service Tracfin (traitement et action contre les circuits financiers clandestins).

L'implication de BPCE dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

En tant qu'organe central des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne depuis août 2009, BPCE occupe une place prépondérante dans la définition et la mise en œuvre des normes et procédures anti-blanchiment du groupe. Depuis le rapprochement entre la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, le périmètre des activités du nouveau groupe a évolué et, simultanément, la réglementation s'est considérablement renforcée avec la transposition en droit français de la troisième directive européenne relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment et de financement du terrorisme.

Suite à la révision des recommandations du groupe d'action financière (GAFI) en 2012, une quatrième directive européenne a été publiée (directive UE 2015/849 du 20 mai 2015). Dans le cadre des travaux de place, BPCE suit et anticipe sa mise en œuvre.

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes au sein du Groupe BPCE repose sur :

- une culture d'entreprise ;
- une organisation ;
- des traitements adaptés ;
- une supervision de l'activité par les dirigeants.

Une culture d'entreprise

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, a pour socle :

- des principes de relations avec la clientèle qui préviennent le risque et formalisent la connaissance – client de chaque établissement ;
- un dispositif harmonisé de formation des collaborateurs du groupe, avec une périodicité bisannuelle, dispositif qui s'est encore renforcé depuis 2013 avec la mise en place de formations spécifiques à la filière Sécurité financière ;
- une information et une animation régulières du personnel autour des risques de blanchiment ou de financement du terrorisme.

Une organisation

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les établissements disposent tous d'un pôle ou d'une unité dédiée à la sécurité financière. Au sein de la DCSG, un département dédié anime la filière relative à la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, notamment à travers deux comités chargés de définir la stratégie en matière de sécurité financière pour l'ensemble du groupe, proposer et valider les différentes normes et référentiels, et garantir la cohérence d'ensemble des décisions prises au niveau de chaque projet. Ce département assure également une veille réglementaire et sur les typologies d'opérations concernées, et s'assure de la prise en compte des risques de blanchiment et de financement du terrorisme lors de la procédure d'agrément des nouveaux produits et services commerciaux par BPCE.

Des traitements adaptés

Conformément à la réglementation relative à l'organisation du contrôle interne au sein des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, les établissements disposent de moyens de détection adaptés à la classification des opérations à risques ou atypiques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès des autorités dans les délais les plus brefs. La classification des risques du groupe intègre la problématique des pays « à risques » (listés par le Gafi, le Forum mondial OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, *Transparency international...*).

Depuis 2013, les outils informatiques de profilage ont été harmonisés entre les deux principaux réseaux (Banque Populaire et Caisse d'Épargne). S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, les établissements du groupe sont informés par le département Sécurité financière groupe de BPCE et dotés d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

Une supervision de l'activité

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes donne lieu à un reporting interne à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central.

Le département Sécurité financière de la DCSG effectue également un suivi rapproché de l'activité des établissements dans ce domaine dans le cadre de rencontres régulières.

CONFORMITÉ BANCAIRE

Ce domaine couvre la conformité à tous les autres domaines législatifs et réglementaires, bancaires et financiers, et à ce titre englobe notamment la coordination de la veille réglementaire effectuée dans l'ensemble des entreprises du groupe, la diffusion des normes, la mise en œuvre des processus d'agrément des nouveaux produits distribués dans le groupe et la conception du contenu des actions de formation à la conformité.

CONFORMITÉ ASSURANCES

Ce domaine couvre la conformité à tous les domaines législatifs et réglementaires concernant les intermédiaires en assurance dans leur rôle de distributeur de produits d'assurance. À ce titre, il englobe notamment la diffusion des normes, leur transposition dans les systèmes d'information, la mise en œuvre des processus d'agrément des nouveaux produits distribués dans le groupe, le contrôle des processus de vente et de la déontologie professionnelle, la création et la mise à jour de modules de formation ainsi que la validation du contenu, des publicités, des documents à destination des réseaux et des actions de formation.

ANIMATION DE LA FILIÈRE CONFORMITÉ ET CONTRÔLE PERMANENT

L'animation de la filière couvre, notamment, l'élaboration de reportings réglementaires destinés aux régulateurs et de reportings internes, la préparation des comités pilotés par ou impliquant la filière conformité, la réalisation des rencontres de management de la conformité. Ce domaine concourt à l'insertion des risques de non-conformité dans la cartographie des risques pilotée par la direction des Risques groupe. Le contrôle permanent couvre, en coordination avec la filière risques, la mise en œuvre d'un dispositif de maîtrise des risques de non-conformité, et notamment le pilotage des résultats du contrôle permanent relevant du risque de non-conformité, incluant la maîtrise des risques liés à l'externalisation des prestations essentielles.

En outre, la filière conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité des marchés financiers, du pôle commun AMF-ACPR de coordination en matière de contrôle de la commercialisation, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et de la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) et des autorités étrangères équivalentes. La filière conformité est associée sur les sujets relevant de sa responsabilité aux échanges avec l'ACPR et les autorités étrangères équivalentes.

En tant que fonction de contrôle permanent de conformité de second niveau, la filière conformité entretient par ailleurs des relations étroites avec l'ensemble des fonctions concourant à l'exercice des contrôles internes du groupe : Inspection générale, direction des Risques, direction de la Sécurité des systèmes d'information, direction en charge de la révision comptable.

Jusqu'à fin 2015, la DCSG a assuré le contrôle permanent de la conformité de BPCE International, par délégation de celle-ci.

Sur d'autres périmètres du contrôle permanent

SÉCURITÉ ET CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Rattachée à la DCSG, la direction Sécurité et continuité d'activité groupe exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles. Celle-ci consiste à :

- au titre de la sécurité des biens et des personnes :
 - piloter la sécurité des personnes et des biens du groupe et animer la filière,
 - veiller au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité des personnes et des biens,
 - participer aux instances internes et externes au groupe ;
- au titre de la continuité des activités :
 - piloter la continuité d'activité groupe et animer la filière au sein du groupe,
 - mettre en œuvre le plan de continuité des activités de BPCE et coordonner la gestion de crise groupe,
 - piloter la réalisation et le maintien en condition opérationnelle des plans d'urgence et de poursuite d'activité groupe,
 - veiller au respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité,
 - participer aux instances internes et externes au groupe,
 - piloter la sécurité de l'information dans le groupe.

Travaux réalisés en 2015

De nombreux chantiers réglementaires ont été menés par la conformité bancaire en 2015 : mise en œuvre de la loi Eckert et de la réglementation sur l'Échange automatisé d'informations (EAI), prise en compte des premiers éléments de transposition de la directive relative au crédit immobilier, participation aux travaux sur la mobilité bancaire et la charte d'inclusion bancaire, validation des éléments d'information sur le fonds de garantie des dépôts. Parallèlement, une attention particulière a été portée sur les problématiques de tarification et une première documentation a été diffusée afin de sécuriser le dispositif au sein des établissements.

Une attention particulière a été portée à la validation des produits et processus de commercialisation en assurance vie dans le cadre du projet Assurément #2016 concernant les Caisses d'Épargne. Par ailleurs, le domaine réglementaire de l'assurance des emprunteurs ayant fait l'objet de modifications réglementaires importantes et d'avis du CCSF, une nouvelle fiche standardisée d'Information a été mise en place dans le groupe. Des modules de formation ont été conçus dans le cadre de la conduite du changement des collaborateurs (e-learning réglementaire et classe virtuelle). Par ailleurs, la modification de la convention AERAS relativement à la prise en compte du droit à l'oubli (personnes ayant été malades d'un cancer) a impacté les questionnaires de santé et la formation des collaborateurs du réseau commercial.

Le chantier de convergence sur l'outil groupe de pilotage du contrôle permanent, Pilcop, s'est poursuivi pour les Banques Populaires. Les différents référentiels de contrôle permanent existants, qui couvrent l'ensemble des fonctions de contrôle, ont été mis à jour et enrichis. Les établissements ont par ailleurs procédé à la cotation de leurs risques de non-conformité.

Des travaux de renforcement de la sécurité des collaborateurs, de la clientèle et des prestataires intervenant sur les sites du groupe, notamment par des tests et des référencements des équipements (vidéo protection, centrales d'alarme, dispositif de maculation, protection des travailleurs isolés,...) ont été conduits, et des études d'impacts des nouvelles réglementations, principalement en matière de transport de fonds, ont été menées.

Par ailleurs, une nouvelle version de l'outil de suivi d'évaluation des risques et de niveaux de sécurité en agence a été mise à disposition des entreprises. Elle prend en compte les nouvelles règles sur la sécurité des agences bancaires ainsi que l'évolution des menaces.

La prévention des incivilités fait l'objet de développements innovants pour la formation du personnel, avec des environnements de sensibilisation en 2D et 3D.

La maturité de la continuité d'activité des établissements, acquise individuellement, a permis d'engager le groupe dans la construction d'une nouvelle orientation pour sa continuité d'activité, qui vise à renforcer l'opérationnalité et la cohérence entre les dispositifs des entités composant le groupe.

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est désormais abordée dans sa dimension transversale. Les principales lignes métiers seront analysées, en commençant par les plus systémiques, la liquidité et les moyens de paiement. La gouvernance de crise a également été repensée, assurant une coordination renforcée face aux événements impliquant plusieurs entreprises du groupe, voire leurs fournisseurs.

Les actions en vue de vérifier l'efficacité des dispositifs de continuité d'activité des fournisseurs ont été progressivement renforcées.

Le dispositif de contrôle permanent de continuité d'activité des entreprises est pleinement entré dans sa phase opérationnelle.

Protection de la clientèle

La conformité des produits et services commercialisés et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités. Par ses fonctions, elle représente la garantie de la protection des intérêts des clients, et plus largement des prospects.

Encadrement des processus

Tous les nouveaux produits ou services ainsi que tous les nouveaux canaux de distribution et supports commerciaux, relevant de l'expertise de la fonction conformité, sont validés en amont par celle-ci. Cette dernière s'assure ainsi que les exigences réglementaires applicables sont respectées et veille à la clarté et à la loyauté de l'information délivrée à la clientèle visée et, plus largement, au public.

Par ailleurs, la Conformité coordonne la validation des défis commerciaux nationaux, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte. Une norme groupe a été diffusée visant à renforcer le dispositif, notamment par la mise en place systématique de critères qualitatifs dans l'évaluation des challenges.

Une préoccupation du groupe

La protection de la clientèle est une préoccupation constante au sein de la filière conformité du Groupe BPCE. À ce titre, la DCSG ainsi que les directions de la Conformité des Banques Populaires et Caisses d'Epargne travaillent en

étroite collaboration. Leurs échanges sont essentiels pour maintenir la qualité des dispositifs du groupe et prévenir autant que possible les risques liés à la commercialisation des offres.

Pour répondre notamment aux récentes exigences réglementaires concernant l'inclusion bancaire et la prévention du surendettement, une documentation normative groupe a été formalisée, ainsi qu'une formation en classe virtuelle. Un dispositif est en cours de déploiement dans l'ensemble des établissements concernés du groupe en lien avec les directions du Développement.

Des actions de formation

Les collaborateurs du groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Récemment, une formation présentielle et classe virtuelle visant à sensibiliser à la conformité bancaire a été déployée. Elle vise en premier lieu à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale.

Services d'investissement

Dans la lignée des travaux de pré-analyse des projets de textes européens engagés en 2014, BPCE a constitué une équipe projet dès avril 2015 en vue d'étudier les impacts de la directive et du règlement Marchés d'Instruments Financiers. Les textes de niveau 1 publiés au Journal Officiel de l'Union européenne font l'objet de nombreux compléments techniques et de textes de niveau 2 tout au long de l'année.

Des groupes de travail conjoints entre la DCSG et la direction Banque commerciale et Assurance chez BPCE ont été conduits sous le patronage de la Conformité avec un partenariat du Marketing stratégique groupe.

Sous l'égide d'un comité de pilotage regroupant les directions centrales de BPCE et des établissements, six ateliers ont été conduits, concernant les thématiques relatives à la protection des investisseurs principalement et impactant le groupe dans sa dimension de distributeur d'instruments financiers :

- un atelier Doctrine qui a vocation à analyser les textes réglementaires au fil de leur version et la conformité à ces textes des choix de mise en œuvre opérés par les groupes de travail ;
- un atelier Offre traitant des adaptations liées aux services et produits financiers commercialisés ;
- un atelier Product governance destiné à revoir l'organisation des relations entre les producteurs et les distributeurs pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires en la matière ;
- un atelier Relations clients dont la vocation est principalement la mise en œuvre des dispositions relatives à la transparence des frais et charges, aux reportings aux clients et à l'enregistrement des échanges dans le cadre de la relation avec les clients ;
- un atelier relatif à la Transparence des opérations qui a concerné les problématiques de Déclarations des opérations Reporting Des Transactions aux régulateurs, ainsi que les exigences en matière de *best execution* et *best selection* ;
- un atelier Ressources humaines traitant des sujets relatifs à la formation des collaborateurs et aux exigences en matière de conflits d'intérêts et de rémunération. Ce chantier sera appelé dans un second temps à participer à la conduite du changement imposée par les travaux de transposition de la directive européenne sur l'ensemble du périmètre. Ces travaux ont eu pour objectifs de produire des expressions de besoins métiers afin de permettre, d'une part, de circonscrire les impacts organisationnels et juridiques, d'autre part, de permettre aux plates-formes technologiques du groupe un chiffrage et un planning des développements envisagés.

Dans le cadre de la transposition des directives et règlements *Market Abuse*, le groupe s'est doté d'un outil de restitution et d'analyse des alertes en matière d'abus de marchés commun aux Banques Populaires, aux Caisses d'Epargne et à leurs filiales.

Parallèlement, les normes et procédures dépendant de l'organe central sont mises à jour afin de revoir l'ensemble du dispositif réglementaire et informatique relatifs à la vigilance en matière d'abus de marché.

Suite aux contrôles menés par l'ACPR dans plusieurs établissements du groupe en matière de commercialisation des parts sociales, les dispositifs normatifs ont été revus sous le patronage de la conformité. Ils intègrent les exigences du régulateur en matière de dilution et contrôle du capital par les établissements et de règles de commercialisation des parts sociales auprès du public.

Les dispositifs techniques associés à ces nouvelles dispositions sont en cours de déploiement au sein des plates-formes technologiques des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

Plan d'urgence et de poursuite d'activité

L'arrêté du 3 novembre 2014 précité introduit la notion de plan d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA) en lieu et place de celle de plan de continuité d'activité (PCA). Aussi, les travaux menés en 2015 convergent avec les dispositions de cet arrêté, notamment en actualisant les chartes sûreté sécurité et continuité d'activité et en renforçant les dispositifs de gestion de l'urgence groupe. Ces orientations permettent de capitaliser sur la complémentarité des expertises des métiers filières sécurité des personnes et des biens et continuité d'activité.

De plus, une analyse complémentaire par les menaces viendra renforcer les dispositifs de continuité d'activité jusqu'alors définis au regard des impacts.

Les interventions de la BCE ont mis en évidence tout l'intérêt que celle-ci porte aux travaux d'ores et déjà engagés autour de la prise en compte des dispositifs d'urgence et de poursuite d'activité, tant dans la mesure de leur efficacité que dans leur pilotage notamment face aux menaces liées à la cybercriminalité.

La prévention de la fraude interne et externe

Un chantier national sur la fraude interne a permis de doter les établissements du groupe d'une procédure-cadre diffusée en 2014, ainsi que d'outils de communication, de formation (e-learning spécifique) et de détection.

S'agissant de la fraude externe, sont en place :

- une diffusion des alertes remontées par la filière Sécurité financière ;
- l'intégration dans l'outil de filtrage des flux internationaux des informations sur les bénéficiaires de virements frauduleux qui ont été identifiés, traitement qui permet de prévenir les faux virements.

Un chantier national a été lancé fin 2014/début 2015 afin de coordonner les dispositifs existants dans les établissements, dont la formalisation fera l'objet d'une procédure cadre.

Tous les outils concernés ont fait l'objet d'autorisations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

2.6.6 Autres fonctions de contrôle permanent

MAÎTRISE DES RISQUES JURIDIQUES

Missions

Le Secrétariat général – Direction juridique (SGDJ) assume la responsabilité de la prévention et de la maîtrise des risques juridiques et des risques judiciaires au niveau du groupe ; il participe ainsi à la prévention contre les risques d'image. À ce titre, il concourt à la maîtrise du risque juridique des activités de l'organe central et des entités du groupe.

Pour l'accomplissement de sa mission, son intervention s'opère au travers de l'exercice d'un rôle de veille, d'information, d'assistance et de conseil juridique et réglementaire au profit de tous les établissements du groupe.

En liaison avec la direction de la Conformité et Sécurité groupe, il participe ainsi à la cohérence et à l'efficacité du contrôle des risques de non-conformité pour ce qui relève des lois et règlements propres aux activités bancaires et financières.

Enfin, le SGDJ représente le groupe auprès des autorités réglementaires, et organisations nationales et internationales, dans tous ses domaines d'expertise.

Le SGDJ exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles.

Organisation en filière

Le SGDJ est en contact permanent avec les directions juridiques des établissements du groupe, sur toutes les questions relatives aux missions évoquées ci-dessus. Il assure une fonction permanente de dialogue et d'échange entre les responsables juridiques du groupe et tient à jour une documentation pour leur compte commun. Le SGDJ coordonne la politique juridique et contentieuse du groupe. À ce titre, il exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier.

À l'exception du cas particulier de Natixis, pour lequel il existe un lien fonctionnel direct, la filière juridique se matérialise essentiellement par des actions d'animation et de coordination entre l'organe central et les différents affiliés ou filiales.

Présentation de l'organisation détaillée

Le Secrétariat général et la fonction juridique ont été regroupés dans une même direction en mai 2010, confiant ainsi à une même personne la responsabilité d'assurer le secrétariat des instances de BPCE et la direction juridique du groupe.

Le Secrétariat général – Direction juridique a été organisé autour de quatre départements : l'objectif de cette organisation est de disposer d'une fonction juridique capable de remplir la mission de conseil juridique de BPCE en tant qu'entité et de direction juridique du groupe dans ses différentes composantes, ceci dans une optique de sécurité maximale.

Les missions du département « droit Banque commerciale et Assurance » comprennent la veille réglementaire et la participation aux travaux des groupes de place (Fédération Bancaire Française notamment) chargés d'élaborer, de négocier et d'expliquer les nouveaux textes de toute nature applicables à la profession en vue de leur mise en œuvre dans le groupe. Ce département est également chargé de la définition et la rédaction des normes juridiques applicables aux banques du groupe et aux produits commercialisés, suite à l'évolution de ces textes. De même, il apporte à tout le groupe conseils et assistance juridiques dans les domaines du droit bancaire et du droit des assurances. Enfin, il gère les litiges stratégiques pour le groupe, les affaires pénales et coordonne au plan national les actions contentieuses.

Le département « corporate » regroupe plusieurs activités complémentaires. Il agit en qualité de conseil des opérations d'acquisitions, de cessions et de restructurations intragroupe et travaille en étroite collaboration avec la direction de la Stratégie de BPCE. En matière de concurrence, il intervient en qualité de conseil pour prévenir et assurer la bonne application des règles de concurrence et gère les contentieux. De même, ses missions recouvrent le droit immobilier, le droit de l'informatique et des nouvelles technologies, la propriété intellectuelle avec le suivi et la protection des marques et la communication. Enfin, ce département assure le suivi, l'analyse et participe à la déclinaison opérationnelle des textes relatifs à la matière prudentielle et à l'Union bancaire européenne.

Les missions du département « gouvernance et vie des sociétés » consistent tout d'abord à assurer le fonctionnement des instances de BPCE conformément aux meilleurs standards de gouvernance et s'assurent de l'application de ces standards dans le groupe. Ses missions couvrent également le domaine du droit des sociétés et la prise en charge de la gestion institutionnelle des organismes et entités du groupe (dont les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne) recouvrant ainsi la veille, l'information, l'accompagnement et le conseil en matière de vie institutionnelle et de vie des sociétés (y compris lors des projets de constitution et restructuration). Enfin, ce département est également chargé de la prise en charge des dossiers ACPR et BCE, ainsi que des relations avec les autorités de contrôle.

Les missions du département « systèmes informatiques – documentation juridique et support » consistent à mettre à disposition du groupe l'ensemble des outils et documents utiles et à assurer une veille de tous les textes importants et leur diffusion au sein du groupe.

Travaux réalisés en 2015

Les travaux réalisés au cours de l'année 2015 ont principalement porté sur :

- la participation aux travaux relatifs à la gouvernance des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne avec la mise en œuvre des modifications apportées par la directive CRD IV et l'arrêté du 3 novembre 2014 aux missions des comités spécialisés du conseil ;
- la contribution au comité de validation des processus commerciaux (CVPC) et au comité des nouveaux produits groupe (CEVANOP) ;
- la réglementation applicable aux parts sociales ;

- le suivi et l'étude de l'ordonnance de transposition des directives BRRD relative à la résolution des établissements de crédit et DGSD2 relative à la garantie des dépôts et de leurs textes d'application ;
- le suivi et l'étude des réformes relatives au crédit immobilier, au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, au droit des contrats, au régime général des obligations, au droit de la preuve et aux frais liés aux comptes de paiement, changement de compte de paiement et accès à un compte de paiement assorti de prestations de base ;
- la mise en œuvre, dans le Groupe BPCE, de la loi du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence, dite Eckert, ainsi que des lois séparation et régulation des activités bancaires et consommation ;
- la déclinaison de la directive CRD IV et des positions de l'ACPR dans le domaine des agréments des dirigeants effectifs et de l'exercice du droit d'opposition par la BCE.

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Missions

La direction Sécurité des systèmes d'informations (SSI) groupe (DSSI-G) définit, met en œuvre et fait évoluer les politiques SSI groupe. Elle assure le contrôle permanent et consolidé de la SSI ainsi qu'une veille technique et réglementaire. Elle initie et coordonne les projets groupe de réduction des risques sur son domaine.

La direction SSI groupe assure également dans son domaine la représentation du Groupe BPCE auprès des instances interbancaires de place ou des pouvoirs publics.

En tant qu'acteur du dispositif de contrôle permanent, elle entretient par ailleurs au sein de l'organe central des relations régulières avec les directions des Risques, Conformité et Inspection.

Le responsable SSI de l'organe central est membre de la DSSI-G. Il assure la sécurité du système d'information de l'organe central (SI Fédéral) et de celui de l'établissement BPCE.

Organisation en filière

Une filière SSI est mise en place au sein du Groupe BPCE. Elle regroupe le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) groupe, qui anime cette filière, et les responsables SSI de l'ensemble des établissements.

À ce titre, les responsables SSI des établissements affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au responsable SSI groupe. Ce lien fonctionnel se matérialise par des actions d'animation et de coordination. Il implique notamment que :

- toute nomination de responsable SSI soit notifiée au responsable SSI groupe ;
- la politique sécurité des systèmes d'information groupe soit déclinée au sein des établissements et que chaque politique SSI locale soit soumise à l'avis du responsable SSI groupe préalablement à son approbation par la direction générale, le conseil d'administration ou le directoire de l'établissement ;
- un reporting concernant le niveau de conformité des établissements à la politique SSI groupe, le contrôle permanent SSI, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées soit transmis au RSSI groupe.

Travaux réalisés en 2015

La politique sécurité des systèmes d'information groupe (PSSI-G) matérialise les exigences de sécurité du groupe. Elle est composée d'une charte SSI,

de 430 règles classées en 19 thématiques et 3 documents d'instructions organisationnelles ⁽¹⁾. Elle fait l'objet d'une révision annuelle dans le cadre d'un processus d'amélioration continue. La révision 2015 a laissé la PSSI-G inchangée.

Parallèlement, le référentiel de 57 points de contrôles permanents SSI, déployé via l'outil Pilcop à l'ensemble du Groupe en 2014, a été complété. Ce nouveau référentiel, constituant le socle de contrôle permanent de niveau 2 pour le Groupe, comprend désormais 133 points de contrôle permettant de couvrir

l'ensemble des règles de la PSSI-G à enjeu fort ou très fort. Il sera déployé début 2016 dans l'ensemble des établissements du Groupe.

La DSSI-G a également apporté son expertise sécurité à plusieurs projets groupe afin que la sécurité soit prise en compte au plus tôt (nouveau réseau groupe, etc.).

Enfin, le comité de sécurité des systèmes d'information groupe, instance de coordination de la SSI au niveau du groupe et présidée par le responsable SSI groupe, s'est tenu six fois au cours de l'année 2015.

Les dispositifs mis en œuvre pour lutter contre la Cybercriminalité

Avec la transformation digitale, les systèmes d'information du groupe sont désormais davantage ouverts sur l'extérieur (*cloud, big data*, etc.). Plusieurs de ces processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, *smartphone*, applications fonctionnant sur tablettes et mobiles, etc.).

De ce fait, le patrimoine du groupe est désormais plus exposé aux cybermenaces. Les cyberattaques, désormais menées à grande échelle, sont de plus en plus sophistiquées et fréquentes. La cybercriminalité s'est organisée au travers d'équipes pluridisciplinaires. Les cybermenaces entrent de façon pérenne dans la réalité quotidienne du groupe et de ses clients.

Ces attaques visent une cible bien plus large que les seuls systèmes d'information. Elles ont pour objectif d'exploiter les vulnérabilités et les faiblesses potentielles :

- des clients (fragilité potentielle de leur environnement informatique ; sensibilisation encore faible à la sécurité) ;
- des collaborateurs (sensibilisation encore faible à la sécurité) ;
- des processus métier (spécialisation des cybercriminels dans le secteur financier ; appropriation du métier par les cybercriminels ; processus des banques attaqués connus des cybercriminels) ;
- des systèmes d'information (failles potentielles de sécurité permettant de rendre les systèmes d'information indisponibles, de compromettre leurs données et leurs traitements, d'extraire ou d'utiliser des données à des fins malveillantes, de supprimer les traces des opérations, en particulier des opérations malveillantes) ;
- des dispositifs de sécurité des locaux, des datacenters et des systèmes d'information (failles potentielles permettant de les leurrer ou de les désactiver).

En mars 2015, la BCE a transmis aux banques françaises supervisées, dont le Groupe BPCE, un questionnaire d'auto-évaluation relatif à la cybersécurité, sujet constituant une de ses préoccupations majeures. Ce questionnaire s'appuie sur des normes américaines issues du NIST (*National Institute of Standards and Technology*), élaborées en février 2014.

Il est constitué de 107 questions, classées en 5 thèmes et 22 chapitres. Il porte sur l'ensemble des dispositifs de prévention et de protection relatifs à la cybersécurité : 83 des 107 questions concernent directement la sécurité des systèmes d'information et 24, les risques opérationnels, le plan d'urgence et de poursuite de l'activité, la gestion de crise, la communication, les ressources humaines, les assurances et la protection des données personnelles.

La BCE a laissé aux banques le choix du périmètre et de la méthode d'évaluation. En ce sens, les résultats, notamment la comparaison avec les autres banques ayant également réalisé l'auto-évaluation, doivent être manipulés avec précaution.

La méthode choisie par le groupe, reposant pour une large partie sur une approche « Conformité » (la note maximale matérialisant une couverture à 100 %) visait la prudence. Huit établissements ont été retenus dans le périmètre de l'évaluation : i-BP, IT-CE, Natixis, BPCE SA, BRED-Banque Populaire (hors filiales), CASDEN-Banque Populaire, Crédit Coopératif (hors filiales). Ont été exclus du périmètre le Crédit Foncier de France (migration du SI vers IT-CE, les *hubs* (T2S Africa, T2S Outre-mer, T2S Pacifique) et les banques étrangères à informatique autonome ayant chacune des spécificités propres (Banque des Mascareignes, BMOI (Banque Malgache de l'Océan Indien), BTK (Banque Tuniso-Koweïtienne), BCP Luxembourg).

La BCE demandant pour le groupe une seule réponse consolidée, l'évaluation finale sur 4 plots retenue pour chacune des 107 questions a été fixée en utilisant la moyenne pondérée des réponses des huit établissements (avec, comme clé de pondération, le nombre d'ETP informatiques) et en l'arrondissant à l'entier supérieur ou inférieur en tenant compte de la vision groupe.

Plusieurs actions, pour la plupart engagées avant la publication par la BCE de l'enquête et poursuivies ou bien accélérées en 2015, permettent de répondre aux points de faiblesses identifiés par cette auto-évaluation :

Renforcement du dispositif de cartographie des risques cyber

Pour affiner la connaissance des risques d'origine informatique, une méthodologie articulant les approches SSI avec celle des métiers en matière de cartographie des risques a été définie. Après avoir été appliquée au processus « Chèques » en 2011, au processus « Crédit à la consommation » en 2013 et aux processus « Monétique porteur », « Espèces », « Moyens de paiements internationaux », « Virements et prélèvements » et « Effets » en 2014, cette méthodologie a été intégrée en 2015 au dispositif de cartographie des risques opérationnels groupe et déployée à l'ensemble des établissements sur les processus les plus sensibles.

(1) Fonctionnement de la filière SSI du Groupe BPCE, contrôle permanent SSI, classification des actifs sensibles du SI.

En 2015, cette cartographie a pris en compte les problématiques de cybersécurité. Seize risques ayant une origine informatique sont désormais détaillés en 27 scénarios, dont 10 sont liés à la cybersécurité.

Par ailleurs, une task force relative à la « collecte et valorisation des incidents du SI » a été réalisée en 2015. Elle a porté sur les systèmes d'informations gérés par BPCE SA, i-BP, IT-CE, Natixis et utilisés par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne. Cette task force a porté un diagnostic sur le processus de déclaration des incidents, dont les incidents de cybersécurité, à l'organe central.

Dispositif groupe de *data loss prevention* (DLP ou Lutte contre la fuite d'information) :

La définition de dispositifs groupe de lutte contre la fuite d'informations numériques, initialement prévue pour 2016, a été accélérée et initiée au troisième trimestre 2015.

Les règles groupe de classification des données numériques ont été élaborées fin 2015. Elles seront jointes à la PSSI-G. Elles visent l'environnement bureautique (poste de travail et son écosystème : messagerie, plates-formes d'échanges de données, etc.).

Les mécanismes opérationnels à mettre en œuvre seront identifiés en 2016, pour une mise en œuvre progressive par les principaux opérateurs informatiques.

Renforcement de la sécurisation des applications ouvertes sur internet (*web, smartphones et tablettes*)

Des standards groupe de codification des applications *web, smartphones* et tablettes ont été élaborés en 2015. Ils constituent une déclinaison opérationnelle des règles afférentes de la PSSI-G. En 2016, une méthodologie de certification des applications *web, smartphones* et tablettes sera définie. Les développeurs seront formés à cette méthodologie, l'objectif étant de limiter la création de failles potentielles de sécurité au sein des nouvelles applications *web, smartphones* et tablettes.

Renforcement des contrôles d'accès aux applications

En lien avec Natixis, le groupe a renforcé le dispositif de révision des droits d'accès aux SI transversaux (Natixis, BPCE) accordés aux établissements. Ce nouveau dispositif a été généralisé en 2015 à l'ensemble du groupe sur treize des applications les plus sensibles. Le nombre d'applications du périmètre de révision sera complété en 2016.

Renforcement de la détection des flux et des événements atypiques au sein des systèmes d'information (détection des cyberattaques)

Afin de faire face à la sophistication et la fréquence des attaques de cybersécurité, le groupe a mis en place en 2014 un dispositif collectif de vigilance cybersécurité, baptisé VIGIE.

En 2015, VIGIE a assuré une veille permanente et un partage des incidents rencontrés dans le groupe et sur la place bancaire. VIGIE regroupe 17 entités (i-BP, BRED Banque Populaire, Crédit Coopératif, CASDEN Banque Populaire, Natixis, Banque Palatine, IT-CE, BPCE, BTK, BMOI, Banque des Mascareignes, BCP Luxembourg, Banque de Madagascar, BICEC, BNC, BDSPM, *S-money*), ainsi que deux membres de l'équipe Lutte contre la fraude aux Moyens de paiements de BPCE.

En 2015, 431 messages d'alerte ont été échangés entre les membres du réseau VIGIE, permettant d'éviter que les incidents rencontrés par l'un des établissements ou par la place ne se propagent aux autres. En 2015, 44 % de ces échanges concernaient des campagnes de spams malveillants, 22 % l'identification de *malwares*, 17 % des fraudes au président ou au virement, 8 % des attaques en déni de service et 9 % l'opération OP France de janvier 2015 (défiguration de sites internet en lien avec les actes terroristes). Par ailleurs, près de 70 messages de veille technique ont également été échangés.

Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Le socle commun à l'ensemble du groupe de sensibilisation des collaborateurs à la SSI a été complété en 2015 par la campagne nationale, développée par le CIGREF et mise à disposition des établissements du groupe. Les films de sensibilisation réalisés par le CIGREF, au langage décalé et pédagogique, ont été relayés par l'ensemble des établissements du groupe, aussi bien en interne qu'en externe (*via* la banque en ligne, notamment).

Plan d'urgence et de poursuite de l'activité – gestion de crise

En 2015, la filière PUPA du groupe (plan d'urgence et de poursuite de l'activité) a engagé l'adaptation de ses modèles actuels de continuité d'activité et de gestion de crise aux caractéristiques des nouvelles menaces que constituent les cyberattaques (cf. chapitre « Conformité »).

Recherche d'une couverture assurantielle groupe pour les risques cyber :

En 2015, Natixis Assurances a initié un chantier de recherche d'une couverture assurantielle spécifique aux risques cyber.

Sur le périmètre de l'établissement BPCE, le vaste projet Habilitations défini en 2010 a été poursuivi. La partie « gestion des habilitations » a été mise en production début 2015 sur les applications les plus sensibles.

La DSSI-G a sensibilisé les collaborateurs à la sécurité au travers de la campagne nationale du CIGREF.

2.6.7 Contrôle de la qualité de l'information comptable et financière

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DANS L'ÉLABORATION ET LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Au sein du groupe, l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière relèvent de la fonction finances. Cette fonction est animée, au sein de l'organe central, par le pôle Finances groupe, constitué de la direction Finances, la direction du Contrôle de gestion stratégique groupe et Activités Bancaires, la direction des Comptabilités groupe et le département Fiscalité groupe.

Les principales règles qui régissent la fonction finances au sein du groupe sont définies par le « Cadre de la fonction finances » approuvé par le directoire de BPCE le 2 novembre 2010 et portent essentiellement sur :

- les règles d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière ;
- les règles d'organisation de la fonction finances au sein du groupe et du pôle Finances groupe au sein de l'organe central ;
- les principes et modalités des relations fixées, entre le pôle Finances groupe et les fonctions finances des établissements du groupe ainsi que les autres acteurs externes (autres fonctions au sein de BPCE, Autorité des marchés financiers, commissaires aux comptes).

Principes généraux de responsabilité au sein du groupe

La production des informations comptables et financières et les contrôles visant à assurer leur fiabilité sont assurés par les fonctions finances des entités comptables incluses dans le périmètre de consolidation du groupe.

Chaque entité se dote des moyens permettant la mise en qualité des données comptables et financières en s'assurant, notamment, de la conformité avec les normes applicables au groupe, de la concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe de surveillance et de la réconciliation des résultats comptables avec les résultats de gestion.

Chaque entité établit sur base mensuelle ou trimestrielle les états financiers et les informations réglementaires requis au plan local ainsi que les reportings à l'intention du pôle Finances groupe.

La responsabilité de l'élaboration et de la communication des données comptables et financières au niveau du groupe est assurée par le pôle Finances groupe, qui collecte l'ensemble des informations comptables et financières produites par les entités comptables incluses dans le périmètre de consolidation du groupe. Elle assure également la consolidation et le contrôle de ces données pour permettre leur utilisation dans le cadre du pilotage du groupe et de la communication à l'égard des tiers (organes de contrôle, investisseurs).

Au-delà de la consolidation de l'information comptable et financière, le pôle Finances groupe se voit conférer de larges missions de contrôle :

- piloter la gestion de bilan en définissant les règles et les normes de gestion actif-passif du groupe et en veillant à leur application ;
- gérer et contrôler les équilibres bilantiels et les risques structurels du groupe ;
- définir les normes, référentiels et principes comptables applicables au groupe et en vérifier l'application ;
- animer le pilotage et le reporting des performances financières du groupe au service des ambitions du plan stratégique ;
- piloter les enjeux et la démarche Pilier II, au sein du groupe ;

- suivre la planification financière des entités du groupe et les opérations en capital ;
- assurer la fiabilité des informations comptables et financières diffusées à l'extérieur du groupe.

Principales fonctions contribuant à l'élaboration et à la communication des données comptables et financières et leurs responsabilités

Au sein du groupe, les principales fonctions qui contribuent à l'élaboration et à la communication de l'information comptable et financière sont la comptabilité, le contrôle de gestion, la communication financière et la direction des Risques groupe dans le calcul du ratio prudentiel.

COMPTABILITÉ

La fonction comptable est responsable de l'élaboration des comptes sociaux et consolidés.

Au sein du groupe, la fonction comptable de chaque entité a la responsabilité, vis-à-vis du groupe et des autorités de tutelle, des comptes individuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, ainsi que de ses états réglementaires.

Au sein de BPCE, la fonction est exercée, pour les comptes consolidés, par la direction des Comptabilités groupe, dont le directeur est rattaché au directeur général Finances, Risques et Opérations. Pour les comptes sociaux, la fonction est exercée par le département comptabilité et activités bancaires, rattaché au directeur du Contrôle de Gestion Stratégique groupe et Activités Bancaires. Sur ce domaine, les principales missions exercées sont les suivantes :

Pour la direction des Comptabilités groupe :

- élaborer les comptes consolidés du groupe et de BPCE et veiller au respect des ratios réglementaires par le groupe ;
- animer la filière comptable au sein du groupe ;
- assurer la veille réglementaire en matière de doctrine comptable française et IFRS commune au sein du groupe, en coordination avec les établissements actionnaires, les filiales de BPCE et les commissaires aux comptes ;
- être l'interface entre les autorités de tutelle (Banque centrale européenne et Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) et les établissements affiliés conformément à l'article L. 512-107 du code monétaire et financier et veiller notamment au respect des normes réglementaires et des ratios de gestion des établissements affiliés ;
- représenter le groupe aux travaux de place (Autorité des normes comptables, Fédération des banques européennes, etc.).

En outre, la direction des Comptabilités groupe assiste les métiers du pôle Finances groupe pour la gestion de projets des systèmes d'informations finances, et contribue à garantir les référentiels financiers uniques et communautaires tant pour l'ensemble des fonctions du pôle Finances groupe que pour les établissements actionnaires.

Pour le département comptabilité et activités bancaires (direction du Contrôle de gestion stratégique groupe et Activités Bancaires) :

- assurer la comptabilité et la production des états réglementaires de BPCE ;
- piloter les procédures et la planification budgétaire de BPCE ;
- assurer la comptabilité fournisseurs et le paiement des factures de BPCE et de certaines filiales dont les comptes sont tenus par l'organe central ;

- assurer les traitements back office pour le compte de la trésorerie, des émissions, des participations et de la gestion financière de BPCE et de ses filiales d'émissions.

CONTRÔLE DE GESTION

La direction du Contrôle de gestion stratégique groupe et Activités bancaires est responsable de l'élaboration de l'information de gestion.

Au sein du groupe, la fonction de contrôle de gestion de chaque entité, en charge du pilotage opérationnel, a la responsabilité de la production de l'information de gestion au sein de l'entité et à destination de l'organe central.

Au sein de BPCE, la fonction est exercée par la direction du Contrôle de gestion stratégique groupe et Activités bancaires dont le directeur est rattaché au directeur général Finances, Risques et Opérations. Ses principales missions sont les suivantes :

- animer le pilotage et le processus de planification financière, budget, plan pluriannuel, *rolling forecast* ;
- animer le pilotage des performances commerciales en appui du pôle Banque commerciale et Assurance ;
- piloter les enjeux de solvabilité (ratios de solvabilité, de levier, TLAC, MREL, etc.) et la démarche Pilier II au sein du groupe (notamment stress tests, ICAAP, enjeux de solvabilité, *Business Model Assessment*) ;
- coordonner et monitorer la gestion des ressources rares au sein du groupe (rentabilité, fonds propres/solvabilité, liquidité) ;
- analyser la performance du groupe, de ses métiers et de ses entités comptables notamment lors de la publication de chaque arrêté trimestriel ;
- animer et piloter les démarches d'analyse des coûts d'exploitation du groupe ;
- suivre financièrement et administrativement les filiales de BPCE ;
- contribuer à l'élaboration des plans stratégiques et financiers du groupe ;
- animer la filière contrôle de gestion au sein du groupe.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

La fonction communication financière est responsable de l'information publiée au travers des présentations faites aux analystes financiers et aux investisseurs institutionnels et disponibles sur le site internet de BPCE, ainsi que des documents de référence et de leurs actualisations déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et également disponibles sur le site internet de BPCE.

Au sein de BPCE, la fonction est exercée par le département émissions et communication financière (direction Finances) dont le directeur est rattaché au directeur financier exécutif. Ses missions dans le domaine de l'information comptable et financière sont les suivantes :

- coordonner et élaborer les supports de présentation des résultats trimestriels, de la structure financière ainsi que de l'évolution des métiers du groupe pour permettre aux tiers de se faire une opinion sur sa solidité financière, sa rentabilité et ses perspectives ;
- coordonner et préparer la présentation de l'information financière réglementée (document de référence et ses actualisations trimestrielles) déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en intégrant les contributions des autres fonctions de BPCE ;
- organiser les relations avec les agences de notation en assurant une coordination avec les autres entités notées du groupe ;
- organiser et assurer les relations avec les investisseurs crédit susceptibles de détenir et/ou d'acquiescer des instruments de dettes (à court terme ou à moyen long termes) émis par BPCE ou par Natixis.

MODALITÉS DE PRODUCTION DES DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Dispositif général

L'organe central établit les comptes consolidés du groupe et ses comptes individuels.

Dans ce cadre, le pôle Finances groupe de BPCE a conçu et déployé un référentiel de consolidation destiné à assurer la fiabilité du processus qui s'appuie sur les grands principes suivants :

- la définition et la diffusion des principes comptables applicables au groupe incluant l'analyse et l'interprétation des nouveaux textes émis au cours de la période, tant en référentiel français qu'international (IFRS) ;
- la formation régulière des équipes comptables des entités consolidées et la diffusion des meilleures pratiques au sein du groupe.

En outre, au sein du groupe, les établissements publiant les comptes sur base consolidée en référentiel comptable IFRS sont l'ensemble des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne et les principales filiales du groupe : Natixis, Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International.

En 2015, le Groupe a poursuivi ses efforts entrepris sur la normalisation comptable et la rationalisation des méthodes de travail pour la production des données comptables et financières consolidées, tout en les adaptant aux évolutions organiques et réglementaires, avec notamment :

- le lancement d'un projet pour la mise en œuvre de la norme *IFRS 9 – Instruments financiers*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 sous réserve de son adoption par l'Union européenne. La norme traite de la classification et de l'évaluation des instruments financiers (phase 1), de la dépréciation des instruments financiers (phase 2) et de la comptabilité de couverture (phase 3). En 2015, les travaux menés par le Groupe BPCE ont notamment consisté à structurer le projet (sous une double gouvernance Finances/Risques) avec un triple objectif :
 - identifier les problématiques relatives aux caractéristiques contractuelles des actifs et aux modèles de gestion (phase 1),
 - travailler au développement de modèles de dépréciations compatibles avec les exigences IFRS 9 (phase 2),
 - étudier les avantages et inconvénients relatifs à l'adoption de la phase 3 ;
- l'application des exigences Bâle III, qui a induit un renforcement des contraintes déclaratives, une plus grande fréquence de remise des états et un raccourcissement des délais de remises ;
- la poursuite des travaux de fiabilisation et l'harmonisation des systèmes de production de l'information comptable et financière au sein des communautés informatiques mutualisés avec, notamment :
 - dans la communauté Informatique Banque Populaire (i-BP), la refonte de l'architecture du système d'information comptable (projet Semaphore) qui a conduit, notamment, à la mise en œuvre d'une base d'inventaire unique contribuant à l'amélioration de la qualité des reportings financiers,
 - dans la communauté Informatique Et Technologies Caisse d'Épargne (IT-CE), l'intégration du Crédit Foncier de France et du Crédit Coopératif ;
- la poursuite de l'expérience dite de « Relation de confiance » entre, d'une part, trois établissements du Groupe BPCE et, d'autre part, l'administration fiscale (DGFiP). Ce protocole, réalisé à titre expérimental sur les exercices 2013 et 2014 vise à assurer aux entreprises une sécurité juridique plus grande grâce à l'accompagnement de l'administration dans les processus déclaratifs. Plusieurs rescrits fiscaux sur des sujets d'envergure ont été obtenus par le Groupe grâce à cette « Relation de confiance ». L'expérience reste susceptible de se poursuivre sur les exercices ultérieurs.

Processus d'établissement des données comptables et financières consolidées

La consolidation des données est réalisée trimestriellement sur la base des arrêtés comptables de chaque entité du groupe. Les données des entités alimentent une base d'information centrale sur laquelle sont effectués des traitements de consolidation.

En termes de dispositif de consolidation, l'organisation repose sur une solution mixte dans les métiers du groupe :

- dans la Banque commerciale et Assurance : les informations sont communiquées sur base individuelle permettant d'assurer la vision la plus fine de la contribution des entités comptables aux comptes du groupe. La production des comptes consolidés repose sur le suivi unitaire des données individuelles des établissements en référentiel IFRS. Le dispositif repose sur l'unicité de l'outil de consolidation propre à ces entités, et à toutes les sous-consolidations produites. Il permet ainsi d'assurer la cohérence interne des périmètres, des plans de comptes, des traitements et des analyses ;
- dans la Banque de Grande Clientèle, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés : Natixis est doté d'un outil de consolidation permettant la production d'une liasse de consolidation en référentiel IFRS, garantissant la cohérence des données relevant des périmètres bancaires et d'assurance, et permettant une vision en transparence de ses filiales. Pour la production des comptes du groupe, Natixis communique une liasse de consolidation représentative de ses comptes consolidés ;
- pour les participations financières, les entités comptables sont, pour l'essentiel consolidées sur la base de liasses représentatives de leurs comptes consolidés.

L'ensemble du dispositif alimente un outil de consolidation central, qui dispose de procédures d'archivage et de sécurité incluant la sauvegarde quotidienne de la base de consolidation avec des tests de restauration régulièrement effectués.

PROCESSUS DE CONTRÔLE DES DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Dispositif général

Le dispositif de contrôle interne du groupe concourt à la maîtrise des risques de toute nature et à la qualité de l'information comptable.

Il est organisé en conformité avec les exigences légales et réglementaires qui résultent notamment de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne et des textes régissant BPCE. Il concerne l'ensemble des entreprises du groupe surveillées sur base consolidée.

Le dispositif est encadré par la charte du contrôle interne groupe, approuvée le 7 avril 2010 par le directoire de BPCE, qui pose les principes, définit le champ d'application, précise les acteurs concernés et leur rôle afin d'assurer le bon fonctionnement du système de contrôle interne de chaque entreprise et du groupe.

Fixant les principes généraux, la charte du contrôle interne groupe est complétée par les chartes organisant les filières de contrôle périodique (l'audit interne) et de contrôle permanent : risques, conformité, sécurité des systèmes d'informations et finances sur le dispositif de contrôle de la qualité de l'information comptable et financière.

Déclinaison du dispositif de contrôle sur les données comptables et financières

Le contrôle de la qualité de l'information comptable et financière est défini dans le corpus normatif et documentaire dans le respect des exigences de l'arrêté

du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne et en particulier l'article 11c) qui exige de « vérifier la qualité de l'information comptable et financière, qu'elle soit destinée aux dirigeants effectifs ou à l'organe de surveillance, transmise aux autorités de tutelle et de contrôle ou qu'elle figure dans les documents destinés à être publiés ».

Au sein des établissements

Décentralisées par nature du fait de la structure particulière du groupe, les procédures de contrôle interne sont adaptées à la propre organisation de chacune des sociétés consolidées et comportent un processus de contrôle à trois niveaux :

- un niveau de base dit « contrôles de premier niveau » (contrôle) relevant des services opérationnels et intégré aux processus de traitement ;
- un niveau intermédiaire dit « contrôles de second niveau » (révision ou contrôle permanent comptable et financier) organisé et exécuté sous la responsabilité d'une fonction spécialisée dédiée au sein des directions financières, la révision comptable et réglementaire. Cette fonction exerce des contrôles indépendants des processus de traitement destinés à assurer la fiabilité et l'exhaustivité des comptes, en liaison avec les autres fonctions de contrôles permanents ;
- un niveau supérieur dit « contrôles de troisième niveau » (audit), portant sur des contrôles périodiques organisés sous l'autorité de l'audit interne local ou de l'Inspection générale groupe, ou sur des contrôles exercés par des acteurs externes au groupe (commissaires aux comptes et Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en particulier).

Au sein de l'organe central

ANIMATION DE LA FILIÈRE « RÉVISION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ».

Le pôle Finances groupe anime, au sein de l'organe central, le dispositif permanent de contrôle de la comptabilité et des reportings financiers (états réglementaires) dans le cadre d'une filière fonctionnelle de révision comptable et réglementaire dont les règles sont précisées dans la charte de la révision comptable et réglementaire.

Au sein du pôle Finances groupe, cette filière fonctionnelle est animée par le département Révision Finances. Son directeur, membre permanent du comité de coordination du contrôle interne groupe, est doté d'un pouvoir normatif sur la filière.

En liaison avec les établissements actionnaires et les filiales du groupe, le département Révision Finances assure un lien fonctionnel fort entre la fonction au sein des établissements du groupe et celle de l'organe central de manière à garantir la qualité de l'information comptable et réglementaire du groupe.

Dans ce cadre, les principales missions du département sont les suivantes :

- faciliter le partage des meilleures pratiques au sein d'un comité *ad hoc* (comité des réviseurs) et de groupes de travail ;
- organiser la rédaction et la diffusion du corpus normatif et documentaire de la filière ;
- animer le dispositif de reporting de la filière auprès de l'organe central pour qualifier le dispositif ;
- travailler en étroite collaboration avec les commissaires aux comptes du groupe sur le dispositif légal au sein du groupe, en s'assurant, pour le compte du comité d'audit, de l'indépendance des commissaires aux comptes (contrôle du respect de la procédure de sélection, examen des honoraires versés par le groupe et de la nature des missions exercées par les commissaires aux comptes au sein du groupe,) ;
- collecter, à travers l'outil commun de pilotage du contrôle permanent (PILCOP – outil de PILotage des Contrôles Permanents), le résultat de certains

contrôles réalisés par la filière Révision (en 2015, collecte trimestrielle limitée au respect des points de réglementation comptable des arrêtés et collecte ponctuelle sur certaines informations relatives aux annexes des comptes consolidés).

CONTRÔLE DU DISPOSITIF DE PRODUCTION DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE L'ORGANE CENTRAL

Au-delà de l'animation de la filière de Révision comptable et réglementaire, les autres missions du département Révision Finances sont les suivantes :

- contrôler en second niveau les travaux du métier comptable et en particulier les comptes et les états réglementaires publiés sous la responsabilité du pôle Finances groupe ;
- coordonner les actions transverses de contrôle interne pour fiabiliser les productions du pôle Finances groupe, en lien avec les autres fonctions de contrôle.

En complément des procédures d'autocontrôle et de contrôle mises en place dans les entités chargées de la production des comptes individuels ou consolidés, la qualité du contrôle comptable et financier est vérifiée par :

- la direction des Comptabilités groupe qui pilote le dispositif de production de l'information comptable et financière. Dans ce cadre :
 - elle s'appuie sur son rôle de normalisation comptable au niveau groupe pour la production des comptes sociaux et consolidés en référentiel comptable français et IFRS,
 - elle assure un examen régulier des états réglementaires des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et des Caisses de Crédit Maritime avant leur transmission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (analyses et contrôles de cohérence réalisés par une équipe dédiée),
 - elle valide, pour les comptes consolidés, la conformité du périmètre de consolidation au regard des principes comptables en vigueur et effectue des contrôles multiples à partir des données reçues trimestriellement à travers les liasses de consolidation. Ces vérifications sont complétées de revues analytiques et de contrôles de cohérence sur les principaux agrégats des états financiers ainsi que par l'analyse de l'évolution des capitaux propres et des impôts différés sur l'exercice en cours à travers les preuves d'impôt individuelles et consolidées ;
- les commissaires aux comptes dont les travaux sont organisés dans le cadre d'un collège et dont les conclusions s'appuient, entre autres, sur l'opinion des commissaires aux comptes de chacune des entités consolidées, notamment sur le respect des normes groupe édictées par BPCE et sur l'efficacité des procédures locales de contrôle interne. Afin d'optimiser l'efficacité du processus de certification, le « Cadre d'intervention des commissaires aux comptes dans le Groupe BPCE » impose que chaque entité du périmètre de consolidation compte dans son collège au moins un représentant des commissaires aux comptes du groupe ;
- l'Inspection générale groupe de BPCE, dans le cadre des missions menées dans les établissements du groupe.

Enfin, dans le cadre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, l'Inspection générale groupe de BPCE présente au comité d'audit et au conseil de surveillance un rapport annuel sur la synthèse du contrôle interne du groupe, en coordination avec les directions des Risques groupe et de la Conformité et Sécurité groupe. Ce rapport évalue, sur la base de questionnaires détaillés, les procédures de contrôle interne notamment dans le domaine comptable et financier.

En 2015, le pôle Finances groupe a renforcé et harmonisé son dispositif de contrôle en particulier sur des états transmis aux autorités de tutelle suite

aux évolutions réglementaires introduites par Bâle III. Des travaux destinés à renforcer le corpus normatif et documentaire de la filière Révision ont donné lieu à la mise à jour ou la création de guides de contrôle couvrant l'ensemble des taxonomies SURFI, COREP et FINREP. Ce chantier a été complété par la mise en place, en 2015, d'un programme de formation sur ce domaine (cursus global de 5 jours pour l'ensemble des taxonomies).

INSTANCES PORTANT SUR L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Une fois par trimestre, le directoire de BPCE arrête les comptes consolidés, et les présente au conseil de surveillance aux fins de vérification et de contrôle.

Les comptes individuels sont arrêtés une fois par an, conformément à la réglementation en vigueur.

Le conseil de surveillance de BPCE vérifie et contrôle les comptes individuels et consolidés arrêtés par le directoire de BPCE et présente à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ses observations sur les comptes de l'exercice. Dans ce cadre, le conseil de surveillance a institué un comité spécialisé chargé de préparer ses décisions et de lui formuler des recommandations : le comité d'audit.

Le détail des missions de ce comité, dont celles portant sur le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes et de l'indépendance des commissaires aux comptes, est défini dans le paragraphe 2.3.2 « Les comités spécialisés ».

Le comité finances regroupe des exécutifs de chacun des deux réseaux et a vocation à traiter les sujets les plus importants. Par ailleurs, le directoire de BPCE a confié au pôle Finances groupe l'organisation du processus de coordination, d'information et de décision sur l'information comptable et financière au travers des instances de la fonction finances organisées autour de trois types d'instances :

- les instances de coordination et d'information : elles réunissent les principaux responsables de la fonction finances ou les principaux responsables de chaque filière métier de la fonction finances (contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie et gestion actif-passif, révision comptable et réglementaire, fiscalité) ;
- les instances temporaires qui pilotent et traitent des projets limités dans le temps ;
- les instances permanentes.

Afin d'assurer la transparence et la sécurité du dispositif, ces instances sont encadrées par des règlements qui définissent le fonctionnement, l'organisation, la composition et le rôle de chacun des comités ainsi que les règles de diffusion des débats portés au sein de ces comités. Les comités du pôle Finances groupe associent systématiquement des représentants des établissements actionnaires et le cas échéant des filiales du groupe.

Le comité normes et méthodes comptabilités et pilotage groupe est présidé par le directeur général en charge des Finances, des Risques et des Opérations et a, pour principales missions, de valider :

- le cadre normatif et les normes de gestion nécessaires au pilotage du groupe ;
- les orientations comptables stratégiques ainsi que le cadre normatif comptable groupe en particulier les choix du groupe lorsque des options sont ouvertes par les textes ;
- les normes de travail portant sur la révision comptable et réglementaire (normes de révision groupe), dans le cadre du dispositif de contrôle interne portant sur l'information comptable et financière.

2.7 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance

Exercice clos le 31 décembre 2015

BPCE

50, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris

Capital social : 155 742 320 euros

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société BPCE et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Marc Mickeler

Sylvie Bourguignon

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Husherr

Nicolas Montillot

Mazars

Michel Barbet-Massin

Jean Latorzeff

2.8 Plan de rétablissement et de réorganisation (le « PRR »)

Le 30 septembre 2015, le conseil de surveillance de BPCE a approuvé le plan de rétablissement et de réorganisation du groupe (le « PRR ») pour 2015.

Ce plan s'inscrit dans le cadre des mesures réglementaires européennes sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et des prescriptions du code monétaire et financier.

L'objectif du PRR est d'identifier des actions pour restaurer la santé financière du groupe dans l'hypothèse où elle se dégraderait sévèrement.

Le plan présente les options à la disposition du groupe pour mettre en place un dispositif de gestion de crise. Il analyse la pertinence des options selon des scénarii de crise et des voies et des moyens à disposition pour leur mise en œuvre.

Le PRR repose, principalement, sur :

- l'organisation du groupe et les spécificités de son statut coopératif ;
- l'identification des fonctions critiques assurées par le groupe ;
- les dispositifs de gestion du capital et de la liquidité ;
- l'analyse de scénarii de crise financière ;

- la cartographie des principales entités associée à l'analyse de leur contribution en termes de solvabilité, liquidité et profitabilité ;
 - l'identification des options ayant un impact significatif sur le redressement de la situation financière du groupe ;
 - le suivi d'indicateurs avancés de la situation économique et financière à titre préventif ;
 - la mise en place de dispositifs organisationnels pour mener le rétablissement.
- Le suivi et la coordination du dispositif relèvent d'une fonction permanente assurée au sein de BPCE.

Le PRR est maintenu à jour avec l'approbation du conseil de surveillance qui s'appuie à cette fin sur le comité des risques groupe.

Le PRR fait l'objet d'une actualisation annuelle.

La présence de Natixis aux États-Unis a conduit le groupe à transmettre aux autorités américaines un plan de résolution de ses activités aux États-Unis qui présente les différents scénarii de résolution pouvant s'appliquer dans le cadre réglementaire américain.

2.9 Responsables du contrôle des comptes

2.9.1 Dispositif d'audit légal

Au sein du groupe, les principales règles portant sur le dispositif d'audit légal et destinées à garantir l'indépendance des commissaires aux comptes sont définies par le « *Cadre d'intervention des commissaires aux comptes dans le Groupe BPCE* » approuvé par le conseil de surveillance du 27 juin 2012.

Applicable à l'ensemble des entreprises du groupe, ce cadre définit principalement :

- les règles relatives au choix des commissaires aux comptes au sein du groupe ;
- les règles relatives aux prestations pouvant être confiées aux commissaires aux comptes (ou leur réseau) ;
- le rôle des comités d'audit en matière de contrôle du dispositif.

Sur le choix des commissaires aux comptes, dans un souci d'harmonisation et de fiabilité du processus d'audit légal, le directoire de BPCE a désigné, sur avis du comité d'audit, une liste de réseaux dits « réseaux de commissaires aux comptes agréés par l'organe central ». Cette liste comprend quatre noms de réseau dont les trois auxquels appartiennent les commissaires aux comptes de l'organe central. En matière de contrôle, le comité d'audit s'assure, pour le Groupe BPCE, du respect du cadre d'intervention et examine l'ensemble des prestations rendues par les commissaires aux comptes dans les entreprises du groupe. Ce rôle implique principalement :

- l'examen, sur base annuelle, des honoraires et de la nature des prestations rendues. Les prestations rendues par les commissaires aux comptes et figurant dans le compte de résultat de chaque entreprise sont communiquées à l'organe central ;

- la surveillance, sur base trimestrielle, des prestations qui ne relèvent pas de l'audit. Les montants des engagements au titre de ces prestations sont communiqués à l'organe central dès lors qu'ils sont supérieurs ou égaux à 50 000 euros.

Le comité d'audit s'appuie dans cette démarche sur les travaux de la fonction de contrôle de l'information comptable et financière (filère Révision). Une norme Groupe sur le contrôle de l'indépendance des commissaires aux comptes précise le rôle de cette fonction dans ce domaine et les principales diligences qu'elle doit mettre en œuvre. Les travaux exercés dans ce cadre font l'objet d'une restitution auprès des comités d'audit de chaque entreprise et, sur base consolidée, au comité d'audit du groupe.

Fin 2014, BPCE a réalisé un appel d'offres portant, d'une part, sur le renouvellement des commissaires aux comptes signataires des comptes de l'organe central et le renouvellement à venir chez Natixis et a procédé, d'autre part, à la mise à jour de la liste des réseaux de commissaires aux comptes agréés par l'organe central. Les travaux relatifs à cet appel d'offres ont permis d'aboutir, à compter de l'exercice 2015 et pour les six prochains exercices :

- pour BPCE : au renouvellement du cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et à la nomination du Cabinet Deloitte Et Associés en remplacement de KPMG Audit ;
- pour les entreprises du groupe : à une rationalisation du dispositif d'audit dans le groupe et à la formalisation de vingt engagements qualitatifs et financiers généraux obtenus des commissaires aux comptes agréés.

2.9.2 Commissaires aux comptes de BPCE

Les commissaires aux comptes de BPCE sont responsables du contrôle des comptes individuels de BPCE, des comptes consolidés du groupe BPCE SA et du Groupe BPCE. Au 31 décembre 2015, les commissaires aux comptes sont :

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte Et Associés

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-seine Cedex

Mazars

61, rue Henri-Regnault
92075 Paris-La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit (672006483 RCS Nanterre), Deloitte et Associés (572028041 RCS Nanterre), Mazars (784824153 RCS Nanterre) sont enregistrés comme commissaires aux comptes, membres de la Compagnie régionale des

commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

L'assemblée générale de BPCE du 22 mai 2015, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, a décidé de renouveler PricewaterhouseCoopers Audit pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Mme Agnès Husherr et M. Nicolas Montillot.

Suppléant : Jean-Baptiste Deschryver demeurant 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine cedex, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

DELOITTE & ASSOCIÉS

L'assemblée générale de BPCE du 22 mai 2015, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, a décidé de nommer Deloitte Et Associés pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

Deloitte Et Associés est représenté par M. Jean-Marc Mickeler et Mme Sylvie Bourguignon

Suppléant : Cabinet BEAS représenté par Mireille Berthelot, demeurant 195, avenue Charle-De-Gaulle, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

MAZARS

L'assemblée générale de BPCE du 24 mai 2013, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, a décidé de nommer Mazars pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2019 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2018.

Mazars est représenté par M. Michel Barbet Massin et M. Jean Latorzeff.

Suppléant : Anne Veaute, demeurant 61, rue Henri-Regnault 92075 Paris-La Défense cedex, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2019 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2018.

2.9.3 Rémunération des contrôleurs légaux

Dans le cadre des missions définies par le « Cadre d'intervention des commissaires aux comptes dans le Groupe BPCE », approuvé par le conseil de surveillance du 27 juin 2012, le comité d'audit s'assure de l'indépendance des commissaires aux comptes, notamment par un examen du détail des honoraires qui leur sont versés par le groupe ainsi qu'au réseau auquel ils peuvent appartenir.

En outre les honoraires des commissaires aux comptes font l'objet, conformément à l'instruction de l'Autorité des marchés financiers no 2006-10, d'une publicité, dans le document de référence, en distinguant :

- les honoraires des commissaires aux comptes du groupe BPCE SA ;
- les honoraires des commissaires aux comptes du Groupe BPCE.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DU GROUPE BPCE SA

Les honoraires comptabilisés au titre des missions réalisées par les commissaires aux comptes responsables du contrôle des comptes de BPCE ainsi que par leurs réseaux sont, pour les exercices 2014 et 2015 :

en milliers d'euros ⁽¹⁾	PwC				Mazars				Deloitte//KPMG ⁽²⁾				Total			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
AUDIT																
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés ⁽³⁾	7 013	5 924	62 %	57 %	3 792	4 103	68 %	69 %	6 798	6 747	47 %	73 %	17 603	16 773	56 %	65 %
– Émetteur	411	494			408	488			405	493			1 224	1 475		
– Filiales	6 602	5 430			3 384	3 615			6 393	6 254			16 379	15 298		
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes ⁽⁴⁾	1 084	1 559	10 %	15 %	969	1 225	17 %	20 %	1 634	2 315	11 %	25 %	3 687	5 099	12 %	20 %
– Émetteur	472	795			457	780			287	1 028			1 216	2 603		
– Filiales	612	764			512	445			1 347	1 287			2 471	2 496		
Sous-total	8 097	7 483	72 %	72 %	4 761	5 328	85 %	89 %	8 432	9 062	59 %	98 %	21 290	21 872	68 %	85 %
Prestations rendues par le réseau aux filiales intégrées globalement																
– Juridique, fiscal, social	1 338	1 181			30	198			544	65			1 912	1 444		
– Autres	1 819	1 676			779	469			5 429	146			8 027	2 291		
Sous-total ⁽⁵⁾	3 157	2 857	28 %	28 %	809	667	15 %	11 %	5 973	211	41 %	2 %	9 939	3 735	32 %	15 %
TOTAL	11 253	10 340	100 %	100 %	5 570	5 995	100 %	100 %	14 405	9 273	100 %	100 %	31 228	25 607	100 %	100 %

Commentaires :

(1) Les montants portent sur les prestations figurant au compte de résultat de l'exercice y compris notamment la TVA non récupérable.

(2) Les honoraires de 2014 sont ceux versés au cabinet KPMG tandis que ceux versés en 2015 concernent le cabinet Deloitte. En effet, le mandat de KPMG Audit est arrivé à échéance au 31 décembre 2014 et l'assemblée générale de BPCE du 22 mai 2015, statuant sur les conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, a décidé de nommer Deloitte & Associés pour une période de six exercices.

(3) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau des commissaires aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(4) Les autres diligences et prestations directement liées à la mission de commissariat aux comptes et réalisées à la demande du groupe, comprennent essentiellement des diligences réalisées dans le cadre d'opérations financières, de demandes d'attestations et de consultations.

(5) Les autres prestations portent essentiellement sur des missions réalisées à la demande de Natixis SA et ses filiales et concernent, principalement, la fin des travaux d'accompagnement dans le cadre de l'ouverture de l'offre Vie et Prévoyance de Natixis Assurance au réseau Caisse d'Épargne pour 4 millions d'euros, des prestations de services ou de conseils en matière fiscale, des diligences relatives à des opérations financières et des missions de revue de modèle interne.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DU GROUPE BPCE

Les honoraires comptabilisés au titre des missions réalisées par les commissaires aux comptes pour l'ensemble du Groupe BPCE (y compris les commissaires aux comptes qui ne relèvent pas du même réseau que les responsables du contrôle des comptes de BPCE), sont pour les exercices 2014 et 2015 :

en milliers d'euros ⁽¹⁾	Commissaires aux comptes (ainsi que leurs réseaux) responsables du contrôle des comptes de BPCE ⁽²⁾								Autres réseaux de commissaires aux comptes				Total			
	groupe BPCE SA				Autres entités du Groupe BPCE											
	Montant		%		Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
AUDIT																
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés ⁽³⁾	17 603	16 773	56 %	65 %	5 463	9 300	94 %	95 %	11 630	10 900	87 %	49 %	34 697	36 973	69 %	64 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	3 687	5 099	12 %	20 %	156	514	3 %	5 %	735	5 013	5 %	22 %	4 578	10 626	9 %	18 %
Sous-total	21 290	21 872	68 %	85 %	5 620	9 814	97 %	100 %	12 365	15 913	92 %	71 %	39 275	47 599	78 %	82 %
Variation (%)																(17 %)
Prestations rendues par le réseau aux filiales intégrées globalement																
– Juridique, fiscal, social	1 912	1 444			44				101	1 017			2 057	2 461		
– Autres	8 027	2 291			138	15			916	5 608			9 081	7 914		
Sous-total ⁽⁴⁾	9 939	3 735	32 %	15 %	182	15	3 %		1 017	6 625	8 %	29 %	11 138	10 375	22 %	18 %
TOTAL	31 228	25 607	100 %	100 %	5 802	9 829	100 %	100 %	13 382	22 538	100 %	100 %	50 412	57 974	100 %	100 %
Variation (%)																(13 %)

Commentaires :

(1) Les montants portent sur les prestations figurant au compte de résultat de l'exercice y compris notamment la TVA non récupérable.

(2) PwC, Mazars et Deloitte en 2015 et PwC, Mazars et KPMG en 2014.

(3) En 2015, les autres diligences et prestations directement liées à la mission de commissariat aux comptes et réalisées à la demande du groupe, comprennent essentiellement des diligences réalisées dans le cadre d'opérations financières, de demandes d'attestations et de consultations.

(4) Les autres prestations portent essentiellement sur des missions réalisées à la demande de Natixis SA et ses filiales et concernent principalement la fin des travaux d'accompagnement dans le cadre de l'ouverture de l'offre Vie et Prévoyance de Natixis Assurances au réseau Caisse d'Epargne pour 4 millions d'euros, des prestations de services ou de conseil en matière fiscale, des diligences relatives à des opérations financières et des missions de revue de modèle interne.

3

GESTION DES RISQUES

3.1 PRINCIPAUX RISQUES DU GROUPE BPCE	117	3.4 COUVERTURE DES RISQUES ASSURABLES	185
3.1.1 Principaux risques	117		
3.1.2 Facteurs de risque	118	3.5 RISQUES JURIDIQUES	186
3.2 PILIER III	125	3.5.1 Enjeux et contraintes liés à la législation et à la réglementation	186
3.2.1 Cadre réglementaire	125	3.5.2 Procédures judiciaires et d'arbitrage – BPCE	186
3.2.2 Champ d'application	126	3.5.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage – Natixis	187
3.2.3 Composition des fonds propres prudentiels	128	3.5.4 Situation de dépendance	189
3.2.4 Exigences en fonds propres et risques pondérés	132	3.6 RISQUES TECHNIQUES D'ASSURANCE	190
3.2.5 Ratios prudentiels au 31 décembre 2015	134	3.6.1 Natixis Assurances	190
3.2.6 Gouvernance des risques du Groupe BPCE	137	3.6.2 Coface	191
3.2.7 Risque de crédit	140	3.6.3 CEGC	193
3.2.8 Risque de contrepartie	160	3.7 RECOMMANDATION DU FORUM DE STABILITÉ FINANCIÈRE EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE FINANCIÈRE	195
3.2.9 Opérations de titrisation	163	3.7.1 Expositions du Groupe BPCE (hors Natixis) au 31 décembre 2015	195
3.2.10 Risques liés aux actions sur le portefeuille bancaire	169	3.7.2 Expositions de Natixis au 31 décembre 2015	198
3.2.11 Risques de marché	169		
3.2.12 Risque opérationnel	177		
3.3 RISQUES DE LIQUIDITÉ, DE TAUX ET DE CHANGE	179		
3.3.1 Risques de liquidité et de refinancement	179		
3.3.2 Risque structurel de taux d'intérêt	183		
3.3.3 Risque structurel de change	184		

Ce chapitre « Gestion des risques », présente la nature des facteurs de risques auxquels le Groupe BPCE peut être exposé, leur ampleur et l'impact que ces risques pourraient avoir sur les résultats et le patrimoine du Groupe BPCE, ainsi que les moyens mis en œuvre pour y répondre.

En complément des risques, liés notamment à la situation macroéconomique ou la structure du Groupe BPCE, sont exposés les risques suivants : les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché, le risque opérationnel et les risques structurels de gestion de bilan (risque de taux d'intérêt global, de change et de liquidité). Plus globalement, l'ensemble des risques de l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne est intégré, tant dans le dispositif d'appétit au risque du groupe que dans la déclinaison de l'article 98, et est repris dans la charte des risques groupe, déclinée par chaque filière de risque (risques de crédit et de contrepartie, risques de marché, risque de gestion de bilan et risque opérationnel).

Cette présentation détaille les principales polices d'assurance souscrites par le Groupe BPCE, les procédures judiciaires en cours et les risques liés aux activités d'assurance.

Les expositions sensibles du Groupe BPCE, conformément aux recommandations du Forum de stabilité financière, sont présentées dans la section 3.7 de ce chapitre.

Le rapport préparé dans ce chapitre au titre du Pilier III, a pour but de présenter une information détaillée sur les fonds propres et la gestion des risques du Groupe BPCE, ainsi que des informations quantitatives sur le calcul de ses ratios de solvabilité consolidés tels qu'ils résultent de l'application du Pilier I et du Pilier II.

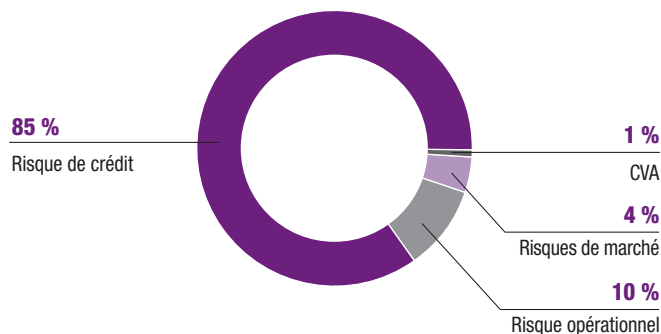
Aussi, ce chapitre répond au règlement n° 575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit (*Capital Requirements Regulation – CRR*) et à la directive n° 2013/36 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit (*Capital Requirements Directive IV – CRD IV*).

Certaines informations présentées dans ce chapitre sont requises par la norme comptable IFRS 7 et sont à ce titre couvertes par l'opinion des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés. Ces informations sont identifiées par la mention « Données présentées au titre de la norme IFRS 7 ».

3.1 Principaux risques du Groupe BPCE

3.1.1 Principaux risques

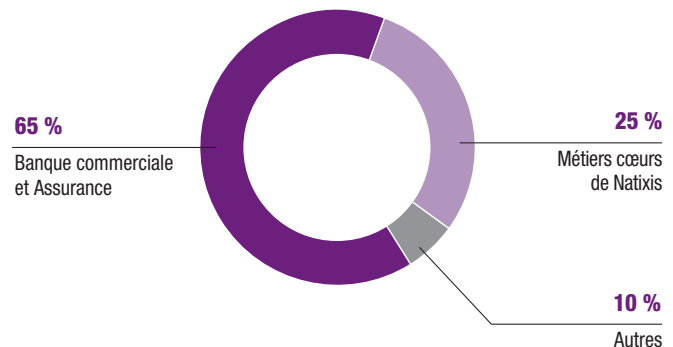
➔ COMPOSITION DES RISQUES PONDÉRÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015



Risque de concentration de crédit : le risque de concentration de crédit au niveau du Groupe BPCE est principalement géré par le dispositif de plafonds réglementaires, plafonds internes et limites groupe, et évalué par le suivi des grands risques résultant de concentrations individuelles et des plafonds internes groupe. Aucune contrepartie n'excède ces plafonds réglementaires et aucune concentration de risque anormale résultant du suivi des plafonds internes et des limites groupe n'est identifiée. Les risques sectoriels sont gérés et suivis au niveau du groupe sur les principaux secteurs sensibles, définis comme étant les secteurs comportant des taux de notes sensibles et en défaut décalés à la hausse. Leur suivi fait l'objet de recommandations élaborées *via* un comité de veille sectorielle mensuel partagé entre les directions des Risques locales et la direction des Risques du Groupe BPCE, et validées en comité de crédit groupe.

Le risque pays du Groupe BPCE est principalement concentré sur son marché domestique, la France, et dans une moindre mesure l'Union européenne. Le groupe reste particulièrement attentif aux risques sur les pays périphériques européens et aux risques géopolitiques portés par certains pays (cf. 3.2.7 « Risque de crédit » et 3.2.8 « Risque de contrepartie »).

Risques de marché : le suivi et l'analyse des indicateurs en risques de marché et de contrepartie sont réalisés à différents niveaux d'agrégation des positions, permettant un pilotage de l'exposition globale et des consommations de risques



par facteurs de risque. Les indicateurs de VaR et de stress ont été maintenus à des niveaux faibles sur l'ensemble de l'année 2015 pour le groupe (VaR de 7,8 millions d'euros à fin 2015 ; cf. 3.2.11 « Risques de marché »).

Risque de liquidité, de taux et de change : au cours de l'année 2015, le Groupe BPCE a poursuivi l'amélioration de sa situation en liquidité. Cette amélioration se traduit par une réduction du CERC ⁽¹⁾ (coefficient emplois ressources clientèle) de 2 points sur l'année (119 % au 31 décembre 2015 contre 121 % au 31 décembre 2014), par une réduction de la part du financement court terme dans le passif de marché et une plus forte capacité à couvrir les situations de stress. Le groupe a également poursuivi la diversification de ses sources de financement.

Le Groupe BPCE a également mené, au cours de l'année, un projet pour améliorer son dispositif de pilotage du risque de taux sur le portefeuille bancaire afin de tenir compte du contexte de taux bas et intégrer les futures évolutions réglementaires concernant la gestion de ce risque.

Risque opérationnel : au regard des lignes de métiers exercées dans le Groupe BPCE, les défaillances résultant d'erreurs de gestion de processus, de fraudes externes et de clients, produits et pratiques commerciales sont les trois principales catégories génératrices de pertes opérationnelles (cf. 3.2.12 « Risque opérationnel »).

(1) Hors Compagnie de Financement Foncier, la société de crédit foncier du groupe.

3.1.2 Facteurs de risque

L'environnement bancaire et financier dans lequel le Groupe BPCE évolue l'expose à une multitude de risques et le contraint à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse.

Certains des risques auxquels est exposé le Groupe BPCE sont décrits ci-dessous. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques du Groupe BPCE pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par le Groupe BPCE, pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

RISQUES LIÉS AUX CONDITIONS MACROÉCONOMIQUES, À LA CRISE FINANCIÈRE ET AU RENFORCEMENT DES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

En Europe, le contexte économique et financier récent a eu un impact sur le Groupe BPCE et les marchés sur lesquels il est présent, et cette tendance devrait se poursuivre

Les marchés européens ont récemment connu des perturbations majeures qui ont affecté la croissance économique. Découlant au départ de craintes relatives à la capacité de certains pays de la zone euro à refinancer leur dette, ces perturbations ont créé des incertitudes s'agissant, d'une part, des perspectives économiques à court terme des membres de l'Union européenne et, d'autre part, de la qualité de la dette de certains émetteurs souverains de la zone. Ces facteurs ont également eu un impact indirect sur les marchés financiers, tant en Europe que dans le reste du monde.

Bien que les obligations souveraines détenues par le Groupe BPCE n'aient pas trop souffert, ce dernier a subi de manière indirecte les conséquences de la propagation de la crise de la zone euro, qui a touché la plupart des pays de la région, y compris le marché intérieur français. Certaines agences de notation ont dégradé la note de crédit souverain de la France ces dernières années, entraînant dans certains cas une détérioration mécanique des notes des obligations de premier rang et subordonnées des banques commerciales françaises, dont celles des entités du Groupe BPCE. Plus récemment, le sentiment anti-austérité a créé des incertitudes politiques dans certains pays européens.

Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe venaient à se dégrader davantage, les marchés sur lesquels le Groupe BPCE opère pourraient connaître des perturbations encore plus importantes, et son activité, ses résultats et sa situation financière pourraient en être affectés défavorablement.

Les textes de loi et les mesures de réglementation proposés en réponse à la crise financière mondiale pourraient avoir un impact significatif sur le Groupe BPCE et sur l'environnement financier et économique dans lequel ce dernier opère

Des textes législatifs et réglementaires ont été promulgués ou proposés récemment en vue d'introduire plusieurs changements, certains permanents, dans le cadre financier mondial. Même si ces nouvelles mesures ont vocation

à éviter une nouvelle crise financière mondiale, elles sont susceptibles de modifier radicalement l'environnement dans lequel le Groupe BPCE et d'autres institutions financières évoluent.

Voici une liste non exhaustive des mesures promulguées ou à l'étude : durcissement des exigences de fonds propres et de liquidité (en particulier pour les institutions ou groupes d'envergure mondiale comme le Groupe BPCE) ; taxes sur les transactions financières, plafonds ou taxes sur les rémunérations des collaborateurs au-delà de niveaux déterminés ; limites imposées aux banques commerciales en termes de types d'activités autorisés (négociation et investissements pour compte propre et participations dans des fonds de capital-investissement et des *hedge funds*) ; nouvelles obligations de cantonnement de certaines activités, renforcement des normes prudentielles applicables aux grandes organisations bancaires non américaines, restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des activités de swap ; restrictions sur certains types d'activités ou de produits financiers comme les produits dérivés, dépréciation ou conversion obligatoire en titres de capital de certains instruments de dette ; dispositifs renforcés de redressement et de résolution ; nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance) et création d'organes de réglementation ou renforcement des moyens des organes existants, y compris le transfert de certaines fonctions de supervision à la Banque centrale européenne (BCE), qui est entré en vigueur le 4 novembre 2014. Parmi ces mesures, certaines n'en sont qu'au stade de proposition et leur contenu sera probablement révisé et interprété, notamment pour être conformes au cadre prudentiel national de chaque pays. En conséquence à certaines de ces mesures, le Groupe BPCE a réduit la taille de certaines de ses activités pour être en conformité avec les nouvelles exigences, une décision qu'il pourrait être amené à réitérer. Ces mesures sont également susceptibles d'accroître les coûts de conformité. Cela pourrait se traduire par une baisse des revenus et du bénéfice consolidé dans les activités concernées, une réduction ou la vente de certaines activités et de certains portefeuilles d'actifs et des dépréciations d'actifs.

Certaines de ces mesures pourraient également augmenter les coûts de financement de l'émetteur. Par exemple, le 10 novembre 2014, le Conseil de stabilité financière a proposé que les banques d'importance systémique mondiale (dont fait partie le Groupe BPCE) conservent d'importants montants d'engagements subordonnés (par la loi, par contrat ou de manière structurelle) à certains passifs d'exploitation privilégiés, tels que les dépôts garantis ou assurés. Ces exigences relatives au ratio de capacité d'absorption des pertes (*Total loss absorbing capacity* ou TLAC) ont vocation à assurer que les pertes sont absorbées par les actionnaires ou les créanciers, autres que les créanciers au titre des passifs d'exploitation privilégiés, et sans recourir à des fonds publics. Si ces exigences relatives au TLAC sont adoptées et mises en œuvre en France, elles s'appliqueront en plus des exigences de fonds propres applicables à l'émetteur. Cette situation pourrait contraindre l'émetteur à modifier la manière dont il gère ses opérations de financement et accroître ses coûts de financement. Puisqu'il ne s'agit à ce stade que de propositions, ces exigences relatives au TLAC sont susceptibles d'évoluer et d'augmenter encore les coûts de l'émetteur en cas d'adoption effective.

Par ailleurs, l'environnement politique général a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par des pressions supplémentaires contraignant les organes législatifs et réglementaires à adopter des mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent pénaliser le crédit et d'autres activités financières, ainsi que l'économie. Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il est impossible de prédire leur impact sur le Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE est soumis à une importante réglementation en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles de nuire à l'activité et aux résultats du Groupe BPCE

Plusieurs régimes de supervision et de réglementation s'appliquent aux entités du Groupe BPCE sur chaque territoire où elles opèrent. Le fait de ne pas respecter ces mesures pourrait entraîner des interventions de la part des autorités de réglementation, des amendes, un avertissement public, une dégradation de l'image de ces banques, la suspension obligatoire des opérations ou, dans le pire des cas, un retrait des agréments. Ces dernières années, le secteur des services financiers a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part de divers régulateurs, et s'est vu exposé à des pénalités et des amendes plus sévères, tendance qui pourrait s'accroître dans le contexte financier actuel. L'activité et les résultats des entités du groupe pourraient être sensiblement touchés par les politiques et les mesures prises par les autorités de réglementation françaises, d'autres États de l'Union européenne, d'autres États extérieurs à la zone euro et des organisations internationales. Ces contraintes pourraient limiter la capacité des entités du groupe à développer leurs activités ou à exercer certaines d'entre elles. La nature et l'impact de l'évolution future de ces politiques et de ces mesures réglementaires sont imprévisibles et hors du contrôle du groupe. Ces changements pourraient inclure, mais sans s'y limiter, les aspects suivants :

- les politiques monétaires, de taux d'intérêt et d'autres mesures des banques centrales et des autorités de réglementation ;
- une évolution générale des politiques gouvernementales ou des autorités de réglementation susceptibles d'influencer sensiblement les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où le Groupe BPCE opère ;
- une évolution générale des exigences réglementaires, notamment des règles prudentielles relatives au cadre d'adéquation des fonds propres, telles que les modifications actuellement apportées aux réglementations qui mettent en œuvre les exigences de Bâle III ;
- une évolution des règles et procédures relatives au contrôle interne ;
- une évolution de l'environnement concurrentiel et des prix ;
- une évolution des règles de reporting financier ;
- l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et une évolution de la législation sur les droits relatifs aux participations étrangères ; et
- toute évolution négative de la situation politique, militaire ou diplomatique engendrant une instabilité sociale ou un contexte juridique incertain, susceptible d'affecter la demande de produits et services proposés par le Groupe BPCE.

Risques liés au plan stratégique 2014-2017 du Groupe BPCE

Composé de plusieurs initiatives, le plan stratégique 2014-2017 du Groupe BPCE comprend notamment quatre priorités en matière d'investissement : (i) créer des banques locales jouissant de positions de leader en termes de relations clients physiques et digitales ; (ii) financer les besoins des clients, faire du groupe un acteur majeur de l'épargne et délaisser l'approche axée sur l'activité de prêt en faveur d'une approche reposant sur le financement ; (iii) devenir un spécialiste à part entière de la bancassurance, et (iv) accélérer le rythme de développement du groupe à l'international. Le présent document contient des informations prospectives qui sont par nature soumises à des incertitudes. Dans le cadre du plan stratégique 2014-2017, le Groupe BPCE a annoncé plusieurs objectifs financiers, notamment un taux de croissance des revenus et des réductions de coûts, ainsi que des objectifs pour les ratios de liquidité et de fonds propres réglementaires. En outre, Natixis a également annoncé publiquement divers

objectifs et détaillé les initiatives stratégiques liées à ses activités. Établis essentiellement en vue de planifier et d'allouer les ressources, les objectifs financiers reposent sur diverses hypothèses et ne constituent pas des projections ou des prévisions de résultats futurs. Les résultats réels du Groupe BPCE (et de Natixis) sont susceptibles de différer (et pourraient différer considérablement) de ces objectifs pour diverses raisons, y compris la matérialisation d'un ou de plusieurs autres facteurs de risque décrits dans le présent document. Si le Groupe BPCE (ou Natixis) ne parvient pas à atteindre ses objectifs, sa situation financière et la valeur de ses émissions obligataires pourraient en être affectées. En outre, si le Groupe BPCE (ou Natixis) décidait de céder certaines de ses activités, le prix de cession pourrait s'avérer inférieur aux attentes, et le Groupe BPCE (ou Natixis) pourrait devoir continuer à assumer des risques significatifs issus de ces activités en raison des engagements fermes, garanties ou indemnités qu'il pourrait devoir consentir aux acheteurs concernés. Le Groupe BPCE s'efforcera également de réaliser le potentiel de synergies de revenus et de coûts inexploitées dans le cadre du plan stratégique 2010-2013, et cherchera à exploiter d'autres sources de croissance des revenus et de réduction des coûts. La capacité du Groupe BPCE à bénéficier des synergies prévues dans le plan stratégique 2014-2017 dépendra de plusieurs facteurs, dont de nombreux ne sont pas maîtrisés par le Groupe BPCE. Le Groupe BPCE pourrait ne pas réaliser les synergies escomptées pour diverses raisons, notamment des difficultés liées à la structure propre au Groupe BPCE ou la matérialisation des risques inhérents à ses activités bancaires ordinaires. L'un de ces facteurs, parmi d'autres, pourrait se traduire par un niveau réel de développement de l'activité et/ou des synergies de coûts inférieur(es) aux anticipations.

RISQUES LIÉS À LA STRUCTURE DU GROUPE BPCE

En cas de désaccord entre les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, les opérations ou les activités de BPCE pourraient pâtir d'importantes perturbations

Le mécanisme de nomination des membres du conseil de surveillance et du directoire de BPCE, ainsi que la mise en œuvre des différentes mesures de gouvernement d'entreprise, sont définis dans les statuts. Sur les 19 membres du conseil de surveillance de BPCE, sept ont été nommés par les Caisses d'Épargne, sept par les Banques Populaires, trois sont des membres indépendants et deux sont des représentants des salariés. De plus, les statuts de BPCE prévoient que certaines décisions jugées essentielles, soumises à la majorité qualifiée, soient approuvées par 13 des 19 membres du conseil de surveillance (ce qui signifie un vote favorable d'au moins un représentant de chacune des Caisses d'Épargne et Banques Populaires et des administrateurs indépendants). Parmi ces « décisions essentielles », citons : la révocation du président du directoire ; toute acquisition de participation, d'autres investissements ou désinvestissements dont le montant dépasse un milliard d'euros ; toute augmentation du capital autorisé de BPCE avec renonciation des droits de souscription préférentiels ; toute transaction de fusion, de contribution ou de scission à laquelle BPCE participe ; toute proposition faite aux actionnaires de BPCE de modifier les statuts de BPCE, la gouvernance d'entreprise ou les droits des porteurs d'actions de préférence ; et toute autre décision impliquant la modification substantielle des fonctions du conseil de surveillance qui affecterait les droits des porteurs d'actions de préférence BPCE. Le Protocole (et les statuts) de BPCE ne prévoi(en)t pas de mécanisme pour la résolution définitive de tout désaccord. En cas d'impasse, le directoire pourrait ne pas réussir à obtenir l'accord du conseil de surveillance pour mener à bien les mesures prévues. L'activité de BPCE ou du Groupe BPCE pourrait donc subir des perturbations importantes si les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne étaient incapables de résoudre d'éventuels différends concernant le développement du groupe.

FACTEURS DE RISQUE LIÉS AUX ACTIVITÉS DU GROUPE BPCE ET AU SECTEUR BANCAIRE

Le Groupe BPCE est exposé à plusieurs catégories de risques inhérents aux activités bancaires

Il existe quatre grandes catégories de risques inhérents aux activités du Groupe BPCE, qui sont répertoriées ci-dessous. Les facteurs de risque suivants évoquent ou donnent des exemples précis de ces divers types de risques et décrivent certains risques supplémentaires auxquels le Groupe BPCE est exposé.

- **Risque de crédit.** Le risque de crédit est le risque de perte financière que peut entraîner l'incapacité d'une contrepartie à honorer ses obligations contractuelles. La contrepartie peut être une banque, une institution financière, un groupe industriel et une entreprise commerciale, un État et ses diverses entités, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le risque de crédit résulte des activités de prêts mais aussi d'autres activités dans lesquelles le Groupe BPCE est exposé au risque de défaut d'une contrepartie (activité de trading, sur les marchés de capitaux, de vente/achat de dérivés et de règlement). Concernant les crédits immobiliers, le degré de risque de crédit dépend également de la valeur du logement venant en garantie du prêt concerné. Le risque de crédit peut aussi survenir dans les activités d'affacturage du Groupe BPCE, même si ce risque est lié au crédit des clients de la contrepartie et non à la contrepartie elle-même. Se reporter aux paragraphes 3.2.7 et 3.2.8 du présent chapitre.
- **Risques de marché et de liquidité.** Les risques de marché sont les risques de pertes qui découlent essentiellement d'une évolution défavorable des variables de marché. Ces variables incluent, entre autres, les taux de change, les prix des obligations et les taux d'intérêt, les prix des titres et des matières premières, les prix des produits dérivés, les spreads de crédit des instruments financiers et les prix d'autres types d'actifs, immobiliers par exemple.

La liquidité est aussi une composante importante du risque de marché. S'il est peu liquide ou complètement illiquide, un instrument de marché ou un actif transférable peut ne plus être négociable à sa valeur estimée (comme ce fut le cas récemment pour certaines catégories d'actifs en raison des perturbations sur les marchés). Une liquidité insuffisante peut être due à un accès restreint aux marchés financiers, au retrait des dépôts par les clients, à des besoins inattendus en liquidités ou en fonds propres ou à des restrictions réglementaires.

Les risques de marché peuvent concerner les portefeuilles de négociation et les portefeuilles d'investissement à long terme. Dans les portefeuilles d'investissement à long terme, ce risque englobe :

- le risque lié à la gestion actif-passif, c'est-à-dire le risque pesant sur les résultats en raison de la non-concordance entre l'actif et le passif dans les portefeuilles bancaires ou les activités d'assurance. Ce risque est surtout déterminé par le risque de taux d'intérêt ;
- le risque associé aux activités d'investissement, qui est directement lié à l'évolution de la valeur des actifs investis dans des portefeuilles de titres, et qui peut être comptabilisé dans le compte de résultat ou directement dans les capitaux propres ; et
- le risque associé à d'autres activités, comme l'immobilier, qui est indirectement affecté par les fluctuations de la valeur des actifs négociables.

Se reporter aux paragraphes 3.2.11 et 3.3 du présent chapitre.

- **Risque opérationnel.** Le risque opérationnel est le risque de pertes dû à l'inadéquation ou aux déficiences des process internes, ou à des événements extérieurs, que leur occurrence soit délibérée, accidentelle ou naturelle. Les process internes incluent, sans s'y limiter, les ressources humaines et les systèmes d'information, les dispositifs de gestion du risque et les contrôles

internes (y compris la prévention de la fraude). Les événements extérieurs incluent les inondations, les incendies, les tempêtes, les tremblements de terre et les attentats. Se reporter au paragraphe 3.2.12 du présent chapitre.

- **Risque d'assurance.** Le risque d'assurance est le risque que fait peser sur les résultats tout décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. Selon le produit d'assurance concerné, ce risque est influencé par les changements macroéconomiques, l'évolution des comportements des clients, l'évolution en matière de santé publique, les éventuels pandémies, accidents et catastrophes (tremblements de terre, tempêtes, catastrophes industrielles, attentats ou actes de guerre). Se reporter au paragraphe 3.6 du présent chapitre.

BPCE doit maintenir des notations de crédit élevées afin de ne pas affecter sa rentabilité et ses activités

Les notations de crédit ont un impact important sur la liquidité de BPCE et de ses affiliés qui interviennent sur les marchés financiers (notamment Natixis). Un abaissement des notations pourrait affecter la liquidité et la position concurrentielle de BPCE ou de Natixis, augmenter leurs coûts de refinancement, limiter l'accès aux marchés de capitaux et déclencher des clauses dans certains contrats bilatéraux sur des opérations de trading, de dérivés et de refinancements collatéralisés. Le coût de refinancement non sécurisé à long terme de BPCE et de Natixis est directement lié à leurs spreads de crédit respectifs (l'écart de taux au-delà du taux des titres d'État de même maturité qui est payé aux investisseurs obligataires), qui dépendent eux-mêmes en grande partie de leurs notations. L'augmentation des spreads de crédit peut renchérir significativement le coût de refinancement de BPCE et de Natixis. Les évolutions de spreads de crédit sont permanentes, dépendent du marché et subissent parfois des évolutions imprévisibles et très volatiles. Les spreads de crédit découlent également de la perception de la solvabilité de l'émetteur par les marchés. De plus, les spreads de crédit peuvent résulter de l'évolution du coût d'achat de *credit default swaps* adossés à certaines obligations de BPCE ou de Natixis, lui-même influencé par la qualité de crédit de ces obligations et d'autres facteurs que BPCE et Natixis ne contrôlent pas.

Une augmentation substantielle des dépréciations des nouveaux actifs ou le niveau insuffisant des dépréciations d'actifs précédemment comptabilisées au titre du portefeuille de prêts et de créances du Groupe BPCE sont susceptibles de peser lourdement sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BPCE passe régulièrement des dépréciations d'actifs pour refléter, si nécessaire, les pertes réelles ou potentielles au titre de son portefeuille de prêts et de créances, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste « coût du risque ». Le niveau global des dépréciations d'actifs du Groupe BPCE repose sur l'évaluation par le groupe de l'historique de pertes sur prêts, les volumes et les types de prêts accordés, les normes du secteur, les crédits en arriérés, la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au degré de recouvrement des divers types de prêts.

Bien que le Groupe BPCE s'efforce de constituer un niveau suffisant de provisions, ses activités de prêt pourraient le conduire à augmenter à l'avenir ses provisions pour pertes sur prêts en raison d'une augmentation des actifs non performants ou d'autres raisons, comme la détérioration des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays. Toute augmentation substantielle des dotations aux provisions pour pertes sur prêts, ou évolution significative de l'estimation par le Groupe BPCE du risque de perte inhérent à son portefeuille de prêts non dépréciés, ou toute perte sur prêts supérieure aux provisions passées à cet égard, auraient un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Les variations de la juste valeur des portefeuilles de titres et de produits dérivés du Groupe BPCE et de sa dette propre sont susceptibles d'avoir une incidence sur la valeur nette comptable de ces actifs et passifs et, ainsi sur le résultat net et sur les capitaux propres

La valeur nette comptable des portefeuilles de titres, de produits dérivés et d'autres types d'actifs du Groupe BPCE, ainsi que de sa dette propre, est ajustée – au niveau de son bilan – à la date de chaque nouvel état financier. Les ajustements sont apportés essentiellement sur la base des variations de la juste valeur des actifs et des passifs pendant une période comptable, variations qui sont comptabilisées dans le compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations opposées de la juste valeur d'autres actifs et passifs, ont un impact sur le produit net bancaire et, par conséquent, sur le résultat net.

Tous les ajustements de juste valeur ont une incidence sur les capitaux propres et, par conséquent, sur les ratios prudentiels du Groupe BPCE. Le fait que les ajustements de juste valeur soient enregistrés sur une période comptable ne signifie pas que des ajustements supplémentaires ne seront pas nécessaires lors des périodes suivantes.

La capacité du Groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter de façon significative sa performance

Les salariés des entités du Groupe BPCE constituent la ressource la plus importante du groupe. La concurrence pour attirer du personnel qualifié est intense dans de nombreux domaines du secteur des services financiers. Les résultats du Groupe BPCE dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux salariés et à retenir et motiver ses employés actuels. L'évolution de l'environnement économique (notamment les impôts ou d'autres mesures censées limiter la rémunération des employés du secteur bancaire) peut contraindre le groupe à transférer ses salariés d'une unité à une autre ou à réduire les effectifs de ses entités ; ces transferts peuvent entraîner des perturbations temporaires en raison du temps nécessaire aux employés pour s'adapter à leurs nouvelles fonctions, et empêcher le groupe de tirer profit des opportunités de développement ou des gains d'efficacité potentiels.

Les événements futurs pourraient être différents des hypothèses et des estimations utilisées par les dirigeants pour établir les états financiers du Groupe BPCE, ce qui pourrait à l'avenir l'exposer à des pertes non anticipées

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe BPCE doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances douteuses, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs, etc. Si les valeurs retenues pour ces estimations par le Groupe BPCE s'avéraient significativement inexactes, notamment en cas de mouvements de marchés, importants et/ou imprévus, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE s'exposerait, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Les fluctuations et la volatilité du marché exposent le Groupe BPCE, en particulier Natixis, à des pertes significatives sur ses activités de trading et d'investissement

Dans le cadre de ses activités de trading ou d'investissement, Natixis prend des positions sur les marchés obligataires, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur les titres non cotés, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs (c'est le cas également d'autres entités du Groupe BPCE, mais dans une moindre mesure). Ces positions peuvent être affectées par la volatilité des marchés, notamment financiers, c'est-à-dire, le degré de fluctuations des prix sur une période spécifique sur un marché donné, quels que soient les niveaux du marché concerné. La volatilité peut aussi entraîner des pertes sur un vaste éventail de produits de trading et de couverture utilisés par Natixis, y compris les swaps, les *futures*, les options et les produits structurés, si ceux-ci se révèlent inférieurs ou supérieurs aux prévisions de Natixis.

Dans la mesure où Natixis détient des actifs ou affiche des positions nettes longues sur ces marchés, toute correction de ces derniers entraînerait des pertes dues à la baisse de la valeur desdites positions nettes longues. À l'inverse, Natixis ayant cédé des actifs qu'elle ne possède pas ou sur lesquels elle détient des positions nettes courtes sur ces marchés, tout rebond de ces derniers pourrait l'exposer à des pertes en raison des efforts mis en œuvre pour couvrir les positions nettes courtes en se portant acheteur sur un marché en hausse. Natixis peut, de temps à autre, déployer une stratégie de trading impliquant une position longue sur un actif et une position courte sur un autre, et à partir de laquelle il compte générer des gains issus de l'évolution de la valeur relative des deux actifs. Cependant, si la valeur relative des deux actifs évolue dans une direction ou dans des proportions que Natixis n'avait pas anticipée(s) ou contre lesquelles aucune couverture n'avait été prévue, la société pourrait enregistrer une perte sur ces positions d'arbitrage. Ces pertes, si elles sont importantes, pourraient peser sur les résultats des opérations de Natixis et sa situation financière et, par conséquent, sur ceux du Groupe BPCE.

Les revenus tirés par le Groupe BPCE des activités de courtage et autres activités générant des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés

Un repli des marchés est susceptible de se traduire par une baisse du volume de transactions que les entités du groupe exécutent pour leurs clients et en tant qu'opérateur de marché, et par conséquent, par une diminution du produit net bancaire de ces activités. Par ailleurs, les commissions de gestion que les entités du groupe facturent à leurs clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des retraits réduirait les revenus que ces entités reçoivent via de la distribution de fonds communs de placement ou d'autres produits d'épargne financière (pour les Caisses d'Épargne et Banques Populaires) ou l'activité de gestion d'actifs (pour Natixis).

Même en l'absence de baisse des marchés, si les OPCVM et les autres produits du Groupe BPCE enregistrent des performances inférieures à celles du marché, les retraits pourraient augmenter et la collecte diminuer. Les revenus de l'activité de gestion d'actifs du groupe pourraient s'en ressentir.

Les baisses prolongées des marchés peuvent réduire la liquidité de ces derniers et rendre difficile la vente de certains actifs et, ainsi, entraîner des pertes importantes

Dans certaines activités du groupe, les mouvements prolongés des marchés, notamment les phases de baisse des prix des actifs, peuvent réduire le niveau d'activité sur le marché ou sa liquidité. Ces tendances peuvent se traduire par des pertes significatives si le groupe ne peut pas clôturer, quand cela est nécessaire, des positions dont la valeur baisse. Cela peut être notamment le cas des actifs détenus par le Groupe BPCE sur des marchés qui sont, de par leur nature, peu liquides. Ces actifs qui ne sont pas négociés sur des bourses de valeurs ou un marché réglementé, comme les produits dérivés entre banques, sont valorisés à l'aide de modèles plutôt que sur la base de cours de marché. Il est difficile d'assurer un suivi de la détérioration des prix de tels actifs, de sorte que le groupe est susceptible de subir des pertes qu'il n'avait pas anticipées.

D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient impacter défavorablement le produit net bancaire et la rentabilité du Groupe BPCE

Le montant des produits d'intérêts nets encaissés par le Groupe BPCE au cours d'une période donnée influe de manière significative sur le produit net bancaire et la rentabilité de cette période. En outre, des changements significatifs dans les spreads de crédit, tels que l'élargissement des écarts observé récemment, peuvent influencer les résultats du groupe. Les taux d'intérêt sont très sensibles à de nombreux facteurs pouvant échapper au contrôle des entités du groupe. Les variations des taux d'intérêt du marché peuvent affecter les taux d'intérêt pratiqués sur les actifs productifs d'intérêts, inversement à celles des taux d'intérêt payés sur les passifs portant intérêt. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait entraîner une baisse des produits d'intérêts nets provenant des activités de prêt.

En outre, les hausses des taux d'intérêt, auxquels sont disponibles les financements à court terme, et l'asymétrie des échéances sont susceptibles de nuire à la rentabilité du groupe. L'augmentation des taux d'intérêt ou leurs niveaux élevés, et/ou la hausse des spreads de crédit peuvent créer un environnement moins favorable pour certains services bancaires, surtout si ces variations se produisent rapidement.

Les variations des taux de change pourraient impacter de façon significative les résultats du Groupe BPCE

Les entités du Groupe BPCE exercent une partie significative de leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment en dollar américain, et pourraient voir leur produit net bancaire et leurs résultats affectés par des variations des taux de change. Le fait que le groupe enregistre des charges dans des devises autres que l'euro ne compense que partiellement l'impact des variations des taux de change sur le produit net bancaire. Natixis est particulièrement exposé aux variations des cours de change entre l'euro et le dollar américain, dans la mesure où une partie significative de son produit net bancaire et de son résultat d'exploitation est réalisée aux États-Unis. Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques, le Groupe BPCE et ses filiales concluent des opérations visant à couvrir leur exposition aux risques de change. Ces opérations peuvent cependant ne pas parvenir à compenser l'incidence défavorable des variations des taux de change sur le résultat d'exploitation voire, dans certaines hypothèses, amplifier leur effet.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BPCE dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes.

Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, le Groupe BPCE connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, les entités affectées seraient incapables de répondre aux besoins de leurs clients dans les délais et pourraient ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire de manque à gagner sur ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un nombre croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque d'une rupture ou d'une interruption opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers. Dans la mesure où l'inter connectivité avec ses clients augmente, le Groupe BPCE peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Le Groupe BPCE ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux d'autres parties ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate.

Des événements imprévus peuvent provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE et entraîner des pertes substantielles ainsi que des coûts supplémentaires

Des événements imprévus tels qu'une catastrophe naturelle grave, une pandémie, des attentats ou toute autre situation d'urgence, pourraient provoquer une brusque interruption des activités des entités du Groupe BPCE et entraîner des pertes substantielles dans la mesure où elles ne seraient pas, ou insuffisamment, couvertes par une police d'assurance. Ces pertes pourraient concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché ou des collaborateurs clés. En outre, de tels événements pourraient perturber l'infrastructure du groupe ou celle de tiers avec lesquels il conduit ses activités, et pourraient également engendrer des coûts supplémentaires (liés notamment aux coûts de relocalisation du personnel concerné) et alourdir ses charges (en particulier les primes d'assurance). À la suite de tels événements, le Groupe BPCE pourrait être dans l'incapacité d'assurer certains risques, ce qui se traduirait par un accroissement du niveau de risque global du groupe.

Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Certaines entités du Groupe BPCE sont exposées au risque pays, qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger affectent leurs intérêts financiers. Natixis, en particulier,

conduit ses activités dans le monde entier, y compris dans les régions du monde en développement communément appelées marchés émergents. Dans le passé, beaucoup de pays qualifiés d'émergents ont connu des perturbations économiques et financières graves, notamment des dévaluations de leur monnaie et des contrôles de change monétaire et de capitaux, ainsi qu'une croissance économique faible ou négative. Les activités du Groupe BPCE et les revenus tirés des opérations et des transactions réalisées hors de l'Union européenne et des États-Unis, bien que limitées, sont exposées au risque de perte résultant d'évolutions politiques, économiques et légales défavorables, notamment les fluctuations des devises, l'instabilité sociale, les changements de politique gouvernementale ou de politique des banques centrales, les expropriations, les nationalisations, la confiscation d'actifs ou les changements de législation relatifs à la propriété locale.

L'échec ou l'inadéquation des politiques, des procédures et des techniques de gestion des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes importantes

Les politiques et stratégies de gestion des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, y compris aux risques que le groupe n'a pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le groupe ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Ces techniques et ces stratégies peuvent se révéler inefficaces contre certains risques, en particulier ceux que le groupe n'a pas précédemment identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et des outils qualitatifs que le groupe utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier les expositions au risque du groupe, les responsables de la gestion des risques procèdent à une analyse, notamment statistique, de ces observations. Rien ne garantit que ces outils et ces indicateurs sont en mesure de prévoir les futures expositions au risque. Par exemple, ces expositions au risque pourraient découler de facteurs que le groupe n'aurait pas suffisamment anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marché inattendus et sans précédent. Ceci diminuerait la capacité du groupe à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies par le groupe pourraient s'avérer supérieures à celles prévisibles au vu de la moyenne historique. Par ailleurs, les modèles quantitatifs du groupe ne peuvent intégrer l'ensemble des risques. Certains risques font en effet l'objet d'une analyse plus qualitative qui pourrait s'avérer insuffisante et exposer ainsi le groupe à des pertes significatives et imprévues. En outre, quand bien même aucun fait important n'a à ce jour été identifié à cet égard, les systèmes de gestion du risque sont soumis au risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

Les stratégies de couverture du Groupe BPCE n'écarteront pas tout risque de perte

Le Groupe BPCE pourrait subir des pertes si l'un des différents instruments ou stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inefficace. Nombre de ces stratégies s'appuient sur les tendances et les corrélations historiques des marchés. À titre d'exemple, si le groupe détient une position longue sur un actif, il pourrait couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont l'évolution a, par le passé, permis de neutraliser l'évolution de la position longue.

Il se peut cependant que la couverture du Groupe BPCE soit partielle ou que ces stratégies n'atténuent pas efficacement l'exposition globale au risque dans toutes les configurations de marché ou à tous les types de risques futurs. Toute tendance imprévue sur les marchés peut également réduire l'efficacité des stratégies de couverture du groupe. En outre, la manière dont les gains et les

pertes résultant de certaines couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par le groupe.

Le Groupe BPCE pourrait rencontrer des difficultés pour identifier, mettre en œuvre et intégrer sa politique dans le cadre d'acquisitions ou de joint-ventures

Même si la croissance externe ne constitue pas la composante majeure de sa stratégie actuelle, le Groupe BPCE pourrait néanmoins réfléchir à l'avenir à des opportunités de croissance externe ou de partenariat.

Bien que le Groupe BPCE procède à une analyse approfondie des sociétés qu'il envisage d'acquérir ou des *joint-ventures* auxquelles il compte participer, il n'est généralement pas possible de conduire un examen exhaustif à tous égards. Par conséquent, le Groupe BPCE peut avoir à supporter des engagements non prévus initialement. De même, les résultats de la société acquise ou de la *joint-venture* peuvent s'avérer décevants et les synergies attendues peuvent ne pas être réalisées en totalité ou en partie, ou encore l'opération peut engendrer des coûts plus élevés que prévu. Le Groupe BPCE peut également rencontrer des difficultés lors de l'intégration d'une nouvelle entité. L'échec d'une opération de croissance externe annoncée ou l'échec de l'intégration d'une nouvelle entité ou d'une *joint-venture* est susceptible d'obérer significativement la rentabilité du Groupe BPCE. Cette situation peut également provoquer le départ de collaborateurs clés. Dans la mesure où, pour conserver ses collaborateurs, le Groupe BPCE se verrait contraint de leur proposer des avantages financiers, cette situation peut également se traduire par une augmentation des coûts et une érosion de la rentabilité. Dans le cas de *joint-ventures*, le Groupe BPCE est exposé à des risques supplémentaires et des incertitudes en ce qu'il pourrait dépendre des systèmes, contrôles et personnes qui ne sont pas sous son contrôle et peut, à ce titre, engager sa responsabilité, subir des pertes ou des atteintes à sa réputation. De plus, des conflits ou désaccords entre le Groupe BPCE et ses associés au sein de la *joint-venture* peuvent avoir un impact négatif sur les avantages recherchés par la *joint-venture*.

La concurrence accrue, tant en France, son plus grand marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du Groupe BPCE

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation sectorielle, que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances et de coopération, renforce cette concurrence. La consolidation a créé un certain nombre d'entreprises, qui, à l'image du Groupe BPCE, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, qui vont de l'assurance, aux prêts et aux dépôts en passant par le courtage, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Le Groupe BPCE est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant l'exécution des opérations, les produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités. Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie mondiale ou des économies dans lesquelles se situent les principaux marchés du Groupe BPCE est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité du Groupe BPCE et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels. Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive.

Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux institutions non dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer des pressions à la baisse sur les prix des produits et services du Groupe BPCE ou affecter la part de marché du Groupe BPCE.

La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE

La capacité du Groupe BPCE à effectuer ses opérations pourrait être affectée par la solidité financière des autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un acteur du secteur, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, peuvent conduire à une

contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BPCE est exposé à de nombreuses contreparties financières telles que des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des fonds communs de placement, des fonds spéculatifs (*hedge funds*), ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels il conclut de manière habituelle des transactions, exposant ainsi le Groupe BPCE à un risque potentiel d'insolvabilité si un ensemble de contreparties ou de clients du Groupe BPCE venait à manquer à ses engagements. Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BPCE ne pouvaient pas être cédés, ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BPCE au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

En outre, les fraudes ou malversations commises par les acteurs du secteur financier peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers.

Les pertes pouvant résulter des risques susmentionnés pourraient peser de manière significative sur les résultats du Groupe BPCE.

3.2 Pilier III

3.2.1 Cadre réglementaire

La surveillance réglementaire des fonds propres des établissements de crédit s'appuie sur les règles définies par le comité de Bâle.

Ces règles ont été renforcées suite à la mise en œuvre de Bâle III, avec un rehaussement du niveau des fonds propres réglementaires requis et l'introduction de nouvelles catégories de risques.

Les recommandations Bâle III ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive* – CRD IV) et le règlement n° 575/2013 (*Capital Requirements Regulation* – CRR) du Parlement européen et du Conseil. Tous les établissements de crédit de l'Union européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes, depuis le 1^{er} janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont ainsi tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio de CET1) ;
- un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio de Tier 1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- un ratio de fonds propres globaux (ratio de solvabilité global), correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) ;
- auxquels viennent s'ajouter, à compter du 1^{er} janvier 2016, les coussins de capital qui pourront être mobilisés pour absorber les pertes en cas de tensions. Ces coussins comprennent :
 - un coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 qui vise à absorber les pertes dans une situation d'intense stress économique,
 - un coussin contra cyclique qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Cette surcharge en fonds propres de base de catégorie 1 a vocation à s'ajuster dans le temps afin d'augmenter les exigences en fonds propres en période d'accélération du crédit au-delà de sa tendance et les desserrer dans les phases de ralentissement,
 - les différents coussins pour risque systémique qui visent à réduire le risque de faillite des grands établissements. Ils sont spécifiques à l'établissement. Le Groupe BPCE figure sur la liste des autres établissements d'importance systémique (A-EIS) et fait partie des établissements d'importance systémique mondiale (EIS^m). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et le coussin le plus élevé s'applique donc.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Ils font l'objet d'un calcul transitoire ayant pour but de gérer progressivement le passage de Bâle 2,5 à Bâle III. Ces mesures transitoires concernent principalement :

- l'évolution des ratios de fonds propres avant coussins : en 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 est de 4,5 %, le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 est de 6 % et enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux est de 8 % ;

- l'évolution des coussins de capital, dont la mise en application est annuellement progressive à partir de l'exercice 2016 et jusqu'en 2019 :

- le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est égal, à horizon 2019, à 2,5 % du montant total des expositions au risque (0,625 % à partir du 1^{er} janvier 2016, augmenté de 0,625 % par an jusqu'en 2019),
- le coussin contra cyclique du Groupe BPCE est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du groupe. Le 30 décembre 2015, le Haut Conseil de stabilité financière a fixé le taux du coussin contra cyclique de la France à 0 %. La majorité des expositions du Groupe BPCE étant localisée dans des pays dont le coussin contra cyclique a été fixé à zéro, le groupe considère que ce taux sera très proche de 0 %,
- le coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale est actuellement fixé à 1 % pour le groupe à l'horizon 2019 (0,25 % à partir du 1^{er} janvier 2016, augmenté de 0,25 % par an jusqu'en 2019) ;

- l'intégration progressive des dispositions de Bâle III :

- la nouvelle réglementation supprime la majorité des filtres prudentiels et plus particulièrement celui concernant les plus et moins-values latentes sur les instruments de capitaux propres et les titres de dettes disponibles à la vente. Une application transitoire de cette suppression est toutefois mise en place. Ainsi, à partir de 2015 les plus-values latentes sont intégrées à 40 % puis progressivement chaque année par tranche de 20 % aux fonds propres de base de catégorie 1. Les moins-values latentes sont en revanche intégrées depuis 2014,
- la partie écartée ou exclue des intérêts minoritaires est déduite progressivement de chacune des catégories de fonds propres par tranche de 20 % chaque année depuis 2014,
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant de bénéfices futurs et liés à des déficits reportables sont déduits progressivement par tranche de 10 % à partir de 2015,
- les IDA dépendant de bénéfices futurs et liés à des différences temporelles sont déduits par tranche progressive de 20 % à compter de 2014, pour la partie dépassant la franchise commune aux participations financières détenues à plus de 10 %. La part résiduelle de 60 % en 2015 reste traitée selon la directive CRD III ; les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 %,
- les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % sont déduits progressivement : le montant résiduel du dépassement de franchise, commune aux IDA traités au point précédent, est déduit suivant les mêmes modalités qu'au point ci-dessus. La part résiduelle de 60 % en 2015 reste traitée selon la directive CRD III (50 % déduits du Tier 1 et 50 % du Tier 2) ; les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 %,
- les instruments de dette hybride éligibles aux fonds propres en Bâle II, et qui ne le sont plus du fait de la nouvelle réglementation, peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause du maintien des acquis. Conformément à cette dernière, ils sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2015, 70 % du stock global déclaré au 31 décembre 2013 est reconnu, puis 60 % en 2016 et ainsi de suite les années suivantes. La partie non reconnue peut être admise dans la catégorie inférieure de fonds propres si elle remplit les critères correspondants.

Dans ce cadre, les établissements de crédit doivent respecter les exigences prudentielles qui s'appuient sur trois piliers qui forment un tout indissociable :

PILIER I

Le Pilier I définit les exigences minimales de fonds propres. Il vise à assurer une couverture minimale, par des fonds propres, des risques de crédit, de marché et opérationnel. Pour calculer l'exigence en fonds propres, l'établissement financier a la possibilité d'effectuer cette mesure par des méthodes standardisées ou avancées.

➡ RAPPEL DES EXIGENCES MINIMALES AU TITRE DU PILIER I

	2014	2015	2016	2017	2018	À partir de 2019
Exigences réglementaires minimales						
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	4,0 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Total fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)	5,5 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %
Fonds propres prudentiels (T1+T2)	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Exigences complémentaires						
Coussin de conservation			0,625 %	1,250 %	1,875 %	2,5 %
Coussin EIS ⁽¹⁾ applicable au Groupe BPCE ⁽¹⁾			0,25 %	0,50 %	0,75 %	1,0 %
Coussin contra cyclique maximum applicable au Groupe BPCE ⁽²⁾			0,625 %	1,250 %	1,875 %	2,5 %
Exigences globales maximales pour le Groupe BPCE						
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	4,0 %	4,5 %	6,0 %	7,5 %	9,0 %	10,5 %
Total fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)	5,5 %	6,0 %	7,5 %	9,0 %	10,5 %	12,0 %
Fonds propres prudentiels (T1+T2)	8,0 %	8,0 %	9,5 %	11,0 %	12,5 %	14,0 %

(1) EIS ^m : coussin systémique mondial.

(2) Le taux d'exigence du coussin contra cyclique sera calculé chaque trimestre. Il est estimé à 0 % au 1^{er} trimestre 2016 car l'activité du Groupe BPCE s'exerce principalement en France ou dans des pays ayant fixé ce coussin à 0 %.

PILIER II

Il régit un processus de surveillance prudentielle qui complète et renforce le Pilier I.

Il comporte :

- l'analyse par la banque de l'ensemble de ses risques y compris ceux déjà couverts par le Pilier I ;
- l'estimation par la banque de ses besoins de fonds propres pour couvrir ses risques ;
- la confrontation par le superviseur bancaire de sa propre analyse du profil de risque de la banque avec celle conduite par cette dernière, en vue d'adapter, le cas échéant, son action prudentielle par des fonds propres supérieurs aux exigences minimales ou toute autre technique appropriée.

À compter du 1^{er} janvier 2016, le taux en vigueur pour le Pilier II du Groupe BPCE est de 9,5 % de ratio de CET1, auquel s'ajoute 0,25 % au titre du coussin systémique mondial.

PILIER III

Le Pilier III a pour objectif d'instaurer une discipline de marché par un ensemble d'obligations déclaratives. Ces obligations, aussi bien qualitatives que quantitatives, permettent une amélioration de la transparence financière dans l'évaluation des expositions aux risques, les procédures d'évaluation des risques et l'adéquation des fonds propres.

Le règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013 de la Commission européenne du 20 décembre 2013 définit les normes techniques d'exécution relatives aux obligations d'informations sur les fonds propres.

3.2.2 Champ d'application

PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Le Groupe BPCE est soumis à une obligation de reporting réglementaire consolidé auprès de la Banque centrale européenne (BCE), l'autorité de supervision des banques de la zone euro. À cet effet, le Pilier III est établi sur base consolidée.

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur la base du périmètre de consolidation statutaire. La principale différence entre ces deux périmètres porte sur la méthode de consolidation des sociétés d'assurance qui sont consolidées par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel, quelle que soit la méthode de consolidation statutaire.

Les sociétés d'assurance mises en équivalence dans le cadre du périmètre de consolidation prudentiel sont les suivantes :

- CNP Assurances * ;
- Surassur ;
- Muracef ;
- Coface ;
- Natixis Assurances ;
- Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions ;
- Prépar-Vie ;
- Prépar-IARD ;
- Nexgen Reinsurance Limited
- Caisse de Garantie Immobilière du Bâtiment * ;
- Parnasse Garanties *.

* Également mises en équivalence dans le périmètre de consolidation statutaire.

PASSAGE DU BILAN COMPTABLE AU BILAN PRUDENTIEL

Le tableau ci-dessous présente le passage du bilan comptable au bilan prudentiel du Groupe BPCE au 31 décembre 2015.

Actif au 31/12/15 <i>en millions d'euros</i>	Périmètre statutaire BPCE	Retraitements prudentiels	Périmètre prudentiel BPCE
Caisses, banques centrales	71 119	43	71 162
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	174 412	(11 342)	163 070
– dont portefeuille de titres	67 277	(11 711)	55 566
– dont portefeuille de prêts	9 889	0	9 889
– dont opérations de pension	43 596	411	44 007
– dont instruments financiers dérivés	53 650	(42)	53 608
Instruments dérivés de couverture	15 796	0	15 796
Actifs financiers disponibles à la vente	95 984	(45 807)	50 177
Prêts et créances sur les établissements de crédit	96 208	(1 227)	94 981
Prêts et créances sur la clientèle	617 465	1 799	619 264
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 522	0	7 522
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 665	(3 179)	7 486
Actifs d'impôts courants, actifs d'impôt différé	6 107	(27)	6 080
Comptes de régularisation et actifs divers	55 383	(10 080)	45 303
Actifs destinés à être cédés	22	0	22
Parts dans les entreprises mises en équivalence	3 666	3 266	6 932
Immeubles de placement	2 020	(1 306)	714
Immobilisations corporelles	4 710	(70)	4 640
Immobilisations incorporelles	1 102	(247)	855
Écarts d'acquisition	4 354	(462)	3 892
TOTAL	1 166 535	(68 639)	1 097 896

Passif au 31/12/15 <i>en millions d'euros</i>	Périmètre statutaire BPCE	Retraitements prudentiels	Périmètre prudentiel BPCE
Banques centrales	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	142 904	(550)	142 354
– dont portefeuille de titres de transaction	23 351	2	23 353
– dont emprunt et opération de pensions	411	0	411
– dont portefeuille évalué en valeur de marché sur option	64 478	(493)	63 985
– dont instruments financiers dérivés	54 664	(58)	54 606
Instruments dérivés de couverture	18 659	0	18 659
Dettes envers les établissements de crédit	77 040	(2 088)	74 952
Dettes envers la clientèle	499 711	1 044	500 755
Dettes représentées par un titre	223 413	3 114	226 527
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 301	0	1 301
Passifs d'impôts courants, passifs d'impôts différés	1 240	(225)	1 015
Comptes de régularisation et passifs divers	53 699	(8 698)	45 001
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	9	0	9
Provisions techniques des contrats d'assurance	59 562	(59 484)	78
Provisions	5 665	(139)	5 526
Dettes subordonnées	18 139	(600)	17 539
Capitaux propres part du groupe	57 632	(7)	57 625
Capital et primes liées	21 096	0	21 096
Réserves consolidées	31 172	(9)	31 163
Gains et pertes latents/différés	2 122	1	2 123
Résultat de la période	3 242	1	3 243
Participations ne donnant pas le contrôle	7 561	(1 006)	6 555
TOTAL	1 166 535	(68 639)	1 097 896

3.2.3 Composition des fonds propres prudentiels

FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement n° 575/2013 du Parlement européen du 26 juin 2013 relatif aux fonds propres.

Ils sont ordonnancés en trois catégories : fonds propres de base de catégorie 1, fonds propres additionnels de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2, dans lesquelles sont effectuées des déductions.

Les critères de ventilation dans les catégories sont définis par le degré décroissant de solidité et de stabilité, la durée et le degré de subordination.

en millions d'euros	31/12/2015 Bâle III phasé ⁽¹⁾	31/12/2014 Bâle III phasé ⁽¹⁾
Capital et primes liées	21 096	20 581
Réserves consolidées	31 163	30 928
Résultat	3 243	2 906
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	2 123	865
Capitaux propres consolidés part du groupe	57 625	55 280
TSSDI classés en capitaux propres	(1 628)	(4 060)
Capitaux propres consolidés part du groupe hors TSSDI classés en capitaux propres	55 997	51 220
Participations ne donnant pas le contrôle	4 652	4 847
– Dont filtres prudentiels	760	984
Déductions	(4 684)	(4 846)
– Dont écarts d'acquisition	(3 829)	(3 966)
– Dont immobilisations incorporelles	(855)	(880)
Retraitements prudentiels	(5 008)	(4 634)
– Dont déficit de provisions par rapport aux pertes attendues	(1 197)	(1 424)
– Dont prudent valuation	(422)	(443)
Fonds propres de base de catégorie 1 ⁽²⁾	50 957	46 587
Fonds propres additionnels de catégorie 1	1 250	3 382
Fonds propres de catégorie 1	52 207	49 969
Fonds propres de catégorie 2	13 584	10 568
TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS	65 791	60 537

(1) Phasé : après prise en compte des dispositions transitoires.

(2) Les fonds propres de base de catégorie 1 incluent 19 758 millions d'euros de parts sociales en 2015 et 19 167 millions d'euros en 2014.

Le détail de la composition des fonds propres prudentiels par catégories tel que requis par le règlement d'exécution n° 1423/2013 est publié à l'adresse suivante : <http://www.groupebpce.fr/Investisseur/Information-reglementee/Publications-reglementaires>

FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)

Noyau dur et déductions

Les fonds propres principaux sont composés comme suit :

- capital ;
- réserves, y compris les écarts de réévaluation, les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- primes d'émission ou de fusion ;
- report à nouveau ;
- résultat net part du groupe ;
- gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres ;
- participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales bancaires ou assimilées pour la quote-part après écrêtement éligible en CET1.

Les déductions sont les suivantes :

- les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable ;
- les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition ;
- les impôts différés dépendant de bénéfices futurs ;
- les filtres prudentiels résultant des articles 32, 33, 34 et 35 du règlement CRR : les gains ou pertes sur couvertures de flux de trésorerie, les gains résultant d'opérations sur actifs titrisés, le risque de crédit propre ;
- les montants négatifs résultant d'un déficit de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut ;
- les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire ;
- les corrections de valeur découlant de l'évaluation prudente des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur (*prudent valuation*).

Variation des fonds propres CET1

en millions d'euros	Fonds propres CET1
31/12/2014	46 587
Émissions de parts sociales	953
Résultat net de distribution prévisionnelle	2 850
Autres éléments	567
31/12/2015	50 957

Détail des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

en millions d'euros	Intérêts minoritaires
Montant comptable (périmètre prudentiel) – 31/12/2015	6 555
TSSDI classés en intérêts minoritaires	(784)
Minoritaires non éligibles	(219)
Distribution prévisionnelle	(324)
Écrêtement sur minoritaires éligibles	(322)
Autres éléments	(254)
Montant prudentiel – 31/12/2015	4 652

FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 sont les suivants :

- les instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 52 du règlement CRR ;
- les primes d'émission relatives à ces instruments.

Les déductions sont les suivantes :

- les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Principales caractéristiques des fonds propres additionnels de catégorie 1

Ils comprennent des instruments de fonds propres à caractère non innovant ou innovant avec, pour ceux à caractère innovant, une progressivité de la rémunération.

Fonds propres additionnels de catégorie 1

en millions d'euros	31/12/2015 Bâle III phasé	31/12/2014 Bâle III phasé
Instruments de fonds propres AT1 non éligibles mais bénéficiant d'une clause d'antériorité *	1 689	3 876
Détentions d'instruments AT1 d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %	(40)	(40)
Ajustements transitoires applicables aux fonds propres AT1	(399)	(453)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	1 250	3 382

* Montant après application des dispositions transitoires : correspond à 70 % de l'encours des titres supersubordonnés au 31/12/2015 et 80 % au 31/12/2014.

Variation des fonds propres AT1

en millions d'euros	Fonds propres AT1
31/12/2014	3 382
Remboursements	(2 186)
Ajustements transitoires	54
31/12/2015	1 250

Émissions de titres supersubordonnés au 31 décembre 2015

Les instruments de fonds propres émis par BPCE, dont l'encours global s'élève à 1 978 millions d'euros au 31 décembre 2015, sont comptablement classés en capitaux propres. Les instruments de fonds propres émis par Natixis et souscrits

par des tiers, dont l'encours global s'élève à 784 millions d'euros au 31 décembre 2015, relèvent comptablement des participations ne donnant pas le contrôle.

Les instruments en instance de remboursement ne sont plus reconnus au sein des fonds propres à compter de la validation de l'opération par le régulateur. Au 31 décembre 2015, une émission BPCE d'un nominal de 350 millions d'euros a donc été déduite des fonds propres alors que son remboursement interviendra le 1^{er} février 2016.

Émetteur	Date d'émission	Devise	Encours en devise d'origine (en millions)	Encours net (en millions d'euros)	Encours net prudentiel (en millions d'euros)
BPCE	30/07/2004	USD	200	142	100
BPCE	12/10/2004	EUR	80	80	56
NATIXIS	25/01/2005	EUR	156	156	109
BPCE	27/01/2006	USD	300	214	150
NATIXIS	18/10/2007	EUR	349	349	244
BPCE	30/10/2007	EUR	509	509	356
NATIXIS	28/03/2008	EUR	150	150	105
NATIXIS	30/04/2008	USD	186	129	91
BPCE	06/08/2009	EUR	374	374	262
BPCE	06/08/2009	USD	444	309	216
TOTAL				2 412	1 689

Le détail des instruments de dettes reconnus en fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que leurs caractéristiques, telles que requises par le règlement d'exécution n° 1423/2013 sont publiés à l'adresse suivante : <http://www.groupebpce.fr/Investisseur/Information-reglementee/Publications-reglementaires>

FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (TIER 2)

Les fonds propres de catégorie 2 sont les suivants :

- les instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 63 du règlement CRR ;
- les primes d'émission relatives aux éléments du Tier 2 ;

- le montant résultant d'un excédent de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut.

Les déductions sont les suivantes :

- les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Fonds propres de catégorie 2

en millions d'euros	31/12/2015 Bâle III phasé	31/12/2014 Bâle III phasé
Instruments de fonds propres Tier 2 éligibles	14 019	11 201
Propres instruments de Tier 2	(20)	
Instruments de fonds propres Tier 2 non éligibles mais bénéficiant d'une clause d'antériorité*	76	87
Détentions d'instruments Tier 2 d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %	(1 346)	(1 174)
Ajustements transitoires applicables aux fonds propres de catégorie 2	392	453
Excédent de provision par rapport aux pertes attendues	463	0
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (TIER 2)	13 584	10 568

* Montant après application des dispositions transitoires : correspond à 70 % de l'encours des titres subordonnés à durée indéterminée au 31/12/2015 et 80 % au 31/12/2014.

Variation des fonds propres Tier 2

en millions d'euros	Fonds propres Tier 2
31/12/2014	10 568
Remboursement titres subordonnés	(23)
Décote prudentielle	(922)
Nouvelles émissions de titres subordonnés	3 237
Déductions et ajustements transitoires	(263)
Excédent de provisions par rapport aux pertes attendues	463
Effet change	524
31/12/2015	13 584

Émissions de titres subordonnés au 31 décembre 2015

Émetteur	Date d'émission	Date d'échéance	Devise	Encours en devise d'origine (en millions)	Encours (en millions d'euros)	Encours net prudentiel (en millions d'euros)
NATIXIS	06/09/2002	06/09/2022	EUR	20	20	20
NATIXIS	29/11/2002	29/11/2027	EUR	46	46	46
NATIXIS	09/01/2003	09/01/2033	EUR	53	53	53
CFF	06/03/2003	06/03/2023	EUR	10	10	10
NATIXIS	01/04/2003	09/01/2033	EUR	7	7	7
NATIXIS	01/06/2003	31/03/2018	EUR	10	10	4
BPCE	20/02/2004	20/02/2016	EUR	308	308	9
BPCE	09/07/2004	09/07/2016	EUR	481	481	50
BPCE	08/10/2004	08/10/2016	EUR	498	498	77
BPCE	17/12/2004	17/12/2016	EUR	252	252	49
BPCE	18/02/2005	18/02/2017	EUR	498	498	113
BPCE	08/07/2005	08/07/2017	EUR	211	211	64
BPCE	21/09/2005	21/09/2017	EUR	203	203	70
BPCE	12/12/2005	05/01/2016	EUR	42	42	0
BPCE	23/05/2006	22/07/2016	EUR	73	73	8
BPCE	23/10/2006	04/11/2016	EUR	61	61	10
CRÉDIT COOPÉRATIF	17/11/2006	17/11/2016	EUR	40	40	7
NATIXIS	15/12/2006	15/12/2021	EUR	500	500	494
NATIXIS	22/12/2006	20/01/2017	EUR	495	495	105
BPCE	19/02/2007	13/03/2017	EUR	70	70	17
NATIXIS	31/05/2007	31/05/2022	EUR	100	100	106
BPCE	25/06/2007	10/07/2017	EUR	79	79	24
BPCE	04/11/2007	07/12/2017	EUR	90	90	35
BPCE	28/12/2007	28/01/2018	EUR	54	54	22
BRED	18/06/2008	18/06/2018	EUR	186	186	92
BPCE	13/02/2009	13/02/2019	EUR	546	546	341
BPCE	18/07/2013	18/07/2023	EUR	1 000	1 000	1 000
BPCE	22/10/2013	22/10/2023	USD	1 500	1 381	1 381
BPCE	21/01/2014	21/07/2024	USD	1 500	1 381	1 381
BPCE	16/04/2014	16/04/2029	GBP	750	1 018	1 018
BPCE	08/07/2014	08/07/2026	EUR	1 000	1 000	1 000
BPCE	11/07/2014	11/07/2024	USD	800	736	736
BPCE	25/07/2014	25/06/2026	EUR	350	350	350
BPCE	25/07/2014	25/06/2026	EUR	525	525	525
BPCE	15/09/2014	15/03/2025	USD	1 250	1 151	1 151
BPCE	30/09/2014	30/09/2024	EUR	410	410	410
BPCE	30/01/2015	30/01/2025	JPY	27 200	208	208
BPCE	30/01/2015	30/01/2025	JPY	7 900	61	61
BPCE	30/01/2015	30/01/2025	JPY	13 200	101	101
BPCE	17/02/2015	17/02/2025	EUR	240	240	240
BPCE	17/02/2015	17/02/2025	EUR	371	371	371
BPCE	24/03/2015	12/03/2025	EUR	375	375	375
BPCE	26/03/2015	26/03/2025	CNY	750	106	106
BPCE	17/04/2015	17/04/2035	USD	270	249	249
BPCE	29/04/2015	17/04/2035	USD	130	120	120
BPCE	01/06/2015	01/06/2045	USD	130	120	120
BPCE	23/06/2015	17/12/2025	SGD	150	97	97
BPCE	29/09/2015	29/09/2025	CHF	50	46	46
BPCE	27/10/2015	27/10/2025	AUD	175	117	117
BPCE	30/11/2015	30/11/2027	EUR	750	750	750
BPCE	11/12/2015	11/12/2025	JPY	25 100	192	192
BPCE	11/12/2015	11/12/2025	JPY	10 100	77	77
BPCE	11/12/2015	11/12/2025	JPY	500	4	4
TOTAL					17 119	14 019

Le détail des instruments de dettes reconnus en fonds propres de catégorie 2, ainsi que leurs caractéristiques, telles que requises par le règlement d'exécution n° 1423/2013 sont publiés à l'adresse suivante : <http://www.groupebpce.fr/Investisseur/Information-reglementee/Publications-reglementaires>

3.2.4 Exigences en fonds propres et risques pondérés

Conformément au règlement n° 575/2013 (CRR) du Parlement européen, les expositions au risque de crédit peuvent être mesurées selon deux approches :

- l'approche « Standard » qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'expositions bâloises ;
- l'approche « Notations internes » (IRB – *Internal Ratings Based*) fondée sur le système de notations internes de l'établissement financier se décline en deux catégories :
 - IRBF « Notations Internes Fondation » pour laquelle les établissements utilisent uniquement leurs estimations des probabilités de défaut,
 - IRBA « Notations Internes Avancées » selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions en défaut, maturité.

La méthodologie utilisée pour les approches en notations internes est développée dans la section 3.2.7 « Risque de crédit ».

En complément de l'exigence requise au titre du risque de contrepartie sur opérations de marché, le règlement du 26 juin 2013 prévoit le calcul d'une charge supplémentaire en couverture du risque de perte lié à la qualité de crédit de la contrepartie. Le calcul de l'exigence en fonds propres au titre de la CVA (*Credit value ajustment*) est déterminé en appliquant l'approche « Standard ».

EXIGENCES EN FONDS PROPRES ET RISQUES PONDÉRÉS

Exigences en fonds propres au titre des risques de crédit et de contrepartie

Le tableau ci-dessous est conforme au format CRR, avec une présentation des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit et de contrepartie, hors CVA et après application des techniques de réduction du risque. Ainsi, le rapprochement avec le détail des risques de crédit et de contrepartie présenté aux sections 3.2.7 et 3.2.8 ne peut pas être effectué.

	31/12/2015 Bâle III phasé		31/12/2014 Bâle III phasé	
	Risques pondérés	Exigences en fonds propres	Risques pondérés	Exigences en fonds propres
<i>en millions d'euros</i>				
Risque de crédit – approche standard				
Administrations centrales et banques centrales	8 260	661	8 926	714
Administrations régionales ou locales	13 942	1 115	13 972	1 118
Entités du secteur public	3 427	274	1 765	141
Banques multilatérales de développement	-	-	1	0
Organisations internationales	-	-	-	-
Établissements	2 313	185	3 496	280
Entreprises	60 039	4 803	63 074	5 046
Clientèle de détail	6 896	552	7 136	571
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	19 786	1 583	21 688	1 735
Expositions en défaut	6 182	495	5 792	463
Expositions présentant un risque particulièrement élevé	25	2	31	2
Expositions sous forme d'obligations garanties	209	17	189	15
Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	174	14	371	30
Organismes de placements collectifs	1 120	90	1 883	151
Expositions sous forme d'actions	106	8	47	4
Autres éléments	8 204	656	5 740	459
Positions de titrisation	10 449	836	12 784	1 023
Sous-total – approche standard	141 132	11 291	146 895	11 752
Risque de crédit – approche notations internes				
Administrations centrales et banques centrales	811	65	913	73
Établissements	7 660	613	10 027	802
Entreprises	70 801	5 664	69 278	5 542
Clientèle de détail	58 238	4 659	51 966	4 157
Actions en notations internes	44 623	3 570	42 115	3 369
Positions de titrisation	1 850	148	2 149	172
Actifs autres que des obligations de crédit	8 845	708	8 528	682
Sous-total – approche notations internes	192 828	15 426	184 976	14 798
Risque lié à la contribution au fonds de défaillance d'une contrepartie centrale	241	19	508	41
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE	334 201	26 736	332 379	26 590

Exigences en fonds propres au titre de l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA)

	31/12/2015 Bâle III phasé		31/12/2014 Bâle III phasé	
	Risques pondérés	Exigences en fonds propres	Risques pondérés	Exigences en fonds propres
<i>en millions d'euros</i>				
Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit en méthode standard	5 845	468	8 436	675
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA)	5 845	468	8 436	675

Exigences en fonds propres au titre des risques de marché

	31/12/2015 Bâle III phasé		31/12/2014 Bâle III phasé	
	Risques pondérés	Exigences en fonds propres	Risques pondérés	Exigences en fonds propres
<i>en millions d'euros</i>				
Risque de taux	2 484	199	3 205	256
Risque de variation des titres de propriété	349	28	414	33
Risque de change	2 862	229	2 466	197
Risque sur produits de base	1 110	89	932	75
Risques de marché en approche standard	6 805	544	7 016	561
Risques de marché selon l'approche modèle interne	6 863	549	9 723	778
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DES RISQUES DE MARCHÉ	13 668	1 093	16 740	1 339

Exigences en fonds propres au titre du risque opérationnel

	31/12/2015 Bâle III phasé		31/12/2014 Bâle III phasé	
	Risques pondérés	Exigences en fonds propres	Risques pondérés	Exigences en fonds propres
<i>en millions d'euros</i>				
Risque opérationnel en approche standard	37 645	3 012	35 324	2 826
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE OPÉRATIONNEL	37 645	3 012	35 324	2 826

Risques pondérés par type de risques et de métiers

	31/12/2015 Bâle III phasé				Total
	Risque de crédit *	CVA	Risques de marché	Risque opérationnel	
<i>en millions d'euros</i>					
Banque commerciale et Assurance	226 580	1 181	1 004	24 958	253 723
Epargne	11 417	15	0	3 690	15 122
Banque de Grande Clientèle	48 583	4 548	10 078	5 858	69 067
Services Financiers Spécialisés	11 425	0	0	2 081	13 506
Autres	36 219	101	2 586	1 058	39 964
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS	334 224	5 845	13 668	37 645	391 382

* Y compris risque de règlement livraison.

en millions d'euros	31/12/2014 Bâle III phasé				
	Risque de crédit *	CVA	Risques de marché	Risque opérationnel	Total
Banque commerciale et Assurance	223 644	1 674	947	24 487	250 752
Epargne	10 369	13	0	3 103	13 485
Banque de Grande Clientèle	47 053	6 306	12 815	5 503	71 677
Services Financiers Spécialisés	12 242	0	0	1 964	14 206
Autres	39 079	443	2 978	267	42 767
TOTAL DES RISQUES PONDÉRÉS	332 387	8 436	16 740	35 324	392 887

* Y compris risque de règlement livraison.

3.2.5 Ratios prudentiels au 31 décembre 2015

Les approches retenues par le Groupe BPCE pour le calcul des risques pondérés sont détaillées au paragraphe 3.2.4 « Exigences en fonds propres et risques pondérés ».

FONDS PROPRES PRUDENTIELS ET RATIOS DE SOLVABILITE BÂLE III

en millions d'euros	31/12/2015 Bâle III phasé	31/12/2014 Bâle III phasé
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	50 957	46 587
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	1 250	3 382
TOTAL FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1)	52 207	49 969
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	13 584	10 568
TOTAL FONDS PROPRES PRUDENTIELS	65 791	60 537
Expositions en risque au titre du risque de crédit	334 201	332 379
Expositions en risque au titre du risque de règlement livraison	23	8
Expositions en risque au titre d'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA)	5 845	8 436
Expositions en risque au titre des risques de marché	13 668	16 740
Expositions en risque au titre du risque opérationnel	37 645	35 324
TOTAL DES EXPOSITIONS EN RISQUE	391 382	392 887
Ratios de solvabilité		
Ratio de Common Equity Tier 1	13,0 %	11,9 %
Ratio de Tier 1	13,3 %	12,7 %
Ratio de solvabilité global	16,8 %	15,4 %

Ratio conglomérat

En qualité d'établissement exerçant des activités de banque et d'assurance, le Groupe BPCE est également tenu de respecter un ratio conglomérat. Le ratio est calculé en comparant le total des fonds propres du conglomérat financier à l'ensemble des exigences des activités bancaires et d'assurances.

Le ratio conglomérat permet de démontrer que les fonds propres prudentiels sont suffisants pour couvrir le cumul des exigences bancaires (selon les règles du règlement CRR) et des exigences assurances basées sur la marge de solvabilité Solvency 1.

Le calcul de l'excédent en fonds propres est effectué sur la base du périmètre statutaire. Les exigences en fonds propres des sociétés d'assurance, déterminées pour le ratio de solvabilité bancaire par pondération de la valeur de mise en équivalence, sont remplacées par des exigences fondées sur la marge de solvabilité. Les exigences sur le périmètre bancaire sont déterminées en

multipliant les risques pondérés par le taux en vigueur du pilier II, soit 9 % au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, l'excédent en fonds propres du Groupe BPCE s'élève à 28 milliards d'euros.

Ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres. L'article 429 du règlement CRR, précisant les modalités de calcul relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la commission du 10 octobre 2014.

Le ratio de levier fait l'objet d'une publication obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015. Une intégration au dispositif d'exigences de Pilier I est prévue à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.

L'exigence minimale de ratio de levier est actuellement de 3 %.

Le ratio de levier du Groupe BPCE calculé selon les règles de l'acte délégué, publié par la Commission européenne le 10 octobre 2014, s'élève à 4,9 % au 31 décembre 2015, sur la base des fonds propres de catégorie 1 phasés.

Il est à préciser que le Groupe BPCE a tenu compte de l'exemption d'exclusion de l'épargne centralisée et reste en attente de l'autorisation de la Banque centrale européenne.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Fonds propres Tier 1 (Bâle III phasé)	52 207	49 969
TOTAL BILAN	1 166 535	1 223 298
Retraitements prudentiels	(68 639)	(66 083)
TOTAL BILAN PRUDENTIEL	1 097 896	1 157 215
Ajustements au titre des expositions sur dérivés ⁽¹⁾	(48 056)	(35 620)
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres ⁽²⁾	(12 652)	4 536
Ajustements au titre de l'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations ⁽³⁾	(65 655)	(74 194)
Hors bilan (engagements de financement et de garantie)	89 364	82 947
Ajustements réglementaires	(5 488)	(5 712)
TOTAL EXPOSITION LEVIER	1 055 409	1 129 172
Ratios de levier	4,9 %	4,4 %

(1) Prise en compte des effets de compensation applicables aux dérivés selon les règles de l'Acte délégué.

(2) Prise en compte des ajustements applicables aux opérations de financement de titres selon les règles de l'Acte délégué.

(3) Sous réserve de l'autorisation de la Banque centrale européenne.

Sans l'application des mesures transitoires (à l'exception de la déduction complète des impôts différés actifs sur pertes reportables), le ratio de levier du Groupe BPCE s'élève à 5,0 % à fin 2015 contre 4,5 % à fin 2014.

GESTION DE LA SOLVABILITÉ DU GROUPE

Évolution de la solvabilité du Groupe BPCE en Bâle III de 2012 à 2015

Depuis 2012, le Groupe BPCE a considérablement amélioré sa solvabilité. Son ratio de Common Equity Tier 1 de 8,9 % ⁽¹⁾ à fin 2012, atteint 13,2 % ⁽²⁾ à fin 2015, soit une amélioration d'environ 430 points de base.

Cette progression de la solvabilité du groupe depuis 2012 provient du renforcement des fonds propres Common Equity Tier 1, lié notamment à la mise en réserves des résultats (+ 170 points de base environ sur trois ans) et à la collecte des parts sociales réalisées par les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne (+ 100 points de base environ sur trois ans). De plus, le groupe affiche une bonne maîtrise des risques pondérés (+ 150 points de base supplémentaires sur trois ans) et de son profil de risque. Les risques pondérés, à 391 milliards d'euros à fin décembre 2015, ont diminué de 50 milliards d'euros sur la période ; cette baisse est liée aux actions d'optimisation entreprises par le groupe.

Évolution de la solvabilité du Groupe BPCE en Bâle III sur l'année 2015 (avec mesures transitoires)

Sur l'année 2015, la solvabilité du Groupe BPCE s'est renforcée : le ratio de Common Equity Tier 1, qui tient compte des dispositions transitoires prévues par la CRR/CRD IV, s'élève à 13,0 % au 31 décembre 2015, en progression par rapport à un ratio de 11,9 % au 31 décembre 2014.

La progression du ratio de Common Equity Tier 1 en 2015 de 110 points de base est liée :

- à la croissance des fonds propres Common Equity Tier 1 de 4,4 milliards d'euros, portée notamment par les résultats mis en réserve et par la collecte de parts sociales réalisée par les deux réseaux ;
- à une gestion stricte des risques pondérés à 391 milliards d'euros à fin 2015. Le groupe a réduit son profil de risque de 1,5 milliard d'euros depuis fin 2014. Cette évolution est liée notamment à la baisse des risques pondérés chez Natixis.

Par ailleurs, des évolutions de périmètre sont intervenues courant 2015, avec la déconsolidation de Nexity suite à la cession de nouveaux blocs d'actions (impact de + 10 points de base sur le ratio de Common Equity Tier 1) et l'acquisition de DNCA Finance par Natixis Global Asset Management (impact de -20 points de base sur le ratio de Common Equity Tier 1).

À fin 2015, le ratio de Tier 1 s'élève à 13,3 % en progression par rapport à fin 2014, la hausse enregistrée sur le ratio de Common Equity Tier 1 compensant l'exercice de calls à hauteur de 2,1 milliards d'euros sur 6 souches de Tier 1. Enfin, le ratio global, qui s'élève à 16,8 % à fin 2015, bénéficie des émissions de Tier 2 réalisées sur l'année 2015 pour un montant de 3,2 milliards d'euros.

Sans tenir compte des dispositions transitoires prévues par la CRR/CRD IV, le ratio de Common Equity Tier 1 est de 12,9 % au 31 décembre 2015 contre 11,7 % à fin 2014.

(1) Ratio pro forma du rachat des CCI et Bâle III (sans mesures transitoires et après retraitement des impôts différés actifs sur pertes reportables).

(2) Ratio CRR/CRD IV sans mesures transitoires et après retraitement des impôts différés actifs sur pertes reportables.

Stress test interne : confirmation de la solidité du Groupe BPCE

Le test de résistance interne mené par le groupe en 2015 a permis de confirmer sa solidité financière, y compris sous conditions de stress sévères, avec des ratios de solvabilité très supérieurs aux exigences fixées.

Groupe BPCE : un établissement d'importance systémique mondiale (G-SIBs)

En 2015, en conformité avec les exigences réglementaires, le Groupe BPCE a communiqué des indicateurs relatifs aux banques d'importance systémique mondiale. Cet exercice détermine la première surcharge en Common Equity Tier 1, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 avec des mesures transitoires sur quatre ans. Elle s'élève pour le Groupe BPCE à 1 % des risques pondérés.

Actions d'allocation de fonds propres et pilotage de la solvabilité

Afin de garantir la solvabilité de ses réseaux et de ses filiales, le groupe a mis en place des actions spécifiques en 2015. Par exemple, BPCE a consenti des prêts subordonnés remboursables à Natixis (1,0 milliard d'euros), à la Banque Palatine (150 millions d'euros) et à la CASDEN Banque Populaire (100 millions d'euros), et a souscrit des titres supersubordonnés à durée indéterminée émis par Natixis (500 millions d'euros) et par le Crédit Foncier (550 millions d'euros).

PERSPECTIVES

En 2016, l'ensemble du Groupe BPCE restera mobilisé sur son objectif de renforcement de sa solidité financière au-delà des cibles du plan stratégique 2014-2017 et s'est déjà préparé aux prochaines échéances réglementaires.

Le cadre réglementaire de la résolution et du bail-in a été stabilisé au cours de l'année 2015. De nouveaux indicateurs complémentaires aux ratios de solvabilité et de levier vont être mis en œuvre sous la forme, d'une part, d'un minimum de fonds propres et de dettes éligibles (MREL) et, d'autre part, de la détermination d'une capacité totale à répondre aux pertes en continuité d'activité (TLAC). Le Groupe BPCE a d'ores et déjà mis en place le pilotage interne de ces indicateurs.

MREL

Le MREL est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016. La directive sur la résolution bancaire (BRRD) prévoit que son niveau soit fixé banque par banque (type Pilier II) par le comité de résolution unique (CRU/SRB) sur la base de la stratégie de résolution, de l'analyse de la structure du passif et de la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation de l'entité. À cette fin, le CRU lance au 1^{er} semestre 2016, une collecte de données à un niveau de granularité très fin et fixera le niveau de MREL du Groupe BPCE au 2^e semestre 2016.

TLAC

À la différence du niveau de MREL déterminé banque par banque, l'exigence en TLAC, qui ne concerne que les établissements G-SIB, est à ce jour fixée par

le FSB à 16 % (hors buffer) des risques pondérés (avec un minimum de 6 % du dénominateur du ratio de levier) à son entrée en vigueur en 2019 et rehaussée à 18 % des risques pondérés (avec un minimum de 6,75 % du dénominateur du ratio de levier) à compter de 2022. Les passifs éligibles au TLAC devraient respecter un critère de subordination (contractuelle, statutaire ou structurelle). La direction générale du Trésor a publié un projet de modification de la hiérarchie des créanciers des établissements de crédit. Ce projet, qui ne concerne que les nouvelles émissions, a pour conséquence de créer une nouvelle catégorie de créanciers intercalée entre les créanciers subordonnés et les créanciers *senior*. Pour être éligibles à cette nouvelle classe de passifs, les titres doivent présenter une maturité supérieure à 1 an. L'objectif de ratio de solvabilité global à 18 % début 2019 permettra au Groupe BPCE de respecter le TLAC.

Processus SREP – ICAAP

Dans le cadre du Pilier II, la BCE, en tant que superviseur, conduit un exercice annuel d'évaluation des établissements bancaires. Cet exercice, processus de surveillance et d'évaluation prudentielle, appelé SREP (*Supervisory Review and Evaluation Process*), s'appuie notamment sur les éléments suivants :

- une évaluation établie sur la base des informations issues des reportings prudentiels ;
- des documentations établies par chaque établissement bancaire, en particulier l'ICAAP (*Internal Capital Adequacy Assessment Process*) mesurant l'adéquation des fonds propres aux risques encourus et l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy Assessment*) appréciant la gestion du risque de liquidité ;
- une appréciation sur la gouvernance, le business model et le système d'information.

À la suite des résultats du SREP réalisé par la BCE en 2015, le Groupe BPCE doit maintenir, sur une base consolidée, un ratio de Common Equity Tier 1 de 9,5 % à compter du 1^{er} janvier 2016. Avec un ratio de Common Equity Tier 1 de 13,0 % à fin 2015 (avec mesures transitoires), le niveau de fonds propres du Groupe BPCE dépasse ainsi nettement les exigences de fonds propres spécifiques fixées par la BCE, même en tenant compte de la surcharge G-SIB de 0,25 % au titre de 2016, ce qui porte le niveau d'exigence de ratio de CET1 à 9,75 % en 2016.

Concernant l'évaluation de l'adéquation du capital interne au titre du Pilier II, le Groupe BPCE a mis en œuvre un ICAAP qui s'appuie sur trois types d'analyses pour la mesure des consommations de capital, au regard de son appétit aux risques :

- analyse à partir d'un point de départ relatif aux consommations de capital au titre du Pilier I ;
- analyse complémentaire avec développement de modèles spécifiques pour couvrir les risques non pris en compte ou imparfaitement mesurés au titre du Pilier I compte tenu du business model du groupe ;
- analyse à partir des mesures issues du stress test interne.

Ce dispositif a vocation à couvrir l'adéquation des fonds propres à l'appétit aux risques du groupe.

3.2.6 Gouvernance des risques du Groupe BPCE

Le comité des risques groupe, présidé par le président du directoire du groupe, s'est réuni à six reprises au cours de l'exercice 2015 notamment pour examiner l'adéquation des dispositifs d'encadrement des risques du Groupe BPCE, et a validé les politiques de risques et le dispositif de limites du groupe.

À cet effet, il a été relevé une couverture adéquate des risques de crédit, financiers ou opérationnels, en cohérence avec le dispositif d'appétit au risque groupe validé par le directoire et le conseil de surveillance de BPCE, tel que retracé au paragraphe « appétit pour le risque » du chapitre 3.2.6 du présent document de référence et en lien étroit avec la stratégie du groupe telle que décrite dans le chapitre 1 de ce même document. Plus globalement, ce dispositif couvre l'ensemble des risques en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

DIRECTION DES RISQUES DU GROUPE BPCE

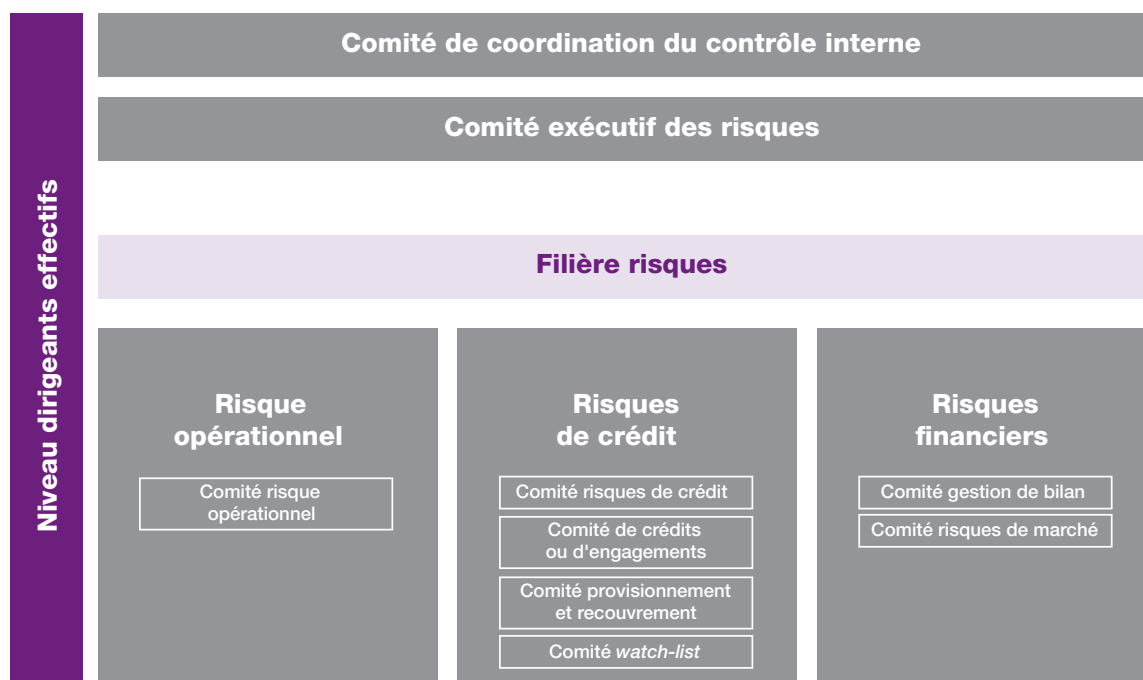
La direction des Risques du Groupe BPCE assure la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

Elle veille à ce que le dispositif de maîtrise des risques soit efficace, exhaustif et homogène et à ce que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations de l'activité, notamment les objectifs et les moyens du groupe et de ses établissements, dont la filière de gestion des risques.

Le directeur des Risques du Groupe BPCE, membre du comité exécutif de BPCE, exerce un lien fonctionnel fort avec les directeurs des Risques des établissements du groupe, tel que décrit dans la charte des risques mise à jour en 2015. Ce positionnement permet notamment, d'assurer l'objectivité du contrôle des risques par l'indépendance de toute filière opérationnelle de la filière risques dans les établissements du groupe, de permettre la diffusion de la culture risques, d'avoir des standards et normes partagés de gestion des risques et de garantir une information indépendante, objective et complète aux dirigeants de l'état des risques et de toute dégradation éventuelle.

Le Groupe BPCE accorde une forte importance à la mise en place d'une organisation efficace visant à maîtriser les risques des établissements du groupe, et applicables à l'ensemble des métiers, financements, segments de clientèle, marchés et régions où il opère. Cette organisation repose sur une comitologie risques, animée par la direction des Risques.

➔ ORGANISATION TYPE DE LA GOUVERNANCE RISQUES DANS UN ÉTABLISSEMENT DU GROUPE ⁽¹⁾



(1) Dirigeant effectif au sens de l'article L. 511-13 du code monétaire et financier : personne qui assure la direction effective de l'entreprise.

FILIÈRE RISQUES ET CULTURE DE RISQUES AU SEIN DU GROUPE

La direction des Risques du Groupe BPCE exerce ses missions dans le cadre d'un fonctionnement en filières métiers dédiées à la gestion des risques de crédit, risques financiers et risques opérationnels. Elle s'assure notamment de la conformité de la politique des risques des affiliés et filiales avec celle du Groupe BPCE.

Les directions des Risques des Banques Populaires et Caisses d'Épargne lui sont rattachées au travers d'un lien fonctionnel fort. Ce lien fonctionnel fort est dit renforcé dans le cas de filiales soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire. Les filiales également concernées par ce lien fonctionnel fort comprennent Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International. Les directions des Risques des filiales non soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire sont rattachées fonctionnellement à la direction des Risques du Groupe BPCE.

Les établissements du groupe sont responsables de la définition, du suivi et de la gestion de leurs niveaux de risques, ainsi que de la production des reportings et des alimentations informatiques à destination de la direction des Risques de l'organe central en s'assurant de la qualité, de la fiabilité et de l'exhaustivité des données permettant le contrôle et la surveillance des risques sur base sociale et consolidée, dans le respect des normes et politiques de risques du groupe.

Pour mener à bien leurs différents travaux, les établissements s'appuient sur la charte risques groupe. Cette dernière, actualisée en 2015, précise notamment que l'organe de surveillance et les dirigeants effectifs de chaque établissement promeuvent la culture du risque à tous les niveaux de leur organisation, et que la filière risques coordonne la diffusion de la culture risque auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières.

Plus spécifiquement, pour coordonner ces chantiers transverses, la direction des Risques du Groupe BPCE s'appuie sur le département gouvernance et contrôle qui a pour objectif d'assurer, indépendamment des risques de non-conformité du ressort de la direction de la Conformité et sécurité groupe, le contrôle permanent des risques des établissements du groupe. Elle décline au quotidien l'ensemble du dispositif qui repose sur le lien fonctionnel fort entre les directions des Risques des établissements et la direction des Risques du Groupe BPCE. La direction des Risques contribue à la bonne coordination de la filière risques et pilote la surveillance globale des risques du groupe, au travers notamment :

- du suivi et de l'actualisation des documents référents de la filière risques tels que les chartes et référentiels ;
- de l'analyse des comités des risques des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et des filiales ;
- de l'animation de la filière de gestion des risques au travers de plusieurs journées nationales, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques risques, de présentation des travaux menés par la filière, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements qui se déclinent également par domaines : crédits, financiers, opérationnels, associant tous les établissements du groupe. De manière plus globale ces journées permettent de renforcer la cohésion du groupe autour du métier risques dans un environnement réglementaire évolutif ;
- ces journées sont complétées d'audioconférences ou de réunions régionales réunissant les directeurs des Risques des réseaux et des filiales autour de thématiques d'actualité ;
- une base documentaire dédiée à la filière ;
- de l'accompagnement des nouveaux directeurs des Risques d'établissement via un parcours dédié ;

- de déplacements fréquents au sein des directions des Risques des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, afin d'échanger avec les directeurs des Risques et leurs équipes ;
- au-delà des comités opérationnels auxquels la direction des Risques groupe assiste, des réunions dédiées globales avec les principales filiales de BPCE : Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International, pour une revue complète avec le directeur des Risques groupe ;
- de la diffusion d'une newsletter *The Risk Network* à fréquence quadrimestrielle à destination des dirigeants des établissements du groupe et des directeurs des différentes filières, dont la filière commerciale. Une lettre synthétique à fréquence plus courte et axée sur les évolutions réglementaires vient compléter ce dispositif ;
- d'un programme de formation annuel diffusé à l'ensemble de la filière risques, en lien avec la direction des Ressources humaines groupe. Pour ce faire, un programme de formation universitaire certifiant mis en œuvre par l'Université Paris Dauphine et dédié au « Contrôle interne et gestion des risques des institutions financières » a été retenu ;
- et plus globalement d'une diffusion de la culture risque et le partage des meilleures pratiques au sein du groupe.

La culture de risques au sein du groupe est également renforcée *via*, entre autres, un enrichissement de l'expertise réglementaire risques vis-à-vis des réseaux, à travers la diffusion régulière de brèves réglementaires pédagogiques de documents dédiés sensibilisant les établissements, ainsi que des interventions régulières en journées nationales des différentes filières de risques, aux nouveautés réglementaires.

APPÉTIT AU RISQUE

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement dans les établissements régionaux et d'un refinancement de marché centralisé optimisant les ressources apportées aux entités. De par notre nature mutualiste, nous avons pour objectif d'apporter le meilleur service à nos clients, dans la durée, tout en dégagant un résultat pérenne.

Le Groupe BPCE se considère engagé auprès de ses sociétaires et de ses investisseurs à dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients. Nous sommes également engagés à préserver la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacune des entités et du groupe dans son ensemble, mission dont l'organe central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, une politique des risques et des outils communs.

Nous nous focalisons sur les risques structurants de notre modèle d'affaires de banque universelle avec une composante prépondérante en banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service des clients du groupe.

Nous diversifions progressivement nos expositions, en développant certaines activités en ligne avec notre plan stratégique :

- développement de la bancassurance et de la gestion d'actifs ;
- développement international (majoritairement Banque de Grande Clientèle et gestion d'actifs et de manière ciblée banque de détail).

En termes de profil de risques, le Groupe BPCE assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et à ses activités de banque de grande clientèle.

Du fait de notre modèle d'affaires, nous assumons les risques suivants :

- le risque de crédit induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers et aux entreprises est encadré *via* des politiques de risques

appliquées à toutes les entités du groupe et des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et des suivis approfondis des portefeuilles ;

- le risque de taux structurel est encadré par des normes communes et des limites par entité ;
- le risque de liquidité est piloté au niveau du groupe en allouant aux entités, *via* des enveloppes, la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement ;
- le risque opérationnel, fait l'objet d'un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des entités du groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau, de suivi des risques majeurs et de plans d'actions sur des risques spécifiques ;
- le risque de non-conformité est encadré grâce à des contrôles permanents utilisant un référentiel commun et un outil permettant la consolidation au niveau groupe, une gouvernance conformité dédiée et des principes communs à travers le groupe pour limiter le risque de non-conformité.

L'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédits impose une aversion très forte au risque de réputation hors des métiers cœurs.

Nous concentrons sur des périmètres spécifiques les risques suivants :

- risques de marché ;
- risques pays émergents ;
- risque titrisation.

L'évolution de notre modèle d'affaires étend notre exposition à certaines nouvelles natures de risques, notamment des risques liés à la gestion d'actifs, à l'assurance et aux systèmes d'information (par ex : exécution des projets informatiques, cybersécurité).

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas, ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de *risk/return* forts sont strictement encadrées.

Quelles que soient les activités, entités ou géographies, nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

L'appétit au risque du Groupe BPCE correspond au niveau de risque qu'il est prêt à accepter dans le but d'accroître sa rentabilité tout en préservant sa solvabilité. Celui-ci doit être cohérent avec l'environnement opérationnel de l'établissement, sa stratégie et son modèle d'affaires, tout en tenant compte des intérêts de ses clients. La détermination de l'appétit pour le risque du Groupe BPCE se fait en évitant des poches de concentration majeures et en allouant de manière optimisée les fonds propres.

Le cadre général de l'appétit au risque du Groupe BPCE, validé par le conseil de surveillance de BPCE et présenté au superviseur européen courant 2015, s'inscrit en cohérence avec le plan stratégique « Grandir autrement » au niveau de l'ensemble de la gouvernance des risques, dont le comité faitier exécutif (comité des risques groupe).

Plus précisément, ce cadre général repose sur un document faitier présentant de manière qualitative et quantitative les risques que le groupe accepte de prendre. Il décrit les principes de gouvernance et de fonctionnement en vigueur à ce jour au sein du Groupe BPCE, et a vocation à être actualisé annuellement, notamment pour tenir compte des évolutions réglementaires.

Le dispositif opérationnel de l'appétit au risque repose, quant à lui, sur des indicateurs ventilés par grande nature de risque. Six familles de risques sont couvertes : risque de solvabilité, risque de crédit (risque de crédit et de contrepartie, risque de concentration), risque opérationnel, risques financiers (risques de marché et risque de titrisation), risque de liquidité et risque de taux. Ces six familles de risques sont suivies à travers des indicateurs au plus haut niveau de la gouvernance du groupe, y compris les nouveaux risques inhérents à l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne, détaillés ci-après :

- risque de levier excessif : risque de vulnérabilité résultant d'un levier pouvant nécessiter la prise de mesures, y compris une vente en urgence d'actifs pouvant se solder par des pertes ou une réévaluation des actifs restants ;
- risque systémique : risque de perturbation du système financier susceptible d'avoir de graves répercussions négatives sur le système financier et l'économie réelle, en lien avec le plan de rétablissement et de réorganisation (PRR) ;
- risque résiduel : risque que les techniques d'atténuation du risque de crédit se révèlent moins efficaces que prévu ;
- risque lié au modèle : perte susceptible d'être subie du fait de décisions pouvant être fondées principalement sur les résultats de modèles internes, en raison d'erreurs dans leur mise au point, leur mise en œuvre ou leur utilisation ;
- risque de base : risque de pertes résultant d'une évolution de la valeur d'un contrat à terme sur un indice boursier ou d'un autre produit dérivé de cet indice boursier, non entièrement conforme à celle des actions qui le composent ;
- risque d'intermédiation : risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle notre groupe aurait apporté sa garantie de bonne fin ;
- risque de règlement-livraison : ce risque concerne des opérations sur titres de créances, actions, devises et matières premières, à l'exclusion des opérations de pensions et opérations de prêts ou d'emprunts de titres ou de matières premières qui ne se sont pas dénouées après la date de livraison prévue.

Le dispositif d'appétit au risque s'articule autour de seuils successifs associés à des niveaux de délégation respectifs distincts, à savoir :

- la limite, risque pour lequel le directoire de BPCE peut décider, en direct ou *via* les comités dont il assure la présidence, soit un retour sous la limite, soit la gestion d'une exception ;
- le seuil de résilience, dont le dépassement ferait peser un risque potentiel sur la continuité et/ou la stabilité de l'activité. Tout dépassement nécessite une communication et un plan d'action auprès du conseil de surveillance ;
- le seuil extrême PRR, mettant en jeu la survie du groupe. Celui-ci s'inscrit en lien avec les travaux effectués dans le cadre du plan de rétablissement et de réorganisation que tout groupe bancaire doit fournir au superviseur et autorité compétente.

Un tableau de bord trimestriel est réalisé par la direction des Risques groupe, permettant ainsi un suivi rapproché et granulaire de l'ensemble de ces indicateurs et un reporting aux instances de surveillance du groupe.

Ce dispositif a été repris par les établissements du groupe pour un déploiement en cohérence dans le groupe.

CADRAGE ET AGRÉGATION DES DONNÉES RISQUES

La crise financière de 2008 a mis en exergue les carences de nombreux établissements bancaires à dresser rapidement un bilan précis de leurs expositions agrégées et de la concentration de leurs risques, tant au niveau consolidé que par ligne de métier ou par entité juridique. S'appuyant sur ce constat, le comité de Bâle a publié, en janvier 2013, 14 principes (dont 11 à déployer par les banques) portant sur l'agrégation des données risques et sur le reporting des risques (BCBS 239 – *Basel committee on banking supervision*). Ces principes s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2016 aux établissements bancaires d'importance systémique à l'échelle mondiale, dont BPCE fait partie.

Le périmètre d'application des principes couvre les données et reportings contribuant au pilotage des principaux risques de la banque : risque de crédit, risques financiers y compris liquidité et taux, et risque opérationnel.

Le Groupe BPCE a réalisé des travaux de cadrage d'un projet visant à répondre à ces exigences dans les domaines de la gouvernance, de l'infrastructure des systèmes d'informations, de la qualité des données et des procédures et pratiques en matière de reportings internes.

Ce projet fait l'objet d'un pilotage *via* un comité stratégique présidé par le directeur général en charge des Finances, des Risques et des Opérations en associant plusieurs établissements du groupe.

LOI FRANÇAISE DE SÉPARATION ET DE RÉGULATION DES ACTIVITÉS BANCAIRES

La cartographie des activités de marché du Groupe BPCE a été actualisée en 2015. Elle fait apparaître la nécessité de mise en œuvre d'unités internes faisant l'objet d'une exemption au sens de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires. Depuis mai 2015, le Groupe BPCE calcule, sur la base de cette cartographie, et à fréquence trimestrielle, les indicateurs requis conformément à l'article 6 de l'arrêté du 9 septembre 2015 ; ces indicateurs trimestriels sont complétés par des indicateurs annuels de nature documentaire, ou quantitatifs tels que le PNB économique ou la VaR desdites unités internes. Sur la base des travaux menés par le groupe, la création d'une filiale spécifique n'est pas nécessaire.

De manière conjointe aux travaux relatifs à cette loi, un programme de conformité renforcé issu de la *Volcker Rule* (sous-section de la loi américaine *Dodd-Frank Act*) a été adopté et mis en œuvre à partir de juillet 2015 sur le périmètre de BPCE et de ses filiales (périmètre du groupe BPCE SA). Dans une approche plus large que la loi française, ce programme vise à cartographier l'ensemble des activités du petit groupe, financières et commerciales, afin de s'assurer notamment que celles-ci respectent les deux interdictions majeures portées par la réglementation *Volcker* que sont l'interdiction des activités de *Proprietary Trading*, et l'interdiction de certaines activités en lien avec des entités couvertes au sens de la loi américaine, dites *Covered Funds*.

3.2.7 Risque de crédit

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La mesure du risque de crédit repose sur des systèmes de notation adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opération, dont la direction des Risques du Groupe BPCE assume la définition et le contrôle de performance.

Politique de notation

L'objectif de la direction des Risques est de faire converger l'ensemble des établissements vers des dispositifs de notation communs, la notation étant un élément fondamental de l'appréciation du risque.

Surveillance des risques

Les différents niveaux de contrôle au sein du Groupe BPCE s'exercent sous la supervision de la direction des Risques, également en charge du reporting de synthèse consolidé auprès des différentes instances et comités, notamment le comité *watchlist* et provisions groupe. La surveillance des risques vise à se renforcer sur la qualité des données retraçant les situations de nos clients en plus de la qualité des expositions. Elle est pilotée au travers d'indicateurs, pour chaque classe d'actif.

Plafonds et limites

La direction des Risques réalise pour le comité des risques groupe la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires. Le dispositif de plafonds internes, qui se situe à un niveau inférieur aux plafonds réglementaires, est appliqué pour l'ensemble des entités du groupe. Un dispositif de limites groupe est également mis en place sur les principales classes d'actifs et sur les principaux groupes de contrepartie dans chaque classe d'actif.

Les dispositifs de plafonds internes et de limites groupe font l'objet de reportings réguliers aux instances.

Enfin une déclinaison sectorielle de la surveillance des risques est organisée, au travers d'une veille sectorielle partagée avec les établissements du groupe. Celle-ci se traduit en dispositifs mettant en exergue des préconisations pour les établissements du groupe, sur les secteurs définis comme sensibles.

MESURE DES RISQUES ET NOTATION INTERNE

Dispositif de notation

Les modèles internes du dispositif de notation sont élaborés à partir de données historiques de défaut et de pertes constatées. Ils servent à mesurer les risques de crédit auxquels est exposé le Groupe BPCE, à partir d'une probabilité de défaut de l'emprunteur à horizon d'un an (*Probability of Default*, PD), du pourcentage de perte en cas de défaut de la contrepartie (*Loss given default*, LGD) et de facteurs de conversion de crédit (*Credit Conversion Factor*, CCF) en fonction des caractéristiques des transactions. D'une manière générale les modèles sont construits et validés sur la base d'historiques internes les plus longs possibles, en respectant des contraintes de représentativité (portefeuilles concernés et effets de conjoncture) et de prudence.

Ces dispositifs internes de notation sont également utilisés dans le cadre de la surveillance des risques, des dispositifs délégués d'octroi, de limites internes sur les contreparties, etc. et peuvent également être sous-jacents à d'autres processus, tel que le provisionnement statistique.

Les paramètres de risque ainsi modélisés sont utilisés pour calculer les besoins en fonds propres, lorsqu'ils obtiennent l'accord du superviseur conformément aux exigences réglementaires.

Gouvernance du dispositif interne de notation

La gouvernance interne des dispositifs de notation est établie autour du développement, de la validation, du suivi et des décisions de l'évolution de

ces dispositifs. La direction des Risques du Groupe BPCE intervient de manière indépendante sur l'ensemble du groupe (réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, Natixis, le Crédit Foncier et les autres filiales) dans la revue de la performance et de l'adéquation des modèles de risques de crédit et de contrepartie, ainsi que des risques structurels de bilan. Cette mission de la direction des Risques s'appuie sur une gouvernance définie dans une charte de validation des modèles, ainsi que sur une cartographie des modèles utilisés dans le groupe.

Le processus interne de validation d'un nouveau modèle ou d'une évolution se déroule en trois étapes :

- une revue du modèle et de son adéquation, réalisée de manière indépendante des entités ayant travaillé sur le modèle ;
- une revue par le comité modèles groupe (CMG), composé d'experts quantitatifs (modélisateurs et valideurs) et métiers, qui portent un avis technique sur ce modèle ;
- une validation en comité des normes et méthodes risques groupe, s'appuyant sur l'avis technique du CMG, qui valide la mise en œuvre des évolutions nécessaires, notamment dans les processus et la déclinaison opérationnelle. Ces évolutions sont soumises, le cas échéant, à l'autorisation préalable du superviseur européen dans le cadre du règlement européen n° 529/2014 relatif au suivi des modèles internes utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres.

À l'issue de ce processus de gouvernance, les rapports internes de contrôle et les relevés de décisions sont mis à la disposition du management du groupe (et des superviseurs pour les modèles internes utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres). Annuellement une synthèse des performances et de l'adéquation des dispositifs de modèles internes est présentée au comité des risques du conseil de surveillance du groupe.

Développement d'un modèle

La direction des Risques du Groupe BPCE s'appuie sur un process formalisé décrivant les principales étapes de modélisation de tout nouveau modèle. Ce document, qui sert de guide à l'ensemble du processus de documentation et de validation, repose sur :

- une description littéraire et générale du modèle indiquant son champ d'application (type de contrepartie, type de produit, métier...), les grandes hypothèses sur lesquelles il repose et les aspects qui ne sont pas couverts ;
- un schéma descriptif du fonctionnement du modèle finalement retenu reprenant de façon synthétique les *inputs*, les traitements et les *outputs* ;
- un descriptif détaillé des étapes et de la démarche de modélisation :
 - constitution de l'environnement de travail,
 - construction de l'échantillon de modélisation,
 - création des échantillons de construction, de tests hors échantillon et de tests hors temps le cas échéant,
 - comparaison des modèles candidats le cas échéant,
 - argumentaire justifiant le choix du modèle (avis des experts, niveau de discrimination, stabilité, homogénéité, robustesse...) ;

- une description littéraire des principaux facteurs de risque du modèle.

Les modèles internes développés doivent satisfaire des critères exigeants en termes de discrimination et qualification du risque.

Revue des modèles du dispositif interne de notation

La direction des Risques du Groupe BPCE est en charge des revues des modèles internes du groupe, lors de la construction d'un nouveau modèle ou d'une évolution de modèle existant. Elle s'assure également de la revue annuelle des backtestings des modèles de risque de crédit, de marché et de gestion actif-passif.

L'équipe de validation mène les analyses de façon indépendante en respectant une charte et des procédures qui décrivent les interactions avec les entités modélisatrices ainsi que le déroulement de la revue. Cette revue s'appuie sur une grille de critères qualitatifs et quantitatifs et aborde principalement les points suivants :

- la documentation ;
- la méthodologie, dont la validité des hypothèses ;
- la performance ;
- la robustesse ;
- le respect de la réglementation.

Le niveau de détail de la revue est adapté en fonction de la nature des travaux examinés. Dans tous les cas, elle comporte *a minima* une revue sur base documentaire sur l'aspect quantitatif des systèmes de notation. Dans le cas d'un nouveau modèle ou d'une évolution majeure cette revue est complétée par la vérification des codes informatiques et la réalisation de tests complémentaires (calculs contradictoires).

Ce champ d'intervention du pôle Validation peut être étendu en amont et en aval à une investigation de la qualité des données, de l'implémentation dans les systèmes et de l'insertion opérationnelle.

En conclusion, la revue apporte un avis sur la validité des modèles et des paramètres associés pour les risques de crédit et de contrepartie ainsi que pour les modèles autorisés pour le calcul des exigences en fonds propres. Elle apporte également un avis sur la conformité à la réglementation prudentielle. Elle est accompagnée, lorsque nécessaire, de préconisations.

Cartographie des modèles

La direction des Risques maintient à jour une cartographie des modèles du groupe, qui précise leur portée en termes de segments et d'entités du groupe, ainsi que leurs principales caractéristiques, dont une note globale issue de la revue annuelle des modèles, caractérisant la performance et la fraîcheur des modèles.

Le tableau ci-dessous répertorie les modèles internes de crédit du groupe utilisés pour la gestion des risques et lorsqu'ils sont autorisés par le superviseur, le calcul des exigences en fonds propres au sein des réseaux Banque Populaire, Caisse d'Epargne, de Natixis et de ses filiales et du Crédit Foncier.

➔ MODÈLES DE PD (PROBABILITÉ DE DÉFAUT)

Classe d'expositions	Portefeuille	Nombre de modèles	Description/Méthodologie
Souverains, administrations centrales et banques centrales	Souverains et affiliés	1	Grille à dire d'expert comportant des variables quantitatives et qualitatives/économiques et descriptives Portefeuille à faible effectif de défaut
	Banques multilatérales de développement	1	Grille à dire d'expert Portefeuille à faible effectif de défaut
Secteur Public	Communes, départements, régions, logement social, hôpitaux...	10 (NH*)	Grilles à dire d'expert/modélisation statistique (régression logistique) Portefeuille à faible effectif de défaut
Établissements financiers	Banques OCDE ou non OCDE, <i>brokers-dealers</i>	3	Grilles à dire d'expert Portefeuille à faible effectif de défaut
Entreprises	Grandes entreprises (CA > 1 milliard d'euros)	6	Grilles à dire d'expert comportant des variables quantitatives et qualitatives, selon le secteur d'activité Portefeuille à faible effectif de défaut
	Petites et moyennes entreprises (CA > 3 millions d'euros)	9	Modèles statistiques (régression logistique) ou notes forfaitaires, sur entreprises disposant de comptes sociaux ou consolidés, s'appuyant principalement sur des données de bilan, selon le secteur d'activité
	Associations et assurances	2	Grilles à dire d'expert comportant des variables quantitatives et qualitatives Portefeuille à faible effectif de défaut
	Financements spécialisés (immobilier, pool d'actifs, aéronautique...)	6	Grilles à dire d'expert s'appuyant sur les caractéristiques des biens ou projets financés Portefeuille à faible effectif de défaut
Clientèle de détail	Particuliers	7	Modèles statistiques (régression logistique), comportant des variables de comportement et socio-économiques, différenciées selon le profil du client
	Professionnels (secteurs d'activité : cas général, transport-communication, tourisme-hôtellerie-restauration...)	10	Modèles statistiques (régression logistique), comportant des variables de bilan et de comportement
	Immobilier résidentiel	5 (dont 2 NH)	Modèles statistiques (régression logistique), comportant des variables de comportement et socio-économiques, ou descriptives du projet (quotité...), différenciées selon le profil du client
	Crédit renouvelable	1	Modèle statistique (régression logistique), comportant des variables de comportement et socio-économiques

* NH désigne les modèles non homologués pour le calcul des exigences en fonds propres.

➔ MODÈLES DE LGD (PERTE EN CAS DE DÉFAUT)

Classe d'expositions	Portefeuille	Nombre de modèles	Description/Méthodologie
Souverains, administrations centrales et banques centrales	Souverains et affiliés	1	Grille à dire d'expert comportant des variables quantitatives et qualitatives
Établissements financiers	Banques	1	Grille à dire d'expert comportant des variables quantitatives et qualitatives
Entreprises	Financements spécialisés (aéronautique, immobilier...)	5	Modèles s'appuyant sur l'estimation des conditions de revente des actifs ou des flux de trésorerie futurs
	Autres contrats (cas général, préfinancements export, société foncière...)	6 (dont 1 NH)	Modèles s'appuyant sur l'estimation des flux de pertes segmentés selon la nature des contrats et des garanties, ou grille à dire d'expert
	Crédit-bail	1	Modèle s'appuyant sur l'estimation des conditions de revente des actifs, segmentés selon le bien financé
Clientèle de détail	Immobilier résidentiel	3 (dont 1 NH)	Modèles s'appuyant sur l'estimation des flux de pertes segmentés selon la nature des contrats et des garanties.
	Autres Particuliers et Professionnels	2	Modèles s'appuyant sur l'estimation des flux de pertes segmentés selon la nature des contrats et des garanties
	Crédit-bail	1	Modèle s'appuyant sur l'estimation des conditions de revente des actifs, segmentés selon le bien financé
	Crédit renouvelable	1	Modèle s'appuyant sur l'estimation des flux de pertes, segmentés selon la nature des contrats

* NH désigne les modèles non homologués pour le calcul des exigences en fonds propres.

➔ MODÈLES DE CCF/EAD (EXPOSITION AU DÉFAUT)

Classe d'expositions	Portefeuille	Nombre de modèles	Description/Méthodologie
Souverains, administrations centrales et banques centrales	Souverains et affiliés	1	Application de paramètres réglementaires
Établissements financiers	Banques	1	Application de paramètres réglementaires
Entreprises	Toutes entreprises	2 (dont 1 NH)	Facteurs de conversion, segmentés selon la nature des contrats
Clientèle de détail	Immobilier résidentiel	3 (dont 1 NH)	Facteurs de conversion, segmentés selon la nature des contrats.
	Autres Particuliers et Professionnels	2	Facteurs de conversion et valeurs forfaitaires, segmentés selon la nature des contrats
	Crédit renouvelable	1	Facteur de conversion, segmenté selon la nature des contrats

* NH désigne les modèles non homologués pour le calcul des exigences en fonds propres.

Approches en notations internes – Clientèle de détail

Le Groupe BPCE dispose pour la clientèle de détail de méthodes de notation interne homogènes et des applicatifs de notation centralisés dédiés qui permettent d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles. Sur les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, ils sont également utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres selon l'approche méthode avancée.

La modélisation de la probabilité de défaut des contreparties de la clientèle de détail est effectuée par l'organe central principalement à partir du comportement bancaire des contreparties. Les modèles sont segmentés selon le type de clientèle et distinguent les particuliers des professionnels (avec ou sans bilan) et selon la détention produit. Les contreparties de chaque segment sont classées de façon automatique à l'aide de modèles statistiques (en général régression logistique) en classes de risques homogènes et statistiquement distinctes. Pour chacune de ces classes est estimée une probabilité de défaut à partir de l'observation des taux de défaut moyens sur une période aussi longue que possible. Ces estimations sont systématiquement ajustées d'une marge de prudence pour incertitude des estimations. Lorsque l'historique interne ne permet pas de couvrir un cycle économique, une marge de prudence supplémentaire est calculée afin de conserver une approche à travers le cycle (*through the cycle*, TTC).

La perte en cas de défaut (LGD) est une perte économique qui se mesure en prenant en compte tous les éléments inhérents à la transaction ainsi que les frais engagés pour le recouvrement. Les modèles d'estimation de la perte en cas de défaut (LGD) pour la clientèle de détail s'appliquent de façon spécifique à chaque réseau. Les valeurs de LGD sont estimées d'abord par produit et selon la présence ou non de sûretés. D'autres axes peuvent intervenir en second niveau lorsqu'ils permettent de distinguer statistiquement des niveaux de perte. La méthode d'estimation utilisée repose sur l'observation de taux marginaux de recouvrement en fonction de l'ancienneté dans le défaut. Cette méthode présente l'avantage de pouvoir être directement utilisée pour l'estimation des taux LGD appliqués aux encours sains et des taux ELBE⁽¹⁾ appliqués aux encours en défaut. Les estimations sont fondées sur les historiques internes de recouvrement pour les expositions tombées en défaut sur longue période. Deux marges de prudence sont ensuite systématiquement ajoutées, la première pour couvrir les incertitudes des estimations, la seconde pour pallier l'éventuel effet d'un ralentissement économique.

Pour l'estimation de l'EAD, le Groupe BPCE applique trois modèles. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent

crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle s'applique de façon automatique en fonction du type de produit lorsque le hors bilan est non nul. Spécifiquement pour les découverts sur les comptes, un facteur multiplicatif est appliqué au bilan lorsque qu'il est non nul mais que le hors bilan est nul. De plus, une EAD forfaitaire est appliquée pour les comptes créditeurs sans découverts (autorisés ou non).

Approches en notations internes – Hors clientèle de détail

Le Groupe BPCE dispose, pour la mesure des risques hors clientèle de détail, de systèmes complets qui permettent d'utiliser, l'approche IRBF ou IRBA suivant les réseaux et les segments de clientèle.

Le système de notation consiste à attribuer une note à chaque contrepartie. Compte tenu de la structure mutualiste du groupe, l'unicité de la note est traitée par un système de référents qui ont la responsabilité de procéder à la notation du client pour le compte du groupe. La note attribuée à une contrepartie est généralement proposée par un modèle, puis elle est ajustée et validée par les experts de la filière risque suite à une analyse individuelle. Les modèles de notation de contreparties se structurent principalement en fonction de la nature de la contrepartie (entreprises, institutions financières, entités publiques, etc.) et de la taille de l'entreprise (mesurée par son chiffre d'affaires annuel). Lorsque les volumes de données le permettent (PME, ETI, etc.), les modèles s'appuient sur des modélisations statistiques (méthodes de régression logistique) des défauts des clients auxquelles sont combinés des questionnaires qualitatifs. À défaut, des grilles construites à dire d'experts sont utilisées. Celles-ci sont constituées d'éléments quantitatifs (ratios financiers, solvabilité, etc.) issus des données financières et d'éléments qualitatifs appréciant les dimensions économiques et stratégiques du client. S'agissant du risque pays, le dispositif repose sur la notation des souverains et sur la définition, pour chaque pays, d'une note qui plafonne celle que peut se voir octroyer une contrepartie non souveraine.

Les modèles de LGD (hors clientèle de détail) s'appliquent principalement par type de contreparties, type d'actifs et selon la présence ou non de sûretés. Des classes de risques homogènes, notamment en termes de recouvrement, procédures et type d'environnement, sont ainsi définies. Les estimations de pertes en cas de défaut sont évaluées sur base statistique lorsque le nombre de dossiers de défaut est suffisant (classe d'actif Entreprises par exemple). Les historiques internes de recouvrement sur une période aussi longue que possible

(1) Meilleure estimation de la perte moyenne après recouvrement.

sont alors utilisés. Si le nombre de dossiers est insuffisant, des bases d'historiques et de benchmarks externes permettent de déterminer des taux à dire d'experts (pour les banques et les souverains par exemple). Enfin, certaines valeurs sont fondées sur des modèles stochastiques lorsqu'il existe un recours sur un actif. Le caractère *downturn* des taux de pertes en cas de défaut est vérifié et des marges de prudence sont ajoutées si nécessaire.

Pour l'estimation de l'EAD, le Groupe BPCE applique trois modèles pour les entreprises. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle s'applique de façon automatique en fonction du type de produit lorsque le hors bilan est non nul. Spécifiquement pour les découverts sur les comptes, un facteur multiplicatif est appliqué au bilan lorsque qu'il est non nul mais que le hors bilan est nul. Sinon une EAD forfaitaire est appliquée pour les comptes créditeurs sans découverts (autorisés ou non).

Approche standard

Lorsque le groupe ne dispose pas de modèle interne autorisé pour le calcul des exigences de fonds propres, il doit les estimer sur les périmètres correspondants suivant les modalités de la méthode standard. Celles-ci s'appuient en particulier sur les évaluations de crédit (notations) estimées par les agences de notation reconnues par le superviseur comme satisfaisant aux exigences ECAI (*External Credit Assessment Institutions*), en particulier pour le Groupe BPCE, Fitch Ratings, Moody's, Standard & Poor's, ainsi que la Banque de France.

Conformément à l'article 138 du règlement n° 575/2013 *Capital Requirements Regulation* (CRR) relatif aux exigences en fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, en cas d'évaluation multiple d'une contrepartie par plusieurs agences, la pondération de cette contrepartie se détermine au regard de la deuxième meilleure note.

Dans le cas où il est nécessaire d'effectuer une évaluation externe de crédit directement applicable à une exposition, et qu'elle existe pour l'émetteur ou pour un programme spécifique d'émission, les modalités de détermination de la pondération sont appliquées conformément à l'article 139 du règlement CRR.

Pour le cas particulier des titres à revenu fixe (obligations), les notes externes court terme relatives à l'émission priment par rapport aux notations externes de l'émetteur. En cas d'absence de notes externes relatives à l'émission, la note externe long terme de l'émetteur est privilégiée pour les titres senior uniquement, sauf dans le cas précis des expositions sur les établissements pour lesquels la pondération est déduite de l'échelon de qualité de crédit du souverain dans lequel ils sont établis.

Situation du groupe

Segment de clientèle	Filiales Crédit Foncier/ Banque Palatine/ BPCE International				
	Réseau Banque Populaire	Réseau Caisse d'Epargne	Banque Palatine/ BPCE International	Natixis	BPCE SA
Banques centrales et autres expositions souveraines	IRBF	Standard	Standard	IRBA	IRBF
Administrations centrales	IRBF	Standard	Standard	IRBA	IRBF
Secteur public et assimilé	Standard	Standard	Standard	Standard	Standard
Établissements financiers	IRBF	Standard	Standard	IRBA/Standard	IRBF
Entreprises (CA ⁽¹⁾ > 3 millions d'euros)	IRBF/Standard	Standard	Standard	IRBA	Standard
Clientèle de détail	IRBA	IRBA	Standard	Standard	

(1) CA : chiffre d'affaires.

Backtests

L'ensemble des informations utilisées pour l'évaluation du risque de toutes les contreparties qui supportent un risque de crédit est conservé. Pour les dossiers déclarés en défaut, l'ensemble des flux (récupérations, aggravations ou passages en perte) de la période est archivé. C'est à partir de ces éléments que des tests de validité sont menés annuellement sur chacun des paramètres.

Chacun des trois paramètres de risque de crédit fait l'objet chaque année de tests de vérification *a posteriori* (backtest) destinés à contrôler la performance du dispositif. Plus précisément, les exercices de backtests visent à mesurer la performance globale des modèles et en particulier à vérifier que le pouvoir discriminant du dispositif ne se dégrade pas significativement par rapport à la période de modélisation. Une moyenne des valeurs attendues et observées est calculée sur plusieurs années selon les informations disponibles pour chaque modèle. Ainsi, les taux de défaut observés sont comparés aux taux de défaut prévus pour chaque note. Le caractère « à travers le cycle » des notations est vérifié. Plus spécifiquement, sur des portefeuilles à faible taux de défaut (grandes entreprises, banques, souverains et financements spécialisés) des analyses détaillées sont menées à partir d'indicateurs complémentaires tels que : différences de sévérité, migration des notes des agences, évolutions des notations avant défaut et complétées par des analyses plus qualitatives.

Les valeurs de pertes en cas de défaut sont mesurées sur la base d'un périmètre cohérent avec les valeurs observées, à savoir uniquement les expositions en défaut. Les valeurs attendues ne sont donc pas directement comparables avec les valeurs de LGD mesurées dans le portefeuille en production. Une moyenne des valeurs attendues et observées a été calculée sur plusieurs années selon les informations disponibles pour chaque modèle. Les récupérations observées sont comparées aux récupérations prévues. Le caractère *downturn* des taux de pertes en cas de défaut est vérifié.

Les résultats des backtests peuvent justifier la mise en œuvre de plans d'action si le dispositif est jugé insuffisamment prudent ou performant. Les résultats des backtests et les plans d'actions associés sont discutés en comité modèle groupe puis validés en comité normes et méthodes risques groupe (cf. gouvernance du dispositif interne de notation).

Il ressort de ces exercices que les dispositifs de notation sont globalement bien adaptés et permettent une gestion efficace des risques. Les calibrages restent prudents en regard du risque observé : les taux de défaut constatés sont inférieurs au taux défaut prévus sur l'ensemble du cycle et sur la période la plus récente. Pour les actifs en défaut, les pertes observées sont inférieures aux pertes prévues.

Répartition de l'EAD par approche pour les principales catégories

en %	31/12/2015			31/12/2014		
	EAD			EAD		
	Standard	IRBF	IRBA	Standard	IRBF	IRBA
Banques centrales et autres expositions souveraines	49%	35%	16%	46%	16%	38%
Administrations centrales	49%	33%	18%	54%	33%	13%
Secteur public et assimilé	99%	0%	0%	100%	0%	0%
Établissements financiers	40%	14%	46%	37%	14%	49%
Entreprises	35%	21%	43%	38%	21%	41%
Clientèle de détail	17%	0%	83%	18%	0%	82%
TOTAL	37%	13%	50%	39%	10%	51%

Échelle de notation interne

Note interne de la contrepartie	Note S&P
1	AAA à AA+
2	AA à A+
3	A à A-
4	BBB+
5	BBB à BBB-
6	BB+ à BB
7	BB-
8	B+ à B
9	B- à CCC+
10	CCC et inférieur

INFORMATIONS QUANTITATIVES

Les expositions communiquées dans ce chapitre sont présentées conformément à la réglementation Bâle III.

Les tableaux ci-dessous sont présentés au titre des risques de crédit et de contrepartie après application des techniques de réduction du risque et y compris

la CVA. Les expositions sont utilisées selon la cartographie métier risques, sans substitution par le segment du garant. Ainsi, le rapprochement avec le détail des exigences en fonds propres et risques pondérés présenté à la section 3.2.4 ne peut être réalisé.

Décomposition du portefeuille crédit en catégories d'expositions brutes

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

en millions d'euros	31/12/2015					31/12/2014		
	Total			Moyenne sur 4 trimestres		Total		
	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	Exposition	EAD	RWA
Banques centrales et autres expositions souveraines	141 332	141 321	7 789	142 765	142 751	158 576	158 566	8 682
Administrations centrales	44 016	43 931	1 187	45 986	45 901	41 802	41 300	1 013
Secteur public et assimilé	94 034	89 906	20 895	94 950	90 899	96 435	92 297	21 408
Établissements financiers	54 300	50 974	15 359	59 558	56 242	55 480	52 260	20 506
Entreprises	279 983	236 231	136 446	277 364	234 709	269 169	229 385	136 882
Clientèle de détail	389 234	368 168	82 502	385 277	364 998	376 300	357 007	77 439
Actions	14 717	14 716	45 875	15 232	15 231	15 598	15 596	44 077
Titrisation	21 489	21 294	12 944	23 681	23 432	25 057	24 846	16 550
Autres actifs	17 049	17 049	17 049			14 268	14 268	14 268
TOTAL	1 056 154	983 590	340 045			1 052 686	985 524	340 824

Le total des expositions du Groupe BPCE s'élève à plus de 1 056 milliards d'euros au 31 décembre 2015. Les classes d'actifs clientèle de détail et entreprises demeurent prépondérantes et représentent 63% des expositions brutes pour 64% des risques pondérés. Le poids des banques centrales et autres expositions souveraines ainsi que des administrations centrales, quant à elles, représentent 17,5 % des expositions brutes pour seulement 2,6 % des risques pondérés.

Décomposition du portefeuille crédit par approche

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

en millions d'euros	31/12/2015							31/12/2014
	Standard			IRB			Total	Total
	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	Exposition
Banques centrales et autres expositions souveraines	69 130	69 130	7 556	72 202	72 191	232	141 332	158 576
Administrations centrales	21 510	21 460	696	22 506	22 471	491	44 016	41 802
Secteur public et assimilé	93 502	89 408	20 705	532	499	190	94 034	96 435
Établissements financiers	20 822	20 155	3 940	33 478	30 819	11 420	54 300	55 480
Entreprises	96 475	83 665	65 312	183 509	152 565	71 134	279 983	269 169
Clientèle de détail	77 352	63 244	24 261	311 883	304 924	58 240	389 234	376 300
Actions	1 470	1 470	1 252	13 247	13 247	44 623	14 717	15 598
Titrisation	9 024	8 971	10 481	12 465	12 323	2 463	21 489	25 057
Autres actifs	8 204	8 204	8 204	8 845	8 845	8 845	17 049	14 268
TOTAL	397 489	365 707	142 407	658 665	617 883	197 638	1 056 154	1 052 686

Évolution des risques pondérés par effet

en milliards d'euros

Risques de crédit et contrepartie – 31/12/2014	340,8
Effet périmètre	0,3
Effet change	2,7
Titrisations gérées en extinction	(3,3)
Évolutions méthodologiques et modèles	(2,9)
Variations organiques	2,5
Risques de crédit et contrepartie – 31/12/2015	340,0

Répartition géographique (exposition brute) – hors classes d'actifs clientèle de détail, actions, titrisation et autres actifs

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

en millions d'euros	31/12/2015						31/12/2014
	France	Europe hors France	Amériques	Asie et Océanie	Afrique et Moyen-Orient	Total	Total
Banques centrales et autres expositions souveraines	71 645	60 289	7 798	578	1 022	141 332	158 576
Administrations centrales	23 010	15 715	2 257	575	2 459	44 016	41 802
Secteur public et assimilé	85 934	3 494	2 499	2 005	102	94 034	96 435
Établissements financiers	17 719	20 807	8 149	4 931	2 693	54 300	55 480
Entreprises	184 184	45 090	30 093	10 339	10 277	279 983	269 169
TOTAL	382 492	145 394	50 796	18 429	16 553	613 665	621 463

Les expositions brutes du groupe demeurent très majoritairement situées en Europe (86 %) avec une forte concentration en France (62 %), marché historique du groupe. Cette tendance prévaut pour les principales classes d'actifs.

Répartition par type de secteur (exposition brute) – classe d'actifs entreprises

	31/12/2015	31/12/2014
<i>en millions d'euros</i>	Entreprises	Entreprises
Finance assurance	37 676	38 253
Locations immobilières	30 194	28 202
Énergie	28 170	24 170
Immobilier	22 634	23 139
Holdings et diversifiés	17 791	16 833
Transports	13 381	11 820
Services	12 445	12 449
BTP	11 468	11 424
Distribution-commerce	11 175	12 059
Commerce international des matières premières	10 438	10 145
Construction mécanique et électrique	10 119	9 596
Industries de base	9 340	8 511
Agroalimentaire	8 265	8 055
Pharmacie-santé	7 931	7 307
Biens de consommation	7 725	7 320
Communication	6 511	5 269
Technologie	5 797	4 560
Tourisme-hôtellerie-restauration	4 843	4 791
Services aux collectivités	3 913	4 536
Administration	619	920
Autres	19 549	19 810
TOTAL	279 983	269 169

Pétrole & Gaz

Les expositions sur le secteur Pétrole Et Gaz représentent pour le Groupe BPCE 1,6 % du total de ses expositions brutes.

Les métiers financés sont très diversifiés, 46 % des expositions portent sur des grandes sociétés internationales (*Majors*) et des compagnies pétrolières nationales, et 49 % des expositions sont notées *investment grade*.

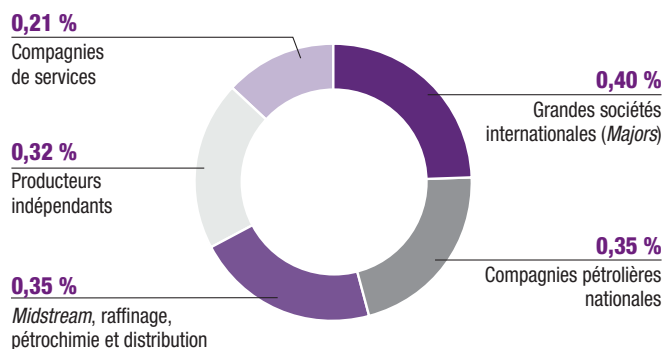
Les expositions sur les producteurs indépendants, segment le plus exposé à la baisse du prix du pétrole, sont faibles (0,32 % des expositions brutes du Groupe BPCE).

Au 31 décembre 2015, les expositions en défaut ne représentent que 1,5 % des expositions brutes du secteur.

Mines & Métaux

Les expositions sur le secteur Mines Et Métaux représentent pour le Groupe BPCE 0,5 % du total de ses expositions brutes. Ces expositions sont diversifiées en termes de métiers et 41 % sont notées *investment grade*.

➔ EXPOSITIONS SECTEUR PÉTROLE ET GAZ : RÉPARTITION DE L'EXPOSITION (1,6 % DU TOTAL DES EXPOSITIONS BRUTES DU GROUPE)



Concentration par emprunteur ⁽¹⁾

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

	31/12/2015		31/12/2014	
	Répartition Montants bruts/total Grands risques	Poids par rapport aux fonds propres Montants bruts/ fonds propres	Répartition Montants bruts/total Grands risques	Poids par rapport aux fonds propres Montants bruts/ fonds propres
Part du premier emprunteur	3,5 %	8,4 %	4,1 %	9,9 %
Part des 10 premiers emprunteurs	20,7 %	49,5 %	21,9 %	52,5 %
Part des 50 premiers emprunteurs	54,9 %	131,0 %	56,2 %	134,5 %
Part des 100 premiers emprunteurs	76,4 %	182,4 %	78,8 %	188,5 %

Le poids des 100 premiers emprunteurs baisse sur cet exercice et ne fait pas apparaître de concentration particulière.

Expositions par qualité de crédit en approche standard et IRB

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Les échelons de crédit présentés dans les tableaux ci-après ont été réalisés sur les périmètres banques centrales, administrations centrales, secteur public et assimilés, établissements financiers, entreprises et clientèle de détail.

Ils correspondent à la cartographie suivante :

- en standard : à partir des taux de pondération, de la catégorie d'exposition et de la notion d'arriéré de paiement (un arriéré de paiement est systématiquement classé en échelon 10), après application des garanties ;
- en IRB : sur la base d'une cartographie effectuée à partir de la note finale par échelle de notation.

(1) Hors banques centrales, autres expositions souveraines et administrations centrales.

Décomposition du portefeuille crédit par approche

en millions d'euros	Rating externe ⁽¹⁾	31/12/2015				31/12/2014			
		1 – Standard		2 – IRB		1 – Standard		2 – IRB	
		Exposition ⁽²⁾	EAD	Exposition ⁽²⁾	EAD	Exposition ⁽²⁾	EAD	Exposition ⁽²⁾	EAD
BANQUES CENTRALES ET AUTRES EXPOSITIONS SOUVERAINES	1	69 130	69 130	71 088	71 088	71 665	71 665	84 702	84 702
	2	0	0	403	403	-	-	159	159
	3	-	-	5	5	-	-	2	2
	4	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	-	-	337	337	-	-	465	465
	6	-	-	26	26	1 186	1 186	23	23
	7	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	-	320	310	-	-	345	335
	9	-	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	-	8	8
Total hors douteux		69 130	69 130	72 180	72 170	72 851	72 851	85 704	85 693
Douteux		0	0	21	21	0	0	21	21
ADMINISTRATIONS CENTRALES	1	17 479	17 430	17 268	17 268	17 731	17 231	14 895	14 894
	2	594	594	2 188	2 153	759	759	2 895	2 895
	3	3 229	3 229	2 756	2 756	3 431	3 431	1 196	1 196
	4	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	36	36	197	197	510	510	131	130
	6	171	171	25	25	115	115	11	11
	7	-	-	-	-	-	-	8	7
	8	-	-	28	28	57	57	5	5
	9	-	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	10	10	-	-	27	27
Total hors douteux		21 510	21 460	22 473	22 437	22 604	22 104	19 168	19 165
Douteux		0	0	33	33	0	0	31	31
SECTEUR PUBLIC ET ASSIMILÉ	1	2 210	2 169	131	131	10 026	9 717	108	107
	2	49 962	47 784	128	95	48 323	46 287	75	75
	3	14 183	13 652	38	38	4 052	3 892	2	2
	4	7 165	6 915	232	232	1 727	1 686	16	16
	5	10 022	9 609	0	0	6 420	6 197	42	39
	6	7 170	6 714	3	3	8 250	7 737	43	43
	7	1 354	1 269	-	-	1 604	1 544	0	0
	8	1 245	1 152	0	0	14 905	14 168	62	61
	9	11	11	-	-	260	241	-	-
	10	24	24	-	-	276	269	-	-
Total hors douteux		93 346	89 298	532	499	95 843	91 739	347	343
Douteux		155	109	-	-	241	210	5	5
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	1	6 361	6 353	350	344	9 664	9 646	1 000	968
	2	4 719	4 694	8 676	7 700	3 672	3 663	9 039	8 039
	3	5 571	5 557	15 795	15 325	3 956	3 919	15 395	14 896
	4	280	272	3 328	3 231	342	337	3 317	3 229
	5	533	515	3 321	2 568	397	378	4 131	3 598
	6	3 228	2 642	1 308	1 189	1 686	1 235	1 309	1 106
	7	118	116	235	163	0	0	207	152
	8	8	5	300	174	108	106	238	117
	9	0	0	53	16	0	0	131	60
	10	0	0	11	9	-	-	517	445
Total hors douteux		20 818	20 154	33 378	30 720	19 824	19 283	35 284	32 611
Douteux		4	1	100	99	10	3	363	363
ENTREPRISES	1	1 224	1 212	3 003	2 871	772	767	3 315	2 565
	2	6 427	6 258	18 737	15 098	6 563	6 232	17 580	14 640
	3	4 110	3 775	27 592	19 239	2 824	2 460	24 394	16 830
	4	4 451	4 190	12 556	10 833	3 874	3 683	11 672	9 346
	5	10 976	9 514	39 946	32 330	9 146	7 958	40 289	32 722
	6	35 478	30 325	46 461	40 948	39 393	35 367	42 181	37 958
	7	8 334	7 561	12 802	11 138	8 764	7 903	10 255	9 177
	8	18 097	16 360	13 147	11 448	19 766	18 153	11 897	10 325
	9	1 193	1 105	1 413	1 232	1 400	1 283	1 574	1 350
	10	627	498	1 057	933	720	671	594	558
Total hors douteux		90 917	80 798	176 714	146 070	93 222	84 478	163 751	135 471
Douteux		5 557	2 867	6 795	6 495	5 339	2 908	6 857	6 527
CLIENTÈLE DE DÉTAIL	1	12 184	11 767	-	-	12 301	11 709	-	-
	2	-	-	53 013	52 038	-	-	50 485	49 465
	3	-	-	45 040	44 375	0	0	42 250	41 580
	4	34	34	58 943	58 091	46	45	55 130	54 303
	5	28 817	28 043	48 827	47 644	27 175	26 481	46 364	45 548
	6	29 838	18 260	35 901	34 801	32 472	21 378	34 366	33 646
	7	819	813	24 517	23 775	1 404	1 366	23 037	22 473
	8	42	41	14 041	13 463	30	29	13 616	13 243
	9	214	204	10 826	10 582	183	182	10 936	10 772
	10	1 699	1 642	10 580	10 279	1 752	1 723	11 326	11 102
Total hors douteux		73 646	60 803	301 689	295 049	75 363	62 912	287 510	282 132
Douteux		3 706	2 441	10 194	9 875	3 403	2 304	10 024	9 658
Total hors douteux		369 367	341 644	606 966	566 944	379 707	353 367	591 763	555 415
Total douteux		9 423	5 418	17 143	16 524	8 993	5 426	17 300	16 605
TOTAL		378 790	347 062	624 109	583 469	388 699	358 793	609 064	572 020

(1) Selon notation Standard & Poor's.

(2) Expositions brutes.

La mesure de la qualité de crédit en méthode standard et en méthode interne fait ressortir plus de 52 % (en amélioration par rapport à 2014) des expositions brutes comme peu risquées (de AAA à A-). Plus de 91 % des expositions sont comprises entre AAA et BB-.

Expositions par qualité de crédit en approche IRBF sur les classes d'actifs banques centrales et autres expositions souveraines, administrations centrales, secteur public et assimilé, établissements financiers et entreprises

IRBF ⁽¹⁾ en millions d'euros	31/12/2015							
	Rating externe ⁽²⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	EAD	EL	RWA	RW moyen ⁽³⁾
BANQUES CENTRALES ET AUTRES EXPOSITIONS SOUVERAINES	1	48 748	48 748	-	48 748	-	-	0 %
	2	-	-	-	-	-	-	-
	3	-	-	-	-	-	-	-
	4	-	-	-	-	-	-	-
	5	337	337	-	337	-	70	21 %
	6	-	-	-	-	-	-	-
	7	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	-	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	-	-
Total hors douteux		49 085	49 085	0	49 085	0	70	0 %
Douteux		-	-	-	-	-	-	-
ADMINISTRATIONS CENTRALES	1	12 702	12 700	2	12 702	-	24	0 %
	2	5	5	-	5	-	-	8 %
	3	1 594	1 594	-	1 594	-	191	12 %
	4	-	-	-	-	-	-	-
	5	42	42	-	42	-	9	21 %
	6	23	23	-	23	-	-	2 %
	7	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	-	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	1	255 %
Total hors douteux		14 367	14 364	2	14 367	0	225	2 %
Douteux		-	-	-	-	-	-	-
SECTEUR PUBLIC ET ASSIMILÉ	1	88	88	-	88	-	-	0 %
	2	2	2	-	2	-	-	21 %
	3	-	-	-	-	-	-	-
	4	-	-	-	-	-	-	-
	5	-	-	-	-	-	-	-
	6	1	1	-	1	-	1	117 %
	7	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	-	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	-	-
Total hors douteux		91	91	0	91	0	2	2 %
Douteux		-	-	-	-	-	-	-
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	1	152	109	-	152	-	18	12 %
	2	1 778	894	673	1 776	-	307	17 %
	3	3 707	1 154	1 675	3 530	1	786	22 %
	4	771	109	350	732	1	341	47 %
	5	412	77	330	327	1	221	68 %
	6	610	337	273	541	4	578	107 %
	7	146	7	140	110	-	53	48 %
	8	84	35	49	71	1	110	155 %
	9	3	-	3	2	-	3	166 %
	10	-	-	-	-	-	-	-
Total hors douteux		7 665	2 722	3 493	7 240	8	2 417	33 %
Douteux		31	31	-	31	14	-	-
ENTREPRISES ⁽⁴⁾	1	22	21	1	22	-	-	1 %
	2	1 826	1 176	126	1 786	-	254	14 %
	3	3 067	2 623	437	2 888	1	396	14 %
	4	2 196	1 469	711	2 036	2	897	44 %
	5	8 489	5 848	2 614	7 654	17	4 740	62 %
	6	23 961	20 200	3 683	22 840	93	13 163	58 %
	7	5 482	4 109	1 350	5 097	57	5 114	100 %
	8	5 873	4 458	1 365	5 439	126	6 698	123 %
	9	552	440	108	516	26	851	165 %
	10	229	185	42	217	21	407	187 %
Total hors douteux		51 696	40 530	10 438	48 495	344	32 520	67 %
Douteux		2 229	1 769	455	2 066	911	-	-
Total IRBF hors douteux		122 903	106 791	13 933	119 278	352	35 234	
Total IRBF douteux		2 260	1 800	455	2 097	925	-	
TOTAL IRBF GENERAL		125 163	108 591	14 388	121 375	1 277	35 234	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Pondéré par l'EAD.

(4) Hors financements spécialisés traités par pondération.

31/12/2014								
IRBF ⁽¹⁾ en millions d'euros	Rating externe ⁽²⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	EAD	EL	RWA	RW moyen ⁽³⁾
BANQUES CENTRALES ET AUTRES EXPOSITIONS SOUVERAINES	1	25 615	25 615	-	25 615	-	-	0 %
	2	-	-	-	-	-	-	
	3	-	-	-	-	-	-	
	4	-	-	-	-	-	-	
	5	450	450	-	450	0	69	15 %
	6	-	-	-	-	-	-	
	7	-	-	-	-	-	-	
	8	-	-	-	-	-	-	
	9	-	-	-	-	-	-	
	10	-	-	-	-	-	-	
Total hors douteux		26 065	26 065	0	26 065	0	69	0 %
Douteux		-	-	-	-	-	-	
ADMINISTRATIONS CENTRALES	1	11 802	11 796	5	11 801	0	8	0 %
	2	976	976	-	976	0	78	8 %
	3	1 023	1 023	-	1 023	0	123	12 %
	4	-	-	-	-	-	-	
	5	22	22	-	22	0	3	15 %
	6	-	-	-	-	-	-	
	7	8	3	5	7	0	7	111 %
	8	-	-	-	-	-	-	
	9	-	-	-	-	-	-	
	10	0	0	0	0	0	1	257 %
Total hors douteux		13 832	13 820	10	13 829	0	221	2 %
Douteux		0	0	-	0	0	-	
SECTEUR PUBLIC ET ASSIMILÉ	1	98	97	1	97	0	9	9 %
	2	73	69	1	73	0	12	17 %
	3	1	1	-	1	0	0	32 %
	4	16	3	-	16	0	8	51 %
	5	42	20	22	39	0	27	68 %
	6	42	20	4	42	1	52	124 %
	7	0	0	-	0	0	1	217 %
	8	60	9	1	60	2	99	165 %
	9	-	-	-	-	-	-	
	10	-	-	-	-	-	-	
Total hors douteux		332	218	29	328	2	207	63 %
Douteux		5	5	0	5	2	-	
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	1	354	248	-	354	0	88	25 %
	2	2 333	1 337	695	2 329	0	455	20 %
	3	2 545	1 102	779	2 466	1	819	33 %
	4	326	69	135	290	0	167	58 %
	5	835	226	584	760	2	612	81 %
	6	583	211	308	504	3	405	80 %
	7	190	0	190	143	0	55	38 %
	8	20	14	6	19	0	27	146 %
	9	16	2	14	12	0	20	167 %
	10	501	224	277	432	18	861	199 %
Total hors douteux		7 703	3 434	2 988	7 308	25	3 509	48 %
Douteux		25	25	-	25	11	-	
ENTREPRISES ⁽⁴⁾	1	44	40	4	43	0	7	16 %
	2	1 648	879	194	1 563	1	264	17 %
	3	3 329	2 776	515	3 137	1	543	17 %
	4	1 748	991	753	1 530	2	682	45 %
	5	7 029	4 827	2 164	6 381	15	4 244	67 %
	6	23 422	20 180	3 170	22 420	104	14 506	65 %
	7	5 306	3 988	1 293	4 930	56	5 387	109 %
	8	6 122	4 635	1 427	5 637	133	7 610	135 %
	9	570	459	108	536	27	941	176 %
	10	247	196	49	231	23	490	212 %
Total hors douteux		49 464	38 970	9 677	46 410	361	34 674	71 %
Douteux		2 398	1 916	480	2 224	964	7	
Total IRBF hors douteux		97 396	82 507	12 704	93 940	388	38 679	
Total IRBF douteux		2 428	1 946	480	2 253	977	7	
TOTAL IRBF GENERAL		99 824	84 453	13 184	96 193	1 366	38 686	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Pondéré par l'EAD.

(4) Hors financements spécialisés traités par pondération.

Expositions financements spécialisés traités par pondération en IRB

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
Pondérations	Exposition brute	RWA	EL	Exposition brute	RWA	EL
0 %	0,2	-	-	2,1	-	1,1
50 %	-	-	-	-	-	-
70 %	-	-	-	-	-	-
90 %	9,6	8,6	0,1	10,0	9,0	0,1
115 %	-	-	-	-	-	-
250 %	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9,7	8,6	0,1	12,1	9,0	1,1

Expositions par qualité de crédit en approche IRBA sur les classes d'actifs banques centrales et autres expositions souveraines, administrations centrales, secteur public et assimilé, établissements financiers et entreprises

IRBA ⁽¹⁾ en millions d'euros	31/12/2015										
	Rating externe ⁽²⁾	Taux PD moyen ⁽³⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	CCF moyen	EAD	EL	LGD moyenne	RWA	RW moyen ⁽⁴⁾
BANQUES CENTRALES ET AUTRES EXPOSITIONS SOUVERAINES	1	0,00 %	22 340	21 022	-	-	22 340	-	7 %	-	0 %
	2	0,01 %	403	388	-	-	403	0	27 %	8	2 %
	3	0,02 %	5	4	-	-	5	0	37 %	1	11 %
	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	0,05 %	0	-	-	-	0	0	37 %	0	5 %
	6	1,28 %	26	8	-	-	26	0	35 %	10	40 %
	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	3,19 %	320	307	13	20 %	310	2	46 %	143	46 %
	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total hors douteux		0,04 %	23 095	21 730	13	20 %	23 085	2	8 %	162	1 %
Douteux		-	21	21	-	-	21	21	0 %	-	-
ADMINISTRATIONS CENTRALES	1	0,00 %	4 566	3 467	724	100 %	4 566	0	7 %	1	0 %
	2	0,01 %	2 183	704	51	100 %	2 147	0	27 %	41	2 %
	3	0,02 %	1 162	520	307	100 %	1 162	0	37 %	94	8 %
	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	0,05 %	156	141	14	100 %	156	0	37 %	32	21 %
	6	0,95 %	2	2	-	-	2	0	58 %	3	145 %
	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	3,19 %	28	11	17	100 %	28	0	47 %	48	171 %
	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10	20,93 %	10	6	4	100 %	10	2	83 %	46	464 %
Total hors douteux		0,04 %	8 106	4 852	1 117	100 %	8 071	2	18 %	264	3 %
Douteux		-	33	33	-	-	33	33	0 %	-	-
SECTEUR PUBLIC ET ASSIMILÉ	1	0,00 %	42	3	-	-	42	-	8 %	-	0 %
	2	0,04 %	126	0	102	68 %	93	0	37 %	10	11 %
	3	0,02 %	38	33	-	-	38	0	37 %	3	7 %
	4	0,24 %	232	8	-	-	232	0	44 %	172	74 %
	5	0,39 %	0	0	-	-	0	0	28 %	0	31 %
	6	0,92 %	2	2	-	-	2	0	73 %	4	163 %
	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total hors douteux		0,15 %	441	47	102	68 %	408	0	38 %	188	46 %
Douteux		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	1	0,07 %	198	42	7	20 %	192	1	9 %	14	7 %
	2	0,03 %	6 898	1 189	69	20 %	5 925	0	16 %	339	6 %
	3	0,07 %	12 089	3 256	451	35 %	11 795	2	20 %	1 370	12 %
	4	0,20 %	2 557	288	443	87 %	2 499	1	26 %	772	31 %
	5	0,45 %	2 908	1 316	871	29 %	2 242	3	33 %	1 190	53 %
	6	1,41 %	698	384	105	52 %	648	6	63 %	1 020	157 %
	7	2,04 %	89	38	44	20 %	53	1	94 %	119	223 %
	8	3,47 %	216	59	150	25 %	103	3	85 %	250	242 %
	9	3,93 %	50	6	44	18 %	14	0	85 %	37	267 %
	10	9,68 %	11	7	2	20 %	9	1	67 %	29	313 %
Total hors douteux		0,17 %	25 714	6 586	2 186	42 %	23 480	19	22 %	5 139	22 %
Douteux		-	68	68	-	-	68	60	0 %	-	-
ENTREPRISES	1	0,01 %	2 981	1 871	322	59 %	2 849	3	15 %	39	1 %
	2	0,03 %	16 911	6 859	8 182	56 %	13 311	6	33 %	1 242	9 %
	3	0,07 %	24 516	5 429	14 134	42 %	16 342	4	32 %	2 862	18 %
	4	0,21 %	10 359	4 801	4 206	63 %	8 797	5	29 %	2 611	30 %
	5	0,52 %	31 457	14 682	14 780	54 %	24 676	28	26 %	8 983	36 %
	6	1,71 %	22 500	11 229	9 715	55 %	18 108	101	27 %	11 223	62 %
	7	2,31 %	7 319	4 297	2 566	50 %	6 041	29	24 %	3 397	56 %
	8	4,59 %	7 274	4 291	2 645	53 %	6 009	56	23 %	4 306	72 %
	9	8,26 %	861	516	295	51 %	716	9	21 %	501	70 %
	10	15,61 %	828	513	295	62 %	716	20	16 %	572	80 %
Total hors douteux		1,08 %	125 008	54 489	57 140	52 %	97 565	261	28 %	35 734	37 %
Douteux		-	4 566	3 775	719	81 %	4 429	2 071	0 %	2 006	-
Total IRBA hors douteux			182 364	87 703	60 558		152 608	285		41 487	
Total IRBA douteux			4 689	3 898	719		4 552	2 186		2 006	
TOTAL IRBA			187 053	91 601	61 277		157 160	2 471		43 494	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Sur EAD sains (y compris sensibles) et non notés.

(4) Pondéré par l'EAD.

31/12/2014											
IRBA ⁽¹⁾ <i>en millions d'euros</i>	Rating externe ⁽²⁾	Taux PD moyen ⁽³⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	CCF moyen	EAD	EL	LGD moyenne	RWA	RW moyen ⁽⁴⁾
BANQUES CENTRALES ET AUTRES EXPOSITIONS SOVERAINES	1	0,00 %	59 087	56 530	-		59 087	-	7 %	-	0 %
	2	0,01 %	159	144	-		159	0	26 %	3	2 %
	3	0,02 %	2	1	-		2	0	37 %	0	11 %
	4		-	-	-		-	-		-	
	5	0,03 %	15	15	-		15	0	37 %	1	7 %
	6	0,04 %	23	-	-		23	0	47 %	1	5 %
	7		-	-	-		-	-		-	
	8	1,31 %	345	332	13	20 %	335	2	47 %	306	91 %
	9		-	-	-		-	-		-	
	10	22,23 %	8	8	-		8	1	59 %	26	338 %
Total hors douteux		0,01 %	59 639	57 031	13	20 %	59 629	3	7 %	338	1 %
Douteux			21	21	-		21	21	0 %	-	
ADMINISTRATIONS CENTRALES	1	0,00 %	3 093	668	420	100 %	3 093	0	7 %	0	0 %
	2	0,01 %	1 919	150	125	100 %	1 919	0	24 %	18	1 %
	3	0,02 %	173	137	3	100 %	173	0	37 %	20	12 %
	4		-	-	-		-	-		-	
	5	0,03 %	109	41	16	96 %	108	0	67 %	42	39 %
	6	1,34 %	11	11	-		11	0	9 %	3	28 %
	7		-	-	-		-	-		-	
	8	1,31 %	5	5	0	100 %	5	0	47 %	6	123 %
	9		-	-	-		-	-		-	
	10	22,23 %	26	26	1	100 %	26	4	68 %	103	392 %
Total hors douteux		0,12 %	5 336	1 038	564	100 %	5 335	4	16 %	193	4 %
Douteux			31	31	-		31	31	0 %	-	
SECTEUR PUBLIC ET ASSIMILE	1	0,00 %	10	3	-		10	-	8 %	-	0 %
	2	0,26 %	2	2	-		2	0	29 %	0	17 %
	3	0,05 %	1	0	-		1	0	27 %	0	8 %
	4	0,24 %	0	0	-		0	0	15 %	0	13 %
	5	0,64 %	0	0	-		0	0	15 %	0	17 %
	6	7,62 %	1	1	-		1	0	27 %	1	106 %
	7		-	-	-		-	-		-	
	8	3,73 %	1	0	-		1	0	31 %	1	110 %
	9		-	-	-		-	-		-	
	10		-	-	-		-	-		-	
Total hors douteux		0,78 %	15	6	-		15	0	14 %	3	17 %
Douteux			0	0	-		0	-	0 %	0	
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	1	0,05 %	646	55	40	20 %	614	3	29 %	149	24 %
	2	0,03 %	6 705	1 179	97	20 %	5 710	1	15 %	1 403	25 %
	3	0,08 %	12 850	3 521	715	41 %	12 430	2	22 %	4 411	35 %
	4	0,22 %	2 991	322	182	71 %	2 939	2	30 %	1 923	65 %
	5	0,51 %	3 296	1 575	1 056	57 %	2 839	6	39 %	2 012	71 %
	6	1,60 %	726	367	159	22 %	602	7	70 %	1 181	196 %
	7	2,25 %	17	2	9	20 %	10	0	65 %	29	303 %
	8	3,25 %	218	35	150	20 %	99	3	79 %	259	263 %
	9	5,03 %	115	30	83	20 %	49	2	83 %	126	259 %
	10	12,46 %	17	13	4	20 %	13	1	67 %	42	314 %
Total hors douteux		0,20 %	27 581	7 098	2 497	46 %	25 303	26	25 %	11 536	45 %
Douteux			338	338	-		338	301	0 %	-	
ENTREPRISES	1	0,19 %	3 272	1 810	1 065	30 %	2 522	3	14 %	66	3 %
	2	0,03 %	15 932	6 454	7 329	61 %	13 077	51	32 %	1 448	11 %
	3	0,09 %	21 065	4 541	12 757	42 %	13 693	4	31 %	3 143	23 %
	4	0,21 %	9 923	3 554	5 248	60 %	7 816	5	30 %	2 528	32 %
	5	0,50 %	33 260	16 889	13 583	49 %	26 341	30	26 %	9 369	36 %
	6	1,67 %	18 749	10 417	6 826	55 %	15 528	91	28 %	9 145	59 %
	7	2,40 %	4 950	2 869	1 606	56 %	4 246	25	28 %	2 917	69 %
	8	4,21 %	5 775	3 321	2 223	51 %	4 688	42	22 %	3 201	68 %
	9	7,64 %	1 004	597	331	51 %	814	14	25 %	778	96 %
	10	13,81 %	347	306	38	48 %	327	10	21 %	319	98 %
Total hors douteux		0,94 %	114 277	50 757	51 006	51 %	89 051	275	28 %	32 916	37 %
Douteux			4 457	3 593	769	80 %	4 302	1 523	0 %	1 991	
Total IRBA hors douteux			206 848	115 930	54 080		179 333	308		44 985	
Total IRBA douteux			4 847	3 983	769		4 691	1 876		1 991	
TOTAL IRBA			211 694	119 912	54 849		184 025	2 184		46 975	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Sur EAD sains (y compris sensibles) et non notés.

(4) Pondéré par l'EAD.

Expositions par qualité de crédit en approche IRBA sur la clientèle de détail

IRBA ⁽¹⁾ en millions d'euros	31/12/2015										
	Rating externe ⁽²⁾	Taux PD moyen ⁽³⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	CCF moyen	EAD	EL	LGD moyenne	RWA	RW moyen ⁽⁴⁾
EXPOSITIONS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GARANTIES PAR UNE	2	0,06 %	34 114	32 886	1 228	63 %	33 661	3	12 %	701	2 %
HYPOTHÈQUE SUR UN	3	0,13 %	29 812	29 040	772	59 %	29 499	5	12 %	1 110	4 %
BIEN IMMOBILIER	4	0,27 %	42 365	41 203	1 162	60 %	41 897	14	12 %	2 744	7 %
(HORS PME)	5	0,70 %	19 248	18 579	670	62 %	18 994	17	13 %	2 497	13 %
	6	1,58 %	9 097	8 540	557	65 %	8 911	18	12 %	1 993	22 %
	7	3,00 %	9 840	9 025	815	69 %	9 588	37	13 %	3 201	33 %
	8	6,63 %	3 623	3 348	275	67 %	3 534	32	13 %	1 876	53 %
	9	13,61 %	3 145	3 055	90	65 %	3 113	61	14 %	2 323	75 %
	10	33,28 %	2 119	2 071	48	69 %	2 104	103	15 %	1 769	84 %
Total hors douteux		1,38 %	153 364	147 747	5 617	63 %	151 302	288	12 %	18 214	12 %
Douteux		-	2 141	2 131	10	8 %	2 132	580	0 %	740	
EXPOSITIONS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GARANTIES PAR UNE	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
HYPOTHÈQUE SUR UN	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BIEN IMMOBILIER	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(DONT PME)	5	0,50 %	9 181	8 966	215	58 %	9 091	8	18 %	1 142	13 %
	6	1,90 %	10 882	10 661	221	55 %	10 786	44	19 %	3 229	30 %
	7	3,62 %	3 807	3 629	178	61 %	3 738	26	19 %	1 712	46 %
	8	6,31 %	3 451	3 335	116	53 %	3 396	41	19 %	2 129	63 %
	9	11,13 %	2 768	2 689	80	58 %	2 735	54		2 094	77 %
	10	28,23 %	2 940	2 849	92	57 %	2 901	156	19 %	2 587	89 %
Total hors douteux		5,28 %	33 030	32 128	902	57 %	32 647	329	18 %	12 894	39 %
Douteux		-	1 587	1 583	4	1 %	1 583	543	-	595	
EXPOSITIONS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RENOUVELABLES	2	0,06 %	2 178	489	1 689	80 %	1 845	1	45 %	37	2 %
	3	0,13 %	1 592	365	1 226	82 %	1 370	1	47 %	53	4 %
	4	0,27 %	1 527	386	1 141	79 %	1 286	2	47 %	89	7 %
	5	0,70 %	1 640	696	944	86 %	1 506	5	49 %	227	15 %
	6	2,90 %	719	280	439	70 %	595	1	44 %	177	30 %
	7	2,92 %	715	292	423	86 %	655	9	45 %	276	42 %
	8	6,23 %	262	132	130	88 %	247	7	44 %	167	68 %
	9	12,66 %	331	203	127	91 %	319	18	41 %	305	96 %
	10	30,23 %	222	163	59	91 %	217	28	43 %	275	127 %
Total hors douteux		2,17 %	9 186	3 007	6 179	81 %	8 041	73	46 %	1 606	20 %
Douteux		-	223	213	10	5 %	213	142	0 %	31	
AUTRES EXPOSITIONS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SUR CLIENTÈLE DE	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DÉTAIL (DONT PME)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	0,50 %	8 517	7 199	1 317	55 %	7 923	12	29 %	1 443	18 %
	6	2,15 %	10 303	8 547	1 754	49 %	9 676	53	29 %	2 974	31 %
	7	3,53 %	3 935	3 246	689	62 %	3 671	39	29 %	1 317	36 %
	8	6,11 %	4 728	3 878	848	55 %	4 343	81	30 %	1 681	39 %
	9	10,85 %	2 605	2 207	397	62 %	2 455	77	28 %	1 076	44 %
	10	26,44 %	4 005	3 464	541	58 %	3 777	302	30 %	2 171	57 %
Total hors douteux		5,99 %	34 093	28 541	5 546	55 %	31 845	564	29 %	10 663	33 %
Douteux		-	4 140	3 809	331	17 %	3 865	2 281	0 %	2 090	
AUTRES EXPOSITIONS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SUR CLIENTÈLE DE	2	0,06 %	16 721	15 962	759	75 %	16 531	2	16 %	462	3 %
DÉTAIL (HORS PME)	3	0,13 %	13 636	13 029	607	78 %	13 506	3	18 %	766	6 %
	4	0,26 %	15 051	14 433	619	77 %	14 908	7	18 %	1 394	9 %
	5	0,68 %	10 241	9 721	519	79 %	10 130	14	20 %	1 841	18 %
	6	1,82 %	4 900	4 505	394	77 %	4 833	20	22 %	1 361	28 %
	7	2,77 %	6 220	5 652	568	83 %	6 123	40	22 %	1 987	32 %
	8	6,05 %	1 977	1 785	191	82 %	1 942	30	24 %	748	38 %
	9	12,84 %	1 977	1 871	106	84 %	1 960	69	25 %	995	51 %
	10	31,80 %	1 294	1 231	62	78 %	1 280	108	28 %	898	70 %
Total hors douteux		1,64 %	72 017	68 190	3 827	78 %	71 214	293	19 %	10 452	15 %
Douteux		-	2 103	2 074	29	24 %	2 081	949	0 %	955	
Total IRBA hors douteux			301 689	279 613	22 069		295 049	1 552		53 829	
Total IRBA douteux			10 194	9 810	383		9 875	4 490		4 411	
TOTAL IRBA			311 883	289 423	22 453		304 924	6 042		58 240	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Sur EAD sains (y compris sensibles) et non notés.

(4) Pondéré par l'EAD.

31/12/2014											
IRBA ⁽¹⁾ en millions d'euros	Rating externe ⁽²⁾	Taux PD moyen ⁽³⁾	Exposition	Dont bilan	Dont hors bilan	CCF moyen	EAD	EL	LGD moyenne	RWA	RW moyen ⁽⁴⁾
EXPOSITIONS	1		-	-	-		-	-		-	
GARANTIES PAR UNE	2	0,07 %	31 460	30 585	875	61 %	31 115	3	15 %	934	3 %
HYPOTHÈQUE SUR UN	3	0,15 %	27 396	26 843	552	57 %	27 157	7	15 %	1 471	5 %
BIEN IMMOBILIER	4	0,32 %	38 935	38 108	827	56 %	38 574	20	15 %	3 633	9 %
(HORS PME)	5	0,70 %	18 197	17 757	440	58 %	18 011	20	15 %	2 893	16 %
	6	1,49 %	8 259	7 922	338	61 %	8 128	18	15 %	2 088	26 %
	7	3,17 %	8 867	8 420	447	65 %	8 709	41	14 %	3 448	40 %
	8	6,98 %	3 265	3 106	158	62 %	3 204	34	14 %	1 925	60 %
	9	14,94 %	3 054	3 004	50	58 %	3 032	67	14 %	2 385	79 %
	10	37,85 %	2 162	2 134	29	59 %	2 150	118	15 %	1 747	81 %
Total hors douteux		1,57 %	141 594	137 879	3 715	59 %	140 081	327	15 %	20 524	15 %
Douteux			1 954	1 946	8	16 %	1 947	828	0 %	474	
EXPOSITIONS	1		-	-	-		-	-		-	
GARANTIES PAR UNE	2		-	-	-		-	-		-	
HYPOTHÈQUE SUR UN	3		-	-	-		-	-		-	
BIEN IMMOBILIER	4		-	-	-		-	-		-	
(DONT PME)	5	0,54 %	8 300	8 160	140	53 %	8 235	7	15 %	867	11 %
	6	2,13 %	10 535	10 360	175	51 %	10 450	41	15 %	2 564	25 %
	7	3,73 %	3 554	3 452	103	52 %	3 505	20	15 %	1 237	35 %
	8	6,47 %	3 331	3 245	87	50 %	3 288	32	15 %	1 544	47 %
	9	11,33 %	2 756	2 706	49	53 %	2 733	45	14 %	1 595	58 %
	10	29,26 %	3 001	2 928	73	48 %	2 963	130	15 %	2 011	68 %
Total hors douteux		5,73 %	31 478	30 851	627	52 %	31 175	275	15 %	9 818	31 %
Douteux			1 497	1 492	5	0 %	1 492	668	0 %	306	
EXPOSITIONS	1		-	-	-		-	-		-	
RENOUVELABLES	2	0,07 %	2 149	517	1 632	71 %	1 680	1	42 %	34	2 %
	3	0,15 %	1 572	385	1 188	75 %	1 270	1	43 %	51	4 %
	4	0,30 %	1 496	406	1 090	72 %	1 190	2	43 %	86	7 %
	5	0,68 %	1 641	729	912	80 %	1 456	5	44 %	201	14 %
	6	3,48 %	835	373	462	66 %	680	9	38 %	197	29 %
	7	3,05 %	720	308	412	85 %	657	9	40 %	254	39 %
	8	6,51 %	267	138	129	90 %	254	7	37 %	153	60 %
	9	13,82 %	357	227	130	94 %	350	19	35 %	300	86 %
	10	34,04 %	247	186	61	92 %	242	30	37 %	264	109 %
Total hors douteux		2,66 %	9 283	3 268	6 016	75 %	7 778	81	41 %	1 540	20 %
Douteux			250	241	10	10 %	242	163	0 %	53	
AUTRES EXPOSITIONS	1		-	-	-		-	-		-	
SUR CLIENTÈLE DE	2		-	-	-		-	-		-	
DÉTAIL (DONT PME)	3		-	-	-		-	-		-	
	4		-	-	-		-	-		-	
	5	0,54 %	8 178	6 960	1 217	79 %	7 918	9	21 %	1 051	13 %
	6	2,35 %	10 178	8 823	1 354	81 %	9 922	57	22 %	2 309	23 %
	7	3,65 %	3 821	3 175	645	79 %	3 684	30	22 %	955	26 %
	8	6,32 %	4 792	3 959	832	75 %	4 586	69	23 %	1 353	30 %
	9	11,02 %	2 739	2 338	401	76 %	2 644	65	22 %	859	32 %
	10	27,34 %	4 484	3 898	586	74 %	4 331	275	23 %	1 916	44 %
Total hors douteux		6,58 %	34 192	29 152	5 035	78 %	33 084	504	22 %	8 443	26 %
Douteux			4 232	3 897	335	16 %	3 950	2 516	0 %	1 204	
AUTRES EXPOSITIONS	1		-	-	-		-	-		-	
SUR CLIENTÈLE DE	2	0,06 %	16 876	16 014	862	76 %	16 671	2	14 %	406	2 %
DÉTAIL (HORS PME)	3	0,13 %	13 282	12 676	606	79 %	13 153	3	16 %	669	5 %
	4	0,27 %	14 700	14 027	673	76 %	14 539	6	16 %	1 216	8 %
	5	0,60 %	10 047	9 478	569	79 %	9 928	11	17 %	1 487	15 %
	6	1,65 %	4 558	4 112	446	79 %	4 465	17	20 %	1 181	26 %
	7	2,94 %	6 075	5 278	797	80 %	5 918	36	20 %	1 708	29 %
	8	6,51 %	1 961	1 709	252	80 %	1 911	27	20 %	634	33 %
	9	14,35 %	2 031	1 930	101	82 %	2 013	66	22 %	915	45 %
	10	36,37 %	1 432	1 367	65	75 %	1 415	113	23 %	812	57 %
Total hors douteux		1,86 %	70 963	66 592	4 370	78 %	70 013	281	16 %	9 030	13 %
Douteux			2 090	2 021	69	9 %	2 027	1 150	0 %	580	
Total IRBA hors douteux			287 510	267 742	19 764		282 132	1 467		49 355	
Total IRBA douteux			10 024	9 597	427		9 658	5 325		2 616	
TOTAL IRBA			297 534	277 339	20 191		291 790	6 792		51 971	

(1) La colonne exposition brute intègre les risques de crédit et les risques de contrepartie. Les colonnes exposition bilan et hors bilan ne concernent que le risque de crédit.

(2) Selon notation Standard & Poor's.

(3) Sur EAD sains (y compris sensibles) et non notés.

(4) Pondéré par l'EAD.

Forbearance, performing et non performing exposures

Les contrats dits en *forbearance* (réaménagement en présence de difficultés financières) et les contreparties dites *performing* ou *non performing* alimentent le reporting FINREP. Ces informations s'ajoutent à celles déjà fournies sur le défaut et l'*impairment*. Une industrialisation du process a été réalisée mi-2015 et est complétée par un guide de qualification à dire d'expert des situations atypiques, notamment sur les financements à court, moyen et long terme des entreprises, la sous-traitance du recouvrement par un organisme externe, les financements des professionnels de l'immobilier, les financements des LBO et autres opérations à effet de levier.

Les encours faisant l'objet d'un réaménagement en présence de difficultés financières (encours restructurés) sont présentés en note 7.1.5 des comptes consolidés du Groupe BPCE.

TECHNIQUES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CRÉDIT

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Les techniques de réduction du risque de crédit sont couramment utilisées au sein du groupe et se distinguent entre sûretés réelles et sûretés personnelles. Le risque résiduel, défini comme le risque que les techniques d'atténuation du risque de crédit utilisées par les entreprises assujetties se révèlent moins efficaces que prévu, fait quant à lui l'objet d'un suivi conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

Définition des sûretés

La sûreté réelle est une sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de :

- réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujetti, en cas de défaut ou d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie ;
- liquider ;
- conserver ;
- obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle est une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres événements spécifiques.

Modalités de prise en compte selon l'approche standard ou IRBA

Sur le périmètre traité en standard, les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée sur la part garantie de l'exposition. Les sûretés réelles de type cash ou collatéral liquides viennent en diminution de l'exposition brute.

Sur le périmètre traité en IRBF, les sûretés réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions. Les sûretés personnelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une substitution de PD du tiers par celle du garant.

Sur le périmètre clientèle de détail traité en IRBA, les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions concernées.

Conditions à remplir pour prise en compte des sûretés

Les articles 207 à 210 du règlement n° 575/2013 du *Capital Requirements Regulation* (CRR) précisent les conditions nécessaires pour une correcte prise en compte des sûretés, notamment :

- la qualité de crédit du débiteur et la valeur de l'instrument ne sont pas corrélées positivement de manière significative. Les titres de créance émis par le débiteur ne sont pas éligibles ;
- la sûreté est dûment documentée et assortie d'une procédure rigoureuse autorisant un recouvrement rapide ;
- la banque dispose de procédures, dûment documentées, adaptées aux différents types et montants d'instruments utilisés ;
- la banque détermine la valeur de marché de l'instrument, et le réévalue en conséquence, notamment en période de détérioration significative de cette valeur de marché.

Division des risques

La division des risques est régie par les plafonds réglementaires, les plafonds internes et les limites individuelles groupe. Les entités du groupe sont par ailleurs dotées de limites unitaires, parfois sectorielles et géographiques.

Fournisseurs de protection

Le réseau Caisse d'Epargne a principalement recours aux services de la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions ou « CEGC », au Fonds de garantie à l'accession sociale ou « FGAS » et plus marginalement au Crédit Logement (établissement financier, filiale de la plupart des réseaux bancaires français) ; ces établissements sont spécialisés dans le cautionnement des prêts bancaires, principalement les prêts à l'habitat.

La CEGC est notée A par Standard & Poor's, perspective stable.

Le Fonds de garantie à l'accession sociale permet d'apporter une garantie de l'État français aux prêts conventionnés. La pondération est de 0 % concernant les crédits pour lesquels la couverture a été signée avant le 31 décembre 2006, et 15 % pour ceux octroyés postérieurement à cette date.

Crédit Logement bénéficie d'une note long terme Aa3 par Moody's, perspective stable.

Le réseau Banque Populaire a, pour sa part, historiquement eu recours aux sociétés de caution mutuelle notamment les SOCAMA (prêts aux artisans), en dehors des sûretés réelles utilisées. Il sollicite également la CASDEN Banque Populaire pour garantir les prêts consentis aux fonctionnaires de l'Éducation nationale, le Crédit Logement, et de manière croissante la CEGC.

Pour les prêts à l'habitat, les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne sollicitent par ailleurs plusieurs mutuelles telles que la MGEN, la Mutuelle de la Gendarmerie, etc.

Le recours à la Banque publique d'investissement se poursuit pour les professionnels et les entreprises.

Valorisation et gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

L'outil de revalorisation des garanties immobilières est mis à disposition des deux réseaux.

Le réseau Banque Populaire utilise actuellement le moteur de revalorisation pour les garanties immobilières, les fonds de commerce et les biens gagés, sur l'ensemble des segments de risque.

Au sein du réseau Banque Populaire, les garanties réelles prises en compte dans le moteur de revalorisation sont, outre les garanties immobilières, les gages sur véhicules, les nantissements de matériels et outillages, les hypothèques maritimes de bateaux de plaisance et les nantissements de fonds de commerce.

Le réseau Caisse d'Epargne utilise pour sa part le moteur de revalorisation pour les garanties immobilières, sur l'ensemble de ses segments de risque.

Au sein du réseau Caisse d'Epargne, deux types de garanties réelles sont principalement prises en compte (hypothèques immobilières de logement résidentiel et cautions des organismes de cautionnement) compte tenu du fait qu'ils représentent l'essentiel des garanties réelles (ou d'effet équivalent) reçues. Un processus d'évaluation renforcé est en place pour les garanties supérieures à certains montants.

En complément, le groupe a ouvert un chantier pour renforcer le pilotage des garanties dans les établissements.

Sûretés personnelles et physiques par catégorie d'exposition

en millions d'euros	31/12/2015				
	Sûretés personnelles		Sûretés physiques		
	Total sûretés personnelles	dont dérivés de crédits	Total sûretés physiques	dont réelles	dont financières
Banques centrales et autres expositions souveraines	-	-	-	-	-
Administrations centrales	1 116	-	279	82	196
Secteur public et assimilé	3 468	-	24	17	7
Établissements financiers	843	-	1 144	1 142	2
Entreprises	17 613	-	17 243	12 339	4 904
Clientèle de détail	134 481	-	74 885	73 875	1 011
TOTAL	157 521	-	93 577	87 455	6 121

Le montant total des sûretés personnelles est en augmentation sur l'exercice, passant de 144,8 milliards d'euros au 31 décembre 2014 à 157,5 milliards d'euros à fin 2015. Le montant total des sûretés physiques est également en augmentation sur l'exercice, passant de 91,6 milliards d'euros à fin 2014 à 93,6 milliards d'euros à fin 2015.

en millions d'euros	31/12/2014				
	Sûretés personnelles		Sûretés physiques		
	Total sûretés personnelles	dont dérivés de crédits	Total sûretés physiques	dont réelles	dont financières
Banques centrales et autres expositions souveraines	-	-	-	-	-
Administrations centrales	712	-	79	71	-
Secteur public et assimilé	2 425	-	21	21	-
Établissements financiers	2 107	-	1 174	1 172	2
Entreprises	18 261	-	15 833	11 572	4 261
Clientèle de détail	121 308	-	74 522	73 950	573
TOTAL	144 813	-	91 628	86 786	4 835

TERMINOLOGIE

Banques centrales et autres expositions souveraines : centralisation de l'épargne réglementée auprès de la Caisse des dépôts et consignations, impôts différés et réserves.

Administrations centrales : créances sur les états souverains, les administrations centrales et assimilées, les banques multilatérales de développement et les organisations internationales.

Secteur public et assimilé : créances sur les établissements publics nationaux, les collectivités locales ou autres entités du secteur public, y compris le logement social privé.

Établissements financiers : créances sur les établissements de crédit réglementés et assimilés, y compris les chambres de compensation.

Entreprises : les autres créances, en particulier les grandes entreprises, les PME-PMI, ETI, assurances, fonds, etc.

Clientèle de détail : créances sur les particuliers, les très petites entreprises, les professionnels ainsi que les entrepreneurs individuels.

L exposition à la clientèle de détail est en outre décomposée en plusieurs catégories : expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier hors PME, expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier dont PME, expositions renouvelables, autre exposition sur clientèle de détail, dont PME et autre exposition sur clientèle de détail hors PME.

Titrisations : créances relatives à des opérations de titrisation.

Actions : expositions représentant des titres de participation.

Autres actifs : cette catégorie inclut tous les actifs autres que ceux dont le risque porte sur des tiers (immobilisations, survaleurs, valeurs résiduelles sur crédit-bail...).

EAD (Exposition at default) : elle correspond au montant dû par le client à la date d'entrée en défaut. Ce montant est composé du capital restant dû, des impayés, des intérêts courus non échus, des frais et des pénalités.

RWA (*Risk weighted assets*) : le calcul des risques de crédit se précise par une pondération plus fine des encours prenant en compte le risque de défaut de la contrepartie et celui de la créance.

PD (*Probability of default*) : probabilité que la contrepartie fasse défaut à terme.

LGD (*Loss given default*) : taux de perte d'une créance en cas de défaut.

EFP : exigence en fonds propres.

CCF (*Credit conversion factor*) : facteur de conversion de crédit.

3.2.8 Risque de contrepartie

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie correspond à la manifestation du risque de crédit portant sur les opérations de marché, d'investissement et/ou de règlement. Il correspond au risque que la contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations face aux établissements du groupe. Le risque de contrepartie est également lié au coût de remplacement d'un instrument dérivé en cas de défaut de la contrepartie. Il peut être assimilé à un risque de marché en cas de défaut. Le risque de contrepartie résulte des activités de trésorerie et de marché réalisées avec les clients, ainsi que des activités de *clearing* au travers d'une chambre de compensation ou d'un compensateur externe.

La mesure de l'exposition au risque de contrepartie est réalisée selon les approches en notations internes et en standard, telles que décrites dans le chapitre 3.2.7 du présent document. Au sein de BPCE, le suivi du risque de contrepartie est réalisé quotidiennement selon une approche standard, compte tenu de la nature des opérations vanilles.

TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Les plafonds et limites groupe, tels que définis dans le chapitre 3.2.7 « Risque de crédit » du présent document, encadrent le risque de contrepartie. Ceux-ci font l'objet d'une validation en comité de crédit groupe.

L'utilisation des chambres de compensation ainsi que les conventions relatives aux opérations sur instruments financiers à terme (appels de marge quotidiens) régissent les relations avec les principaux clients (Natixis principalement).

Les principes de gestion du risque de contrepartie reposent sur :

- une mesure de risque déterminée en fonction de la nature des instruments, de la durée des opérations et prenant en compte l'existence ou non de contrats de compensation et de collatéralisation ;

- des limites en risque de contrepartie définies et des procédures d'octroi ;
- un ajustement de valeur calculé au titre du risque de contrepartie : la CVA (*credit value adjustment*) représente la valeur de marché du risque de défaut d'une contrepartie (cf. paragraphe ci-après) ;
- la prise en compte d'un risque de corrélation défavorable (*specific wrong way risk*) : le risque spécifique de corrélation défavorable est le risque généré par une transaction pour laquelle le risque de défaut de la contrepartie et la valeur de marché de la position sont liées par une relation déterministe. Ce risque fait l'objet d'un dispositif particulier imposant un suivi régulier ainsi qu'un calcul d'exigences en fonds propres dédié.

AJUSTEMENTS DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT

La valorisation des instruments financiers négociés de gré à gré par le Groupe BPCE avec des contreparties externes dans le cadre de ses activités de marché (principalement Natixis) et de couverture de bilan intègre des ajustements de valeur de crédit. La CVA est un ajustement de valorisation du portefeuille de transactions permettant de prendre en compte le risque de crédit de contrepartie. Elle reflète ainsi l'espérance de perte en juste valeur sur l'exposition existante sur une contrepartie du fait de la valeur potentielle positive du contrat, de la probabilité de défaut de la contrepartie, et de l'estimation du taux de recouvrement.

Le niveau de l'ajustement de valeur de crédit effectué change en fonction des variations de l'exposition au risque de contrepartie existante et de celles du niveau de cotation du risque de crédit de la contrepartie concernée, qui peuvent résulter en particulier de variations du spread de *Credit Default Swaps* (CDS) utilisé dans le calcul des probabilités de défaut.

INFORMATIONS QUANTITATIVES

Les tableaux ci-dessous sont présentés au titre du seul risque de contrepartie.

Répartition des expositions brutes au risque de contrepartie, par classe d'actifs (hors autres actifs)

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

en millions d'euros	31/12/2015							31/12/2014		
	Standard			IRB			Total	Total		
	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	Exposition	EAD	RWA
Banques centrales et autres expositions souveraines	-	-	-	1 352	1 352	7	1 352	2 596	2 596	2
Administrations centrales	786	786	-	2 138	2 102	20	2 924	3 762	3 762	45
Secteur public et assimilé	745	745	181	292	292	175	1 037	1 096	1 096	328
Établissements financiers	12 321	12 321	1 723	18 392	17 474	6 802	30 714	32 490	31 572	11 253
Entreprises	2 893	2 659	759	14 181	14 166	5 200	17 074	18 610	18 298	7 293
Clientèle de détail	10	10	8	6	6	3	16	10	10	6
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisation	-	-	-	2 887	2 856	674	2 887	3 299	3 161	1 702
TOTAL	16 755	16 521	2 671	39 249	38 249	12 882	56 003	61 863	60 495	20 629

Une large majorité des risques de contrepartie est portée par le segment établissements financiers (73,5 %).

Risques pondérés au titre de l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA)

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Banques centrales et autres expositions souveraines	-	-
Administrations centrales	2	-
Secteur public et assimilé	-	-
Établissements financiers	4 884	6 534
Entreprises	879	1 236
Clientèle de détail	-	-
Actions	0	0
Titrisation	81	666
Autres actifs	-	-
TOTAL	5 845	8 436

3

Valeurs exposées au risque de contrepartie sur les opérations de dérivés et pensions

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Standard	IRB	Total	Standard	IRB	Total
Dérivés						
Banques centrales et autres expositions souveraines		455	455		271	271
Administrations centrales	739	491	1 230	3	2 159	2 162
Secteur public et assimilé	744	292	1 036	997	94	1 090
Établissements financiers	9 756	10 581	20 338	10 520	11 586	22 106
Entreprises	2 772	8 264	11 036	3 686	8 444	12 131
Clientèle de détail	10	6	16	6	4	10
Titrisation	-	2 887	2 887	213	3 085	3 299
TOTAL	14 021	22 976	36 997	15 426	25 643	41 069
Pensions						
Banques centrales et autres expositions souveraines		897	897		2 325	2 325
Administrations centrales	47	1 647	1 694	23	1 576	1 600
Secteur public et assimilé	1		1	6		6
Établissements financiers	2 510	7 811	10 321	2 703	7 681	10 384
Entreprises	121	5 917	6 038	1 496	4 983	6 480
Clientèle de détail			-			
Titrisation						
TOTAL	2 679	16 273	18 952	4 228	16 566	20 794

3.2.9 Opérations de titrisation

EXIGENCES PRUDENTIELLES

Les exigences prudentielles relatives aux positions de titrisation sont régies par les articles 242 à 266 du règlement n° 575/2013 (*Capital Requirements Regulation* – CRR) et sont distinctes des opérations de crédit classiques. Deux méthodes sont utilisées par le groupe pour mesurer l'exposition au risque des opérations de titrisation : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes, avec des catégories de pondérations spécifiques.

GESTION DE LA TITRISATION AU SEIN DU GROUPE BPCE

Les EAD du portefeuille bancaire s'élèvent à un peu plus de 21,3 milliards d'euros au 31 décembre 2015 (en baisse de 3,5 milliards d'euros sur l'exercice), soit 2 % des encours du groupe, et avec une large prédominance des positions portées par BPCE, issues du transfert d'un portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs publics du Crédit Foncier en septembre 2014.

La baisse des EAD est principalement portée par BPCE. Sur cet exercice, les risques pondérés ont diminué de plus de 3 milliards d'euros du fait de cessions dans les portefeuilles en gestion extinctive, notamment de positions pondérées à 50 %.

Sur le portefeuille de négociation, les EAD augmentent de 797 millions tandis que les risques pondérés restent stables, du fait d'une pondération moyenne de meilleure qualité.

Les encours du périmètre de la Banque de Grande Clientèle *run off* (anciennement GAPC) et de BPCE sont gérés sur un mode extinctif reposant sur l'amortissement progressif des expositions, tout en assurant des actes de gestion (y compris des cessions) destinés à préserver les intérêts du groupe en diminuant de manière active les positions dans des conditions de prix acceptables.

Pour mémoire :

- les positions de titrisations du Crédit Foncier, qui présentent une bonne qualité de crédit, ont été cédées à BPCE à la valeur réelle, sans incidence sur les comptes consolidés du groupe (plus de 90 % du portefeuille de titrisations a été transféré

à BPCE le 25 septembre 2014). Ces expositions sont comptabilisées en prêts et créances (« L&T ») et ne présentent pas de risque de pertes significatives à terminaison, comme l'atteste un audit externe réalisé à l'occasion du transfert. Celui-ci confirme la robustesse des stress internes trimestriels réalisés et la qualité de crédit du portefeuille de titrisations, majoritairement constitué de RMBS européens *investment grade* ;

- les positions résiduelles de la gestion active du portefeuille cantonné de Natixis, transférées fin juin 2014 à l'activité Banque de Grande Clientèle, sont gérées au sein de l'activité en extinction (AEE).

Les différents portefeuilles concernés font l'objet d'un suivi spécifique, tant au sein des entités et filiales que de l'organe central. Selon le périmètre concerné, des comités de gestion ou comités de pilotage dédiés passent en revue, périodiquement, les principales positions et stratégies de gestion.

Au sein de l'organe central, la direction des Risques procède à une revue régulière des expositions de titrisation (cartographie trimestrielle), de l'évolution de la structure des portefeuilles, des risques pondérés et des pertes potentielles. Celles-ci font notamment l'objet d'un suivi régulier présenté en comité faitier ; il en est de même pour les opportunités de cession.

En parallèle, des études *ad hoc* sont réalisées par les équipes dédiées sur les pertes potentielles et sur les évolutions des risques pondérés au travers de stress internes (risques pondérés et perte à terminaison).

Un suivi de la charge en risques pondérés, en fonction de la migration des notes et des impacts liés aux changements de méthodologie des agences de notation est opéré. Ce dispositif est complété d'un monitoring de la performance en vue d'anticiper les migrations de notes et le risque de crédit. Le calcul des risques pondérés est déterminé sur la base des notes des agences autorisées notant les transactions sur lesquelles le groupe investit.

Enfin, la direction des Risques encadre les risques liés aux positions de titrisation sensibles au travers de l'identification des dégradations de notation et du suivi de l'évolution des dossiers (valorisation, analyse détaillée). Les dossiers majeurs sont systématiquement soumis au comité trimestriel *watchlist* et provisions groupe afin de déterminer les provisions adéquates.

DÉCOMPOSITION DES ACTIVITÉS DE TITRISATION

Répartition globale des encours

➡ RÉPARTITION DES ENCOURS PAR NATURE DE TITRISATION

en millions d'euros	Portefeuille bancaire			
	31/12/2015		31/12/2014	
	Encours	EAD	Encours	EAD
Titrisation classique	19 337	19 253	23 735	23 524
Titrisation synthétique	2 152	2 041	1 322	1 322
TOTAL	21 489	21 294	25 057	24 846

en millions d'euros	Portefeuille de négociation			
	31/12/2015		31/12/2014	
	Encours	EAD	Encours	EAD
TOTAL	3 142	3 142	2 344	2 344

Les encours ressortent en baisse sur l'exercice, du fait notamment de cessions dans les portefeuilles en gestion extinctive.

➡ RÉPARTITIONS DES EAD PAR TYPE DE PORTEFEUILLE

en millions d'euros	2015	2014	Variation
Portefeuille bancaire			
Investisseurs	14 224	18 840	(4 616)
Originateurs	2 191	1 394	797
Sponsors	4 879	4 612	267
Sous-total	21 294	24 846	(3 552)
Portefeuille de négociation	3 142	2 344	798
TOTAL	24 436	27 190	(2 754)

➡ RÉPARTITIONS DES RISQUES PONDÉRÉS PAR TYPE DE PORTEFEUILLE

en millions d'euros	2015	2014	Variation
Portefeuille bancaire			
Investisseurs	11 875	15 196	(3 321)
Originateurs	391	117	274
Sponsors	597	571	26
Sous-total	12 863	15 884	(3 021)
Portefeuille de négociation	547	595	(48)
TOTAL	13 410	16 479	(3 069)

➡ RÉPARTITION DES EAD PAR CATÉGORIE DE PONDÉRATION DES RISQUES – PORTEFEUILLE BANCAIRE TRAITÉ EN IRB

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014 *			
	Portefeuille bancaire traité en IRB		Portefeuille de négociation		Portefeuille bancaire traité en IRB		Portefeuille de négociation	
	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
7 % – 10 %	4 691	-	1 033	-	5 004	0		
12 % – 18 %	1 484	396	99	-	1 298	129	59	0
20 % – 35 %	3 040	-	2 000	-	3 485	238	2 259	0
40 % – 75 %	42	38	3	-	98	40	16	0
100 %	108	-	4	-	16	0	0	0
150 %	-	-	-	-	0	0		
200 %	-	-	-	-	0	0		
225 %	-	-	-	-	0	0		
250 %	6	-	-	-	9	0		
300 %	-	-	-	-	0	0		
350 %	-	-	0	-	0	0		
425 %	6	-	1	-	13	0	10	0
500 %	-	-	-	-	0	1		
650 %	0	-	-	-	1	0		
750 %	-	-	-	-	0	0		
850 %	-	-	-	-	0	0		
1 250 % y compris déduction fonds propres	241	6	3	0	350	27	0	0
Méthode de la transparence	35	-			74	143		
Méthode de la formule réglementaire	2 228	-			1 690	0		
TOTAL	11 882	440	3 142	0	12 038	578	2 344	0

* Indications des expositions en EAD d'où pro forma 2014.

➔ RÉPARTITION DES EAD PAR CATÉGORIE DE PONDÉRATION DES RISQUES – PORTEFEUILLE BANCAIRE TRAITÉ EN STANDARD

	31/12/2015	31/12/2014
<i>en millions d'euros</i>	Titrisation	Titrisation
20 %	3 500	4 461
40 %	98	191
50 %	1 302	3 295
100 %	2 406	2 416
225 %	-	1
350 %	1 147	1 465
650 %	-	-
1 250 %	205	226
Méthode de la transparence	314	175
TOTAL	8 971	12 230

Présentation des titrisations du portefeuille bancaire

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS INVESTISSEUR

	31/12/2015				31/12/2014			
	Portefeuille bancaire				Portefeuille bancaire			
	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
<i>en millions d'euros</i>	EAD	EAD	RWA	RWA	EAD	EAD	RWA	RWA
Exposition au bilan	10 947	325	11 156	108	14 547	316	13 424	148
Exposition au hors bilan	2 837	116	550	61	3 716	261	1 367	257
TOTAL	13 784	440	11 706	169	18 262	577	14 791	405

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS INVESTISSEUR SELON LES PRINCIPALES TYPOLOGIES DE SOUS-JACENT

<i>en pourcentage</i>	31/12/2015	31/12/2014
RMBS	53 %	55 %
CDO	26 %	23 %
ABS	20 %	18 %
Autres	1 %	4 %
TOTAL	100 %	100 %

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS INVESTISSEUR PAR NOTATION

en pourcentage	31/12/2015		31/12/2014	
	Note équivalent Standard & Poor's	Portefeuille bancaire	Note équivalent Standard & Poor's	Portefeuille bancaire
Investment grade	AAA	16 %	AAA	20 %
	AA+	3 %	AA+	3 %
	AA	17 %	AA	11 %
	AA-	6 %	AA-	5 %
	A+	5 %	A+	5 %
	A	19 %	A	20 %
	A-	3 %	A-	6 %
	BBB+	7 %	BBB+	0 %
	BBB	9 %	BBB	5 %
	BBB-	2 %	BBB-	8 %
Non investment grade	BB+	1 %	BB+	1 %
	BB	5 %	BB	2 %
	BB-	2 %	BB-	4 %
	B+	0 %	B+	0 %
	B	1 %	B	1 %
	B-	0 %	B-	0 %
	CCC+	0 %	CCC+	0 %
	CCC	1 %	CCC	1 %
	CCC-	0 %	CCC-	0 %
	CC	0 %	CC	1 %
Non notés	C	0 %	C	0 %
	Non notés	3 %	Non notés	5 %
Défaut	D	0 %	D	0 %
TOTAL		100 %		100 %

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS ORIGINATEUR

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Portefeuille bancaire				Portefeuille bancaire			
	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
	EAD	EAD	RWA	RWA	EAD	EAD	RWA	RWA
Exposition au bilan	2 191	-	391	-	1 318		89	
Exposition au hors bilan	-	-	-	-	76		27	
TOTAL	2 191	-	391	-	1 394		117	

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS SPONSOR

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Portefeuille bancaire				Portefeuille bancaire			
	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
	EAD	EAD	RWA	RWA	EAD	EAD	RWA	RWA
Exposition au bilan	2 271	-	271	-	2 054		227	
Exposition au hors bilan	2 607	-	326	-	2 558		343	
TOTAL	4 879	-	597	-	4 612		571	

Présentation des titrisations du portefeuille de négociation

➡ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION POSITIONS INVESTISSEUR ET SPONSOR ⁽¹⁾

	31/12/2015				31/12/2014			
	Portefeuille de négociation				Portefeuille de négociation			
	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation	Titrisation	Retitrisation
	EAD	EAD	RWA	RWA	EAD	EAD	RWA	RWA
<i>en millions d'euros</i>								
Investisseur	2 550	0	496	0	1 937	0	530	0
Sponsor	592	-	50	-	407	0	65	0
TOTAL	3 142	0	547	0	2 344	0	595	0

➡ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION INVESTISSEUR ET SPONSOR SELON LES PRINCIPALES TYPOLOGIES DE SOUS-JACENT

<i>en pourcentage</i>	31/12/2015	31/12/2014
Type de sous-jacent	Portefeuille négociation	Portefeuille négociation
ABS	62 %	50 %
Autres	0 %	4 %
CDO	37 %	33 %
RMBS	1 %	13 %
TOTAL	100 %	100 %

(1) Absence de positions originateur dans le portefeuille de négociation.

➔ RÉPARTITION DES ENCOURS DE TITRISATION INVESTISSEUR ET SPONSOR PAR NOTATION

en pourcentage	31/12/2015		31/12/2014	
	Note équivalent Standard & Poor's	Portefeuille négociation	Note équivalent Standard & Poor's	Portefeuille négociation
Investment grade	AAA	80 %	AAA	71 %
	AA+	0 %	AA+	3 %
	AA	19 %	AA	18 %
	AA-	0 %	AA-	0 %
	A+	0 %	A+	1 %
	A	0 %	A	5 %
	A-	0 %	A-	1 %
	BBB+	0 %	BBB+	0 %
	BBB	0 %	BBB	0 %
	BBB-	0 %	BBB-	0 %
Non investment grade	BB+	0 %	BB+	0 %
	BB	0 %	BB	1 %
	BB-	0 %	BB-	0 %
	B+	0 %	B+	0 %
	B	0 %	B	0 %
	B-	0 %	B-	0 %
	CCC+	0 %	CCC+	0 %
	CCC	0 %	CCC	0 %
	CCC-	0 %	CCC-	0 %
	CC	0 %	CC	0 %
Non notés	C	0 %	C	0 %
Non notés	Non notés	0 %	Non notés	0 %
Défaut	D	0 %	D	0 %
TOTAL		100 %		100 %

TERMINOLOGIE

Titrisation classique : elle consiste à transférer à des investisseurs des actifs financiers tels que des créances ou des prêts, en transformant ces créances, par le passage à travers une société *ad hoc*, en titres financiers émis sur le marché des capitaux.

Opération synthétique : opération où la propriété de l'actif n'est pas transférée, mais où le risque est transféré au travers d'un instrument financier, le dérivé de crédit.

Retitrisation : une titrisation dans laquelle le risque de crédit associé à un portefeuille d'expositions sous-jacentes est subdivisé en tranches et dont au moins une des expositions sous-jacentes est une position de titrisation.

Tranche : une fraction du risque de crédit établie contractuellement et qui est associée à une ou des expositions.

Position de titrisation : une exposition sur une opération ou un montage de titrisation.

Ligne de liquidité : la position de titrisation qui résulte d'un contrat de financement visant à assurer la ponctualité des flux de paiements aux investisseurs.

Originateur : soit une entité qui (par elle-même ou par l'intermédiaire d'entités liées) a pris part directement ou indirectement à l'accord d'origine ayant donné naissance aux obligations du débiteur ou du débiteur potentiel, y compris les obligations conditionnelles, et qui donnent lieu à l'opération ou au montage de titrisation ; soit une entité qui titrise des expositions achetées à un tiers inscrit à son bilan.

Sponsor : une entité, autre qu'originateur, qui établit et gère un programme de papier commercial adossé à des actifs (*assets backed commercial paper*) ou toute autre opération ou montage de titrisation dans le cadre duquel il achète des expositions de tiers.

Investisseur : position du groupe lorsqu'il détient des positions de titrisations dans lesquelles il a investi, mais sur lesquelles le groupe n'intervient pas comme originateur ou sponsor. Il s'agit notamment des tranches acquises dans des programmes initiés ou gérés par des banques tierces.

3.2.10 Risques liés aux actions sur le portefeuille bancaire

Les portefeuilles (hors trading) portant un risque sur actions sont notamment composés d'actions cotées, d'actions non cotées et de parts dans des fonds communs de placement ou des *hedge funds*.

En ce qui concerne les investissements en fonds, un processus de suivi spécifique a été mis en place au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne et des filiales (hors Natixis qui a fixé un seuil maximum et une politique à ses bornes), qui bénéficient :

- d'un outil de suivi, de contrôle et de gestion d'investissements dans des fonds, utilisé par les directions financières et les directions des Risques des

entités (piste d'audit des avis des différents acteurs dans le processus de demandes d'investissement) ;

- d'un encadrement en exposition globale et en enveloppe, par société de gestion.

Une revue du caractère diversifié du portefeuille est opérée à fréquence annuelle.

➡ ENCOURS PONDÉRÉS SUR ACTIONS

en millions d'euros	Encours au 31/12/2015	Encours au 31/12/2014
150 %	17	21
190 %	2 974	2 981
290 %	4 015	3 756
370 %	6 258	5 749
Autres pondérations	1 453	3 092
TOTAL	14 717	15 598

3.2.11 Risques de marché

ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Suivi des risques

La direction des Risques du Groupe BPCE assure le contrôle permanent de l'ensemble des activités de marché au sein du Groupe BPCE, qui fait l'objet d'un examen régulier par le comité des risques de marché groupe.

Sur le périmètre du portefeuille de négociation, le suivi des risques de marché est opéré au travers d'une mesure quotidienne de la Value at Risk (VaR) groupe et de stress globaux et historiques. Le système propriétaire de calcul de VaR, développé par Natixis, est utilisé par le groupe. Ce système permet de disposer d'un outil de mesure, de suivi et de contrôle des risques de marché au niveau consolidé et au niveau de chaque entreprise du réseau Caisse d'Épargne, du réseau Banque Populaire et des filiales de BPCE, sur une base quotidienne et en tenant compte des corrélations entre les différents portefeuilles. Il existe certaines spécificités au sein du Groupe BPCE, notamment :

- concernant Natixis, l'importance des activités de marché implique la mise en œuvre d'une gestion du risque propre à cette entité ;
- concernant le réseau Banque Populaire, seule la BRED Banque Populaire dispose d'activités de marché. Elle réalise un suivi quotidien de ses opérations financières au sein de sa salle des marchés et de sa direction financière, au travers des indicateurs de Value at Risk 99 % à 1 jour, de sensibilités, de volumétrie, et de stress *scenarii* ;
- le suivi quotidien des activités de portefeuille de négociation de la Banque Palatine repose, entre autres, sur la surveillance par la direction des Risques

de la Value at Risk 99 % à 1 jour, de stress tests et du respect des limites réglementaires. Pour mémoire, le portefeuille de négociation du réseau Caisse d'Épargne a été clôturé au 31 décembre 2014.

L'ensemble des limites (indicateurs opérationnels, VaR, stress tests) est suivi au quotidien par les directions des Risques des établissements. Tout dépassement de limite fait l'objet d'une notification, et le cas échéant occasionne une décision du management relative aux positions en cause (fermeture, couverture, maintien, etc.).

Suite aux travaux menés dans le cadre du chantier sur l'appétit au risque, des limites opérationnelles et seuils de résilience s'intègrent désormais dans la surveillance des risques de marché.

Sur le périmètre du portefeuille bancaire, le suivi est décliné par classes d'actifs : obligations, titrisations, *private equity* et OPCVM. Un suivi spécifique du portefeuille obligataire est réalisé mensuellement au travers d'un encadrement en risque de crédit (limite par émetteur) et en risque de marché (limite stress-tests).

Le pool de refinancement du groupe fait l'objet d'un suivi quotidien en risques et résultats économiques, réalisé sur l'ensemble des activités du pool, qui relèvent majoritairement du portefeuille bancaire. Une VaR Monte Carlo 99 % à 1 jour est calculée et analysée notamment par facteur de risque. Le respect des limites opérationnelles en sensibilités de taux au global et par *time buckets* ainsi qu'en contrepartie est contrôlé quotidiennement. Des stress *scenarii* spécifiques ainsi que des seuils d'encours par opérateur (en opération unitaire et en opérations cumulées traitées par jour) viennent compléter le dispositif d'encadrement de cette activité.

Suivi des portefeuilles en gestion extinctive

Le périmètre en gestion extinctive a continué de se réduire :

- Natixis : la fermeture de la GAPC a été réalisée fin juin 2014 en ligne avec l'objectif annoncé en 2013. Le stock résiduel d'actifs pondérés en gestion extinctive a été transféré à la Banque de Grande Clientèle ;
- Crédit Foncier : 97 % du portefeuille de titrisations a été transféré à BPCE (cf. 3.2.9). Aussi, l'encours résiduel du Crédit Foncier après cession ressort à moins de 24 millions d'euros au 31 décembre 2015, et ne présente pas de risque de pertes significatives à terminaison ;
- Réseau Caisse d'Epargne : Natixis Asset Management poursuit son mandat de gestion sur le portefeuille en gestion extinctive du compte propre ex-Caisse Nationale des Caisses d'Epargne. Une délégation de risques a été définie par BPCE pour la gestion réalisée par Natixis Asset Management, qui présente en comité de gestion mensuel de BPCE les cessions réalisées et le suivi du portefeuille en termes de résultat et d'anticipation de marché. Une revue des risques est effectuée par la direction des Risques en comité des risques de marché groupe.

MÉTHODOLOGIE DE MESURE DES RISQUES DE MARCHÉ

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Le dispositif de suivi des risques de marché s'appuie sur trois types d'indicateurs permettant d'encadrer l'activité, en global et par activité homogène, au moyen de grandeurs plus directement observables :

- les sensibilités à la variation du sous-jacent, à la variation des volatilités, à la corrélation, au nominal, aux indicateurs de diversification. Les limites correspondant à ces indicateurs opérationnels à la fois qualitatifs et quantitatifs viennent ainsi compléter les limites de VaR, de stress tests ;
- l'évaluation quotidienne d'une mesure de risque de marché globale au travers d'une VaR 99 % à 1 jour ;
- des mesures de stress tests, consistant à mesurer les pertes éventuelles subies par les portefeuilles dans des configurations de marché extrêmes. Le dispositif du groupe repose sur des stress tests globaux et des stress tests spécifiques dédiés à chaque activité.

Des reportings spécifiques par activité sont envoyés quotidiennement aux opérateurs et au management concernés. La direction des Risques groupe diffuse également un reporting hebdomadaire récapitulant l'ensemble des risques de marché du groupe, avec une vision détaillée pour Natixis, BRED Banque Populaire et Banque Palatine

De plus, pour Natixis, un reporting global risques de marché est diffusé quotidiennement à l'organe central, couvrant le périmètre sous la garantie de BPCE.

Enfin, une revue synthétique des risques de marché consolidés du Groupe BPCE, portant sur les mesures de VaR et de stress *scenarii* hypothétiques et historiques, est présentée au comité des risques de marché groupe, en complément des reportings de risques réalisés pour les entités.

Sensibilités

Le suivi et le contrôle du respect des limites en sensibilité sont opérés quotidiennement par les directions des Risques des établissements. En cas de dépassement de limites, une procédure d'alerte est déclenchée afin de définir les actions à mettre en œuvre pour un retour dans les limites opérationnelles.

VaR

Le risque de marché est également suivi et évalué au moyen de mesures synthétiques de VaR, permettant de connaître les pertes potentielles que chaque activité peut engendrer, pour un degré de confiance (99 %) et un horizon de détention des positions (1 jour) prédéfinis. Pour ce faire, l'évolution des paramètres de marché dont dépend la valeur des portefeuilles est modélisée au moyen d'études statistiques.

L'ensemble des choix en matière de facteurs de risques dans l'outil de calcul interne est révisé régulièrement dans le cadre de comités associant l'ensemble des acteurs concernés (direction des Risques, front office et service des résultats). Des outils de mesures quantitatives et objectives de la pertinence des facteurs de risque sont utilisés.

La VaR est calculée par simulations numériques au moyen d'une méthodologie *Monte Carlo* qui prend en compte les éventuelles non-linéarités des portefeuilles suivant les différents axes de risques. Elle est calculée et suivie quotidiennement sur l'ensemble des portefeuilles de négociation du groupe, et une limite en VaR au niveau global et pour chaque activité est définie. L'outil de calcul simule 10 000 *scenarii*, permettant de donner un niveau de précision satisfaisant. Pour certains produits complexes dont la part est marginale, leur intégration dans la VaR est obtenue à l'aide des sensibilités. Sur le périmètre homologué, un backtesting de la VaR est réalisé, et permet d'attester de la robustesse globale du modèle utilisé. Les risques extrêmes, qui ne sont pas captés par la VaR, sont traités au travers des stress mis en place au sein du groupe.

Le modèle interne VaR de Natixis a fait l'objet d'une validation de la part de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en janvier 2009. Natixis utilise la VaR pour le calcul des fonds propres au titre des risques de marché sur les périmètres homologués.

Stress tests

Les stress tests globaux sont calculés quotidiennement et relèvent de trois catégories :

- les stress tests historiques reproduisant les variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, leurs impacts sur les positions actuelles et les pertes et profits. Ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des *scenarii* connus. Onze stress historiques sont en place depuis 2010 ;
- les stress tests hypothétiques consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de diffusion d'un choc initial. Ces chocs sont déterminés par des *scenarii* définis en fonction de critères économiques (crise de l'immobilier, crise économique...), de considérations géopolitiques (attaques terroristes en Europe, renversement d'un régime au Moyen-Orient...) ou autres (grippe aviaire...). Le groupe compte six stress théoriques depuis 2010 ;
- les stress tests spécifiques sont calculés quotidiennement dans les outils de gestion. Ils ont été déployés sur l'ensemble des périmètres et encadrés par des alertes. Ils ont été définis à partir d'une même norme de sévérité et ont pour finalité l'identification des principales zones de perte par portefeuille.

Depuis juin 2012, un stress de crédit obligatoire est en place au sein du Groupe BPCE. Il a été calibré selon une approche mixte hypothétique et historique sur la période de la crise souveraine européenne (second semestre 2011). Les chocs sont définis sur un horizon de trois mois, et déclinés par secteur (souverains, financiers, corporates). Ce stress fait l'objet d'une présentation régulière en comité des risques de marché groupe.

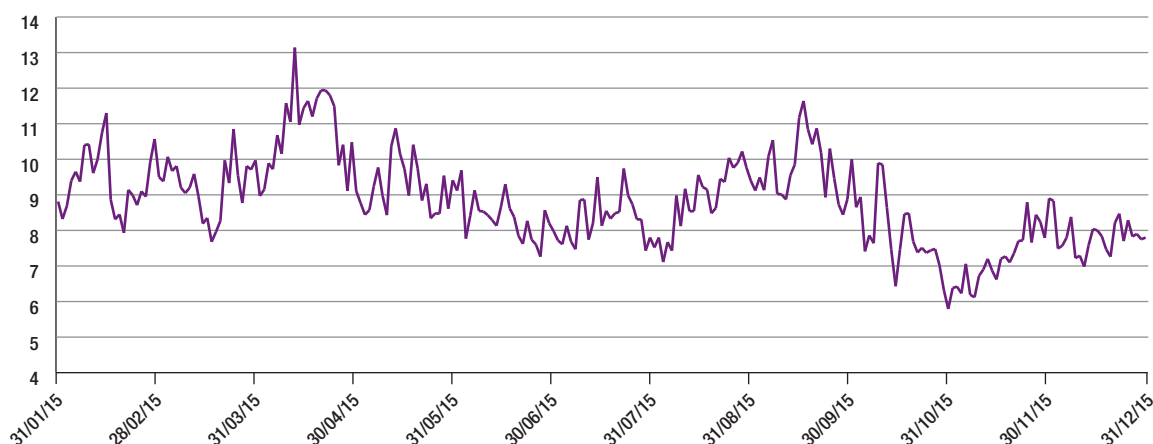
Au quatrième trimestre 2015, les investissements en action ont été autorisés pour la gestion des réserves de liquidité des établissements. Le format retenu est celui d'un OPCVM actions éligibles LCR, géré par Natixis Asset Management. L'encadrement est identique à celui des obligations (limite stress-test).

DONNÉES QUANTITATIVES DE MESURES DE RISQUES DE MARCHÉ – PÉRIMÈTRE GROUPE BPCE

➔ VENTILATION DE LA VaR PAR CLASSE DE RISQUE

en millions d'euros	VaR Monte-Carlo 99% 1 jour	
	31/12/15	31/12/14
Risque de taux	5,3	6,2
Risque de crédit	3,1	5,2
Risque action	4,0	3,5
Risque de change	2,8	1,7
Risque matières premières	0,1	0,7
TOTAL	15,3	17,3
Effet de compensations	(7,5)	(8,4)
VAR CONSOLIDÉE	7,8	8,9

Évolution de la VaR groupe – En millions d'euros



La VaR (Monte Carlo 99 % – 1 jour) consolidée du périmètre de négociation du Groupe BPCE s'élève à 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2015, en baisse de 1,1 million d'euros sur l'exercice. La VaR Groupe a évolué dans une fourchette comprise entre 6 millions d'euros et 13 millions d'euros au cours de l'année

Résultats des stress tests

➔ PRINCIPAUX STRESS TESTS HYPOTHÉTIQUES

en millions d'euros	31/12/2015					
	Chute des indices boursiers	Hausse des taux	Défaut d'un établissement financier	Matières premières	Crise des pays émergents	Défaut d'un Corporate influent
Natixis négociation	(31)	(68)	(62)	(47)	(36)	(16)
Natixis Banque de Grande Clientèle	(31)	(68)	(62)	(47)	(36)	(16)
BRED négociation	(5)	3	4	(1)	0	0
Salle des marchés	(6)	3	3	(4)	(2)	(1)
Gestion financière	1	0	1	2	2	1
Filiales BPCE négociation	0	0	0	0	0	0
GLOBAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	(36)	(64)	(58)	(48)	(36)	(16)
Gestion financière MLT	2	1	1	2	2	1
Gestion financière HQLA	0	0	0	0	0	0
Gestion financière REFI	(1)	0	0	1	0	0

Le stress hypothétique le plus sensible est le scénario de hausse des taux, principalement sur le périmètre Banque de Grande Clientèle de Natixis.

➔ PRINCIPAUX STRESS TESTS HISTORIQUES

	31/12/2015					
	Krach action 1987	11/09/2001	Corporate 2008	Subprime Fed action 2007	Guerre du golfe 1990	Krach obligataire 1994
<i>en millions d'euros</i>						
Natixis négociation	(83)	(41)	(38)	(24)	(28)	(13)
Natixis Banque de Grande Clientèle	(83)	(41)	(38)	(24)	(28)	(13)
BRED négociation	(1)	4	2	(2)	2	(12)
Salle des marchés	(7)	2	0	(1)	1	(11)
Gestion financière	6	2	1	(1)	1	(1)
Filiales BPCE négociation	0	0	0	0	0	0
GLOBAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	(84)	(37)	(36)	(26)	(26)	(25)
Gestion financière MLT	6	1	1	(1)	0	(2)
Gestion financière HQLA	0	0	0	0	0	0
Gestion financière REFI	0	0	0	0	0	0

Le scénario historique le plus impactant est le Krach action 1987, principalement sur le périmètre Banque de Grande Clientèle de Natixis.

Évolution des risques pondérés par effet

<i>en milliards d'euros</i>	
Risques de marché – 31/12/2014	16,7
Variation IRC	(1)
Risque de taux	(1)
Risque de change	0,4
Autres	(1,5)
Risques de marché – 31/12/2015	13,7

Les risques de marché du Groupe BPCE sont principalement portés par Natixis, dont les données quantitatives de mesure des risques de marché sont reprises ci-après.

DONNÉES QUANTITATIVES DE MESURES DE RISQUES DE MARCHÉ – PÉRIMÈTRE NATIXIS

Évolution de la VaR sur le périmètre de Natixis tenant compte de la garantie BPCE

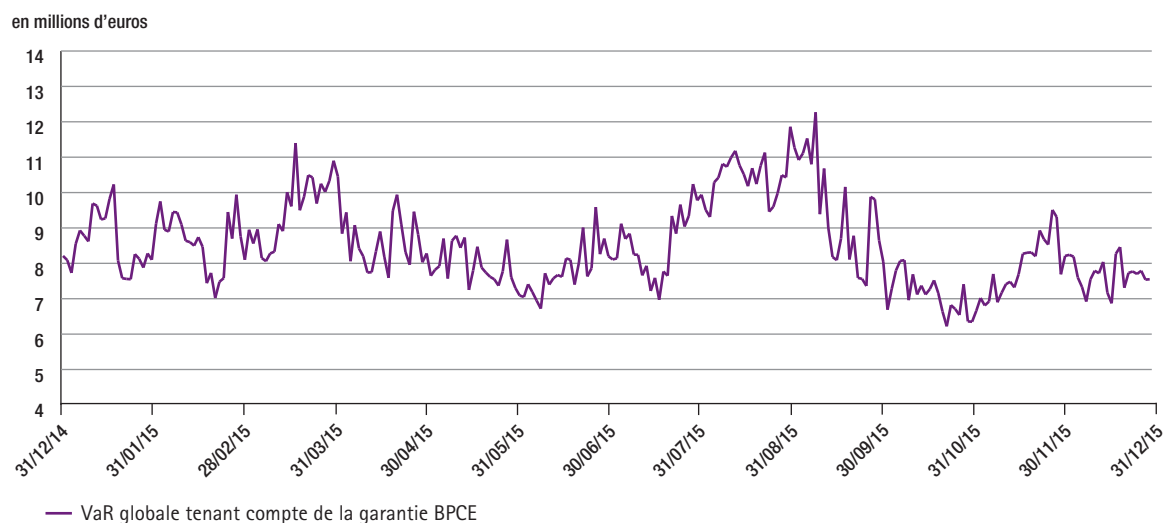
Le niveau de VaR des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne à 8,6 millions d'euros, avec un maximum constaté de 12,3 millions

d'euros le 10 septembre 2015, un minimum de 6,2 millions d'euros le 23 octobre 2015 et une valeur de 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le graphique ci-dessous présente l'historique de VaR sur les portefeuilles de négociation entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015, pour le périmètre global.

Les principaux faits marquants portent sur le mois d'août avec la dévaluation de la devise chinoise et la forte baisse des Bourses asiatiques provoquant un accroissement de la volatilité des marchés.

➔ VAR GLOBALE NATIXIS AVEC GARANTIE – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (VAR 99 % 1 JOUR)



Ventilation de la VaR globale négociation par périmètre

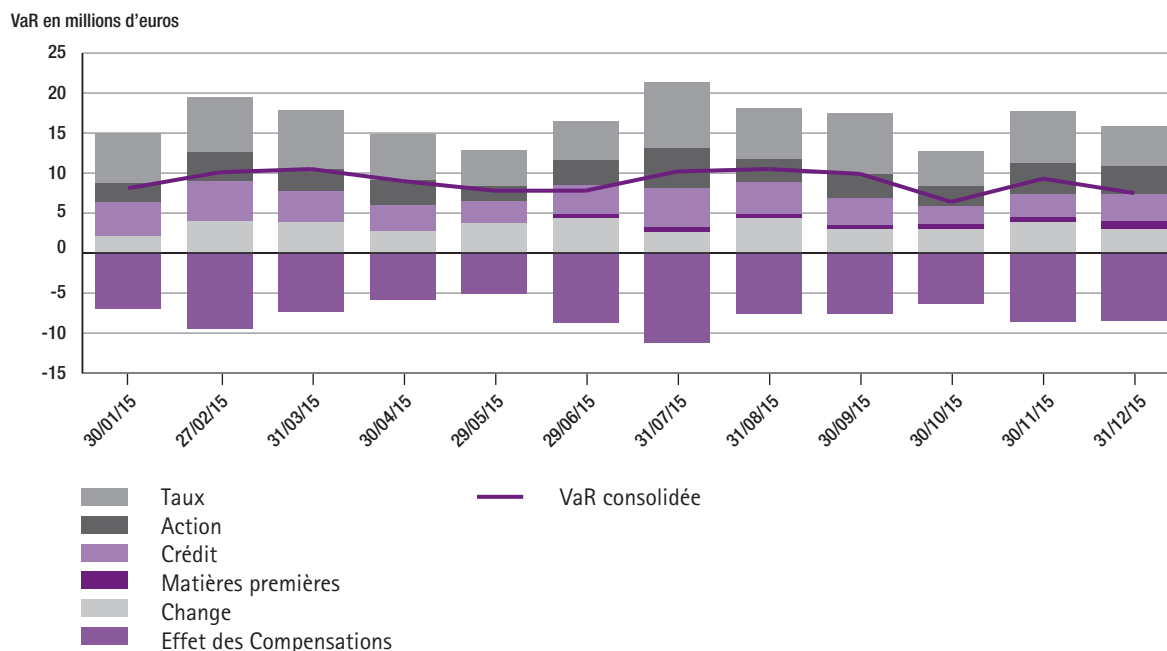
Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7.

Le tableau suivant présente les chiffres de VaR après prise en compte de la garantie BPCE :

Périmètre Natixis négociation en millions d'euros	Limite	VaR après prise en compte de la garantie BPCE 31/12/2015
Natixis	25	7,6
Banque de Grande Clientèle	25	7,6
dont		
Solutions de marché	18	7
Equity markets	8	3,6
Fixed Income	16	5,8
Commodities	2,5	0,9
Activités en extinction	6	1,9

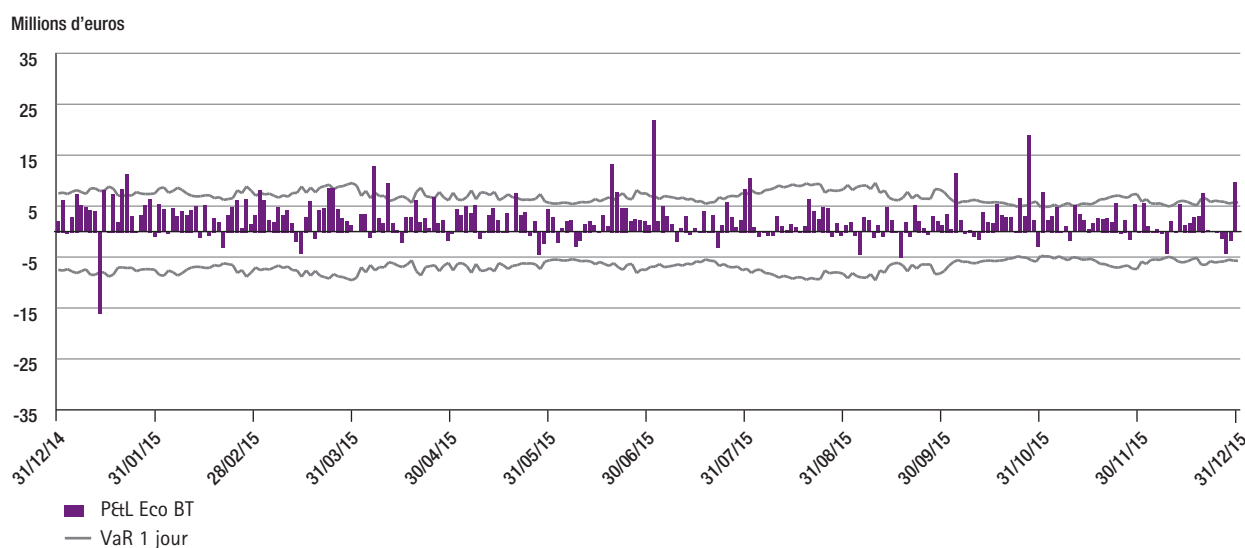
Ventilation par classe de risque et effet des compensations

La ventilation de la VaR par axe de risque permet de rendre compte de la contribution mensuelle des principaux risques ainsi que des effets de compensation en VaR. Le risque de taux reste sur l'ensemble de l'année toujours prédominant par rapport aux classes de risque action, change ou crédit.



Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

Le graphique présenté ci-dessous rend compte du backtesting (comparaison *a posteriori* du potentiel de perte, tel que calculé ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées en résultat) sur le périmètre réglementaire, et permet de vérifier la robustesse de l'indicateur de VaR :



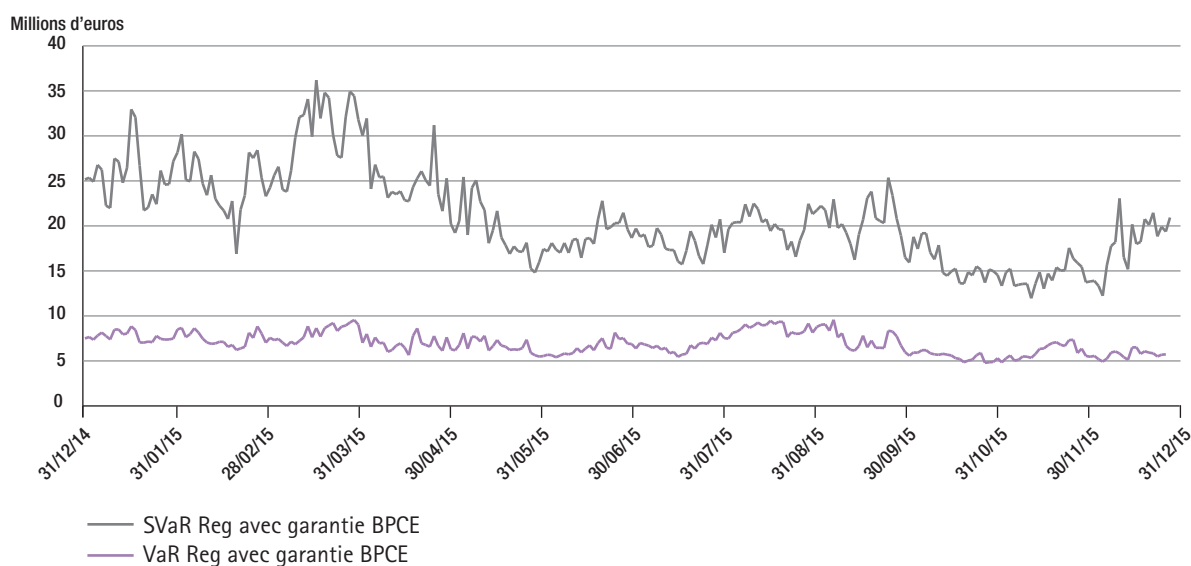
Une exception de backtesting a été observée et a fait l'objet d'une notification au comité des risques et à l'ACPR dans le cadre des seuils d'alerte définis au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 (articles 98, 245 et 249).

L'exception du 15 janvier 2015 résulte du choc de marché observé ce jour suite à la décision par la banque nationale suisse d'abandonner le taux plancher euros/francs suisses, fixé à 1,20 depuis le 6 septembre 2011. Ce mouvement de marché étant supérieur aux 2,33 % d'écart type, il n'a pas été capté par la VaR.

VaR stressée de Natixis

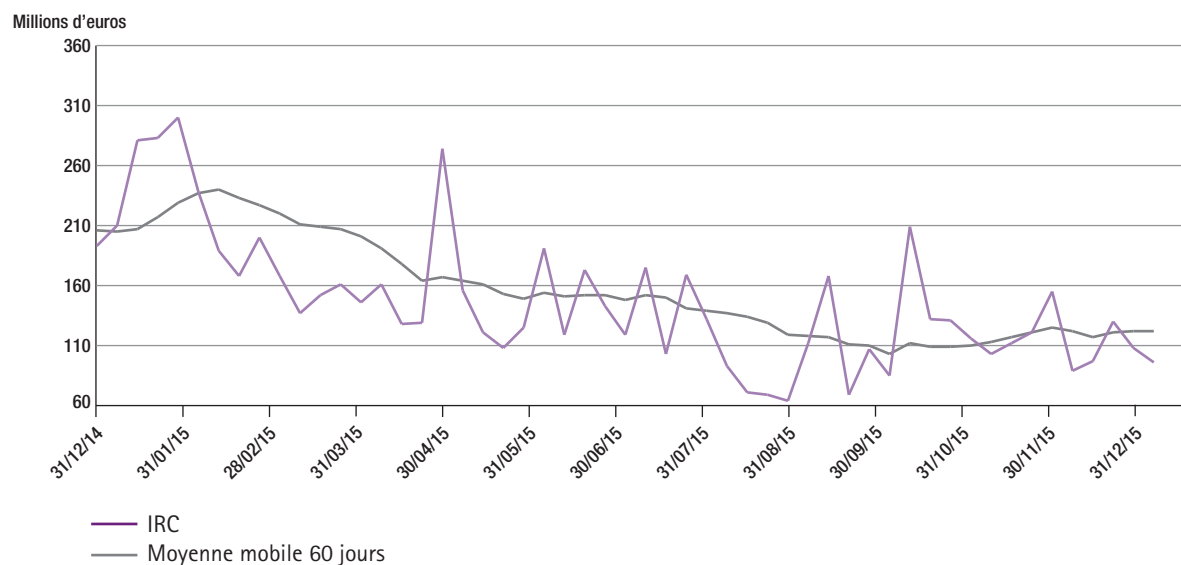
Le niveau de la VaR Réglementaire Stressée s'est établi en moyenne à 20,9 millions d'euros, avec un maximum constaté de 36,2 millions d'euros le 19 mars 2015, un minimum de 12 millions d'euros le 16 novembre 2015 et une valeur de 19,4 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Évolution de la VaR Réglementaire de production et stressée après prise en compte de la garantie BPCE.



Indicateur IRC

Cet indicateur porte sur le périmètre réglementaire. Le niveau d'IRC de Natixis s'est établi en moyenne à 146 millions d'euros, avec un maximum constaté de 300 millions d'euros le 23 janvier 2015, un minimum de 64 millions d'euros le 21 août 2015 et une valeur de 96 millions d'euros au 24 décembre 2015.



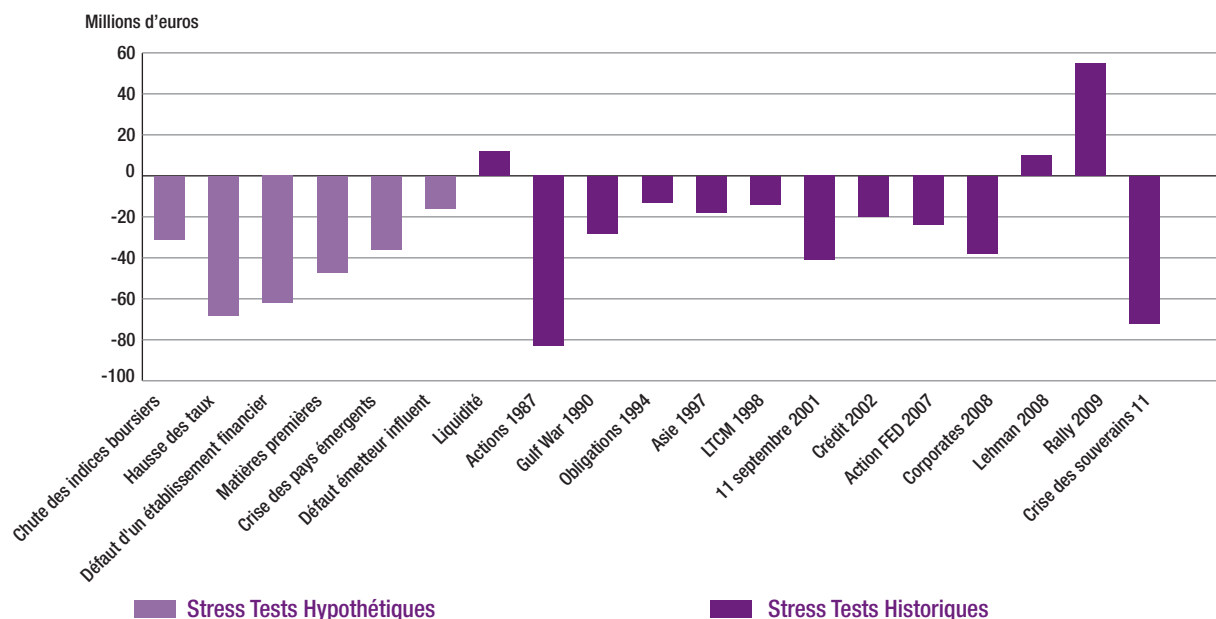
Résultats des stress tests sur le périmètre de Natixis

Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7.

Les niveaux de « stress tests » globaux sont stables par rapport à l'année 2014 avec, au 31 décembre 2015, en moyenne un niveau de - 28,1 millions d'euros contre - 27,9 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Le stress test historique reproduisant la baisse des actions de 1987 conduit à la perte maximale (- 83 millions d'euros au 31 décembre 2015).

➔ STRESS TESTS GLOBAUX AU 31 DÉCEMBRE 2015 (AVEC PRISE EN COMPTE DE LA GARANTIE BPCE)



TERMINOLOGIE

Risque de taux d'intérêt : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'une dette l'évolution ultérieure des taux d'intérêt.

Risque de change : risque qui concerne les créances et dettes libellées en devises, et qui réside dans le risque de variation du prix des devises par rapport à la monnaie nationale.

Risque de variation de cours : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé.

Value at Risk (VaR) : mesure de risque qui permet de quantifier en termes monétaires la perte potentielle associée à un investissement financier ; on lui associe un seuil de probabilité d'occurrence (intervalle de confiance) et un horizon de temps sur lequel se produisent les événements.

Stress test : mesure de risque qui permet de connaître la perte monétaire associée à un *scenario* de stress donné *via* la simulation de conditions économiques et financières extrêmes.

3.2.12 Risque opérationnel

ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL

Le département risque opérationnel de la direction des Risques contribue à l'identification, à la maîtrise et au suivi des risques opérationnels ainsi qu'à la réduction des pertes du Groupe BPCE, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace. Dans ce cadre, il anime la filière risque opérationnel et oriente ses actions autour de trois missions essentielles :

- une évaluation et une prévention des risques opérationnels ;
- une élaboration de la politique des risques opérationnels déclinée dans les modes opératoires et procédures métiers ;
- une surveillance permanente des risques opérationnels.

PILOTAGE DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Le pilotage des risques opérationnels dans le groupe est coordonné à deux niveaux :

- au niveau de chaque établissement du groupe, le comité des risques opérationnels peut être regroupé avec le comité des risques de non-conformité pour former un comité conformité et risque opérationnel, ou peut intégrer le comité des risques métiers, selon les souhaits de l'établissement. Il décide de la mise en œuvre de la politique de maîtrise des risques, et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques opérationnels. Il suit le niveau des risques, valide et suit les plans d'action de réduction de leur exposition. Il examine les incidents répertoriés et contrôle le suivi des actions correctrices décidées. Il examine enfin la contribution de la filière risques sur le plan des contrôles permanents de son périmètre. Ce comité est de périodicité *a minima* trois fois par an ;
- au niveau du Groupe BPCE, le comité des risques opérationnels groupe se réunit trimestriellement. Ce comité, qui réunit les différentes lignes métiers

contributrices concernées (Conformité, Sécurité des systèmes d'information, PUPA et Révision finances) et qui rapporte au comité des risques groupe, a pour principales missions :

- de valider la cartographie des risques opérationnels au niveau groupe ;
- de suivre les zones de risque du groupe, notamment d'identifier les risques naissants ;
- de valider les plans d'action ;
- d'établir le reporting consolidé de pertes, incidents et alertes.

CARTOGRAPHIE

Le dispositif de gestion du risque opérationnel s'appuie sur un processus de cartographie mis à jour annuellement par l'ensemble des entités du groupe. La démarche de cartographie permet d'identifier et de prioriser les processus les plus sensibles et d'adapter des plans d'action visant à réduire l'exposition au risque.

PROCÉDURE D'ALERTE POUR LES INCIDENTS

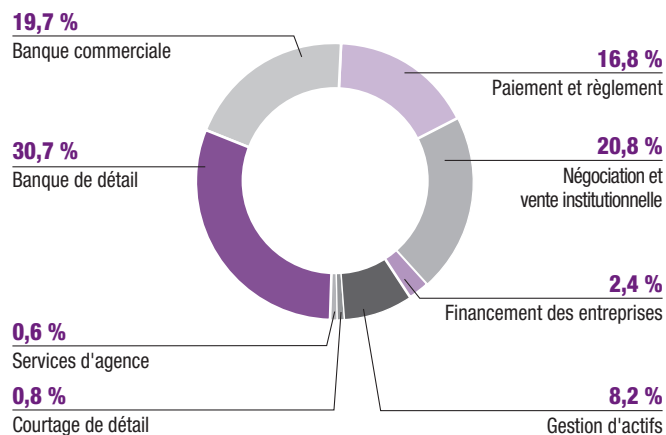
La procédure d'alerte sur les incidents graves, applicable à l'ensemble du périmètre du Groupe BPCE, vise à compléter et renforcer le système de collecte des pertes au sein du groupe.

Un incident de risque opérationnel est considéré comme grave lorsque l'impact financier potentiel au moment de la détection est supérieur à 300 000 euros. Est également considéré comme grave tout incident de risque opérationnel qui aurait un impact fort sur l'image et la réputation du groupe ou de ses filiales.

Cette procédure est complétée de celle dédiée aux incidents de risques opérationnels significatifs au sens de l'art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014, dont le seuil de dépassement minimum est fixé à 0,5 % des fonds propres de base de catégorie 1.

ÉVOLUTION DES PERTES

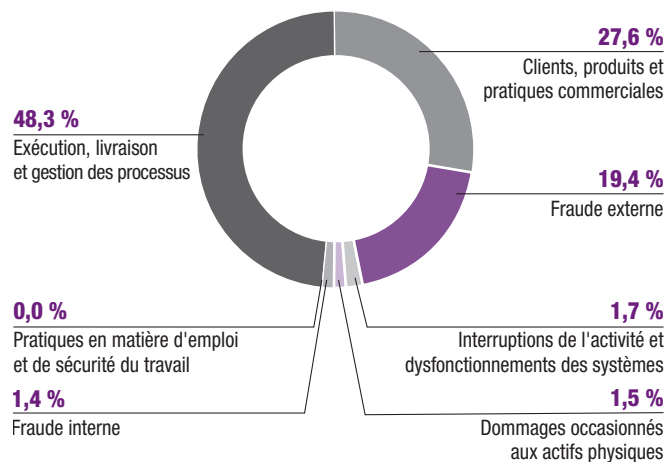
➡ RÉPARTITION DES PERTES BRUTES PAR LIGNE DE MÉTIER BÂLOIS



Plus de 70 % des pertes du Groupe BPCE sont répartis sur les trois lignes de métier suivantes :

- banque de détail (30,7 %) ;
- négociation et vente institutionnelle (20,8 %) ;
- banque commerciale (19,7 %).

➡ RÉPARTITION DES PERTES BRUTES PAR CATÉGORIE BÂLOISE



TECHNIQUE DE RÉDUCTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL

En matière d'assurance, les réseaux et les filiales bénéficient d'une couverture de leurs risques opérationnels assurables dans le cadre d'un pilotage des polices au niveau du groupe. Les couvertures du programme assurance groupe sont souscrites auprès de compagnies d'assurances de premier plan. En complément de ce dispositif, une société captive interne au groupe a été mise en place.

Un descriptif de la couverture des risques assurables est proposé au chapitre 3.4 de ce document.

3.3 Risques de liquidité, de taux et de change

Le Groupe BPCE, comme tous les établissements de crédit, est exposé à des risques structurels de liquidité, de taux d'intérêt et de change. Ces risques font l'objet d'un dispositif de suivi et d'encadrement structuré au niveau du groupe et des établissements qui le composent afin de sécuriser les revenus immédiats et futurs, garantir l'équilibre des bilans et favoriser le développement du groupe.

Gouvernance

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Le comité d'audit et le conseil de surveillance du Groupe BPCE sont consultés en matière de politique générale ALM et sont informés des principaux choix pris en matière de gestion de liquidité, taux et change. La mise en œuvre de la politique retenue est déléguée au comité de gestion actif-passif groupe.

Chaque année, le conseil de surveillance du Groupe BPCE valide les orientations générales de la politique ALM, à savoir les principes de mesure des risques, les niveaux de risques acceptés. Il revoit également chaque année l'état du système des limites.

Chaque trimestre, le comité d'audit du Groupe BPCE est informé de la situation du groupe avec la communication de tableaux de bord contenant les principaux indicateurs de risques.

Le comité de gestion actif-passif groupe, présidé par le président du directoire de BPCE, se charge de la mise en œuvre opérationnelle de la politique définie, du pilotage de la structure et du fonctionnement du dispositif de gestion des

risques. Ce comité fixe en particulier les règles et limites relatives à la gestion des trois grands types de risques applicables au niveau consolidé et au niveau des établissements ainsi que les grandes orientations en matière de politique de refinancement, d'allocation de la liquidité aux métiers et de gestion des indicateurs de risque. Il supervise sur une base régulière les indicateurs de risques et l'évolution des grands équilibres structurels du bilan du groupe et de ses principaux établissements.

La mise en œuvre de la politique de gestion des risques structurels de liquidité, de taux d'intérêt et de change est également assurée de manière conjointe par les filières gestion actif-passif (suivi de la mise en œuvre des plans de refinancement, pilotage des réserves de liquidité, coordination des trésoreries, calcul et suivi des différents indicateurs de risques) et risques (validation du dispositif, validation des modèles et conventions, contrôle du respect des règles et des limites). La direction Finances groupe et la direction des Risques groupe assurent la déclinaison du dispositif pour leurs filières respectives.

La déclinaison du dispositif de gestion opérationnel au sein de chaque établissement fait l'objet d'une validation auprès du conseil d'administration, du conseil d'orientation et/ou du conseil de surveillance. Des comités opérationnels dédiés supervisent au sein de chaque établissement la mise en œuvre de la stratégie de refinancement et la gestion du bilan et des risques de liquidité, de taux et de change de l'établissement dans le cadre des règles et limites fixées au niveau du groupe. La mise en œuvre du dispositif au niveau des établissements s'appuie sur un outil de gestion actif-passif commun aux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

3.3.1 Risques de liquidité et de refinancement

Le risque structurel de liquidité se définit comme le risque pour le groupe de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements, ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. Il est susceptible de se matérialiser en cas, par exemple, de retrait massif des dépôts de la clientèle ou de crise de confiance généralisée des marchés.

OBJECTIFS ET POLITIQUE

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

L'objectif principal du dispositif de gestion du risque de liquidité du groupe est d'être en mesure, à tout instant, de pouvoir faire face à une situation de crise de liquidité prolongée d'intensité élevée en veillant à la maîtrise des coûts, à favoriser le développement équilibré des métiers et au respect des réglementations en vigueur.

Le groupe s'appuie à cette fin sur trois dispositifs :

- un encadrement de la consommation de liquidité des métiers, reposant notamment sur le maintien d'un équilibre entre le développement des crédits et la collecte de ressources auprès de la clientèle ;
- une gestion centralisée de son refinancement visant notamment à encadrer le recours au financement à court terme, à répartir dans le temps les échéances des ressources à moyen et long termes et à diversifier les sources de liquidité ;
- la constitution des réserves de liquidité.

Ces dispositifs sont complétés par un ensemble cohérent d'indicateurs, de limites et de règles de gestion réunis dans un référentiel de normes et de règles

commun. L'ensemble des indicateurs et des règles permettent une mesure et une gestion consolidée du risque de liquidité.

GESTION OPÉRATIONNELLE DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

La gestion du risque de liquidité s'exerce au niveau consolidé du groupe et au niveau de chacune de ses entités. L'appréhension du risque de liquidité est différente à court, moyen et long terme :

- à court terme, il s'agit de mesurer la capacité de l'établissement à résister à une crise ;
- à moyen terme, la liquidité est mesurée au sens du besoin de trésorerie ;
- à long terme, il s'agit de surveiller le niveau de transformation du bilan de l'établissement.

BPCE a défini en conséquence un ensemble d'indicateurs et de limites :

- les indicateurs d'impasse à un jour et une semaine mesurent les besoins de refinancement du groupe à un horizon très court. Ces impasses font l'objet de limites au niveau groupe et au niveau des établissements ;
- les scénarios de stress mesurent la capacité du groupe à faire face à ses engagements et poursuivre son activité commerciale courante dans un contexte de crise en fonction des volumes de refinancement court terme, de l'échéancier des remboursements de dettes moyen et long termes et des réserves de liquidité. Cet ensemble comprend des indicateurs de stress test internes visant à assurer une sécurisation de la liquidité à court terme au-delà

de l'horizon de temps des exigences réglementaires (un mois). Ces stress tests, assis sur des scénarios spécifiques à la banque et/ou aux marchés, sont déclinés sur plusieurs intensités afin d'estimer l'impact sur la situation de liquidité du groupe. Le déploiement des règles de stress de liquidité à l'ensemble des métiers tient compte d'hypothèses propres à chaque activité ;

- le coefficient emplois/ressources clientèle (CERC) est une mesure relative de l'autonomie du groupe envers les marchés financiers ;
- l'empreinte de marché du groupe mesure la dépendance globale à date du groupe vis-à-vis des ressources provenant des marchés monétaires et obligataires. La contribution des établissements à cette empreinte est encadrée par un système d'enveloppes de liquidité. Ces enveloppes qui définissent la consommation de liquidité maximale de chaque entité sont revues annuellement en cohérence avec le processus budgétaire groupe ;
- l'impasse de liquidité, qui rapporte le montant des passifs résiduels à celui des actifs résiduels sur un horizon de dix ans, permet d'encadrer l'échéancement des dettes moyen et long termes et d'anticiper les besoins de refinancement du groupe. Elle fait l'objet de limites au niveau du groupe et des établissements ;
- la mesure de la diversification des ressources qui permet au groupe d'éviter une dépendance excessive vis-à-vis d'un prêteur ;
- la politique de tarification qui assure la performance de la circulation de la liquidité.

La définition de ces indicateurs et des éventuelles limites afférentes est précisée dans un référentiel de normes consolidé, qui fait l'objet d'examen et de validations auprès des instances du groupe et des établissements.

GESTION CENTRALISÉE DU REFINANCEMENT

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

La direction Finances groupe organise, coordonne et supervise le refinancement du Groupe BPCE sur les marchés.

Le refinancement à court terme du Groupe BPCE est opéré par un pool de refinancement unique, issu de la fusion des équipes de trésorerie de BPCE et de Natixis. Cette équipe de trésorerie intégrée est en mesure de gérer plus efficacement la trésorerie du groupe notamment en période de tension sur la liquidité. L'accès au refinancement de marché à court terme se fait au travers des deux principaux émetteurs du groupe, que sont BPCE et sa filiale Natixis.

Pour les besoins de refinancement à moyen et long termes (supérieur à un an), en complément des dépôts de la clientèle des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne qui constituent la principale source de refinancement, le groupe intervient en tant qu'émetteur obligataire avec deux opérateurs principaux :

- BPCE (directement sous la signature de BPCE ou via BPCE SFH, l'émetteur d'obligations de financement de l'habitat ou « OH », une des catégories d'obligations sécurisées reposant sur un cadre légal français) ; et
- la Compagnie de Financement Foncier, filiale du Crédit Foncier, qui émet des obligations foncières ou « OF », une autre catégorie d'obligations sécurisées reposant sur un cadre légal français.

Il convient de souligner que BPCE est également en charge du refinancement à moyen et long terme de Natixis, qui n'est plus un émetteur régulier sur les marchés ainsi que du Crédit Foncier.

BPCE dispose de programmes de refinancement à court terme (certificats de dépôts, *Euro Commercial Paper* et *US Commercial Paper*) et de programmes de refinancement à moyen et long termes (bons à moyen terme négociables (ou BMTN), *Euro Medium Term Notes* (ou EMTN), *US MTN*, *AUD MTN* et un programme d'obligations sécurisées, garanti par les crédits à l'habitat produits par les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne).

L'ensemble des actifs et passifs du groupe font l'objet d'une tarification interne de la liquidité, dont les principes sont décidés au comité de gestion actif passif du groupe et visent à tenir compte des évolutions des coûts de liquidité de marché et des équilibres entre actifs et passifs.

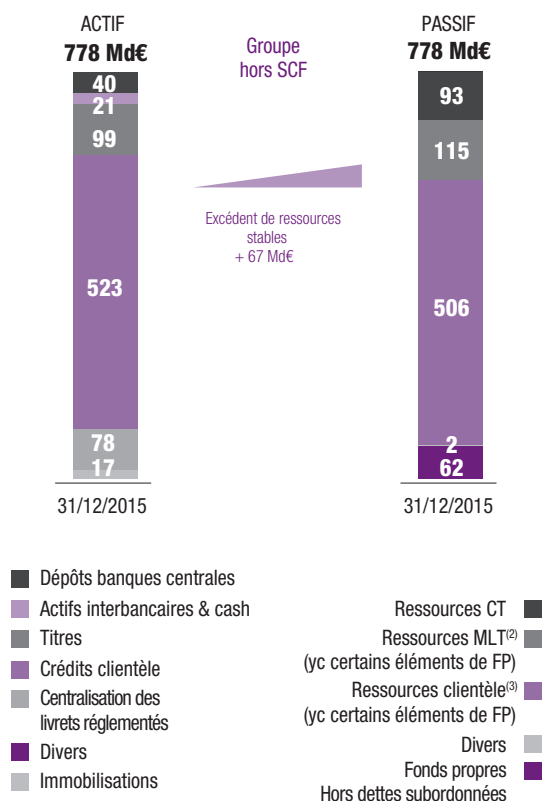
ÉVOLUTION DES INDICATEURS EN 2015

Bilan cash du groupe

Le bilan cash est une présentation adaptée à l'analyse en liquidité du bilan du groupe. Partant du bilan comptable du groupe, les principaux retraitements suivants sont effectués :

- le passage du bilan comptable consolidé du groupe au bilan prudentiel en mettant en équivalence les entités d'assurance du groupe ;
- le retrait des dépôts à court terme de certaines clientèles financières collectées par Natixis dans le cadre de ses activités d'intermédiation et des dépôts en banque centrale correspondant ;
- la compensation des comptes d'instruments financiers dérivés (y compris instruments financiers de couverture) et des comptes de régularisation opérée à l'actif du bilan dans la rubrique divers ;
- la compensation des portefeuilles titres, des mises et prises en pension de titres et autres instruments financiers et des dettes de titres nettes dans la rubrique titres ;
- le transfert en dépôts clients de la dette représentée par un titre du groupe placée auprès de la clientèle.

Le bilan cash résultant pour le périmètre groupe hors SCF⁽¹⁾ est présenté ci-après.

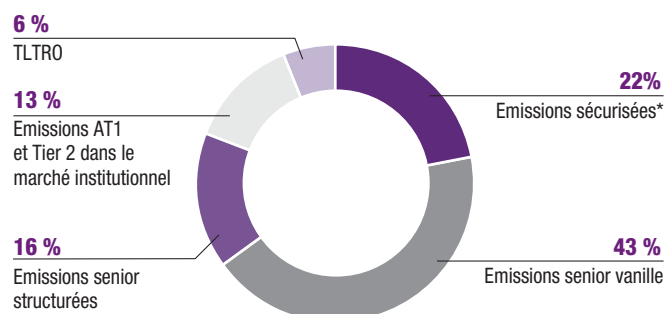


(1) Hors SCF (Compagnie de Financement Foncier, société de crédit foncier du groupe) du fait de la spécificité de cet établissement.

(2) Dont 18 milliards d'euros avec une date de maturité inférieure ou égale à 1 an.

(3) Dont 14 milliards d'euros d'émissions obligataires senior (y compris 1,6 milliard d'euros avec une maturité inférieure ou égale à 1 an) et 5 milliards d'euros d'émissions de Tier 2 commercialisées dans nos réseaux (y compris 1,7 milliard d'euros avec une maturité inférieure ou égale à 1 an).

➔ DÉTAIL DES RESSOURCES À MOYEN ET LONG TERMES DU BILAN CASH (HORS CONTRIBUTION DE LA SCF) AU 31/12/15



* y compris CRH.

Le bilan cash du Groupe BPCE hors contribution de la SCF fait apparaître les grands équilibres du bilan en identifiant notamment :

- les besoins de financement de l'activité (crédits clientèle, centralisation des livrets réglementés ⁽¹⁾ et actifs tangibles et intangibles du groupe) pour un total de 618 milliards d'euros au 31 décembre 2015 ;
- les ressources stables du groupe constituées des dépôts des clients, des ressources à moyen et long termes et des fonds propres et assimilés, pour un total de 685 milliards d'euros ;
- l'excédent de 67 milliards d'euros traduit le surplus de ressources clientèle et à moyen et long termes sur les besoins de financement de l'activité de clientèle. Il est majoritairement investi en actifs liquides pour contribuer à la réserve de liquidité ;
- les ressources à court terme investies essentiellement en actifs liquides (dépôts banques centrales, actifs interbancaires, titres de dette).

Coefficient emplois/ressources

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Le coefficient emplois/ressources clientèle groupe ⁽²⁾ s'élève au 31 décembre 2015 à 119 %, en diminution de 2 points depuis le 31 décembre 2014.

Actifs grevés sur l'année 2015

en millions d'euros	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs	241 483		868 274	
Instrument de capitaux	22 835	22 835	26 243	17 967
Titres de créances	59 430	59 501	44 286	57 124
Autres actifs	156 467		801 794	

en millions d'euros	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Garanties reçues	78 099	71 725
Instrument de capitaux	21 302	17 287
Titres de créances	56 860	53 350
Autres garanties reçues	0	8 051
Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs	0	0

en millions d'euros	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs grevés
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	293 786	319 582

(1) La centralisation présentée dans le bilan cash tient compte d'une sur centralisation volontaire du Groupe BPCE d'un montant de 12 milliards d'euros engagée fin 2015 et réalisée le 4 janvier 2016.

(2) Hors SCF (Compagnie de Financement Foncier, société de crédit foncier du groupe).

En référence à la publication au Journal Officiel de la République Française de l'arrêté du 19 décembre 2014, la publication d'informations relatives aux actifs grevés sur l'année 2015 s'appuie sur des données calculées au moyen d'une valeur médiane observée sur base continue des données au moins trimestrielle sur les douze mois précédents tel que cela est stipulé dans l'article 3 ⁽¹⁾.

Sur l'année 2015, la médiane des totaux des actifs du bilan et des garanties reçues grevés du Groupe BPCE s'élève à 319 582 millions d'euros et se répartit selon différents types et sources de charges :

- les opérations sur titres, comprenant notamment les prêts de titres et les mises en pension, pour un total de 155 875 millions d'euros ;
- les créances grevées dans le cadre de dispositifs autres que les pools d'actifs de véhicules covered bonds, tels que le refinancement en Banque centrale ou les autres dispositifs de place, pour un total de 38 265 millions d'euros ;

- les créances grevées sécurisant les émissions des véhicules covered bonds (BPCE SFH, BP Covered Bonds, SCF et Natixis Pfandbriefbank), pour un total de 96 360 millions d'euros ;
- les actifs grevés par le versement d'appels de marge sur les positions dérivées, pour un total de 18 564 millions d'euros.

Réserves de liquidité

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

Les réserves de liquidité sont constituées des dépôts auprès des banques centrales et de titres et créances disponibles éligibles au refinancement des banques centrales. Le pilotage de la réserve de liquidité, constituée des dépôts aux banques centrales et des actifs les plus liquides, permet d'ajuster la position en trésorerie de la Banque. La titrisation des crédits, transformant des actifs moins liquides en titres liquides ou mobilisables, constitue également l'un des moyens pour renforcer cette réserve de liquidité.

Le tableau ci-après décrit l'évolution de la réserve de liquidité :

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Dépôts banques centrales	46	61
Créances privées éligibles au refinancement en banques centrales	46	52
Titres retenus	26	28
Autres titres éligibles	40	28
Actifs éligibles à la Fed	3	3
TOTAL	161	172

Les réserves de liquidité permettent, au 31 décembre 2015, de couvrir 173 % des encours de refinancement court terme du groupe (93 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 116 milliards d'euros au 31 décembre 2014).

Le taux de couverture était de 148 % au 31 décembre 2014. Le ratio Réserves de liquidité/[Refinancement CT + Tombées MLT et sub. à moins d'un an] est de 138 % au 31 décembre 2015 ; il était de 120 % au 31 décembre 2014.

Impasses de liquidité

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

L'impassse de liquidité (passif – actif) du groupe est dans le respect des limites fixées.

en milliards d'euros	01/01/2016 au 31/12/2016	01/01/2017 au 31/12/2019	01/01/2020 au 31/12/2023
Impasses	18,1	15,6	23,8

Stratégie et conditions de refinancement en 2015

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

La priorité du groupe en matière de refinancement à moyen et long termes sur les marchés est d'assurer une bonne diversification de ses sources de refinancement par type d'investisseurs, par support, par zone géographique et par devise.

Au titre du programme de refinancement à moyen et long termes 2015, le Groupe BPCE a levé un montant global de 27,1 milliards d'euros, avec une durée moyenne à l'émission de 5,2 ans ; les émissions publiques représentent 55 % de ce montant et les placements privés 45 %.

Les émissions non sécurisées représentent 68 % du montant levé en 2015, avec 18,4 milliards d'euros, dont 2,6 milliards sur le compartiment Tier 2.

La répartition par devise des émissions non sécurisées opérées avec des clients institutionnels est un bon indicateur de la diversification des sources de refinancement moyen et long termes du groupe. La répartition par devise de ces émissions réalisées en 2015 est la suivante : 56 % en euro et 44 % en devises autres que l'euro (18 % en dollar US, 15 % en yen, 4 % en dollar australien, 2 % en livre sterling et 5 % en autres devises).

La très grande majorité du refinancement moyen et long termes levé en 2015 l'a été à taux fixe. Généralement, le taux fixe est swappé en taux variable dans le cadre de la gestion du risque de taux du groupe.

Ratios bâlois : Liquidity Coverage Ratio (LCR) et Net Stable Funding Ratio (NSFR)

Le Groupe BPCE suit de manière rapprochée les travaux des différents régulateurs relatifs à l'encadrement du risque de liquidité, notamment par le biais de participations aux consultations et réunions organisées par les instances européennes ainsi que par les organisations professionnelles françaises et européennes.

Il poursuit par ailleurs ses travaux relatifs à la mise en place du ratio de liquidité bâlois à 1 an, le Net Stable Funding Ratio (NSFR) qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Le LCR, ratio de liquidité à 1 mois, est supérieur à 110 % pour le Groupe BPCE au 31 décembre 2015. Il est à noter que l'exigence minimale réglementaire, qui ira croissant jusqu'à 100 % au 1^{er} janvier 2018, n'est que de 70 % au 1^{er} janvier 2016.

(1) La présentation des chiffres en valeur médiane conduit à avoir des totaux différents de la somme des sous-totaux.

3.3.2 Risque structurel de taux d'intérêt

Données présentées au titre de la norme IFRS 7.

OBJECTIFS ET POLITIQUE

Le risque structurel de taux d'intérêt (ou risque de taux d'intérêt global) se définit comme le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt, du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché. Ce risque est une composante intrinsèque du métier et de la rentabilité des établissements de crédit.

L'objectif du dispositif de gestion du risque de taux d'intérêt du groupe est d'encadrer le niveau de transformation en taux des établissements de façon à contribuer au développement du groupe et des métiers tout en lissant l'impact d'une éventuelle évolution défavorable des taux sur la valeur des portefeuilles bancaires et sur les revenus futurs du groupe.

DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE GESTION DU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux est encadré par un dispositif d'indicateurs et de limites, définis par le comité de gestion actif-passif groupe. La mesure porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion de tout risque autonome (trading, compte propre...). Les indicateurs utilisés sont déclinés suivant deux approches : une approche dite statique qui ne tient compte que des positions de bilan et hors bilan à date et une approche dynamique qui intègre les anticipations en matière commerciale et financière. Ils peuvent être regroupés en deux ensembles :

- les indicateurs d'impasse rapportent le montant des expositions au passif et des expositions à l'actif sur un même indice de taux et pour différents horizons de maturité. Ces indicateurs permettent de valider les grands équilibres du bilan pour pérenniser les résultats acquis. Les impasses sont calculées à partir

des échéanciers contractuels et des résultats de modèles comportementaux communs pour différents indices ainsi que pour le taux fixe ;

- les indicateurs de sensibilité mesurent la variation de la valeur actuelle nette d'un portefeuille ou d'une marge d'intérêt prévisionnelle en cas de divergences de l'évolution des taux d'intérêt de marché par rapport à un scénario central établi trimestriellement par les économistes du groupe. En plus de l'indicateur réglementaire Bâle II de sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan aux chocs de taux d'intérêts de +/- 200 points de base, le groupe a mis en place des indicateurs de sensibilité de la marge nette d'intérêt sur l'ensemble de ses activités de banque commerciale. Ces indicateurs visent à estimer la sensibilité des résultats des établissements aux aléas de taux, de prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle) et de marge commerciale.

Les instruments autorisés pour sa couverture sont strictement « vanille » (non structurés), les ventes d'options sont exclues et les modes de comptabilisation sans impact sur les résultats consolidés du groupe privilégiés.

Le Groupe BPCE a également mené, au cours de l'année, un projet pour améliorer son dispositif de pilotage du risque de taux sur le portefeuille bancaire afin de tenir compte du contexte de taux bas et intégrer les futures évolutions réglementaires concernant la gestion de ce risque. Les évolutions du dispositif seront mises en œuvre progressivement au cours de l'année 2016.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS EN 2015

Impasse de taux

L'essentiel de l'impasse de taux du groupe est porté par la Banque commerciale et Assurance et en premier lieu par les réseaux. Cette impasse est relativement stable dans le temps et conforme aux limites fixées.

en milliards d'euros	01/01/2016 au 31/12/2016	01/01/2017 au 31/12/2019	01/01/2020 au 31/12/2023
Impasses (à taux fixé *)	5,1	(8,3)	0,2

* L'indicateur prend en compte l'ensemble des positions actifs et passifs et les positions à taux variable jusqu'à la prochaine date de fixation du taux.

Indicateurs de sensibilité

La sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan du groupe à la baisse et à la hausse des taux de 200 points de base demeure très inférieure à la limite réglementaire de 20 %. Le Groupe BPCE est sensible à la baisse des taux avec un indicateur de - 6,2 % au 31 décembre 2015, à rapprocher de - 4,8 % en 2014.

S'agissant des activités des réseaux, la mesure de la variation de la marge nette d'intérêt prévisionnelle à un an selon quatre scénarios (hausse des taux, baisse des taux, pentification de la courbe, aplatissement de la courbe) par rapport au scénario central indique au 31 décembre 2015 l'aplatissement de la courbe des taux (+ 50 points de base sur les taux courts et - 50 points de base sur les taux longs) comme le scénario le plus défavorable avec une perte de 105 millions d'euros envisagée sur une année glissante.

3.3.3 Risque structurel de change

Le risque de change structurel se définit comme le risque d'une perte constatée ou latente liée à une évolution défavorable des cours de change de devises. La gestion distingue la politique de change structurelle et la gestion du risque de change opérationnel.

DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Pour ce qui est du Groupe BPCE (hors Natixis), le risque de change fait l'objet d'un suivi à partir d'indicateurs réglementaires (mesure de l'exigence de fonds propres correspondante par entité). Les positions de change résiduelles du groupe (hors Natixis) ne sont pas significatives compte tenu de l'adossement quasi systématique des actifs et des passifs en devises.

Dans le cas particulier des opérations de financement du commerce international, les prises de risque doivent être limitées aux contreparties situées dans des pays dont la devise est librement convertible, sous réserve de pouvoir être techniquement gérées par les systèmes d'information des entités.

Les positions de change structurelles de Natixis relatives aux investissements nets à l'étranger refinancés par achats de devise, font l'objet d'un suivi trimestriel par le comité de gestion actif-passif de l'établissement, tant en termes de sensibilité que de solvabilité. Les indicateurs de suivi de ce risque sont transmis trimestriellement au comité de gestion actif-passif groupe.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS EN 2015

À l'arrêté du 31 décembre 2015, le Groupe BPCE, soumis aux exigences réglementaires de fonds propres au titre du risque de change, a une position de change en hausse s'élevant à 2 782 millions d'euros contre 2 422 millions d'euros à fin 2014 avec un montant exigible au titre du risque de change qui représente 229 millions d'euros contre 197 millions d'euros à fin 2014. La position de change est essentiellement portée par Natixis.

3.4 Couverture des risques assurables

Au 1^{er} janvier 2015, BPCE a souscrit, tant pour son propre compte que pour celui de ses filiales (à l'exception de Natixis en ce qui concerne les couvertures d'assurance décrites ci-après au point A. a) ainsi que des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, les principaux programmes d'assurance suivants en couverture de ses risques opérationnels assurables, en protection de son bilan et de son compte de résultat :

A/ Combinée « Globale de Banque (Dommages Aux Valeurs Et Fraudes) » Et « Responsabilité Civile Professionnelle » d'une capacité indemnitaire totale de 167 millions d'euros par année d'assurance dont :

- a) 20 millions d'euros par an, combinés « Fraude/Responsabilité Civile Professionnelle » et mobilisables en sous-jacent des montants garantis indiqués en b) et/ou c) ci-après ;
- b) 52 millions d'euros par sinistre et par an, dédiés au seul risque « Globale de Banque » ;
- c) 25 millions d'euros par sinistre et par an, spécifiques au seul risque « Responsabilité Civile Professionnelle » ;
- d) 70 millions d'euros par sinistre et par an, combinés « Globale de Banque/ Responsabilité Civile Professionnelle » et mobilisables en excédent ou après épuisement des montants garantis indiqués en b) et/ou c) ci-avant.

Le sinistre unitaire d'intensité maximum indemnisable par ce montage s'élève à 108,5 millions d'euros au titre de la garantie « Responsabilité Civile Professionnelle » et à 109 millions d'euros au titre de la garantie « Globale de Banque » en excédent des franchises applicables.

B/ « Responsabilité Civile Intermédiations Réglementées » (en 3 volets : Intermédiation Financière, Intermédiation en Assurances, Transaction/ Gestion Immobilière) d'une capacité indemnitaire de 10 millions d'euros par sinistre et par an.

C/ « Responsabilité Civile Exploitation » à hauteur de 75 millions d'euros par sinistre, complétée par une extension de garantie « RC Propriétaire Subsidiaire »/ « RC Après Livraison – Réception » jusqu'à concurrence de 30 millions d'euros par sinistre et par année d'assurance.

D/ « Responsabilité Civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux », à concurrence de 200 millions d'euros par sinistre et par année d'assurance.

E/ « Dommages Matériels » aux « Immeubles Sièges Et Assimilés » et à leur contenu (y compris matériels informatiques) et pertes d'activités bancaires consécutives, à hauteur de 300 millions d'euros par sinistre.

F/ « Dommages Immatériels Informatiques » (dommages aux données en l'absence de tout dommage physique au matériel les contenant) Et pertes d'activités bancaires consécutives, à hauteur de 60 millions d'euros par sinistre et par année d'assurance.

La territorialité de ces couvertures s'étend au monde entier, en premier risque ou en parapluie, sous réserve de certaines exceptions, principalement en matière de « Responsabilité Civile Professionnelle » où la garantie n'est pas acquise aux établissements permanents situés aux États-Unis (la couverture étant en effet souscrite localement par les implantations américaines de Natixis).

Chacune des polices d'assurance visées ci-dessus est souscrite auprès de compagnies notoirement solvables sur le marché et en excédent de franchises en rapport avec la capacité de rétention du Groupe BPCE.

3.5 Risques juridiques

3.5.1 Enjeux et contraintes liés à la législation et à la réglementation

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2015 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation du groupe sur la base des informations dont il dispose.

À ce jour, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire, ou d'arbitrage dont la société ait connaissance, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société ni du groupe.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le Groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats du Groupe BPCE

En tant que groupe bancaire multinational menant des opérations internationales complexes et importantes, le Groupe BPCE (et particulièrement Natixis) est soumis à la législation fiscale dans un grand nombre de pays à travers le monde, et structure globalement son activité de manière à optimiser son taux effectif d'imposition. La modification de la législation fiscale ou de son application par les autorités compétentes dans ces pays pourrait avoir un impact important sur les résultats du Groupe BPCE. Le groupe a mis en place des modalités de gestion dont l'objectif est la création de valeur à partir des synergies et des capacités commerciales de ses différentes entités. Il s'efforce également de structurer les produits financiers vendus à ses clients en optimisant leur fiscalité. Les structures des opérations intra-groupe et des produits financiers vendus par les entités du groupe sont fondées sur ses propres interprétations des lois et réglementations fiscales applicables, généralement sur la base d'avis rendus par

des conseils fiscaux indépendants, et ponctuellement, en tant que de besoin, de décisions ou d'interprétations spécifiques de l'administration fiscale. Il ne peut être exclu que les autorités fiscales, à l'avenir, remettent en cause certaines de ces interprétations, à la suite de quoi les entités du groupe pourraient faire l'objet de redressements fiscaux.

Les risques de réputation et juridique pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives d'activité du Groupe BPCE

La réputation du Groupe BPCE est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes déontologiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, pourraient entacher la réputation du Groupe BPCE. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié, toute fraude ou malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels le Groupe BPCE est exposé, toute diminution, retraitement ou correction des résultats financiers, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BPCE pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de menacer ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces aspects pourrait également accroître le risque juridique du Groupe BPCE, le nombre d'actions judiciaires et le montant des dommages réclamés au Groupe BPCE, ou encore l'exposer à des sanctions des autorités réglementaires.

3.5.2 Procédures judiciaires et d'arbitrage – BPCE

FONDS COMMUN DE PLACEMENT (FCP) À FORMULE DOUBL'Ô, DOUBL'Ô MONDE

Entités concernées : certaines Caisses d'Epargne assignées individuellement, des sociétés de gestion, filiales de Natixis et BPCE pour l'action judiciaire du Collectif Lagardère

Certains clients ont réalisé des démarches de médiation auprès du médiateur de l'ex-Groupe Caisse d'Epargne ou du médiateur de l'AMF.

Procédure AMF

Décision du 19 avril 2012 de la Commission des sanctions de l'AMF qui, conformément à l'avis de son rapporteur, a considéré que « la prescription des faits était acquise le 30 octobre 2008, date à laquelle les contrôles ont été entrepris ».

L'AMF a formé un recours devant le Conseil d'État contre cette décision.

Par décision du 28 mars 2014, le Conseil d'État a rejeté le recours du collège de l'AMF. Cette décision clôt la procédure.

Procédures civiles

Assignations individuelles de Caisses d'Epargne :

Des actions judiciaires individuelles ont été engagées à l'encontre de certaines Caisses d'Epargne.

Devant les juridictions civiles, de nombreuses décisions ont été rendues dont la majorité est favorable aux Caisses d'Epargne.

Procédure pénale

La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche a été condamnée le 18 septembre 2013 pour des faits de publicité mensongère ou de nature à induire en erreur par la Cour d'Appel de Lyon s'agissant du dépliant « Doubl'Ô Monde ». La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche s'est désistée de son pourvoi en cassation.

COMMISSIONS D'ÉCHANGE IMAGE CHÈQUE

Dossier de place porté par Banques Populaires Participations (BP Participations) et Caisses d'Épargne Participations (CE Participations) et dorénavant par BPCE suite à la fusion-absorption de BP Participations et CE Participations par BPCE

Le 18 mars 2008, la BFBP et la CNCE ont reçu, comme les autres banques de la place, une notification de griefs du Conseil de la concurrence. Il est reproché aux banques d'avoir instauré et fixé en commun le montant de la commission d'échange image-chèque, ainsi que des commissions connexes sur le chèque.

Le 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a rendu une décision prononçant des sanctions à l'encontre des banques incriminées (90,9 millions d'euros pour BPCE). Les banques incriminées (à l'exception de la Banque de France) ont interjeté appel.

Le 23 février 2012, la Cour d'Appel de Paris a annulé la décision de l'Autorité de la concurrence et BPCE a obtenu le remboursement de l'amende de 90,9 millions d'euros payée par le groupe.

Le 23 mars 2012, l'Autorité de la concurrence a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris.

Le 14 avril 2015, la Cour de Cassation, saisie par l'Autorité de la concurrence, a cassé la décision de la Cour d'Appel de Paris de 2012 pour vice de forme. En conséquence, les banques devant régler à nouveau l'amende, BPCE a procédé au règlement de la part qui lui incombe.

BPCE, à l'instar des autres banques incriminées, a saisi la Cour d'Appel de Paris afin que cette dernière purge ce vice de forme et confirme sa décision de 2012, de sorte que l'amende soit remboursée à BPCE *in fine*.

PRÊTS STRUCTURÉS

Quelques collectivités territoriales, titulaires de prêts dont le taux, bonifié dans un premier temps, résultait ensuite de l'application d'une formule structurée assise sur l'évolution du cours de change de certaines devises, se sont inquiétées de l'évolution actuelle des parités. Certaines d'entre elles ont saisi les tribunaux. Les instances en cours n'ont pas, pour autant, mis fin aux discussions en vue de trouver une issue négociée à ces différends.

3.5.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage – Natixis

Comme beaucoup de groupes bancaires, Natixis et ses filiales consolidées font l'objet de litiges devant des instances judiciaires et d'enquêtes de la part des autorités de contrôle.

Les conséquences financières, évaluées au 31 décembre 2015, de ceux qui sont susceptibles d'avoir ou qui ont eu, dans un passé récent, un impact significatif sur la situation financière de Natixis et/ou de Natixis et ses filiales consolidées prises dans leur ensemble, leur rentabilité ou leur activité, ont été intégrées dans les comptes consolidés de Natixis.

Les litiges les plus marquants font l'objet des précisions ci-après étant précisé que leur intégration dans la liste ci-dessous ne signifie pas que ces litiges auront nécessairement un impact quelconque sur Natixis et/ou ses filiales consolidées. Les autres litiges n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière ou la rentabilité de Natixis et/ou de Natixis et ses filiales consolidées prises dans leur ensemble, ou ne sont pas à un stade suffisamment avancé pour déterminer s'ils sont de nature à avoir un tel impact.

JERRY JONES ET AUTRES C/HARRIS ASSOCIATES L.P.

En 2004, trois actionnaires (Jerry Jones et autres) agissant au nom et pour le compte de trois fonds (*Oakmark Fund*, *Oakmark Equity and Income Fund* et *Oakmark Global Fund*) ont assigné Harris Associates L.P., filiale à 100 % de Natixis Global Asset Management, devant le *United States District Court* du district nord de l'Illinois. Les demandeurs alléguaient que le montant des prestations de services facturées par Harris Associates L.P. à ces trois fonds était excessif au regard de la réglementation applicable. Cette procédure est l'une des nombreuses actions en justice intentées ces dernières années à l'encontre de sociétés de conseil en investissement. Harris Associates L.P. et les demandeurs ont alors introduit une requête en référé (« motion for summary judgment »).

En 2007, le juge saisi a fait droit en tout point à la requête d'Harris Associates L.P. et a rejeté celle des demandeurs, lesquels ont fait appel de cette décision. En 2008, une formation de jugement de la cour d'appel (*Court of Appeals for the Seventh Circuit*) a confirmé la décision du District Court en faveur de Harris

Associates L.P. Les demandeurs ont alors (i) demandé un nouvel examen de leur appel par l'ensemble des juges de la cour d'appel (*entire Court of Appeals*), lesquels ont rejeté leur demande puis (ii) formé un recours auprès de la Cour Suprême des États-Unis afin que la décision de rejet de l'appel soit infirmée. La Cour Suprême a accepté d'écouter la requête des demandeurs.

Par décision en date du 30 mars 2010, la Cour Suprême des États-Unis a renvoyé le cas devant la cour d'appel (*Court of Appeals for the Seventh Circuit*) afin que la cour détermine si la décision du District Court en faveur d'Harris Associates L.P. doit être infirmée ou confirmée. Cette dernière a confirmé la décision du District Court en faveur d'Harris Associates L.P. le 6 août 2015. Toutes les voies de recours ayant depuis été épuisées, ce litige est à présent clos.

RECOURS COLLECTIFS AUX ÉTATS-UNIS RELATIFS AUX OPÉRATIONS MUNICIPAL GUARANTEED INVESTMENT CONTRACTS

En mars 2008, Natixis et Natixis Funding Corp. ont été cités parmi les défendeurs de multiples recours collectifs et recours individuels déposés auprès des cours de New York, Washington D.C. et Californie par et au nom d'un certain nombre d'États, comtés et municipalités américains émetteurs d'obligations. Les plaintes portaient sur une prétendue collusion entre les fournisseurs et les courtiers de produits dérivés municipaux (*municipal derivatives*) dans la fixation des prix, le montage des offres et l'affectation des clients à partir de 1992. Les différentes poursuites initiales furent engagées à l'origine contre plus de 30 banques et courtiers américains et européens au total, assignés en tant que défendeurs. Les différents recours ont par la suite été regroupés devant la United States District Court for the Southern District of New York sous l'appellation « *Municipal Derivatives Antitrust Litigation* ».

Certains demandeurs ont cherché à faire reconnaître leur droit à une action collective regroupant toutes les entités gouvernementales au niveau local, municipal et des états, agences gouvernementales indépendantes et entités privées ayant acheté à partir de 1992 des produits dérivés municipaux (*municipal derivatives*) auprès des banques ou des courtiers cités en tant que défendeurs

et à recouvrer des dommages-intérêts du fait de comportements prétendument anticoncurrentiels.

Ces différentes poursuites civiles découlaient d'investigations dans ce secteur qui ont été menées aux États-Unis à partir de fin 2006 par certaines agences gouvernementales et notamment l'US Internal Revenue Service (« IRS »), la division antitrust du Department Of Justice (« DOJ »), l'Autorité des Marchés Financiers américaine (Securities and Exchange Commission, « SEC ») et des procureurs généraux d'État.

Au cours du litige, plusieurs défendeurs ont conclu des accords avec les demandeurs. Bien que Natixis a toujours nié et continue de nier les allégations d'actes répréhensibles et toute responsabilité dans les procédures en cours, Natixis Funding Corp., conjointement avec d'autres défendeurs toujours partie à l'action collective, a conclu un règlement final début 2016. Le règlement a été conclu avec toutes les entités gouvernementales d'état, locales et municipales, les agences gouvernementales indépendantes et les entités privées qui ont acheté, directement, par appels d'offres ou par vente aux enchères, des produits dérivés municipaux (*municipal derivatives*) auprès de Natixis Funding Corp. ou de tout autre fournisseur cité comme défendeur ou de supposés complices, ou auprès de courtiers ou de supposés complices, aux États-Unis ou dans ses territoires. Natixis Funding Corp. s'est engagé à payer 28.452.500 dollars au titre de l'action collective et 1.497.000 dollars à un groupe de 22 procureurs généraux d'Etat ; cet engagement étant provisionné dans les comptes au 31 décembre 2015.

Le règlement est applicable à Natixis et ses affiliés et couvre toutes les demandes qui ont été ou auraient pu être incluses dans ce recours collectif à l'échelle nationale ou formées par le groupe de procureurs généraux et aura force obligatoire pour toutes les parties à l'action collective, à l'exception de demandeurs individuels qui pourraient choisir de déposer des demandes afin de sortir de l'action collective. Le règlement du recours collectif est encore soumis à l'approbation du tribunal de sorte que le litige, connu sous le nom «Dérivés municipaux Antitrust Litigation,» est toujours en cours devant la United States District Court for the Southern District of New York.

AFFAIRE MADOFF

L'encours Madoff net d'assurance est estimé à 475 millions d'euros au 31 décembre 2015, intégralement provisionné à cette date. L'impact effectif de cette exposition dépendra à la fois du degré de recouvrement des actifs déposés au nom de Natixis et de l'issue des voies de recours notamment judiciaires dont dispose la banque. Dans cette perspective, Natixis a retenu des cabinets d'avocats pour l'assister dans ces actions de recouvrement. Par ailleurs, une divergence a émergé en 2011 sur l'application de la convention d'assurance responsabilité civile professionnelle sur ce dossier ; une première décision au fond est intervenue début 2015 confirmant la prise en charge par les assureurs, à hauteur des polices souscrites, des pertes subies par Natixis du fait de la fraude Madoff, laquelle fait l'objet d'un appel par les assureurs.

Irving H. Picard, le liquidateur de Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (« BMIS ») a déposé une plainte par un acte auprès du tribunal des faillites des États-Unis (*United States Bankruptcy Court*) du Southern District de New York à l'encontre de plusieurs institutions bancaires, incluant une plainte de 400 millions de dollars contre Natixis. Natixis conteste les griefs invoqués à son

encontre et entend prendre les mesures nécessaires pour se défendre et assurer la sauvegarde de ses droits. La procédure suit son cours.

En outre, les liquidateurs de Fairfield Sentry Limited et Fairfield Sigma Limited ont intenté un grand nombre d'actions à l'encontre d'investisseurs ayant dans le passé obtenu des paiements de ces fonds au titre de rachats de parts (plus de 200 actions ont été intentées à New York). Certaines entités de Natixis sont concernées en tant que défenderesses dans quelques-unes de ces actions. Natixis considère ces actions comme étant dénuées de tout fondement et entend se défendre vigoureusement.

DÉPÔT DE PLAINTÉ PÉNALE COORDONNÉE PAR L'ADAM

En mars 2009, une enquête préliminaire a été ordonnée par le Parquet de Paris suite à une plainte d'actionnaires minoritaires de Natixis coordonnée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Du fait de la constitution de partie civile des plaignants, une information judiciaire a été ouverte, laquelle est toujours en cours.

COMMUNE DE SANARY-SUR-MER

En août 2011, la Commune de Sanary-sur-Mer a assigné Natixis et d'autres défendeurs, devant le tribunal administratif de Toulon, à payer solidairement la somme de 83 millions d'euros au titre notamment de la perte des investissements programmés par la Commune et la perte des contributions prévues au budget communal suite à l'abandon du projet de construction d'un complexe casino-hôtel dans la Commune. Dans le cadre de ce projet de construction, Natixis avait confirmé son engagement d'émettre une garantie bancaire d'achèvement de travaux pour un montant de 20 millions d'euros. La Commune de Sanary-sur-Mer a été déboutée de l'ensemble de ses demandes par jugement du tribunal administratif de Toulon le 12 avril 2013 et a fait appel de ce jugement. La Cour d'appel a confirmé, le 10 juillet 2015, le jugement et a rejeté la requête de la Commune de Sanary-sur-Mer. Aucun pourvoi n'ayant été formé par le demandeur dans ce dossier, ce litige est désormais clos.

NATIXIS ASSET MANAGEMENT (EX-CDC GESTION) – PARTICIPATION DES SALARIÉS

En 2012, Natixis Asset Management a été assignée devant le tribunal de grande instance de Paris par 187 personnes ayant été salariées de la société CDC Gestion (aujourd'hui dénommée Natixis Asset Management.) L'objet de cette assignation est de faire reconnaître leurs droits au régime de participation de droit commun pour les exercices sociaux de 1989 à 2001.

Suite à la question prioritaire de constitutionnalité administrative posée par Natixis Asset Management sur l'interprétation d'un article du code du travail, le Conseil constitutionnel a, le 1^{er} août 2013, déclaré contraire à la Constitution le premier alinéa de l'article L. 442-9 du code du travail dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2005, et considéré que les salariés des entreprises dont le capital est majoritairement détenu par des personnes publiques ne peuvent demander qu'un dispositif de participation leur

soit applicable au titre de la période pendant laquelle les dispositions déclarées inconstitutionnelles étaient en vigueur. La procédure suit son cours devant le tribunal de grande instance de Paris.

En septembre 2014, le tribunal de grande instance de Paris a rendu un jugement en faveur de Natixis Asset Management et a débouté les salariés en totalité de leurs demandes. Ces derniers ont interjeté appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Paris.

DOSSIER MMR

Ixis Corporate Et Investment Bank (aux droits de laquelle est venue Natixis) a émis en 2007 des obligations EMTN (Euro Medium Term Notes) indexées sur un fonds qui réalisait des investissements dans le fonds Bernard Madoff Investment Securities. La société Renstone Investments Ltd, aux droits de laquelle viendrait MMR Investment Ltd, aurait souscrit auprès d'un intermédiaire financier, agissant en qualité d'agent de placement de l'émission, 50 millions de dollars de ces obligations.

En avril 2012, MMR Investment Ltd a assigné Natixis et l'intermédiaire financier solidairement en prétendant n'être jamais devenue obligataire malgré le paiement du prix de souscription à l'intermédiaire financier. La demande porte à titre principal sur la restitution du prix de souscription des obligations et à titre subsidiaire sur la nullité de la souscription notamment pour vice du consentement.

Natixis considère cette action comme n'étant pas fondée.

SEEM

Natixis a reçu en janvier 2013 une assignation en intervention forcée à la demande de la société SEEM. Cette dernière cherche à obtenir la condamnation solidaire de Natixis avec notamment la société Cube Energy SCA au versement d'un montant global d'environ 23 millions d'euros, en alléguant un manquement par Cube Energy SCA à son obligation de loyauté envers son associée la société SEEM. Natixis a une appréciation positive de cette affaire en ce qui la concerne, elle, et les sociétés de son groupe.

UNION MUTUALISTE RETRAITE

En juin 2013, l'Union Mutualiste Retraite a adressé à AEW Europe trois réclamations contentieuses en relation avec l'acquisition et la gestion, entre 2006 et 2008, de deux portefeuilles immobiliers situés en Allemagne. Le montant total des demandes de l'Union Mutualiste Retraite s'élève à 103 millions d'euros. La procédure suit son cours.

TITRISATION AUX ÉTATS-UNIS

Natixis a fait l'objet d'actions judiciaires aux États-Unis pour des opérations réalisées entre 2001 et mi-2007 dans le cadre de titrisations immobilières résidentielles (RMBS).

Natixis considère que les négligences qui lui sont reprochées ne sont pas fondées et/ou que les actions dont elle fait l'objet sont prescrites.

EDA SELCODIS

En juin 2013, EDA Selcodis a assigné la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions pour rupture brutale des relations commerciales suite au refus de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions de lui accorder une garantie. En novembre 2013, EDA Selcodis a adressé une assignation conjointe à Natixis, la BRED et CEGC pour entente illicite, au titre de laquelle EDA Selcodis demande la jonction de cette procédure avec celle diligentée contre CEGC pour rupture brutale des relations commerciales et sollicite la condamnation solidaire de ces trois entités à payer une indemnisation totale de 32 millions d'euros.

Natixis, la BRED et CEGC considèrent l'ensemble de ces demandes comme n'étant pas fondées.

FONDATION MPS

En juin 2014, les administrateurs de la Fondation MPS (Fondazione Monte dei Paschi di Siena), une fondation italienne, ont assigné 11 banques, dont Natixis, qui lui avaient accordé un financement en 2011 à la demande des anciens dirigeants, au motif que les financements ainsi accordés étaient en contrariété avec ses statuts selon lesquels la Fondation MPS ne peut détenir des dettes pour un montant de plus de 20 % de son bilan. Les dommages-intérêts demandés à l'ensemble des banques par la Fondation MPS, s'élèvent à 285 millions d'euros.

3.5.4 Situation de dépendance

BPCE n'est dépendant à l'égard d'aucun brevet ou licence, ni d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

3.6 Risques techniques d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de tout décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. Selon les produits d'assurance concernés, le risque varie en fonction de l'évolution de facteurs macroéconomiques, des changements de comportement de la clientèle, de l'évolution de la politique de santé publique, des pandémies, des accidents et des catastrophes naturelles (tels que les tremblements de terre, les accidents industriels ou les actes de terrorisme ou de guerre). L'activité d'assurance-crédit est aussi exposée au risque de crédit.

La gestion des risques d'assurances nécessite de bien appréhender les risques techniques d'assurance afin d'être en capacité d'assumer ses engagements vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires de contrats ; ce qui s'accompagne d'une attention particulière sur les risques financiers portés au travers des actifs en représentation.

Au-delà de la protection du bilan et du compte de résultat des compagnies d'assurances, l'objectif est de garantir la solvabilité et la liquidité des compagnies d'assurances.

Les compagnies du groupe ont pour cela mis en place des dispositifs performants permettant la mesure, la remontée et le pilotage des risques. Ces dispositifs permettent également de respecter les exigences réglementaires requises par « Solvabilité 1 ». Parallèlement elles sont en cours d'adaptation pour se conformer à la nouvelle directive « Solvabilité 2 ». La phase préparatoire est pilotée au niveau du groupe et au sein de chaque compagnie afin de s'assurer de l'application des exigences transitoires de solvabilité (reporting prudentiel, dispositif de gestion des risques, rapport précandidature, remise des états nationaux spécifiques).

Par ailleurs, le groupe a déployé, depuis 2011, une filière risques assurance. Celle-ci répond aux exigences de la directive congrégat financier 2011/89 (FICOD) et sa transposition en France par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la surveillance des congrégats financiers, à travers le dispositif de suivi transversal des risques d'assurance du groupe, et en veillant, en parallèle, à l'interopérabilité fonctionnelle et réglementaire entre les secteurs banque et assurance.

3.6.1 Natixis Assurances

Natixis Assurances commercialisant essentiellement des produits d'assurance de personnes et d'assurance non-vie, les principaux risques sont de nature financière :

RISQUE DE NE PLUS ÊTRE CAPABLE DE SERVIR LE TAUX MINIMUM CONTRACTUEL EN CAS DE BAISSSE DES TAUX

Pour faire face à ce risque, BPCE Vie (filiale de Natixis Assurances) ne commercialise depuis plusieurs années que des contrats à taux minimum garantis nuls (« TMG ») : plus de 90 % des contrats ont un TMG nul. Le TMG moyen ressort à 0,18 %.

RISQUE DE RACHAT DES CONTRATS EN CAS DE HAUSSE DES TAUX

Natixis Assurances a identifié la population assurée pour laquelle le risque de rachat est élevé, les critères « discriminants » étant l'âge, l'ancienneté fiscale et le montant des capitaux. Natixis Assurances a ainsi circonscrit à environ un quart de ses actifs le périmètre à couvrir en cas de hausse des taux. Dans ce contexte, elle a couvert son portefeuille par des caps et a, par ailleurs, souscrit à des obligations à taux variable.

Le test de suffisance des passifs réalisé pour les comptes arrêtés au 31 décembre 2015, conformément à IFRS 4, a montré que les passifs d'assurance évalués en normes locales étaient supérieurs à une juste valeur de ces passifs tenant compte de l'option de rachat incorporée aux contrats.

RISQUE FINANCIER EN CAS DE HAUSSE DES TAUX

La sensibilité de la situation nette aux variations de taux d'intérêt est atténuée par le classement d'environ 2,9 milliards d'euros, en juste valeur, de titres de taux dans la catégorie des titres détenus jusqu'à l'échéance.

Concernant les titres des autres catégories, l'analyse de sensibilité réalisée à fin décembre 2015 montre qu'une hausse de 1 point des taux obligataires a un impact de - 116,2 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 7,1 % des capitaux propres.

RISQUE DE MARCHÉ

Natixis Assurances est confrontée aux variations de valeur de ses actifs financiers. La gestion des risques financiers consiste en la définition d'une allocation stratégique tenant compte des engagements du passif, des contraintes réglementaires (notamment en termes de dispersion) et des exigences commerciales. Ainsi, des fourchettes d'allocation sont définies pour chaque type d'actif.

L'analyse de sensibilité réalisée à fin 2015 montre que :

- une baisse de 10 % du marché actions a un impact de - 24,9 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 1,5 % des capitaux propres ;
- une baisse de 10 % du marché immobilier a un impact de - 9,3 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 0,57 % des capitaux propres.

Par ailleurs, Natixis Assurances réassurance à 100 % la garantie plancher accordée sur les contrats en unités de compte.

RISQUE DE CREDIT

Le suivi et la gestion du risque de contrepartie sont réalisés dans le respect des normes et limites internes de Natixis, telles que déterminées par le comité des risques de crédit, ainsi que des contraintes réglementaires imposées aux compagnies d'assurance. Ainsi, 66 % du portefeuille de taux est investi sur des contreparties disposant d'un rating supérieur à A-.

ACTIVITÉ PRÉVOYANCE

Les risques de mortalité et de morbidité sont limités par la mise en place d'une tarification adaptée à la population et aux garanties assurées, à l'utilisation de tables d'expérience et par la pratique en amont d'une sélection médicale des nouveaux assurés.

Natixis Assurances a recours à la réassurance afin de limiter son exposition aux risques de dispersion des capitaux garantis en décès, accidents de la vie et perte d'autonomie, ainsi que de fréquence des sinistres en arrêt de travail, invalidité et perte d'autonomie. Un traité de réassurance en cas d'épidémie ou de pandémie a, par ailleurs, été mis en place afin de limiter l'exposition à l'augmentation des décès qui en résulterait.

Le plan de réassurance annuel veille à diversifier les réassureurs et à ne traiter qu'avec des parties dont le rating est de qualité. Aucun traité de réassurance n'est conclu ou renouvelé avec des parties *non-investment grade* (notation comprise entre BB+ et D-). En pratique, le rating des réassureurs avec lesquels traite Natixis Assurances est compris entre AA et A-. Ainsi les réassureurs avec lesquels traite Natixis Assurances présentent un risque de signature peu élevé et le risque de concentration sur une contrepartie est limité par leur multiplicité.

ACTIVITÉ ASSURANCE DOMMAGES

Le risque relatif à cette activité peut se distinguer en trois composantes :

- risque de sous tarification : une politique de surveillance du portefeuille a été mise en place basée sur l'attribution d'un score pour chaque contrat à partir des événements passés sur un historique de trois ans. Sont pris en compte notamment la nature des sinistres, leur nombre, leur coût et d'autres variables spécifiques à l'activité concernée (taux de responsabilité et niveau de

bonus/malus par exemple en assurance automobile). Les mesures correctrices envisagées peuvent aller de la majoration de la prime payée, voire de la résiliation à l'échéance. Cette politique de surveillance contribue également à identifier les risques potentiels de survenance de sinistres graves et participe ainsi à la mise en place des couvertures de réassurance adéquates ;

- risque de sous provisionnement : lors de chaque inventaire, la direction technique et réassurance procède à l'évaluation actuarielle des provisions pour sinistres à payer (ceux déjà connus et ceux qui seront déclarés dans le futur). Pour ce faire, elle utilise des méthodes largement reconnues par la profession et exigées par le régulateur ;
- risque catastrophe : le risque catastrophe se définit par l'exposition à un événement de forte ampleur générant une multitude de sinistres (tempête, risque de responsabilité civile...). Celui-ci n'est bien souvent que faiblement mutualisable à l'échelle nationale ou d'une intensité telle qu'elle peut remettre en cause la solvabilité de l'entreprise. Ce risque fait donc l'objet de couvertures en réassurance, soit provenant de l'État dans le cadre, par exemple, de catastrophes naturelles ou d'attentats, soit auprès des réassureurs privés notamment dans le cadre des tempêtes ou de sinistres responsabilités civiles ou encore auprès de pools de réassurance.

La compagnie a décidé de se prémunir contre ce type d'exposition en se basant sur une période de retour de 200 ans. Les priorités sont adaptées en fonction du déploiement de l'activité.

CONCENTRATION DES RISQUES

La nature des risques assurés associée à la couverture de réassurance n'induit pas d'exposition particulière en matière de concentration de risques d'assurance.

3.6.2 Coface

De par ses activités, Coface est exposée à deux types de risques principaux : le premier est le risque technique qui est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance de Coface, le second est le risque financier qui est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils destinés à contrôler ces risques afin qu'ils restent dans des limites prudentes.

RISQUE TECHNIQUE

Le risque de crédit est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance. Coface gère le risque de crédit au travers de nombreuses procédures, couvrant la validation des termes de la police afférente aux produits, la tarification, le suivi de la couverture du risque de crédit et la diversification du portefeuille. Classiquement, on distingue le risque de fréquence et le risque de pointe :

- le risque de fréquence représente le risque d'une brusque et importante augmentation des impayés sur une multitude de débiteurs. La mesure de ce risque est faite pour chaque région et pays par le suivi du ratio de sinistralité instantané ⁽¹⁾ et de l'indicateur mensuel qui décline les évolutions crédit domestique/export par DRA (*Debtor Risk Assessment*) et secteurs d'activités,

par taux d'acceptation dans l'échelle des DRA, ou par ligne de produits (caution, single risks). Les impayés sont analysés de manière hebdomadaire par le comité de direction groupe et mensuellement par le comité d'arbitrage Coface. Les ratios de sinistralité des différentes régions de souscription sont également suivis au niveau consolidé de Coface ;

- le risque de pointe représente le risque de pertes anormalement élevées enregistrées au titre d'un même débiteur ou groupe de débiteurs, ou d'une accumulation de pertes sur un même pays. La couverture du risque de pointe est l'objet principal de la réassurance de Coface dont la gestion est centralisée depuis janvier 2015 dans la société pivot Coface Re SA.
- Outre un suivi hebdomadaire et mensuel de chaque région et pays, un dispositif est mis en place au niveau de Coface, reposant sur :
- une centralisation des provisions pour sinistres excédant un certain montant par débiteur (actuellement, 0,5 million d'euros pour tous les centres d'arbitrage Coface) qui font ensuite l'objet d'une analyse post mortem, permettant d'améliorer la performance de l'activité information, arbitrage et recouvrement ;
 - au niveau de la souscription des risques, un suivi qui au-delà d'un montant d'encours en fonction du DRA génère une validation et une fixation d'enveloppe par la direction de l'Arbitrage de Coface ; et
 - un système d'évaluation des risques par le DRA qui couvre tous les débiteurs.

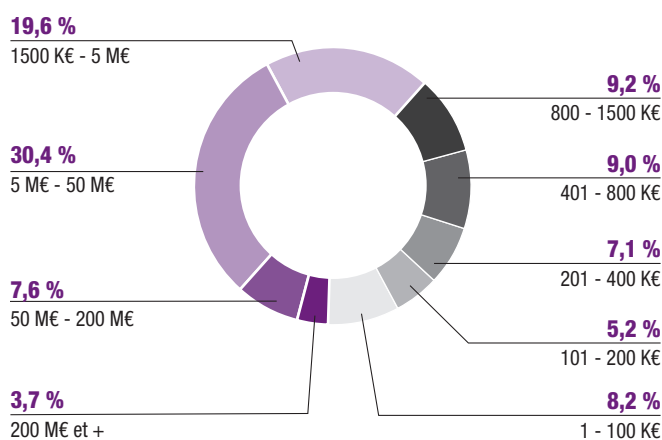
(1) Le ratio de sinistralité instantané est un indicateur hebdomadaire permettant de reconstituer l'évolution du ratio de sinistralité. Il est suivi pour chaque région et chaque pays et fait l'objet de reporting hebdomadaires au sein de Coface, permettant notamment aux arbitres de suivre l'évolution de leur portefeuille et de détecter toute dégradation éventuelle afin de mettre en place des actions curatives à un stade précoce.

DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE RISQUES DE CREDIT

Coface maintient un portefeuille de risques de crédit diversifié, afin de minimiser les risques de la défaillance d'un débiteur, du ralentissement d'un secteur d'activité particulier ou d'un événement défavorable dans un pays donné, de telle sorte que l'impact ne soit pas disproportionné sur la sinistralité globale de Coface. Les polices d'assurance comportent en outre des clauses de modification des limites de crédit en cours de contrat. De plus, la grande majorité des risques auxquels est exposée Coface sont à court terme (95 % de l'encours total), ce qui lui permet de réduire le risque couvert sur un débiteur ou un groupe de débiteurs relativement rapidement et anticiper la dégradation de leur solvabilité.

Par ailleurs, des contrôles de second niveau sont en place afin de veiller au bon respect des standards groupe en matière de risque de crédit.

Le graphique ci-après analyse au 31 décembre 2015 la répartition des débiteurs en fonction de l'encours de risque de crédit cumulé porté par Coface sur eux :



RISQUE FINANCIER

Coface a mis en place une politique d'investissement prenant en compte la gestion des risques financiers à travers la définition de son allocation stratégique, la réglementation applicable aux compagnies d'assurance et les contraintes résultant de la gestion de son passif. La maîtrise des risques financiers repose ainsi sur un dispositif de normes et contrôles rigoureux revu constamment :

- **risque de taux et risque de crédit** : Coface conserve une allocation très majoritairement orientée vers des produits de taux lui garantissant des revenus récurrents et stables. La sensibilité ⁽¹⁾ globale maximale du portefeuille obligataire est délibérément plafonnée à 4 et s'établissait à 3,2 au 3 décembre 2015. Coface n'est pas exposée à la dette souveraine grecque et portugaise. Coface conserve une exposition limitée à la dette souveraine italienne, espagnole et irlandaise dans le cadre d'un budget de risque défini ;
- **risque de change** : la majorité des placements est libellée en euros et les filiales ou succursales souscrivant en d'autres devises doivent respecter les mêmes principes de congruence. Sur l'année 2015, des opérations de couvertures systématiques de change *via* swap ou change à terme ont été réalisées, au sein du portefeuille regroupant l'ensemble des entités européennes de Coface, pour couvrir des investissements d'obligations libellées en dollars américains, livre sterling et dollars australiens ;
- **risque sur actions** : l'exposition est plafonnée à moins de 10 % du portefeuille et se concentre sur la zone Euro en lien avec son cœur d'activité. Au 31 décembre 2015, les actions cotées représentaient 8,2 % du portefeuille de placement et ont fait l'objet d'une couverture partielle et discrétionnaire *via* l'achat d'options de vente sur indice permettant d'atténuer d'éventuels chocs externes ;
- **risque de contrepartie** : une limite maximale d'exposition à une même contrepartie est fixée à 5 % des encours gérés avec des dérogations exceptionnelles sur des expositions court terme. Plus de 84 % des titres obligataires sont de catégories *Investment Grade* ayant donc un rating médian ⁽²⁾ au minimum égal à BBB- ;
- **risque de liquidité** : plus de 54 % du portefeuille obligataire est de maturité inférieure à 3 ans au 31/12/2015. La très grande majorité du portefeuille est cotée sur des marchés de l'OCDE et présente un risque de liquidité jugé faible à ce jour.

Des contrôles de second niveau du respect de la politique des placements de Coface complètent le dispositif mis en œuvre.

(1) La sensibilité d'une obligation mesure la perte de valeur de celle-ci en cas de hausse des taux d'intérêt. Ainsi, une obligation ayant une sensibilité de 3 verra sa valeur de marché diminuer de 3 % si les taux augmentent de 1 %.

(2) Deuxième moins bon rating dans le cas de trois ratings disponibles par les trois agences internationales ; si un des ratings n'est fourni que pour deux des agences, le moins bon rating sera considéré, si un rating n'est disponible que pour une seule des agences, alors ce rating sera considéré.

3.6.3 CEGC

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est la plate-forme multimétiers cautions et garanties du Groupe. Elle est exposée au risque de souscription, au risque de marché, au risque de défaut des réassureurs ainsi qu'au risque opérationnel.

Dans le cadre du nouveau régime prudentiel Solvabilité 2, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2016, CEGC a déposé un dossier d'homologation de son modèle interne d'évaluation du risque de souscription sur les cautions de prêts immobiliers aux particuliers. En 2015, CEGC a également participé à l'exercice de préparation à l'entrée en vigueur de la réglementation Solvabilité 2 organisée par l'ACPR. Cet exercice visait la remise d'une partie des nouveaux états réglementaires annuels et trimestriels au format XBRL, la remise d'un rapport ORSA reprenant les principaux résultats issus de l'évaluation interne des risques de la Compagnie et la remise du rapport narratif.

RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est le risque principal porté par la Compagnie. Il s'agit essentiellement d'un risque de contrepartie : les engagements donnés par la Compagnie aux bénéficiaires des cautions se traduisent par une exposition directe sur les souscripteurs. Ces engagements réglementés inscrits au passif du bilan s'élèvent à 1,43 milliard d'euros au 31 décembre 2015 (+ 17,7 % par rapport à fin 2014). Cette croissance s'inscrit dans la continuité de l'exercice 2014, soutenue principalement par l'activité de cautions de prêts immobiliers aux particuliers.

La forte diminution des engagements réglementés sur le segment des garanties de promotion immobilière est due à une reprise de provision sur un sinistre majeur (risque qui ne s'est pas réalisé) ainsi qu'au paiement d'un sinistre majeur qui est donc sorti des engagements.

➡ MONTANT DES ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS DE CEGC (en millions d'euros)

Lignes d'activité de CEGC	Décembre 2015	Évolution décembre 2015 par rapport à décembre 2014
Particuliers	1 280	19,3 %
Constructeurs de maisons individuelles	14	16,7 %
Administrateurs de biens – Agents immobiliers	7	0,0 %
Entreprises	17	6,3 %
Promotion Immobilière	13	(31,6 %)
Professionnels	59	13,5 %
Économie Sociale – Logement Social	28	16,7 %
Activités en <i>run-off</i> gérées en extinction	11	0 %
TOTAL	1 429	17,7 %

RISQUE DE MARCHÉ

CEGC détient un portefeuille de placements de 1,47 milliard d'euros en valeur bilan au 31 décembre 2015. Ce portefeuille est en augmentation (+ 12,5 % depuis fin 2014). Le risque de marché issu du portefeuille de placements est limité par les choix d'investissements de la Compagnie. Les limites de risque de

la Compagnie sont reprises dans le mandat de gestion établi avec Natixis Asset Management. Encaissant les primes de cautions lors de l'engagement, CEGC n'a pas de besoin de refinancement. CEGC ne supporte pas non plus de risque de transformation : le portefeuille de placements est intégralement adossé à des fonds propres et à des provisions techniques.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur bilan brute de provision	en %	Valeur de marché	Valeur bilan brute de provision	en %	Valeur de marché
Actions	131	8,9 %	154	104	8,0 %	122
Obligations	1 081	73,6 %	1 183	942	72,1 %	1 085
Diversifié	110	7,5 %	117	93	7,1 %	99
Liquidités	54	3,7 %	54	84	6,5 %	84
Immobilier	71	4,8 %	93	62	4,7 %	78
FCPR	20	1,4 %	23	20	1,5 %	23
Autres	1	0,1 %	1	1	0,1 %	1
TOTAL	1 470	100 %	1 626	1 307	100 %	1 494

RISQUE DE RÉASSURANCE

CEGC couvre son portefeuille d'engagements par la mise en place d'un programme de réassurance adapté aux activités exercées. Ce programme permet, d'une part, de sécuriser le résultat technique et la marge de solvabilité sur les cautions de prêts et, d'autre part, de protéger les fonds propres en cas de survenance de sinistres d'intensité sur les activités autres que les cautions de prêts. Du fait de leur forte granularité, les cautions de prêts ne présentent pas de risque de concentration.

Chaque année, les besoins de couverture en réassurance sont définis en fonction de l'évolution de l'activité et du risque constaté sur le portefeuille.

Le risque de défaut des réassureurs est encadré par des limites de concentration et de rating. Le programme de réassurance de CEGC est souscrit par quinze réassureurs dont le niveau de notation minimum est A sur l'échelle S&P.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel de la Compagnie est limité grâce aux dispositifs de maîtrise des risques mis en place dans les procédures d'octroi de chacun des métiers.

CEGC dispose d'une cartographie et d'un référentiel de défaillances adaptés à ses activités et élaborés sur la base des process des métiers. Ce référentiel constitue le cadre normatif pour le recensement des incidents, des situations de risque et le suivi des plans d'actions correctives, selon la méthodologie déployée par Natixis.

3.7 Recommandation du Forum de stabilité financière en matière de transparence financière

3.7.1 Expositions du Groupe BPCE (hors Natixis) au 31 décembre 2015

EXPOSITIONS SUR CDO NON COUVERTS

Il n'y a plus d'exposition sur CDO d'ABS US au 31 décembre 2015.

➔ EXPOSITION PAR TYPE D'ACTIF – AUTRES CDO

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Exposition brute	Exposition nette	Exposition nette	Variation 2015/2014
CDO ABS européen	3	3	7	(4)
CLO	601	594	795	(201)
Corporate CDO et CSO	5	4	4	0
Autres	1	1	27	(26)
TOTAL	609	601	832	(231)

Plus de 98 % de l'exposition sur les autres CDO concerne les CLO.

➔ RÉPARTITION PAR PORTEFEUILLE COMPTABLE – AUTRES CDO

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Montants	Répartition en %	Montants	Répartition en %
Portefeuille de transaction	0	0 %	0	0 %
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	4	1 %	4	1 %
Portefeuille de prêts et créances	431	72 %	696	83 %
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	166	27 %	132	16 %
TOTAL	601	100 %	832	100 %

➔ RÉPARTITION PAR NOTATION – AUTRES CDO

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Montants	Répartition en %	Montants	Répartition en %
AAA	399	66 %	245	29 %
AA	109	18 %	375	45 %
A	37	6 %	139	17 %
BBB	4	1 %	15	2 %
BB	6	1 %	6	1 %
B	6	1 %	2	0 %
CCC	0	0 %	4	1 %
CC	0	0 %	0	0 %
C	0	0 %	0	0 %
D	0	0 %	0	0 %
NR	39	6 %	46	6 %
TOTAL	601	100 %	832	100 %

PROTECTIONS ACQUISES

Protections acquises auprès de contreparties pour couvrir les expositions sur CDO (hors marché résidentiel US)

Rehausseurs de crédit (monoline)

Les protections acquises auprès de rehausseurs de crédit par le Crédit Foncier sur des actifs financiers prennent la forme de garanties financières (et non de CDS) et constituent une sûreté annexe à l'actif rehaussé. Ces engagements de rehaussement ne traduisent donc pas, à ce titre, des expositions directes sur les rehausseurs de crédit

	31/12/2015			31/12/2014		
	Montant notionnel brut des instruments couverts	Dépréciation sur CDO couverts	Juste valeur de la protection	Montant notionnel brut des instruments couverts	Dépréciation sur CDO couverts	Juste valeur de la protection
<i>en millions d'euros</i>						
TOTAL	51	(1)	1	135	(4)	4

Il s'agit d'une opération qui s'inscrit dans les stratégies de *Negative Basis Trades* une tranche senior de CLO européen notée par deux agences de notation AAA/AAA. Le risque de contrepartie sur le vendeur de protection (banque européenne) est couvert par des appels de marge.

EXPOSITIONS SUR CMBS

➡ RÉPARTITION DE L'EXPOSITION PAR PORTEFEUILLE COMPTABLE – CMBS

	31/12/2015		31/12/2014	
	Exposition brute	Exposition nette	Exposition nette	Variation 2015/2014
<i>en millions d'euros</i>				
Portefeuille de transaction	0	0	1	(1)
Portefeuille de prêts et créances	27	26	70	(44)
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	6	6	12	(6)
TOTAL	33	32	83	(51)

La baisse des expositions s'explique par l'arrivée à échéance de nombreux titres.

➡ RÉPARTITION DE L'EXPOSITION NETTE PAR NOTATION – CMBS

	31/12/2015		31/12/2014	
	Montants	Répartition en %	Montants	Répartition en %
<i>en millions d'euros</i>				
AAA	-	0 %	14	17 %
AA	6	17 %	18	22 %
A	24	75 %	38	46 %
BBB		0 %	10	12 %
BB	1	4 %	3	3 %
B		0 %	-	0 %
CCC		0 %	-	0 %
CC	1	4 %	-	0 %
TOTAL	32	100 %	83	100 %

➡ RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'EXPOSITION NETTE – CMBS

<i>en pourcentage</i>	31/12/2015	31/12/2014
Allemagne	0 %	10 %
France	0 %	17 %
Italie	1 %	1 %
Royaume-Uni	74 %	34 %
Reste de l'Europe	25 %	38 %
TOTAL	100 %	100 %

EXPOSITIONS SUR RMBS

➡ RÉPARTITION DE L'EXPOSITION PAR PORTEFEUILLE COMPTABLE – RMBS ESPAGNE

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015		31/12/2014	
	Exposition brute	Exposition nette	Exposition nette	Variation 2015/2014
Portefeuille de transaction	-	-	2	(2)
Portefeuille de prêts et créances	2	2	3	(1)
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	157	156	129	27
TOTAL	159	158	134	24

➡ RÉPARTITION PAR NOTATION – RMBS ESPAGNE

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015						Total
	AAA	AA	A	BBB	BB	B+	
Portefeuille de transaction	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de prêts et créances	-	2	-	-	-	-	2
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	-	93	43	14	-	6	156
TOTAL	-	95	43	14	-	6	158

➡ RÉPARTITION PAR PORTEFEUILLE COMPTABLE – RMBS ROYAUME-UNI

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015		31/12/2014	
	Exposition brute	Exposition nette	Exposition nette	Variation 2015/2014
Portefeuille de prêts et créances	-	-	9	(9)
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	98	98	136	(38)
TOTAL	98	98	145	(47)

➡ RÉPARTITION PAR NOTATION – RMBS ROYAUME-UNI

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015			Total
	AAA	AA	A	
Portefeuille de prêts et créances	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	71	21	6	98
TOTAL	71	21	6	98

3.7.2 Expositions de Natixis au 31 décembre 2015

EXPOSITIONS SENSIBLES

Natixis est exposée aux risques suivants au 31 décembre 2015.

EXPOSITIONS SUR LES REHAUSSEURS DE CRÉDIT

Le stock de réfections progresse sur l'exercice 2015 de 3 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE), s'établissant à 106 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 103 millions d'euros au 31 décembre 2014.

	Données au 31 décembre 2015			Données au 31 décembre 2014		
	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur
<i>en millions d'euros</i>						
Protections sur CLO	124	7	-	189	11	(1)
Protections sur RMBS	50	8	(1)	53	7	(7)
Autres risques	2 364	431	(105)	2 324	407	(95)
TOTAL	2 538	446	(106)	2 566	425	(103)

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Exposition avant ajustements de valeur	446	425
Ajustements de valeur	(106)	(103)
EXPOSITION RÉSIDUELLE	340	322
% de décote	24 %	24 %

RMBS EUROPÉENS

➡ EXPOSITIONS NETTES RMBS UK

RMBS UK <i>en millions d'euros</i>	Exposition nette au 31/12/2014	Variations de valeur 2015	Autres variations	Exposition nette au 31/12/2015	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	C
Portefeuille de transaction	60		(56)	4		1	2		1			
TOTAL	60	-	(56)	4		1	2		1			

➡ EXPOSITIONS NETTES RMBS ES

RMBS ES <i>en millions d'euros</i>	Exposition nette au 31/12/2014	Variations de valeur 2015	Autres variations	Exposition nette au 31/12/2015	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	C
Portefeuille de transaction	5		8	13			13					
TOTAL	5	-	8	13			13					

CMBS

CMBS <i>en millions d'euros</i>	Exposition nette au 31/12/2014	Variations de valeur 2015	Autres variations	Exposition nette au 31/12/2015	Ventilation par notation	en %	Ventilation par pays	en %
Portefeuille de transaction	38		(35)	3				
TOTAL	38	0	(35)	3	AAA	14 %		
					BBB	86 %	Europe	100 %
			% exposition nette garantie BPCE	0 %				
					TOTAL	100 %	TOTAL	100 %

4

ACTIVITÉS ET INFORMATIONS FINANCIÈRES 2015

4.1 PRÉAMBULE	202	4.4 DONNÉES FINANCIÈRES DU GROUPE BPCE SA	219
4.2 FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015	203	4.4.1 Résultats du groupe BPCE SA	219
4.2.1 Environnement économique et financier	203	4.4.2 Analyse du bilan consolidé du groupe BPCE SA	220
4.2.2 Faits majeurs de l'exercice	204	4.5 INVESTISSEMENTS	221
4.3 DONNÉES FINANCIÈRES DU GROUPE BPCE	206	4.5.1 En 2015	221
4.3.1 Résultats du Groupe BPCE	206	4.5.2 En 2014	221
4.3.2 Métiers du groupe	207	4.5.3 En 2013	221
4.3.3 Compte de résultat par secteur	207	4.6 ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE	221
4.3.4 Banque commerciale et Assurance	208	4.7 PERSPECTIVES POUR LE GROUPE BPCE	222
4.3.5 Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés	212		
4.3.6 Participations financières	215		
4.3.7 Hors métiers	216		
4.3.8 Analyse du bilan consolidé du Groupe BPCE	217		

4.1 Préambule

Les éléments financiers présentés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et les informations comparatives au titre de l'exercice 2014 ont été établis en appliquant les principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

Ce rapport de gestion présente les performances du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA constitués autour de l'organe central BPCE, créé le 31 juillet 2009 à la suite du rapprochement des groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

Les résultats du groupe BPCE SA seront présentés de façon synthétique, car l'activité et les résultats des deux ensembles sont étroitement liés. Les principales différences de périmètre par rapport au Groupe BPCE concernent :

- l'exclusion du holding CE Holding Promotion, et donc de sa participation dans Habitat en Région Services ;
- l'exclusion des contributions des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

4.2 Faits majeurs de l'année 2015

4.2.1 Environnement économique et financier

CONTRE-CHOC PÉTROLIER ET REPRISE MODESTE EN FRANCE

La croissance mondiale n'a pas dépassé 3 % en 2015, contre 3,3 % en 2014, en dépit d'un véritable contre-choc pétrolier d'excès d'offre (- 46,4 % pour le Brent) et de politiques monétaires toujours ultra-expansionnistes de part et d'autre de l'Atlantique. L'inquiétude est principalement venue des pays émergents, Chine en tête, dont le vif ralentissement ou la récession pour les producteurs de matières premières comme le Brésil et la Russie n'ont pas été suffisamment compensés par la poursuite du rééquilibrage économique en faveur des pays avancés. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont continué de bénéficier d'un cycle modéré d'expansion, tiré sans excès par leur solide demande interne. Le Japon a mollement progressé, en l'absence du redémarrage de sa consommation. La zone euro, qui a vu s'éloigner le spectre de la déflation, s'est installée sur un rythme un peu plus synchronisé d'activité de seulement 1,5 % l'an, malgré la combinaison favorable de soutiens exceptionnels - recul des prix du pétrole, de l'euro et des taux d'intérêt - et d'une politique monétaire et budgétaire en définitive agressive, d'inspiration keynésienne. Dans un environnement globalement désinflationniste, le commerce mondial s'est donc nettement affaibli, singulièrement sous l'effet du repli en volume des importations chinoises pour la première fois depuis 25 ans.

Comme fréquemment pendant les mois d'été, des mouvements de panique financière ont émergé, tant sur les matières premières que sur les actions, avec trois mini-krachs boursiers, mais aussi sur les devises, spécialement celles des pays émergents. Le catalyseur a été l'interprétation défavorable donnée à la dévaluation inattendue mais modeste du yuan chinois le 11 août. Les craintes se sont ainsi déplacées du risque de rupture définitive entre la Grèce et ses créanciers (Grexit), après le succès aux élections de la gauche radicale (Syriza) mais avant l'accord surprenant du 13 juillet, vers celui, en août, d'une récession chinoise, sans compter l'interrogation simultanée sur le moment et la nature du processus américain de normalisation monétaire. La BCE, dont l'action est implicitement passée par le canal du change et du crédit bancaire, s'est engagée à partir de mars, puis de nouveau le 3 décembre, dans une politique de taux négatif de la facilité de dépôt (- 0,3 %) et de gonflement considérable

de la taille de son bilan (rachats mensuels de dettes publiques et privées de 60 milliards d'euros jusqu'à fin mars 2017), afin de respecter son mandat d'un objectif d'inflation proche de 2 %. En conséquence, les taux longs allemands et français, tout en subissant une forte volatilité, ont continuellement atteint des niveaux excessivement bas, très inférieurs aux précédents planchers historiques de 1 % pour le 10 ans, jusqu'à s'approcher de zéro pour le Bund, voire s'enfoncer en territoire négatif pour des maturités inférieures à 5-7 ans. L'OAT 10 ans, quant à elle, s'est établie à 0,84 % en moyenne annuelle en 2015 (0,98 % au 31 décembre), contre 1,66 % en 2014. La monnaie unique s'est dépréciée de 9,9 % en moyenne annuelle en 2015 (1,09 dollar au 31 décembre), du fait de l'accentuation de la divergence de politique monétaire avec la Fed. Cette dernière a enfin, et pour la première fois depuis 2006, accru prudemment de 25 points de base le taux des fonds fédéraux le 16 décembre, en l'inscrivant dans une bande comprise entre 0,25 % et 0,5 %. Le CAC 40 a finalement progressé de 8,5 % à 4 637 points au 31 décembre, après un plus haut à 5 269 points le 27 avril.

En 2015, la croissance française s'est élevée à seulement 1,1 %, après 0,2 % en 2014. Cette progression a été insuffisante pour réduire le taux de chômage ⁽¹⁾ (10 % pour la métropole, contre 9,9 % en 2014) et le déficit public (3,9 % du PIB). Elle a pourtant été portée par des circonstances extérieures exceptionnelles (pétrole, euro, taux d'intérêt). En particulier, la chute des cours de l'or noir a permis un net accroissement du pouvoir d'achat (1,7 %), avec pour conséquence un redémarrage de la consommation des ménages (1,9 %), principal soutien de l'activité, et un besoin de reconstitution des stocks. L'absence d'inflation n'a donc enclenché aucun comportement attentiste. Les exportations ont pu profiter en partie de la redynamisation du commerce intra-zone et de la baisse de l'euro. Cependant, les signes d'un véritable raffermissement de l'offre, condition d'une reprise auto-entretenu, ont encore fait défaut. Ainsi, l'investissement productif a progressé trop lentement, malgré la hausse du taux de marge des sociétés, venant de la montée en charge du CICE ⁽²⁾, des allègements de cotisations patronales et surtout de l'amélioration des termes de l'échange liés au pétrole. L'investissement des ménages a moins reculé qu'en 2014. De même, l'emploi salarié marchand est demeuré relativement atone, le nombre de chômeurs de catégorie A continuant à augmenter (3,5748 millions en novembre 2015).

(1) Le taux de chômage moyen de la zone euro, qui baisse depuis 2012, est désormais au-dessous de celui de la France depuis octobre 2015. Il a baissé dans tous les pays sur un an, sauf en France et en Finlande, en dépit de la dispersion des situations : 6,1 % en Allemagne, 21 % en Espagne, 24,6 % en Grèce.

(2) Crédit d'impôt compétitivité emploi.

4.2.2 Faits majeurs de l'exercice

CESSIONS DE PARTICIPATIONS NON STRATÉGIQUES

Nexity

Le Groupe BPCE a poursuivi en 2015 la cession de blocs d'actions de Nexity, ces cessions s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique visant à réduire ou céder sa participation dans ses actifs non stratégiques. Le groupe a ainsi cédé 20,6 % du capital de Nexity au cours de l'année, pour un prix total de 413 millions d'euros.

Le Groupe BPCE qui disposait de 3 représentants au conseil d'administration de Nexity a démissionné en cohérence avec la réduction de sa participation au capital de cet actif non stratégique.

La participation résiduelle du Groupe BPCE au capital de Nexity s'établit à 12,8 % au 31 décembre 2015.

Précédemment consolidée par la méthode de mise en équivalence, cette participation a été reclassée en actifs financiers disponibles à la vente à la date de perte d'influence notable. Ce reclassement a entraîné l'enregistrement de cette participation à sa juste valeur sur la base du cours de bourse du titre Nexity au 30 juin 2015, soit 35,20 euros.

L'intégralité de ces opérations impactent le résultat net consolidé avant impôt du groupe à hauteur de + 130 millions d'euros.

VBRO

Le Groupe BPCE avait annoncé le 10 décembre 2014 la signature d'un accord avec Banca Transilvania portant sur la cession de sa participation minoritaire de 24,5 % au capital de Volksbank România.

L'opération de cession, conclue le 7 avril 2015, n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat net consolidé du groupe.

Banca Carige

Le Groupe BPCE a annoncé le 24 mai 2015 la conclusion d'un accord avec Malacalza Investimenti portant sur la cession d'une participation minoritaire de 4,66 % du capital de Banca Carige pour un montant global de 32,7 millions d'euros. Cette opération n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat net consolidé du groupe.

Au 31 décembre 2015, la participation résiduelle du Groupe BPCE au capital de Banca Carige s'établit à 1,8 %.

CESSION DES EXPOSITIONS SUR LA BANQUE HETA ASSET RESOLUTION

Le 1^{er} mars 2015, l'Autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers (FMA-Finanzmarktaufsicht) a publié, dans le cadre de la loi fédérale sur l'assainissement et la résolution des banques (*Bundesgesetz über die Sanierung und Abwicklung von Banken*) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, un décret annonçant l'adoption de mesures de résolution consistant en un moratoire temporaire jusqu'au 31 mai 2016 sur une partie substantielle de la dette (capital et intérêts) de Heta Asset Resolution AG, anciennement dénommée Hypo Alpe Adria Bank International AG, qui est chargée de gérer en extinction certains actifs de Hypo Alpe Adria.

Les expositions du Groupe BPCE sur Heta Asset Resolution AG (portées par la Compagnie de Financement Foncier, filiale à 100 % du Crédit Foncier) correspondant à des titres émis à l'origine par Hypo Alpe Adria et bénéficiant d'une garantie accordée par le Land autrichien de Carinthie, s'élevaient à cette date à 260 millions d'euros (en valeur nominale).

Au premier trimestre 2015, suite au moratoire fixé sur la dette de l'établissement, le groupe a provisionné cette exposition à hauteur de 50 % du nominal des titres. L'intégralité des intérêts courus et des réévaluations des composantes taux positives ont également fait l'objet d'un provisionnement pour un total de - 142 millions d'euros.

Au second trimestre, conformément à sa politique de gestion des risques, la Compagnie de Financement Foncier a cédé l'intégralité de son exposition sur Heta. Les titres ayant été cédés à un prix supérieur au niveau provisionné, une reprise de provision de + 38 millions d'euros a alors été enregistrée. L'impact global sur le résultat annuel est donc une charge nette en coût du risque d'un montant de - 104 millions d'euros.

ACQUISITION DE PARTICIPATIONS : DNCA

Au 30 juin 2015, Natixis, via Natixis Global Asset Management (NGAM), a finalisé l'acquisition du gestionnaire d'actifs DNCA Finance, ayant pour conséquence un élargissement des expertises orientées vers la clientèle retail de NGAM.

NGAM détient 71 % du capital de DNCA Finance au 31 décembre 2015. Le management reste actionnaire aux côtés de NGAM et bénéficie, à partir de 2016, d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient une montée au capital progressive jusqu'à 100 %.

Natixis, au travers de NGAM, exerce le contrôle sur DNCA Finance suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale. Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel de 580 millions d'euros.

FINALISATION DE L'ÉVOLUTION DU DISPOSITIF OUTRE-MER

Le Groupe BPCE a cédé en septembre 2015 l'intégralité des participations de BPCE International au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

La cession de ces trois banques par BPCE International permet à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse de devenir un acteur bancaire de référence au service des clients et des territoires d'Outre-mer.

Cette opération, qui avait été initiée en octobre 2014, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique « Grandir autrement ». Elle permet de recentrer la présence du groupe en Outre-mer zone euro autour de ses deux grands réseaux les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

Cette opération, qui concerne exclusivement des entités consolidées par intégration globale dans les comptes du Groupe BPCE, n'a pas d'impact comptable sur le résultat net du groupe.

VISA

Le 2 novembre 2015, la société américaine Visa Inc. a annoncé le rachat de l'entité Visa Europe, une association composée d'environ 3 500 banques européennes, détenue par un ensemble d'environ 3 000 banques européennes, dont le Groupe BPCE.

La transaction, d'un montant global de 21,2 milliards d'euros est structurée en trois composantes :

- un paiement en numéraire de 11,5 milliards d'euros à la réalisation de l'opération ;

- des actions de préférence, représentant à l'annonce de la transaction, une contre-valeur de 5,0 milliards d'euros ;
- un complément de prix potentiel, susceptible d'atteindre un montant maximum de 4,7 milliards d'euros (y compris intérêts capitalisés).

Cette transaction devrait se réaliser courant 2016, sous réserve de son approbation par les autorités européennes compétentes.

Au 31 décembre 2015, l'opération s'est traduite au plan comptable par la réévaluation du titre Visa Europe détenu par BPCE classé parmi les titres disponibles à la vente (voir note 5.5.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de juste valeur).

4.3 Données financières du Groupe BPCE

4.3.1 Résultats ⁽¹⁾ du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE a confirmé des résultats solides portés par ses métiers cœurs.

en millions d'euros	Groupe BPCE		Variation		Métiers cœurs		Variation	
	2015	2014 pf	M€	%	2015	2014 pf	M€	%
Produit net bancaire	23 868	22 387	1 481	6,6 %	23 249	21 937	1 312	6,0 %
Frais de gestion	(16 248)	(15 598)	(650)	4,2 %	(15 120)	(14 547)	(573)	3,9 %
Résultat brut d'exploitation	7 620	6 789	831	12,2 %	8 129	7 390	739	10,0 %
Coefficient d'exploitation	68,1 %	69,7 %	--	(1,6) pt	65,0 %	66,3 %	--	(1,3) pt
Coût du risque	(1 832)	(1 776)	(56)	3,2 %	(1 656)	(1 735)	79	(4,6) %
Résultat des entreprises MEE	280	113	167	ns	269	244	25	10,2 %
Gains ou pertes sur autres actifs	74	77	(3)	(3,9) %	(11)	13	(24)	ns
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	(19)	(52)	33	(63,5) %				
Résultat avant impôt	6 123	5 151	972	18,9 %	6 731	5 912	819	13,9 %
Impôts sur le résultat	(2 323)	(1 833)	(490)	26,7 %	(2 382)	(2 014)	(368)	18,3 %
Participations ne donnant pas le contrôle	(558)	(411)	(147)	35,8 %	(586)	(463)	(123)	26,6 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 242	2 907	335	11,5 %	3 763	3 435	328	9,5 %

PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire du Groupe BPCE s'élève à 23,9 milliards d'euros en 2015, en hausse de 6,6 % par rapport à 2014. Ses métiers cœurs font preuve d'une bonne performance dans un contexte économique incertain. Les revenus de ses métiers cœurs s'établissent à 23,2 milliards d'euros en 2015, en progression de 6,0 % par rapport à 2014.

FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion s'élèvent à - 16,2 milliards d'euros, en hausse (+ 4,2 %) par rapport à 2014 impactés notamment par les évolutions réglementaires. Les frais de gestion des métiers cœurs atteignent - 15,1 milliards d'euros en 2015, en progression de 3,9 % par rapport à 2014. Cette évolution se concentre principalement sur le pôle Épargne qui poursuit son développement sur la gestion d'actifs.

Le coefficient d'exploitation s'élève à 68,1 % et s'améliore de 1,6 point par rapport à 2014.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 7,6 milliards d'euros en 2015, en hausse de + 12,2 % par rapport à 2014.

Le coût du risque du Groupe BPCE, à 1,8 milliard d'euros, augmente de 3,2 % par rapport à 2014. Rapporté aux encours de crédit à la clientèle, le coût du risque en points de base ⁽²⁾ ⁽³⁾ du Groupe BPCE est maintenu à un niveau modéré de 29 points de base en moyenne annuelle, il est stable par rapport à 2014. Celui des métiers cœurs enregistre une baisse de 2 points de base comparé à 2014, passant de 31 à 29 points de base.

Le résultat d'exploitation s'élève ainsi à 5,8 milliards d'euros en 2015.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Avec un résultat net part du groupe à 3,2 milliards d'euros, en hausse de 11,5 % par rapport au résultat net part du groupe 2014 pro forma, le Groupe BPCE confirme des résultats solides. Le ROE du Groupe BPCE ressort à 6 %.

(1) Le résultat de l'année 2014 est pro forma du transfert de BPCE International à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse de l'intégralité des participations qu'elle détenait au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la consolidation du groupe Nexity selon la méthode de mise en équivalence, de l'évolution du périmètre de consolidation du groupe Crédit Coopératif et du changement d'allocation de fonds propres normatifs de 9 % à 10 % des risques pondérés moyens en Bâle III.

(2) Coût du risque en points de base annualisés sur encours bruts de crédit à la clientèle début de période.

(3) Points de base (1 point de base = 0,01 %).

4.3.2 Métiers du groupe

Le Groupe BPCE s'articule autour de ses deux métiers cœurs.

La Banque commerciale et Assurance inclut :

- le réseau Banque Populaire regroupant les 18 Banques Populaires et leurs filiales, le Crédit Maritime Mutuel et les sociétés de caution mutuelle ;
- le réseau Caisse d'Épargne constitué des 17 Caisses d'Épargne ;
- les Autres réseaux, qui comprennent principalement la participation minoritaire du groupe dans CNP Assurances, le Financement de l'Immobilier, dont les résultats reflètent essentiellement la contribution du groupe Crédit Foncier, BPCE International (BPCE I) et la Banque Palatine.

L'Épargne, la Banque de Grande Clientèle et les Services Financiers Spécialisés constituent les métiers cœurs de Natixis :

- l'Épargne avec la gestion d'actifs, l'assurance et la banque privée ;
- la Banque de Grande Clientèle, qui se positionne comme la banque de la clientèle grandes entreprises et institutionnels de BPCE ;
- les Services Financiers Spécialisés, qui regroupent les métiers de l'affacturage, du crédit-bail, du crédit à la consommation, des cautions et garanties, de l'ingénierie sociale, des paiements et des titres ;

- le pôle des Participations financières est constitué principalement par les participations de Natixis dans Coface, Corporate Data Solutions, Natixis Algérie et Natixis Private Equity et par la consolidation du groupe Nexity selon la méthode de mise en équivalence au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2015, la participation du groupe dans Nexity a été déconsolidée suite aux cessions ayant été effectuées au deuxième trimestre.

Le pôle Hors métiers regroupe notamment :

- la contribution de l'organe central et des holdings du groupe ;
- la réévaluation de la dette propre senior ;
- la contribution au fonds de résolution unique ;
- les éléments relatifs aux dépréciations de valeur des écarts d'acquisition et aux amortissements des écarts d'évaluation, ces éléments relevant de la stratégie d'acquisition de participations menée par le groupe ;
- les activités en gestion extinctive de compte propre et gestion déléguée de l'ex-CNCE, la gestion en extinction du portefeuille de titrisation transféré en septembre 2014 par le Crédit Foncier à BPCE, la contribution de la gestion active des portefeuilles cantonnés (GAPC) de Natixis jusqu'au 30 juin 2014 et les cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive.

4

4.3.3 Compte de résultat par secteur

en millions d'euros	Banque commerciale et Assurance		Epargne, BGC et SFS		Participations financières		Hors métiers		Groupe BPCE	
	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf
Produit net bancaire	15 371	15 045	7 878	6 892	845	830	(226)	(380)	23 868	22 387
Frais de gestion	(10 035)	(9 996)	(5 085)	(4 551)	(683)	(694)	(445)	(357)	(16 248)	(15 598)
Résultat brut d'exploitation	5 336	5 049	2 793	2 341	162	136	(671)	(737)	7 620	6 789
Coefficient d'exploitation	65,3 %	66,4 %	64,5 %	66,0 %	80,8 %	83,6 %	ns	ns	68,1 %	69,7 %
Coût du risque	(1 403)	(1 478)	(253)	(257)	(18)	(10)	(158)	(31)	(1 832)	(1 776)
Résultat des entreprises MEE	220	205	49	39	14	(65)	(3)	(66)	280	113
Gains ou pertes sur autres actifs	(10)	11	(1)	2	83	(7)	2	71	74	77
Variations de valeurs des écarts d'acquisition							(19)	(52)	(19)	(52)
Résultat avant impôt	4 143	3 787	2 588	2 125	241	54	(849)	(815)	6 123	5 151
Impôts sur le résultat	(1 530)	(1 331)	(852)	(683)	(43)	(53)	102	234	(2 323)	(1 833)
Participations ne donnant pas le contrôle	(15)	(22)	(571)	(441)	(49)	(42)	77	94	(558)	(411)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	2 598	2 434	1 165	1 001	149	(41)	(670)	(487)	3 242	2 907

Le produit net bancaire des deux métiers cœurs du groupe, Banque commerciale et Assurance et Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés, est en hausse par rapport à 2014 traduisant le maintien d'une forte dynamique commerciale. Leur contribution est prépondérante pour le groupe : le

poids relatif du produit net bancaire de la Banque commerciale et Assurance par rapport à celui généré par l'ensemble du groupe est de 64,4 %, celui d'Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés est de 33,0 %.

4.3.4 Banque commerciale et Assurance

en millions d'euros	Banques Populaires		Caisses d'Épargne		Autres réseaux		Banque commerciale et Assurance		Variation	
	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	M€	%
Produit net bancaire	6 506	6 359	7 291	7 268	1 574	1 418	15 371	15 045	326	2,2 %
Frais de gestion	(4 284)	(4 286)	(4 809)	(4 759)	(942)	(951)	(10 035)	(9 996)	(39)	0,4 %
Résultat brut d'exploitation	2 222	2 073	2 482	2 509	632	467	5 336	5 049	287	5,7 %
Coefficient d'exploitation	65,8 %	67,4 %	66,0 %	65,5 %	59,9 %	67,0 %	65,3 %	66,4 %	--	(1,2) pt
Coût du risque	(624)	(707)	(569)	(588)	(210)	(183)	(1 403)	(1 478)	75	(5,1) %
Résultat des entreprises MEE	36	28			184	177	220	205	15	7,3 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(2)	9	1	1	(9)	1	(10)	11	(21)	ns
Résultat avant impôt	1 632	1 403	1 914	1 922	597	462	4 143	3 787	356	9,4 %

Le résultat avant impôt du pôle est en hausse de 9,4 % par rapport à 2014, dans une économie en faible croissance. Les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne représentent 85,6 % du résultat avant impôt du pôle en 2015.

LES BANQUES POPULAIRES

Dans un contexte économique progressivement plus favorable, le réseau Banque Populaire maintient une activité commerciale solide sur l'exercice 2015, qui s'illustre notamment par la croissance de son fonds de commerce. Ainsi, la poursuite de la stratégie d'intensification de la relation clientèle permet au réseau d'afficher une progression de + 7,3 % du stock de clients particuliers actifs équipés et assurés, et + 3,6 % du stock de clients professionnels en double relation active.

Des encours de dépôts bilantiels portés par une dynamique commerciale soutenue : + 7,9 % (hors épargne centralisée)

Les Banques Populaires affichent une collecte globale performante, dans un environnement économique toujours plus concurrentiel. Les encours de dépôts bilantiels (hors épargne centralisée) ont progressé de + 7,9 % à 154,2 milliards d'euros. Les encours d'épargne financière s'établissent, quant à eux, à 67,4 milliards d'euros à fin 2015 (+ 1,7 %), profitant notamment de la bonne performance sur l'assurance vie (+ 4,1 % à 45,2 milliards d'euros d'encours).

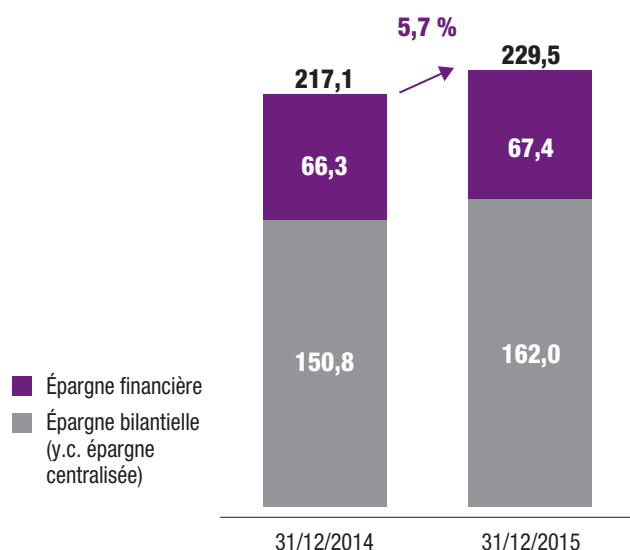
L'activité est dynamique sur l'ensemble des marchés : les encours de dépôts de particuliers présentent une augmentation de + 4,6 %, et ceux des autres marchés de + 7,4 %.

Les placements de la clientèle des particuliers s'orientent toujours vers les produits d'épargne bilantielle. La croissance est portée notamment par les dépôts à vue (+ 10,5 % à 20,7 milliards d'euros à fin 2015) et l'épargne-logement (+ 9,5 % à 17,8 milliards d'euros), impactée directement par la baisse des taux depuis le 1^{er} février 2015. Les livrets affichent une progression moindre (+ 3,9 % soit +1,7 milliard sur un an) : les encours des livrets ordinaires progressent de

+ 7,7 % à 20,1 milliards d'euros en 2015, et ceux du Livret A de + 1,3 % pour atteindre 9,8 milliards d'euros à fin 2015. En revanche, les encours du Livret d'Épargne Populaire restent quasi-stables (+ 0,2 % à 2,0 milliards d'euros) ainsi que ceux du Livret de Développement Durable (0,1 % à 8,3 milliards d'euros).

La clientèle des professionnels, entreprises et institutionnels contribue également fortement à la progression de l'épargne bilantielle : elle continue notamment à favoriser les produits tels que les comptes à terme (+ 7,0 % à 27,2 milliards d'euros à fin 2015) ainsi que les dépôts à vue (+ 14,9 % à 40,9 milliards d'euros à fin 2015).

➔ ENCOURS D'ÉPARGNE (EN MILLIARDS D'EUROS)



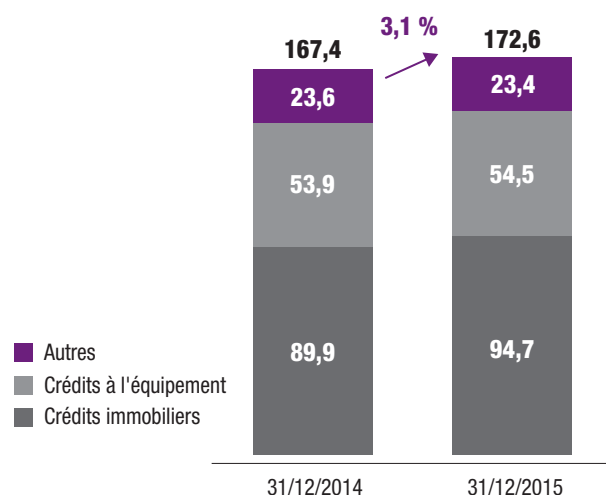
Progression des encours de crédit de + 3,1 % dans une conjoncture économique toujours peu porteuse

Les Banques Populaires confirment leur rôle actif dans le financement de l'économie, avec une progression annuelle des encours de crédit de + 3,1 %, à 172,6 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

La progression des encours de crédit sur le marché des particuliers est portée par la croissance soutenue des encours des prêts à l'habitat (+ 5,4 % à 94,7 milliards d'euros), dans un contexte de taux bas qui favorise les rachats et les renégociations de crédits. Les crédits à la consommation concourent également à la progression des encours de crédits avec notamment une croissance de + 8,4 % des encours de crédits à la consommation qui s'établissent à 7,4 milliards d'euros à fin 2015.

Sur les marchés des professionnels, entreprises et institutionnels, les encours (y compris crédit-bail) résistent, et se stabilisent à près de 69,9 milliards d'euros à fin 2015 (- 0,4 %).

ENCOURS DE CRÉDIT (EN MILLIARDS D'EUROS)



Résultats financiers

Le produit net bancaire du réseau Banque Populaire s'élève à 6,5 milliards d'euros en 2015, en hausse de + 2,3 % par rapport à 2014 pro forma ⁽¹⁾ (+ 2,4 % hors variation de la provision épargne-logement).

en millions d'euros	2015	2014 pf	Variation	
			M€	%
Marge d'intérêt	4 052	4 153	(101)	(2,4) %
Commissions	2 483	2 344	139	5,9 %
Autres produits et charges	(29)	(138)	109	ns
PRODUIT NET BANCAIRE	6 506	6 359	147	2,3 %

La marge d'intérêt⁽¹⁾⁽²⁾ s'établit à 4,0 milliards d'euros (- 2,2 % hors variation de la provision épargne-logement). Les effets volumes positifs ne permettent pas de compenser l'érosion du taux de marge d'intermédiation sous l'effet des taux bas. Les commissions progressent quant à elles fortement (+ 139 millions d'euros, + 5,9 %) portées principalement par les commissions sur crédits liées aux indemnités de remboursements anticipés et aux commissions de renégociations. La hausse significative des autres produits et charges résulte essentiellement d'une plus-value de cession réalisée sur un immeuble de placement (+ 73,3 millions d'euros).

Les frais de gestion sont stables par rapport à 2014 pro forma traduisant la bonne maîtrise des charges par les établissements.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,2 milliards d'euros, en augmentation de + 7,2 %. En conséquence, le coefficient d'exploitation s'améliore de 1,5 point, à 65,8 %.

Le coût du risque s'améliore de 11,7 % par rapport à 2014 pro forma ⁽¹⁾ pour s'établir à - 0,6 milliard d'euros. Il s'élève à 36 points de base en 2015 en diminution de 5 points de base par rapport à 2014.

La contribution des Banques Populaires au résultat avant impôt du pôle Banque commerciale et Assurance s'élève à 1,6 milliard d'euros, en augmentation de 16,3 % d'euros par rapport à 2014 pro forma ⁽¹⁾.

LES CAISSES D'ÉPARGNE

Les Caisses d'Épargne ont maintenu au cours de l'exercice 2015 une activité dynamique et une implication soutenue dans le financement de l'économie française. La progression des clients particuliers bancarisés (+ 1,9 %), des clients professionnels actifs (+ 3,7 %) ainsi que des clients actifs entreprises (+ 6,6 %) illustre la stratégie d'équipement mise en place ces dernières années par le réseau.

Une progression dynamique des encours de dépôts bilantiels (hors épargne centralisée) de + 8,7 % ⁽³⁾

Dans un marché de l'épargne fortement concurrentiel, les Caisses d'Épargne voient leurs encours bilantiels (hors épargne centralisée) progresser par rapport à 2014 pour atteindre 212,8 milliards d'euros (+ 8,7 %, + 16,9 milliards d'euros). Les encours d'épargne financière progressent de + 2,4 % à 128,8 milliards d'euros, la décollecte toujours constatée sur les OPCVM (- 8,2 %, soit - 0,8 milliard d'euros) étant plus que compensée par la bonne performance sur l'assurance vie en 2015 (+ 3,3 %, + 3,8 milliards d'euros).

Sur le segment des particuliers, la hausse des encours s'élève à 3,6 milliards d'euros soit + 1,1 % en 2015. La baisse du taux du Livret A à son plus bas niveau historique, pénalise les livrets (- 5,4 %, soit - 6,0 milliards d'euros) au profit

(1) Le résultat de l'année 2014 est pro forma de l'évolution du périmètre de consolidation du groupe Crédit Coopératif.

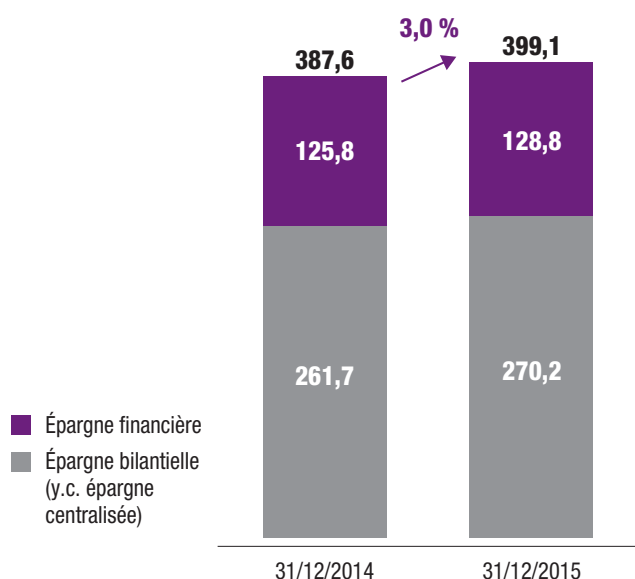
(2) Les commissions sur épargne centralisée sont retraitées de la marge d'intérêt et intégrées dans les commissions.

(3) Encours 2014 pro forma de l'intégration par la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse des banques ultra marines au second semestre 2015 (auparavant détenues par BPCE International).

des produits mieux rémunérés, notamment l'épargne-logement (+ 10,6 %, soit + 4,7 milliards d'euros) et l'assurance vie (+ 3,0 %, soit + 3,3 milliards d'euros), mais également des dépôts à vue (+ 6,9 % à 28,2 milliards d'euros).

Les encours d'épargne des marchés des professionnels, entreprises et institutionnels progressent de + 12,0 % à 74,0 milliards d'euros. L'épargne bilantielle demeure très dynamique en s'établissant à 66,7 milliards d'euros à fin 2015 (+ 13,1 %) portée essentiellement par les dépôts à vue (+ 24,0 % à 27,2 milliards d'euros) et les dépôts à terme (+ 11,6 % à 16,7 milliards d'euros). Les comptes sur livrets voient leurs encours progresser de 0,9 milliard d'euros en 2015 après une baisse en 2014. Les encours d'épargne financière augmentent de + 3,2 % à 7,3 milliards d'euros ; les supports d'OPCVM continuent de se réduire notamment sur les supports monétaires à 1,8 milliard d'euros tandis que les encours d'assurance vie progressent significativement de + 9,7 % à 5,5 milliards d'euros.

➡ ENCOURS D'ÉPARGNE (EN MILLIARDS D'EUROS)



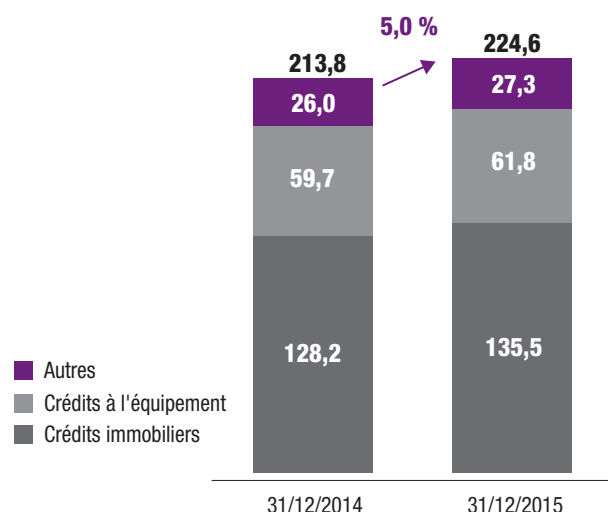
Une année 2015 marquée par une activité toujours soutenue des crédits ⁽¹⁾

Le réseau Caisse d'Epargne confirme encore une fois cette année son engagement dans le financement de l'économie et des régions avec une progression dynamique des encours de crédit (+ 5,0 % par rapport à 2014) à 224,6 milliards d'euros.

Sur le marché des particuliers, les encours de crédit progressent de + 6,4 % par rapport à 2014, à 131,8 milliards d'euros, sous l'effet de la hausse du crédit à l'habitat (+ 5,7 %), dont les volumes se maintiennent à un niveau élevé en 2015, du fait des taux bas, qui dynamisent l'activité.

Sur le marché des professionnels, entreprises et institutionnels, les crédits à l'équipement progressent de + 3,6 % à 61,8 milliards d'euros ; la dynamique constatée notamment sur les entreprises, marché de conquête, continue de porter cette évolution.

➡ ENCOURS DE CRÉDIT (EN MILLIARDS D'EUROS)



Résultats financiers

Le produit net bancaire du réseau Caisse d'Epargne s'établit à 7,3 milliards d'euros en 2015, en très légère augmentation de + 0,3 % par rapport à 2014 pro forma ⁽²⁾ (+1,1 % hors variation de la provision épargne-logement).

en millions d'euros	2015	2014 pf	Variation	
			M€	%
Marge d'intérêt	4 240	4 448	(208)	(4,7) %
Commissions	3 082	2 895	187	6,5 %
Autres produits et charges	(31)	(75)	44	ns
PRODUIT NET BANCAIRE	7 291	7 268	23	0,3 %

La marge d'intérêt ⁽²⁾⁽³⁾ hors variation de la provision épargne-logement affiche une baisse de - 3,4 % expliquée par la baisse du taux de marge d'intermédiation qui est impacté négativement par les taux d'intérêt bas ainsi que par les volumes importants de renégociation et de rachats externes au cours de l'année 2015. L'augmentation des volumes de crédits et d'épargne ne permet pas de compenser

la baisse du taux de marge d'intermédiation. La progression de + 6,5 % des commissions ⁽³⁾ s'explique notamment par une hausse des commissions sur crédits en lien avec les importants remboursements par anticipation et renégociations de crédits tout au long de l'année.

(1) Encours 2014 pro forma de l'intégration par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse des banques ultramarines au second semestre 2015 (auparavant détenues par BPCE International).

(2) Les résultats 2014 pro forma de l'intégration par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse des banques ultramarines au 2e semestre 2015 (auparavant détenues par BPCE International).

(3) Les commissions sur épargne centralisée sont retraitées de la marge d'intérêt et intégrées dans les commissions.

Les frais de gestion sont en légère augmentation de + 1,0 %, essentiellement portée par des coûts informatiques sur les projets groupe et par l'intégration des banques ultramarines dans le périmètre de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,5 milliards d'euros sur l'exercice 2015, soit une diminution de - 1,1 % par rapport à 2014 pro forma ⁽¹⁾. Le coefficient d'exploitation se dégrade de 0,5 point à 66,0 %.

Le coût du risque du réseau, à - 0,6 milliard d'euros, voit son niveau baisser de - 3,2 % et se maintient à un niveau bas de 26 points de base en 2015 (28 points de base en 2014 ⁽¹⁾).

La contribution des Caisses d'Epargne au résultat avant impôt du pôle Banque commerciale et Assurance atteint 1,9 milliard d'euros en 2015, pratiquement stable par rapport à 2014 pro forma ⁽¹⁾ (- 0,3 %).

AUTRES RÉSEAUX

Financement de l'Immobilier

Le groupe Crédit Foncier constitue l'essentiel du sous-pôle Financement de l'Immobilier, tant en termes de production que de résultats financiers.

Le Crédit Foncier a connu une activité commerciale dynamique durant l'année 2015. Il demeure le premier établissement prêteur aux ménages à revenus modestes. La production totale de crédits s'établit ainsi à 10,4 milliards d'euros pour l'année 2015, dont 8,1 milliards d'euros sur le segment des particuliers, soit une progression de 15 % par rapport à l'année 2014. L'année 2015 a été marquée par la reprise du marché à la fois dans l'ancien et le neuf. Cette nouvelle production s'est accompagnée d'une amélioration des marges.

La production de crédits sur le marché des investisseurs immobiliers et équipements publics s'élève à 2,3 milliards d'euros.

Pour l'année 2015, le produit net bancaire (PNB) du pôle Financement de l'Immobilier progresse de 4,3 % sur un an – retraité des éléments exceptionnels, dont l'impact CVA/DVA et la cession à BPCE, en septembre 2014, du portefeuille de RMBS.

Les frais de gestion, à 515 millions d'euros pour l'année 2015, diminuent de 5,7 % comparé à 2014, profitant notamment de la baisse conjointe des frais de personnel et des frais informatiques. La mutualisation de l'informatique du Crédit Foncier avec celle des Caisses d'Epargne a été opérée le 15 novembre 2015, dans le respect des délais et du budget arrêtés en 2012.

Le coût du risque, retraité de la cession des titres Heta Asset Resolution AG (affecté en Hors Métiers), ressort à 134 millions d'euros pour l'année 2015, en hausse de 21,6 % par rapport à 2014, dans un contexte économique difficile pour les ménages modestes.

Assurance, BPCE International et Banque Palatine

Concernant CNP Assurances, les résultats commerciaux et financiers 2015 sont sensiblement impactés par un effet change défavorable sur l'Amérique Latine et par divers effets périmètres (entrée de CNP Santander Insurance, sortie de CNP BVP).

Le chiffre d'affaires 2015 s'établit à 31,6 milliards d'euros, en hausse de 3,4 % à change et périmètre constants par rapport à 2014, cette évolution est principalement localisée en Amérique Latine, qui voit son chiffre d'affaires augmenter de + 32,0 % à change et périmètre constants, dans un contexte économique difficile, porté par l'ensemble des segments.

Le produit net d'assurance 2015 à 2,5 milliards d'euros est en hausse de 7,5% à change et périmètre constants, dont + 12,6 % sur l'Amérique Latine et + 4,6 % sur la France. Le résultat net 2015 s'établit à 1 130 millions d'euros en progression à change et périmètre constants de 10,7 % par rapport à 2014.

Concernant le groupe BPCE International (BPCE I), le résultat brut d'exploitation est en augmentation (+ 9,7 %) par rapport à 2014 porté par la bonne performance de la marge nette d'intérêt et des commissions. Sa contribution au résultat net du pôle atteint 18 millions d'euros contre 28 millions d'euros en 2014, pénalisée par la hausse du coût du risque (+ 31,6 %).

Enfin, la Banque Palatine voit sa contribution au résultat net du pôle augmenter de 10,6 % à 57 millions d'euros, contre 52 millions d'euros en 2014 sous l'effet, notamment de la bonne tenue des commissions et de la baisse du coût du risque (- 10,8 %).

(1) Les résultats 2014 sont pro forma de l'intégration par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse des banques ultramarines au 2^e semestre 2015 (auparavant détenues par BPCE International).

4.3.5 Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés

en millions d'euros	Épargne		BGC		Services Financiers Spécialisés		BGC, Épargne et SFS		Variation	
	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	M€	%
Produit net bancaire	3 515	2 822	3 056	2 804	1 307	1 266	7 878	6 892	986	14,3 %
Frais de gestion	(2 376)	(2 004)	(1 861)	(1 715)	(848)	(832)	(5 085)	(4 551)	(534)	11,7 %
Résultat brut d'exploitation	1 139	818	1 195	1 089	459	434	2 793	2 341	452	19,3 %
Coefficient d'exploitation	67,6 %	71,0 %	60,9 %	61,2 %	64,8 %	65,7 %	64,5 %	66,0 %	-	(1,5) pts
Coût du risque	4	5	(198)	(186)	(59)	(76)	(253)	(257)	4	(1,6) %
Résultat des entreprises MEE	22	17	27	21	0	1	49	39	10	25,6 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(13)	0	0	0	15	(1)	2	(3)	ns
Résultat avant impôt	1 164	827	1 024	924	400	374	2 588	2 125	463	21,8 %

ÉPARGNE

Le pôle Épargne a renforcé en 2015 les synergies de ses métiers (gestion d'actifs, assurance, banque privée) avec les autres métiers de Natixis et les réseaux du Groupe BPCE. Dans la gestion d'actifs, Natixis Global Asset Management (NGAM) a finalisé l'acquisition de 71 % du groupe DNCA en juin 2015, renforçant ainsi sa position sur les marchés *retail* européens.

Les revenus du pôle Épargne progressent de 25 % sur un an à 3 515 millions d'euros (13 % à change constant) avec un effet de périmètre net de 109 millions d'euros (dont 108 millions d'euros relatif à DNCA).

Les charges progressent de 19 % (+ 8 % à change constant) avec la poursuite du développement de la gestion d'actifs qui se traduit notamment par l'acquisition sur l'année de la société de gestion DNCA, et pour le segment des assurances par la mise en œuvre du projet Assurément#2016 et l'ouverture du nouveau centre d'expertise et de relation client pour les activités des Caisses d'Épargne.

Les charges du pôle enregistrent un effet de périmètre net de 27 millions d'euros (dont 35 millions d'euros relatif à DNCA).

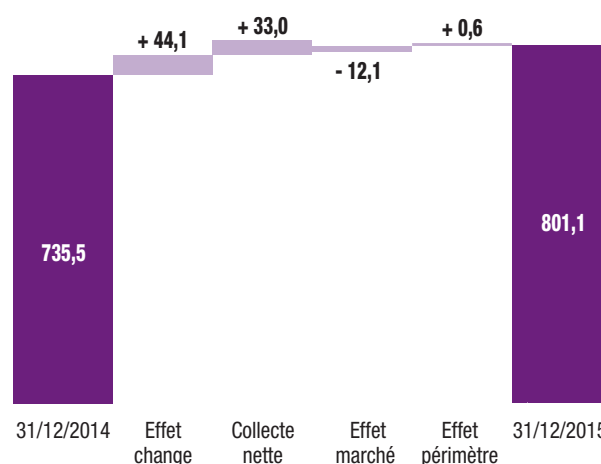
Le résultat brut d'exploitation progresse de 39 % (+ 26 % à change constant) à 1 139 millions d'euros.

Gestion d'actifs

Dans la continuité de l'année 2014, Natixis Global Asset Management (NGAM) a réalisé une nouvelle année record en 2015, tant en termes de résultats que de collecte.

Les encours sous gestion à fin décembre 2015 dépassent la barre des 800 milliards d'euros. Ils s'établissent à 801,1 milliards d'euros, en croissance de 21,5 milliards d'euros (+ 2,8 %) par rapport au 31 décembre 2014 à change constant, soutenus par une collecte nette qui atteint son plus haut niveau depuis 2006 en euros courants.

ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION EN 2015 (EN MILLIARDS D'EUROS)



La collecte nette de 33,0 milliards d'euros reflète le dynamisme de l'activité notamment en Europe :

- en Europe, la collecte nette de 20,3 milliards d'euros est essentiellement portée par Natixis Asset Management (NAM) sur les produits monétaires et obligataires et par H2O sur les supports diversifiés. La collecte de la société de gestion DNCA intégrée à mi-année, s'élève à 2,8 milliards d'euros ;
- aux États-Unis, la collecte nette de 11,9 milliards d'euros est essentiellement soutenue par Loomis sur les produits obligataires et actions et dans une moindre mesure par Alpha Simplex et Vaughan ;
- la collecte nette des sociétés de capital investissement s'élève à près de 500 millions d'euros.

Les encours moyens à 783,7 milliards d'euros en 2015 sont en progression de 6,9 % par rapport à 2014 (en euros constants).

Le taux de rémunération moyen des encours à 29,1 points de base est en progression sur un an. Le mix produits à fin 2015 confirme la prépondérance dans les encours des produits obligataires à 29,7 %, des produits assurances à 24,1 % ainsi que des produits actions à 22,4 %.

À fin 2015, le produit net bancaire à 2 755 millions d'euros est en progression de 29 % par rapport à la période de référence 2014 (soit + 13 % à change constant) soutenu par les commissions sur encours des sociétés de gestion aux États-Unis et en Europe et des commissions de surperformance pour les sociétés de gestion européennes (H2O, NAM et DNCA notamment). Hors effets de périmètre, la hausse du produit net bancaire est de 9 % sur l'année à change constant.

Les charges s'établissent à 1 900 millions d'euros, en hausse de 21 % par rapport à 2014 (+ 7 % à change constant) conséquence du développement de l'activité des entités de distribution et des sociétés de gestion aux États-Unis ainsi que du renforcement des charges en Europe (effets de périmètre et commissions de performance essentiellement). Hors effets de périmètre, les charges de la gestion d'actifs progressent de 6 % à change constant.

Assurances

En terme d'activité, 2015 a été marquée par une dynamique commerciale très satisfaisante dans la quasi-totalité des branches d'assurance.

Avec 4,2 milliards de primes, la collecte d'assurance vie recule de 3 % par rapport à 2014 : le métier et les réseaux de distribution ont privilégié les supports en unités de compte (UC), dont les primes sont en hausse de 36 % à 869 millions d'euros et représentent plus de 20,5 % de la collecte brute totale. À l'inverse, la collecte investie sur le fonds Euro recule de 10 % à 3,4 milliards d'euros, conséquence des moindres efforts déployés pour la promotion du fonds Euro dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas.

Les cotisations de prévoyance et d'assurance des emprunteurs (702 millions d'euros, soit + 12 %) maintiennent un rythme de croissance proche de celui constaté en 2014 (+ 15 %) : les activités de prévoyance individuelle affichent un net rebond des cotisations, l'activité d'assurance des emprunteurs maintenant un taux de croissance élevé (+ 13 %).

Sur des marchés matures et très concurrentiels, l'activité dommages a su profiter de l'entrée en vigueur de la loi Hamon, qui a constitué une opportunité réelle de gain de parts de marché pour des réseaux en phase de conquête : par rapport à 2014, les 1,2 million de nouveaux contrats acquis par les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne représentent une hausse de 6 %, portée par la hausse de 21 % du nombre des nouveaux contrats en automobile et en multirisques habitation.

Sur l'année, en l'absence d'événements financiers ou climatiques majeurs, le produit net bancaire des activités d'assurance atteint 584 millions d'euros, soit une hausse de 10 % par rapport à 2014.

Les charges d'exploitation sont en hausse de 10 % à 331 millions d'euros. Le projet Assurément#2016, destiné à déployer l'offre d'assurance vie et prévoyance dans le réseau Caisse d'Épargne à compter de 2016, pèse pour 11 millions d'euros en 2015.

Banque privée

À fin décembre 2015, la banque privée enregistre une collecte nette de 1 759 millions d'euros qui illustre la dynamique de l'activité notamment sur

la gestion de fortune internationale et sur la gestion privée « B to B » apportée par les réseaux.

Les encours gérés s'établissent à 28,0 milliards d'euros, en progression de 13 % sur l'exercice, compte tenu de la forte collecte et dans une moindre mesure d'un effet marché.

Sur l'année, le produit net bancaire du métier, à 145 millions d'euros, est en progression de 13 % par rapport à 2014 sous l'effet des commissions sur encours qui progressent de 10 %, du bon niveau de commissions de surperformance en hausse de 5,6 millions sur l'année et de la bonne dynamique des commissions de transaction.

Les charges s'établissent à 138 millions d'euros, en hausse de 8 % par rapport à 2014, hausse essentiellement sur les charges informatiques en lien avec la mise en production de projets informatiques et sur les frais de personnel variables en lien avec la croissance du résultat.

BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE (BGC)

En 2015, la Banque de Grande Clientèle de Natixis a mené des projets structurants dans tous ses métiers, conformément aux objectifs du plan stratégique New Frontier.

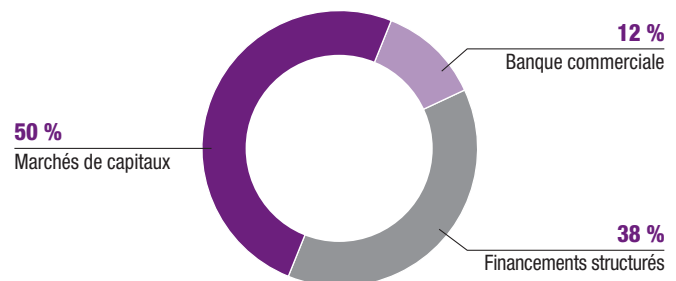
Elle a développé son expertise en matière d'accompagnement des entreprises et de couverture de leurs besoins, ce qui lui a permis de jouer un rôle de premier plan dans des opérations emblématiques telles que l'offre publique d'achat du conglomérat chinois Fosun sur le groupe Club Méditerranée.

En 2015, la banque a développé son activité de fusions et acquisitions en France auprès de la clientèle des *mid caps* et des fonds d'investissement, avec l'acquisition des activités françaises de Leonardo Et Co, rebaptisée Natixis Partners.

Elle a mené des opérations d'envergure et à forte valeur ajoutée dans les financements structurés, qu'il s'agisse des financements aéronautiques, d'exportations et d'infrastructure, des financements stratégiques et d'acquisition ou des financements immobiliers.

Natixis a continué de se développer à l'international. La plateforme Amériques a ainsi poursuivi sa stratégie d'expansion géographique en intensifiant sa présence en Amérique latine. En Asie Pacifique, Natixis a remporté des succès commerciaux notables.

POIDS DES MÉTIERS DANS LE PRODUIT NET BANCAIRE DU PÔLE BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE (HORS CPM ET DIVERS)



En 2015, le produit net bancaire de la Banque de Grande Clientèle s'élève à 3 056 millions d'euros, en croissance de 9 % par rapport à 2014.

Après retraitement des éléments exceptionnels relatifs aux activités de *fixed income* et trésorerie en 2014 (charge de 119 millions d'euros), les revenus sont en progression de 5 % à change courant. Ces éléments exceptionnels sont relatifs à un changement de méthodologie CVA/DVA/FVA en 2014.

Les revenus de la banque commerciale ressortent en repli de 13 % sur un an. Cette évolution provient d'une baisse marquée des marges. Les revenus tirés des activités de *global transaction banking* sont stables sur l'année. Pour les financements classiques, les taux de tirage sur les lignes de crédit s'inscrivent à un niveau toujours très bas de 12 %.

Les activités de financements structurés affichent des revenus en progression de 4,7 % sur un an à change courant.

Les revenus des activités de taux, crédit, change, matières premières et trésorerie sont en croissance de 15 % par rapport à 2014. Retraités des éléments exceptionnels inclus dans le produit net bancaire mentionnés ci-dessus en 2014, ils sont en croissance de 2 % à change courant.

Les activités actions réalisent un produit net bancaire de 537 millions d'euros, en progression de 26 % par rapport à l'année 2014.

En 2015, les charges de la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 1 861 millions d'euros, en augmentation de 8,5 % à change courant. Cette croissance, hors effet de variation des frais de personnel variable, tient pour 59 % aux plates-formes internationales en fort développement.

Le coefficient d'exploitation ressort à 60,9 % sur l'année 2015 en baisse de 0,3 point par rapport à 2014. Retraité des éléments exceptionnels de 2014 mentionnés ci-dessus, il se dégrade de 2,2 points.

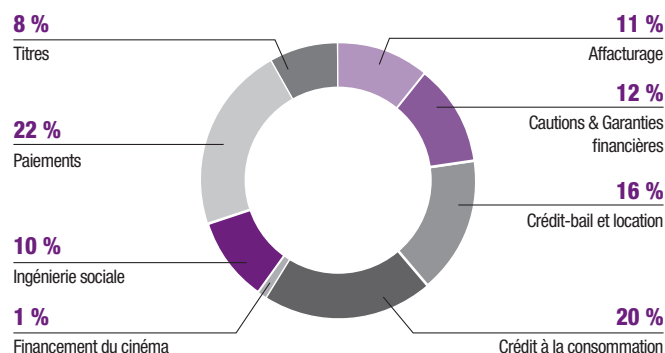
Le développement des activités est conduit avec une contrainte de gestion stricte du capital utilisé. Ainsi, au 31 décembre 2015, les risques pondérés fin de période (RWA) évalués selon les règles Bâle III s'établissent à 69,4 milliards d'euros contre 72,2 milliards d'euros fin 2014 et ce malgré un effet change défavorable.

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS (SFS)

Les métiers du pôle Services Financiers Spécialisés ont poursuivi l'intensification de leurs relations avec les réseaux du Groupe BPCE avec le déploiement de

nouvelles offres et de nouveaux outils adaptés aux évolutions de la distribution et des besoins des clients. L'année 2015 a ainsi été marquée par le déploiement de nouveaux produits dans les métiers de crédit renouvelable et d'affacturage et par le lancement de la carte à cryptogramme dynamique élaborée avec Natixis Payment Solutions. Cette technologie est une première mondiale.

➔ RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE DES MÉTIERS DE SFS EN 2015



Le produit net bancaire du pôle Services Financiers Spécialisés est en progression de 3 % dans un contexte économique français toujours difficile.

Les activités de financements spécialisés affichent une bonne dynamique globale, avec des revenus en progression de près de 7 %. Cautions et garanties enregistre une croissance de son produit net bancaire de 20 % avec une hausse marquée des primes acquises liée à la part importante des refinancements sur les crédits immobiliers aux particuliers. Les encours gérés du crédit à la consommation progressent de 11 % et les revenus de 1 %. Par ailleurs, les revenus des services financiers sont quasi-stables.

Les charges sont en hausse de 2 % par rapport à 2014. Au total, le résultat brut d'exploitation s'accroît de 6 %.

4.3.6 Participations financières

Les intérêts du groupe dans ses participations (dont Coface) sont identifiés dans le pôle Participations financières.

en millions d'euros	Participations financières		Variation	
	2015	2014 pf	M€	%
Produit net bancaire	845	830	15	1,8 %
Frais de gestion	(683)	(694)	11	(1,6) %
Résultat brut d'exploitation	162	136	26	19,1 %
Coefficient d'exploitation	80,8 %	83,6 %	--	(2,8) pts
Coût du risque	(18)	(10)	(8)	80,0 %
Résultat des entreprises MEE	14	(65)	79	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	83	(7)	90	ns
Résultat avant impôt	241	54	187	ns

Au sein du pôle Participations financières, la stratégie de désengagement s'est poursuivie avec la cession de 20,6 % du capital de Nexity et la cession de Kompass (Corporate Data Solutions).

Le résultat avant impôt des participations financières du Groupe BPCE s'élève à 241 millions d'euros en 2015, contre 54 millions d'euros en 2014. En 2015, le résultat avant impôt tient en particulier compte des impacts de cessions et du reclassement en actifs financiers disponibles à la vente de la participation résiduelle dans Nexity pour + 130 millions d'euros. Précédemment consolidée par la méthode de mise en équivalence, cette participation a été reclassée en actifs financiers disponibles à la vente à la date de perte d'influence notable. Ce reclassement a entraîné l'enregistrement de cette participation à sa juste valeur sur la base du cours de Bourse du titre Nexity au 30 juin 2015.

En 2014, le résultat avant impôt du pôle intégrait la dépréciation de Volksbank România de 79,4 millions d'euros de sa valeur d'équivalence correspondant à la dernière recapitalisation de cette participation.

COFACE

Le chiffre d'affaires annuel, à 1,5 milliard d'euros progresse de 3,4 %. À change et périmètre constants, il progresse de 1,2 % par rapport à l'année 2014 dans un environnement qui s'est particulièrement dégradé dans les pays émergents. L'assurance qui représente 95 % du chiffre d'affaires est en hausse de 3,6 % alors que l'affacturage est stable.

Les encours bruts d'assurance-crédit atteignent 453,4 milliards d'euros, en retrait de 6 % sur un an.

Le ratio de sinistres sur primes net de réassurance ressort à 52,5 % contre 50,4 % pour l'année 2014, soit une dégradation de 2,1 points.

Le produit net bancaire de l'année 2015 atteint 680 millions d'euros, en baisse de 1,3 % par rapport à 2014 et en recul de 2,2 % à change et périmètre constants (représentant en 2014 la sortie de la gestion des procédures publiques au Brésil et le coût des intérêts sur la dette hybride).

Le résultat brut d'exploitation est en retrait de 2 % (-6 % à change constant et périmètre comparable).

CORPORATE DATA SOLUTIONS (EX-COFACE ACTIVITÉS NON CŒUR)

Après la cession de Kompass intervenue en 2015, CDS ne regroupe plus que les entités suivantes : Ellisphère, Altus, Midt factoring et Graydon.

Le produit net bancaire de l'année 2015 atteint 82 millions d'euros, en retrait de 1 % par rapport à 2014. Retraité de la sortie de Kompass, le produit net bancaire augmente de 3 %.

NATIXIS PRIVATE EQUITY (NPE)

Natixis Private Equity détient majoritairement des parts de fonds et s'apparente aujourd'hui à un fonds de fonds. Par rapport au 31 décembre 2014, les encours en quote-part Natixis (ou *cash at risk*) sont en retrait de 48 % pour atteindre 101 millions d'euros à fin décembre 2015 et les engagements hors bilan, à 25 millions d'euros sont en baisse de 57 %.

Le produit net bancaire annuel reste négatif de 3 millions d'euros contre un montant négatif de 13 millions d'euros en 2014, lequel incluait un impact exceptionnel de - 10,9 millions d'euros de décote de sept fonds dont la cession s'est réalisée en 2015.

NATIXIS ALGÉRIE

Le produit net bancaire est en retrait de 3 % par rapport à 2014, à 67 millions d'euros. Hors effet change, le produit net bancaire ressort en hausse de 1 %.

4.3.7 Hors métiers

<i>en millions d'euros</i>	Hors métiers		Variation	
	2015	2014 pf	M€	%
Produit net bancaire	(226)	(380)	154	(40,5) %
Frais de gestion	(445)	(357)	(88)	24,6 %
Résultat brut d'exploitation	(671)	(737)	66	(9,0) %
Coefficient d'exploitation	ns	ns	--	--
Coût du risque	(158)	(31)	(127)	ns
Résultat des entreprises MEE	(3)	(66)	63	(95,5) %
Gains ou pertes sur autres actifs	2	71	(69)	(97,2) %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(19)	(52)	33	(63,5) %
Résultat avant impôt	(849)	(815)	(34)	4,2 %

Le résultat avant impôt généré par le pôle Hors métiers de - 849 millions d'euros en 2015 contre - 815 millions d'euros en 2014, comprend les principaux impacts suivants, en 2015 :

- la réévaluation de la dette propre à la juste valeur par résultat au titre du risque de crédit propre de 127 millions d'euros ;
- la contribution au fonds de résolution unique de - 106 millions d'euros ;
- la dépréciation des titres Heta Asset Resolution AG de - 104 millions d'euros ;
- l'impact des cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive de - 98 millions d'euros (issus du Crédit Foncier).

4.3.8 Analyse du bilan consolidé du Groupe BPCE

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	Variation 2015/2014	
			Md€	%
Caisse, banques centrales	71,1	79,0	(7,9)	(10,0) %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	174,4	229,3	(54,9)	(23,9) %
Instruments dérivés de couverture	15,8	16,4	(0,6)	(3,7) %
Actifs financiers disponibles à la vente	96,0	87,0	9,0	10,3 %
Prêts et créances sur les établissements de crédit	96,2	103,7	(7,5)	(7,3) %
Prêts et créances sur la clientèle	617,5	610,0	7,5	1,2 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7,5	9,6	(2,1)	(21,8) %
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10,7	11,2	(0,5)	(4,7) %
Actifs d'impôts et autres actifs	65,2	65,6	(0,4)	(0,6) %
Valeurs immobilisées	7,8	7,8	(0,0)	(0,2) %
Écarts d'acquisition	4,4	3,6	0,7	ns
ACTIF	1 166,5	1 223,3	(56,8)	(4,6) %
Banques centrales	0,0	0,0	0,0	ns
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	142,9	198,6	(55,7)	(28,0) %
Instruments dérivés de couverture	18,7	21,6	(2,9)	(13,5) %
Dettes envers les établissements de crédit	77,0	85,7	(8,7)	(10,1) %
Dettes envers la clientèle	499,7	473,2	26,5	5,6 %
Dettes représentées par un titre	223,4	250,2	(26,8)	(10,7) %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1,3	1,6	(0,3)	ns
Passifs d'impôts et autres passifs	54,9	51,3	3,6	7,0 %
Provisions techniques des contrats d'assurance	59,6	57,1	2,5	4,3 %
Provisions	5,7	5,6	0,1	ns
Dettes subordonnées	18,1	15,6	2,5	16,2 %
Capitaux propres part du groupe	57,6	55,3	2,3	4,2 %
Participations ne donnant pas le contrôle	7,6	7,4	0,2	ns
PASSIF	1 166,5	1 223,3	(56,8)	(4,6) %

Au 31 décembre 2015, le total du bilan consolidé du Groupe BPCE s'élève à 1 166,5 milliards d'euros, en baisse de 4,6 % par rapport au 31 décembre 2014. Le ratio du rendement des actifs s'élève en 2015 à 28 points de base.

VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS À L'ACTIF DU BILAN CONSOLIDÉ

Les principaux postes de l'actif sont composés des prêts et créances à la clientèle (52,9 % du total de l'actif au 31 décembre 2015) et aux établissements de crédit (8,2 %), des actifs financiers à la juste valeur par résultat (15,0 %), et des actifs financiers disponibles à la vente (8,2 %). L'ensemble de ces rubriques contribue ainsi à près de 84,4 % à la constitution de l'actif du groupe.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs financiers comprennent les opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur par résultat au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

La baisse des encours sur la période de 54,9 milliards d'euros se décompose en :

- une diminution des instruments dérivés de transactions (- 13,1 milliards d'euros) provenant notamment des opérations fermes (- 13,0 milliards d'euros) ;
- un recul du portefeuille de titres à revenu variable (- 2,2 milliards d'euros) ;
- un retrait du portefeuille de titres à revenu fixe (- 18,5 milliards d'euros) provenant notamment des effets publics (- 16,1 milliards d'euros) ;
- une baisse des titres reçus en pension (- 20,1 milliards d'euros).

Actifs financiers disponibles à la vente

Ces actifs financiers sont composés des obligations, des actions ainsi que des effets publics et valeurs assimilées qui ne sont pas classés dans les autres catégories de l'actif. Ils présentent un encours de 96,0 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 87,0 milliards d'euros fin 2014. La hausse constatée de 9,0 milliards d'euros s'explique par la progression des titres à revenu fixe (+ 7,7 milliards d'euros).

Prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit

Cette catégorie regroupe les actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif, corrigés des dépréciations éventuelles. L'encours global est stable sur la période et s'élève à près de 713,7 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

L'encours net des prêts et créances sur la clientèle est de 617,5 milliards d'euros, en progression de 7,5 milliards d'euros sur l'exercice (+ 1,2 %). Cette variation résulte principalement de la bonne tenue des métiers du groupe et en particulier de la Banque commerciale et Assurance. Il se traduit par une hausse des encours de crédit au logement (+ 8,7 milliards d'euros), des encours de crédit à l'équipement (+ 2,3 milliards d'euros) et des crédits de trésorerie (+ 2,7 milliards d'euros). A contrario, l'activité s'inscrit en retrait pour les valeurs et titres reçus en pension (- 2,9 milliards d'euros).

Le taux d'encours douteux sur encours bruts clientèle est de 3,7 % au 31 décembre 2015, stable par rapport au 31 décembre 2014, et les dépréciations constituées (y compris collectives) s'élèvent à 12,3 milliards d'euros.

L'encours net des prêts et créances sur les établissements de crédit atteint 96,2 milliards d'euros, en baisse de 7,5 milliards d'euros sur l'exercice (- 7,3 %). Cette évolution intègre la baisse des comptes et prêts à terme (- 9,0 milliards d'euros) et dans une moindre mesure celle des titres assimilés à des prêts et créances sur les établissements de crédit (- 1,2 milliard d'euros). Elle est en partie compensée par la progression des opérations de prises en pension (+ 3,4 milliards d'euros). Le taux d'encours douteux et les dépréciations constituées sont relativement stables sur la période.

VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS AU PASSIF DU BILAN CONSOLIDÉ

Le passif du bilan est constitué au 31 décembre 2015 à près de 85,8 % des éléments suivants :

- dettes envers la clientèle (42,8 %) et envers les établissements de crédit (6,6 %) ;
- dettes représentées par un titre (19,2 %) ;
- passifs financiers à la juste valeur par résultat (12,3 %) ;
- capitaux propres part du groupe (4,9 %).

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Au passif, ce portefeuille est constitué d'instruments de dette évalués en juste valeur à la date d'arrêté comptable en contrepartie du compte de résultat. Au 31 décembre 2015, il représente 142,9 milliards d'euros, affichant une

baisse de 55,7 milliards d'euros (- 28,0 %) sur la période. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse marquée des titres donnés en pension (- 30,3 milliards d'euros) et des dérivés de transactions (- 10,8 milliards d'euros) notamment sur les instruments de taux (- 7,9 milliards d'euros) et de change (- 2,1 milliards d'euros).

Dettes envers la clientèle et les établissements de crédit

Les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit sont de 576,7 milliards d'euros au 31 décembre 2015, et présentent une hausse de 17,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014.

Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 499,7 milliards d'euros, en hausse de 26,5 milliards d'euros sur 2015. Cette variation se décompose principalement en :

- une progression des comptes ordinaires créditeurs (+ 23,0 milliards d'euros) ;
- une baisse des comptes à vue et comptes à terme (- 2,6 milliards d'euros) ;
- une progression des placements sur les produits à régime spécial (+ 3,6 milliards d'euros) qui est portée par la bonne tenue de l'activité sur le plan épargne-logement (+ 6,7 milliards d'euros) mais qui souffre de la décollecte sur le Livret A (- 4,2 milliards d'euros) ;
- une hausse des opérations données en pension (+ 2,5 milliards d'euros).

Les dettes envers les établissements de crédit s'établissent à 77,0 milliards d'euros et s'inscrivent en retrait de 8,7 milliards d'euros sur l'exercice (- 10,1 %). Cette évolution intègre la baisse des emprunts et comptes à terme (- 4,0 milliards d'euros), des titres donnés en pension (- 4,2 milliards d'euros).

Dettes représentées par un titre

Ces dettes s'établissent à 223,4 milliards d'euros au 31 décembre 2015, en retrait de 26,8 milliards d'euros sur la période. Une tendance qui s'explique par l'évolution des titres du marché interbancaire et des titres de créances négociables (- 26,8 milliards d'euros).

Capitaux propres

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 57,6 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 55,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Cette évolution intègre en particulier :

- le résultat de la période : + 3,2 milliards d'euros ;
- la variation de capital : + 1,0 milliard d'euros correspondant aux émissions nettes des remboursements de parts sociales du réseau Banque Populaire et du réseau Caisse d'Epargne.

4.4 Données financières du groupe BPCE SA

4.4.1 Résultats du groupe BPCE SA

La formation du résultat du groupe BPCE SA s'entend après retraitement des contributions des entités non consolidées dans ce périmètre.

En 2015, le passage entre le résultat net du Groupe BPCE et celui du groupe BPCE SA se résume ainsi :

en millions d'euros	2015
RÉSULTAT NET DU GROUPE BPCE	3 242
Entités non consolidées ou consolidées selon une méthode différente *	(2 459)
Autres éléments	7
RÉSULTAT NET DU GROUPE BPCE SA PRO FORMA	790

* Dont notamment Banques Populaires, Caisses d'Épargne et leurs filiales consolidées, Nexity.

Le groupe affiche un résultat de 790 millions d'euros en 2015 pro forma ⁽¹⁾ en hausse de 13,7 % par rapport à 2014 pro forma.

en millions d'euros	Banque commerciale et Assurance *		Epargne, BGC et SFS		Participations financières		Hors métiers		groupe BPCE SA	
	2015 pf	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015 pf	2014 pf
Produit net bancaire	1 584	1 423	7 878	6 892	828	830	(449)	(525)	9 841	8 620
Frais de gestion	(947)	(956)	(5 085)	(4 551)	(681)	(693)	(427)	(358)	(7 140)	(6 558)
Résultat brut d'exploitation	637	467	2 793	2 341	147	137	(876)	(883)	2 701	2 062
Coefficient d'exploitation	59,8 %	67,2 %	64,5 %	66,0 %	82,2 %	83,5 %	ns	ns	72,6 %	76,1 %
Coût du risque	(210)	(183)	(253)	(257)	(18)	(10)	(103)	6	(584)	(444)
Résultat des entreprises MEE	189	182	49	39	(3)	(78)	(9)	(88)	226	55
Gains ou pertes sur autres actifs	(20)	1	(1)	2	(28)		2	73	(47)	76
Variations de valeurs des écarts d'acquisition							(1)	(51)	(1)	(51)
Résultat avant impôt	596	467	2 588	2 125	98	49	(987)	(943)	2 295	1 698
Impôts sur le résultat	(185)	(107)	(852)	(683)	(45)	(53)	125	245	(957)	(598)
Participations ne donnant pas le contrôle	(13)	(17)	(571)	(441)	(49)	(42)	85	95	(548)	(405)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	398	343	1 165	1 001	4	(46)	(777)	(603)	790	695

* Hors Banques Populaires, Caisses d'Épargne et leurs filiales consolidées.

Les performances de la Banque commerciale et Assurance en résultat net part du groupe affichent une progression de 55 millions d'euros par rapport à 2014 pro forma, reflet des bonnes performances de l'ensemble des sous-pôles des Autres réseaux en 2015.

Le pôle Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés affiche, avec un résultat de 1 165 millions d'euros, en croissance de 16,4 % par rapport à 2014, soutenue principalement par une activité dynamique de l'Épargne.

La hausse des résultats du pôle Participations financières correspond notamment à un effet base lié à la dépréciation des titres Volksbank România pour - 79 millions d'euros en 2014.

Le résultat net part du groupe du pôle Hors métiers comprend un impact de la réévaluation de la dette propre senior à la juste valeur par résultat au titre du risque de crédit propre de + 58 millions d'euros ; des cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive de - 61 millions d'euros ; la contribution au fonds de résolution unique de - 54 millions d'euros et la dépréciation des titres Heta Asset Resolution AG de - 64 millions d'euros.

(1) Le résultat de l'année 2015 et celui de 2014 sont pro forma du transfert par BPCE International à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse de l'intégralité des participations qu'elle détenait au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon.

4.4.2 Analyse du bilan consolidé du groupe BPCE SA

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	Variation 2015/2014	
			Md€	%
Caisse, banques centrales	62,7	74,1	(11,4)	(15,4) %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	176,7	234,4	(57,7)	(24,6) %
Instruments dérivés de couverture	14,0	14,2	(0,2)	ns
Actifs financiers disponibles à la vente	58,5	49,4	9,0	18,2 %
Prêts et créances sur les établissements de crédit	119,9	126,1	(6,2)	(4,9) %
Prêts et créances sur la clientèle	219,9	231,5	(11,6)	(5,0) %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,4	8,1	(1,7)	(21,2) %
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3,7	4,3	(0,6)	ns
Actifs d'impôts et autres actifs	55,3	55,5	(0,2)	ns
Valeurs immobilisées	3,3	3,3	0,0	ns
Écarts d'acquisition	3,7	3,0	0,8	ns
ACTIF	724,1	803,8	(79,7)	(9,9) %
Banques centrales	0,0	0,0	0,0	ns
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	147,7	205,1	(57,4)	(28,0) %
Instruments dérivés de couverture	12,5	14,0	(1,5)	(10,7) %
Dettes envers les établissements de crédit	114,3	119,9	(5,6)	(4,7) %
Dettes envers la clientèle	83,4	79,2	4,2	5,3 %
Dettes représentées par un titre	214,1	239,1	(25,0)	(10,5) %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1,2	1,5	(0,3)	ns
Passifs d'impôts et autres passifs	49,4	47,0	2,4	5,0 %
Provisions techniques des contrats d'assurance	53,0	50,8	2,3	4,5 %
Provisions	2,6	2,7	(0,1)	ns
Dettes subordonnées	18,4	15,9	2,5	15,4 %
Capitaux propres part du groupe	20,0	21,2	(1,2)	(5,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	7,5	7,3	0,2	2,3 %
PASSIF	724,1	803,8	(79,7)	(9,9) %

Au 31 décembre 2015, le total du bilan consolidé du groupe BPCE SA s'élève à 724,1 milliards d'euros, en baisse de 9,9 % par rapport au 31 décembre 2014. Le ratio du rendement des actifs s'élève en 2015 à 11 points de base.

Cette baisse s'explique principalement par les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat, respectivement à - 57,7 milliards d'euros et - 57,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014, aux prêts et créances sur la clientèle

(- 11,6 milliards d'euros), aux actifs banques centrales (- 11,4 milliards d'euros) et aux dettes représentées par un titre (- 25,0 milliards d'euros).

Par ailleurs, les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 20,0 milliards d'euros au 31 décembre 2015, ils sont en baisse par rapport au 31 décembre 2014. L'évolution de la période intègre notamment le résultat de la période soit + 0,8 milliard d'euros.

4.5 Investissements

4.5.1 En 2015

BPCE n'a pas réalisé d'investissement significatif (investissement supérieur à un milliard d'euros nécessitant la majorité qualifiée du conseil de surveillance) au cours de l'exercice.

4.5.2 En 2014

BPCE n'a pas réalisé d'investissement significatif (investissement supérieur à un milliard d'euros nécessitant la majorité qualifiée du conseil de surveillance) au cours de l'exercice.

4.5.3 En 2013

BPCE n'a pas réalisé d'investissement significatif (investissement supérieur à un milliard d'euros nécessitant la majorité qualifiée du conseil de surveillance) au cours de l'exercice.

4.6 Événements post clôture

Acquisition d'une participation majoritaire dans la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company

Le 10 février 2016, le groupe Natixis a annoncé la conclusion d'un accord pour l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company (« PJSC »). Peter J. Solomon et ses associés

poursuivront leur activité et conserveront une position significative dans la société. Peter J. Solomon Company est une société créée en 1989, spécialisée dans la délivrance de conseils indépendants en fusions-acquisitions, opérations de haut de bilan et restructurations, à destination d'entreprises cotées et non cotées. La société qui compte une cinquantaine de banquiers, a conseillé plus de 500 transactions depuis sa création. L'acquisition de PJSC contribuera ainsi à la poursuite du développement de la plate-forme Amériques de Natixis.

4.7 Perspectives pour le Groupe BPCE

Prévisions pour 2016 : résilience européenne et française

En 2016, la croissance mondiale progresserait d'environ 3 %, pratiquement au même rythme qu'en 2015. La volatilité s'est en effet accrue avec l'apparition de nouveaux risques, en dépit du rééquilibrage mondial en faveur des pays avancés : le ralentissement chinois, avec la fin du surinvestissement ; l'amorce complexe de la normalisation monétaire américaine, avec l'éventualité induite d'un krach obligataire ; la question lancinante de la stabilité de la construction européenne, avec la persistance de disparités économiques structurelles entre les différents pays, avec la gestion de la crise des réfugiés, avec le « Brexit » et peut-être encore le « Grexit », sans parler en début janvier de la rechute anormalement corrélée des prix du pétrole et des marchés boursiers...

Cependant, les États-Unis, soutenus sans accélération par leur demande privée, tireraient toujours l'activité mondiale, en l'absence de menace inflationniste. Face au recul continu du chômage américain, la Fed augmenterait graduellement son principal taux directeur de 25 points de base par trimestre pour le porter au maximum à 1,5 % fin 2016, tout en empêchant une trop vive appréciation du dollar, à moins qu'elle ne fasse dès mars 2016 une pause à 0,75 % de neutralité politique jusqu'à l'élection présidentielle. Tout comme le Japon, la zone euro bénéficierait d'une monnaie dépréciée et du niveau encore incroyablement faible des taux d'intérêt, que l'intensification par la BCE de sa politique quantitative ultra-accommodante d'achat d'actifs et de taux négatif de la facilité de dépôt a provoqués. Outre la tendance à l'assouplissement budgétaire, s'y ajouterait la restitution de pouvoir d'achat issue de l'allègement de la facture pétrolière, en dépit d'un redressement très modéré des cours du pétrole à partir du second semestre. Les effets conjugués du change et du pétrole contribueraient probablement encore à la moitié de la croissance européenne. La progression timide du crédit privé et de l'inflation éloignerait davantage le spectre déflationniste, la hausse des prix (0,8 %) demeurant néanmoins très en deçà de la cible de 2 %. L'Allemagne et l'Espagne seraient les principales locomotives, ainsi que la redynamisation du commerce intra-européen. Une reprise durable de l'investissement productif resterait toutefois la condition indispensable au redémarrage d'un cycle de croissance auto-entretenue en Europe, pour relayer à court terme le sursaut probablement temporaire de la consommation des ménages. La croissance de la zone euro (1,5 % l'an) se situerait en dessous de celle des États-Unis (2,4 %) et du Royaume-Uni (2,1 %), mais supérieure à celle de la France (1,2 %), en raison des retards dans les réformes structurelles.

La France profiterait encore mécaniquement de ces circonstances extérieures exceptionnelles, tout en maintenant un retard relatif vis-à-vis de l'Europe, singulièrement en termes d'ajustements budgétaires. L'activité ne parviendrait pourtant pas à se renforcer davantage, en raison de la faiblesse sous-jacente des facteurs d'offre, qu'il s'agisse de l'investissement ou de l'emploi. Le taux de chômage se stabiliserait à un niveau élevé de 10 % pour la Métropole, du fait d'une croissance limitée. L'investissement productif ne reprendrait que timidement, en dépit de l'amélioration des perspectives de demande et des conditions favorables de financement, avec la hausse des marges des entreprises et un accès au crédit facilité par les mesures de politique monétaire. Les exportations et la consommation, pourtant en moindre progression qu'en 2015, seraient les moteurs essentiels. La hausse du pouvoir d'achat serait freinée par celle de l'inflation, qui remonterait à environ 0,7 % en moyenne annuelle. Le déficit public ne reculerait que modérément à 3,6 % du PIB.

Les taux longs américains, allemands et français ont vu se distendre leurs relations traditionnelles avec l'économie réelle, du fait de l'abondance de liquidités et de la pénurie ⁽¹⁾ de valeurs refuges. Le spectre déflationniste s'éloignant, ils se redresseraient de manière très graduelle, plus nettement aux États-Unis et au Royaume-Uni qu'au Japon et dans la zone euro, en lien avec la différence de rythme conjoncturel et la divergence désormais nettement plus marquée de stratégie monétaire de part et d'autre de l'Atlantique. En Europe, le maintien de la facilité de dépôt à - 0,3 % et les rachats mensuels d'actifs par la BCE limiteraient aussi d'autant plus les velléités de hausse des taux longs que l'inflation ne progresserait que très faiblement et que la croissance ne s'accélérerait pas. Cependant, à l'exemple du passé récent, la volatilité resterait importante, du fait du risque de sur-réaction avec des taux d'intérêt encore particulièrement bas. L'OAT 10 ans atteindrait une moyenne annuelle de 1,1 % en 2016, contre moins de 0,35 % le 16 avril 2015 et 0,84 % en 2015. L'euro, à environ 1,08 dollar, demeurerait largement sous sa parité de pouvoir d'achat.

Évolutions réglementaires récentes et perspectives

La directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (BRRD) est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Elle propose, à l'échelle des 28 pays de l'Union, un cadre pour la résolution des crises bancaires, établissant les étapes et pouvoirs nécessaires, afin que les faillites des banques européennes soient gérées de façon à préserver la stabilité financière et à réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes en cas d'insolvabilité.

Cette directive introduit, à partir du 1^{er} janvier 2016, un système de renflouement interne (*bail-in*), afin que les contribuables ne soient pas les premiers à financer la faillite d'une banque, mais les actionnaires puis si nécessaire les créanciers selon leur rang de priorité prédéfini, en transformant leur dette en capital afin de reconstituer les fonds propres de l'établissement par absorption des pertes. Afin de garantir qu'une banque détienne un niveau minimum de dette mobilisable pour le renflouement interne, un niveau minimal de fonds propres et de dettes éligibles (MREL – *minimum requirement for own funds and eligible liabilities*) sera fixé par chaque autorité de résolution, en concertation avec le superviseur et l'Autorité bancaire européenne (ABE). La BRRD prévoit également que chaque État membre se dote d'un fonds national de résolution, d'un montant équivalent à 1 % des dépôts garantis, à constituer en dix ans, à compter du 1^{er} janvier 2015.

Au niveau international, le Conseil de stabilité financière (FSB) souhaite imposer aux banques globalement systémiques (G-SIBs) un coussin supplémentaire d'instruments mobilisables et convertibles qui s'ajouterait aux exigences actuelles de fonds propres pour constituer une capacité totale d'absorption des pertes (TLAC ou *Total loss absorbing capacity*). L'objectif du TLAC paraît proche de celui couvert par le MREL, puisqu'il s'agit de s'assurer que chaque banque systémique se dotera d'une capacité lui permettant de poursuivre ses activités essentielles pour l'économie, même après une perte qui aurait englouti la totalité de son capital réglementaire.

Le FSB a publié en novembre 2015 le calibrage final du TLAC : l'ensemble des instruments éligibles au TLAC devra être équivalent à au moins 16 % des risques pondérés au 1^{er} janvier 2019 et à au moins 6 % du dénominateur du ratio de levier. À partir du 1^{er} janvier 2022, le TLAC devra être équivalent à 18 % des risques pondérés et 6,75 % du dénominateur du ratio de levier. Le FSB impose que les dettes éligibles au TLAC soient subordonnées à certains

(1) Les obligations publiques de ces pays sont d'ailleurs recherchées de manière accrue par les banques commerciales pour des raisons réglementaires.

éléments du passif, avec pour conséquence une non éligibilité au TLAC de la dette *senior unsecured* des établissements européens sous sa forme actuelle et sauf changement législatif (hors tolérance de 2,5 % des risques pondérés début 2019 puis 3,5 % début 2022). En France, le gouvernement a annoncé le 27 décembre 2015 son intention de modifier par la loi la hiérarchie des créanciers des banques en cas de difficultés, afin de faciliter la mise en œuvre de renflouement interne. La dette *senior unsecured* non structurée à plus d'un an sera ainsi divisée en deux catégories : une préférence serait octroyée à l'ensemble des créanciers qui relèvent de l'actuelle classe *senior unsecured* et les établissements pourraient continuer à émettre des titres de créance dans cette catégorie, à compter de l'entrée en vigueur de la loi ; une nouvelle catégorie de titres, éligibles au TLAC, serait créée ; ces titres constitueraient une nouvelle tranche, après les instruments subordonnés et avant la catégorie des instruments de passif dits « préférés ». Par ailleurs, toute la dette court terme (de moins d'un an) serait obligatoirement émise au rang « préféré ».

Ces mesures sont complétées pour la zone euro par le règlement du 15 juillet 2014 établissant un mécanisme de résolution unique (MRU) et un fonds de résolution unique (FRU). Celui-ci sera constitué progressivement sur une période de huit ans (2016-2023) pour atteindre un montant équivalent à 1 % des dépôts garantis de l'ensemble des établissements assujettis au MRU, soit approximativement 55 milliards d'euros. La contribution de chaque banque est calculée selon une méthode tenant à la fois compte de la taille de l'établissement, mais aussi de son profil de risque. Cette contribution constitue dès 2015 une charge significative pour les établissements français (l'accord intergouvernemental permet en effet aux fonds de résolution nationaux de percevoir les contributions à compter du 1^{er} janvier 2015 ; ces fonds seront ensuite progressivement mutualisés au sein du FRU, à compter du 1^{er} janvier 2016).

La directive européenne relative à la garantie des dépôts, refondue en 2014 (directive 2014/49/UE du 16 avril 2014) a été transposée par l'ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015 et par cinq arrêtés en date du 27 octobre, qui organisent les nouvelles règles de mise en œuvre de la garantie des dépôts bancaires et de fonctionnement du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR). Il est notamment prévu une réduction du délai d'indemnisation des déposants, le portant à sept jours à compter du 1^{er} juin 2016, au lieu de vingt jours actuellement.

En novembre 2015, la Commission européenne a publié sa proposition de règlement visant la mise en place d'un système de garantie des dépôts bancaires à l'échelle de la zone euro. Cette proposition prévoit une mise en place progressive du système en trois étapes s'étalant de 2017 à 2024. Dans un premier temps, jusqu'en 2020, le dispositif consisterait en une réassurance des systèmes de garantie des dépôts nationaux ; de 2020 à 2024, le système européen de garantie des dépôts deviendrait progressivement un système mutualisé, dit de coassurance, dont les contributions payées directement par les banques s'incrémenteraient de 20 % par an pour aboutir, en 2024, à un système européen de garantie des dépôts à proprement parlé. Ce mécanisme constituerait le troisième et dernier pilier de l'Union bancaire européenne, après la création d'un superviseur unique du système bancaire et d'un système européen de restructuration en cas de faillite des banques européennes.

Le projet européen de réforme structurelle des banques a franchi une étape importante le 19 juin 2015, avec le compromis adopté par les États membres. Cet accord, qui doit encore être examiné par le Parlement européen, prévoit notamment la séparation systématique de la négociation pour compte propre sur instruments financiers et sur matières premières et permet aux autorités de surveillance d'imposer aux banques la séparation entre leurs activités de dépôt et certaines activités de négociation jugées potentiellement risquées.

La taxe sur les transactions financières en Europe (TTFE), qui pourrait définir une assiette plus large que les taxes actuellement en vigueur dans certains pays européens, dont la France, est toujours en discussion au niveau des onze États membres de la coopération renforcée.

En matière de normes comptables, la norme IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplacera IAS 39 à compter du 1^{er} janvier 2018, amende et complète les dispositions sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, comprend un nouveau modèle de dépréciation basé sur les pertes attendues (alors que le modèle actuel repose sur un provisionnement des pertes avérées) et reprend les nouvelles dispositions sur la comptabilité de couverture générale qui avaient été publiées en 2013. Cette norme introduit un modèle comptable fondé sur un horizon à court terme, éloigné du modèle de banque commerciale et va induire des changements fondamentaux pour les établissements de crédit, concernant en particulier la dépréciation des actifs financiers.

Le comité de Bâle a par ailleurs publié fin 2014 deux documents consultatifs, portant respectivement sur un projet de révision en profondeur de l'approche standard de mesure du risque de crédit et sur la pérennisation d'exigences plancher de fonds propres pour les banques utilisant des modèles internes. Le comité compte également consulter sur la refonte de l'approche basée sur les notations internes du risque de crédit et souhaite finaliser l'ensemble du dispositif pour fin 2015.

Enfin, en novembre 2015, la Banque centrale européenne a publié un projet de règlement précisant les modalités d'application à l'échelon national des nouvelles règles bancaires (directives européennes pour certaines en cours de transposition), donnant ainsi le coup d'envoi d'un processus d'harmonisation des réglementations du système bancaire des 19 pays de la zone euro.

L'ensemble de ces nouvelles contraintes réglementaires, les évolutions structurantes en découlant et les politiques budgétaires et fiscales plus restrictives vont peser de manière significative sur la rentabilité de certaines activités et peuvent restreindre la capacité des banques à financer l'économie.

Dans ce contexte, la Commission européenne a ouvert, en janvier 2015, ses travaux sur l'union des marchés de capitaux (CMU). L'ambition de ce projet est de contribuer à stimuler l'emploi et la croissance dans l'Union européenne en facilitant l'accès aux financements de marché par les entreprises. Un Livre vert destiné à consulter toutes les parties intéressées (États membres, citoyens, PME, secteur financier...) a été publié en février 2015. La Commission a lancé le 30 septembre 2015 un plan d'action visant à favoriser l'intégration des marchés de capitaux dans l'UE. Le plan d'action s'articule autour des quatre grands principes suivants : élargir les possibilités offertes aux investisseurs, mettre les capitaux au service de l'économie réelle, favoriser la mise en place d'un système financier plus solide et plus résilient (en élargissant l'éventail des sources de financement et en augmentant les investissements à long terme) et approfondir l'intégration financière et accroître la compétitivité européenne. Le 10 novembre 2015, le Conseil européen a adopté les conclusions du plan d'action proposé par la Commission.

Perspectives pour le Groupe BPCE

Dans un contexte de redressement graduel, mais fragile de l'économie mondiale et dans un environnement réglementaire en profonde mutation, le Groupe BPCE reste mobilisé et poursuit résolument les actions engagées dans le cadre de son plan stratégique 2014-2017 : « Grandir autrement », plan de développement et de transformation du groupe, dont les enjeux sont le développement d'un nouveau modèle de relation client « physique » et « digital », le changement des modèles de refinancement, l'accélération de l'internationalisation du groupe, le développement des métiers mondiaux et la stratégie de différenciation, s'appuyant sur la structure coopérative du groupe.

5

RAPPORT FINANCIER

5.1 COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2015 226

5.1.1	Bilan consolidé	226
5.1.2	Compte de résultat consolidé	228
5.1.3	Résultat global	229
5.1.4	Tableau de variation des capitaux propres	230
5.1.5	Tableau des flux de trésorerie	232
5.1.6	Annexe aux états financiers du Groupe BPCE	233

5.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 326

5.3 COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DU GROUPE BPCE SA AU 31 DÉCEMBRE 2015 328

5.3.1	Bilan consolidé	328
5.3.2	Compte de résultat consolidé	330
5.3.3	Résultat global	331
5.3.4	Tableau de variation des capitaux propres	332
5.3.5	Tableau des flux de trésorerie	334
5.3.6	Annexe aux états financiers du groupe BPCE SA	335

5.4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 408

5.5 COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS BPCE 410

5.5.1	Rapport de gestion BPCE	410
5.5.2	Bilan et hors bilan	416
5.5.3	Compte de résultat	418
5.5.4	Notes annexes aux comptes individuels annuels	419

5.6 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 454

5.1 Comptes consolidés IFRS du Groupe BPCE au 31 décembre 2015

5.1.1 Bilan consolidé

ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Caisse, banques centrales	5.1	71 119	79 028
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	174 412	229 300
Instruments dérivés de couverture	5.3	15 796	16 396
Actifs financiers disponibles à la vente	5.4	95 984	86 984
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.6.1	96 208	103 744
Prêts et créances sur la clientèle	5.6.2	617 465	610 967
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		7 522	9 622
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5.7	10 665	11 195
Actifs d'impôts courants		1 119	629
Actifs d'impôts différés	5.9	4 988	5 828
Comptes de régularisation et actifs divers	5.10	55 383	53 853
Actifs non courants destinés à être cédés		22	209
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8.1	3 666	4 091
Immeubles de placement	5.11	2 020	1 998
Immobilisations corporelles	5.12	4 710	4 737
Immobilisations incorporelles	5.12	1 102	1 112
Écarts d'acquisition	5.13	4 354	3 605
TOTAL DES ACTIFS		1 166 535	1 223 298

PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Banques centrales			2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	142 904	198 598
Instruments dérivés de couverture	5.3	18 659	21 582
Dettes envers les établissements de crédit	5.14.1	77 040	85 701
Dettes envers la clientèle	5.14.2	499 711	473 540
Dettes représentées par un titre	5.15	223 413	250 165
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 301	1 629
Passifs d'impôts courants		362	302
Passifs d'impôts différés	5.9	878	392
Comptes de régularisation et passifs divers	5.16	53 699	50 278
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		9	106
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.17	59 562	57 111
Provisions	5.18	5 665	5 608
Dettes subordonnées	5.19	18 139	15 606
Capitaux propres		65 193	62 678
Capitaux propres part du groupe		57 632	55 290
Capital et primes liées		21 096	20 581
Réserves consolidées		31 172	30 937
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		2 122	865
Résultat de la période		3 242	2 907
Participations ne donnant pas le contrôle	5.21	7 561	7 388
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		1 166 535	1 223 298

5.1.2 Compte de résultat consolidé

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Intérêts et produits assimilés	6.1	28 114	29 643
Intérêts et charges assimilés	6.1	(17 055)	(18 101)
Commissions (produits)	6.2	11 208	9 953
Commissions (charges)	6.2	(2 049)	(1 832)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	2 405	1 565
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	6.4	746	671
Produits des autres activités	6.5	8 199	10 173
Charges des autres activités	6.5	(7 700)	(8 815)
Produit net bancaire		23 868	23 257
Charges générales d'exploitation	6.6	(15 399)	(15 440)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(849)	(890)
Résultat brut d'exploitation		7 620	6 927
Coût du risque	6.7	(1 832)	(1 776)
Résultat d'exploitation		5 788	5 151
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8.2	280	105
Gains ou pertes sur autres actifs	6.8	74	75
Variations de valeur des écarts d'acquisition	5.13	(19)	(52)
Résultat avant impôts		6 123	5 279
Impôts sur le résultat	6.9	(2 323)	(1 913)
Résultat net		3 800	3 366
Participations ne donnant pas le contrôle	5.21	(558)	(459)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		3 242	2 907

5.1.3 Résultat global

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net	3 800	3 366
Écarts de réévaluation sur régime à prestations définies	219	(342)
Effet d'impôt des écarts de réévaluation sur régimes à prestations définies	(76)	118
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat	(1)	(13)
Éléments non recyclables en résultat	142	(237)
Écarts de conversion	471	618
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	802	826
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	121	(387)
Impôts	(93)	(163)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	(16)	190
Éléments recyclables en résultat	1 285	1 084
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔTS)	1 427	847
RÉSULTAT GLOBAL	5 227	4 213
Part du groupe	4 527	3 534
Participations ne donnant pas le contrôle	700	679

5.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

en millions d'euros	Capital et primes liées			Réserves consolidées
	Capital ⁽¹⁾	Primes ⁽¹⁾	Titres supersubordonnés à durée indéterminée	
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2014	16 190	3 821	3 532	27 557
Distribution				(430)
Augmentation de capital	559			1 167
Remboursement de TSS			(246)	(225)
Rémunération TSS				(219)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾				(191)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	559		(246)	102
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				
Résultat de la période				
Résultat global				
Autres variations		11		(9)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2014	16 749	3 832	3 286	27 650
Affectation du résultat de l'exercice 2014				2 907
Effet de l'application de l'interprétation IFRIC 21 ⁽³⁾				46
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2015	16 749	3 832	3 286	30 603
Distribution				(379)
Augmentation de capital ⁽⁴⁾	512	3		438
Remboursement de TSS			(1 891)	(208)
Rémunération TSS				(144)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁵⁾				(184)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	512	3	(1 891)	(477)
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				
Résultat de la période				
Résultat global				
Autres variations ⁽⁶⁾				(349)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2015	17 261	3 835	1 395	29 777

- (1) Au 31 décembre 2015, les postes « Capital » et « Primes » sont composés du capital des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne respectivement à hauteur de 7 792 millions d'euros et 9 469 millions d'euros (7 410 millions d'euros et 9 339 millions d'euros au 31 décembre 2014) et des primes pour respectivement 950 millions d'euros et 2 885 millions d'euros (947 millions d'euros et 2 885 millions d'euros au 31 décembre 2014).
- (2) La dilution sans perte de contrôle dans le sous-groupe Coface a eu une incidence négative sur les capitaux propres part du groupe de 99 millions d'euros comptabilisée dans les réserves consolidées pour 71 millions d'euros et en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour 28 millions d'euros ainsi que la reconnaissance de participations ne donnant pas le contrôle de 1 023 millions d'euros dont 28 millions d'euros en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. La perte de contrôle dans le sous-groupe Nexity a eu une incidence négative sur les participations ne donnant pas le contrôle de 801 millions d'euros.
- (3) L'application de l'interprétation IFRIC 21 au 1^{er} janvier 2015 a eu un impact net d'impôt différé sur les capitaux propres part du groupe de + 46 millions d'euros et sur les participations ne donnant pas le contrôle de + 5 millions d'euros (cf. note 2.2).
- (4) Depuis le 1^{er} janvier 2015, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont procédé à des augmentations de capital de 515 millions d'euros (559 millions d'euros au cours de l'année 2014) qui se traduisent par une augmentation des postes « Capital » et « Primes » ; le groupe ne détient plus d'autocontrôle au 31 décembre 2015, la variation d'autocontrôle éliminé dans le poste « Réserves consolidées » sur l'exercice s'élève à 62 millions d'euros. Les capitaux propres des sociétés locales d'épargne sont présentés dans le poste « Réserves consolidées », nets des parts sociales des Caisses d'Epargne détenues. Les émissions de parts sociales réalisées depuis le 1^{er} janvier 2015 se traduisent par une augmentation des réserves de 509 millions d'euros.
- (5) Les options d'achat accordées par Natixis aux actionnaires minoritaires des entités DNCA France (cf. note 1.3) et Natixis Partners sont enregistrées en capitaux propres pour – 189 millions d'euros (- 135 millions d'euros en part du groupe et - 54 millions d'euros en part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle).
- (6) Dont - 424 millions d'euros (- 303 millions d'euros en part du groupe et - 121 millions en part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle) relatifs à la reconnaissance d'un impôt différé passif sur l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition (cf. note 2.2).

Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global					Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Variation de juste valeur des instruments							
Réserves de conversion	Écart de réévaluation sur passifs sociaux	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Résultat net part du groupe			
(220)	(62)	931	(410)		51 339	6 833	58 172
					(430)	(234)	(664)
					1 726	44	1 770
					(471)	(11)	(482)
					(219)		(219)
					(191)	303	112
					415	102	517
454	(207)	646	(266)		627	220	847
				2 907	2 907	459	3 366
454	(207)	646	(266)	2 907	3 534	679	4 213
					2	(226)	(224)
234	(269)	1 577	(676)	2 907	55 290	7 388	62 678
				(2 907)			
					46	5	51
234	(269)	1 577	(676)		55 336	7 393	62 729
					(379)	(395)	(774)
					953	5	958
					(2 099)		(2 099)
					(144)		(144)
					(184)		(184)
					(1 853)	(390)	(2 243)
282	126	690	187		1 285	142	1 427
				3 242	3 242	558	3 800
282	126	690	187	3 242	4 527	700	5 227
(29)					(378)	(142)	(520)
487	(143)	2 267	(489)	3 242	57 632	7 561	65 193

5.1.5 Tableau des flux de trésorerie

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat avant impôts	6 123	5 279
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	940	968
Dépréciation des écarts d'acquisition	19	52
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	3 606	2 929
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(146)	(8)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(858)	(855)
Produits/charges des activités de financement	137	0
Autres mouvements	2 933	(1 823)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	6 631	1 263
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(3 728)	(1 924)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	17 716	(17 600)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	(38 720)	14 535
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	672	(4 848)
Impôts versés	(1 154)	(1 797)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(25 214)	(11 634)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(12 460)	(5 092)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	1 666	12 865
Flux liés aux immeubles de placement	300	36
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(914)	(1 000)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	1 052	11 901
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽¹⁾	(2 267)	189
Flux de trésorerie provenant des activités de financement ⁽²⁾	2 456	6 195
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	189	6 384
Effet de la variation des taux de change (D)	3 287	4 384
FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	(7 932)	17 577
Caisse et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	79 028	60 411
Banques centrales (passif)	(2)	
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽³⁾	7 461	6 383
Comptes et prêts à vue	313	176
Comptes créditeurs à vue	(9 586)	(5 986)
Opérations de pension à vue	(2 133)	(3 480)
Trésorerie à l'ouverture	75 081	57 504
Caisse et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	71 119	79 028
Banques centrales (passif)	0	(2)
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽³⁾	7 293	7 461
Comptes et prêts à vue	107	313
Comptes créditeurs à vue	(9 061)	(9 586)
Opérations de pension à vue	(2 309)	(2 133)
Trésorerie à la clôture	67 149	75 081
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(7 932)	17 577

(1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprennent :

- le remboursement des titres supersubordonnés inscrits en capitaux propres pour - 2 099 millions d'euros (- 482 millions d'euros en 2014) ;
- la rémunération des titres supersubordonnés inscrits en capitaux propres pour - 184 millions d'euros (- 430 millions d'euros en 2014) ;
- les variations nettes de capital et primes des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne pour + 953 millions d'euros (+ 1 720 millions d'euros en 2014) ;
- l'impact des distributions pour - 774 millions d'euros (- 664 millions d'euros en 2014).

(2) Les flux de trésorerie provenant des activités de financements comprennent principalement :

- l'impact des émissions de titres et emprunts subordonnés pour + 3 869 millions d'euros (+ 6 981 millions d'euros en 2014) ;
- l'impact des remboursements de titres et emprunts subordonnés pour - 1 247 millions d'euros (- 1 778 millions d'euros en 2014).

(3) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

5.1.6 Annexe aux états financiers du Groupe BPCE

Note 1	Cadre général	235	Note 5	Notes relatives au bilan	258
1.1	Le Groupe BPCE	235	5.1	Caisse, banques centrales	258
1.2	Mécanisme de garantie	235	5.2	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	258
1.3	Événements significatifs	236	5.3	Instruments dérivés de couverture	261
1.4	Événements postérieurs à la clôture	236	5.4	Actifs financiers disponibles à la vente	261
Note 2	Normes comptables applicables et comparabilité	237	5.5	Juste valeur des actifs et passifs financiers	262
2.1	Cadre réglementaire	237	5.6	Prêts et créances	266
2.2	Référentiel	237	5.7	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	268
2.3	Recours à des estimations	238	5.8	Reclassements d'actifs financiers	268
2.4	Présentation des états financiers consolidés et date de clôture	238	5.9	Impôts différés	269
Note 3	Principes et méthodes de consolidation	238	5.10	Comptes de régularisation et actifs divers	269
3.1	Entité consolidante	238	5.11	Immeubles de placement	270
3.2	Périmètre de consolidation – méthodes de consolidation et de valorisation	239	5.12	Immobilisations	270
3.3	Règles de consolidation	240	5.13	Écarts d'acquisition	270
Note 4	Principes comptables et méthodes d'évaluation	241	5.14	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	272
4.1	Actifs et passifs financiers	241	5.15	Dettes représentées par un titre	273
4.2	Immeubles de placement	253	5.16	Comptes de régularisation et passifs divers	274
4.3	Immobilisations	253	5.17	Provisions techniques des contrats d'assurance	274
4.4	Actifs destinés à être cédés et dettes liées	254	5.18	Provisions	274
4.5	Provisions	254	5.19	Dettes subordonnées	275
4.6	Produits et charges d'intérêts	254	5.20	Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis	276
4.7	Commissions sur prestations de services	255	5.21	Participations ne donnant pas le contrôle	277
4.8	Opérations en devises	255	5.22	Variation des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	278
4.9	Opérations de location-financement et assimilées	255	Note 6	Notes relatives au compte de résultat	278
4.10	Avantages au personnel	256	6.1	Intérêts, produits et charges assimilés	278
4.11	Paielements fondés sur base d'actions	256	6.2	Produits et charges de commissions	279
4.12	Impôts différés	256	6.3	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	279
4.13	Activités d'assurance	257	6.4	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	280
4.14	Activités de promotion immobilière	257	6.5	Produits et charges des autres activités	280
4.15	Contributions aux mécanismes de résolution bancaire	257	6.6	Charges générales d'exploitation	281
			6.7	Coût du risque	281
			6.8	Gains et pertes sur autres actifs	282
			6.9	Impôts sur le résultat	282

Note 7	Expositions aux risques	283	Note 14	Compensation d'actifs et de passifs financiers	301
7.1	Risque de crédit et risque de contrepartie	283	14.1	Actifs financiers	301
7.2	Risque de marché	285	14.2	Passifs financiers	302
7.3	Risque de taux d'intérêt global et risque de change	286			
7.4	Risque de liquidité	286	Note 15	Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti	302
Note 8	Partenariats et entreprises associées	287			
8.1	Participations dans les entreprises mises en équivalence	287	Note 16	Intérêts dans les entités structurées non consolidées	303
8.2	Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	289	16.1	Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées	303
Note 9	Avantages au personnel	289	16.2	Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées	304
9.1	Charges de personnel	289	16.3	Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées	305
9.2	Engagements sociaux	289			
9.3	Paievements fondés sur base d'actions	293	Note 17	Périmètre de consolidation	306
Note 10	Information sectorielle	295	17.1	Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2015	306
10.1	Informations sectorielles relatives au compte de résultat	295	17.2	Opérations de titrisation	306
10.2	Informations sectorielles relatives au bilan	296	17.3	OPCVM garantis	307
10.3	Informations sectorielles par zone géographique	297	17.4	Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées	307
Note 11	Engagements	298	17.5	Périmètre de consolidation au 31 décembre 2015	307
11.1	Engagements de financement	298			
11.2	Engagements de garantie	298	Note 18	Implantations par pays	316
Note 12	Transactions avec les parties liées	298	18.1	PNB et effectifs par pays	316
12.1	Transactions avec les sociétés consolidées	298	18.2	Implantation des entités par pays	318
12.2	Transactions avec les dirigeants	299			
12.3	Relations avec les entreprises sociales pour l'habitat	299			
Note 13	Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer	299			
13.1	Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie	299			
13.2	Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue	300			

Note 1 Cadre général

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée détenue à 71,25 %, qui réunit l'Épargne, la Banque de Grande Clientèle et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus

efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MÉCANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107-6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2015 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R. 515-1 du code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Cessions de participations non stratégiques

Nexity

Le Groupe BPCE a poursuivi en 2015 la cession de blocs d'actions de Nexity, ces cessions s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique visant à réduire ou céder sa participation dans ses actifs non stratégiques. Le groupe a ainsi cédé 20,6 % du capital de Nexity au cours de l'année, pour un prix total de 413 millions d'euros.

La participation résiduelle du Groupe BPCE au capital de Nexity s'établit à 12,8 % au 31 décembre 2015.

Le Groupe BPCE qui disposait de 3 représentants au conseil d'administration de Nexity a démissionné en cohérence avec la réduction de sa participation au capital de cet actif non stratégique.

Précédemment consolidée par la méthode de mise en équivalence, cette participation a été reclassée en actifs financiers disponibles à la vente à la date de perte d'influence notable. Ce reclassement a entraîné l'enregistrement de cette participation à sa juste valeur sur la base du cours de Bourse du titre Nexity au 30 juin 2015, soit 35,20 euros.

L'intégralité de ces opérations impacte le résultat net consolidé du groupe à hauteur de + 130 millions d'euros avant impôts, présentés sur la ligne « Gains ou pertes sur autres actifs » pour + 111 millions d'euros et sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs financiers » pour + 19 millions d'euros.

Acquisition de participations : DNCA

Durant l'exercice 2015, Natixis, *via* Natixis Global Asset Management (NGAM), a finalisé l'acquisition du gestionnaire d'actifs DNCA Finance, ce qui entraîne pour NGAM un élargissement des expertises orientées vers la clientèle de détail.

NGAM détient 70,7 % du capital de DNCA Finance au 31 décembre 2015. Le management reste actionnaire aux côtés de NGAM et bénéficie, à partir de 2016, d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient une montée au capital progressive jusqu'à 100 %.

Natixis, au travers de NGAM, exerce le contrôle sur DNCA Finance suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel de 580 millions d'euros.

Cession des expositions sur la banque Heta Asset Resolution

Le 1^{er} mars 2015, l'Autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers (FMA-Finanzmarktaufsicht) a publié, dans le cadre de la loi fédérale sur l'assainissement et la résolution des banques (Bundesgesetz über die Sanierung und Abwicklung von Banken) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, un décret annonçant l'adoption de mesures de résolution consistant en un moratoire temporaire jusqu'au 31 mai 2016 sur une partie substantielle de la dette (capital et intérêts) de Heta Asset Resolution AG, anciennement dénommée Hypo Alpe Adria Bank International AG, qui est chargée de gérer en extinction certains actifs de Hypo Alpe Adria.

Les expositions du Groupe BPCE sur Heta Asset Resolution AG (portées par la Compagnie de Financement Foncier, filiale à 100 % du Crédit Foncier) correspondant à des titres émis à l'origine par Hypo Alpe Adria et bénéficiant d'une garantie accordée par le Land autrichien de Carinthie, s'élevaient à cette date à 260 millions d'euros (en valeur nominale).

Au premier trimestre 2015, suite au moratoire sur la dette de l'établissement, le groupe a provisionné cette exposition à hauteur de 50 % du nominal des titres. L'intégralité des intérêts courus et des réévaluations des composantes

taux positives ont également fait l'objet d'un provisionnement pour un total de - 142 millions d'euros.

Au second trimestre, conformément à sa politique de gestion des risques, la Compagnie de Financement Foncier a cédé l'intégralité de son exposition sur Heta. Les titres ayant été cédés à un prix supérieur au niveau provisionné, une reprise de provision de + 38 millions d'euros a alors été enregistrée. L'impact global est donc une charge nette en coût du risque d'un montant de - 104 millions d'euros.

Protocole – cadre général entre le Groupe BPCE et CNP Assurances

En 2014, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu un protocole d'accord préliminaire détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet de partenariat renouvelé à compter du 1^{er} janvier 2016. Les discussions intervenues ensuite ont abouti à la rédaction d'un protocole cadre général ainsi que des différents contrats spécifiques visés par ce dernier (« les nouveaux accords de partenariat ») qui ont été autorisés par le conseil de surveillance du 18 février 2015 et approuvés par l'assemblée générale du 22 mai 2015.

Ces nouveaux accords s'inscrivent dans le contexte de l'arrivée à échéance en date du 31 décembre 2015 des accords de distribution entre CNP Assurances et le Groupe BPCE et la décision de ce dernier de confier à Natixis Assurances la conception et la gestion de l'ensemble des contrats épargne et retraite qui seront distribués par le réseau Caisse d'Épargne à partir du 1^{er} janvier 2016.

Le partenariat, d'une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2016, comprend les volets suivants :

- la mise en place d'un partenariat privilégié en assurance des emprunteurs (ADE) collective entre CNP Assurances et Natixis Assurances d'une part, et l'ensemble des réseaux du Groupe BPCE d'autre part. Ce partenariat repose sur un accord de coassurance à hauteur de 66 % pour CNP Assurances et 34 % pour Natixis Assurances ;
- la mise en place de partenariats spécifiques en prévoyance avec (i) en prévoyance collective, le développement par CNP Assurances d'une offre couvrant les principaux risques des clientèles professionnelles et entreprises du Groupe BPCE, complétée d'un volet sur la dépendance, et (ii) en prévoyance individuelle, un partenariat ciblé sur les produits de dépendance et la garantie du locataire ;
- une diminution progressive de l'exposition de CNP Assurances sur les activités d'épargne et de retraite réalisées avec les Caisses d'Épargne comprenant l'arrêt des souscriptions nouvelles de manière progressive en 2016, la conservation des versements ultérieurs sur les affaires en stock et des mécanismes d'alignement d'intérêts entre CNP Assurances et le Groupe BPCE concernant la gestion de ces encours. Les encours d'épargne réalisés avec les Caisses d'Épargne sont cédés à Natixis Assurances au travers d'une réassurance en quote-part de 10 % y compris les reversements liés ;
- inversement, CNP Assurances réassure à hauteur de 40 % la production en matière de contrats épargne retraite euros distribués par le réseau Caisse d'Épargne et émis par Natixis sur la période 2016 à 2019.

Ces accords n'ont aucune incidence comptable significative sur les comptes consolidés du Groupe BPCE au 31 décembre 2015.

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Centralisation de l'épargne réglementée

Compte tenu de sa situation de liquidité favorable, le Groupe BPCE a décidé d'augmenter son taux de centralisation de l'épargne réglementée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération, engagée fin 2015 et effective le 4 janvier 2016, s'est traduite par une hausse de l'épargne centralisée par le groupe d'un montant de 12 milliards d'euros.

Les fonds collectés sur l'épargne réglementée (Livret A, LDD et LEP) et centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations sont présentés au sein des « Prêts et créances sur les établissements de crédit » (cf. note 5.6.1).

Acquisition d'une participation majoritaire dans la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company

Le 10 février 2016, le groupe Natixis a annoncé la conclusion d'un accord pour l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de la société de conseil

américaine Peter J. Solomon Company (« PJSC »). Peter J. Solomon et ses associés poursuivront leur activité et conserveront une position significative dans la société. Peter J. Solomon Company est une société créée en 1989, spécialisée dans la délivrance de conseils indépendants en fusions-acquisitions, opérations de haut de bilan et restructurations, à destination d'entreprises cotées et non cotées. La Société qui compte une cinquantaine de banquiers, a conseillé plus de 500 transactions depuis sa création. L'acquisition de PJSC contribuera ainsi à la poursuite du développement de la plate-forme Amériques du groupe Natixis.

Note 2 Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture ⁽¹⁾.

2.2 RÉFÉRENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2014 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et plus particulièrement :

Changement comptable concernant la première application de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes »

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Groupe BPCE applique IFRIC 21 « Taxes ». Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des droits ou des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint. Enfin, lorsque l'obligation de payer la taxe naît au 1^{er} janvier, cette dernière doit être enregistrée à compter de cette même date.

En date de première application, soit au 1^{er} janvier 2014, les effets de l'interprétation IFRIC 21 sont comptabilisés de façon rétrospective de la manière suivante :

- la Contribution Sociale de Solidarité (C3S) est désormais comptabilisée à la date du fait générateur de son exigibilité (1^{er} janvier), et non plus l'année de réalisation des revenus. L'annulation de la provision comptabilisée au 31 décembre 2013 par la contrepartie des capitaux propres impacte le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2014 ;
- la charge de C3S impacte le résultat de l'exercice 2014.

Les impacts de l'interprétation IFRIC 21 sur le bilan consolidé au 31 décembre 2014 sont non significatifs et concernent principalement les capitaux propres part du groupe pour un montant net d'impôt différé de + 46 millions d'euros en contrepartie des comptes de régularisation passif et des actifs d'impôts différés.

Changement comptable concernant le traitement en impôt différé de l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition

Le traitement comptable lié à l'amortissement fiscal de l'écart d'acquisition constaté lors de l'achat en 2000 du sous-groupe Nvest par Ixis Asset Management a été revu au cours de la période.

Pour rappel, conformément à la législation fiscale américaine, cet écart d'acquisition est amorti fiscalement sur une durée de 15 ans, créant une différence temporelle entre la valeur comptable de l'écart d'acquisition (non amortissable) et sa valeur fiscale (amortie au fil du temps).

En 2005, lors de la mise en œuvre des normes IFRS, il avait été considéré que le reversement de cette différence ne pourrait intervenir qu'en cas de cession de titres de la Holding US par NGAM ou en cas de cession partielle de titres d'affiliés, sous forme d'*equity deal*, réalisées depuis la France. Les plus-values en résultant étant dégagées en France et imposées suivant le régime fiscal français.

En conséquence, en application d'IAS 12.51 qui dispose qu'il convient de tenir compte du mode de règlement/recouvrement de la valeur des actifs pour évaluer les actifs et passifs d'impôt différé qui leur sont afférents, le traitement comptable appliqué jusqu'à présent dans les comptes consolidés du groupe a été de retenir le taux d'impôt applicable aux plus-values à long terme.

La publication par l'IFRIC, en juillet 2014, dans ses *Interpretations Committee Agenda Decisions*, d'une information complémentaire relative à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » apporte une clarification et conduit à considérer, qu'au-delà du § 51 de la norme IAS 12 qui prend en compte le mode de recouvrement ou de règlement des actifs (au cas présent, cession des titres depuis la France), il convient de constater un impôt différé passif à la fois sur la différence temporelle qui porte sur l'actif (ici l'écart d'acquisition) dans la filiale, sur la base de la fiscalité qui lui est applicable (*inside basis*) et sur la différence temporelle qui porte sur les titres consolidés (*outside basis*), né de l'écart entre la valeur comptable consolidée IFRS des titres et leur valeur fiscale (dès lors que la société n'a pas le contrôle du reversement de cette différence).

L'application de ce changement comptable a entraîné la constatation d'un impôt différé passif, au 1^{er} janvier 2015, d'un montant de 424 millions d'euros en contrepartie d'une diminution des capitaux propres comptables (- 383 millions d'euros en réserves consolidées et - 41 millions d'euros en réserves de conversion) correspondant à l'impôt différé sur l'*inside basis* explicité ci-avant. Une charge d'impôt différé passif a par ailleurs été enregistrée au titre de l'exercice 2015 (dernière année d'amortissement) pour - 33 millions d'euros. Le groupe continuera par ailleurs à ne pas constater d'impôt différé passif au titre de l'*outside basis* dans la mesure où il a le contrôle du reversement de la différence.

(1) Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

L'impact de ce changement sur les capitaux propres au 31 décembre 2014 est de - 424 millions d'euros dont - 347 millions d'euros en réserves consolidées, - 41 millions d'euros en réserves de conversion et une charge d'impôt additionnelle sur l'exercice 2014 de - 36 millions d'euros.

Cet impact se partage entre la part du groupe (- 303 millions d'euros) et la part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (- 121 millions d'euros).

Les capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2014 se seraient donc établis à 54 987 millions d'euros contre 55 290 millions d'euros publiés.

Compte tenu du caractère non significatif de l'incidence de ce changement, les périodes comparatives présentées dans les états financiers n'ont pas été modifiées.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelle norme IFRS 9

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui remplacera de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2018, la norme IAS 39. Cette nouvelle norme introduit :

- pour les actifs financiers, un nouveau modèle de classification fondé sur la nature de l'instrument (instrument de dette ou instrument de capitaux propres). Pour les instruments de dette, la norme revoit la séparation coût amorti/juste valeur, en se fondant sur le modèle de gestion des actifs et les caractéristiques des flux contractuels. Ainsi, seuls les instruments avec des caractéristiques simples ou standards pourront être éligibles à la catégorie coût amorti (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte) ou juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte et vente) ;
- pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, l'obligation d'enregistrer dans les autres éléments du résultat global, les variations de juste valeur afférentes au risque de crédit propre (sauf exceptions) ;
- un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les pertes attendues calculées sur l'ensemble des portefeuilles comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (recyclable) ;
- un modèle de comptabilité de couverture modifié, plus en adéquation avec les activités de gestion des risques.

Bien que la norme IFRS 9 n'ait pas encore été adoptée par l'Union européenne et compte tenu de l'importance des changements apportés par cette norme, le Groupe BPCE a engagé, dès le premier semestre 2015, des travaux d'analyse normative et de déclinaisons opérationnelles conduits dans le cadre d'une

organisation de projet faisant intervenir l'ensemble des métiers et fonctions supports concernés. Ces travaux se poursuivront en 2016 avec notamment, le lancement des développements informatiques nécessaires à la correcte mise en œuvre de la norme.

2.3 RECOURS À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2015, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations des prêts et créances sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 4.5) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 4.13) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10) ;
- les impôts différés (note 4.12) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 5.13).

2.4 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DATE DE CLÔTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2015. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le directoire du 4 février 2016. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 27 mai 2016.

Note 3 Principes et méthodes de consolidation

3.1 ENTITÉ CONSOLIDANTE

Conséquence de la structure du groupe telle que décrite dans la note 1, l'entité consolidante du Groupe BPCE est constituée :

- des Banques Populaires, à savoir les 16 Banques Populaires régionales, la CASDEN Banque Populaire et le Crédit Coopératif ;
- des 17 Caisses d'Épargne ;
- des Caisses du Crédit Maritime Mutuel, affiliées à BPCE en application de la loi de sécurité financière n° 2003-706 du 1^{er} août 2003 ;

- des Sociétés de Caution Mutuelle (SCM) agréées collectivement avec les Banques Populaires auxquelles elles se rattachent ;
- de BPCE, l'organe central du groupe.

Par ailleurs, le groupe comprend :

- les filiales des Banques Populaires ;
- les filiales des Caisses d'Épargne, dont CE Holding Promotion et ses filiales ;
- les filiales détenues par l'organe central, dont notamment Natixis, Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International.

3.2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION – MÉTHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe BPCE figure en note 17 – Périmètre de consolidation.

3.2.1 Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le Groupe BPCE sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- (a) des activités bien circonscrites ;
- (b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- (c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- (d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 17.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 – Avantages au personnel.

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition.

Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

Les dispositions de la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation s'appliquent pour déterminer s'il est nécessaire d'effectuer un test de perte de valeur au titre de sa participation dans une entreprise associée ou une coentreprise. Si nécessaire, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs.

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IAS 39.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Les filiales de capital investissement du groupe Natixis ont choisi d'évaluer les participations concernées selon cette modalité, considérant que ce mode d'évaluation offrait une information plus pertinente.

3.2.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

3.3 RÈGLES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis

au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3 Regroupements d'entreprises

Opérations réalisées avant le 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun, explicitement exclus du champ d'application de la précédente version de la norme IFRS 3.

Le coût du regroupement est égal au total de la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts afférant directement à l'opération entrent dans le coût d'acquisition.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation initiale peut être affinée dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition correspondant à la différence entre le coût du regroupement et la part d'intérêt de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels à la juste valeur est inscrit à l'actif du bilan de l'acquéreur lorsqu'il est positif et comptabilisé directement en résultat lorsqu'il est négatif.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire des titres donne lieu à comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire, déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de l'entreprise acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

À la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de retirer des avantages de l'acquisition. Les UGT ont été définies au sein des grands métiers du groupe et constituent le niveau le plus fin utilisé par la direction pour déterminer le retour sur investissement d'une activité.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et, en tout état de cause, dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable (y compris les écarts d'acquisition) de chaque UGT ou groupe d'UGT à sa valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée comme la juste valeur de la vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est fondée sur des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières. La valeur d'utilité est calculée selon la méthode la plus appropriée, généralement par actualisation de flux de trésorerie futurs estimés.

Lorsque la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition est enregistrée en résultat.

Opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2010

Les traitements décrits ci-dessus ont été modifiés de la façon suivante par les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont désormais inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont désormais intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IAS 39) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle),
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

3.3.4 Engagement de rachat sur intérêts minoritaires

Le groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations.

En application de la norme IAS 32, lorsque les actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leurs participations, leur quote-part dans l'actif net des filiales revêt le caractère de dettes et non de capitaux propres.

La différence entre cet engagement et les intérêts minoritaires, représentant la contrepartie de la dette, est comptabilisée de manière différente selon que les engagements de rachat sur intérêts minoritaires ont été conclus avant le 1^{er} janvier 2010, date de mise en application des normes IFRS 3 et IAS 27 (comptabilisation en écart d'acquisition) ou après (comptabilisation en capitaux propres).

3.3.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Par exception les sociétés locales d'épargne (SLE) ont leur date de clôture de l'exercice au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

Note 4 Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

4.1.1 Prêts et créances

Le poste « Prêts et créances » inclut les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que certains titres non cotés sur un marché actif (cf. note 4.1.2).

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes selon IAS 39, le prêt est considéré comme un encours déprécié et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours

sain sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *prorata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

4.1.2 Titres

À l'actif, les titres sont classés selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette catégorie comprend :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ; et
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ce portefeuille comprend les titres à revenu fixe ou déterminable et à échéance fixe que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

La norme IAS 39 interdit, sauf exceptions limitées, une cession ou un transfert de ces titres avant leur échéance, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau du groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant l'exercice en cours et les deux années suivantes. Parmi les exceptions à la règle, figurent notamment les cas suivants :

- une dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur ;
- une modification de la réglementation fiscale supprimant ou réduisant de façon significative l'exonération fiscale dont bénéficient les intérêts sur les placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- un regroupement d'entreprises majeur ou une sortie majeure (telle que la vente d'un secteur) nécessitant la vente ou le transfert de placements détenus jusqu'à leur échéance pour maintenir la situation existante de l'entité en matière de risque de taux d'intérêt ou sa politique de risque de crédit ;
- un changement des dispositions légales ou réglementaires modifiant de façon significative soit ce qui constitue un placement admissible, soit le montant

maximum de certains types de placement, amenant ainsi l'entité à se séparer d'un placement détenu jusqu'à son échéance ;

- un renforcement significatif des obligations en matière de capitaux propres qui amène l'entité à se restructurer en vendant des placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- une augmentation significative de la pondération des risques des placements détenus jusqu'à leur échéance utilisée dans le cadre de la réglementation prudentielle fondée sur les capitaux propres.

Dans les cas exceptionnels de cession décrits ci-dessus, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les opérations de couverture de ces titres contre le risque de taux d'intérêt ne sont pas autorisées. En revanche, les couvertures du risque de change ou de la composante inflation de certains actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont autorisées.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, augmentée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition. Ils sont ensuite valorisés au coût amorti, selon la méthode du TIE, intégrant les primes, décotes et frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Prêts et créances

Le portefeuille de « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ces actifs ne doivent par ailleurs pas être exposés à un risque de pertes substantielles non lié à la détérioration du risque de crédit.

Certains titres peuvent être classés dans cette catégorie lorsqu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction et diminuée des produits de transaction. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des prêts et créances.

Lorsqu'un actif financier enregistré en prêts et créances est cédé avant son échéance, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie comprend les actifs financiers qui ne relèvent pas des portefeuilles précédents.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (sauf pour les actifs monétaires en devises, pour lesquels les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 4.1.6.

En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les titres à revenu fixe sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés ». Les revenus des titres à revenu variable sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison. Pour les opérations de prise en pension ou de mise en pension de titres, un engagement de financement respectivement donné ou reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement

livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées respectivement en « Prêts et créances » et en « Dettes ». Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

Règles appliquées en cas de cession partielle

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

4.1.3 Instruments de dettes et de capitaux propres émis

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées « part du groupe ».

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39. Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dettes émises

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais

de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Parts sociales

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

4.1.4 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

L'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs et passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie. Ce traitement s'applique notamment à certains prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas d'un groupe d'actifs et/ou de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le reporting interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Ce cas trouve notamment son application dans le cadre des activités de marché exercées par Natixis.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IAS 39 (exemple d'une option de remboursement incorporée dans un instrument de dette). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

4.1.5 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Dérivés de transaction

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dérivés de couverture

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance),

le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures – taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

CAS PARTICULIERS DE COUVERTURE DE PORTEFEUILLES (MACROCOUVERTURE)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêt, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survivance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêt, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêt, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à couvrir si le sous-jacent

couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET LIBELLÉ EN DEVISES

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

4.1.6 Détermination de la juste valeur

Principes généraux

La juste valeur d'un instrument est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc déterminée en référence à un prix de sortie (notion d'*exit price*).

En date de comptabilisation initiale, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergent avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur se compose d'un prix milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation déterminés en fonction des instruments concernés et des risques associés.

Le prix milieu de marché est obtenu à partir :

- d'un prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;
- d'une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, des justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché.

Les ajustements additionnels de valorisation intègrent des facteurs liés à des incertitudes de valorisation, tel que des risques de marché, de crédit et de liquidité afin de prendre en compte notamment les coûts induits par une opération de sortie sur le marché principal. De même, un ajustement (*Funding Valuation*

Adjustment – FVA) visant à prendre en compte à travers des hypothèses, les coûts liés au coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également pris en compte.

Les principaux ajustements additionnels de valorisation sont présentés ci-après :

AJUSTEMENT *BID/ASK* (COURS ACHETEUR/COURS VENDEUR) – RISQUE DE LIQUIDITÉ

Cet ajustement représente l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur correspondant au coût de sortie. Il reflète le coût demandé par un intervenant de marché au titre du risque à acquérir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre intervenant de marché.

AJUSTEMENT POUR INCERTITUDE DE MODÈLE

Cet ajustement permet de prendre en compte les imperfections des techniques de valorisation utilisées et en particulier, les facteurs de risques non considérés, alors même que des paramètres de marché observables sont disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables utilisés pour les valoriser.

AJUSTEMENT POUR INCERTITUDE SUR LES PARAMÈTRES

L'observation de certains prix ou de paramètres utilisés par les techniques de valorisation peut être difficile ou le prix ou paramètre peuvent ne pas être disponibles de façon suffisamment régulière pour déterminer le prix de sortie. Dans ces circonstances, un ajustement peut être nécessaire pour refléter la probabilité que les intervenants sur le marché adopteraient des valeurs différentes pour ces mêmes paramètres, dans l'évaluation de la juste valeur de l'instrument financier.

AJUSTEMENT DE VALEUR POUR RISQUE DE CONTREPARTIE (*CREDIT VALUATION ADJUSTMENT – CVA*)

Cet ajustement s'applique aux évaluations qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que le groupe ne puisse pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours à des paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché pour l'ensemble des segments de contreparties faisant l'objet de ce calcul. En l'absence de paramètres de marché liquides, des *proxies* par type de contrepartie, notation, géographie ont été utilisés.

AJUSTEMENT DE VALEUR POUR RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (*DEBIT VALUATION ADJUSTMENT – DVA*)

L'ajustement DVA est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit du groupe sur la valorisation des instruments. Cet ajustement DVA est évalué à partir de l'observation du paramètre de marché « crédit » du groupe.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (*bid/ask*) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle chez Natixis (principal contributeur du groupe aux postes du bilan évalués à la juste valeur)

La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante.

Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de suivi des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la direction des Risques.

Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- l'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution...) ;
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- la périodicité d'alimentation des données ;
- le caractère représentatif du paramètre au regard de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les *pricers* retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- la ré-implémentation indépendante du modèle dans le cadre de la validation algorithmique ;
- l'analyse comparative de la calibration des paramètres de modèle ;
- l'étude du risque de modèle *via* notamment l'analyse comparative du modèle avec d'autres modèles de valorisation, afin de s'assurer de l'adéquation du modèle et du *payoff* ;
- la mise en place d'ajustement au titre du risque de modèle pour prendre en compte les insuffisances éventuelles du modèle ou de sa calibration ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la direction des Risques, la direction Finances, le service de Suivi des données de marché et des valorisations : il s'agit notamment du comité d'observabilité et de paramètre, du comité de valorisation, du comité des réfections, du comité de validation de modèles.

Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

NIVEAU 1 : ÉVALUATION UTILISANT DES COTATIONS DE MARCHÉ SUR MARCHÉ LIQUIDE

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés sur une Bourse ou échangés en continu sur d'autres marchés actifs, les dérivés négociés sur des marchés organisés (*futures*, options...) dont la liquidité peut être démontrée

et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

NIVEAU 2 : ÉVALUATION UTILISANT DES DONNÉES DE MARCHÉ OBSERVABLES

Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments autres que les instruments mentionnés en niveau 1 de juste valeur ainsi que les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

D'instruments simples :

La plupart des dérivés négociés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur des marchés actifs, c'est-à-dire sur des marchés liquides sur lesquels des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres moins liquides que ceux classés en niveau 1 dont la juste valeur est déterminée à partir de prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs et qui sont régulièrement observables sans qu'ils soient pour autant nécessairement directement exécutables (prix issus notamment des bases de contribution et de consensus) ; à défaut du respect de ces critères, les titres sont classés en niveau 3 de juste valeur ;
- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables (exemple : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables ou méthode de multiple issue de techniques utilisées couramment par les acteurs du marché) ;
- les titres souverains grecs, ainsi que les titres souverains portugais dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes *bid/ask* concernant les prix de marché ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option, principalement chez Natixis, et, dans une moindre mesure, au Crédit Foncier. La méthodologie utilisée par Natixis pour valoriser la composante « risque de crédit émetteur » des émissions à la juste valeur sur option repose sur la méthode d'actualisation des cash flows futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, spreads de réévaluation. Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notionnel restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le spread de réévaluation (basé sur la courbe cash *reoffer* BPCE au 31 décembre 2015 à l'instar des arrêts précédents) et le spread moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- **Produits actions** : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché,
 - d'un *payoff*, c'est-à-dire de la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité,
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono-sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux/action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, volatilité locale combinée au Hull & White 1 facteur (H&W1F), Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle hybride volatilité locale combiné au H&W1F consiste à coupler le modèle de volatilité locale décrit *supra* avec un modèle de taux de type Hull & White 1 Facteur dont la description est mentionnée plus bas (cf. produits de taux).

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous-jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple tels que les produits cliquets cappés/floorés.

- **Produits de taux** : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au *payoff* à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, deux facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM *smile*.

Les modèles Hull & White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation de type bermudéenne (*i.e.* exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au *smile* de volatilité (*i.e.* évolution implicite de la volatilité par rapport aux prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

- **Produits de change** : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique, ainsi que des modèles hybrides couplant une modélisation du sous-jacent change avec deux modèles Hull & White 1 Facteur pour appréhender les facteurs taux.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré et documenté. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (notamment par exemple via un contributeur reconnu) ;

- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant, une approximation du paramètre (un *proxy*) peut être utilisée, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité (*bid-ask*), du risque de contrepartie et du risque de crédit propre (évaluation des positions passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

NIVEAU 3 : ÉVALUATION UTILISANT DES DONNÉES DE MARCHÉ NON OBSERVABLES

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des titres non cotés sur un marché actif relevant du métier de capital investissement évalués à leur juste valeur selon des modèles couramment utilisés par les acteurs du marché, en conformité avec les normes *International Private Equity Valuation* (IPEV), mais qui sont sensibles à l'évolution du marché et dont la détermination de la juste valeur fait nécessairement appel à une part de jugement ;
- des titres structurés ou représentatifs des portefeuilles de placements privés, détenus par le métier assurance ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de *lock-up* ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponibles (valeur liquidative, NAV, etc.) au titre de la faible liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché, et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « prêts

et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous).

Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011, relatives aux fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et au règlement européen du 26 juin 2013 (CRR) relatives aux exigences du dispositif de Bâle III, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle *ex post* (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans le chapitre 3 « Gestion des risques ».

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non-reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres affectant significativement la valorisation de l'instrument, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 31 décembre 2015, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions Et indices multi sous-jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (*multi assets* et *mutual funds*) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Ces instruments sont en quasi-totalité localisés chez Natixis.

Pour ces instruments, le tableau ci-après fournit les principaux paramètres non observables ainsi que les intervalles de valeurs :

Classe d'instrument	Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe d'instrument	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés
Instruments dérivés de crédit	CDO, Index tranche	Technique d'estimation des défauts tenant compte des effets de corrélation et d'une modélisation du recouvrement	Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO	5 % - 95 % *
	CDS sur des projets (autres que des CDS sur actifs de titrisations)	Extrapolation à partir des prix sur la base d'hypothèse de recouvrement	Taux de recouvrement	60 % - 100 %
	Swaps de Titrisation	Actualisation des flux attendus sur la base d'hypothèse de remboursement anticipé du portefeuille sous-jacent	Taux de remboursement anticipé	3 % - 20 %
	Sticky CMS/Volatility Bond	Modèles de valorisation d'options sur taux d'intérêt	Paramètre de retour à la moyenne	1 % - 5 %
	Callable Spread Option and Corridor Callable Spread Option	Modèle de représentation à plusieurs facteurs de la courbe des taux.	Spread mean-reversion	10 % - 30 %
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Swap Spread Lock et Option sur Spread Lock	Modèle normal bi-varié pour appréhender la valeur temps des options Spread Lock, et réplication pour les CMS et TEC Forwards	Courbe de spread lock, Volatilités TEC Forward et corrélation TEC-CMS	Spread Lock :- 16 points de base/+ 12 points de base Volatilité 50 points de base/70 points de base Correl TEC-CMS 70 %/95 %
Capital Protected Note	Payoffs mono-crédit, avec capital garanti, indexés sur la base cash-CDS d'émetteurs, intégrant une clause de rappel au pair au gré de Natixis	Modélisation qui prend en « Input » modèle une volatilité de la base cash-CDS, re-calibrée en volatilité de prix et ré-imputée dans un modèle Black & Sholes à une méthode numérique permettant d'appréhender l'early exercise	Volatilité de la base cash-CDS	2 % - 4 %
Pensions et TRS VRAC	TRS et Pensions indexés sur panier d'actions VRAC	Modélisation synthétique du panier sous-jacent VRAC (avec un repo à estimer) et valorisation actuarielle dans le cas du TRS ou avec un modèle hybride standard Equity/Taux pour l'auto call TRS	Courbe de repo des paniers VRAC	- 112 %
Instruments dérivés Helvetix	Strip d'options long terme, Strip d'options quantos, Strip d'options digitales Spread d'options et Spread d'options digitales.	Modèle Black & Sholes Copule gaussienne	Corrélation change/change Volatilité long terme USDCHF & EURCHF	Correl EURUSD/USDCHF : - 82,5 % ; - 73,2 % Volatilité long terme : 10 %-15 %
Instruments dérivés sur fonds	Payoffs as Target Volatility strategy et CPPI sur Mutual Funds	L'approche retenue est un modèle hybride couplant un modèle multi sous-jacent equity de type volatilité locale avec un modèle de taux 1 facteur Heath-Jarrow-Morton (HJM1F).	Données sur les fonds	Correl Indices - Taux : 21 % - 35 %
Instruments dérivés collatéralisés	Payoffs multi-sous-jacents	Modèle de valorisation basé sur les paramètres volatilité action et shortfall à terme.	Shortfall à terme	
Instruments dérivés hybrides taux/change	PRDC/PRDKO/TARN long terme	Modèle de valorisation des options hybrides taux de change/taux d'intérêt	Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt que niveaux de volatilité long terme	Correl AUD/JPY et USD/JPY 30 % - 60 % Volatilité Long Terme : 10 % - 17 %
Instruments dérivés sur actions	Payoffs multi sous-jacents de maturité longue	Modèle de valorisation d'options sur volatilité intégrant la corrélation entre les actifs.	Paramètres de corrélation	45 % - 81 %

* L'ensemble des opérations intégrant ce type de données étant parfaitement retournées ; ce paramètre justifiant la classification de niveau 3 est parfaitement couvert.

Politique suivie par le groupe concernant les transferts de niveau de juste valeur

Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités *ad hoc* associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés dans les principes généraux.

Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation préalable.

En application de cette procédure, les *Capital Protected Note*, les instruments dérivés Helvetix ainsi que les pensions et TRS VRAC ont fait l'objet d'un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur. Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 5.5.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Instruments affectés par la crise financière

Les instruments affectés par la crise financière et figurant à la juste valeur au bilan sont essentiellement détenus par Natixis qui fonde l'évaluation de leur juste valeur sur les modèles décrits ci-dessous :

CDS CONCLUS AVEC DES REHAUSSEURS DE CRÉDIT (MONOLINE ET CDPC)

Le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les *monolines* conclues sous forme de CDS a évolué au 31 décembre 2015 pour se rapprocher, en terme de méthode, de l'ajustement mis en place pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* – CVA). Il tient aussi compte de l'amortissement attendu des expositions et du spread des contreparties implicite des données de marché. L'impact du changement de méthode s'élève à 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Antérieurement, le modèle utilisé consistait à appliquer aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts un taux de recouvrement homogène de 10 % (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) excepté pour une contrepartie pour laquelle le taux de recouvrement était réputé nul au 31 décembre 2014 et une probabilité de défaut en adéquation avec le risque de crédit du réhausseur.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (*Credit Derivatives Product Companies*), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de recouvrement de 27 %. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

AUTRES INSTRUMENTS NON EXPOSÉS AU RISQUE RÉSIDENTIEL US POUR LA VALORISATION DESQUELS NATIXIS RECOURT À UN MODÈLE DE VALORISATION

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants :

CLO

Un modèle de *scoring* de certaines structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles est appliqué en fonction de critères discriminants.

CDO Trups (Trust Preferred Securities)

Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la

probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI)

Le modèle de valorisation mis en œuvre pour les CDS portant sur les valeurs PFI (financement de projet en partenariat public privé), est fondé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de recouvrement uniforme.

Instruments non valorisés en juste valeur au bilan

La norme IFRS 13 requiert de mentionner dans les notes annexes la juste valeur, ainsi que leurs niveaux de juste valeur associés, de tous les instruments financiers enregistrés au coût amorti, y compris les crédits. Les méthodes de valorisation utilisées pour la détermination de la juste valeur présentée en annexe sont précisées ci-dessous.

ACTIFS ET PASSIFS DES MÉTIERS DE NATIXIS, DU « POOL » DE TRÉSORERIE, DE BPCE ET DES PORTEFEUILLES FINANCIERS DES CAISSES D'ÉPARGNE

Crédits et prêts enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location-financement

La juste valeur de ces instruments est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que le groupe accorderait en date d'arrêt à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. Les composantes taux d'intérêt et risque de contrepartie sont notamment réévaluées.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est généralement considérée correspondre à leur valeur comptable.

Dettes et épargne

Chez Natixis, l'évaluation de la juste valeur des emprunts et dettes de titres est basée sur la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs utilisant des paramètres à la date d'arrêt tels que la courbe de taux du sous-jacent et le spread auquel Natixis prête ou emprunte.

Pour les autres dettes envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du Groupe BPCE.

Immeubles de placement valorisés au coût dans les comptes

La détermination de la juste valeur des immeubles de placement (hors immeubles de placement des sociétés d'assurance) repose sur la méthode de capitalisation du loyer, communément utilisée par les professionnels de l'immobilier. Le taux de capitalisation appliqué à l'immeuble dépend d'un ensemble de facteurs tels que la localisation, la qualité et le type de la construction, son usage, le régime de propriété de l'actif, la qualité des locataires et les caractéristiques des baux, le niveau des taux d'intérêt ou encore l'état de la concurrence sur le marché immobilier.

INSTRUMENTS DES MÉTIERS DE LA BANQUE COMMERCIALE

Pour ces instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque

commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle de détail

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur du portefeuille de crédits aux grandes entreprises, aux collectivités locales et aux établissements de crédit

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle. À défaut, comme pour la clientèle de détail, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

Instruments reclassés en « Prêts et créances » ayant la nature juridique de « titres »

L'illiquidité de ces instruments, nécessaire au classement en prêts et créances, avait été appréciée en date de reclassement.

Postérieurement au reclassement, il peut arriver que certains instruments redeviennent liquides et soient évalués en juste valeur de niveau 1.

Dans les autres cas, leur juste valeur est évaluée à l'aide de modèles identiques à ceux présentés précédemment pour les instruments évalués à la juste valeur au bilan.

4.1.7 Dépréciation des actifs financiers

Dépréciation des titres

Les titres autres que ceux classés en portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sont dépréciés individuellement dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements générateurs de pertes intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces

événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui peut être estimé de façon fiable.

Les règles de dépréciation sont différentes selon que les titres sont des instruments de capitaux propres ou des instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux propres, une baisse durable ou une diminution significative de la valeur constituent des indicateurs objectifs de dépréciation.

Le groupe considère qu'une baisse de plus de 50 % ou depuis plus de 36 mois de la valeur d'un titre par rapport à son coût historique caractérise un indicateur objectif de dépréciation durable se traduisant par la constatation d'une dépréciation en résultat.

Ces critères de dépréciations sont, par ailleurs, complétés par l'examen ligne à ligne des actifs subissant une baisse de plus de 30 % ou depuis plus de 6 mois de leur valeur par rapport à leur coût historique ou en cas d'événements susceptibles de caractériser un déclin significatif ou prolongé. Une charge de dépréciation est enregistrée au compte de résultat si le groupe estime que la valeur de l'actif ne pourra être recouvrée en totalité.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, une analyse qualitative de leur situation est effectuée.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est irréversible et ne peut être reprise par résultat. Les pertes sont inscrites dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les gains latents subséquents à une dépréciation sont différés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » jusqu'à la cession des titres.

Pour les instruments de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI), une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

La dépréciation des instruments de dettes doit être reprise par résultat en cas d'amélioration de la situation de l'émetteur. Ces dépréciations et reprises sont inscrites dans le poste « Coût du risque ».

Dépréciation des prêts et créances

La norme IAS 39 définit les modalités de calcul et de comptabilisation des pertes de valeur constatées sur les prêts.

Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui identifient un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Au niveau individuel, les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit incluent l'existence d'impayés depuis plus de trois mois (six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales) ou, indépendamment de l'existence d'un impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses ;

- ces événements entraînent la constatation de pertes avérées (*incurred losses*).

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre

intérêts et capital. Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan.

Deux types de dépréciations sont enregistrés en coût du risque :

- les dépréciations sur base individuelle ;
- les dépréciations sur base de portefeuilles.

DÉPRÉCIATION SUR BASE INDIVIDUELLE

Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances. Les garanties sont prises en compte pour déterminer le montant des dépréciations et, lorsqu'une garantie couvre intégralement le risque de défaut, l'encours n'est pas déprécié.

DÉPRÉCIATION SUR BASE DE PORTEFEUILLES

Les dépréciations sur base de portefeuilles couvrent les encours non dépréciés au niveau individuel. Conformément à la norme IAS 39, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont de ce fait considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction de données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette approche est éventuellement complétée d'une analyse sectorielle ou géographique, reposant généralement sur une appréciation « à dire d'expert » considérant une combinaison de facteurs économiques intrinsèques à la population analysée. La dépréciation sur base de portefeuilles est déterminée sur la base des pertes attendues à maturité sur l'assiette ainsi déterminée.

4.1.8 Reclassements d'actifs financiers

Plusieurs reclassements sont autorisés :

Reclassements autorisés antérieurement aux amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008

Figurent notamment parmi ces reclassements, les reclassements d'actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout titre à revenu fixe répondant à la définition des « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ayant une maturité définie, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre jusqu'à son échéance. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention jusqu'à maturité.

Reclassements autorisés depuis l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptées par l'Union européenne le 15 octobre 2008

Ce texte définit les modalités des reclassements vers d'autres catégories d'actifs financiers non dérivés à la juste valeur (à l'exception de ceux inscrits en juste valeur sur option) :

- reclassement de titres de transaction vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout actif financier non dérivé peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe est en mesure de démontrer l'existence de « circonstances

rares » ayant motivé ce reclassement. L'IASB a, pour mémoire, qualifié la crise financière du second semestre 2008 de « circonstance rare » ;

Seuls les titres à revenu fixe ou déterminable peuvent faire l'objet d'un reclassement vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ». L'établissement doit par ailleurs avoir l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à maturité. Les titres inscrits dans cette catégorie ne peuvent être couverts contre le risque de taux d'intérêt ;

- reclassement de titres de transaction ou de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Prêts et créances ».

Tout actif financier non dérivé répondant à la définition de « Prêts et créances » et, en particulier, tout titre à revenu fixe non coté sur un marché actif, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre sur un futur prévisible ou à maturité. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention à moyen ou long terme.

Les reclassements sont réalisés à la juste valeur à la date du reclassement, cette valeur devenant le nouveau coût amorti pour les instruments transférés vers des catégories évaluées au coût amorti.

Un nouveau « taux d'intérêt effectif » (TIE) est alors calculé à la date du reclassement afin de faire converger ce nouveau coût amorti vers la valeur de remboursement, ce qui revient à considérer que le titre a été reclassé avec une décote.

Pour les titres auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, l'étalement de la nouvelle décote sur la durée de vie résiduelle du titre sera généralement compensé par l'amortissement de la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement et reprise sur base actuarielle au compte de résultat.

En cas de dépréciation postérieure à la date de reclassement d'un titre auparavant inscrit parmi les actifs financiers disponibles à la vente, la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement est reprise immédiatement en compte de résultat.

4.1.9 Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur si ce passif a été classé dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur si elle a été classée dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme comptable IAS 39 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

4.1.10 Compensation des actifs et des passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe compense un actif financier et un passif financier et un solde net est présenté au bilan à la double condition d'avoir un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de dérivés et de pensions livrées traitées avec des chambres de compensation, dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères mentionnés *supra*, font l'objet d'une compensation au bilan (cf. note 14).

4.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles (cf. note 4.3) pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités ».

4.3 IMMOBILISATIONS

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- constructions : 20 à 60 ans ;
- aménagements : 5 à 20 ans ;
- mobiliers et matériels spécialisés : 4 à 10 ans ;

- matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- logiciels : maximum 5 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 4.9.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

4.4 ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET DETTES LIÉES

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IAS 39.

4.5 PROVISIONS

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

4.6 PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dette est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dette est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

4.7 COMMISSIONS SUR PRESTATIONS DE SERVICES

Les commissions sont comptabilisées en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêts et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

4.8 OPÉRATIONS EN DEVICES

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêt, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

4.9 OPÉRATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT ET ASSIMILÉES

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

4.9.1 Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat transfère la propriété du bien au preneur au terme de la durée de location ;
- le preneur a l'option d'acheter les biens à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- à l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- la nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur résilie le contrat de location, les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-valeur sur le bien) ;
- les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

4.9.2 Contrats de location simple

Un contrat de location simple est un contrat pour lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Dans les comptes du bailleur, le bien est comptabilisé en immobilisation et amorti sur la période de location, la base amortissable s'entendant hors valeur résiduelle. Les loyers sont comptabilisés en résultat sur la durée du contrat de location.

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre du contrat sont enregistrés linéairement sur la période de location.

4.10 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

4.10.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

4.10.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul consiste à répartir la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Les écarts de revalorisation des avantages à long terme sont enregistrés en résultat immédiatement.

4.10.3 Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

4.10.4 Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux du groupe qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charges et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements.

Les écarts de revalorisation des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs de changement dans les hypothèses actuarielles et d'ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en capitaux propres (autres éléments de résultat global) sans transfert en résultat ultérieur.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements et le coût des services passés.

Le montant de la provision au passif du bilan correspond au montant de l'engagement net puisqu'il n'existe plus d'éléments non reconnus en IAS 19R.

4.11 PAIEMENTS FONDÉS SUR BASE D'ACTIONS

Les paiements sur base d'actions concernent les transactions dont le paiement est fondé sur des actions émises par le groupe, qu'ils soient dénoués par remise d'actions ou réglés en numéraire, le montant dépendant de l'évolution de la valeur des actions.

La charge supportée par le groupe est évaluée sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat ou de souscription d'actions attribuées par certaines filiales. La charge globale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option par le nombre estimé d'options qui seront acquises au terme de la période d'acquisition des droits, compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires et des éventuelles conditions de performance hors marché attachées au plan.

La charge pour le groupe est enregistrée en résultat à compter de la date de notification aux salariés, sans attendre, le cas échéant, que les conditions nécessaires à leur attribution définitive soient remplies (processus d'approbation ultérieur par exemple), ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Dans le cas des plans dénoués par remise d'actions, la contrepartie de la charge figure en augmentation des capitaux propres.

Pour les plans dénoués en numéraire, pour lesquels le groupe supporte un passif, la charge correspond à la juste valeur du passif. Ce montant est étalé sur la période d'acquisition des droits par la contrepartie d'un compte de dettes réévalué à la juste valeur par le résultat à chaque arrêté.

4.12 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

4.13 ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Les actifs et passifs financiers des sociétés d'assurance suivent les dispositions de la norme IAS 39. Ils sont classés dans les catégories définies par cette norme et en suivent les règles d'évaluation et le traitement comptable.

Les passifs d'assurance restent en grande partie évalués selon le référentiel français, dans l'attente d'un complément au dispositif actuel de la norme IFRS 4.

En effet, en application de la phase I de la norme IFRS 4, les contrats se répartissent en trois catégories :

- les contrats qui génèrent un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4 : cette catégorie recouvre les contrats de prévoyance, retraite, dommages aux biens, contrats d'épargne en unité de compte avec garantie plancher. Les règles de valorisation des provisions techniques définies par le référentiel local sont maintenues sur ces contrats ;
- les contrats financiers tels que les contrats d'épargne qui ne génèrent pas un risque d'assurance sont comptabilisés selon la norme IFRS 4 s'ils contiennent une participation aux bénéfices discrétionnaire, pour lesquels les règles de valorisation des provisions techniques définies par le référentiel local sont également maintenues ;
- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire, tels que les contrats en unités de compte sans support euro et sans garantie plancher, relèvent de la norme IAS 39.

La majorité des contrats financiers émis par les filiales du groupe contient une clause de participation discrétionnaire des assurés aux bénéfices.

La clause de participation discrétionnaire octroie aux souscripteurs des contrats d'assurance vie le droit de recevoir, en plus de la rémunération garantie, une quote-part des résultats financiers réalisés. Pour ces contrats, en application des principes de la « comptabilité reflet » définis par la norme IFRS 4, la provision pour participation aux bénéfices différée est ajustée pour refléter les droits des assurés sur les plus-values latentes ou leur participation aux pertes sur les moins-values latentes relatives aux instruments financiers valorisés en juste valeur en application de la norme IAS 39. La quote-part de plus-values revenant aux assurés est déterminée selon les caractéristiques des contrats susceptibles de bénéficier de ces plus-values.

La variation de participation aux bénéfices différée est enregistrée en capitaux propres pour les variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente et en résultat pour les variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par résultat.

L'application de ces principes est complétée par la réalisation d'un test de suffisance du passif, consistant à vérifier à chaque arrêté que les passifs d'assurance sont suffisants, en utilisant les estimations actuelles de flux de trésorerie futurs issus des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Ce test permet de déterminer la valeur économique des passifs, qui correspond à la moyenne des trajectoires stochastiques. Si la somme de la valeur de rachat et de la participation aux bénéfices différée est inférieure aux provisions d'assurance évaluées à la juste valeur, l'insuffisance est enregistrée en contrepartie du résultat.

4.14 ACTIVITÉS DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Le chiffre d'affaires des activités de promotion immobilière représente le montant de l'activité de promotion logement et tertiaire et des activités de prestations de services.

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement sur la base des derniers budgets d'opérations actualisés à la clôture.

Lorsque le résultat de l'opération ne peut être estimé de façon fiable, les produits ne sont comptabilisés qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont recouvrables.

Le dégagement des marges opérationnelles pour les opérations de promotion tient compte de l'ensemble des coûts affectables aux contrats :

- l'acquisition des terrains ;
- les travaux d'aménagement et de construction ;
- les taxes d'urbanisme ;
- les études préalables, qui sont stockées seulement si la probabilité de réalisation de l'opération est élevée ;
- les honoraires internes de maîtrise d'ouvrage de l'opération ;
- les frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, publicité des programmes, bulles de vente, etc.) ;
- les frais financiers affectés aux opérations.

Les stocks et travaux en cours sont constitués des terrains évalués à leur coût d'acquisition, des travaux en cours (coût d'aménagement et de construction), des frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, bulles de vente, etc.) et des produits finis évalués au prix de revient. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont incluses dans les stocks si les probabilités de réalisation de l'opération sont élevées. Dans le cas contraire, ces frais sont constatés en charges de l'exercice.

Lorsque la valeur nette de réalisation des stocks et des travaux en cours est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

4.15 CONTRIBUTIONS AUX MÉCANISMES DE RÉOLUTION BANCAIRE

Au 31 décembre 2015, les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 753 millions d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 242 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 511 millions d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds deviendra un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution. Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2015, conformément au règlement délégué 2015/63 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution et à la décision n° 2015-CR-01 du collège de résolution de l'ACPR du 24 novembre 2015, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 152 millions d'euros dont 106 millions d'euros comptabilisés en charge et 46 millions d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan.

Note 5 Notes relatives au bilan

5.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Caisse	2 727	2 722
Banques centrales	68 392	76 306
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	71 119	79 028

5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées	16 245	137	16 382	32 485	33	32 518
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 132	2 455	8 587	8 121	2 826	10 947
Titres à revenu fixe	22 377	2 592	24 969	40 606	2 859	43 465
Actions et autres titres à revenu variable	29 512	12 795	42 307	32 854	11 698	44 552
Prêts aux établissements de crédit	128	25	153	353		353
Prêts à la clientèle	912	8 824	9 736	429	10 083	10 512
Prêts	1 040	8 849	9 889	782	10 083	10 865
Opérations de pension *		43 597	43 597		63 699	63 699
Dérivés de transaction *	53 650	///	53 650	66 719	///	66 719
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	106 579	67 833	174 412	140 961	88 339	229 300

* Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 14).

Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les actifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat sur option quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables (cf. note 4.1.4).

Au niveau du groupe, l'utilisation de l'option juste valeur est notamment considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. L'option juste valeur est en particulier utilisée lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture économique ;

- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Au niveau du groupe, les actifs financiers valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont en grande partie localisés chez Natixis. Ils sont principalement constitués de pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, d'actifs financiers représentatifs des contrats en unités de compte des activités d'assurance et, dans une moindre mesure, d'actifs avec dérivés incorporés pour lesquels le principe de séparation de ces dérivés n'a pas été retenu.

Les actifs financiers valorisés à la juste valeur sur option comprennent également, hors Natixis, certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales, des obligations structurées couvertes par des instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture, des actifs comprenant des dérivés incorporés et des titres à revenu fixe indexés sur un risque de crédit.

en millions d'euros	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Actifs financiers à la juste valeur sur option
Titres à revenu fixe	946	131	1 515	2 592
Actions et autres titres à revenu variable	9 299	3 496		12 795
Prêts et opérations de pension	4 567	44 126	3 753	52 446
TOTAL	14 812	47 753	5 268	67 833

Prêts et créances à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

L'exposition au risque de crédit représente une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015.

5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Au passif, le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Titres vendus à découvert	23 351	39 264
Autres passifs financiers	411	775
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	23 762	40 039
Dérivés de transaction *	54 664	65 489
Comptes à terme et emprunts interbancaires	27	49
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	30	305
Dettes représentées par un titre	18 246	16 904
Dettes subordonnées	95	94
Opérations de pension *	44 929	75 205
Autres passifs financiers	1 151	513
Passifs financiers à la juste valeur sur option	64 478	93 070
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	142 904	198 598

* Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 14).

Conditions de classification des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables (cf. note 4.1.4).

Au niveau du groupe, l'utilisation de l'option juste valeur est notamment considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. L'option juste valeur est en particulier utilisée lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture économique ;

- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Au niveau du groupe, les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont en grande partie localisés chez Natixis. Ils sont principalement constitués de pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que d'émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont neutralisées par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

Les passifs financiers valorisés à la juste valeur sur option comprennent également, hors Natixis, quelques émissions ou dépôts structurés comportant des dérivés incorporés (ex. : BMTN structurés ou PEP actions).

en millions d'euros	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Passifs financiers à la juste valeur sur option
Comptes à terme et emprunts interbancaires	27			27
Comptes à terme et emprunts à la clientèle			30	30
Dettes représentées par un titre	12 892		5 354	18 246
Dettes subordonnées			95	95
Opérations de pension et autres passifs financiers	1 798	44 282		46 080
TOTAL	14 717	44 282	5 479	64 478

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence
Comptes à terme et emprunts interbancaires	27	5	22	49	13	36
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	30	23	7	305	296	9
Dettes représentées par un titre	18 246	17 371	875	16 904	15 873	1 031
Dettes subordonnées	95	101	(6)	94	101	(7)
Opérations de pension et autres passifs financiers	46 080	46 053	27	75 718	75 707	11
TOTAL	64 478	63 553	925	93 070	91 990	1 080

Le montant contractuellement dû à l'échéance des emprunts s'entend du montant du capital restant dû à la date de clôture de l'exercice, augmenté des intérêts courus non échus. Pour les titres, la valeur de remboursement est généralement retenue.

Le montant des réévaluations imputables au risque de crédit propre (valorisation du spread émetteur) s'élève à - 26 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre + 100 millions d'euros au 31 décembre 2014, soit une incidence de + 126 millions d'euros sur le produit net bancaire de l'exercice 2015 contre une incidence de - 276 millions d'euros en 2014.

5.2.3 Instruments dérivés de transaction

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	4 554 681	30 099	26 810	4 772 485	38 490	34 764
Instruments sur actions	84 370	1 539	2 545	86 479	1 121	3 294
Instruments de change	855 283	9 918	11 406	867 983	15 142	13 820
Autres instruments	6 881	328	129	41 028	163	237
Opérations fermes	5 501 215	41 884	40 890	5 767 975	54 916	52 115
Instruments de taux	832 747	47	872	916 056	324	826
Instruments sur actions	62 801	2 971	3 659	38 289	2 176	2 428
Instruments de change	388 733	6 223	6 794	475 638	5 566	6 440
Autres instruments	34 959	828	844	49 190	1 211	1 168
Opérations conditionnelles	1 319 240	10 069	12 169	1 479 173	9 277	10 862
Dérivés de crédit	63 754	1 697	1 605	92 342	2 526	2 512
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	6 884 209	53 650	54 664	7 339 490	66 719	65 489
dont marchés organisés	827 965	2 203	2 625	796 530	1 615	1 779
dont opérations de gré à gré	6 056 244	51 447	52 039	6 542 960	65 104	63 710

5.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché.

Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	687 395	12 318	13 804	676 827	13 674	16 532
Instruments de change	15 139	3 143	2 944	17 188	2 470	3 606
Opérations fermes	702 534	15 461	16 748	694 015	16 144	20 138
Instruments de taux	6 480	44	5	6 241	46	5
Opérations conditionnelles	6 480	44	5	6 241	46	5
Couverture de juste valeur	709 014	15 505	16 753	700 256	16 190	20 143
Instruments de taux	34 746	254	1 398	30 452	186	1 424
Instruments de change	752	30	502	814	11	9
Opérations fermes	35 498	284	1 900	31 266	197	1 433
Opérations conditionnelles	851	6	6	905	5	6
Couverture de flux de trésorerie	36 349	290	1 906	32 171	202	1 439
Dérivés de crédit	98	1		697	4	
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	745 461	15 796	18 659	733 124	16 396	21 582

5.4 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Il s'agit des actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des autres catégories (« Actifs financiers à la juste valeur », « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » ou « Prêts et créances »).

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Effets publics et valeurs assimilées	41 898	38 206
Obligations et autres titres à revenu fixe	39 993	35 969
Titres dépréciés	134	200
Titres à revenu fixe	82 025	74 375
Actions et autres titres à revenu variable	14 949	14 228
Prêts	37	39
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	97 011	88 642
Dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts	(89)	(95)
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(938)	(1 563)
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	95 984	86 984
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt) *	5 893	6 063

* Y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle (1 130 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 1 425 millions d'euros au 31 décembre 2014). Dans les filiales d'assurance, ce montant donne lieu à la reconnaissance symétrique d'une participation aux bénéfices différée, à hauteur respective de 90,0 % et 92,7 % au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 (cf. note 5.17).

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

5.5 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

5.5.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2015				31/12/2014			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en millions d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS								
Titres	44 952	6 582	355	51 889	64 826	8 164	469	73 459
<i>Titres à revenu fixe</i>	18 272	3 750	355	22 377	33 412	6 724	469	40 605
<i>Titres à revenu variable</i>	26 680	2 832		29 512	31 414	1 440		32 854
Instruments dérivés	438	51 176	2 036	53 650	1 553	63 327	1 837	66 717
<i>Dérivés de taux</i>	12	28 988	1 146	30 146	3	37 502	1 309	38 814
<i>Dérivés actions</i>	332	3 835	343	4 510	936	2 226	134	3 296
<i>Dérivés de change</i>	5	16 101	35	16 141	9	20 691	8	20 708
<i>Dérivés de crédit</i>		1 190	507	1 697		2 140	386	2 526
<i>Autres dérivés</i>	89	1 062	5	1 156	605	768		1 373
Autres actifs financiers		305	735	1 040		409	376	785
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	45 390	58 063	3 126	106 579	66 379	71 900	2 682	140 961
Titres	10 935	2 102	2 350	15 387	9 793	2 265	2 498	14 556
<i>Titres à revenu fixe</i>	984	181	1 427	2 592	909	597	1 353	2 859
<i>Titres à revenu variable</i>	9 951	1 921	923	12 795	8 884	1 668	1 145	11 697
Autres actifs financiers		47 100	5 346	52 446		67 373	6 410	73 783
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	10 935	49 202	7 696	67 833	9 793	69 638	8 908	88 339
<i>Dérivés de taux</i>		12 616	6	12 622		13 911	1	13 912
<i>Dérivés de change</i>		3 167	6	3 173		2 480		2 480
<i>Dérivés de crédit</i>			1	1			4	4
Instruments dérivés de couverture		15 783	13	15 796		16 391	5	16 396
Titres de participation	335	352	3 542	4 229	95	437	2 842	3 374
Autres titres	78 942	7 887	4 877	91 706	72 393	6 190	4 946	83 529
<i>Titres à revenu fixe</i>	72 864	5 484	3 576	81 924	66 073	4 446	3 718	74 237
<i>Titres à revenu variable</i>	6 078	2 403	1 301	9 782	6 320	1 744	1 228	9 292
Autres actifs financiers	10	20	19	49	10	20	51	81
Actifs financiers disponibles à la vente	79 287	8 259	8 438	95 984	72 498	6 647	7 839	86 984
PASSIFS FINANCIERS								
Titres	22 886	441	24	23 351	37 656	1 598	10	39 264
Instruments dérivés	507	52 552	1 605	54 664	1 522	61 988	1 979	65 489
<i>Dérivés de taux</i>	75	26 791	816	27 682	28	34 178	1 384	35 590
<i>Dérivés actions</i>	352	5 544	308	6 204	908	4 698	116	5 722
<i>Dérivés de change</i>	8	18 180	12	18 200	8	20 243	8	20 259
<i>Dérivés de crédit</i>		1 136	469	1 605		2 040	471	2 511
<i>Autres dérivés</i>	72	901		973	578	829		1 407
Autres passifs financiers		411		411		775		775
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	23 393	53 404	1 629	78 426	39 178	64 361	1 989	105 528
Titres		15 160	29	15 189		16 998		16 998
Autres passifs financiers	92	48 453	744	49 289		76 000	72	76 072
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	92	63 613	773	64 478		92 998	72	93 070
<i>Dérivés de taux</i>		15 069	144	15 213	6	17 961		17 967
<i>Dérivés de change</i>		3 446		3 446		3 615		3 615
Instruments dérivés de couverture		18 515	144	18 659	6	21 576		21 582

5.5.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

AU 31 DÉCEMBRE 2015

en millions d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période			31/12/2015	
	Au compte de résultat ⁽¹⁾			Achats/ Émissions	Ventes/ Rembour- sements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	Autres variations		
	01/01/2015	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
										en capitaux propres
ACTIFS FINANCIERS										
Titres	469	(10)	3		452	(546)		(23)	10	355
<i>Titres à revenu fixe</i>	469	(10)	3		452	(546)		(23)	10	355
<i>Titres à revenu variable</i>										
Instruments dérivés	1 837	141	(407)		330	(275)	229	125	56	2 036
<i>Dérivés de taux</i>	1 309	(18)	(448)		159	(164)	229	76	3	1 146
<i>Dérivés actions</i>	134	(33)	45		171	(3)		(21)	50	343
<i>Dérivés de change</i>	8	(39)	1			(4)		70	(1)	35
<i>Dérivés de crédit</i>	386	221	(5)			(99)			4	507
<i>Autres dérivés</i>		10				(5)				5
Autres actifs financiers	376				734	(376)			1	735
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 682	131	(404)		1 516	(1 197)	229	102	67	3 126
Titres	2 498	84	(146)		361	(459)		31	(19)	2 350
<i>Titres à revenu fixe</i>	1 353	77	(1)		302	(335)		29	2	1 427
<i>Titres à revenu variable</i>	1 145	7	(145)		59	(124)		2	(21)	923
Autres actifs financiers	6 410	(63)	(60)		1 646	(2 732)		(11)	156	5 346
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	8 908	21	(206)		2 007	(3 191)		20	137	7 696
Dérivés de taux	1						5			6
Dérivés de change							6			6
Dérivés de crédit	4	(4)							1	1
Instruments dérivés de couverture	5	(4)					11		1	13
Titres de participation ⁽²⁾	2 842	8	19	653	308	(131)	(4)		(153)	3 542
Autres titres	4 946	11	26	16	2 163	(1 829)	2	(422)	(36)	4 877
<i>Titres à revenu fixe</i>	3 718	8	5	(17)	1 804	(1 491)		(415)	(36)	3 576
<i>Titres à revenu variable</i>	1 228	3	21	33	359	(338)	2	(7)		1 301
Autres actifs financiers	51	(18)	1	(1)	2	(16)				19
Actifs financiers disponibles à la vente	7 839	1	46	668	2 473	(1 976)	(2)	(422)	(189)	8 438
PASSIFS FINANCIERS										
Titres	10		1		64	(52)			1	24
Instruments dérivés	1 979	444	(614)		201	(113)	130	(459)	37	1 605
<i>Dérivés de taux</i>	1 384	304	(572)		159	(112)	130	(486)	9	816
<i>Dérivés actions</i>	116	100	31		41			20		308
<i>Dérivés de change</i>	8	(4)	1			(1)		7	1	12
<i>Dérivés de crédit</i>	471	44	(74)		1				27	469
<i>Autres dérivés</i>										
Autres passifs financiers										
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 989	444	(613)		265	(165)	130	(459)	38	1 629
Titres		3				(1)		28	(1)	29
Autres passifs financiers	72	(13)	77			(144)		727	25	744
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	72	(10)	77			(145)		755	24	773
Dérivés de taux							144			144
Instruments dérivés de couverture							144			144

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

(2) Les gains et pertes comptabilisés en capitaux propres au cours de la période intègrent la réévaluation du titre Visa Europe pour 606 millions d'euros, qui, en raison de l'absence de prix coté, a été réévalué en fonction des derniers éléments du protocole de rachat de ces titres par Visa Inc. Cette transaction devrait se réaliser courant 2016, après approbation par les autorités européennes compétentes. Cette juste valeur tient compte des premières estimations reçues par le groupe du prix de cession, qui sera payé en numéraire et en actions de préférence. Les actions de préférence, qui seront non cotées et ne seront cessibles qu'entre détenteurs, seront convertibles en actions Visa Inc. après une période de 4 à 12 ans. Le taux de conversion proposé pourra être revu à la baisse en cas de survenance de litiges. Pour la détermination de la juste valeur du titre au 31 décembre 2015, l'estimation du montant à recevoir en numéraire et en actions de préférence a fait l'objet d'une décote globale de 20 %, afin de tenir compte d'incertitudes en ce qui concerne la réalisation de l'opération, la répartition définitive du prix de vente entre les différents vendeurs, l'illiquidité des actions de préférence et d'une décote liée à l'incertitude relative au taux de conversion définitif des actions de préférence en actions ordinaires Visa Inc. Par ailleurs, le protocole prévoit également une clause de complément de prix, payable à l'issue d'une période de 4 ans après la date effective de cession des titres. Cette clause n'a pas été prise en compte dans la détermination de la juste valeur du titre pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2015.

AU 31 DÉCEMBRE 2014

		Gains et pertes comptabilisés au cours de la période				Événements de gestion de la période		Transferts de la période			
		Au compte de résultat ⁽²⁾									
		Reclasse- ments	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres	Achats/ Émissions	Ventes/ Rembour- sements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	Autres variations	31/12/2014
en millions d'euros		01/01/2014 ⁽¹⁾									
ACTIFS FINANCIERS											
Titres		931	41	81		491	(1 222)	11	109	27	469
Titres à revenu fixe		931	41	81		491	(1 222)	11	109	27	469
Titres à revenu variable											
Instruments dérivés		1 834	1 047	15		2	(264)	(652)	91	(236)	1 837
Dérivés de taux		866	461	71			(33)	61	91	(208)	1 309
Dérivés actions		602	339					(773)		(34)	134
Dérivés de change		18	(11)			2	(2)	1			8
Dérivés de crédit		348	258	(56)			(229)	59		6	386
Autres dérivés											
Autres actifs financiers									376		376
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		2 765	1 088	96		493	(1 486)	(641)	576	(209)	2 682
Titres		1 895	(36)	72	33	322	(319)	21	489	21	2 498
Titres à revenu fixe		633		34	31	264	(187)	24	552	2	1 353
Titres à revenu variable		1 262	(36)	38	2	58	(132)	(3)	(63)	19	1 145
Autres actifs financiers		6 257	(5)	(474)	32	1 584	(1 925)	753		188	6 410
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		8 152	(41)	(402)	65	1 906	(2 244)	774	489	209	8 908
Dérivés de taux		1									1
Dérivés de crédit		11	(6)	(1)							4
Instruments dérivés de couverture		12	(6)	(1)							5
Titres de participation		3 115	(95)	(60)	90	246	(353)	10	(171)	33	2 842
Autres titres		2 283	(8)	2	126	1 286	(758)	11	2 002	(9)	4 946
Titres à revenu fixe		1 150	(3)	9	83	1 062	(520)	6	1 926		3 718
Titres à revenu variable		1 133	(5)	(7)	6	224	(238)	5	76	(9)	1 228
Autres actifs financiers		49	(8)			1	(5)	(13)	28	(1)	51
Actifs financiers disponibles à la vente		5 447	(103)	(66)	38	216	(1 116)	8	1 859	23	7 839
PASSIFS FINANCIERS											
Titres								10			10
Instruments dérivés		1 630		554	164		(204)	88		(253)	1 979
Dérivés de taux		1 014	(85)	398	120		(101)	161		(123)	1 384
Dérivés actions		39		65	12		(15)	16		(1)	116
Dérivés de change		51		(18)			(1)	(21)		(3)	8
Dérivés de crédit		526	85	61	32		(87)	(68)		(78)	471
Autres dérivés				48						(48)	
Autres passifs financiers											
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		1 630		554	164		(204)	98		(253)	1 989
Titres											
Autres passifs financiers		75	(20)	(6)				5		18	72
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		75	(20)	(6)				5		18	72

(1) Montant ajusté par rapport aux états financiers du 31 décembre 2013 correspondant principalement au reclassement du niveau 2 vers niveau 3 des titres du métier de capital investissement de Natixis pour 1 121 millions d'euros (cf. note 4.1.6).

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

5.5.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

en millions d'euros	Exercice 2015				
	De	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 1	niveau 3	niveau 2
ACTIFS FINANCIERS					
Titres		385	901	6	29
<i>Titres à revenu fixe</i>		83	901	6	29
<i>Titres à revenu variable</i>		302			
Instruments dérivés				198	39
<i>Dérivés de taux ⁽¹⁾</i>				109	33
<i>Dérivés actions ⁽²⁾</i>				17	4
<i>Dérivés de change</i>				72	2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		385	901	204	68
Titres				31	
<i>Titres à revenu fixe</i>				29	
<i>Titres à revenu variable</i>				2	
Autres actifs financiers				20	31
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat				51	31
Titres de participation					
Autres titres		77	49	128	550
<i>Titres à revenu fixe</i>		69	49	80	495
<i>Titres à revenu variable</i>		8		48	55
Actifs financiers disponibles à la vente		77	49	128	550
PASSIFS FINANCIERS					
Titres		29	15		
Instruments dérivés				135	595
<i>Dérivés de taux ⁽¹⁾</i>				82	569
<i>Dérivés actions ⁽²⁾</i>				46	26
<i>Dérivés de change</i>				7	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		29	15	135	595
Titres				28	
Autres passifs financiers				731	4
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat				759	4

(1) Concernant les instruments dérivés Helvetix, la contribution des ajustements de valorisation étant devenue très significative, au regard de la juste valeur de ces instruments prise dans son ensemble, le groupe a procédé à un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2015 ;

(2) Les TRS et pensions indexés sur un panier d'actions ont été transférés en niveau 3 de juste valeur au cours de l'exercice 2015 suite à une évolution du modèle de valorisation basé sur des données propriétaires.

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

en millions d'euros	Exercice 2014				
	De	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 1	niveau 3	niveau 1
ACTIFS FINANCIERS					
Titres		486	643	109	
<i>Titres à revenu fixe</i>		486	9	109	
<i>Titres à revenu variable</i>			634		
Instruments dérivés		2		91	
<i>Dérivés de taux</i>		2		91	
Autres actifs financiers				376	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		488	643	576	
Titres		1 139		615	
<i>Titres à revenu fixe</i>		1 137		552	
<i>Titres à revenu variable</i>		2		63	
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		1 139		615	
Dérivés de taux		5			
Instruments dérivés de couverture		5			
Titres de participation				171	
Autres titres		476	279	2 008	6
<i>Titres à revenu fixe</i>		309	279	1 932	6
<i>Titres à revenu variable</i>		167		76	
Autres actifs financiers				28	
Actifs financiers disponibles à la vente		476	279	2 207	6
PASSIFS FINANCIERS					
Autres passifs financiers		235	3		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		235	3		

5.5.4 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Natixis a évalué, au 31 décembre 2015, une sensibilité de la juste valeur de ses instruments valorisés à partir de paramètres non observables. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique incertain. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ⁽¹⁾ » des paramètres non observables en lien avec les hypothèses des ajustements additionnels de valorisation pour les instruments de taux, change et actions. La sensibilité calculée est de 16 millions d'euros ;
- d'une variation forfaitaire :
 - de 1 % (à la hausse ou à la baisse) du taux de recouvrement de la dette non sécurisée sur les dérivés non collatéralisés,

- de 50 points de base (à la hausse ou à la baisse) appliqués à la marge utilisée pour l'actualisation des flux attendus des CDO Trups ;

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 17 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 17 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres.

5.6 PRÊTS ET CRÉANCES

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont en note 7.1.

5.6.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Prêts et créances sur les établissements de crédit	96 287	103 875
Dépréciations individuelles	(72)	(116)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(7)	(15)
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	96 208	103 744

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 15.

(1) Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres.

Décomposition des prêts et créances bruts sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	7 411	7 530
Opérations de pension	15 231	12 181
Comptes et prêts *	73 241	82 442
Titres assimilés à des prêts et créances	198	1 362
Autres prêts et créances sur les établissements de crédit	122	219
Prêts et créances dépréciés	84	141
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	96 287	103 875

* Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 65 655 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 74 194 millions d'euros au 31 décembre 2014 (cf. note 1.4).

5.6.2 Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Prêts et créances sur la clientèle	629 775	623 256
Dépréciations individuelles	(10 675)	(10 758)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(1 635)	(1 531)
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE *	617 465	610 967

* Pour harmoniser leur présentation au sein du Groupe BPCE, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Compte de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 988 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et actifs divers ».

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 15.

Décomposition des prêts et créances bruts sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	11 388	11 745
Prêts à la clientèle financière	4 076	4 220
Crédits de trésorerie	55 860	50 003
Crédits à l'équipement	143 996	141 725
Crédits au logement	289 809	281 124
Crédits à l'exportation	3 188	3 321
Opérations de pension	27 656	30 519
Opérations de location-financement	15 875	16 135
Prêts subordonnés	461	463
Autres crédits	25 230	27 205
Autres concours à la clientèle	566 151	554 715
Titres assimilés à des prêts et créances	23 016	26 839
Autres prêts et créances sur la clientèle	6 122	7 038
Prêts et créances dépréciés	23 098	22 919
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LA CLIENTÈLE	629 775	623 256

Détail des opérations de location-financement

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Immobilier	Mobilier	Total	Immobilier	Mobilier	Total
Encours sains	8 354	7 521	15 875	8 677	7 458	16 135
Encours dépréciés nets	82	186	268	61	217	278
Encours	176	394	570	144	472	616
Dépréciations	(94)	(208)	(302)	(83)	(255)	(338)
TOTAL DES OPÉRATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT	8 436	7 707	16 143	8 738	7 675	16 413

5.7 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable ayant une date d'échéance déterminée et que le groupe a l'intention manifeste et les moyens de détenir jusqu'à l'échéance.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Effets publics et valeurs assimilées	6 762	7 109
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 905	4 089
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 667	11 198
Dépréciations	(2)	(3)
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	10 665	11 195

La juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance est présentée en note 15.

5.8 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS**Portefeuille d'actifs financiers reclassés**

En application des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers », le groupe a procédé au reclassement de certains actifs financiers. Aucun reclassement n'a été réalisé au cours de l'exercice 2014 et de l'exercice 2015.

en millions d'euros	Valeur nette comptable		Juste valeur	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs reclassés vers la catégorie				
Actifs financiers disponibles à la vente	51	131	51	131
Prêts et créances	8 545	10 333	7 681	9 307
TOTAL DES TITRES RECLASSÉS	8 596	10 464	7 732	9 438

Variation de juste valeur qui aurait été comptabilisée si les titres n'avaient pas été reclassés

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Variation de juste valeur		
– qui aurait été enregistrée au compte de résultat si les titres n'avaient pas été reclassés		21
– qui aurait été enregistrée en gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres si les titres n'avaient pas été reclassés	83	(189)

5.9 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Plus-values latentes sur OPCVM	84	89
GIE Fiscaux	(327)	(326)
Provisions pour passifs sociaux	350	437
Provisions pour activité d'épargne-logement	250	236
Provisions sur base de portefeuilles	376	351
Autres provisions non déductibles	1 075	1 286
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	(354)	(402)
Autres sources de différences temporelles *	434	1 380
Impôts différés liés aux décalages temporels	1 888	3 051
Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables	2 643	3 206
Impôts différés sur retraitements et éliminations de consolidation	143	70
Impôts différés non constatés par prudence	(564)	(891)
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	4 110	5 436
Comptabilisés		
– À l'actif du bilan	4 988	5 828
– Au passif du bilan	(878)	(392)

* Impôt différé passif constaté à compter de l'exercice 2015 sur l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition réalisé aux États-Unis (cf. note 2.2).

5.10 COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes d'encaissement	5 663	5 253
Charges constatées d'avance	357	343
Produits à recevoir	852	662
Autres comptes de régularisation	3 577	3 036
Comptes de régularisation - actif	10 449	9 294
Dépôts de garantie versés	21 271	23 977
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	91	254
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	8 444	7 969
Autres actifs divers liés à l'assurance *	1 456	413
Débiteurs divers	13 672	11 946
Actifs divers	44 934	44 559
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	55 383	53 853

* Pour harmoniser leur présentation au sein du Groupe BPCE, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 988 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et actifs divers ».

5.11 IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en millions d'euros</i>						
Immeubles comptabilisés à la juste valeur *	///	///	1 270	///	///	1 226
Immeubles comptabilisés au coût historique	1 378	(628)	750	1 394	(622)	772
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT			2 020			1 998

* Immeubles inclus dans les placements des filiales d'assurance. Les variations de juste valeur donnent lieu à la reconnaissance symétrique d'une provision pour participation différée égale, en moyenne au 31 décembre 2015, à 90,0 % de l'assiette concernée contre 92,7 % au 31 décembre 2014 (cf. note 5.17).

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 2 314 millions d'euros au 31 décembre 2015 (2 214 millions d'euros au 31 décembre 2014).

La juste valeur des immeubles de placement, dont les principes d'évaluation sont décrits en note 4.2, est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

5.12 IMMOBILISATIONS

	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en millions d'euros</i>						
Immobilisations corporelles						
- Terrains et constructions	4 010	(1 984)	2 026	4 063	(1 890)	2 173
- Biens mobiliers donnés en location	419	(174)	245	399	(185)	214
- Équipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	7 739	(5 300)	2 439	7 428	(5 078)	2 350
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 168	(7 458)	4 710	11 890	(7 153)	4 737
Immobilisations incorporelles						
- Droit au bail	422	(226)	196	425	(219)	206
- Logiciels	2 551	(1 925)	626	2 349	(1 766)	583
- Autres immobilisations incorporelles	551	(271)	280	595	(272)	323
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 524	(2 422)	1 102	3 369	(2 257)	1 112

5.13 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Valeur nette à l'ouverture	3 605	4 168
Acquisitions	605	38
Cessions	(2)	(17)
Perte de valeur	(19)	(52)
Impact perte de contrôle Nexity		(709)
Reclassements	13	13
Écarts de conversion	152	164
Valeur nette à la clôture	4 354	3 605

Au 31 décembre 2015, le montant des écarts d'acquisition en valeur brute s'élève à 4 855 millions d'euros et le montant cumulé des pertes de valeur s'élève à 501 millions d'euros.

Écarts d'acquisition détaillés :

en millions d'euros	Valeur nette comptable	
	31/12/2015	31/12/2014
- Épargne ⁽¹⁾	3 053	2 314
- Services Financiers Spécialisés	27	26
- Participations financières	355	355
- BGC	5	///
- Autres activités	13	7
Natixis	3 453	2 702
Banques Régionales ⁽²⁾	685	685
Banque de la Réunion ⁽³⁾	7	
BCP Luxembourg	1	8
Banque Palatine	95	95
BPCE International ⁽³⁾	42	52
Banque BCP France	42	42
Crédit Foncier	13	13
Autres	16	8
TOTAL DES ÉCARTS D'ACQUISITION	4 354	3 605

(1) Dont 580 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de DNCA Finance durant l'exercice 2015.

(2) Banques Régionales : Banque Chaix, Banque de Savoie, Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze et un écart d'acquisition porté par Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique. En effet, la fusion de Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique et CCSO - Pelletier a entraîné le transfert de l'écart d'acquisition de CCSO - Pelletier vers Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique.

(3) Écart d'acquisition transféré de BPCE International à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse, suite aux cessions réalisées au second semestre 2015 (cf. note 17.1).

Tests de dépréciation

L'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles elles sont rattachées. L'ex UGT Corporate Data Solution (CDS) a cependant fait l'objet d'une évaluation selon une approche société par société compte tenu des objectifs de cession et de cession effective concernant plusieurs entités de l'UGT et limitant désormais les synergies de l'ensemble résiduel. Pour l'UGT Coface, entité cotée depuis juin 2014, qui ne fait pas partie des métiers cœurs du Groupe BPCE et dont la participation est gérée dans une

optique patrimoniale, la valeur d'utilité a été complétée par d'autres approches s'appuyant sur des données de marché dont : méthodes de valorisation par multiples boursiers, par cours de Bourse et par cours cible des brokers. Une valorisation moyenne a été déterminée en pondérant les différentes approches.

Hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable

La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du processus budgétaire du groupe.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

	Taux d'actualisation	Taux de croissance à long terme
Natixis		
Épargne	9,7 %	2,5 %
Services Financiers Spécialisés	11,2 %	2,5 %
Coface	10,5 %	2,5 %
Ex-UGT Corporate Data Solutions	approche société par société	2,5 %
Banque de Grande Clientèle	10,9 %	2,5 %
Banque Palatine	8,5 %	2,0 %
Banques Régionales	7,5 %-8,0 %	2,0 %

Les taux d'actualisation ont été déterminés de la façon suivante :

- pour les UGT Épargne, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés, le taux sans risque de la zone Euro-Bund moyenné sur une profondeur de 10 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives de l'UGT ;
- pour l'UGT Coface, les références de taux utilisées ont été déterminées selon une méthode similaire aux autres UGT, en s'appuyant sur des échantillons

de sociétés comparables pour les activités d'assurances, de services et d'affacturage ;

- pour l'ex UGT CDS, les taux sans risque à 10 ans des pays dans lesquels interviennent les différentes entités, auxquels s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives du secteur et une prime de risque complémentaire pour tenir compte de la taille relative des entités en comparaison des références de l'échantillon.

- les taux d'actualisation des flux prévisionnels de l'UGT Banque Palatine et de l'UGT Banques Régionales des Banques Populaires ont été déterminés sur la base d'un taux sans risque (OAT 10 ans), sur une profondeur de 2 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de banques européennes cotées exerçant une activité bancaire similaire et en tenant compte des spécificités de ces établissements.

Ces tests ont conduit à constater une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 19 millions d'euros en 2015, notamment sur BCP Luxembourg (7 millions d'euros) et sur deux filiales de la BRED (11 millions d'euros, présentés sur la ligne « Autres »).

Sensibilité des valeurs recouvrables

Une augmentation de 20 points de base des taux d'actualisation associée à une diminution de 50 points de base des taux de croissance à l'infini contribuerait à minorer la valeur d'utilité des UGT de :

- - 6,7 % pour l'UGT Épargne ;
- - 3,4 % pour l'UGT Banque de Grande Clientèle ;
- - 4,2 % pour l'UGT Services Financiers Spécialisés ;
- - 2,6 % pour l'UGT Coface ;
- - 6,6 % pour l'ex UGT CDS ;
- - 4,7 % pour l'UGT Banque Palatine ;
- - 6,2 % pour l'UGT Banques Régionales.

Ces variations conduiraient à constater des dépréciations complémentaires sur les seules UGT Banque Palatine (39 millions d'euros) et Banques Régionales (16 millions d'euros).

La sensibilité des flux futurs des plans d'affaires des métiers à la variation des hypothèses clés conduirait :

- pour l'Épargne, une baisse de 10 % des marchés « actions » et de 1 point de l'EONIA et des taux longs 10 ans aurait un impact négatif de 3 % sur la valeur recouvrable de l'UGT et n'amènerait pas à constater de dépréciation ;
- pour la Banque de Grande Clientèle, la sensibilité au dollar ou à l'évolution du CAC aurait un impact limité sur le produit net bancaire et n'amènerait pas à constater de dépréciation ;

- pour les Services Financiers Spécialisés, une baisse de 1 point de l'Euribor 3 mois appliquée au métier de l'affacturage et la réplique d'un scénario de type « crise 2008/2009 » (baisse de la production et augmentation du coût du risque) sur le métier crédit-bail aurait un impact négatif sur la valeur recouvrable de l'UGT de - 8 % et n'aurait pas d'incidence en termes de dépréciation ;
- pour Coface, le principal vecteur de sensibilité est le *loss ratio*. Un niveau de 54,3 % de ce ratio (brut de réassurance) a été retenu pour conduire le test de dépréciation de l'UGT au 31 décembre 2015. Une hausse d'un point de ce *loss ratio* n'aurait pas d'incidence significative sur la valeur recouvrable de l'UGT. Seule une hausse de 5 points du niveau de *loss ratio* conduirait à constater une dépréciation de l'UGT. Par ailleurs, une valorisation au cours le plus bas de l'année 2015 conduirait à un impact limité sur la valorisation moyenne pondérée ;
- pour l'ex UGT CDS, le principal facteur de sensibilité est le niveau de réalisation des plans d'affaires. Une variation de - 5 % desdits plans n'amènerait pas à constater de dépréciation ;
- pour l'UGT Banque Palatine, la sensibilité des flux futurs du plan d'affaires à une baisse du résultat net normatif de 5 % aurait un impact négatif sur la valeur de l'UGT de - 6,1 %, et conduirait à une dépréciation de l'UGT de l'ordre de 51 millions d'euros ;
- pour l'UGT Banques Régionales, la sensibilité des flux futurs du plan d'affaires à une baisse du résultat net normatif de 5 % associée à une hausse du ratio prudentiel cible de 50 points de base aurait un impact négatif sur la valeur de l'UGT de 5,5 %, et conduirait à une dépréciation de l'UGT de l'ordre de 4 millions d'euros.

5.14 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

5.14.1 Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes à vue	9 659	10 088
Opérations de pension	2 841	2 966
Dettes rattachées	6	5
Dettes à vue envers les établissements de crédit	12 506	13 059
Emprunts et comptes à terme	50 349	54 328
Opérations de pension	13 955	18 113
Dettes rattachées	230	201
Dettes à termes envers les établissements de crédit	64 534	72 642
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	77 040	85 701

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 15.

5.14.2 Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires créditeurs	147 233	124 241
Livret A	87 528	91 720
Plans et comptes épargne-logement	70 028	63 481
Autres comptes d'épargne à régime spécial	81 257	80 025
Dettes rattachées	25	35
Comptes d'épargne à régime spécial	238 838	235 261
Comptes et emprunts à vue	12 658	18 534
Comptes et emprunts à terme	67 755	64 635
Dettes rattachées	2 196	2 051
Autres comptes de la clientèle	82 609	85 220
À vue	16 318	12 667
À terme	13 618	14 738
Dettes rattachées	16	8
Opérations de pension	29 952	27 413
Autres dettes envers la clientèle *	1 079	1 405
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	499 711	473 540

* Pour harmoniser leur présentation au sein du Groupe BPCE, les dettes nées des opérations d'assurance et de réassurances présentées antérieurement sur la ligne « Autres dettes envers la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et passif divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 364 millions d'euros des « Dettes envers la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et passifs divers ».

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 15.

5.15 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts obligataires	157 081	155 755
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	61 965	88 887
Autres dettes représentées par un titre	1 744	2 295
Total	220 790	246 937
Dettes rattachées	2 623	3 228
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	223 413	250 165

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 15.

5.16 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes d'encaissement	5 168	4 396
Produits constatés d'avance	1 487	1 563
Charges à payer	2 813	2 535
Autres comptes de régularisation créditeurs	7 507	5 501
Comptes de régularisation - passif	16 975	13 995
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	576	627
Dépôts de garantie reçus	14 265	15 493
Créditeurs divers	13 403	12 583
Passifs divers liés à l'assurance *	8 480	7 580
Passifs divers	36 724	36 283
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	53 699	50 278

* Pour harmoniser leur présentation au sein du Groupe BPCE, les dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Autres dettes envers la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et passif divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 364 millions d'euros des « Dettes envers la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et passifs divers ».

5.17 PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Provisions techniques d'assurance non-vie	4 222	3 856
Provisions techniques des contrats d'assurance vie en euros	43 016	41 078
Provisions techniques des contrats d'assurance vie en unités de compte	9 117	8 315
Provisions techniques d'assurance vie	52 133	49 393
Provisions techniques des contrats financiers	11	11
Participation aux bénéfices différée	3 196	3 851
TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE	59 562	57 111

Les provisions techniques d'assurance non-vie regroupent des provisions pour primes non acquises et pour sinistres à payer.

Les provisions techniques d'assurance vie sont principalement constituées des provisions mathématiques, qui correspondent généralement aux valeurs de rachat des contrats.

Les provisions techniques des contrats financiers sont des provisions mathématiques évaluées sur la base des actifs servant de support à ces contrats.

Les provisions pour participation aux bénéfices différée représentent la part latente des produits des placements revenant aux assurés et encore non distribuée.

5.18 PROVISIONS

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous. La présentation a été modifiée par rapport à l'exercice précédent pour refléter le niveau d'analyse effectué par le groupe.

en millions d'euros	01/01/2015	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2015
Provisions pour engagements sociaux	1 917	222	(200)		(150)	1 789
Provisions pour restructurations ⁽²⁾	111	26	(30)	(35)	(11)	61
Risques légaux et fiscaux ⁽³⁾	1 487	298	(113)	(142)	89	1 619
Engagements de prêts et garanties	393	120	(25)	(104)	(24)	360
Provisions pour activité d'épargne-logement	672	62		(19)		715
Autres provisions d'exploitation	1 028	355	(147)	(157)	42	1 121
TOTAL DES PROVISIONS	5 608	1 083	(515)	(457)	(54)	5 665

(1) Les autres mouvements comprennent la variation de l'écart de réévaluation sur les passifs sociaux (- 219 millions d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Au 31 décembre 2015, les provisions pour restructuration incluent 15 millions d'euros au titre du plan d'adaptation de l'emploi chez Natixis (60 millions d'euros au 31 décembre 2014).

(3) Les provisions pour risques légaux et fiscaux incluent 475 millions d'euros au titre de l'encours net Madoff (415 millions d'euros au 31 décembre 2014).

5.18.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Encours collectés au titre des plans d'épargne-logement (PEL)		
– ancienneté de moins de 4 ans	35 127	26 009
– ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	15 836	16 631
– ancienneté de plus de 10 ans	12 585	14 158
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	63 548	56 798
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	5 769	5 982
TOTAL DES ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	69 317	62 780

5.18.2 Encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Encours de crédit octroyés au titre des plans épargne-logement	144	218
Encours de crédit octroyés au titre des comptes épargne-logement	539	743
TOTAL DES ENCOURS DE CRÉDIT OCTROYÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	683	961

5.18.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Provisions constituées au titre des PEL		
– ancienneté de moins de 4 ans	355	219
– ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	116	143
– ancienneté de plus de 10 ans	181	227
Provisions constituées au titre des plans épargne-logement	652	589
Provisions constituées au titre des comptes épargne-logement	70	91
Provisions constituées au titre des crédits PEL	(2)	(2)
Provisions constituées au titre des crédits CEL	(5)	(6)
Provisions constituées au titre des crédits épargne-logement	(7)	(8)
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	715	672

5.19 DETTES SUBORDONNÉES

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Dettes subordonnées à durée déterminée	17 198	14 615
Dettes subordonnées à durée indéterminée	321	321
Dépôts de garantie à caractère mutuel	180	196
Dettes subordonnées et assimilés	17 699	15 132
Dettes rattachées	322	291
Réévaluation de la composante couverte	118	183
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	18 139	15 606

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 15.

Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice

en millions d'euros	01/01/2015	Émission ⁽¹⁾	Remboursement ⁽²⁾	Autres mouvements ⁽³⁾	31/12/2015
Dettes subordonnées à durée déterminée	14 615	3 869	(1 247)	(39)	17 198
Dettes subordonnées à durée indéterminée	321				321
Dépôts de garantie à caractère mutuel	196	4	(20)		180
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS	15 132	3 873	(1 267)	(39)	17 699

(1) Au cours de l'exercice 2015, les émissions suivantes ont plus particulièrement été réalisées :

- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 1 736 millions d'euros, en février, mars et novembre 2015 ;
- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 84 000 millions de yens, en janvier et décembre 2015 ;
- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 530 millions de dollars américains, en avril et juin 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 175 millions de dollars australiens, en octobre 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 750 millions de yuans, en mars 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 150 millions de dollars singapouriens, en juin 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 50 millions de francs suisses, en septembre 2015.

(2) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent notamment :

- l'arrivée à maturité en avril 2015 de titres subordonnés émis par Natixis pour 77 millions d'euros ;
- l'arrivée à maturité sur 2015 de titres subordonnés émis par BPCE pour 1 169 millions d'euros.

(3) Les autres variations incluent notamment la réévaluation des dettes faisant l'objet de couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire.

Les titres supersubordonnés qualifiés d'instruments de capitaux propres sont présentés à la note 5.20.2.

5.20 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS

5.20.1 Parts sociales

Au 31 décembre 2015, le capital se décompose comme suit :

- 7 792 millions d'euros de parts sociales entièrement souscrites par les sociétaires des Banques Populaires (7 410 millions d'euros au 31 décembre 2014) ;

- 9 469 millions d'euros de parts sociales entièrement souscrites par les sociétaires des Caisses d'Épargne (9 339 millions d'euros au 31 décembre 2014) ;

Au 31 décembre 2015, les primes se décomposent comme suit :

- 950 millions d'euros liés aux parts sociales souscrites par les sociétaires des Banques Populaires ;
- 2 885 millions d'euros liés aux parts sociales souscrites par les sociétaires des Caisses d'Épargne.

5.20.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt	Taux	Nominal (en millions d'euros) *	
							31/12/2015	31/12/2014
BPCE	30 juillet 2004	USD	200 millions	31 mars 2016	néant	Min (CMAT 10 ans + 0,3 % ; 9 %)	142	142
BPCE	6 octobre 2004	EUR	369 millions	30 juillet 2015	30 juillet 2015	4,63 %		369
BPCE	12 octobre 2004	EUR	80 millions	12 janvier 2016	néant	Min (CMS 10 ans ; 7 %)	80	80
BPCE	27 janvier 2006	USD	300 millions	27 janvier 2016	néant	6,75 %	214	214
BPCE	1 ^{er} février 2006	EUR	350 millions	1 ^{er} février 2016	néant	4,75 %	350	350
BPCE	30 octobre 2007	EUR	509 millions	30 octobre 2017	30 octobre 2017	6,12 %	509	509
BPCE	6 août 2009	EUR	52 millions	30 septembre 2015	néant	13,00 %		52
BPCE	6 août 2009	EUR	374 millions	30 septembre 2019	30 septembre 2019	12,50 %	374	374
BPCE	6 août 2009	USD	134 millions	30 septembre 2015	néant	13,00 %		93
BPCE	6 août 2009	USD	444 millions	30 septembre 2019	30 septembre 2019	12,50 %	309	309
BPCE	22 octobre 2009	EUR	750 millions	22 avril 2015	néant	9,25 %		750
BPCE	17 mars 2010	EUR	818 millions	17 mars 2015	17 mars 2020	9,00 %		818
TOTAL							1 978	4 060

* Nominal converti en euros au cours de change en vigueur à la date de classement en capitaux propres.

Les émissions de titres supersubordonnés à durée indéterminée antérieures au 30 juin 2009 s'analysent, depuis cette date, comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de la rémunération. Auparavant, elles figuraient en dettes subordonnées et assimilées. La transformation de ces instruments de dette en

instruments de capitaux propres avait été traitée comptablement comme une extinction de la dette.

Les émissions postérieures au 30 juin 2009 ont toujours été classées en capitaux propres compte tenu du caractère discrétionnaire de leur rémunération.

5.21 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du groupe, sont présentées dans le tableau suivant :

en millions d'euros		Exercice 2015						
		Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100 %			
Nom de l'entité	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Groupe Natixis	28,75 %	531	7 289	369	500 256	479 756	1 344	1 822
Dont Coface ⁽¹⁾	58,68 %	57	1 101	45	6 883	5 116	126	120
Dont BPCE Assurances ⁽¹⁾	40,00 %	22	146	7	1 632	1 266	56	52
Locindus	25,43 %	2	66	3	822	563	10	10
Autres entités		25	206	23				
TOTAL AU 31/12/2015		558	7 561	395				

(1) Données groupe Natixis (minoritaires directs).

en millions d'euros		Exercice 2014						
		Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100 %			
Nom de l'entité	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Groupe Natixis	28,49 %	387	7 093	152	590 424	570 263	1 138	1 741
Dont Coface ⁽¹⁾	58,74 %	34	1 104	1	6 587	4 863	125	163
Dont BPCE Assurances ⁽¹⁾	40,00 %	21	132		1 506	1 175	52	73
Groupe Nexity ⁽²⁾		47		64	5 250	3 671	25	27
Locindus	25,45 %	3	66	3	715	456	9	9
Autres entités		22	229	15				
TOTAL AU 31/12/2014		459	7 388	234				

(1) Données groupe Natixis (minoritaires directs).

(2) À compter du 31 décembre 2014, la participation du groupe au capital de Nexity a été consolidée selon la méthode de mise en équivalence puis déconsolidée au 30 juin 2015 (cf. note 1.3).

5.22 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Écarts de réévaluation sur régime à prestations définies	219	(76)	143	(342)	118	(224)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat	///	///	(1)	///	///	(13)
Éléments non recyclables en résultat			142			(237)
Écarts de conversion	471	///	471	618	///	618
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	802	(225)	577	826	(218)	608
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture ⁽²⁾	121	132	253	(387)	55	(332)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	///	///	(16)	///	///	190
Éléments recyclables en résultat			1 285			1 084
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔTS)			1 427			847
Part du groupe			1 285			627
Participations ne donnant pas le contrôle			142			220

(1) Dont - 202 millions d'euros (avant impôts) recyclés en résultat de l'exercice 2015 contre - 168 millions d'euros en 2014 ;

(2) Dont 166 millions d'euros (avant impôts) recyclés en résultat de l'exercice 2015 contre 147 millions d'euros en 2014.

Note 6 Notes relatives au compte de résultat

6.1 INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS

Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	18 424	(5 598)	12 826	19 345	(6 024)	13 321
Prêts et créances avec les établissements de crédit ⁽¹⁾	1 502	(634)	868	1 788	(674)	1 114
Opérations de location-financement	569	///	569	633	///	633
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	///	(5 207)	(5 207)	///	(5 371)	(5 371)
Instruments dérivés de couverture	5 435	(5 569)	(134)	5 865	(5 979)	(114)
Actifs financiers disponibles à la vente	1 776	///	1 776	1 616	///	1 616
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	335	///	335	329	///	329
Actifs financiers dépréciés	71	///	71	61	///	61
Autres produits et charges d'intérêts	2	(47)	(45)	6	(53)	(47)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS	28 114	(17 055)	11 059	29 643	(18 101)	11 542

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 927 millions d'euros (1 063 millions d'euros en 2014) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

6.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en

dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	20	(31)	(11)	23	(26)	(3)
Opérations avec la clientèle	3 285	(19)	3 266	2 857	(27)	2 830
Prestation de services financiers	531	(724)	(193)	518	(585)	(67)
Vente de produits d'assurance vie	1 261	///	1 261	1 278	///	1 278
Moyens de paiement	1 557	(589)	968	1 506	(586)	920
Opérations sur titres	343	(145)	198	336	(120)	216
Activités de fiducie	3 366	(8)	3 358	2 620	(9)	2 611
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	384	(140)	244	341	(110)	231
Autres commissions	461	(393)	68	474	(369)	105
TOTAL DES COMMISSIONS	11 208	(2 049)	9 159	9 953	(1 832)	8 121

6.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Ce poste enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Résultat sur opérations de couverture » comprend la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macrocouvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultats sur instruments financiers de transaction ⁽¹⁾	1 779	1 140
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option ⁽²⁾	671	259
Résultats sur opérations de couverture	(106)	(138)
Inefficacité de la couverture de juste valeur	(131)	(150)
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	25	12
Résultats sur opérations de change	61	304
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	2 405	1 565

(1) La ligne « Résultats sur instruments financiers de transaction » inclut sur l'exercice 2015 :

- les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines (cf. note 4.1.6), qui conduisent à une diminution du stock de réfaction de 2 millions d'euros au cours de l'exercice 2015, contre un produit de 102 millions d'euros en 2014, portant le stock total de réfaction à 106 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 103 millions d'euros au 31 décembre 2014 ;
- une reprise de 7 millions d'euros au 31 décembre 2015 de la provision sur base de portefeuilles constituée sur les expositions relatives aux CDPC (Credit Derivatives Product Companies) portant le stock à 4 millions d'euros. Au 31 décembre 2014, une reprise de 27 millions d'euros avait été réalisée portant le stock à 11 millions d'euros ;
- la variation de juste valeur des dérivés affectée à hauteur de - 20 millions d'euros par l'évolution des réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA), à hauteur de - 9 millions d'euros par l'évolution du risque de non-exécution dans la valorisation des instruments dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment – DVA), et à hauteur de - 66 millions par la prise en compte d'un ajustement pour coût de financement (Funding Valuation Adjustment – FVA).

(2) La ligne « Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option » comprend notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence sur le résultat de l'exercice de + 126 millions d'euros contre - 276 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Marge initiale (day one profit)

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Marge non amortie en début de période	54	35
Marge différée sur les nouvelles opérations	83	47
Marge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice	(55)	(28)
MARGE NON AMORTIE EN FIN DE PÉRIODE	82	54

6.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Ce poste enregistre les dividendes des titres à revenu variable, les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers non évalués à la juste valeur, ainsi que les pertes de valeur des titres à revenu variable enregistrées en raison d'une dépréciation durable.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultats de cession	594	605
Dividendes reçus	231	296
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(79)	(230)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	746	671

En 2015, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 79 millions d'euros contre 230 millions d'euros en 2014. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 33 millions d'euros (24 millions d'euros en 2014) dont l'impact est neutralisé à hauteur de 90,0 % (respectivement 92,7 % en 2014) compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices.

En 2015, les dépréciations durables des titres à revenu variable ⁽¹⁾ incluent notamment 37 millions d'euros de complément de dépréciation sur titres antérieurement dépréciés (139 millions d'euros en 2014). L'application automatique des indices de pertes de valeur sur titres cotés repris au paragraphe 4.1.7. n'a pas entraîné de nouvelle dépréciation significative au cours de l'année 2015.

6.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges liés à l'activité d'assurance (en particulier les primes acquises, les charges de prestation et les variations de provisions techniques des contrats d'assurance) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges des activités d'assurance	6 921	(6 731)	190	6 343	(6 288)	55
Produits et charges sur activités immobilières ⁽¹⁾	4	(1)	3	2 351	(1 457)	894
Produits et charges sur opérations de location	103	(104)	(1)	101	(95)	6
Produits et charges sur immeubles de placement	283	(100)	183	227	(100)	127
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	15	(20)	(5)	11	(13)	(2)
Charges refacturées et produits rétrocédés	18	(9)	9	20	(4)	16
Autres produits et charges divers d'exploitation	855	(594)	261	1 022	(598)	424
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation		(141)	(141)	98	(260)	(162)
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	888	(764)	124	1 151	(875)	276
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	8 199	(7 700)	499	10 173	(8 815)	1 358

⁽¹⁾ Nexity contribuait aux produits et charges sur activités immobilières sur l'exercice 2014. La participation du groupe dans Nexity a été mise en équivalence au 31 décembre 2014, puis déconsolidée sur l'exercice 2015 (cf. note 1.3).

Produits et charges des activités d'assurance

Le tableau communiqué ci-après permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance incluses dans le périmètre de consolidation et leur traduction dans les comptes du Groupe BPCE au format bancaire.

Les sociétés consolidées du groupe présentant leurs comptes selon le modèle des sociétés d'assurance sont les sociétés du groupe Natixis Assurances, Muracef, Surassur, Prépar Vie, Prépar lard, CEGC et Coface.

⁽¹⁾ Hors titres de l'assurance, compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices différé.

en millions d'euros	Présentation bancaire 2015				Présentation assurance 2015	Présentation assurance 2014
	PNB	Frais généraux	RBE	Autres postes		
Primes acquises	7 954		7 954		7 954	7 891
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	314		314		314	250
Autres produits d'exploitation	5	32	37		37	40
Résultat financier hors coût de l'endettement	2 053	(11)	2 042		2 042	2 009
TOTAL DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	10 326	21	10 347		10 347	10 190
Charges des prestations des contrats	(7 575)	(98)	(7 673)		(7 673)	(7 689)
Charges des autres activités	(234)	(14)	(248)	(5)	(253)	(321)
Résultat net des cessions en réassurance	65		65		65	138
Frais d'acquisition des contrats	(669)	(239)	(908)		(908)	(820)
Frais d'administration	(274)	(346)	(620)	(2)	(622)	(599)
Autres produits et charges opérationnels/courants	(57)	(234)	(291)	(29)	(320)	(265)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES COURANTS	(8 744)	(931)	(9 675)	(36)	(9 711)	(9 556)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 582	(910)	672	(36)	636	634

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » du produit net bancaire.

Les autres composantes du résultat opérationnel des entreprises d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions) sont reclassées dans ces postes du produit net bancaire.

Les principaux reclassements portent sur l'imputation des frais généraux par nature alors qu'ils sont imputés par destination dans le format assurance.

6.6 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Charges de personnel	(9 886)	(10 007)
Impôts et taxes ⁽¹⁾	(715)	(642)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(4 798)	(4 791)
Autres frais administratifs	(5 513)	(5 433)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(15 399)	(15 440)

(1) Les impôts et taxes incluent notamment les nouvelles contributions imposées par le régulateur : la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 106 millions d'euros.

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 9.1.

6.7 COÛT DU RISQUE

Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Coût du risque de la période

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(1 753)	(1 622)
Récupérations sur créances amorties	168	122
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(247)	(276)
TOTAL COÛT DU RISQUE	(1 832)	(1 776)

Coût du risque de la période par nature d'actifs

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Opérations interbancaires ⁽¹⁾	(100)	6
Opérations avec la clientèle	(1 602)	(1 680)
Autres actifs financiers	(130)	(102)
TOTAL COÛT DU RISQUE	(1 832)	(1 776)

(1) Le coût du risque sur opérations interbancaires est notamment lié aux expositions sur la banque Heta Asset Resolution (Heta) (cf. note 1.3).

6.8 GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS

Ce poste comprend les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	6	100
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	68	(25)
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	74	75

Le résultat de l'exercice 2014 incluait un résultat de cession d'un ensemble immobilier par Natixis dont la plus-value s'élevait à 92 millions d'euros et le résultat de cession d'une partie de la participation dans Nexity (- 7 millions d'euros).

Les gains et pertes sur autres actifs sur l'exercice 2015 incluent les plus-values sur déconsolidation de Nexity pour 111 millions d'euros (cf. note 1.3).

6.9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Impôts courants	(1 481)	(1 688)
Impôts différés	(842)	(225)
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(2 323)	(1 913)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	Exercice 2015		Exercice 2014	
	en millions d'euros	taux d'impôt	en millions d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	3 242		2 907	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	19		52	
Participations ne donnant pas le contrôle	558		459	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	(280)		(105)	
Impôts	2 323		1 913	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (A)	5 862		5 226	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		34,43 %		34,43 %
Charge d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(2 018)		(1 799)	
Effet de la variation des impôts différés non constatés	(30)	0,5 %	(25)	0,5 %
Effet des différences permanentes	(93)	1,6 %	21	(0,4 %)
Impôts à taux réduit et activités exonérées	4	(0,1 %)	16	(0,3 %)
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	(15)	0,3 %	17	(0,3 %)
Majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés	(144)	2,5 %	(134)	2,6 %
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(19)	0,3 %	(37)	0,7 %
Autres éléments	(8)	0,1 %	28	(0,6 %)
CHARGE D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	(2 323)		(1 913)	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)		39,6 %		36,6 %

Contrôles fiscaux

BPCE

Le contrôle fiscal au titre des exercices 2010 et 2011 s'est soldé par un règlement d'ensemble, qui interviendra en 2016.

BPCE a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'année 2012 qui n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes de l'exercice.

Suite aux échanges menés avec la direction générale des Finances publiques au cours de l'année 2015 concernant l'année 2013, BPCE a procédé à la publication d'une liasse rectificative n'ayant pas d'effet significatif sur l'exercice.

Le risque résiduel attaché aux redressements contestés par BPCE a fait l'objet d'un provisionnement approprié.

Groupe Natixis

La société NGAM P1 a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 et 2011, lequel s'est soldé par une proposition de rectification en date du 29 juillet 2015 pour un montant de 85 millions d'euros dont 43 millions d'euros de pénalités.

La société considérant disposer d'arguments solides pour contester la position de l'Administration fiscale, aucune provision au titre de ce contrôle n'a été enregistrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Note 7 Expositions aux risques

L'information relative au capital et à sa gestion ainsi qu'aux ratios réglementaires est présentée dans la partie Gestion des risques.

7.1 RISQUE DE CRÉDIT ET RISQUE DE CONTREPARTIE

Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la décomposition du portefeuille de crédit par catégories d'expositions brutes et par approches ;
- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.2 Exposition globale au risque de crédit et au risque de contrepartie

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BPCE au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

en millions d'euros	Encours sains	Encours douteux	Dépréciations et provisions	Encours net 31/12/2015	Encours net 31/12/2014
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable)	132 105			132 105	184 749
Instruments dérivés de couverture	15 796			15 796	16 396
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	81 929	134	(89)	81 974	74 318
Prêts et créances sur les établissements de crédit	96 204	84	(79)	96 209	103 744
Prêts et créances sur la clientèle ⁽¹⁾	606 677	23 098	(12 310)	617 465	610 967
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 664	4	(2)	10 666	11 195
Actifs divers liés aux activités d'assurance ⁽¹⁾	1 242	495	(281)	1 456	
Débiteurs divers	12 772	1 094	(194)	13 672	
Exposition des engagements au bilan	957 389	24 909	(12 955)	969 343	1 001 369
Exposition des engagements au hors bilan	144 903	1 139	(360)	145 682	160 874
EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 102 292	26 048	(13 315)	1 115 025	1 162 243
EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE AU 31 DÉCEMBRE 2014	1 151 265	24 486	(13 508)	1 162 243	

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du Groupe BPCE, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 988 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « actifs divers liés aux activités d'assurance ».

7.1.3 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

en millions d'euros	01/01/2015	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Reclassement ⁽²⁾	Autres variations ⁽³⁾	31/12/2015
Actifs financiers disponibles à la vente	95	7	(12)		(1)	89
Opérations interbancaires ⁽⁴⁾	131	150	(194)		(8)	79
Opérations avec la clientèle	12 289	3 300	(2 987)	(231)	(61)	12 310
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3		(1)			2
Actifs divers liés aux activités d'assurance		85	(34)	231	(1)	281
Débiteurs divers	107	40	(44)		91	194
Dépréciations déduites de l'actif	12 625	3 582	(3 272)		20	12 955
Provisions sur engagements de prêts et de garantie	393	120	(129)		(24)	360
Autres provisions risque de crédit	692	57	(44)		96	801
Provisions de passif	1 085	177	(173)		72	1 161
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT	13 710	3 759	(3 445)		92	14 116

(1) Dont 1 334 millions de reprises de provisions utilisées.

(2) Suite au reclassement des créances nées des opérations d'assurance et de réassurance (cf. note 7.1.2).

(3) Les autres variations concernent principalement les écarts de conversion ainsi qu'une régularisation de provision sur débiteurs divers.

(4) Les flux sur les opérations interbancaires concernent principalement la banque Heta (cf. note 1.3).

7.1.4 Actifs financiers présentant des impayés

Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement.

À titre d'exemple :

- un instrument de dette peut présenter un arriéré lorsque l'émetteur obligataire ne paie plus son coupon ;

- un prêt est considéré comme étant en arriéré de paiement si une des échéances ressort comptablement impayée ;

- un compte ordinaire débiteur déclaré sur la ligne « Prêts et avances » est considéré comme étant en arriéré de paiement si l'autorisation de découvert, en durée ou en montant, est dépassée à la date de l'arrêt.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessous n'incluent pas les impayés techniques, c'est-à-dire notamment les impayés résultant d'un décalage entre la date de valeur et la date de comptabilisation au compte du client.

Les actifs présentant des arriérés de paiement (capital restant dû et intérêts courus pour les crédits et montant total du découvert pour les comptes ordinaires) se répartissent par ancienneté de l'arriéré de la façon suivante :

en millions d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Instruments de dettes					45	45
Prêts et avances	7 661	375	52	25	12 075	20 188
Autres actifs financiers	3		1	2		6
TOTAL AU 31/12/2015	7 664	375	53	27	12 120	20 239

en millions d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Instruments de dettes				2	105	107
Prêts et avances	8 010	436	48	38	12 187	20 719
Autres actifs financiers	3		2			5
TOTAL AU 31/12/2014	8 013	436	50	40	12 292	20 831

7.1.5 Réaménagements en présence de difficultés financières

	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Encours restructurés dépréciés	6 326	104	6 430	5 851	103	5 954
Encours restructurés sains	2 269	29	2 298	2 657	150	2 807
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	8 595	133	8 728	8 508	253	8 761
Dépréciations	(1 674)		(1 674)	(1 562)		(1 562)
Garanties reçues	5 291	10	5 301	4 976	1 328	6 304

Analyse des encours bruts

	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Réaménagement : modifications des termes et conditions	5 935	110	6 045	5 649	160	5 809
Réaménagement : refinancement	2 660	23	2 683	2 859	93	2 952
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	8 595	133	8 728	8 508	253	8 761

Zone géographique de la contrepartie

	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
France	6 142	116	6 258	5 796	196	5 992
Autres pays	2 453	17	2 470	2 712	57	2 769
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	8 595	133	8 728	8 508	253	8 761

7.1.6 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

	31/12/2015	31/12/2014
<i>en millions d'euros</i>		
Actifs non courants détenus en vue de la vente		15
Immeubles de placement	2	1
Instruments de capitaux propres et de dettes		151
Autres	36	33
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	38	200

7.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les

titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;

- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7, présentée dans le rapport sur la gestion des risques se compose de :

- la VaR sur le périmètre du Groupe BPCE ;
- le résultat des stress tests globaux.

7.3 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

Les provisions techniques des sociétés d'assurance, qui, pour l'essentiel, sont assimilables à des dépôts à vue, ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessous.

en millions d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2015
Caisse, banques centrales	71 117	2	-	-	-	-	71 119
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	-	-	-	-	-	106 579	106 579
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	19 005	8 982	2 775	9 211	12 081	15 779	67 833
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	15 796	15 796
Instruments financiers disponibles à la vente	3 204	1 451	7 520	28 640	37 979	17 190	95 984
Prêts et créances sur les établissements de crédit	75 439	10 953	3 346	3 177	1 863	1 430	96 208
Prêts et créances sur la clientèle	56 892	23 309	46 652	177 827	298 640	14 145	617 465
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	7 522	7 522
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	128	118	1 029	4 614	4 776	-	10 665
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	225 785	44 815	61 322	223 469	355 339	178 441	1 089 171
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	-	-	-	-	-	78 426	78 426
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	48 337	2 282	5 240	2 702	4 613	1 304	64 478
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	18 659	18 659
Dettes envers les établissements de crédit	27 462	5 917	5 130	14 379	21 829	2 323	77 040
Dettes envers la clientèle	382 578	14 941	22 091	63 852	15 891	358	499 711
Dettes subordonnées	403	335	1 416	2 460	13 089	436	18 139
Dettes représentées par un titre	19 038	26 818	39 649	76 241	54 180	7 487	223 413
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	1 301	1 301
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	477 818	50 293	73 526	159 634	109 602	110 294	981 167
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	586	12	292	1 315	72	-	2 277
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	23 680	6 468	16 867	41 699	14 771	743	104 228
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	24 266	6 480	17 159	43 014	14 843	743	106 505
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	412	737	1 096	1 124	300	165	3 834
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	2 803	1 453	7 672	8 989	10 897	4 910	36 724
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	3 215	2 190	8 768	10 113	11 197	5 075	40 558

5

Note 8 Partenariats et entreprises associées

8.1 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

8.1.1 Partenariats et autres entreprises associées

Les principales participations du groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et entreprises associées suivantes :

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
CNP Assurances (groupe)	2 242	2 172
Socram Banque	73	71
EDF Investment Group	538	532
Banque calédonienne d'investissement	126	120
Autres	406	377
Sociétés financières	3 385	3 272
Nexity ⁽¹⁾	///	545
Autres	281	274
Sociétés non financières	281	819
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	3 666	4 091

(1) Suite aux différentes opérations intervenues sur les titres Nexity au cours de l'exercice 2015 (cf. note 1.3), la participation résiduelle du Groupe BPCE de 12,8 % au capital de Nexity, mise en équivalence au 31 décembre 2014, a été reclassée en actifs financiers disponibles à la vente à la date de perte d'influence notable, soit au 30 juin 2015.

8.1.2 Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Les données financières résumées des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes (elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées) :

<i>en millions d'euros</i>	CNP Assurances (groupe)	Socram Banque	EDF Investment Group (EIG)	Banque Calédonienne d'Investissement
DIVIDENDES REÇUS	85	2	11	3
PRINCIPAUX AGRÉGATS				
Total actif	393 732	2 182	9 420	2 430
Total dettes	376 619	1 964	610	2 177
Compte de résultat				
Résultat d'exploitation ou PNB	2 392	46	663	87
Impôt sur le résultat	(708)	(6)	(174)	(19)
Résultat net	1 131	12	489	24
VALEUR AU BILAN DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE				
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾	17 113	219	8 810	253
Pourcentage de détention	16,11 %	33,42 %	6,11 %	49,90 %
VALEUR DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	2 242	73	538	126
<i>Dont écarts d'acquisition</i>				2
VALEUR BOURSÈRE DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	1 376	///	///	///

(1) Les capitaux propres retenus par le Groupe BPCE pour la mise en équivalence de CNP Assurances (groupe) font l'objet d'un retraitement (titres supersubordonnés).

Pour CNP Assurances (groupe), il convient de se reporter au site internet institutionnel pour plus d'information sur les données financières : <http://www.cnp.fr/Le-Groupe/Nos-publications/Les-documents-de-referance>

Il n'existe pas de quote-part de pertes non comptabilisée au cours de la période dans une coentreprise ou une entreprise associée suite à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Le Groupe BPCE n'a pas d'intérêt dans des coentreprises ayant un impact significatif sur les comptes consolidés.

Les données financières résumées pour les entreprises sous influence notable non significatives sont les suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Valeur des participations mises en équivalence	687	651
Montant global des quotes-parts dans :		
Résultat net	50	61
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	(4)	13
RÉSULTAT GLOBAL	46	74

8.1.3 Nature et étendue des restrictions importantes

Le Groupe BPCE n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

8.2 QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
CNP Assurances (groupe)	182	174
VBI Beteiligung	(12)	(171)
EDF Investment Group	27	21
Socram Banque	4	4
Banque calédonienne d'investissement	12	11
Autres	39	34
Sociétés financières	252	73
Nexity ⁽¹⁾	17	5
Autres	11	27
Sociétés non financières	28	32
QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	280	105

(1) Jusqu'au 30 juin 2015, la participation du groupe au capital de Nexity a été consolidée selon la méthode de la mise en équivalence (cf. note 1.3).

Note 9 Avantages au personnel

9.1 CHARGES DE PERSONNEL

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Salaires et traitements	(6 085)	(6 117)
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	(741)	(780)
Autres charges sociales et fiscales	(2 490)	(2 548)
Intéressement et participation	(570)	(562)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(9 886)	(10 007)

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 102 millions d'euros au titre de l'exercice 2015 contre 107 millions d'euros au titre de l'exercice 2014. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

Sur l'exercice 2015, les charges de personnel incluent + 26 millions d'euros de reprise de provision non utilisée au titre du plan d'adaptation de l'emploi chez Natixis contre + 11 millions d'euros au titre de l'exercice 2014.

9.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CARBP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est

dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement à la fois longues et tendanciellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligatoire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif sur ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais largement ouverte aux actions (40 % dont 20 % dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission Technique, Financière et Risque CARBP et pour information au comité de suivi des passifs sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif. Les actifs du fonds n'intègrent pas de produits dérivés.

Le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE), régime de maintien de droit. Le régime CGR est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Epargne sont arrêtées par le conseil d'administration sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un comité paritaire de gestion. Le comité de suivi des passifs sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information. Le régime est soumis à plusieurs contraintes ou objectifs qui expliquent les choix stratégiques effectués :

- un risque de provision en cas d'insuffisance de rendement (provision pour aléa financier) ;
- un risque d'insuffisance d'actifs ;
- le souhait d'être en mesure de revaloriser les pensions au niveau de l'ARRCO.

La part de l'obligataire est déterminante (plus de 90 %) ; en effet, la maîtrise du risque de taux pousse l'établissement à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Pour des raisons de lisibilité des

risques et de prévisibilité du rendement, l'obligataire est plus souvent détenu sous forme d'obligations gérées en ligne à ligne que par le biais d'OPCVM obligataires. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une duration proche de celle du passif (plus de 20 ans). La revalorisation annuelle des rentes dont la cible est proche du niveau ARRCO constitue un objectif déterminant qui pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation. Les contraintes de duration mais aussi la prudence des choix du conseil d'administration conduisent à un portefeuille très sécurisé (univers *investment grade*). La note moyenne du portefeuille est AA+/AA. Les allocations stratégiques ont toujours pu être mises en œuvre sans recours à des produits dérivés qui sont de ce fait exclus du portefeuille d'actifs.

Les régimes CARBP et CGPCE sont présentés parmi les « Compléments de retraite et autres régimes ».

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

9.2.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2015	31/12/2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>en millions d'euros</i>						
Dette actuarielle	7 343	828	242	174	8 587	9 042
Juste valeur des actifs du régime	(7 577)	(306)	(10)		(7 893)	(7 491)
Juste valeur des droits à remboursement		(38)			(38)	(37)
Effet du plafonnement d'actifs	943				943	288
Solde net au bilan	709	484	232	174	1 599	1 802
Engagements sociaux passifs	709	523	232	174	1 638	1 843
Engagements sociaux actifs		39			39	41

9.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2015	Exercice 2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>en millions d'euros</i>						
DETTE ACTUARIALE EN DÉBUT DE PÉRIODE	7 805	858	235	144	9 042	7 888
Coût des services rendus	21	49	16	44	130	118
Coût des services passés	(14)	8	4		(2)	10
Coût financier	148	12	3		163	227
Prestations versées	(172)	(42)	(13)	(34)	(261)	(273)
Autres	(3)	7	(3)	5	6	43
Variations comptabilisées en résultat	(20)	34	7	15	36	125
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	(84)	(10)			(94)	(33)
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	(330)	(32)			(362)	1 187
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	(56)	(14)			(70)	(146)
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	(470)	(56)			(526)	1 008
Écarts de conversion	28				28	31
Autres		(8)		15	7	(10)
DETTE ACTUARIALE CALCULÉE EN FIN DE PÉRIODE	7 343	828	242	174	8 587	9 042

Variation des actifs de couverture

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2015	Exercice 2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail			
<i>en millions d'euros</i>						
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE	7 181	338	9		7 528	6 420
Produit financier	136	4			140	196
Cotisations reçues	28	11			39	169
Prestations versées	(137)	(13)			(150)	(149)
Autres		5			5	4
Variations comptabilisées en résultat	27	7			34	220
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	342	3			345	860
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	342	3			345	860
Écarts de conversion	23				23	26
Autres	4	(4)	1		1	2
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE ⁽¹⁾	7 577	344	10		7 931	7 528

(1) dont droit à remboursement de 38 millions d'euros inclus dans les indemnités de fin de carrière.

Écarts de réévaluation sur les régimes postérieurs à l'emploi

en millions d'euros	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2015	Exercice 2014
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE	449	24	473	125
Écarts de réévaluation générés sur l'exercice	(806)	(58)	(864)	156
Ajustements de plafonnement des actifs	649		649	192
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE	292	(34)	258	473

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le même taux d'actualisation que sur le passif brut. L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres.

9.2.3 Charge actuarielle des régimes à prestations définies

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

en millions d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2015	Exercice 2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services rendus	(21)	(49)	(16)	(44)	(130)	(118)
Coût des services passés	14	(8)	(4)		2	(10)
Coût financier	(148)	(12)	(3)		(163)	(227)
Produit financier	136	4			140	196
Prestations versées	35	29	13	34	111	124
Cotisations reçues	28	11			39	169
Autres (dont plafonnement par résultat)	(3)	(2)	3	(5)	(7)	(49)
TOTAL DE LA CHARGE DE L'EXERCICE ⁽¹⁾	41	(27)	(7)	(15)	(8)	85

(1) Dont une charge de 158 millions d'euros constatée dans les frais de personnel et un versement de prestations et cotisations net de + 150 millions d'euros.

9.2.4 Autres informations

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2015		31/12/2014	
	CAR-BP	CGP-CE	CAR-BP	CGP-CE
Taux d'actualisation	1,83 %	1,99 %	1,57 %	1,84 %
Taux d'inflation	1,70 %	1,70 %	1,80 %	1,80 %
Table de mortalité utilisée	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05
Duration ⁽¹⁾	15 ans	18 ans	16 ans	28 ans

(1) Le mode de calcul de la durée a été modifié en 2015 pour le contrat CGP-CE.

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2015, une baisse de 1 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

en % et millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	CAR-BP		CGP-CE		CAR-BP		CGP-CE	
	%	montant	%	montant	%	montant	%	montant
variation de + 1 % du taux d'actualisation	(12,84) %	(107)	(16,42) %	(924)	(13,62) %	(127)	(17,52) %	(1 058)
variation de - 1 % du taux d'actualisation	16,19 %	135	21,57 %	1 215	17,36 %	161	17,60 %	1 062
variation de + 1 % du taux d'inflation	15,24 %	128	17,19 %	968	17,08 %	159	14,03 %	847
variation de - 1 % du taux d'inflation	(9,70) %	(81)	(13,94) %	(785)	(11,78) %	(109)	(14,18) %	(856)

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	CAR-BP	CGP-CE	CAR-BP	CGP-CE
N+1 à N+5	186	655	186	638
N+6 à N+10	185	802	190	806
N+11 à N+15	177	909	186	914
N+16 à N+20	160	922	172	938
> N+20	409	3 062	471	3 279

Ventilation de la juste valeur des actifs du régime

en % et millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	CAR-BP		CGP-CE		CAR-BP		CGP-CE	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	2,11 %	9	0,21 %	14	1,80 %	7	0,20 %	13
Actions	39,38 %	171	2,59 %	170	34,20 %	138	2,38 %	151
Obligations	50,21 %	218	82,62 %	5 420	51,60 %	208	83,20 %	5 262
Immobilier			1,39 %	91			1,20 %	76
Dérivés	0,09 %				2,30 %	9		
Fonds de placement	8,20 %	36	13,20 %	865	10,10 %	41	13,02 %	822
TOTAL	100,00 %	434	100,00 %	6 560	100,00 %	403	100,00 %	6 324

9.3 PAIEMENTS FONDÉS SUR BASE D'ACTIONS

Sont présentés ici les principaux plans dont le dénouement sera réalisé sous la forme d'actions.

Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions pour le groupe Natixis

Chaque année depuis 2010, un plan dont le paiement est fondé sur des actions, est attribué à certaines catégories de personnel du groupe Natixis conformément à la réglementation.

Concernant les plans approuvés le 10 février 2016 les attributions n'étant pas formellement réalisées à la date d'arrêté des comptes, les évaluations de charges sont effectuées à partir de la meilleure estimation possible des paramètres à la date d'arrêté, tant en ce qui concerne la valeur de l'action que les hypothèses de dividendes.

Plans de paiement long terme dénoués en trésorerie et indexés sur l'action Natixis

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées à l'origine ⁽¹⁾	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Juste valeur de l'unité de trésorerie indexée à la date de valorisation (en euros)
Plan 2011	22/02/2012	4 821 879	septembre 2013 septembre 2014 octobre 2015	1 376 149 1 434 106 1 375 029	
Plan 2012	17/02/2013	5 275 539	septembre 2014 octobre 2015 octobre 2016	1 895 722 1 810 143 -	4,74
Plan 2013	19/02/2014	5 095 419	octobre 2015 octobre 2016 octobre 2017	1 682 810 - -	4,78
Plan 2014	18/02/2015	4 493 016	octobre 2016 octobre 2017 octobre 2018	- - -	4,54
Plan 2015	10/02/2016	6 084 435	mars 2018 mars 2019	- -	2,59

(1) Le nombre d'unités probables à la date d'acquisition est couvert par des opérations d'equity swaps.

Plan de paiement court terme dénoué en trésorerie et indexé sur l'action Natixis

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition des droits	Valorisation de l'unité de trésorerie indexée (en euros)	Nombre d'unités de trésorerie indexé octroyées à l'origine	Nombre d'unités de trésorerie indexé probables à la date d'acquisition	Juste valeur de l'unité de trésorerie indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2015	10/02/2016	10/02/2016	3,86	6 307 762	6 307 762	3,86

La charge correspondant au plan court terme, évaluée en tenant compte de la probabilité de réalisation de la condition de présence est inscrite en totalité dans les comptes de l'exercice 2015 pour un montant de 31 millions d'euros (34 millions d'euros au titre de l'exercice 2014).

Plans de paiement dénoués en actions

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2011	22/02/2012	6 095 058	mars 2013 mars 2014 mars 2015	1 912 194 1 889 845 1 790 663	2,34	
Plan 2012	17/02/2013	1 656 630	mars 2014 mars 2015 mars 2016	531 233 507 835 -	2,84	2,16
Plan 2014	31/07/2014	31 955	juillet 2018		4,83	4,02
Plan 2015	18/02/2015	95 144	février 2019		6,18	3,45

Charge de l'exercice représentée par les plans de fidélisation et de performance

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014
	Plans réglés en actions	Plans réglés en trésorerie indexée sur l'action Natixis	Total	
Plans de fidélisation antérieurs	(1)	(25)	(26)	(36)
Plans de fidélisation de l'exercice		(8)	(8)	(8)
TOTAL	(1)	(33)	(34)	(44)

Paramètres de valorisation utilisés pour l'évaluation de la charge concernant ces plans

	31/12/2015	31/12/2014
Cours de l'action	5,22	5,49
Taux d'intérêt sans risque	0,00 %	0,00 %
Taux de distribution des dividendes	6,26 %	5,29 %
Taux de perte des droits	4,50 %	4,25 %

Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie

Des primes de fidélisation et de performance dont le paiement différé est réglé en espèces sont allouées à certains collaborateurs. Ces primes sont soumises à des conditions de présence et de performance. Elles sont assimilées comptablement

à des « Autres avantages à long terme ». L'estimation de la charge tient compte d'une estimation actuarielle de la réalisation de ces conditions. Elle est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant de l'étalement calculé et comptabilisé dans les comptes au titre de l'exercice 2015 est le suivant :

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition	Exercice 2015 (en millions d'euros)	Exercice 2014 (en millions d'euros)
Plan 2011	22/02/2012	mars 2013 mars 2014 mars 2015	(0)	(3)
Plan 2012	17/02/2013	mars 2014 mars 2015 mars 2016	(3)	(7)
Plan 2013	19/02/2014	mars 2015 mars 2016 mars 2017	(7)	(8)
Plan 2014	18/02/2015	mars 2016 mars 2017 mars 2018	(13)	(9)
Plan 2015	10/02/2016	mars 2017 mars 2018	(11)	
TOTAL			(34)	(27)

Note 10 Information sectorielle

Le Groupe BPCE s'articule autour de ses deux métiers cœurs.

La Banque commerciale et Assurance inclut :

- le réseau Banque Populaire regroupant les 18 Banques Populaires et leurs filiales, le Crédit Maritime Mutuel et les sociétés de caution mutuelle ;
- le réseau Caisse d'Épargne constitué des 17 Caisses d'Épargne et leurs filiales ;
- les Autres réseaux, qui comprennent principalement la participation minoritaire du groupe dans CNP Assurances, le Financement de l'Immobilier, dont les résultats reflètent essentiellement la contribution du groupe Crédit Foncier, BPCE International (BPCE I) et la Banque Palatine.

L'Épargne, la Banque de Grande Clientèle, et les Services Financiers Spécialisés constituent les métiers cœurs de Natixis :

- l'Épargne avec la gestion d'actifs, l'assurance et la banque privée ;
- la Banque de Grande Clientèle, qui se positionne comme la banque de la clientèle grandes entreprises et institutionnels de BPCE ;
- les Services Financiers Spécialisés, qui regroupent les métiers de l'affacturage, du crédit-bail, du crédit à la consommation, des cautions et garanties, de l'ingénierie sociale, des paiements et des titres.

Le pôle des Participations financières est constitué principalement par les participations de Natixis dans Coface, Corporate Data Solutions, Natixis Algérie et Natixis Private Equity et par la consolidation du groupe Nexity selon la méthode de mise en équivalence au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2015, la participation du Groupe dans Nexity a été déconsolidée suite aux cessions ayant été effectuées au deuxième trimestre.

Le pôle Hors métiers regroupe notamment :

- la contribution de l'organe central et des holdings du groupe ;

- la réévaluation de la dette propre senior ;
- la contribution au fonds de résolution unique ;
- les éléments relatifs aux dépréciations de valeur des écarts d'acquisition et aux amortissements des écarts d'évaluation, ces éléments relevant de la stratégie d'acquisition de participations menée par le groupe ;
- les activités en gestion extinctive de compte propre et gestion déléguée de l'ex-CNCE, la gestion en extinction du portefeuille de titrisation transféré en septembre 2014 par le Crédit Foncier à BPCE, la contribution de la gestion active des portefeuilles cantonnés (GAPC) de Natixis jusqu'au 30 juin 2014 et les cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive.

Pour mémoire, les comptes 2014 sont présentés pro forma :

- de l'application des normes IFRS 10 et IFRS 11 qui a entraîné une évolution du périmètre de consolidation du groupe Crédit Coopératif ;
- de la mise en équivalence de Nexity ;
- des retraitements opérés par Natixis sur l'allocation des fonds propres normatifs aux métiers (10 % des risques pondérés moyens en Bâle III contre 9 % précédemment).
- du transfert des participations de BPCE International (BPCE I) au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

L'information sectorielle du Groupe BPCE a été retraitée en conséquence sur les périodes passées.

10.1 INFORMATIONS SECTORIELLES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Résultats par pôle ⁽¹⁾

	Banque commerciale et Assurance		Epargne, BGC et SFS		Participations financières		Hors métiers		Groupe BPCE	
<i>en millions d'euros</i>	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf
Produit net bancaire	15 371	15 045	7 878	6 892	845	830	(226)	(380)	23 868	22 387
Frais de gestion	(10 035)	(9 996)	(5 085)	(4 551)	(683)	(694)	(445)	(357)	(16 248)	(15 598)
Résultat brut d'exploitation	5 336	5 049	2 793	2 341	162	136	(671)	(737)	7 620	6 789
Coefficient d'exploitation	65,3 %	66,4 %	64,5 %	66,0 %	80,8 %	83,6 %	ns	ns	68,1 %	69,7 %
Coût du risque	(1 403)	(1 478)	(253)	(257)	(18)	(10)	(158)	(31)	(1 832)	(1 776)
Résultat des entreprises MEE	220	205	49	39	14	(65)	(3)	(66)	280	113
Gains ou pertes sur autres actifs	(10)	11	(1)	2	83	(7)	2	71	74	77
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(19)	(52)	(19)	(52)
Résultat avant impôt	4 143	3 787	2 588	2 125	241	54	(849)	(815)	6 123	5 151
Impôts sur le résultat	(1 530)	(1 331)	(852)	(683)	(43)	(53)	102	234	(2 323)	(1 833)
Participations ne donnant pas le contrôle	(15)	(22)	(571)	(441)	(49)	(42)	77	94	(558)	(411)
Résultat net part du groupe	2 598	2 434	1 165	1 001	149	(41)	(670)	(487)	3 242	2 907
Passage du RNpg pro forma au publiable ⁽¹⁾	-	-	-	(13)	-	(1)	-	14	-	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PUBLIABLE	2 598	2 434	1 165	988	149	(42)	(670)	(473)	3 242	2 907

Résultats des sous-pôles de la Banque commerciale et Assurance

	Banques Populaires		Caisses d'Epargne		Autres réseaux		Banque commerciale et Assurance	
<i>en millions d'euros</i>	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf
Produit net bancaire	6 506	6 359	7 291	7 268	1 574	1 418	15 371	15 045
Frais de gestion	(4 284)	(4 286)	(4 809)	(4 759)	(942)	(951)	(10 035)	(9 996)
Résultat brut d'exploitation	2 222	2 073	2 482	2 509	632	467	5 336	5 049
Coefficient d'exploitation	65,8 %	67,4 %	66,0 %	65,5 %	59,9 %	67,0 %	65,3 %	66,4 %
Coût du risque	(624)	(707)	(569)	(588)	(210)	(183)	(1 403)	(1 478)
Résultat des entreprises MEE	36	28	-	-	184	177	220	205
Gains ou pertes sur autres actifs	(2)	9	1	1	(9)	1	(10)	11
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 632	1 403	1 914	1 922	597	462	4 143	3 787

Résultats des sous-pôles d'Épargne, de la Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés

	Épargne		BGC		Services Financiers Spécialisés		Épargne, BGC et SFS	
<i>en millions d'euros</i>	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf
Produit net bancaire	3 515	2 822	3 056	2 804	1 307	1 266	7 878	6 892
Frais de gestion	(2 376)	(2 004)	(1 861)	(1 715)	(848)	(832)	(5 085)	(4 551)
Résultat brut d'exploitation	1 139	818	1 195	1 089	459	434	2 793	2 341
Coefficient d'exploitation	67,6 %	71,0 %	60,9 %	61,2 %	64,8 %	65,7 %	64,5 %	66,0 %
Coût du risque	4	5	(198)	(186)	(59)	(76)	(253)	(257)
Résultat des entreprises MEE	22	17	27	21	-	1	49	39
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(13)	-	-	-	15	(1)	2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 164	827	1 024	924	400	374	2 588	2 125

(1) Impact Résultat du pro forma en 2014 : neutre en résultat net part du groupe, - 870 millions d'euros en produit net bancaire, + 732 millions d'euros en frais de gestion, + 80 millions d'euros d'impôts sur le résultat et + 48 millions d'euros de participations ne donnant pas le contrôle.

10.2 INFORMATIONS SECTORIELLES RELATIVES AU BILAN

en millions d'euros	Banque commerciale et Assurance		Épargne, BGC et SFS		Participations financières		Hors métiers		Groupe BPCE	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs sectoriels	690 305	683 317	374 878	456 112	5 880	5 943	95 473	77 926	1 166 535	1 223 298
Passifs sectoriels *	553 403	539 747	310 185	396 804	4 133	4 027	153 213	140 144	1 020 934	1 080 721

en millions d'euros	Banques Populaires		Caisses d'Épargne		Autres réseaux		Banque commerciale et Assurance	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs sectoriels	231 951	222 944	317 548	315 055	140 806	145 318	690 305	683 317
Passifs sectoriels *	192 230	181 542	257 067	249 925	104 107	108 280	553 403	539 747

en millions d'euros	Épargne		BGC		Services Financiers Spécialisés		Épargne, BGC et SFS	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs sectoriels	64 131	60 816	290 441	374 903	20 306	20 393	374 878	456 112
Passifs sectoriels *	57 958	55 034	235 812	326 640	16 414	15 130	310 185	396 804

* Les passifs sectoriels correspondent au passif retraité des capitaux propres et des autres passifs (dont notamment passifs d'impôts et autres passifs et provisions)
Les règles d'affectation sectorielle ont été modifiées au cours de l'exercice 2015. À ce titre les montants communiqués au 31 décembre 2014 ont été modifiés à des fins de comparabilité.

10.3 INFORMATIONS SECTORIELLES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Produit net bancaire

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
France	19 118	19 249
Autres pays européens	1 443	1 160
Amérique du nord	2 556	2 123
Reste du monde	751	724
TOTAL	23 868	23 257

Total des actifs sectoriels

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
France	1 061 514	1 096 115
Autres pays européens	33 303	28 207
Amérique du nord	48 600	69 164
Reste du monde	23 118	29 812
TOTAL	1 166 535	1 223 298

Note 11 Engagements

Le montant communiqué correspond à la valeur nominale de l'engagement donné.

11.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de financement donnés en faveur :		
des établissements de crédit	2 277	13 946
de la clientèle	104 228	107 844
- Ouvertures de crédit confirmées	97 451	90 119
- Autres engagements	6 777	17 725
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	106 505	121 790
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	38 638	55 691
de la clientèle	1 935	16 188
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	40 573	71 879

11.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre des établissements de crédit	3 834	3 307
d'ordre de la clientèle ⁽¹⁾	36 724	35 354
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	40 558	38 661
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	19 543	20 605
de la clientèle	142 277	140 819
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	161 820	161 424

(1) Les garanties données par CEGC (filiale de Natixis) dans le cadre de son activité sont traitées comptablement comme des contrats d'assurance suivant la norme IFRS 4 « contrats d'assurance ». Ils donnent lieu à une comptabilisation au passif du bilan, et ne sont pas inclus dans le montant des garanties données d'ordre de la clientèle présenté dans le tableau ci-dessus.

Les engagements de garantie sont des engagements par signature.

Les « valeurs affectées en garanties » figurent dans la note 13 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » figurent dans la note 13 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Note 12 Transactions avec les parties liées

Les parties liées au Groupe BPCE sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les sociétés locales d'épargne, BPCE, Natixis, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

Les entreprises sociales pour l'habitat (ESH) dans lesquelles le groupe est le seul actionnaire de référence sont également visées dans cette note.

12.1 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent à ce titre les opérations réciproques avec :

- les entités sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint (consolidation par la méthode de l'activité jointe) pour la part non éliminée en consolidation (co-entreprises) : aucune opération significative n'a été identifiée à ce titre ;

- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) : le groupe a reçu des commissions du groupe CNP Assurances pour un montant de 886 millions d'euros en 2015 (875 millions d'euros en 2014).

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 17 - Périmètre de consolidation.

12.2 TRANSACTIONS AVEC LES DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de BPCE. Les avantages à court terme, avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail des dirigeants de BPCE sont décrits dans la partie « Rémunérations, avantages en nature, prêts et garanties, jetons de présence des dirigeants sociaux et mandataires sociaux de BPCE » du chapitre 2 sur le gouvernement d'entreprise.

Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 7 millions d'euros au titre de 2015 (contre 6 millions d'euros au titre de 2014, après prise en compte de la rémunération versée par Natixis).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail

Le montant provisionné par BPCE au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 3 millions d'euros au 31 décembre 2015 (4 millions d'euros au 31 décembre 2014).

12.3 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES SOCIALES POUR L'HABITAT

Partenaire historique du mouvement HLM, le Groupe BPCE est un participant essentiel à toute la chaîne du logement social. Il intervient en tant qu'opérateur (première banque privée du logement social dont les constructions sont notamment financées par la collecte du Livret A) et est l'un des principaux distributeurs de prêts locatifs sociaux (PLS) et de prêts locatifs intermédiaires (PLI). Le groupe intervient également pour certaines entreprises sociales pour l'habitat en tant qu'unique actionnaire de référence.

Considérant la substance économique des relations du groupe dans ce secteur d'activité, dont les acteurs font l'objet d'une réglementation spécifique, certaines entreprises sociales pour l'habitat ont été qualifiées de parties liées.

Transactions bancaires réalisées avec les entreprises sociales pour l'habitat

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Encours de crédit	1 681	1 224
Garanties données	217	202
Encours de dépôts bancaires	521	451
Encours de placements financiers (OPCVM et titres)	22	8

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits d'intérêts sur les crédits	45	32
Charges financières sur dépôts bancaires	10	12
Charges financières sur placements (OPCVM et titres)	0	0

Note 13

Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer

13.1 ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON INTÉGRALEMENT DECOMPTABILISÉS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

en millions d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2015
	Prêts de titres «secs»	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers donnés en garantie					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 832	18 082	962	2 068	23 944
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	10		195		205
Actifs financiers disponibles à la vente	3	7 056	8 416		15 475
Prêts et créances		1 016	86 349	9 574	96 939
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	6	139			145
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	2 851	26 293	95 922	11 642	136 708
<i>dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</i>	<i>2 851</i>	<i>26 293</i>	<i>80 083</i>	<i>11 642</i>	<i>120 869</i>

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 26 232 millions d'euros au 31 décembre 2015 (44 634 millions d'euros au 31 décembre 2014).

La juste valeur des titrisations données en garantie est de 12 995 millions d'euros au 31 décembre 2015 (11 910 millions d'euros au 31 décembre 2014), la totalité concernant des actifs transférés non intégralement décomptabilisés.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

en millions d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2014
	Prêts de titres «secs»	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers donnés en garantie					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 811	37 535	708	1 668	41 722
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat			214		214
Actifs financiers disponibles à la vente	43	10 017	8 553		18 613
Prêts et créances		52	81 970	10 242	92 264
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		305			305
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	1 854	47 909	91 445	11 910	153 118
dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	1 854	47 909	72 241	11 910	133 913

13.1.1. Commentaires sur les actifs financiers transférés

Mises en pension et prêts de titres

Le Groupe BPCE réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes desdites conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Cessions de créance

Le Groupe BPCE cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées avec investisseurs externes

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe *via* la consolidation du fonds).

Pour les opérations de titrisation consolidées, par transparence :

- la quote-part des créances cédées revenant aux investisseurs externes est considérée comme étant donnée en garantie à des tiers ;
- la quote-part des créances cédées revenant aux parts et obligations auto-souscrites par le groupe, et éliminées en consolidation, n'est pas considérée comme étant donnée en garantie, sauf si ces titres ont été apportés au pool de trésorerie du Groupe BPCE et utilisés dans le cadre d'un mécanisme de refinancement.

13.1.2. Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont Banques Populaires Covered Bonds, la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat) ou encore les titres apportés en nantissement de refinancement obtenu auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

13.1.3. Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

Il s'agit des actifs financiers reçus en garantie dans le cadre de contrats de garanties financières assortis d'un droit de réutilisation exerçable en l'absence de la défaillance du propriétaire de la garantie.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie que le Groupe BPCE peut vendre ou redonner en garantie s'élève à 350 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 241 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie qui ont été effectivement revendus ou redonnés en garantie s'élève à 250 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 357 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

13.2 ACTIFS FINANCIERS INTÉGRALEMENT DECOMPTABILISÉS POUR LESQUELS LE GROUPE CONSERVE UNE IMPLICATION CONTINUE

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le Groupe BPCE conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe BPCE aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans un véhicule de titrisation conservées par le Groupe BPCE ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2015.

Note 14 Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et passifs financiers compensés au bilan l'ont été au regard des critères de la norme IAS 32. Selon cette norme, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si :

- le groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au sein du Groupe BPCE, l'essentiel des montants compensés provient des opérations de pensions livrées et de dérivés traitées majoritairement par Natixis avec des chambres de compensation pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- pour les dérivés, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés ;
- pour les opérations de pension livrée, le montant inscrit au bilan correspond au montant net des contrats de prise et de mise en pension livrée sur titres qui :
 - sont conclus avec la même chambre de compensation,
 - présentent la même date d'échéance,
 - portent sur le même titre et le même dépositaire,
 - sont conclus dans la même devise.

Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation

ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
 - les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
 - les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (*cash collateral*) » et « Appels de marge versés (*cash collateral*) ».

À compter du 31 décembre 2015, les montants reportés en autres actifs et autres passifs n'intègrent que ceux qui font effectivement l'objet d'accords de compensation.

14.1 ACTIFS FINANCIERS

Actifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

	31/12/2015			31/12/2014		
	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
<i>en millions d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	88 644	19 198	69 446	120 439	37 324	83 115
Opérations de pension	53 692	10 095	43 597	74 614	10 915	63 699
Autres instruments financiers	792		792			
Actifs financiers à la juste valeur	143 128	29 293	113 835	195 053	48 239	146 814
Opérations de pension (portefeuille de prêts et créances)	46 858	3 971	42 887	46 979	4 279	42 700
Autres instruments financiers (portefeuille de prêts et créances)	1 916		1 916			
TOTAL	191 902	33 264	158 638	242 033	52 518	189 514

Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

	31/12/2015				31/12/2014			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (<i>cash collateral</i>)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (<i>cash collateral</i>)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	69 446	36 535	9 626	23 285	83 115	41 829	10 942	30 344
Opérations de pension	86 484	79 160	148	7 176	106 399	50 053	13	56 333
Autres actifs	2 708	1 492		1 216				
TOTAL	158 638	117 187	9 774	31 677	189 514	91 881	10 955	86 676

14.2 PASSIFS FINANCIERS

Passifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

	31/12/2015			31/12/2014		
	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
<i>en millions d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	92 521	19 198	73 323	124 394	37 323	87 071
Opérations de pension	55 024	10 095	44 929	86 119	10 915	75 205
Autres instruments financiers	103		103			
Passifs financiers à la juste valeur	147 648	29 293	118 355	210 513	48 238	162 276
Opérations de pension (portefeuille de dettes)	50 721	3 971	46 750	52 773	4 279	48 494
Autres instruments financiers (portefeuille de dettes)	287		287			
TOTAL	198 656	33 264	165 392	263 286	52 517	210 770

Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

	31/12/2015				31/12/2014			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	73 323	36 588	13 277	23 458	87 071	41 961	15 427	29 683
Opérations de pension	91 679	76 018	20	15 641	123 699	51 721		71 977
Autres passifs	390	222		168				
TOTAL	165 392	112 829	13 296	39 267	210 770	93 682	15 427	101 661

Note 15 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 4.1.6.

	31/12/2015				31/12/2014			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
<i>en millions d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	97 076	32	26 236	70 808	105 766	368	22 465	82 933
Prêts et créances sur la clientèle	635 536	577	91 284	543 675	628 980	953	84 750	543 277
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	11 941	11 222	222	497	12 665	11 694	488	483
PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI								
Dettes envers les établissements de crédit	77 230	9	59 538	17 683	86 133	16	67 456	18 661
Dettes envers la clientèle	501 142		245 398	255 744	474 506		229 657	244 849
Dettes représentées par un titre	231 351		146 635	84 716	259 476	827	137 452	121 197
Dettes subordonnées	20 162		19 487	675	16 702	7	15 839	856

Note 16 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

16.1 NATURE DES INTÉRÊTS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe BPCE détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe BPCE à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

En conséquence, ne sont pas retenues dans le périmètre de cette annexe :

- les entités structurées dont le seul lien avec le Groupe BPCE est constitué par une opération courante. Celle-ci correspond à un instrument financier non structuré n'ayant généralement pas d'incidence significative sur la variabilité des rendements de l'entité structurée et pouvant être conclu par le Groupe BPCE indifféremment avec des entités structurées ou avec des entités à gouvernance classique. Les différentes formes d'opérations courantes sont principalement :

- les dérivés vanilles de taux, de change et sur autres sous-jacents, ainsi que les opérations de prêts/emprunts de titres et de pensions,
- les garanties et les financements vanilles accordés à des SCI familiales ou à certains holdings ;
- les entités structurées externes dans lesquelles le Groupe BPCE intervient comme simple investisseur.

Il s'agit :

- de placements dans des OPCVM externes que le groupe ne gère pas, à l'exception de ceux dans lesquels le groupe détient la quasi-totalité des parts,
- d'un périmètre restreint de participations détenues dans des véhicules de titrisation (les expositions sur ces fonds sont incluses dans les informations publiées au titre des expositions relevant du Forum de Stabilité Financière (FSF)) dans la partie Gestion des risques de ce document,
- des fonds immobiliers et des fonds de capital-investissement externes dans lesquels le Groupe BPCE intervient comme simple investisseur minoritaire.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC)) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou *commercial paper*).

Financements (d'actifs) structurés :

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en

réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédié appelé en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

16.2 NATURE DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

AU 31 DÉCEMBRE 2015

en millions d'euros	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	596	6 501	744	104
Instruments dérivés de transaction	424	249	264	104
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	150	2 226	152	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	22	4 026	328	
Actifs financiers disponibles à la vente	448	4 199	114	430
Prêts et créances	2 915	2 723	12 372	2 375
Actifs divers	88	54	4	27
TOTAL ACTIF	4 047	13 477	13 234	2 936
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	224	455	369	22
Provisions		3	102	9
TOTAL PASSIF	224	458	471	31
Engagements de financement donnés	3 150	1 689	2 099	915
Engagements de garantie donnés	531	10 597	1 251	231
Garantie reçues	33	908	10 499	36
Notionnel des dérivés	5 462	31	2 068	725
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE	13 157	24 883	8 051	4 762
TAILLE DES ENTITÉS STRUCTURÉES	41 719	218 025	56 875	5 900

AU 31 DÉCEMBRE 2014

en millions d'euros	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	410	6 177	1 109	1
Instruments dérivés de transaction	251	133	159	1
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	140	2 181	151	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	19	3 863	799	
Actifs financiers disponibles à la vente	358	3 918	124	140
Prêts et créances	2 556	1 706	12 303	1 353
Actifs divers	74	62	9	31
TOTAL ACTIF	3 398	11 863	13 545	1 525
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	104	133	27	3
Provisions		2	23	10
TOTAL PASSIF	104	135	50	13
Engagements de financement donnés	3 962	451	1 687	821
Engagements de garantie donnés	1 542	10 982	659	94
Garantie reçues	2	911	10 535	21
Notionnel des dérivés	3 301		1 679	65
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE	12 201	22 383	7 012	2 474
TAILLE DES ENTITÉS STRUCTURÉES	41 421	162 078	57 303	5 653

Les titrisations dans lesquelles le Groupe BPCE ne joue qu'un simple rôle d'investisseur figurent dans l'annexe sur les recommandations du Forum de Stabilité Financière en matière de transparence financière publié dans la partie Gestion des risques.

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actif, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

Au cours de la période, le groupe n'a pas accordé de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

16.3 REVENUS ET VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS TRANSFÉRÉS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES SPONSORISÉES

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;

- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le Groupe BPCE assure un rôle de « sponsor » pour :

- des OPCVM initiés par une société de gestion du Groupe BPCE et dans lesquels le Groupe BPCE ne détient aucune participation ni aucun autre intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de gestion et de surperformance perçues par des entités du Groupe BPCE, ainsi que les profits et pertes résultant d'opérations courantes conclues avec ces fonds ;
- une activité US d'origination et de cession de portefeuilles de prêts immobiliers à des véhicules de titrisation créés par le groupe Natixis avec des tiers et dans lesquels Natixis ne détient aucun intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de structuration ainsi que les plus ou moins-values de cession des créances.

Pour les entités structurées non consolidées que le groupe a sponsorisées sans détenir d'intérêts, l'incidence sur les comptes est présentée ci-dessous :

EXERCICE 2015

en millions d'euros	Titrisation	Gestion d'actifs
Revenus tirés des entités	30	1 224
Revenus nets d'intérêts	144	
Revenus nets de commissions	(6)	1 026
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	(107)	199
Valeur comptable des actifs transférés à l'entité au cours de l'exercice	4 666	

EXERCICE 2014

en millions d'euros	Titrisation	Gestion d'actifs
Revenus tirés des entités	46	955
Revenus nets d'intérêts		2
Revenus nets de commissions	1	944
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	45	9
Valeur comptable des actifs transférés à l'entité au cours de l'exercice	2 007	

Note 17 Périmètre de consolidation

17.1 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2015 sont les suivantes :

Variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans Natixis

Suite à diverses opérations réalisées sur actions propres, le taux d'intérêt du groupe dans Natixis s'élève à 71,25 % au 31 décembre 2015 (contre 71,51 % au 31 décembre 2014). L'impact sur les capitaux propres part du groupe n'est pas significatif.

Finalisation de l'évolution du dispositif Outre-mer

BPCE International a cédé en septembre 2015 l'intégralité de ses participations au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

La cession de ces trois banques par BPCE International permet à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse de devenir un acteur bancaire de référence au service des clients et des territoires d'Outre-mer.

Cette opération, qui avait été initiée en octobre 2014, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique « Grandir autrement ». Elle permet de recentrer la présence du groupe en Outre-mer zone euro autour de ses deux grands réseaux les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

Cette opération, qui concerne exclusivement des entités consolidées par intégration globale dans les comptes du Groupe BPCE, n'a pas d'impact sur les comptes consolidés du groupe.

Prise de contrôle sur des filiales

Acquisition des activités de Natixis Partners

En 2015, Natixis a achevé l'acquisition des activités de Leonardo Et Co France, renommée Natixis Partners. Cette dernière devient l'entité de Natixis dédiée à l'activité de fusions et acquisitions à destination des fonds d'investissement et de la clientèle midcap.

Au 31 décembre 2015, Natixis détient 92 % du capital de Natixis Partners. Natixis exerce le contrôle sur cette dernière suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition de 5 millions d'euros.

Acquisition du Groupe DNCA Finance

Durant l'exercice 2015, Natixis Global Asset Management (NGAM) a annoncé la finalisation de l'acquisition du groupe DNCA. Cette acquisition entraîne la consolidation par intégration globale des entités : DNCA Et Cie, DNCA Finance SA, DNCA Finance Luxembourg, DNCA courtage SARL et DNCA Management (cf. note 1.3).

Autres évolutions de périmètre

Nexity

Suite aux différentes opérations réalisées au cours de l'exercice 2015 (cf. note 1.3), la participation résiduelle du Groupe BPCE de 12,8 % au capital de Nexity, précédemment consolidée par la méthode de mise en équivalence, a été reclassée en actifs financiers disponibles à la vente le 30 juin 2015, date de perte d'influence notable.

Fusion entre la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique et le Crédit Commercial du Sud-Ouest (CCSO)

La Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique et le Crédit Commercial du Sud-Ouest (CCSO) ont fusionné avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Cette fusion entre une entité consolidante et sa filiale à 100 % n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe BPCE.

Fusion entre le Crédit Maritime d'Outre-mer et la BRED Banque Populaire

La BRED Banque Populaire et la Caisse Régionale de Crédit Maritime d'Outre-mer ont fusionné avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Cette fusion entre deux entités consolidantes n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe BPCE.

17.2 OPÉRATIONS DE TITRISATION

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10.

Le tableau suivant recense les opérations de titrisation réalisées par les entités de la Banque commerciale et Assurance sans décomptabilisation (totale ou partielle) :

en millions d'euros	Nature des actifs	Date de création	Échéance prévue	Nominal à l'origine	Solde au 31/12/2015
Elide 2007	Prêts immobiliers résidentiels	27/06/2007	mai 2035	1 251	231
Elide 2011	Prêts immobiliers résidentiels	06/04/2011	mai 2039	1 089	435
Elide 2012	Prêts immobiliers résidentiels	26/06/2012	octobre 2040	1 190	613
Elide 2014	Prêts immobiliers résidentiels	18/11/2014	octobre 2042	915	739
Sous-total Elide				4 445	2 018
Eridan	Crédits divers	16/12/2010	novembre 2033	880	235
BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut	Prêts immobiliers résidentiels	26/05/2014	avril 2032	44 068	43 263
Sous-total autres				44 948	43 498
TOTAL				49 393	45 516

Les opérations de titrisation initiées par le groupe Crédit Foncier (opérations « Partimmo » et « Zèbre ») ont fait l'objet d'une extinction dont quatre par anticipation au 28 avril 2015. Les créances résiduelles à l'actif des fonds ont été reprises par le Crédit Foncier.

Suite à l'extinction de ces Fonds Communs de Titrisation internes, le groupe Crédit Foncier ne détient plus de parts dans ces fonds en date du 31 décembre 2015.

Opérations de titrisation réalisées avec décomptabilisation

Le Crédit Foncier a conclu, courant août 2015, une seconde opération de titrisation publique adossée à des prêts immobiliers aux particuliers (Crédit Foncier Home Loans n° 2). Une titrisation similaire avait été réalisée en mai 2014 (Crédit Foncier Home Loans n° 1). Pour satisfaire aux exigences prudentielles, le Crédit Foncier a déterminé à l'origine du projet un portefeuille de créances à titriser d'environ 1,5 milliard d'euros et a conservé plus de 5 % de l'encours sélectionné par tirage au sort.

La cession au Fonds Commun de Titrisation (FCT) a porté sur 13 554 prêts pour un capital restant dû total de 1,4 milliard d'euros.

Le Crédit Foncier, en tant que gestionnaire des créances, n'a pas la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur la variabilité des rendements. En conséquence, il ne contrôle pas le FCT au sens de la norme IFRS 10 et ce dernier n'est pas consolidé.

Toutefois, compte tenu des liens conservés avec le FCT, les critères permettant de conclure à une décomptabilisation totale des actifs au sens, cette fois, de la norme IAS 39, ne sont pas totalement réunis.

En conséquence, l'opération est déconsolidante au sens d'IFRS 10 et partiellement décomptabilisante au sens d'IAS 39.

Les actifs transférés font ainsi l'objet d'une comptabilisation dans la mesure de l'implication continue du Crédit Foncier, consistant à maintenir à l'actif la perte maximale associée à chacun des liens résiduels (swap, *clean up call*, frais de gestion). Ces ajustements conduisent à constater un actif total de 255 millions d'euros et un passif de 159 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La juste valeur des liens résiduels a été enregistrée en résultat à l'initiation de la titrisation. L'impact initial en résultat est non significatif. La juste valeur de ces liens est réévaluée à chaque arrêté.

Pour l'exercice 2015, l'effet net des réévaluations des opérations CFHL1 et CFHL2 est de - 40 millions d'euros à mettre en relation avec le contexte exceptionnel de remboursements anticipés de l'année.

17.3 OPCVM GARANTIS

Les OPCVM garantis sont des fonds dont l'objectif est d'atteindre, à l'expiration d'une période donnée, un montant déterminé par application mécanique d'une formule de calcul prédéfinie, reposant sur des indicateurs de marchés financiers, et de distribuer le cas échéant des revenus déterminés de façon identique. L'objectif de gestion de ces fonds est garanti par un établissement de crédit.

L'analyse de l'économie d'ensemble de ces structures au regard des critères définis par la norme IFRS 10 permet de démontrer que le groupe ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes (la latitude de gestion étant limitée) et n'est pas exposé aux rendements variables (un dispositif robuste de suivi des risques ayant été mis en place) et ne consolide donc pas ces structures.

17.4 AUTRES INTÉRÊTS DANS LES FILIALES ET ENTITÉS STRUCTURÉES CONSOLIDÉES

Restrictions importantes

Le Groupe BPCE n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses autres intérêts détenus dans ses filiales structurées.

Soutien aux entités structurées consolidées

Le groupe n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

17.5 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées selon le principe de la significativité ascendante. Selon ce principe, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Toutes les entités consolidées par mise en équivalence sont des entreprises associées.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
I) ENTITÉ CONSOLIDANTE				
I-1 Banques Populaires				
BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE COTE D'AZUR	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DE LOIRE ET LYONNAIS	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DES ALPES	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DU MASSIF CENTRAL	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DU NORD	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE DU SUD	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE OCCITANE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE PROVENÇALE ET CORSE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	Banque	FR	100 %	IG
BRED - BANQUE POPULAIRE	Banque	FR	100 %	IG
CASDEN - BANQUE POPULAIRE	Banque	FR	100 %	IG
CRÉDIT COOPÉRATIF	Banque	FR	100 %	IG
I-2 Caisses d'Épargne				
CAISSE D'ÉPARGNE ALSACE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE BRETAGNE PAYS DE LOIRE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE COTE D'AZUR	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE D'Auvergne ET DU LIMOUSIN	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE DE MIDI-PYRÉNÉES	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE ÎLE-DE-FRANCE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE CENTRE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE NORD FRANCE EUROPE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE NORMANDIE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE PICARDIE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE PROVENCE-ALPES-CORSE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE D'ÉPARGNE RHÔNE ALPES	Banque	FR	100 %	IG
I-3 BPCE SA				
BPCE SA	Holding	FR	100 %	IG
I-4 Sociétés de Caution Mutuelle				
50 SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE	Sociétés de garantie	FR	100 %	IG
I-5 Établissements affiliés				
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME ATLANTIQUE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME BRETAGNE NORMANDIE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME DE MÉDITERRANÉE	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME RÉGION NORD	Banque	FR	100 %	IG
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME SUD OUEST	Banque	FR	100 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
II) ÉTABLISSEMENTS «ASSOCIÉS»				
EDEL	Banque	FR	34 %	MEE
MONINFO	Paiement électronique	FR	34 %	MEE
III) FILIALES, CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES				
III-1 - Filiales des Banques Populaires				
ACLEDA	Banque	KH	12 %	MEE
ATLANTIQUE PLUS	Holding	FR	100 %	IG
AURORA	Holding	BE	100 %	MEE
BANQUE CALÉDONIENNE D'INVESTISSEMENT	Banque	NC	50 %	MEE
BANQUE CHAIX	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE DE SAVOIE	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE FRANCO LAO	Banque	LA	54 %	IG
BANQUE MARZE	Banque	FR	100 %	IG
BUREAU DU MANAGEMENT FINANCIER	Société financière	FR	100 %	IG
BP DÉVELOPPEMENT	Capital investissement	FR	89 %	IG
BATI LEASE	Crédit-bail immobilier	FR	95 %	IG
BATI-LEASE INVEST	Immobilier d'exploitation	FR	95 %	IG
BCEL	Banque	LA	10 %	MEE
BCI MER ROUGE	Banque	DJ	51 %	IG
BCP LUXEMBOURG	Banque	LU	100 %	IG
BIC BRED	Banque	FR	100 %	IG
BIC BRED (Suisse) SA	Banque	CH	100 %	IG
BPA ATOUTS PARTICIPATIONS	Capital investissement	FR	100 %	IG
BRD CHINA LTD	Capital investissement	CN	100 %	IG
BRED COFILEASE	Crédit-bail mobilier	FR	100 %	IG
BRED BANK FIJI LTD	Banque	FJ	100 %	IG
BRED GESTION	Banque	FR	100 %	IG
BRED IT	Services informatiques	TH	100 %	IG
BRED VANUATU	Banque	VU	85 %	IG
BTP BANQUE	Banque	FR	100 %	IG
BTP CAPITAL CONSEIL	Conseil en investissement financier	FR	100 %	IG
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	Capital investissement	FR	73 %	IG
CADEC	Capital investissement	FR	40 %	MEE
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIÈRE DU BÂTIMENT	Assurance	FR	33 %	MEE
CAISSE SOLIDAIRE	Société financière	FR	77 %	IG
CAPI COURT TERME N° 1	Capital investissement	FR	100 %	IG
CLICK AND TRUST	Traitement de données	FR	100 %	IG
CODEIS	Capital investissement	LU	89 %	IG
COFEG	Société de conseil	FR	100 %	IG
COFIBRED	Holding	CH	100 %	IG
COOPEST	Capital investissement	BE	32 %	MEE
CREPONORD	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	100 %	IG
DE PORTZAMPARC	Capital investissement	FR	24 %	MEE
ECOFI INVESTISSEMENT	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
EPBF	Établissement de paiement	BE	100 %	IG
ESFIN	Capital investissement	FR	38 %	MEE
ESFIN GESTION	Gestion de portefeuille	FR	60 %	IG
EURO CAPITAL	Capital investissement	FR	63 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
EXPANSINVEST	Capital investissement	FR	100 %	IG
FCC ELIDE	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	IG
FCT ERIDAN	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	IG
FINANCIÈRE DE LA BP OCCITANE	Holding	FR	100 %	IG
FINANCIÈRE PARTICIPATION BPS	Holding	FR	100 %	IG
FIPROMER	Courtage et mise en place de projets d'investissements	FR	100 %	IG
FONCIÈRE DU VANUATU	Investissements immobiliers	VU	100 %	IG
FONCIÈRE VICTOR HUGO	Holding	FR	100 %	IG
GARIBALDI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Holding	FR	100 %	IG
UNION DES SOCIÉTÉS DU CRÉDIT COOPÉRATIF (GIE)	Société de services	FR	99 %	IG
GROUPEMENT DE FAIT	Société de services	FR	100 %	IG
IBP INVESTISSEMENT	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
IMMOCARSO SNC	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES	Services informatiques	FR	100 %	IG
INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT	Holding	FR	100 %	IG
INTERCOOP	Crédit-bail immobilier	FR	100 %	IG
IRD NORD PAS DE CALAIS	Capital investissement	FR	17 %	MEE
IRR INVEST	Capital investissement	BE	100 %	IG
LUX EQUIP BAIL	Crédit-bail mobilier et immobilier	LU	100 %	IG
MULTICROISSANCE SAS	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
NAXICAP RENDEMENT 2018	Capital investissement	FR	89 %	IG
NJR FINANCE BV	Services financiers	NL	100 %	IG
NJR INVEST	Capital investissement	BE	100 %	IG
OUEST CROISSANCE SCR	Capital investissement	FR	100 %	IG
PARNASSE FINANCES	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
PARNASSE GARANTIES	Assurance	FR	80 %	MEE
PARTICIPATIONS BP ACA	Holding	FR	100 %	IG
PERSPECTIVES ET PARTICIPATIONS	Capital investissement	FR	100 %	IG
PLUSEXPANSION	Holding	FR	100 %	IG
PREPAR COURTAGE	Courtage en assurance	FR	100 %	IG
PREPAR-IARD	Assurance dommages	FR	100 %	IG
PREPAR-VIE	Assurance vie et capitalisation	FR	100 %	IG
PROMEPAR GESTION	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
RIVES CROISSANCE	Holding	FR	100 %	IG
SAS ALPES DÉVELOPPEMENT DURABLE INVESTISSEMENT	Capital investissement	FR	100 %	IG
SAS FINANCIÈRE DE CHAMPLAIN	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
SAS FINANCIÈRE IMMOBILIÈRE 15	Promotion immobilière de logements	FR	100 %	IG
SAS TASTA	Société de services	FR	70 %	IG
SASU BFC CROISSANCE	Capital investissement	FR	100 %	IG
SAVOISIENNE	Holding	FR	100 %	IG
SBE	Banque	FR	100 %	IG
SCI BPSO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO CONDE SOUVENIR	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO PESSAC	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO ST ESPRIT	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO TALENCE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO GUJAN	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO ST ANDRE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
SCI BPSO ST PAUL	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO MARNE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO LE BOUSCAT	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO LESPARRE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO CAMBO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO ST AMAND	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO PESSAC CENTRE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO LE HAILLAN	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO MERIGNAC 4 CHEMINS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO LIBOURNE EST	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO BASTIDE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI BPSO 11 MORLAAS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI CREDIMAR	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI DU CRÉDIT COOPÉRATIF DE SAINT DENIS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI FAIDHERBE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI POLARIS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI PYTHEAS PRADO 1	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI PYTHEAS PRADO 2	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI SAINT-DENIS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SEGIMLOR	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SI ÉQUINOXE	Holding	FR	100 %	IG
SIMC	Holding	FR	100 %	IG
SIPMÉA	Promotion, gestion, investissements immobiliers	FR	100 %	IG
SMI	Gestion de portefeuille	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP DE L'OUEST	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP DES ALPES	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP DU NORD	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP LOIRE ET LYONNAIS	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP DU MASSIF CENTRAL	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP OCCITANE	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTARIAT BP VAL DE FRANCE	Sociétariat	FR	100 %	IG
SOCIÉTÉ CENTRALE DU CRÉDIT MARITIME MUTUEL	Société de services	FR	100 %	IG
SOCIÉTÉ D'EXPANSION BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Holding	FR	100 %	IG
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE PROVENÇALE ET CORSE	Holding	FR	100 %	IG
SOCREDO	Banque	PF	15 %	MEE
SOFIAG	Société financière	FR	100 %	IG
SOFIDER	Société financière	FR	100 %	IG
SPGRES	Holding	FR	100 %	IG
SPIG	Location immobilière	FR	100 %	IG
TISE	Capital investissement	PL	100 %	IG
TRANSIMMO	Marchand de biens	FR	100 %	IG
VECTEUR	Holding	FR	100 %	IG
VIALINK	Traitement de données	FR	100 %	IG
III-2 - Filiales des Caisses d'Epargne				
BANQUE BCP SAS	Banque	FR	80 %	IG
BANQUE DE LA RÉUNION	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE DES ANTILLES FRANÇAISES	Banque	FR	100 %	IG
BANQUE DES ÎLES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	Banque	FR	98 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
BANQUE DU LEMAN	Banque	CH	100 %	IG
BATIMAP	Crédit-bail mobilier	FR	95 %	IG
BATIROC BRETAGNE PAYS DE LOIRE	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	100 %	IG
BEAULIEU IMMO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
CAPITOLE FINANCE	Crédit-bail mobilier	FR	100 %	IG
CEBIM	Holding	FR	100 %	IG
EXPANSO INVESTISSEMENTS	Capital investissement	FR	100 %	IG
FCPR FIDEPPP	Financement partenariat public privé	FR	91 %	IG
GIE CE SYNDICATION RISQUES	Activité de garantie	FR	100 %	IG
IMMOCEAL	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
INCITY	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI DANS LA VILLE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI GARIBALDI OFFICE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI LA FAYETTE BUREAUX	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI LE CIEL	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCI LE RELAIS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
IT-CE	Services informatiques	FR	100 %	IG
MIDI FONCIÈRE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
339 ÉTATS-UNIS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
ADOUR SERVICES COMMUNS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
AFOPEA	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
APOUTICAYRE LOGEMENTS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
AUSSONNELLE DE C	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
BCEF 64	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
BERGONION	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
BLEU RÉSIDENCE LORMONT	Immobilier d'exploitation	FR	66 %	IG
BORDELONGUE GODEAS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
BURODIN	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
CEPAIM SA	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
CRISTAL IMMO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
EUROTERTIA	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
FERIA PAULMY	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
FONCIÈRE INVEST	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	IG
G102	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
G IMMO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
IMMO SPORT	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
LABEGE LAKE H1	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	IG
LANGLADE SERVICES	Immobilier d'exploitation	FR	51 %	IG
LANTA PRODUCTION	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
LEVISEO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
MIDI COMMERCE	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
MIDI MIXT	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
MONTAUDRAN PLS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
MURET ACTIVITÉS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
NOVA IMMO	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
RANGUEIL CORMIERS	Immobilier d'exploitation	FR	40 %	IG
RIOU	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
ROISSY COLONNADIA	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
SC RES. LATECOERE	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. MERMOZ	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. LOUIS BREGUET	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. SAINT EXUPERY	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. ILOT J	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. CHARLES LINDBERGH	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. CROIX DU SUD	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. CARRE DES PIONNIERS	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
SC RES. AILES D'ICARE	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	MEE
TECHNOCITÉ TERTIA	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
TETRIS	Immobilier d'exploitation	FR	50 %	IG
MIDI PYRÉNÉES PLACEMENT	Fonds Commun de Placement	FR	100 %	IG
MURACEF	Mutuelle d'Assurance	FR	100 %	IG
PHILAE SAS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SAS FONCIÈRE DES CAISSES D'EPARGNE	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
SAS FONCIÈRE ECUREUIL	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
SAS FONCIÈRE ECUREUIL II	Immobilier de placement	FR	77 %	IG
SAS TRITON	Activité de garantie	FR	100 %	IG
SCI FONCIÈRE 1	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
SCI TOURNON	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SNC ECUREUIL 5 RUE MASSERAN	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
SPPICAV AEW FONCIÈRE ECUREUIL	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SURASSUR	Réassurance	LU	98 %	IG
VIVALIS INVESTISSEMENTS	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
III-3 - Filiales de BPCE				
ACTIFS IMMOBILIERS D'EXPLOITATION	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
ALBIANT-IT	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	FR	100 %	IG
BP COVERED BONDS	Refinancement	FR	100 %	IG
BPCE ACHATS	Société de services	FR	96 %	IG
BPCE IMMOBILIER EXPLOITATION	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
BPCE INFOGÉRANCE ET TECHNOLOGIE	Services informatiques	FR	100 %	IG
BPCE MASTER HOME LOANS FCT	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	IG
BPCE MASTER HOME LOANS DEMUT	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	IG
BPCE SFH	Refinancement	FR	100 %	IG
BPCE SERVICES FINANCIERS	Société de services	FR	98 %	IG
DELESSERT FCP 2DEC REGPT	Fonds de garantie et de solidarité BPCE	FR	100 %	IG
ESNI	Société de titrisation	FR	100 %	IG
GCE CAPITAL	Capital investissement	FR	100 %	IG
GCE PARTICIPATIONS	Holding	FR	100 %	IG
GROUPE NATIXIS ⁽³⁾		FR	71 %	IG
MIFCOS	Immobilier de placement	FR	100 %	IG
SAS GCE P.AV IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SOCRAM BANQUE	Banque	FR	33 %	MEE
S-MONEY	Paiement électronique	FR	100 %	IG
Groupe Holassure				
CNP ASSURANCES (GROUPE)	Assurance	FR	16 %	MEE
HOLASSURE	Holding	FR	100 %	IG
SOPASSURE	Holding	FR	50 %	AC

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
Groupe BPCE International				
AL MANSOUR PALACE MAROC	Promotion immobilière	MA	40 %	MEE
ARAB INTERNATIONAL LEASE	Crédit-bail mobilier et immobilier	TN	57 %	IG
BANQUE DE NOUVELLE-CALÉDONIE	Banque	NC	97 %	IG
BANQUE DE TAHITI	Banque	PF	97 %	IG
BANQUE DES MASCAREIGNES	Banque	MU	100 %	IG
BANQUE MALGACHE DE L'OCEAN INDIEN	Banque	MG	71 %	IG
BANQUE TUNISO KOWEÏTIENNE	Banque	TN	60 %	IG
BCI BQ COMMERCIALE INTERNATIONALE	Banque	CG	100 %	IG
BICEC	Banque	CM	68 %	IG
BM MADAGASCAR	Banque	MG	73 %	IG
BPCE INTERNATIONAL	Établissement de crédit spécialisé	FR	100 %	IG
BPCE MAROC	Promotion immobilière	MA	100 %	IG
BPCE MAROC IMMOBILIER	Promotion immobilière	MA	100 %	IG
EL ISTIFA	Société de Recouvrement de Créances	TN	60 %	IG
FRANSA BANK	Banque	FR	40 %	MEE
INGEPAR	Conseil en investissement financier	FR	100 %	IG
MEDAI SA	Promotion immobilière	TN	67 %	IG
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL	Conseil et développement international	FR	100 %	IG
OCEORANE	Conseil en investissement financier	FR	100 %	IG
SKY ELITE TOUR SARL	Promotion immobilière	MA	100 %	IG
SOCIÉTÉ DU CONSEIL ET DE L'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE	Conseil en investissement financier	TN	48 %	IG
SOCIÉTÉ HAVRAISE CALÉDONIENNE	Immobilier d'exploitation	NC	90 %	IG
SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE PROMOTION DES POLES IMMOBILIERS ET INDUSTRIELS	Promotion immobilière	TN	18 %	MEE
TUNIS CENTER	Promotion immobilière	TN	14 %	IG
UNIVERS INVEST (SICAR)	Capital investissement	TN	52 %	IG
UNIVERS PARTICIPATIONS (SICAF)	Capital investissement	TN	60 %	IG
Groupe Crédit Foncier				
BANCO PRIMUS	Banque	PT	100 %	IG
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE	Banque	FR	100 %	IG
CFG COMPTOIR FINANCIER DE GARANTIE	Société de garantie	FR	100 %	IG
COFIMAB	Marchand de biens	FR	100 %	IG
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Société financière	FR	100 %	IG
CRÉDIT FONCIER IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
SCA ECUFONCIER	Société financière	FR	100 %	IG
CRÉDIT FONCIER EXPERTISE	Expertise immobilière	FR	100 %	IG
EUROSCRIBE	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	37 %	MEE
FILIALES LOCI	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	IG
OXIANE	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	IG
SCRIBE BAIL LOGIS SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	IG
SCRIBEURO SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	IG
FONCIER PARTICIPATIONS	Holding	FR	100 %	IG
FONCIÈRE D'ÉVREUX	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
GCE COINVEST	Holding	FR	100 %	IG
GRAMAT BALARD	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	IG
LOCINDUS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	IG
MAISON FRANCE CONFORT PROU INVESTISSEMENTS	Promotion immobilière	FR	49 %	MEE
SEREXIM	Expertise immobilière	FR	100 %	IG

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation ⁽²⁾
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE PARTICIPATION IMMOBILIÈRE (SIPARI)	Holding	FR	100 %	IG
SOCFIM	Banque	FR	100 %	IG
SOCFIM PARTICIPATIONS IMMOBILIÈRES	Holding	FR	100 %	IG
VENDÔME INVESTISSEMENTS	Holding	FR	100 %	IG
VAUBAN MOBILISATIONS GARANTIES (VMG)	Société financière	FR	100 %	IG
Groupe Banque Palatine				
ARIES ASSURANCES	Courtage en assurance	FR	100 %	IG
BANQUE PALATINE	Banque	FR	100 %	IG
CONSERVATEUR FINANCE	Gestion de fonds	FR	20 %	MEE
PALATINE ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs	FR	100 %	IG
III-4 - Filiales de CE Holding Promotion				
CE HOLDING PROMOTION	Holding	FR	100 %	IG
HABITAT EN RÉGION SERVICES	Holding	FR	100 %	IG
SACOGIVA	Société d'économie mixte	FR	45 %	MEE
SOGIMA	Société d'économie mixte	FR	56 %	MEE
III-5 Sociétés locales d'Épargne				
227 SOCIÉTÉS LOCALES D'ÉPARGNE	Sociétariat	FR	100 %	IG

(1) Pays d'implantation :

BE : Belgique - CG : Congo - CH : Suisse - CN : Chine - CM : Cameroun - Dj : Djibouti - FJ : Fidji - FR : France - KH : Cambodge - LA : Laos - LU : Luxembourg - MA : Maroc - MU : Île Maurice - MG : Madagascar - NC : Nouvelle-Calédonie - NL : Pays-Bas - PF : Polynésie française - PL : Pologne - PT : Portugal - TH : Thaïlande - TN : Tunisie - VU : Vanuatu.

(2) Méthode de consolidation :

IG Intégration Globale ;
MEE Mise en équivalence ;
AC Activité conjointe.

(3) Groupe Natixis :

Le groupe Natixis est constitué de 325 entités consolidées par intégration globale, 12 entités consolidées par mise en équivalence. Les principales filiales sont les suivantes : Coface, Banque Privée 1818, Natixis Global Asset Management, Natixis North America LLC, Natixis Assurances, Natixis Private Equity et Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

Note 18 Implantations par pays

18.1 PNB ET EFFECTIFS PAR PAYS

	Produit net bancaire en millions d'euros	Bénéfice ou perte avant impôts en millions d'euros	Impôts sur les bénéfices en millions d'euros	Effectifs ETP
	Exercice 2015			31/12/2015
États membres de l'Union européenne				
Allemagne	213	87	(30)	713
Autriche	26	10	(3)	103
Belgique	22	8	(3)	61
Bulgarie	1	1	0	9
Danemark	11	0	(1)	79
Espagne	160	72	(19)	276
France	19 118	4 877	(1 760)	91 232
Grande Bretagne	452	257	(47)	586
Hongrie	1	0	0	34
Irlande	5	2	1	9
Italie	171	107	(26)	289
Lettonie	0	0	0	9
Lituanie	2	1	0	15
Luxembourg	208	129	(18)	259
Pays-Bas	26	13	(3)	76
Pologne	35	23	(4)	238
Portugal	31	5	(1)	151
République Tchèque	2	1	0	7
Roumanie	7	3	0	92
Slovaquie	1	0	0	8
Suède	3	0	0	13
Autres pays d'Europe				
Jersey	(1)	(1)	0	0
Monaco	12	3	(1)	41
Russie	20	12	(1)	65
Suisse	34	6	(2)	94
Afrique et bassin méditerranéen				
Afrique du Sud	5	0	0	59
Algérie	67	23	(6)	754
Cameroun	85	30	(14)	780
Congo	23	8	(4)	220
Djibouti	25	(10)	2	263
Émirats Arabes Unis	10	2	0	56
Île Maurice	16	2	0	275
Israël	12	2	(1)	101
Madagascar	30	17	(3)	395
Maroc	(4)	(16)	0	4
Tunisie	39	4	(2)	489
Turquie	3	(4)	0	50

	Produit net bancaire en millions d'euros	Bénéfice ou perte avant impôts en millions d'euros	Impôts sur les bénéfices en millions d'euros	Effectifs ETP
	Exercice 2015			31/12/2015
Amérique				
Argentine	4	0	0	47
Brésil	8	2	0	97
Canada	6	(4)	2	40
Chili	8	3	0	41
Équateur	1	(1)	0	23
États-Unis	2 548	841	(343)	2 796
Îles Caïmans	2	2	0	0
Mexique	0	(4)	(3)	52
Uruguay	0	0	0	1
Asie et Océanie				
Australie	18	7	0	27
Chine	15	(12)	3	66
Fidji	4	(2)	0	95
Hong Kong	113	3	(5)	306
Inde	0	0	0	4
Japon	41	6	(4)	125
Laos	7	1	0	165
Malaisie	1	1	0	5
Nouvelle-Calédonie	71	30	(14)	341
Polynésie Française	58	20	(8)	296
Singapour	75	29	(4)	181
Taiwan	2	1	0	20
Thaïlande	0	0	0	83
Vanuatu	11	5	0	118
Vietnam	2	2	0	53
TOTAL GROUPE	23 868	6 604	(2 323)	102 886

Les effectifs correspondent aux effectifs équivalents temps plein en activité à la date d'arrêt.

Les impôts sur les bénéfices correspondent à l'impôt exigible et à l'impôt différé, hors impôts et taxes constatés en résultat d'exploitation.

18.2 IMPLANTATION DES ENTITÉS PAR PAYS

Pays d'implantation	Activités
AFRIQUE DU SUD	
COFACE SOUTH AFRICA	Assurance
COFACE SOUTH AFRICA SERVICES	Assurance
ALGÉRIE	
NATIXIS ALGERIE	Banque
ALLEMAGNE	
AEW EUROPE GERMAN BRANCH	Distribution
COFACE DEBITOREN	Information et gestion de créances
COFACE DEUTSCHLAND	Assurance-crédit et services liés
COFACE FINANZ	Affacturation
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances
KISSELBERG	Assurance
NATIXIS FRANCFORT	Établissement financier
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES GERMANY	Distribution
NATIXIS PFANDBRIEFBANK AG	Établissement de crédit
NGAM SA ZWEIGNIEDERLAASUNG DEUTSCHLAND	Distribution
ARGENTINE	
COFACE ARGENTINA -SUCC (COFACE SA)	Assurance
AUSTRALIE	
COFACE AUSTRALIE (SUCC-COFACE SA)	Assurance
NATIXIS AUSTRALIA PTY LTD	Établissement financier
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES AUSTRALIA HOLDINGS, LLC	Holding
NGAM AUSTRALIE	Distribution
AUTRICHE	
COFACE AUSTRIA	Holding
COFACE CENTRAL EUROPE HOLDING	Holding
COFACE SERVICES AUSTRIA	Information et gestion de créances
BELGIQUE	
COFACE BELGIUM - SUCC (COFACE SA)	Assurance
COFACE BELGIUM SERVICES HOLDING	Information commerciale et solvabilité
EPBF	Établissement de paiement
IRR INVEST	Capital investissement
KOMPASS BELGIQUE	Marketing et autres services
NATIXIS BELGIQUE INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement
NJR INVEST	Capital investissement
BRÉSIL	
COFACE DO BRASIL SEGUROS DE CREDITO	Assurance-crédit et services liés
NATIXIS BRASIL SA	Établissement financier
SEGURO BRASILEIRA C.E	Assurance-crédit et services liés
BULGARIE	
COFACE BULGARIA (BRANCH)	Assurance
CAMEROUN	
BICEC	Banque

Pays d'implantation	Activités
CANADA	
COFACE CANADA - SUCC (COFACE SA)	Assurance
NGAM CANADA (EX NEXGEN) FINANCIAL CORPORATION	Gestion d'actifs
NGAM CANADA (EX NEXGEN) FINANCIAL LIMITED PARTNERSHIP	Gestion d'actifs
NGAM CANADA (EX NEXGEN) INVESTMENT CORPORATION	Gestion d'actifs
NGAM CANADA (EX NEXGEN) LIMITED	Gestion d'actifs
NGAM CANADA (EX NEXGEN) ONTARIO INC	Gestion d'actifs
TREZ COMMERCIAL FINANCES LP	Financement immobilier
CHILI	
COFACE CHILE SA	Assurance
COFACE CHILE -SUCC (COFACE SA)	Assurance
CHINE	
BRD CHINA LTD	Capital investissement
NATIXIS BEIJING	Établissement financier
NATIXIS SHANGHAI	Établissement financier
CONGO	
BCI BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE	Banque
DANEMARK	
COFACE DANMARK-SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
MIDT FACTORING A/S	Affacturation
DJIBOUTI	
BCI MER ROUGE	Banque
ÉMIRATS ARABES UNIS	
NATIXIS DUBAI	Établissement financier
NGAM MIDDLE EAST	Distribution
ÉQUATEUR	
COFACE ECUADOR (SUCC-COFACE SA)	Assurance
ESPAGNE	
COFACE IBERICA -SUCC (COFACE SA)	Assurance
COFACE SERVICIOS ESPANA S.L.	Information et gestion de créances
NATIXIS LEASE MADRID	Crédit-bail mobilier et immobilier
NATIXIS MADRID	Établissement financier
NGAM SUCURSAL EN ESPANA	Distribution
ÉTATS-UNIS	
AEW CAPITAL MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs
AEW CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs
AEW II CORPORATION	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS III, INC.	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS IV, INC.	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS V, INC.	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS VI, INC.	Gestion d'actifs
AEW PARTNERS VII, INC.	Gestion d'actifs
AEW REAL ESTATE ADVISORS, INC.	Gestion d'actifs
AEW SENIOR HOUSING INVESTORS INC	Gestion d'actifs

Pays d'implantation	Activités
AEW VALUE INVESTORS ASIA II GP LIMITED	Gestion d'actifs
AEW VIA INVESTORS, LTD	Gestion d'actifs
AEW VIF INVESTORS II, INC.	Gestion d'actifs
AEW VIF INVESTORS, INC.	Gestion d'actifs
ALPHASIMPLEX GROUP LLC	Gestion d'actifs
ALTERNATIVE STRATEGIES GROUP LLC	Gestion d'actifs
AURORA HORIZON FUNDS	Gestion d'actifs
AURORA INVESTMENT MANAGEMENT LLC	Gestion d'actifs
BLEACHERS FINANCE	Véhicule de titrisation
CASPIAN CAPITAL MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs
CM REO HOLDINGS TRUST	Financement sur marché secondaire
CM REO TRUST	Financement sur marché secondaire
COFACE COLLECTION NORTH AMERICA	Information et gestion de créances
COFACE COLLECTION NORTH AMERICA HOLDING LLC	Information et gestion de créances
COFACE NORTH AMERICA	Assurance-crédit et services liés
COFACE NORTH AMERICA HOLDING COMPANY	Holding
COFACE NORTH AMERICA INSURANCE COMPANY	Assurance-crédit et services liés
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP	Holding
CONDUIT VERSAILLES	Véhicule de titrisation
CREA WESTERN INVESTORS I, INC.	Gestion d'actifs
DARIUS CAPITAL PARTNERS USA	Conseil en investissement financier
EPI SLP LLC	Gestion d'actifs
EPI SO SLP LLC	Gestion d'actifs
GATEWAY INVESTMENT ADVISERS, LLC	Gestion d'actifs
HARRIS ALTERNATIVES HOLDING INC	Holding
HARRIS ASSOCIATES INVESTMENT TRUST	Gestion d'actifs
HARRIS ASSOCIATES LP	Gestion d'actifs
HARRIS ASSOCIATES SECURITIES, LP	Distribution
HARRIS ASSOCIATES, INC.	Gestion d'actifs
KOBRICK FUNDS, LLC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES & COMPANY, INC.	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES & COMPANY, LP	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES ALPHA, LLC.	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, INC.	Distribution
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, LP	Distribution
LOOMIS SAYLES SOLUTIONS, INC	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES TRUST COMPANY, LLC	Gestion d'actifs
MC DONNELL	Gestion d'actifs
MC MANAGEMENT, INC.	Holding
MC MANAGEMENT, LP	Holding
MSR TRUST	Financement immobilier
NAM US	Gestion d'actifs
NATIXIS ASG HOLDINGS, INC	Distribution

Pays d'implantation	Activités
NATIXIS CASPIAN PRIVATE EQUITY LLC	Gestion d'actifs
NATIXIS FINANCIAL PRODUCTS LLC	Transactions sur contrats dérivés
NATIXIS FUNDING CORP	Autre entreprise financière
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT HOLDINGS, LLC	Holding
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT, LLC	Holding
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT, LP	Holding
NATIXIS INVESTMENT CORP.	Gestion de portefeuille
NATIXIS NEW YORK	Établissement financier
NATIXIS NORTH AMERICA LLC	Holding
NATIXIS PRIVATE EQUITY CASPIAN IA, LP	Capital-investissement
NATIXIS PRIVATE EQUITY CASPIAN IB, LP	Capital-investissement
NATIXIS REAL ESTATE CAPITAL LLC	Financement immobilier
NATIXIS REAL ESTATE HOLDINGS LLC	Financement immobilier
NATIXIS SECURITIES AMERICAS LLC	Société de Bourse
NATIXIS US HOLDINGS INC	Holding
NATIXIS US MTN PROGRAM LLC	Véhicule d'émission
NGAM ADVISORS, LP	Distribution
NGAM DISTRIBUTION CORPORATION	Distribution
NGAM DISTRIBUTION, LP	Distribution
NGAM INTERNATIONAL, LLC	Distribution
NH PHILADELPHIA PROPERTY LP	Financement immobilier
PLAZA SQUARE APPARTMENTS OWNERS LLC	Financement immobilier
REICH & TANG ASSET MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs
REICH & TANG DEPOSIT SOLUTIONS, LLC	Gestion d'actifs
REICH & TANG DISTRIBUTORS, INC.	Distribution
REICH & TANG SERVICES, INC.	Gestion d'actifs
REICH & TANG STABLE CUSTODY GROUP II LLC.	Gestion d'actifs
REICH & TANG STABLE CUSTODY GROUP LLC.	Gestion d'actifs
SEELYOND MULTI ASSET ALLOCATION FUND	Gestion d'actifs
SNYDER CAPITAL MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs
SNYDER CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs
VAUGHAN NELSON TRUST COMPANY	Gestion d'actifs
FIDJI	
BRED BANK FIJI LTD	Banque
FRANCE	
1818 IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation
227 SOCIÉTÉS LOCALES D'ÉPARGNE	Sociétariat
339 ÉTATS-UNIS	Immobilier d'exploitation
50 SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE	Sociétés de garantie
AAA ACTIONS AGRO ALIMENTAIRE	OPCVM de placement d'assurance

Pays d'implantation	Activités
ABP ALTERNATIF OFFENSIF	OPCVM de fonds alternatifs
ABP DIVERSIFIE	OPCVM de placement d'assurance
ACTIFS IMMOBILIERS D'EXPLOITATION	Immobilier d'exploitation
ADOUR SERVICES COMMUN	Immobilier d'exploitation
AEW COINVEST	Gestion d'actifs
AEW EUROPE SA	Gestion d'actifs
AEW EUROPE SGP	Gestion d'actifs
AFOPEA	Immobilier d'exploitation
ALBIANT-IT	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
ALLIANCE ENTREPRENDRE	Gestion d'actifs
APOUTICAYRE LOGEMENTS	Immobilier d'exploitation
ARIES ASSURANCES	Courtage en assurance
ATLANTIQUE PLUS	Holding
AUSSONNELLE DE C	Immobilier d'exploitation
AXELTIS SA	Holding
BANQUE BCP SAS	Banque
BANQUE CHAIX	Banque
BANQUE DE LA RÉUNION	Banque
BANQUE DE SAVOIE	Banque
BANQUE DES ANTILLES FRANÇAISES	Banque
BANQUE DES ÎLES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	Banque
BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL	Banque
BANQUE MARZE	Banque
BANQUE PALATINE	Banque
BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE	Banque
BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE	Banque
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	Banque
BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	Banque
BANQUE POPULAIRE COTE D'AZUR	Banque
BANQUE POPULAIRE DE LOIRE ET LYONNAIS	Banque
BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	Banque
BANQUE POPULAIRE DES ALPES	Banque
BANQUE POPULAIRE DU MASSIF CENTRAL	Banque
BANQUE POPULAIRE DU NORD	Banque
BANQUE POPULAIRE DU SUD	Banque
BANQUE POPULAIRE OCCITANE	Banque
BANQUE POPULAIRE PROVENÇALE ET CORSE	Banque
BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS	Banque
BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	Banque
BANQUE PRIVEE 1818	Établissement de crédit
BATI LEASE	Crédit-bail immobilier
BATI-LEASE INVEST	Immobilier d'exploitation
BATIMAP	Crédit-bail mobilier
BATIROC BRETAGNE PAYS DE LOIRE	Crédit-bail mobilier et immobilier
BCEF 64	Immobilier d'exploitation

Pays d'implantation	Activités
BEAULIEU IMMO	Immobilier d'exploitation
BERGONION	Immobilier d'exploitation
BIC BRED	Banque
BLEU RÉSIDENCE LORMONT	Immobilier d'exploitation
BORDELONGUE GODEAS	Immobilier d'exploitation
BP COVERED BONDS	Refinancement
BP DÉVELOPPEMENT	Capital investissement
BPA ATOUTS PARTICIPATIONS	Capital investissement
BPCE ACHATS	Société de services
BPCE APS	Prestataires de services
BPCE ASSURANCES	Société d'assurance
BPCE IMMOBILIER EXPLOITATION	Immobilier de placement
BPCE INFOGÉRANCE ET TECHNOLOGIE	Services informatiques
BPCE INTERNATIONAL	Établissement de crédit spécialisé
BPCE MASTER HOME LOANS DEMUT	Fonds commun de titrisation
BPCE MASTER HOME LOANS FCT	Fonds commun de titrisation
BPCE PRÉVOYANCE (EX-ABP PRÉVOYANCE)	Prévoyance
BPCE RELATION ASSURANCES	Société de services
BPCE SA	Holding
BPCE SERVICES FINANCIERS (EX CSF-GCE)	Société de services
BPCE SFH	Refinancement
BPCE VIE (EX -ABP VIE)	Assurance
BRED - BANQUE POPULAIRE	Banque
BRED COFILEASE	Crédit-bail mobilier
BRED GESTION	Banque
BTP BANQUE	Banque
BTP CAPITAL CONSEIL	Conseil en investissement financier
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	Capital investissement
BUREAU DU MANAGEMENT FINANCIER	Société financière
BURODIN	Immobilier d'exploitation
CAISSE D'EPARGNE ALSACE	Banque
CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES	Banque
CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE PAYS DE LOIRE	Banque
CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR	Banque
CAISSE D'EPARGNE D'AUVERGNE ET DU LIMOUSIN	Banque
CAISSE D'EPARGNE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	Banque
CAISSE D'EPARGNE DE MIDI-PYRÉNÉES	Banque
CAISSE D'EPARGNE ILE-DE-FRANCE	Banque
CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Banque
CAISSE D'EPARGNE LOIRE CENTRE	Banque
CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	Banque
CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE	Banque
CAISSE D'EPARGNE NORD FRANCE EUROPE	Banque

Pays d'implantation	Activités
CAISSE D'EPARGNE NORMANDIE	Banque
CAISSE D'EPARGNE PICARDIE	Banque
CAISSE D'EPARGNE PROVENCE-ALPES-CORSE	Banque
CAISSE D'EPARGNE RHÔNE ALPES	Banque
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME ATLANTIQUE	Banque
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME BRETAGNE NORMANDIE	Banque
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME DE MÉDITERRANÉE	Banque
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME RÉGION NORD	Banque
CAISSE RÉGIONALE CRÉDIT MARITIME SUD OUEST	Banque
CAISSE SOLIDAIRE	Société financière
CAPI COURT TERME N° 1	Capital investissement
CAPITOLE FINANCE	Crédit-bail mobilier
CASDEN - BANQUE POPULAIRE	Banque
CE HOLDING PROMOTION	Holding
CEBIM	Holding
CEPAIM SA	Immobilier d'exploitation
CFG COMPTOIR FINANCIER DE GARANTIE	Société de garantie
CICOBAIL	Crédit-bail immobilier
CLICK AND TRUST	Traitement de données
CO-ASSUR	Conseil assurance coutage
COFACE HOLDING SAS	Holding
COFACE SA	Assurance-crédit et services liés
COFEG	Société de conseil
COFIMAB	Marchand de biens
COFINPAR	Assurance-crédit et services liés
COGERI	Information et gestion de créances
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Société financière
COMPAGNIE EUROPÉENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS	Assurance
CONTANGO TRADING SA	Société de courtage
CRÉDIT COOPÉRATIF	Banque
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE	Banque
CRÉDIT FONCIER EXPERTISE	Expertise immobilière
CRÉDIT FONCIER IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation
CREPONORD	Crédit-bail mobilier et immobilier
CRISTAL IMMO	Immobilier d'exploitation
DARIUS CAPITAL PARTNERS SAS	Conseil en investissement financier
DELESSERT FCP 2DEC REGPT	Fonds de garantie et de solidarité BPCE
DNCA & CIE	Gestion d'actifs
DNCA COURTAGE	Gestion d'actifs
DNCA FINANCE	Gestion d'actifs
DNCA MANAGEMENT	Gestion d'actifs
DORVAL FINANCE	Gestion d'actifs
ECOFI INVESTISSEMENT	Gestion de portefeuille
ELLISPHERE	Information
ESFIN GESTION	Gestion de portefeuille

Pays d'implantation	Activités
ESNI	Société de titrisation
EURO CAPITAL	Capital investissement
EURO PRIVATE EQUITY FRANCE (EX DAHLIA PARTNERS)	Gestion d'actifs
EUROTERTIA	Immobilier d'exploitation
EXPANSINVEST	Capital investissement
EXPANSO INVESTISSEMENTS	Capital investissement
FCC ELIDE	Fonds commun de titrisation
FCPR FIDEPPP	Financement partenariat public privé
FCT ERIDAN	Fonds commun de titrisation
FCT FAST	Fonds de titrisation
FCT LIQUIDITÉ SHORT 1	Véhicule de titrisation
FCT NATIXIS EXPORT CRÉDIT AGENCY	Véhicule de titrisation
FCT PUMACC	Véhicule de titrisation crédit consommation
FCT VEGA	Fond de titrisation
FERIA PAULMY	Immobilier d'exploitation
FILIALES LOCI	Crédit-bail mobilier et immobilier
FIMIPAR	Rachat de créances
FINANCIÈRE DE LA BP OCCITANE	Holding
FINANCIÈRE PARTICIPATION BPS	Holding
FIPROMER	Courtage et mise en place de projets d'investissements
FONCIER PARTICIPATIONS	Holding
FONCIÈRE D'ÉVREUX	Immobilier d'exploitation
FONCIÈRE INVEST	Immobilier d'exploitation
FONCIÈRE KUPKA	Immobilier d'exploitation
FONCIÈRE VICTOR HUGO	Holding
FONDS COLOMBES	OPCVM
FRUCTIFONCIER	Placements immobiliers d'assurance
FRUCTIFONDS PROFIL 3	OPCVM de placement d'assurance
FRUCTIFONDS PROFIL 6	OPCVM de placement d'assurance
FRUCTIFONDS PROFIL 9	OPCVM de placement d'assurance
G IMMO	Immobilier d'exploitation
G102	Immobilier d'exploitation
GARIBALDI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Holding
GCE CAPITAL	Capital investissement
GCE COINVEST	Holding
GCE PARTICIPATIONS	Holding
GIE CE SYNDICATION RISQUES	Activité de garantie
GRAMAT BALARD	Immobilier d'exploitation
GROUPEMENT DE FAIT	Société de services
HABITAT EN RÉGION SERVICES	Holding
HOLASSURE	Holding
IBP INVESTISSEMENT	Immobilier d'exploitation
IMMOCEAL	Immobilier de placement
IMMO SPORT	Immobilier d'exploitation
IMMOCARSO SNC	Immobilier de placement
INCITY	Immobilier d'exploitation
INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES	Services informatiques

Pays d'implantation	Activités
INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT	Holding
INGEPAR	Conseil en investissement financier
INTERCOOP	Crédit-bail immobilier
IT-CE	Services informatiques
KOMPASS INTERNATIONAL NEUENSCHWANDER	Holding
LABEGE LAKE H1	Immobilier d'exploitation
LANGLADE SERVICES	Immobilier d'exploitation
LANTA PRODUCTION	Immobilier d'exploitation
LEASE EXPANSION	Location opérationnelle informatique
LEVISEO	Immobilier d'exploitation
LOCINDUS	Crédit-bail mobilier et immobilier
MIDI COMMERCE	Immobilier d'exploitation
MIDI FONCIÈRE	Immobilier d'exploitation
MIDI MIXT	Immobilier d'exploitation
MIDI PYRÉNÉES PLACEMENT	Fonds Commun de Placement
MIFCOS	Immobilier de placement
MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE	Gestion de FCPR
MONTAUDRAN PLS	Immobilier d'exploitation
MULTICROISSANCE SAS	Gestion de portefeuille
MURACEF	Mutuelle d'Assurance
MURET ACTIVITÉS	Immobilier d'exploitation
NALÉA	Véhicule de titrisation
NAMI AEW EUROPE	Gestion d'actifs
NAMI INVESTMENT	Placements immobiliers d'assurance
NATIXIS ALTAIR IT SHARED SERVICES	Services informatiques
NATIXIS ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs
NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE	Holding
NATIXIS ASSURANCES	Holding de sociétés d'assurance
NATIXIS BAIL	Crédit-bail immobilier
NATIXIS CAR LEASE	Location de véhicule longue durée
NATIXIS COFINÉ	Société financière (audiovisuel)
NATIXIS CONSUMER FINANCE	Holding
NATIXIS CONSUMER FINANCE IT	Crédit à la consommation
NATIXIS ENERGECO	Crédit-bail mobilier
NATIXIS FACTOR	Affacturation
NATIXIS FINANCEMENT	Crédit à la consommation
NATIXIS FONCIÈRE SA (EX - SPAFICA)	Investissements immobiliers
NATIXIS FORMATION EPARGNE FINANCIÈRE	Holding
NATIXIS FUNDING	Animation du marché secondaire de la dette
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT	Holding
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 1	Holding
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 3	Holding
NATIXIS HCP	Holding
NATIXIS IMMO DÉVELOPPEMENT	Promotion immobilière de logement
NATIXIS IMMO EXPLOITATION	Immobilier d'exploitation
NATIXIS INNOV	Holding

Pays d'implantation	Activités
NATIXIS INTERÉPARGNE	Tenue de comptes d'épargne salariale
NATIXIS INTERTITRES	Offre de titres de services
NATIXIS LEASE	Crédit-bail mobilier
NATIXIS LEASE IMMO	Crédit-bail immobilier
NATIXIS LIFE	Assurance vie
NATIXIS LLD	Location de véhicule longue durée
NATIXIS MARCO	Entreprise d'investissement - (prolongement d'activité)
NATIXIS PARTNERS	Banque
NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS	Services bancaires
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL	Conseil et développement international
NATIXIS PRIVATE EQUITY	Capital-investissement
NATIXIS SA	Établissement de crédit
NATIXIS ULTRA SHORT TERM BONDS PLUS	OPCVM de placement d'assurance
NAXICAP PARTNERS	Gestion de FCPR
NAXICAP RENDEMENT 2018	Capital investissement
NGAM DISTRIBUTION, SUCCURSALE FRANCE	Distribution
NORDRI	Véhicule de titrisation
NOVA IMMO	Immobilier d'exploitation
OCEOR LEASE RÉUNION	Crédit-bail mobilier
OCEORANE	Conseil en investissement financier
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT	Fonds immobiliers
OSSIAM	Gestion d'actifs
QUEST CROISSANCE SCR	Capital investissement
OXIANE	Crédit-bail mobilier et immobilier
PALATINE ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs
PARNASSE FINANCES	Gestion de portefeuille
PARTICIPATIONS BP ACA	Holding
PERSPECTIVES ET PARTICIPATIONS	Capital investissement
PHILAE SAS	Immobilier d'exploitation
PLUSEXPANSION	Holding
PREPAR COURTAGE	Courtage en assurance
PREPAR-IARD	Assurance dommages
PREPAR-VIE	Assurance vie et capitalisation
PROMEPAR GESTION	Gestion de portefeuille
PROVIDENTE SA	Prises de participations
RANGUEIL CORMIERS	Immobilier d'exploitation
RIOU	Immobilier d'exploitation
RIVES CROISSANCE	Holding
ROISSY COLONNADIA	Immobilier d'exploitation
SCI ALTAIR 1	Immobilier d'exploitation
SCI ALTAIR 2	Immobilier d'exploitation
SCI. VALMY COUPOLE	Immobilier d'exploitation
SAS ALPES DÉVELOPPEMENT DURABLE INVESTISSEMENT	Capital investissement
SAS FINANCIÈRE DE CHAMPLAIN	Gestion de portefeuille
SAS FINANCIÈRE IMMOBILIÈRE 15	Promotion immobilière de logements
SAS FONCIÈRE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Immobilier de placement
SAS FONCIÈRE ECUREUIL	Immobilier de placement
SAS FONCIÈRE ECUREUIL II	Immobilier de placement

Pays d'implantation	Activités
SAS GCE P.A.V IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation
SAS IMMOBILIÈRE NATIXIS BAIL	Crédit-bail immobilier
SAS TASTA	Société de services
SAS TRITON	Activité de garantie
SASU BFC CROISSANCE	Capital investissement
SAVOISIENNE	Holding
SBE	Banque
SCA ECUFONCIER	Société financière
SCI BPSO	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO 11 MORLAAS	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO BASTIDE	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO CAMBO	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO CONDE SOUVENIR	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO GUJAN	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO LE BOUSCAT	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO LE HAILLAN	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO LEPARRE	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO LIBOURNE EST	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO MARNE	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO MERIGNAC 4 CHEMINS	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO PESSAC	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO PESSAC CENTRE	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO ST AMAND	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO ST ANDRE	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO ST ESPRIT	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO ST PAUL	Immobilier d'exploitation
SCI BPSO TALENCE	Immobilier d'exploitation
SCI CHAMPS-ÉLYSEES	Gestion immobilière
SCI CREDIMAR	Immobilier d'exploitation
SCI DANS LA VILLE	Immobilier d'exploitation
SCI DU CRÉDIT COOPÉRATIF DE SAINT DENIS	Immobilier d'exploitation
SCI FAIDHERBE	Immobilier d'exploitation
SCI FONCIÈRE 1	Immobilier de placement
SCI GARIBALDI OFFICE	Immobilier d'exploitation
SCI LA BOETIE	Gestion immobilière
SCI LA FAYETTE BUREAUX	Immobilier d'exploitation
SCI LE CIEL	Immobilier d'exploitation
SCI LE RELAIS	Immobilier d'exploitation
SCI POLARIS	Immobilier d'exploitation
SCI PYTHEAS PRADO 1	Immobilier d'exploitation
SCI PYTHEAS PRADO 2	Immobilier d'exploitation
SCI SACCEF	Gestion immobilière
SCI SAINT-DENIS	Immobilier d'exploitation
SCI TOURNON	Immobilier d'exploitation
SCPI FRUCTIFONDS IMMOBILIER	Placements immobiliers d'assurance
SCRIBE BAIL LOGIS SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier
SCRIBEURO SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier
SEGIMLOR	Immobilier d'exploitation
SELECTION 1818	Distribution de produits financiers auprès des CGPI
SEREXIM	Expertise immobilière
SEVENTURE PARTNERS	Gestion d'actifs

Pays d'implantation	Activités
SI ÉQUINOXE	Holding
SIMC	Holding
SIPMÉA	Promotion, gestion, investissements immobiliers
SMI	Gestion de portefeuille
S-MONEY	Païement électronique
SNC ECUREUIL 5 RUE MASSERAN	Immobilier de placement
SOCFIM	Banque
SOCFIM PARTICIPATIONS IMMOBILIÈRES	Holding
SOCIÉTARIAT BP DE L'OUEST	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP DES ALPES	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP DU MASSIF CENTRAL	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP DU NORD	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP LOIRE ET LYONNAIS	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP OCCITANE	Sociétariat
SOCIÉTARIAT BP VAL DE FRANCE	Sociétariat
SOCIÉTÉ CENTRALE DU CRÉDIT MARITIME MUTUEL	Société de services
SOCIÉTÉ D'EXPANSION BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Holding
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE PARTICIPATION IMMOBILIÈRE (SIPARI)	Holding
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE PROVENÇALE ET CORSE	Holding
SOFIAG	Société financière
SOFIDER	Société financière
SOPASSURE	Holding
SPGRES	Holding
SPIG	Location immobilière
SPPICAV AEW FONCIÈRE ECUREUIL	Immobilier d'exploitation
SUD OUEST BAIL	Crédit-bail immobilier
TECHNICITÉ TERTIA	Immobilier d'exploitation
TETRIS	Immobilier d'exploitation
TRANSIMMO	Marchand de biens
UNION DES SOCIÉTÉS DU CRÉDIT COOPÉRATIF (GIE)	Société de services
VAUBAN MOBILISATIONS GARANTIES (VMG)	Société financière
VECTEUR	Holding
VEGA INVESTMENT MANAGERS	Société de gestion d'OPCVM
VENDÔME INVESTISSEMENTS	Holding
VIALINK	Traitement de données
VIVALIS INVESTISSEMENTS	Immobilier d'exploitation
ZELIS ACTIONS MONDE	OPCVM de placement d'assurance
GRANDE-BRETAGNE	
AEW EUROPE ADVISORY LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE CC LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE HOLDING LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE INVESTMENT LTD	Gestion d'actifs
AEW EUROPE LLP	Gestion d'actifs
AEW EUROPE PARTNERSHIP	Gestion d'actifs
AEW GLOBAL ADVISORS (EUROPE) LTD	Gestion d'actifs

Pays d'implantation	Activités
AEW GLOBAL LTD	Gestion d'actifs
AEW GLOBAL UK LTD	Gestion d'actifs
COFACE UK - SUCC (COFACE SA)	Assurance
COFACE UK HOLDING	Holding
COFACE UK SERVICES LTD	Information et gestion de créances
H2O ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs
H2O ASSET MANAGEMENT CORPORATE MEMBER	Gestion d'actifs
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS LTD (UK)	Gestion d'actifs
NATIXIS FUNDING UK LLP	Véhicule d'émission
NATIXIS LONDRES	Établissement financier
NGAM UK LTD	Distribution
HONG KONG	
AEW ASIA LIMITED	Gestion d'actifs
COFACE HONG KONG -SUCC (COFACE SA)	Assurance
NATIXIS ASIA LTD	Autre entreprise financière
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT HONG KONG	Gestion d'actifs
NATIXIS HONG KONG	Établissement financier
HONGRIE	
AEW CENTRAL EUROPE HONGRY	Distribution
COFACE HUNGARY - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
ÎLES CAÏMANS	
NATIXIS NEW YORK SUCCURSALE	Établissement financier
ÎLE MAURICE	
BANQUE DES MASCAREIGNES	Banque
INDE	
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL	Conseil et développement international
IRLANDE	
COFACE IRELAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance
NATINIUM FINANCIAL PRODUCTS	Véhicule de titrisation
NATIXIS CORPORATE SOLUTIONS LTD	Financement structuré
NEXGEN CAPITAL LTD	Financement structuré
NEXGEN FINANCIAL HOLDINGS LTD	Holding
NEXGEN REINSURANCE LTD	Réassurance
ISRAËL	
BUSINESS DATA INFORMATION	Marketing et autres services
COFACE HOLDING ISRAËL	Holding
COFACE ISRAËL	Assurance-crédit
ITALIE	
AEW EUROPE ITALIAN BRANCH	Distribution
COFACE ASSICURAZIONI SPA	Assurance-crédit et services liés
COFACE ITALIA	Holding
NATIXIS LEASE MILAN	Crédit-bail mobilier et immobilier
NATIXIS MILAN	Établissement financier
NGAM SA SUCCURSALE ITALIANA	Distribution
JAPON	
COFACE JAPAN - SUCC (COFACE SA)	Assurance
NATIXIS ASSET MANAGEMENT JAPAN CO., LTD	Gestion d'actifs

Pays d'implantation	Activités
NATIXIS JAPAN SECURITIES CO, LTD	Établissement financier
NATIXIS TOKYO	Établissement financier
JERSEY	
NATIXIS STRUCTURED PRODUCTS LTD	Véhicule d'émission
LAOS	
BANQUE FRANCO LAO	Banque
LETTONIE	
COFACE LATVIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
LITHUANIE	
LEID - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
LUXEMBOURG	
AEW EUROPE SARL (EX AEW LUXEMBOURG)	Gestion d'actifs
BCP LUXEMBOURG	Banque
CODEIS	Capital investissement
COFACE LUXEMBOURG (SUCC-COFACE SA)	Assurance
CUBE INFRASTRUCTURE MANAGERS (EX NATIXIS ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES LUXEMBOURG)	Gestion de FCPR
DAHLIA A SICAR SCA	Capital-investissement
DNCA LUXEMBOURG	Gestion d'actifs
H2O ASSET MANAGEMENT HOLDING	Gestion d'actifs
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG	Entreprise d'investissement - gestion d'actifs
KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG 2	Centrale de trésorerie - gestion d'actifs
LUX EQUIP BAIL	Crédit-bail mobilier et immobilier
NATIXIS ALTERNATIVE ASSETS	Holding
NATIXIS BANK	Banque
NATIXIS CRÉDIT OPPORTUNITIES I/A EUR	Gestion d'actifs
NATIXIS LIFE	Assurance vie
NATIXIS LUXEMBOURG INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement
NATIXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL LUXEMBOURG	Holding Capital-investissement
NATIXIS REAL ESTATE FEEDER SARL	Entreprise d'investissement
NATIXIS STRUCTURED ISSUANCE	Véhicule d'émission
NATIXIS TRUST	Banque
NGAM SA	Distribution
SURASSUR	Réassurance
MADAGASCAR	
BANQUE MALGACHE DE L'OCEAN INDIEN	Banque
BM MADAGASCAR	Banque
MALAISIE	
NATIXIS LABUAN	Établissement financier
MAROC	
BPCE MAROC	Promotion immobilière
BPCE MAROC IMMOBILIER	Promotion immobilière
SKY ELITE TOUR SARL	Promotion immobilière

Pays d'implantation	Activités
MEXIQUE	
COFACE HOLDING AMERICA LATINA	Information financière
COFACE SEGURO DE CREDITO MEXICO	Assurance
NGAM MEXIQUE	Gestion d'actifs
NOUVELLE CALÉDONIE	
BANQUE DE NOUVELLE-CALÉDONIE	Banque
OCEOR LEASE NOUMEA	Crédit-bail mobilier
SOCIÉTÉ HAVRAISE CALÉDONIENNE	Immobilier d'exploitation
PAYS-BAS	
COFACE NEDERLAND - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
COFACE NEDERLAND SERVICES	Information et gestion de créances
NGAM NEDELANDS FILIAL	Distribution
NJR FINANCE BV	Services financiers
PBW REAM	Gestion d'actifs
POLOGNE	
AEW CENTRAL EUROPE	Gestion d'actifs
COFACE POLAND - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
COFACE POLAND CMS	Information financière
COFACE POLAND FACTORING	Affacturage
TISE	Capital investissement
POLYNÉSIE FRANÇAISE	
BANQUE DE TAHITI	Banque
OCEOR LEASE TAHITI	Crédit-bail mobilier
PORTUGAL	
BANCO PRIMUS	Banque
COFACE PORTUGAL - SUCC (COFACE SA)	Assurance
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	
AEW CENTRAL EUROPE CZECH	Distribution
COFACE CZECH INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
ROUMANIE	
AEW CENTRAL EUROPE ROMANIA	Distribution
COFACE ROMANIA CMS	Assurance
COFACE ROMANIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
RUSSIE	
COFACE RUS INSURANCE COMPANY	Assurance-crédit
NATIXIS MOSCOW	Banque
SINGAPOUR	
ABSOLUTE ASIA AM	Gestion d'actifs
AEW ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs
COFACE SINGAPOR -SUCC (COFACE SA)	Assurance

Pays d'implantation	Activités
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS ASIA PTE LTD	
LOOMIS SAYLES INVESTMENTS ASIA PTE LTD	Gestion d'actifs
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT ASIA PTE	
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT ASIA PTE	Gestion d'actifs
NATIXIS SINGAPOUR	Établissement financier
SLOVAQUIE	
COFACE SLOVAKIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance
SUÈDE	
COFACE SVERIGE - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance
NGAM NORDICS FILIAL	Distribution
SUISSE	
BANQUE DU LEMAN	Banque
BIC BRED (SUISSE) SA	Banque
COFACE RE	Réassurance
COFACE SWITZERLAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance
COFIBRED	Holding
EURO PRIVATE EQUITY SA	Gestion d'actifs
FONDS LAUSANNE	OPCVM
NGAM SWITZERLAND SARL	Gestion d'actifs
TAÏWAN	
COFACE TAIWAN (SUCC-COFACE SA)	Assurance
NGAM SECURITIES INVESTMENT CONSULTING CO. LTD	Gestion d'actifs
THAÏLAND	
BRED IT	Services informatiques
TUNISIE	
ARAB INTERNATIONAL LEASE	Crédit-bail mobilier et immobilier
BANQUE TUNISO KOWEITIENNE	Banque
EL ISTIFA	Société de Recouvrement de Créances
MEDAI SA	Promotion immobilière
SOCIÉTÉ DU CONSEIL ET DE L'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE	Conseil en investissement financier
TUNIS CENTER	Promotion immobilière
UNIVERS INVEST (SICAR)	Capital investissement
UNIVERS PARTICIPATIONS (SICAF)	Capital investissement
TURQUIE	
COFACE SIGORTA TURQUIE	Assurance
URUGUAY	
NGAM URUGUAY	Distribution
VANUATU	
BRED VANUATU	Banque
FONCIÈRE DU VANUATU	Investissements immobiliers
VIETNAM	
BPCE INTERNATIONAL HO CHI MINH CITY	Établissement financier

5.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires

BPCE

50, avenue Pierre Mendès-France

75013 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du Groupe BPCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Référentiel » qui expose les effets de la première application de l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes », ainsi que du changement comptable concernant le traitement en impôt différé de l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

PROVISIONNEMENT DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Votre groupe constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 4.1.7, 5.6, 6.7 et 7.1 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions y afférentes sur base individuelle et de portefeuilles.

VALORISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Votre groupe utilise des modèles internes pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs (notes 4.1.6, 5.5, 6.3 et 6.4 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la détermination du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

DÉPRÉCIATIONS RELATIVES AUX ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Votre groupe comptabilise des dépréciations sur des actifs disponibles à la vente (notes 4.1.7, 5.4 et 6.4 de l'annexe) :

- pour les instruments de capitaux propres lorsqu'il existe une indication objective de baisse prolongée ou significative de la valeur de ces actifs ;
- pour les instruments de dette lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des lignes les plus significatives ainsi que les estimations ayant conduit à constater, le cas échéant, des dépréciations.

PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE

Le groupe constitue des provisions techniques afin de couvrir les risques liés aux contrats d'assurance (notes 4.13, 5.17 et 6.5 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces passifs, ainsi que les principales hypothèses et paramètres utilisés.

DÉPRÉCIATIONS RELATIVES AUX ÉCARTS D'ACQUISITION

Votre groupe a procédé à des tests de dépréciation de valeur des écarts d'acquisition, qui ont conduit, le cas échéant, à la constatation de dépréciations au titre de cet exercice (notes 3.3.3 et 5.13 de l'annexe). Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, les principaux paramètres et hypothèses retenus ainsi que les estimations ayant conduit à comptabiliser, le cas échéant, des dépréciations.

ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Votre groupe a comptabilisé des actifs d'impôts différés notamment au titre de pertes fiscales reportables (notes 4.12, 5.9 et 6.9 de l'annexe). Nous avons examiné les principales estimations et hypothèses ayant conduit à la reconnaissance de ces impôts différés.

PROVISIONNEMENT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 4.10, 5.18 et 9.2 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les principaux paramètres et hypothèses utilisés.

PROVISIONNEMENT DES ENGAGEMENTS SUR PRODUITS D'ÉPARGNE LOGEMENT

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans épargne logement. Nous avons examiné les modalités de détermination de ces provisions et avons vérifié que les notes 4.5 et 5.18 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 15 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Marc Mickeler
Sylvie Bourguignon

Mazars

Michel Barbet-Massin
Jean Latorzeff

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Hussherr
Nicolas Montillot

5.3 Comptes consolidés IFRS du groupe BPCE SA au 31 décembre 2015

5.3.1 Bilan consolidé

ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Caisse, banques centrales	5.1	62 745	74 141
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	176 721	234 393
Instruments dérivés de couverture	5.3	13 981	14 171
Actifs financiers disponibles à la vente	5.4	58 462	49 446
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.6.1	119 897	126 119
Prêts et créances sur la clientèle	5.6.2	219 927	232 458
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 359	8 073
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5.7	3 716	4 295
Actifs d'impôts courants		1 082	609
Actifs d'impôts différés	5.9	2 939	4 001
Comptes de régularisation et actifs divers	5.10	47 897	46 424
Actifs non courants destinés à être cédés		22	209
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8.1	3 324	3 234
Immeubles de placement	5.11	1 322	1 343
Immobilisations corporelles	5.12	1 160	1 106
Immobilisations incorporelles	5.12	831	816
Écarts d'acquisition	5.13	3 725	2 972
TOTAL DES ACTIFS		724 110	803 810

PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	147 720	205 086
Instruments dérivés de couverture	5.3	12 513	14 017
Dettes envers les établissements de crédit	5.14.1	114 277	119 865
Dettes envers la clientèle	5.14.2	83 439	79 619
Dettes représentées par un titre	5.15	214 071	239 079
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 185	1 503
Passifs d'impôts courants		529	396
Passifs d'impôts différés	5.9	513	210
Comptes de régularisation et passifs divers	5.16	48 354	46 027
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		9	106
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.17	53 021	50 754
Provisions	5.18	2 641	2 712
Dettes subordonnées	5.19	18 374	15 916
Capitaux propres		27 464	28 520
Capitaux propres part du groupe		19 997	21 221
Capital et primes liées		12 582	12 582
Réserves consolidées		5 073	7 437
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		1 539	478
Résultat de la période		803	724
Participations ne donnant pas le contrôle	5.21	7 467	7 299
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		724 110	803 810

5.3.2 Compte de résultat consolidé

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Intérêts et produits assimilés	6.1	14 000	14 764
Intérêts et charges assimilées	6.1	(11 159)	(11 730)
Commissions (produits)	6.2	5 859	4 954
Commissions (charges)	6.2	(1 944)	(1 689)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	2 085	1 471
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	6.4	539	528
Produits des autres activités	6.5	7 321	6 760
Charges des autres activités	6.5	(6 778)	(6 279)
Produit net bancaire		9 923	8 779
Charges générales d'exploitation	6.6	(6 893)	(6 342)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(302)	(318)
Résultat brut d'exploitation		2 728	2 119
Coût du risque	6.7	(593)	(453)
Résultat d'exploitation		2 135	1 666
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8.2	226	55
Gains ou pertes sur autres actifs	6.8	(47)	75
Variations de valeur des écarts d'acquisition	5.13	(1)	(51)
Résultat avant impôts		2 313	1 745
Impôts sur le résultat	6.9	(962)	(613)
Résultat net		1 351	1 132
Participations ne donnant pas le contrôle	5.21	(548)	(408)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		803	724

5.3.3 Résultat global

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net	1 351	1 132
Ecart de réévaluation sur régime à prestations définies	101	(140)
Effet d'impôt des écarts de réévaluation sur régimes à prestations définies	(36)	49
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat	(1)	(14)
Éléments non recyclables en résultat	64	(105)
Ecart de conversion	470	607
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	692	532
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	83	(465)
Impôts	(62)	(20)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	(12)	188
Éléments recyclables en résultat	1 171	842
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔTS)	1 235	737
RÉSULTAT GLOBAL	2 586	1 869
Part du groupe	1 893	1 246
Participations ne donnant pas le contrôle	693	623

5.3.4 Tableau de variation des capitaux propres

en millions d'euros	Capital et primes liées			
	Capital	Primes	Titres supersubordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2014	156	12 751	3 532	4 854
Distribution		(325)		
Augmentation de capital				
Remboursement de TSS			(246)	(225)
Rémunération TSS				(219)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾				(233)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		(325)	(246)	(677)
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				
Résultat				
Résultat global				
Autres variations				(26)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2014	156	12 426	3 286	4 151
Affectation du résultat de l'exercice 2014				724
Changement de méthode IFRIC 21 ⁽²⁾				18
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2015	156	12 426	3 286	4 893
Distribution				(350)
Augmentation de capital				
Remboursement de TSS			(1 891)	(208)
Rémunération TSS				(144)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾				(178)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires			(1 891)	(880)
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				
Résultat				
Résultat global				
Autres variations ⁽⁴⁾				(335)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2015	156	12 426	1 395	3 678

- (1) Sur l'exercice 2014, la dilution sans perte de contrôle dans le sous-groupe Coface a eu une incidence négative sur les capitaux propres part du groupe de 99 millions d'euros comptabilisée dans les réserves consolidées pour 71 millions d'euros et en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour 28 millions d'euros ainsi que la reconnaissance de participations ne donnant pas le contrôle de 1 023 millions d'euros dont 28 millions d'euros en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.
- (2) L'application de l'interprétation IFRIC 21 au 1^{er} janvier 2015 a eu un impact net d'impôt différé sur les capitaux propres part du groupe de + 18 millions d'euros et sur les participations ne donnant pas le contrôle de + 5 millions d'euros (cf. note 2.2).
- (3) Les options d'achat accordées par Natixis aux actionnaires minoritaires des entités DNCA France (cf. note 1.3) et Natixis Partners sont enregistrées en capitaux propres pour - 189 millions d'euros (- 135 millions d'euros en part du groupe et - 54 millions d'euros en part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle).
- (4) Dont - 424 millions d'euros (- 303 millions d'euros en part du groupe et - 121 millions en part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle) relatifs à la reconnaissance d'un impôt différé passif sur l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition (cf. note 2.2).

Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global					Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Variation de juste valeur des instruments							
Réserves de conversion	Écart de réévaluation sur passifs sociaux	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Résultat net part du groupe			
(200)	(55)	425	(214)		21 249	5 770	27 019
					(325)	(168)	(493)
						41	41
					(471)		(471)
					(219)		(219)
					(233)	1 072	839
					(1 248)	945	(303)
448	(77)	464	(313)		522	215	737
				724	724	408	1 132
448	(77)	464	(313)	724	1 246	623	1 869
					(26)	(39)	(65)
248	(132)	889	(527)	724	21 221	7 299	28 520
				(724)			
					18	5	23
248	(132)	889	(527)		21 239	7 304	28 543
					(350)	(386)	(736)
						1	1
					(2 099)		(2 099)
					(144)		(144)
					(178)	5	(173)
					(2 771)	(380)	(3 151)
285	49	592	164		1 090	145	1 235
				803	803	548	1 351
285	49	592	164	803	1 893	693	2 586
(29)					(364)	(150)	(514)
504	(83)	1 481	(363)	803	19 997	7 467	27 464

5.3.5 Tableau des flux de trésorerie

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat avant impôts	2 313	1 745
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	364	375
Dépréciation des écarts d'acquisition	1	51
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	2 873	2 292
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(134)	37
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(476)	(526)
Produits/charges des activités de financement	137	0
Autres mouvements	904	1 827
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	3 669	4 056
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(12 269)	(2 128)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	15 059	(21 883)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	(34 855)	25 424
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	242	216
Impôts versés	(43)	(235)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(31 866)	1 394
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(25 884)	7 195
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	378	805
Flux liés aux immeubles de placement	113	(35)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(365)	(137)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	126	633
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽¹⁾	(3 186)	(1 353)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement ⁽²⁾	2 383	6 191
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(803)	4 838
Effet de la variation des taux de change (D)	3 274	4 367
FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	(23 287)	17 033
Caisse et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	74 142	51 726
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽³⁾	7 145	6 119
Comptes et prêts à vue	900	1 524
Comptes créditeurs à vue	(17 328)	(10 196)
Opérations de pension à vue	(2 133)	(3 480)
Trésorerie à l'ouverture	62 726	45 693
Caisse et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	62 745	74 142
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs ⁽³⁾	6 992	7 145
Comptes et prêts à vue	255	900
Comptes créditeurs à vue	(28 244)	(17 328)
Opérations de pension à vue	(2 309)	(2 133)
Trésorerie à la clôture	39 439	62 726
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(23 287)	17 033

- (1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprennent :
- le remboursement des titres supersubordonnés inscrits en capitaux propres pour - 2 099 millions d'euros (- 471 millions d'euros en 2014) ;
 - la rémunération des titres supersubordonnés inscrits en capitaux propres pour - 184 millions d'euros (- 430 millions d'euros en 2014) ;
 - l'impact des distributions pour - 736 millions d'euros (- 493 millions d'euros en 2014).
- (2) Les flux de trésorerie provenant des activités de financements comprennent principalement :
- l'impact des émissions de titres et emprunts subordonnés pour + 3 787 millions d'euros (+ 6 868 millions d'euros en 2014) ;
 - l'impact des remboursements de titres et emprunts subordonnés pour - 1 246 millions d'euros (- 1 800 millions d'euros en 2014) ;
- (3) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

5.3.6 Annexe aux états financiers du groupe BPCE SA

Note 1	Cadre général	337	Note 5	Notes relatives au bilan	359
1.1	Le Groupe BPCE	337	5.1	Caisse, banques centrales	359
1.2	Mécanisme de garantie	337	5.2	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	359
1.3	Événements significatifs	338	5.3	Instruments dérivés de couverture	362
1.4	Événements postérieurs à la clôture	338	5.4	Actifs financiers disponibles à la vente	362
Note 2	Normes comptables applicables et comparabilité	339	5.5	Juste valeur des actifs et passifs financiers	363
2.1	Cadre réglementaire	339	5.6	Prêts et créances	367
2.2	Référentiel	339	5.7	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	369
2.3	Recours à des estimations	340	5.8	Reclassements d'actifs financiers	369
2.4	Présentation des états financiers consolidés et date de clôture	340	5.9	Impôts différés	370
Note 3	Principes et méthodes de consolidation	340	5.10	Comptes de régularisation et actifs divers	370
3.1	Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation	340	5.11	Immubles de placement	371
3.2	Règles de consolidation	342	5.12	Immobilisations	371
Note 4	Principes comptables et méthodes d'évaluation	343	5.13	Écarts d'acquisition	371
4.1	Actifs et passifs financiers	343	5.14	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	373
4.2	Immubles de placement	354	5.15	Dettes représentées par un titre	374
4.3	Immobilisations	354	5.16	Comptes de régularisation et passifs divers	375
4.4	Actifs destinés à être cédés et dettes liées	355	5.17	Provisions techniques des contrats d'assurance	375
4.5	Provisions	355	5.18	Provisions	375
4.6	Produits et charges d'intérêts	355	5.19	Dettes subordonnées	376
4.7	Commissions sur prestations de services	356	5.20	Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis	377
4.8	Opérations en devises	356	5.21	Participations ne donnant pas le contrôle	377
4.9	Opérations de location-financement et assimilées	356	5.22	Variation des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	378
4.10	Avantages au personnel	357	Note 6	Notes relatives au compte de résultat	379
4.11	Paiements fondés sur base d'actions	357	6.1	Intérêts, produits et charges assimilés	379
4.12	Impôts différés	357	6.2	Produits et charges de commissions	379
4.13	Activités d'assurance	358	6.3	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	380
4.14	Activités de promotion immobilière	358	6.4	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	380
4.15	Contributions aux mécanismes de résolution bancaire	358	6.5	Produits et charges des autres activités	381
			6.6	Charges générales d'exploitation	382
			6.7	Coût du risque	382
			6.8	Gains et pertes sur autres actifs	382
			6.9	Impôts sur le résultat	383

Note 7	Expositions aux risques	383	Note 14	Compensation d'actifs et de passifs financiers	398
7.1	Risque de crédit et risque de contrepartie	383	14.1	Actifs financiers	399
7.2	Risque de marché	386	14.2	Passifs financiers	399
7.3	Risque de taux d'intérêt global et risque de change	386	Note 15	Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti	400
7.4	Risque de liquidité	386			
Note 8	Partenariats et entreprises associées	387	Note 16	Intérêts dans les entités structurées non consolidées	401
8.1	Participations dans les entreprises mises en équivalence	387	16.1	Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées	401
8.2	Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	389	16.2	Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées	402
Note 9	Avantages au personnel	389	16.3	Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées	403
9.1	Charges de personnel	389	Note 17	Périmètre de consolidation	404
9.2	Engagements sociaux	389	17.1	Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2015	404
9.3	Paielements fondés sur base d'actions	391	17.2	Opérations de titrisation	404
Note 10	Information sectorielle	393	17.3	OPCVM garantis	405
10.1	Informations sectorielles relatives au compte de résultat	394	17.4	Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées	405
10.2	Informations sectorielles relatives au bilan	395	17.5	Périmètre de consolidation au 31 décembre 2015	405
10.3	Informations sectorielles par zone géographique	395			
Note 11	Engagements	395			
11.1	Engagements de financement	395			
11.2	Engagements de garantie	396			
Note 12	Transactions avec les parties liées	396			
12.1	Transactions avec les sociétés consolidées	396			
12.2	Transactions avec les dirigeants	396			
Note 13	Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer	397			
13.1	Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie	397			
13.2	Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue	398			

Note 1 Cadre général

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée détenue à 71,25 %, qui réunit l'Épargne, la Banque de Grande Clientèle et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MÉCANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107-6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2015 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R. 515-1 du code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossé technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossé.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Acquisition de participations : DNCA Finance

Durant l'exercice 2015, Natixis, *via* Natixis Global Asset Management (NGAM), a finalisé l'acquisition du gestionnaire d'actifs DNCA Finance, ce qui entraîne pour NGAM un élargissement des expertises orientées vers la clientèle de détail.

NGAM détient 70,7 % du capital de DNCA Finance au 31 décembre 2015. Le management reste actionnaire aux côtés de NGAM et bénéficie, à partir de 2016, d'options de sortie qui, si elles étaient exercées, permettraient une montée au capital progressive jusqu'à 100 %.

Natixis, au travers de NGAM, exerce le contrôle sur DNCA Finance suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel de 580 millions d'euros.

Cession des expositions sur la banque Heta Asset Resolution

Le 1^{er} mars 2015, l'Autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers (FMA-Finanzmarktaufsicht) a publié, dans le cadre de la loi fédérale sur l'assainissement et la résolution des banques (Bundesgesetz über die Sanierung und Abwicklung von Banken) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, un décret annonçant l'adoption de mesures de résolution consistant en un moratoire temporaire jusqu'au 31 mai 2016 sur une partie substantielle de la dette (capital et intérêts) de Heta Asset Resolution AG, anciennement dénommée Hypo Alpe Adria Bank International AG, qui est chargée de gérer en extinction certains actifs de Hypo Alpe Adria.

Les expositions du groupe BPCE SA sur Heta Asset Resolution AG (portées par la Compagnie de Financement Foncier, filiale à 100 % du Crédit Foncier) correspondant à des titres émis à l'origine par Hypo Alpe Adria et bénéficiant d'une garantie accordée par le Land autrichien de Carinthie, s'élevaient à cette date à 260 millions d'euros (en valeur nominale).

Au premier trimestre 2015, suite au moratoire sur la dette de l'établissement, le groupe a provisionné cette exposition à hauteur de 50 % du nominal des titres. L'intégralité des intérêts courus et des réévaluations des composantes taux positives ont également fait l'objet d'un provisionnement pour un total de - 142 millions d'euros.

Au second trimestre, conformément à sa politique de gestion des risques, la Compagnie de Financement Foncier a cédé l'intégralité de son exposition sur Heta. Les titres ayant été cédés à un prix supérieur au niveau provisionné, une reprise de provision de + 38 millions d'euros a alors été enregistrée. L'impact global est donc une charge nette en coût du risque d'un montant de - 104 millions d'euros.

Protocole – cadre général entre le Groupe BPCE et CNP Assurances

En 2014, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu un protocole d'accord préliminaire détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet de partenariat renouvelé à compter du 1^{er} janvier 2016. Les discussions intervenues ensuite ont abouti à la rédaction d'un protocole cadre général ainsi que des

différents contrats spécifiques visés par ce dernier (« les nouveaux accords de partenariat ») qui ont été autorisés par le conseil de surveillance du 18 février 2015 et approuvés par l'assemblée générale du 22 mai 2015.

Ces nouveaux accords s'inscrivent dans le contexte de l'arrivée à échéance en date du 31 décembre 2015 des accords de distribution entre CNP Assurances et le Groupe BPCE et la décision de ce dernier de confier à Natixis Assurances la conception et la gestion de l'ensemble des contrats épargne et retraite qui seront distribués par le réseau Caisse d'Épargne à partir du 1^{er} janvier 2016.

Le partenariat, d'une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2016, comprend les volets suivants :

- la mise en place d'un partenariat privilégié en assurance des emprunteurs (ADE) collective entre CNP Assurances et Natixis Assurances d'une part, et l'ensemble des réseaux du Groupe BPCE d'autre part. Ce partenariat repose sur un accord de coassurance à hauteur de 66 % pour CNP Assurances et 34 % pour Natixis Assurances ;
- la mise en place de partenariats spécifiques en prévoyance avec (i) en prévoyance collective, le développement par CNP Assurances d'une offre couvrant les principaux risques des clientèles professionnelles et entreprises du Groupe BPCE, complétée d'un volet sur la dépendance, et (ii) en prévoyance individuelle, un partenariat ciblé sur les produits de dépendance et la garantie du locataire ;
- une diminution progressive de l'exposition de CNP Assurances sur les activités d'épargne et de retraite réalisées avec les Caisses d'Épargne comprenant l'arrêt des souscriptions nouvelles de manière progressive en 2016, la conservation des versements ultérieurs sur les affaires en stock et des mécanismes d'alignement d'intérêts entre CNP Assurances et le Groupe BPCE concernant la gestion de ces encours. Les encours d'épargne réalisés avec les Caisses d'Épargne sont cédés à Natixis Assurances au travers d'une réassurance en quote-part de 10 % y compris les reversements liés ;
- inversement, CNP Assurances réassure à hauteur de 40 % la production en matière de contrats épargne retraite euros distribués par le réseau Caisse d'Épargne et émis par Natixis sur la période 2016 à 2019.

Ces accords n'ont aucune incidence comptable significative sur les comptes consolidés du groupe BPCE SA au 31 décembre 2015.

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Acquisition d'une participation majoritaire dans la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company

Le 10 février 2016, le groupe Natixis a annoncé la conclusion d'un accord pour l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company (« PJSC »). Peter J. Solomon et ses associés poursuivront leur activité et conserveront une position significative dans la société. Peter J. Solomon Company est une société créée en 1989, spécialisée dans la délivrance de conseils indépendants en fusions-acquisitions, opérations de haut de bilan et restructurations, à destination d'entreprises cotées et non cotées. La Société qui compte une cinquantaine de banquiers, a conseillé plus de 500 transactions depuis sa création. L'acquisition de PJSC contribuera ainsi à la poursuite du développement de la plate-forme Amériques du groupe Natixis.

Note 2 Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture ⁽¹⁾.

2.2 RÉFÉRENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2014 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et plus particulièrement :

Changement comptable concernant la première application de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes »

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le groupe BPCE SA applique IFRIC 21 « Taxes ». Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des droits ou des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint. Enfin, lorsque l'obligation de payer la taxe naît au 1^{er} janvier, cette dernière doit être enregistrée à compter de cette même date.

En date de première application, soit au 1^{er} janvier 2014, les effets de l'interprétation IFRIC 21 sont comptabilisés de façon rétrospective de la manière suivante :

- la Contribution Sociale de Solidarité (C3S) est désormais comptabilisée à la date du fait générateur de son exigibilité (1^{er} janvier), et non plus l'année de réalisation des revenus. L'annulation de la provision comptabilisée au 31 décembre 2013 par la contrepartie des capitaux propres impacte le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2014 ;
- la charge de C3S impacte le résultat de l'exercice 2014.

Les impacts de l'interprétation IFRIC 21 sur le bilan consolidé au 31 décembre 2014 sont non significatifs et concernent principalement les capitaux propres part du groupe pour un montant net d'impôt différé de + 18 millions d'euros en contrepartie des comptes de régularisation passif et des actifs d'impôts différés.

Changement comptable concernant le traitement en impôt différé de l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition

Le traitement comptable lié à l'amortissement fiscal de l'écart d'acquisition constaté lors de l'achat en 2000 du sous-groupe Nvest par Ixis Asset Management a été revu au cours de la période.

Pour rappel, conformément à la législation fiscale américaine, cet écart d'acquisition est amorti fiscalement sur une durée de 15 ans, créant une différence temporelle entre la valeur comptable de l'écart d'acquisition (non amortissable) et sa valeur fiscale (amortie au fil du temps).

En 2005, lors de la mise en œuvre des normes IFRS, il avait été considéré que le reversement de cette différence ne pourrait intervenir qu'en cas de cession de titres de la Holding US par NGAM ou en cas de cession partielle de titres d'affiliés, sous forme d'*equity deal*, réalisées depuis la France. Les plus-values en résultant étant dégagées en France et imposées suivant le régime fiscal français.

En conséquence, en application d'IAS 12.51 qui dispose qu'il convient de tenir compte du mode de règlement/recouvrement de la valeur des actifs pour évaluer les actifs et passifs d'impôt différé qui leur sont afférents, le traitement comptable appliqué jusqu'à présent dans les comptes consolidés du groupe a été de retenir le taux d'impôt applicable aux plus-values à long terme.

La publication par l'IFRIC, en juillet 2014, dans ses *Interpretations Committee Agenda Decisions*, d'une information complémentaire relative à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » apporte une clarification et conduit à considérer, qu'au-delà du § 51 de la norme IAS 12 qui prend en compte le mode de recouvrement ou de règlement des actifs (au cas présent, cession des titres depuis la France), il convient de constater un impôt différé passif à la fois sur la différence temporelle qui porte sur l'actif (ici l'écart d'acquisition) dans la filiale, sur la base de la fiscalité qui lui est applicable (*inside basis*) et sur la différence temporelle qui porte sur les titres consolidés (*outside basis*), né de l'écart entre la valeur comptable consolidée IFRS des titres et leur valeur fiscale (dès lors que la société n'a pas le contrôle du reversement de cette différence).

L'application de ce changement comptable a entraîné la constatation d'un impôt différé passif, au 1^{er} janvier 2015, d'un montant de 424 millions d'euros en contrepartie d'une diminution des capitaux propres comptables (- 383 millions d'euros en réserves consolidées et - 41 millions d'euros en réserves de conversion) correspondant à l'impôt différé sur l'*inside basis* explicité ci-avant. Une charge d'impôt différé passif a par ailleurs été enregistrée au titre de l'exercice 2015 (dernière année d'amortissement) pour - 33 millions d'euros. Le groupe continuera par ailleurs à ne pas constater d'impôt différé passif au titre de l'*outside basis* dans la mesure où il a le contrôle du reversement de la différence.

L'impact de ce changement sur les capitaux propres au 31 décembre 2014 est de - 424 millions d'euros dont - 347 millions d'euros en réserves consolidées, - 41 millions d'euros en réserves de conversion et une charge d'impôt additionnelle sur l'exercice 2014 de - 36 millions d'euros.

Cet impact se partage entre la part du groupe (- 303 millions d'euros) et la part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (- 121 millions d'euros).

Les capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2014 se seraient donc établis à 20 818 millions d'euros contre 21 221 millions d'euros publiés.

Compte tenu du caractère non significatif de l'incidence de ce changement, les périodes comparatives présentées dans les états financiers n'ont pas été modifiées.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

(1) Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Nouvelle norme IFRS 9

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui remplacera de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2018, la norme IAS 39. Cette nouvelle norme introduit :

- pour les actifs financiers, un nouveau modèle de classification fondé sur la nature de l'instrument (instrument de dette ou instrument de capitaux propres). Pour les instruments de dette, la norme revoit la séparation coût amorti/juste valeur, en se fondant sur le modèle de gestion des actifs et les caractéristiques des flux contractuels. Ainsi, seuls les instruments avec des caractéristiques simples ou standards pourront être éligibles à la catégorie coût amorti (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte) ou juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte et vente) ;
- pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, l'obligation d'enregistrer dans les autres éléments du résultat global, les variations de juste valeur afférentes au risque de crédit propre (sauf exceptions) ;
- un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les pertes attendues calculées sur l'ensemble des portefeuilles comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (recyclable) ;
- un modèle de comptabilité de couverture modifié, plus en adéquation avec les activités de gestion des risques.

Bien que la norme IFRS 9 n'ait pas encore été adoptée par l'Union européenne et compte tenu de l'importance des changements apportés par cette norme, le groupe BPCE SA a engagé, dès le premier semestre 2015, des travaux d'analyse normative et de déclinaisons opérationnelles conduits dans le cadre d'une organisation de projet faisant intervenir l'ensemble des métiers et fonctions supports concernés. Ces travaux se poursuivront en 2016 avec notamment, le lancement des développements informatiques nécessaires à la correcte mise en œuvre de la norme.

2.3 RECOURS À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2015, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations des prêts et créances sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 4.5) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 4.13) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10) ;
- les impôts différés (note 4.12) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 5.13).

2.4 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DATE DE CLÔTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2015. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le directoire du 4 février 2016. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 27 mai 2016.

Note 3 Principes et méthodes de consolidation

3.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION - MÉTHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe BPCE SA et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le groupe BPCE SA figure en note 17 – Périmètre de consolidation.

3.1.1 Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le groupe BPCE SA sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en

raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- (a) des activités bien circonscrites ;
- (b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- (c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- (d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 17.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 – Avantages au personnel.

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

3.1.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

Les dispositions de la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation s'appliquent pour déterminer s'il est nécessaire d'effectuer un test de perte de valeur au titre de sa participation dans une entreprise associée ou une coentreprise. Si nécessaire, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs.

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IAS 39.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Les filiales de capital investissement du groupe Natixis ont choisi d'évaluer les participations concernées selon cette modalité, considérant que ce mode d'évaluation offrait une information plus pertinente.

3.1.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

3.2 RÈGLES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.2.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.2.2 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.2.3 Regroupements d'entreprises

Opérations réalisées avant le 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun, explicitement exclus du champ d'application de la précédente version de la norme IFRS 3.

Le coût du regroupement est égal au total de la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux

propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts afférant directement à l'opération entrent dans le coût d'acquisition.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation initiale peut être affinée dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition correspondant à la différence entre le coût du regroupement et la part d'intérêt de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels à la juste valeur est inscrit à l'actif du bilan de l'acquéreur lorsqu'il est positif et comptabilisé directement en résultat lorsqu'il est négatif.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire des titres donne lieu à comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire, déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de l'entreprise acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

À la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de retirer des avantages de l'acquisition. Les UGT ont été définies au sein des grands métiers du groupe et constituent le niveau le plus fin utilisé par la direction pour déterminer le retour sur investissement d'une activité.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et, en tout état de cause, dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable (y compris les écarts d'acquisition) de chaque UGT ou groupe d'UGT à sa valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée comme la juste valeur de la vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est fondée sur des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières. La valeur d'utilité est calculée selon la méthode la plus appropriée, généralement par actualisation de flux de trésorerie futurs estimés.

Lorsque la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition est enregistrée en résultat.

Opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2010

Les traitements décrits ci-dessus ont été modifiés de la façon suivante par les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont désormais inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont désormais intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IAS 39) ;

- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle),
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

3.2.4 Engagement de rachat sur intérêts minoritaires

Le groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations.

En application de la norme IAS 32, lorsque les actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leurs participations, leur quote-part dans l'actif net des filiales revêt le caractère de dettes et non de capitaux propres.

La différence entre cet engagement et les intérêts minoritaires, représentant la contrepartie de la dette, est comptabilisée de manière différente selon que les engagements de rachat sur intérêts minoritaires ont été conclus avant le 1^{er} janvier 2010, date de mise en application des normes IFRS 3 et IAS 27 (comptabilisation en écart d'acquisition) ou après (comptabilisation en capitaux propres).

3.2.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Note 4 Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

4.1.1 Prêts et créances

Le poste « Prêts et créances » inclut les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que certains titres non cotés sur un marché actif (voir note 4.1.2).

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes selon IAS 39, le prêt est considéré comme un encours déprécié et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode

actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

4.1.2 Titres

À l'actif, les titres sont classés selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette catégorie comprend :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ; et
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ce portefeuille comprend les titres à revenu fixe ou déterminable et à échéance fixe que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

La norme IAS 39 interdit, sauf exceptions limitées, une cession ou un transfert de ces titres avant leur échéance, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau du groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant l'exercice en cours et les deux années suivantes. Parmi les exceptions à la règle, figurent notamment les cas suivants :

- une dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur ;
- une modification de la réglementation fiscale supprimant ou réduisant de façon significative l'exonération fiscale dont bénéficient les intérêts sur les placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- un regroupement d'entreprises majeur ou une sortie majeure (telle que la vente d'un secteur) nécessitant la vente ou le transfert de placements détenus jusqu'à leur échéance pour maintenir la situation existante de l'entité en matière de risque de taux d'intérêt ou sa politique de risque de crédit ;
- un changement des dispositions légales ou réglementaires modifiant de façon significative soit ce qui constitue un placement admissible, soit le montant maximum de certains types de placement, amenant ainsi l'entité à se séparer d'un placement détenu jusqu'à son échéance ;
- un renforcement significatif des obligations en matière de capitaux propres qui amène l'entité à se restructurer en vendant des placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- une augmentation significative de la pondération des risques des placements détenus jusqu'à leur échéance utilisée dans le cadre de la réglementation prudentielle fondée sur les capitaux propres.

Dans les cas exceptionnels de cession décrits ci-dessus, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les opérations de couverture de ces titres contre le risque de taux d'intérêt ne sont pas autorisées. En revanche, les couvertures du risque de change ou de la composante inflation de certains actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont autorisées.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, augmentée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition. Ils sont ensuite valorisés au coût amorti, selon la méthode du TIE, intégrant les primes, décotes et frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Prêts et créances

Le portefeuille de « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ces actifs ne doivent par ailleurs pas être exposés à un risque de pertes substantielles non lié à la détérioration du risque de crédit.

Certains titres peuvent être classés dans cette catégorie lorsqu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction et diminuée des produits de transaction. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des prêts et créances.

Lorsqu'un actif financier enregistré en prêts et créances est cédé avant son échéance, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie comprend les actifs financiers qui ne relèvent pas des portefeuilles précédents.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (sauf pour les actifs monétaires en devises, pour lesquels les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 4.1.6.

En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les titres à revenu fixe sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés ». Les revenus des titres à revenu variable sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison. Pour les opérations de prise en pension ou de mise en pension de titres, un engagement de financement respectivement donné ou reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées respectivement en « Prêts et créances » et en « Dettes ». Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

Règles appliquées en cas de cession partielle

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

4.1.3 Instruments de dettes et de capitaux propres émis

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées « part du groupe ».

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39. Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dettes émises

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres subordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

4.1.4 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

L'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs et passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie. Ce traitement s'applique notamment à certains prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas d'un groupe d'actifs et/ou de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le reporting interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Ce cas trouve notamment son application dans le cadre des activités de marché exercées par Natixis.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte

et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IAS 39 (exemple d'une option de remboursement incorporée dans un instrument de dette). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

4.1.5 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Dérivés de transaction

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dérivés de couverture

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures – taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

CAS PARTICULIERS DE COUVERTURE DE PORTEFEUILLES (MACROCOUVERTURE)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêt, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET LIBELLÉ EN DEVISES

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

4.1.6 Détermination de la juste valeur

Principes généraux

La juste valeur d'un instrument est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc déterminée en référence à un prix de sortie (notion d'*exit price*).

En date de comptabilisation initiale, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergent avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur se compose d'un prix milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation déterminés en fonction des instruments concernés et des risques associés.

Le prix milieu de marché est obtenu à partir :

- d'un prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;

- d'une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, des justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché.

Les ajustements additionnels de valorisation intègrent des facteurs liés à des incertitudes de valorisation, tel que des risques de marché, de crédit et de liquidité afin de prendre en compte notamment les coûts induits par une opération de sortie sur le marché principal. De même, un ajustement (*Funding Valuation Adjustment – FVA*) visant à prendre en compte à travers des hypothèses, les coûts liés au coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également pris en compte.

Les principaux ajustements additionnels de valorisation sont présentés ci-après :

AJUSTEMENT *BID/ASK* (COURS ACHETEUR/COURS VENDEUR) – RISQUE DE LIQUIDITÉ

Cet ajustement représente l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur correspondant au coût de sortie. Il reflète le coût demandé par un intervenant de marché au titre du risque à acquérir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre intervenant de marché.

AJUSTEMENT POUR INCERTITUDE DE MODÈLE

Cet ajustement permet de prendre en compte les imperfections des techniques de valorisation utilisées et en particulier, les facteurs de risques non considérés, alors même que des paramètres de marché observables sont disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables utilisés pour les valoriser.

AJUSTEMENT POUR INCERTITUDE SUR LES PARAMÈTRES

L'observation de certains prix ou de paramètres utilisés par les techniques de valorisation peut être difficile ou le prix ou paramètre peuvent ne pas être disponibles de façon suffisamment régulière pour déterminer le prix de sortie. Dans ces circonstances, un ajustement peut être nécessaire pour refléter la probabilité que les intervenants sur le marché adopteraient des valeurs différentes pour ces mêmes paramètres, dans l'évaluation de la juste valeur de l'instrument financier.

AJUSTEMENT DE VALEUR POUR RISQUE DE CONTREPARTIE (*CREDIT VALUATION ADJUSTEMENT – CVA*)

Cet ajustement s'applique aux évaluations qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que le groupe ne puisse pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours à des paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché pour l'ensemble des segments de contreparties faisant l'objet de ce calcul. En l'absence de paramètres de marché liquides, des *proxies* par type de contrepartie, notation, géographie ont été utilisés.

AJUSTEMENT DE VALEUR POUR RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (*DEBIT VALUATION ADJUSTEMENT – DVA*)

L'ajustement DVA est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit du groupe sur la valorisation des instruments. Cet ajustement DVA est évalué à partir de l'observation du paramètre de marché « crédit » du groupe.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- rarefaction des prix restitués par une société de service ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (*bid/ask*) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle chez Natixis (principal contributeur du groupe aux postes du bilan évalués à la juste valeur)

La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante.

Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de suivi des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la direction des Risques.

Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- l'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution...) ;
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- la périodicité d'alimentation des données ;
- le caractère représentatif du paramètre au regard de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les pricers retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- la ré-implémentation indépendante du modèle dans le cadre de la validation algorithmique ;
- l'analyse comparative de la calibration des paramètres de modèle ;
- l'étude du risque de modèle *via* notamment l'analyse comparative du modèle avec d'autres modèles de valorisation, afin de s'assurer de l'adéquation du modèle et du *payoff* ;
- la mise en place d'ajustement au titre du risque de modèle pour prendre en compte les insuffisances éventuelles du modèle ou de sa calibration ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la direction des Risques, la direction

Finances, le service de Suivi des données de marché et des valorisations : il s'agit notamment du comité d'observabilité et de paramètre, du comité de valorisation, du comité des réfections, du comité de validation de modèles.

Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

NIVEAU 1 : ÉVALUATION UTILISANT DES COTATIONS DE MARCHÉ SUR MARCHÉ LIQUIDE

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés sur une Bourse ou échangés en continu sur d'autres marchés actifs, les dérivés négociés sur des marchés organisés (futures, options ...) dont la liquidité peut être démontrée et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

NIVEAU 2 : ÉVALUATION UTILISANT DES DONNÉES DE MARCHÉ OBSERVABLES

Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments autres que les instruments mentionnés en niveau 1 de juste valeur ainsi que les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

D'instruments simples :

La plupart des dérivés négociés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur des marchés actifs, c'est-à-dire sur des marchés liquides sur lesquels des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres moins liquides que ceux classés en niveau 1 dont la juste valeur est déterminée à partir de prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs et qui sont régulièrement observables sans qu'ils soient pour autant nécessairement directement exécutables (prix issus notamment des bases de contribution et de consensus) ; à défaut du respect de ces critères, les titres sont classés en niveau 3 de juste valeur ;
- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables (exemple : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables ou méthode de multiple issue de techniques utilisées couramment par les acteurs du marché) ;
- les titres souverains grecs, ainsi que les titres souverains portugais dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes *bid/ask* concernant les prix de marché ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option, principalement chez Natixis, et, dans une moindre mesure, au Crédit Foncier. La méthodologie utilisée par Natixis pour valoriser la composante « risque de crédit émetteur » des émissions à la juste valeur sur option repose sur la méthode d'actualisation des cash flows futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, spreads de réévaluation.

Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notionnel restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le spread de réévaluation (basé sur la courbe *cash reoffer* BPCE au 31 décembre 2015 à l'instar des arrêtés précédents) et le spread moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- **Produits actions** : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché,
 - d'un *payoff*, c'est-à-dire de la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité,
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono-sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux/action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, volatilité locale combinée au Hull & White 1 facteur (H&W1F), Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle hybride volatilité locale combiné au H&W1F consiste à coupler le modèle de volatilité locale décrit supra avec un modèle de taux de type Hull & White 1 Facteur dont la description est mentionnée plus bas (cf. produits de taux).

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi-sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous-jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple tels que les produits cliquets cappés/floorés.

- **Produits de taux** : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au *payoff* à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, deux facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM smile.

Les modèles Hull & White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation de type bermudéenne (i.e. exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au smile de volatilité (i.e. évolution implicite de la volatilité par rapport aux prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

- **Produits de change** : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique, ainsi que des modèles hybrides couplant une modélisation du sous-jacent change avec deux modèles Hull & White 1 Facteur pour appréhender les facteurs taux.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré et documenté. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (notamment par exemple via un contributeur reconnu) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant, une approximation du paramètre (un *proxy*) peut être utilisée, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité (*bid-ask*), du risque de contrepartie et du risque de crédit propre (évaluation des positions passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

NIVEAU 3 : ÉVALUATION UTILISANT DES DONNÉES DE MARCHÉ NON OBSERVABLES

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des titres non cotés sur un marché actif relevant du métier de capital investissement évalués à leur juste valeur selon des modèles couramment utilisés par les acteurs du marché, en conformité avec les normes *International Private Equity Valuation* (IPEV), mais qui sont sensibles à l'évolution du marché et dont la détermination de la juste valeur fait nécessairement appel à une part de jugement ;
- des titres structurés ou représentatifs des portefeuilles de placements privés, détenus par le métier assurance ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de *lock-up* ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponibles (valeur liquidative, NAV, etc.) au titre de la faible liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché, et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous).

Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011, relatives aux fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et au règlement européen du 26 juin 2013 (CRR) relatives aux exigences du dispositif de Bâle III,

pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle *ex post* (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiquée dans le chapitre 3 « Gestion des risques ».

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non-reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres affectant significativement la valorisation de l'instrument, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est

étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 31 décembre 2015, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions et indices multi-sous-jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (*multi assets* et *mutual funds*) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Ces instruments sont en quasi-totalité localisés chez Natixis.

Pour ces instruments, le tableau ci-après fournit les principaux paramètres non observables ainsi que les intervalles de valeurs :

Classe d'instrument	Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe d'instrument	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés
Instruments dérivés de crédit	CDO, Index tranche	Technique d'estimation des défauts tenant compte des effets de corrélation et d'une modélisation du recouvrement	Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO	5 % - 95 % *
	CDS sur des projets (autres que des CDS sur actifs de titrisations)	Extrapolation à partir des prix sur la base d'hypothèse de recouvrement	Taux de recouvrement	60 % - 100 %
	Swaps de Titrisation	Actualisation des flux attendus sur la base d'hypothèse de remboursement anticipé du portefeuille sous-jacent	Taux de remboursement anticipé	3 % - 20 %
	Sticky CMS/Volatility Bond	Modèles de valorisation d'options sur taux d'intérêt	Paramètre de retour à la moyenne	1 % - 5 %
	Callable Spread Option and Corridor Callable Spread Option	Modèle de représentation à plusieurs facteurs de la courbe des taux.	Spread mean-reversion	10 % - 30 %
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Swap Spread Lock et Option sur Spread Lock	Modèle normal bi-varié pour appréhender la valeur temps des options Spread-Lock, et réplcation pour les CMS et TEC Forwards	Courbe de spread lock, Volatilités TEC Forward et corrélation TEC-CMS	Spread Lock :- 16 points de base/+12 points de base Volatilité 50 points de base/70 points de base Correl TEC-CMS 70 %/95 %
Capital Protected Note	Payoffs mono-crédit, avec capital garanti, indexés sur la base cash-CDS d'émetteurs, intégrant une clause de rappel au pair au gré de Natixis	Modélisation qui prend en « Input » modèle une volatilité de la base cash-CDS, re-calibrée en volatilité de prix et ré-imputée dans un modèle Black & Sholes à une méthode numérique permettant d'appréhender l'Early Exercise	Volatilité de la base cash-CDS	2 % - 4 %
Pensions et TRS VRAC	TRS et Pensions indexés sur panier d'actions VRAC	Modélisation synthétique du panier sous-jacent VRAC (avec un repo à estimer) et valorisation actuarielle dans le cas du TRS ou avec un modèle hybride standard Equity/Taux pour l'auto call TRS	Courbe de repo des paniers VRAC	-112 %
Instruments dérivés Helvetix	Strip d'options long terme, Strip d'options quantos, Strip d'options digitales Spread d'options et Spread d'options digitales.	Modèle Black & Sholes Copule gaussienne	Corrélation change/change Volatilité long terme USDCHF & EURCHF	Correl EURUSD/USDCHF : -82,5 % ; -73,2 % Volatilité long terme : 10 % - 15 %
Instruments dérivés sur fonds	Payoffs as Target Volatility strategy et CPPI sur Mutual Funds	L'approche retenue est un modèle hybride couplant un modèle multi sous-jacent equity de type volatilité locale avec un modèle de taux 1 facteur Heath-Jarrow-Morton (HJM1F).	Données sur les fonds	Correl Indices - Taux : 21 % - 35 %
Instruments dérivés collatéralisés	Payoffs multi sous-jacents	Modèle de valorisation basé sur les paramètres volatilité action et <i>shortfall</i> à terme.	Shortfall à terme	
Instruments dérivés hybrides taux/change	PRDC/PRDKO/TARN long terme	Modèle de valorisation des options hybrides taux de change/taux d'intérêt	Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt que niveaux de volatilité long terme	Correl AUD/JPY et USD/JPY 30 % - 60 % Volatilité Long Terme : 10 % - 17 %
Instruments dérivés sur actions	Payoffs multi-sous-jacents de maturité longue	Modèle de valorisation d'options sur volatilité intégrant la corrélation entre les actifs.	Paramètres de corrélation	45 % - 81 %

* L'ensemble des opérations intégrant ce type de données étant parfaitement retournées ; ce paramètre justifiant la classification de niveau 3 est parfaitement couvert.

Politique suivie par le groupe concernant les transferts de niveau de juste valeur

Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités *ad hoc* associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés dans les principes généraux.

Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation préalable.

En application de cette procédure, les *Capital Protected Note*, les instruments dérivés Helvetix ainsi que les pensions et TRS VRAC ont fait l'objet d'un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur. Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 5.5.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Instruments affectés par la crise financière

Les instruments affectés par la crise financière et figurant à la juste valeur au bilan sont essentiellement détenus par Natixis qui fonde l'évaluation de leur juste valeur sur les modèles décrits ci-dessous :

CDS CONCLUS AVEC DES REHAUSSEURS DE CRÉDIT (MONOLINE ET CDPC)

Le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les *monolines* conclues sous forme de CDS a évolué au 31 décembre 2015 pour se rapprocher, en terme de méthode, de l'ajustement mis en place pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* – CVA). Il tient aussi compte de l'amortissement attendu des expositions et du spread des contreparties implicite des données de marché. L'impact du changement de méthode s'élève à 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Antérieurement, le modèle utilisé consistait à appliquer aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts un taux de recouvrement homogène de 10 % (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) excepté pour une contrepartie pour laquelle le taux de recouvrement était réputé nul au 31 décembre 2014 et une probabilité de défaut en adéquation avec le risque de crédit du réhausseur.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (*Credit Derivatives Product Companies*), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de recouvrement de 27 %. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

AUTRES INSTRUMENTS NON EXPOSÉS AU RISQUE RÉSIDENTIEL US POUR LA VALORISATION DESQUELS NATIXIS RECOURT À UN MODÈLE DE VALORISATION

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants :

CLO

Un modèle de scoring de certaines structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles est appliqué en fonction de critères discriminants.

CDO Trups (Trust Preferred Securities)

Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la

probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI)

Le modèle de valorisation mis en œuvre pour les CDS portant sur les valeurs PFI (financement de projet en partenariat public privé), est fondé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de recouvrement uniforme.

Instruments non valorisés en juste valeur au bilan

La norme IFRS 13 requiert de mentionner dans les notes annexes la juste valeur, ainsi que leurs niveaux de juste valeur associés, de tous les instruments financiers enregistrés au coût amorti, y compris les crédits. Les méthodes de valorisation utilisées pour la détermination de la juste valeur présentée en annexe sont précisées ci-dessous.

ACTIFS ET PASSIFS DES MÉTIERS DE NATIXIS, DU « POOL » DE TRÉSORERIE ET DE BPCE

Crédits et prêts enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location-financement

La juste valeur de ces instruments est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que le groupe accorderait en date d'arrêté à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. Les composantes taux d'intérêt et risque de contrepartie sont notamment réévaluées.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est généralement considérée correspondre à leur valeur comptable.

Dettes et épargne

Chez Natixis, l'évaluation de la juste valeur des emprunts et dettes de titres est basée sur la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs utilisant des paramètres à la date d'arrêté tels que la courbe de taux du sous-jacent et le spread auquel Natixis prête ou emprunte.

Pour les autres dettes envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du Groupe BPCE.

Immeubles de placement valorisés au coût dans les comptes

La détermination de la juste valeur des immeubles de placement (hors immeubles de placement des sociétés d'assurance) repose sur la méthode de capitalisation du loyer, communément utilisée par les professionnels de l'immobilier. Le taux de capitalisation appliqué à l'immeuble dépend d'un ensemble de facteurs tels que la localisation, la qualité et le type de la construction, son usage, le régime de propriété de l'actif, la qualité des locataires et les caractéristiques des baux, le niveau des taux d'intérêt ou encore l'état de la concurrence sur le marché immobilier.

INSTRUMENTS DES MÉTIERS DE LA BANQUE COMMERCIALE

Pour ces instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque

commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle de détail

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur du portefeuille de crédits aux grandes entreprises, aux collectivités locales et aux établissements de crédit

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle. À défaut, comme pour la clientèle de détail, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

Instruments reclassés en « Prêts et créances » ayant la nature juridique de « titres »

L'illiquidité de ces instruments, nécessaire au classement en prêts et créances, avait été appréciée en date de reclassement.

Postérieurement au reclassement, il peut arriver que certains instruments redeviennent liquides et soient évalués en juste valeur de niveau 1.

Dans les autres cas, leur juste valeur est évaluée à l'aide de modèles identiques à ceux présentés précédemment pour les instruments évalués à la juste valeur au bilan.

4.1.7 Dépréciation des actifs financiers

Dépréciation des titres

Les titres autres que ceux classés en portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sont dépréciés individuellement dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements générateurs de pertes intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui peut être estimé de façon fiable.

Les règles de dépréciation sont différentes selon que les titres sont des instruments de capitaux propres ou des instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux propres, une baisse durable ou une diminution significative de la valeur constituent des indicateurs objectifs de dépréciation.

Le groupe considère qu'une baisse de plus de 50 % ou depuis plus de 36 mois de la valeur d'un titre par rapport à son coût historique caractérise un indicateur objectif de dépréciation durable se traduisant par la constatation d'une dépréciation en résultat.

Ces critères de dépréciations sont, par ailleurs, complétés par l'examen ligne à ligne des actifs subissant une baisse de plus de 30 % ou depuis plus de 6 mois de leur valeur par rapport à leur coût historique ou en cas d'événements susceptibles de caractériser un déclin significatif ou prolongé. Une charge de dépréciation est enregistrée au compte de résultat si le groupe estime que la valeur de l'actif ne pourra être recouvrée en totalité.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, une analyse qualitative de leur situation est effectuée.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est irréversible et ne peut être reprise par résultat. Les pertes sont inscrites dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les gains latents subséquents à une dépréciation sont différés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » jusqu'à la cession des titres.

Pour les instruments de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI), une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

La dépréciation des instruments de dettes doit être reprise par résultat en cas d'amélioration de la situation de l'émetteur. Ces dépréciations et reprises sont inscrites dans le poste « Coût du risque ».

Dépréciation des prêts et créances

La norme IAS 39 définit les modalités de calcul et de comptabilisation des pertes de valeur constatées sur les prêts.

Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui identifient un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Au niveau individuel, les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit incluent l'existence d'impayés depuis plus de trois mois (six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales) ou, indépendamment de l'existence d'un impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses ;
- ces événements entraînent la constatation de pertes avérées (*incurred losses*).

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan.

Deux types de dépréciations sont enregistrés en coût du risque :

- les dépréciations sur base individuelle ;
- les dépréciations sur base de portefeuilles.

DÉPRÉCIATION SUR BASE INDIVIDUELLE

Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances. Les garanties sont prises en compte pour déterminer le montant des dépréciations et, lorsqu'une garantie couvre intégralement le risque de défaut, l'encours n'est pas déprécié.

DÉPRÉCIATION SUR BASE DE PORTEFEUILLES

Les dépréciations sur base de portefeuilles couvrent les encours non dépréciés au niveau individuel. Conformément à la norme IAS 39, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont de ce fait considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction de données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette approche est éventuellement complétée d'une analyse sectorielle ou géographique, reposant généralement sur une appréciation « à dire d'expert » considérant une combinaison de facteurs économiques intrinsèques à la population analysée. La dépréciation sur base de portefeuilles est déterminée sur la base des pertes attendues à maturité sur l'assiette ainsi déterminée.

4.1.8 Reclassements d'actifs financiers

Plusieurs reclassements sont autorisés :

Reclassements autorisés antérieurement aux amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008

Figurent notamment parmi ces reclassements, les reclassements d'actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout titre à revenu fixe répondant à la définition des « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ayant une maturité définie, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre jusqu'à son échéance. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention jusqu'à maturité.

Reclassements autorisés depuis l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptées par l'Union européenne le 15 octobre 2008

Ce texte définit les modalités des reclassements vers d'autres catégories d'actifs financiers non dérivés à la juste valeur (à l'exception de ceux inscrits en juste valeur sur option) :

- reclassement de titres de transaction vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout actif financier non dérivé peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe est en mesure de démontrer l'existence de « circonstances rares » ayant motivé ce reclassement. L'IASB a, pour mémoire, qualifié la crise financière du second semestre 2008 de « circonstance rare ».

Seuls les titres à revenu fixe ou déterminable peuvent faire l'objet d'un reclassement vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ». L'établissement doit par ailleurs avoir l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à maturité. Les titres inscrits dans cette catégorie ne peuvent être couverts contre le risque de taux d'intérêt ;

- reclassement de titres de transaction ou de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Prêts et créances ».

Tout actif financier non dérivé répondant à la définition de « Prêts et créances » et, en particulier, tout titre à revenu fixe non coté sur un marché actif, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre sur un futur prévisible ou à maturité. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention à moyen ou long terme.

Les reclassements sont réalisés à la juste valeur à la date du reclassement, cette valeur devenant le nouveau coût amorti pour les instruments transférés vers des catégories évaluées au coût amorti.

Un nouveau « taux d'intérêt effectif » (TIE) est alors calculé à la date du reclassement afin de faire converger ce nouveau coût amorti vers la valeur de remboursement, ce qui revient à considérer que le titre a été reclassé avec une décote.

Pour les titres auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, l'étalement de la nouvelle décote sur la durée de vie résiduelle du titre sera généralement compensé par l'amortissement de la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement et reprise sur base actuarielle au compte de résultat.

En cas de dépréciation postérieure à la date de reclassement d'un titre auparavant inscrit parmi les actifs financiers disponibles à la vente, la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement est reprise immédiatement en compte de résultat.

4.1.9 Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur si ce passif a été classé dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur si elle a été classée dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme comptable IAS 39 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

4.1.10 Compensation des actifs et des passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe compense un actif financier et un passif financier et un solde net est présenté au bilan à la double condition d'avoir un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de dérivés et de pensions livrées traitées avec des chambres de compensation, dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères mentionnés supra, font l'objet d'une compensation au bilan (cf. note 14).

4.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles (voir note 4.3) pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités ».

4.3 IMMOBILISATIONS

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- constructions : 20 à 60 ans ;
- aménagements : 5 à 20 ans ;
- mobiliers et matériels spécialisés : 4 à 10 ans ;
- matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- logiciels : maximum 5 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 4.9.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

4.4 ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET DETTES LIÉES

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IAS 39.

4.5 PROVISIONS

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

4.6 PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dette est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;

- lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dette est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

4.7 COMMISSIONS SUR PRESTATIONS DE SERVICES

Les commissions sont comptabilisées en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêts et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

4.8 OPÉRATIONS EN DEVISES

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

4.9 OPÉRATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT ET ASSIMILÉES

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

4.9.1 Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat transfère la propriété du bien au preneur au terme de la durée de location ;
- le preneur a l'option d'acheter les biens à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- à l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- la nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur résilie le contrat de location, les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-valeur sur le bien) ;
- les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;

- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

4.9.2 Contrats de location simple

Un contrat de location simple est un contrat pour lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Dans les comptes du bailleur, le bien est comptabilisé en immobilisation et amorti sur la période de location, la base amortissable s'entendant hors valeur résiduelle. Les loyers sont comptabilisés en résultat sur la durée du contrat de location.

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre du contrat sont enregistrés linéairement sur la période de location.

4.10 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

4.10.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

4.10.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul consiste à répartir la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Les écarts de revalorisation des avantages à long terme sont enregistrés en résultat immédiatement.

4.10.3 Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

4.10.4 Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux du groupe qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charges et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements.

Les écarts de revalorisation des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs de changement dans les hypothèses actuarielles et d'ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en capitaux propres (autres éléments de résultat global) sans transfert en résultat ultérieur.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements et le coût des services passés.

Le montant de la provision au passif du bilan correspond au montant de l'engagement net puisqu'il n'existe plus d'éléments non reconnus en IAS 19R.

4.11 PAIEMENTS FONDÉS SUR BASE D' ACTIONS

Les paiements sur base d'actions concernent les transactions dont le paiement est fondé sur des actions émises par le groupe, qu'ils soient dénoués par remise d'actions ou réglés en numéraire, le montant dépendant de l'évolution de la valeur des actions.

La charge supportée par le groupe est évaluée sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat ou de souscription d'actions attribuées par certaines filiales. La charge globale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option par le nombre estimé d'options qui seront acquises au terme de la période d'acquisition des droits, compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires et des éventuelles conditions de performance hors marché attachées au plan.

La charge pour le groupe est enregistrée en résultat à compter de la date de notification aux salariés, sans attendre, le cas échéant, que les conditions nécessaires à leur attribution définitive soient remplies (processus d'approbation ultérieur par exemple), ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Dans le cas des plans dénoués par remise d'actions, la contrepartie de la charge figure en augmentation des capitaux propres.

Pour les plans dénoués en numéraire, pour lesquels le groupe supporte un passif, la charge correspond à la juste valeur du passif. Ce montant est étalé sur la période d'acquisition des droits par la contrepartie d'un compte de dettes réévalué à la juste valeur par le résultat à chaque arrêté.

4.12 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;

- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

4.13 ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Les actifs et passifs financiers des sociétés d'assurance suivent les dispositions de la norme IAS 39. Ils sont classés dans les catégories définies par cette norme et en suivent les règles d'évaluation et le traitement comptable.

Les passifs d'assurance restent en grande partie évalués selon le référentiel français, dans l'attente d'un complément au dispositif actuel de la norme IFRS 4.

En effet, en application de la phase I de la norme IFRS 4, les contrats se répartissent en trois catégories :

- les contrats qui génèrent un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4 : cette catégorie recouvre les contrats de prévoyance, retraite, dommages aux biens, contrats d'épargne en unité de compte avec garantie plancher. Les règles de valorisation des provisions techniques définies par le référentiel local sont maintenues sur ces contrats ;
- les contrats financiers tels que les contrats d'épargne qui ne génèrent pas un risque d'assurance sont comptabilisés selon la norme IFRS 4 s'ils contiennent une participation aux bénéfices discrétionnaire, pour lesquels les règles de valorisation des provisions techniques définies par le référentiel local sont également maintenues ;
- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire, tels que les contrats en unités de compte sans support euro et sans garantie plancher, relèvent de la norme IAS 39.

La majorité des contrats financiers émis par les filiales du groupe contient une clause de participation discrétionnaire des assurés aux bénéfices.

La clause de participation discrétionnaire octroie aux souscripteurs des contrats d'assurance vie le droit de recevoir, en plus de la rémunération garantie, une quote-part des résultats financiers réalisés. Pour ces contrats, en application des principes de la « comptabilité reflet » définis par la norme IFRS 4, la provision pour participation aux bénéfices différée est ajustée pour refléter les droits des assurés sur les plus-values latentes ou leur participation aux pertes sur les moins-values latentes relatives aux instruments financiers valorisés en juste valeur en application de la norme IAS 39. La quote-part de plus-values revenant aux assurés est déterminée selon les caractéristiques des contrats susceptibles de bénéficier de ces plus-values.

La variation de participation aux bénéfices différée est enregistrée en capitaux propres pour les variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente et en résultat pour les variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par résultat.

L'application de ces principes est complétée par la réalisation d'un test de suffisance du passif, consistant à vérifier à chaque arrêté que les passifs d'assurance sont suffisants, en utilisant les estimations actuelles de flux de trésorerie futurs issus des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Ce test permet de déterminer la valeur économique des passifs, qui correspond à la moyenne des trajectoires stochastiques. Si la somme de la valeur de rachat et de la participation aux bénéfices différée est inférieure aux provisions d'assurance évaluées à la juste valeur, l'insuffisance est enregistrée en contrepartie du résultat.

4.14 ACTIVITÉS DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Le chiffre d'affaires des activités de promotion immobilière représente le montant de l'activité de promotion logement et tertiaire et des activités de prestations de services.

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement sur la base des derniers budgets d'opérations actualisés à la clôture.

Lorsque le résultat de l'opération ne peut être estimé de façon fiable, les produits ne sont comptabilisés qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont recouvrables.

Le dégagement des marges opérationnelles pour les opérations de promotion tient compte de l'ensemble des coûts affectables aux contrats :

- l'acquisition des terrains ;
- les travaux d'aménagement et de construction ;
- les taxes d'urbanisme ;
- les études préalables, qui sont stockées seulement si la probabilité de réalisation de l'opération est élevée ;
- les honoraires internes de maîtrise d'ouvrage de l'opération ;
- les frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, publicité des programmes, bulles de vente, etc.) ;
- les frais financiers affectés aux opérations.

Les stocks et travaux en cours sont constitués des terrains évalués à leur coût d'acquisition, des travaux en cours (coût d'aménagement et de construction), des frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, bulles de vente, etc.) et des produits finis évalués au prix de revient. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont incluses dans les stocks si les probabilités de réalisation de l'opération sont élevées. Dans le cas contraire, ces frais sont constatés en charges de l'exercice.

Lorsque la valeur nette de réalisation des stocks et des travaux en cours est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

4.15 CONTRIBUTIONS AUX MÉCANISMES DE RÉOLUTION BANCAIRE

Au 31 décembre 2015, les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 49 millions d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 17 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 32 millions d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds deviendra un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution. Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2015, conformément au règlement délégué 2015/63 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution et à la décision n°2015-CR-01 du collège de résolution de l'ACPR du 24 novembre 2015, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 95 millions d'euros dont 67 millions d'euros comptabilisés en charge et 28 millions d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan.

Note 5 Notes relatives au bilan

5.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Caisse	136	203
Banques centrales	62 609	73 938
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	62 745	74 141

5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées	14 843	127	14 970	31 639	22	31 661
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 023	2 306	7 329	7 008	2 626	9 634
Titres à revenu fixe	19 866	2 433	22 299	38 647	2 648	41 295
Actions et autres titres à revenu variable	28 573	10 985	39 558	32 440	9 825	42 265
Prêts aux établissements de crédit	1 709	345	2 054	1 929	457	2 386
Prêts à la clientèle	912	6 456	7 368	429	7 380	7 809
Prêts	2 621	6 801	9 422	2 358	7 837	10 195
Opérations de pension ⁽¹⁾		46 960	46 960		67 902	67 902
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	58 482	///	58 482	72 736	///	72 736
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	109 542	67 179	176 721	146 181	88 212	234 393

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 14).

Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les actifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat sur option quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables (cf. note 4.1.4).

Au niveau du groupe, l'utilisation de l'option juste valeur est notamment considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. L'option juste valeur est en particulier utilisée lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture économique ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Au niveau du groupe, les actifs financiers valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont en grande partie localisés chez Natixis. Ils sont principalement constitués de pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, d'actifs financiers représentatifs des contrats en unités de compte des activités d'assurance et, dans une moindre mesure, d'actifs avec dérivés incorporés pour lesquels le principe de séparation de ces dérivés n'a pas été retenu.

Les actifs financiers valorisés à la juste valeur sur option comprennent également, hors Natixis, certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales, des obligations structurées couvertes par des instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture, des actifs comprenant des dérivés incorporés et des titres à revenu fixe indexés sur un risque de crédit.

en millions d'euros	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Actifs financiers à la juste valeur sur option
Titres à revenu fixe	908	60	1 465	2 433
Actions et autres titres à revenu variable	9 180	1 805		10 985
Prêts et opérations de pension	2 517	47 491	3 753	53 761
TOTAL	12 605	49 356	5 218	67 179

Prêts et créances à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

L'exposition au risque de crédit représente une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015.

5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Au passif, le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Titres vendus à découvert	23 172	38 628
Autres passifs financiers	765	936
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	23 937	39 564
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	58 708	71 153
Comptes à terme et emprunts interbancaires	684	929
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	29	303
Dettes représentées par un titre	18 231	16 888
Dettes subordonnées	95	94
Opérations de pension ⁽¹⁾	44 930	75 691
Autres passifs financiers	1 106	464
Passifs financiers à la juste valeur sur option	65 075	94 369
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	147 720	205 086

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 14).

Conditions de classification des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de communiquer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables (cf. note 4.1.4).

Au niveau du groupe, l'utilisation de l'option juste valeur est notamment considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. L'option juste valeur est en particulier utilisée lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture économique ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Au niveau du groupe, les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont en grande partie localisés chez Natixis. Ils sont principalement constitués de pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que d'émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont neutralisées par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

Les passifs financiers valorisés à la juste valeur sur option comprennent également, hors Natixis, quelques émissions ou dépôts structurés comportant des dérivés incorporés (ex. : BMTN structurés ou PEP actions).

<i>en millions d'euros</i>	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Passifs financiers à la juste valeur sur option
Comptes à terme et emprunts interbancaires	684			684
Comptes à terme et emprunts à la clientèle			29	29
Dettes représentées par un titre	12 877		5 354	18 231
Dettes subordonnées			95	95
Opérations de pension et autres passifs financiers	1 753	44 283		46 036
TOTAL	15 314	44 283	5 478	65 075

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence	Juste valeur	Montant contractuellement dû à l'échéance	Différence
Comptes à terme et emprunts interbancaires	684	652	32	929	878	51
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	29	22	7	303	295	8
Dettes représentées par un titre	18 231	17 805	426	16 888	15 857	1 031
Dettes subordonnées	95	101	(6)	94	101	(7)
Opérations de pension et autres passifs financiers	46 036	46 013	23	76 155	76 149	6
TOTAL	65 075	64 593	482	94 369	93 280	1 089

Le montant contractuellement dû à l'échéance des emprunts s'entend du montant du capital restant dû à la date de clôture de l'exercice, augmenté des intérêts courus non échus. Pour les titres, la valeur de remboursement est généralement retenue.

Le montant des réévaluations imputables au risque de crédit propre (valorisation du spread émetteur) s'élève à - 26 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre + 100 millions d'euros au 31 décembre 2014, soit une incidence de

+ 126 millions d'euros sur le produit net bancaire de l'exercice 2015 contre une incidence de - 276 millions d'euros en 2014.

5.2.3 Instruments dérivés de transaction

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	4 622 596	35 044	31 358	4 764 221	44 476	40 433
Instruments sur actions	83 710	1 522	2 539	85 824	1 118	3 296
Instruments de change	832 786	9 877	10 931	854 451	15 222	13 834
Autres instruments	6 886	324	123	41 037	158	233
Opérations fermes	5 545 978	46 767	44 951	5 745 533	60 974	57 796
Instruments de taux	829 140	4	871	913 590	296	823
Instruments sur actions	62 725	2 963	3 648	38 184	2 166	2 418
Instruments de change	388 331	6 221	6 790	475 781	5 566	6 438
Autres instruments	34 960	831	844	49 195	1 211	1 168
Opérations conditionnelles	1 315 156	10 019	12 153	1 476 750	9 239	10 847
Dérivés de crédit	63 529	1 696	1 604	92 090	2 523	2 510
TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE TRANSACTION	6 924 663	58 482	58 708	7 314 373	72 736	71 153
<i>Dont marchés organisés</i>	822 898	2 192	2 625	793 302	1 615	1 775
<i>Dont opérations de gré à gré</i>	6 101 765	56 290	56 083	6 521 071	71 121	69 378

5.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché.

Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	588 839	10 694	8 469	572 388	11 668	10 062
Instruments de change	15 099	3 162	3 414	16 954	2 467	3 603
Opérations fermes	603 938	13 856	11 883	589 342	14 135	13 665
Instruments de taux	5 062	32	2	5 687	30	2
Opérations conditionnelles	5 062	32	2	5 687	30	2
Couverture de juste valeur	609 000	13 888	11 885	595 029	14 165	13 667
Instruments de taux	21 283	93	628	15 136	6	350
Opérations fermes	21 283	93	628	15 136	6	350
Couverture de flux de trésorerie	21 283	93	628	15 136	6	350
Dérivés de crédit				494		
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	630 283	13 981	12 513	610 659	14 171	14 017

5.4 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Il s'agit des actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des autres catégories (« Actifs financiers à la juste valeur », « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » ou « Prêts et créances »).

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Effets publics et valeurs assimilées	22 421	17 198
Obligations et autres titres à revenu fixe	27 635	24 574
Titres dépréciés	53	72
Titres à revenu fixe	50 109	41 844
Actions et autres titres à revenu variable	8 988	8 830
Prêts	37	39
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	59 134	50 713
Dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts	(49)	(50)
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(623)	(1 217)
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	58 462	49 446
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt) ⁽¹⁾	4 408	4 623

(1) Y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle (1 136 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 1 426 millions d'euros au 31 décembre 2014). Dans les filiales d'assurance, ce montant donne lieu à la reconnaissance symétrique d'une participation aux bénéfices différés, à hauteur respective de 90,0 % et 92,7 % au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 (cf. note 5.17).

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

5.5 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

5.5.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2015				31/12/2014			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en millions d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS								
Titres	41 958	6 126	355	48 439	63 123	7 496	467	71 086
<i>Titres à revenu fixe</i>	16 217	3 294	355	19 866	32 123	6 057	467	38 647
<i>Titres à revenu variable</i>	25 741	2 832		28 573	31 000	1 439		32 439
Instruments dérivés	426	55 955	2 101	58 482	1 554	69 403	1 780	72 737
<i>Dérivés de taux</i>		33 946	1 102	35 048	4	43 516	1 253	44 773
<i>Dérivés actions</i>	332	3 810	343	4 485	936	2 215	133	3 284
<i>Dérivés de change</i>	5	15 949	144	16 098	9	20 771	8	20 788
<i>Dérivés de crédit</i>		1 189	507	1 696		2 137	386	2 523
<i>Autres dérivés</i>	89	1 061	5	1 155	605	764		1 369
Autres actifs financiers		1 886	735	2 621		1 982	376	2 358
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	42 384	63 967	3 191	109 542	64 677	78 881	2 623	146 181
Titres	9 682	1 388	2 348	13 418	8 722	1 465	2 286	12 473
<i>Titres à revenu fixe</i>	906	118	1 409	2 433	817	541	1 290	2 648
<i>Titres à revenu variable</i>	8 776	1 270	939	10 985	7 905	924	996	9 825
Autres actifs financiers		50 588	3 173	53 761		71 696	4 043	75 739
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	9 682	51 976	5 521	67 179	8 722	73 161	6 329	88 212
Dérivés de taux		10 812	7	10 819		11 703	1	11 704
Dérivés de change		3 158	4	3 162		2 467		2 467
Instruments dérivés de couverture		13 970	11	13 981		14 170	1	14 171
Titres de participation	21	213	2 277	2 511	58	256	1 736	2 050
Autres titres	47 963	5 022	2 926	55 911	40 951	3 509	2 878	47 338
<i>Titres à revenu fixe</i>	43 529	3 755	2 776	50 060	36 306	2 790	2 678	41 774
<i>Titres à revenu variable</i>	4 434	1 267	150	5 851	4 645	719	200	5 564
Autres actifs financiers		21	19	40		19	39	58
Actifs financiers disponibles à la vente	47 984	5 256	5 222	58 462	41 009	3 784	4 653	49 446
PASSIFS FINANCIERS								
Titres	22 707	441	24	23 172	37 019	1 598	10	38 627
Instruments dérivés	507	56 619	1 582	58 708	1 521	67 533	2 100	71 154
<i>Dérivés de taux</i>	75	31 376	778	32 229	28	39 720	1 508	41 256
<i>Dérivés actions</i>	352	5 527	308	6 187	908	4 694	113	5 715
<i>Dérivés de change</i>	8	17 699	14	17 721	7	20 257	8	20 272
<i>Dérivés de crédit</i>		1 135	469	1 604		2 039	471	2 510
<i>Autres dérivés</i>	72	882	13	967	578	823		1 401
Autres passifs financiers		765		765		936		936
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	23 214	57 825	1 606	82 645	38 540	70 067	2 110	110 717
Titres		15 146	28	15 174		16 981		16 981
Autres passifs financiers	92	48 496	1 313	49 901		76 528	860	77 388
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	92	63 642	1 341	65 075		93 509	860	94 369
Dérivés de taux		8 998	101	9 099		10 413		10 413
Dérivés de change		3 413		3 413		3 604		3 604
Instruments dérivés de couverture		12 411	101	12 512		14 017		14 017

5.5.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

AU 31 DÉCEMBRE 2015

en millions d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période				Événements de gestion de la période		Transferts de la période		31/12/2015	
	Au compte de résultat ⁽¹⁾			Achats/ Émissions	Ventes/ Rembourse- ments	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	Autres variations		
	01/01/2015	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							en capitaux propres
ACTIFS FINANCIERS										
Titres	467	(10)	3		452	(544)		(23)	10	355
<i>Titres à revenu fixe</i>	467	(10)	3		452	(544)		(23)	10	355
<i>Titres à revenu variable</i>										
Instruments dérivés	1 780	156	(401)		330	(271)	187	253	67	2 101
<i>Dérivés de taux</i>	1 253	1	(443)		159	(164)	187	108	1	1 102
<i>Dérivés actions</i>	133	(33)	46		171	(3)		(21)	50	343
<i>Dérivés de change</i>	8	(39)	1			(4)		166	12	144
<i>Dérivés de crédit</i>	386	222	(5)			(100)			4	507
<i>Autres dérivés</i>		5								5
Autres actifs financiers	376				734	(376)			1	735
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 623	146	(398)		1 516	(1 191)	187	230	78	3 191
Titres	2 286	79	(16)		356	(415)		31	27	2 348
<i>Titres à revenu fixe</i>	1 290	77			302	(291)		29	2	1 409
<i>Titres à revenu variable</i>	996	2	(16)		54	(124)		2	25	939
Autres actifs financiers	4 043	(18)	(26)		1 629	(2 607)		(2)	154	3 173
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	6 329	61	(42)		1 985	(3 022)		29	181	5 521
Dérivés de taux	1						6			7
Dérivés de change							4			4
Dérivés de crédit		(4)	4							
Instruments dérivés de couverture	1	(4)	4				10			11
Titres de participation ⁽²⁾	1 736	(4)	36	612	83	(115)			(71)	2 277
Autres titres	2 878	5	3	(7)	1 412	(925)		(437)	(3)	2 926
<i>Titres à revenu fixe</i>	2 678	6		(12)	1 407	(898)		(405)		2 776
<i>Titres à revenu variable</i>	200	(1)	3	5	5	(27)		(32)	(3)	150
Autres actifs financiers	39	(18)		(1)	2	(4)			1	19
Actifs financiers disponibles à la vente	4 653	(17)	39	604	1 497	(1 044)		(437)	(73)	5 222
PASSIFS FINANCIERS										
Titres	10		1		64	(52)			1	24
Instruments dérivés	2 100	439	(580)		201	(112)	(6)	(483)	23	1 582
<i>Dérivés de taux</i>	1 508	286	(541)		159	(111)	(6)	(511)	(6)	778
<i>Dérivés actions</i>	113	100	34		41			20		308
<i>Dérivés de change</i>	8	(4)	1			(1)		8	2	14
<i>Dérivés de crédit</i>	471	44	(74)		1				27	469
<i>Autres dérivés</i>		13								13
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 110	439	(579)		265	(164)	(6)	(483)	24	1 606
Titres		3				(1)		27	(1)	28
Autres passifs financiers	860	(13)	77			(362)		727	24	1 313
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	860	(10)	77			(363)		754	23	1 341
Dérivés de taux							101			101
Instruments dérivés de couverture							101			101

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

(2) Les gains et pertes comptabilisés en capitaux propres au cours de la période intègrent la réévaluation du titre Visa Europe pour 606 millions d'euros, qui, en raison de l'absence de prix coté, a été réévalué en fonction des derniers éléments du protocole de rachat de ces titres par Visa Inc. Cette transaction devrait se réaliser courant 2016, après approbation par les autorités européennes compétentes. Cette juste valeur tient compte des premières estimations reçues par le groupe du prix de cession, qui sera payé en numéraire et en actions de préférence. Les actions de préférence, qui seront non cotées et ne seront cessibles qu'entre détenteurs, seront convertibles en actions Visa Inc. après une période de 4 à 12 ans. Le taux de conversion proposé pourra être revu à la baisse en cas de survenance de litiges. Pour la détermination de la juste valeur du titre au 31 décembre 2015, l'estimation du montant à recevoir en numéraire et en actions de préférence a fait l'objet d'une décote globale de 20 %, afin de tenir compte d'incertitudes en ce qui concerne la réalisation de l'opération, la répartition définitive du prix de vente entre les différents vendeurs, l'illiquidité des actions de préférence et d'une décote liée à l'incertitude relative au taux de conversion définitif des actions de préférence en actions ordinaires Visa Inc. Par ailleurs, le protocole prévoit également une clause de complément de prix, payable à l'issue d'une période de 4 ans après la date effective de cession des titres. Cette clause n'a pas été prise en compte dans la détermination de la juste valeur du titre pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2015.

AU 31 DÉCEMBRE 2014

en millions d'euros	01/01/2014 ⁽¹⁾	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période				Événements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2014
		Au compte de résultat ⁽²⁾									
		Reclas- sements	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres	Achats/ Émissions	Ventes/ Rembour- sements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
ACTIFS FINANCIERS											
Titres	928		41	81		491	(1 220)	11	109	26	467
<i>Titres à revenu fixe</i>	928		41	81		491	(1 220)	11	109	26	467
<i>Titres à revenu variable</i>											
Instruments dérivés	1 771		1 022	5		2	(265)	(652)	91	(194)	1 780
<i>Dérivés de taux</i>	803		438	61			(34)	61	91	(167)	1 253
<i>Dérivés actions</i>	602		337					(773)		(33)	133
<i>Dérivés de change</i>	18		(11)			2	(2)	1			8
<i>Dérivés de crédit</i>	348		258	(56)			(229)	59		6	386
Autres actifs financiers									376		376
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 699		1 063	86		493	(1 485)	(641)	576	(168)	2 623
Titres	1 665		34	33		324	(300)	21	487	22	2 286
<i>Titres à revenu fixe</i>	544		36	31		264	(164)	24	552	3	1 290
<i>Titres à revenu variable</i>	1 121		(2)	2		60	(136)	(3)	(65)	19	996
Autres actifs financiers	3 001	(5)	(234)	46		1 575	(1 433)	777		316	4 043
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	4 666	(5)	(200)	79		1 899	(1 733)	798	487	338	6 329
Dérivés de taux	1										1
Instruments dérivés de couverture	1										1
Titres de participation	1 971		(75)	18	107	167	(266)	(1)	(143)	(42)	1 736
Autres titres	549		(45)	18	15	747	(352)	7	2 007	(68)	2 878
<i>Titres à revenu fixe</i>	398		(27)	12	1	715	(278)	2	1 931	(76)	2 678
<i>Titres à revenu variable</i>	151		(18)	6	14	32	(74)	5	76	8	200
Autres actifs financiers	24		(8)			1	(5)		28	(1)	39
Actifs financiers disponibles à la vente	2 544		(128)	36	122	915	(623)	6	1 892	(111)	4 653
PASSIFS FINANCIERS											
Titres								10			10
Instruments dérivés	1 652		545	139			(204)	24		(56)	2 100
<i>Dérivés de taux</i>	965	(85)	391	111			(101)	183		44	1 508
<i>Dérivés actions</i>	38		64	10			(15)	16			113
<i>Dérivés de change</i>	51		(19)				(1)	(21)		(2)	8
<i>Dérivés de crédit</i>	526	85	61	32			(87)	(154)		8	471
<i>Autres dérivés</i>	72		48	(14)						(106)	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 652		545	139			(204)	34		(56)	2 110
Autres passifs financiers	1 152		(27)	(9)			(321)	14		51	860
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	1 152		(27)	(9)			(321)	14		51	860

(1) Montant ajusté par rapport aux états financiers du 31 décembre 2013 correspondant principalement au reclassement du niveau 2 vers niveau 3 des titres du métier de capital investissement de Natixis pour 1 121 millions d'euros (cf. note 4.1.6).

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

5.5.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

	Exercice 2015				
	De	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
en millions d'euros	Vers	niveau 2	niveau 1	niveau 3	niveau 2
ACTIFS FINANCIERS					
Titres		385	901	6	29
<i>Titres à revenu fixe</i>		83	901	6	29
<i>Titres à revenu variable</i>		302			
Instruments dérivés				326	39
<i>Dérivés de taux ⁽¹⁾</i>				141	33
<i>Dérivés actions ⁽²⁾</i>				17	4
<i>Dérivés de change</i>				168	2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		385	901	332	68
Titres				31	
<i>Titres à revenu fixe</i>				29	
<i>Titres à revenu variable</i>				2	
Autres actifs financiers				20	22
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat				51	22
Titres de participation					
Autres titres		77	49	103	541
<i>Titres à revenu fixe</i>		69	49	80	486
<i>Titres à revenu variable</i>		8		23	55
Actifs financiers disponibles à la vente		77	49	103	541
PASSIFS FINANCIERS					
Titres		29	15		
Instruments dérivés				112	595
<i>Dérivés de taux ⁽¹⁾</i>				58	569
<i>Dérivés actions ⁽²⁾</i>				46	26
<i>Dérivés de change</i>				8	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		29	15	112	595
Titres				27	
Autres passifs financiers				731	4
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat				758	4

(1) Concernant les instruments dérivés Helvetix, la contribution des ajustements de valorisation étant devenue très significative, au regard de la juste valeur de ces instruments prise dans son ensemble, le groupe a procédé à un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2015 ;

(2) Les TRS et pensions indexés sur un panier d'actions ont été transférés en niveau 3 de juste valeur au cours de l'exercice 2015 suite à une évolution du modèle de valorisation basé sur des données propriétaires.

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

en millions d'euros	Exercice 2014			
	De	niveau 1	niveau 2	niveau 2
	Vers	niveau 2	niveau 1	niveau 3
ACTIFS FINANCIERS				
Titres		486	643	109
<i>Titres à revenu fixe</i>		486	9	109
<i>Titres à revenu variable</i>			634	
Instruments dérivés				91
Dérivés de taux				91
Autres actifs financiers				376
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		486	643	576
Titres		1 139		617
<i>Titres à revenu fixe</i>		1 137		552
<i>Titres à revenu variable</i>		2		65
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		1 139		617
Titres de participation				143
Autres titres		476	279	2 007
<i>Titres à revenu fixe</i>		309	279	1 931
<i>Titres à revenu variable</i>		167		76
Autres actifs financiers				28
Actifs financiers disponibles à la vente		476	279	2 178
PASSIFS FINANCIERS				
Autres passifs financiers		235	3	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		235	3	

5.5.4 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Natixis a évalué, au 31 décembre 2015, une sensibilité de la juste valeur de ses instruments valorisés à partir de paramètres non observables. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique incertain. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ⁽¹⁾ » des paramètres non observables en lien avec les hypothèses des ajustements additionnels de valorisation pour les instruments de taux, change et actions. La sensibilité calculée est de 16 millions d'euros ;
- d'une variation forfaitaire :
 - de 1 % (à la hausse ou à la baisse) du taux de recouvrement de la dette non sécurisée sur les dérivés non collatéralisés,

- de 50 points de base (à la hausse ou à la baisse) appliqués à la marge utilisée pour l'actualisation des flux attendus des CDO Trups ;

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 17 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 17 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres.

5.6 PRÊTS ET CRÉANCES

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont en note 7.1.

5.6.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Prêts et créances sur les établissements de crédit	119 970	126 237
Dépréciations individuelles	(66)	(103)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(7)	(15)
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	119 897	126 119

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 15.

(1) Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres.

Décomposition des prêts et créances bruts sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	7 092	7 202
Opérations de pension	9 693	8 467
Comptes et prêts	101 094	106 723
Titres assimilés à des prêts et créances	245	1 369
Autres prêts et créances sur les établissements de crédit	1 766	2 345
Prêts et créances dépréciés	80	131
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ⁽¹⁾	119 970	126 237

(1) Les créances sur opérations avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne s'élèvent à 98 020 millions d'euros au 31 décembre 2015 (103 434 millions d'euros au 31 décembre 2014).

5.6.2 Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Prêts et créances sur la clientèle	223 841	236 822
Dépréciations individuelles	(3 315)	(3 763)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(599)	(601)
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ⁽¹⁾	219 927	232 458

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du groupe BPCE SA, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 980 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et actifs divers ».

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 15.

Décomposition des prêts et créances bruts sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	4 419	4 576
Prêts à la clientèle financière	4 004	4 156
Crédits de trésorerie	25 739	23 596
Crédits à l'équipement	31 329	32 968
Crédits au logement	58 020	62 481
Crédits à l'exportation	3 036	3 128
Opérations de pension	27 324	30 297
Opérations de location-financement	10 796	11 075
Prêts subordonnés	31	36
Autres crédits	21 596	22 061
Autres concours à la clientèle	181 875	189 798
Titres assimilés à des prêts et créances	22 333	25 905
Autres prêts et créances sur la clientèle	6 122	7 031
Prêts et créances dépréciés	9 092	9 512
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LA CLIENTÈLE	223 841	236 822

Détail des opérations de location-financement

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Immobilier	Mobilier	Total	Immobilier	Mobilier	Total
Encours sains	6 518	4 278	10 796	6 858	4 217	11 075
Encours dépréciés nets	80	35	115	61	42	103
Encours	166	176	342	144	188	332
Dépréciations	(86)	(141)	(227)	(83)	(146)	(229)
TOTAL DES ENCOURS DE CRÉDIT SUR OPÉRATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT	6 598	4 313	10 911	6 919	4 259	11 178

5.7 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable ayant une date d'échéance déterminée et que le groupe a l'intention manifeste et les moyens de détenir jusqu'à l'échéance.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Effets publics et valeurs assimilées	1 904	2 251
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 814	2 047
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 718	4 298
Dépréciations	(2)	(3)
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	3 716	4 295

La juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance est présentée en note 15.

5.8 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS

Portefeuille d'actifs financiers reclassés

En application des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers », le groupe a procédé au reclassement de certains actifs financiers. Aucun reclassement n'a été réalisé au cours de l'exercice 2014 et de l'exercice 2015.

en millions d'euros	Valeur nette comptable		Juste valeur	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs reclassés vers la catégorie				
Actifs financiers disponibles à la vente	51	131	51	131
Prêts et créances	8 527	10 118	7 663	9 087
TOTAL DES TITRES RECLASSÉS	8 578	10 249	7 714	9 218

Variation de juste valeur qui aurait été comptabilisée si les titres n'avaient pas été reclassés

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Variation de juste valeur		
– qui aurait été enregistrée au compte de résultat si les titres n'avaient pas été reclassés		21
– qui aurait été enregistrée en gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres si les titres n'avaient pas été reclassés	83	(191)

5.9 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Plus-values latentes sur OPCVM	34	34
GIE fiscaux	(123)	(127)
Provisions pour passifs sociaux	153	247
Provisions pour activité d'épargne-logement	1	2
Provisions sur base de portefeuilles	53	61
Autres provisions non déductibles	558	787
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	(63)	(200)
Autres sources de différences temporelles ⁽¹⁾	(209)	759
Impôts différés liés aux décalages temporels	404	1 563
Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables	2 637	3 193
Impôts différés sur retraitements et éliminations de consolidation	(64)	(86)
Impôts différés non constatés par prudence	(551)	(879)
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	2 426	3 791
Comptabilisés		
– À l'actif du bilan	2 939	4 001
– Au passif du bilan	(513)	(210)

(1) Impôt différé passif constaté à compter de l'exercice 2015 sur l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition réalisé aux États-Unis (cf. note 2.2).

5.10 COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes d'encaissement	2 607	1 915
Charges constatées d'avance	222	200
Produits à recevoir	331	189
Autres comptes de régularisation	2 578	2 282
Comptes de régularisation - actif	5 738	4 586
Dépôts de garantie versés	19 702	22 760
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	82	247
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	8 433	7 959
Autres actifs divers liés à l'assurance ⁽¹⁾	1 639	574
Débiteurs divers	12 303	10 298
Actifs divers	42 159	41 838
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	47 897	46 424

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du groupe BPCE SA, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 980 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et actifs divers ».

5.11 IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en millions d'euros</i>						
Immeubles comptabilisés à la juste valeur ⁽¹⁾	///	///	1 054	///	///	1 060
Immeubles comptabilisés au coût historique	543	(275)	268	555	(272)	283
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT			1 322			1 343

(1) Immeubles inclus dans les placements des filiales d'assurance. Les variations de juste valeur donnent lieu à la reconnaissance symétrique d'une provision pour participation différée égale, en moyenne au 31 décembre 2015, à 90,0 % de l'assiette concernée contre 92,7 % au 31 décembre 2014 (cf. note 5.17).

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 1 395 millions d'euros au 31 décembre 2015 (1 447 millions d'euros au 31 décembre 2014).

La juste valeur des immeubles de placement, dont les principes d'évaluation sont décrits en note 4.2, est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

5.12 IMMOBILISATIONS

	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>en millions d'euros</i>						
Immobilisations corporelles						
Terrains et constructions	749	(420)	329	743	(420)	323
Biens mobiliers donnés en location	349	(114)	235	333	(125)	208
Équipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	1 666	(1 070)	596	1 573	(998)	575
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 764	(1 604)	1 160	2 649	(1 543)	1 106
Immobilisations incorporelles						
Droit au bail	79	(30)	49	82	(29)	53
Logiciels	1 815	(1 297)	518	1 650	(1 188)	462
Autres immobilisations incorporelles	500	(236)	264	542	(241)	301
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 394	(1 563)	831	2 274	(1 458)	816

5.13 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Valeur nette à l'ouverture	2 972	2 825
Acquisitions	598	38
Cessions	(8)	(17)
Perte de valeur	(1)	(51)
Reclassements	12	13
Écarts de conversion	152	164
Valeur nette à la clôture	3 725	2 972

Au 31 décembre 2015, le montant des écarts d'acquisition en valeur brute s'élève à 4 144 millions d'euros et le montant cumulé des pertes de valeur s'élève à 419 millions d'euros.

Écarts d'acquisition détaillés

en millions d'euros	Valeur nette comptable	
	31/12/2015	31/12/2014
- Épargne ⁽¹⁾	3 107	2 365
- Services Financiers Spécialisés	58	58
- Participations financières	355	355
- BGC	5	
- Autres activités	34	29
Natixis	3 559	2 807
Banque Palatine	95	95
Crédit Foncier	13	13
BPCE International	43	52
Autres	15	5
TOTAL DES ÉCARTS D'ACQUISITION	3 725	2 972

(1) Dont 580 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de DNCA Finance durant l'exercice 2015

Tests de dépréciation

L'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles elles sont rattachées. L'ex UGT Corporate Data Solution (CDS) a cependant fait l'objet d'une évaluation selon une approche société par société compte tenu des objectifs de cession et de cession effective concernant plusieurs entités de l'UGT et limitant désormais les synergies de l'ensemble résiduel. Pour l'UGT Coface, entité cotée depuis juin 2014, qui ne fait pas partie des métiers cœurs du groupe BPCE SA et dont la participation est gérée dans une

optique patrimoniale, la valeur d'utilité a été complétée par d'autres approches s'appuyant sur des données de marché dont : méthodes de valorisation par multiples boursiers, par cours de Bourse et par cours cible des brokers. Une valorisation moyenne a été déterminée en pondérant les différentes approches.

Hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable

La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du processus budgétaire du groupe.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

	Taux d'actualisation	Taux de croissance à long terme
Natixis		
Épargne	9,7 %	2,5 %
Services Financiers Spécialisés	11,2 %	2,5 %
Coface	10,5 %	2,5 %
Ex-UGT Corporate Data Solutions	approche société par société	2,5 %
Banque de Grande Clientèle	10,9 %	2,5 %
Banque Palatine	8,5 %	2,0 %
Banques Régionales	7,5 %-8,0 %	2,0 %

Les taux d'actualisation ont été déterminés de la façon suivante :

- pour les UGT Épargne et Services Financiers Spécialisés, le taux sans risque de la zone Euro-Bund moyenné sur une profondeur de 10 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives de l'UGT ;
- pour l'UGT Coface, les références de taux utilisées ont été déterminées selon une méthode similaire aux autres UGT, en s'appuyant sur des échantillons de sociétés comparables pour les activités d'assurances, de services et d'affacturage ;
- pour l'ex UGT CDS, les taux sans risque à 10 ans des pays dans lesquels interviennent les différentes entités, auxquels s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives du secteur et une prime de risque complémentaire pour tenir compte de la taille relative des entités en comparaison des références de l'échantillon ;

- le taux d'actualisation des flux prévisionnels de l'UGT Banque Palatine a été déterminé sur la base d'un taux sans risque (OAT 10 ans), sur une profondeur de 2 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de banques européennes cotées exerçant une activité bancaire similaire et en tenant compte des spécificités de cet établissement.

Ces tests ont conduit à constater une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 1 million d'euros en 2015.

Sensibilité des valeurs recouvrables

Une augmentation de 20 points de base des taux d'actualisation associée à une diminution de 50 points de base des taux de croissance à l'infini contribuerait à minorer la valeur d'utilité des UGT de :

- - 6,7 % pour l'UGT Épargne ;
- - 4,2 % pour l'UGT Services Financiers Spécialisés ;

- - 2,6 % pour l'UGT Coface ;
- - 6,6 % pour l'ex UGT CDS ;
- - 4,7 % pour l'UGT Banque Palatine.

Ces variations conduiraient à constater des dépréciations complémentaires sur les seules UGT Banque Palatine (39 millions d'euros).

La sensibilité des flux futurs des plans d'affaires des métiers à la variation des hypothèses clés conduirait :

- pour l'Épargne, une baisse de 10 % des marchés « actions » et de 1 point de l'EONIA et des taux longs 10 ans aurait un impact négatif de 3 % sur la valeur recouvrable de l'UGT et n'amènerait pas à constater de dépréciation ;
- pour les Services Financiers Spécialisés, une baisse de 1 point de l'Euribor 3 mois appliquée au métier de l'affacturage et la réplication d'un scénario de type « crise 2008/2009 » (baisse de la production et augmentation du coût du risque) sur le métier crédit-bail aurait un impact négatif sur la valeur recouvrable de l'UGT de - 8 % et n'aurait pas d'incidence en termes de dépréciation ;
- pour Coface, le principal vecteur de sensibilité est le *loss ratio*. Un niveau de 54,3 % de ce ratio (brut de réassurance) a été retenu pour conduire le test de dépréciation de l'UGT au 31 décembre 2015. Une hausse d'un point de

ce *loss ratio* n'aurait pas d'incidence significative sur la valeur recouvrable de l'UGT. Seule une hausse de 5 points du niveau de *loss ratio* conduirait à constater une dépréciation de l'UGT. Par ailleurs, une valorisation au cours le plus bas de l'année 2015 conduirait à un impact limité sur la valorisation moyenne pondérée ;

- pour l'ex UGT CDS, le principal facteur de sensibilité est le niveau de réalisation des plans d'affaires. Une variation de - 5 % desdits plans n'amènerait pas à constater de dépréciation ;
- pour l'UGT Banque Palatine, la sensibilité des flux futurs du plan d'affaires à une baisse du résultat net normatif de 5 % aurait un impact négatif sur la valeur de l'UGT de - 6,1 %, et conduirait à une dépréciation de l'UGT de l'ordre de 51 millions d'euros.

5.14 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

5.14.1 Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes à vue	28 302	17 405
Opérations de pension	2 841	2 966
Dettes rattachées	5	4
Dettes à vue envers les établissements de crédit	31 148	20 375
Emprunts et comptes à terme	71 717	84 068
Opérations de pension	10 946	14 918
Dettes rattachées	466	504
Dettes à termes envers les établissements de crédit	83 129	99 490
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ⁽¹⁾	114 277	119 865

(1) Les dettes sur opérations avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne s'élèvent à 100 552 millions d'euros au 31 décembre 2015 (105 947 millions d'euros au 31 décembre 2014).

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 15.

5.14.2 Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires créditeurs	31 055	23 765
Livret A	259	393
Plans et comptes épargne-logement	322	507
Autres comptes d'épargne à régime spécial	1 566	2 005
Dettes rattachées	1	4
Comptes d'épargne à régime spécial	2 148	2 909
Comptes et emprunts à vue	5 152	10 572
Comptes et emprunts à terme	15 167	14 833
Dettes rattachées	108	97
Autres comptes de la clientèle	20 427	25 502
À vue	15 326	12 644
À terme	13 388	13 345
Dettes rattachées	16	8
Opérations de pension	28 730	25 997
Autres dettes envers la clientèle ⁽¹⁾	1 079	1 446
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	83 439	79 619

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du groupe BPCE SA, les dettes nées des opérations d'assurance et de réassurances présentées antérieurement sur la ligne « Autres dettes envers la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et passif divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 405 millions d'euros des « Dettes envers la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et passifs divers ».

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 15.

5.15 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts obligataires	158 083	157 195
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	51 652	76 395
Autres dettes représentées par un titre	1 773	2 323
Total	211 508	235 913
Dettes rattachées	2 563	3 166
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	214 071	239 079

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 15.

5.16 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Comptes d'encaissement	2 625	2 120
Produits constatés d'avance	359	394
Charges à payer	1 437	1 211
Autres comptes de régularisation créditeurs	5 850	3 865
Comptes de régularisation - passif	10 271	7 590
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	178	335
Dépôts de garantie reçus	18 271	20 312
Créditeurs divers	11 105	10 210
Passifs divers liés à l'assurance ⁽¹⁾	8 529	7 580
Passifs divers	38 083	38 437
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	48 354	46 027

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du groupe BPCE SA, les dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Autres dettes envers la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et passif divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 405 millions d'euros des « Dettes envers la clientèle » vers les « Comptes de régularisation et passifs divers ».

5.17 PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Provisions techniques d'assurance non-vie	4 216	3 850
Provisions techniques des contrats d'assurance vie en euros	37 779	36 052
Provisions techniques des contrats d'assurance vie en unités de compte	8 210	7 430
Provisions techniques d'assurance vie	45 989	43 482
Provisions techniques des contrats financiers	11	11
Participation aux bénéfices différée	2 805	3 411
TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE	53 021	50 754

Les provisions techniques d'assurance non-vie regroupent des provisions pour primes non acquises et pour sinistres à payer.

Les provisions techniques d'assurance vie sont principalement constituées des provisions mathématiques, qui correspondent généralement aux valeurs de rachat des contrats.

Les provisions techniques des contrats financiers sont des provisions mathématiques évaluées sur la base des actifs servant de support à ces contrats.

Les provisions pour participation aux bénéfices différée représentent la part latente des produits des placements revenant aux assurés et encore non distribuée.

5.18 PROVISIONS

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous. La présentation a été modifiée par rapport à l'exercice précédent pour refléter le niveau d'analyse effectué par le groupe.

en millions d'euros	01/01/2015	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2015
Provisions pour engagements sociaux	903	150	(125)		(102)	826
Provisions pour restructurations ⁽²⁾	71	2	(21)	(27)	(1)	24
Risques légaux et fiscaux ⁽³⁾	1 007	143	(82)	(59)	82	1 091
Engagements de prêts et garanties	140	13	(5)	(18)	(25)	105
Provisions pour activité d'épargne-logement	6				(2)	4
Autres provisions d'exploitation	585	164	(127)	(66)	35	591
TOTAL DES PROVISIONS	2 712	472	(360)	(170)	(13)	2 641

(1) Les autres mouvements comprennent la variation de l'écart de réévaluation sur les passifs sociaux (- 101 millions d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Au 31 décembre 2015, les provisions pour restructuration incluent 15 millions d'euros au titre du plan d'adaptation de l'emploi chez Natixis (60 millions d'euros au 31 décembre 2014).

(3) Les provisions pour risques légaux et fiscaux incluent 475 millions d'euros au titre de l'encours net Madoff (415 millions d'euros au 31 décembre 2014).

5.19 DETTES SUBORDONNÉES

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Dettes subordonnées à durée déterminée	17 613	15 112
Dettes subordonnées à durée indéterminée	312	320
Dettes subordonnées et assimilés	17 925	15 432
Dettes rattachées	333	304
Réévaluation de la composante couverte	116	180
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	18 374	15 916

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 15.

Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice

en millions d'euros	01/01/2015	Émission ⁽¹⁾	Remboursement ⁽²⁾	Autres mouvements ⁽³⁾	31/12/2015
Dettes subordonnées à durée déterminée	15 112	3 787	(1 246)	(40)	17 613
Dettes subordonnées à durée indéterminée	320			(8)	312
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS	15 432	3 787	(1 246)	(48)	17 925

(1) Au cours de l'exercice 2015, les émissions suivantes ont plus particulièrement été réalisées :

- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 1 736 millions d'euros, en février, mars et novembre 2015 ;
- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 84 000 millions de yens, en janvier et décembre 2015 ;
- émissions par BPCE de TSR pour un montant total de 530 millions de dollars américains, en avril et juin 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 175 millions de dollars australiens, en octobre 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 750 millions de yuans, en mars 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 150 millions de dollars singapouriens, en juin 2015 ;
- émission par BPCE de TSR pour un montant total de 50 millions de francs suisses, en septembre 2015.

(2) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent notamment :

- l'arrivée à maturité en avril 2015 de titres subordonnés émis par Natixis pour 77 millions d'euros ;
- l'arrivée à maturité sur 2015 de titres subordonnés émis par BPCE pour 1 169 millions d'euros.

(3) Les autres variations incluent notamment la réévaluation des dettes faisant l'objet de couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire.

Les titres supersubordonnés qualifiés d'instruments de capitaux propres sont présentés à la note 5.20.

5.20 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS

Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt	Taux	Nominal (en millions d'euros ⁽¹⁾)	
							31/12/2015	31/12/2014
BPCE	30 juillet 2004	USD	200 millions	31 mars 2016	Min (CMAT 10 ans + 0,3 % ; 9 %)		142	142
BPCE	6 octobre 2004	EUR	369 millions	30 juillet 2015	30 juillet 2015	4,63 %		369
BPCE	12 octobre 2004	EUR	80 millions	12 janvier 2016	Min (CMS 10 ans ; 7 %)		80	80
BPCE	27 janvier 2006	USD	300 millions	27 janvier 2016	néant	6,75 %	214	214
BPCE	1 ^{er} février 2006	EUR	350 millions	1 ^{er} février 2016	néant	4,75 %	350	350
BPCE	30 octobre 2007	EUR	509 millions	30 octobre 2017	30 octobre 2017	6,12 %	509	509
BPCE	6 août 2009	EUR	52 millions	30 septembre 2015	néant	13,00 %		52
BPCE	6 août 2009	EUR	374 millions	30 septembre 2019	30 septembre 2019	12,50 %	374	374
BPCE	6 août 2009	USD	134 millions	30 septembre 2015	néant	13,00 %		93
BPCE	6 août 2009	USD	444 millions	30 septembre 2019	30 septembre 2019	12,50 %	309	309
BPCE	22 octobre 2009	EUR	750 millions	22 avril 2015	néant	9,25 %		750
BPCE	17 mars 2010	EUR	818 millions	17 mars 2015	17 mars 2020	9,00 %		818
TOTAL							1 978	4 060

(1) Nominal converti en euros au cours de change en vigueur à la date de classement en capitaux propres.

Les émissions de titres supersubordonnés à durée indéterminée antérieures au 30 juin 2009 s'analysent, depuis cette date, comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de la rémunération. Auparavant, elles figuraient en dettes subordonnées et assimilées. La transformation de ces instruments de dette en

instruments de capitaux propres avait été traitée comptablement comme une extinction de la dette.

Les émissions postérieures au 30 juin 2009 ont toujours été classées en capitaux propres compte tenu du caractère discrétionnaire de leur rémunération.

5.21 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du groupe, sont présentées dans le tableau suivant :

en millions d'euros		Exercice 2015						
		Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100 %			
Nom de l'entité	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Groupe Natixis	28,75 %	535	7 295	375	500 256	479 756	1 344	1 822
Dont Coface ⁽¹⁾	58,68 %	57	1 101	45	6 883	5 116	126	120
Dont BPCE Assurances ⁽¹⁾	40,00 %	22	146	7	1 632	1 266	56	52
Locindus	25,43 %	2	66	3	822	563	10	10
Autres entités		11	106	9				
TOTAL AU 31/12/2015		548	7 467	386				

(1) Données groupe Natixis (minoritaires directs).

Exercice 2014								
en millions d'euros								
Nom de l'entité	Participations ne donnant pas le contrôle				Informations financières résumées à 100 %			
	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Groupe Natixis	28,49 %	388	7 096	156	590 424	570 263	1 138	1 741
Dont Coface ⁽¹⁾	58,74 %	34	1 104	1	6 587	4 863	125	163
Dont BPCE Assurances ⁽¹⁾	40,00 %	21	132		1 506	1 175	52	73
Locindus	25,45 %	3	66	3	715	456	9	9
Autres entités		17	137	9				
TOTAL AU 31/12/2014		408	7 299	168				

(1) Données groupe Natixis (minoritaires directs).

5.22 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de réévaluation sur régime à prestations définies	101	(36)	65	(140)	49	(91)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat	///	///	(1)	///	///	(14)
Eléments non recyclables en résultat			64			(105)
Ecart de conversion	470	///	470	608	///	608
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	692	(208)	484	531	(103)	428
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture ⁽²⁾	83	146	229	(465)	83	(382)
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	///	///	(12)	///	///	188
Eléments recyclables en résultat			1 171			842
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔTS)			1 235			737
Part du groupe			1 090			522
Participations ne donnant pas le contrôle			145			215

(1) Dont - 165 millions d'euros (avant impôts) recyclés en résultat de l'exercice 2015 contre - 155 millions d'euros en 2014 ;

(2) Dont 143 millions d'euros (avant impôts) recyclés en résultat de l'exercice 2015 contre 146 millions d'euros en 2014.

Note 6 Notes relatives au compte de résultat

6.1 INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS

Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	5 810	(940)	4 870	6 011	(914)	5 097
Prêts et créances avec les établissements de crédit	1 900	(1 266)	634	2 280	(1 591)	689
Opérations de location-financement	381	///	381	407	///	407
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	///	(5 052)	(5 052)	///	(5 166)	(5 166)
Instruments dérivés de couverture	4 561	(3 840)	721	4 786	(4 013)	773
Actifs financiers disponibles à la vente	1 162	///	1 162	1 101	///	1 101
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	181	///	181	175	///	175
Actifs financiers dépréciés	4	///	4	1	///	1
Autres produits et charges d'intérêts	1	(61)	(60)	3	(46)	(43)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS	14 000	(11 159)	2 841	14 764	(11 730)	3 034

6.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en

dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	3	(38)	(35)	5	(32)	(27)
Opérations avec la clientèle	935	(5)	930	810	(10)	800
Prestation de services financiers	363	(739)	(376)	359	(601)	(242)
Vente de produits d'assurance vie	192	///	192	192	///	192
Moyens de paiement	377	(71)	306	388	(82)	306
Opérations sur titres	257	(139)	118	230	(116)	114
Activités de fiducie	3 267	///	3 267	2 516	///	2 516
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	166	(137)	29	139	(117)	22
Autres commissions	299	(815)	(516)	315	(731)	(416)
TOTAL DES COMMISSIONS	5 859	(1 944)	3 915	4 954	(1 689)	3 265

6.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Ce poste enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Résultat sur opérations de couverture » comprend la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macrocouvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultats sur instruments financiers de transaction ⁽¹⁾	1 682	1 222
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option ⁽²⁾	412	(18)
Résultats sur opérations de couverture	(3)	5
– Inefficacité de la couverture de juste valeur	(20)	(18)
– Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	17	23
Résultats sur opérations de change	(6)	262
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	2 085	1 471

(1) La ligne « Résultats sur instruments financiers de transaction » inclut sur l'exercice 2015 :

- les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines (cf. note 4.1.6), qui conduisent à une diminution du stock de réfaction de 2 millions d'euros au cours de l'exercice 2015, contre un produit de 102 millions d'euros en 2014, portant le stock total de réfaction à 106 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 103 millions d'euros au 31 décembre 2014 ;
- une reprise de 7 millions d'euros au 31 décembre 2015 de la provision sur base de portefeuilles constituée sur les expositions relatives aux CDPC (Credit Derivatives Product Companies) portant le stock à 4 millions d'euros. Au 31 décembre 2014, une reprise de 27 millions d'euros avait été réalisée portant le stock à 11 millions d'euros ;
- la variation de juste valeur des dérivés affectée à hauteur de - 3 millions d'euros par l'évolution des réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA), à hauteur de - 5 millions d'euros par l'évolution du risque de non-exécution dans la valorisation des instruments dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment – DVA), et à hauteur de - 33 millions par la prise en compte d'un ajustement pour coût de financement (Funding Valuation Adjustment – FVA).

(2) La ligne « Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option » comprend notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence sur le résultat de l'exercice de + 126 millions d'euros contre - 276 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Marge initiale (day one profit)

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Marge non amortie en début de période	54	35
Marge différée sur les nouvelles opérations	83	47
Marge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice	(55)	(28)
MARGE NON AMORTIE EN FIN DE PÉRIODE	82	54

6.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Ce poste enregistre les dividendes des titres à revenu variable, les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers non évalués à la juste valeur, ainsi que les pertes de valeur des titres à revenu variable enregistrées en raison d'une dépréciation durable.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultats de cession	409	506
Dividendes reçus	183	210
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(53)	(188)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	539	528

En 2015, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 53 millions d'euros contre 188 millions d'euros en 2014. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 33 millions d'euros (24 millions d'euros en 2014) dont l'impact est neutralisé à hauteur de 90,0 % (respectivement 92,7 % en 2014) compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices.

En 2015, les dépréciations durables des titres à revenu variable ⁽¹⁾ incluent notamment 36 millions d'euros de complément de dépréciation sur titres antérieurement dépréciés (139 millions d'euros en 2014). L'application automatique des indices de pertes de valeur sur titres cotés repris au paragraphe 4.1.7. n'a pas entraîné de nouvelle dépréciation significative en 2015.

(1) Hors titres de l'assurance, compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices différée.

6.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges liés à l'activité d'assurance (en particulier les primes acquises, les charges de prestation et les variations de provisions techniques des contrats d'assurance) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges des activités d'assurance	6 331	(6 026)	305	5 730	(5 540)	190
Produits et charges sur opérations de location	79	(99)	(20)	81	(92)	(11)
Produits et charges sur immeubles de placement	116	(55)	61	129	(55)	74
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	91	(88)	3	77	(83)	(6)
Charges refacturées et produits rétrocédés	11	(8)	3	13	(3)	10
Autres produits et charges divers d'exploitation	693	(442)	251	688	(421)	267
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation		(60)	(60)	42	(85)	(43)
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	795	(598)	197	820	(592)	228
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	7 321	(6 778)	543	6 760	(6 279)	481

Produits et charges des activités d'assurance

Le tableau communiqué ci-après permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance incluses dans le périmètre de consolidation et leur traduction dans les comptes du groupe BPCE SA au format bancaire.

Les sociétés consolidées du groupe présentant leurs comptes selon le modèle des sociétés d'assurance sont les sociétés du groupe Natixis Assurances, Muracef, Surassur, Prépar Vie, Prépar lard, CEGC et Coface.

en millions d'euros	Présentation bancaire 2015				Présentation assurance 2014
	PNB	Frais généraux	RBE	Autres postes	
Primes acquises	7 335		7 335		7 252
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	314		314		250
Autres produits d'exploitation	5	32	37		40
Résultat financier hors coût de l'endettement	1 840	(8)	1 832		1 763
TOTAL DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	9 494	24	9 518		9 305
Charges des prestations des contrats	(7 069)	(96)	(7 165)		(7 228)
Charges des autres activités		(14)	(14)	(5)	(19)
Résultat net des cessions en réassurance	69		69		138
Frais d'acquisition des contrats	(652)	(234)	(886)		(799)
Frais d'administration	(252)	(343)	(595)	(2)	(577)
Autres produits et charges opérationnels/courants	(57)	(228)	(285)	(29)	(261)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES COURANTS	(7 961)	(915)	(8 876)	(36)	(8 912)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 533	(891)	642	(36)	578

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » du produit net bancaire.

Les autres composantes du résultat opérationnel des entreprises d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions) sont reclassées dans ces postes du produit net bancaire.

Les principaux reclassements portent sur l'imputation des frais généraux par nature alors qu'ils sont imputés par destination dans le format assurance.

6.6 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Charges de personnel	(4 432)	(4 139)
Impôts et taxes ⁽¹⁾	(319)	(239)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(2 142)	(1 964)
Autres frais administratifs	(2 461)	(2 203)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(6 893)	(6 342)

(1) Les impôts et taxes incluent notamment les nouvelles contributions imposées par le régulateur : la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 67 millions d'euros.

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 9.1.

6.7 COÛT DU RISQUE

Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Coût du risque de la période

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(580)	(391)
Récupérations sur créances amorties	95	60
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(108)	(122)
TOTAL COÛT DU RISQUE	(593)	(453)

Coût du risque de la période par nature d'actifs

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Opérations interbancaires ⁽¹⁾	(98)	8
Opérations avec la clientèle	(372)	(363)
Autres actifs financiers	(123)	(98)
TOTAL COÛT DU RISQUE	(593)	(453)

(1) Le coût du risque sur opérations interbancaires est notamment lié aux expositions sur la banque Heta Asset Resolution (Heta) (cf. note 1.3).

6.8 GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS

Ce poste comprend les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	91
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	(47)	(16)
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	(47)	75

Le résultat de l'exercice 2014 incluait un résultat de cession d'un ensemble immobilier par Natixis dont la plus-value s'élevait à 92 millions d'euros.

6.9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Impôts courants	(8)	(313)
Impôts différés	(954)	(300)
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(962)	(613)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	Exercice 2015		Exercice 2014	
	en millions d'euros	taux d'impôt	en millions d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	803		724	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	1		51	
Participations ne donnant pas le contrôle	548		408	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	(226)		(55)	
Impôts	962		613	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (A)	2 088		1 741	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		34,43 %		34,43 %
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(719)		(599)	
Effet de la variation des impôts différés non constatés	(30)	1,4 %	(9)	0,5 %
Effet des différences permanentes	(87)	4,2 %	43	(2,5 %)
Impôts à taux réduit et activités exonérées	(15)	0,7 %	(2)	0,1 %
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	(15)	0,7 %	17	(1,0 %)
Majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés	(26)	1,3 %	(20)	1,2 %
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(27)	1,3 %	(23)	1,2 %
Autres éléments	(43)	2,1 %	(20)	1,2 %
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	(962)		(613)	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)		46,1 %		35,2 %

Contrôles fiscaux

BPCE

Le contrôle fiscal au titre des exercices 2010 et 2011 s'est soldé par un règlement d'ensemble, qui interviendra en 2016.

BPCE a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'année 2012 qui n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes de l'exercice.

Suite aux échanges menés avec la direction générale des Finances publiques au cours de l'année 2015 concernant l'année 2013, BPCE a procédé à la publication d'une liasse rectificative n'ayant pas d'effet significatif sur l'exercice.

Le risque résiduel attaché aux redressements contestés par BPCE a fait l'objet d'un provisionnement approprié.

Groupe Natixis

La société NGAM P1 a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 et 2011, lequel s'est soldé par une proposition de rectification en date du 29 juillet 2015 pour un montant de 85 millions d'euros dont 43 millions d'euros de pénalités.

La société considérant disposer d'arguments solides pour contester la position de l'Administration fiscale, aucune provision au titre de ce contrôle n'a été enregistrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015.

5

Note 7 Expositions aux risques

L'information relative au capital et à sa gestion ainsi qu'aux ratios réglementaires est présentée dans la partie Gestion des risques.

7.1 RISQUE DE CRÉDIT ET RISQUE DE CONTREPARTIE

Les informations relatives à la gestion du risque requises par la norme IFRS 7 et présentées dans le rapport sur la gestion des risques (chapitre 3 du document de référence) ne concernent que le périmètre du Groupe BPCE.

7.1.1 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.2 Exposition globale au risque de crédit et au risque de contrepartie

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du groupe BPCE SA au risque de crédit. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

en millions d'euros	Encours sains	Encours douteux	Dépréciations et provisions	Encours net 31/12/2015	Encours net 31/12/2014
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (<i>hors titres à revenu variable</i>)	137 163			137 163	192 128
Instruments dérivés de couverture	13 981			13 981	14 171
Actifs financiers disponibles à la vente (<i>hors titres à revenu variable</i>)	50 093	53	(49)	50 097	41 833
Prêts et créances sur les établissements de crédit	119 889	81	(73)	119 897	126 119
Prêts et créances sur la clientèle	214 748	9 092	(3 913)	219 927	232 458
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 715	3	(2)	3 716	4 295
Actifs divers liés aux activités d'assurance ⁽¹⁾	1 425	495	(281)	1 639	
Débiteurs divers	11 421	1 033	(151)	12 303	
Exposition des engagements au bilan	552 435	10 757	(4 469)	558 723	611 004
Exposition des engagements au hors bilan	109 501	325	(105)	109 721	133 437
EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE AU 31 DÉCEMBRE 2015	661 936	11 082	(4 574)	668 444	744 441
EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE AU 31 DÉCEMBRE 2014	739 587	10 126	(5 272)	744 441	

(1) Pour harmoniser leur présentation au sein du groupe BPCE SA, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance présentées antérieurement sur la ligne « Prêts et créances sur la clientèle » sont désormais présentées en « Comptes de régularisation et actifs divers ». L'application de cette présentation à l'information au 31 décembre 2014 aurait conduit à reclasser 980 millions d'euros des « Prêts et créances sur la clientèle » vers les « actifs divers liés aux activités d'assurance ».

7.1.3 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

en millions d'euros	01/01/2015	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Reclassement ⁽²⁾	Autres variations ⁽³⁾	31/12/2015
Actifs financiers disponibles à la vente	50	3	(3)		(1)	49
Opérations interbancaires ⁽⁴⁾	118	149	(193)		(1)	73
Opérations avec la clientèle ⁽⁵⁾	4 364	853	(863)	(231)	(210)	3 913
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3				(1)	2
Autres actifs liés aux activités d'assurance		85	(34)	231	(1)	281
Débiteurs divers	52	19	(13)		93	151
Dépréciations déduites de l'actif	4 587	1 109	(1 106)		(121)	4 469
Provision pour engagement de prêts et garantie	140	13	(23)		(25)	105
Autres provisions pour risque de crédit	630	41	(28)		90	733
Provision de passif	770	54	(51)		65	838
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT	5 357	1 163	(1 157)		(56)	5 307

(1) Dont 631 millions de reprises de provisions utilisées.

(2) Suite au reclassement des créances nées des opérations d'assurance et de réassurance (cf. note 7.1.2.).

(3) Les autres variations concernent principalement les écarts de conversion ainsi qu'une régularisation de provision sur débiteurs divers.

(4) Les flux sur les opérations interbancaires concernent principalement la provision Heta (cf. note 1.3).

(5) Dont autres variations de 272 millions relatif à la cession des entités de BPCE International (cf. note 17.1).

7.1.4 Actifs financiers présentant des impayés

Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement.

À titre d'exemple :

- un instrument de dette peut présenter un arriéré lorsque l'émetteur obligataire ne paie plus son coupon ;
- un prêt est considéré comme étant en arriéré de paiement si une des échéances ressort comptablement impayée ;

- un compte ordinaire débiteur déclaré sur la ligne « Prêts et avances » est considéré comme étant en arriéré de paiement si l'autorisation de découvert, en durée ou en montant, est dépassée à la date de l'arrêté.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessous n'incluent pas les impayés techniques, c'est-à-dire notamment les impayés résultant d'un décalage entre la date de valeur et la date de comptabilisation au compte du client.

Les actifs présentant des arriérés de paiement (capital restant dû et intérêts courus pour les crédits et montant total du découvert pour les comptes ordinaires) se répartissent par ancienneté de l'arriéré de la façon suivante :

en millions d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <= 180 jours	> 180 jours et <= 1 an	> 1 an		
Instruments de dettes					4	4
Prêts et avances	4 607	235	18	5	5 434	10 299
TOTAL AU 31/12/2015	4 607	235	18	5	5 438	10 303

en millions d'euros	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <= 180 jours	> 180 jours et <= 1 an	> 1 an		
Instruments de dettes				2	23	25
Prêts et avances	4 898	291	25	5	5 777	10 996
TOTAL AU 31/12/2014	4 898	291	25	7	5 800	11 021

7.1.5 Réaménagement en présence de difficultés financières

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	4 127	54	4 181	4 175	88	4 263
Encours restructurés sains	815	3	818	1 090	39	1 129
Total des encours restructurés	4 942	57	4 999	5 265	127	5 392
Dépréciations	(887)		(887)	(910)		(910)
Garanties reçues	3 647	3	3 650	3 537	56	3 593

Analyse des encours bruts

En millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	3 764	41	3 805	4 079	100	4 179
Réaménagement : refinancement	1 178	16	1 194	1 186	27	1 213
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	4 942	57	4 999	5 265	127	5 392

Zone géographique de la contrepartie

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	2 571	49	2 620	2 584	86	2 670
Autres pays	2 371	8	2 379	2 681	41	2 722
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	4 942	57	4 999	5 265	127	5 392

7.1.6 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Actifs non courants détenus en vue de la vente		14
Immeubles de placement	1	
Instruments de capitaux propres et de dettes		151
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	1	165

7.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

Les provisions techniques des sociétés d'assurance, qui, pour l'essentiel, sont assimilables à des dépôts à vue, ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessous.

En millions d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2015
Caisse, banques centrales	62 743	2	-	-	-	-	62 745
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	-	-	-	-	-	109 542	109 542
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	19 382	10 152	4 193	9 778	10 369	13 305	67 179
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	13 981	13 981
Instruments financiers disponibles à la vente	2 837	1 184	2 627	16 146	25 776	9 892	58 462
Prêts et créances sur les établissements de crédit	21 693	12 307	20 493	40 870	23 969	565	119 897
Prêts et créances sur la clientèle	37 549	14 700	15 615	50 749	92 561	8 753	219 927
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	6 359	6 359
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	23	30	652	2 047	964	-	3 716
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	144 227	38 375	43 580	119 590	153 639	162 397	661 808
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	-	-	-	-	-	82 645	82 645
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	47 888	2 317	5 745	3 063	4 803	1 258	65 074
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	12 513	12 513
Dettes envers les établissements de crédit	47 379	5 541	9 228	25 523	25 425	1 181	114 277
Dettes envers la clientèle	63 639	10 055	6 246	1 683	1 627	189	83 439
Dettes subordonnées	391	308	1 368	2 819	13 064	424	18 374
Dettes représentées par un titre	17 639	23 911	37 198	74 424	52 429	8 470	214 071
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	1 185	1 185
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	176 936	42 132	59 785	107 512	97 348	107 865	591 578
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	80	8	538	13 953	350	-	14 929
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	14 158	4 399	8 961	32 172	6 326	-	66 016
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	14 238	4 407	9 499	46 125	6 676	-	80 945
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	396	714	1 131	1 226	284	-	3 751
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	1 230	1 094	7 216	7 822	8 377	4	25 743
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	1 626	1 808	8 347	9 048	8 661	4	29 494

Note 8 Partenariats et entreprises associées

8.1 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

8.1.1 Partenariats et autres entreprises associées

Les principales participations du groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et entreprises associées suivantes :

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
CNP Assurances (groupe)	2 332	2 263
Socram Banque	73	71
Banque BCP SAS	60	57
EDF Investment Groupe	538	532
Autres	176	168
Sociétés financières	3 179	3 091
Autres	145	143
Sociétés non financières	145	143
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	3 324	3 234

8.1.2 Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Les données financières résumées des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes (elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées) :

en millions d'euros	Entreprises associées			
	CNP Assurances (groupe)	Socram Banque	EDF Investment Group (EIG)	Banque BCP SAS
DIVIDENDES REÇUS	85	2	11	4
PRINCIPAUX AGRÉGATS				
Total actif	393 732	2 182	9 420	2 559
Total dettes	376 619	1 964	(610)	2 412
Compte de résultat				
Résultat d'exploitation ou PNB	2 392	46	663	89
Impôt sur le résultat	(708)	(6)	(174)	(8)
Résultat net	1 131	12	489	15
VALEUR AU BILAN DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE				
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾	17 113	219	8 810	147
Pourcentage de détention	16,11 %	33,42 %	6,11 %	30,00 %
VALEUR DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	2 332	73	538	60
Dont écarts d'acquisition				16
VALEUR BOURSÈRE DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	1 376	///	///	///

(1) Les capitaux propres retenus par le groupe BPCE SA pour la mise en équivalence de CNP Assurances (groupe) font l'objet d'un retraitement (titres supersubordonnés).

Pour CNP Assurances (groupe), il convient de se reporter au site internet institutionnel pour plus d'information sur les données financières : <http://www.cnp.fr/Le-Groupe/Nos-publications/Les-documents-de-reference>

Il n'existe pas de quote-part de pertes non comptabilisée au cours de la période dans une coentreprise ou une entreprise associée suite à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Le groupe BPCE SA n'a pas d'intérêt dans des coentreprises ayant un impact significatif sur les comptes consolidés.

Les données financières résumées pour les entreprises sous influence notable non significatives sont les suivantes :

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Valeur des participations mises en équivalence	321	311
Montant global des quotes-parts dans :		
Résultat net	21	23
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	(2)	15
RÉSULTAT GLOBAL	19	38

8.1.3 Nature et étendue des restrictions importantes

Le groupe BPCE SA n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

8.2 QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
CNP Assurances (groupe)	182	174
Banque BCP SAS	4	4
VBI Beteiligung	(12)	(171)
EDF Investment Groupe	27	21
Socram Banque	4	4
Autres	19	20
Sociétés financières	224	52
Autres	2	3
Sociétés non financières	2	3
QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	226	55

Note 9 Avantages au personnel

9.1 CHARGES DE PERSONNEL

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Salaires et traitements	(3 062)	(2 772)
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	(204)	(226)
Autres charges sociales et fiscales	(978)	(947)
Intéressement et participation	(188)	(194)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(4 432)	(4 139)

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 10 millions d'euros au titre de l'exercice 2015 (8 millions au titre de l'exercice 2014). L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

Sur l'exercice 2015, les charges de personnel incluent + 26 millions d'euros de reprise de provision non utilisée au titre du plan d'adaptation de l'emploi chez Natixis contre + 11 millions d'euros au titre de l'exercice 2014.

9.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le groupe BPCE SA accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

9.2.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

en millions d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2015	31/12/2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dette actuarielle	958	328	67	147	1 500	1 510
Juste valeur des actifs du régime	(732)	(39)			(771)	(662)
Juste valeur des droits à remboursement		(38)			(38)	(37)
Effet du plafonnement d'actifs	32				32	6
Solde net au bilan	258	251	67	147	723	817
Engagements sociaux passifs	258	290	67	147	762	857
Engagements sociaux actifs		39			39	40

9.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme			Exercice 2015	Exercice 2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
en millions d'euros						
Dette actuarielle en début de période	967	343	68	132	1 510	1 253
Coût des services rendus	20	21	5	44	90	89
Coût des services passés	(15)	5			(10)	9
Coût financier	25	4	1		30	37
Prestations versées	(34)	(12)	(4)	(34)	(84)	(107)
Autres	(3)	3				13
Variations comptabilisées en résultat	(7)	21	2	10	26	41
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	(8)	(19)			(27)	10
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	(67)	(10)			(77)	149
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	45	(1)			44	8
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	(30)	(30)			(60)	167
Écarts de conversion	28				28	31
Autres		(6)	(3)	5	(4)	18
DETTE ACTUARIELLE CALCULÉE EN FIN DE PÉRIODE	958	328	67	147	1 500	1 510

Variation des actifs de couverture

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		
en millions d'euros				
Juste valeur des actifs en début de période	620	79	699	610
Produit financier	17	1	18	22
Cotisations reçues	27	1	28	36
Prestations versées	(27)	(3)	(30)	(36)
Autres		2	2	4
Variations comptabilisées en résultat	17	1	18	26
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	71		71	35
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	71		71	35
Écarts de conversion	23		23	26
Autres	1	(3)	(2)	2
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE *	732	77	809	699

* Dont droit à remboursement de 38 millions d'euros inclus dans les indemnités de fin de carrière.

Écarts de réévaluation sur les régimes postérieurs à l'emploi

en millions d'euros	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2015	Exercice 2014
Écarts de réévaluation cumulés en début de période	230	29	259	116
Écarts de réévaluation générés sur l'exercice	(90)	(29)	(119)	139
Ajustements de plafonnement des actifs	26		26	4
Écarts de réévaluation cumulés en fin de période	166		166	259

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le même taux d'actualisation que sur le passif brut. L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres.

9.2.3 Charge actuarielle des régimes à prestations définies

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

en millions d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2015	Exercice 2014
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services rendus	(20)	(21)	(5)	(44)	(90)	(89)
Coût des services passés	15	(5)			10	(9)
Coût financier	(25)	(4)	(1)		(30)	(37)
Produit financier	17	1			18	22
Prestations versées	7	9	4	34	54	71
Cotisations reçues	27	1			28	36
Autres (dont plafonnement d'actifs)	3	(1)			2	(9)
TOTAL DE LA CHARGE DE L'EXERCICE *	24	(20)	(2)	(10)	(8)	(15)

* Dont une charge de 90 millions d'euros constatée dans les frais de personnel et un versement de prestations et cotisations net de +82 millions d'euros.

9.3 PAIEMENTS FONDÉS SUR BASE D'ACTIONS

Sont présentés ici les principaux plans dont le dénouement sera réalisé sous la forme d'actions.

Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions

Chaque année depuis 2010, un plan dont le paiement est fondé sur des actions, est attribué à certaines catégories de personnel du groupe Natixis conformément à la réglementation.

Concernant les plans approuvés le 10 février 2016 les attributions n'étant pas formellement réalisées à la date d'arrêté des comptes, les évaluations de charges sont effectuées à partir de la meilleure estimation possible des paramètres à la date d'arrêté, tant en ce qui concerne la valeur de l'action que les hypothèses de dividendes.

Plans de paiement long terme dénoués en trésorerie et indexés sur l'action Natixis

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées à l'origine *	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Juste valeur de l'unité de trésorerie indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2011	22/02/2012	4 821 879	septembre 2013 septembre 2014 octobre 2015	1 376 149 1 434 106 1 375 029	
Plan 2012	17/02/2013	5 275 539	septembre 2014 octobre 2015 octobre 2016	1 895 722 1 810 143 -	4,74
Plan 2013	19/02/2014	5 095 419	octobre 2015 octobre 2016 octobre 2017	1 682 810 - -	4,78
Plan 2014	18/02/2015	4 493 016	octobre 2016 octobre 2017 octobre 2018		4,54
Plan 2015	10/02/2016	6 084 435	mars 2018 mars 2019		2,59

* Le nombre d'unités probables à la date d'acquisition est couvert par des opérations d'equity swaps.

Plan de paiement court terme dénoué en trésorerie et indexé sur l'action Natixis

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition des droits	Valorisation de l'unité de trésorerie indexé (en euros)	Nombre d'unités de trésorerie indexé octroyées à l'origine	Nombre d'unités de trésorerie indexé probables à la date d'acquisition	Juste valeur de l'unité de trésorerie indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2015	10/02/2016	10/02/2016	3,86	6 307 762	6 307 762	3,86

La charge correspondant au plan court terme, évaluée en tenant compte de la probabilité de réalisation de la condition de présence est inscrite en totalité dans les comptes de l'exercice 2015 pour un montant de 31 millions d'euros (34 millions d'euros au titre de l'exercice 2014).

Plans de paiement dénoués en actions

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2011	22/02/2012	6 095 058	mars 2013 mars 2014 mars 2015	1 912 194 1 889 845 1 790 663	2,34	
Plan 2012	17/02/2013	1 656 630	mars 2014 mars 2015 mars 2016	531 233 507 835 -	2,84	2,16
Plan 2014	31/07/2014	31 955	juillet 2018		4,83	4,02
Plan 2015	18/02/2015	95 144	février 2019		6,18	3,45

Charge de l'exercice représentée par les plans de fidélisation et de performance

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014
	Plans réglés en actions	Plans réglés en trésorerie indexée sur l'action Natixis	Total	
Plans de fidélisation antérieurs	(1)	(25)	(26)	(36)
Plans de fidélisation de l'exercice		(8)	(8)	(8)
TOTAL	(1)	(33)	(34)	(44)

Paramètres de valorisation utilisés pour l'évaluation de la charge concernant ces plans

	31/12/2015	31/12/2014
Cours de l'action	5,22	5,49
Taux d'intérêt sans risque	0,00 %	0,00 %
Taux de distribution des dividendes	6,26 %	5,29 %
Taux de perte des droits	4,50 %	4,25 %

Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie

Des primes de fidélisation et de performance dont le paiement différé est réglé en espèces sont allouées à certains collaborateurs. Ces primes sont soumises à des conditions de présence et de performance. Elles sont assimilées comptablement

à des « Autres avantages à long terme ». L'estimation de la charge tient compte d'une estimation actuarielle de la réalisation de ces conditions. Elle est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant de l'étalement calculé et comptabilisé dans les comptes au titre de l'exercice 2015 est le suivant :

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition	Exercice 2015 (en millions d'euros)	Exercice 2014 (en millions d'euros)
Plan 2011	22/02/2012	mars 2013 mars 2014 mars 2015	(0)	(3)
Plan 2012	17/02/2013	mars 2014 mars 2015 mars 2016	(3)	(7)
Plan 2013	19/02/2014	mars 2015 mars 2016 mars 2017	(7)	(8)
Plan 2014	18/02/2015	mars 2016 mars 2017 mars 2018	(13)	(9)
Plan 2015	10/02/2016	mars 2017 mars 2018	(11)	
TOTAL			(34)	(27)

5

Note 10 Information sectorielle

Le groupe BPCE SA s'articule autour de ses deux métiers cœurs.

La Banque commerciale et Assurance inclut :

- les Autres réseaux, qui comprennent principalement la participation minoritaire du groupe dans CNP Assurances, le Financement de l'Immobilier, dont les résultats reflètent essentiellement la contribution du groupe Crédit Foncier, BPCE International (BPCE I) et la Banque Palatine.

L'Épargne, la Banque de Grande Clientèle, et les Services Financiers Spécialisés constituent les métiers cœurs de Natixis :

- l'Épargne avec la gestion d'actifs, l'assurance et la banque privée ;
- la Banque de Grande Clientèle, qui se positionne comme la banque de la clientèle grandes entreprises et institutionnels de BPCE ;
- les Services Financiers Spécialisés, qui regroupent les métiers de l'affacturage, du crédit-bail, du crédit à la consommation, des cautions et garanties, de l'ingénierie sociale, des paiements et des titres.

Le pôle des Participations financières est constitué principalement par les participations de Natixis dans Coface, Corporate Data Solutions, Natixis Algérie et Natixis Private Equity.

Le pôle Hors métiers regroupe notamment :

- la contribution de l'organe central et des holdings du groupe ;

- la réévaluation de la dette propre senior ;
- la contribution au fonds de résolution unique ;
- les éléments relatifs aux dépréciations de valeur des écarts d'acquisition et aux amortissements des écarts d'évaluation, ces éléments relevant de la stratégie d'acquisition de participations menée par le groupe ;
- les activités en gestion extinctive de compte propre et gestion déléguée de l'ex-CNCE, la gestion en extinction du portefeuille de titrisation transféré en septembre 2014 par le Crédit Foncier à BPCE, la contribution de la gestion active des portefeuilles cantonnés (GAPC) de Natixis jusqu'au 30 juin 2014 et les cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive.

Pour mémoire, les comptes 2014 sont présentés pro forma :

- des retraitements opérés par Natixis sur l'allocation des fonds propres normatifs aux métiers (10 % des risques pondérés moyens en Bâle III contre 9 % précédemment) ;
- du transfert des participations de BPCE International (BPCE I) au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

L'information sectorielle du groupe BPCE SA a été retraitée en conséquence sur les périodes passées.

10.1 INFORMATIONS SECTORIELLES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Résultats par pôle ⁽¹⁾

en millions d'euros	Banque commerciale et Assurance *		Épargne, BGC et SFS		Participations financières		Hors métiers		Groupe BPCE SA	
	2015 pf	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015 pf	2014 pf
Produit net bancaire	1 584	1 423	7 878	6 892	828	830	(449)	(525)	9 841	8 620
Frais de gestion	(947)	(956)	(5 085)	(4 551)	(681)	(693)	(427)	(358)	(7 140)	(6 558)
Résultat brut d'exploitation	637	467	2 793	2 341	147	137	(876)	(883)	2 701	2 062
Coefficient d'exploitation	59,8 %	67,2 %	64,5 %	66,0 %	82,2 %	83,5 %	Ns	Ns	72,6 %	76,1 %
Coût du risque	(210)	(183)	(253)	(257)	(18)	(10)	(103)	6	(584)	(444)
Résultat des entreprises MEE	189	182	49	39	(3)	(78)	(9)	(88)	226	55
Gains ou pertes sur autres actifs	(20)	1	(1)	2	(28)		2	73	(47)	76
Variations de valeur des écarts d'acquisition							(1)	(51)	(1)	(51)
Résultat avant impôt	596	467	2 588	2 125	98	49	(987)	(943)	2 295	1 698
Impôts sur les bénéfices	(185)	(107)	(852)	(683)	(45)	(53)	125	245	(957)	(598)
Participations ne donnant pas le contrôle	(13)	(17)	(571)	(441)	(49)	(42)	85	95	(548)	(405)
Résultat net part du groupe	398	343	1 165	1 001	4	(46)	(777)	(603)	790	695
Passage du RNpg pro forma au publiable *	13	29	-	(13)	-	(1)	-	14	13	29
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PUBLIABLE	411	372	1 165	988	4	(47)	(777)	(589)	803	724

* Hors Banques Populaires, Caisses d'Épargne et leurs filiales consolidées

Résultats des sous-pôles de la Banque commerciale et Assurance

en millions d'euros	Banques Populaires		Caisses d'Épargne		Assurance, Autres réseaux		Banque commerciale et Assurance	
	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015 pf	2014 pf	2015 pf	2014 pf
Produit net bancaire					1 584	1 423	1 584	1 423
Frais de gestion					(947)	(956)	(947)	(956)
Résultat brut d'exploitation					637	467	637	467
Coefficient d'exploitation					59,7 %	67,2 %	59,8 %	67,2 %
Coût du risque					(210)	(183)	(210)	(183)
Résultat des entreprises MEE			4	4	185	178	189	182
Gains ou pertes sur autres actifs					(20)	1	(20)	1
RÉSULTAT AVANT IMPÔT			4	4	592	463	596	467

Résultats des sous-pôles d'Épargne, de la Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés

en millions d'euros	Épargne		BGC		Services Financiers Spécialisés		Épargne, BGC et SFS	
	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf	2015	2014 pf
Produit net bancaire	3 515	2 822	3 056	2 804	1 307	1 266	7 878	6 892
Frais de gestion	(2 376)	(2 004)	(1 861)	(1 715)	(848)	(832)	(5 085)	(4 551)
Résultat brut d'exploitation	1 139	818	1 195	1 089	459	434	2 793	2 341
Coefficient d'exploitation	67,6 %	71,0 %	60,9 %	61,2 %	64,8 %	65,7 %	64,5 %	66,0 %
Coût du risque	4	5	(198)	(186)	(59)	(76)	(253)	(257)
Résultat des entreprises MEE	22	17	27	21		1	49	39
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(13)				15	(1)	2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 164	827	1 024	924	400	374	2 588	2 125

(1) Impact Résultat du pro forma en 2014 : - 29 millions d'euros dont - 159 millions d'euros sur le produit net bancaire, + 102 millions d'euros sur les frais de gestion, + 15 millions d'euros d'impôts sur le résultat et + 3 millions d'euros de participations ne donnant pas le contrôle.

Impact Résultat du pro forma en 2015 : - 13 millions d'euros dont - 82 millions d'euros sur le produit net bancaire, + 55 millions d'euros sur les frais de gestion et + 5 millions d'euros d'impôts sur le résultat.

10.2 INFORMATIONS SECTORIELLES RELATIVES AU BILAN

en millions d'euros	Banque commerciale et Assurance		Épargne, BGC et SFS		Participations Financières		Hors métiers		Groupe BPCE	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actifs sectoriels	141 616	149 194	386 157	469 336	5 596	5 350	190 742	179 930	724 110	803 810
Passifs sectoriels *	104 548	111 454	317 100	405 306	4 133	4 027	205 071	189 533	630 852	710 320

* Les passifs sectoriels correspondent au passif retraite des capitaux propres et des autres passifs (dont notamment passifs d'impôts et autres passifs et provisions). Les règles d'affectation sectorielle ont été modifiées au cours de l'exercice 2015. à ce titre, les montants communiqués au 31 décembre 2014 ont été modifiés à des fins de comparabilité.

10.3 INFORMATIONS SECTORIELLES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Produit net bancaire

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
France	5 273	4 859
Autres pays européens	1 394	1 113
Amérique du nord	2 556	2 125
Reste du monde	700	683
TOTAL	9 923	8 779

Total des actifs sectoriels

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
France	619 109	676 929
Autres pays européens	33 303	27 937
Amérique du nord	48 600	69 164
Reste du monde	23 098	29 780
TOTAL	724 110	803 810

5

Note 11 Engagements

Le montant communiqué correspond à la valeur nominale de l'engagement donné.

11.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de financement donnés en faveur :		
des établissements de crédit	14 929	31 829
de la clientèle	66 015	72 997
– Ouvertures de crédit confirmées	59 871	55 612
– Autres engagements	6 144	17 385
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	80 944	104 826
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	33 058	48 707
de la clientèle	391	16 118
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	33 449	64 825

11.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

en millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre des établissements de crédit	3 751	3 398
d'ordre de la clientèle *	25 743	24 804
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	29 494	28 202
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	14 305	14 775
de la clientèle	90 699	96 293
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	105 004	111 068

* Les garanties données par CEGC (filiale de Natixis) dans le cadre de son activité sont traitées comptablement comme des contrats d'assurance suivant la norme IFRS 4 « contrats d'assurance ». Ils donnent lieu à une comptabilisation au passif du bilan, et ne sont pas inclus dans le montant des garanties données d'ordre de la clientèle présenté dans le tableau ci-dessus.

Les engagements de garantie sont des engagements par signature.

Les « valeurs affectées en garanties » figurent dans la note 13 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » figurent dans la note 13 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Note 12 Transactions avec les parties liées

Les parties liées au groupe BPCE SA sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les sociétés locales d'épargne, BPCE, Natixis, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

Les entreprises sociales pour l'habitat (ESH) dans lesquelles le groupe est le seul actionnaire de référence sont également visées dans cette note.

12.1 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent à ce titre les opérations réciproques avec :

- les entités sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint (consolidation par la méthode de l'activité conjointe) pour la part non éliminée en consolidation (coentreprises) : aucune opération significative n'a été identifiée à ce titre ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) : le groupe a reçu des commissions du groupe CNP Assurances pour un montant de 886 millions d'euros en 2015 (875 millions d'euros en 2014).

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 17 – Périmètre de consolidation.

12.2 TRANSACTIONS AVEC LES DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de BPCE. Les avantages à court terme, avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail des dirigeants de BPCE sont décrits dans la partie « Rémunérations, avantages en nature, prêts et garanties, jetons de présence des dirigeants sociaux et mandataires sociaux de BPCE » du chapitre 2 sur le gouvernement d'entreprise.

Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 7 millions d'euros au titre de 2015 (contre 6 millions d'euros au titre de 2014, après prise en compte de la rémunération versée par Natixis).

Ils comprennent les rémunérations fixes et variables, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail

Le montant provisionné par BPCE au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 3 millions d'euros au 31 décembre 2015 (4 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Note 13

Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer

13.1 ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON INTÉGRALEMENT DÉCOMPTABILISÉS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

en millions d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2015
	Prêts de titres « secs »	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers donnés en garantie					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 832	17 860		2 068	22 760
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat			195		195
Actifs financiers disponibles à la vente		3 823	5 063		8 886
Prêts et créances		2	18 476	6 178	24 656
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	6				6
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	2 838	21 685	23 734	8 246	56 503
dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	2 838	21 685	17 062	8 246	49 831

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 21 582 millions d'euros au 31 décembre 2015 (38 008 millions d'euros au 31 décembre 2014).

La juste valeur des titrisations données en garantie est de 8 246 millions d'euros au 31 décembre 2015 (8 108 millions d'euros au 31 décembre 2014), la totalité concernant des actifs transférés non intégralement décomptabilisés.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

en millions d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2014
	Prêts de titres « secs »	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers donnés en garantie					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 811	37 460		1 669	40 940
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat			214		214
Actifs financiers disponibles à la vente		3 538	6 693		10 231
Prêts et créances		29	21 598	6 439	28 066
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		79			79
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	1 811	41 106	28 505	8 108	79 530
dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	1 811	41 106	20 784	8 108	71 809

13.1.1 Commentaires sur les actifs financiers transférés

Mises en pension et prêts de titres

Le groupe BPCE SA réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes desdites conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Cessions de créance

Le groupe BPCE SA cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées avec investisseurs externes

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe *via* la consolidation du fonds).

Pour les opérations de titrisation consolidées, par transparence :

- la quote-part des créances cédées revenant aux investisseurs externes est considérée comme étant donnée en garantie à des tiers ;
- la quote-part des créances cédées revenant aux parts et obligations auto souscrites par le groupe, et éliminées en consolidation, n'est pas considérée comme étant donnée en garantie, sauf si ces titres ont été apportés au pool de trésorerie du Groupe BPCE et utilisés dans le cadre d'un mécanisme de refinancement.

13.1.2 Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont Banques Populaires Covered Bonds, la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat) ou encore les titres apportés en nantissement de refinancement obtenu auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

13.1.3 Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

Il s'agit des actifs financiers reçus en garantie dans le cadre de contrats de garanties financières assortis d'un droit de réutilisation exerçable en l'absence de la défaillance du propriétaire de la garantie.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie que le groupe BPCE SA peut vendre ou redonner en garantie s'élève à 343 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 236 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie qui ont été effectivement revendus ou redonnés en garantie s'élève à 250 milliards d'euros au 31 décembre 2015 contre 357 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

13.2 ACTIFS FINANCIERS INTÉGRALEMENT DÉCOMPTABILISÉS POUR LESQUELS LE GROUPE CONSERVE UNE IMPLICATION CONTINUE

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe BPCE SA conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le groupe aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans un véhicule de titrisation conservées par le groupe BPCE SA ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2015.

Note 14 Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et passifs financiers compensés au bilan l'ont été au regard des critères de la norme IAS 32. Selon cette norme, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si :

- le groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au sein du groupe BPCE SA, l'essentiel des montants compensés provient des opérations de pensions livrées et de dérivés traitées majoritairement par Natixis avec des chambres de compensation pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- pour les dérivés, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés ;
- pour les opérations de pension livrée, le montant inscrit au bilan correspond au montant net des contrats de prise et de mise en pension livrée sur titres qui :
 - sont conclus avec la même chambre de compensation,
 - présentent la même date d'échéance,
 - portent sur le même titre et le même dépositaire,
 - sont conclus dans la même devise.

Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de

compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
 - les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
 - les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (*cash collateral*) » et « Appels de marge versés (*cash collateral*) ».

À compter du 31 décembre 2015, les montants reportés en autres actifs et autres passifs n'intègrent que ceux qui font effectivement l'objet d'accords de compensation.

14.1 ACTIFS FINANCIERS

Actifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

	31/12/2015			31/12/2014		
	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
<i>en millions d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	91 661	19 198	72 463	124 231	37 324	86 907
Opérations de pension	57 055	10 095	46 960	78 816	10 915	67 901
Autres instruments financiers	792		792			
Actifs financiers à la juste valeur	149 508	29 293	120 215	203 047	48 239	154 808
Opérations de pension (portefeuille de prêts et créances)	40 988	3 971	37 017	43 042	4 279	38 763
Autres instruments financiers (portefeuille de prêts et créances)	1 916		1 916			
TOTAL	192 412	33 264	159 148	246 089	52 518	193 571

Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

	31/12/2015				31/12/2014			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	72 463	35 807	13 807	22 849	86 907	41 276	15 571	30 060
Opérations de pension	83 977	76 015	167	7 795	106 664	48 053	13	58 599
Autres actifs	2 708	1 492		1 216				
TOTAL	159 148	113 314	13 974	31 860	193 571	89 329	15 584	88 659

14.2 PASSIFS FINANCIERS

Passifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

	31/12/2015			31/12/2014		
	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
<i>en millions d'euros</i>						
Instruments dérivés (transaction et couverture)	90 419	19 198	71 221	122 494	37 324	85 170
Opérations de pension	55 025	10 095	44 930	86 607	10 915	75 692
Autres instruments financiers	103		103			
Passifs financiers à la juste valeur	145 547	29 293	116 254	209 101	48 239	160 862
Opérations de pension (portefeuille de dettes)	46 490	3 971	42 519	48 162	4 279	43 883
Autres instruments financiers (portefeuille de dettes)	287		287			
TOTAL	192 324	33 264	159 060	257 263	52 518	204 745

Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

	31/12/2015				31/12/2014			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	71 221	35 798	12 252	23 171	85 170	41 415	14 440	29 315
Opérations de pension	87 449	72 397	20	15 032	119 575	45 135		74 440
Autres Passifs	390	222		168				
TOTAL	159 060	108 417	12 272	38 371	204 745	86 550	14 440	103 755

Note 15 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 4.1.6.

	31/12/2015				31/12/2014			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
<i>en millions d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	122 449	11	114 254	8 184	131 185	332	119 229	11 624
Prêts et créances sur la clientèle	219 353	553	61 135	157 665	234 694	815	59 871	174 008
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 246	3 829	199	218	4 948	4 286	314	348
PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI								
Dettes envers les établissements de crédit	115 564		96 066	19 498	121 873		101 791	20 082
Dettes envers la clientèle	83 540		69 460	14 080	79 358		67 615	11 743
Dettes représentées par un titre	220 250		137 850	82 400	246 312	827	126 477	119 008
Dettes subordonnées	20 475		19 836	639	16 987		16 171	816

Note 16 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

16.1 NATURE DES INTÉRÊTS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le groupe BPCE SA détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structureur / arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le groupe BPCE SA à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

En conséquence, ne sont pas retenues dans le périmètre de cette annexe :

- les entités structurées dont le seul lien avec le groupe BPCE SA est constitué par une opération courante. Celle-ci correspond à un instrument financier non structuré n'ayant généralement pas d'incidence significative sur la variabilité des rendements de l'entité structurée et pouvant être conclu par le groupe BPCE SA indifféremment avec des entités structurées ou avec des entités à gouvernance classique. Les différentes formes d'opérations courantes sont principalement :
 - les dérivés vanilles de taux, de change et sur autres sous-jacents, ainsi que les opérations de prêts / emprunts de titres et de pensions,
 - les garanties et les financements vanilles accordés à des SCI familiales ou à certains holdings ;
- les entités structurées externes dans lesquelles le groupe BPCE SA intervient comme simple investisseur. Il s'agit :
 - de placements dans des OPCVM externes que le groupe ne gère pas, à l'exception de ceux dans lesquels le groupe détient la quasi-totalité des parts,
 - d'un périmètre restreint de participations détenues dans des véhicules de titrisation (les expositions sur ces fonds sont incluses dans les informations publiées au titre des expositions relevant du Forum de Stabilité Financière (FSF)) dans la partie Gestion des risques de ce document,
 - des fonds immobiliers et des fonds de capital-investissement externes dans lesquels le groupe BPCE SA intervient comme simple investisseur minoritaire.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre

d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC)) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou *commercial paper*).

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédié appelé en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

16.2 NATURE DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données en question sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

AU 31 DÉCEMBRE 2015

<i>en millions d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	596	5 799	617	114
Instruments dérivés de transaction	424	249	137	114
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	150	1 524	152	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	22	4 026	328	
Actifs financiers disponibles à la vente	394	2 683	31	333
Prêts et créances	2 900	2 653	11 380	2 173
Actifs divers	88	54	4	27
TOTAL ACTIF	3 978	11 189	12 032	2 647
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	224	446	369	22
Provisions			7	4
TOTAL PASSIF	224	446	376	26
Engagements de financement donnés	3 150	1 538	1 925	881
Engagements de garantie donnés	372	9 852	1 171	185
Garantie reçues	33	908	10 213	7
Notionnel des dérivés	5 462	31	2 068	725
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE	12 929	21 702	6 976	4 427
TAILLE DES ENTITÉS STRUCTURÉES	83 099	148 956	51 509	2 019

AU 31 DÉCEMBRE 2014

<i>en millions d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	484	5 523	1 069	2
Instruments dérivés de transaction	325	132	119	2
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	140	1 528	151	
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	19	3 863	799	
Actifs financiers disponibles à la vente	248	2 390	46	27
Prêts et créances	2 543	1 640	11 468	1 175
Actifs divers	75	62	9	32
TOTAL ACTIF	3 350	9 615	12 592	1 236
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	230	112	27	3
Provisions			8	5
TOTAL PASSIF	230	112	35	8
Engagements de financement donnés	3 962	451	1 533	789
Engagements de garantie donnés	511	10 294	645	64
Garantie reçues	2	911	10 263	1
Notionnel des dérivés	3 301		1 679	65
EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE	11 122	19 449	6 178	2 148
TAILLE DES ENTITÉS STRUCTURÉES	36 567	126 785	53 458	4 542

Les titrisations dans lesquelles le groupe BPCE SA ne joue qu'un simple rôle d'investisseur figurent dans l'annexe sur les recommandations du Forum de Stabilité Financière en matière de transparence financière publié dans la partie Gestion des risques.

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actif, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

Au cours de la période, le groupe n'a pas été conduit à accorder sans obligation contractuelle ou aider à obtenir, de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

16.3 REVENUS ET VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS TRANSFÉRÉS DANS LES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES SPONSORISÉES

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;

- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe BPCE SA assure un rôle de « sponsor » pour :

- des OPCVM initiés par une société de gestion du groupe BPCE SA et dans lesquels le groupe BPCE SA ne détient aucune participation ni aucun autre intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de gestion et de surperformance perçues par des entités du groupe BPCE SA, ainsi que les profits et pertes résultant d'opérations courantes conclues avec ces fonds ;
- une activité US d'origination et de cession de portefeuilles de prêts immobiliers à des véhicules de titrisation créés par le groupe Natixis avec des tiers et dans lesquels Natixis ne détient aucun intérêt. Les revenus communiqués incluent les commissions de structuration ainsi que les plus ou moins-values de cession des créances.

Pour les entités structurées non consolidées que le groupe a sponsorisées sans détenir d'intérêts, l'incidence sur les comptes est présentée ci-dessous :

EXERCICE 2015

<i>en millions d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs
Revenus tirés des entités	31	1 221
Revenus nets d'intérêts	144	
Revenus nets de commissions	(6)	1 022
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	(107)	199
Valeur comptable des actifs transférés à l'entité au cours de l'exercice	4 666	

EXERCICE 2014

<i>en millions d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs
Revenus tirés des entités	46	950
Revenus nets d'intérêts		2
Revenus nets de commissions	1	939
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	45	9
Valeur comptable des actifs transférés à l'entité au cours de l'exercice	2 007	

Note 17 Périmètre de consolidation

17.1 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2015 sont les suivantes :

Variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans Natixis

Suite à diverses opérations réalisées sur actions propres, le taux d'intérêt du groupe dans Natixis s'élève à 71,25 % au 31 décembre 2015 (contre 71,51 % au 31 décembre 2014). L'impact sur les capitaux propres part du groupe n'est pas significatif.

Finalisation de l'évolution du dispositif Outre-mer

BPCE International a cédé en septembre 2015 l'intégralité de ses participations au sein de la Banque de la Réunion, de la Banque des Antilles Françaises et de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

La cession de ces trois banques par BPCE International permet à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse de devenir un acteur bancaire de référence au service des clients et des territoires d'Outre-mer.

Cette opération, qui avait été initiée en octobre 2014, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique « Grandir autrement ». Elle permet de recentrer la présence du groupe en Outre-mer zone euro autour de ses deux grands réseaux les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

Prise de contrôle sur des filiales

Acquisition des activités de Natixis Partners

En 2015, Natixis a achevé l'acquisition des activités de Leonardo Et Co France, renommée Natixis Partners. Cette dernière devient l'entité de Natixis dédiée à l'activité de fusions et acquisitions à destination des fonds d'investissement et de la clientèle *midcap*.

Au 31 décembre 2015, Natixis détient 92 % du capital de Natixis Partners. Natixis exerce le contrôle sur cette dernière suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition de 5 millions d'euros.

Acquisition du Groupe DNCA Finance

Durant l'exercice 2015, Natixis Global Asset Management (NGAM) a annoncé la finalisation de l'acquisition du Groupe DNCA. Cette acquisition entraîne la consolidation par intégration globale des entités : DNCA Et Cie, DNCA Finance SA, DNCA Finance Luxembourg, DNCA courtage SARL et DNCA Management (cf. note 1.3).

17.2 OPÉRATIONS DE TITRISATION

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction

de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10.

Les opérations de titrisation initiées par le groupe Crédit Foncier (opérations « Partimmo » et « Zèbre ») ont fait l'objet d'une extinction dont quatre par anticipation au 28 avril 2015. Les créances résiduelles à l'actif des fonds ont été reprises par le Crédit Foncier.

Suite à l'extinction de ces Fonds Communs de Titrisation internes, le groupe Crédit Foncier ne détient plus de parts dans ces fonds en date du 31 décembre 2015.

Opérations de titrisation réalisées avec décomptabilisation

Le Crédit Foncier a conclu, courant août 2015, une seconde opération de titrisation publique adossée à des prêts immobiliers aux particuliers (Crédit Foncier Home Loans n° 2). Une titrisation similaire avait été réalisée en mai 2014 (Crédit Foncier Home Loans n° 1). Pour satisfaire aux exigences prudentielles, le Crédit Foncier a déterminé à l'origine du projet un portefeuille de créances à titriser d'environ 1,5 milliard d'euros et a conservé plus de 5 % de l'encours sélectionné par tirage au sort.

La cession au Fonds Commun de Titrisation (FCT) a porté sur 13 554 prêts pour un capital restant dû total de 1,4 milliard d'euros.

Le Crédit Foncier, en tant que gestionnaire des créances, n'a pas la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur la variabilité des rendements. En conséquence, il ne contrôle pas le FCT au sens de la norme IFRS 10 et ce dernier n'est pas consolidé.

Toutefois, compte tenu des liens conservés avec le FCT, les critères permettant de conclure à une décomptabilisation totale des actifs au sens, cette fois, de la norme IAS 39, ne sont pas totalement réunis.

En conséquence, l'opération est déconsolidante au sens d'IFRS 10 et partiellement décomptabilisante au sens d'IAS 39.

Les actifs transférés font ainsi l'objet d'une comptabilisation dans la mesure de l'implication continue du Crédit Foncier, consistant à maintenir à l'actif la perte maximale associée à chacun des liens résiduels (*swap*, *clean up call*, frais de gestion). Ces ajustements conduisent à constater un actif total de 255 millions d'euros et un passif de 159 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La juste valeur des liens résiduels a été enregistrée en résultat à l'initiation de la titrisation. L'impact initial en résultat est non significatif. La juste valeur de ces liens est réévaluée à chaque arrêté.

Pour l'exercice 2015, l'effet net des réévaluations des opérations CFHL1 et CFHL2 est de - 40 millions d'euros à mettre en relation avec le contexte exceptionnel de remboursements anticipés de l'année.

17.3 OPCVM GARANTIS

Les OPCVM garantis sont des fonds dont l'objectif est d'atteindre, à l'expiration d'une période donnée, un montant déterminé par application mécanique d'une formule de calcul prédéfinie, reposant sur des indicateurs de marchés financiers, et de distribuer le cas échéant des revenus déterminés de façon identique. L'objectif de gestion de ces fonds est garanti par un établissement de crédit.

L'analyse de l'économie d'ensemble de ces structures au regard des critères définis par la norme IFRS 10 permet de démontrer que le groupe ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes (la latitude de gestion étant limitée) et n'est pas exposé aux rendements variables (un dispositif robuste de suivi des risques ayant été mis en place) et ne consolide donc pas ces structures.

17.4 AUTRES INTÉRÊTS DANS LES FILIALES ET ENTITÉS STRUCTURÉES CONSOLIDÉES

Restrictions importantes

Le groupe BPCE SA n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses autres intérêts détenus dans ses filiales structurées.

Soutien aux entités structurées consolidées

Le groupe n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

17.5 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées selon le principe de la significativité ascendante. Selon ce principe, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Toutes les entités consolidées par mise en équivalence sont des entreprises associées.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de Consolidation ⁽²⁾
I) ENTITÉ MÈRE				
BPCE SA		FR	100 %	I.G.
II) FILIALES DE BPCE SA				
ALBIANT-IT	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	FR	98 %	I.G.
BANQUE BCP SAS	Banque	FR	30 %	M.E.E.
BP COVERED BONDS	Refinancement	FR	100 %	I.G.
BPCE ACHATS	Société de services	FR	51 %	I.G.
BPCE IMMOBILIER EXPLOITATION	Immobilier de placement	FR	100 %	I.G.
BPCE INFOGÉRANCE ET TECHNOLOGIE	Services informatiques	FR	55 %	I.G.
BPCE MASTER HOME LOANS FCT	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	I.G.
BPCE MASTER HOME LOANS DEMUT	Fonds commun de titrisation	FR	100 %	I.G.
BPCE SFH	Refinancement	FR	100 %	I.G.
BPCE SERVICES FINANCIERS (ex CSF-GCE)	Société de services	FR	39 %	M.E.E.
DELESSERT FCP 2DEC REGPT	Fonds de garantie et de solidarité BPCE	FR	100 %	I.G.
ESNI	Société de titrisation	FR	100 %	I.G.
GCE CAPITAL	Capital investissement	FR	100 %	I.G.
GCE PARTICIPATIONS	Holding	FR	100 %	I.G.
GIE CE SYNDICATION RISQUES	Activité de garantie	FR	38 %	M.E.E.
GROUPE NATIXIS ⁽³⁾		FR	71 %	I.G.
INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES	Services informatiques	FR	30 %	M.E.E.
IT-CE	Services informatiques	FR	34 %	M.E.E.
MIFCOS	Immobilier de placement	FR	100 %	I.G.
S-MONEY	Paiement électronique	FR	100 %	I.G.
SAS GCE P.AV IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	I.G.
SOCRAM BANQUE	Banque	FR	33 %	M.E.E.
SURASSUR	Réassurance	LU	96 %	I.G.
Groupe Holassure				
CNP ASSURANCES (GROUPE)	Assurance	FR	16 %	M.E.E.
HOLASSURE	Holding	FR	100 %	I.G.
SOPASSURE	Holding	FR	50 %	A.C.
Groupe BPCE International				
AL MANSOUR PALACE MAROC	Promotion immobilière	MA	40 %	M.E.E.
ARAB INTERNATIONAL LEASE	Crédit-bail mobilier et immobilier	TN	57 %	I.G.
BANQUE DE NOUVELLE-CALÉDONIE	Banque	NC	97 %	I.G.
BANQUE DE TAHITI	Banque	PF	97 %	I.G.
BANQUE DES MASCAREIGNES	Banque	MU	100 %	I.G.
BANQUE MALGACHE DE L'OCEAN INDIEN	Banque	MG	71 %	I.G.
BANQUE TUNISO KOWEITIENNE	Banque	TN	60 %	I.G.
BCI BQ COMMERCIALE INTERNATIONALE	Banque	CG	100 %	I.G.
BICEC	Banque	CM	68 %	I.G.
BM MADAGASCAR	Banque	MG	73 %	I.G.
BPCE INTERNATIONAL	Établissement de crédit spécialisé	FR	100 %	I.G.
BPCE MAROC	Promotion immobilière	MA	100 %	I.G.
BPCE MAROC IMMOBILIER	Promotion immobilière	MA	100 %	I.G.
FRANSA BANK	Banque	FR	40 %	M.E.E.
INGEPAR	Conseil en investissement financier	FR	100 %	I.G.
MEDAI SA	Promotion immobilière	TN	67 %	I.G.
OCEORANE	Conseil en investissement financier	FR	100 %	I.G.

Sociétés	Activité	Implantation ⁽¹⁾	Taux d'intérêt	Méthode de Consolidation ⁽²⁾
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL	Conseil et développement international	FR	100 %	I.G.
SKY ELITE TOUR SARL	Promotion immobilière	MA	100 %	I.G.
SOCIÉTÉ DE CONSEILS ET D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE	Conseil en investissement financier	TN	48 %	I.G.
EL ISTIFA	Société de Recouvrement de Créances	TN	60 %	I.G.
SOCIÉTÉ HAVRAISE CALÉDONIENNE	Immobilier d'exploitation	NC	90 %	I.G.
SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE PROMOTION DES PÔLES IMMOBILIERS ET INDUSTRIELS	Promotion immobilière	TN	18 %	M.E.E.
TUNIS CENTER	Promotion immobilière	TN	14 %	I.G.
UNIVERS INVEST (SICAR)	Capital investissement	TN	52 %	I.G.
UNIVERS PARTICIPATIONS (SICAF)	Capital investissement	TN	60 %	I.G.
Groupe Crédit Foncier				
BANCO PRIMUS	Banque	PT	100 %	I.G.
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE	Banque	FR	100 %	I.G.
CFG COMPTOIR FINANCIER DE GARANTIE	Société de garantie	FR	100 %	I.G.
COFIMAB	Marchand de biens	FR	100 %	I.G.
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Société financière	FR	100 %	I.G.
CRÉDIT FONCIER IMMOBILIER	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	I.G.
SCA ECUFONCIER	Société financière	FR	100 %	I.G.
CRÉDIT FONCIER EXPERTISE	Expertise immobilière	FR	100 %	I.G.
EUROSCRIBE	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	37 %	M.E.E.
FILIALES LOCI	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	I.G.
OXIANE	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	I.G.
SCRIBE BAIL LOGIS SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	I.G.
SCRIBEURO SAS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	I.G.
FONCIER PARTICIPATIONS	Holding	FR	100 %	I.G.
FONCIÈRE D'ÉVREUX	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	I.G.
GCE COINVEST	Holding	FR	100 %	I.G.
GRAMAT BALARD	Immobilier d'exploitation	FR	100 %	I.G.
LOCINDUS	Crédit-bail mobilier et immobilier	FR	75 %	I.G.
MAISON FRANCE CONFORT PROU INVESTISSEMENTS	Promotion immobilière	FR	49 %	M.E.E.
SEREXIM	Expertise immobilière	FR	100 %	I.G.
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE PARTICIPATION IMMOBILIÈRE (SIPARI)	Holding	FR	100 %	I.G.
SOCFIM	Banque	FR	100 %	I.G.
SOCFIM PARTICIPATIONS IMMOBILIÈRES	Holding	FR	100 %	I.G.
VENDÔME INVESTISSEMENTS	Holding	FR	100 %	I.G.
VAUBAN MOBILISATIONS GARANTIES (VMG)	Société financière	FR	100 %	I.G.
Groupe Banque Palatine				
ARIES ASSURANCES	Courtage en assurance	FR	100 %	I.G.
BANQUE PALATINE	Banque	FR	100 %	I.G.
CONSERVATEUR FINANCE	Gestion de fonds	FR	20 %	M.E.E.
PALATINE ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs	FR	100 %	I.G.

(1) Pays d'implantation :
CG : Congo – CM : Cameroun – FR : France – LU : Luxembourg – MA : Maroc – MG : Madagascar – MU : Île Maurice – NC : Nouvelle Calédonie – PF : Polynésie française – PT : Portugal – TN : Tunisie.

(2) Méthode de consolidation
I.G. Intégration Globale
M.E.E. Mise en équivalence
A.C. Activité conjointe

(3) Groupe Natixis :
Le groupe Natixis est constitué de 325 entités consolidées par intégration globale, 12 entités consolidées par mise en équivalence. Les principales filiales sont les suivantes : Coface, Banque Privée 1818, Natixis Global Asset Management, Natixis North America LLC, Natixis Assurances, Natixis Private Equity et Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

5.4 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires

BPCE

50, avenue Pierre Mendès-France

75013 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du groupe BPCE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Référentiel » qui expose les effets de la première application de l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes », ainsi que du changement comptable concernant le traitement en impôt différé de l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

PROVISIONNEMENT DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Votre groupe constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 4.1.7, 5.6, 6.7 et 7.1 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions y afférentes sur base individuelle et de portefeuilles.

VALORISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Votre groupe utilise des modèles internes pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs (notes 4.1.6, 5.5, 6.3 et 6.4 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la détermination du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

DÉPRÉCIATIONS RELATIVES AUX ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Votre groupe comptabilise des dépréciations sur des actifs disponibles à la vente (notes 4.1.7, 5.4 et 6.4 de l'annexe) :

- pour les instruments de capitaux propres lorsqu'il existe une indication objective de baisse prolongée ou significative de la valeur de ces actifs ;
- pour les instruments de dette lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des lignes les plus significatives ainsi que les estimations ayant conduit à constater, le cas échéant, des dépréciations.

PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE

Le groupe constitue des provisions techniques afin de couvrir les risques liés aux contrats d'assurance (notes 4.13, 5.17 et 6.5 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces passifs, ainsi que les principales hypothèses et paramètres utilisés.

DÉPRÉCIATIONS RELATIVES AUX ÉCARTS D'ACQUISITION

Votre groupe a procédé à des tests de dépréciation de valeur des écarts d'acquisition, qui ont conduit, le cas échéant, à la constatation de dépréciations au titre de cet exercice (notes 3.2.3 et 5.13 de l'annexe). Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, les principaux paramètres et hypothèses retenus ainsi que les estimations ayant conduit à comptabiliser, le cas échéant, des dépréciations.

ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Votre groupe a comptabilisé des actifs d'impôts différés notamment au titre de pertes fiscales reportables (notes 4.12, 5.9 et 6.9 de l'annexe). Nous avons examiné les principales estimations et hypothèses ayant conduit à la reconnaissance de ces impôts différés.

PROVISIONNEMENT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 4.10, 5.18 et 9.2 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les principaux paramètres et hypothèses utilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 15 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Marc Mickeler
Sylvie Bourguignon

Mazars

Michel Barbet-Massin
Jean Latorzeff

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Hussherr
Nicolas Montillot

5.5 Comptes individuels annuels BPCE

5.5.1 Rapport de gestion BPCE

FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015

Mise en œuvre du plan stratégique

Renouvellement du partenariat avec CNP Assurances

Dans le prolongement du protocole d'accord annoncé en novembre 2014, détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet des principes d'un partenariat renouvelé, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu des accords définitifs débutant à partir du 1^{er} janvier 2016, pour une durée de 7 ans.

Cette opération s'inscrit pleinement dans le plan stratégique « Grandir autrement » du groupe et lui permet de conforter son rôle de bancassureur de plein exercice dans l'intérêt de ses clients.

Développement du digital

S-MONEY

BPCE a souscrit à hauteur de 5,2 millions d'euros, à l'augmentation de capital de la SAS S-Money, filiale dédiée à l'innovation dans le domaine du paiement mobile. De plus, S-money a annoncé en octobre 2015, l'acquisition de la startup LePotCommun.fr, acteur majeur dans le service de cagnotte en ligne en France. Ce rapprochement a pour ambition de faire de ce nouvel ensemble le leader, en France et en Europe, dans le domaine des paiements communautaires et s'inscrit dans la dynamique d'innovation et de développement du digital.

MISE EN ŒUVRE DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE POUR LES CONTRATS DE TRAVAIL

Le Groupe BPCE innove également dans sa démarche de transformation digitale dans la gestion et le pilotage des ressources humaines. Il est aujourd'hui le premier groupe bancaire européen à mettre en œuvre la signature électronique du contrat de travail à l'embauche, mais aussi des avenants aux contrats des salariés déjà présents au sein de ses entreprises.

Le Groupe BPCE généralise désormais cet usage au sein de ses entreprises qui optent progressivement pour ce nouveau mode numérique de contractualisation et en premier lieu les Caisses d'Épargne de Picardie et d'Auvergne et du Limousin ainsi que BPCE, toutes trois pilotes de ce projet.

Principales évolutions liées aux participations

Dividende exceptionnel versé par Natixis

Natixis a versé à BPCE au cours du premier semestre 2015 un dividende exceptionnel de 0,14 euro par action soit 311,8 millions d'euros en restitution du capital libéré suite à l'introduction en Bourse de l'assureur-crédit Coface en juin 2014 et suite à l'acquisition de deux entreprises, une dans la gestion, l'autre dans le conseil.

BPI France

BPCE a acquis les titres de BPI France Financement détenus par différentes entités du groupe pour un total de 36 millions d'euros en 2015. À l'issue de ces acquisitions, BPCE détient 1,61 %.

GCE Covered Bonds

BPCE a reçu 222 millions d'euros dans le cadre de la réduction de capital de GCE Covered Bonds, liée à l'arrivée à échéance de la dernière émission sécurisée. Par ailleurs, la structure a également procédé à un versement de dividende de 1,2 million d'euros.

Volksbank România

Le Groupe BPCE avait annoncé le 10 décembre 2014 la signature d'un accord avec Banca Transilvania portant sur la cession de sa participation minoritaire de 24,5 % au capital de Volksbank România. L'opération de cession, conclue le 7 avril 2015, n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat de BPCE.

DZ Bank

BPCE a cédé, le 16 avril 2015, 11 % de sa participation dans DZ Bank réalisant une plus-value de cession de 13 millions d'euros.

Rachat de Visa Europe par Visa Inc.

Le 2 novembre 2015, la société américaine Visa Inc. a annoncé le rachat de l'entité Visa Europe, une association composée d'environ 3 500 banques européennes, dont le Groupe BPCE.

La transaction, d'un montant global de 21,2 milliards d'euros est structurée en trois composantes :

- un paiement en numéraire de 11,5 milliards d'euros à la réalisation de l'opération ;
- des actions de préférence, représentant à l'annonce de la transaction, une contre-valeur de 5,0 milliards d'euros ;
- un complément de prix potentiel, susceptible d'atteindre un montant maximum de 4,7 milliards d'euros (y compris intérêts capitalisés).

Cette transaction devrait se réaliser courant 2016, sous réserve de son approbation par les autorités européennes compétentes.

Cessions de titres du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs publics

Au cours de l'année 2015, BPCE a procédé à des cessions de titres du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs publics pour un nominal de 2,4 milliards d'euros. Ces cessions n'ont pas d'impact significatif sur le résultat de BPCE.

Émission obligataire « verte »

BPCE a annoncé le 2 décembre 2015 la réalisation de sa première émission obligataire « verte » (*green bond*) pour un montant de 300 millions d'euros et une maturité de 7 ans. Cette émission a pour objectif de financer des projets « verts » sélectionnés par Natixis Energéco, filiale de Natixis spécialisée dans le financement des énergies renouvelables.

SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2015

➔ ÉVOLUTION DU BILAN BPCE

en milliards d'euros	31/12/2015	31/12/2014	Variation 2015/2014	
			Md€	%
Créances interbancaires	231,0	227,0	+ 4,0	+ 2 %
Créances clientèle	0,7	0,8	(0,1)	(13) %
Opérations sur titres	62,8	68,7	(5,9)	(9) %
Parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	23,3	20,5	+ 2,8	+ 14 %
Autres actifs	5,7	4,5	+ 1,2	+ 25 %
TOTAL ACTIF	323,5	321,5	+ 2,0	+ 1 %
Ressources interbancaires	153,9	150,9	+ 3,0	+ 2 %
Ressources clientèle	1,4	4,9	(3,5)	(71) %
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	96,1	96,3	(0,2)	(0) %
Autres passifs	56,2	55,6	+ 0,6	+ 1 %
Capitaux propres et fonds pour risques bancaires généraux	15,9	13,8	+ 2,1	+ 15 %
TOTAL PASSIF	323,5	321,5	+ 2,0	+ 1 %

Le total du bilan 2015 en normes françaises s'élève à 323,5 milliards d'euros, en augmentation de 2,0 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014.

À l'actif, l'augmentation de 4,0 milliards du poste « Créances interbancaires » s'explique essentiellement par une hausse des créances intra-groupe.

Les « Opérations sur titres » sont en recul de 5,9 milliards d'euros suite :

- à la cession d'une partie des titres du portefeuille de titrisation de créances hypothécaires ou actifs publics pour 2,4 milliards d'euros ;
- au remboursement anticipé de 4,0 milliards de titres BPCE Home Loans FCT.

Le poste « Parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme » enregistre les évolutions suivantes :

- des reprises de dépréciation de 2,3 milliards d'euros sur Natixis, 178 millions d'euros sur BPCE International ;
- des dotations complémentaires de 193 millions d'euros sur Crédit Foncier ;
- la mise en place de nouveaux titres supersubordonnés de 550 millions d'euros avec Crédit Foncier et de 500 millions d'euros avec Natixis (en remplacement d'un titre de 418 millions remboursé de manière anticipée le 30 juillet 2015).

Au passif, le poste « Ressources interbancaires » augmente de 3,0 milliards d'euros. Cette variation comprend une hausse de 23,5 milliards d'euros liée aux comptes courants créditeurs et emprunts court terme, une baisse de 15,7 milliards d'euros sur les emprunts à terme et une diminution de 4,7 milliards d'euros des titres donnés en pension, principalement sur des ressources intra-groupe.

La baisse de 3,5 milliards d'euros des « Ressources clientèles » est en majeure partie liée au remboursement anticipé des emprunts à terme réalisés auprès du fond commun de titrisation BPCE Home Loans FCT, suite à la mise en place du nouveau fond commun de titrisation BPCE Master Home Loans FCT.

L'augmentation de 2,1 milliards d'euros des capitaux propres est due à l'affectation du résultat de l'année 2014 en report à nouveau soit 971 millions d'euros, à l'écart de résultat entre 2015 et 2014 soit 1,3 milliard d'euros et à la distribution d'un acompte sur dividende de 175 millions d'euros en décembre 2015.

➔ COMPTE DE RÉSULTAT BPCE

en millions d'euros	2015	2014	Variation 2015/2014	
			M€	%
Produit net bancaire	(12)	(121)	+ 109	(90) %
Frais de gestion	(130)	(117)	(13)	+ 11 %
Résultat brut d'exploitation	(142)	(238)	+ 96	(40) %
Coût du risque	17	(28)	+ 45	NA
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	2 324	1 141	+ 1 183	NA
Résultat courant avant impôt	2 199	875	+ 1 324	NA
Impôts sur les bénéfices	292	271	+ 21	+ 8 %
Dotations/Reprises FRBG et provisions réglementées				
RÉSULTAT NET	2 491	1 146	+ 1 345	NA

Le résultat 2015 s'établit à 2 491 millions d'euros principalement dû aux valorisations des participations consolidées. Il intègre un résultat brut d'exploitation de - 142 millions d'euros, un coût du risque de 17 millions d'euros et un produit d'impôt de 292 millions d'euros.

➔ PRODUIT NET BANCAIRE

en millions d'euros	2015	2014	Variation 2015/2014	
			M€	%
Activité holding et participations	481	70	+ 411	NA
Activité banque du groupe	(468)	(152)	(316)	NA
Autres	(25)	(39)	+ 14	(36) %
PRODUIT NET BANCAIRE	(12)	(121)	+ 109	(90) %

En 2015, le produit net bancaire de BPCE s'élève à - 12 millions d'euros, en progression de 109 millions d'euros par rapport à 2014.

L'évolution du produit net bancaire de l'activité holding et participations, en hausse de 411 millions d'euros, s'explique par :

- une augmentation de 331 millions d'euros des dividendes liée en majeure partie au versement d'un dividende exceptionnel de 311,8 millions d'euros par Natixis et une hausse de 19 millions des dividendes courants ;
- l'émission de nouveaux titres subordonnés remboursables engendrant un coût de subordination supplémentaire de - 58 millions d'euros par rapport à 2014 ;

- l'exercice d'option de remboursements anticipés de cinq titres subordonnés émis entraînant un gain en résultat de 124 millions d'euros.

Le produit net bancaire de l'activité banque du groupe s'élève à - 468 millions d'euros en 2015, en baisse de 316 millions d'euros par rapport à 2014. Cette variation est liée, d'une part, à la baisse de 112 millions du résultat du pool de liquidité et d'autre part, à la diminution de 216 millions d'euros de la valeur du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou actifs publics acquis en 2014. L'évolution sur ce portefeuille s'explique à la fois par un effet année pleine et par le provisionnement de 136 millions d'euros suite à un changement d'intention de gestion.

➔ FRAIS DE GESTION

en millions d'euros	2015	2014	Variation 2015/2014	
			M€	%
Frais de personnel	(244)	(236)	(8)	+ 3 %
Autres charges	(353)	(346)	(7)	+ 2 %
Charges brutes d'exploitation	(597)	(582)	(15)	+ 3 %
Refacturations	481	485	(4)	(1) %
Charges nettes d'exploitation	(116)	(97)	(19)	+ 20 %
Charges des projets exceptionnels et hors périmètre	(14)	(20)	+ 6	(30) %
FRAIS DE GESTION	(130)	(117)	(13)	+ 11 %

Les frais de gestion s'élèvent à - 130 millions d'euros en 2015, en augmentation de 13 millions d'euros, soit + 11 %, par rapport à 2014, principalement due aux hausses des frais de personnel et autres charges.

Les refacturations restent stables.

Les charges des projets exceptionnels et hors périmètre de 2015 sont liées notamment aux évolutions réglementaires.

Coût du risque

En 2015, le coût du risque s'élève à 17 millions d'euros et correspond principalement à des reprises de provisions sur des garanties données en faveur d'établissements du groupe.

Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

Les gains ou pertes nets sur actifs immobilisés s'établissent à 2 324 millions d'euros en 2015. Ils sont essentiellement constitués de variation de provisions sur les titres de participation notamment Natixis (+2 309 millions d'euros), Crédit Foncier (- 193 millions d'euros), BPCE International (+178 millions d'euros). De plus, la cession partielle de DZ Bank a engendré une plus-value de 13 millions d'euros pour BPCE.

Impôts sur les bénéfices

En 2015, en raison du résultat d'intégration fiscale, le gain réalisé en matière d'impôt sur les bénéfices, après prise en compte des mouvements de provisions et d'autres régularisations, s'élève à 292 millions d'euros, en hausse de 21 millions d'euros par rapport à 2014.

Le contrôle fiscal au titre des exercices 2010 et 2011 s'est soldé par un règlement d'ensemble, qui interviendra en 2016.

BPCE a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'année 2012 qui n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes de l'exercice.

Suite aux échanges menés avec la direction générale des Finances publiques au cours de l'année 2015 concernant l'année 2013, BPCE a procédé à la publication d'une liasse rectificative n'ayant pas d'effet significatif sur l'exercice.

Le risque résiduel attaché aux redressements contestés par BPCE a fait l'objet d'un provisionnement approprié.

Dépenses non déductibles fiscalement

Communication des dépenses somptuaires

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* et *quinquies* du code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé intègrent 119 712,60 euros de dépenses non déductibles au regard de l'article 39.4 du même code. L'impôt supplémentaire à ce titre s'élève à 45 490,79 euros.

Aucune autre dépense non déductible fiscalement n'est à relever.

Fonds pour risques bancaires généraux et résultat net

Aucun mouvement n'a été effectué sur le fonds pour risques bancaires généraux. Le résultat net s'élève à 2 491 millions d'euros.

Projet d'affectation du résultat

Il est proposé à l'assemblée générale d'affecter le résultat net bénéficiaire d'un montant de 2 491 136 975,50 euros comme suit :

- distribution de dividendes de 349 996 600,88 euros aux actionnaires, soit 11,2364 euros par action. En date du 22 décembre 2015, BPCE a versé un acompte sur dividende de 174 998 300,44 euros à ses actionnaires suite à la décision du directoire en date du 21 décembre 2015 ;
- affectation de 2 141 140 374,62 euros au poste « Report à nouveau ».

À la suite de ces opérations, le solde du poste « Report à nouveau » est de 3 108 096 760,24 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 243 *bis* du code général des impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Date de clôture	Dividende par action	Fraction du dividende éligible à l'abattement de 40 %	Fraction du dividende non éligible à l'abattement de 40 %
31/12/2012	/	/	/
31/12/2013	Actions de catégorie A et B 64,209 €	2 000 000 000 €* 2 000 000 000 €*	/
31/12/2014	Actions de catégorie A et B 5,6182 €	174 998 300,44 €	/

* La réduction de capital et la distribution exceptionnelle de sommes en numéraire prélevées sur le poste « primes d'émissions disponibles » décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 2013 sont assimilées fiscalement à des distributions de dividendes.

Renouvellement des mandats de commissaires aux comptes titulaires et suppléants

Les mandats de commissaires aux comptes titulaires de PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG Audit et des commissaires aux comptes suppléants, Monsieur Étienne Boris et Madame Isabelle Goalec, sont arrivés à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2014.

Il a été décidé à ladite assemblée générale, après avis du comité d'audit et des risques et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

- le renouvellement de PricewaterhouseCoopers Audit, situé au 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex, en qualité de commissaire aux comptes titulaire ;
- la nomination du cabinet Deloitte & Associés, situé au 185, avenue Charles de Gaulle, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, en qualité de commissaire aux comptes titulaire ;
- le renouvellement de Monsieur Étienne Boris, en qualité de commissaire aux comptes suppléant ;
- la nomination du cabinet Beas, représenté par Madame Mireille Berthelot, en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

Les mandats de Mazars et de Madame Anne Veaute prendront fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Les mandats de PricewaterhouseCoopers Audit et de Deloitte & Associés ainsi que de Monsieur Étienne Boris et de BEAS représenté par Madame Mireille Berthelot prendront fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Informations sur les filiales et participations

Activités et résultats des principales filiales

L'activité et les résultats des principales filiales sont décrits dans le chapitre 1 du présent document.

Prises de participation et contrôle

BPCE a acquis les titres de BPI France Financement détenus par différentes entités du groupe pour un total de 36 millions d'euros, le taux de détention s'établit désormais à 1,61 %.

BPCE a souscrit aux augmentations de capital de :

- VBI Beteiligungs GmbH à hauteur de 120 millions d'euros en mars ;
- S-Money à hauteur 5 millions d'euros en mai ;
- GCE Participation à hauteur de 12 millions d'euros en juillet ;
- France Active Garantie à hauteur de 2 millions d'euros et de Nefer à hauteur de 4 millions d'euros en octobre.

Par ailleurs, au cours de la période, BPCE a également souscrit aux augmentations de capital liées à des opérations de financement d'actifs pour un montant global de 34 millions d'euros.

De plus, en juin, le réinvestissement en action du dividende Banque BCP a porté sur un montant de 2 millions d'euros.

Participation des salariés au capital social

Les informations relatives à la participation des salariés au capital social sont décrites dans le chapitre 7.

Informations relatives aux mandataires sociaux

Liste des mandats et fonctions

Les informations relatives à la liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux sont décrites dans le chapitre 2.

Rémunérations et avantages

Les informations relatives aux rémunérations et avantages versés par BPCE aux mandataires sociaux sont décrites dans le chapitre 2.

Conventions réglementées

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant de plus de 10 % des droits de vote n'a signé, en 2015, de convention avec une société dont BPCE détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

En 2015, certaines conventions réglementées ont été déclassées en raison de l'application des dispositions de l'ordonnance du 31 juillet 2014 : toutes les conventions liées à BPCE International (facturation, délégation et services, souscription de TSSDI, prestations de services...) et la convention de facturation relative à l'affiliation Banque Palatine.

Par ailleurs, les informations relatives aux engagements et conventions réglementés sont détaillées dans le chapitre 7.

Information relative à la détention du capital social

Les informations relatives à la détention du capital social sont décrites dans le chapitre 7.

Opérations réalisées par BPCE sur ses actions propres

En 2015, BPCE n'a réalisé aucune opération sur ses actions propres.

Aliénations et cessions d'actions

Les cessions significatives sur la période sont les suivantes :

- en mars, l'ajustement statutaire de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH), s'est traduit par un désinvestissement de 4,3 millions d'euros ;
- en avril, cession d'une partie des titres détenus dans DZ Bank pour 20,3 millions d'euros ;
- en mai, cession de la participation détenue dans Alpha Demeter pour 0,8 million d'euros ;
- en octobre, cession de la participation détenue dans BP Création pour 1,7 million d'euros ;

- en décembre, cession d'une partie des titres détenus dans STET (Système Technologique d'Échange et de Traitement) pour 6,9 millions d'euros et cession de la participation détenue dans Trionis pour 0,5 million d'euros.

Activité en matière de recherche et développement

Aucune activité en matière de recherche et de développement n'a été réalisée par BPCE.

Gestion du risque financier

Les indications en matière de gestion du risque financier sont décrites dans le chapitre 3.

Principaux risques

Les informations relatives aux principaux risques et incertitudes auxquels BPCE est confronté sont décrites dans le chapitre 3.

Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées au cours de l'exercice 2015 sont celles liées à l'environnement économique et financier décrites au paragraphe 4.2.1 du chapitre 4.

Informations sociales, environnementales et sur les engagements sociétaux

Ces informations sont communiquées dans le chapitre 6.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a été enregistré.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Les perspectives liées à l'environnement économique et aux évolutions réglementaires récentes et à venir sont décrites au paragraphe 4.7 du chapitre 4.

TABEAU DES RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

➔ TABLEAU DES RÉSULTATS DES EXERCICES DEPUIS LA CONSTITUTION DE BPCE

en euros	2011	2012	2013	2014	2015
Capital en fin d'exercice					
Capital social	467 226 960	467 226 960	155 742 320	155 742 320	155 742 320
Nombre d'actions ⁽¹⁾	31 148 464	31 148 464	31 148 464	31 148 464	31 148 464
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires	6 589 712 096	8 353 566 942	7 187 771 820	6 235 109 398	5 109 479 897
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	154 344 419	(941 769 523)	533 067 064	(171 074 167)	4 368 355
Impôts sur les bénéfices	139 563 408	334 448 780	360 581 952	271 075 750	292 511 147
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 122 739	(3 338 778 353)	(605 301 274)	1 146 496 341	2 491 136 976
Résultat distribué ⁽²⁾	-	-	-	174 998 300	349 996 601
Résultat par action					
Chiffre d'affaires	211,56	268,19	230,76	200,17	164,04
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9,44	(19,50)	28,69	(3,21)	9,53
Impôts sur les bénéfices	4,48	10,74	11,58	8,70	9,39
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	0,23	(107,19)	(19,43)	36,81	79,98
Dividende attribué à chaque action ⁽²⁾	-	-	-	5,6182	11,2364
Personnel					
Effectif moyen :	1 507	1 535	1 564	1 542	1 495
dont cadres	1 274	1 342	1 388	1 374	1 349
dont non cadres	233	193	176	168	146
Montant de la masse salariale	117 852 537	122 334 098	126 096 393	125 055 902	123 359 757
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	69 942 206	74 914 519	68 542 623	71 865 657	69 329 770

(1) Le résultat par action est calculé à partir du nombre d'actions au jour de l'assemblée générale.

(2) Sous réserve d'approbation par l'assemblée générale.

TABEAU DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCES ET DE POUVOIRS AU DIRECTOIRE

Nature et objet de la délégation	Montant en euros	Durée	Date de l'assemblée générale	Usage de la délégation
Délégation de pouvoirs à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital en numéraire réservée(s) aux salariés adhérant à un PEE	Le nombre total des actions pouvant être souscrites par les salariés ne pourra être supérieur à un montant maximal de 100 000 €	26 mois	22/05/2015	Non utilisée à ce jour

DÉLAIS DE RÈGLEMENT DES FOURNISSEURS

L'article L. 441-6-1 du code de commerce impose aux sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes de publier dans leur rapport de gestion le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance suivant les modalités du décret n°2008-1492 article D. 441-4.

en millions d'euros	Total	Échues	Échéance de moins de 30 jours	Échéance de 31 à 60 jours	Échéance à plus de 60 jours	Factures non parvenues
Dettes fournisseurs au 31/12/2015	95,0	2,4	0,2	0,0	0,0	92,4
Dettes fournisseurs au 31/12/2014	95,7	4,8	4,1	0,0	0,0	86,8

5.5.2 Bilan et hors bilan

➔ ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Caisses, banques centrales		35 019	15 397
Effets publics et valeurs assimilées	3.3	10 289	8 023
Créances sur les établissements de crédit	3.1	196 025	211 647
Opérations avec la clientèle	3.2	657	753
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	51 268	59 397
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	1 268	1 278
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	2 345	1 668
Parts dans les entreprises liées	3.4	20 912	18 793
Immobilisations incorporelles	3.5	17	26
Immobilisations corporelles	3.5	14	22
Autres actifs	3.7	1 362	818
Comptes de régularisation	3.8	4 331	3 726
TOTAL DE L'ACTIF		323 507	321 548

Hors bilan

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	17 000	22 180
Engagements de garantie	4.1	12 478	15 580
Engagements sur titres		0	0

➡ PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	153 904	150 930
Opérations avec la clientèle	3.2	1 388	4 902
Dettes représentées par un titre	3.6	77 287	78 017
Autres passifs	3.7	51 749	50 331
Comptes de régularisation	3.8	3 786	4 475
Provisions	3.9	620	753
Dettes subordonnées	3.10	18 824	18 332
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.11	130	130
Capitaux propres hors FRBG	3.12	15 819	13 678
Capital souscrit		156	156
Primes d'émission		12 345	12 345
Réserves		35	35
Écart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		967	(4)
Acompte sur dividende		(175)	0
Résultat de l'exercice (+/-)		2 491	1 146
TOTAL DU PASSIF		323 507	321 548

Hors bilan

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2015	31/12/2014
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1	27 426	24 990
Engagements de garantie	4.1	481	801
Engagements sur titres		4	11

5.5.3 Compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Intérêts et produits assimilés	5.1	4 524	5 486
Intérêts et charges assimilés	5.1	(5 171)	(6 026)
Revenus des titres à revenu variable	5.2	858	1 149
Commissions (produits)	5.3	10	8
Commissions (charges)	5.3	(32)	(39)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4	12	(7)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.5	(221)	(49)
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	13	2
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	(5)	(645)
Produit net bancaire		(12)	(121)
Charges générales d'exploitation	5.7	(109)	(92)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		(21)	(25)
Résultat brut d'exploitation		(142)	(238)
Coût du risque	5.8	17	(28)
Résultat d'exploitation		(125)	(266)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.9	2 324	1 141
Résultat courant avant impôt		2 199	875
Résultat exceptionnel	5.10	0	0
Impôt sur les bénéfices	5.11	292	271
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
RÉSULTAT NET		2 491	1 146

5.5.4 Notes annexes aux comptes individuels annuels

Note 1	Cadre général	420	Note 4	Informations sur le hors bilan et opérations assimilées	445
1.1	Le Groupe BPCE	420	4.1	Engagements reçus et donnés	445
1.2	Mécanisme de garantie	420	4.2	Opérations sur instruments financiers à terme	446
1.3	Événements significatifs	421	4.3	Ventilation du bilan par devise	447
1.4	Événements postérieurs à la clôture	421	4.4	Opérations en devises	448
Note 2	Principes et méthodes comptables	421	Note 5	Informations sur le compte de résultat	448
2.1	Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées	421	5.1	Intérêts, produits et charges assimilés	448
2.2	Changements de méthodes comptables	421	5.2	Revenus des titres à revenu variable	448
2.3	Principes comptables et méthodes d'évaluation	422	5.3	Commissions	448
Note 3	Informations sur le bilan	428	5.4	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	449
3.1	Opérations interbancaires	428	5.5	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	449
3.2	Opérations avec la clientèle	429	5.6	Autres produits et charges d'exploitation bancaire	449
3.3	Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	430	5.7	Charges générales d'exploitation	449
3.4	Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	432	5.8	Coût du risque	450
3.5	Immobilisations incorporelles et corporelles	439	5.9	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	450
3.6	Dettes représentées par un titre	439	5.10	Résultat exceptionnel	450
3.7	Autres actifs et autres passifs	440	5.11	Impôt sur les bénéfices	451
3.8	Comptes de régularisation	440	5.12	Répartition de l'activité	452
3.9	Provisions	440	Note 6	Autres informations	452
3.10	Dettes subordonnées	443	6.1	Consolidation	452
3.11	Fonds pour risques bancaires généraux	443	6.2	Rémunérations, avances, crédits et engagements	452
3.12	Capitaux propres	444	6.3	Honoraires des commissaires aux comptes	452
3.13	Durée résiduelle des emplois et ressources	444	6.4	Implantations dans les pays non coopératifs	453

Note 1 Cadre général

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne, et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée dont le capital est détenu à 71,25 % ⁽¹⁾, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International) ;
- les filiales et Participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MÉCANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107-6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R. 515-1 du code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

(1) Le pourcentage de détention s'élève à 71,20 % y compris actions propres détenues par Natixis.

Mise en œuvre d'un mécanisme de protection des activités du compte propre de l'ex-CNCE

Un mécanisme de protection spécifique a été mis en place courant 2010 afin de conserver certaines expositions économiques au niveau des Caisses d'Épargne. Cette garantie accordée par les Caisses d'Épargne porte sur les activités de compte propre en gestion extinctive de l'ex-CNCE. Elle prend la forme de contrats d'échange de flux (Total Return Swaps - TRS) conclus par la société Triton, détenue à 100 % par les Caisses d'Épargne, avec BPCE et échangeant la performance du portefeuille contre une rémunération fixe.

1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

1.3.1 Mise en œuvre du plan stratégique

Renouvellement du partenariat avec CNP Assurances

Dans le prolongement du protocole d'accord annoncé en novembre 2014, détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet des principes d'un partenariat renouvelé, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu des accords définitifs débutants à partir du 1^{er} janvier 2016, pour une durée de 7 ans.

Cette opération s'inscrit pleinement dans le plan stratégique « Grandir autrement » du groupe et lui permet de conforter son rôle de bancassureur de plein exercice dans l'intérêt de ses clients.

Développement du digital

S-MONEY

BPCE a souscrit à hauteur de 5,2 millions d'euros, à l'augmentation de capital de la SAS S-Money, filiale dédiée à l'innovation dans le domaine du paiement mobile. De plus, S-money a annoncé en octobre 2015, l'acquisition de la startup LePotCommun.fr, acteur majeur dans le service de cagnotte en ligne en France. Ce rapprochement a pour ambition de faire de ce nouvel ensemble le leader, en France et en Europe, dans le domaine des paiements communautaires et s'inscrit dans la dynamique d'innovation et de développement du digital.

1.3.2 Principales évolutions relatives aux participations

Dividende exceptionnel versé par Natixis

Natixis a versé à BPCE au cours du premier semestre 2015 un dividende exceptionnel de 0,14 euro par action soit 311,8 millions d'euros en restitution du capital libéré suite à l'introduction en Bourse de l'assureur-crédit Coface en juin 2014 et suite à l'acquisition de deux entreprises, une dans la gestion, l'autre dans le conseil.

Cession de Volksbank România

Le Groupe BPCE avait annoncé le 10 décembre 2014 la signature d'un accord avec Banca Transilvania portant sur la cession de sa participation minoritaire de 24,5 % au capital de Volksbank România. L'opération de cession, conclue le 7 avril 2015, n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat de BPCE.

Cession de DZ Bank

BPCE a cédé le 16 avril 2015, 11 % de sa participation dans DZ Bank réalisant une plus-value de cession de 13 millions d'euros.

Réduction de capital GCE Covered Bonds

BPCE a reçu 222 millions d'euros dans le cadre de la réduction de capital de GCE Covered Bonds, liée à l'arrivée à échéance de la dernière émission sécurisée. Par ailleurs, la structure a également procédé à un versement de dividende de 1,2 million d'euros.

Acquisition de BPI France Financement

BPCE a acquis les titres de BPI France Financement détenus par différentes entités du groupe pour un total de 36 millions d'euros en 2015. À l'issue de ces acquisitions, BPCE détient 1,61 %.

Rachat de Visa Europe par Visa INC

Le 2 novembre 2015, la société américaine Visa Inc. a annoncé le rachat de l'entité Visa Europe, une association composée d'environ 3 500 banques européennes, dont le Groupe BPCE.

La transaction, d'un montant global de 21,2 milliards d'euros est structurée en trois composantes :

- un paiement en numéraire de 11,5 milliards d'euros à la réalisation de l'opération ;
- des actions de préférence, représentant à l'annonce de la transaction, une contre-valeur de 5,0 milliards d'euros ;
- un complément de prix potentiel, susceptible d'atteindre un montant maximum de 4,7 milliards d'euros (y compris intérêts capitalisés).

Cette transaction devrait se réaliser courant 2016, sous réserve de son approbation par les autorités européennes compétentes.

1.3.3 Cessions de titres du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs publics

Au cours de l'année 2015, BPCE a procédé à des cessions de titres du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs publics pour un nominal de 2,4 milliards d'euros. Ces cessions n'ont pas d'impact significatif sur le résultat de BPCE.

1.3.4 Émission obligataire « verte »

BPCE a annoncé le 2 décembre 2015 la réalisation de sa première émission obligataire « verte » (*green bond*) pour un montant de 300 millions d'euros et une maturité de 7 ans. Cette émission a pour objectif de financer des projets « verts » sélectionnés par Natixis Energéco, filiale de Natixis spécialisée dans le financement des énergies renouvelables.

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture.

Note 2 Principes et méthodes comptables

2.1 MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION APPLIQUÉES

Les comptes individuels annuels de BPCE sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Les entreprises n'ont pas l'obligation d'appliquer l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » dans les comptes individuels en référentiel français mais BPCE a décidé au cas particulier d'aligner les référentiels français et IFRS puisqu'il s'agit d'une interprétation de la norme IAS 37 « Passifs, passifs éventuels et actifs éventuels » qui est à l'origine des règles comptables françaises sur les passifs.

Selon l'interprétation IFRIC 21, une entité doit comptabiliser une dette relative à des droits ou des taxes prélevées par une autorité publique, uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint. Lorsque l'obligation de payer la taxe naît au 1^{er} janvier, cette dernière doit être enregistrée à compter de cette même date.

Les principales taxes concernées par ce changement de méthode sont notamment la taxe systémique bancaire (TSB), la contribution pour frais de contrôle ACPR et la taxe foncière.

Par mesure de simplicité et compte tenu du caractère peu significatif, il a été décidé d'appliquer également ce changement à la C3S en l'assimilant à un changement de modalités d'application dans les comptes individuels sans effet rétroactif. La charge à payer 2014 est donc soldée en 2015 en contrepartie du résultat et non du report à nouveau. La charge 2015 sera ensuite enregistrée pour le même montant, et sans étalement (impact de la C3S en conséquence nul sur l'exercice).

2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3 Titres

Le terme « Titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

À la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus si les montants sont significatifs.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de Bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction » vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

À noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « Les possibilités de transferts de portefeuille, en

particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1^{er} juillet 2008 ».

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum de 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite le cas échéant en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation.

2.3.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances

négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

2.3.6 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

AVANTAGES À LONG TERME

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

INDEMNITÉS DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. § 1.2).

2.3.9 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives/positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.10 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement de la prestation ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.11 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.12 Impôt sur les bénéfices

BPCE a décidé depuis l'exercice 2010 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de

l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

BPCE, tête de groupe, a signé une convention d'intégration fiscale avec les membres de son groupe (dont les 18 Banques Populaires, les 17 Caisses d'Epargne, et les filiales de BPCE dont BPCE International, le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BP Covered Bonds, GCE Covered Bonds et BPCE SFH).

Sur la base de cette convention, BPCE doit constater une créance représentative de l'impôt qui lui sera versé par les sociétés membres du groupe et une dette représentative de l'impôt qui sera acquitté pour le groupe auprès de l'administration fiscale.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la charge d'impôt de BPCE au titre de 2015, corrigée des effets de l'intégration fiscale au sein du groupe.

2.3.13 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Au 31 décembre 2015, les modalités d'alimentation du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes dépôts, cautions et titres représente peu d'impact dans les comptes de BPCE, ainsi que les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) et les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds deviendra un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution. Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2015, conformément au règlement délégué 2015/63 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution et à la décision n° 2015-CR-01 du collège de résolution de l'ACPR du 24 novembre 2015, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 12 millions d'euros dont 8,4 millions d'euros comptabilisés en charge et 3,6 millions d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan.

Note 3 Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

3.1 OPÉRATIONS INTERBANCAIRES

➡ ACTIF

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires	1 724	1 181
Comptes et prêts au jour le jour	2 061	904
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	41	11
Créances rattachées à vue	0	0
Créances à vue	3 826	2 096
Comptes et prêts à terme	182 516	196 177
Prêts subordonnés et participatifs	5 168	4 831
Valeurs et titres reçus en pension à terme	3 955	7 931
Créance rattachées à terme	560	612
Créances à terme	192 199	209 551
Créances douteuses	0	0
<i>dont créances douteuses compromises</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAL	196 025	211 647

Les créances sur opérations avec les réseaux se décomposent en 3 778 millions d'euros à vue et 186 805 millions d'euros à terme.

➡ PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires créditeurs	22 874	8 403
Comptes et emprunts au jour le jour	11 709	2 661
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	13	8
Dettes rattachées à vue	0	0
Dettes à vue	34 596	11 072
Comptes et emprunts à terme	111 607	127 350
Valeurs et titres donnés en pension à terme	7 217	11 888
Dettes rattachées à terme	484	620
Dettes à terme	119 308	139 858
TOTAL	153 904	150 930

Les dettes sur opérations avec les réseaux se décomposent en 31 627 millions d'euros à vue et 85 500 millions d'euros à terme.

3.2 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

3.2.1 Opérations avec la clientèle

➡ CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Actif <i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	76	169
Créances commerciales	0	0
Crédits à l'exportation	0	0
Crédits de trésorerie et de consommation	52	63
Crédits à l'équipement	501	493
Prêts au jour le jour	0	0
Crédits à l'habitat	0	0
Autres crédits à la clientèle	0	0
Valeurs et titres reçus en pension	0	0
Prêts subordonnés	20	20
Autres	1	2
Autres concours à la clientèle	574	578
Créances rattachées	7	6
Créances douteuses	1	0
Dépréciations des créances sur la clientèle	(1)	0
TOTAL	657	753

➡ DETTES VIS-À-VIS DE LA CLIENTÈLE

Passif <i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 388	4 900
Dépôts de garantie	0	0
Autres sommes dues	0	0
Dettes rattachées	0	2
TOTAL	1 388	4 902

➡ (1) DÉTAIL AUTRES COMPTES ET EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	494		494	573		573
Emprunts auprès de la clientèle financière		894	894		4 220	4 220
Valeurs et titres donnés en pension livrée			0			0
Autres comptes et emprunts			0		107	107
TOTAL	494	894	1 388	573	4 327	4 900

La variation des emprunts auprès de la clientèle financière, s'explique principalement par :

- le remboursement de 4 000 millions d'euros d'emprunts à la clientèle consentis par le FCT BPCE Home Loans.

3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

en millions d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	586				
Entrepreneurs individuels					
Particuliers					
Administrations privées					
Administrations publiques et sécurité sociale	69				
Autres	1	1	(1)	1	(1)
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2015	656	1	(1)	1	(1)
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2014	753	0	0	0	0

3.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES À REVENU FIXE ET VARIABLE

3.3.1 Portefeuille titres

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes	7 551	1 924	778	10 253	6 403	653	942	7 998
Créances rattachées		22	14	36		9	16	25
Dépréciations				0				0
Effets publics et valeurs assimilées	7 551	1 946	792	10 289	6 403	662	958	8 023
Valeurs brutes	38 791	4 889	7 707	51 387	39 423	4 650	15 284	59 357
Créances rattachées		6	69	75		9	75	84
Dépréciations		(186)	(8)	(194)		(31)	(13)	(44)
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 791	4 709	7 768	51 268	39 423	4 628	15 346	59 397
Montants bruts		1 294		1 294		1 321		1 321
Créances rattachées				0				0
Dépréciations		(26)		(26)		(43)		(43)
Actions et autres titres à revenu variable	0	1 268		1 268	0	1 278	0	1 278
TOTAL	46 342	7 923	8 560	62 825	45 826	6 568	16 304	68 698

La variation des obligations et autres titres à revenu fixe, classés en titres d'investissement, s'explique principalement par :

- le remboursement anticipé de 4 000 millions d'euros de titres FCT BPCE Home Loans ;
- le reclassement de titres d'investissement à titres de placement pour 2 941 millions d'euros.

La variation des obligations et autres titres à revenu fixe, classés en titres de placement, s'explique principalement par la cession des titres du portefeuille de titrisations de créances hypothécaires ou d'actifs public pour un nominal de 2 435 millions d'euros et du reclassement de titres d'investissement à titres de placement pour 2 941 millions d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 8 509 millions d'euros.

Sur les titres de l'activité de portefeuille les plus-values latentes s'élèvent à 580 millions d'euros, et les moins-values s'élèvent à 635 millions d'euros.

➔ EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés		2 304	4 023	6 327		1 186	8 379	9 565
Titres non cotés		4 323	4 281	8 604		4 086	7 834	11 920
Titres prêtés	2 085		173	2 258				0
Titres empruntés	44 257			44 257	45 826			45 826
Créances douteuses				0				0
Créances rattachées		28	83	111		18	91	109
TOTAL	46 342	6 655	8 560	61 557	45 826	5 290	16 304	67 420
dont titres subordonnés				0				0

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 172 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 31 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 48 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 52 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 453 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 443 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement, faisant l'objet ou non d'une dépréciation constatée au titre du risque de contrepartie, s'élèvent à 431 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 446 millions d'euros au 31 décembre 2014.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 2 702 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 1 595 millions d'euros au 31 décembre 2014.

➔ ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

en millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Titres cotés		1 242	1 242		1 231	1 231
Titres non cotés		26	26		47	47
Créances rattachées		0	0			0
TOTAL	0	1 268	1 268	0	1 278	1 278

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 1 248 millions d'euros d'OPCVM dont 1 213 millions d'euros d'OPCVM de capitalisation au 31 décembre 2015 (contre 1 245 millions d'euros d'OPCVM dont 1 213 millions d'euros d'OPCVM de capitalisation au 31 décembre 2014).

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 32 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2014, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élevaient à 46 millions d'euros.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 79 millions d'euros au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2014, les plus-values latentes sur les titres de placement s'élevaient à 71 millions d'euros.

3.3.2 Évolution des titres d'investissement

en millions d'euros	31/12/2014	Achats	Cessions et Remboursements	Transfert de catégorie	Conversion	Décotes / surcotes	Autres variations	31/12/2015
Effets publics	958		(142)			(21)	(3)	792
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 346	400	(5 123)	(2 941)	7	78	1	7 768
TOTAL	16 304	400	(5 265)	(2 941)	7	57	(2)	8 560

Les évolutions s'expliquent principalement par :

- le remboursement anticipé de 4 000 millions d'euros de titres FCT BPCE Home Loans ;
- le reclassement de titres d'investissement à titres placement pour 2 941 millions d'euros.

3.3.3 Reclassements d'actifs

Reclassement en raison de l'illiquidité des marchés (CRC n° 2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC))

En application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement », BPCE n'a opéré aucun reclassement d'actif en 2015.

Type de reclassement en millions d'euros	Montant reclassé à la date du reclassement		Montant reclassé restant à la clôture	Plus ou moins value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat de l'année sur les titres reclassés
	Années précédentes	Exercice 2015	31/12/2015			
Titres de transaction à titres d'investissement	745	0	153	1		35
Titres de transaction à titres de placement	523	0	50	1		4
Titres de placement à titres d'investissement	1 312	0	164		(1)	19

Pour les titres affectés par l'absence de liquidité du marché, BPCE a décidé de modifier en 2008 sa stratégie de gestion. BPCE compte dorénavant les détenir *a minima* jusqu'au retour de la liquidité sur le marché concerné. Plus de 90 % des titres reclassés étaient des titrisations non cotées sur un marché actif.

Au cours de l'exercice 2015, la cession de titres reclassés dans la catégorie des titres d'investissement représente 42 millions d'euros.

Reclassement en raison d'un changement d'intention (dispositions du CRB 90-01 antérieures au CRC 2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'ANC)

Au cours des deux derniers exercices, les transferts suivants ont été opérés :

Portefeuille d'origine en millions d'euros	Portefeuille de destination	Montant transféré en cours d'exercice		Plus ou moins value latente	Résultat de l'année sur les titres transférés
		31/12/2015	31/12/2014		
Titres d'investissement	Titres de placement	2 941	0	(123)	
TOTAL		2 941	0	(123)	0

Au 31 décembre 2015, 2 941 millions d'euros de titres d'investissement ont été transférés dans le portefeuille de titres de placement. Ce transfert s'inscrit dans le contexte de l'entrée en application du nouveau ratio de liquidité court

terme sur base individuelle et consolidée à compter du 1^{er} octobre 2015. Cette modification de la réglementation entre dans le champs des exceptions prévues par l'Autorité des normes comptables (ANC) 2014-07 (ancien CRBF 90-01).

3.4 PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

3.4.1 Évolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

en millions d'euros	31/12/2014	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Participations et autres titres détenus à long terme	1 941	1 257	(491)	24	(11)	2 720
Parts dans les entreprises liées	24 781	30	(221)		11	24 601
dont avance en compte courant & TSSDI	1 216	1 071	(437)	24		1 874
Valeurs brutes	26 722	1 287	(712)	24	0	27 321
Participations et autres titres à long terme	(273)	(111)	9			(375)
Parts dans les entreprises liées	(5 988)	(199)	2 498			(3 689)
dont avance en compte courant & TSSDI	0					0
Dépréciations	(6 261)	(310)	2 507			(4 064)
TOTAL	20 461	977	1 795	24	0	23 257

Les parts de sociétés civiles immobilières sont non significatives.

Les principales acquisitions de titres de participation réalisées en 2015 sont les suivantes :

- souscription à l'augmentation de capital de VBI Beteiligungs GmbH (120 millions d'euros) ;
- souscription à l'augmentation de capital de GCE Participations (12 millions d'euros) ;
- souscription à l'augmentation de capital de S-Money (5 millions d'euros) ;
- acquisition de titres de BPI France Financement (36 millions d'euros).

Les principales diminutions de titres de participation en valeur brute réalisées en 2015 sont les suivantes :

- réduction de valeur des titres GCE Covered Bonds (222 millions d'euros) ;
- réduction de valeur des titres Société d'Exploitation MAB (33 millions d'euros) ;
- réduction de valeur des titres Socram Banque (5 millions d'euros) ;
- cession des titres DZ Bank (7 millions d'euros) ;
- cession des titres Système Technologique d'Échange et de Traitement (1 million d'euros).

En ce qui concerne les dépréciations de titres de participation, les principales reprises sont :

- Natixis (2 309 millions d'euros) ;
- BPCE International (178 millions d'euros) ;
- BPCE Immobilier Exploitation (9 millions d'euros) ;
- Socram Banque (6 millions d'euros).

Les principales dotations aux dépréciations de titres de participation concernent :

- Crédit Foncier (193 millions d'euros) ;
- VBI Beteiligungs GmbH (100 millions d'euros).

Les principales augmentations sur les TSSDI en valeur brute réalisées en 2015 sont les suivantes :

- Crédit Foncier (550 millions d'euros) ;
- Natixis (500 millions d'euros).

Les principales diminutions de TSSDI en valeur brute réalisées en 2015 sont les suivantes :

- Natixis (418 millions d'euros).

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées, ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

Les travaux de valorisation réalisés dans le contexte de l'arrêté des comptes de l'exercice 2015 se sont traduits :

- par la constatation d'une reprise de 2 309 millions d'euros sur les titres Natixis ramenant ainsi la valeur nette comptable à 15 269 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- par la constatation d'une reprise de 178 millions d'euros sur les titres BPCE International ramenant ainsi la valeur nette comptable à 837 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- par la constatation d'une dépréciation complémentaire de 193 millions d'euros sur les titres Crédit Foncier ramenant ainsi la valeur nette comptable à 1 077 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Ces dépréciations sont inscrites en gains et pertes sur autres actifs immobilisés.

3.4.2 Tableau des filiales et participation

Filiales et participations <i>en millions d'euros</i>	Capital 31/12/2014	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2014	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2015	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2015	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Natixis (SA) - 30, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4 986	9 402	71,20 %	15 269	15 269
Crédit Foncier - 19 rue des Capucines - 75001 Paris	1 331	1 036	100,00 %	3 682	1 077
Holassure - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	935	58	100,00 %	1 768	1 768
BPCE International - 88, avenue de France - 75013 Paris	478	373	100,00 %	1 558	837
Banque Palatine - 42, rue d'Anjou - 75008 Paris	539	199	100,00 %	1 119	841
BPCE SFH - 50, avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS	600	16	100,00 %	600	600
BPCE Immobilier Exploitation - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	57	20	100,00 %	135	80
ISSORIA (SAS) - 10, rue de la Paix - 75002 Paris	43	3	100,00 %	99	65
Caisse d'Epargne Capital (SAS) - 5 & 7, rue de Monttessuy - 75007 Paris	87	(2)	100,00 %	87	87
Banques Populaires Covered Bonds - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	80	0	100,00 %	80	80
Société d'Exploitation MAB 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	55	44	65,93 %	45	33
Albiant-IT - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 PARIS	50	(13)	97,00 %	49	49
GCE Foncier Co Invest (SAS) - 19, rue des Capucines - 75001 Paris	91	2	51,00 %	46	46
ECUFONCIER - 19 rue des Capucines - 75001 Paris	30	3	95,00 %	29	29
GCE Participations - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	14	(18)	100,00 %	34	6
Surassur - 534 rue de Neudorf - L2220 Luxembourg	14	6	91,76 %	20	20
S-Money - 28, villa de Lourcine 75014 Paris	11	(6)	100,00 %	16	16
GCE IDA 007 (SAS) - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	8	0	100,00 %	8	8
Basak 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(10)	100,00 %	4	3
Basak 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(10)	100,00 %	4	3
Basak 3 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(10)	100,00 %	4	3
Basak 4 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(7)	100,00 %	4	3
Berra 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Berra 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Berra 3 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Berra 4 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	6	6
Berra 5 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	6	5
Lotus 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Lotus 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Lotus 3 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Mihos - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(9)	100,00 %	2	2
Muge 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(11)	100,00 %	4	2
Muge 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(10)	100,00 %	4	2
Panda 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Panda 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Panda 3 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	3	1
Panda 4 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(5)	100,00 %	3	2
Panda 5 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(5)	100,00 %	3	2
Panda 6 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(5)	100,00 %	3	2
Panda 7 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(4)	100,00 %	3	2
Panda 8 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(4)	100,00 %	3	2
Panda 9 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(3)	100,00 %	3	2
Panda 10 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	3	(3)	100,00 %	3	2

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSSDI en 2015	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2015	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2014	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2014	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2015
82 130	5 494	3 720	1 305	757
24 577	393	910	(94)	
		85	84	
1 704		69	(90)	
3 476	45	299	54	40
2 700		17	10	
	12	18	(5)	
			8	
		1	(1)	
		1	0	
		5	1	
		67	(1)	
		1	1	
		0	0	
		0	(1)	
		22	0	
		1	(2)	
		0	0	
3		8	(3)	
3		8	(3)	
3		8	(3)	
2		7	(3)	
5		0	0	
4		0	0	
4		0	0	
11		0	0	
11		0	0	
1		3	(1)	
1		3	(1)	
1		3	(1)	
3		8	(6)	
6		8	(1)	
6		8	(2)	
3		4	(1)	
3		3	(1)	
3		4	(1)	
4		4	(1)	
1		4	(1)	
1		4	(1)	
1		5	(1)	
2		5	(2)	
2		5	(2)	
2		4	(2)	

Filiales et participations <i>en millions d'euros</i>	Capital 31/12/2014	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2014	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2015	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2015	
				Brute	Nette
Perle 1 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	4	(10)	100,00 %	4	3
Perle 2 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Perle 3 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Perle 4 - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(4)	100,00 %	2	1
Ramses - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	0	100,00 %	2	2
Satis - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Seth - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	5	5
Siamon - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Tevea International - 6, rue du Ranelagh - 75016 Paris	3	1	90,85 %	4	0
Thara Raj - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	2	(7)	100,00 %	2	2
Behanzin - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	100,00 %	2	2
Nefer - 50, avenue Pierre Mendès-France - 75013 Paris	0	0	51,00 %	4	4
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
VBI Beteiligungs GmbH Peregringasse 3 - 1090 WEIN - Autriche	0	2	24,50 %	299	20
Socram Banque - 2, rue du 24 février - 79000 Niort	70	124	33,42 %	44	44
Banque BCP (SA) - 14, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris	104	14	30,00 %	50	50
Informatique Banque Populaire - 23, place de Wicklow - 78180 Montigny le Bretonneux	90	(27)	29,52 %	31	31
France Active Garantie - Tour 9, 3 rue Franklin - 93100 Montreuil	4	11	14,00 %	3	3
VIGEO - 40, rue Jean-Jaurès - 93170 Bagnolet	3	0	10,08 %	6	0
Systèmes Tech Echange Traitement -100, esplanade du Général de Gaulle - 92400 Courbevoie	12	8	15,40 %	3	3
Click and Trust - 18, quai de la Rapée - 75012 Paris	4	2	34,00 %	3	2
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)				9	8
Filiales étrangères (ensemble)				1	1
Certificats d'associations				0	0
Participations dans les sociétés françaises				134	123
Participations dans les sociétés étrangères				106	106
dont participations dans les sociétés cotées				15 269	15 269

Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSSDI en 2015	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2015	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2014	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2014	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2015
8		7	(2)	
3		3	(1)	
4	3	3	(1)	
4	3	3	(1)	
10		1	(3)	
5		0	0	
19		0	0	
6		0	0	
1		5	0	
4		8	(6)	
12		0	0	
		0	0	
	100	45	13	1
468	75	85	13	4
		322	(1)	
		10	1	
		8	0	
		37	4	
		2	0	
72				5
528	19			1
9				9

3.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
GIE BPCE Achats	12/20, rue Fernand Braudel - 75013 Paris	GIE
GIE CE Syndication Risque	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE Ecolocale	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE Ecureuil crédit	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE GCE Mobiliz	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE BPCE Infogérance et Technologies	10-20, rue Fernand Braudel - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE ITCE	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
GIE BPCE Trade	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
Technology Shared Services Pacifique	34, avenue de l'Alma - 98800 Noumea	GIE
GIE BPCE Services Financiers	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	GIE
SCI de la vision	48/56, rue Jacques Hillairet - 75012 Paris	SCI
SNC Menes	50, avenue Pierre Mendès-France - 75201 Paris Cedex 13	SNC
SNC Société Alsacienne de Locations Ferroviaires 1	42, boulevard Eugène Deruelle - 69003 Lyon	SNC
SNC Société Alsacienne de Locations Ferroviaires 2	42, boulevard Eugène Deruelle - 69003 Lyon	SNC
SNC Terrae	42, boulevard Eugène Deruelle - 69003 Lyon	SNC

3.4.4 Opérations avec les entreprises liées

	31/12/2015			31/12/2014
	Établissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
<i>en millions d'euros</i>				
Créances	118 689	0	118 689	127 459
<i>dont subordonnées</i>	<i>3 588</i>	<i>0</i>	<i>3 588</i>	<i>2 609</i>
Dettes	67 256	408	67 664	75 081
<i>dont subordonnées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Engagements de financement	75	0	75	383
Engagements de garantie	5 932	28	5 960	7 195
Autres engagements donnés	16	0	16	11
Engagements donnés	6 023	28	6 051	7 589
Engagements de financement	459	0	459	1 361
Engagements de garantie	0	0	0	0
Autres engagements reçus	8 510	0	8 510	8 517
Engagements reçus	8 969	0	8 969	9 878

3.5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

3.5.1 Immobilisations incorporelles

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2014	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2015
Droits au bail et fonds commerciaux	0				0
Logiciels	103	3			106
Autres	0				0
Immobilisations incorporelles d'exploitation	103	3		0	106
Immobilisations hors exploitation	2				2
Valeurs brutes	105	3	0	0	108
Droits au bail et fonds commerciaux	0				0
Logiciels	(77)	(12)			(89)
Autres	0				0
Dépréciations	0				0
Immobilisations incorporelles d'exploitation	(77)				(89)
Dépréciations hors exploitation	(2)				(2)
Amortissements et dépréciations	(79)	(12)	0	0	(91)
TOTAL VALEURS NETTES	26	(9)	0	0	17

3.5.2 Immobilisations corporelles

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2014	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2015
Terrains	0				0
Constructions	3				3
Parts de SCI	0				0
Autres	133	1			134
Immobilisations corporelles d'exploitation	136	1	0		137
Immobilisations hors exploitation	3	0			3
Valeurs brutes	139	1	0	0	140
Terrains	0				0
Constructions	0				0
Parts de SCI	0				0
Autres	(115)	(9)			(124)
Immobilisations corporelles d'exploitation	(115)	(9)	0	0	(124)
Immobilisations hors exploitation	(2)				(2)
Amortissements et dépréciations	(117)	(9)	0	0	(126)
TOTAL VALEURS NETTES	22	(8)	0	0	14

3.6 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	18 969	20 689
Emprunts obligataires	57 204	56 272
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	1 114	1 056
TOTAL	77 287	78 017

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 120 millions d'euros.

Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

3.7 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations	0	0	0	0
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	0	0	0
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	6	367	8	368
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres ⁽¹⁾	0	46 342	0	45 826
Créances et dettes sociales et fiscales	794	704	265	198
Dépôts de garantie versés et reçus	6	80	6	79
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers ⁽²⁾	556	4 256	539	3 860
TOTAL	1 362	51 749	818	50 331

(1) Les dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres concernent principalement l'emprunt des titres FCT BPCE Master Home Loans acquis par les établissements pour 37 095 millions d'euros, dans le cadre de l'opération de titrisation interne.

(2) Les autres débiteurs divers concernent notamment 434 millions d'euros de cash collatéral versés dont 247 millions d'euros de dépôt de garantie versés à FCT BPCE Master Home Loans, filiale consolidée de BPCE.

Les autres créditeurs divers concernent notamment 4 252 millions d'euros de cash collatéral reçus dont 3 990 millions d'euros de Natixis.

3.8 COMPTES DE RÉGULARISATION

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	307	0	0	755
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	64	775	101	750
Primes et frais d'émission	271	52	292	74
Charges et produits constatés d'avance	33	205	36	271
Produits à recevoir/Charges à payer *	1 486	717	1 429	675
Valeurs à l'encaissement	2 124	1 989	1 821	1 909
Autres	46	48	47	41
TOTAL	4 331	3 786	3 726	4 475

* Les produits à recevoir se composent pour l'essentiel d'intérêts courus sur swaps d'intérêts (1 437 millions d'euros). Les charges à payer se composent pour l'essentiel d'intérêts courus sur swaps d'intérêts (263 millions d'euros).

3.9 PROVISIONS

3.9.1 Tableau de variations des provisions

en millions d'euros	31/12/2014	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2015
Provisions pour risques de contrepartie	63	1	(25)		7	46
Provisions pour engagements sociaux	105	21	(8)	(1)		117
Provisions pour litiges	123	50	(20)	(65)		88
Provisions pour restructurations	1	1				2
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	5		(1)			4
Immobilisations financières ⁽¹⁾	102	1	(109)		10	4
Promotion immobilière	0					0
Provisions pour impôts	312	59	(41)	(4)		326
Autres ⁽²⁾	42	43	(16)	(36)		33
Autres provisions pour risques	461	103	(167)	(40)	10	367
TOTAL	753	176	(220)	(106)	17	620

(1) Au 31 décembre 2015, la reprise des provisions sur immobilisations financières concerne principalement VBI Beteiligungs GmbH pour 99 millions d'euros.

(2) Au 31 décembre 2015, les autres provisions concernent principalement les cessions de créances pour 9 millions d'euros, contre 26 millions d'euros au 31 décembre 2014.

3.9.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

en millions d'euros	31/12/2014	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2015
Dépréciations sur créances sur la clientèle (sur base individuelle)	0					0
Dépréciations sur autres créances	2					2
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	2	0	0	0	0	2
Provisions sur engagements hors bilan *	63	1	(25)		7	46
Provisions pour risque de crédit clientèle	0					0
Autres provisions	0					0
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	63	1	(25)	0	7	46
TOTAL	65	1	(25)	0	7	48

* Dont risque d'exécution d'engagements par signature. La provision relative à des garanties accordées aux établissements du groupe a fait l'objet d'une reprise de 24 millions d'euros.

3.9.3 Provisions pour engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de BPCE est limité au versement des cotisations (20 millions d'euros en 2015).

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de BPCE concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégrée

au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE), (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

en millions d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme	31/12/2015	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme
	Régime CGPCE		Régime CARBP		Médailles du travail			Régime CGPCE		Régime CARBP		Médailles du travail	
	Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		31/12/2014		Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		
Dette actuarielle	104	20	227	34	4	389	111	22	163	33	3	332	
Juste valeur des actifs du régime	(121)	(10)	(169)	(2)		(302)	(116)	(10)	(80)	(2)		(208)	
Effet du plafonnement d'actifs	6					6	6					6	
Écarts actuariels non reconnus gains/(pertes)	11	(1)	(4)	1		7	(1)		(20)	(2)		(23)	
Coût des services passés non reconnus						0		(3)				(3)	
SOLDE NET AU BILAN	0	9	54	33	4	100	0	9	63	29	3	104	
Engagements sociaux passifs	0	9	54	33	4	100	0	9	63	29	3	104	
Engagements sociaux actifs			0			0			0			0	

Analyse de la charge de l'exercice

en millions d'euros	31/12/2015					31/12/2014				
	régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme	régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme
	Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	
Coût des services rendus			8	4	12			7	3	10
Coût des services passés					0			23		23
Coût financier	2		5		7	3	1	2	1	7
Produit financier	(2)		(1)		(3)	(4)		(1)		(5)
Prestations versées		(1)		(1)	(2)		(1)			(1)
Cotisations reçues			(18)		(18)		(3)	(14)		(17)
Écarts actuariels			1		1					0
Autres			(3)	1	(2)	1		6		7
TOTAL	0	(1)	(8)	4	0	0	(3)	23	4	0
										24

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2015					31/12/2014				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme
	Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		Médailles du travail	Régime CGPCE	Régime CARBP	Compléments de retraite et autres régimes	
en pourcentage										
Taux d'actualisation	1,99 %	1,83 %	1,44 % à 2,07 %	0,57 % à 2,18 %	0,53 %	1,84 %	1,57 %	0,9 % à 1,31 %	0,64 % à 1,56 %	0,53 %
Taux d'inflation	1,70 %	1,70 %	1,70 %	1,70 %	1,70 %	1,80 %	1,80 %	1,80 %	1,80 %	1,80 %
Taux de croissance des salaires	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de revalorisation AGIRC - ARRCO	NA	inflation - 1 % à - 0,50 %	inflation - 1 % à - 0,50 %	NA	NA	NA	inflation - 1 % à - 0,50 %	inflation + 1 % à + 1,20 %	NA	NA
Table de mortalité utilisée	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05
Duration	18	14,6	9,6 à 19,6	5 à 15,3	4,8 à 9,7	28	15,5	7,7 à 11,49	5,8 à 15,4	5

Au 31 décembre 2015, les actifs de couverture des régimes de retraite sont répartis de la façon suivante :

- pour le régime des Caisses d'Épargne CGPCE : à hauteur de 82,6 % en obligations, 2,6 % en actions, 13,2 % en fonds de placement, 1,4 % en actifs immobiliers, 0,2 % en actifs monétaires.

Sur l'année 2015, sur l'ensemble des - 7,6 millions d'euros d'écarts actuariels générés pour CGPCE, - 3,9 millions d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour des hypothèses financières, et - 2,3 millions d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et - 1,4 million d'euros proviennent des écarts des hypothèses démographiques.

- pour le régime des Banques Populaires CARBP : à hauteur de 50,2 % en obligations, 39,4 % en actions, 8,2 % en fonds de placement, 2,1 % en actifs monétaires, 0,1 % en autres actifs.

Sur l'année 2015, sur l'ensemble des - 1,8 million d'euros d'écarts actuariels générés pour CARBP, - 1,5 million d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour des hypothèses financières, et - 0,2 million d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et - 0,1 million d'euros proviennent des écarts des hypothèses démographiques.

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TGH TGF 05 pour les IFC, médailles et autres avantages ;
- TGH TGF 05 pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est un taux *Euro corporate Composite AA*.

Plan d'options d'achat d'actions

Depuis la constitution de BPCE, les dirigeants n'ont bénéficié d'aucune attribution d'options de souscription, d'achat d'options ou d'attribution d'actions gratuites.

3.10 DETTES SUBORDONNÉES

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Dettes subordonnées à durée déterminée	16 235	13 645
Dettes subordonnées à durée indéterminée	61	61
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	2 182	4 193
Dettes rattachées	346	433
TOTAL	18 824	18 332

Au 31 décembre 2015, les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 99 millions d'euros.

Au cours de l'année 2015, BPCE a remboursé une émission de titres supersubordonnés pour 134 millions de dollars et quatre émissions de titres supersubordonnés pour 1 989 millions d'euros.

Les titres supersubordonnés, pris en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels de BPCE au titre de l'article 4.d du règlement n° 90-02 du CRBF, ont les caractéristiques suivantes :

Devise	Date d'émission	Encours au 31/12/2015 en millions d'euros	Montant en devise d'origine	Taux	Taux d'intérêt après première date d'option de remboursement	Taux d'intérêt après date de majoration d'intérêts	Prochaine date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêts
USD	30/07/2004	184	200	Mn (CTMAT10Y + 0,3 % ; 9 %)	inchangé	non applicable	31/03/2016	non applicable
EUR	12/10/2004	80	80	Mn (CMS 10 ans ; 7 %)	inchangé	non applicable	12/01/2016	non applicable
USD	27/01/2006	276	300	6,75 %	inchangé	non applicable	27/01/2016	non applicable
EUR	01/02/2006	350	350	4,75 %	Euribor 3 mois + 1,35 %	non applicable	01/02/2016	non applicable
EUR	30/10/2007	509	509	6,12 %	Euribor 3 mois + 2,37 %	Euribor 3 mois + 2,37 %	30/10/2017	30/10/2017
EUR	06/08/2009	375	375	12,50 %	Euribor 3 mois + 13,13 %	Euribor 3 mois + 13,13 %	30/09/2019	30/09/2019
USD	06/08/2009	408	444	12,50 %	Libor 3 mois USD + 12,98 %	Libor 3 mois USD + 12,98 %	30/09/2019	30/09/2019
TOTAL		2 182						

3.11 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2015
Fonds pour risques bancaires généraux	130			130
TOTAL	130	0	0	130

3.12 CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Acompte sur dividende	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2013	156	13 275	35	0	0	(605)	12 861
Mouvements de l'exercice	0	(930)	0	(4)		1 751	817
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2014	156	12 345	35	(4)	0	1 146	13 678
Affectation résultat 2014				971		(971)	0
Distribution de dividendes					(175)	(175)	(350)
Autres variations							0
Résultat de la période						2 491	2 491
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2015	156	12 345	35	967	(175)	2 491	15 819

Le capital social de BPCE s'élève à 156 millions d'euros, soit 31 148 464 actions d'une valeur de 5 euros chacune et se décompose en :

- 15 574 232 actions ordinaires détenues par les Caisses d'Epargne pour 78 millions d'euros ;
- 15 574 232 actions ordinaires détenues par les Banques Populaires pour 78 millions d'euros.

Lors de l'assemblée générale mixte du 22 mai 2015, BPCE a décidé de distribuer à ses actionnaires 175 millions d'euros, soit 5,6182 euros par action, intégralement prélevés sur le résultat de l'exercice 2014 en date du 26 juin 2015.

Le 21 décembre 2015, le directoire de BPCE a décidé de distribuer un acompte sur dividende à ses actionnaires 175 millions d'euros, soit 5,6182 euros par action.

3.13 DURÉE RÉSIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	
Effets publics et valeurs assimilées	2 081	25	4 392	2 770	1 021	0	10 289
Créances sur les établissements de crédit	21 157	39 752	60 314	54 797	19 944	61	196 025
Opérations avec la clientèle	83	0	1	226	347	0	657
Obligations et autres titres à revenu fixe	287	252	5 681	34 685	10 363	0	51 268
Total des emplois	23 608	40 029	70 388	92 478	31 675	61	258 239
Dettes envers les établissements de crédit	54 915	27 395	21 922	29 691	19 981	0	153 904
Opérations avec la clientèle	1 150	0	229	9	0	0	1 388
Dettes représentées par un titre	6 514	6 802	18 827	35 591	9 553	0	77 287
Dettes subordonnées	388	308	1 365	2 335	12 185	2 243	18 824
Total des ressources	62 967	34 505	42 343	67 626	41 719	2 243	251 403

Note 4 Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

4.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

4.1.1 Engagements de financement

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	16 993	22 153
Ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres ouvertures de crédits confirmés	0	0
Autres engagements	7	27
En faveur de la clientèle	7	27
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	17 000	22 180
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	27 426	24 907
De la clientèle	0	83
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	27 426	24 990

4.1.2 Engagements de garantie

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres cautions et avals donnés	217	196
Autres garanties	11 031	12 867
D'ordre d'établissements de crédit	11 248	13 063
Cautions immobilières	0	0
Cautions administratives et fiscales	0	0
Autres cautions et avals donnés	1 230	2 517
Autres garanties données	0	0
D'ordre de la clientèle	1 230	2 517
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	12 478	15 580
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	480	801
Engagements reçus d'ordre à la clientèle	1	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	481	801

4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015		31/12/2014	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	20 786	14 202	22 133	14 410
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	0	0	85
TOTAL	20 786	14 202	22 133	14 495

Au 31 décembre 2015, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 6 568 millions d'euros de titres de créances négociables mobilisés auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 7 712 millions d'euros au 31 décembre 2014 ;

- 6 904 millions d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 7 212 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par BPCE en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, BPCE n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie de la clientèle.

4.2 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Contrats de taux d'intérêt			0				0	0
Contrats de change			0				0	0
Autres contrats			0				0	0
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0
Accords de taux futurs (FRA)							0	0
Swaps de taux d'intérêt	129 107	1 713	130 820	3 645	126 405	1 992	128 397	4 297
Swaps cambistes	31 772		31 772	52	17 002		17 002	83
Swaps financiers de devises	14 643		14 643	718	29 715		29 715	(451)
Autres contrats de change	185		185	0	281		281	0
Autres contrats à terme	472	4 375	4 847	(77)	933	20 562	21 495	(39)
Opérations de gré à gré	176 179	6 088	182 267	4 338	174 336	22 554	196 890	3 890
TOTAL OPÉRATIONS FERMES	176 179	6 088	182 267	4 338	174 336	22 554	196 890	3 890
Opérations conditionnelles								
Options de taux d'intérêt			0	0			0	0
Options de change		0	0	0		1 481	1 481	0
Autres options			0	0			0	0
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	1 481	1 481	0
Options de taux d'intérêt	380		380	(6)	422		422	(8)
Options de change			0	0			0	0
Autres options		20 228	20 228	(577)		20 228	20 228	(570)
Opérations de gré à gré	380	20 228	20 608	(583)	422	20 228	20 650	(578)
TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	380	20 228	20 608	(583)	422	21 709	22 131	(578)
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME	176 559	26 316	202 875	3 755	174 758	44 263	219 021	3 312

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication du volume de l'activité de BPCE sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux pour les opérations

à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Microcouverture	Macrocouverture	Position ouverte isolée	Total	Microcouverture	Macrocouverture	Position ouverte isolée	Total
Accords de taux futurs (FRA)				0				0
Swaps de taux d'intérêt	54 840	74 267	1 713	130 820	54 953	71 452	1 992	128 397
Swaps financiers de devises	14 643			14 643	29 715			29 715
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				0				0
Opérations fermes	69 483	74 267	1 713	145 463	84 668	71 452	1 992	158 112
Options de taux d'intérêt	380			380	422			422
Opérations conditionnelles	380	0	0	380	422	0	0	422
TOTAL	69 863	74 267	1 713	145 843	85 090	71 452	1 992	158 534

en millions d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Microcouverture	Macrocouverture	Position ouverte isolée	Total	Microcouverture	Macrocouverture	Position ouverte isolée	Total
Juste valeur	3 413	986	(42)	4 357	2 772	1 130	(62)	3 840

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

en millions d'euros	31/12/2015			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés				0
Opérations de gré à gré	97 287	48 753	36 227	182 267
Opérations fermes	97 287	48 753	36 227	182 267
Opérations sur marchés organisés				0
Opérations de gré à gré	1	20 516	91	20 608
Opérations conditionnelles	1	20 516	91	20 608
TOTAL	97 288	69 269	36 318	202 875

4.3 VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE

en millions d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	303 325	286 758	294 921	292 524
Dollar	16 164	25 404	22 228	20 451
Livre Sterling	77	3 393	492	3 765
Franc Suisse	2 650	562	2 646	622
Yen	195	4 970	636	3 207
Autres	1 096	2 420	625	979
TOTAL	323 507	323 507	321 548	321 548

4.4 OPÉRATIONS EN DEVISES

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Opérations de change comptant		
Monnaies à recevoir non reçues	13	16
Monnaies à livrer non livrées	13	16
TOTAL	26	32

Note 5 Informations sur le compte de résultat

5.1 INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	1 881	(1 469)	412	2 787	(2 150)	637
Opérations avec la clientèle	19	(24)	(5)	34	(188)	(154)
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 085	(2 397)	(312)	2 018	(2 336)	(318)
Dettes subordonnées	0	(920)	(920)	0	(898)	(898)
Opérations de macrocouverture	539	(361)	178	647	(454)	193
TOTAL	4 524	(5 171)	(647)	5 486	(6 026)	(540)

5.2 REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Actions et autres titres à revenu variable	1	2
Participations et autres titres détenus à long terme	51	49
Parts dans les entreprises liées	806	1 098
TOTAL	858	1 149

5.3 COMMISSIONS

<i>en millions d'euros</i>	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	1	0	1	1	0	1
Opérations avec la clientèle	4	(1)	3	1	(1)	0
Opérations sur titres	2	(3)	(1)	3	0	3
Moyens de paiement	3	(19)	(16)	3	(23)	(20)
Opérations de change	0	0	0	0	0	0
Engagements hors bilan	0	0	0	0	0	0
Prestations de services financiers	0	(6)	(6)	0	(6)	(6)
Activités de conseil	0	0	0	0	0	0
Autres commissions	0	(3)	(3)	0	(9)	(9)
TOTAL	10	(32)	(22)	8	(39)	(31)

5.4 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	19	8
Instruments financiers à terme	(7)	(15)
TOTAL	12	(7)

5.5 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

en millions d'euros	Exercice 2015		Exercice 2014	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations				
Dotations	(170)	(170)	(33)	(33)
Reprises	33	33	85	85
Résultat de cession	(84)	(84)	(101)	(101)
Autres éléments	0	0	0	0
TOTAL	(221)	(221)	(49)	(49)

5.6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

en millions d'euros	Exercice 2015			Exercice 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part d'opérations faites en commun	0	(2)	(2)	0	(2)	(2)
Refacturations de charges et produits bancaires	0	0	0	0	0	0
Activité terminale de paiement électronique	0	0	0	0	0	0
Amortissement et refacturation des frais d'émissions	0	(3)	(3)	0	(1)	(1)
Activités immobilières	0	0	0	1	0	1
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	13	0	13	1	(642)	(641)
Autres produits et charges accessoires	0	0	0	0	0	0
TOTAL	13	(5)	8	2	(645)	(643)

5.7 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Salaires et traitements	(127)	(115)
Charges de retraite et assimilées *	(15)	(45)
Autres charges sociales	(50)	(50)
Intéressement des salariés	(13)	(17)
Participation des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(29)	(26)
Total des frais de personnel	(234)	(253)
Impôts et taxes	(17)	5
Autres charges générales d'exploitation	(371)	(354)
Charges refacturées	513	510
Total des autres charges d'exploitation	125	161
TOTAL	(109)	(92)

* Incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (note 3.9.3).

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 349 cadres et 146 non cadres, soit un total de 1 495 salariés.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

5.8 COÛT DU RISQUE

en millions d'euros	Exercice 2015					Exercice 2014				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires					0					0
Clientèle	(1)				(1)	3				3
Titres et débiteurs divers					0	8	(8)			0
Provisions										
Engagements hors bilan *	(2)	25	(6)	1	18	(25)	12	(18)		(31)
Provisions pour risque clientèle					0					0
Autres					0					0
TOTAL	(3)	25	(6)	1	17	(25)	23	(26)	0	(28)
dont :										
reprises de dépréciations devenues sans objet		0				1				
reprises de dépréciations utilisées		0				10				
reprises de provisions devenues sans objet		25				8				
reprises de provisions utilisées		0				4				
Total reprises nettes		25				23				

* Incluant une reprise de 24 millions d'euros et une perte couverte de 6 millions d'euros au titre des garanties en faveur des établissements du groupe.

5.9 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

en millions d'euros	Exercice 2015				Exercice 2014			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations								
Dotations	(310)			(310)	(283)			(283)
Reprises	2 615			2 615	1 323			1 323
Résultat de cession	19			19	101			101
TOTAL	2 324	0	0	2 324	1 141	0	0	1 141

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- les dotations aux dépréciations sur titres de participation :
 - Crédit Foncier (193 millions d'euros),
 - VBI Beteiligungs GmbH (100 millions d'euros) ;
- les reprises de dépréciations sur titres de participation :
 - Natixis (2 309 millions d'euros),
 - BPCE International (178 millions d'euros),

- VBI Beteiligungs GmbH (99 millions d'euros cf. note 3.9.1),
- BPCE Immobilier Exploitation (9 millions d'euros),
- Socram Banque (6 millions d'euros) ;
- le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme :
 - DZ Bank : plus-value de 13 millions d'euros,
 - Système Technologique d'Échange et de Traitement : plus-value de 6 millions d'euros.

5.10 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2015.

5.11 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

5.11.1 Détail des impôts sur le résultat 2015

BPCE est la tête d'un groupe d'intégration fiscale comprenant notamment les 18 Banques Populaires, les 17 Caisses d'Epargne et les filiales de BPCE dont le Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International, GCE Covered Bonds, BP Covered Bonds et BPCE SFH.

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

en millions d'euros	Exercice 2015		
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	1 800		17
Au titre du résultat exceptionnel			
Bases imposables	1 800	0	17
Impôt correspondant	(600)		(3)
+ Contributions 3,3 %	(20)		
+ Majoration de 10,7 % (loi de Finances rectificative 2014)	(64)		
- Déductions au titre des crédits d'impôts	43		
Impôt comptabilisé	(641)	0	(3)
Effet intégration fiscale	1 039		
Régularisations N-1	(11)		
Impact des redressements fiscaux	(105)		
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	(18)		
Provisions pour impôts	31		
TOTAL	295	0	(3)

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 292 millions d'euros au titre de l'exercice 2015.

Le contrôle fiscal au titre des exercices 2010 et 2011 s'est soldé par un règlement d'ensemble, qui interviendra en 2016.

BPCE a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'année 2012 qui n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes de l'exercice.

Suite aux échanges menés avec la direction générale des Finances publiques au cours de l'année 2015 concernant l'année 2013, BPCE a procédé à la publication d'une liasse rectificative n'ayant pas d'effet significatif sur l'exercice.

Le risque résiduel attaché aux redressements contestés par BPCE a fait l'objet d'un provisionnement approprié.

5.11.2 Détail du résultat fiscal de l'exercice 2015 – passage du résultat comptable au résultat fiscal

en millions d'euros	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net comptable (A)	2 491	1 146
Impôt social (B)	(280)	(333)
Réintégrations (C)	479	1 119
Dépréciations et provisions	142	220
OPCVM	6	28
Moins-values long terme et exonérées	303	178
Quote-part sur les bénéfices des sociétés de personnes ou GIE	11	10
Divers	17	683
Déductions (D)	3 569	2 636
Plus-values long terme exonérées	2 502	1 446
Reprises dépréciations et provisions	282	131
Dividendes	773	1 047
Quote-part sur les bénéfices des sociétés de personnes ou GIE	0	0
Divers	12	12
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	(879)	(704)

5.12 RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ

en millions d'euros	Activités de holding	
	Exercice 2015	Exercice 2014
Produit net bancaire	(12)	(121)
Frais de gestion	(130)	(117)
Résultat brut d'exploitation	(142)	(238)
Coût du risque	17	(28)
Résultat d'exploitation	(125)	(266)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2 324	1 141
Résultat courant avant impôt	2 199	875

Note 6 Autres informations

6.1 CONSOLIDATION

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1^{er} du règlement n° 99-07 du comité de la réglementation comptable, BPCE établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA.

6.2 RÉMUNÉRATIONS, AVANCES, CRÉDITS ET ENGAGEMENTS

Les rémunérations versées en 2015 aux membres du directoire s'élèvent à 4,8 millions d'euros et celles versées aux membres du conseil de surveillance à 0,6 million d'euros.

Le montant provisionné pour les indemnités de départ à la retraite sur l'exercice 2015 s'élève à 2,6 millions d'euros pour les membres du directoire.

6.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	PricewaterhouseCoopers Audit				MAZARS				DELOITTE/KPMG Audit ⁽¹⁾				Total			
	Montant ⁽²⁾		%		Montant ⁽²⁾		%		Montant ⁽²⁾		%		Montant ⁽²⁾		%	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Audit																
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés ^{(2)&(5)}	411	494	47 %	38 %	408	488	47 %	38 %	405	493	59 %	32 %	1 224	1 475	50 %	36 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes ^{(3)&(4)}	472	795	53 %	62 %	457	780	53 %	62 %	287	1 028	41 %	68 %	1 216	2 603	50 %	64 %
TOTAL	883	1 289	100 %	100 %	865	1 268	100 %	100 %	692	1 521	100 %	100 %	2 440	4 078	100 %	100 %
Variation (%)	(31 %)				(32 %)				NA				(40 %)			

(1) Les honoraires de 2014 sont ceux versés au cabinet KPMG tandis que ceux versés en 2015 concernent le cabinet Deloitte. En effet, le mandat de KPMG Audit est arrivé à échéance au 31/12/2014 et l'assemblée générale de BPCE du 22 mai 2015, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, a décidé de nommer Deloitte & Associés pour une période de six exercices. À noter qu'en 2015, un montant complémentaire de 85 K€ au titre de l'audit a été versé à KPMG Audit pour couvrir principalement leurs diligences d'audit sur l'arrêté du 31 mars 2015.

(2) Les montants concernant la période à considérer sont ceux pris en charge au compte de résultat de l'exercice (y compris le cas échéant la part de TVA non récupérable).

(3) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(4) Les autres diligences et prestations directement liées à la mission de commissariat aux comptes comprennent essentiellement des diligences réalisées dans le cadre d'opérations financières (principalement émissions), des demandes d'attestations ainsi que la facturation des derniers travaux relatifs à l'analyse et aux contrôles réalisés pour l'asset quality review menée par la BCE.

(5) La baisse significative des honoraires d'audit provient essentiellement d'une réduction en 2015 des diligences réalisées à la demande de BPCE notamment pour l'asset quality review.

6.4 IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPÉRATIFS

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des

listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 décembre 2015 pris en application de l'article 238-0-A du code général des impôts.

Au 31 décembre 2015, BPCE n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

5.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

BPCE

50 avenue Pierre Mendès-France

75013 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BPCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

VALORISATION DES TITRES DE PARTICIPATION, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité basée sur une approche multicritère (notes 2.3.3, 3.4 et 5.9 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments et revu les travaux spécifiques ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

VALORISATION DES PORTEFEUILLES TITRES ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Votre société détient des portefeuilles titres et des instruments financiers. Les notes 2.3.3, 2.3.9, 3.3, 4.2, 5.4 et 5.5 exposent les règles et méthodes comptables relatives à ces titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour leur valorisation. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Marc Mickeler
Sylvie Bourguignon

Mazars

Michel Barbet-Massin
Jean Latorzeff

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Hussherr
Nicolas Montillot

6

INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

6.1 STRATÉGIE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET IDENTITÉ COOPÉRATIVE 458

6.1.1	Stratégie développement durable du Groupe BPCE	458
6.1.2	Identité coopérative	460

6.2 RÉPONSES AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES 464

6.2.1	Contribution au financement des territoires	464
6.2.2	Soutien à la croissance verte et responsable	465
6.2.3	Contribution au développement économique des territoires	469
6.2.4	Loyauté des pratiques	471

6.3 INFORMATIONS SOCIALES 473

6.3.1	Les indicateurs sociaux quantitatifs du Groupe BPCE	473
6.3.2	Les collaborateurs, acteurs de la construction et du développement du groupe	478
6.3.3	Une démarche engagée et responsable	480

6.4 RÉPONSES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 485

6.4.1	Démarche environnementale du Groupe BPCE	485
6.4.2	Réduction de l'empreinte carbone	485
6.4.3	Pollution, gestion des déchets, utilisation durable des ressources et protection de la biodiversité	489
6.4.4	Gestion des risques environnementaux et sociétaux	490

6.5 RÉPONSES AUX ENJEUX SOCIÉTAUX 493

6.5.1	Relations avec les parties prenantes	493
6.5.2	Investissement responsable	494
6.5.3	Finance solidaire	496
6.5.4	Microcrédit et inclusion financière	497
6.5.5	Politique de mécénat et partenariats	500

6.6 MÉTHODOLOGIE DU REPORTING RSE 503

6.6.1	Organisation du reporting RSE	503
6.6.2	Périmètre du reporting retenu en 2015	505

6.7 RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES CONSOLIDÉES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION 506

6.1 Stratégie développement durable et identité coopérative

6.1.1 Stratégie développement durable du Groupe BPCE

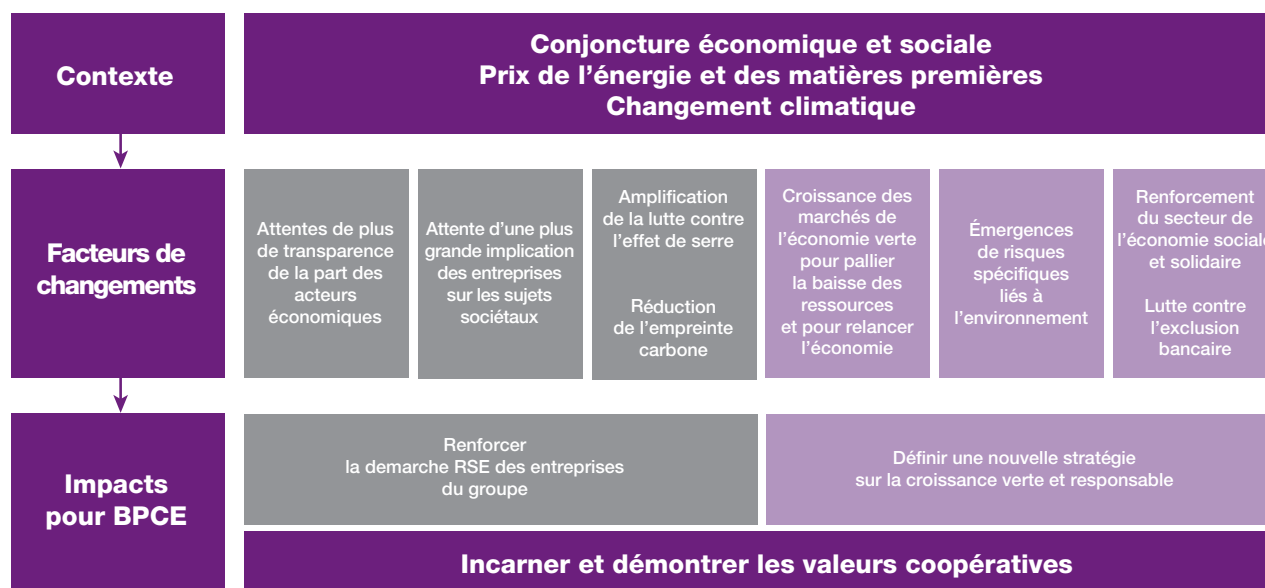
La stratégie développement durable du Groupe BPCE s'inscrit dans le respect des standards internationaux en la matière. Le groupe adhère aux principes du Pacte Mondial des Nations Unies (*Global Compact*) depuis 2007. Il a renouvelé cette adhésion en 2012, l'étendant à l'ensemble de ses entités en France comme à l'étranger. Les démarches du groupe en matière de RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) s'appuient également sur les travaux de l'ONU, de l'OCDE et de l'OIT au niveau international.

Le plan stratégique 2014-2017, « Grandir autrement », a par ailleurs fixé les ambitions du groupe auxquelles le développement durable est appelé à contribuer au travers, notamment, du chantier relatif au modèle coopératif. Ce dernier a vocation à valoriser un modèle différenciant autour du tryptique clients-collaborateurs-sociétaires, qui sont appelés à devenir des acteurs de la transformation de la société. Cet objectif commun concerne les Banques

Populaires et les Caisses d'Epargne qui exercent sur leurs territoires respectifs d'importantes responsabilités économiques et sociétales, en lien avec les orientations RSE proposées par leurs fédérations qui confortent l'identité de chacun des réseaux. Ainsi, fortes de leur ancrage régional historique et du soutien des banques spécialisées du groupe (Natixis et ses filiales, le Crédit Foncier, la Banque Palatine), les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne accompagnent les mutations économiques et écologiques actuelles et aident leurs clients à s'y préparer et à en tirer parti.

Résolument orienté vers l'avenir, le groupe s'est fixé trois priorités en matière de développement durable pour la période 2014-2017 :

- le soutien à la croissance verte et responsable ;
- l'inclusion bancaire et financière ;
- la diminution de son empreinte carbone.



En 2015, deux chantiers ont contribué à cette ambition :

La définition d'une démarche RSE groupe, associée à un plan d'action pluri-annuel. Ce projet a permis :

- d'identifier et pondérer les enjeux de RSE dans le groupe et mesurer la maturité du déploiement des actions sur le terrain ;
- de formaliser les priorités d'actions collectives pour les prochaines années autour de quatre axes : économique, sociétal, environnemental et social ;

- d'identifier les meilleures pratiques du groupe et de ses entités pour favoriser leur diffusion et améliorer les principaux indicateurs RSE au travers d'un guide présentant les modalités d'actions ;

La réalisation d'un état des lieux des marchés de la croissance verte :

- identification et évaluation des différentes filières économiques concernées ;
- analyse du positionnement et des performances actuels des banques du groupe sur ces marchés ;
- évaluation des potentiels de développement commercial pour les banques du groupe.

Développement d'outils de diagnostic RSE dans le réseau Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Un outil d'autodiagnostic RSE a été mis à la disposition des Caisses d'Epargne par leur fédération fin 2014 pour accompagner le déploiement de plans d'action sur le modèle de la norme RSE ISO 26000. En 2015, cinq premières Caisses d'Epargne ont mené cette démarche. Par ailleurs, la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin a obtenu le label LUCIE et la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes a fait l'objet d'une évaluation RSE par Vigeo. En termes de certifications environnementales, la Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté a renouvelé la norme ISO 14001 et est devenue la première banque régionale certifiée ISO 50001 en France ; la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse est en cours de certification ISO 50001. En parallèle, plusieurs Caisses d'Epargne sont engagées dans des démarches de label diversité ou de label Relations fournisseur Responsables.

En 2015, les Banques Populaires Atlantique, Alsace Lorraine Champagne, des Alpes et Rives de Paris sont également impliquées dans une démarche de gestion globale de la RSE labellisée LUCIE et/ou certifiée AFNOR AFAQ 26000/Vigeo 26000. La Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne a obtenu par ailleurs en novembre 2015 le prix national écomanagement du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer pour sa double certification LUCIE et AFAQ 26000 et l'ensemble de sa gestion RSE.

BPCE, partie prenante de la COP 21

Dans le cadre de la conférence climat qui s'est tenue à Paris (COP21), le Groupe BPCE s'est associé à la position d'un consortium d'entreprises et de six organisations internationales en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique (*Business proposals for COP21*). Ce document présente les conditions propices à la massification des investissements destinés à lutter contre le réchauffement climatique. L'une d'entre elles est le développement du dialogue entre pouvoirs publics, banques et entreprises pour identifier et développer ces investissements. Cette position est cohérente avec les orientations du Groupe en matière de croissance verte et son souhait d'apaiser les confrontations actuelles sur les financements controversés. À cet égard, le Groupe BPCE, au travers de sa filiale Natixis, a annoncé l'abandon du financement de la filière charbon et a annoncé l'émission d'un *green bond* adossé au financement des projets d'énergies renouvelables régionales.

Par ailleurs, le Groupe BPCE a choisi de mettre en avant ses réalisations en tant que banque coopérative et universelle (pages dédiées à la COP21 sur le site internet du groupe, film d'animation présentant le lien entre la COP21 et la banque, jeu « spécial COP21 » proposé en ligne aux collaborateurs, article dans le journal interne, mini conférence pour expliquer l'arrêt du charbon par Natixis, etc...).

En région, différentes entreprises se sont mobilisées aussi : notamment forum « climat COP21 » organisé par la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes, remise de trophées « Solutions Climat pour les entreprises » par le Crédit Coopératif, présentation d'un document pédagogique à destination des journalistes et des particuliers sur les aides et les financements verts dans l'immobilier par le Crédit Foncier.

En parallèle, le Groupe BPCE a participé activement aux travaux de la place avec la Fédération Bancaire Française, s'associant à ses travaux (dossier spécial de Revue Banque, plaquette FBF « Banque Et Climat : les actions des banques françaises pour la lutte contre le réchauffement climatique », « mini guides bancaires pour le climat », site internet « Banque Et Climat », colloque à la FBF afin de mobiliser les acteurs de la sphère financière).

Dans le cadre du plan stratégique, le groupe a également développé une démarche en matière de ressources humaines engagée et responsable qui participe au développement durable de BPCE. Il a choisi par exemple, de mettre en œuvre trois actions prioritaires en faveur de l'égalité professionnelle hommes/femmes, l'emploi des personnes en situation de handicap et l'égalité des chances. Les actions d'amélioration des relations sociales, de santé et de sécurité au travail ainsi que la lutte contre l'absentéisme complètent cette démarche.

ORGANISATION DE LA FILIÈRE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rattachée au pôle Banque commerciale et Assurance de BPCE, la direction Développement durable groupe a vocation à :

- impulser la politique RSE du groupe en collaboration avec les fédérations ;
- constituer un pôle d'anticipation, d'expertise et d'innovation afin d'assurer des relais de croissance durable ;
- coordonner la mise en œuvre des réglementations spécifiques et proposer des adaptations en matière de gouvernance.

Elle s'investit notamment pour positionner le Groupe BPCE comme acteur de référence de l'inclusion financière, de la croissance verte et responsable et de la réduction de l'empreinte carbone, conformément aux objectifs fixés par le plan stratégique.

Pour agir, elle s'appuie sur une filière métier développement durable répartie entre l'organe central, les banques régionales et les filiales du groupe. Chaque entreprise du groupe a ainsi désigné un correspondant développement durable chargé de décliner les engagements du groupe tout en les adaptant aux spécificités de sa région, de son activité et de ses objectifs.

La filière développement durable est structurée autour :

- d'instances d'échanges, d'informations, d'animation et de partage de compétences :
 - un « club entreprise responsable » concentré sur l'amélioration du reporting RSE, et l'établissement de plans d'amélioration des pratiques RSE et bas carbone internes,
 - un « club croissance verte et responsable » destiné à fédérer les compétences commerciales et techniques sur les nouveaux modèles économiques portés par le développement durable. Une réunion plénière (125 participants en moyenne) se tient depuis 2014 durant la semaine nationale du

développement durable. Ce club est appuyé depuis 2015 par un dispositif digital facilitant les échanges sur les problématiques et expertises de financement des filières propres à la croissance verte,

- un « club énergie » piloté par la direction des Moyens généraux du groupe qui réunit les filières achats, moyens généraux et développement durable afin de traiter des problématiques de gestion de l'énergie dans une vision transversale ;
- d'instances d'orientation et de pilotage :
 - un comité de pilotage développement durable groupe avec deux missions principales :
 - participer à l'instruction des dossiers opérationnels structurants,
 - contribuer et orienter les décisions du Groupe BPCE,
 - un comité coopératif groupe, émanation du conseil de surveillance de BPCE, dont l'une des missions est de formuler des propositions et recommandations visant à promouvoir les valeurs coopératives et de RSE dans le groupe,
 - une instance *ad hoc* de pilotage du chantier modèle coopératif auquel la direction Développement durable groupe contribue dans le cadre du plan stratégique 2014-2017.

En outre, un site extranet groupe dédié à la filière des correspondants développement durable a été ouvert en 2015.

CHARTES ET STRATÉGIE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GROUPE BPCE

Global Compact

Le Groupe BPCE a renouvelé en avril 2012 son adhésion au *Global Compact* (Pacte mondial des Nations Unies) et l'a élargi à l'ensemble de ses entités en France et à l'étranger. Il s'agit d'un pacte par lequel des entreprises s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Le Pacte mondial, principale initiative mondiale d'entreprises citoyennes (qui regroupe 13 000 organisations engagées dans 160 pays), a pour objectif premier de promouvoir la légitimité sociale des entreprises et des marchés ⁽¹⁾. Les objectifs du *Global Compact* sont compatibles avec ceux

de l'ISO 26000 et du *Global Reporting Initiative* (GRI). En 2014, le Groupe BPCE a obtenu le niveau actif ⁽²⁾.

Charte de la diversité en entreprise

Le Groupe BPCE a adhéré à la charte de la diversité en entreprise en novembre 2010. Cette démarche manifeste son ambition de devenir un employeur de référence. Le groupe décline cet engagement en des actions spécifiques comme le démontre par exemple, en juillet 2010, la mise en place de la politique handicap et achats responsables « PHARE » ou la création en juin 2012 d'un réseau de femmes « Les Essenti'Elles » qui a pour objectifs de promouvoir l'image des femmes et de favoriser l'accession de celles-ci à des postes à responsabilités.

Charte entreprises et quartiers

Le Groupe BPCE a été l'une des premières entreprises à adhérer à ce projet lancé en 2013 par le Ministère des Droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports qui se déploie progressivement en région. Une convention groupe a été signée en décembre 2013 pour deux années, précisant ses engagements : pédagogie de l'argent et promotion de l'entrepreneuriat auprès du public ciblé par la politique de la ville.

Par cette charte, les entreprises s'engagent à favoriser pour les habitants des quartiers populaires l'accès à l'emploi ou la création d'entreprises, mais également à agir pour le développement économique, social et culturel des quartiers prioritaires de la politique de la ville, dans différents domaines tels que : l'éducation, l'orientation, la médiation, les services à la population, le soutien à l'entrepreneuriat, les clauses d'insertion.

Charte achats responsables

Le Groupe BPCE est signataire depuis décembre 2010 de la charte relations fournisseur responsables. Cette charte a été conçue afin d'inciter les entreprises à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. L'objectif est de faire évoluer les relations entre clients et fournisseurs afin de construire, dans un cadre de confiance réciproque, une relation durable et équilibrée entre ces derniers, ceci afin de soutenir l'économie nationale en privilégiant les démarches partenariales, le dialogue et le savoir-faire des professionnels de l'achat ⁽³⁾.

6.1.2 Identité coopérative

Les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires, banques coopératives, sont la propriété de 8,9 millions de sociétaires. Elles détiennent elles-mêmes BPCE, leur organe central, qui coordonne et anime leurs politiques communes. Les choix stratégiques nationaux du Groupe BPCE s'effectuent ainsi en cohérence avec leurs exigences régionales et leur gouvernance coopérative.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, sont réunies en fédérations garantes de l'identité, des valeurs et de la défense des intérêts de chacun des réseaux. Elles les accompagnent en matière de stratégie RSE, de participation des sociétaires, de formation des administrateurs et de gouvernance.

Le projet stratégique du groupe « Grandir autrement » comporte des engagements spécifiques visant à incarner le modèle coopératif au quotidien

dans le métier bancaire. Notre différence coopérative s'exprime dans une vision à long terme de la relation bancaire, une proximité particulière avec le territoire et la primauté donnée à la relation humaine. Elle est reconnaissable par les clients, les sociétaires, les collaborateurs. Elle participe au développement économique, social, humain du territoire.

Une vingtaine de projets ont été développés en ce sens en 2015. Ils portent sur la prévention de l'exclusion bancaire, l'adhésion des collaborateurs au modèle coopératif, l'inclusion des sociétaires dans les processus d'innovation et de co-construction de notre offre, le traçage de ressources d'épargne sur des utilisations régionales, l'aide à la mutation énergétique de nos clients, l'intégration de la performance coopérative dans l'analyse des nouveaux produits et services, l'enrichissement du reporting qualitatif.

(1) <https://www.unglobalcompact.org/Languages/french/index.html>

(2) <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/participants/1609#cop>.

(3) <http://www.bpce.fr/Fournisseur/La-politique-achats-responsables/Engagements-durables>.

LES BANQUES POPULAIRES

Histoire, identité

Depuis la création de la première Banque Populaire à Angers en 1878, et plus encore depuis la loi fondatrice de 1917, les Banques Populaires sont des banques coopératives au service de leurs sociétaires. La mission confiée aux Banques Populaires est de servir les artisans et les commerçants qui constituent alors la totalité de leur sociétariat (cette mission a été rapidement étendue aux PME). À partir de 1962, les évolutions réglementaires permettent aux Banques Populaires de s'ouvrir vers les particuliers. Avec la création des ACEF (Association pour Favoriser le Crédit et l'Épargne des Fonctionnaires) et l'arrivée en 1974 de la CASDEN Banque Populaire, elles s'ouvrent plus spécifiquement aux fonctionnaires et personnels de l'éducation, de la recherche et de la culture. En 2002, c'est au tour du Crédit Coopératif, tourné vers les structures de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire), de rejoindre les Banques Populaires. Riche de toute cette diversité, le réseau Banque Populaire fait vivre au quotidien ses valeurs de liberté et de solidarité.

Organisation et vie coopérative

Les 4 millions de sociétaires constituent la base des Banques Populaires. Ils votent lors de l'assemblée générale et élisent directement les administrateurs qui les représentent au sein des conseils d'administration. En 2015, ce sont plus de 500 000 sociétaires qui se sont exprimés, soit un taux de vote moyen pour le réseau de 12,5 %.

Parallèlement aux assemblées générales, les sociétaires sont régulièrement conviés à des réunions en agence ou à des soirées dédiées au cours desquelles ils peuvent échanger avec des dirigeants et des administrateurs sur l'actualité de leur banque et désigner lors des « Prix initiatives région » des projets solidaires locaux qu'ils souhaitent voir soutenus par leur banque. Les sociétaires peuvent aussi s'impliquer au sein de clubs de sociétaires (orientations de la banque, budgets associatifs, etc.) ou par exemple s'impliquer dans l'accompagnement de bénéficiaires de microcrédits comme le propose Atlantique Coopération. Ils disposent de canaux d'information privilégiés leur permettant de suivre

l'actualité de leur banque : lettres d'information ou revues dédiées, sites d'information dédiés et interactifs.

En 2015, le réseau Banque Populaire compte 255 administrateurs (et 22 censeurs) qui, par leurs expériences et leur diversité, enrichissent les débats des conseils d'administration dans l'intérêt de l'ensemble des clients et des sociétaires. Ce sont des créateurs de valeurs (chefs d'entreprise, chercheurs, enseignants...) qui par leurs fonctions, sont impliqués dans la dynamique du développement économique et social de leur région. En 2015, la Fédération Nationale des Banques Populaires leur a proposé des formations sur des sujets tels que l'histoire du réseau Banque Populaire, le modèle coopératif de Banque Populaire, les rôles et responsabilités d'un administrateur, la gestion des risques (notamment la prévention des risques de fraude et de corruption), les opportunités de la RSE et son intégration dans la stratégie d'entreprise. La fédération a également mis un questionnaire d'autoévaluation à disposition de tous les conseils d'administration, afin de leur permettre de prendre du recul sur leur fonctionnement.

Depuis 2014, la Fédération Nationale des Banques Populaires s'appuie sur outil de gestion des formations dédiées aux administrateurs Banque Populaire : l'académie des administrateurs. Cet outil en ligne, ouvert à l'ensemble des administrateurs Banque Populaire, recense l'ensemble des formations dispensées par la fédération en présentiel et en e-learning.

L'académie des administrateurs répond à divers objectifs :

- offrir une vue complète du catalogue des formations proposées par la fédération ;
- permettre aux administrateurs de s'inscrire en ligne aux formations et d'accéder à leur historique des formations suivies ;
- permettre aux administrateurs de se tenir informés de l'actualité touchant au comité dont ils font partie ;
- faciliter l'accès aux formations grâce à des modules e-learning ;
- mesurer l'appétence des administrateurs en fonction du thème et du contenu de la formation par le biais d'études de satisfaction pour permettre à la fédération d'adapter l'offre de formations aux attentes des participants.

➡ INDICATEURS COOPÉRATIFS : SOCIÉTARIAT

Banques Populaires	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Évolution 2014-2015
Nombre de sociétaires (en millions)	3,95	3,90	1,28 %
Taux de sociétaires parmi les clients (en %)	44 %	43 %	2,32 %
Montant moyen de parts sociales détenues par sociétaire (en euros)	1 969,35	1 846,73	6,64 %
Taux de satisfaction des sociétaires (note sur 10) *	7,5/10	7,5/10	0 %

* Données issues du baromètre de satisfaction clients particuliers en CE et BP piloté par la direction des Études clients du groupe.

➔ INDICATEURS COOPÉRATIFS : GOUVERNANCE ET FORMATION DES ADMINISTRATEURS

Banques Populaires	2015	2014	Évolution 2014-2015
Instances de gouvernance			
Nombre de membres de conseils d'administration	255	270	(5,56 %)
Taux de participation des administrateurs aux conseils d'administration (en %)	83 %	81 %	2,47 %
Taux de femmes membres de conseils d'administration (en %)	33 %	27 %	22,22 %
Pourcentage de femmes présidentes ou vice-présidentes de conseils d'administration (en %)	13 %	9 %	44,44 %
Pourcentage de femmes présidentes de comités d'audit (en %)	22 %	11 %	100 %
Formation des administrateurs			
Comités d'audit : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	21 %	17 %	23,53 %
Comités d'audit : nombre moyen d'heures de formation par personne (en heures)	1,25	1 ⁽¹⁾	25 %
Conseils d'administration : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	34 %	21 %	61,90 %

(1) Donnée rectifiée en 2015.

Dividende coopératif & RSE : reflet du « plus coopératif » des Banques Populaires

Les Banques Populaires s'appuient sur un outil spécifique leur permettant de rendre compte auprès de leurs sociétaires de leurs actions de responsabilité sociétale et coopérative. Fondé sur la norme RSE ISO 26000, le Dividende coopératif & RSE recense et valorise en euros les actions mises en place au sein de chaque banque en faveur des sociétaires et administrateurs, des collaborateurs, des clients et de la société civile, principales parties prenantes du réseau Banque Populaire.

Reflet du « plus coopératif » des Banques Populaires, cet outil ne prend en compte que les actions allant au-delà des obligations légales, dont la finalité n'est pas commerciale et dépassant l'exercice à minima du métier bancaire. Le Dividende coopératif & RSE détaille ainsi l'ensemble des actions mises en place par les banques en matière de gouvernance coopérative (participation et informations des sociétaires, formation des administrateurs), en matière de relations aux consommateurs (inclusion bancaire, mise en place de produits solidaires, qualité de la relation client) et d'engagement sociétal. Les Banques Populaires publient chaque année les résultats de ce dividende au sein de leur bilan coopératif & RSE. En 2015, les principaux axes de responsabilité sociétale et coopérative des Banques Populaires ont été la participation et l'information des sociétaires, les actions en faveur de la culture et du patrimoine ainsi que les efforts sur les produits durables ou solidaires.

LES CAISSES D'EPARGNE**Histoire, identité**

Depuis bientôt 200 ans, les Caisses d'Epargne se sont construites sur des valeurs de proximité, d'accès du plus grand nombre aux services bancaires, de contribution au développement économique et social des territoires. Devenues banques coopératives en 1999, elles appartiennent aujourd'hui à leurs clients sociétaires et partagent avec eux les principes coopératifs de démocratie, d'ancrage territorial, de pédagogie et de solidarité.

Afin de faire vivre ces principes, les Caisses d'Epargne ont adopté collectivement des orientations nationales de responsabilité sociale et environnementale pour

la période 2014-2017, au sein de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne. La FNCE est en effet chargée de « définir, coordonner et promouvoir les actions de responsabilité sociétale des Caisses d'Epargne » (article L 512-99 du code monétaire et financier).

Organisation coopérative

Le sociétariat des Caisses d'Epargne est composé de près de 5 millions de sociétaires à fin 2015, dont une majorité de particuliers. La représentation des sociétaires s'organise à partir de 227 sociétés locales d'épargne (SLE). Elles constituent un échelon intermédiaire permettant de renforcer l'ancrage local et la proximité.

L'année 2015 a été marquée par le renouvellement des instances de gouvernance coopérative des Caisses d'Epargne : 3 334 administrateurs de SLE ont été élus ou réélus, ainsi que 307 membres de conseils d'orientation et de surveillance et leurs 17 présidents. L'enjeu était d'assurer une bonne représentativité des territoires et de la société civile, en favorisant la parité. Les Caisses d'Epargne comptent désormais 36 % d'administratrices au niveau des SLE.

La FNCE a accompagné ce moment fort de la vie coopérative des Caisses d'Epargne, notamment à travers un dispositif de formation renouvelé : six modules dits « réglementaires » sont désormais proposés aux membres de COS. De plus, avec le soutien de la FNCE, les Caisses d'Epargne ont permis à plus de 1 330 administrateurs de participer à des séminaires d'accueil à destination des administrateurs de SLE nouvellement élus.

Au-delà, les Caisses d'Epargne ont continué à déployer leurs actions pour mieux associer les sociétaires à la vie de leur banque. Les sociétaires sont en effet une partie prenante essentielle des Caisses d'Epargne, qui mettent à leur disposition des canaux d'information et de communication dédiés, tels que des points d'informations en agence, un site internet (www.societaires.caisse-epargne.fr), des lettres d'information et des réunions dédiées animées par des experts de la Caisse d'Epargne. Ces différents supports permettent aux sociétaires d'être associés et informés de manière régulière sur la vie de leur Caisse d'Epargne et plus généralement sur l'actualité régionale ou nationale. Par ailleurs, certaines Caisses d'Epargne mettent en place des dispositifs d'écoute des sociétaires, ainsi que des actions pour assurer l'animation du sociétariat, telles que les réunions privilèges ou les clubs des sociétaires.

➔ INDICATEURS COOPÉRATIFS : SOCIÉTARIAT

Caisses d'Epargne	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Évolution 2014-2015
Nombre de sociétaires (en millions)	4,91	4,96	(1 %)
Taux de sociétaires parmi les clients (en %) ⁽¹⁾	20 %	20 %	0 %
Montant moyen de parts sociales détenues par sociétaire (en euros) ⁽¹⁾	2 555	2 451	4,24 %
Taux de satisfaction des sociétaires (note sur 10) ⁽²⁾	7,3/10	7,3/10	0 %

(1) Personnes physiques uniquement.

(2) Données issues du baromètre de satisfaction clients particuliers en CE et BP piloté par la direction des Études clients du groupe.

Indicateurs coopératifs : gouvernance et formation des administrateurs

Caisses d'Epargne	2015	2014	Évolution 2014-2015
Instances de gouvernance			
Nombre de membres de conseil d'orientation et de surveillance	307	306	0,33 %
Taux de participation des administrateurs aux conseils d'orientation et de surveillance (en %)	92 %	91 %	1,10 %
Taux de femmes membres de conseils d'orientation et de surveillance (en %)	37 %	14 %	164,29 %
Pourcentage de femmes présidentes de conseils d'orientation et de surveillance (en %)	20 %	12 %	66,67 %
Pourcentage de femmes présidentes de comités d'audit	12 %	0 %	0 %
Formation des administrateurs			
Comités d'audit : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	81 %	50 %	62 %
Comités d'audit : nombre moyen d'heures de formation par personne (en heures)	4,20	6	(30%)
Conseils d'orientation et de surveillance : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	91 %	66 %	37,88 %

Orientations RSE

Les orientations RSE des Caisses d'Epargne pour la période 2014-2017 comportent six domaines d'actions, en cohérence avec les lignes directrices de l'ISO 26000 : gouvernance, offre et relations clients, relations et conditions de travail, achats et relations fournisseurs, environnement, engagement sociétal. Au sein de ces domaines d'action, 29 priorités ont été définies ⁽¹⁾.

Les orientations RSE 2014-2017 fixent un cadre d'action commun à l'ensemble des Caisses d'Epargne, à travers l'identification d'actions phares. Il appartient

à chaque Caisse d'Epargne, en tant que banque coopérative de plein exercice, de définir sa propre stratégie de responsabilité sociale et environnementale. L'existence de ce cadre commun facilite l'échange de bonnes pratiques et l'atteinte d'objectifs collectifs, tout en respectant l'organisation coopérative des Caisses d'Epargne. Cette organisation décentralisée est au fondement même du fonctionnement coopératif et est garante de l'élaboration de la stratégie RSE au plus près des besoins et des acteurs concernés.

(1) Pour en savoir plus : http://www.federation.caisse-epargne.fr/assets/CE_OrientationsRSE2014-2017/index.html?preventcache=true.

6.2 Réponses aux enjeux économiques

L'engagement du Groupe BPCE pour un développement économique durable s'articule autour de quatre priorités : le financement des territoires, la contribution à leur développement, le respect de la loyauté des pratiques et le financement de la transition écologique et énergétique.

6.2.1 Contribution au financement des territoires

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE : UN ANCRAGE LOCAL DÉTERMINANT

Les dix-huit Banques Populaires et les dix-sept Caisses d'Épargne incarnent la présence du Groupe BPCE au plus près des besoins de l'économie des régions et partagent des valeurs communes de cohésion sociale et de soutien de l'emploi local :

- le Groupe BPCE reste en 2015 le premier acteur du microcrédit personnel accompagné en faveur des particuliers avec 44 % de parts de marché à fin 2015 et un acteur majeur du microcrédit professionnel (34,06 % de parts de marché à mi 2015) ;
- en 2015, les contributions au mécénat des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne sont de 31,2 millions d'euros au profit de structures d'intérêt général dans les territoires :
 - 10,5 millions d'euros pour les Banques Populaires à travers trois canaux : le mécénat et les partenariats des fondations des Banques Populaires sur leur territoire, la fondation d'entreprise Banque Populaire et le fonds de dotation de la Fédération Nationale des Banques Populaires,
 - 20,7 millions d'euros pour les Caisses d'Épargne à travers quatre canaux : le soutien direct de projets solidaires et culturels de proximité, le fonds de dotation du réseau Caisse d'Épargne, la fondation Caisses d'Épargne pour la solidarité et la Fondation Belem ;
- en 2015, 88 % des fournisseurs ⁽¹⁾ du groupe sont des PME ⁽²⁾ 38 % des achats ⁽³⁾ sont effectués auprès de PME et 29 % sont réalisés auprès d'ETI ⁽⁴⁾. Les entreprises du groupe privilégient les fournisseurs locaux : 69 % des fournisseurs sont présents sur leurs territoires respectifs de proximité ⁽⁵⁾. Elles participent ainsi au développement de l'économie et de l'emploi local à travers leur chaîne de sous-traitance ;
- historiquement implantées dans les villes, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne participent au développement des zones rurales qui couvrent 78 % du territoire métropolitain ⁽⁶⁾ : 463 agences sont implantées en zone rurale ⁽⁷⁾ ;
- via leurs agences, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne sont également présentes dans 35,90 % des quartiers de la politique de la ville ⁽⁸⁾, soit 7 446 implantations.

Le réseau BPCE International soutient les coopératives agricoles et les PME

La BICEC, filiale de BPCE International au Cameroun, s'est associée à la Société Financière Internationale (IFI, Groupe Banque Mondiale) pour développer les financements des coopératives agricoles camerounaises.

Dans le cadre du Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles initié par le gouvernement du Cameroun, la BICEC et l'IFI ont signé une convention de partage de risques de 2,5 milliards de FCFA (3,8 millions d'euros) en vue de soutenir les crédits aux sociétés coopératives producteurs locaux de manioc, de maïs et de sorgho.

À l'heure actuelle, 80 % du manioc, du maïs et du sorgho achetés par les entreprises agroalimentaires camerounaises sont importés, bien que 75 % des exploitations agricoles camerounaises cultivent ces produits.

Par ailleurs, la BTK, filiale de BPCE International en Tunisie, s'est vue octroyer par PROPARGO, filiale de l'Agence Française de Développement, une ligne de crédit de 20 millions d'euros (44 millions de TND) sur 7 ans pour soutenir les projets d'investissement présentés par les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et Très Petites Entreprises (TPE) tunisiennes en phase de création ou de croissance.

Enfin, la Banque de Tahiti, filiale de BPCE International, a renouvelé son partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI) pour soutenir les PME en Polynésie française. Dans le cadre de cette opération, la BEI a accordé deux nouvelles lignes de crédit à la Banque de Tahiti pour un montant global de 14 millions d'euros. Sur ce total, 8 millions d'euros sont spécifiquement affectés au financement partiel d'opérations dans le secteur de l'environnement, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, du traitement de l'eau, des déchets, tels que la construction de parcs éoliens ou photovoltaïques ou le déploiement de transports écologiques.

(1) Sur l'échantillon des 30 179 fournisseurs ayant un numéro de SIREN issu de l'extraction Codex 2014 et qualifié par l'INSEE.

(2) Définition retenue en 2015 petites et moyennes entreprises : effectif inférieur à 250 salariés et chiffre d'affaires inférieur à 50 000 milliers d'euros.

(3) Sur l'échantillon d'achats issu de la base Codex 2014 réalisé auprès de fournisseurs ayant un numéro de SIREN et étant qualifiés par l'INSEE ; ce montant représentant 86 % du montant d'achats total.

(4) Définition retenue en 2014, entreprises de tailles intermédiaires : effectif supérieur ou égal à 250 et inférieur à 5 000 salariés et chiffre d'affaires supérieur ou égal à 50 000 milliers d'euros et inférieur à 1 500 000 milliers d'euros.

(5) Moyenne calculée à partir des déclarations des entités selon le découpage territorial défini par le groupe.

(6) Source : INSEE première no 1 425 – décembre 2012 Le nouveau zonage en bassins de vie de 2012 « Trois quarts des bassins de vie sont ruraux ».

(7) Définition : INSEE, territoire des communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes sans zone de bâti continu de 2 000 habitants, et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu. Calcul d'après recensement de la population 2009.

(8) Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont définis par la loi 2014-73 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Les zones concernées sont définies sur la base d'un critère unique de niveau de revenus des habitants, déterminant 1 300 quartiers prioritaires. La liste est établie par les décrets 2014-1750 et 2014-1751, du 30 décembre 2014, respectivement pour la métropole et les DOM-TOM. Les délimitations sont consultables sur le geoportail.gouv.fr.

Le Groupe BPCE a par ailleurs procédé dans le cadre de l'utilisation du CICE ⁽¹⁾ à différents investissements à hauteur de 94 181 135 euros en matière d'immobilier, de dématérialisation de documents, d'innovations technologiques, d'investissements informatiques, de formation et de recrutement.

FINANCEMENT DES ACTEURS PUBLICS LOCAUX ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne sont des acteurs majeurs du financement des collectivités locales, du logement social et des structures de

l'économie sociale et solidaire, un secteur dont le cadre juridique a été renforcé par la loi du 31 juillet 2014.

En tant que banques coopératives, les deux réseaux font eux-mêmes partie du secteur de l'économie sociale et solidaire qui représente en France 10,3 % de l'emploi salarié ⁽²⁾ et qui rassemble des organisations ou entreprises sous statuts d'associations (78,2 %), des coopératives (13,2 %), des mutuelles (5,6 %) et des fondations (3,1 %). En France, 30 % ⁽³⁾ des emplois des secteurs bancaire, financier et assurance relèvent de coopératives et de mutuelles.

➡ FINANCEMENT DU SERVICE PUBLIC TERRITORIAL, DU LOGEMENT SOCIAL ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE PAR LE GROUPE BPCE

Indicateurs (en milliers d'euros)	2015	2014	Évolution 2014-2015
Total de la production annuelle liée au financement du secteur public territorial	5 532 329	4 736 048	16,81 %
Total de la production annuelle liée au financement du logement social	1 303 627	903 188	44,34 %
Total de la production annuelle liée au financement de l'économie sociale	912 070	812 711	12,23 %

Conscient de son rôle majeur dans le financement des acteurs locaux, le Groupe BPCE a une filiale dédiée au logement social et engagée en matière de RSE sur les territoires. Créé en 2010, Habitat en Région est né de la volonté des Caisses d'Épargne et de leurs filiales de se rassembler pour afficher une ambition nationale au service de l'habitat social. L'objectif est d'accompagner ses membres vers plus d'efficacité face aux mutations urbaines et sociales. Réunissant 30 opérateurs sociaux et 17 Caisses d'Épargne parmi ses membres, Habitat en Région représente près de 215 000 logements, soit 8 % des logements sociaux en France.

Habitat en Région a lancé en 2013 un groupe de travail RSE qui a au fil des mois coconstruit la démarche RSE du réseau, s'appuyant sur les actions déjà initiées par les organismes tout en impulsant une démarche structurée. Une première phase d'analyse a permis de définir une feuille de route organisée autour des sept thématiques du référentiel logement social basé sur la norme ISO 26000, et répertoriant dix-sept ambitions et une soixantaine d'indicateurs de suivi. Un outil d'autoévaluation a ensuite été mis à disposition des membres pour évaluer, avec l'aide du chef de projet RSE, le niveau d'avancement de leur démarche. La feuille de route permettra d'accompagner la mise en œuvre des plans d'action, tout en réinventant le dialogue avec les parties prenantes afin d'apporter des réponses pertinentes aux enjeux des territoires.

6.2.2 Soutien à la croissance verte et responsable

La croissance verte est une dynamique de transformation de l'économie vers des modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement. Elle se traduit principalement par un « verdissement » des activités existantes, c'est-à-dire l'intégration de réglementations, normes ou pratiques qui font évoluer des filières entières pour les rendre compatibles avec les engagements locaux, nationaux ou internationaux sur les émissions de gaz à effet de serre. Dans le bâtiment, par exemple, l'arrivée des réglementations thermiques successives, jusqu'à l'ambitieuse RT 2012, a profondément fait évoluer un des secteurs majeurs de l'économie française. Et cette évolution va se poursuivre, les acteurs se préparent déjà à l'intégration de la RT 2020 qui verra la mise en œuvre des bâtiments à énergie positive, qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

La croissance verte se traduit aussi par des innovations qui font basculer certaines filières, voire qui en créent de nouvelles. Ces innovations peuvent être techniques, organisationnelles, sociales ou sociétales, et souvent rendues possibles par l'avènement des technologies numériques. Ces ruptures peuvent être symbolisées par la révolution des énergies renouvelables, qui, couplées à des technologies de stockage et de pilotage de l'énergie vont permettre à des

territoires entier de produire et gérer au mieux leurs énergies, en fonction des ressources et besoins locaux, et en limitant leurs émissions de carbone.

Pour permettre ces évolutions et révolutions, plus que jamais la question du financement est cruciale. Les établissements bancaires doivent se positionner en relais des initiatives publiques existantes et même en anticipation des besoins et réglementations pour permettre aux écofilères d'émerger et se structurer. L'enjeu est à la fois de permettre aux ménages et entreprises de financer leur protection contre les hausses des prix des énergies et des matières premières mais aussi contre les impacts négatifs du changement climatique (tourisme, agriculture...). L'enjeu est également d'accompagner le développement des écofilères, moteurs de la croissance de demain.

Pour atteindre son ambition en la matière, le Groupe BPCE relève plusieurs défis :

- un défi technique : mieux appréhender les innovations techniques pour comprendre le marché et par conséquent, le financer de manière plus efficace ;
- un défi organisationnel : le marché de la croissance verte se joue à la fois à l'échelle locale, nationale et européenne. Il s'adresse à tous les publics, des particuliers, professionnels TPE/PME, collectivités, aux grandes entreprises et

(1) Le CICE (Crédit d'impôt compétitivité – emploi) a pour objet de financer l'amélioration de la compétitivité des entreprises au travers d'efforts réalisés en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.

(2) Source : Atlas national commenté de l'économie sociale et solidaire 2014 ; <http://www.atelier-idf.org/ressources/observatoire-ess/chiffres-clefs/chiffres-clefs-ess-par-territoires/chiffres-nationaux.htm#c729bPIOP1>.

(3) Source : Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

institutionnels. Pour être efficace sur ce marché, il faut des organisations, des produits, des services adaptés à ces différentes dimensions ;

- un défi financier : au cœur de ces marchés émergents, l'innovation s'inscrit dans une optique d'investissement à long terme.

Le groupe se mobilise pour maîtriser la relative complexité de ces marchés et en saisir les opportunités de business. Pour cela, il s'appuie sur un réseau d'experts et de correspondants dans les Banques Populaires, Caisses d'Epargne, Crédit Coopératif, ainsi que dans ses filiales Natixis, Crédit Foncier, Banque Palatine. Chacune de ces entités a su également se constituer un réseau de partenaires impliqués sur le sujet, organisations professionnelles, industriels, collectivités locales, *think-tanks*, associations, ONG...

Cette vision du marché de la croissance verte a permis de segmenter cette transition énergétique, écologique et économique en huit filières :

- production d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse) ;
- construction (dont bois) et rénovation thermique des bâtiments ;
- transport et pilotage de l'énergie (stockage, *smartgrids*) ;
- recyclage et nouveaux matériaux ;
- renouvellement des outils de production des entreprises ;
- agriculture durable ;
- transport durable (transport public, voitures, vélos) ;
- écoinnovation autour des pôles de compétitivité et des ecotechnologies.

En 2015, la direction Développement durable de BPCE a réalisé un état des lieux des marchés de la croissance verte comprenant :

- l'identification et évaluation des différentes filières économiques concernées ;
- l'analyse du positionnement et des performances actuels des banques du groupe sur ces marchés ;
- l'évaluation des potentiels de développement commercial pour les banques du groupe.

Le Groupe BPCE s'est jusqu'à présent concentré sur deux filières majeures que sont le bâtiment et les énergies renouvelables, mais des initiatives existent dans les entités du groupe sur d'autres filières telles que l'agriculture, le transport et l'écoinnovation.

RÉALISATIONS DU GROUPE DANS LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LA CROISSANCE VERTE

Banque universelle, le Groupe BPCE est en capacité de contribuer à tous les types de projets sur les quatre axes du financement de la croissance verte : l'efficacité

énergétique, les investissements de réduction des gaz à effet de serre dans les entreprises, les entreprises impliquées dans la gestion et la valorisation des ressources naturelles et les nouveaux biens et services écologiques. La diversité de ses expertises et de ses implantations lui permet d'accompagner les projets de dimensions locale, nationale et internationale.

Le groupe dispose de solutions innovantes et d'une gamme complète et exclusive d'offres. Il occupe ainsi une position de leader sur les grands marchés de la croissance verte, notamment celui des énergies renouvelables, des transports collectifs et de l'immobilier durable.

BPCE International : un rôle de premier plan dans le financement de la transition énergétique

Le réseau BPCE International a développé une expertise dans le financement des énergies renouvelables dans les territoires où il est implanté.

La Banque de Nouvelle Calédonie et la maison mère BPCE International ont contribué au financement des panneaux photovoltaïques équipant les docks du port autonome de Nouméa.

À l'Île Maurice, une centrale éolienne à la Plaine des Roches bénéficie du financement par la Banque des Mascareignes et BPCE International.

En Polynésie, la Banque de Tahiti accompagne Électricité de Tahiti dans ses actions de développement responsable et le développement des énergies renouvelables (solaire et hydraulique).

Acteur majeur du financement des énergies renouvelables, le réseau BPCE International a ainsi financé depuis 2006 plus de 800 centrales photovoltaïques, éoliennes, biomasse et hydroélectrique en outre-mer et à l'international représentant une puissance totale de 170 MW.

En outre, le groupe propose aussi :

- des produits d'épargne : le CODEVair Banque Populaire, le compte sur livret régional Caisse d'Epargne pour financer des projets locaux, la gamme d'ISR de Mirova pour les placements financiers ;
- des solutions de crédit adaptées : les prêts PREVair et PROVair pour les Banques Populaires, Ecureuil développement durable pour les Caisses d'Epargne pour les particuliers ou professionnels ; les fonds d'investissement EuroFIDEME ou FIDEPPP destinés aux investisseurs privés ou publics.

Succès de l'émission de la première obligation « verte » de BPCE, illustration de l'engagement du Groupe BPCE en faveur de la transition énergétique ⁽¹⁾

BPCE a émis en décembre 2015 une « obligation verte » (*green bond*), pour un montant de 300 millions d'euros et une maturité de 7 ans. En accord avec les exigences des *Green Bond Principles*, l'émission permettra de financer des projets « verts » sélectionnés par Natixis Energéco, filiale de Natixis spécialisée dans le financement des énergies renouvelables.

L'émission a été réalisée avec succès, avec une souscription finale de 1,2 milliard d'euros auprès de plus de 100 investisseurs. Cette « obligation verte » constitue une première pour le Groupe BPCE, et a mobilisé les expertises de BPCE, Natixis et Natixis Energéco.

Les projets sélectionnés par Natixis Energéco porteront sur la conception, la construction et/ou la maintenance de sites de production d'énergie renouvelables (éolien, solaire et biomasse) situés en France et pour grande partie, sélectionnés avec les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne et la Banque Palatine. La sélection des projets répond à des critères stricts, selon une méthodologie de Natixis évaluée de manière indépendante par Vigeo.

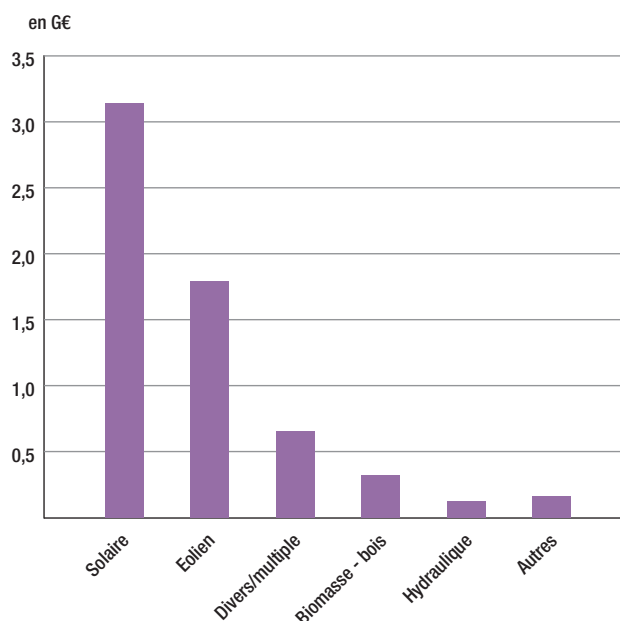
Le Groupe BPCE s'est investi dès l'origine du marché des *green bonds*. Sa filiale Mirova a participé, dès 2012, aux premières émissions d'obligations vertes, puis s'est impliqué dans les instances de place avec l'objectif de structurer et développer le marché en étroite collaboration avec, notamment, les équipes de la recherche ISR de Natixis. Mirova a reçu le Label Fonds Vert Novethic 2015 pour sa Sicav Mirova Green Bond – Global et devient ainsi le premier fonds d'obligations vertes labellisé par Novethic.

Enfin, on peut noter l'intérêt fort des investisseurs de BPCE en matière de développement durable : parmi les 200 investisseurs les plus importants du groupe, 62 % d'entre eux (en encours, au 30/09/2015) ont signé au moins l'un des engagements clés en matière de finance responsable ⁽²⁾ (*UNEP Principles for Responsible Investment, UNEP Financial Initiative, Carbon Disclosure project*).

En 2015, les encours de financement de BPCE dans la croissance verte sont de 8 milliards d'euros. Ces financements sont réalisés à 54 % par les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne et à 46 % par Natixis, BPCE International et la Banque Palatine. Dans les deux réseaux coopératifs ces financements portent à 37 % sur la rénovation thermique, à 60 % dans les énergies renouvelables et à 3 % dans les transports propres.

77,5 % de ces encours totaux portent sur les énergies renouvelables soit environ 6,2 milliards d'euros en 2015. Ils sont assurés par Natixis avec 52 % des encours et de manière assez équilibrée par les réseaux Banque Populaire (20 %) et Caisse d'Épargne (20 %), ainsi que par Banque Palatine et BPCE International, à respectivement 4 % chacun. Toutes les énergies renouvelables sont concernées mais surtout les marchés plus matures de l'énergie solaire (51 % des encours) et de l'éolien (29 % des encours).

Cette répartition montre bien que les enjeux et le soutien du Groupe BPCE se situent autant à l'international, sur de gros projets, qu'à l'échelle des territoires, des PME et des ménages.



Néanmoins, l'amélioration de la visibilité, la compréhension et la diffusion des produits qui composent l'offre commerciale verte et solidaire dans les réseaux est un enjeu majeur pour les années à venir au sein du groupe.

(1) Voir <http://www.bpce.fr/fr/Investisseur/Dette/Obligations-vertes/> / <http://www.bpce.fr/en/Investors/Funding/Green-bonds>

(2) Etude réalisée par la direction des émissions et de la Communication financière de BPCE en novembre 2015.

Le dispositif BPCE-KfW-ELENA monte en puissance

Le Groupe BPCE a été le premier à signer en 2012 avec la Commission Européenne un accord pour organiser le financement de la transition énergétique dans les territoires. Toujours seule banque pilote en France, il s'est attaché à travailler avec des collectivités locales pour donner la capacité aux ménages et copropriétés de réaliser le plus facilement possible leurs projets d'efficacité énergétique. Après une période d'ajustement entre les différents enjeux du programme, formation numérique, communication, guichet unique etc., les résultats montrent la pertinence du modèle retenu.

Au 31 juillet 2015, 2 millions d'euros de subventions ont été alloués aux collectivités partenaires, dont 360 000 euros déjà engagés. Les ménages ont bénéficié de 2,2 millions d'euros de prêts des Banques Populaires et Caisses d'Epargne participantes, permettant un investissement total final de 16 millions d'euros et une économie d'énergie de 37 GWh. 670 projets diffus d'efficacité énergétique ont été ainsi soutenus. Alors que des plates-formes locales de la rénovation thermique se développent sous de multiples formes, l'expérience montre que l'intégration complète de l'acteur bancaire au sein du dispositif est un facteur clé de succès. Signe de cette réussite, d'autres collectivités sollicitent les Banques Populaires et Caisses d'Epargne pour étendre le dispositif. S'il reste toujours en phase pilote, un nouveau territoire et une nouvelle banque viennent de le rejoindre en 2015 : région Basse Normandie et département de la Manche, partenaires de la Banque Populaire de l'Ouest. Ils retrouvent donc la Banque Populaire des Alpes et le Pays Voironnais, la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne et la Région Lorraine, la Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté et la région Franche-Comté, ainsi que la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire et la région Bretagne.

Financer la croissance verte, c'est aussi choisir de se retirer de secteurs qui sont à ce jour jugés incompatibles avec la poursuite d'un objectif de soutenabilité environnementale et économique. À ce titre, Natixis a fait le choix en 2015 de se retirer du financement de l'industrie du charbon, dans le monde entier (cf. partie p. 492).

Mirova et la CNULCD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification) s'associent pour créer le premier fonds au monde visant à atteindre la neutralité en termes de dégradation des terres

Le jeudi 3 décembre 2015, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), par le biais de son volet opérationnel – le Mécanisme Mondial – et Mirova, la société de gestion de Natixis dédiée à l'investissement responsable, ont signé un protocole d'entente en vue de structurer le premier fonds mondial dédié à atteindre la neutralité en termes de dégradation des terres – le fonds LDN. L'ambition du fonds sera de créer un nouveau territoire d'investissement : celui de la réhabilitation et de la prévention de la dégradation des terres. Le lancement du Fonds devrait avoir lieu en décembre 2016.

➡ INITIATIVES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE LA CROISSANCE VERTE (PRODUCTION)

Produits réglementés (en euros)	2015		2014	
	Nombre	Encours	Nombre	Encours
Épargne				
Livret de Développement Durable (LDD)	297 540	1 047 051 541	312 779	1 087 180 468
Prêts verts				
PREVair (prêt sur ressources LDD)	725	18 811 927	1 093	23 426 574
Ecureuil crédit DD (prêt sur ressources LDD)	6 262	65 242 265	6 657	66 179 374
Éco-PTZ	5 192	89 634 198	7 699	134 422 757
TOTAL PRÊTS VERTS RÉGLEMENTÉS	12 179	173 688 390	15 449	224 028 705

	2015		2014	
	Nombre	Encours	Nombre	Encours
Produits volontaires (non réglementés) (en euros)				
Épargne				
Livret CODEVair	4 659	191 236 330	5 677	200 200 693
Prêts verts				
PREVair (sur ressources CODEVair)	180	2 357 698	277	4 740 823
PREVair Auto	2 196	27 946 779	2 090	24 346 493
Ecureuil auto DD	4 573	44 764 946	5 125	49 823 554
PROVair	71	7 022 964	106	11 722 979
TOTAL PRÊTS VERTS NON RÉGLEMENTÉS	7 020	82 092 387	7 598	90 633 849
TOTAL PRÊTS VERTS (RÉGLEMENTÉS + NON RÉGLEMENTÉS)	19 199	255 780 777	23 047	314 662 554

6.2.3 Contribution au développement économique des territoires

POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES : LE PROJET AGIR

Intégrer la RSE dans la politique achats

BPCE Achats, structure dédiée aux achats du groupe, a lancé, en septembre 2012, le projet « Agir ensemble pour des achats responsables ». Cette démarche d'achats responsables (AgIR) s'inscrit dans un objectif de performance globale et durable impliquant les entreprises du groupe et les fournisseurs. Elle s'appuie sur les engagements pris par le Groupe BPCE lors de la signature de la charte « Relations fournisseur responsables » en décembre 2010.

La première phase de diagnostic de l'existant a permis d'une part, de mesurer le degré de maturité des entreprises du groupe en matière d'achats responsables et d'autre part, d'identifier les risques et opportunités RSE par catégorie d'achats. Un panel de fournisseurs a également été interrogé et invité à se positionner en matière de RSE.

À la suite de ce diagnostic, une politique d'achats responsables a été élaborée par un groupe de travail constitué des directions Immobilier Et Services, Développement durable et Ressources humaines du Groupe BPCE et des départements Conseil et services aux adhérents, Achats immobiliers et moyens généraux et du service juridique de BPCE Achats.

Engager les parties prenantes autour de la politique achats responsables

Cette politique définit la démarche achats responsables du groupe et les engagements de la filière achats, des directions métiers et des fournisseurs du Groupe BPCE. Elle a été ratifiée en avril 2013 par consultation ordinaire des entreprises adhérentes de BPCE Achats.

BPCE Achats a diffusé cette politique à l'ensemble de la filière achats et à ses interlocuteurs métiers dans le groupe. Les fournisseurs nationaux référencés par BPCE Achats ont été informés de la performance et des engagements RSE attendus pour le Groupe BPCE et le sont lors de nouvelles consultations.

Déployer la politique achats responsables dans le quotidien des achats

Les responsables achats du groupe ont été invités à déployer et relayer cette politique au sein de leur entreprise et de leur panel fournisseurs :

- dans le processus achats : la déclinaison de la politique achats responsables a été formalisée dans les différents outils du processus achats par leur adaptation ou par la création de nouveaux documents (dossier de consultation, cahier des charges, questionnaire fournisseur avec outil d'autoévaluation RSE des fournisseurs, grille de réponse de l'offre, grille de prix, grille d'évaluation et de sélection des offres) ;
- dans le plan de performance achats : la mise en œuvre de la politique achats responsables est traduite dans les plans d'action achats nationaux et locaux (« plan performance achats ») en quatre leviers :
 - actualiser l'expression du besoin et son impact écologique,
 - garantir un coût complet optimal,
 - intensifier la coopération avec les fournisseurs,
 - recourir aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.

L'objectif est d'intégrer ces leviers dans les actions nationales, régionales et locales des plans de performance achats construits par la filière achats : acheteurs de BPCE Achats et des entreprises du groupe ;

- dans la relation fournisseur : BPCE Achats a souhaité évaluer ses fournisseurs sur leur performance RSE dans le cadre des référencements nationaux. Les nouveaux fournisseurs consultés doivent répondre de leurs engagements RSE au travers d'un questionnaire d'autoévaluation joint au dossier de consultation. Quant aux fournisseurs nationaux déjà référencés, ils doivent remplir ce questionnaire d'autoévaluation et le mettre à disposition dans la base de documents réglementaires animée par BPCE Achats. Les responsables achats des entreprises du groupe sont invités à déployer ce questionnaire auprès de leur propre panel fournisseurs.

➔ POLITIQUE ACHATS

Indicateurs	2015	2014
Taux d'intégration de la politique achats responsables dans la stratégie des familles d'achats en montant d'achats (en %) ⁽¹⁾	37 %	27 %
Taux d'intégration au niveau national de la politique achats responsables dans le plan de performance achats (en %) ⁽²⁾	70 %	76 %
Actions achats nationales menées avec une approche en coût complet ou TCO (<i>Total Cost of Ownership</i>) dans le plan de performance achats (en %) ⁽³⁾	79 %	NA
Délai moyen de paiement des fournisseurs (en jours)	25	32,40
Maîtrise du taux de dépendance avec les fournisseurs nationaux (en %) ⁽⁴⁾	93 %	NA

(1) Montant d'achats des sous-familles d'achats ayant formalisé une stratégie d'Achats Responsables (rédaction fiches méthodologiques)/Montant des achats couverts par les achats (source Codex 2014).

(2) Nombre d'actions nationales du plan de performance achats (PPA) intégrant au moins un levier AgiR/Nombre total d'actions nationales du PPA.

(3) Nombre d'actions nationales du plan de performance achats (PPA) intégrant le levier G de AgiR « Garantir un coût complet optimal »/Nombre total d'actions nationales du PPA.

(4) Montant d'achats réalisés avec les fournisseurs pilotés par BPCE Achats ayant un taux de dépendance inférieur à 30 %/Montant d'achats réalisés avec les fournisseurs pilotés par BPCE Achats.

Intégration de la politique achats responsables dans la stratégie des familles d'achats

Des fiches méthodologiques par secteur ont été développées dans l'objectif de définir la stratégie achats responsables des sous-familles d'achats et de la partager auprès de l'ensemble de la filière achats et des directions métiers concernées. Ces fiches mettent à disposition de nombreuses informations sur chaque sous-famille concernée : les principaux enjeux RSE, les leviers AgiR prioritaires, une réflexion sur l'expression du besoin, des éléments de calcul du coût complet sur l'ensemble du cycle de vie du produit ou de la prestation, des indicateurs de suivi de la performance RSE, des propositions d'intégration des enjeux RSE dans l'achat, le niveau de maturité RSE du marché et des retours d'expérience internes ou externes au groupe.

Promouvoir une relation durable et équilibrée avec les fournisseurs

Label Relations fournisseur responsables

Le label Relations fournisseur responsables décerné à quatre entreprises du Groupe BPCE, en coopération avec BPCE Achats : la Banque Populaire Atlantique, la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire, la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne-Ardenne et BPCE.

Dans le prolongement de la charte, le label Relations fournisseur responsables est décerné par la médiation Inter-entreprises (dépendant du ministère de l'économie) et la CDAF (Compagnie des dirigeants et acheteurs de France). Il vise à distinguer les entreprises françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs.

Afin d'établir un premier bilan du déploiement de la politique achats responsables et mettre en œuvre une dynamique d'amélioration continue dans ses pratiques d'achats responsables, le Groupe BPCE s'est porté candidat pour l'obtention de ce label, dans le respect de son modèle coopératif en associant quatre entreprises volontaires pour s'inscrire dans cette démarche de progrès, avec la coopération de BPCE Achats.

Ainsi, la Banque Populaire Atlantique, la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire, la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne-Ardenne et BPCE ont reçu ce label le 25 novembre 2015, attribué pour 3 ans. Des audits de suivi annuels permettront de vérifier que les bonnes pratiques responsables vis-à-vis des fournisseurs du groupe (respect des intérêts fournisseurs, intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les procédures achats, qualité des relations fournisseurs...) sont effectivement mise en œuvre de façon permanente par les entreprises labellisées.

Ce label récompense la stratégie d'achats responsables animée par BPCE Achats et le déploiement du développement durable au cœur de la fonction achats et dans les relations avec les fournisseurs du Groupe BPCE.

Actions en faveur des PME

En décembre 2013, le Groupe BPCE a adhéré à Pacte PME, association dont l'objectif est d'aider les membres grands comptes adhérents, à construire, mettre en œuvre et évaluer les actions permettant de renforcer leurs relations avec les PME. Un plan d'action en faveur des PME a été présenté au comité de suivi paritaire de Pacte PME (composé d'un collège de PME, grands comptes et personnalités qualifiées) qui a rendu un avis positif. Parmi ces actions, les outils proposés par Pacte PME ont été présentés aux filières achats, innovation et développement durable.

Sensibiliser aux achats responsables

Depuis 2013, seize ateliers de réflexion et de formation-action sur les enjeux RSE liés aux achats ont été mis en place et animés par des experts achats et RSE. Ils ont permis de sensibiliser les acheteurs de BPCE Achats et les représentants des directions métier à ces nouveaux enjeux.

En 2015, un programme d'informations ciblées (Matinales Achats, programme réservé aux nouveaux arrivants) a été mis en place pour présenter tous les outils de déploiement des achats responsables auprès d'un large public (filières achats, métiers, référents handicap, correspondants innovation et développement durable).

Depuis 2015, un objectif en lien avec les achats responsables a été mis en place dans la part variable des acheteurs de BPCE Achats.

Perspectives

L'ambition du groupe est de continuer à déployer la politique achats responsables dans les stratégies d'achats des différentes familles et de la mettre en œuvre dans les actions des plans de performance achats. L'appropriation de la politique achats responsables se poursuivra grâce à la diffusion des bonnes pratiques, à une réflexion sur l'évaluation RSE des fournisseurs et au suivi du plan de progrès dans le cadre du label Relations fournisseur responsables.

POLITIQUE DE SOUS-TRAITANCE

Place de la sous-traitance et respect des dispositions des conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail

Dans le cadre de la politique d'achats responsables, les fournisseurs du groupe s'engagent à se conformer aux normes et réglementations en vigueur en matière de RSE et à promouvoir ces engagements auprès de leurs fournisseurs et sous-traitants.

POLITIQUE HANDICAP : LA DÉMARCHE PHARE

Depuis juillet 2010, la filière achats s'est inscrite dans l'ambition de responsabilité sociétale du Groupe BPCE en lançant la démarche PHARE (politique handicap et achats responsables). Elle est portée par les filières achats et ressources humaines pour contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des personnes fragilisées par un handicap en sous-traitant certaines activités au secteur du travail protégé et adapté (STPA).

En 2015, le Groupe BPCE confirme cet engagement avec près de 13,3 millions d'euros TTC ⁽¹⁾ de dépenses effectuées auprès du STPA, soit un montant triplé depuis le lancement de la démarche. Les achats confiés par le Groupe BPCE au STPA contribuent à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, correspondant à 463 équivalents temps plein (ETP).

Aujourd'hui, les collaborations avec ce secteur se sont multipliées et diversifiées, tout en veillant à la pérennité des actions déjà mises en place. Le Groupe BPCE travaille avec plus de 300 fournisseurs du secteur proposant des prestations classiques, comme l'entretien des espaces verts et la gestion des D3E ⁽²⁾, mais également des prestations en lien avec son activité bancaire comme le nettoyage et le recyclage des automates bancaires, les appels sortants clientèle ou le vidéocodage des chèques. De nouvelles prestations sont en cours de déploiement

dans le groupe comme la gestion des visites médicales, la numérisation des dossiers RH et d'utilisation de cartouches remanufacturées pour les imprimantes.

En ayant recours aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, la démarche PHARE s'inscrit désormais à part entière comme un des leviers du projet AgiR et prend ainsi une nouvelle dimension en faisant partie intégrante d'une politique achats responsables plus globale.

Avec cette démarche, le groupe se fixe pour objectif de continuer à développer de manière significative le recours aux entreprises adaptées (EA) et les établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et augmenter ainsi son taux d'emploi indirect de personnes en situation de handicap.

Le colloque PHARE vise à favoriser la rencontre entre les entreprises du STPA et les entreprises du groupe afin d'encourager ces dernières à recourir plus facilement aux entreprises EA et ESAT. Porté par les filières ressources humaines et Achats, ce rendez-vous annuel est aussi l'occasion de partager les bonnes pratiques afin de faciliter la mise en place de nouvelles actions.

Pour la sixième édition, le Groupe BPCE a choisi de sensibiliser plus particulièrement les filières marketing et communication grâce aux interventions d'EA/ESAT représentatives et aux retours d'expériences de leurs clients. La mobilisation de ces filières se poursuivra en 2016.

➔ RECOURS AU SECTEUR ADAPTÉ ET PROTÉGÉ

Indicateurs	2015	2014
Nombre d'équivalents temps plein (ETP) développés auprès du secteur adapté et protégé (estimation 2015)	463	433 *
Montant d'achats auprès du secteur adapté et protégé (estimation 2015) (en milliers d'euros TTC)	13 300	12 400 *

* Les données 2014 estimées, publiées dans le document de référence 2014, ont été actualisées avec les données effectivement réalisées en 2014

6.2.4 Loyauté des pratiques

CONFORMITÉ DES PRATIQUES

Dans le cadre du contrôle interne et en application de la charte conformité juridique groupe, la direction de la Sécurité et Conformité du Groupe BPCE a mis en place plusieurs dispositifs de contrôle qui relèvent de la sécurité financière et de la déontologie.

➔ DISPOSITIF DE FORMATION AUX POLITIQUES, PROCÉDURES ANTI-BLANCHIMENT

Indicateur	2015
% de salariés formés aux politiques, procédures anti-blanchiment de l'entité ⁽¹⁾ (% calculé à partir des déclarations des entités)	98 % ⁽²⁾

(1) Nombre de collaborateurs (CDI/CDD/Alternant) ayant reçu la formation lutte anti-blanchiment depuis moins de 2 ans.

(2) Pourcentage calculé par rapport à une activité formation de deux années et sur l'effectif permanent moyen temps plein.

En 2015, aucune sanction pour comportement anti-concurrentiel ou infractions aux lois antitrust et pratiques monopolistiques n'a été prononcée à l'encontre du Groupe BPCE.

PRÉVENTION DE LA CORRUPTION

La prévention de la corruption fait partie d'un dispositif de sécurisation financière qui traduit l'engagement du groupe adhérent au Pacte mondial des Nations Unies.

La cartographie des procédures et dispositifs applicatifs existants relevant en tout ou partie de la prévention de la corruption, incluant les sources documentaires dans lesquels ils sont formalisés, englobe notamment la sécurité financière (lutte contre le blanchiment de capitaux, gestion des embargos, prise

en compte de listes de personnes politiquement exposées), la lutte contre la fraude, la prévention des conflits d'intérêts, la politique des cadeaux, avantages et invitations, la vigilance apportée aux contributions politiques ou à des agents publics, les donations, le mécénat et le *sponsoring*, le *lobbying*, l'encadrement des intermédiaires et apporteurs d'affaires, les principes de confidentialité et de secret professionnel, les modules de formation et de sensibilisation des collaborateurs, un dispositif lanceur d'alerte, ainsi que des dispositifs associés de contrôles, de suivi et de reporting.

(1) Estimations.

(2) Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques.

Les collaborateurs sont appelés à la plus grande vigilance au regard des sollicitations et pressions dont ils peuvent être l'objet, ou des situations révélant notamment des commissions anormalement élevées ou surfacturées, ainsi que des rencontres informelles et privées avec des entreprises publiques.

Au niveau international, Natixis s'assure plus spécifiquement du strict respect des réglementations locales, telles que le *UK Bribery Act* ou le *Foreign Corrupt Practices Act*.

En outre, dans le cadre du contrôle interne et en application de la charte conformité groupe la direction Conformité et Sécurité groupe a mis en place en 2014, une procédure cadre et les dispositifs applicatifs associés en matière de prévention et de traitement de la fraude interne. Une autorisation des traitements a été obtenue à cet égard auprès de la CNIL.

POLITIQUE QUALITÉ

Le groupe a placé la satisfaction de ses clients au cœur de sa stratégie. La mesure de la qualité de la relation client a été organisée au sein de chacun des réseaux, conformément à l'identité et la spécificité de chacun pour assurer l'exécution concrète de cet engagement.

La qualité est aussi intégrée dans les projets du groupe impactant la satisfaction des clients et des collaborateurs.

Des dispositifs nationaux d'échanges avec les clients ont été mis en place dans l'ensemble des banques régionales. Chaque réseau travaille sur une enquête nationale de satisfaction client qui interroge tous les deux mois des clients particuliers et professionnels de l'ensemble des banques. 20 000 clients sont ainsi interrogés pour chaque établissement qui est destinataire d'un rapport présentant ses résultats. Les enquêtes de satisfaction portent aussi sur les clients entreprises et gestion privée.

Les clients des deux réseaux sont également interrogés systématiquement lors des « moments clés » de leur relation avec la banque : entrée en relation, crédit immobilier, changement de conseiller, réclamation, etc. Par ailleurs, des visites et appels mystères sont effectués très régulièrement afin d'évaluer la qualité de service proposée aux clients. En 2015, ces opérations ont davantage évalué le talent relationnel des conseillers.

Cette démarche est amplifiée en 2015 par la mise en œuvre du programme « qualité haute définition » qui interroge systématiquement les clients des établissements après chaque entretien avec son conseiller afin de connaître son niveau de satisfaction sur l'accessibilité de celui-ci, l'accueil, la qualité du conseil et le traitement de ses demandes. Les résultats sont restitués mensuellement aux agences.

Ces dispositifs sont relayés régionalement par la mise à disposition dans chaque banque régionale, des moyens nécessaires pour administrer leurs propres enquêtes, notamment l'obtention de la satisfaction des clients déclinée par agence. Près de 12 millions de clients sont ainsi interrogés afin que chacune des agences dispose des repères permettant de satisfaire les attentes exprimées.

L'ensemble de ces actions sert à construire des plans d'amélioration. Dans ce but, le Groupe BPCE a déployé dans les banques régionales un outil leur permettant de construire leur propre démarche qualité. Des chantiers sont pilotés par la direction de la Qualité du Groupe BPCE et déployés dans les réseaux. Des bonnes pratiques sur la qualité de service sont diffusées. Enfin, cette démarche, déjà en place dans les départements d'Outre-mer (Réunion, Antilles-Guyane), a commencé à être déployée à l'international, avec des enquêtes qualité auprès des clients au Cameroun et à Madagascar.

En 2015, BPCE lance une démarche « Esprit de service : vers l'entreprise idéale... » afin de répondre aux exigences croissantes des clients dans un environnement digital et concurrentiel en forte évolution. Ce projet vise à mutualiser et initier toutes les pratiques et projets favorisant un meilleur traitement de la demande des clients tout en accompagnant les collaborateurs dans ce contexte en forte évolution.

Depuis trois ans maintenant, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne voient globalement la satisfaction de leurs clients croître.

POLITIQUE HANDICAP CLIENT

Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont pris de multiples initiatives en faveur de l'accès aux services bancaires des personnes en situation de handicap :

- elles proposent aux personnes malvoyantes de recevoir gratuitement leurs relevés de compte en braille, voire pour certaines d'entre elles des guides et chèquiers spécifiques. Elles s'attachent à rendre leurs services accessibles avec l'installation d'automates et de distributeurs comprenant des touches en braille et synthèse vocale ainsi que des dispositifs dédiés aux sites internet. En 2015, les réseaux ont dispensé des formations spécifiques en matière de handicap (langue des signes, accueil de personnes handicapées en agence, etc.). Ils ont directement favorisé l'emploi des personnes handicapées en sensibilisant et conseillant les entreprises sur leur territoire, ou en proposant aux personnes handicapées des simulations d'entretiens d'embauche ;
- BPCE Assurances a mis en place pour ses assurés, un dispositif d'accessibilité pour les personnes malentendantes et sourdes. La gestion des contrats, l'assistance, la déclaration ou encore l'indemnisation de sinistres sont à présent joignables directement par l'assuré via le site de sa Caisse d'Epargne. Le dispositif est complété par la mise en place d'une assistance d'urgence par SMS 24 h 24 pour tout besoin d'assistance (en cas de sinistre ou encore de panne de véhicule). Cet outil permet aux clients malentendants et sourds de se mettre en relation avec un conseiller assurance grâce à une télé transcription ou une visio interprétation des propos échangés. Le contact peut ainsi être établi en toute autonomie et sans recours à un tiers comme c'est souvent le cas ;
- plusieurs banques s'appuient aussi directement sur des conseillers de clientèle formés à la langue des signes ; elles ont également développé des produits spécifiquement conçus pour les personnes handicapées, afin par exemple de les aider à financer l'équipement et l'aménagement de leur habitat de manière adaptée.

Banque Populaire s'associe à Ethik Event pour créer un événement de sensibilisation sur le thème de l'accessibilité

À travers un événement original décliné sur trois journées dans les locaux de BPCE, à Paris, Banque Populaire a valorisé son engagement sociétal et la valeur ajoutée de son offre « Accessibilité », lancée au printemps 2014.

En effet, Banque Populaire, en partenariat avec Ethik Events, a créé un parcours permettant de vivre, en situation de handicap visuel, auditif ou moteur, un commerce « non accessible » et un autre « accessible ».

Les 200 personnes, partenaires professionnels, journalistes, collaborateurs et représentants des Banques Populaires, ont ainsi pu mieux comprendre les problématiques des personnes en situation de handicap, découvrir des solutions concrètes d'aménagement et échanger avec des experts du handicap et de l'accessibilité.

Indicateurs	2015	2014
Nombre d'immeubles certifiés ou écolabellisés	26	22
Surface concernée par les immeubles certifiés ou écolabellisés (en m ²)	124 565	50 413
Nombre d'agences accessibles loi handicap 2005	4 967	3 831
Part des agences accessibles loi handicap 2005 (en %)	54,5 %	45 %

6.3 Informations sociales

6.3.1 Les indicateurs sociaux quantitatifs du Groupe BPCE

EMPLOI

Effectif total groupe

L'effectif total des collaborateurs du Groupe BPCE s'élève à 108 356 inscrits au 31 décembre 2015 dont 90 % en France.

Les effectifs des Banques Populaires représentent 29 % de l'effectif du groupe et ceux des Caisses d'Epargne 33 %.

L'effectif total est en baisse de 0,2 % par rapport à 2014.

Effectif total	2015	2014	Évolution
Banques Populaires	31 331	31 532	(0,6 %)
Caisses d'Epargne	36 280	36 402	(0,3 %)
Filiales et autres banques	10 320	10 413	(0,9 %)
Natixis	22 793	22 503	1,3 %
Immobilier	1 943	1 964	(1,1 %)
Organe central	1 520	1 574	(3,4 %)
Informatique et autres opérations	4 169	4 151	0,4 %
TOTAL GROUPE	108 356	108 539	(0,2 %)

CDI et CDD inscrits au 31/12 hors CDD alternance. Répartition pro forma des données 2014

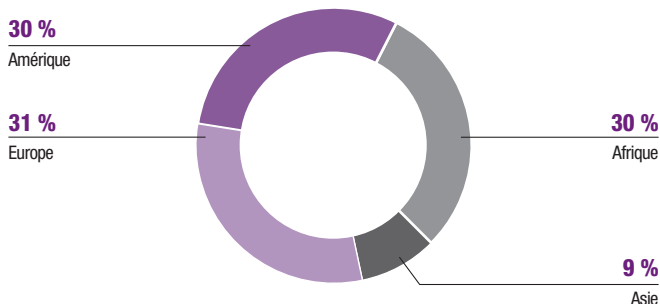
Répartition géographique des effectifs

10 % des effectifs du Groupe BPCE se situent à l'étranger.

➔ EFFECTIF À L'ÉTRANGER

	Natixis	Autres filiales	Immobilier	Total	
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%
Europe	3 193	125	148	3 466	31 %
Amérique	3 327	-	-	3 327	30 %
Afrique	1 277	2 082	-	3 359	30 %
Asie	993	56	1	1 050	9 %
TOTAL GROUPE	8 790	2 263	149	11 202	100 %

CDI et CDD inscrits au 31/12/2015 hors CDD alternance.



Périmètre des données sociales

Le périmètre étudié ci-après représente 86 % de l'effectif total du Groupe BPCE en France.

Il comprend les Banques Populaires, les Caisses d'Epargne, la Banque Chaix, la Banque de Savoie, la Banque Dupuy, de Parseval, la Banque Marze, les caisses du Crédit Maritime, les filiales du Crédit Coopératif, SBE, PRIAM, BPCE International, les organismes informatiques i-BP, IT-CE et BPCE-IT ainsi que l'organe central BPCE et Natixis SA (voir paragraphe 6.6).

Répartition de l'effectif par contrat, statut et sexe

Effectif CDI/CDD	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
CDI y compris alternance	78 094	93,7 %	78 731	94,1 %
CDD y compris alternance	5 286	6,3 %	4 972	5,9 %
TOTAL	83 380	100 %	83 703	100 %

CDI et CDD inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

Effectif non cadre/cadre	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
CDI non cadre	46 131	59,1 %	47 134	59,9 %
CDI cadre	31 963	40,9 %	31 597	40,1 %
TOTAL	78 094	100 %	78 731	100 %

CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

Effectif par sexe	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
CDI femme	43 244	55,4 %	43 315	55,0 %
CDI homme	34 850	44,6 %	35 416	45,0 %
TOTAL	78 094	100 %	78 731	100 %

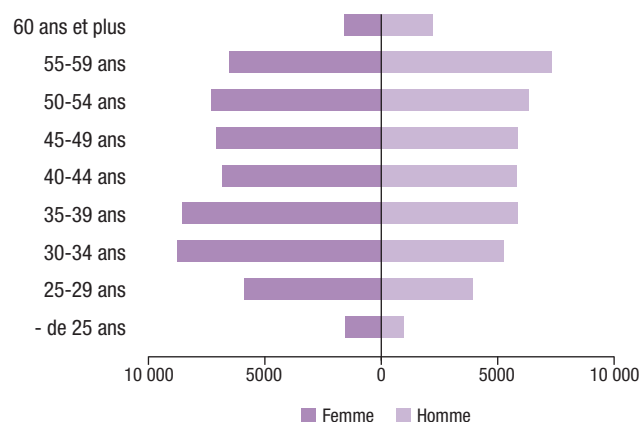
CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

Près de 94 % des collaborateurs sont en contrat à durée indéterminée. Les femmes représentent 55 % des collaborateurs en CDI. La proportion de cadres est de 40,9 % et continue de croître régulièrement chaque année.

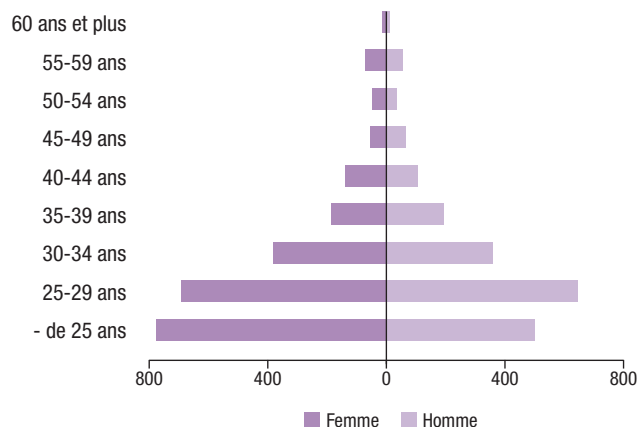
Répartition de l'effectif et des embauches par classe d'âge

La part des collaborateurs âgés de moins de 35 ans représente 27 % de l'effectif CDI et contribue à l'équilibrage de la pyramide des âges en préparant le remplacement progressif des départs naturels à la retraite d'un nombre significatif de collaborateurs de 55 ans et plus (18 % de l'effectif CDI) dans les prochaines années.

➡ PYRAMIDE 2015 DE L'EFFECTIF CDI



➡ PYRAMIDE 2015 DES RECRUTEMENTS CDI



Répartition des embauches par contrat, statut et sexe

	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
Embauches CDI/CDD				
CDI y compris alternance	4 319	32,5 %	3 536	29,9 %
CDD y compris alternance	8 961	67,5 %	8 279	70,1 %
TOTAL	13 280	100 %	11 815	100 %

CDI et CDD inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma. La création de BPCE IT est neutralisée sur 2015.

	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
Embauches non cadre/cadre				
CDI non cadre	3 211	74,3 %	2 519	71,2 %
CDI cadre	1 108	25,7 %	1 017	28,8 %
TOTAL	4 319	100 %	3 536	100 %

CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

	2015		2014	
	Nombre	%	Nombre	%
EMBAUCHES PAR SEXE				
FEMME	2 344	54,3 %	1 863	52,7 %
HOMME	1 975	45,7 %	1 673	47,3 %
TOTAL	4 319	100 %	3 536	100 %

CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

Structure des départs CDI par motif et par sexe

Le nombre de licenciements en 2015 représente 9,5 % du total des départs CDI. Ce chiffre est en baisse de 3 points par rapport à 2014. Le nombre de départs en retraite, en augmentation cette année, représente 2 % de l'effectif CDI 2014.

	2015				2014	
	Femme	Homme	Total		Total	
	Nombre	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
Départs CDI						
Démission	689	605	1 294	25,7 %	1 099	24,6 %
Licenciement	209	268	477	9,5 %	547	12,3 %
Mutation	234	255	489	9,7 %	434	9,7 %
Retraite	715	828	1 543	30,6 %	1 414	31,7 %
Rupture conventionnelle	205	228	433	8,6 %	337	7,5 %
Rupture période d'essai	147	179	326	6,5 %	262	5,9 %
Autres motifs	258	218	476	9,4 %	371	8,3 %
TOTAL	2 457	2 581	5 038	100 %	4 464	100 %

CDI y compris alternance. Données 2014 pro forma.

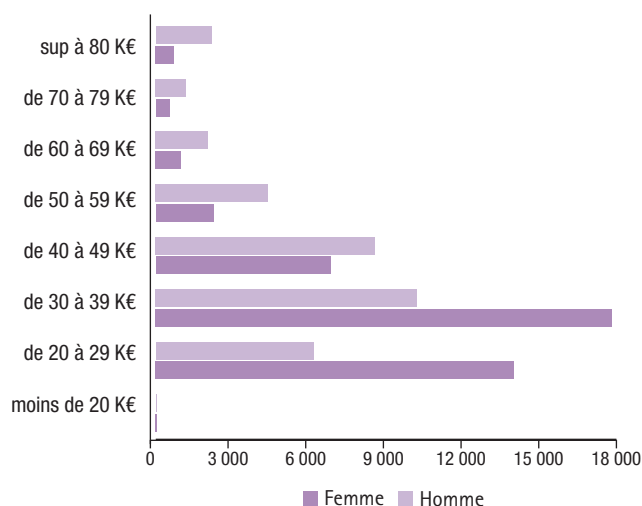
Rémunérations

Chacune des entreprises du groupe met en œuvre chaque année une procédure d'analyse et de révision des rémunérations individuelles et de leur évolution par rapport aux objectifs partagés avec les collaborateurs.

➔ SALAIRE DE BASE MÉDIAN DE L'EFFECTIF CDI PAR SEXE ET PAR STATUT

Salaire de base médian	Médiane		Évolution	Ratio H/F
	2015	2014		
Femme	33 576	33 349	0,68 %	-
Femme non cadre	30 560	30 522	0,12 %	-
Femme cadre	45 541	45 444	0,21 %	-
Homme	40 865	40 765	0,25 %	-
Homme non cadre	31 606	31 752	(0,46 %)	-
Homme cadre	50 000	49 886	0,23 %	-
Non-cadre	30 900	30 900	0,00 %	3,29 %
Cadre	48 121	48 013	0,22 %	8,92 %
TOTAL	36 259	36 122	0,38 %	17,83 %

CDI hors alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

➔ RÉPARTITION DE L'EFFECTIF CDI (HORS CDI ALTERNANCE)
INSCRIT AU 31 DÉCEMBRE 2015 PAR TRANCHE DE SALAIRE

Organisation, durée du travail

Au sein du groupe, la durée du temps de travail relève d'accords propres à chacune des entreprises. La moyenne hebdomadaire du temps de travail rapportée à une base annuelle est comprise entre 35 et 39 heures, avec des mesures compensatoires éventuelles portant notamment sur l'attribution de jours de RTT complémentaires aux collaborateurs.

De manière générale, les collaborateurs travaillant selon un horaire collectif ont la possibilité d'exercer leur activité à temps partiel.

En 2015, près de 12 % des collaborateurs de l'effectif CDI, dont 91,6 % de femmes, travaillent en temps partiel.

➔ STRUCTURE DES CDI À TEMPS PARTIEL PAR SEXE ET PAR STATUT

Temps partiels	2015			2014		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Non-cadre	6 507	474	6 981	6 696	487	7 183
Cadre	1 852	291	2 143	1 781	251	2 032
TOTAL	8 359	765	9 124	8 477	738	9 215

CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

➔ RÉPARTITION DES CDI À TEMPS PARTIEL SELON LA DURÉE DU TRAVAIL

Temps partiels	2015			2014		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Moins de 50 %	244	36	280	256	39	295
50 %	352	74	426	391	61	452
Plus de 50 et moins de 80 %	2 649	242	2 891	2 659	254	2 913
80 %	2 416	189	2 605	2 507	174	2 681
Plus de 80 %	2 698	224	2 922	2 664	210	2 874
TOTAL	8 359	765	9 124	8 477	738	9 215

CDI y compris alternance inscrits au 31/12. Données 2014 pro forma.

FORMATION

Le périmètre étudié ci-après représente 91 % des effectifs CDI y compris alternance, du périmètre des données sociales.

Il comprend les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ainsi que leurs filiales informatiques i-BP et IT-CE, hors BPCE IT, et l'organe central BPCE.

➡ RÉPARTITION DES COLLABORATEURS CDI FORMÉS PAR SEXE ET PAR STATUT

Le volume d'heures de formation en 2015, soit 1 928 643 heures, témoigne des efforts de toutes les entreprises du groupe pour former leurs collaborateurs dans un secteur bancaire évolutif et exigeant.

Sur le périmètre étudié, le volume de collaborateurs formés est stable par rapport à l'an passé.

92 % de l'effectif CDI du périmètre formation a bénéficié d'au moins une action de formation en 2015.

À 88 %, les actions de formation sont consacrées à l'adaptation des collaborateurs à leur poste de travail et au maintien de leur employabilité.

	2015			2014		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Collaborateurs formés						
Non-cadre	27 709	14 336	42 045	27 581	14 652	42 233
Cadre	9 543	14 389	23 932	9 097	14 686	23 783
TOTAL	37 252	28 725	65 977	36 678	29 338	66 016

CDI y compris alternance inscrits au 31/12.

➡ RÉPARTITION DU NOMBRE D'HEURES DE FORMATION PAR SEXE ET PAR STATUT

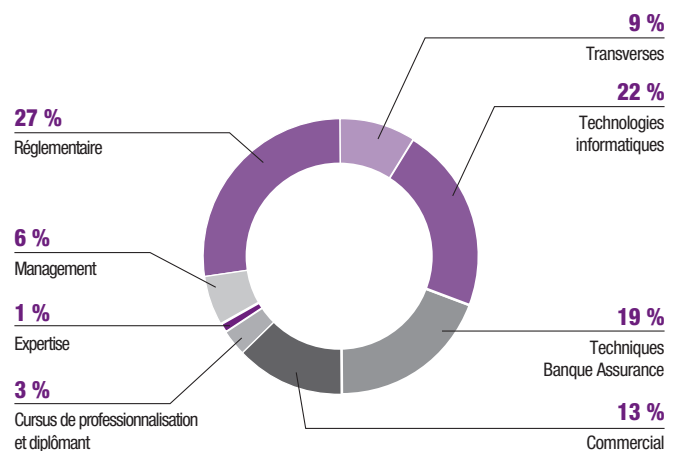
	2015			2014		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Heures de formation						
Non-cadre	747 095	481 999	1 229 094	761 720	507 833	1 269 553
Cadre	286 953	412 596	699 549	298 170	454 332	752 502
TOTAL	1 034 048	894 595	1 928 643	1 059 890	962 165	2 022 055

CDI y compris alternance inscrits au 31/12.

➡ RÉPARTITION DES COLLABORATEURS CDI FORMÉS PAR DOMAINE DE FORMATION

Dans un secteur où la réglementation est toujours plus présente, les actions de formation sont majoritairement orientées sur le domaine réglementaire.

Viennent ensuite les domaines concernant les technologies et les techniques Banque Assurance.



6.3.2 Les collaborateurs, acteurs de la construction et du développement du groupe

EXCELLENCE RH, DÉCLINAISON RH DU PLAN STRATÉGIQUE 2014-2017

Les enjeux managériaux et humains sont au cœur de notre plan stratégique « Grandir autrement » avec trois mots clés : **AMBITION, MOBILISATION et CLIENTS**. La réussite repose à la fois sur l'efficacité de la chaîne managériale, du *top management* au manager de proximité, et sur l'engagement de l'ensemble des femmes et des hommes des entreprises du groupe.

Pour « Grandir autrement », le management constitue un levier de différenciation puissant qui favorise à la fois, l'engagement des salariés au service des clients, la vitesse de conduite des changements et le jeu collectif pour la performance et l'innovation. Chacune de nos entreprises mène sa propre démarche managériale et RH en mettant l'accent sur ses valeurs et son identité. Le Groupe BPCE tire parti collectivement de ce levier de différenciation en valorisant la cohésion de la chaîne managériale autour de principes communs, simples et forts et le renforcement de l'engagement des salariés.

Le projet « L'Excellence RH au service de nos clients » définit la vision RH des comportements attendus des salariés et des managers ainsi que la déclinaison opérationnelle de cette vision, en d'autres termes nos engagements RH pour la période 2014-2017.

Trois enjeux RH sont affirmés dans la recherche de l'Excellence RH ; ces enjeux s'appuient sur l'identification de comportements partagés tout en déclinant les trois mots clés du plan stratégique.

Des managers qui fixent un cap ambitieux

La chaîne managériale est solidaire, partage la stratégie, donne du sens et atteint les résultats attendus. Elle mobilise les énergies et les talents de ses équipes. Les managers sont promoteurs de la mobilité, de la diversité et de l'évolution professionnelle de leurs collaborateurs tout en accompagnant les changements et en créant les conditions de réussite.

Des femmes et des hommes mobilisés au quotidien

Les collaborateurs du groupe exercent pleinement leur métier et contribuent activement aux résultats et à la performance. Ils agissent et prennent des initiatives dans leur domaine de responsabilité. Ils sont acteurs de leur développement professionnel, ouverts aux changements et font preuve d'adaptabilité permanente. Ils participent aux projets collectifs et sont reconnus pour leurs contributions.

Une performance durable au service de nos clients

Les salariés du groupe orientent leurs actions pour répondre aux attentes des clients. L'excellence opérationnelle et la qualité du service rendu sont au cœur de tous les dispositifs des entreprises. L'innovation et la prise d'initiatives sont valorisées à tous les niveaux. La qualité de vie au travail est un axe constant d'amélioration.

La politique RH ainsi définie au niveau du groupe bénéficie de fondamentaux communs à toutes les entreprises, solides en matière de pratiques RH ainsi que de la mise en place de dispositifs structurants, à savoir :

- des solutions innovantes au bénéfice des acteurs concourants à la performance RH ;
- une filière RH co-constructrice de solutions avec les métiers ;
- une solidarité sociale organisée entre toutes les entreprises du groupe ;
- une gestion des cadres dirigeants anticipatrice, au service du développement du groupe ;
- un dispositif de contrôle de gestion sociale efficient, permettant le pilotage et le suivi des politiques RH, notamment de l'emploi et s'appuyant sur des outils partagés ;
- une communication interne en soutien de cette stratégie sur l'ensemble des sujets RH.

Toutes les entreprises du Groupe BPCE s'attachent à mener une politique responsable de développement des ressources humaines :

- respectueuse des personnes dans toute leur diversité ;
- résolument orientée vers la valorisation des compétences et la réalisation professionnelle des collaborateurs ;
- tant pour réussir l'intégration de nos nouveaux salariés, que pour garantir le développement des compétences de tous nos collaborateurs, afin d'accompagner à fois leur adaptation dans leur métier et leur évolution professionnelle.

LE GROUPE BPCE, UN ACTEUR MAJEUR DU RECRUTEMENT

Le Groupe BPCE fait partie des premiers recruteurs en France.

La politique recrutement vise à intégrer les compétences nécessaires au développement des entreprises, aux évolutions des métiers et au renouvellement des effectifs.

Le Groupe BPCE recrute en priorité dans la filière commerciale pour accompagner ses clients sur tous les marchés où il est présent : particuliers, professionnels, entreprises. Dans toutes les entreprises du groupe, des expertises dans les domaines des risques, de l'audit, de la finance, et du marketing sont aussi régulièrement recherchées.

De bac+3 à bac+5 et plus, avec ou sans expérience, les candidats peuvent intégrer le Groupe BPCE. Grâce à la richesse des métiers et des parcours de

formation, une multitude de d'opportunités professionnelles permet de répondre aux motivations et compétences de chacun.

Attaché à sa responsabilité sociétale, ainsi qu'à la qualité de ses recrutements, le Groupe BPCE privilégie les compétences dans un souci de non discrimination et de diversification des profils. Chaque nouvelle recrue bénéficie d'un dispositif d'accueil et d'intégration comprenant notamment un plan de formation individualisé et des entretiens de suivi pendant toute sa période d'intégration.

Engagé depuis de nombreuses années en faveur de l'emploi des jeunes, le Groupe BPCE a signé un contrat de génération en janvier 2015 dans lequel il se fixe comme objectif d'intégrer à minima 50 % de salariés de moins de 30 ans parmi ses recrutements annuels en CDI.

Afin d'augmenter la transformation des alternants en CDI, un vivier a été mis en place au niveau de l'ensemble des entreprises du groupe en septembre 2015.

Au-delà de sa présence auprès des écoles et des universités, et de son site emploi, le Groupe BPCE et ses entreprises ont développé leur présence employeur sur les réseaux sociaux professionnels pour mieux communiquer sur la diversité des métiers et des parcours.

En 2015, le Groupe BPCE a enrichi le parcours offert aux candidats en digitalisant son process de recrutement, du premier contact *via* les réseaux sociaux jusqu'à la signature électronique du contrat de travail, en passant par l'entretien vidéo différé de présélection.

LA FORMATION, POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES, POUR AMÉLIORER LA SATISFACTION DE NOS CLIENTS ET ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DU GROUPE

En 2015, le Groupe BPCE a maintenu son investissement formation à un niveau élevé : 92 % de salariés ayant suivi au moins une formation au cours de l'année.

Les plans de formation menés en 2015 par nos entreprises reflètent pleinement la volonté du groupe de sécuriser les parcours professionnels au niveau individuel et collectif, dans l'objectif de maintenir l'employabilité de tous. Ils conçoivent véritablement la formation professionnelle comme un investissement au service du développement des salariés et de la performance durable de nos entreprises. Ils apportent les réponses pédagogiques destinées à :

- accompagner les transformations du modèle et des métiers ;
- adapter les compétences au rythme des évolutions réglementaires croissantes ;
- maintenir l'expertise des collaborateurs ;
- cultiver la richesse de notre modèle coopératif ;
- soutenir la satisfaction de la clientèle ;
- préparer les mobilités professionnelles.

L'accord GPEC du 20 janvier 2015 accompagne pleinement l'atteinte des objectifs de notre plan stratégique 2014-2017 « Grandir autrement » et décline en conséquence des orientations triennales en matière de formation professionnelle à l'horizon 2017. Par ailleurs nos branches professionnelles des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne – ayant dès 2014 mis en cohérence leurs dispositions conventionnelles avec la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale – disposent d'un solide socle social qui soutient pleinement la politique de formation du groupe, laquelle est structurée autour de trois axes majeurs :

- adapter les compétences des collaborateurs en cohérence avec les évolutions des métiers et du modèle bancaire ;
- accompagner le management dans la poursuite de la performance collective et le respect des évolutions individuelles ;

- assurer et mesurer l'efficacité de nos investissements pédagogiques.

Le développement des compétences des collaborateurs en cohérence avec les évolutions des métiers et du modèle bancaire

Fort de son observatoire des métiers et de l'anticipation des évolutions des emplois et des compétences, le groupe veille à favoriser l'employabilité de ses collaborateurs. Cet engagement de politique de développement RH responsable se traduit également dans les plans de formation des entreprises du groupe, qui accompagnent les salariés tout au long de leur évolution professionnelle, notamment :

- à l'occasion de l'intégration des nouveaux collaborateurs ;
- par la sensibilisation des managers et des collaborateurs à la conduite des changements relatifs aux évolutions des activités et à la nécessité, pour eux comme pour leurs collaborateurs, de se former tout au long de la vie professionnelle ;
- lors de l'adaptation à l'évolution de son métier ou pour se préparer à poursuivre son évolution professionnelle ;
- au travers des actions de la professionnalisation des salariés.

Prioritairement, l'année 2015 a permis d'accélérer dans les réseaux commerciaux les programmes d'adaptation des compétences des conseillers en agence à notre modèle cible de relations commerciales, quels que soient les canaux de contacts clientèles (physique, à distance ou numérique). Les programmes de formation à la distribution omnicanale, élaborés en 2014, ont poursuivi leur déploiement en 2015 auprès des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. De nombreuses animations autour du digital ont été organisées dans les entreprises. Le groupe a également animé pendant quatre semaines un MOOC (*Massive Open Online Course*) destiné à sensibiliser tous ses collaborateurs sur les enjeux du développement numérique, dans nos façons de consommer, de partager l'information et de travailler.

Concomitamment, nos enjeux de conquête en matière de collecte, dans un contexte d'exigence accrue de la clientèle, nous ont conduits à poursuivre le développement de l'expertise de nos conseillers dans les domaines de l'épargne, de la gestion privée et de la fiscalité. Enfin la sophistication réglementaire croissante requiert également d'adapter continuellement les connaissances de l'ensemble des équipes.

Le management de la performance collective et des projets individuels

Parce que le management est au cœur de notre plan stratégique, les plans de formation des entreprises du groupe accompagnent concrètement la ligne managériale à relever nos défis de transformation tout en assurant la cohésion et la solidarité de leur équipe dans l'action collective.

À ce titre, le groupe s'est doté d'une offre de 360° *feedback* résolument orientée sur le développement individuel des managers. Il s'agit d'une offre utilisable par chaque entreprise et respectant leur spécificité et leur priorité d'action managériale. Cette offre à vocation à permettre à chaque manager souhaitant bénéficier de ce dispositif de se construire un plan d'action individualisé pouvant aussi prendre appui sur l'offre de formation de l'entreprise.

De plus en soutien aux actions locales, la formation groupe a développé des solutions pédagogiques innovantes directement adaptées aux métiers du management. Des ateliers de co-développement et une offre de *serious game* sont venus enrichir en 2015 l'offre nationale de formation managériale existante.

En complément des actions de formation dédiées au management de proximité, le groupe déploie une offre complète de cycles et programmes à destination des managers intermédiaires, des cadres-dirigeants potentiels et en fonction.

Cette offre vise principalement à fluidifier l'alignement managérial autour des grands enjeux stratégiques du groupe et préparer naturellement la relève du management exécutif.

L'innovation pédagogique au service de l'efficience de nos investissements

Le catalogue de formation du groupe promeut un mix pédagogique, constitué à la fois de classes virtuelles, e-learning, *serious games*, MOOC, simulateurs qui, combinés aux actions présentielles, permettent d'atteindre, tant en individuel qu'en collectif, une meilleure efficacité de notre investissement formation.

Pour exemple, en 2015, le Groupe BPCE comptabilise 28 200 participations à une classe virtuelle et 378 585 en e-learning.

Les entreprises du groupe disposent d'une offre large de plus de 500 modules de e-learning, régulièrement actualisés, et d'un catalogue d'une soixantaine de classes virtuelles.

Ces solutions innovantes participent directement au défi de la formation qui vise à tout à la fois à former plus, mieux et à coût maîtrisé. Le projet de *Return On Expectations* (ROE) initié en 2015 par le groupe devra concrétiser ces ambitions.

LA PROMOTION D'UNE GESTION DYNAMIQUE DES CARRIÈRES ET DES PARCOURS PROFESSIONNELS DES SALARIÉS

La volonté des directions des Ressources humaines des entreprises du groupe de s'inscrire en anticipation et en accompagnement des trajectoires professionnelles de salariés, s'est traduite par une ambition renouvelée dans le cadre de l'accord GPEC du 20 janvier 2015.

Soucieuses d'ouvrir des perspectives individuelles et élargies d'évolution professionnelle, les entreprises ont conforté la dynamique engagée en renouvelant un corpus de règles communes permettant de favoriser la mobilité

inter-entreprises. Ces dispositions ont vocation à faciliter sa réalisation dans les meilleures conditions, grâce à un processus d'embauche simplifié, des mesures d'accompagnement, des passerelles de mobilité et la mise en œuvre de réunions de coordination en régions entre les directeurs des Ressources humaines sur ce thème.

À ce titre, l'année 2015 s'est ouverte en janvier par la mise en œuvre d'une convention sur la mobilité intitulée *la Mobilité autrement* réunissant plus de trente entreprises du groupe. Cette manifestation a permis, au-delà des ateliers et des apports d'experts externes, de prendre date sur la réalisation d'une journée dite de *Mobilityday*.

Cette dernière manifestation a été consacrée à l'étude, par les DRH de tous les souhaits de mobilité présentés par les entreprises participantes, complétant ainsi les douze comités ⁽¹⁾ de mobilité réalisés en régions. Elle a permis également de valider l'expérimentation de l'enregistrement de *profil vidéo* ⁽²⁾ des salariés souhaitant exercer une mobilité et de retenir le principe de la constitution d'un vivier de salariés mobiles partagé et alimenté par la communauté des DRH des entreprises, ce dernier devant être opérationnel dès les premiers mois de 2016.

En 2015, près de 600 mobilités ont été réalisées entre les différentes entreprises du groupe hors création de BPCE IT. Au-delà de ces actions proactives des DRH, les salariés bénéficient d'un accès unique, pour toutes les entreprises, à la Bourse de l'emploi du groupe à partir de laquelle il leur est possible de postuler directement sur les quelque 500 offres qui, en moyenne par mois, sont ouvertes à la mobilité.

Enfin, avec pour objectif d'amplifier cette capacité à travailler les projets professionnels des salariés, les modalités de mise en œuvre des dispositions de la loi du 5 mars 2014 sur l'entretien professionnel ont été accélérées. Prenant appui sur des pratiques préexistantes (un entretien de carrière systématisé à l'ensemble du personnel tous les cinq ans), le groupe a déployé cette nouvelle modalité très rapidement afin que l'ensemble des personnels puisse disposer de ce nouvel entretien majoritairement avant la fin de l'année 2015.

6.3.3 Une démarche engagée et responsable

LA POLITIQUE DIVERSITÉ

Fidèle à ses valeurs coopératives, le Groupe BPCE est une banque universelle, ouverte à tous et proche de ses clients au plus près des territoires.

Il est donc essentiel de garantir, au sein de chacune de ses entreprises, un traitement équitable visant à réduire les inégalités constatées et à développer un environnement respectueux des différences liées à l'identité sociale de chacun (âge, sexe, origine, ethnie,...) en dehors de tout préjugé.

Naturellement, et depuis sa création, le groupe s'est ainsi engagé en faveur de la diversité à travers des objectifs affichés et des actions concrètes.

En 2015, le Groupe BPCE a renforcé les moyens dédiés à sa politique Diversité par la création d'une fonction de responsable Diversité au sein de la DRH groupe. Un diagnostic Diversité a été réalisé au niveau groupe afin d'enrichir le plan d'action 2016/2017. Une démarche de diagnostic Diversité a également été testée auprès de quatre entreprises pilotes dans un objectif de déploiement plus large à partir de 2016.

Le Groupe BPCE a poursuivi ses objectifs dans quatre domaines prioritaires : la gestion intergénérationnelle, l'égalité professionnelle hommes/femmes, l'emploi des personnes en situation de handicap et l'égalité des chances.

LA GESTION INTERGÉNÉRATIONNELLE

Dans le cadre de son contrat de génération, le groupe s'engage en faveur du recrutement des jeunes et du maintien en emploi des seniors.

Pour atteindre cet objectif, des actions sont engagées dans différents domaines :

- les conditions de travail : des aménagements de poste, réductions du temps de travail ou du temps de trajet, sensibilisations à la santé au travail,... sont étudiés et mis en place en fonction des situations ;
- l'évolution professionnelle : tout salarié de 45 ans et plus peut bénéficier d'un entretien avec la DRH à sa demande pour échanger sur sa seconde partie de carrière, l'accès au bilan de compétences,... ;
- le développement des compétences : la proportion des salariés formés de 55 ans et plus correspond à un niveau au moins équivalent au pourcentage

(1) Le comité de mobilité inter-entreprises réunit sur une région l'ensemble des entreprises qui y sont présentes afin d'étudier collégialement les candidatures à la mobilité qui peuvent s'exercer sur le même territoire au sein des autres entreprises.

(2) Cette disposition est proposée par les DRH aux candidats à une mobilité inter-entreprises afin qu'ils puissent au-delà d'un cv, se présenter aux recruteurs du groupe en mettant, notamment, en avant les points saillants de leur parcours professionnel. Ce dispositif s'accompagne de trois séances de coaching à distance. Il intègre du média training et de la préparation à l'entretien de recrutement.

qu'ils représentent dans l'effectif et un accès prioritaire aux périodes de professionnalisation est prévu pour les salariés âgés de 45 ans et plus ;

- l'aménagement des fins de carrière : les salariés de 58 ans et plus peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'un entretien de bilan de carrière, d'une préparation à la retraite, d'un dispositif de temps partiel de fin de carrière, ou encore d'actions de mécénat de compétences.

DES OBJECTIFS AFFICHÉS ET PARTAGÉS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE HOMMES/FEMMES

Avec 55 % de femmes inscrites dans ses effectifs CDI, le Groupe BPCE vise désormais un meilleur équilibre hommes/femmes sur les différents métiers et les différents niveaux hiérarchiques.

De nombreuses actions ont été poursuivies en ce sens en 2015.

En complément des accords et plans d'action initiés dans chaque entreprise du groupe, un accord sur l'égalité professionnelle et la mixité a été renouvelé dans le cadre de l'accord GPEC pour les années 2015-2017.

Ainsi en 2015 :

- le taux de femmes parmi les cadres atteint 41 % contre 40 % en 2014 et tend vers l'objectif fixé à 43 % à fin 2017 dans l'accord groupe ;
- le taux de femmes parmi les cadres dirigeants atteint 22,8 % de l'effectif contre 19,6 % en 2014 et tend vers l'objectif fixé à 25 % à fin 2017 dans l'accord groupe.

Afin d'accélérer la progression de la mixité et de viser la parité dans les principaux métiers quel que soit le niveau hiérarchique, des engagements ont été pris et des actions menées dans les principaux domaines suivants : le recrutement, la formation, la promotion professionnelle, la rémunération, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle, la sensibilisation. Les réseaux de femmes constituent également un levier en faveur de l'égalité professionnelle.

Le recrutement

Chaque entreprise vise à retenir au moins une candidature de chaque genre en phase finale de recrutement. Les processus de recrutement reposent sur les seules compétences (les contrats avec les acteurs comme les cabinets de recrutement intègrent cet objectif) et les métiers fortement féminisés ou masculinisés sont identifiés.

La formation

Un accès équilibré des femmes et des hommes aux formations, notamment managériales, est recherché et un objectif de 45 % minimum de femmes dans les programmes de management groupe est fixé. Pour cela, des viviers de femmes à potentiel et des actions de communication sur les parcours de formation sont mis en place.

La promotion professionnelle

Afin d'augmenter le taux de féminisation de l'encadrement, différentes actions sont mises en place, telles que :

- des entretiens à certaines étapes charnières de la carrière professionnelle ;
- des accompagnements spécifiques dédiés aux femmes afin de développer leur confiance et les encourager ainsi à viser des postes à responsabilités.

525 femmes cadres ont ainsi participé au programme « Réussir sa carrière au féminin » à fin 2015. Le programme « Manager au féminin » lancé en 2013 et destiné aux femmes non cadres est en cours de déploiement au sein des entreprises.

Tout au long de l'année, des événements sont organisés pour faciliter l'accès des femmes aux postes à responsabilité en les rendant plus visibles. Des moments de rencontres privilégiées (petits déjeuners, *speed meeting*, etc.) avec les cadres dirigeants sont notamment organisés par les entreprises, mais également au niveau du groupe.

La rémunération

Des dispositifs sont mis en place dans les entreprises pour identifier les écarts salariaux et corriger ceux qui ne sont pas justifiés à l'occasion des mesures salariales individuelles.

L'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle

Les entreprises du groupe s'attachent à prendre en compte les contraintes familiales et à trouver des solutions adaptées notamment dans l'organisation et l'aménagement des réunions, des déplacements professionnels ou encore des affectations. Des dispositifs de service à la personne sont aussi mis en place dans certaines entreprises.

La sensibilisation et la communication

Après avoir mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs un guide de la mixité, les entreprises du groupe ont développé des événements de sensibilisation principalement destinés aux managers (conférences, ateliers d'échange, etc.). Une offre de formation complète permet également de professionnaliser les correspondants mixité présents dans chaque entreprise, les équipes ressources humaines ainsi que les managers.

La création de réseaux de femmes

Créé en 2012, le réseau de femmes du Groupe BPCE « Les Elles de BPCE » regroupe aujourd'hui 365 femmes et 29 réseaux locaux. En appui de la politique RH en faveur de la mixité, ces réseaux constituent de véritables lieux d'échanges et d'entraide.

En 2015, des sessions de mentoring organisées par le réseau « Les Elles de BPCE » ont permis aux femmes de rencontrer un représentant du comité de direction général du groupe et de bénéficier d'un échange avec la Gestion des Dirigeants. Deux nouveaux projets ont également été lancés : une formation de *futures administratrices* ainsi que le blog « les Elles de BPCE ».

UNE MOBILISATION SOUTENUE EN FAVEUR DU HANDICAP

En 2015, le Groupe BPCE poursuit son engagement en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap conformément aux accords de branche Banque Populaire et Caisse d'Epargne et à celui de Natixis renouvelés pour la période 2014-2016. Son taux d'emploi global le situe au premier niveau parmi les banques.

Cette année, le Groupe BPCE a notamment développé des actions visant à favoriser l'emploi direct et indirect :

- des actions de *sourcing* afin d'aider les entreprises dans leurs recrutements (présence sur les salons Handi2days et TalentHandicap, sollicitation des partenaires locaux, présence sur les réseaux sociaux dont Talentéo) ;
- la mobilisation des filières métiers marketing et communication (plus de 200 participants) à l'occasion du sixième colloque PHARE organisé les 13 et 14 octobre 2015 afin de passer de 12,4 millions d'euros d'achats auprès du STPA (Secteur du Travail Protégé et Adapté) en 2014 à 14 millions à 2017. Un annuaire des EA (Entreprise Aidée) et ESAT (Établissement de Service d'Aide

par le Travail) spécialisées dans ces filières a été conçu à cette occasion et diffusé aux entreprises.

L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Depuis 2010, le groupe œuvre avec « Nos quartiers ont des talents » en faveur de l'emploi des jeunes diplômés de moins de 30 ans, de niveau bac + 4 et plus, issus des quartiers prioritaires ou de milieux sociaux défavorisés. Il se mobilise à travers différentes initiatives : participation au conseil d'administration de l'association, déploiement progressif du parrainage dans les entreprises en région, organisation d'événements internes pour susciter l'engagement de nouveaux parrains.

Au total, depuis 2011, 235 marraines et parrains ont accompagné 692 jeunes, dont plus de 260 ont aujourd'hui trouvé un emploi.

RELATIONS SOCIALES

Organisation du dialogue social au niveau du Groupe BPCE

Le dialogue social au niveau du Groupe BPCE s'est poursuivi en 2015 au travers du comité de groupe et du comité stratégique.

Le comité de groupe, instance d'information, d'échanges et de dialogue, s'est réuni à trois reprises en 2015, dont une séance extraordinaire en novembre consacrée au digital. Les thèmes abordés ont porté sur les chantiers du plan stratégique, les projets d'organisations transverses (informatique, assurance et international) et l'expertise financière et sociale des comptes du groupe préparée préalablement par les commissions économique et emploi-formation.

Le comité stratégique, prévu par l'accord GPEC du 20 janvier 2015, s'est réuni en octobre 2015 pour faire un point d'étape sur le plan stratégique en cours (2014/2017) et sur le projet « Assurément 2016 ».

Bilan des accords collectifs

Au niveau du Groupe, les négociations engagées fin d'année 2014 sur le contrat de génération et la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC) ont abouti à la signature d'un accord le 20 janvier 2015.

Dans le prolongement de cet accord, un groupe de travail paritaire a mené des réflexions sur l'articulation entre l'activité professionnelle et syndicale. Les conclusions de ces travaux ont conduit à l'ouverture de négociations fin 2015.

Signature de l'accord groupe relatif à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Conclu pour une durée de trois ans, cet accord constitue, pour les entreprises et les collaborateurs du groupe, un cadre structurant autour de thématiques clés, telles que le développement des compétences, la gestion des carrières, la mobilité, la formation, l'égalité professionnelle et le déroulement de carrière des représentants syndicaux. Ce texte intègre les nouvelles dispositions légales relatives aux entretiens professionnels, à la formation professionnelle ainsi qu'au contrat de génération.

Au niveau de la branche Banque Populaire, l'année 2015 a été principalement marquée par la signature à l'unanimité d'un accord relatif à la création de la convention collective avec une entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2015.

Jusqu'à présent, et depuis la loi du 18 juin 2009 consacrant l'existence de la Branche Banque Populaire, trois groupes de textes constituaient son socle conventionnel : les accords de l'ex-groupe Banque Populaire applicables au 19 juin 2009, les accords de la branche Banque Populaire applicables postérieurement au 19 juin 2009 et la convention collective nationale de la banque dans sa version applicable au 19 juin 2009.

Cette convention collective apporte ainsi une plus grande lisibilité pour tous les salariés en regroupant dans un document unique, l'ensemble des textes applicables.

Création de la convention collective de la branche Banque Populaire

Signature à l'unanimité des six organisations syndicales représentatives, de la convention collective de la branche Banque Populaire, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2015. Les salariés disposent désormais d'un document unique, regroupant l'ensemble des dispositions en vigueur dans la Branche.

Par ailleurs, un accord sur l'augmentation du taux de cotisation au régime supplémentaire de retraite collective (RSRC) a été signé à l'unanimité le 15 juin 2015, ayant pour effet d'améliorer le montant des droits à la retraite des salariés de la branche Banque Populaire concernés par cette disposition.

Concernant la Branche Caisse d'Épargne, deux avenants aux accords santé et prévoyance ont été signés le 6 octobre 2015. Ces textes font évoluer les contrats prévoyance et frais de soins de santé pour offrir aux salariés, à compter du 1^{er} janvier 2016, une modernisation et une amélioration des garanties prévoyance et santé (dentaire, chambre particulière, forfait hospitalier, frais d'accompagnement pour les enfants de moins de 15 ans, chirurgie optique, remboursement de la pharmacie à 15 %, médecine douce,...).

Au niveau des entreprises, les accords signés en 2015 couvrent les principales thématiques suivantes : épargne salariale, égalité professionnelle, télétravail et temps de travail.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'amélioration de la qualité de vie au travail

Depuis quelques années, l'ensemble des entreprises du groupe a mis en place des dispositifs permettant de traiter les risques psychosociaux.

Ainsi, ces différents dispositifs permettent de répondre à un traitement volontaire des risques psychosociaux (RPS) : mesure des risques (questionnaire, baromètre), identification des populations vulnérables (dispositif de veille et d'alerte), sensibilisation des managers sur le sujet, accompagnement des collaborateurs en difficulté (cellule d'écoute et de soutien psychologique).

Le Groupe BPCE souhaite fortement développer une politique de qualité de vie au travail pour sortir d'une simple logique de prévention des risques et favoriser aussi durablement l'engagement des salariés.

Aussi, la démarche de qualité de vie au travail préconisée au sein du groupe a pour objectif de renforcer l'attractivité des entreprises du groupe, d'améliorer l'engagement, la motivation professionnelle et la fidélisation de l'ensemble des collaborateurs, tout autant que de réduire le stress au travail et de diminuer l'absentéisme.

Toutes les entreprises du groupe sont accompagnées par la direction des Ressources humaines du Groupe BPCE pour améliorer en permanence la qualité de vie au travail au sein de leur structure, à travers une animation et un partage des pratiques, l'accompagnement des transformations par la mesure d'impacts humains générés, ou encore de l'animation d'un site dédié pour les fonctions ressources humaines.

Conditions d'hygiène et de sécurité

Au sein du groupe, les politiques et les budgets associés afférents aux conditions d'hygiène et de sécurité relèvent de chacune des entreprises et des commissions CHSCT constituées avec les représentants du personnel.

Outre les dépenses liées à des opérations spécifiques d'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurisation des environnements de travail des collaborateurs, les entreprises mettent en œuvre les dispositifs classiques de suivi et de prévention.

Depuis quelques années, le nombre moyen annuel de réunions avec les CHSCT des entreprises du périmètre est conséquent et démontre ainsi le souhait de pérenniser avec cette instance un véritable dialogue social constructif.

Accidents du travail

Les données consolidées 2015 ne sont pas encore disponibles sur le sujet, mais nous constatons depuis quelques années, que le nombre moyen d'accidents du travail et de trajet reste globalement stable (taux de fréquence 2014 à 5,79 % contre 6,32 % en 2013).

Pour le taux moyen de gravité, le groupe n'effectue pas de suivi particulier sur cet indicateur compte tenu de la nature des activités de ses entreprises et du fait que la plupart des accidents interviennent lors des trajets domicile-lieu de travail.

Pour autant, toutes les entreprises du groupe sont dotées d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dont la mission principale porte sur la protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs. Chaque CHSCT veille à l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail ainsi qu'au respect des prescriptions législatives et réglementaires en la matière.

ABSENTÉISME

La dernière valorisation du taux d'absentéisme global (incluant la maternité/paternité, la maladie et les autres absences) au sein du groupe se maintient en dessous de 8 %.

Le taux d'absentéisme des femmes demeure plus élevé que celui des hommes, phénomène notamment lié aux congés maternité.

Le groupe n'a pas la possibilité de distinguer les jours d'absence liés spécifiquement à des cas de maladie professionnelle, qui restent très isolés dans le secteur bancaire.

L'absentéisme est une véritable préoccupation du groupe et des entreprises. Ainsi, afin de mieux identifier l'absentéisme et d'en distinguer de manière plus précise et plus concrète les causes pour agir de manière plus ciblée, le groupe met à disposition des entreprises une démarche structurée d'identification, d'analyse, d'action et de prévention de l'absentéisme.

EMPLOI ET OPÉRATIONS RH

Innovation et maîtrise probante du digital pour accompagner les politiques RH par une gestion pointue de l'information RH et des interactions entre les acteurs

Le système de gestion de l'information RH et de pilotage social des entreprises du Groupe BPCE a accéléré ses actions de digitalisation, tout en poursuivant l'extension de son périmètre fonctionnel pour couvrir l'ensemble des processus RH ainsi que l'intégration progressive en son sein de toutes les entreprises du groupe, afin de mutualiser et d'homogénéiser le pilotage de nos politiques RH, aussi bien d'un point de vue local et régional que global.

Ainsi, après avoir mené avec succès des projets emblématiques par leur dimension ou par leur valeur ajoutée comme la dématérialisation des dossiers du personnel, la mise en place de la diffusion des offres d'emplois sur les réseaux sociaux, la généralisation accrue de classes virtuelles encadrées dans des dispositifs de convocation, de suivi et de réalisation structurés, la dotation des dirigeants du Groupe BPCE d'outils de pilotage stratégiques RH sur tablette (*Dashboard RH*) leur permettant d'y accéder à tout moment en mobilité et de gagner en agilité, en réactivité et en capacité de partage dans l'analyse et le pilotage des politiques RH, des travaux innovants se sont encore concrétisés en 2015 :

- signature électronique du contrat de travail ;
- digitalisation et fluidification des processus d'intégration des nouveaux embauchés (*Onboarding*) ;
- candidatures sur mobile ;
- entretiens d'embauche vidéo ;
- dématérialisation des titres-restaurant ;
- introduction des MOOC dans le dispositif technologique et réglementaire de formation distancielle ;
- ...

Ces réalisations qui relèvent de la volonté du groupe d'être pleinement engagé dans une dimension dite « RH 2.0 » et d'être un acteur de référence en la matière, sont complétées par des études de fond visant notamment à tirer le meilleur parti de certains principes éprouvés de la gestion de la relation clientèle afin de les décliner à la gestion de la relation avec les salariés.

Ainsi, le lancement du projet « Cockpit RH » marque la volonté du groupe de doter les acteurs RH, les managers, les salariés et les dirigeants d'un accès simple au dossier 360° du salarié, en utilisant une ergonomie 2.0 à tous les éléments de gestion RH et de bénéficier d'outils intuitifs d'aide à la gestion/décision par l'apport d'une intelligence-machine basée sur l'analyse automatique et comparative des données.

Le Groupe BPCE récompensé aux victoires des leaders du capital humain pour ses travaux de digitalisation à haute valeur ajoutée dans le domaine des ressources humaines.

Observatoire des emplois

Dans le cadre de son dispositif social multi-conventionnel et multi-branches professionnelles, le Groupe BPCE a mis en place et affirmé une méthode de travail et d'analyse prospective des emplois sur des critères fiabilisés et pérennes,

tant sur les branches Banque Populaire et Caisse d'Épargne, qu'en collaboration étroite avec les instances de l'Association Française des Banques (AFB) ou de l'Assurance.

À ce titre, les études quantitatives et qualitatives réalisées notamment en 2015 sur l'évolution des métiers de l'accueil et la relation commerciale, ont permis d'appréhender de manière précise les enjeux de transformation auxquels nos banques sont confrontées, et de donner aux partenaires sociaux dans le cadre de la Commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) Banque Populaire, de la CPNE Caisse d'Épargne et de l'Observatoire des métiers du groupe émanant de l'accord GPEC groupe signé en 2011 et renouvelé en 2014, les éléments d'une réflexion conjointe et anticipatrice sur l'évolution des compétences et des qualifications en la matière. Cette analyse prospective vient en appui des priorités du plan stratégique du groupe qui a affirmé en 2013 la volonté de nos entreprises de concilier le meilleur de la relation commerciale en agence avec le meilleur de la relation commerciale digitale.

Ainsi, de manière complémentaire, un chantier d'identification et d'analyse des métiers sensibles, caractérisés par une évolution significative des effectifs et/ou des compétences requises, a été engagé dans le cadre de l'Observatoire des métiers du groupe et concourt à piloter dans une dimension prospective les politiques de l'emploi, en cherchant à prioriser de manière fine les actions d'accompagnement jugées nécessaires.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le Groupe BPCE conduit son développement dans le respect des droits humains et sociaux fondamentaux partout où il exerce son activité.

Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Dans le cadre de ses activités à l'international, chaque entité du groupe veille au respect des règles relatives à la liberté d'association et aux conditions de travail.

Élimination du travail forcé ou obligatoire et l'abolition effective du travail des enfants

Conformément à la signature et aux engagements pris dans le cadre du *Global Compact*, chaque entité du groupe s'interdit de recourir au travail forcé, au travail obligatoire ou au travail des enfants au sens des conventions de l'Organisation internationale du travail, même si la législation locale l'autorise.

Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Dans le cadre de sa politique achats, le Groupe BPCE fait référence à sa politique de développement durable et à son adhésion au *Global Compact* ainsi qu'aux textes fondateurs que sont la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les fournisseurs s'engagent à respecter ces textes dans les pays où ils opèrent, en signant les contrats comportant une clause spécifique s'y référant.

Par ailleurs, un des engagements du *Global Compact* renvoie au respect des Droits de l'homme.

6.4 Réponses aux enjeux environnementaux

6.4.1 Démarche environnementale du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE a été l'un des premiers réseaux bancaires en France à avoir intégré, il y a plus de trente ans, la dimension écologique et environnementale dans ses pratiques internes et dans sa relation avec les clients et les acteurs de la société civile.

En interne, le groupe a mis en œuvre une démarche de réduction de son impact environnemental, adaptée aux entreprises qui le composent. Cette démarche s'appuie sur quatre outils :

- des indicateurs RSE fiables ;
- un outil informatique de collecte et restitution des indicateurs RSE de l'ensemble des entreprises du groupe ;
- des actions de réduction de l'empreinte carbone et d'amélioration des performances environnementales ;
- l'animation d'une filière métier dédiée.

INDICATEURS

Le premier outil est constitué d'une série d'indicateurs de mesure inspirés de la GRI G4. Une partie d'entre eux permet de mesurer directement l'impact des activités du groupe sur l'environnement. Depuis 2009, un important travail a été mené pour les fiabiliser et les harmoniser à l'échelle du groupe. Dans le même temps, un chantier a été conduit pour mettre en place un bilan carbone propre au secteur bancaire : ainsi, le groupe est devenu le premier groupe bancaire en France à publier annuellement son bilan carbone et sur les trois *scope* (émissions directes et émissions indirectes ⁽¹⁾) à titre d'indicateur de suivi de ses émissions de gaz à effet de serre. Toutes les entreprises du groupe soumises à l'obligation réglementaire, réalisent également cet exercice.

PLANS D'ACTION

Le second outil est la mise en place d'actions de réduction de l'impact environnemental, dans le cadre de la démarche RSE du groupe, qui sont concentrées sur la réduction de l'empreinte carbone des quatre grands postes d'émission de gaz à effet de serre du groupe : l'énergie, l'immobilier, les achats et la mobilité.

- Énergie : la direction Développement durable groupe travaille avec la direction des Moyens généraux pour développer un outil de reporting des actions correctrices d'efficacité énergétique spécifiques aux métiers de l'immobilier et de l'énergie ;
- Achats : la réduction carbone des achats est portée par BPCE Achats au travers de sa charte achats responsables ;
- Mobilité : la réduction carbone des déplacements est portée par chaque entreprise pour tenir compte de la spécificité du maillage des transports sur son territoire ;
- À ce stade, les problématiques eau et biodiversité, complémentaires à l'action de lutte contre le changement climatique, ne font pas l'objet de mesures groupe. Elles sont traitées au cas par cas en fonction des contextes régionaux.

FILIÈRE MÉTIER

La direction Développement durable groupe anime une filière dédiée qui a vocation à proposer et initier les actions d'amélioration et partager les bonnes pratiques qui sont mises en œuvre dans les différentes entreprises du groupe. Dans ce cadre, un « club entreprise responsable » se réunit une ou deux fois chaque année et rassemble l'ensemble des correspondants développement durable du groupe. Un site intranet est venu compléter ce dispositif début 2015.

6.4.2 Réduction de l'empreinte carbone

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Depuis 2013, la direction Développement durable groupe a renforcé la robustesse de son outil dédié à l'établissement du bilan carbone sectoriel du groupe. Cet outil permet de réaliser le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon une méthodologie compatible avec celle de l'ADEME, de la norme ISO 14064 et du GHG Protocol (*Greenhouse Gas Protocol*).

L'outil permet d'estimer annuellement les émissions de GES du fonctionnement des agences et du siège de la banque. Les émissions induites par les produits et services bancaires sont en revanche exclues du périmètre de l'analyse.

(1) Au sens du bilan carbone® de l'ADEME.

(2) Le GHG Protocol divise le périmètre opérationnel des émissions de GES d'une entité (ou organisation) comme suit :

- *scope 1* : les émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, etc.) et les émissions de fuites de fluides frigorigènes de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise ;
- *scope 2* : les émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité, de vapeur, chaleur ou froid ;
- *scope 3* : toutes les autres émissions indirectes (de la chaîne logistique, étendue au transport des biens et des personnes).

À noter que les obligations réglementaires de l'article 75 du Grenelle de l'Environnement couvrent le *scope 1* et *scope 2*.

Après quatre années de collecte de données carbone sur un référentiel stable et commun à l'ensemble des entreprises du groupe, la méthodologie permet de fournir :

- une estimation des émissions de gaz à effet de serre par entreprise ;
- une cartographie de ces émissions :
 - par poste : énergie, achats de biens et services, déplacement de personnes, immobilisations et autres,
 - par *scope* ⁽²⁾.

Cet outil permet à la filière de correspondants développement durable de connaître annuellement le niveau et l'évolution de leurs émissions et d'avoir

une référence fiable pour l'établissement d'un plan local de réduction des émissions de GES.

Chaque année, la direction Développement durable groupe porte une énergie particulière à la formation de la filière développement durable en organisant des sessions de :

- sensibilisation aux enjeux RSE, énergétiques et climatiques ;

- formation à l'outil de calcul groupe des émissions de gaz à effet de serre du groupe. En 2015, compte-tenu de la démarche d'informatisation de l'ensemble du reporting RSE du groupe, ces formations se sont concentrées sur la prise en main des nouveaux outils informatiques. Ainsi, cinq sessions de formation ont été organisées en octobre et novembre auprès de l'ensemble des correspondants développement durable des entreprises du groupe ainsi que d'un panel de correspondants issus des moyens généraux. Ces formations ont été complétées d'un kit de prise en main.

➔ NOMBRE D'ENTITÉS DU GROUPE AYANT RÉALISÉ UN BILAN CARBONE

Bilan carbone	2015	2014	2013
Nombre d'entités	65	55	42

Cet investissement s'est avéré positif en termes de résultats à la fois au niveau du nombre de correspondants formés à l'outil bilan carbone groupe et également au niveau du nombre d'entités ayant réalisé un bilan carbone.

En 2015, le Groupe BPCE a développé un outil lui permettant d'identifier de façon précise le périmètre de publication.

➔ RÉSULTATS DU BILAN CARBONE CONSOLIDÉ DU GROUPE BPCE – PAR SCOPE (ÉMISSIONS EN TEQ CO₂)

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Émissions directes de gaz à effet de serre – Scope 1	41 974	40 977	2 %
Émissions indirectes de gaz à effet de serre – Scope 2	37 953	38 562	(2%)
Émissions indirectes de gaz à effet de serre – Scope 3	588 896	600 844	(2%)
Émissions de gaz à effet de serre – Hors Kyoto	141	549	(74%)
TOTAL	668 964	680 932	(2%)

Les nouvelles entités comprises dans le périmètre 2015 sont : SOCFIM, Caisse Régionale Crédit Maritime Sud-Ouest, Caisse Régionale Crédit Maritime Atlantique, Caisse Régionale Crédit Maritime Bretagne Normandie, Banque Dupuy, de Parseval, Banque Marze ainsi que six entités du réseau BPCE International (Banque des Mascareignes, Banque de Tahiti, BTK, BCI, BMOI). En revanche, Albion-IT, Banque de Nouvelle Calédonie et PraxemInternational faisaient partie du périmètre en 2014 mais pas en 2015.

Entre 2014 et 2015, grâce à une politique nationale d'énergie, d'optimisation des achats, de plans de réduction au sein des entités, le groupe a diminué son empreinte carbone de 2 %, passant ainsi de 680 932 teq CO₂ en 2014 à 668 964 teq CO₂ en 2015. Il l'avait déjà diminué entre 2013 et 2014 de 3 %.

Pour 2015, la répartition est la suivante :

- premier poste le plus émetteur : les achats avec 26 % des émissions CO₂ en 2015, contre 27 % en 2014 ;
- deuxième poste : les immobilisations (fabrication des véhicules, du matériel informatique et des bâtiments/DAB/GAB) représentent 19 % du bilan carbone consolidé contre 21 % en 2014 ;
- troisième poste : les déplacements domicile-travail avec 15 % du bilan carbone consolidé contre 14 % en 2014.

Parmi les bonnes pratiques en matière de réduction, quelques-unes peuvent être distinguées :

- pour le poste « déplacements des personnes » : le Crédit Coopératif et la Caisse d'Épargne Normandie font partie des premières entreprises en France à verser une indemnité kilométrique à leurs salariés qui se déplacent en vélo. Grâce à la réflexion menée par BPCE Achats sur la politique voyage du groupe, un guide de bonnes pratiques a été mis en place sur les déplacements professionnels. Celui-ci propose aux entreprises des alternatives train *versus* avion pour les déplacements en métropole en valorisant les économies de dépenses ainsi que la réduction des émissions de CO₂ afin de permettre aux entreprises d'adapter leur politique voyages ; plusieurs entreprises ont également déployé des plans de déplacement entreprise ;

- pour le poste « fluides frigorigènes » : l'obligation réglementaire de l'article R.. 543-82 du code de l'environnement obligeant les prestataires chargés de l'entretien des climatisations de fournir un reporting des recharges de fluides frigorigènes permet d'obtenir les quantités réelles et l'évolution des recharges des systèmes de climatisation. Cette donnée est mieux suivie par la filière et a permis des actions de réduction très importantes ;

- pour le poste « énergie » : les émissions liées à ce poste ont diminué du fait d'un meilleur pilotage de nos consommations notamment via l'installation de la domotique dans les agences et la réalisation d'audits énergétiques de l'ensemble de nos bâtiments ; l'utilisation du fioul et le gaz ont également tendance à diminuer dans nos réseaux.

À noter que de plus en plus d'entités ont également recours aux énergies renouvelables comme sources de leur consommation d'électricité : en effet, dans le cadre de la fin des tarifs réglementés de l'électricité, la consultation groupe menée par BPCE Achats lancée en 2015 a permis à 18 entreprises d'opter pour une offre d'électricité 100 % issue d'énergies renouvelables, soit 260 GWh répartis sur 2 799 sites. Ceci génère des émissions évitées significatives pour le groupe,

- pour le poste « immobilisations » : le groupe poursuit ses efforts pour généraliser l'approche en coût complet (un des leviers de la politique achats responsables AgiR) afin de garantir la prise en compte exhaustive des critères économiques et environnementaux (émissions de CO₂) dans le choix des véhicules de service.

➔ RÉSULTATS DU BILAN CARBONE CONSOLIDÉ DU GROUPE BPCE – PAR POSTE (ÉMISSIONS EN TEQ CO₂)

Indicateurs	2015	Part du total	2014	Évolution 2014-2015
Énergie	68 358	10 %	70 902	(4%)
Fluides frigorigènes	7 468	1 %	7 180	4 %
Achats	175 451	26 %	182 727	(4%)
Déplacements professionnels	52 493	8 %	50 671	4 %
Déplacements domicile-travail	97 156	15 %	95 571	2 %
Déplacements clients et visiteurs	58 544	9 %	51 500	14 %
Immobilisations	129 013	19 %	141 454	(9%)
Autres postes : fret et déchets	80 481	12 %	80 927	(1%)
TOTAL	668 964		680 932	(2%)

CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

Le Groupe BPCE poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- à réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments ;
- à inciter ses salariés à limiter leurs consommations d'énergie sur ses principaux sites.

➔ DÉPENSES D'ÉNERGIE

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Montant total des dépenses liées à l'électricité (en euros TTC)	66 820 297	58 505 398	14 %
Montant total des dépenses de gaz naturel (en euros TTC)	4 679 938	3 956 027	18 %
Montant total des dépenses liées fioul domestique (en euros TTC)	806 639	624 706	29 %
Montant total des dépenses liées aux autres énergies (en euros TTC)	7 238 231	20 077 210	(64 %)

En 2015, le total des consommations d'énergie est évalué à 593 264 938 kWh (soit une baisse de 13 % par rapport à 2014) et se répartit comme suit :

➔ CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Consommation totale d'énergie finale (en kWh) ⁽¹⁾	593 264 938	684 481 849	(13 %)
Part d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie finale (en kWh)	38 316 150	34 700 704	10 %
Consommation totale d'énergie par m² (en kWh/m²)	186	213	(13 %)
Consommation totale de fioul (achats réalisés) (en litres)	1 122 748	737 017	52 %
Consommation totale d'électricité (en kWh)	478 240 908	560 184 322	(15 %)
Consommation totale de gaz (en kWh PCS – pouvoir calorifique supérieur)	67 285 416	81 873 720	(18 %)
Consommation totale du réseau de chaleur (en kWh)	25 437 285	25 219 833	1 %
Consommation totale du réseau de froid (en kWh)	17 898 958	18 050 603	(1%)

(1) Somme des lignes : kWh électricité + kWh PCS gaz/1,11 + litres fioul × 9,86 + kWh vapeur + kWh froid.

➔ CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE (CEE)

Indicateurs	2015	2014
Montants associés aux CEE obtenus (en euros)	159 933	17 587

➔ MESURES PRISES POUR RÉDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE LIÉES AUX TRANSPORTS

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Consommation de carburants (essence et gazole) en voiture de fonction, de service et parc commun (en litres)	7 800 282	7 249 321	8 %
Déplacements professionnels en voiture personnelle (en km)	74 673 564	73 845 475	1 %
Consommation totale de carburant pour les déplacements professionnels en voiture ⁽¹⁾ (en litres)	13 774 167	13 156 959	5 %
Gramme de CO ₂ moyen par km (étiquette constructeur) des voitures de fonction et de service (gramme de CO ₂ /km)	105	125	(16 %)
Déplacements professionnels en train (en km)	75 183 552	72 546 255	4 %
Déplacements professionnels avion court courrier ⁽²⁾ (en km)	19 272 667	18 339 364	5 %
Déplacements professionnels avion moyen et long courrier (en km)	50 734 652	46 041 547	10 %

(1) Sommes des indicateurs : consommation ESSENCE des voitures de fonction et de service + consommation GAZOLE des voitures de fonction et de service + déplacements professionnels en voiture personnelle ; conversion des km en litre pour l'indicateur relatif aux voitures personnelles avec le ratio du guide utilisateur du bilan carbone : 0,08 litre/km.

(2) Déplacements < 1 000 km.

Afin de mieux gérer les consommations d'énergie liées au déplacement de leurs salariés, 18 entreprises ont développé des plans de déplacement entreprises qui concernent 1 275 sites (versus 504 en 2014) pour 31 915 salariés (20 317 en 2014).

Elles encouragent leurs salariés à emprunter des moyens de transports moins polluants ou à recourir au covoiturage pour les trajets domicile-travail et les

déplacements professionnels. Par ailleurs, une partie de la flotte de véhicules professionnels a été remplacée par des véhicules moins émetteurs de CO₂.

Enfin, pour limiter les déplacements, les salles de réunion ont été équipées de matériel pour la visioconférence ou téléconférence.

Natixis partenaire de Paris Action Climat

Engagée de longue date dans une démarche de réduction de ses impacts directs sur l'environnement, Natixis a signé le 12 octobre 2015 le partenariat Paris Action Climat. Il s'agit d'une charte associant les entreprises aux côtés de la Ville de Paris, en amont de COP21, dans la lutte contre le changement climatique.

Concrètement Natixis s'est fixé deux objectifs à horizon 2020 :

- réduire de 20 % les consommations d'énergie de ses immeubles en Île-de-France (par rapport à 2010) ;
- réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre de ces immeubles.

Concours CUBE 2020 : le Crédit Foncier remporte une médaille de bronze

Lors d'une cérémonie organisée le 18 mars 2015, le Crédit Foncier a reçu la médaille de bronze de sa catégorie dans le cadre du Concours CUBE 2020 (Concours Usages Bâtiment Efficace 2020 organisé par l'Institut français pour la performance du bâtiment), concours national qui vise à réduire la consommation énergétique des bâtiments.

Cette médaille de bronze a été décernée pour le bâtiment du Crédit Foncier Rives de Bercy à Charenton-Le-Pont dans la catégorie « Bâtiments non-certifiés de plus de 10 000 m² ». Les économies d'énergie réalisées sont de plus de 14 % depuis l'installation dans ce bâtiment.

6.4.3 Pollution, gestion des déchets, utilisation durable des ressources et protection de la biodiversité

Le Groupe BPCE met en œuvre des moyens pour éviter toute pollution et dégradation des ressources naturelles résultant de son activité. Il s'emploie à diminuer et rationaliser la consommation des matières premières et cherche à améliorer la gestion de ses déchets pour éviter le gaspillage.

GESTION DES DÉCHETS

La banque respecte la réglementation relative au recyclage et s'assure de son respect par ses sous-traitants en matière :

- de déchets issus de travaux sur ses bâtiments ;
- de déchets électroniques et électriques (D3E) ;
- de mobilier de bureau ;
- d'ampoules ;
- de gestion des fluides frigorigènes ;
- de consommables bureautiques (papier, imprimés, cartouches d'encre...).

➡ DÉCHETS LIÉS À L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Montant total des dépenses liées au service de gestion des déchets (en euros HT)	5 008 039	4 766 833	5 %
Quantité de déchets produits (en tonnes) *	21 937	24 013	(9 %)
Quantité de cartouches d'encre et de toners recyclés (en nombre)	175 211	155 558	13 %

* Déchets industriels banals, déchets de tubes fluorescents/néons et ampoules fluo compactes ainsi que déchets électriques ou électroniques (D3E).

UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES

Les entreprises du groupe déploient de plus en plus des actions de recyclage de leur papier, d'où l'inversion de tendance entre 2014 et 2015 entre l'utilisation de papier vierge et l'utilisation de papier recyclé.

➡ CONSOMMATION DE PAPIER

Indicateurs	2015	2014
Papier A4 vierge (en kg par ETP) ⁽¹⁾	39,1	20,7
Papier A4 recyclé et/ou papier labellisé FSC ou PEFC par ETP (en kg par ETP) ⁽¹⁾	29,4	42,6
Editique vierge (en tonnes) ⁽²⁾	710,68	NA
Editique recyclé et/ou labellisé FSC ou PEFC (en tonnes) ⁽²⁾	233	NA
Autres papiers vierges (en tonnes) ⁽³⁾	1 176,12	NA
Autres papiers recyclés et/ou labellisés FSC ou PEFC (en tonnes) ⁽³⁾	992,93	NA

(1) Ramettes A4 achetées au cours de l'exercice.

(2) Comprend l'éditique gérée par chaque entreprise en interne, l'éditique externe (gérée par un prestataire local externe au groupe) et gérée par iBP/ITCE. Cela concerne majoritairement les relevés de compte.

(3) Comprend : les imprimés spécifiques, le papier thermique DAB/GAB/BLS, les fournitures de bureau, les supports marketing, les imprimés gros volumes, les ramettes hors A4, les prospectus, les pré-imprimés, les enveloppes, le papier à en-tête, les mailing.

GESTION DE L'EAU

La banque n'a pas d'impact important sur les consommations et rejets d'eau hors des usages domestiques liés à ses bâtiments de bureaux ou agences. Cependant plusieurs initiatives existent pour réduire la consommation en eau (sensibilisation des collaborateurs à la réduction des consommations d'eau dans les bâtiments).

➡ CONSOMMATION D'EAU

Indicateurs	2015	2014	Évolution 2014-2015
Montant total des dépenses liées à l'eau (en euros TTC)	2 997 207	2 706 677	11 %
Consommation totale d'eau (en m³)	1 131 569	979 296	16 %

POLLUTIONS

Du fait de ses activités de services, le Groupe BPCE n'est pas concerné par les enjeux relatifs à la prévention des nuisances sonores ainsi qu'à l'emprise aux sols. De par la configuration de ses bureaux et ses locaux commerciaux, souvent à plusieurs étages, son emprise au sol est inférieure à des activités industrielles étendues sur un même plan.

Il en est de même pour les enjeux liés aux rejets dans l'eau, l'air et le sol étant donné la nature de ses activités (concernant l'émission des GES, se référer à la partie « 6.4.2 Réduction de l'empreinte carbone », volet « Changement climatique »).

En matière de nuisance lumineuse, le Groupe BPCE se réfère à la réglementation qui limite depuis le 1^{er} juillet 2013 les nuisances lumineuses et la consommation d'énergie, l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels ⁽¹⁾.

GESTION DE LA BIODIVERSITÉ

La biodiversité est une composante de la réflexion environnementale du Groupe BPCE au même titre que la réduction de l'empreinte carbone ou le développement de produits bancaires verts.

Ainsi, on peut relever des initiatives importantes d'entreprises du groupe :

- des actions de partenariat et de mécénat :
 - accompagnement de l'association Sanitaire apicole départementale de Loire Atlantique (Banque Populaire Atlantique) SANITAIRE, via une subvention de 1 000 euros pour l'acquisition de matériel permettant de lutter contre les frelons asiatiques,
 - prix de 2 000 euros à l'association Bouillon de Poney qui a pour but de valoriser une race de poney grecque – le Skyros – actuellement en voie d'extinction (Banque Populaire Loire et Lyonnais),

- distribution de 31 000 euros de dons aux associations traitant directement de la biodiversité par la Banque Populaire Occitane,
- financement de projets dans le cadre de la biodiversité par le biais de dons accordés dans le cadre du Fonds Caisse d'Epargne Normandie pour l'initiative solidaire,
- partenariat depuis 2012 avec l'association saumon sauvage (basé à Langeac en Haute-Loire) qui contribue au programme de sauvegarde du saumon sauvage en Loire-Allier (Banque Populaire Massif Central),
- dons de 8 995 euros par la Caisse d'Epargne Auvergne Limousin à des associations préservant la biodiversité et Semaine de la Solidarité (32 journées d'action sur deux projets) ;
- le déploiement de ruches :
 - implantation de trois ruches en partenariat avec Beecity pour la préservation de la biodiversité à la Banque Populaire du Nord,
 - installation de trois ruches sur le toit de la Banque Populaire Rives de Paris en 2015 – trois ruches supplémentaires vont être installées en avril 2016 ;
- la gestion de forêts :
 - la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes gère 745 hectares de forêts certifiés PEFC (parc naturel des Landes de Gascogne). En 2015, la caisse a procédé à la replantation de 31 hectares,
 - la Caisse d'Epargne Auvergne Limousin possède une forêt de 63 hectares en Creuse gérée par l'Office National des forêts ;
- le soutien à des acteurs de la préservation de la biodiversité du Crédit Coopératif par des dons issus des produits de partage au profit d'associations, des partenariats et des investissements dans des OPCVM solidaires en lien avec des structures gestionnaires d'espaces naturels sensibles.

6.4.4 Gestion des risques environnementaux et sociétaux

RISQUE ENVIRONNEMENTAL

Les activités du groupe n'exercent pas de pression directe importante sur l'environnement. Les risques environnementaux sont essentiellement liés à l'activité du métier bancaire. Ce risque survient en cas de non prise en compte des critères environnementaux dans les projets économiques financés.

Ces risques proviennent surtout des financements à l'étranger où la réglementation environnementale n'est pas équivalente et où la grande taille des projets peut générer des risques pour l'environnement. Ces risques sont donc surtout gérés par Natixis de par ses activités de gestion d'actifs et de financement de projets à travers des dispositifs spécifiques d'analyse de l'impact social et environnemental des projets (principes de l'Équateur).

En 2015, le Groupe BPCE n'a pas de provisions ni de garanties pour risques en matière d'environnement dans ses comptes.

MARKETING RESPONSABLE

Analyse RSE des nouveaux produits et services

Une procédure de validation des nouveaux produits et services bancaires et financiers destinés à la clientèle des deux réseaux a été mise en place par le Groupe BPCE en septembre 2010. Cette procédure vise en particulier à assurer

une maîtrise satisfaisante des risques liés à la commercialisation des produits auprès de la clientèle par la prise en compte, tant dans la conception du produit, les documents promotionnels que dans l'acte de vente des produits, des diverses exigences réglementaires en la matière.

Elle mobilise les différentes expertises existant au sein du groupe (notamment juridique, finances, risques, systèmes d'information, conformité) dont les contributions, réunies dans le cadre du comité d'étude et de validation des nouveaux produits groupe (CEVANOP), permettent de valider chaque nouveau produit avant sa mise en marché par les établissements.

Un dispositif analogue s'applique également aux processus de vente, notamment de vente à distance, ainsi qu'aux supports commerciaux utilisés de manière courante vis-à-vis de la clientèle.

Le groupe n'a pas mis en place de dispositif d'étiquetage systématique de la RSE sur l'ensemble de ses produits bancaires. Les produits à forte connotation RSE, produits environnementaux et produits solidaires et sociaux, sont placés dans une gamme spécifique afin d'être bien identifiés par les clients (voir partie 6.5.2 « Investissement responsable »).

La procédure de validation des nouveaux produits avant leur mise sur le marché (CEVANOP) répond à l'article L. 225 de la loi Grenelle 2 concernant les mesures engagées en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs. Dans ce domaine, les produits bancaires pour les particuliers ne sont pas directement

(1) Cf. arrêté du 25 janvier 2013 qui est venu encadrer le fonctionnement des éclairages non résidentiels provenant notamment des bureaux, commerces, façades et vitrines. Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

concernés par cet enjeu et la réglementation bancaire est particulièrement stricte sur la protection des consommateurs.

Engagement du métier capital investissement

Le métier capital investissement de Natixis exerce une activité d'investissement dans le capital de PME non cotées. Elle regroupe six sociétés de gestion spécialisées dans le capital développement en France (Naxicap Partners et Alliance Entreprendre), dans le *venture* (*Seventure Partners*) ainsi que dans les fonds de fonds (*Euro-Private Equity* pour l'Europe, *Caspian-PE* pour les États-Unis et *Eagle Asia Management* pour l'Asie).

Signataire des Principes d'Investissement Responsable (PRI) de l'ONU, *Euro-Private Equity* a défini ses propres critères de gouvernance, et veille à respecter les principes d'investissement socialement responsables. En tant qu'investisseur responsable, *Euro-Private Equity* s'engage à sensibiliser les gérants aux critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), et à les encourager à les respecter. Ainsi, plus de 30 % des gérants en portefeuille d'*Euro-Private Equity* ont signé les PRI. À fin 2015, 80 % des encours gérés par *Euro-Private Equity* intègrent les critères ESG, et respectent les chartes d'investissement responsable de ses clients (programmes France Investissement ou mandats dédiés). Le portefeuille affiche une croissance annualisée du chiffre d'affaires de plus de 20 % par an, et a permis la création de plus de 16 000 emplois.

Intégration des critères environnementaux et sociaux (E&S) dans les financements

La prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans les métiers de financement de la Banque de Grande Clientèle est assurée par une équipe dédiée constituée au sein de son Secrétariat général (« ESR »), veillant à la qualité de l'évaluation et du suivi des risques E&S des opérations, à l'analyse du risque de réputation des parties impliquées, et à la mise en place de politiques RSE pour les secteurs sensibles.

ÉVALUATION ET SUIVI DES RISQUES E&S ET DES SYSTÈMES DE GESTION

Principes de l'Équateur

En tant que signataire depuis décembre 2010 des Principes de l'Équateur, Natixis applique une méthodologie de place reconnue par 82 banques et établissements financiers adhérents, visant à évaluer les risques E&S des projets à financer et à apprécier la qualité des systèmes de gestion mis en place par ses clients pour gérer, minimiser et remédier au mieux les impacts générés.

Cette méthodologie qui s'applique aux financements d'investissements associés à de nouveaux projets ou à des extensions de projets existants concerne principalement, pour Natixis, les secteurs des infrastructures, de l'énergie (pétrole, gaz), de l'électricité et des énergies renouvelables, des mines et métaux, développés dans le monde entier.

Une organisation reposant sur le principe de la double implication des métiers et de l'équipe ESR dans l'évaluation et la gestion des opérations a été mise en place. Elle permet d'apprécier la qualité de la documentation E&S existante préparée par le client (ou de conseiller le client si la documentation n'a pas encore été établie), de mesurer et de catégoriser l'importance des impacts et risques E&S potentiels, et si nécessaire de recourir aux services de consultants externes. Elle vise également à élaborer un plan d'action des mesures d'atténuation et de correction des impacts, lequel est retranscrit dans la documentation financière et dont le bon respect sera suivi durant la vie du financement.

La synthèse des éléments clés de l'évaluation d'un projet est intégrée dans le processus d'octroi de crédit de Natixis.

Le détail de ce processus d'analyse et de décision, les moyens mis en œuvre et l'ensemble des informations requises sur les opérations ainsi auditées sont présentés de manière détaillée dans le reporting annuel des Principes de l'Équateur (publié annuellement avant le 31 juillet et disponible sur les liens suivants : *EPA website* et *Natixis website*).

Évaluations réalisées au-delà du périmètre des Principes de l'Équateur

Consciente de la grande diversité des opérations et des types de financement de ses clients, Natixis assure le même niveau de vigilance sur les risques E&S sous-jacents de certains types d'opération ne se situant pas dans le périmètre des Principes de l'Équateur.

Sont visées à ce titre certaines opérations de financement d'acquisition non associées à un programme d'investissements, de financement par nature à objet multiple, ou de portefeuille d'actifs trop large pour permettre une évaluation dédiée, ou de certains types d'actifs.

Dans chacun de ces cas, la qualité de la gouvernance et de la gestion des risques E&S inhérents au type d'industrie est appréciée, sur la base des *best practices* et standards internationaux en vigueur.

ANALYSE DU RISQUE DE RÉPUTATION DES PARTIES IMPLIQUÉES

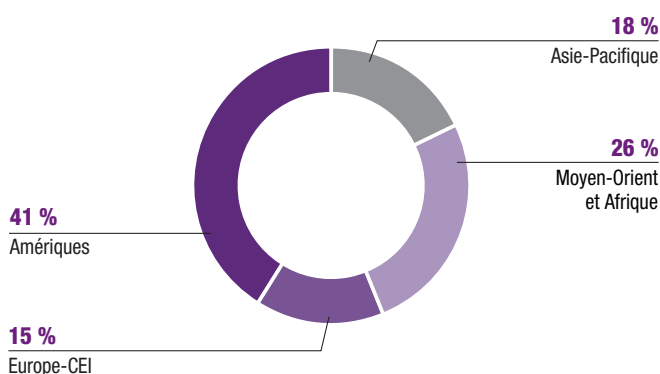
Pour l'ensemble des opérations de financement susmentionnées, mais aussi lorsque jugé nécessaire pour toute autre opération, il est recherché si une société emprunteuse, son opérateur ou principal actionnaire dispose d'un historique de gestion dégradée dans la conduite de ses opérations, d'un point de vue environnemental, social, sanitaire ou sécuritaire.

Dans un souci de recherche de relation durable avec son client, l'objectif est ainsi, préalablement à une décision de crédit, de sensibiliser les métiers de toutes situations préjudiciables en terme réputationnel, et le cas échéant envisager les actions nécessaires à mener.

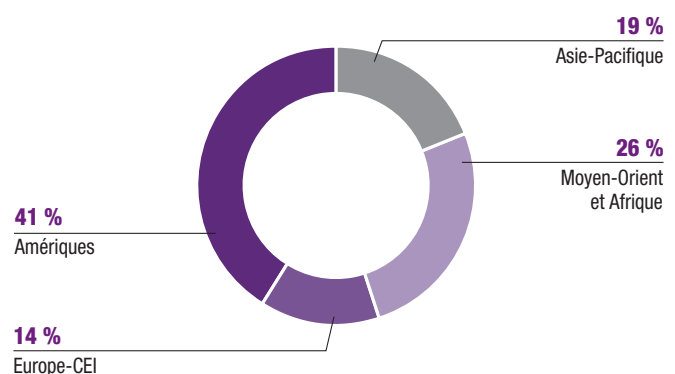
BILAN DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

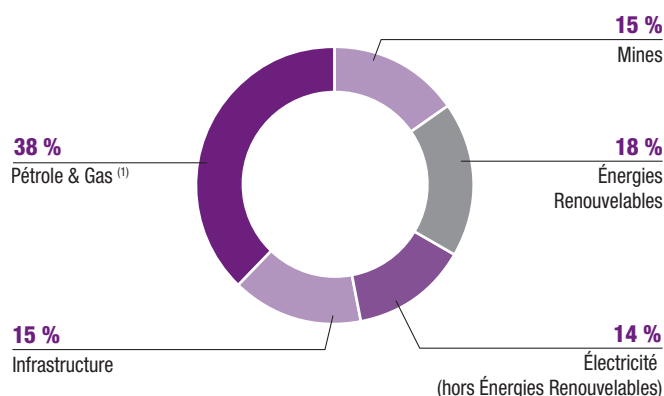
Le nombre de transactions ayant fait l'objet d'une évaluation et d'un suivi des risques E&S et/ou d'une analyse du risque de réputation au cours des deux dernières années est représenté ci-dessous :

➡ RÉPARTITION DES PROJETS ÉTUDIÉS EN NOMBRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE - 2014

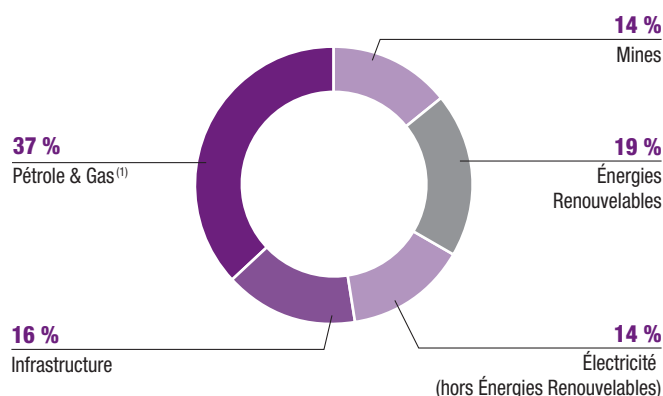


➡ RÉPARTITION DES PROJETS ÉTUDIÉS (EN NOMBRE) PAR SECTEUR - 2015



➔ RÉPARTITION DES PROJETS ÉTUDIÉS (EN NOMBRE)
PAR SECTEUR - 2014

(1) dont les navires spéciaux et plate-formes offshore

➔ RÉPARTITION DES PROJETS ÉTUDIÉS (EN NOMBRE)
PAR SECTEUR - 2015

(1) dont les navires spéciaux et plate-formes offshore

MISE EN PLACE DE POLITIQUES RSE POUR LES SECTEURS SENSIBLES

Pour les secteurs les plus sensibles, des politiques RSE à usage interne ont été instaurées et intégrées dans les politiques risques des métiers travaillant dans les secteurs concernés.

À ce jour, les politiques RSE ont été mises en place dans le financement des secteurs suivants et selon les idées force ci-dessous :

- Défense : encadrement des opérations à travers un ensemble de critères très précis applicables à chaque opération, portant sur la nature des équipements et les conditions d'éligibilité des pays d'exportation et d'importation. Ces critères viennent en complément de la politique d'exclusion de Natixis (cf. encadré ci-après) ;
- Nucléaire : respect des règles internationales de sécurité les plus strictes (AIEA,...), fiabilité des technologies, et démonstration des capacités du pays d'accueil et de l'opérateur à contrôler et exploiter sa filière nucléaire ;
- Énergies/Mines : sélection des opérateurs démontrant une capacité à gérer de façon responsable les impacts de leurs activités dans le respect des standards internationaux (IFC), notamment ceux de l'industrie pétrolière, gazière et minière applicables aux modes d'extraction *onshore* ou *offshore* ;
- Huile de Palme : traçabilité et respect de *best practices* et standards en vigueur.

POLITIQUE D'EXCLUSION DANS LE SECTEUR
DE L'ARMEMENT

Le groupe a adopté une politique d'exclusion pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne ainsi que pour Natixis en matière de financement et d'investissement dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines antipersonnel (MAP) et de bombes à sous munitions (BASM).

Cette politique d'exclusion est appliquée aux activités de financement des entreprises et aux activités pour compte de tiers gérées par Natixis Asset Management, qui a mis en place une démarche de sensibilisation de ses clients. Cette politique d'exclusion prise en compte dans le cadre d'instances de décision à l'œuvre dans chaque activité (comité de crédit, comité d'investissement, etc.) s'intègre dans la politique définie pour ce secteur par chacun des métiers de financement et d'investissement.

Ainsi, au-delà de sa politique d'exclusion, Natixis a instauré pour le financement du secteur de l'armement des critères très précis applicables à chaque opération, encadrant la nature des équipements visés ainsi que les conditions d'éligibilité des pays d'exportation et d'importation.

POLITIQUE D'EXCLUSION DANS LE SECTEUR
DU CHARBON

Natixis a pris le 15 octobre 2015 l'engagement de ne plus financer de centrales électriques au charbon et de mines de charbon thermique dans le monde entier, en l'état actuel des technologies. Natixis s'engage également à ne plus accepter de nouveaux mandats de conseil ou d'arrangement liés à de tels financements.

Pour ce qui concerne les financements corporate de type *general purpose* non dédié, Natixis renonce aussi à financer les sociétés dont l'activité repose à plus de 50 % sur l'exploitation de centrales électriques au charbon ou de mines de charbon thermique.

Cet engagement complète l'engagement de Natixis pris en mai 2015 de ne plus financer de mines de charbon utilisant la technique du *Mountain Top Removal* (MTR). Cette politique est appliquée aux activités de financement dédié à l'exploitation de sites miniers utilisant la technique MTR, ainsi qu'à tout financement d'entreprise de type *general purpose* non dédié ou investissement dans les entreprises dont l'activité repose à plus de 25 % sur l'exploitation de sites miniers utilisant la technique MTR.

6.5 Réponses aux enjeux sociétaux

6.5.1 Relations avec les parties prenantes

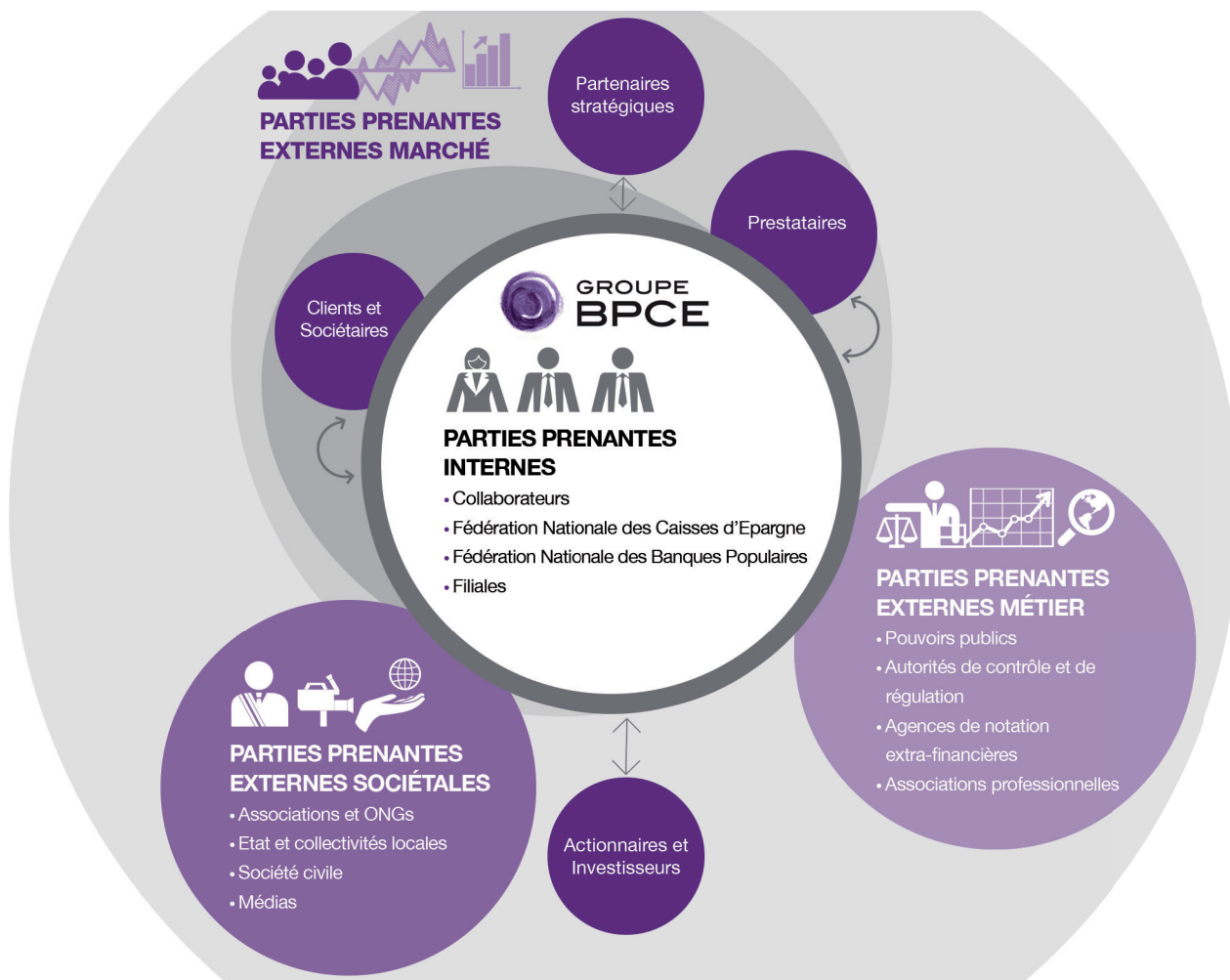
CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES ET ENJEUX SOCIÉTAUX

L'expérience reconnue du Groupe BPCE dans le domaine de la finance et du développement durable amène ses entreprises à coopérer avec de nombreuses parties prenantes sur des chantiers sociétaux, sociaux et environnementaux. D'autre part, il est régulièrement sollicité par ses parties prenantes pour préciser sa position sur certains enjeux liés à sa responsabilité sociétale.

Dans le cadre de son plan stratégique 2014-2017 « Grandir autrement », le Groupe BPCE a lancé un chantier visant à instaurer une dynamique entre les

collaborateurs, les clients et les territoires autour de son modèle coopératif. De cette manière, il souhaite marquer sa différence et valoriser au quotidien ses relations avec ses parties prenantes.

Afin de répondre plus finement aux principes de reporting GRI-G4, le groupe a lancé un projet de cartographie annuelle des parties prenantes. Une méthodologie permettra d'identifier de la manière exhaustive les catégories de parties prenantes et leurs attentes.



6.5.2 Investissement responsable

Au sein du groupe, trois structures proposent une offre de produits d'investissement socialement responsable ⁽¹⁾ (ISR) : Natixis Asset Management (Natixis AM) et sa filiale Mirova, Ecofi Investissements (société de gestion du Crédit Coopératif) et la Banque Palatine.

➡ ENCOURS EN GESTION ISR ET SOLIDAIRE FONDS OUVERTS, DÉDIÉS ET ÉPARGNE SALARIALE

Indicateur (en milliards d'euros)	2015	2014	Évolution 2014-2015
Natixis AM	16,4	12,8	28 %
Dont Mirova ⁽¹⁾	5,6	4,6	22 %
Ecofi Investissements	4,5	3,7	22 %
Banque Palatine	0,06	0,1	(40 %)
TOTAL DES ENCOURS EN GESTION ISR ET SOLIDAIRE FONDS OUVERTS, DÉDIÉS ET ÉPARGNE SALARIALE	20,96	16,6	26 %

(1) Mirova est une filiale de Natixis Asset Management dédiée à l'investissement responsable depuis le 1^{er} janvier 2014.

➡ PART DES ENCOURS EN GESTION ISR ET SOLIDAIRE PAR RAPPORT AU TOTAL DES ENCOURS

Indicateur (en %)	2015	2014	Évolution 2014-2015
Natixis AM	4,98 %	4,1 %	21 %
Ecofi Investissements	62,2 %	55,6 %	12 %
Banque Palatine	1,6 %	3 %	(47 %)

➡ FONDS À CARACTÈRE SOLIDAIRE

Indicateur (encours en millions d'euros)	2015	2014	Évolution 2014-2015
Fonds 90/10 ⁽¹⁾ Natixis	2 124,8	1 964,4	8 %
Fonds 90/10 ⁽¹⁾ Ecofi Investissements	253,1	217,1	17 %
Total des encours des fonds 90/10	2 377,9	2 181,5	9 %
Fonds investis dans les entreprises solidaires Natixis	151,7 ⁽²⁾	129,4	17 %
Fonds investis dans les entreprises solidaires Ecofi Investissements	31,1	25,7	21 %
TOTAL DES FONDS INVESTIS DANS LES ENTREPRISES SOLIDAIRES NATIXIS ET ECOFI	182,8	155,1	18 %

(1) Les fonds 90/10 combinent une gestion ISR de titres cotés et une gestion de titres solidaires non cotés.

(2) Poches solidaires dans les fonds 90/10 NAM Mirova + Natixis solidaire

Principal acteur du Groupe BPCE en gestion d'actifs, Natixis Asset Management consolide, à la fin de l'année 2015, un montant de 16,4 milliards d'euros sur une large gamme de stratégie d'investissement socialement responsable (ISR). Parmi ces encours, 4,6 milliards d'euros sont gérés par Mirova, pôle dédié à l'investissement responsable depuis 2012, devenue filiale de Natixis Asset Management depuis le 1^{er} janvier 2014.

La Banque Palatine enregistre 59,2 millions d'euros d'encours en gestion ISR au 31 décembre 2015 à travers six fonds sur les classes d'actifs actions, diversifiés, obligations et monétaires. Deux fonds actions et un fonds diversifié sont labellisés Novethic 2015 : Palatine Or Bleu sur la thématique de l'eau (le plus important avec 16,6 millions d'euros d'encours), Gérer Multifactoriel Euro et Palatine Actions défensives euro.

Filiale du Crédit Coopératif, Ecofi Investissements applique pour sa part un filtre ISR à 62 % de sa gamme de placements, soit plus de 4,4 milliards d'euros

d'encours faisant l'objet d'une analyse des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ce filtre ISR est plus ou moins contraignant selon les fonds : « ISR Engagé » pour la gamme éthique et solidaire et « ISR Responsable » pour le reste de la gamme. L'univers d'investissements pour l'ISR comprend 2 300 valeurs mondiales. Le filtre ISR Engagé sélectionne les 60 % entreprises les mieux notées alors que le filtre ISR Responsable cantonne les 30 % de l'univers le moins bien noté.

POLITIQUE DE GESTION RESPONSABLE

Engagée dans les problématiques de développement durable et d'investissement socialement responsable (ISR) depuis près de 30 ans ⁽²⁾, Natixis AM a décidé de franchir un cap supplémentaire au cours de ces dernières années en développant et en structurant une approche de gestion responsable appliquée

(1) Définition de l'ISR : AFG/FIR : le 1^{er} juillet 2013, l'Association française de la gestion financière (AFG) et le Forum pour l'investissement responsable (FIR) ont précisé la définition de l'ISR pour la Place. « L'ISR est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable. »

(2) Le premier fonds solidaire de Natixis Asset Management, Natixis Impact Nord Sud Développement, a été lancé en 1985. Une gamme complète de fonds ISR et solidaires a ensuite été développée au cours des années qui ont suivi.

à l'ensemble de ses processus d'investissement. L'objectif de cette démarche est de favoriser une meilleure prise en compte des critères extra-financiers dans les décisions d'investissement, et ce de façon généralisée, conformément aux recommandations de grands référentiels normatifs internationaux tels que les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UN-PRI), dont Natixis AM est signataire depuis 2008.

Fruit d'une réflexion approfondie menée sur plusieurs années, cette démarche de gestion d'actifs responsable s'articule autour de quatre engagements principaux englobant de multiples initiatives :

- la bonne compréhension des enjeux du développement durable, l'analyse de leurs impacts sur les secteurs et l'évaluation d'un large univers d'émetteurs (3 000) par les analystes grâce aux travaux de la recherche extra-financière de Mirova ;
- la prise en compte des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'ensemble de ses processus d'investissement, ainsi qu'une politique d'exclusion (émetteurs ayant des activités d'armement controversées, émetteurs ayant enfreint les principes du Pacte mondial des Nations Unies et/ou des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales) ;
- une politique de vote et d'engagement incitative : 187 émetteurs concernés par des actions d'engagement et un vote exercé sur 99,5 % de l'univers éligibles ;
- une implication forte pour coconstruire et promouvoir la gestion d'actifs responsables.

Convaincue des opportunités qui peuvent découler des enjeux de développement durable, Natixis Asset Management a également créé Mirova, filiale dédiée à l'investissement responsable de Natixis Asset Management. Mirova propose une gestion engagée visant à relier création de valeur et développement durable. Elle place la prise en compte des enjeux et défis d'une économie durable au cœur de ses décisions d'investissement. Mirova rassemble une cinquantaine d'experts pluridisciplinaires : spécialistes de la gestion thématique, ingénieurs, analystes financiers et ESG, professionnels du financement de projet et experts de la finance solidaire proposant aux investisseurs des solutions créatrices de valeur sur le long terme aussi bien d'un point de vue financier qu'environnemental, économique ou social.

Pionnier de l'ISR en France, Mirova gère 5,6 milliards d'euros d'encours de placements responsables.

Mirova soutient la transition énergétique et écologique

En amont de l'organisation de la COP21 Mirova s'engage dans la lutte contre le réchauffement climatique *via* :

- l'adhésion aux initiatives *Montreal Carbon Pledge* et *Portfolio Decarbonization Coalition*, membre du *Green Growth Group* ;
- l'engagement à mettre en place et diffuser une mesure de l'impact carbone des portefeuilles d'actions Mirova ;
- trois fonds Infrastructures dédiés au financement de projets d'énergies renouvelables : FIDEME, EUROFIDEME 2, EUROFIDEME 3 ;
- un fonds actions dédié au financement de la transition énergétique : *Mirova Global Energy Transition Equity* et un fonds obligataire dédié au financement de la transition énergétique : *Mirova Green Bond – Global* ;
- une méthode innovante de mesure de la contribution des entreprises à la transition énergétique ;
- le soutien au développement de *green bond* : lancement de *Mirova Green Bond – Global*, une des premières SICAV 100 % *green bonds*, lancée en juin 2015 ; plus de 20 % des stratégies obligataires de Mirova sont ainsi composées de *green bonds*.

Le processus ISR d'Ecofi Investissements, société de gestion du Groupe Crédit Coopératif et de BTP Banque, permet quant à lui de sélectionner les émetteurs les mieux notés parmi l'univers d'émetteurs analysé, et repose sur les deux filtres suivants.

- l'évaluation de la performance ESG qui met l'accent sur les indicateurs quantitatifs de résultats des entreprises et États (émissions de CO₂ par MWh par an pour les électriciens, taux de fréquence et de gravité des accidents du travail dans la construction etc.) et la « Touche Ecofi », qui surpondère les valeurs en lien avec le Groupe Crédit Coopératif (équilibre des pouvoirs, relations responsables avec les clients et les fournisseurs, rejet des paradis fiscaux, non-discrimination) ;
- l'évaluation des controverses auxquelles font face les entreprises : ce filtre permet d'exclure ou de réduire les investissements dans des entreprises impliquées dans des incidents significatifs (pollution, corruption, blanchiment d'argent, violation des droits de l'homme etc.).

L'objectif de ces deux filtres successifs est de ne sélectionner que les meilleures entreprises en confrontant leur discours à la réalité de leurs performances ESG (*reality check*).

Ce processus ISR est renforcé par une politique de vote et de dialogue exigeante. Ecofi Investissements est convaincu que le vote des actionnaires en assemblée générale et le dialogue avec les entreprises sont essentiels afin de les encourager à progresser dans la prise en compte des enjeux ESG de leur activité. Ainsi Ecofi Investissements totalise, à fin 2015, 4 800 résolutions votées, dont 33,3 % dans un sens négatif pour 341 assemblées générales différentes.

Pour sa politique de dialogue, Ecofi Investissements pratique l'engagement de manière individuelle, en questionnant le management de quelques entreprises significativement présentes en portefeuille mais soumises à des controverses fortes sur des enjeux majeurs tels que l'éthique des affaires ou l'égalité hommes/femmes. Un dialogue collectif est également mis en œuvre en participant à des coalitions d'actionnaires qui interpellent les entreprises sur des enjeux ESG majeurs (approvisionnement en huile de palme et accès aux médicaments dans les pays en voie de développement...) et sur les controverses auxquelles elles font face (incidents de pollution, respect des droits de l'homme, corruption, blanchiment d'argent etc.).

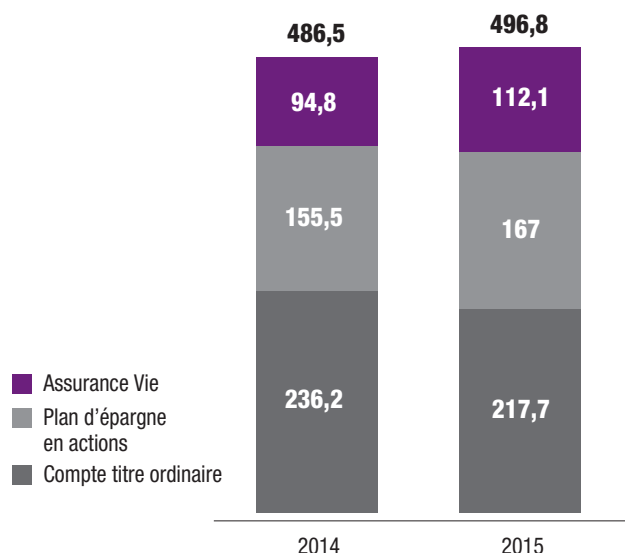
COMMERCIALISATION DES FONDS ISR ET SOLIDAIRES PAR LES BANQUES POPULAIRES ET LES CAISSES D'ÉPARGNE

Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne proposent différents produits d'investissement socialement responsable (ISR) afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement et privilégiant le sens donné à leur épargne. Il s'agit notamment de la gamme de placements responsables gérée par Mirova, la filiale de Natixis Asset Management, pionnier de l'ISR en France, qui regroupe des fonds responsables thématiques et solidaires. Les labels Finansol et Novethic attribués à certains de ces fonds témoignent de la qualité de cette gamme.

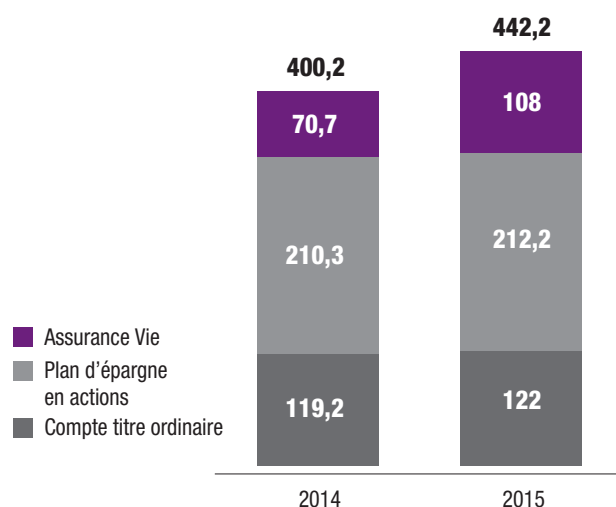
Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont distribué auprès de leurs clients des fonds ISR et solidaires un montant de 939 millions d'euros en 2015 (886,7 millions d'euros en 2014).

Indicateur (encours en millions d'euros)	2015	2014	Évolution 2014-2015
Encours ISR commercialisés – réseau Banque Populaire	496,8	486,5	2 %
Encours ISR commercialisés – réseau Caisse d'Épargne	442,2	400,2	10,5 %
TOTAL DES FONDS ISR COMMERCIALISÉS PAR LES BANQUES POPULAIRES ET LES CAISSES D'ÉPARGNE	939	886,7	6 %

➔ ÉVOLUTION DES ENCOURS ISR COMMERCIALISÉS
PAR LES BANQUES POPULAIRES (EN MILLIONS D'EUROS)



➔ ÉVOLUTION DES ENCOURS ISR COMMERCIALISÉS
PAR LES CAISSES D'ÉPARGNE (EN MILLIONS D'EUROS)



6.5.3 Finance solidaire

Pour faciliter le financement des projets et organismes d'intérêt général, plusieurs outils financiers ont été développés dans le Groupe BPCE.

Dans une volonté de cohérence, les fonds solidaires et de partage d'Ecofi Investissements sont gérés, pour la partie cotée, selon le filtre ISR. Ils offrent une gamme complète de produits solidaires, fonds « 90/10 » de partage, gamme ouverte de FCPE solidaires Choix Responsable et FCPE solidaires dédiés pour de grandes entreprises⁽¹⁾. Avec 295 millions d'euros d'encours sur différents supports thématiques ou dédiés, Ecofi Investissements est aujourd'hui le neuvième plus important gérant solidaire de la place française, et parmi les premiers en nombre d'entreprises solidaires financées. 69 entreprises solidaires sont ainsi financées pour un montant de 31,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Positionnées sur les fonds 90/10, les Caisses d'Épargne promeuvent quant à elles la gamme des FCP Insertion Emplois. Créée en 1994 en partenariat avec la Société d'investissement France Active, cette gamme est gérée par Mirova,

la filiale investissement responsable de Natixis Asset Management, numéro 1 de la gestion solidaire en France⁽²⁾ et en Europe⁽³⁾. La gamme Insertion Emplois se compose de trois fonds aux profils rendement/risque complémentaires qui totalisent près de 369 millions d'euros d'encours à fin 2015. Au-delà des souscriptions directes, ces FCP sont alimentés *via* l'assurance vie, les fonds propres des investisseurs institutionnels et l'épargne salariale.

Des mécanismes de solidarité ont été développés à partir des livrets d'épargne. Les Banques Populaires proposent le livret d'épargne CODEVair fléché sur des financements environnementaux. Le Crédit Coopératif distribue en plus les livrets de partage AGIR⁽⁴⁾ pour un total de 457 754 milliers d'euros 31 décembre 2015.

Des mécanismes de solidarité financière ont aussi été développés à partir des moyens de paiement. On peut citer la carte AGIR, qui permet de soutenir une cinquantaine d'associations partenaires à travers les dons attribués à chaque paiement.

(1) Douze fonds ouverts investis dans des entreprises solidaires : Ecofi Contrat Solidaire, Ecofi Agir Développement Durable, Choix Solidaire, Confiance Solidaire, Agir avec la Fondation Abbé Pierre, Agir avec la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, Agir Fondation pour la Recherche Médicale, Faim et Développement Trésorerie, Faim et Développement Solidarité, Faim et Développement Équilibre, Faim et Développement Agir CCFD, Epargne Solidaire ; trois FCPE ouverts investis dans des entreprises solidaires : Choix Responsable Prudence, Choix Responsable Développement, Choix Responsable Engagement ; cinq fonds dédiés dont trois d'épargne salariale investis dans des entreprises solidaires : Schneider Énergie Sicav Solidaire, Schneider Énergie Solidaire, Dynamis Solidaire, AXA Future Génération et Renault Mobiliz Solidaire.

(2) Finansol « Zoom sur la finance solidaire » sur la base des encours de l'épargne financière solidaire à fin décembre 2013 y compris épargne salariale.

(3) Feri Lipper -09/2014.

(4) Livret dont la motiété des intérêts est automatiquement versée à une association partenaire du Crédit Coopératif.

ÉPARGNE SALARIALE

La présence obligatoire d'un fonds solidaire dans tout plan d'épargne entreprise a incité le groupe à développer une large offre de gestion dans ce domaine. Ainsi, Mirova, numéro 1 en France ⁽¹⁾ de la gestion d'épargne salariale solidaire a créé le fonds professionnel spécialisé (FPS) Natixis Solidaire, un support d'investissement innovant, dédié à la gestion solidaire de l'épargne salariale et totalisant 126,9 millions d'euros d'actifs au 31 décembre 2015. Il permet d'investir dans un grand nombre d'entreprises solidaires, de soutenir une multitude de projets dans des secteurs diversifiés, et d'obtenir des performances sociales tangibles. Labellisé par Finansol, le FPS contribue ainsi au financement de structures telles que l'ADIE, Habitat et Humanisme, la NEF, la SIFA ou Terre de Liens.

Grâce à l'investissement de leur poche solidaire dans ce FPS, l'ensemble des FCPE solidaires proposés dans les dispositifs d'épargne salariale distribués par Natixis Interépargne et les réseaux du Groupe BPCE bénéficient de cette innovation.

Après Orange, Schneider Electric et Axa, Renault est le quatrième groupe du CAC 40 à avoir fait confiance à Ecofi Investissements en matière d'épargne salariale solidaire et ISR. La proximité historique d'Ecofi Investissements avec les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire, souvent clientes du Crédit Coopératif, et la forte diversité de leurs actions – pour la planète, la solidarité internationale, une société plus juste ou pour entreprendre autrement – leur permet de proposer à ses clients des financements au plus près de leurs valeurs et de leurs engagements.

6.5.4 Microcrédit et inclusion financière

INCLUSION FINANCIÈRE

En 2015, le Groupe BPCE s'est préparé à la mise en œuvre de la charte AFCEI ⁽²⁾ d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement qui s'adresse aux personnes physiques détentrices d'un compte courant et n'agissant pas pour des besoins professionnels.

La prévention de l'exclusion bancaire et le suivi des clients fragiles sont des objectifs inscrits dans le chantier modèle coopératif du plan stratégique du Groupe BPCE.

En vigueur depuis le 13 novembre, cette charte consolide trois volets que les établissements du groupe se sont appropriés.

Ils ont tout d'abord renforcé l'accès aux services bancaires, par la mise en marché dès fin 2014, de l'offre spécifique destinée aux clients en situation de fragilité (OCF).

Sur le volet prévention du surendettement, le Groupe s'est doté d'un score commun de détection précoce des clients exposés à ce type de risque à horizon

de six mois. Il a été élaboré par BPCE avec des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. Construit à partir de la modélisation statistique d'une série de variables concernant le client, le ciblage permet de contacter chaque client scorable. Il lui sera proposé un entretien de diagnostic sur sa situation financière, des solutions et un accompagnement. Pour maintenir une relation de proximité, durable et de confiance avec ces clients, des structures dédiées peuvent intervenir au sein des établissements, ou, le cas échéant, via des partenaires externes.

Enfin, sur le volet relatif à la formation des personnels à ces dispositifs et au suivi des mesures mises en place, un e-learning a été déployé dans le Groupe auprès des chargés de clientèle particuliers sur l'OCF. 10 017 collaborateurs ont suivi ce module en 2015. Concernant la prévention du surendettement, BPCE a élaboré un socle commun de sensibilisation à cette démarche, présentée sous la forme de classes virtuelles.

Ci-dessous le tableau des stocks et de la production 2015 relatifs au service bancaire de base (SBB) et à l'offre dédiée aux clients en fragilité dans les établissements du groupe.

➔ OFFRE BANCAIRE A DESTINATION DE LA CLIENTÈLE FRAGILE

Indicateur (en nombre de clients)	2015	2014
Service bancaire de base (en flux)	12 774	11 214
Service bancaire de base (en stock)	44 479	28 841
Offre clients fragiles (en flux) – ex-Gamme de paiement alternatif	25 979	16 853
Offre clients fragiles (en stock) – ex-Gamme de paiement alternatif	70 793	57 200

Filiales Banque de Nouvelle Calédonie et Banque de Tahiti incluses mais hors Crédit Coopératif.

Dans le cadre de la loi bancaire du 26 juillet 2013 sur la séparation et la régulation des activités bancaires, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont mis en place une offre adaptée aux besoins de la clientèle fragile qui pourra bénéficier d'un ensemble de services bancaires à des conditions privilégiées. À compter de 2015, ce dispositif s'est substitué à la gamme de paiement alternatif (GPA).

Enfin, en 2015, BPCE a contribué aux travaux de l'Observatoire de l'inclusion bancaire, dont il est membre.

INITIATIVES DES CAISSES D'ÉPARGNE

Microcrédit personnel et professionnel

Les Caisses d'Épargne sont aujourd'hui les premières banques du microcrédit personnel et parmi les premières banques du microcrédit professionnel (cf. Observatoire de la microfinance, Banque de France). Ce sont les seules banques à proposer une offre d'accompagnement adaptée aux besoins des souscripteurs de microcrédit à travers les associations Parcours Confiance et l'Institut de

(1) Association française de la gestion financière - au 30 juin 2014.

(2) AFCEI : l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a élaboré une charte professionnelle qui a valeur réglementaire.

microfinance Créa-Sol. Au total, 70 conseillers se consacrent à cette activité, sur l'ensemble du territoire, et plus de 600 partenaires sont mobilisés pour accompagner les emprunteurs. En 2015, 4 717 microcrédits personnels et 1 276 microcrédits professionnels ont été accordés.

Les Caisses d'Épargne participent activement au développement du microcrédit. Au niveau national, elles sont représentées au conseil d'orientation et de suivi de l'engagement des fonds du fonds de cohésion sociale (COSEF).

En 2015, trois axes majeurs d'expérimentation et de recherche se dégagent :

- la précarité énergétique et l'habitat indigne : les Caisses d'Épargne ont poursuivi le développement de leur offre de microcrédit habitat, afin de permettre à des propriétaires occupants très modestes de financer la rénovation de leur logement. À fin décembre 2015, 510 microcrédits habitat avaient été accordés ;
- l'entrepreneuriat féminin : depuis 2012, les Caisses d'Épargne publient un baromètre annuel permettant de déterminer les profils et les besoins des femmes entrepreneures. Cette année, une nouvelle étude qualitative sous le prisme de l'économie comportementale a été mise en place afin d'identifier les freins et les obstacles à leur volonté de création d'entreprise. Les Caisses d'Épargne ont également organisé la quatrième journée nationale des femmes entrepreneures, le 7 octobre 2015, dans le cadre du salon des microentreprises ;
- la mobilité : la FNCE a poursuivi son engagement en faveur de la mobilité inclusive au sein de l'Action Tank Entreprise et Pauvreté, qui a pour objet de favoriser le développement, par des entreprises, de projets économiquement soutenables ayant un impact sur la réduction de la pauvreté et de l'exclusion en France et susceptibles d'être déployés à grande échelle.

Par ailleurs, les Caisses d'Épargne poursuivent leur engagement international en s'impliquant auprès du réseau européen de microfinance (REM) et du groupement européen des Caisses d'Épargne (ESBG). La FNCE participe notamment au groupe de travail du REM sur la performance sociale de la microfinance.

Pédagogie financière

Depuis sa création en 1957, l'association Finances Et Pédagogie est soutenue par les Caisses d'Épargne. Grâce à ce partenariat, en 2015, 20 collaborateurs en régions ont mis en œuvre un programme pédagogique sur toutes les questions d'argent. Ce projet d'éducation financière est principalement dédié à l'apprentissage des jeunes et à leur insertion, à l'information des personnes en situation de fragilité économique et financière, et à la formation des professionnels de l'action sociale qui soutiennent ces populations.

En 2015, ce sont près de 2 670 interventions qui ont ainsi été réalisées auprès d'environ 38 550 stagiaires. Ont été notamment concernés :

- 10 400 jeunes relevant des établissements scolaires et des centres de formation ;
- 24 000 personnes accompagnées par des structures de l'économie sociale et solidaire ou autres organismes sociaux ;
- près de 1 200 travailleurs sociaux et bénévoles relevant des services sociaux d'associations, d'organismes de tutelle, de collectivités.

Toutes les actions ainsi réalisées se veulent être des réponses concrètes aux enjeux actuels d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement. Les interventions de l'association s'organisent autour d'ateliers/formations permettant d'initier avant tout un espace d'échanges. Près de 3 500 thématiques ont été traitées en 2015 :

- 60 % concernent les questions sur le budget et l'argent dans la vie ;
- 25 % sont en lien avec la banque et les relations bancaires ;
- et près de 15 % sont liées aux questions sur le crédit et le surendettement.

L'association est aujourd'hui, un acteur reconnu et incontournable de l'éducation financière en France.

INITIATIVES DES BANQUES POPULAIRES

Microcrédit personnel et professionnel

Les Banques Populaires ont établi des liens privilégiés avec les réseaux d'aide à la création d'entreprise et les organisations économiques en région et notamment avec l'Adie, Initiative France, France Active, Réseau Entreprendre, BGE (ex-Boutiques de Gestion), etc. Les Banques Populaires sont également des acteurs majeurs de la recherche en microfinance en France grâce à leur soutien aux chaires de recherche en microfinance à Audencia école de management et à l'ESC Dijon.

En cohérence avec leur positionnement, en matière de microfinance les Banques Populaires orientent de façon privilégiée leur action vers le microcrédit professionnel. Le réseau Banque Populaire a réaffirmé et renforcé son soutien à l'Adie et en particulier aux jeunes microentrepreneurs. En 2015, les Banques Populaires demeurent le premier refinanceur des microcrédits de l'Adie. Les Banques Populaires ont également abondé le fonds de prêts d'honneur pour les jeunes mis en place par l'Adie et co-financent avec leur fédération des programmes CréaJeunes et autres actions dédiées au public jeune de l'Adie. Les Banques Populaires et la FNBP sont également partenaires de la Semaine du Microcrédit et de la campagne de l'Adie « Il n'y a pas d'âge(s) pour créer sa boîte » destinée notamment à faire connaître l'Adie aux jeunes créateurs d'entreprise. Enfin, les Banques Populaires et l'Adie ont co-créé le Prix Jeune Créadie Banque Populaire, remis en région et au niveau national, en soutien à de jeunes porteurs de projets entrepreneuriaux. Grâce à la signature d'une convention cadre triennale entre l'Adie et la FNBP portant sur les années 2016, 2017 et 2018, le réseau des Banques Populaires entend poursuivre l'inscription du partenariat dans la durée. La FNBP représentée par son directeur général est par ailleurs membre du conseil d'administration de l'Adie.

Enfin les Banques Populaires accordent des prêts complémentaires aux fonds de prêts d'honneur d'Initiative France et plusieurs Banques Populaires ont mis en place des accords avec France Active.

Le Crédit Coopératif est l'un des principaux opérateurs sur le champ du microcrédit personnel grâce à un engagement fort aux côtés des réseaux d'accompagnement (Adie, Croix-Rouge Française, Secours Catholique, Missions Locales, etc.) et à un partenariat, noué entre BTP Banque, sa filiale, avec Pro-BTP (groupe de protection sociale du bâtiment), pour permettre aux apprentis du BTP d'acheter un véhicule.

Pédagogie bancaire

Les Banques Populaires sont investies en matière de pédagogie bancaire au travers notamment, pour certaines d'entre elles, de l'accompagnement proposé par leurs agences de soutien aux clients fragiles. Des formations par petit groupe sur la gestion d'un budget, l'utilisation des services bancaires ou sur l'endettement sont dispensées soit par les collaborateurs de la banque soit par un organisme extérieur dans le cadre d'un partenariat. Certaines banques proposent également des outils innovants en matière de pédagogie budgétaire. Ces outils prennent la forme de guides, de jeux, de vidéos, ou de modules interactifs et sont accessibles gratuitement sur le site de la banque ou sur le site dédié aux sociétaires de la banque. Les outils sont utilisés comme support pédagogique et permettent aux clients de mieux gérer leur budget, tout en ayant une meilleure compréhension du monde bancaire. Via leur fédération, elles sont également membres de l'association Finances et Pédagogie.

Clientèles fragiles

En 2015, le réseau des Banques Populaires a consacré 2,3 millions d'euros à l'inclusion bancaire, dont près de 600 000 euros dédiés à la détection et à l'accompagnement des clients particuliers et des TPE et PME en difficultés. L'accompagnement des clients fragiles représente un engagement fort pour les Banques Populaires. Elles sont aujourd'hui 12 Banques Populaires à disposer d'une structure interne dédiée à la détection et l'accompagnement des clients particuliers en difficultés. Que ce soit sous la forme d'agences ou de services dédiés, les structures mises en place prennent en charge les clients fragiles ou en situation de surendettement le temps de retrouver et de pérenniser une situation financière stable, dans l'objectif de pouvoir réintégrer le système bancaire classique.

La prise en charge des clients fragiles se fait au travers d'un accompagnement et de solutions personnalisés avec possibilité de rétrocession de frais et traitement particuliers du surendettement.

La Banque Populaire Atlantique au travers de son réseau Atlantique Coopération et la Banque Populaire Rives de Paris avec l'agence Grands Moulins, proposent en plus d'un accompagnement spécifique la mise en place de microcrédits personnels pour repartir du bon pied. Les clients bénéficiant de microcrédits font l'objet d'un accompagnement durant la réalisation de leurs projets, par des sociétaires dans le cas de la Banque Populaire Atlantique et par les conseillers de l'agence Grands Moulins pour la Banque Populaire Rives de Paris.

Par ailleurs, cinq Banques Populaires ont mis en place des agences ou services dédiés à la détection et à l'accompagnement de TPE et de PME en difficultés. Les solutions que proposent ces agences ou services ont pour objectif le maintien et la pérennisation de leur activité et ainsi éviter d'éventuelles difficultés à venir.

En 2015, la chaire Audencia a publié le deuxième baromètre Audencia Banque Populaire sur la vulnérabilité financière. Cette étude évalue de manière inédite dans un même sondage la maîtrise des concepts financiers de base, le comportement financier, les attitudes face à l'argent ou à la dépense et la situation financière perçue des Français.

PRÊTS SOLIDAIRES ACCOMPAGNÉS GROUPE, AU SERVICE DE L'EMPLOI

Afin d'analyser plus finement le positionnement du groupe sur le financement de la création d'entreprise accompagnée, BPCE a réalisé en 2015 une étude interne sur l'activité des établissements de crédit *via* des partenariats avec les trois principaux organismes d'accompagnement au microcrédit professionnel, France Active, Initiative et l'ADIE. L'étude qui comprenait une enquête auprès des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne a souligné la complémentarité des approches commerciales et RSE dans ce type d'offre. Elle a mis en évidence l'importance de l'accompagnement du porteur de projet comme facteur de réduction de la sinistralité sur le segment de la microentreprise, un moteur de création d'emplois au niveau local. Ces conclusions ont conforté BPCE dans sa décision de participer à l'augmentation de capital de France Active Garantie, à hauteur de 1,8 million d'euros.

En 2015, BPCE reste le premier financeur de ces trois réseaux avec 502,3 millions d'euros décaissés ou refinancés. La ventilation de ces prêts solidaires est fournie ci-dessous (microcrédits, prêts complémentaires NACRE et prêts d'honneur Initiative France).

➡ RÉCAPITULATIF DES MICROCRÉDITS ⁽¹⁾ ACCOMPAGNÉS DU GROUPE BPCE

Type de crédits (en euros)	Production 2015		Production 2014	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Microcrédits personnels bancaires	5 665	14 664 334 ⁽¹⁾	6 369	15 430 928
Microcrédits personnels extra-bancaires	1 561	3 729 470	1 345	3 122 014
Microcrédits professionnels bancaires-garantie France Active	2 196	60 627 529 ⁽²⁾	2 253	66 949 787
Microcrédits professionnels extra-bancaires	5 587 ⁽³⁾	19 875 971	5 261	18 094 493
TOTAL GROUPE BPCE (CAISSES D'ÉPARGNE, BANQUES POPULAIRES, CRÉDIT COOPÉRATIF INCLUS)	15 009	98 897 304	15 228	103 597 222

(1) Pour les Caisses d'Épargne, la production 2015 des microcrédits personnels bancaires s'élève à 7 828 492 euros (hors code produit spécifique ACC019 de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire).

(2) Pour les Caisses d'Épargne, la production 2015 des microcrédits professionnels garantis par France Active s'élève à 27 869 104 euros.

(3) La production 2015 de microcrédits Adie en nombre s'élève à 17 545 843 euros.

L'activité de microcrédit des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, fait du Groupe BPCE, depuis de nombreuses années le premier opérateur bancaire du microcrédit en France. Sur le segment du microcrédit personnel, garanti par le fonds de cohésion sociale, le groupe représente 44 % de parts de marché au 30 septembre 2015. Sur le segment du microcrédit professionnel, il représente

un tiers de l'activité, avec notamment 34,06 % de parts de marché à fin 2015. En 2015, alors qu'émergent de nouveaux acteurs, il a gardé sa position leader avec 15 009 microcrédits distribués pour 98,9 millions d'euros (versus 15 228 en 2014 pour 103,6 millions d'euros).

(1) Microcrédits : prêts accordés à des emprunteurs en situation de fragilité, bénéficiant d'une garantie et d'un accompagnement par un organisme d'intérêt général. Plafonnements des montants accordés fixés par la loi Lagarde du 1^{er} juillet 2010.

➔ PRÊTS COMPLÉMENTAIRES NACRE ⁽¹⁾ DU GROUPE BPCE

Réseaux émetteurs (en euros)	Production 2015		Production 2014	
	Nombre	Versements	Nombre	Versements
TOTAL GROUPE BPCE (CAISSES D'ÉPARGNE, BANQUES POPULAIRES, CRÉDIT COOPÉRATIF INCLUS)	2 835	95 900 048	3 530	140 870 175

En 2015, le Groupe BPCE a accordé pour 96 millions d'euros de prêts complémentaires aux créateurs d'entreprise bénéficiaires du NACRE (nouvel accompagnement à la création et à la reprise de l'entreprise). Enfin, il confirme sa position de premier groupe bancaire partenaire des plates-formes Initiative France qui estiment ⁽²⁾ à plus de 403 millions d'euros le montant des prêts bancaires complémentaires aux prêts d'honneur qu'elles distribuèrent en 2015.

➔ PRÊTS COMPLÉMENTAIRES AUX PRÊTS D'HONNEUR INITIATIVE FRANCE (ESTIMATION AU 30/01/2016)

Réseaux émetteurs (en euros)	Production 2015		Production 2014	
	Nombre	Versements	Nombre	Versements
TOTAL GROUPE BPCE (CAISSES D'ÉPARGNE, BANQUES POPULAIRES, CRÉDIT COOPÉRATIF INCLUS)	5 050	307 500 000	5 250	332 400 000

6.5.5 Politique de mécénat et partenariats

ACTIONS DE MÉCÉNAT DES BANQUES POPULAIRES

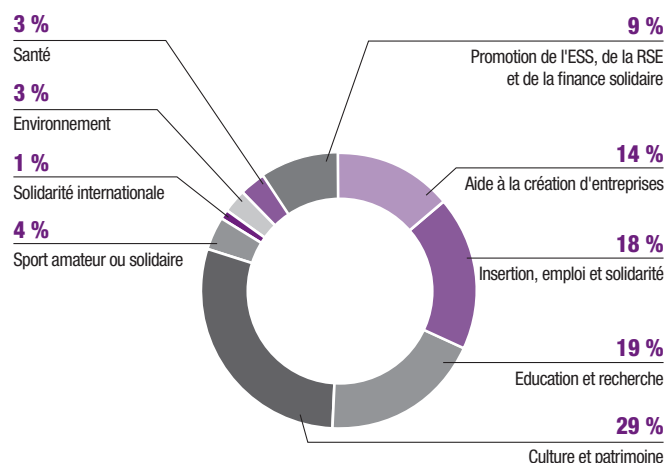
Mécénat et partenariat des Banques Populaires sur leur territoire

Les Banques Populaires s'engagent dans des actions en faveur de la société civile dans de multiples domaines. Elles sont ainsi particulièrement impliquées en faveur du soutien à la création d'entreprises (notamment via la microfinance) de l'insertion et de la solidarité et soutiennent activement le monde de l'éducation et de la recherche. Afin d'agir plus efficacement en faveur de l'intérêt général sur leur territoire et de structurer leur démarche de mécénat, dix Banques Populaires se sont dotées de leur propre fondation.

Les actions du Crédit Coopératif et de sa fondation sont, quant à elles, principalement orientées vers le soutien et la promotion de l'économie sociale et solidaire, alors que la CASDEN Banque Populaire privilégie naturellement la thématique de l'éducation et de la recherche.

En 2015, le mécénat du réseau Banque Populaire a représenté plus de 10 millions d'euros.

➔ MONTANTS DES DONS PAR THÈME



(1) France Active – Fafi.

(2) Les estimations ont été réalisées par Initiative France à partir des résultats de 150 plates-formes (soit 66 % du total des répondants) à leur enquête annuelle via un site en ligne. Ces résultats ont ensuite été extrapolés aux 227 plates-formes du réseau. L'enquête est ouverte de fin décembre à mi-février et les données saisies concernent l'année dans son intégralité (du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015).

Partenariats nationaux du réseau Banque Populaire

En cohérence avec les actions des Banques Populaires sur leur territoire, la FNBP insufflé et porte une politique de partenariats et de mécénat qui a pour priorités d'actions la microfinance, l'éducation et l'emploi-insertion. À la demande des Banques Populaires, la FNBP a créé un fonds de dotation afin de financer les projets éligibles au mécénat dans le cadre de la politique de partenariats et de mécénat qu'elle porte pour les Banques Populaires. En 2015, les principaux partenaires sont l'Adie, la chaire Banques Populaires Vulnérabilité Financière et Microfinance à Audencia, la chaire Banque Populaire en Microfinance à l'ESC Dijon et Entreprendre pour apprendre, qui a pour objectif de développer l'esprit d'entreprendre chez des jeunes de 8 à 25 ans. Depuis 2015, la FNBP renforce son soutien à la recherche à travers la création de la chaire management et gouvernance des coopératives financières, en collaboration avec la FNCE, BPCE et l'IAE de Paris. Elle est également partenaire du concours annuel de thèses organisé par l'Institut universitaire Varenne, dans la catégorie « Droit privé des activités économiques et des coopératives financières ». La FNBP est membre du Réseau Européen de Microfinance (REM) et de Finances et Pédagogie.

Fondation d'entreprise Banque Populaire

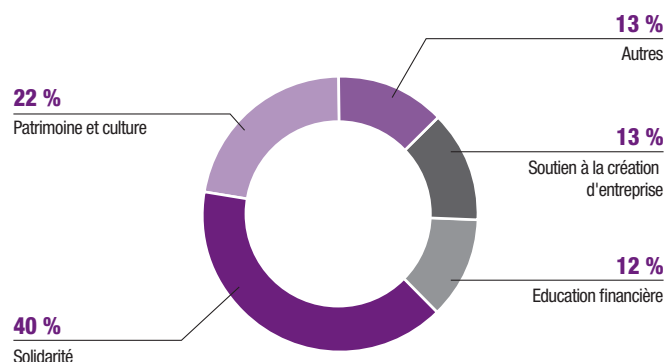
La Fondation d'entreprise Banque Populaire est l'instrument de mécénat des dix-huit Banques Populaires. Intégrée à la Fédération Nationale des Banques Populaires, elle a pour objet de soutenir des projets de vie de jeunes instrumentistes et de compositeurs de musique classique, de personnes en situation de handicap, et de jeunes artisans d'art. Des jurys composés d'experts, sélectionnent les candidats pour chacun des trois domaines d'intervention et proposent les lauréats au conseil d'administration de la Fondation, qui décide de l'attribution des Bourses. Le conseil d'administration est composé de présidents et de directeurs généraux des Banques Populaires, d'un représentant du personnel et des présidents des jurys. La Fondation Banque Populaire s'engage dans la durée en aidant les lauréats de un à trois ans. Depuis plus de 20 ans ses actions illustrent les valeurs des Banques Populaires qui font leur histoire et leur force, la solidarité, l'envie d'agir et l'esprit d'entreprendre. En 2015, la Fondation Banque Populaire a ainsi accompagné 40 lauréats musique, 34 lauréats du jury handicap et 13 lauréats du jury artisans d'art.

Parallèlement aux projets de vie qu'elle soutient, la vocation de la Fondation Banque Populaire est aussi de faire connaître ses lauréats, de mêler les talents en développant des initiatives en interaction avec les Banques Populaires. En 2015, elle a ainsi organisé une vingtaine de concerts de musique de chambre pour les Banques Populaires et soutenu onze festivals de musique classique en partenariat avec celles-ci. Des lauréats en situation de handicap ont été également invités pour témoigner de leur parcours de vie. Quant aux lauréats artisans d'art, ils ont eu la possibilité d'exposer leurs œuvres et d'élargir leur réseau à l'occasion de salons ou d'expositions, notamment au salon Révélation, biennale des métiers d'art et de la création, au Grand Palais à Paris.

ACTIONS DE MÉCÉNAT DES CAISSES D'EPARGNE

L'engagement philanthropique des Caisses d'Epargne s'inscrit au cœur de leur histoire, de leur identité et de leurs valeurs. Dans le prolongement de cet engagement historique, les Caisses d'Epargne sont aujourd'hui parmi les premiers mécènes en France. En 2015, le mécénat a représenté plus de 20,7 millions d'euros. Plus de 1 080 projets de proximité ont été soutenus, principalement dans le domaine de la solidarité.

MONTANTS DES DONS PAR THÈME



En cohérence avec son identité de banque coopérative fortement ancrée sur ses territoires, chaque Caisse d'Epargne élabore sa stratégie philanthropique en fonction des besoins identifiés localement. Pour mettre en œuvre cette stratégie, les Caisses d'Epargne opèrent en régie directe et/ou via des structures régionales dédiées : fondations sous l'égide de la Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité, quatre fondations d'entreprise, deux fonds de dotation.

Par ailleurs, des appels à projets sont régulièrement lancés. En 2015, les thèmes suivants ont été mis à l'honneur :

- « l'innovation au secours de l'exclusion » (Caisse d'Epargne Alsace) ;
- « logement et habitat : bien vieillir en Bretagne et en Pays de la Loire » (Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire) ;
- « accès à l'emploi et innovation » (Caisse d'Epargne Lorraine Champagne-Ardenne) ;
- « le soutien d'associations dans lesquelles des collaborateurs sont engagés » (Caisse d'Epargne Rhône Alpes).

Trois programmes emblématiques peuvent être mis en exergue :

- le soutien aux sinistrés des intempéries d'octobre 2015 dans les Alpes-Maritimes (Caisse d'Epargne Côte d'Azur) ;
- le mécénat du parcours sensoriel du musée de l'Homme (Caisse d'Epargne Île de France) ;
- le soutien du programme de recherche avec des chaires universitaires régionales sur la prévention de rupture d'autonomie des personnes sur leur lieu de vie (Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin).

Les Caisses d'Epargne partagent la volonté d'inscrire leurs actions dans une démarche structurée, territoriale et orientée vers la recherche d'un impact social fort. Elles peuvent s'appuyer sur un réseau de 17 responsables philanthropie, qui construisent une approche commune à travers le partage d'outils et l'échange de bonnes pratiques.

Outre les actions décidées régionalement, les Caisses d'Epargne soutiennent le fonds de dotation du réseau Caisse d'Epargne, la Fondation Caisses d'Epargne pour la solidarité et la Fondation Belem.

Le fonds de dotation du réseau Caisse d'Epargne a pour objet d'encourager et de soutenir des actions d'intérêt général visant à lutter contre l'exclusion et la précarité notamment bancaire et financière, ainsi que des actions et des programmes d'aide à vocation humanitaire, éducative, sanitaire et sociale, culturelle. Le fonds de dotation soutient l'association Finances Et Pédagogie.

Créée en 2001 à l'initiative des Caisses d'Epargne, la Fondation Caisses d'Epargne pour la solidarité est reconnue d'utilité publique (www.fc.es.fr). Son objet d'intérêt général est la lutte contre toutes les formes de dépendances liées à l'âge, la maladie et le handicap. Fondation gestionnaire des secteurs médico-social et sanitaire, elle dispose d'un réseau de 119 établissements et services. Avec près de 7 400 places d'accueil dans le médico-social (EHPAD, EHPA et établissements d'accueil pour adultes handicapés), elle est le premier acteur privé non lucratif en France pour l'accueil des personnes âgées dépendantes. La Fondation propose également des services d'accompagnement à domicile, principalement *via* des dispositifs de téléassistance. Elle est active dans l'accueil et l'accompagnement de personnes adultes handicapées, ainsi que dans les soins de suite et de réadaptation au sein de quatre établissements sanitaires. Avec plus de 6 300 collaborateurs dédiés à l'accueil et l'accompagnement des personnes vulnérables, la Fondation est au cœur d'une activité où les besoins de la société sont croissants.

La Fondation Belem a été créée par les Caisses d'Epargne en mars 1980 après le rachat du trois-mâts Belem, pour permettre au navire de continuer à naviguer (www.fondationbelem.com). Reconnue d'utilité publique, son objet est de promouvoir le passé maritime de la France et de conserver dans le patrimoine national le dernier grand voilier français du XIX^{ème} siècle, classé monument historique depuis 1984. En 2015, le Belem a navigué 7 mois en Atlantique, Manche et Mer du Nord, accueillant 1 200 novices ou initiés sur 260 jours de navigation et 41 000 visiteurs pendant 41 journées d'ouverture au public. Le navire a participé en 2015 au départ de Solitaire du Figaro lancée depuis Bordeaux, aux festivités du 14 juillet nantais, au rassemblement de grands voiliers d'Amsterdam et a accueilli à son bord les Mousses de la Marine.

Les Caisses d'Epargne sont également impliquées dans la musique (Esprit Musique : espritmusique.fr) et le sport (basket, handball et ski : espritbasket.fr, esprithandball.fr et espritglisse.fr) *via* des actions de mécénat et de parrainage.

ACTIONS DE MÉCÉNAT DE NATIXIS

Lutte contre le paludisme

Le paludisme est une maladie parasitaire qui touche plus de cent pays, principalement situés en zone tropicale. Elle fait plus de 600 000 morts chaque année, principalement des femmes enceintes et de jeunes enfants, alors qu'ils peuvent être sauvés par des moyens simples de prévention et de traitement. Pour la onzième année consécutive, Natixis a apporté un soutien actif à des programmes de prévention dans les zones d'endémie et des travaux de recherche sur la maladie.

Sur le terrain, Natixis accompagne notamment l'ONG Plan International depuis 2005 pour la mise en place de programmes de prévention au Cameroun, au Burkina Faso et au Togo. Depuis 2012, la banque soutient un programme de santé maternelle et infantile incluant un important volet de lutte contre le paludisme mené par l'ONG Plan International auprès de 18 000 enfants et 4 000 femmes enceintes dans 52 villages du district de l'Est Mono, au Togo. Les communautés de la zone d'intervention, soit plus de 91 000 personnes, bénéficient indirectement du projet.

En 2015, les activités soutenues visent à développer la connaissance des familles et améliorer l'accès et la qualité de l'offre de service de santé pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Grâce à notre soutien en 2015 :

- 310 agents de santé communautaires ont mené des activités de sensibilisation auprès des communautés. Ils ont été formés et ont pu réaliser des consultations auprès de plus de 4 000 personnes. 428 enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de ces consultations et ont pu être traités pour paludisme confirmé ;
- des tests de diagnostic rapide et médicaments anti-paludisme ont pu être distribués à 89 agents de santé communautaires.

Recherche contre le cancer

Selon les estimations établies par le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC), qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le cancer est une cause majeure de décès dans le monde à l'origine de 8,2 millions de décès en 2012. Le nombre de cas de cancer par an devrait augmenter de 14 millions en 2012 à 22 millions au cours des deux prochaines décennies (GLOBOCAN 2012, IARC).

En 2011, Natixis s'est engagée pour cinq ans auprès de l'Institut Gustave-Roussy, premier centre de lutte contre le cancer en Europe par le biais de sa Fondation de recherche. Gustave-Roussy a toujours étroitement associé le soin à la recherche fondamentale et clinique, lui conférant ainsi une expertise mondialement reconnue dans le domaine de l'innovation thérapeutique en cancérologie.

Natixis soutient trois jeunes équipes de recherche travaillant sur la médecine personnalisée appelée aussi médecine moléculaire. Le partenariat de Natixis avec la Fondation Gustave Roussy va ainsi permettre d'accélérer la recherche sur le cancer et, sans doute, de faire gagner plusieurs années dans la définition de nouveaux traitements.

En 2015, Natixis a organisé deux événements de sensibilisation auprès de ses collaborateurs :

- « Mars bleu » à l'occasion du mois national de mobilisation contre le cancer du côlon. Au programme : conférence sur la nutrition et néo-magicien ;
- « Avec Gustave, contre le cancer » en octobre. Au programme : ateliers ludiques (quiz de connaissances sur le cancer, laboratoire, etc.), néo-magicien, conférences sur les soins conventionnels et non conventionnels et diffusion de vidéos.

Les collaborateurs de Natixis témoignent également de leur mobilisation auprès de l'Institut Gustave Roussy avec, chaque année, une forte participation à Odysée, course au profit de la lutte contre le cancer du sein.

Mécénat solidaire

Depuis 2010 Natixis Asset Management a noué un partenariat exclusif avec la Mie de Pain, une association du 13^e arrondissement de Paris engagée depuis plus de 125 ans en faveur de l'accueil d'urgence et de l'accompagnement vers la réinsertion des personnes en grande précarité. Afin d'accompagner l'association au plus proche de ses besoins, la démarche de mécénat de Natixis Asset Management s'articule autour de quatre axes complémentaires :

- un soutien financier, matérialisé par un don annuel de Natixis Asset Management depuis 2010 ;
- un soutien matériel, grâce à trois à quatre collectes organisées chaque année auprès des collaborateurs de Natixis Asset Management et de ses filiales. En fonction des besoins de l'association, il peut s'agir de collectes alimentaires, de produits d'hygiène, de livres ou encore de chèques de table ;
- un soutien technique avec l'aboutissement d'un premier projet de mécénat de compétences en 2013 : les collaborateurs de Natixis Asset Management ont ainsi créé la page Facebook de l'Association. Ce projet, défini avec les référents de l'Association, contribue au développement de la notoriété de la Mie de Pain, un axe fort de sa stratégie de développement ;
- un soutien humain à travers des missions de bénévolat. Lancé en octobre 2014, ce projet s'est concrétisé avec succès par 150 missions de bénévolat réalisées par plus de cent collaborateurs de l'entreprise, qui ont ainsi contribué à la distribution des repas aux accueillis de l'association.

Ce mécénat exclusif de Natixis Asset Management permet à l'institution ainsi qu'à l'ensemble de ses collaborateurs de se mobiliser pour agir concrètement et durablement en faveur de la réinsertion des personnes accueillies par l'association.

6.6 Méthodologie du reporting RSE

Cette partie a pour objectif d'expliquer la méthodologie appliquée par le Groupe BPCE en matière de reporting RSE.

6.6.1 Organisation du reporting RSE

Les indicateurs de développement durable (DD), basés sur les lignes directrices de la GRI (*Global Reporting Initiative*), sont utilisés pour renseigner les 42 thématiques du décret du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale. Ceux-ci ont été complétés par des indicateurs spécifiques à l'activité bancaire édités dès la sortie de la GRI « version 4 » en 2013, de son supplément sectoriel services financiers et intégrés au référentiel d'indicateurs du Groupe BPCE. L'actualisation du référentiel d'indicateurs est également basée sur l'évolution de la réglementation en 2015, les retours des correspondants développement durable en charge du reporting et les recommandations d'un de nos commissaires aux comptes pour l'exercice 2014.

Indicateurs environnementaux

Pour l'exercice 2015, les indicateurs environnementaux internes ont été collectés auprès des correspondants développement durable des entités, en collaboration avec leurs correspondants moyens généraux via l'outil informatique de saisie SPIDER.

Pour le bilan carbone, l'approche méthodologique retenue est celle de la norme ISO 14064. Les données sont collectées annuellement par l'intermédiaire des responsables développement durable de chaque entité, et sont ensuite restituées dans l'outil informatique COGNOS, déployé pour l'exercice 2015.

L'essentiel des facteurs d'émission est issu de la base des facteurs d'émission de l'ADEME et mis à jour annuellement. Conformément aux principes généraux de comptabilité carbone, l'intégration de facteurs d'émission spécifiques au Groupe BPCE est encouragée pour :

- pallier l'absence de facteurs appropriés ;
- se substituer aux facteurs d'émissions de la base ADEME (ou de toute autre base publique ou semi-publique) lorsqu'ils ne sont pas pertinents ou suffisamment détaillés.

Les indicateurs de croissance verte sont des indicateurs métiers (écoprêts) collectés au niveau de bases de données informatiques centralisées, par réseau.

Indicateurs sociaux

Dans une logique de stabilité et pour garantir la comparaison, les indicateurs sociaux n'ont pas subi de modifications majeures. Du fait de l'élargissement du périmètre de consolidation 2015 et afin d'assurer une meilleure lecture sur les deux années, les données sociales 2014 ont été reconstituées en pro forma et diffèrent par conséquent de celles communiquées dans le rapport de l'exercice précédent.

Les données sociales, hors formation, sont issues de deux systèmes d'information centralisés pilotés par la direction des Opérations ressources humaines groupe, que sont l'infocentre Services pour les entreprises du réseau Caisse d'Epargne et l'infocentre Perse pour les autres périmètres.

La fiabilisation des données des deux outils suit un circuit de contrôle régulier au niveau groupe et les requêtes effectuées sont fonction des indicateurs sociaux définis pour le document de référence.

Les données CDI incluent les contrats CDI en alternance. Les données CDD incluent les contrats CDD en alternance (professionnalisation et apprentissage). Les personnes inscrites à l'effectif le 31 décembre N incluent les personnes dont la date de départ est le 31 décembre ainsi que les contrats suspendus.

Les données embauches comptabilisent les nouveaux contrats CDI et CDD signés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre y compris les contrats en alternance (professionnalisation et apprentissage). Les données départs tiennent compte des CDI partis entre le 31 décembre N-1 et le 30 décembre N en détaillant quantitativement les motifs suivants : licenciement, démission, rupture de période d'essai, rupture conventionnelle, mutation groupe, départ à la retraite.

Les mobilités entre différentes sociétés du groupe sont prises en compte dans le calcul des embauches et départs.

Le taux d'absentéisme indiqué est une projection estimée à partir des données disponibles au T3 de l'année N et des données finalisées de l'année de N-1. Les données de l'année de référence sont indisponibles à la date d'édition du document de référence, c'est pourquoi nous travaillons sur une estimation.

Les indicateurs relatifs à la formation sont extraits de l'outil SI Apogée Formation déployé en 2013 et concernent toutes les sessions de formation imputables affectées au plan de l'année N et validées par les services formation des entreprises du périmètre considéré à la date d'extraction des données.

Indicateurs sociétaux

Les indicateurs sociétaux sont principalement des indicateurs métiers tels que l'ISR, les financements aux collectivités, aux acteurs du logement social et de l'économie sociale et solidaire. Les données sont extraites des bases de données centralisées. Leur fiabilisation suit un circuit de contrôle régulier au niveau groupe. Les indicateurs relatifs au mécénat, aux microcrédits et à l'identité coopérative sont fournis par les fédérations des deux réseaux et par les partenaires externes du groupe (Adie, France Active, Initiative France). Les indicateurs relatifs aux achats sont fournis par BPCE Achats.

ORGANISATION DU REPORTING

Des groupes de travail sur les indicateurs RSE et bilan carbone composés de membres de la direction Développement durable groupe et de correspondants développement durable des entreprises du groupe ont eu lieu en 2015. Ces réunions ont permis de travailler sur le bilan de la campagne 2014, l'évolution du référentiel et des indicateurs et l'actualisation des guides d'utilisateur.

Parallèlement, un travail a été mené avec les directions métiers du groupe (direction Informatique, direction des Ressources humaines, direction Immobilier et services, direction des Achats, etc.) et les fédérations (FNBP, FNCE) afin de mieux exploiter les données centralisées.

Enfin, différentes actions ont été menées en 2015 avec la collaboration de toutes les parties prenantes du chapitre RSE afin de favoriser l'appropriation du processus de reporting RSE au sein des entités du groupe :

- réalisation d'un bilan de la campagne de reporting 2014 et présentation des résultats devant l'ensemble de la filière développement durable ;
- envoi d'une circulaire informative au sein du groupe visant à rappeler la réglementation et à détailler aux différentes filières métiers le processus de reporting ;
- organisation d'une journée réunissant l'ensemble des correspondants développement durable de chaque entité afin de les sensibiliser à l'importance de cet exercice et de répondre à leurs interrogations sur le processus de collecte des données ;
- sensibilisation des filières métiers du groupe aux enjeux du reporting RSE via des interventions de l'équipe développement durable sur le sujet (carrefour de la filière Immobilier Services Généraux, séminaire de BPCE International...) ;
- sensibilisation des correspondants développement durable aux nouveaux outils informatiques de reporting RSE ;
- organisation de deux sessions téléphoniques ayant réuni la quasi-totalité des correspondants développement durable pour accompagner et répondre aux interrogations sur la collecte des données carbone.

EXCLUSIONS

Compte tenu des activités du Groupe BPCE, certaines thématiques relatives au décret du 24 avril 2012 n'ont pas été jugées pertinentes :

- les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air ⁽¹⁾, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement : enjeux peu pertinents au regard de l'activité du groupe, mais pris en compte dans les activités de financement, notamment avec l'application des Principes de l'Équateur ;
- les nuisances sonores et autres formes de pollution, et l'utilisation des sols : du fait de ses activités de services, le Groupe BPCE n'est pas concerné par les enjeux relatifs à la prévention des nuisances sonores ainsi qu'à l'emprise aux sols. De par la configuration de ses bureaux et ses locaux commerciaux, souvent à plusieurs étages, son emprise au sol est inférieure à des activités industrielles étendues sur un même plan.

RÔLE DES GUIDES D'UTILISATEUR

Le guide utilisateur à destination de l'ensemble des contributeurs au reporting RSE groupe a été actualisé pour l'exercice 2015 ; il précise notamment, pour le document de référence du groupe, mais aussi au niveau de chaque entité (rapport annuel de gestion ou document de référence) :

- le contexte réglementaire ;
- le calendrier ;
- le processus de reporting, avec notamment le périmètre précis, les règles d'extrapolation en cas de données incomplètes, les règles de consolidation et le processus de contrôle des informations ;

- un glossaire précisant un certain nombre de définitions.

Ce guide s'appuie également sur un référentiel de reporting RSE précisant l'ensemble des indicateurs publiés, leur définition, leur unité, la référence GRI correspondante, leur source, ainsi que leur mode de calcul, le processus de leur collecte et des exemples de contrôles à réaliser.

Un guide utilisateur bilan carbone groupe a également été mis à jour en 2015. Il vise à favoriser l'appropriation de cet exercice. L'objectif de ce guide est de :

- diffuser les principes génériques de la méthode développée par le groupe ;
- rappeler l'historique et les dernières évolutions de l'outil ;
- diffuser de manière homogène les règles de reporting des bilans des émissions de gaz à effet de serre du Groupe BPCE (période de reporting, périmètre, règles d'extrapolation, etc.) ;
- permettre à la filière d'établir un plan d'action de réduction et parallèlement de répondre à l'article 75 du Grenelle 2 (portant sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre et le plan climat-énergie territorial).

Enfin, des guides concernant les nouveaux outils informatiques ont également été diffusés aux utilisateurs.

PÉRIODE DU REPORTING

Les données publiées couvrent la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015. Dans le cas où les données physiques ne sont pas exhaustives sur la période, les contributeurs ont procédé à des calculs d'ordre de grandeur pour estimer les données manquantes, à partir de ratios moyens fournis par le Groupe BPCE (cf. guides utilisateurs) en fonction des ETP et/ou de la surface occupée. Les estimations employées sont suivies par les contributeurs en commentaires des informations reportées et validées par le groupe.

COMPARABILITÉ

Le Groupe BPCE fait le choix de ne communiquer, cette année, que sur un seul exercice pour certains indicateurs dont la définition a été modifiée de façon significative par rapport à 2014, ainsi que pour les indicateurs nouvellement publiés en 2015.

CONTRÔLES

Chaque entité a en charge l'exactitude de ses données RSE. Il en va de même concernant les directions opérationnelles du Groupe BPCE.

Au niveau du groupe, l'ensemble des données collectées fait l'objet d'un processus de contrôle et d'une revue précise concernant les unités et la cohérence des chiffres avec demande d'explication aux contributeurs lorsqu'ils ne sont pas justifiés.

Si une donnée publiée dans le rapport de gestion en année N-1 s'est avérée erronée, une rectification est effectuée avec une note de bas de page précisant les modifications.

(1) Les rejets des GES sont traités dans la partie « changement climatique ».

6.6.2 Périmètre du reporting retenu en 2015

L'objectif visé par le Groupe BPCE à terme est de répondre à l'obligation réglementaire de consolidation du reporting RSE sur un périmètre de consolidation statutaire (le même que celui utilisé pour la publication des comptes consolidés du groupe). Le périmètre retenu pour l'exercice 2015 a été déterminé selon le champ du possible. Ce périmètre est hétérogène et varie en fonction de la nature de l'indicateur. Le périmètre s'élargira chaque année pour se rapprocher du périmètre de consolidation statutaire.

PÉRIMÈTRE DE REPORTING DES INDICATEURS SOCIAUX

En 2015, le périmètre de reporting pour les indicateurs sociaux (hors formation) concerne les entités suivantes :

- les Banques Populaires ;
- les Caisses d'Épargne ;
- la Banque Chaix, la Banque de Savoie, la Banque Dupuy, de Parseval, la Banque Marze ;
- les caisses du Crédit Maritime ;
- les filiales du Crédit Coopératif ;
- SBE, PRIAM ;
- les organismes informatiques i-BP, IT-CE et BPCE-IT ;
- BPCE, Natixis SA et BPCE International.

Cette année, le périmètre s'est élargi grâce à l'intégration des données sociales de BTP Banque, ECOFI, BPCE International, PRIAM, SBE et BPCE-IT. Le périmètre de reporting des données sociales représente 77 % des effectifs du Groupe.

Concernant les données relatives à la formation, le périmètre est restreint aux Banques Populaires, aux Caisses d'Épargne, à BPCE et aux filiales informatiques du Groupe BPCE. Il représente 91 % des effectifs CDI y compris alternance, du périmètre des données sociales.

PÉRIMÈTRE DE REPORTING DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIÉTAUX

En 2013, le périmètre de reporting retenu pour les indicateurs environnementaux et sociétaux concernait les entités suivantes (sauf exception dûment mentionnée dans le document de référence 2013 du Groupe BPCE) :

- les entreprises du réseau Banque Populaire ;
- les entreprises du réseau Caisse d'Épargne ;

- les entreprises BPCE, i-BP, IT-CE, Natixis SA et ses filiales en France, la Banque Palatine, le Crédit Foncier, la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne (FNCE) ; le siège de BPCE International concernant certains indicateurs (ETP, m², consommation essence et gazole des voitures de fonction et de service, et déplacements en train et en avion) et ses filiales concernant les clients bénéficiant de SBB et GPA.

Le périmètre de reporting cible RSE 2014 couvrait environ 85 % des effectifs du groupe.

En 2015, le périmètre de reporting cible RSE retenu pour les indicateurs environnementaux et sociétaux a augmenté de 3 points et couvre maintenant en moyenne 88 % des effectifs du groupe.

Il concerne les entités suivantes (sauf exception dûment mentionnée) :

- les entreprises du réseau Banque Populaire composée des Banques Populaires ainsi que leurs filiales en France ;
- les entreprises du réseau Caisse d'Épargne, ainsi que leurs filiales en France ;
- les entreprises BPCE, i-BP, IT-CE, Natixis SA et ses filiales en France, la Banque Palatine et ses filiales en France, le Crédit Foncier et ses filiales CFI et SOCFIM ; le siège de BPCE International concernant certains indicateurs (ETP, m², consommation essence et gazole des voitures de fonction et de service, et déplacements en train et en avion) et ses filiales concernant les clients bénéficiant de SBB et GPA ;
- pour les résultats des bilans carbone, les résultats de Natixis, cela concerne le périmètre de Natixis et ses filiales hors Participations financières et hors BPCE Assurances ;
- les filiales de BPCE International sur une sélection d'indicateurs environnementaux et sociétaux.

Le nombre d'entités intégrées au périmètre de reporting RSE 2015 a augmenté par rapport à 2014. L'objectif est de poursuivre l'amélioration du taux de couverture lors du prochain reporting.

Les spécificités méthodologiques ou de périmètres relatifs à la Banque Palatine, BRED Banque Populaire, le Crédit Coopératif, le Crédit Foncier et Natixis sont mentionnées dans les rapports de gestion respectifs de ces entités.

DIFFICULTÉS ET LIMITES

L'analyse et la lecture des données sont complexes du fait de la multiplicité des systèmes d'information au sein du Groupe BPCE. Les périmètres de reporting sont hétérogènes et varient en fonction de la nature des données (sociales, environnementales, sociétales et métiers).

6.7 Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant du Groupe BPCE, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049 ⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « informations RSE »), en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au directoire d'établir un rapport de gestion comprenant les informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du code de commerce (attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au référentiel (avis motivé sur la sincérité des informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de neuf personnes et se sont déroulés entre novembre 2015 et mars 2016 sur une durée totale d'intervention d'environ quinze semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000 ⁽²⁾.

Attestation de présence des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe intitulé « Méthodologie du reporting RSE » du rapport de gestion.

(1) Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

(2) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

CONCLUSION

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des informations RSE requises.

Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené une vingtaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes ⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités ⁽²⁾ que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 21 % des effectifs, entre 14 % et 20 % des informations quantitatives environnementales, et 100 % des informations quantitatives sociétales présentées.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au référentiel.

Paris-La Défense, le 15 mars 2016

KPMG S.A.

Anne Garans

Associée

Département Changement Climatique Et Développement Durable

Marie-Christine Jolys

Associée

(1) Indicateurs sociaux : répartition des effectifs par contrat, statut et sexe ; embauches CDI et départs CDI dont licenciements ; répartition des effectifs CDI selon la durée de travail.

Indicateurs environnementaux : nombre de ramettes A4 par ETP ; consommations d'énergie ; consommation totale de carburants liée aux déplacements professionnels en voiture de service, de fonction et du parc commun ; émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie.

Indicateurs sociétaux : part du montant d'achats réalisé avec les PME/ETI ; encours ISR solidaire (Natixis) ; production Parcours Confiance ; nombre de lignes de microcrédits accompagnés ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique).

Informations qualitatives : les politiques mises en œuvre en matière de formation, les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, l'adaptation aux conséquences du changement climatique, impact territorial, économique et social de l'activité de la société.

(2) Banque Populaire Atlantique, Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées, Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes, Caisse d'Épargne Lorraine Champagne-Ardenne, BRED Banque Populaire, Crédit Coopératif, Banque Palatine, Association pour le Droit à l'Initiative Économique, Natixis Asset Management, BPCE Achats.

7

ÉLÉMENTS JURIDIQUES

7.1 ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS	510	7.4 CONTRATS IMPORTANTS	515
7.1.1 Informations générales	510		
7.1.2 Répartition des bénéfices	510	7.5 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS	515
7.1.3 Assemblées générales	510		
7.1.4 Documents sociaux	511		
7.2 CAPITAL SOCIAL	512	7.6 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS	516
7.2.1 Montant du capital au 31 décembre 2015	512	7.6.1 Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale	517
7.2.2 Actions de catégories A et B	512	7.6.2 Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale	519
7.3 RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE	514	7.6.3 Conventions et engagements approuvés au cours de l'exercice écoulé	526
7.3.1 Répartition du capital au cours des trois dernières années	514		
7.3.2 Contrôle abusif	515		
7.3.3 Changement de contrôle	515		

7.1 Actes constitutifs et statuts

7.1.1 Informations générales

BPCE

50, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par la réglementation des sociétés commerciales, le code monétaire et financier et ses statuts.

La société a été constituée le 22 janvier 2007 pour une durée de 99 ans, date de la création de la société sans activité qui a accueilli les actifs apportés par les groupes Banque Populaire et Caisse d'Épargne pour constituer BPCE.

Registre du commerce et des sociétés de Paris

Numéro : 493 455 042

Code NAF : 6419Z

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

7.1.2 Répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice social, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour constituer le fonds de réserve légale prévue par la loi et augmenté des reports bénéficiaires.

Les sommes distribuables sont constituées du bénéfice distribuable majoré des réserves dont la société a la disposition.

Si l'intégralité du dividende préférentiel, au titre d'un exercice considéré, n'a pas été mise en distribution, aucun dividende ne pourra être versé aux actionnaires de catégorie A ou aux actionnaires de catégorie B durant la période d'intégration et aux actionnaires à l'issue de la période d'intégration.

L'assemblée ordinaire des actionnaires, sur la proposition du directoire, a le droit de prélever toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être reportées

à nouveau sur l'exercice suivant ou être affectées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires généraux ou spéciaux. Ceux-ci peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du directoire. Elle pourra également décider sur proposition de celui-ci, une distribution de dividendes sur tout ou partie des sommes distribuables, dans les conditions prévues par les présents statuts.

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du directoire, a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou son paiement en action. Cette option peut également être accordée en cas de mise en paiement d'acomptes sur dividende.

7.1.3 Assemblées générales

Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'approbation des comptes annuels de l'exercice écoulé est réunie dans le délai de cinq mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Seuls les actionnaires de catégorie A, les actionnaires de catégorie B et les titulaires d'actions ordinaires ont le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires. Cette participation est subordonnée à l'inscription au nom de l'actionnaire au troisième jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes titres nominatifs tenus par la société.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale des actionnaires, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint ; ou
- voter par correspondance ; ou
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire.

Les assemblées générales des actionnaires sont présidées par le président du conseil de surveillance ou en son absence, par le vice-président ; en l'absence

de l'un et de l'autre, les assemblées générales des actionnaires sont présidées par un membre du conseil de surveillance spécialement délégué à cet effet par le conseil de surveillance. À défaut, l'assemblée générale des actionnaires élit elle-même son président.

L'assemblée générale des actionnaires désigne son bureau.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre d'actions et acceptant ces fonctions. Le bureau de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire, qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée générale des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires exercent leurs pouvoirs respectifs dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires sont valablement certifiées par le président du conseil de surveillance, par le vice-président, un membre du directoire, ou par le secrétaire de l'assemblée générale des actionnaires.

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale sont précisées dans le chapitre 2, au paragraphe 2.3.4.

7.1.4 Documents sociaux

Les documents relatifs à la société, notamment les statuts, les comptes, les rapports présentés aux assemblées générales par le directoire ou les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social ainsi que sur le site de BPCE www.bpce.fr.

7.2 Capital social

7.2.1 Montant du capital au 31 décembre 2015

Le capital social est fixé à cent cinquante-cinq millions sept cent quarante-deux mille trois cent vingt euros (155 742 320 euros). Il est divisé en 31 148 464 actions de cinq euros (5 euros) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, réparties en deux catégories :

- 15 574 232 actions de catégorie A ;
- 15 574 232 actions de catégorie B.

Les actions de BPCE ne sont ni cotées ni traitées sur aucun marché.

Au cours de l'exercice 2015, la société n'a procédé à aucun nantissement sur ses propres actions.

Pour mémoire, à la suite de la décision de l'assemblée générale du 16 décembre 2010, BPCE a détenu en autocontrôle 3 860 000 actions de catégorie C rachetées auprès de la Société de prise de participation de l'État (SPPE) et ce, jusqu'au 5 janvier 2011, date à laquelle il a été procédé à l'annulation desdites actions et à la réduction du capital social, le ramenant ainsi à 505 831 755 euros.

Lors de sa séance du 14 mars 2011, le directoire a constaté le rachat des dernières actions détenues par la SPPE, soit 2 573 653 actions de catégorie C pour un montant de 1 220 208 723,54 euros. Ces actions ont été détenues par BPCE en autocontrôle jusqu'au 18 avril 2011, date à laquelle il a été procédé à l'annulation desdites actions et à la réduction du capital social, le ramenant ainsi à 467 226 960 euros. À cette même période, BPCE a procédé également au remboursement des TSS (titres supersubordonnés) détenus par la SPPE pour un montant total de 1 072 070 137 euros.

À la suite de ces opérations, les actions de catégorie C sont devenues caduques, le capital social restant réparti de manière égale entre les Caisses d'Épargne (actions de catégorie A) et les Banques Populaires (actions de catégorie B).

Le 28 septembre 2012, la Banque Populaire Lorraine Champagne a procédé au rachat des 9 431 actions de catégorie B détenues par Segimlor dans le capital social de BPCE.

L'une des étapes de l'opération de simplification de la structure du groupe a consisté en 2013 en la remontée de capital de BPCE aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne d'un montant de 2 milliards d'euros par voie de réduction

de capital de BPCE et la distribution exceptionnelle de sommes en numéraire prélevées sur le poste « primes d'émission disponibles ».

Cette remontée de capital a nécessité préalablement une décision de l'assemblée générale extraordinaire de BPCE qui s'est tenue le 11 juillet 2013 et dont la mise en œuvre a été soumise à la condition suspensive de la réalisation définitive du rachat de l'intégralité des certificats coopératifs d'investissement (CCI) suivi de leur annulation et de la réduction corrélative du capital social de chacune des Banques Populaires et Caisses d'Épargne.

Le directoire de BPCE du 6 août 2013 a pris acte de la réalisation des conditions suspensives et a décidé de procéder à une réduction de capital d'un montant de 311 484 640 euros par voie de diminution de la valeur nominale des actions de la société de 15 euros à 5 euros et à la distribution aux actionnaires de la somme de 311 484 640 euros correspondant au montant de la réduction de capital à raison de 10 euros par action détenue.

Le directoire a ainsi constaté la réalisation définitive de la réduction du capital social de la société d'un montant nominal de 311 484 640 euros, le portant ainsi de 467 226 960 euros à 155 742 320 euros et a également décidé de distribuer au bénéfice de tous les actionnaires, au prorata de leur participation dans le capital de la société, la somme globale en numéraire de 1 688 515 360 euros par prélèvement sur le poste « primes d'émission disponibles ».

Le 28 novembre 2013, la BRED Banque Populaire a procédé au rachat des 15 812 actions de catégorie B détenues par Cofibred dans le capital social de BPCE.

Le 27 novembre 2014, la Banque Populaire Lorraine Champagne a absorbé la Banque Populaire d'Alsace, et a adopté la nouvelle dénomination Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne.

Le 20 novembre 2015, la Banque Populaire Rives de Paris a procédé au rachat des 23 actions de catégorie B détenues par la succession Doittau dans le capital social de BPCE.

Le 3 décembre 2015, la Banque Populaire Rives de Paris a procédé au rachat des 8 actions de catégorie B détenues par Claude Raffetin dans le capital social de BPCE.

7.2.2 Actions de catégories A et B

DÉFINITION

Les actions de catégorie A désignent les actions détenues par les actionnaires de catégorie A que sont les Caisses d'Épargne et émises par la société conformément aux articles L. 228-11 et suivants du code de commerce.

Les actions de catégorie B désignent les actions détenues par les actionnaires de catégorie B que sont les Banques Populaires et les actionnaires minoritaires et émises par la société conformément aux articles du code de commerce cités ci-dessus.

FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les titres émis par la société sont obligatoirement nominatifs. Ils sont inscrits en compte dans un registre et des comptes d'actionnaires et sont tenus par la société ou par un intermédiaire agréé.

DROITS DES ACTIONS DE CATÉGORIES A ET B

À l'exception des droits particuliers, tels que définis dans les statuts, spécifiquement attribués au cours de la période d'intégration, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B jouissent des mêmes droits.

Ces droits particuliers liés à la période d'intégration à chacune des catégories d'actions sont exercés au sein des assemblées générales ordinaires des actionnaires.

Ces droits spécifiques attribués prennent fin et cessent de s'appliquer au terme de la période d'intégration. En conséquence, à l'issue de cette période, les actions de catégories A et B seront converties automatiquement, et sans qu'aucune formalité ne soit requise, en autant d'actions ordinaires, lesquelles jouiront des mêmes droits.

Chaque action de catégorie A et chaque action de catégorie B donnent droit à une voix dans les assemblées générales des actionnaires.

Les droits des actionnaires de catégorie A et ceux de catégorie B ne pourront être modifiés sans l'accord de leur assemblée spéciale qui se réunit conformément à la loi en vigueur.

PÉRIODE D'INTÉGRATION

Lors de la constitution de BPCE le 31 juillet 2009, la création de deux catégories d'actions distinctes pour les anciens actionnaires de la CNCE d'une part et les anciens actionnaires de la BFBP d'autre part visait essentiellement à garantir le maintien de la parité de détention du capital de BPCE par les actionnaires issus des deux groupes pendant une période dite « période d'intégration » de cinq ans pouvant être étendue par une décision de l'assemblée des actionnaires. À l'issue de cette période d'intégration, les actions A et les actions B seront automatiquement converties en actions ordinaires.

Jusqu'à la fin de la période d'intégration, en cas d'augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription et dans le cas où certains des titulaires d'actions A ou d'actions B n'exerceraient pas l'ensemble de leurs droits de souscription à titre irréductible, les autres titulaires d'actions A ou d'actions B (selon le cas) pourront exercer les droits de souscription non exercés à titre réductible et par priorité aux autres actionnaires.

Par ailleurs, pendant la période d'intégration, les actions A et les actions B ne pourront faire l'objet d'aucune cession, à l'exception des cessions entre titulaires d'actions A ou entre titulaires d'actions B, qui demeureront libres, sous réserve du respect d'un droit de préemption au profit des autres actionnaires de cette même catégorie.

Enfin, pendant la période d'intégration, sept membres du conseil de surveillance de la société seront désignés parmi les candidats proposés par les titulaires d'actions A, et sept membres du conseil de surveillance de la société seront désignés parmi les candidats proposés par les titulaires d'actions B. Le conseil de surveillance ne pourra valablement délibérer sans qu'au moins deux membres du conseil de surveillance parmi ceux proposés par les titulaires d'actions A, et

deux membres du conseil de surveillance parmi ceux proposés par les titulaires d'actions B ne soient présents.

L'assemblée générale de BPCE en date du 20 décembre 2012 a décidé de supprimer cette période d'intégration qui devait s'achever lors de l'assemblée générale annuelle de mai 2015.

Elle a décidé de pérenniser la structure juridique de détention du capital social de BPCE à parité et de maintenir la composition du conseil de surveillance, soit sept membres proposés par les actionnaires A, sept membres proposés par les actionnaires B et quatre membres extérieurs.

Cette parité est maintenue également pour les censeurs : trois censeurs proposés par les actionnaires A, trois censeurs proposés par les actionnaires B et Natixis, censeur de droit.

L'assemblée générale mixte du 11 juillet 2013 a par ailleurs réduit à deux le nombre de censeurs proposés par les actionnaires A et de censeurs proposés par les actionnaires B et a décidé que le président de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et le président de la Fédération Nationale des Banques Populaires, qui ne peuvent être membres du conseil de surveillance, soient censeurs de plein droit.

L'assemblée générale du 20 décembre 2012 a également décidé d'introduire une période « d'incessibilité » de dix ans à compter du 31 juillet 2009 jusqu'au 31 juillet 2019. Les seules cessions possibles sont les cessions dites « libres » au sein d'un même réseau.

Le régime valable pour la période commençant le 1^{er} août 2019 est d'ores et déjà défini par les nouveaux statuts : les cessions dites « libres », au sein d'un même réseau restent possibles et les cessions autres que les cessions libres (c'est-à-dire à un actionnaire d'une autre catégorie/à un tiers) deviendront également possibles.

Elles seront soumises à un droit de préemption qui pourra être exercé par les actionnaires de la même catégorie. Si le droit de préemption ne permet pas de couvrir la totalité des actions à céder, elles seront soumises à un agrément par le conseil de surveillance à la majorité qualifiée de 12/18. En cas de refus d'agrément, le directoire devra rechercher une solution.

L'assemblée générale a décidé également de faire évoluer le mécanisme de solidarité du Groupe BPCE, en opérant un changement de l'ordre des prises en charge en cherchant une plus grande mutualisation (mise en avant des fonds des réseaux et du fonds commun avant les capacités contributives).

Enfin, elle a souhaité faire évoluer le mécanisme de contribution à la solvabilité du groupe mettant en place un système de bonification et de compensation incitant les établissements actionnaires à participer à l'atteinte de l'objectif groupe.

7.3 Répartition du capital social et des droits de vote

7.3.1 Répartition du capital au cours des trois dernières années

Actionnaires	Situation au 31/12/2015			Situation au 31/12/2014			Situation au 31/12/2013		
	Nbre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nbre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nbre d'actions	% du capital	% des droits de vote
CE Alsace	401 759	1,29 %	1,29 %	401 759	1,29 %	1,29 %	401 759	1,29 %	1,29 %
CE Aquitaine Poitou-Charentes	1 176 510	3,78 %	3,78 %	1 176 510	3,78 %	3,78 %	1 176 510	3,78 %	3,78 %
CE d'Auvergne et du Limousin	612 154	1,97 %	1,97 %	612 154	1,97 %	1,97 %	612 154	1,97 %	1,97 %
CE de Bourgogne Franche-Comté	814 658	2,62 %	2,62 %	814 658	2,62 %	2,62 %	814 658	2,62 %	2,62 %
CE Bretagne Pays de Loire	1 084 672	3,48 %	3,48 %	1 084 672	3,48 %	3,48 %	1 084 672	3,48 %	3,48 %
CE Côte d'Azur	625 348	2,01 %	2,01 %	625 348	2,01 %	2,01 %	625 348	2,01 %	2,01 %
CE Ile-de-France	2 167 033	6,96 %	6,96 %	2 167 033	6,96 %	6,96 %	2 167 033	6,96 %	6,96 %
CE Languedoc-Roussillon	663 993	2,13 %	2,13 %	663 993	2,13 %	2,13 %	663 993	2,13 %	2,13 %
CE Loire-Centre	722 595	2,32 %	2,32 %	722 595	2,32 %	2,32 %	722 595	2,32 %	2,32 %
CE Loire Drôme Ardèche	496 094	1,59 %	1,59 %	496 094	1,59 %	1,59 %	496 094	1,59 %	1,59 %
CE Lorraine Champagne-Ardenne	1 034 535	3,32 %	3,32 %	1 034 535	3,32 %	3,32 %	1 034 535	3,32 %	3,32 %
CE de Midi-Pyrénées	756 562	2,43 %	2,43 %	756 562	2,43 %	2,43 %	756 562	2,43 %	2,43 %
CE Nord France Europe	1 207 197	3,88 %	3,88 %	1 207 197	3,88 %	3,88 %	1 207 197	3,88 %	3,88 %
CE Normandie	787 783	2,53 %	2,53 %	787 783	2,53 %	2,53 %	787 783	2,53 %	2,53 %
CE Picardie	547 607	1,76 %	1,76 %	547 607	1,76 %	1,76 %	547 607	1,76 %	1,76 %
CE Provence-Alpes-Corse	1 198 712	3,85 %	3,85 %	1 198 712	3,85 %	3,85 %	1 198 712	3,85 %	3,85 %
CE Rhône Alpes	1 277 020	4,10 %	4,10 %	1 277 020	4,10 %	4,10 %	1 277 020	4,10 %	4,10 %
Total actions de catégorie A	15 574 232	50,00 %	50,00 %	15 574 232	50,00 %	50,00 %	15 574 232	50,00 %	50,00 %
BP des Alpes	632 493	2,03 %	2,03 %	632 493	2,03 %	2,03 %	632 493	2,03 %	2,03 %
BP d'Alsace	-	-	-	-	-	-	704 547	2,26 %	2,26 %
BP Alsace Lorraine Champagne	1 748 766	5,61 %	5,61 %	1 748 766	5,61 %	5,61 %	-	-	-
BP Aquitaine Centre Atlantique	801 910	2,57 %	2,57 %	801 910	2,57 %	2,57 %	801 910	2,57 %	2,57 %
BP Atlantique	681 543	2,19 %	2,19 %	681 543	2,19 %	2,19 %	681 543	2,19 %	2,19 %
BP Bourgogne Franche-Comté	989 679	3,18 %	3,18 %	989 679	3,18 %	3,18 %	989 679	3,18 %	3,18 %
BRED Banque Populaire	1 495 870	4,80 %	4,80 %	1 495 870	4,80 %	4,80 %	1 495 870	4,80 %	4,80 %
BP Côte d'Azur	388 172	1,25 %	1,25 %	388 172	1,25 %	1,25 %	388 172	1,25 %	1,25 %
BP Loire et Lyonnais	553 183	1,78 %	1,78 %	553 183	1,78 %	1,78 %	553 183	1,78 %	1,78 %
BP Lorraine Champagne	-	-	-	-	-	-	1 044 219	3,35 %	3,35 %
BP du Massif Central	431 814	1,39 %	1,39 %	431 814	1,39 %	1,39 %	431 814	1,39 %	1,39 %
BP du Nord	435 113	1,40 %	1,40 %	435 113	1,40 %	1,40 %	435 113	1,40 %	1,40 %
BP Occitane	1 240 395	3,98 %	3,98 %	1 240 395	3,98 %	3,98 %	1 240 395	3,98 %	3,98 %
BP de l'Ouest	751 505	2,41 %	2,41 %	751 505	2,41 %	2,41 %	751 505	2,41 %	2,41 %
BP Provençale et Corse	242 457	0,78 %	0,78 %	242 457	0,78 %	0,78 %	242 457	0,78 %	0,78 %
BP Rives de Paris	1 391 300	4,47 %	4,47 %	1 391 269	4,47 %	4,47 %	1 391 269	4,47 %	4,47 %
BP du Sud	640 118	2,06 %	2,06 %	640 118	2,06 %	2,06 %	640 118	2,06 %	2,06 %
BP Val de France	1 342 454	4,31 %	4,31 %	1 342 454	4,31 %	4,31 %	1 342 454	4,31 %	4,31 %
CASDEN Banque Populaire	1 493 410	4,79 %	4,79 %	1 493 410	4,79 %	4,79 %	1 493 410	4,79 %	4,79 %
Crédit Coopératif	313 964	1,01 %	1,01 %	313 964	1,01 %	1,01 %	313 964	1,01 %	1,01 %
Cofibred	0	0,00 %	0,00 %	0	0,00 %	0,00 %	0	0,00 %	0,00 %
M. ou Mme Bruno Guy	55	0,00 %	0,00 %	55	0,00 %	0,00 %	55	0,00 %	0,00 %
Succession Doittau Georges	-	-	-	23	0,00 %	0,00 %	23	0,00 %	0,00 %
M. Galiegue Jacques	17	0,00 %	0,00 %	17	0,00 %	0,00 %	17	0,00 %	0,00 %
M. Raffetin Claude	-	-	-	8	0,00 %	0,00 %	8	0,00 %	0,00 %
M. Arnaud Robert	7	0,00 %	0,00 %	7	0,00 %	0,00 %	7	0,00 %	0,00 %
M. Laty Jean-Michel	6	0,00 %	0,00 %	6	0,00 %	0,00 %	6	0,00 %	0,00 %
Action non attribuée	1	0,00 %	0,00 %	1	0,00 %	0,00 %	1	0,00 %	0,00 %
Total actions de catégorie B	15 574 232	50,00 %	50,00 %	15 574 232	50,00 %	50,00 %	15 574 232	50,00 %	50,00 %
TOTAL	31 148 464	100,00 %	100,00 %	31 148 464	100,00 %	100,00 %	31 148 464	100,00 %	100,00 %

L'évolution du capital social de BPCE est précisée au point 7.2.1.

ACTIONNAIRES DÉTENANT PLUS DE 5 % DU CAPITAL OU DES DROITS DE VOTE

Actionnaires	Nbre d'actions	% du capital	% des droits de vote
CE Ile-de-France	2 167 033	6,96 %	6,96 %
BP Alsace Lorraine Champagne	1 748 766	5,61 %	5,61 %

Il n'existe pas d'accord de participation des salariés au capital de BPCE.

7.3.2 Contrôle abusif

La société est contrôlée comme décrit dans le paragraphe 7.3.1 ; toutefois, la société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle soit exercé de manière abusive.

7.3.3 Changement de contrôle

À la connaissance de BPCE et conformément à la réglementation européenne, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure entraîner un changement de contrôle.

Conformément à l'article L. 512-106 du code monétaire et financier, « l'organe central des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires [...] est constitué sous forme de société anonyme dont les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne détiennent ensemble la majorité absolue du capital social et des droits de vote ».

7.4 Contrats importants

À la date de publication des informations financières, outre les conventions visées au chapitre 7.6 (conventions réglementées), BPCE n'a pas conclu de contrat important, autre que ceux conclus dans le cadre normal de ses affaires.

7.5 Changements significatifs

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le directoire du 4 février 2016.

Le 2 mars 2016, le Groupe BPCE a cédé l'intégralité de sa participation résiduelle dans Nexity. Cette cession s'inscrit dans la mise en œuvre du plan stratégique du Groupe BPCE visant à réduire ou à céder sa participation dans ses actifs non stratégiques.

7.6 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

BPCE

Siège social : 50 avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris

Capital social : 155 742 320 euros

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Pour les besoins du présent rapport :

- « BPCE » désigne l'organe central issu du rapprochement des réseaux Caisse d'Epargne et Banque Populaire, SA à directoire et conseil de surveillance depuis le 31 juillet 2009 ;
- « CE Participations » désigne l'ex-Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE), SA à directoire et conseil de surveillance, renommée CE Participations le 31 juillet 2009, SA à conseil d'administration, comme étant le holding regroupant les participations du réseau Caisse d'Epargne non apportées en 2009 à BPCE et qui a fait l'objet d'une fusion-absorption avec BPCE le 5 août 2010 ;
- « BP Participations » désigne l'ex-Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP), SA à conseil d'administration, renommée BP Participations le 31 juillet 2009, comme étant le holding regroupant les participations du réseau Banque Populaire non apportées en 2009 à BPCE et qui a fait l'objet d'une fusion-absorption avec BPCE le 5 août 2010.

7.6.1 Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article L 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Engagements dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement des fonctions des membres du directoire

Le conseil de surveillance du 4 avril 2012 a approuvé des engagements dus ou susceptibles d'être dus en cas de cessation ou de changement des fonctions au profit des membres du directoire.

Mandataires concernés le jour de l'opération (4 avril 2012) : François Pérol, président du directoire de BPCE, Olivier Klein, Nicolas Duhamel, Philippe Queuille et Anne Mercier-Gallay, membres du directoire de BPCE.

En raison du renouvellement du directoire de BPCE, les engagements déjà pris par le conseil de surveillance du 4 avril 2012 ont été présentés et approuvés par le conseil de surveillance du 21 novembre 2012 puis par le conseil de surveillance du 16 novembre 2015, afin d'en faire bénéficier l'ensemble des membres du nouveau directoire.

Ces engagements ont été pris dans un souci de clarté et de transparence, conformément aux dispositions de l'article L 225-90-1 du code de commerce, afin d'assurer un statut attractif et sécurisé aux dirigeants de BPCE.

Mandataires concernés le jour de l'opération (16 novembre 2015) : François Pérol, président du directoire de BPCE, Jean-Yves Forel, Daniel Karyotis, Catherine Halberstadt et Laurent Mignon, membres du directoire de BPCE.

Indemnité de cessation forcée du mandat

Le conseil de surveillance a décidé que les membres du directoire de BPCE pourront bénéficier, en cas de cessation forcée de leur mandat (révocation par l'organe délibérant), hors faute grave, reclassement dans le Groupe BPCE ou départ à la retraite, du versement d'une indemnité minimum de 12 mois de rémunération (rémunération fixe et part variable), avec un maximum de 24 mois, atteint pour 12 ans d'ancienneté groupe.

Le versement de l'indemnité de cessation forcée du mandat fait perdre à l'ex-mandataire tout droit aux régimes de retraite supplémentaire spécifiques (régimes de retraite à prestations définies et à condition d'achèvement de la carrière dans l'entreprise visés par l'article L 137-11 du code de la sécurité sociale) ou à l'indemnité de départ en retraite auxquels il pouvait éventuellement prétendre.

En cas de reclassement dans le Groupe BPCE, dans le cadre d'un contrat de travail, la rupture de celui-ci, notifiée plus de 12 mois après la cessation forcée du mandat social, ouvre droit, sauf faute grave ou lourde, au versement de la seule indemnité conventionnelle de licenciement applicable. Inversement, en cas de rupture du contrat de travail, notifiée moins de 12 mois après la cessation forcée du mandat social, la rupture ouvre droit, sauf faute grave ou lourde, à l'indemnité de cessation forcée du mandat, sous déduction de l'indemnité susceptible d'être versée au titre de la rupture du contrat de travail.

L'indemnité de cessation forcée du mandat n'est due que si le groupe dégage un résultat net comptable bénéficiaire sur le dernier exercice précédant la cessation du mandat social.

La rémunération de référence mensuelle prise en compte pour le calcul est égale à 1/12^e de la somme de la rémunération fixe (hors avantages) versée au titre de la dernière année civile d'activité et de la moyenne des rémunérations variables attribuées (payées immédiatement ou différées) au titre des trois dernières années civiles d'activité.

Pour le calcul de la rémunération de référence, les rémunérations prises en compte sont celles attribuées au titre du mandat considéré.

Le montant de l'indemnité est égal à la rémunération de référence mensuelle x (12 mois + 1 mois par année d'ancienneté groupe). L'ancienneté groupe est décomptée en années et fraction d'année.

Le montant de l'indemnité est plafonné à 24 fois la rémunération de référence mensuelle, ce qui correspond à une période de 12 ans d'ancienneté groupe.

En cas d'obtention d'au moins 50 % de la part variable maximum en moyenne pendant les trois dernières années d'exercice du mandat en cours (ou pendant la durée effectuée, éventuellement complétée de la durée du mandat précédent en cas de renouvellement), l'indemnité sera versée en totalité.

À défaut d'obtention d'au moins 33,33 % de la part variable maximum en moyenne sur cette période de référence, aucune indemnité ne sera versée. Entre 33,33 % et 50 %, le montant de l'indemnité est calculé de façon linéaire, sous réserve du pouvoir d'appréciation de l'organe délibérant de l'entreprise.

En tout état de cause, cette indemnité est versée sous déduction de l'indemnité susceptible d'être versée au titre de la rupture d'un éventuel contrat de travail.

Il a également été décidé que les membres du directoire de BPCE ne pourront bénéficier de versement automatique d'une indemnité en cas de non renouvellement de leur mandat ; toutefois, le conseil de surveillance, sur avis du comité des nominations et des rémunérations, pourra décider du versement d'une indemnité de fin de mandat en prenant en compte les circonstances du non renouvellement du mandat et la carrière de l'ex-mandataire au sein du groupe. Ce non renouvellement ne doit pas être suivi ni d'un départ à la retraite, ni d'un reclassement dans le Groupe BPCE.

Le montant de cette indemnité ne pourra être supérieur à celui qui serait versé en cas de cessation forcée.

Indemnité de départ à la retraite

Le conseil de surveillance a décidé que les membres du directoire de BPCE pourront bénéficier, sur décision du conseil de surveillance, d'une indemnité de départ à la retraite égale à un minimum de 6 mois, avec un maximum de 12 mois atteint pour 10 ans d'ancienneté, sans condition de durée minimale de présence dans le groupe.

Le versement de l'indemnité de départ en retraite est soumis aux mêmes conditions que celles applicables à l'indemnité de cessation forcée, relatives à la condition de résultat net bénéficiaire du groupe sur le dernier exercice précédant la cessation du mandat social et au taux minimum de part variable, en moyenne, au cours des trois dernières années d'exercice du mandat en cours.

L'indemnité de départ en retraite ne peut être versée qu'au moment de la liquidation de la pension de Sécurité sociale et sous réserve d'appartenir au périmètre concerné au moment de cette liquidation.

Le versement de l'indemnité de départ en retraite relève du pouvoir d'appréciation du conseil de surveillance, après avis du comité des rémunérations.

Dans le cas de versement de l'indemnité de rupture prévue en cas de cessation forcée du mandat social ou de versement d'une éventuelle indemnité de fin

de mandat social suite au non renouvellement du mandat social, le dirigeant exécutif perd tout droit au régime de retraite à prestation définie auquel il pouvait prétendre, et il ne peut bénéficier de l'indemnité de départ en retraite.

La rémunération de référence mensuelle prise en compte pour le calcul de l'indemnité est égale à $1/12^e$ de la somme de la rémunération fixe (hors avantages) versée au titre de la dernière année civile d'activité et de la moyenne des rémunérations variables attribuées (payées immédiatement ou différées) au titre des trois dernières années civiles d'activité.

Pour le calcul de la rémunération de référence, les rémunérations prises en compte sont celles attribuées au titre du mandat considéré.

Le montant de l'indemnité est alors égal à la rémunération de référence mensuelle $\times (6 + 0,6 A)$ où A désigne le nombre, éventuellement fractionnaire, d'années d'exercice de mandats dans le périmètre concerné. Il est plafonné à 12 fois la rémunération de référence mensuelle, ce qui correspond à une période de 10 ans de mandats.

En tout état de cause, cette indemnité est versée sous déduction de l'indemnité de départ en retraite susceptible d'être versée au titre d'un éventuel contrat de travail.

L'indemnité est exclue de l'assiette de calcul des rentes dues au titre des régimes de retraite à prestations définies dont bénéficie le dirigeant.

Le montant provisionné sur l'exercice 2015 au titre de cet engagement s'élève à 2 593 923,00 euros.

Régimes de retraite supplémentaire

Le conseil de surveillance a décidé que sera applicable aux membres du directoire de BPCE, dans les mêmes conditions qu'aux salariés du groupe, le régime de retraite à cotisations définies applicable à l'ensemble des salariés de BPCE (CGP) et le régime de retraite supplémentaire à cotisations définies pour les cadres dirigeants (IPRICAS), financé par une cotisation de 3,5 % à la charge de l'entreprise.

Pour l'exercice 2015, le montant des cotisations CGP et IPRICAS versées par BPCE au profit des membres du directoire s'est élevé à :

- François Pérol du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 86 865,14 euros ;
- Jean-Yves Forel du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 53 052,43 euros ;
- Daniel Karyotis du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 53 276,35 euros ;
- Anne Mercier-Gallay du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 : 131 581,24 euros.

Laurent Mignon n'est pas bénéficiaire de ces régimes.

Engagements de retraite à prestations définies

Le conseil de surveillance a autorisé le maintien pour Jean-Yves Forel du bénéfice du régime de retraite « Garantie de ressources », complété d'une garantie « Rente de conjoint » en cas de décès avant sa retraite, applicable aux dirigeants de l'ex-groupe Banque Populaire.

Il a également autorisé le maintien pour Catherine Halberstadt et Daniel Karyotis du régime de retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE, défini par le règlement du régime de retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE en date du 1^{er} juillet 2014 et a décidé de soumettre l'obtention par Catherine Halberstadt des droits conditionnels prévus par le régime de retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE, à la condition d'un résultat net bénéficiaire du Groupe BPCE pour l'exercice considéré.

Le conseil de surveillance a été informé que l'alinéa 8 de l'article L. 225-90-1 du code de commerce prévoyant que les droits conditionnels ne peuvent augmenter annuellement d'un montant supérieur à 3 % de la rémunération annuelle servant de référence au calcul de la rente versée dans le cadre de ces régimes

est respecté, le régime de retraite des dirigeants exécutifs du Groupe BPCE dont bénéficie Catherine Halberstadt permettant l'acquisition d'une retraite égale à 15 % de la rémunération de référence, pour une ancienneté minimum dans le régime de 7 ans et que Jean-Yves Forel et Daniel Karyotis ayant acquis dans chacun des deux régimes l'ancienneté nécessaire pour obtenir les droits maximum n'acquiescent plus de droits conditionnels au titre de ces régimes.

Absence ou suspension du contrat de travail – Assurance chômage

Le conseil de surveillance a décidé que le président du directoire ne pourra bénéficier d'un contrat de travail avec BPCE, y compris si ce contrat de travail était suspendu. Si un ou des membres du directoire bénéficient, antérieurement à leur nomination comme membre du directoire, d'un contrat de travail avec BPCE ou au sein du Groupe BPCE, ce contrat de travail sera suspendu.

Conformément à cette règle, le contrat de travail de Jean-Yves Forel a été suspendu. François Pérol, Catherine Halberstadt, Daniel Karyotis et Laurent Mignon ne bénéficient d'aucun contrat de travail conclu avec BPCE, Natixis ou toute autre entité du groupe.

Il a décidé également que les membres du directoire pourront adhérer à un régime d'assurance chômage privé (GSC) avec prise en charge partielle de la cotisation par l'entreprise.

François Pérol a renoncé au bénéfice du régime d'assurance chômage.

Régime de maintien de la rémunération pendant 12 mois en cas d'incapacité temporaire de travail

Le conseil de surveillance a décidé que les membres du directoire bénéficieront du régime de maintien de leur rémunération pendant une durée de 12 mois en cas d'incapacité temporaire de travail.

Dispositifs de protection sociale applicables à l'ensemble des salariés

Le conseil de surveillance a décidé que les membres du directoire pourront bénéficier, dans les mêmes conditions que les salariés du groupe, de l'application des dispositifs de protection sociale mis en place à BPCE pour l'ensemble des salariés, à savoir le régime de prévoyance complémentaire IPBP, jusqu'à la tranche C, le régime de remboursement des frais de soins de santé BPCE Mutuelle, le régime de prévoyance décès couvrant la tranche D (au-delà de 304 320 euros en 2015) de la rémunération en prolongement du régime complémentaire en vigueur (ce régime, assuré auprès de la CNP, est financé par une cotisation de 1,30 % dont 0,39 % à la charge du salarié ou du membre du directoire).

Indemnité de cessation forcée du mandat d'Anne Mercier-Gallay

Le conseil de surveillance, constatant que la démission d'Anne Mercier-Gallay constitue une cessation forcée de son mandat, telle que prévue par le conseil de surveillance du 21 novembre 2012 et que les conditions sont réunies pour permettre le versement à Anne Mercier-Gallay d'une indemnité de cessation forcée et que les parts variables attribuées à Anne Mercier-Gallay pour les exercices 2014, 2013 et 2012 ayant été supérieures à 50 % des montants maximum, l'indemnité pourrait être versée en totalité, a décidé le versement à Anne Mercier-Gallay d'une indemnité de cessation forcée de son mandat de membre du directoire de 1 175 179,71 euros.

Il a également confirmé la conservation des fractions différées de part variable, qui seront versées à Anne Mercier-Gallay sous les mêmes conditions de malus et d'indexation et aux mêmes échéances que celles prévues initialement et qu'Anne Mercier-Gallay aura droit à un prorata, calculé jusqu'au 16 novembre 2015, de la part variable au titre de l'exercice 2015 qui sera attribuée début 2016 aux membres du directoire.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS NON AUTORISÉS PRÉALABLEMENT

En application des articles L. 225-90 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions et engagements suivants n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Reconduction tacite du pacte d'actionnaires CNP Assurances

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances et Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances.

L'État français, la Caisse des dépôts et consignations, la CNCE et La Banque Postale, en tant qu'actionnaires détenant de concert la majorité du capital et des droits de vote de CNP Assurances, ont conclu un pacte d'actionnaires en date du 2 septembre 1998.

Ce pacte a été conclu à l'occasion de la cession par l'État de l'essentiel de sa participation dans le capital de la CNP Assurances et dans l'optique du transfert dans le secteur privé d'une partie du capital et de l'introduction en Bourse. Les parties ont alors souhaité manifester leurs intentions de rester au capital durablement et de fixer certaines règles de transmission entre elles des actions de la société détenues par elles ainsi que d'exprimer leur commune intention de renforcer le développement des activités de la CNP en France et à l'étranger.

Le 29 juillet 2015, le pacte d'actionnaires du 2 septembre 1998 a été reconduit tacitement pour deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017, tel qu'amendé par ses avenants successifs, conformément au mécanisme prévu par ses signataires.

Cette convention est sans impact sur les comptes 2015 de BPCE.

Reconduction tacite de la convention de rémunération des collatéraux entre BPCE et les Caisses d'Épargne

Mandataires communs le jour de l'opération : Yves Toubanc, président du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Rhône Alpes, Jean Arondel, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Loire-Centre, Jean-Charles Boulanger, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Aquitaine

Poitou-Charentes, Jean-Claude Cette, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Provence-Alpes-Corse, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Lorraine Champagne-Ardenne, Philippe Lamblin, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance Nord France Europe, Pierre Mackiewicz, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Côte d'Azur, Bernard Roux, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Midi-Pyrénées, Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance et président du conseil d'orientation et de surveillance de la CE Languedoc-Roussillon, Maurice Bourrigaud, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE d'Auvergne et du Limousin, Joël Chassard, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Normandie, Bernard Comolet, vice-président du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Ile-de-France, Alain Denizot, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Picardie, Jean-Pierre Deramecourt, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Alsace, Alain Maire, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Bourgogne Franche-Comté, Philippe Monéta, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président de la CE Loire Drôme Ardèche et Didier Patault, membre du conseil de surveillance de la CNCE et président du directoire de la CE Bretagne Pays de Loire.

La CNCE et les Caisses d'Épargne ont mis en place, et sont susceptibles de mettre en place à l'avenir, auprès de la Banque de France, des opérations de refinancement du groupe GCE prévoyant l'utilisation directe ou indirecte d'actifs appartenant aux Caisses d'Épargne.

La CNCE et les Caisses d'Épargne ont souhaité définir les conditions dans lesquelles les Caisses d'Épargne percevront une commission financière minimale en contrepartie de la remise par les Caisses d'Épargne d'actifs éligibles aux opérations de politique monétaire de la Banque centrale européenne ne donnant pas déjà lieu à une rémunération spécifique au travers d'opérations de prêts de titres ou de pensions livrées.

La convention est conclue pour 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une même période de 3 ans, sauf dénonciation préalable.

Lors de la séance du 24 juin 2009, le conseil de surveillance de la CNCE a autorisé la signature par la CNCE avec chacune des Caisses d'Épargne de la convention de répartition de la rémunération de collatéraux.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'une charge de 29 431 765,30 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

7.6.2 Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec les actionnaires

Avenant au protocole relatif au mécanisme de contribution à la solvabilité du groupe

Mandataires communs le jour de l'opération : Yves Toubanc, président du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'orientation et de surveillance

de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes, Stève Gentili, vice-président du conseil de surveillance de BPCE et président de la BRED, Catherine Amin-Garde, membre du conseil de surveillance de BPCE et présidente du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche, Gérard Bellemon, membre du conseil de surveillance de BPCE et président de la Banque Populaire Val de France, Thierry Cahn, membre du conseil de surveillance de BPCE et président de la Banque Populaire d'Alsace, Alain Condaminas, membre du conseil de surveillance de BPCE et directeur général de la Banque Populaire Occitane, Alain Denizot, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du directoire de la Caisse d'Épargne Nord France Europe, Pierre Desvergnès, membre du conseil de surveillance de BPCE et président-directeur général de la CASDEN Banque Populaire, Catherine Halberstadt, membre du conseil de surveillance de BPCE et directeur général de la Banque Populaire du Massif Central, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Lorraine Champagne, Pierre Mackiewicz, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du directoire de la Caisse d'Épargne Ile-de-France, Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon.

Fin 2012, le Groupe BPCE a décidé de mettre fin à la période d'intégration prévue lors de sa création, afin de se situer dans une gouvernance pérenne, tout en maintenant les équilibres capitalistiques et de gouvernance actuels. Dans ce cadre, il est apparu opportun de renforcer le mécanisme de solidarité et de garantie des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne afin de mutualiser le plus possible les risques entre les deux réseaux.

En effet, BPCE, en tant qu'organe central du groupe, est garant de la solvabilité de celui-ci. À ce titre, et conformément aux articles L 511-31 et L 512-107 du code monétaire et financier et à ses statuts, BPCE est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la solvabilité du groupe et de chacun des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne. BPCE est chargée notamment de mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe.

Au regard de l'importance, pour l'ensemble du groupe, des objectifs définis pour le ratio de solvabilité Groupe BPCE, intervenant en sa qualité d'organe central, a examiné la mise en place d'un dispositif de contribution équilibrée aux fonds propres prudentiels du groupe basé sur un système de bonification / compensation, afin d'inciter l'ensemble des établissements affiliés à participer à l'atteinte de l'objectif groupe.

Lors de la séance du 12 décembre 2012, le conseil de surveillance a approuvé et autorisé le principe, les conditions et les modalités de la participation de BPCE d'un protocole et en a autorisé la signature entre BPCE, les Caisses d'Épargne et de Prévoyance et les Banques Populaires. Le protocole a été signé le 28 février 2013.

Afin de tenir compte du rachat et de l'annulation des CCI et du passage en Bâle III, il a fallu actualiser les ratios contributifs des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires, sachant que le ratio contributif moyen des établissements ressort à 8,9 %, soit le ratio de Core Tier 1 du groupe au 31 décembre 2012 avec prise en compte du compromis danois pour les assurances.

Le seuil de déclenchement des compensations étant de 8,9 % (soit le ratio de Core Tier 1 du groupe au 31 décembre 2012 avec prise en compte du compromis danois pour les assurances), pour le seuil de déclenchement des bonifications, il est proposé un ratio cible de 10 %.

Les CCI n'étant plus à prendre en compte dans le mécanisme de contribution de solvabilité, le conseil de surveillance a, dans sa séance du 2 octobre 2013, autorisé la signature d'un avenant au protocole supprimant l'article 3.a relatif au retraitement des CCI.

Cette convention est sans impact sur les comptes 2015 de BPCE.

Convention de rémunération des collatéraux entre BPCE et les Banques Populaires

Mandataires communs le jour de l'opération : Gérard Bellemon, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'administration de la Banque Populaire Val de France, Thierry Cahn, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace, Pierre Desvergnès, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'administration de la CASDEN Banque Populaire, Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et président du conseil d'administration de la BRED, Jean Criton, membre du conseil de surveillance de BPCE et directeur général de la Banque Populaire Rives de Paris et Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et directeur général de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté.

BPCE et les Banques Populaires ont mis en place, et sont susceptibles de mettre en place à l'avenir, auprès de la Banque de France, des opérations de refinancement du Groupe BPCE prévoyant l'utilisation directe ou indirecte d'actifs appartenant aux Banques Populaires.

BPCE et les Banques Populaires ont souhaité définir les conditions dans lesquelles les Banques Populaires percevront une commission financière minimale en contrepartie de la remise par les Banques Populaires d'actifs éligibles aux opérations de politique monétaire de la Banque centrale européenne ne donnant pas déjà lieu à une rémunération spécifique au travers d'opérations de prêts de titres ou de pensions livrées.

L'objet de la convention est de déterminer les modalités de calcul et de paiement aux Banques Populaires de la commission de mobilisation des actifs, en contrepartie de l'apport direct ou indirect de remise d'actifs auprès de la Banque de France éligibles au titre des opérations de politique monétaire de la Banque centrale européenne.

Lors de la séance du 24 février 2010, le conseil de surveillance a autorisé la signature par BPCE avec chacune des Banques Populaires de la convention de répartition de rémunération des collatéraux.

Elle a été conclue le 15 juillet 2010 sans période de fin.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'une charge de 14 259 803,93 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Acte de cautionnement (mécanisme de protection) consenti par les Caisses d'Épargne au profit de Triton (ex GCE SRD) et BPCE

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, directeur général et administrateur de CE Participations, Nicolas Duhamel, membre du directoire de BPCE et directeur général délégué de CE Participations, Yves Toubanc, vice-président du conseil de surveillance de BPCE, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes et président du conseil d'administration de CE Participations, Catherine Amin-Garde, membre du conseil de surveillance de BPCE, présidente du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche et administrateur de CE Participations, Bernard Comolet, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du directoire de la Caisse d'Épargne Ile-de-France et administrateur de CE Participations, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Lorraine Champagne-Ardenne et administrateur de CE Participations, Pierre Mackiewicz, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Côte d'Azur et administrateur de CE Participations, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du directoire de la

Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire et administrateur de CE Participations et Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance de BPCE, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et administrateur de CE Participations.

Un mécanisme de protection a été mis en place, permettant la conservation au niveau des Caisses d'Epargne de l'exposition économique à certaines activités de compte propre de CE Participations en gestion extinctive (portefeuille moyen et long termes et gestion déléguée coté et non coté) et prenant la forme de 314 opérations d'échange de flux distinctes.

Ce mécanisme de protection a été mis en place au travers des opérations suivantes :

- l'acquisition auprès de CE Participations par BPCE et les Caisses d'Epargne au prorata de leur participation au capital de CE Participations, de l'intégralité du capital social de GCE SRD 007 suivie d'une augmentation de capital en numéraire de GCE SRD 007 ;
- la conclusion par CE Participations et GCE SRD 007 d'une convention-cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme, d'un contrat de confirmation-cadre, d'un contrat de prestation de services par GCE SRD 007 et BPCE, d'un accord de financement par lequel les Caisses d'Epargne, en leur qualité d'associés de GCE SRD 007, mettent à disposition de cette dernière la trésorerie nécessaire au respect par celle-ci de ses engagements au titre des contrats d'échange de flux et de la convention de prestation de services et d'un accord relatif aux opérations intercalaires sur les activités du compte propre couvertes par le mécanisme de protection depuis le 1^{er} janvier 2010.

Par ailleurs, les Caisses d'Epargne, CE Participations et BPCE ont conclu un acte de cautionnement, par lequel les Caisses d'Epargne, en leur qualité d'associés de GCE SRD 007, consentent un cautionnement (sans solidarité entre elles) au profit de CE Participations et BPCE pour sûreté et garantie de l'exécution des obligations et engagements de GCE SRD 007 au titre des contrats d'échange de flux et des sommes dues au titre du contrat de prestation de services.

Lors de la séance du 3 juin 2010, le conseil de surveillance a autorisé la conclusion de l'acte de cautionnement entre BPCE, CE Participations et les Caisses d'Epargne et en a autorisé la signature.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Contrat de prêt senior à durée déterminée entre une Banque Populaire et BPCE

Mandataire commun au jour de l'opération : François Moutte, administrateur de la Banque Fédérale des Banques Populaires et directeur général de la Banque Populaire du Sud.

Le contrat conclu le 24 juin 2009 dans le cadre du reclassement des titres des Banques Régionales (ex-HSBC) auprès des Banques Populaires d'adossment, notamment la Banque Populaire du Sud, a pour objet d'accorder un prêt au taux EURIBOR à trois mois + 0,93 % la somme de 102 000 000 euros en principal.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'un produit de 969 393,84 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Contrats de prêts subordonnés à durée déterminée entre deux Banques Populaires et BPCE

Mandataires communs au jour de l'opération : Jean Clochet, administrateur de la Banque Fédérale des Banques Populaires, président du conseil d'administration de la Banque Populaire des Alpes et François Xavier de Fornel, administrateur de la Banque Fédérale des Banques Populaires, directeur général de la Banque Populaire Provençale et Corse.

Les contrats conclus le 24 juin 2009 entre BPCE et les Banque Populaire Provençale et Corse et Banque Populaire des Alpes dans le cadre du reclassement des titres des Banques Régionales (ex-HSBC) auprès des Banques Populaires d'adossment présentent les caractéristiques suivantes :

- avec la Banque Populaire Provençale et Corse pour un montant principal de prêt de 100 000 000 euros au taux EURIBOR à trois mois + 1,55 % : BPCE a comptabilisé un produit de 1 578 997,22 euros dans ses comptes 2015 au titre de cette convention ;
- avec la Banque Populaire des Alpes pour un montant principal de prêt de 80 000 000 euros au taux EURIBOR à trois mois + 1,55 % : BPCE a comptabilisé un produit de 1 263 197,78 euros dans ses comptes 2015 au titre de cette convention.

Conventions avec les actionnaires et les filiales

Conventions liées à l'opération de titrisation de prêts immobiliers des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne

Mandataires communs le jour de l'opération : Catherine Amin-Garde, présidente du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche et membre du conseil de surveillance de BPCE, Didier Patault, président du directoire de la Caisse d'Epargne Ile-de-France, membre du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Francis Henry, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne-Ardenne et membre du conseil de surveillance de BPCE, Pierre Mackiewicz, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur et membre du conseil de surveillance de BPCE, Yves Toubanc, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes et membre du conseil de surveillance de BPCE, Pierre Valentin, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, membre du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Alain Denizot, président du directoire de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et membre du conseil de surveillance de BPCE, Gérard Bellemon, président du conseil d'administration de la Banque Populaire Val de France et membre du conseil de surveillance de BPCE, Thierry Cahn, président du conseil d'administration de la Banque Populaire d'Alsace, membre du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Alain Condaminas, directeur général de la Banque Populaire Occitane, membre du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE et Catherine Halberstadt, directeur général de la Banque Populaire du Massif Central, membre du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE.

En novembre 2013, l'ACPR a fait savoir que, pour être éligibles à la BCE, les titrisations internes devaient faire l'objet de véritables cessions de créances en pleine propriété. Un délai a été accordé à l'ensemble des banques françaises, mais cette nouvelle norme est applicable depuis le 1^{er} avril 2014.

Pour assurer la pérennité de sa réserve de liquidité, BPCE a remplacé son stock de titres BPCE Home Loans par des titres créés dans le cadre d'une cession de créances : les établissements céderont les créances de prêts à un fonds commun de titrisation (FCT) et recevront, en contrepartie, des parts de ce FCT. Ces parts feront l'objet d'un prêt de titres à BPCE et seront éligibles à la BCE.

L'opération envisagée a porté sur des portefeuilles de prêts immobiliers aux particuliers des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne pour un montant maximum de 50 milliards d'euros. Ce montant permet de couvrir les 30 milliards d'euros non éligibles, de répondre aux exigences des agences de notation pour accorder la notation AAA et de se donner une marge de manœuvre pour procéder à une ou plusieurs émissions ultérieures.

L'ensemble des conventions a été autorisé par le conseil de surveillance du 2 avril 2014 :

- Conventions conclues entre BPCE, Natixis, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne :
 - Contrat cadre de cession de créances et de recouvrements (*Master Home loans Purchase and Servicing Agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de cession au FCT Master Home Loans (ou Premier FCT) et de recouvrement des créances de prêts résidentiels par les participants,
 - Contrat de souscription des obligations A émises par le premier FCT (*Class A notes subscription agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de souscription par les participants aux obligations A émises par le FCT Master Home Loans (ou premier FCT),
 - Contrat de protection des données (*Data protection agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de la conservation et de la délivrance par l'agent de protection des données d'une clé de décryptage permettant le décryptage des données contenues dans les fichiers individuels de données cryptées fournis par les cédants à la société de gestion,
 - Contrat de souscription des obligations, des parts résiduelles et des parts complémentaires émises par le second FCT (*Subscription agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de souscription par les participants aux obligations, parts complémentaires et parts résiduelles émises par le FCT de démutualisation (ou second FCT),
 - Contrat de délégation et de compensation des flux (*Netting agreement*) : ce contrat prévoit entre les participants (dont BPCE) les modalités de délégation et de compensation de certaines obligations de paiement au titre des différents contrats ayant trait au FCT Master Home Loans (premier FCT) et au FCT de démutualisation (second FCT), en vue de réduire, autant que faire se peut, les montants versés en espèces par les différentes parties ;
- Conventions conclues entre BPCE, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne :
 - Contrat de prêt intra-groupe (*Intra-group loan agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de mise à disposition par chaque participant, en tant que prêteur, à BPCE, en tant qu'emprunteur, d'un prêt dont l'objectif est de fournir à BPCE les liquidités lui permettant d'effectuer les remises d'espèces à titre de garantie requises en vertu du *Reserve cash deposits agreement* concernant la réserve de recouvrement et la réserve générale. Aucun participant n'est activement ou passivement solidaire vis-à-vis des autres participants et chaque participant agit individuellement quant à ses droits et obligations au titre du contrat envers BPCE. Ces prêts ne sont assortis d'aucune garantie ou sûreté particulière ;
- Conventions conclues entre BPCE, Natixis et les Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche, Caisse d'Épargne Ile-de-France, Caisse d'Épargne Lorraine Champagne-Ardenne, Caisse d'Épargne Côte d'Azur, Caisse d'Épargne Rhône Alpes, Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, Caisse d'Épargne Nord France Europe, Banque Populaire Val de France, Banque Populaire d'Alsace, Banque Populaire Occitane, Banque Populaire du Massif Central :
 - Convention de compte spécialement affectée (*Specially dedicated account bank agreement*) : ce contrat prévoit les modalités d'ouverture par chaque participant, en tant qu'agent de recouvrement, d'un compte spécialement affecté (au sens de l'article L. 214-173 du code monétaire et financier) au FCT Master Home Loans (ou premier FCT), sur lequel il pourra créditer les sommes recouvrées au titre des créances cédées,
 - Contrat de remise d'espèces en pleine propriété à titre de garantie (*Reserve cash deposits agreement*) : ce contrat prévoit les modalités de constitution par BPCE (l'apporteur des réserves) et de fonctionnement de la réserve générale et de la réserve de recouvrement.

Ces conventions sont sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Conventions avec les filiales

Avenant à la convention relative à la garantie du Programme US MTN de BPCE dit 3(a)(2)

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Daniel Karyotis, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE, administrateur de Natixis, Alain Condaminas, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Thierry Cahn, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Catherine Halberstadt, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis et Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis.

BPCE a mis en place le 9 avril 2013 un programme d'émission d'obligations ou « *Medium Term Notes* » (les « Obligations ») aux États-Unis dans le cadre d'un régime défini dans la section 3(a)(2) du Securities Act of 1933 (dit « Programme 3(a)(2) »). Son montant nominal total maximum est de 10 milliards de dollars.

Il a donc été proposé de modifier les limites de la convention relative à la garantie :

- les émissions d'obligations dans le cadre du programme 3(a)(2) ne peuvent dépasser un montant nominal total de 6 milliards de dollars par an ;
- dont au maximum 3 milliards de dollars pouvant ne pas être prêtés par BPCE à Natixis (le cas échéant, en fonction des besoins de Natixis, les produits des émissions d'obligations pouvant être prêtés par BPCE à Natixis pour des maturités plus courtes que celles des obligations).

Dans ce cadre, le conseil de surveillance a autorisé, le 19 février 2014, la signature d'un avenant à la convention visant à modifier les sous-plafonds prévus à l'article 4 de la convention. En outre, les produits prêtés à Natixis peuvent être mis à sa disposition par BPCE pour des maturités plus courtes que celles des obligations, en fonction des besoins de Natixis.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Convention de facturation relative à l'affiliation de Natixis

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Jean Criton, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Olivier Klein, membre du directoire de BPCE et administrateur de Natixis, Philippe Queuille, membre du directoire de BPCE et administrateur de Natixis, Nicolas Duhamel, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE, administrateur de Natixis.

La CNCE, organe central de l'ex-groupe Caisse d'Épargne et la BFBP, organe central de l'ex-groupe Banque Populaire, ont autorisé l'affiliation de Natixis à la CNCE et à la BFBP, qui, à ce titre, avaient pour mission de s'assurer du bon fonctionnement de Natixis et percevaient en contrepartie une rémunération conformément à la convention de facturation conclue le 31 mai 2007.

BPCE s'étant substituée, en sa qualité d'organe central, à la CNCE et à la BFBP en date du 31 juillet 2009 et souhaitant réviser le montant de la cotisation

rémunérant ses missions exercées dans le cadre de l'affiliation de Natixis, une nouvelle convention a été signée le 21 décembre 2010 emportant résiliation de la convention de facturation conclue en 2007 (cette dernière a produit ses effets jusqu'au 31 mars 2010) et prenant effet le 1^{er} avril 2010, pour un montant forfaitaire annuel de 22 000 000 euros avec une clause d'indexation à compter de 2011.

À l'occasion de l'établissement du budget 2012, et afin de tenir compte du contexte général, il a été décidé de revoir le montant de la cotisation sur la base du coût réel des missions à caractère régalien, effectuées par BPCE pour le compte de Natixis.

Les parties ont décidé de conclure, à cet effet, une nouvelle convention de facturation, qui se substitue purement et simplement à la convention du 21 décembre 2010. Cette convention a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

Lors de la séance du 22 février 2012, le conseil de surveillance a approuvé les termes et conditions de la nouvelle convention de facturation avec Natixis et en a autorisé la signature.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'un produit de 30 000 000,00 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Pacte d'actionnaires avec Natixis dans le cadre de la mutualisation des infrastructures informatiques (Albiant-IT)

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Nicolas Duhamel, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE, administrateur de Natixis, Olivier Klein, membre du directoire de BPCE et administrateur de Natixis, Philippe Queuille, membre du directoire de BPCE et administrateur de Natixis, Jean Criton, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis, Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis et Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur de Natixis.

Dans le cadre du plan stratégique 2010 – 2013, le Groupe BPCE a décidé de mutualiser des structures d'exécution informatique qui étaient gérées jusqu'à présent séparément par chaque entité du groupe. Ces opérations ont commencé par les datacenters qui hébergent les équipements informatiques et les réseaux très haut débit qui les relient. Les équipements informatiques seront ainsi regroupés à terme dans deux campus datacenters cibles : Albiréo, initialement propriété des Banques Populaires, et Antarès, initialement propriété de Natixis.

Les statuts et l'actionnariat de la société Albiréo ont évolué, pour constituer la société Albiant-IT, qui porte les actifs datacenters du groupe et délivre à présent les services associés.

Il a été décidé de mettre en place un pacte d'actionnaires entre BPCE, i-BP, Natixis et GCE Technologies, ayant pour objet de définir les grands axes de politique commune et les objectifs à atteindre, d'organiser la gouvernance et les relations des parties au sein de la société et de fixer les conditions de mouvement des titres entre les actionnaires.

Ce pacte est prévu pour une durée de 25 ans.

Lors de la séance du 15 décembre 2011, le conseil de surveillance a autorisé l'adhésion de BPCE au pacte d'actionnaires de la société Albiant-IT.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Acquisition de titres Natixis et émission et souscription d'obligations supersubordonnées à durée indéterminée

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis ; Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis ; Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis ; Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis ; Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis.

L'opération vise à émettre de nouveaux instruments de Tier 1 par BPCE en échange d'anciens Tier 1 émis par Natixis, NBP Capital Trust I et NBP Capital Trust III. Il a donc été proposé aux investisseurs en Tier 1 de Natixis d'échanger leurs titres contre de nouveaux titres de Tier 1 émis par BPCE.

Les titres Natixis récupérés par BPCE lors de l'échange ont ensuite été cédés à Natixis qui les a annulés, la totalité du gain générée par l'opération ayant été cédée à Natixis. Cette opération a permis de maintenir le niveau de Tier 1 de Natixis.

Aux termes de ce contrat :

- Natixis a acheté auprès de BPCE la totalité des obligations et autres titres émis par elle-même, NBP Capital Trust I et NBP Capital Trust III qui ont été apportés aux offres d'échange proposées par BPCE, étant rappelé que les titres apportés aux Offres ont été acquis par BPCE en échange de la remise de nouvelles obligations émises par elle ;
- BPCE a souscrit des obligations supersubordonnées à durée indéterminée qui ont été émises par Natixis pour un montant nominal total égal au prix auquel les titres apportés aux offres ont été acquis par BPCE.

Lors de la séance du 31 juillet 2009, le conseil de surveillance de BPCE a autorisé la signature du contrat d'achat de titres Natixis et la souscription par BPCE d'obligations supersubordonnées émises par Natixis.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'une charge de 115 744 261,52 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Dispositif de protection en faveur de Natixis concernant une partie des actifs en gestion extinctive

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Alain Lemaire, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Yvan de la Porte du Theil, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Nicolas Duhamel, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE, membre du conseil d'administration de Natixis, Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis et Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis.

BPCE et Natixis ont conjointement convenu de mettre en place un dispositif de protection de Natixis contre les pertes futures et la volatilité des résultats occasionnées par une partie des actifs en gestion extinctive.

Le conseil de surveillance de BPCE a autorisé, le 12 novembre 2009, la signature des conventions suivantes relatives à la garantie d'une partie des actifs en gestion extinctive :

- convention de garantie financière (sous-participation en risque) et son avenant n° 1 consentis par BPCE au profit de Natixis ;
- contrats d'échange de flux (total return swaps) dont l'un porte sur les actifs en euro et l'autre sur les actifs en dollar et le contrat cadre ISDA et son annexe régissant les relations entre les parties aux contrats ;
- l'option d'achat (call option) consentie par BPCE à Natixis.

Cette opération se traduit par la comptabilisation d'une charge de 48 152 546,63 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Le conseil de surveillance de BPCE a autorisé, le 11 mai 2011, la signature du contrat d'échange de flux (total return swap) sur le titre Chapel, concomitamment au rachat par Natixis des actifs Chapel précédemment logés dans la structure Sahara (inclus dans les actifs en gestion extinctive).

Afin de rétablir l'équivalent de la garantie Neptune dont Natixis bénéficiait via Sahara, il a été proposé que concomitamment au rachat des actifs Chapel par Natixis, BPCE garantisse le titre Chapel au moyen d'un total return swap (TRS). En pratique, la conclusion de ce contrat reviendrait substantiellement au même qu'une cession de 85 % du titre Chapel à BPCE au prix de 81,10 euros, Natixis assurant le financement complet de l'actif.

Cette convention est sans impact sur les comptes 2015 de BPCE.

Cautionnement solidaire entre la CNCE et Natixis

Dirigeants concernés au jour de l'opération : Charles Milhaud, président du directoire de la CNCE, Nicolas Mérindol, membre du directoire de la CNCE, Anthony Orsatelli, membre du directoire de la CNCE, Pierre Servant, membre du directoire de la CNCE et Francis Meyer, membre du conseil de surveillance de la CNCE (représentant la CDC).

La CNCE et CDC IXIS Capital Markets ont conclu le 1^{er} octobre 2004 une convention par laquelle la CNCE octroie un cautionnement solidaire de dettes de CDC IXIS Capital Markets vis-à-vis des tiers.

Ce cautionnement a été accordé pour une durée indéterminée. La CNCE a la faculté de résilier unilatéralement cette convention sous réserve de la publication de la résiliation 6 mois avant la date d'effet.

Cette convention a fait l'objet d'un accord préalable par le conseil de surveillance lors de sa séance du 30 septembre 2004.

Suite à la fusion-absorption d'Ixis Corporate Et Investment Bank par Natixis, ce cautionnement a été reconduit au profit de Natixis.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'un produit de 29 710,00 euros dans les comptes 2015 de BPCE. Le montant de l'encours garanti s'élève à 1 573 828 236,00 euros à la clôture de l'exercice 2015.

Acquisition de Natixis Algérie

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Alain Lemaire, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Yvan de la Porte du Theil, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Stève Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis et Didier

Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis.

Créée en 1999, Natixis Algérie (alors dénommée Natexis Al Amena) est une filiale détenue à 100 % par Natixis, historiquement principalement dédiée aux entreprises. En 2004, Natixis Algérie et la BFBP ont lancé une activité de banque de détail puis à partir de 2006, une activité de crédit-bail.

L'offre était conditionnée au débouclage préalable du financement accordé à la société ABC, société sœur de Natixis Algérie en charge de la construction du futur siège social, par le biais d'un transfert du crédit accordé à une autre banque présente en Algérie.

BPCE s'était porté acquéreur desdits titres pour un prix de 7 325 millions de dinars algériens (DZD), correspondant à 73 millions d'euros au taux de change du 31 juillet 2009.

Lors de la séance du 25 août 2009, le conseil de surveillance de BPCE a autorisé l'acquisition de la totalité des actions de Natixis Algérie détenues par Natixis pour un prix de 7 325 millions de dinars algériens (DZD).

Cette opération ne s'est jamais réalisée et est donc sans impact sur les comptes 2015 de BPCE.

Garantie accordée par la CNCE à Natixis Asset Management (ex. IXIS Asset Management)

Mandataire commun le jour de l'opération : Pierre Servant, membre du directoire de la CNCE et membre du conseil de surveillance d'IXIS Asset Management.

BPCE (venu aux droits de la CNCE le 31 juillet 2009, elle-même, venue aux droits de CDC IXIS suite à la Refondation du 31 décembre 2004) a accordé à Natixis Asset Management sur le mandat de gestion « Fondation Julienne Dumeste » une garantie sur le risque opérationnel à l'exclusion de toute garantie de performance.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Deux conventions dans le cadre de la nouvelle garantie accordée par la CNCE (venue aux droits de CDC IXIS suite à Refondation du 31 décembre 2004) à Natixis Structured Products pour la création d'un *Special Purpose Vehicle* (SPV)

Ces conventions ont été conclues suite à la cession de la banque Labouchère afin de permettre à Natixis Capital Markets (ex-IXIS Corporate and Investment Bank) d'opérer des cessions sur le marché secondaire, notamment pour le Japon dans le cadre d'un programme EMTN de 10 milliards d'euros. La création de ce SPV, localisé à Jersey, nécessite une garantie selon le schéma suivant :

- un amendement à la lettre d'engagement conclue le 28 mai 2003 entre la CNCE et Natixis Capital Markets afin de faire rentrer ce SPV dans le champ d'application ;
- un cautionnement solidaire entre la CNCE et Natixis Structured Products qui permet d'apporter la garantie de la CNCE à Natixis Structured Products.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Garantie accordée par AEW Europe à la CNCE (venue aux droits de CDC IXIS suite à Refondation du 31 décembre 2004)

IXIS AEW Europe a accordé une garantie sur le fond EPI (fonds de 500 millions d'euros d'encours créé par AEW Europe) suite au versement de 50 millions d'euros par la CNCE sur ce fond.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Exercice de la promesse d'achat d'actions NGAM transféré par CE Participations

Mandataire commun le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis.

Le 18 décembre 2009, CE Participations et Natixis Participations 1 ont conclu une convention d'acquisition aux termes de laquelle CE Participations a cédé, à cette date, à Natixis Participations 1, les actions qu'elle détenait dans la société NGAM.

Cette convention d'acquisition prévoit en particulier le versement éventuel d'un complément de prix à CE Participations dans certaines hypothèses qu'elle définit.

Aux termes de cette convention d'acquisition, CE Participations détient donc un droit de créance sur Natixis Participations 1 au titre des sommes qui lui seraient éventuellement dues en application des stipulations de cette convention.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Convention de facturation relative à l'affiliation du Crédit Foncier de France

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration du Crédit Foncier de France, Nicolas Duhamel, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE, administrateur du Crédit Foncier de France, Olivier Klein, membre du directoire de BPCE et administrateur du Crédit Foncier de France, Pierre Desvergues, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur du Crédit Foncier de France et Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE et administrateur du Crédit Foncier de France.

La CNCE, organe central de l'ex-groupe Caisse d'Épargne a autorisé l'affiliation du Crédit Foncier de France à la CNCE, qui, à ce titre, avait pour mission de s'assurer du bon fonctionnement de sa filiale et percevait en contrepartie une rémunération conformément à la convention de facturation conclue le 11 décembre 2007.

BPCE s'étant substituée, en sa qualité d'organe central, à la CNCE en date du 31 juillet 2009 et souhaitant réviser le montant de la cotisation rémunérant ses missions exercées dans le cadre de l'affiliation du Crédit Foncier de France, une nouvelle convention de facturation a été signée le 5 août 2011 (ayant pris effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2011), pour un montant forfaitaire annuel de 6 700 000 euros avec une clause d'indexation à compter de 2012.

À l'occasion de l'établissement du budget 2012, et afin de tenir compte du contexte général, il a été décidé de revoir le montant de la cotisation sur la base du coût réel des missions à caractère régalién, effectuées par BPCE pour le compte du Crédit Foncier de France.

Les parties ont décidé de conclure, à cet effet, une nouvelle convention de facturation, qui se substitue purement et simplement à la convention du 5 août 2011. Cette convention a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2012.

Lors de la séance du 22 février 2012, le conseil de surveillance a approuvé les termes et conditions de la nouvelle convention de facturation avec le Crédit Foncier de France et en a autorisé la signature.

Cette convention se traduit par la comptabilisation d'un produit de 9 382 000,00 euros dans les comptes 2015 de BPCE.

Pacte d'actionnaires Sopassure

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de la CNCE, directeur général de la BFBP et président du conseil d'administration de CEBP et Alain Lemaire, membre du directoire – directeur général de la CNCE et représentant permanent de la CNCE, membre du conseil d'administration de CEBP.

Dans la perspective de la mise en œuvre du pacte d'actionnaires CNP Assurances, mentionné en première partie de notre rapport, l'État, la Caisse des dépôts et consignations, la CNCE et La Poste sont convenus, par le biais d'un pacte d'actionnaires conclu le 19 décembre 2000, de la constitution par La Poste et la CNCE d'une société holding commune dénommée Sopassure (au capital majoritairement détenu par La Poste) destinée à regrouper leurs participations respectives au capital de la CNP et qui a vocation à exprimer la communauté d'intérêts stratégiques de ses actionnaires pour la CNP.

La Banque Postale autorise la cession par la CNCE au profit de CEBP de 100 % du capital et des droits de vote d'Holassure, cette dernière détenant la totalité de la participation de la CNCE dans Sopassure.

Les parties se sont rapprochées afin d'amender le pacte en conséquence et au titre de l'avenant n° 1 du pacte, BPCE devient partie prenante au pacte d'actionnaires Sopassure.

Lors de la séance du 24 juin 2009, le conseil d'administration de CEBP a approuvé les termes et les conditions de l'avenant n° 1 au pacte d'actionnaires Sopassure et en a autorisé la signature.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Pacte d'actionnaires BPCE Assurances (ex-GCE Assurances)

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de la CNCE, président du conseil d'administration de CEBP et Alain Lemaire, membre du directoire – directeur général de la CNCE et représentant permanent de la CNCE, membre du conseil d'administration de CEBP.

La CNCE a conclu avec la MURACEF, la MAIF et la MACIF le 14 mai 2008 un pacte d'actionnaires afin d'établir leurs relations entre actionnaires dans le capital de BPCE Assurances et prévoyant notamment divers droits et obligations en cas de transfert par l'une des parties de tout ou partie des titres qu'elle détient dans le capital de BPCE Assurances.

Afin de permettre le transfert des titres détenus par la CNCE au profit de BPCE, les parties se sont rapprochées et ont conclu un avenant au pacte et l'ont amendé en conséquence.

Au titre de l'avenant du pacte, signé le 24 juillet 2009, BPCE devient partie prenante au pacte d'actionnaires BPCE Assurances et s'engage à se substituer purement et simplement à la CNCE dans tous ses droits et obligations au titre du pacte d'actionnaires.

Lors de la séance du 24 juin 2009, le conseil d'administration de CEBP a approuvé les termes et conditions de l'avenant au pacte d'actionnaires BPCE Assurances et en a autorisé la signature.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Avenant à la convention MIF

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE et président du conseil d'administration de Natixis, Alain Lemaire, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Yvan de la Porte du Theil, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Steve Gentili, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Francis Henry, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Bernard Jeannin, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis et Jean-Marc Carcéles, membre du conseil de surveillance de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France.

L'activité « crédit » gérée en 2005 au sein de la CNCE a été cédée aux différentes filiales du groupe Caisse d'Épargne. À ce titre le 18 novembre 2005, la CNCE a cédé à IXIS Corporate Et Investment Bank, sous forme de cession partielle de fonds de commerce, l'activité de financements à moyen et long termes du secteur public territorial.

Le conseil de surveillance du 14 décembre 2006 a autorisé la signature d'un protocole d'accord entre la CNCE, IXIS CIB et le Crédit Foncier de France portant sur le transfert à cette dernière de l'encours crédits « secteur public territorial » porté par IXIS CIB. Cette convention a été conclue le 19 février 2007.

Le 20 novembre 2009, BPCE (venue aux droits de la CNCE), Natixis (venue aux droits d'IXIS CIB) et le Crédit Foncier de France ont conclu un avenant à ladite convention souhaitant ainsi préciser, pour les activités de dérivés, leurs obligations découlant de la directive MIF et concernant la catégorisation des clients contreparties de Natixis et l'information de ces derniers de leur catégorisation.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Avenant à la convention de partenariat « Package PLS – Package PLI » avec le Crédit Foncier de France

Mandataires communs le jour de l'opération : Alain Lemaire, membre du directoire de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France, Guy Cotret, membre du directoire de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France et Jean-Marc Carcéles, membre du conseil de surveillance de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France.

La CNCE et le Crédit Foncier de France ont signé une convention de partenariat « Package PLS et Package PLI » le 14 décembre 2005 pour mettre en œuvre une nouvelle stratégie de distribution des prêts réglementés. Après quatre années d'expérimentation, il est apparu nécessaire de simplifier la convention pour tenir compte de l'évolution des marchés financiers, les modalités de rétribution des réseaux pouvant être simplifiées et le prêt complémentaire pouvant être porté au bilan du Crédit Foncier de France.

Les parties ont décidé de modifier la convention par un avenant conclu le 31 juillet 2009 dont les principaux aménagements sont les suivants : le champ

des prêts concernés est étendu aux PLS, PLI, PSLA ainsi qu'aux prêts libres pour les flux nouveaux et opérations assimilées ainsi que les règles de calcul de commissionnement.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

Avenant à la convention d'apporteur d'affaires pour la Clientèle Collectivités et Institutionnels Locaux (CIL)

Mandataires communs le jour de l'opération : Alain Lemaire, membre du directoire de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France, Guy Cotret, membre du directoire de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France et Jean-Marc Carcéles, membre du conseil de surveillance de la CNCE et administrateur du Crédit Foncier de France.

Le 19 juin 2008, la CNCE, le Crédit Foncier et la Compagnie de Financement Foncier ont signé une convention d'apporteur d'affaires pour la clientèle collectivités et institutionnels locaux qui a pris effet le 1^{er} janvier 2007, ayant pour objet principal de définir les modalités de commissionnement du rôle d'apporteur d'affaires assumé par les Caisses d'Épargne à destination du groupe Crédit Foncier porteur en bilan des crédits consentis en faveur des clients collectivités et institutionnels locaux (CIL).

Compte tenu du contexte financier et bancaire se traduisant par l'absence généralisée, à compter du mois de septembre 2008, de référence de marché d'émissions obligataires sur des durées moyen et long termes, les parties se sont réunies pour étudier ses conséquences sur le commissionnement.

Afin de rétablir un équilibre économique entre les parties, elles se sont accordées, dans leur intérêt respectif, sur les montants et la répartition des commissionnements. Cette dérogation à caractère exceptionnel eu égard au contexte financier ne serait valable que pour le commissionnement primaire d'apporteur d'affaires sur les flux nouveaux dus pour l'année 2008.

Un avenant a été signé au cours de l'exercice 2011.

Cette convention est sans impact financier sur les comptes 2015 de BPCE.

7.6.3 Conventions et engagements approuvés au cours de l'exercice écoulé

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale du 22 mai 2015, sur rapport spécial des commissaires aux comptes du 18 mars 2015.

PROTOCOLE CADRE GÉNÉRAL ET CONVENTIONS RELATIVES AUX NOUVEAUX ACCORDS DE PARTENARIATS ENTRE LES GROUPES CNP ET BPCE

Le conseil de surveillance, dans sa séance du 6 août 2013, a donné mandat à François Pérol afin de constituer un pôle assurance au sein de Natixis et d'engager des négociations avec CNP Assurances pour que la production d'assurance vie du groupe soit internalisée chez Natixis Assurances.

Les négociations menées avec la CNP entre octobre 2013 et juillet 2014 ont abouti à l'établissement des principes fondamentaux du futur partenariat entre BPCE, Natixis et CNP qui ont été autorisés par le conseil de surveillance du 31 juillet 2014.

Les discussions avec CNP se sont poursuivies et ont permis d'aboutir tout d'abord à un protocole d'accord cadre entre CNP Assurances, BPCE et Natixis autorisé par le conseil de surveillance du 4 novembre 2014 puis à un protocole cadre général ainsi que les différents contrats spécifiques visés par ce dernier (« les nouveaux accords de partenariat ») autorisés par le conseil de surveillance du 18 février 2015 et approuvés par l'assemblée générale du 22 mai 2015.

Ces nouveaux accords de partenariat avec CNP Assurances représentent pour BPCE un dossier stratégique majeur et s'intègrent parfaitement dans le projet global de mise en œuvre d'un modèle intégré de bancassurance tout en préservant les intérêts des clients, le niveau des commissionnements et la qualité de service pendant cette période transitoire.

Protocole cadre général mis en place par BPCE et son avenant

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, administrateur de CNP Assurances et président du conseil d'administration de Natixis, Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et

administrateur de CNP Assurances, Laurent Mignon, membre du directoire de BPCE et directeur général de Natixis, Pierre Valentin, administrateur de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Didier Patault, administrateur de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Thierry Cahn administrateur de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Catherine Halberstadt, administrateur de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE, Alain Condaminas administrateur de Natixis et membre du conseil de surveillance de BPCE et Gérard Bellemon, administrateur de Natixis Assurances et membre du conseil de surveillance de BPCE.

Le protocole cadre général a été conclu entre CNP Assurances (agissant en son nom et pour son compte et au nom et pour le compte de ses filiales), BPCE (agissant en son nom et pour son compte et/ou selon le cas au nom et pour le compte des membres du Réseau Caisse d'Epargne en sa qualité d'organe central du réseau Caisse d'Epargne au nom et pour le compte des membres du réseau Banque Populaire en sa qualité d'organe central du réseau Banque Populaire, et/ou au nom et pour le compte de ses filiales), Natixis (agissant en son nom et pour son compte et/ou selon le cas, au nom et pour le compte de ses filiales), Natixis Assurances, ABP Vie et ABP Prévoyance.

Le présent protocole a pour objet de :

- prendre acte du non-renouvellement des accords actuels ;
- définir, organiser et encadrer l'ensemble contractuel formé par les nouveaux accords de partenariat, dont il est la convention faitière ;
- définir la durée des nouveaux accords de partenariat à savoir sept ans à compter du 1^{er} janvier 2016. À l'issue de cette période de sept ans, BPCE pourra soit proroger les nouveaux accords de partenariat pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2023, soit procéder à l'acquisition du stock d'encours CNP. BPCE aura la possibilité d'acquiescer le stock d'encours existant au 31 décembre 2020 et CNP aura la faculté, à horizon 2020 et 2022, d'indiquer à BPCE son souhait d'initier des discussions sur une éventuelle cession du stock d'encours ;
- définir et organiser le fonctionnement du comité de suivi du partenariat (et des éventuels sous-comités instaurés par ce dernier) ; et
- plus largement, organiser et encadrer les relations entre les parties dans le cadre du partenariat renouvelé.

Un avenant au protocole cadre général a été signé le 30 décembre 2015 entre BPCE, CNP Assurances et Natixis en vue de déterminer une nouvelle date limite de conclusion de certains nouveaux accords de partenariat restant à conclure, n'ayant pu l'être avant le 31 décembre 2015.

Cet avenant a pour objet également d'amender certains accords en raison d'évolutions réglementaires ou opérationnelles nécessitant la modification de certaines annexes et prévoit le report de constitution du comité de suivi du partenariat au 1^{er} janvier 2016.

Conventions conclues entre CNP Assurances, BPCE, Natixis et ABP Vie (filiale de Natixis Assurances)

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances, Jean Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances, Daniel Karyotis, membre du directoire de BPCE et représentant permanent de BPCE chez Natixis, Alain Condaminas, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Catherine Halberstadt, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Didier Patault, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Thierry Cahn, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis, Pierre Valentin, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre

du conseil d'administration de Natixis et Gérard Bellemon, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis Assurances.

- Traité de réassurance des affaires nouvelles tranche 2 conclu entre ABP Vie et CNP Assurances en présence de BPCE et Natixis : réassurance en quote-part de 90 % par CNP Assurances portant sur les affaires nouvelles des clients ex-CNP ;
- Convention de lettrage réassurance tranche 2 conclu entre ABP Vie, CNP Assurances et BPCE en présence de Natixis ayant pour objet de définir les modalités relatives à la gestion des événements :
 - la fourniture par BPCE à CNP Assurances de la liste des clients couverts, selon la périodicité et les modalités prévues à ladite convention, à compter de la constatation d'un choc sur le marché (choc de taux ou comportemental), et
 - la mise en place des tests nécessaires au bon fonctionnement des mécanismes de détermination et échange d'information prévus par ladite convention ;
- Convention de lettrage EuroCroissance conclue entre CNP Assurances, BPCE et ABP Vie en présence de Natixis ayant pour objet de définir les modalités relatives à la gestion des événements (modalités similaires à la convention de lettrage réassurance tranche 2).

Convention EuroCroissance conclue entre CNP Assurances et ABP Vie en présence de BPCE

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances et Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances.

La convention de lettrage Eurocroissance est conclue entre CNP Assurances (agissant en son nom et pour son compte et au nom et pour le compte de ses filiales), BPCE (agissant en son nom et pour son compte et/ou selon le cas au nom et pour le compte des membres du réseau Caisse d'Epargne en sa qualité d'organe central du réseau Caisse d'Epargne au nom et pour le compte des membres du réseau Banque Populaire en sa qualité d'organe central du réseau Banque Populaire, et/ou au nom et pour le compte de ses filiales) et ABP Vie, en présence de Natixis.

La convention EuroCroissance prévoit l'indemnisation relative aux engagements techniques résultant de tous les versements effectués par des clients couverts sur des fonds Euro-croissance (support donnant lieu à constitution d'une provision technique de diversification) à compter du 1^{er} janvier de l'année civile de constatation d'un choc sur le marché (choc de taux ou comportemental), quelle que soit la date de souscription du contrat correspondant auprès d'ABP Vie.

Conventions concernant l'épargne-retraite conclues entre CNP Assurances et BPCE

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances et Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances.

- Accord de partenariat en épargne-retraite entre CNP Assurances et BPCE indiquant notamment la fin de la distribution des produits d'assurance vie et de capitalisation de CNP Assurances par le réseau Caisse d'Epargne à compter du 1^{er} janvier 2016, (sauf exceptions prévues conventionnellement).

Cet accord a été conclu entre CNP Assurances (agissant en son nom et pour son compte ainsi que pour le compte de ses filiales) et BPCE (agissant en son nom et pour son compte et, en sa qualité d'organe central, au nom et pour le compte des membres du réseau Caisse d'Epargne et de Banque Palatine, Banque BCP, Banque des Antilles Françaises, Banque de la Réunion, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque Saint-Pierre-et-Miquelon et Banque de Tahiti).

- Mise en place d'un **mécanisme relatif à l'épargne (MRE)** entre CNP Assurances et BPCE qui repose sur deux contrats : un contrat de garantie de stabilisation du niveau des encours au bénéfice de CNP Assurances se déclenchant en cas de surcroît de rachats ou de déficit de versements ultérieurs par rapport aux montants anticipés et inversement un contrat de rémunération de surperformance au bénéfice de BPCE dans le cas contraire ; ces deux contrats complémentaires s'appliqueront à l'ensemble des contrats d'assurance vie et de capitalisation à vocation d'épargne-retraite de CNP Assurances ; ils se désactiveraient en cas de choc sur le marché (choc de taux ou choc comportemental) et seraient alors renégociés. BPCE a consenti à CNP Assurances une garantie consistant à supporter le montant de la fiscalité supplémentaire induite par le MRE, étant convenu que ce dernier doit être fiscalement neutre pour CNP Assurances.
- **Avenant à la convention de commissionnement en assurance vie à vocation épargne-retraite** ayant notamment pour but de proroger la convention pour une durée expirant au terme du dernier des contrats d'assurance vie à vocation d'épargne-retraite de CNP Assurances. La rémunération des distributeurs répond au principe de « partage de sort » (pourcentage contractuel appliqué sur les flux et les encours) qui pourra être augmenté le cas échéant par une rémunération complémentaire en fonction du type de contrat.

Cet avenant a été conclu entre CNP Assurances et BPCE (agissant en sa qualité d'organe central au nom et pour le compte du réseau Caisse d'Epargne, Banque Palatine, Banque BCP, Banque des Antilles Françaises, Banque de la Réunion, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon et Banque de Tahiti).

Conventions concernant l'assurance des emprunteurs, la prévoyance et la santé

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances et Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances.

Pour la prévoyance individuelle :

- **Convention de commissionnement en prévoyance individuelle** conclue entre CNP Assurances et BPCE (agissant en son nom et pour son compte, au nom des membres du réseau Caisse d'Epargne en sa qualité d'organe central du réseau Caisse d'Epargne, et pour le compte du réseau Caisse d'Epargne, Banque Palatine, Banque BCP, Banque des Antilles Françaises, Banque de la Réunion, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon et Banque de Tahiti). La rémunération des distributeurs est assise sur les montants de primes versées par les souscripteurs ou sur les résultats techniques du portefeuille de chaque établissement distributeur en fonction du type de contrat.

Pour l'assurance des emprunteurs collective :

- **Partenariat exclusif** sur sept ans entre CNP Assurances, BPCE, ABP Vie et ABP Prévoyance avec une coassurance par CNP Assurances et deux filiales

de Natixis Assurances (ABP Vie et ABP Prévoyance) à hauteur respectivement de 66 % et 34 % sur l'ensemble des contrats distribués par les réseaux Banque Populaire (à l'exception de la BRED, du Crédit Coopératif et de la CASDEN), Caisse d'Epargne, de Banque Palatine et du Crédit Foncier. En cas de renouvellement de la convention, la coassurance sera équilibrée entre CNP Assurances (50 %) et les deux filiales de Natixis Assurances (50 %) ;

- **Convention de délégation de gestion et de niveau de service** entre CNP Assurances et BPCE définissant les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent les relations entre les délégataires (réseaux Banque Populaire (à l'exception de la BRED, du Crédit Coopératif et de la CASDEN), Caisse d'Epargne, de Banque Palatine et du Crédit Foncier) et l'assureur (CNP Assurances) et précise les actes effectués par chacune des parties pour la gestion des demandes d'adhésion d'assurance, la gestion des demandes de prises en charge ou la gestion des flux financiers. Les conditions financières sont définies par type de contrat et par établissement ;
- **Convention de rémunération** entre BPCE, CNP Assurances (agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte de CNP IAM), ABP Vie et ABP Prévoyance ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles s'établissent les relations financières entre l'assureur et les établissements prêteurs (réseaux Banque Populaire (à l'exception de la BRED, du Crédit Coopératif et de la CASDEN), Caisse d'Epargne, de Banque Palatine et du Crédit Foncier) concernant la distribution des contrats d'assurance des emprunteurs collective à compter du 1^{er} janvier 2016 et pendant toute la durée de la présente convention. Les conditions financières sont définies par type de contrat et par établissement.

Conclusion d'un pacte d'actionnaire relatif à Ecureuil Vie Développement (EVD) conclu entre CNP Assurance, Natixis Assurances et BPCE en présence d'Ecureuil Vie Développement

Mandataires communs le jour de l'opération : François Pérol, président du directoire de BPCE, président du conseil d'administration de Natixis et membre du conseil d'administration de CNP Assurances, Jean-Yves Forel, membre du directoire de BPCE et membre du conseil d'administration de CNP Assurances et Gérard Bellemon, membre du conseil de surveillance de BPCE et membre du conseil d'administration de Natixis Assurances.

Le pacte d'actionnaires relatif à Ecureuil Vie Développement (EVD) a été conclu entre CNP Assurances, Natixis Assurances et BPCE, en présence d'Ecureuil Vie Développement. Il prévoit que la Mission d'EVD est d'assurer l'interface entre le réseau Caisse d'Epargne, Natixis Assurances et CNP.

Le 23 mars 2015 avec effet au 1^{er} janvier 2016, CNP a cédé à Natixis Assurances 2 % du capital et des droits de vote d'EVD permettant à Natixis Assurances de détenir 51 % du capital d'EVD. Cette cession a été réalisée au prix de 48 euros par action, soit un montant total de 3 552 euros pour les 74 actions représentant 2 % du capital.

Ces conventions sont sans impact sur les comptes 2015 de BPCE.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 15 mars 2016

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Marc Mickeler

Sylvie Bourguignon

Mazars

Michel Barbet-Massin

Jean Latorzeff

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Hushsherr

Nicolas Montillot

8

ATTESTATION DU RESPONSABLE

8.1 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	530
-------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------

Attestation du responsable	530
----------------------------	-----

8.1 Attestation du responsable du document de référence et du rapport financier annuel

M. François Pérol,
Président du directoire de BPCE.

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes du Groupe BPCE, du groupe BPCE SA et de BPCE sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société ainsi que de ceux de l'ensemble des entreprises comprises dans les périmètres de consolidation, et que les informations relevant du rapport de gestion figurant en pages 201 à 223 et 410 à 415, présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les périmètres de consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Groupe BPCE, du groupe BPCE SA et de BPCE données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant dans le présent document en pages 326 à 327 pour les comptes consolidés du Groupe BPCE, en pages 408 à 409 pour les comptes consolidés du groupe BPCE SA et en pages 454 à 455 pour les comptes sociaux de BPCE. Les rapports des contrôleurs légaux se référant aux comptes consolidés du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA contiennent chacun une observation.

Les informations financières présentées dans le document de référence 2014, incorporé par référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2015 sous le numéro D. 15-0157, ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant dans ledit document en pages 318 à 319 pour les comptes consolidés du Groupe BPCE, en pages 400 à 401 pour les comptes consolidés du groupe BPCE SA et en pages 447 à 448 pour les comptes sociaux de BPCE. Les rapports des contrôleurs légaux se référant aux comptes consolidés du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA et le rapport relatif aux comptes sociaux de BPCE contiennent chacun une observation.

Les informations financières présentées dans le document de référence 2013, incorporé par référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D. 14-0182, ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant dans ledit document en pages 287 à 288 pour les comptes consolidés du Groupe BPCE, en pages 366 à 367 pour les comptes consolidés du groupe BPCE SA et en pages 415 à 416 pour les comptes sociaux de BPCE. Les rapports des contrôleurs légaux se référant aux comptes consolidés du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA contiennent chacun une observation.

Paris, le 15 mars 2016

François Pérol
Président du directoire de BPCE

9

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

<u>9.1 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</u>	<u>532</u>	<u>9.4 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL ET DU RAPPORT DE GESTION</u>	<u>536</u>
<u>9.2 TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE</u>	<u>533</u>	<u>9.5 TABLE DE CONCORDANCE DES PRINCIPALES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES</u>	<u>537</u>
<u>9.3 TABLE DE CONCORDANCE DE L'EDTF</u>	<u>535</u>	<u>9.6 GLOSSAIRE</u>	<u>538</u>

9.1 Documents accessibles au public

Ce document est disponible sur le site internet www.bpce.fr dans la rubrique « Investisseur » ou sur celui de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org.
Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BPCE, peut, sans engagements et sans frais, demander les documents par courrier à l'adresse suivante :

BPCE
Département Émissions et Communication financière
50, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris

9.2 Table de concordance du document de référence

Rubriques de l'annexe 1 du règlement européen n° 809/2004		Page n°
1	Personnes responsables	530
2	Contrôleurs légaux des comptes	110 – 111
3	Informations financières sélectionnées	
3.1	Informations financières historiques sélectionnées par l'émetteur pour chaque exercice	9 – 10
3.2	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA
4	Facteurs de risque	85 – 103 ; 118 – 124 ; 186 ; 283 – 287 ; 383 – 387
5	Informations concernant l'émetteur	
5.1	Histoire et évolution de la société	5
5.2	Investissements	221
6	Aperçu des activités	
6.1	Principales activités	15 – 24 ; 201 – 216 ; 295 – 297 ; 393 – 395
6.2	Principaux marchés	15 – 24 ; 201 – 216 ; 295 – 297 ; 393 – 395
6.3	Événements exceptionnels	NA
6.4	Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	189
6.5	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	15 – 24
7	Organigramme du groupe	
7.1	Description sommaire du groupe	4 – 8
7.2	Liste des filiales importantes	4 ; 308 – 315 ; 318 – 325 ; 406 – 407 ; 434 – 438
8	Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1	Immobilisation corporelle importante, existante ou planifiée	270 ; 371 ; 439
8.2	Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	457 – 472 ; 485 – 502
9	Examen de la situation financière et du résultat	
9.1	Situation financière	201 – 223 ; 226 – 229 ; 328 – 331 ; 410 – 418
9.2	Résultat d'exploitation	228 ; 330 ; 418
10	Trésorerie et capitaux	
10.1	Informations sur les capitaux de l'émetteur	128 – 131 ; 230 – 231 ; 276 – 277 ; 332 – 333 ; 377 ; 444 ; 512 – 515
10.2	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	232 ; 334
10.3	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	182 ; 273 ; 275 – 276 ; 374 ; 376 ; 439 ; 443
10.4	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	NA
10.5	Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	NA
11	Recherche et développement, brevets et licences	189 ; 414
12	Information sur les tendances	222 – 223 ; 414
13	Prévisions et estimations du bénéfice	NA
14	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	
14.1	Organes administration	28 – 71 ; 84
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	28 – 29 ; 84

Rubriques de l'annexe 1 du règlement européen n° 809/2004		Page n°
15	Rémunération et avantages	
15.1	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	72 – 83
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	82 – 83 ; 299 ; 396 ; 452 ; 517 – 518
16	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1	Date d'expiration du mandat actuel	28 ; 30 – 32
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	28 – 32 ; 70 ; 82 – 83
16.3	Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	31 ; 67 – 69
16.4	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	26 – 27
17	Salariés	
17.1	Nombre de salariés	473
17.2	Participations et stock-options des administrateurs	80 – 81
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	515
18	Principaux actionnaires	
18.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	515
18.2	Droits de vote différents des actionnaires susvisés	514 – 515
18.3	Contrôle de l'émetteur	514 – 515
18.4	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	515
19	Opérations avec des apparentés	298 – 299 ; 396
20	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20.1	Informations financières historiques	9 – 10
20.2	Informations financières pro forma	206 – 219 ; 295 – 297 ; 393 – 395
20.3	États financiers	225 – 455
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles	326 – 327 ; 408 – 409 ; 454 – 455
20.5	Date des dernières informations financières	225
20.6	Informations financières intermédiaires	NA
20.7	Politique de distribution des dividendes	7 ; 413 ; 510
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	186 – 189
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	515
21	Informations complémentaires	
21.1	Capital social	512 – 515
21.2	Acte constitutif et statuts	510 – 511
22	Contrats importants	515
23	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	NA
24	Documents accessibles au public	532
25	Informations sur les participations	306 – 315 ; 318 – 325 ; 404 – 407 ; 432 – 438

9.3 Table de concordance de l'EDTF

Recommandation	Page n°
Introduction	
1 Table de concordance	535
2 Terminologie et mesures des risques, paramètres clés utilisés	120 ; 140 – 144 ; 159 ; 168 ; 170 ; 176 ; 179 – 180 ; 183 – 184
3 Présentation des principaux risques et/ou risques émergents	117 – 124
4 Nouveau cadre réglementaire en matière de solvabilité et objectifs du Groupe BPCE	125 – 126 ; 134 – 136 ; 222 – 223
Gouvernance et stratégie de gestion des risques	
5 Organisation du contrôle et de la gestion des risques	85 – 103 ; 137 – 199
6 Culture risques	138
7 Cartographie des risques par pôle métier	117 ; 133 – 134 ; 138 – 139
8 Gouvernance et gestion des stress test internes de crédit et de marché	136 ; 170 – 172 ; 175 – 176
Exigences de fonds propres et emplois pondérés	
9 Exigences minimales de fonds propres	126 ; 132
10a Détail de la composition des fonds propres	128 – 131
10b Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel et des capitaux propres comptables et des fonds propres prudentiels	127 ; 128
11 Évolution des fonds propres prudentiels	128 – 130
12 Trajectoire de capital et objectifs de ratios en CRD 4	135 – 136
13 Risques pondérés par pôle métier et par type de risques	133 – 134
14 Risques pondérés et exigence en capital par méthode et catégorie d'exposition	132 – 134 ; 141 – 145
15 Exposition au risque de crédit par catégorie d'exposition et note interne	145 – 162
16 Évolution des risques pondérés par type de risque	147 ; 172
17 Description des modèles de backtesting et de leur fiabilisation	144
Liquidité	
18 Gestion de la liquidité et réserves de liquidité	179 – 182
19 Actifs grevés	181 – 182
20 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle	286 – 287
21 Stratégie de refinancement	182
Risques de marché	
22 à 24 Mesure des risques de marché	169 – 177
25 Techniques d'encadrement des risques de marché	169 – 170
Risque de crédit	
26 Exposition maximale, ventilation et diversification des risques de crédit	146 – 169 ; 283
27 et 28 Politique de provisionnement et couverture des risques	158 ; 241 – 242 ; 251 – 252 ; 284 – 285
29 Instruments dérivés : notionnels, risque de contrepartie, compensation	162 ; 260 ; 301-302
30 Mécanismes de réduction du risque de crédit	158 – 159 ; 283
Autres risques	
31 Autres risques : risques du secteur de l'assurance, risques opérationnels et risques juridiques, sécurité des systèmes d'information et plans de continuité d'activité	95 – 103 ; 177 – 178 ; 186 – 194
32 Risques déclarés et actions en cours en matière de risques opérationnels et juridiques	177 – 178 ; 186 – 189

9.4 Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion

Informations prévues par l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier	Page n°
Rapport financier annuel	
Comptes consolidés groupe BPCE SA	328 – 407
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	408 – 409
Comptes individuels BPCE	410 – 453
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels	454 – 455
Rapport de gestion	
Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital (articles L. 225-100 et L. 225-100-2 du code de commerce)	115 – 119 ; 201 – 223 ; 410 – 415
Informations requises par l'article L. 225-100-3 du code de commerce relatives aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	NA
Informations relatives aux rachats d'actions (article R. 225-211, al. 2, du code de commerce)	414 ; 512 – 515
Informations sociales, environnementales et sociétales (article L. 225-102-1 du code de commerce)	457 – 507
Informations sur les implantations et les activités (article 511-45 du code monétaire et financier)	316 – 325
Attestation du responsable	530
Honoraires des commissaires aux comptes	111 – 113 ; 452
Rapport du président sur les travaux du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne pour l'exercice 2015	85 – 108

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés du Groupe BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 214 à 319 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2015 sous le numéro D. 15-0157 ;
- les comptes consolidés du groupe BPCE SA de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 320 à 401 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2015 sous le numéro D. 15-0157 ;
- les comptes annuels de BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 402

à 448 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2015 sous le numéro D. 15-0157 ;

- les comptes consolidés du Groupe BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 202 à 288 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D. 14-0182 ;
- les comptes consolidés du groupe BPCE SA de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 290 à 367 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D. 14-0182 ;
- les comptes annuels de BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, présentés aux pages 368 à 416 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D. 14-0182.

9.5 Table de concordance des principales informations sociales, environnementales et sociétales

Domaines/Référentiels	Correspondance GRI 4	Correspondance article 225 – Loi Grenelle 2	Correspondance NRE	Global Compact	Page n°
Stratégie					
Périmètre du rapport	G4-20 ; G4-21 ; G4-22 ; G4-32 ; G4-33	Article R. 225-105			505
	G4-2 ; G4-56 ; G4-15, G4-16 ; G4-45 ; G4-47	Article R. 225-105-1-I 2° a)	Article 148-3.3		458 – 460 ; 478 – 480
		Article R. 225-105-1-I 2° a)			480 ; 485 ; 490
Stratégie Développement Durable		Article R. 225-105-1-I 3° b)			493
Environnement					
Matières	G4-EN1 ; G4-EN2	Article R. 225-105-1-I 2° c)	148-3 1		489
Énergie	G4-EN3 à G4-EN7	Article R. 225-105-1-I 2° c)	148-3 1		485 ; 489
Eau	G4-EN8 à G4-EN10	Article R. 225-105-1-I 2° c)	148-3 1		489
Biodiversité	G4-EN11 ; G4-EN12	Article R. 225-105-1-I 2° e)	148-3 2		490
	G4-EN15 à G4-EN19	Article R. 225-105-1-I 2° d)	148-3 1		485 – 487
Émissions, effluents et déchets	G4-EN23	Article R. 225-105-1-I 2° b)	148-3 1	7/8/9	489
	FS2 ; FS7 ; FS8 ; FS11	Article R. 225-105-1 I 3° a)			465 – 469 ; 490 – 492 ; 494 – 500
Produits & services	G4-EN27	Article R. 225-105-1 I 3° a)			465 – 469 ; 490 – 492
Transport	G4-EN30		148-3 1		487 – 488
Démarche environnementale		Article R. 225-105-1-I 2° a)	148-3 5	7/8/9	485 – 492 ; 503 – 505
Société					
	G4-S01 ; G4-S02	Article R. 225-105-1-I 3° a)			464 – 465 ; 469 – 471 ; 493 ; 497 – 502
Communautés	FS14				464 ; 470 – 472
Procédures anti-blanchiment	G4-S03	Article R. 225-105-1-I 3 d)		10	471 – 472
Responsabilité du fait des produits					
Étiquetage des produits et des services		Article R. 225-105-1-I 3° b)		8	490 – 492 ; 494 – 496
Marketing responsable	G4-PR1	Article R. 225-105-1-I 3 d)			490 – 492
Respect des textes	G4-PR9		148-3 6	10	471
Économie					
Performance économique	G4-EC2			7/8/9	
Politique achat	G4-EC5 ; G4-EC9	Article R. 225-105-1-I 3 c)	Article 148-2.9	1/2	469 – 471
Impacts économiques indirects	G4-EC6 ; G4-EC7	Article R. 225-105-1-I 3° a)			464 – 469 ; 500 – 502
Emploi, relations sociales et travail décent					
Emploi & relations sociales	G4-24 ; G4-10 ; G4-LA1	Article R. 225-105-1-I 1° a), c) et d)	Article 148-2.1° a)		473 – 477 ; 480 – 482 ; 493
	G4-LA8	Article R. 225-105-1-I 1° d)	Article 148-2.1° a) et b)		482
		Article R. 225-105-1-I 1 b) et d)			
Santé et sécurité au travail	G4-LA6 ; G4-LA7		Article 148-2.2		482 – 483
	G4-LA9	Article R. 225-105-1-I 1 e)			
Formation et éducation	G4-LA10	Article R. 225-105-1-I 1 e)	Article 148-2.6		478 – 480
Diversité et égalité des chances	G4-LA12 ; G4-LA13	Article R. 225-105-1-I 1 f)	Article 148-2.3	1/3/4/5/6	473 – 477 ; 480 ; 484
Droits de l'homme					
Liberté syndicale et droit de négociation	G4-HR4		Article 148-2.4		471 ; 484
Interdiction du travail des enfants	G4-HR5				471 ; 484
Abolition du travail forcé ou obligatoire	G4-HR6	Article R. 225-105-1-I 1 g)		2/3/4/5	471 ; 484

9.6 Glossaire

Acronymes

ABE	Autorité bancaire européenne (EBA - <i>European banking authority</i>) : créée le 24 novembre 2010, par un règlement européen, et mise en place le 1 ^{er} janvier 2011 à Londres, elle remplace le comité européen des contrôleurs bancaires (<i>Committee of European Banking Supervisors</i> - CEBS). Cette nouvelle autorité dispose de compétences élargies. Elle est notamment chargée d'harmoniser les règles prudentielles, d'assurer la coordination entre les autorités de supervision nationales et de jouer un rôle de médiation. L'objectif est de mettre en place une supervision à l'échelle européenne sans remettre en cause la compétence des autorités nationales pour la supervision au jour le jour des établissements de crédit
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution : organe de supervision français de la banque et de l'assurance (anciennement CECEI : comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADIE	Association pour le droit à l'initiative économique
AFEF-MEDEF	Association française des entreprises privées – Mouvement des entreprises de France
AFS	<i>Available for sale</i> , ou actifs disponibles à la vente
AGIRC	Association générale des institutions de retraite des cadres
ALM	<i>Asset and Liability Management</i> ou gestion actif-passif
AMF	Autorité des marchés financiers
AQR	<i>Asset quality review</i> (revue de la qualité des actifs) : comprend l'évaluation prudentielle des risques, la revue de la qualité des actifs proprement dite et les tests de résistance
ARRCO	Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés
AT1	<i>Additonal Tier 1</i>
BCBS	<i>Basel Committee on Banking Supervision</i> (comité de Bâle) : institution regroupant les gouverneurs des banques centrales des pays du G20 en charge de renforcer la solidité du système financier mondial ainsi que l'efficacité du contrôle prudentiel et la coopération entre régulateurs bancaires
BCE	Banque centrale européenne
BEI	Banque européenne d'investissement
BMTN	Bons à moyen terme négociables
BRRD	<i>Banking recovery and resolution directive</i>
CCF	<i>Credit conversion factor</i> (facteur de conversion de crédit)
CCI	Certificats coopératifs d'investissement
CDD	Contrat de travail à durée déterminée
CDI	Contrat de travail à durée indéterminée
CEGC	Compagnie européenne de garanties et de caution
CET1	Common Equity Tier 1
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CNCE	Caisse Nationale des Caisses d'Epargne
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
CPM	<i>Credit Portfolio Management</i> (gestion du portefeuille de crédits)
CRD	<i>Capital requirements directive</i> (directive européenne sur les fonds propres réglementaires)
CRR	<i>Capital requirements regulation</i> (règlement européen)
DRH	Direction des Ressources humaines
EDTF	<i>Enhanced disclosure task force</i> : groupe de travail international constitué sous l'égide du Conseil de stabilité financière (FSB) en mai 2012 pour réfléchir au renforcement de la communication financière des banques. L'EDTF, composée de représentants du secteur privé, producteurs et utilisateurs d'informations financières, a publié en octobre 2012 un rapport comprenant 32 recommandations qui visent à renforcer la communication, notamment dans les domaines de la gestion des risques, de l'adéquation des fonds propres et de l'exposition aux risques de liquidité et de financement, de marché, de crédit, ainsi qu'aux autres risques
ETP	Équivalent temps plein
EURIBOR	Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro) : taux de référence du marché monétaire de la zone euro
FBF	Fédération bancaire française : organisme professionnel qui rassemble toutes les entreprises bancaires en France
FCPR	Fonds commun de placement à risque
FGAS	Fonds de garantie à l'accession sociale
FIDEPPP	Fonds d'Investissement et de Développement des Partenariats Public-Privé

Acronymes

FINREP	FINancial REPorting
FRU	Fonds de résolution unique
FSB	<i>Financial stability board</i> (conseil de stabilité financière) : a pour mission d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial et de mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière. Il rassemble les gouverneurs, les ministres des finances et les superviseurs des pays du G20
GAP	Gestion actif-passif
GAPC	Gestion active des portefeuilles cantonnés
GRI	<i>Global Reporting Initiative</i>
G-SIBs	<i>Global systemically important banks</i> : institutions financières dont les difficultés ou la faillite causeraient des perturbations importantes dans le système financier et l'activité économique, en raison de leur taille, de leur complexité et de l'interdépendance systémique. Ces institutions répondent aux critères définis dans les règles du comité de Bâle et sont identifiées dans une liste publiée en novembre 2011 et mise à jour tous les ans. Les établissements classés G-SIBs se voient appliquer progressivement des contraintes croissantes sur le niveau de leur capital
HQE	Haute qualité environnementale
IARD	Incendie, accidents et risques divers
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
IDA	Impôts différés actifs
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> (normes internationales d'information financière)
IRB	<i>Internal rating-based</i> (notations internes) : approche fondée sur les systèmes de notation internes de l'établissement financier
IRBA	<i>Internal rating-based approach</i> (notations internes avancées)
IRBF	<i>Internal rating-based foundation</i> (notations internes fondation)
ISF	Impôt sur la fortune
ISR	Investissement socialement responsable
L&R	<i>Loans and receivables</i> (prêts et créances)
LBO	<i>Leveraged Buy Out</i> ou acquisition par effet de levier
LCB-FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
MSU	Mécanisme de supervision unique
MREL	<i>Minimum requirement for own funds and eligible liabilities</i>
MRU	Mécanisme de résolution unique
NGAM	Natixis Global Asset Management
NPE	<i>Non-performing exposure</i>
NRE	Loi sur les nouvelles réglementations économiques
OH	Obligations de financement de l'habitat
ORSA	<i>Own Risk and Solvency Assessment</i> : dans le cadre du projet de réforme européenne de la réglementation prudentielle du secteur de l'assurance, l'ORSA est un processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité par l'établissement. Il doit illustrer sa capacité à identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière
PCA	Plan de continuité d'activité
PERP	Plan d'épargne retraite populaire
PLI	Prêt locatif intermédiaire
PLS	Prêt locatif social
PME	Petites et moyennes entreprises
PMI	Petites et moyennes industries
PNB	Produit net bancaire
PSLA	Prêt social location-accession
PTZ	Prêt à taux zéro
RSE	Responsabilité Sociale et Environnementale
RSSI	Responsable de la sécurité des systèmes d'information
RTT	Réduction du temps de travail
RWA	<i>Risk weighted assets</i> , ou risques pondérés : le calcul des risques de crédit se précise par une pondération plus fine des encours prenant en compte le risque de défaut de la contrepartie et celui de la créance
S&P	Standard & Poor's
SCF	Compagnie de Financement Foncier, société de crédit foncier du groupe

Acronymes

SCPI	Société civile de placement immobilier
SEC	<i>Securities and Exchange Commission</i> (autorité de contrôle des marchés financiers américains)
SEPA	<i>Single Euro Payment Area</i> ou espace de paiement européen unifié
SFS	Services Financiers Spécialisés
SI	Systèmes d'information
Socama	Sociétés de cautionnement mutuel artisanales
T1 / T2	Tier 1/Tier 2
TPE	Très petites entreprises
TTFE	Taxe sur les transactions financières en Europe
TUP	Transmission universelle de patrimoine
UGT	Unité génératrice de trésorerie

Principaux termes techniques

ABS	Voir titrisation
Action	Titre de capital émis par une société par actions, représentant un titre de propriété et conférant à son détenteur (l'actionnaire) des droits à une part proportionnelle dans toute distribution de bénéfice ou d'actif net ainsi qu'un droit de vote en assemblée générale
Agence de notation	Organisme spécialisé dans l'évaluation de la solvabilité d'émetteurs de titres de dettes, c'est-à-dire de leur capacité à honorer leurs engagements (remboursement du capital et des intérêts dans la période contractuelle)
Bâle II (les accords de)	Dispositif prudentiel destiné à mieux appréhender et limiter les risques des établissements de crédit. Il vise principalement le risque de crédit, les risques de marché et le risque opérationnel des banques. Ces dispositions préparées par le comité de Bâle ont été reprises en Europe par une directive européenne et s'appliquent en France depuis le 1 ^{er} janvier 2008
Bâle III (les accords de)	Évolution des standards prudentiels bancaires qui a intégré les enseignements de la crise financière de 2007-2008. Ils complètent les accords de Bâle II en renforçant la qualité et la quantité de fonds propres minimaux que les établissements doivent détenir. Ils mettent également en œuvre des exigences minimales en termes de gestion du risque de liquidité (ratios quantitatifs), définissent des mesures visant à limiter la procyclicité du système financier (coussins de fonds propres qui varient en fonction du cycle économique) ou encore renforcent les exigences relatives aux établissements considérés comme systémiques
CDO	Voir titrisation
CDPC	<i>Credit Derivatives Products Companies</i> : sociétés spécialisées dans la protection contre le défaut de crédit <i>via</i> des dérivés de crédit
CDS	<i>Credit Default Swap</i> : dérivés de crédit dans le cadre desquels la personne désireuse de se protéger contre un événement de crédit (ex : défaillance d'une contrepartie...) paie à un tiers un flux régulier et reçoit de ce tiers un paiement défini à l'origine en cas de survenance de l'événement de crédit
CERC	Coefficient emplois/ressources clientèle : indicateur de liquidité permettant à un établissement de crédit de mesurer son autonomie envers les marchés financiers
CLO	Voir titrisation
CMBS	Voir titrisation
Coefficient d'exploitation	Ratio indiquant la part du PNB (Produit net bancaire) utilisée pour couvrir les charges d'exploitation (coûts de fonctionnement de l'entreprise). Il se détermine en divisant les frais de gestion par le PNB.
Collatéral	Actif transférable ou garantie apportée, servant de gage au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement
Covered bond	Obligation sécurisée ou collatéralisée : obligation dont le remboursement et le paiement des intérêts sont assurés par les flux de revenus d'un portefeuille d'actifs de grande qualité qui sert de garantie, souvent un portefeuille de prêts hypothécaires, l'établissement cédant est souvent gestionnaire du paiement des flux aux investisseurs (obligations foncières en France, Pfandbriefe en Allemagne)
CVA	<i>Credit valuation adjustment</i> (ajustement de crédit) : correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché des transactions ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché
Décotes (<i>haircut</i>)	Pourcentage qui est déduit de la valeur de marché de titres pour refléter leur valeur dans un environnement de stress (risque de contrepartie ou stress de marché)
Dérivé	Un titre financier ou un contrat financier dont la valeur évolue en fonction de la valeur d'un actif sous-jacent, qui peut être financier (actions, obligations, devises...) ou non financier (matières premières, denrées agricoles...). Cette évolution peut s'accompagner selon le cas d'un effet démultiplicateur (effet de levier). Les produits dérivés peuvent exister sous forme de titres (warrants, certificats, EMTN structurés...) ou sous forme de contrats (forwards, options, swaps...). Les contrats dérivés cotés sont appelés <i>futures</i>
Dérivé de crédit	Produit financier dont le sous-jacent est une créance ou un titre représentatif d'une créance (obligation). Le but du dérivé de crédit est de transférer les risques relatifs au crédit, sans transférer l'actif lui-même dans un but de couverture. Une des formes les plus courantes de dérivé de crédit est le <i>credit default swap</i> (CDS)
DVA	<i>Debit valuation adjustment</i> (DVA) : symétrique du CVA. Représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments
EAD	<i>Exposure at default</i> (exposition au moment du défaut) : montant dû par le client à la date d'entrée en défaut. Ce montant est composé du capital restant dû, des impayés, des intérêts courus non échus, des frais et des pénalités
EFP	Exigences en fonds propres : soit 8 % des risques pondérés (RWA)
EL	<i>Expected loss</i> (perte attendue) : perte susceptible d'être encourue compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Elle s'obtient en multipliant l'exposition en risque (EAD) par la probabilité de défaut (PD) et par le taux de perte (LGD)
Equity (tranche)	Dans un montage de titrisation, désigne la tranche qui supporte les premières pertes dues à des défauts au sein du portefeuille sous-jacent
Exposition brute	Exposition avant prise en compte des provisions, des ajustements et des techniques de réduction de risque
Fonds propres Tier 1	Fonds propres de base incluant la situation nette consolidée de l'établissement minorée de déductions réglementaires
Fonds propres Tier 2	Fonds propres complémentaires (constitués principalement de titres subordonnés) minorés de déductions réglementaires
IRC	<i>Incremental Risk Charge</i> (charge dite « incrémentale ») : charge en capital exigée au titre du risque de migrations de notation et de défaut des émetteurs à horizon un an pour les instruments de taux et de crédit du portefeuille de négociation (bonds et CDS). L'IRC est une valeur en risque à 99,9 % c'est-à-dire le plus grand risque obtenu après élimination de 0,1 % des occurrences les plus défavorables
Juste valeur	Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif, lors d'une transaction normale entre intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie (<i>exit price</i>)
LCR	Liquidity Coverage Ratio (ratio de liquidité à un mois) : vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque. Le LCR oblige les banques à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés, pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant 30 jours de crise, sans soutien des banques centrales

Principaux termes techniques

Liquidité	Pour une banque, il s'agit de sa capacité à couvrir ses échéances à court terme. Pour un actif ce terme désigne la possibilité de l'acheter ou de le vendre rapidement sur un marché avec une décote limitée
LGD	<i>Loss given default</i> : indicateur de risque de crédit de la réglementation Bâle II correspondant au taux de perte d'une créance en cas de défaut
Notation	Évaluation, par une agence de notation financière (Fitch Ratings, Moody's, Standard & Poor's), du risque de solvabilité financière d'un émetteur (entreprise, État ou autre collectivité publique) ou d'une opération donnée (emprunt obligataire, titrisation, covered bonds). La notation a un impact direct sur le coût de levée du capital
NSFR	Net Stable Funding Ratio (ratio de liquidité à long terme) : vise à promouvoir la résilience à plus long terme en instaurant des incitations supplémentaires à l'intention des banques, afin qu'elles financent leurs activités au moyen de sources structurellement plus stables. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période de 1 an, a été conçu pour fournir une structure viable des échéances des actifs et passifs
Obligation	Une obligation est une fraction d'un emprunt, émis sous la forme d'un titre, qui est négociable et qui dans une même émission, confère les mêmes droits de créance sur l'émetteur pour une même valeur nominale (l'émetteur étant une entreprise, une entité du secteur public ou l'État)
PD	Probabilité de défaut : probabilité qu'une contrepartie de la banque fasse défaut à horizon d'un an
Ratio de Common Equity Tier 1	Rapport entre les fonds propres Common Equity Tier One (CET1) et les risques pondérés. Le ratio CET1 est un indicateur de solvabilité utilisé dans les accords prudentiels de Bâle III
Ratio de levier	Rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement et les éléments déduits des fonds propres. Objectif principal : servir de mesure de risque complémentaire aux exigences de fonds propres
Re-titrisation	La titrisation d'une exposition déjà titrisée où le risque associé aux sous-jacents a été divisé en tranches et dont au moins l'une des expositions sous-jacentes est une exposition titrisée
Risque de crédit et de contrepartie	Risque de pertes résultant de l'incapacité des clients, d'émetteurs ou d'autres contreparties à faire face à leurs engagements financiers. Le risque de crédit inclut le risque de contrepartie afférent aux opérations de marché et aux activités de titrisation
Risque de marché	Risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres
Risque structurel de taux d'intérêt et de change	Risques de pertes ou de dépréciations sur les actifs en cas de variation sur les taux d'intérêt et de change. Les risques structurels de taux d'intérêt et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre
Risque de liquidité	Représente pour une banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné
RMBS	Voir titrisation
ROE	Return on Equity, ou retour sur capitaux propres normatifs : rapport entre le résultat net retraité de la rémunération des titres hybrides comptabilisés en instruments de capitaux propres et les capitaux propres comptables retraités (notamment des titres hybrides), qui permet de mesurer la rentabilité des capitaux
Swap	Accord entre deux contreparties pour l'échange d'actifs ou des revenus d'un actif contre ceux d'un autre jusqu'à une date donnée
Titrisation	Opération consistant à transférer un risque de crédit (créances de prêts) à un organisme qui émet, à cette fin, des titres négociables souscrits par des investisseurs. Cette opération peut donner lieu à un transfert des créances (titrisation physique) ou au seul transfert des risques (dérivés de crédit). Les opérations de titrisation peuvent, selon les cas, donner lieu à une subordination des titres (tranches) : <ul style="list-style-type: none"> - ABS - <i>Asset-Backed Securities</i> (titre adossé à des actifs) : titre représentatif d'un portefeuille d'actifs financiers (hors prêts hypothécaires), dont les flux sont basés sur ceux de l'actif ou du portefeuille d'actifs sous-jacents ; - CDO - <i>Collateralised Debt Obligations</i> : instruments financiers adossés à un portefeuille d'actifs qui peuvent être des prêts bancaires (résidentiels) ou des obligations émises par des entreprises. Le paiement des intérêts et du principal peut faire l'objet d'une subordination (création de tranches) ; - CLO - <i>Collateralised Loan Obligations</i> : produit dérivé de crédit faisant référence à un portefeuille homogène de prêts commerciaux ; - CMBS - <i>Commercial Mortgage-Backed Securities</i> : titrisation de crédits hypothécaires commerciaux ; - RMBS - <i>Residential Mortgage-Backed Security</i> (titrisation de crédits hypothécaires résidentiels) : titre de dette adossé à un portefeuille d'actifs constitué de prêts hypothécaires souscrits à des fins résidentielles
TLAC	<i>Total loss absorbing capacity</i> (capacité totale d'absorption des pertes) : ratio commun aux G-SIBs permettant de s'assurer que chaque banque systémique se dotera d'une capacité lui permettant de poursuivre ses activités essentielles pour l'économie, même après une perte qui aurait englouti la totalité de son capital. Le FSB a publié en novembre 2015 le calibrage final du TLAC : l'ensemble des instruments éligibles au TLAC devra être équivalent à au moins 16 % des risques pondérés au 1 ^{er} janvier 2019 et à au moins 6 % du dénominateur du ratio de levier, puis le TLAC devra être équivalent à 18 % des risques pondérés et 6,75 % du dénominateur du ratio de levier à partir du 1 ^{er} janvier 2022
TRS	Total Return Swap : opération par laquelle deux acteurs économiques échangent les revenus et l'évolution de la valeur de deux actifs différents pendant une période de temps donnée
TSS	Titres supersubordonnés : obligations de caractère perpétuel, sans engagement contractuel de remboursement, entraînant une rémunération perpétuelle. En cas de liquidation, ils sont remboursés après les autres créanciers (prêts subordonnés). Ces titres ont une rémunération annuelle qui est conditionnelle au paiement d'un dividende, ou à la réalisation d'un résultat
Volatilité	La volatilité mesure l'ampleur des fluctuations du prix d'un actif et donc son risque. Elle correspond à l'écart-type des rentabilités instantanées de l'actif sur une certaine période.
VaR	Value at Risk : mesure du risque de marché sur le portefeuille de trading d'une banque, exprimée en unité monétaire. Elle permet à l'entité qui la calcule d'évaluer les pertes maximales auxquelles elle pourrait avoir à faire face sur son portefeuille de négociation. Par construction statistique, la VaR est toujours associée à un intervalle de confiance (généralement 95 % ou 99 %) et un horizon de temps (en pratique 1 jour ou 10 jours, puisque les positions de trading concernées par la VaR sont censées se déboucler en quelques jours)

Anglicismes

Back office	Service d'appui ou de post-marché, chargé des fonctions administratives chez un intermédiaire financier
Backtesting	Méthode consistant à vérifier que le résultat réel ne dépasse la perte VaR (Value at Risk) que rarement
Broker	Courtier
Brokerage	Courtage
Co-lead	Co-chef de file
Commodities	Matières premières
Corporate	Entreprise
Coverage	Couverture (au sens suivi des clients)
Datacenter	Centre de données
Front office	Service clientèle (équipe des opérateurs de marché)
Hedge funds	Fonds de gestion alternative : fonds d'investissement à vocation spéculative qui visent un objectif de rendement absolu et qui disposent pour ce faire d'une grande liberté de gestion
Holding	Société tête de groupe
Joint-venture	Entreprise commune
Loss ratio	Rapport sinistres/primes encaissées
Mark-to-market	Méthode qui consiste à évaluer régulièrement, voire en permanence, une position sur la base de sa valeur observée sur le marché au moment de l'évaluation
Mark-to-model	Méthode qui consiste à valoriser une position sur la base d'un modèle financier et donc d'hypothèses formulées par l'évaluateur
Monoline	Sociétés qui apportent un rehaussement de crédit aux intervenants des marchés financiers
New Deal	Nouveau plan stratégique mis en place par Natixis
Reporting	Rapports
Spread	Marge actuarielle : écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique
Trading	Négociation
Watchlist	Liste à surveiller



BPCE

Société anonyme à directoire
et conseil de surveillance
au capital de 155 742 320 euros

Siège social :

50, avenue Pierre Mendès-France
75201 Paris Cedex 13
Tél. : 33 (0) 1 58404142
RCS Paris N°493 455 042

www.groupebpce.fr

